

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

15e Législature — 2e session

Séances du 11 janvier au 19 mars 1921

1921

Texte établi par Josée Levasseur

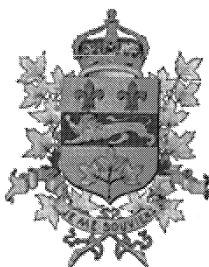
Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

15e Législature - 2e session

Séances du 11 janvier au 19 mars 1921

1921



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

15e Législature — 2e session

Séances du 11 janvier au 19 mars 1921

1921

Texte établi par Josée Levasseur

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

2009

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Josée Levasseur
Introduction :	Chantal Charron
Traduction:	Mathieu Boily
	Tony Gagnon
Révision et édition:	Donald Chouinard
	Michel Rhéaume
Indexation:	Nicole Davignon
Collaboration:	Marie Auger
	Christian Blais
	Rénald Buteau
	Gilles Gallichan
	Jocelyn Saint-Pierre
	Marthe Bussièrès
	Réjeanne Trépanier
	Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 4^e trimestre 2009

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23853-8

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1921

L'année 1920 est riche en événements qui amorcent un tournant décisif de l'Occident vers la modernité. Le monde sort de la Grande Guerre en bonne partie reconfiguré, et le XX^e siècle annonce définitivement ses couleurs.

À Québec, c'est d'abord un célèbre fait divers qui fait les manchettes et captive l'opinion publique. Les semaines qui suivent la fin de la session de 1919-1920 sont chargées pour le député et Orateur Joseph-Napoléon Francoeur : il agit à titre d'avocat de la défense lors du procès de Marie-Anne Houde, lequel se tient du 13 au 21 avril 1920 devant la Cour du banc du roi du district judiciaire de Québec. C'est Arthur Fitzpatrick, le fils du lieutenant-gouverneur, qui assume la fonction de procureur de la couronne. Le procès est présidé par l'ancien procureur général de la province sous le gouvernement Flynn, le juge Louis-Philippe Pelletier. Au terme de ce procès, la seconde épouse de Téléphore Gagnon est déclarée coupable du meurtre de la petite Aurore Gagnon, à qui elle a fait subir pendant des mois de multiples abus physiques. Condamnée à être « pendue jusqu'à ce que mort s'en suive », Marie-Anne Houde verra cependant sa peine commuée en réclusion à perpétuité après qu'elle eut accouché de jumeaux à la prison de Québec. Elle est alors transférée au pénitencier de Kingston, en Ontario. Le martyre de la petite Aurore s'ancre dès lors dans l'imaginaire collectif des Canadiens français : le 17 janvier 1921, moins d'un an après la mort de la fillette, la pièce *La petite Aurore, l'enfant martyre* prend l'affiche au théâtre Alcazar de Montréal et sera jouée en tournée pendant trente ans. Le drame sera par la suite immortalisé au cinéma en 1952, puis à nouveau en 2005¹.

Le paysage politique change passablement à l'aube de cette nouvelle décennie. D'abord, la capitale a un nouveau maire depuis le 16 février 1920, en la personne de Joseph-Octave Samson. Le premier ministre canadien Robert Borden, dont la santé est chancelante, annonce le 1^{er} juillet qu'il quitte la vie politique. Son successeur, Arthur Meighen, est assermenté le 10 juillet à Ottawa; la veille, Louis-Alexandre Taschereau avait également prêté serment, immédiatement après que sir Lomer Gouin eut annoncé sa démission comme premier ministre du Québec.

De l'autre côté de l'Atlantique, le 10 janvier 1920 marque l'entrée en vigueur du traité de Versailles, qui impose à l'Allemagne de sévères clauses territoriales, militaires et économiques. La situation est humiliante pour les vaincus de la Grande Guerre, qui considèrent le traité comme un Diktat². Un mois plus tard, un nouveau parti politique voit le jour à Munich: il s'agit du Parti ouvrier allemand, qui devient par la suite le Parti national-socialiste des travailleurs allemands, mieux connu aujourd'hui sous le nom de Parti nazi. La fin de la Première Guerre mondiale porte en elle les germes de la Seconde.

En juin 1920, le monde assiste au démembrement de l'Empire ottoman, vieux de plus de six siècles. Pour la Turquie et tout le Moyen-Orient, dont le Liban et la Palestine, le paysage politique du monde contemporain avec ses guerres et ses conflits prend déjà forme. L'Empire britannique subit aussi les contrecoups de l'après-guerre : le 1^{er} août, dans la péninsule indienne, le Mahatma Gandhi entame son combat contre la domination coloniale au moyen d'une campagne de désobéissance civile. Le 8 septembre, le Parti du Congrès adopte son programme de lutte non violente qui conduira l'Inde vers son indépendance, en 1947. Les 20 et 21 février 1921, l'Iran est bouleversé par le coup d'État militaire de Reza Khan, qui parvient à écarter du pouvoir Ahmad Shah Qadjar.

La crainte du bolchevisme est toujours aussi présente dans les pays capitalistes. Tandis que de janvier à septembre 1920 les États-Unis sont en proie à la «Terreur rouge³», les anarchistes italiens Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti sont arrêtés le 5 mai. Ils sont soupçonnés d'être les auteurs du braquage de South Braintree, en banlieue de Boston, au cours duquel deux convoyeurs ont été tués. Faussement accusés du crime au terme d'un procès controversé, ils sont condamnés à mort en juillet 1921.

La démocratie nord-américaine effectue quelques pas de plus vers le suffrage universel: le 26 février 1920, les Amérindiens du Canada obtiennent le droit de vote; six mois plus tard jour pour jour, les États-Unis accordent aux femmes ce même droit, qu'elles pourront exercer lors de

l'élection présidentielle du 2 novembre. C'est le républicain Warren G. Harding qui remplacera Thomas Woodrow Wilson à la Maison-Blanche lors de l'investiture du 20 janvier 1921.

Le 21 juin 1920, le révérend père jésuite Joseph-Papin Archambault, de l'École sociale populaire, présente la première session des Semaines sociales du Canada à la salle Saint-Sulpice de Montréal. Ces sessions, qui visent à trouver des solutions aux problèmes sociaux de l'époque, s'inspirent de la doctrine sociale de l'Église⁴. Les problèmes qu'espère endiguer ce mouvement ne sont d'ailleurs pas étrangers aux transformations profondes qui s'opèrent dans la province et que révèle hors de tout doute le recensement de 1921 : de rural qu'il a toujours été, le Québec est devenu majoritairement urbain avec 56 % de sa population répertoriées dans les villes⁵. L'urbanisation amène cependant son lot de problèmes – comme la pauvreté et la criminalité – auxquels les autorités ne sont pas prêtes à faire face. Et ce qui n'arrange en rien les choses, l'économie se porte plutôt mal depuis la dernière année. Les prix sont à la baisse et le chômage à la hausse. Cependant, dit-on à l'époque, le Québec souffrirait moins de cette dépression que les autres provinces⁶.

La technologie des nouveaux médias connaît d'importants développements : le 20 mai, une première émission radiophonique musicale est diffusée en direct de l'immeuble Marconi, situé à Montréal, par la station XWA qui, le 20 novembre, deviendra le poste CFCF⁷. Le 25 janvier 1921, le premier service téléphonique pancanadien est inauguré. La première conversation a lieu ce jour-là à midi, dure trois minutes, et se déroule entre un abonné d'Ottawa et un abonné de Vancouver.

Le 19 novembre, l'ancien premier ministre Lomer Gouin devient le premier président honoraire de l'Université de Montréal. Il avait également été nommé directeur politique du journal *La Presse* au courant du mois d'août, fonction qu'il occupe jusqu'en décembre 1920. Deux nouveaux quotidiens font leur apparition cette année-là : le 19 juin, le journal populiste *Le Matin* est publié pour la première fois à Montréal. Il prendra plus tard le nom de *Petit Journal*. À Trois-Rivières, le 30 octobre, le journal *Le Nouvelliste* est fondé par l'homme d'affaires Joseph-Herman Fortier. Ce même automne, l'abbé Lionel Groulx succède à Omer Héroux à la direction du périodique nationaliste *L'Action française*. En janvier 1921, Groulx y résume ses idées :

Notre doctrine, elle peut tenir tout entière dans cette brève formule : nous voulons reconstituer la plénitude de notre vie française. Nous voulons retrouver, ressaisir, dans son intégrité, le type ethnique qu'avait laissé ici la France et qu'avaient modelé cent cinquante ans d'histoire. Nous voulons refaire l'inventaire des forces morales et sociales qui, en lui, se préparaient alors à l'épanouissement⁸.

D'autres faits retiennent également notre attention, notamment la création officielle, le 1^{er} avril 1920, du 22^e Régiment de la Force permanente de la Milice active du Canada. Ce bataillon de Canadiens français sera logé à la garnison de la Citadelle de Québec, qu'aucune troupe de langue française n'avait occupé depuis 1759. Le premier commandant de ce régiment, qui compte 900 personnes, est le lieutenant-colonel Henri Chassé⁹. Le 2 mai, l'heure avancée entre en vigueur dans la plupart des villes de la province de Québec, tandis que le 22 août, un incendie ravage la structure tubulaire du pont Victoria qui relie Montréal à sa rive sud. Le fermeture du pont pendant une semaine remet à l'ordre du jour la question concernant la construction d'une seconde structure permettant d'enjamber le Saint-Laurent entre Montréal et Longueuil¹⁰.

Quelques personnalités illustres décèdent en 1920 : Louis-Amable Jetté, lieutenant-gouverneur du Québec de 1898 à 1908, s'éteint le 5 mai et, le 27 juin, l'écrivain Adolphe-Basile Routhier, parolier du *Ô Canada*, succombe à son tour. Simon-Napoléon Parent, ancien premier ministre (1900-1905) et maire de Québec (1894-1906), rend l'âme le 7 septembre, tandis que le désormais célèbre Alphonse Desjardins, fondateur des caisses populaires, meurt le 31 octobre. En Europe, le grand sociologue allemand Max Weber, l'un des fondateurs de sa discipline, décède à Munich le 14 juin.

Le 22 décembre 1920, au plafond de la salle de l'Assemblée législative, on inaugure l'œuvre intitulée *Je me souviens*, réalisée par le peintre Charles Huot. Au moment où s'ouvre la nouvelle session dans cette salle embellie, le Québec, comme le reste du monde, aspire à se tourner vers l'avenir.

Les parlementaires

Le 11 janvier 1921, la deuxième session de la 15^e Législature débute sous le signe de la nouveauté, puisque la Chambre accueille un nouveau premier ministre en la personne de Louis-Alexandre Taschereau. L'événement ne s'était pas produit depuis l'accession au pouvoir de Lomer Gouin, en 1905. Trois députés élus en octobre y font leur première rentrée parlementaire : Édouard Hamel, un notaire de Pont-Rouge, qui est élu sans opposition, occupe le siège du député de Portneuf laissé vacant par le départ de sir Lomer Gouin; le cultivateur et marchand général Nérée Morin, élu député de Kamouraska à la suite de la démission d'Adolphe Stein le 15 mars, lequel est élu à la Chambre des communes lors de l'élection partielle du 31 mars; et le notaire Léonide-Nestor-Arthur Ricard, de Shawinigan-Falls, qui devient député de Saint-Maurice en remplacement de Georges-Isidore Delisle, décédé en cours de mandat le 26 mars.

Les ministres du cabinet Taschereau sont assermentés le 10 juillet 1920. Un seul nouveau visage fait son entrée au Conseil exécutif : le conseiller législatif de la division de Montarville et avocat de la Beauharnois Light, Heat and Power, Joseph-Léonide Perron qui, en plus, devient ministre d'État sans portefeuille. Le premier ministre Taschereau conserve quant à lui son titre de procureur général de la province. Tous les ministres nommés à la session précédente par Lomer Gouin demeurent en fonction¹¹.

Très peu de changements sont à signaler à la Chambre basse : les libéraux occupent toujours 74 sièges, les conservateurs, cinq, et les ouvriers, deux. Le député libéral Joseph-Napoléon Francoeur (Lotbinière) agit à titre d'Orateur de l'Assemblée pour une deuxième session consécutive, tandis que son collègue Adrien Beaudry (Verchères) assume encore une fois la charge d'Orateur suppléant.

Les conservateurs se font tout aussi rares du côté de la Chambre haute où ils occupent seulement deux sièges sur les 24 existants : Jean Girouard dans la division de Lorimier, et Thomas Chapais dans celle des Laurentides; les autres sont détenus par des libéraux. C'est d'ailleurs le conseiller de la division de La Vallière, le libéral Adélard Turgeon, en poste depuis 1909, qui continue à y tenir le rôle d'Orateur du Conseil législatif. Un nouveau venu ne passe cependant pas inaperçu : l'ancien premier ministre Lomer Gouin est nommé conseiller législatif de la division de Salaberry le 22 juillet 1920. Cette division n'était plus représentée par un conseiller depuis le décès du libéral Alphonse Racine, le 30 mai 1918. Quant au libéral Georges-Aimé Simard, il démissionne de son poste de conseiller de la division de Repentigny le 1^{er} mars 1921, pour accéder à la présidence de la nouvelle Commission des liqueurs. Le siège de Repentigny va demeurer vacant jusqu'au retour de Simard le 12 novembre 1923. Le poste de lieutenant-gouverneur est toujours détenu par Charles Fitzpatrick, oncle et ancien associé de Louis-Alexandre Taschereau dans le cabinet d'avocats qu'ils partageaient avec l'ancien premier ministre Simon-Napoléon Parent.

Le Parti libéral de Louis-Alexandre Taschereau

Tous les matins à son étude, Alexandre Taschereau devançait la sténographe et le saute-ruisseau. Il s'enfermait deux heures plus tard dans son bureau de ministre, travaillait quinze heures par jour, et se rendait à Montréal une fois par semaine. Sur ses allées et venues, le garçon d'ascenseur pouvait régler sa montre¹².

Né à Québec en 1867, Louis-Alexandre Taschereau est issu d'une grande famille bourgeoise¹³. Neveu de M^{re} Elzéar-Alexandre Taschereau, qui fut cardinal et archevêque de Québec de 1870 à 1898, il est le fils de l'avocat Jean-Thomas Taschereau, juge à la Cour suprême; par sa mère, il est également le petit-fils de René-Édouard Caron, qui fut lieutenant-gouverneur de 1873 à 1876. Admis au Barreau de la province de Québec en 1889, il est élu pour la première fois député libéral de Montmorency en 1900. De 1907 à 1919, il occupe le poste de ministre des Travaux publics et du Travail, puis celui de procureur général de la province jusqu'à sa nomination comme premier ministre.

La désignation de Louis-Alexandre Taschereau comme successeur de Lomer Gouin est unanimement approuvée par les libéraux; non seulement il partage « les vues de Gouin, [mais] il est depuis longtemps le ministre le plus prestigieux et le plus compétent du cabinet¹⁴ ». Il s'engage d'ailleurs à « “continuer la politique inaugurée et sagement poursuivie” par son

prédécesseur : expansion économique; concorde entre les races et les classes, à l'intérieur de la province¹⁵ ».

Le nouveau premier ministre entré en fonction le 9 juillet doit aussi composer avec un nouvel homologue à Ottawa; en effet, dès le lendemain, le conservateur Arthur Meighen est assermenté à titre de premier ministre du Canada. Or, les relations sont tendues entre les conservateurs fédéraux et les libéraux provinciaux, surtout depuis la crise de la conscription. Meighen entreprend une campagne de séduction dans plusieurs villes de la province, prononçant des discours à travers lesquels il tend la main aux Canadiens français et au successeur de Gouin. Mais alors qu'ils se trouvent au pied de la statue de sir George-Étienne Cartier à Québec, Taschereau sert un avertissement à Meighen : « Qu'on ne tente pas de porter atteinte à nos lois, à notre système scolaire, à tout ce qui constitue notre caractère distinctif¹⁶! » Dans son adresse en réponse au discours du trône qu'il prononce le 13 janvier 1921, soit deux jours après l'ouverture de la session, le chef libéral annonce d'emblée « la revendication énergétique et complète de notre autonomie provinciale » comme étant l'une des « trois idées maîtresses » qui président « à toutes [les] initiatives et à tous [les] efforts » de son gouvernement :

Pour que notre province prospère, il faut qu'elle puisse se mouvoir dans la sphère de ses attributions, sans entraves et sans ces empiétements arbitraires qui brisent l'unité nationale et ébranlent les assises de la Confédération. Le pacte fédératif doit être pleinement respecté dans l'esprit et dans la lettre. Les circonstances m'invitent à ajouter qu'un impérialisme outré, d'où qu'il vienne, de près ou de loin, ne trouvera pas droit de cité chez nous. Nous sommes un jeune pays à peine sorti du berceau, et nous avons besoin de toutes nos forces pour nous développer. Il est des problèmes qu'il incombe à d'autres de résoudre, les nôtres ont les premiers titres à notre attention.

Une seconde idée, selon lui, tout aussi fondamentale, consiste à « demeurer fidèles aux traditions du libéralisme » :

[N]ous voulons que Québec reste la terre où sont respectées toutes les libertés, toutes les croyances et toutes les races. Le dernier reproche que nous voudrions mériter serait d'avoir, dans un de nos actes législatifs ou administratifs, porté la moindre atteinte aux convictions honnêtes et légitimes du plus humble de nos concitoyens.

En cela, il lui apparaît essentiel d'en inclure une troisième :

[N]ous voulons que l'idée libérale inspire et dirige toute la politique de notre gouvernement. Je crois aux vieux partis politiques et à leurs fortes lignes de démarcation. Sans cette démarcation qui indique des convictions bien tranchées, le régime constitutionnel devient un jeu de bascule qui paralyse les meilleurs efforts, les initiatives les plus heureuses. Le Parti libéral a fait notre province ce qu'elle est. Il a ses traditions et ses espérances. Pour continuer à réaliser son œuvre, il ne lui faut ni renoncer aux unes, ni abdiquer les autres. Les libéraux qui ont élevé notre province à ses hautes destinées furent des libéraux tout court; nous resterons des libéraux tout court. (13 janvier)

Ce qui n'exclut pas qu'au sein même du parti les grands ténors que sont les ministres Louis-Athanase David (Terrebonne), Joseph-Édouard Caron (Îles-de-la-Madeleine), Joseph-Édouard Perrault (Arthabaska) et Walter George Mitchell (Richmond) soient parfois confrontés à des députés aux personnalités tout aussi affirmées, comme Henry Miles (Montréal-Saint-Laurent), Andrew Philips (Huntingdon), Peter Bercovitch (Montréal-Saint-Louis), Bernard-Augustin Conroy (Montréal-Saint-Anne) et Joseph-Henri Lemay (Sherbrooke), pour ne nommer que ceux-là. Les projets proposés suscitent régulièrement des discussions, et les désaccords font surface à de nombreuses reprises en Chambre, notamment en ce qui a trait à la création de la Commission des liqueurs et à la loi de l'Assistance publique. Bien que les différends soient exprimés avec une certaine réserve, le journaliste Louis Dupire n'est pas dupe : « On sent, écrit-il dans *Le Devoir*, que le bloc du gouvernement est derrière son apparence de cohésion et de solidarité, travaillé par des lézardes¹⁷. »

Arthur Sauvé et les conservateurs

Toujours très minoritaires sur le parquet du salon vert – 5 députés contre 74 libéraux –, les conservateurs ont cependant la chance d'être dirigés par un chef qui sait faire preuve d'une grande détermination et qui, à lui seul, est en mesure d'assurer l'opposition. De son côté, le député anglophone Charles Allan Smart (Westmount) semble afficher une réelle assurance bien qu'il s'exprime la plupart du temps en anglais; l'historien Robert Rumilly trace un portrait peu flatteur des talents oratoires de Charles Ernest Gault (Montréal-Saint-Georges), qui parle « avec une voix éteinte » et « refuse toujours à la Chambre le plaisir de l'entendre », ainsi que des députés ruraux Pierre-Joseph Dufresne (Joliette) et Joseph-Olier Renaud père (Laval), dont il dira qu'ils étaient « facilement empêtrés dans les barbelés de la syntaxe [et] n'étaient pas des foudres d'éloquence¹⁸ ».

Tout au long de sa carrière de chef de l'opposition à l'Assemblée législative, Sauvé déplore que « la seule province française du Canada fût conduite, au point de vue industriel et financier, par des hommes d'une autre race, étrangers aux traditions et aux aspirations françaises », ce qui n'aura pas pour effet de le rapprocher des conservateurs anglais¹⁹. Certains de leurs journaux, même de longue tradition conservatrice comme le *Chronicle* de Québec, ne manqueront pas de le rabrouer à l'occasion. De toute façon, Sauvé préfère conserver ses distances par rapport à ces derniers, qu'il juge « trop impérialistes et trop subordonnés aux intérêts financiers²⁰ ».

Dans les journaux anglophones, dont la *Gazette* et le *Chronicle*, les tories ont en général évité de s'opposer au gouvernement Gouin, défenseur de ces mêmes intérêts. À l'été 1920, en réponse à un discours du nouveau premier ministre du Canada, le conservateur Arthur Meighen, Sauvé aurait écrit dans *La Minerve* : « La province de Québec est conservatrice, mais pas tory²¹. » L'historien Rumilly impute aux conservateurs de langue anglaise le fait que Sauvé quitte *La Minerve* à peine quelques jours après avoir fait paraître son article invoquant que ce sont ces derniers qui tiennent en main « l'organisation ministérielle à Montréal²² ».

En outre, Sauvé explique que la prospérité dont jouit le Québec est redevable non pas à « l'application du libéralisme doctrinaire, ni [à celle] de la démagogie libérale, mais [à] la mentalité conservatrice de notre province », que le clergé « a réussi à faire maintenir [...] sous un gouvernement libéral ». Et c'est « parce qu'elle a su garder intactes ses plus saines traditions » soutient-il, que « ses conditions sociales et économiques sont meilleures et plus rassurantes qu'ailleurs ». Ces progrès sont davantage attribuables au « développement industriel de nos villes et [à] l'augmentation de production agricole due à l'initiative, au patriotique esprit de travail de nos cultivateurs et de leurs familles, comme aussi aux avantages extraordinaires qu'offraient les marchés local et mondial » qu'au gouvernement libéral, qui préfère abandonner les ressources naturelles de la province aux mains de capitalistes « étrangers » (13 janvier).

D'autant plus que pour le chef conservateur, le discours qui prétend que « [l]e Canadien français ne peut rien faire, [qu']il est trop pauvre pour qu'on lui demande de grosses entreprises financières » relève d'« une conception fausse et dangereuse ». C'est donc toujours dans le but de mieux répondre « à la conservation de nos traditions, de notre mission, de nos aspirations » qu'il propose depuis 1916 la nationalisation de certaines industries, et préconise « la coopération sous la protection et l'encouragement de l'État », plutôt que de laisser les banques continuer à drainer l'argent des épargnants et des « déposants de nos campagnes »:

Je ne suis pas un étatiste ni un communiste, déclare-t-il, car je prétends aussi qu'un gouvernement ne doit pas s'avancer ni rien entreprendre au-delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers [...] Je suis encore partisan de la doctrine chrétienne si brillamment définie par M^{gr} Paquet: "L'autorité de l'État, et c'est son honneur, imite la divine providence dont la sollicitude s'étend à chacune des créatures autant qu'à leur ensemble. Elle jouit d'un droit de tutelle et d'assistance sur la communauté sociale prise en bloc, et aussi sur les diverses parties qui la composent. Les pouvoirs publics existent non pour l'avantage personnel des chefs ou de quelques favoris, mais pour le salut commun, le bien de la masse et le bien des groupes dont elle est formée. Ce bien n'est pas à l'abri des abus de la liberté. Il y a donc des conflits possibles, et des situations sociales telles qu'elles appellent et justifient l'intervention politique. Il

y a des droits que la loi doit protéger, des intérêts qu'elle doit sauvegarder." (13 janvier)

En cela, le conservateur Arthur Sauvé se démarque de l'idéologie libérale du « laisser-faire », tout en faisant la promotion d'un programme étrangement similaire à celui proposé par le gouvernement Taschereau à travers sa loi de l'Assistance publique :

L'école libérale-conservatrice que nous avons suivie, nous, dans cette province, a orienté et gardé les esprits entre les écueils opposés de l'école libérale et de l'école socialiste, et elle a soutenu intégralement, en dépit des sarcasmes et des injures de la horde démagogique et libertaire, la vraie, la saine, la juste théorie sociale de l'État. Chaque fois que l'étranger vient nous faire un compliment ici, il rend hommage non pas au gouvernement du jour, mais à la population restée fidèle à son clergé qui dirige non seulement les âmes, mais aussi nos maisons d'éducation et toutes nos œuvres sociales. (13 janvier)

Ces ouvriers qui n'en sont plus?

Les deux députés du Parti ouvrier qui ont été élus aux élections générales de l'été 1919 siègent toujours à l'Assemblée législative. Mais bien qu'Adélard Laurendeau (Maisonnette) et Aurèle Lacombe (Montréal-Dorion) se soient rangés du côté du Parti libéral peu de temps après leur entrée au Parlement, ils continuent d'assurer la défense des leurs quand l'occasion se présente. Leur position ambiguë fait cependant l'objet de discussions dans les journaux, qui prêtent une oreille attentive à leurs interventions en Chambre.

Dans son édition du 18 mars 1921, *L'Action catholique* mentionne que M. Lacombe « fait l'éloge du gouvernement qui, dit-il, a su accorder aux ouvriers une législation qui sans être parfaite n'est pas moins bonne », et que M. Laurendeau fait de même en disant que le gouvernement « s'est toujours occupé des ouvriers ». Le journal rapporte également les propos du chef de l'opposition, qui dit « que le discours de M. Lacombe est celui d'un partisan qui ne veut pas faire de peine à son patron et que ce patron est le gouvernement²³ ».

Dans les débats de l'Assemblée, les députés Lacombe et Laurendeau demeurent discrets. Ce dernier approuve le projet relatif au droit de grève dans les services municipaux, disant « qu'il est le résultat des démarches qui ont été faites par les ouvriers auprès du gouvernement » (9 mars). Il se prononce aussi en faveur du projet du député Peter Bercovitch visant à limiter l'augmentation des loyers car, dit-il, « [l]es ouvriers souffrent beaucoup de [cette] augmentation »; mais s'il approuve le principe du bill, il doute cependant de l'efficacité « du remède » proposé par le député de Montréal-Saint-Louis, et « croit que le gouvernement doit faire quelque chose contre les propriétaires profiteurs » (15 mars).

Le discours du trône

Après avoir exprimé les regrets que cause à tous le départ de Lomer Gouin, le lieutenant-gouverneur Charles Fitzpatrick livre à la Chambre le traditionnel discours inaugural. Il annonce d'abord les projets relatifs à l'agriculture, notamment l'établissement de fermes de démonstration et l'attribution au ministère de la Colonisation du soin de concéder des terres aux colons, de même qu'un projet visant à séparer le domaine colonisable du domaine forestier.

Il enchaîne avec les projets que son gouvernement compte mettre à exécution en ce qui concerne la législation ouvrière car, dit-il, « [l]'ouvrier de nos villes reste le digne émule de nos agriculteurs et de nos colons » (11 janvier). Il présente le projet qui aura pour but de créer un conseil d'arbitrage destiné à prévenir la grève dans les services essentiels, comme la police et les pompiers, et poursuit avec celui qui concerne la création d'un système d'assurance collective destiné aux fonctionnaires civils. Il aborde aussi très brièvement la future loi de l'assistance publique et la nouvelle charte de Montréal.

Le lieutenant-gouverneur se montre davantage explicite quand vient le moment de présenter la loi visant à restreindre la vente des liqueurs alcooliques, qu'il justifie par l'échec de

la loi de la prohibition de 1919, dont « la violation continuelle [...] menace de compromettre l'ordre et le respect de l'autorité. [...] Mon gouvernement, poursuit-il, se propose d'abroger le système actuel pour lui en substituer un nouveau qui, tout en respectant la liberté individuelle, remédiera aux abus que notre population déplore amèrement ». La nouvelle loi, de poursuivre Fitzpatrick, mettra « le gouvernement en état d'exercer un contrôle absolu et immédiat » (11 janvier).

Il termine en annonçant que le gouvernement compte poursuivre son travail à l'égard de l'instruction publique, notamment en octroyant un million de dollars à l'Université McGill, de même qu'un million de dollars à l'Université Laval. Il ajoute que « ces octrois ne doivent pas se faire au détriment de l'enseignement primaire, secondaire et agricole, et que son zèle s'exercera dans chacune de ces sphères ».

L'adresse en réponse au discours du trône est présentée le lendemain par Édouard Hamel, le nouveau député du comté de Portneuf. Il est secondé par le député libéral de Pontiac, Wallace Reginald McDonald. Hamel commence son adresse par un hommage à son prédécesseur du comté de Portneuf : « Le programme que sir Lomer Gouin s'était tracé en 1905, les promesses qu'il faisait alors à l'électorat, il les a remplies à la lettre. Après 15 années d'efforts et de travail, il laisse le magnifique héritage d'une province agrandie, enrichie, d'une province plus instruite et confiante en l'avenir. » Il poursuit en tenant des propos élogieux à l'endroit du nouveau premier ministre : « Sa belle intelligence, son esprit clairvoyant, la droiture de son caractère, ses connaissances profondes et variées des hommes et des choses, sa grande puissance de travail, voilà nos garanties les plus sûres d'une direction sage et éclairée dans la période difficile de rajustement que nous vivons. » (12 janvier)

Le discours qu'il livre par la suite vient sans surprise appuyer celui du chef de l'État : il met au premier rang l'agriculture et la colonisation « pour traverser la crise économique universelle que les périodes de transition comme la nôtre amènent fatalement ». Puis il condamne sans ménagement les infractions commises à la loi de la prohibition, confiant que le gouvernement viendra à bout « des profiteurs d'un commerce illicite dont l'occupation journalière est d'avilir et de rapetisser », en prenant le contrôle de la vente de l'alcool sans toutefois compromettre la liberté des citoyens.

Il vante également les investissements prévus dans l'instruction publique, les écoles techniques et les universités qui contribueront, d'une part, à la formation de « nombreuses compétences qui puisse tirer de ce riche patrimoine tout le profit possible » et, d'autre part, à celle d'une « classe supérieure capable de diriger chez nous de grandes entreprises et des industries ». Il loue ensuite la volonté de ce gouvernement de chercher « à prévenir tout ce qui peut nuire à la bonne entente entre les éléments de notre société », car « [p]révenir les grèves, c'est prévenir les ferments les plus puissants des idées subversives » et « [p]lus que jamais, il importe à un gouvernement de prêter une oreille attentive aux besoins nouveaux des classes ouvrières ». « La législation ouvrière, dit-il, dans l'époque troublée que nous vivons, est devenue la partie la plus importante de la constitution d'un pays ».

À la reprise du débat le 13 janvier, c'est le chef de l'opposition qui prend la parole. Il met en doute les accomplissements passés du gouvernement libéral de Lomer Gouin et qualifie de « farce » la loi de prohibition de 1919. Il s'interroge également sur la validité des projets que songe à entreprendre le nouveau gouvernement, de même que sur ceux qu'il laisse en suspens; à ce chapitre, la réforme de l'administration de la justice demeure incontestablement le cheval de bataille préféré d'Arthur Sauvé.

Taschereau entre finalement en scène, avouant qu'il a « beaucoup hésité à recueillir le lourd héritage qui [lui] était offert », mais que maintenant que cette charge lui est échue, il « l'accepte et [...] promet d'y apporter la meilleure de [s]es énergies ». Puis il expose les trois idées maîtresses qui présideront à toutes les initiatives et à tous les efforts de son gouvernement : « l'autonomie provinciale, l'adhésion à une ligne de parti bien définie, et la fidélité aux traditions du libéralisme. »

Le nouveau premier ministre termine son allocution en exprimant les souhaits de son gouvernement :

Nous entendons gouverner avec prudence, mais aussi avec vigueur, confiants que nous sommes dans les abondantes ressources de la province, dans l'esprit d'ordre et de progrès de notre population, dans la stabilité de nos finances et de nos institutions, dans la coopération étroite et bienveillante qui existe, chez nous, entre toutes les classes et toutes les races. Nous voulons développer notre industrie forestière tout en conservant la forêt, tirer des forces hydrauliques de nos nombreuses chutes d'eau, coloniser et cultiver nos vastes territoires, instruire notre population, et garder intacts tous les éléments de force qui nous ont rendus maîtres de nos destinées. Pour réaliser ce vaste programme, bien digne du grand Parti libéral, je sais pouvoir compter sur la collaboration éclairée et infatigable de mes collègues qui ont eux-mêmes conçu et inspiré cette politique, et sur l'esprit averti et le dévouement de toute notre députation.

Le succès ne dépend pas de l'effort d'un homme ou de quelques hommes; il repose sur la participation active de tous. Que chacun fasse sincèrement et généreusement sa part, et notre province, grande par ses ressources, saine par sa population, unie par sa tolérance, morale et progressive par l'esprit qui l'anime, marchera fermement et rapidement vers les glorieuses destinées qui l'attendent. (13 janvier)

Les finances publiques : « Le gouvernement a un surplus! Mais... »

Le 27 janvier 1921, le trésorier Walter Mitchell présente son discours sur le budget. Ce sera son dernier à l'Assemblée législative, puisqu'il démissionne le 8 novembre et sera élu député à la Chambre des communes lors des élections générales du 6 décembre 1921. Avant de dévoiler ses prévisions budgétaires, Mitchell se penche sur les conditions économiques mondiales qui ont prévalu à leur élaboration :

Actuellement, notre pays, comme tant d'autres, traverse une période de rétablissement. L'ère de la hausse des prix et des cours surfaits, qui est la conséquence ordinaire des grandes guerres, prend fin graduellement. Les prix sont tombés de 15 %, et selon l'avis de nos principaux banquiers et financiers, ils n'ont pas atteint le plus bas degré de l'échelle. Il n'y a rien en cela d'inattendu ou d'anormal; c'est un effet de la loi naturelle du rendement et de la demande, comme des conditions économiques en général. On ne saurait y arriver au moyen d'une législation ou d'une fixation des prix. La hausse des prix tient à la règle de la production et de la demande. Et c'est aussi la même règle qui déterminera la baisse.

Conséquemment, poursuit-il, « [l]es banques ont tiré les cordons de leurs bourses et limité leur crédit [et les] négociants qui disposaient de fonds de commerce considérables se sont vus forcés de vendre à perte en bien des cas, pour faire face au nouvel état de choses ». À cela, il ajoute que la « concurrence étrangère dans le commerce » s'est également remise de la partie, après avoir été au service de la production du matériel de guerre entre 1914 et 1918 : « le fabricant étranger, dit-il, envahit nos marchés et lutte vivement contre nos propres fabricants. »

Estimant que la province est placée dans une situation « certainement sérieuse », il considère que « le seul moyen pour nous de lutter avec succès dans cette guerre industrielle se trouve dans une sage coopération du capitalisme et du travailleur; un plus grand perfectionnement de notre main-d'œuvre; une plus grande production agricole; un développement plus général de nos ressources naturelles, et l'observance d'une plus judicieuse économie ». Pour ce faire, il propose le développement des ressources naturelles de la province, l'augmentation du rendement des terres et l'amélioration des méthodes agricoles. Comment? En renversant la tendance qui prévaut depuis quelques années chez les jeunes, et qui consiste à « désertir les districts agricoles pour les cités et les villes ».

Puis Mitchell enchaîne en dévoilant un surplus de 951 910.50 \$ pour l'année fiscale ayant pris fin le 30 juin 1920, et une augmentation de 1 001 500 \$ de la dette consolidée par rapport à juin 1919, laquelle se chiffre maintenant à 40 708 113.55 \$. Pour l'année budgétaire 1921-1922,

le trésorier de la province estime les revenus ordinaires à 13 010 743,18 \$ et les dépenses ordinaires à 12 806 787,93 \$, ce qui correspond à un surplus de 203 955,25 \$. Mitchell prévoit affecter 20,19 % du budget au remboursement de la dette publique, 12,84 % à l'instruction publique, 10,28 % à l'administration de la justice, 7,31 % aux asiles d'aliénés et 6,88 % à l'agriculture, 6,6 % au gouvernement civil, 6,49 % à la voirie, et 5,33 % à la colonisation, aux mines et aux pêcheries. En comparaison avec le dernier budget produit par l'administration Gouin, on constate que les crédits alloués à l'agriculture et à la colonisation ont cependant quelque peu diminué, et que ceux affectés au remboursement de la dette ont quant à eux grimpé.

La critique du nouveau budget formulée par le chef de l'opposition conservatrice consiste à dénoncer le surplus dont se vante le gouvernement, et qu'il puise à même les taxes « imposées sur le peuple », tout en continuant d'emprunter et en ne remboursant pas ses dettes. Les doléances d'Arthur Sauvé sont nombreuses :

Le gouvernement emprunte et il a un surplus, mais il ne paye pas ses comptes à échéance [...] Le gouvernement a un surplus! Mais il fait crever de faim ses employés qui réclament une augmentation de salaire [et] a des employés de vingt ans de service qui gagnent \$1,000 par année [...] Le gouvernement a un surplus! Mais il refuse de l'argent au ministre de l'Agriculture [et] ne fait rien pour établir un crédit agricole en vue d'aider les cultivateurs, il fait payer une partie du salaire de ses agronomes par les conseils de comté et l'autre partie par le gouvernement fédéral, refuse d'augmenter les subventions aux cercles agricoles, aux sociétés d'agriculture [et] refuse d'accorder au ministre de l'Agriculture l'argent dont il avait et aurait besoin pour aider les établissements de conserves alimentaires à se développer [...] Le gouvernement a un surplus! Mais il refuse de réorganiser efficacement la police provinciale, de payer à ses officiers un juste salaire [et] d'accorder aux jurés une indemnité raisonnable [...] Le gouvernement a un surplus! Mais il augmente les obligations des municipalités pour l'entretien des aliénés, [leur] a fait payer [...] les salaires de ses inspecteurs ou ingénieurs qu'il [leur] impose [...] pour la confection et l'entretien des chemins, refuse de modifier sa loi d'entretien pour les grandes routes [et] de payer les salaires que demandent les colons pour travailler dans les chemins de colonisation [...] Le gouvernement a un surplus! Mais il ne daigne pas s'occuper du rachat des rentes seigneuriales [...] (3 février)

Louis-Athanase David ne s'en offusque pas dans sa réplique : aux chiffres, l'homme préfère de toute évidence les mots, ceux qui s'élèvent et lui permettent de voir apparaître la province qui, « dans toute son immense beauté, [...] offre à l'énergie d'un jeune peuple tout ce qu'il faut pour aiguïser son appétit de puissance et de grandeur » (3 février).

Les faits marquants de la session

Le programme législatif de la session s'annonce chargé, et le nouveau premier ministre s'impose dès son arrivée. Taschereau, qui est déjà rompu à la politique, dirige une équipe également aguerrie dont la composition est restée intacte, du moins en ce qui concerne les éléments les plus influents. La conjoncture joue en sa faveur. Le moment est venu de mettre en œuvre des mesures d'envergure qui non seulement apporteront enfin des solutions à des problèmes majeurs, mais qui lui serviront aussi à asseoir son leadership.

Le 13 janvier, l'Assemblée législative reçoit la visite du gouverneur général du Canada Victor Cavendish, et de son épouse, respectivement duc et duchesse de Devonshire. Taschereau en profite pour vanter les mérites de sa province :

Votre Excellence constatera aujourd'hui que Québec, au milieu de la crise économique et sociale qui sévit partout, possède dans sa classe agricole la meilleure promesse de stabilité et, dans sa classe ouvrière, le plus sûr rempart contre les théories subversives du bolchevisme. C'est dans cette province, où de profondes racines rattachent l'individu au sol, que le bel arbre de la Confédération canadienne, qui étend ses branches vigoureuses sur neuf provinces, trouvera sa plus grande puissance pour résister aux vents de tempête qui menacent de renverser tout l'édifice social.

Lors de cette première session, le gouvernement Taschereau présente devant l'Assemblée législative un total de 222 projets de loi. De ce nombre, 192 reçoivent la sanction du lieutenant-gouverneur Fitzpatrick. Certains d'entre eux se veulent particulièrement audacieux, et font entrer le gouvernement Taschereau dans l'histoire avant même qu'il ne soit officiellement porté au pouvoir par la population. Pour l'historien Robert Rumilly, « la session, prorogée le 19 mars, avait été l'une des plus fécondes, peut-être la plus féconde depuis la Confédération », et « jamais tant de mesures importantes n'avaient empli une seule session²⁴ »; avec une distance de quelques décennies, les historiens Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert diront cependant que « la récession économique des années 1921-1922 vient [...] ralentir les efforts du gouvernement, qui entend rester fidèle au principe sacré de l'équilibre budgétaire²⁵ ». N'empêche, l'honorable Honoré Mercier fils dira, le 2 mars, que « [c]ette session fera époque dans nos annales parlementaires [...] ».

Le bill 47 et la Commission des liqueurs

Le 10 février 1921, le journaliste du *Devoir*, Louis Dupire, écrit :

Pour le Mercredi des cendres, nous avons eu une séance grasse : le premier débat véritable depuis 1919. Il fallait pour secouer l'apathie de la Chambre un bill comme celui du contrôle des liqueurs qui remue une foule d'intérêts, met en jeu d'importants principes²⁶.

À compter de la fin du mois de janvier et pour un peu plus de sept semaines, la question des « liqueurs alcooliques » occupe une part considérable des débats. La loi de prohibition, promulguée par le gouvernement de Lomer Gouin à la suite du référendum du printemps 1919, s'avère un échec lamentable. À tel point que le nouveau cabinet Taschereau décide de prendre lui-même les choses en main en s'investissant du pouvoir d'émettre des licences et en s'appropriant le contrôle de l'importation et de la vente d'alcool dans la province de Québec. Pour ce faire, il envisage la création d'une nouvelle commission composée de cinq membres, à laquelle sera confiée la direction absolue du commerce des liqueurs alcooliques (26 janvier).

L'idée provient du juge Henry George Carroll, ancien solliciteur général du cabinet Laurier qui, chargé par Taschereau de mener une enquête sur la question, présente à ce dernier le modèle de la régie suédoise. Taschereau trouve intéressante l'idée de concilier morale et intérêt dans une régie des liqueurs alcooliques qui serait la première du genre à être inaugurée en Amérique²⁷.

À la séance du 26 janvier, le trésorier Walter Mitchell, député de Richmond, expose les tenants et aboutissants du nouveau projet de loi (bill 47), même si ce n'est « pas la coutume de donner d'explications sur un bill à sa première lecture ». Il veut profiter de l'occasion pour expliquer aux détenteurs de licence, les nouvelles mesures que le gouvernement entend mettre en place le 1^{er} mai. Cela permettra à ceux dont le commerce sera aboli de donner leur avis d'abandon de loyer pour le 1^{er} février, comme l'exige la loi. Car la Commission des licences de Montréal sera démantelée dès l'entrée en vigueur du bill 47 et, dès le 30 avril, les décisions qu'elle a rendues ne seront plus effectives ni renouvelées. Seuls les vendeurs licenciés par la nouvelle Commission des liqueurs seront autorisés à vendre de la bière, peu importe la sorte et le pourcentage d'alcool qu'elle contient.

La seconde lecture est proposée le 9 février. Mitchell dresse d'abord un bilan de la loi de prohibition de 1919, qui est loin d'avoir produit les résultats escomptés. Il justifie de la sorte la volonté du gouvernement d'obtenir la mainmise totale sur le commerce des boissons alcooliques. Or, ce qui intéresse d'abord le chef de l'opposition, ce sont les raisons de ce cuisant échec : « Pourquoi, dit-il, a-t-il été impossible de faire respecter la loi? » D'ailleurs, Sauvé n'en démordra pas tant que durera la session; pour lui, les nombreuses infractions à la loi de 1919 sont d'abord imputables à la corruption de certains élus du parti au pouvoir. Il ira même jusqu'à réclamer que soit instituée une commission royale d'enquête sur ce qu'il considère être un scandale; ce que lui refusera le premier ministre Taschereau. Les libéraux ne voient pas les choses du même œil. Les gens ne voulaient pas de cette loi, invoquent-ils, et ce, particulièrement dans les grandes villes. C'est pourquoi elle s'est avérée inapplicable, malgré toute la volonté dont a fait preuve le gouvernement pour veiller à ce qu'elle soit respectée :

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Quand vous avez une ville à 800,000 âmes, dont les trois quarts sont contre une loi les empêchant de faire une chose qu'elles ont le droit de faire, il est impossible, malgré toutes les polices, malgré tous les détectives, tous les effectifs dont dispose le gouvernement, malgré toutes les mesures restrictives que l'on pouvait inventer, avec tous les tribunaux de la terre, de faire respecter les lois établies pour la réglementation de la vente des spiritueux et de mettre cette loi en vigueur, surtout quand il a à combattre l'appât du gain, les vendeurs, les vendeurs autorisés, les marchands en gros, les "bootleggers", les gens vendant des liqueurs à droite et à gauche, dans toutes les parties de la province, dans les provinces voisines et aux États-Unis, et cela, malgré l'étroite surveillance exercée par les agents douaniers du Canada et par ceux des États-Unis [...] (9 février)

Il n'y a pas qu'au Québec que cette loi ait connu des ratés. Le trésorier raconte que « [l]a veille de Noël dernier, à Hamilton, Ontario, il y avait une foule telle à la porte des dispensaires où l'on vendait des liqueurs alcooliques aux prétendus malades qu'il fallut un policier pour mesurer le trafic. Tous portaient des prescriptions de médecins » (9 février). Le même genre de phénomène s'est produit au Québec, alors qu'il a été découvert qu'un médecin était allé jusqu'à émettre plus de 4 000 prescriptions d'alcool pour usage thérapeutique. « Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas poursuivi les médecins qui violaient la loi? », demande alors le député conservateur de Westmount, Charles Allan Smart. Mitchell lui répond qu'il serait très difficile de les retracer.

Ce qui dérange plus que tout dans cette loi est en réalité sa dimension étatique. C'est ce qui agace au plus haut point ceux qui s'y opposent, qu'ils fassent partie de l'élite politique ou de la tribune de la presse. Le député Smart parle de « monopole d'État » plutôt que de « contrôle du gouvernement » (9 février). À l'époque, le concept de nationalisation est volontiers associé à celui de socialisme, profondément étranger à la tradition québécoise. Mais c'est à l'Association des marchands détaillants du Canada (section de la province de Québec) que la loi provoque les réactions les plus vives : dans un article intitulé « Contre les monopoles d'État, où allons-nous? », l'Association « protest[e] et assimil[e] le projet "aux mesures de la Russie bolcheviste, de la Russie teinte de sang livrée aux hordes sanguinaires"²⁸ ». Piquée au vif, l'entreprise privée dénonce le projet de prise en charge par l'État d'un commerce aussi lucratif que celui des liqueurs alcooliques. Dans *Le Devoir*, Georges Pelletier jette de l'huile sur le feu :

L'État s'avise, cette fois-ci, de s'emparer du commerce des liqueurs alcooliques; quoi et qui donc l'empêcheront, dans quelques mois, dans quelques années, de monopoliser, par exemple, le commerce du bois, du charbon, du papier, sous prétexte qu'il s'y commet des abus²⁹?

Le projet de loi est finalement sanctionné le 25 février, et entre en vigueur le 1^{er} mai 1921. Outre l'ancien conseiller législatif Georges Simard à la présidence et l'ex-juge Henry George Carroll à la vice-présidence, le haut personnel de la nouvelle Commission des liqueurs se compose des membres suivants : le vice-gérant de la Banque de Montréal, Sir William Stavert, l'homme d'affaires montréalais Adolphe-L. Caron, et l'ancien maire de Québec Napoléon Drouin. Le secrétaire est Lucien Giguère, qui a naguère occupé cette fonction auprès de sir Wilfrid Laurier, tandis que l'avocat de la Commission est D.R. Murphy, un ancien associé de Lomer Gouin.

L'administration de la justice et l'affaire Blanche Garneau

Le 28 juillet 1920, le corps de Blanche Garneau est découvert au parc Victoria, à Québec. La jeune femme de 22 ans a été droguée, violée, puis assassinée. Omniprésente dans les journaux puisque les auteurs de ce crime sordide demeurent introuvables, « l'affaire Blanche Garneau » provoque des remous jusqu'à l'Assemblée législative. Des rumeurs insinuent que le gouvernement Taschereau tente de dissimuler certains faits qui incrimineraient des fils de parlementaires³⁰.

Une semaine après le début de la session, le chef de l'opposition demande que soit déposée copie de toute correspondance entre le gouvernement et les substituts du procureur général ou toute autre personne à Québec, au sujet de l'affaire concernant la mort de Blanche

Garneau. Arthur Sauvé est convaincu que le travail effectué par les policiers dans le cadre de l'enquête *on discovery*, menée par le juge Philippe-Auguste Choquette, s'est avéré inefficace. Considérant que la Chambre a droit à des éclaircissements, il désire savoir « où on est rendu dans cette affaire et si on a lieu d'espérer que l'on aura bientôt les coupables de ce meurtre horrible et si enfin justice se fera » (18 janvier).

Le 1^{er} février, le chef de l'opposition demande à nouveau que soit déposée une copie de toutes les correspondances, documents et plaintes, cette fois concernant l'administration de la justice dans la province pour les années 1918, 1919 et 1920. « De partout dans la province, les gens se disent généralement insatisfaits de l'administration de la justice », de dire Sauvé :

On a fait de nombreux commentaires dans le public au sujet de certaines causes, de certaines arrestations sensationnelles qui n'ont pas eu de suite, de certains mandats, de certaines demandes de mandat devant les tribunaux de police et d'arrestation qui n'ont pas eu de résultat. Des meurtres ont été commis. Des vols très considérables ont été commis à Montréal et ailleurs, et la justice n'a pas cru devoir, en certains cas, continuer son intervention pour trouver et arrêter les coupables. Des coupables se sont sauvés et n'ont pas été rejoints. On a demandé au procureur général d'intervenir et on n'a pas obtenu de résultat. Il y a eu des protestations. Un journal qui est très sympathique au gouvernement aujourd'hui reprochait à la justice sa lenteur dans l'affaire du crime du Parc Victoria.

Il poursuit avec la lecture d'un article paru dans le journal *L'Événement*³¹. Le premier ministre soulève alors un point d'ordre, informant le chef de l'opposition que les règles de la Chambre lui interdisent de citer un article de journal. Sauvé rétorque que « [l]e premier ministre interprète les règles à son avantage » dans le but d'imposer le silence aux membres de l'Assemblée. Il poursuit néanmoins son discours :

Notre administration de la justice nous coûte des millions, il me semble que l'on pourrait punir les coupables et nous débarrasser des politiciens qui entravent les activités de ceux qui sont chargés de faire respecter la loi. C'est là le pire scandale qui se puisse trouver. Comment peut-on espérer que le public se soumette docilement aux lois, s'efforce de les observer, quand ceux chargés de les administrer négligent leurs devoirs et ferment consciemment les yeux? [...] En attendant, je crois que le gouvernement devrait instituer une enquête sur l'administration générale de la justice, sur tous ceux qui sont la cause de la mauvaise administration de la justice et du manque de protection à la société. Il y a, dans la police provinciale, des hommes qui trompent la justice, il y en a partout, et qui ne sont pas punis. Et je prétends qu'un pays où les coupables, les meurtriers et les voleurs sont assurés de l'impunité et où les officiers du gouvernement font de la fraude et permettent à leurs favoris, s'ils ont de l'argent, de faire à leur goût en dépit des lois, on n'est pas loin d'être menacé de la révolte, et je dis que c'est un pays bien près de sa ruine. (1^{er} février)

Sur ce, le premier ministre lui annonce l'arrestation de deux individus dont il est persuadé qu'ils sont les auteurs du meurtre de Blanche Garneau. Il espère que leur éventuelle condamnation servira de leçon à ceux qui ont tenté d'entacher la réputation de citoyens honnêtes en les accusant à tort sur la place publique, puis termine avec un vibrant plaidoyer destiné à témoigner de son respect envers l'autonomie du pouvoir judiciaire:

[T]ant que je dirigerai l'administration de la justice en cette province, tant que j'aurai l'honneur d'être procureur général, je mettrai tout mon honneur, toute mon honnêteté, et je suivrai le système établi dans cette province. Je laisserai à l'initiative privée le droit de pouvoir faire valoir ses griefs et de faire réparer les torts qu'on fera, et je ne me permettrai pas d'intervenir pour dicter sa conduite à un magistrat. J'ai assez pratiqué le droit dans ma vie pour aimer le droit et la justice. Je peux déclarer en toute honnêteté que je tiens plus à mon titre de procureur général qu'à mon titre de premier ministre. Je préférerais que l'on pût dire de moi que j'ai été un bon procureur général plutôt qu'un bon premier ministre. (1^{er} février)

L'affaire connaîtra des suites quelques mois plus tard, après que les accusés Raoul Binet et William Frederic Palmer furent innocentés au terme de leur procès. Le juge Philippe-Auguste Choquette reprendra alors son enquête³².

Agriculture : fermes de démonstration, industrie laitière et embargo sur le bétail

Avec son projet d'implantation de fermes de démonstration, le gouvernement Taschereau s'inscrit dans un courant qui prendra de l'expansion tout au long du XX^e siècle, à savoir l'introduction de spécialistes dans des domaines restés jusque-là l'apanage de la population. Le développement des sciences et des nouvelles technologies agricoles, tout comme celui de la production à grande échelle, appellent désormais auprès du cultivateur la collaboration de l'agronome, comme l'explique le ministre de l'Agriculture :

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous donnerons un enseignement pratique et scientifique, et les cultivateurs réaliseront qu'ils doivent l'amélioration de leur production à la science de l'agronomie. L'enseignement *de visu* vaut encore mieux que l'enseignement théorique. Les officiers du ministère de l'Agriculture lui donneront une direction éclairée. Il faut que chaque cultivateur qui ira visiter la ferme de démonstration, étudier les méthodes qu'on y emploie et les résultats obtenus, puisse se dire qu'il peut en faire autant avec les mêmes méthodes [...] Pour cultiver chacune d'elles, nous choisissons un cultivateur de carrière, bien disposé. Ce cultivateur continue de cultiver sa terre comme il le faisait auparavant, mais l'agronome lui donne une direction basée sur les méthodes modernes scientifiques; l'agronome lui fait, pour ainsi dire, raisonner sa culture [...] Nous voulons prouver, par des démonstrations, que grâce à une culture plus pratique, le cultivateur produira davantage et obtiendra de plus beaux produits que ceux qu'il a obtenus dans le passé. (25 janvier)

Le chef de l'opposition émet des doutes quant à la pertinence de ce projet auquel il aurait préféré, et de loin, l'établissement d'un crédit agricole, ce que les cultivateurs verraient « d'un meilleur œil » selon lui. Bien que le ministre Caron considère qu'il s'agit là d'une suggestion intéressante, il n'envisage pas de la mettre en pratique dans un avenir rapproché. Il se fait rassurant quant aux précautions qu'entend prendre le gouvernement pour ne pas perdre l'argent prêté aux cultivateurs. Le bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration est finalement adopté le 8 février.

Le trésorier de la province propose de son côté qu'un crédit de 25 000 \$ soit octroyé pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec. Cette école, qui dispense notamment l'enseignement de la fabrication du beurre et du fromage et qui a été fondée en 1892, n'a toujours pas d'existence légale. En organisant des écoles moyennes d'agriculture qui auront pour but de « multiplier le nombre des agriculteurs experts », le gouvernement Taschereau compte en profiter pour créer officiellement cette école de laiterie. Ces écoles moyennes d'agriculture auront pour mandat de permettre aux fils d'agriculteurs, auxquels elles seront réservées, d'effectuer leur passage de l'école élémentaire à l'école supérieure agricole, en leur enseignant « comment cultiver la terre d'une manière scientifique et pratique ». Ils y apprendront ainsi « à aimer davantage l'agriculture et à la rendre plus payante », déclare le ministre Caron (8 mars). Le gouvernement espère ainsi que cela contribue à aider la campagne du retour à la terre. Le bill 220 est adopté le jour même par la Chambre.

Les mesures relatives à la société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers visent quant à elles à ce que le lait soit pesé sur sa valeur en gras car, selon le ministre de l'Agriculture, il est désormais reconnu que c'est la quantité de gras qui détermine la valeur du lait. Les fournisseurs de lait dans les villes devront aussi se conformer à cette nouvelle mesure puisque, toujours selon le ministre, ils doivent également être tenus de vendre du lait de qualité. Le député Henry Miles (Montréal-Saint-Laurent) se dit d'ailleurs confiant que la nouvelle loi « contribuera efficacement à assurer la prospérité de l'industrie laitière dans cette province » (24 février). Ainsi, les chiffres tirés de l'*Annuaire du Canada* et de l'*Annuaire du Québec*, que présentent dans leur synthèse les historiens Linteau, Durocher et Robert, s'avèrent éloquentes: alors que les produits laitiers représentent 15.5 % du revenu agricole en 1920, ils en représentent 21.9 % en 1922. Les

cultures, qui composent le revenu agricole à 71.7 % en 1920, n'en fournissent plus que 6.2 % en 1922³³. Le Québec passe d'une agriculture centrée sur les grandes cultures comme le blé, à une agriculture plus diversifiée, où les produits laitiers occupent une place importante.

L'embargo décrété sur le bétail canadien, en 1892, par la Grande-Bretagne suscite l'indignation de l'ensemble des députés qui demandent à voir une copie de toute correspondance s'y rapportant et qui désirent « soumettre à la Chambre quelques considérations sur l'application de cette mesure contraire à nos intérêts ». L'Angleterre avait d'ailleurs promis au Canada la levée de l'embargo, une fois la guerre terminée. Les raisons invoquées par la mère patrie pour son maintien – principalement la possibilité de contamination –, le peu de reconnaissance dont elle témoigne à l'égard des sacrifices consentis par la population canadienne lors de la Grande Guerre, et les conséquences économiques préjudiciables qui en découlent pour les producteurs choquent et provoquent l'exaspération chez les élus de la province. Tandis que les membres de l'Assemblée réclament unanimement une intervention du gouvernement fédéral auprès des instances britanniques, le nouveau ministre de l'Agriculture de l'Angleterre annonce, dans un journal du 23 février, qu'il est disposé à accorder au Canada ce qu'il demande et à lever l'embargo (Sauvé, 23 février).

La colonisation, les terres et les forêts

La séparation du domaine forestier de celui de la colonisation devient effective au cours de la session de 1921, permettant ainsi « au lieutenant-gouverneur de mettre à la disposition du ministre de la Colonisation, Joseph-Édouard Perrault, des lots propres à la culture qui [devront] être concédés aux colons ». Des réformes relatives au bill 6 sont proposées pour assurer le succès de la colonisation, que le gouvernement estime retardée par la spéculation sur le bois à laquelle se livrent les « faux colons ». Les nouvelles dispositions de la loi stipulent que le colon devra défricher 30 % de son lot – au lieu de 15 % - avant de pouvoir obtenir ses lettres patentes, et qu'il aura la permission de couper du bois sur sa réserve pour vivre et se construire, mais ne sera pas autorisé à en vendre pour spéculer. Le ministre Perrault envisage de créer des cantons pour regrouper les colons dans des villages, de classer les lots et de tracer des chemins. Il espère par la même occasion convaincre les jeunes qui auraient pu manifester le désir de fuir vers les villes :

En rendant la terre plus attrayante, en facilitant la tâche du défricheur, nous voulons faire comprendre à notre jeunesse rurale, principalement à celle qui peut encore répondre à l'appel de la terre, que son intérêt comme celui du pays exige qu'elle reste sur la terre pour continuer l'œuvre de ses ancêtres, et, s'il n'y a plus de place pour elle sur la terre paternelle, que les régions de colonisation l'attendent pour lui permettre de fonder un foyer durable et lui donner, sinon la richesse, au moins l'aisance, la vie calme et heureuse. (2 mars)

Le bill est adopté le 11 mars; mais pour Rumilly, « la séparation du domaine forestier et du domaine colonisable, annoncée comme une grande mesure, resterait une mesure sur le papier, bonne pour l'exploitation politique³⁴ ».

Un référendum et une nouvelle charte pour Montréal

Encore soumise à l'autorité de la Commission administrative mise sur pied pour une période de quatre ans par le gouvernement de Lomer Gouin en 1918³⁵, la ville de Montréal réclame son autonomie avant l'heure. Le 9 mars 1921, la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Deux projets de charte sont à l'étude depuis la dernière session. L'un d'entre eux est préparé par une « commission de la charte » nommée par le gouvernement expressément dans ce but. L'autre, connu sous le nom de « bill alternatif », a été élaboré par des députés de la région de Montréal, puisque non seulement le premier projet ne faisait pas l'unanimité au sein même de la commission, mais, aux dires du premier ministre, une vive opposition s'est manifestée du côté du conseil de ville de Montréal, de la chambre de commerce, du maire, ainsi que de plusieurs groupes de citoyens de la métropole. C'est pourquoi le premier ministre considère qu'il revient

« à la population de choisir elle-même le type de gouvernement et le régime qu'elle désire pour la cité de Montréal » (9 mars).

Le référendum aura lieu le 16 mai, soit deux mois après la fin de la session. Quarante-cinq pour cent des électeurs se prévalent de leur droit de vote, comparativement à 29 % lors du plébiscite de 1909. Le « projet B » sort victorieux, l'emportant par 42 500 voix contre 26 000. Du balcon de l'hôtel de ville, le maire Médéric Martin, « ses moustaches gauloises agitées par la brise, remercie ceux qui l'ont aidé à faire triompher le principe "du gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple"³⁶ ».

Questions ouvrières et sociales

La possibilité que surviennent des grèves dans les services publics municipaux préoccupe les élus, qui craignent les conséquences de tels arrêts de travail sur la sécurité de la population. Car privés de leurs policiers et de leurs pompiers, les résidents des grandes villes sont laissés à eux-mêmes quand vient le temps de faire face à la criminalité et aux conflagrations. C'est pourquoi le ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, propose de prendre en considération le bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux. Le but de cette loi est de contribuer à améliorer considérablement la sécurité publique, sans pour autant priver les travailleurs de leur droit de grève. Ils doivent cependant avoir recours à l'arbitrage avant de déclencher un arrêt de travail; de plus, toute personne qui incitera de quelque façon que ce soit un employé à se mettre en grève, ou un employeur à déclarer une contre grève, sera trouvée coupable d'une infraction et passible d'une amende entre 50 \$ et 1000 \$. Le bill est adopté le 8 mars.

Le nouveau député de Saint-Maurice, Léonide-Nestor-Arthur Ricard, souhaite quant à lui discuter de la loi des accidents du travail et demande au gouvernement de quelle façon il pourrait être possible de l'améliorer pour permettre aux ouvriers d'éviter des frais lorsqu'il y a accident. Pour ce faire, il propose qu'une commission permanente d'arbitrage soit chargée de fixer le montant des dommages encourus en pareille situation. Le député de Bonaventure, Joseph-Émery Phaneuf, suggère de mettre en place des bureaux de conciliation qui auront pour tâche d'intervenir lorsque surviennent des différends entre les patrons et les ouvriers à la suite d'un accident de travail. Quant au chef de l'opposition, il s'étonne de la satisfaction exprimée par les députés Lacombe et Laurendeau, qu'il accuse de n'intervenir qu'en toute fin de session « pour faire croire aux ouvriers que leurs représentants travaillent pour eux » (17 mars). Pour le premier ministre, les faits parlent d'eux-mêmes :

Les ouvriers de notre province sont libéraux et sont avec le Parti libéral parce qu'ils comprennent que le gouvernement actuel leur a beaucoup aidé. C'est le Parti libéral qui leur a donné la législation ouvrière qu'ils réclamaient et qui a aidé le plus aux ouvriers. C'est lui qui a fait adopter la loi des accidents du travail, avant qu'on y pensât dans aucune autre province. Cette loi, nous l'avons améliorée sans cesse depuis douze ans et nous l'améliorerons encore.

Lors de la séance du 10 février, le député de Montréal-Saint-Louis, Peter Bercovitch, présente le bill 178 limitant l'augmentation des loyers « à 20 % par rapport au loyer de l'année précédente » :

Je sais que ce n'est pas dans les habitudes du gouvernement d'intervenir dans les droits privés des citoyens de cette province, et, personnellement, je suis le dernier à encourager une telle ingérence dans des circonstances ordinaires. Mais aujourd'hui la situation est extraordinaire et, ainsi, on doit faire quelque chose. En raison du profitage (sic) éhonté qui s'est fait sur les loyers, je crois qu'il serait à propos de passer une mesure dans le but d'arrêter les profiteurs, dans la marche trop rapide de la spéculation. Au reste, c'est une mesure qui n'affectera pas ceux qui se contentent de ne réaliser que des profits légitimes et raisonnables. Je ne veux pas entraver la liberté de qui que ce soit, mais je crois que, sur cette question des loyers, la Législature devrait faire quelque chose. (15 mars)

Il précise que les problèmes de chômage sont sérieux à Montréal et que les salaires ont diminué.

Dans l'intérêt public, il est nécessaire de sacrifier quelques intérêts privés, si l'on veut empêcher des troubles qui vont sans cesse se rapprochant de nos classes; il faut par tous les moyens possibles porter la guerre chez les accapareurs et chez les profiteurs de tout. Je ne veux en aucune façon porter atteinte à la liberté individuelle, mais il faut faire quelque chose [...] L'intérêt public commande qu'on touche aux droits individuels dans ce cas, comme l'ont fait la France, l'Angleterre, les États-Unis, la Colombie, un certain nombre d'États au sud de la frontière et d'autres pays qui ont déjà adopté des législations dans ce sens. Dans ces pays, on s'est rendu compte qu'il fallait faire quelque chose pour contrer la cupidité des profiteurs, même si l'on devait pour cela éclipser certains droits et libertés individuels.

Or, « [o]n a tort de l'accuser, dit-il, de toucher aux droits de propriété, car la plupart des lois que la Législature a adoptées récemment ne respectent pas les droits privés et les libertés individuelles »; quand à la loi qu'il propose, elle « est destinée à protéger des gens qu'on exploite, [car c'est] le devoir de l'État de les protéger, si besoin est ». Ce qui s'avère le cas lorsqu'il est question d'assurer un toit à chacun :

Lorsqu'il s'agit des logements, ce n'est pas comme dans le cas des autres industries. Les propriétaires savent profiter de ce que tout le monde est obligé d'avoir un logement. C'est la chose la plus nécessaire. Même si on ne peut les contrôler, le consommateur a peu de recours. Un homme qui n'a pas les moyens de payer un vêtement pour lequel on lui demande trop cher peut continuer à porter son vieux complet quelque temps encore, il peut acheter de la nourriture moins dispendieuse et ainsi couper dans le coût de la vie, mais il ne peut se passer d'un toit pour le recouvrir, lui et sa famille. Il doit disposer de la protection nécessaire pour lui-même et sa famille et ne peut se passer de ce que le propriétaire lui offre.

Il ajoute cependant un bémol, convenant « que la loi naturelle de l'offre et de la demande est le meilleur remède, mais [que] la situation actuelle est exceptionnelle » et « [qu']il ne veut pas que la loi soit permanente, mais que son effet ne dépasse pas 1925 ».

Les opposants au projet de Bercovitch invoquent principalement deux raisons : d'une part, cette mesure va nuire à la construction dans la province; d'autre part, c'est une loi qui va s'avérer injuste pour le propriétaire honnête.

Taschereau n'approuve guère le projet de son député : « J'espère que la Législature n'insérera pas dans son Code une loi qui est une intervention flagrante dans l'initiative privée [et qui] est contraire à la liberté individuelle. » Sa méfiance rejoint celle exprimée par le journaliste Georges Pelletier au moment de la présentation de son propre projet de création d'une commission des liqueurs, quelques semaines plus tôt : « Si l'on passe une législation pour limiter les droits et les profits des individus, où allons-nous nous arrêter? » Par contre, les enjeux ne sont pas les mêmes, et le bill est finalement rejeté.

La loi de l'Assistance publique

La session tire à sa fin lorsque le secrétaire de la province Athanase David présente un de ses plus importants projets de loi, celui de l'Assistance publique. Comme à l'habitude en pareil cas, le chef de l'opposition manifeste un certain mécontentement, allant même jusqu'à réclamer « qu'elle soit remise jusqu'à la prochaine session » (16 mars). Le vœu de Sauvé ne sera cependant pas exaucé. Fier de son projet, David est bien déterminé à ce que sa nouvelle loi soit mise en application dans les plus brefs délais. Il se montre éloquent dans les propos qu'il livre à la Chambre ce jour-là :

Dans la route qu'elle parcourt vers son but, la société laisse tomber des lambeaux d'humanité, des êtres qui défont sur le bord de la route; il faut nous pencher et tendre les mains vers ces humains malheureux. La solidarité veut qu'elle ne les abandonne pas, mais les recueille. Parmi ces débris, il y a les aveugles, les muets,

les sourds, ceux qui ne verront jamais les purs rayons du soleil, ceux qui ne pourront jamais exprimer leurs joies et les douleurs, ceux qui n'entendront jamais les concerts harmonieux de la nature; les paralytiques, les indigents; ceux qui sont obligés de recourir à la charité pour subsister; tous ceux qui sont en dehors de la société; enfin, que d'autres misères que crée la société dans sa course vers la civilisation. La plupart de ces malheureux s'en vont, comme on sait, chercher refuge dans des hospices. (16 mars)

Mais l'urbanisation du Québec de l'après-guerre et la récession qui s'ensuit amènent leur lot de problèmes qui, bien qu'ils ne soient pas nouveaux, sont amplifiés par la conjoncture. Les communautés religieuses, desquelles relève la gestion du « social » dans la province, éprouvent de plus en plus de mal à suffire à la tâche, dans une province qui s'industrialise et qui s'urbanise, et dont la population atteint près de 2 400 000 habitants³⁷. Devant l'urgence de la situation, le gouvernement Taschereau considère qu'il n'a d'autre choix que celui d'intervenir, tout en se défendant bien de céder à l'étatisme :

L'honorable M. David (Terrebonne) : Est-ce à dire cependant qu'un gouvernement doive se substituer à la charité privée ou à l'assistance aux déshérités de la nature et établir l'étatisme ou l'étatisation de la charité? Non, pour aucune considération. [...] Il faut toujours laisser le champ libre à ceux qui passent leur vie à soulager les misères humaines. La charité administrative ne s'élèvera jamais aux hauteurs où ont élevé la charité chrétienne ceux et celles qui la font simplement en regardant le ciel.

Ce qu'il faut seulement, c'est la collaboration des pouvoirs publics à cette œuvre admirable de l'assistance publique. L'intervention du gouvernement est justifiée et, lorsque la société est incapable de remplir sa mission, il est du devoir du gouvernement d'intervenir. (16 mars)

Le financement proviendra d'une taxe prélevée annuellement dans les lieux d'amusements, une idée suggérée par le Dr Desloges, alors directeur des asiles d'aliénés, qui avait fait référence à une « taxe des pauvres » telle qu'appliquée par le système français³⁸. « Cette taxe sera acceptée avec plaisir par le public », d'insister David qui tient à se montrer clair quand vient le moment de fournir des explications sur les raisons qui l'incitent à recourir à ce type de procédé :

Y a-t-il dans la province un seul électeur qui s'objectera, quand il va s'amuser à payer 10 % de l'argent qu'il paie, pour faire partager à ceux que nous devons aider, nos pauvres, nos déshérités, nos malades et nos indigents, un peu du bonheur qu'il va goûter en s'amusant? Des gens parlent aux courses pour une valeur de treize millions dans notre province; y en a-t-il parmi ceux-là qui ne sont pas prêts à éclairer d'un peu de bonheur le foyer des malheureux? [...] Il ne doit pas y avoir une seule personne qui, ayant les moyens de dépenser \$1 pour aller au théâtre ou aux courses, n'a pas les moyens de donner dix sous pour aider au soutien des miséreux, qui ne peuvent passer une soirée au théâtre ou à un concert. (16 mars)

Le débat concernant le bill 212 « établissant le service de l'assistance publique de Québec » se poursuit en comité plénier au cours de la troisième séance qui a lieu ce jour-là. C'est le député libéral de Montréal-Sainte-Anne, Bernard-Augustin Conroy, qui s'adresse d'abord à ses collègues :

Le temps est arrivé où l'on devrait prendre sous un contrôle direct et sous le contrôle du gouvernement un ministère qui serait le ministère de la Santé publique, lequel administrerait tout ce qui a trait à l'assistance publique. Ce département aurait pour mission la prestation de l'assistance provinciale à de nobles causes, verrait à toute l'aide à accorder aux indigents et aux malades, en encourageant un mode de vie sain, par l'enseignement de métiers, par la formation industrielle; [...] Dans ce département, on verrait à la saine nourriture des enfants, afin de contribuer à diminuer la mortalité infantile. [...] Il est temps que l'on dépense pour les mères et les enfants et qu'on leur donne une meilleure chance de devenir de bons citoyens en santé.

Son collègue de Montréal-Laurier, Ernest Poulin, exprime cependant deux réticences par rapport à la nouvelle proposition, lesquelles traduisent bien les craintes qui persisteront au sein de la population tout au long du XX^e siècle : d'abord, celle que l'intervention étatique engendre la dépendance d'un nombre grandissant d'individus qui trouveront avantageux de vivre aux crochets de l'État :

Cette mesure va contribuer à multiplier le nombre des indigents, à cause de la facilité que les familles auront de les faire hospitaliser [...] [O]n ne doit pas encourager ceux qui pourraient être tentés de croire que l'État sera toujours prêt à les supporter. (16 mars)

Ensuite, celle que cette étatisation de l'assistance en vienne à miner l'esprit de charité, les « bonnes âmes » abandonnant leur vocation entre les mains d'instances gouvernementales anonymes :

La charité doit primer tous les autres sentiments dans nos rapports mutuels. Il (M. Poulin) craint l'étatisation des institutions de charité et que la loi ait comme résultat le recul de l'une des principales vertus des temps modernes comme de tous les temps, celle de la charité personnelle [...] C'est avec ces faux principes de charité et avec ces maisons de refuge bâties à grands frais que l'on a détruit dans certains pays voisins tout dévouement et tout sacrifice personnel [...] Beaucoup de nobles âmes seront toujours prêtes à aider ceux qui souffrent, mais la prise en charge complète par l'État des secours détruirait ces légions de bonnes personnes qui, jusqu'à aujourd'hui, ont toujours été prêtes à faire leur devoir, et même plus que leur devoir. (16 mars)

Or, en 1921, on n'en est pas encore à entrevoir la possibilité que l'État puisse se porter garant des petites et grandes misères susceptibles de déstabiliser ses citoyens, indépendamment de leurs conditions. Poulin tient à ce que ses propos soient bien saisis :

Que le gouvernement vienne en aide, avec générosité et avec tact, à certains malades [qui] ne sont pas capables de recevoir dans les familles les soins qu'ils requièrent. Mais qu'on ne s'engage pas en principe à porter secours à toutes les municipalités qui, grandes et petites, auraient l'idée de se payer un orphelinat, un hospice, un hôpital ou un asile quelconque. (16 mars)

Mais que l'État semble vouloir s'approprier un champ d'action détenu jusque-là par l'Église soulève de vifs débats qui ne se limiteront pas qu'au parquet du salon vert :

L'Église catholique a toujours eu la plus grande pitié pour la souffrance humaine. Il (M. Poulin) ne croit pas qu'il y a dans la province deux évêques qui consentiraient à approuver sans restriction la création d'un pareil système d'assistance publique, non pas parce que le clergé veut se soustraire à ses obligations de charité, mais parce qu'il comprend que la charité est une chose qui ne s'administre pas comme une industrie à tant par tête. Il ne faut pas que l'on s'attache à industrialiser les vertus chrétiennes.

Henri Bourassa s'affichera comme un des plus farouches détracteurs de la loi de l'Assistance publique, dont le cinquième article, croit-il, permet au gouvernement « d'exercer sur les institutions subventionnées un formidable pouvoir d'inquisition³⁹ ». L'historien Bernard L. Vigod écrira plus tard que pour le fondateur du *Devoir*, l'adoption de cette loi « équivaldrait [...] à offrir un précédent dévastateur aux anticléricaux et aux athées qui se dédiaient à l'érosion systématique de l'autorité religieuse⁴⁰ ». *L'Action catholique* de Québec réagira assez fortement aussi, entre autres par l'intermédiaire de M^{gr} L.-A. Pâquet, qui publie un essai sur « les trois étapes de l'anticléricalisme⁴¹ ». Les membres du clergé ne tarderont pas à se prononcer, eux chez qui la présentation tardive du projet de loi à la toute fin de la session n'avait servi qu'à introduire un doute. Deux représentants de l'épiscopat, M^{gr} Michel-Thomas Labrecque, évêque de Chicoutimi, et M^{gr} François-Xavier Cloutier, évêque de Trois-Rivières, se rangent derrière Bourassa. Mais tous les milieux ecclésiastiques et tous les journaux ne condamnent pas la loi⁴², et les discussions entre les représentants de l'État et ceux de l'Église ne surviendront que plus

tard au cours de l'année. Quant à la loi de l'Assistance publique, elle reçoit la sanction royale du lieutenant-gouverneur le 19 mars 1921.

De choses et d'autres...

La conduite des véhicules-moteurs en état d'ivresse est encore une fois au nombre des préoccupations de l'Assemblée, qui discute d'un amendement limitant à trois mois la durée d'emprisonnement d'un conducteur trouvé fautif : « [u]ne telle pénalité est nécessaire pour la protection générale du public », d'affirmer le député de Drummond, Hector Laferté (23 février). L'honorable Walter Mitchell, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales, croit qu'il ne faut pas trop rapidement rendre la loi plus sévère en matière d'incarcération : « [c]'est aller très loin [...] que de dire qu'un homme mérite la prison dès sa première offense uniquement parce qu'il aura pris un ou deux verres de boisson. » Il ajoute que 84 chauffeurs ont perdu leur licence l'an dernier; il opte plutôt pour une augmentation du montant de l'amende à 200 \$, voire à 500 \$ pour une première offense. Mitchell justifie sa réticence à l'égard de l'incarcération en disant qu'il tient « trop à la liberté individuelle pour accepter une loi pareille [et qu'il] ne veu[t] pas laisser cela à l'interprétation de quelques juges [...] ». L'opposition réclame de son côté que l'on définisse plus adéquatement le mot « ivresse » et ce qu'il implique en termes de consommation et de comportements observables. L'étude du bill 168 se poursuit à la toute fin de la session (le 16 mars), mais son adoption définitive demeure en suspens.

Le député Achille Bergevin⁴³, député de Beauharnois, propose à ses collègues d'augmenter la subvention accordée au Conservatoire Lassalle de Montréal, « école d'élocution française et du bon parler français » depuis 15 ans (10 mars). Bergevin soutient que « son utilité est incontestable », et que « sa survivance s'impose à l'attention de nos gouvernants et de tous ceux qui s'intéressent à l'instruction publique et à notre avancement intellectuel et moral ». Il souligne en outre que « ...le rôle que joue en notre pays le grand artiste qu'est M. Lassalle⁴⁴ [est] celui de montrer aux petits Canadiens français comment parler le français comme on doit le parler » et souhaite que des succursales du Conservatoire soient implantées un peu partout en province, « pour que les fils des cultivateurs, ces nobles chevaliers du sillon », puissent également profiter de ses enseignements. Pour le député de Saint-Maurice, Léonide-Nestor-Arthur Ricard, parler un français adéquat est un gage de sa survivance : « [...] nous n'avons pas le droit de laisser au gouvernement seul toute la tâche d'aider et défendre la cause du français en Amérique. »

Ouvrètement francophiles, les députés anglophones Bernard-Augustin Conroy, représentant de Montréal-Sainte-Anne, et Henry Miles, représentant de Montréal-Saint-Laurent, se montrent enthousiastes face à ce projet, auquel le député Bergevin propose d'intégrer un volet bilingue : « [i]l n'y a pas assez de français dans les écoles anglaises et pas assez d'anglais dans les écoles françaises. Si cet échange existait dans l'école, il y aurait moins d'animosité, car les deux groupes du Canada se connaîtraient mieux », de dire Conroy. S'exprimant en français pour la première fois en Chambre, Miles ajoute que « c'est le devoir des Canadiens anglais d'apprendre le français à leurs enfants » et que « les citoyens de chaque province devraient pouvoir s'exprimer dans les deux langues » (10 mars). La question des subventions à accorder au Conservatoire Lassalle ne connaîtra cependant pas son dénouement au cours de cette session.

Alors que la session tire à sa fin, la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 228, visant à augmenter de façon substantielle le salaire annuel du président et des commissaires du Bureau de censure des vues animées. L'opposition s'enquiert tout de même des compétences du président Roussy de Sales en la matière, et le premier ministre tente de se faire rassurant : « Je ne sache pas qu'un homme ait besoin d'expérience dans les vues animées pour faire de la censure. Du moment qu'un homme a du gros bon sens, si c'est un père de famille, il est certain qu'il peut faire de la bonne censure. » L'argument suffit à convaincre l'ensemble des députés présents ce jour-là; la résolution est adoptée et portée au Conseil législatif.

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse en 1921

Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*, est président; Jean-Marie Fortin, du *Soleil*, et William R. O'Farrell, du *Montreal Herald*, sont vice-présidents; Damase Potvin, également du *Soleil*, est secrétaire. Les autres membres connus de la Tribune de la presse sont Edmond Chassé de *L'Événement*, Alonzo Cinq-Mars de *La Presse*, Ernest Cinq-Mars du *Globe and Mail*, J.A. Davis du *Quebec Chronicle*, Ewart E. Donovan du *Daily Telegraph*, Louis Dupire du *Devoir*, Arthur Lalonde de *La Patrie*, Irénée Masson de *L'Action catholique*, Robert R. Parsons du *Montreal Daily Star*, et Abel Vineberg de la *Montreal Gazette*.

Les hebdomadaires et autres documents d'archives

En plus des grands titres connus, la reconstitution des débats pour la session 1921 s'appuie parfois sur des informations trouvées dans les chroniques parlementaires des journaux et hebdomadaires suivants : *L'Abitibi*, *L'Action populaire*, *L'Autorité*, *La Bonne parole*, *La Croix*, *La Minerve*, *La Vérité*, *Le Bien Public*, *Le Bulletin des Agriculteurs*, *Le Canada français*, *Le Canadien de Thetford*, *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*, *Le Colon*, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, *Le Droit*, *Le Journal de Waterloo*, *Le Matin*, *Le Messager de Verdun*, *Le Monde Ouvrier*, *Le Nationaliste*, *Le Nouvelliste*, *Le Peuple*, *Le Progrès de Valleyfield*, *Le Progrès du Golfe*, *Le Progrès du Saguenay*, *Le Quotidien*, *Le Saint-Laurent*, *L'Avenir du Nord*, *L'Éclaireur*, *L'Écho du Saint-Maurice*, *L'Étoile du Nord*, *L'Union des Cantons-de-l'Est*, *Sherbrooke Daily Record*, *The Canadian Labor Press*, *The St.Maurice Valley Chronicle*, *The Standard*, *The Stanstead Journal*.

Le *hansard*

Les journaux sont à l'époque l'unique source de diffusion des débats de l'Assemblée législative. Or, comme il est possible de le constater à maintes reprises, les politiciens peuvent s'avérer prompts à dénoncer l'authenticité des propos qu'ils rapportent. D'une part, il est vrai que certains des principaux quotidiens affichent clairement leur allégeance – voire leur attachement – à un parti; mais d'un autre côté, les politiciens peuvent toujours invoquer la partialité du journal qu'ils fustigent pour renier certaines de leurs affirmations, et accuser l'auteur de l'article de véhiculer des faussetés sur leur compte. L'exemple du *Devoir* évoqué par l'historien Robert Rumilly est éloquent: « [I]es nationalistes n'avaient jamais aimé Taschereau », dit-il, et « les entrefilets de Georges Pelletier [ainsi que] les comptes rendus de Louis Dupire trahissaient une sourde partialité⁴⁵ ».

Par conséquent, la publication d'un journal officiel des débats – un *hansard*⁴⁶ – viendrait mettre un terme à tous ces quiproquos parfois lourds de conséquences pour ceux qui en font les frais. Selon le chef de l'opposition, le fait que les journaux constituent la seule source à laquelle la population soit contrainte de puiser ses renseignements sur ce qui se passe au parlement constitue un risque pour l'exercice de la citoyenneté:

C'est une chose bien étrange, mais il y a des journaux qui, le jour où ils reçoivent le discours du trésorier, publient des éditoriaux élogieux à propos des magnifiques surplus annoncés comme toujours par l'honorable trésorier. Ces articles sont publiés avant même que les journaux n'aient eu le temps de lire le discours et avant qu'ils n'aient eu le temps d'étudier ne serait-ce que brièvement les déclarations et les chiffres donnés par le trésorier provincial. Ont-ils lu le discours du trésorier? Ont-ils parcouru les comptes publics? Ont-ils fait un examen sérieux de la situation? D'autres ne font aucun commentaire et ne publient rien du tout. Est-ce ainsi qu'un dirigeant doit comprendre son devoir? Fait-il acte de saine conscience et de civisme en privant ses lecteurs des renseignements dont ils ont besoin pour exercer, à leur tour, avec sagesse, prudence et intelligence, leur droit de citoyen? Autrefois, les journaux consacraient, des semaines durant, leurs éditoriaux à l'analyse du budget.

De plus, il s'agit d'une injustice pour l'homme qui a choisi d'œuvrer au service de la population :

Le jour où il accepte un mandat, il est exposé à tous les coups, à tous les soupçons et ses bonnes actions sont souvent ignorées, parce que le peuple n'est pas au fait de tout ce qui se trame. Je n'ai pas peur des coups, mais je demande justice pour moi et tous les députés. Je ne crois pas qu'à l'heure qu'il est, le peuple soit renseigné exactement.

C'est pourquoi Arthur Sauvé réclame le retour d'un *hansard* à l'Assemblée législative tout en s'étonnant que cette préoccupation ne semble guère généralisée au sein de la députation:

Mais, quelle est la position des membres de cette Chambre? Avant 1893, il y avait des débats officiels où le député pouvait faire publier un résumé de ses discours, c'est-à-dire faire connaître exactement ses opinions exprimées à la Chambre. Pour des raisons d'économie, cette publication fut abandonnée en 1893. Depuis, les paroles et les actes des membres de cette Chambre, au cours des sessions, sont livrés à la publicité par des journalistes soumis à des ordres conformes à l'esprit ou à l'intérêt de leurs patrons respectifs.

De l'importance d'une opposition, au moins dans les journaux...

Les revendications du chef de l'opposition ne s'arrêtent pas là. S'il reconnaît la faiblesse de son opposition en Chambre, il s'indigne par contre que les journaux n'assurent pas un contrepoids efficace au pouvoir en place, nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie :

Les dirigeants qui se servent du peuple pour l'exploiter et pour servir leur fortune ou leurs schèmes sont les pires agents de la révolution que l'on redoute. La province, comme la société, réclame une attention plus judicieuse, plus honnête de la part de ses dirigeants. Elle mérite cette attention. Et s'il est vrai qu'une forte opposition est aussi nécessaire qu'un bon gouvernement, pourquoi la presse libre, dans une mesure raisonnable et loyale, ne prêterait-elle pas son concours à l'opposition, beaucoup trop faible, je le réalise bien tous les jours, oui trop faible pour la bonne administration de la province et pour sauvegarder convenablement ses intérêts et ceux du peuple. (3 février 1921)

C'est pourtant le rôle que semble assumer *Le Devoir*, considéré comme l'organe du clergé à Montréal au même titre que *L'Action catholique* à Québec et dont certains curés recommandant la lecture. Cela eut d'ailleurs pour conséquence d'accroître le retentissement des articles parus les 28 et 29 mars sous la plume d'Henri Bourassa, dans lesquels il attaque sans ménagement la loi provinciale de l'Assistance publique⁴⁷.

Le prix des éloges?

Le chef de l'opposition se questionne aussi sur les raisons qui justifient les montants dépensés par le gouvernement en publicité dans les journaux :

Quelles sommes ont été dépensées pour des annonces dans les journaux, et même pour des articles? Pourquoi \$200 au Hamilton Trades & Labor Council? Pourquoi \$1,400 au *Journal of Commerce*? Pourquoi \$4,800 d'annonces dans le *Herald*, de Montréal? Pourquoi \$1,262.53 pour article sur la province dans le *Standard*? N'est-il pas vrai que le gouvernement fait payer par la province les éloges qu'il fait publier à son adresse par certains journaux? (3 février 1921)

Par ailleurs, Sauvé dénonce le fait que les journalistes reçoivent parfois des informations concernant certains projets de loi avant même que la Chambre ait eu le temps d'en prendre connaissance :

On me télégraphie de Montréal pour me demander qu'est-ce que ça veut dire cet article de la loi des liqueurs? Je n'en sais rien, moi, suis-je obligé de répondre; tous les journaux ont cette loi, les députés ne l'ont pas encore. Quand la Chambre va-t-elle avoir la nouvelle loi sur les licences? On nous a promis une copie, comme une faveur spéciale, pour samedi dernier, mais nous n'avons encore rien reçu. Mais apparemment, le bill a été publié dans la *Gazette* de Montréal ce matin-là et dans *The Telegraph* de Québec le soir même, et dans son intégralité, alors que la Chambre ne mérite pas la même confiance de la part du gouvernement. (3 février 1921)

Chantal Charron

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Peter Gossage et Carolyne Blanchard, *Aurore! Le mystère de l'enfant martyr*, Les grands mystères de l'histoire canadienne, <http://www.canadianmysteries.ca> Consulté le 20 août 2009. Le premier film, réalisé par Jean-Yves Bigras, s'intitule *La petite Aurore, l'enfant martyr*; le second, *Aurore*, est l'œuvre du cinéaste Luc Dionne.
2. <http://www.tlfq.ulaval.ca> Consulté le 24 août 2009.
3. Le terme « Peur rouge » (*Red Scare* en anglais) est utilisé pour désigner l'épisode anticommuniste qui survient aux États-Unis dans les années qui suivent la Révolution russe de 1917. La crainte de voir le gouvernement infiltré par les communistes amène la criminalisation de cette opinion politique, de même que celle de l'opinion anarchiste.
4. Sur la doctrine sociale de l'Église, voir entre autres Joseph-Papin Archambault, *La question sociale et nos devoirs de catholiques*, Montréal, École sociale populaire, 1917, 112 p.
5. *Annuaire statistique de Québec*, Province de Québec, Canada, 1922, p. 27.
6. Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours, Tome II (1911-1963)*, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963, p. 284.
7. Université de Sherbrooke, Bilan du siècle, <http://www.bilan.usherb.ca/bilan> Consulté le 21 août 2009.
8. Lionel Groulx, *L'Action française*, vol. V, janvier 1921, p. 25. Ce mouvement de l'action française ne doit pas être confondu avec son homonyme dirigé à Paris par Charles Maurras. Voir Yvan Lamonde, *L'histoire sociale des idées au Québec*, Montréal, Fidès, 2000, 2 vol.
9. Voir le site Internet du Royal 22^e Régiment : <http://www.r22er.com/> Consulté le 24 août 2009.
10. Université de Sherbrooke, Bilan du siècle, <http://www.bilan.usherb.ca/bilan> Consulté le 24 août 2009.
11. Voir l'introduction historique des débats reconstitués de la 1^{re} session de la 15^e législature (1919-1920).
12. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : Rayonnement de Québec, Tome XXVI*, Montréal, Éditions Chantecler ltée, 1953, p. 116.
13. Selon Pierre-Georges Roy, les Taschereau, originaires de Tours (France), auraient été anoblis en 1492. L'ancêtre des Taschereau, Thomas-Jacques, arrive en Nouvelle-France en 1726. Agent des trésoriers généraux de la Marine, conseiller au Conseil supérieur, le gouverneur de Beauharnois et l'intendant Hocquart lui octroient, en 1736, la seigneurie de Sainte-Marie, en Nouvelle-Beauce. À ce sujet, voir Honorius Provost, Dictionnaire biographique du Canada. En ligne : <http://www.biographi.ca/index-f.html> Consulté le 25 août 2009.
14. Vincent Lemieux, *Le Parti libéral du Québec. Alliances, rivalités et neutralités*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 25.
15. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 22.
16. L'historien Robert Rumilly va même jusqu'à avancer que « [l]e gouvernement libéral de Québec ne négligeait aucun moyen de nuire au gouvernement conservateur d'Ottawa [et que] les occasions de heurt ne manquaient pas ». R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 58.
17. Louis Dupire, *Le Devoir*, 10 février 1921, p. 1.
18. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 97-98.
19. *Ibid.*, p. 98.
20. *Ibid.*
21. « M. Meighen et notre province », *La Minerve*, 21 août 1920, p. 1 et 4. L'article que cite Robert Rumilly, (*Histoire de la province de Québec*..., p. 51.) porte en réalité la signature d'Auguste Norbert. Il s'agissait du pseudonyme emprunté par Arthur Sauvé. Voir Bernard Vinet, *Pseudonymes québécois*, Québec, Éditions Garneau 1974, p. 185. Le chef conservateur faisait sans doute référence au fondateur de la première *Minerve* (1826-1899). Auguste (Augustin) Norbert Morin. Sauvé lance un journal sous le même titre en 1918, jusqu'à sa démission en 1920.
22. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 51.
23. *L'Action catholique*, 18 mars 1921, p. 1.
24. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 114 et p. 110.
25. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, p. 584, tome 1.
26. Louis Dupire, *Le Devoir*, 10 février 1921, p. 1.
27. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 104.
28. "Contre le monopole d'État, où allons-nous?" publié par l'Association des marchands détaillants du Canada, bureau provincial du Québec, *La Presse*, 4 février 1921, p. 22. Le premier ministre Taschereau procède à la lecture de l'article à la séance du 10 février. *The Herald* du 11 février 1921, à la p. 7, rapporte aussi qu'après la séance, le conseiller municipal Alderman Sansregret, de Montréal, a informé le premier ministre que l'Association provinciale des détaillants n'était d'aucune façon responsable de l'annonce que celui-ci avait lue. Selon la plupart des journaux, M. Taschereau aurait précisé un peu plus tard qu'il s'agissait de *La Presse*. *La Patrie* du 11 février 1921, à la page 4, rapporte que M. Taschereau se corrigea après avoir reçu un billet et dit un mot aimable à l'égard de *La Patrie*. Le même journal rapporte que le premier ministre, tout au long de son discours, s'exprima tout en brandissant non pas le poing en l'air comme M. Gouin, mais le doigt que *La Patrie* qualifie de doigt de prestidigitateur.
29. Georges Pelletier, *Le Devoir*, 12 février 1921, p. 1.
30. Au sujet de l'affaire Blanche Garneau, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Quinze, 1983, 230 p.
31. D'après certains journaux, il ne lit qu'un article de *L'Événement* que nous avons inclus dans son discours, celui du 6 novembre 1920, à la p. 9, et intitulé "La justice est lente à Québec". D'après d'autres sources, M. Sauvé entreprend la lecture d'un deuxième article avant d'être interrompu par le premier ministre.
32. Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*..., p. 111. L'affaire connaîtra un rebondissement extraordinaire l'année suivante. Voir les débats de la seconde session de 1922.

-
33. P.-A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la*
 34. *crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, tome 1, p. 433.
35. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 114.
36. Voir l'introduction historique des débats reconstitués de la 1^{ère} session de la 15^e législature (1919-1920).
37. R. Rumilly, *Histoire de Montréal*, Montréal, Fides, 1974, tome 4, p. 31.
38. *Annuaire statistique de Québec*, Province de Québec, Canada, 1922, p. 26.
39. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 111 et 112.
40. Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, p. 77.
41. Bernard L. Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 119.
42. *Ibid.*
43. Par exemple, un journal catholique d'allégeance libérale comme *Le Canada Français* annonce, à la Une de
 son édition du 24 mars 1921, que « [c]ette mesure préconisée par le Secrétaire de la province recevra
 notre plus ferme appui ».
44. Le député Bergevin, élu aux élections de 1919, était de retour au Parlement après sa démission
 spectaculaire du Conseil législatif, à la suite du scandale Mousseau. Voir l'introduction historique des
 débats reconstitués de la 2^e session de la 13^e législature (1913-1914).
45. Il s'agit d'Eugène-Jean-Baptiste Lassalle, un comédien qui joua en France et à l'étranger pendant trente ans.
 C'est en 1906 qu'il vint à Montréal, puis se consacra à l'enseignement de l'élocution française. Il a créé le
 Conservatoire Lassalle la même année.
46. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 126.
47. Du nom de Luke Hansard (1752-1828), premier éditeur du journal des débats de la Chambre des communes
 de Grande-Bretagne à compter de 1803. C'est la raison pour laquelle les Parlements de tradition britannique
 attribuent le terme de « hansard » à leur journal des débats. Voir à ce sujet Gilles Gallichan, « Le Parlement
 « rapaillé » : la méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des dix*, no 58 (2004), p. 273-
 296.
48. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 122.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Abitibi, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Colon, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Croix, La
Droit, Le
Écho de Saint-Justin, L'
Écho de Terrebonne, L'
Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'
Éclaireur, L'
Étoile du Nord, L'
Journal de Waterloo, Le
Matin, Le
Messager de Verdun, Le
Minerve, La
Monde ouvrier, Le
Nationaliste, Le
Nouvelliste, Le
Pays, Le
Peuple, Le
Progrès de l'Est, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quotidien, Le
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The

Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Vérité, La

Autres sources

Documents de la session, 1921, 4 volumes.

Mitchell, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable W. G. Mitchell, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 27 janvier 1921*. [s.l.]: 1921. 40 p.
Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1921, Québec 1921.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1921, Québec 1921.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1921.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LV: Session 1921*, Quebec, Telegraph Printing Company, 1921, 345, lxxiii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1921, Vol. LV*, Québec, Compagnie de publication Le Soleil, 1921, v, 344, lxxiii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 11 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1921, lv, 858 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 11 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1921, lxiii, 913 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1921.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique (1921)	vii
Critique des sources (1921)	xxvii
Bibliographie.....	xxxiii
Table des matières.....	xxxv
L'Exécutif en 1921	xxxix
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xli
Par ordre de circonscription	xlili
Débats	
1 Séance du mardi 11 janvier 1921	1-6
2 Séance du mercredi 12 janvier 1921	7-17
3 Séance du jeudi 13 janvier 1921	19-45
4 Séance du vendredi 14 janvier 1921	47-52
5 Séance du mardi 18 janvier 1921	53-58
6 Séance du mercredi 19 janvier 1921	59-61
7 Séance du jeudi 20 janvier 1921	63-68
8 Séance du vendredi 21 janvier 1921	69-71
9 Séance du mardi 25 janvier 1921	73-80
10 Séance du mercredi 26 janvier 1921	81-92
11 Séance du jeudi 27 janvier 1921	93-129
12 Séance du vendredi 28 janvier 1921	131-134
13 Séance du mardi 1 ^{er} février 1921	135-146
14 Séance du mercredi 2 février 1921.....	147-155
15 Séance du jeudi 3 février 1921.....	157-180
16 Séance du vendredi 4 février 1921.....	181-184
17 Séance du mardi 8 février 1921.....	185-193

18	Séance du mercredi 9 février 1921.....	195-212
19	Séance du jeudi 10 février 1921.....	213-229
20	Séance du vendredi 11 février 1921.....	231-234
21	Séance du mardi 15 février 1921.....	235-257
22	Séance du mercredi 16 février 1921.....	259-276
23	Séance du jeudi 17 février 1921.....	277-308
24	Séance du vendredi 18 février 1921.....	309-317
25	Séance du mardi 22 février 1921.....	319-329
26	Séance du mercredi 23 février 1921.....	331-347
27	Séance du jeudi 24 février 1921.....	349-371
28	Séance du vendredi 25 février 1921.....	373-383
29	Séance du mardi 1 ^{er} mars 1921.....	385-393
30	Séance du mercredi 2 mars 1921.....	395-407
31	Séance du jeudi 3 mars 1921.....	409-421
32	Séance du vendredi 4 mars 1921.....	423-435
33	Séance du mardi 8 mars 1921.....	437-453
34	Séance du mercredi 9 mars 1921.....	455-464
35	Séance du jeudi 10 mars 1921.....	465-482
36	Séance du vendredi 11 mars 1921.....	483-502
37	Séance du lundi 14 mars 1921.....	503-529
38	Séance du mardi 15 mars 1921.....	531-550
39	Séance du mercredi 16 mars 1921.....	551-575
40	Séance du jeudi 17 mars 1921.....	577-602
41	Séance du vendredi 18 mars 1921.....	603-626
42	Séance du samedi 19 mars 1921.....	627-632

Index des participants	635
Index des sujets	663
Index des bills publics et privés	691

L'HONORABLE CHARLES FITZPATRICK
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1921

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre et procureur général

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Louis-Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Adolphe Tessier, ministre de la Voirie

L'honorable Walter George Mitchell, trésorier de la province et ministre des Affaires municipales

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

L'honorable Narcisse Pérodeau, ministre sans portefeuille

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre sans portefeuille

L'honorable Napoléon Séguin, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Napoléon Francoeur

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ACHIM, Honoré	L	Labelle
ASHBY, Joseph-Séraphin-Aimé	L	Jacques-Cartier
BEAUDRY, Adrien	L	Verchères
BÉDARD, Joseph-Hercule	L	Montréal-Hochelaga
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BOISSEAU, Armand	L	Saint-Hyacinthe
BORDELEAU, Bruno	L	Champlain
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BUGEAUD, Joseph-Fabien	L	Bonaventure
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANNON, Lawrence Arthur	L	Québec-Centre
CARON, Joseph	L	Hull
CARON, Joseph-Édouard	L	Îles-de-la-Madeleine
CÉDILOT, Wilfrid	L	Laprairie
CONROY, Bernard-Augustin	L	Montréal-Sainte-Anne
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DESAULNIERS, Eugène Merrill	L	Chambly
DESJARLAIS, Camille-Émile	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matane
DUFOUR, Philippe	L	Charlevoix-Saguenay
DUFRESNE, Pierre-Joseph	C	Joliette
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORGET, Adélard	L	Iberville
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAUDRAULT, Joseph-Athur	L	Chicoutimi
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GRÉGOIRE, Georges-Stanislas	L	Frontenac
HAMEL, Édouard	L	Portneuf
HAY, John	L	Argenteuil
LACOMBE, Aurèle	O	Montréal-Dorion
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFRENIÈRE, Siméon	L	Berthier
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LAURENDEAU, Adélard	O	Maisonnette
LECLERC, Aurèle	L	Québec
LEMAY, Joseph-Henri	L	Sherbrooke
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LÉTOURNEAU, Louis-Alfred	L	Québec-Est
MADDEN, Martin	L	Québec-Ouest
MCDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MILES, Henry	L	Montréal-Saint-Laurent
MITCHELL, Walter George	L	Richmond
MONET, Amédée	L	Napierville
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Député	Allégeance politique	Circonscription
MORIN, Nérée	L	Kamouraska
OLIVER, William Robert	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
OUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PAQUET, Arthur	L	Saint-Sauveur
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PARROT, Louis-Eugène-Aduire	L	Témiscouata
PÉLOQUIN, Maurice-Louis	L	Richelieu
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILIPS, Andrew	L	Huntingdon
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
REED, Walter	L	L'Assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
RHÉAULT, Joseph-Eugène	L	Wolfe
RICARD, Léonide-Nestor-Arthur	L	Saint-Maurice
ROBERT, Joseph-Edmond	L	Rouville
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SÉGUIN, Napoléon	L	Montréal-Sainte-Marie
SIMARD, Télesphore	L	Témiscamingue
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TESSIER, Auguste-Maurice	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
TOURVILLE, Rodolphe	L	Maskinongé
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ARGENTEUIL	L	Hay, John
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Godbout, Arthur
BEAUHARNOIS	L	Bergevin, Achille
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Lafrenière, Siméon
BONAVENTURE	L	Bugeaud, Joseph-Fabien
BROME	L	Oliver, William Robert
CHAMBLY	L	Desaulniers, Eugène Merrill
CHAMPLAIN	L	Bordeleau, Bruno
CHARLEVOIX-SAGUENAY	C	Dufour, Philippe
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Gaudrault, Joseph-Arthur
COMPTON	L	Desjarlais, Camille-Émile
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Grégoire, Georges-Stanislav
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	L	Caron, Joseph
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Forget, Adélar
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	L	Caron, Joseph-Édouard
JACQUES-CARTIER	L	Ashby, Joseph-Séraphin-Aimé
JOLIETTE	C	Dufresne, Pierre-Joseph
KAMOURASKA	L	Morin, Nérée
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Achim, Honoré
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAPRAIRIE	L	Cédilot, Wilfrid
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Laurendeau, Adélar
MASKINONGÉ	L	Tourville, Rodolphe
MATANE	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	O	Lacombe, Aurèle
MONTRÉAL-HOCHELAGA	L	Bédard, Joseph-Hercule
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Conroy, Bernard-Augustin
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	L	Séguin, Napoléon
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles Ernest
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Miles, Henry
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
NAPIERVILLE	L	Monet, Amédée
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Hamel, Édouard
QUÉBEC	L	Leclerc, Aurèle
QUÉBEC-CENTRE	L	Cannon, Lawrence Arthur
QUÉBEC-EST	L	Létourneau, Louis-Alfred
QUÉBEC-OUEST	L	Madden, Martin
RICHELIEU	L	Péloquin, Maurice-Louis
RICHMOND	L	Mitchell, Walter George
RIMOUSKI	L	Tessier, Auguste-Maurice
ROUVILLE	L	Robert, Joseph-Edmond
SAINT-HYACINTHE	L	Boisseau, Armand
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Ricard, Léonide-Nestor-Arthur
SAINT-SAUVEUR	L	Paquet, Arthur
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	L	Lemay, Joseph-Henri
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Simard, Télesphore
TÉMISCOUATA	L	Parrot, Louis-Eugène-Aduire
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	L	Tessier, Joseph-Adolphe
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Beaudry, Adrien
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Rhéault, Joseph-Eugène
YAMASKA	L	Ouellette, Édouard

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

Séance du mardi 11 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures¹.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

La législature ayant été, par proclamation², convoquée pour ce jour pour l'expédition des affaires, et les membres de la Chambre étant réunis en séance;

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Et, les députés étant de retour,

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) prend son siège. Ovation de la droite et de la gauche. (M. Taschereau sourit)

Brefs d'élection:

M. l'Orateur informe la Chambre que, à la réception des notifications ci-après, il a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveau brefs portant convocation des collèges électoraux de Kamouraska, de Portneuf et de Saint-Maurice.

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral
de Kamouraska

Rivière-du-Loup, P.Q., 15 mars 1920

L'honorable J.-N. Francoeur,
Président de l'Assemblée législative,
Québec

Monsieur,

Je vous donne, par la présente, ma démission comme député du comté de Kamouraska et membre de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Je vous fais cette déclaration en présence des deux témoins soussignés, MM. Louis-Joseph Dugal, notaire public, et Dominique Lévesque, avocat, tous deux de la cité de Rivière-du-Loup.

Je fais cette déclaration en vertu de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

J'ai l'honneur d'être,
Votre dévoué,

Adolphe Stein

Témoins: L.-J. Dugal, N.P.
Dom. Lévesque

Districts électoraux de Portneuf
et Saint-Maurice

Québec, le 20 septembre 1920

Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite du décès de Georges-Isidore Delisle, député de Saint-Maurice, et par suite de la nomination au Conseil législatif de Québec de l'honorable Sir Lomer Gouin, député de Portneuf, les collèges électoraux de Saint-Maurice et de Portneuf se trouvent maintenant sans représentant à l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,
Député de Montmorency

Jos.-Éd. Caron,
Député des Îles-de-la-Madeleine

Certificats d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élection suivants:

**District électoral
de Kamouraska**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 11 janvier 1921

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre septembre mil neuf cent vingt, et adressé à M. Joseph-Onésime Girard, shérif et officier rapporteur résidant à Rivière-du-Loup, M. Nérée Morin, cultivateur de Sainte-Hélène a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Kamouraska à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Adolphe Stein, démissionnaire.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. Geoffrion.

**District électoral
de Portneuf**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 11 janvier 1921

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre septembre mil neuf cent vingt et adressé à M. Georges Rinfret, régistrateur et officier rapporteur résidant à Cap-Santé, M. Édouard Hamel, notaire au village de Pont-Rouge a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Portneuf à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable Sir Lomer Gouin, nommé au Conseil législatif de Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. Geoffrion

**District électoral
de Saint-Maurice**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 11 janvier 1921

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-quatre septembre mil neuf cent vingt et adressé à M. J.-A. Provencher, protonotaire et officier-rapporteur résidant aux Trois-Rivières, M. Léonide-Nestor-Arthur Ricard, notaire en la ville de Shawinigan-Falls a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Saint-Maurice à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de Georges-Isidore Delisle, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,

L.-P. Geoffrion.

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de cette nouvelle session, je crois interpréter vos sentiments en exprimant le regret que

cause à tous le départ de celui qui, pendant plus de 15 ans, présida aux destinées de notre province avec tant de dignité, de sagesse et de dévouement.

Notre premier devoir est de remercier la Providence de nous avoir, cette année, donné une récolte qui nous permet de subvenir aux besoins de notre population et encourage notre classe agricole à rester attachée au sol.

En vue d'améliorer constamment et d'intensifier notre production agricole, mon gouvernement se propose d'établir des fermes de démonstration, qui seront réparties suivant l'intérêt de nos différentes régions.

Nos colons continuent à accroître l'étendue de nos terres en culture.

Grâce à la généreuse subvention que vous avez votée à la colonisation, de nombreux chemins de pénétration ont été ouverts et de grandes superficies ont été défrichées. Pour faciliter davantage aux colons l'acquisition de nos terres arables, vous serez saisis d'un projet attribuant au ministère de la Colonisation le soin de concéder ces terres et séparant complètement le domaine colonisable du domaine forestier.

Un chemin de fer sera bientôt en voie de construction qui reliera le cœur du Témiscamingue à nos grands réseaux et activera considérablement le développement de cette importante région.

L'ouvrier de nos villes reste le digne émule de nos agriculteurs et de nos colons. Notre législation ouvrière contribue à lui inspirer l'esprit d'équité et le respect de l'ordre qui le caractérisent.

Afin de répondre à de nouveaux besoins qui se manifestent, il vous sera soumis un projet tendant à créer un conseil d'arbitrage pour prévenir la grève des agents de police, des pompiers et autres employés publics chargés de protéger la vie et la propriété des citoyens.

Dans l'intérêt des fonctionnaires civils, le gouvernement vous proposera de créer un système d'assurance collective. Il vous demandera également d'étendre aux employés du service extérieur le bénéfice de la loi de pension.

Vous serez appelés à rechercher les meilleurs moyens de rendre plus efficace la lutte contre la tuberculose et la mortalité infantile, et de pourvoir aux charges croissantes que les circonstances imposent à l'assistance publique et à nos hôpitaux.

L'administration de la cité de Montréal est étroitement liée aux intérêts de notre province. Vous aurez à étudier une nouvelle charte rédigée par la commission que la Législature a instituée à sa dernière session.

Mon gouvernement vous demandera d'approuver la construction de ponts pour relier l'île Perrot à la terre ferme et à l'île de Montréal.

Les mesures édictées pour réglementer la vente des liqueurs alcooliques n'ont pas produit les résultats attendus. La violation continuelle de la loi menace de compromettre l'ordre et le respect de l'autorité. Mon gouvernement se propose d'abroger le système actuel pour lui en substituer un nouveau qui, tout en respectant la liberté individuelle, remédiera aux abus que notre population déplore amèrement.

La loi qui vous sera soumise a pour objet de restreindre la vente des spiritueux, en mettant le gouvernement en état d'exercer un contrôle absolu et immédiat. Les contraventions seront ainsi rendues très difficiles. Cette loi respectera l'autonomie des municipalités qui ont voté et qui désirent conserver chez elles le régime de la prohibition, et elle répondra, croyons-nous, aux aspirations de ceux qui veulent voir régner la tempérance.

L'instruction publique a réalisé, en ces dernières années, de remarquables progrès. Notre enseignement supérieur réclamait toutefois une assistance spéciale, proportionnée aux services qu'il nous rend en formant une élite et en améliorant le sort de toutes les classes de la population. Suivant la voie que vous lui avez tracée, mon gouvernement désire faire à l'Université Laval et à l'Université McGill une part aussi généreuse qu'à l'Université de Montréal, et il vous invitera à voter, à chacune, un million de dollars. Le gouvernement a compris que ces octrois ne doivent pas se faire au détriment de l'enseignement primaire, secondaire et agricole, et son zèle s'exercera dans chacune de ces sphères.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Rapport vous sera fait de la situation financière de notre province où vous constaterez que les revenus continuent d'excéder les charges annuelles. Vous aurez à voter les crédits que réclame le service public.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Divers projets relatifs à l'agriculture, à la colonisation, à la voirie et à l'administration de la justice seront déposés au cours de cette session. L'attention que vous mettrez à les étudier et le dévouement que vous apporterez à vous acquitter de vos hautes fonctions contribueront à maintenir la paix et la prospérité dont jouit notre province.

**Prise en considération
du discours du trône**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Présentation de nouveaux députés:

**M. Édouard Hamel,
Portneuf**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** présentent à la Chambre le nouveau député de Portneuf. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Hamel (Portneuf) prend son siège en Chambre.

Un député: Next! (Applaudissements)

**M. Arthur Ricard,
Saint-Maurice**

M. Laferté (Drummond) et **M. Pilon (Vaudreuil)** présentent à la Chambre le nouveau député de Saint-Maurice. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Ricard (Saint-Maurice) prend son siège en Chambre. (Applaudissements)

**M. Nérée Morin,
Kamouraska**

M. Godbout (Beauce) et **M. Ouellet (Dorchester)** présentent à la Chambre le nouveau député de Kamouraska. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi et il réclame maintenant le droit de siéger.

M. l'Orateur l'invite à prendre séance.

M. Morin (Kamouraska) prend son siège en Chambre.
(Applaudissements)

**Formation
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les comités permanents suivants soient institués, à savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**Composition
d'un comité spécial**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Caron et Mitchell, MM. Beaudry, Bullock, Gault, Godbout, Pilon, Sauvé, Smart et Vautrin forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:**Rapport du ministre
de l'Agriculture, 1919-1920**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, 1919-1920. (Document de la session no 3)

**Rapport du ministère
de la Voirie, 1920**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie de la province de Québec pour l'année 1920. (Document de la session no 21)

**Rapport des
Travaux publics, 1919-1920**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général des Travaux publics et du Travail pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 4)

**Rapport du ministre de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries, 1919-1920**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 7)

**Rapport du surintendant
de l'Instruction publique, 1919-1920**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1919-1920. (Document de la session no 8)

**État financier du surintendant
de l'Instruction publique, 1919-1920**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec donnant un état des mandats reçus et les dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 9)

**État financier des
corporations scolaires, 1919-1920**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 10)

**Statistiques judiciaires,
1919**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1919. (Document de la session no 29)

**Rapport du secrétaire
et régistraire, 1919-1920**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et régistraire de la province de Québec, 1919-1920. (Document de la session no 6)

**Statistiques des
institutions d'assistance, 1919**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance (asiles, hôpitaux, hospices, sanatoria, etc.) pour l'année 1919. (Document de la session no 24)

**Rapport du
Conseil supérieur d'hygiène, 1919-1920**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-sixième rapport annuel du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 27)

Messages du lieutenant-gouverneur:**Nominations
au service civil**

L'honorable M. David (Terrebonne) transmet à M. l'Orateur deux messages du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie de rapports du comité de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 11 janvier 1921
(Document de la session no 12)

Rapport de l'Imprimeur du roi

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du gouvernement,
Québec, ce 11 janvier 1921.
(Document de la session no 20)

La séance est levée après 4 h 00.

NOTES

1. *La Patrie* du 11 janvier 1921, à la page 1, ajoute ce commentaire au sujet de l'ouverture de la session: "L'État, l'Église et le monde civil étaient très bien représentés. Les galeries regorgeaient de dames. Cette session avait un certain cachet, puisqu'elle était présidée par un nouveau premier ministre (l'honorable M. Taschereau) entouré de collègues tout neufs. La colonie française dirigée par M. de Verneuil, consul général de France au Canada,

présente ses premiers hommages officiels au lieutenant-gouverneur de la province de Québec. M. le consul et les délégués ont des sièges spéciaux sur le parquet de la Chambre. Une cérémonie touchante se déroule presque à l'ouverture de la session, alors qu'une gerbe de fleurs est déposée sur le pupitre qu'occupait à l'Assemblée législative M. Delisle, député défunt du comté de Saint-Maurice."

2. Le texte de la proclamation est reproduit à la page V des *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec*, session 1921, vol. LV.

Séance du mercredi 12 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de Charles-L. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi concernant la succession John Pratt (M. Ashby);

- de Henry-E.-A. Rawlings et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs et administrateurs de la succession de feu Edward Rawlings à vendre un immeuble (M. Bercovitch);

- de William F. Egg et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille (M. Bercovitch);

- de Paul Katz et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de: "King Edward Benefit Association of Montreal Incorporated" (M. Bercovitch);

- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau);

- d'Alfred-Octave Fages et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à procéder de leur vivant au partage des biens dont ils ont la jouissance et provenant de la succession de feu Pierre Guillet dit Tourangeau (M. Cannon);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon);

- de Arthur-Georges Mongeau, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Desaulniers);

- de "The Montreal General Hospital" et "The Western Hospital of Montreal", demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital" (M. Gault);

- de "The Scottish Trust Company", demandant l'adoption d'une loi à l'effet de prolonger le délai fixé pour son début en affaires (M. Gault);

- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement au sujet d'un point sur la ruelle Fortification (M. Gault);

- de J.-O. Audet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la corporation de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce (M. Godbout);

- de Denaston Breaky, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain titre de propriété (M. Godbout);

- de Strathcona Fire Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Laferté);

- de J.-C. Lauréat Bussièrès, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province (M. Laferté);

- de la cité de Thetford-Mines, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Lapierre);

- de dame Alice Caron et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de sœurs de Jeanne-d'Arc (M. Leclerc);

- de J.-Alphonse Thibault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Monet);

- de W.-J. O'Leary et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Educational & Charitable Institute" (M. Monet);

- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 10 George V, chapitre 39, section 1, et pour d'autres fins (M. Smart);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte (M. Vautrin);

- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi relative à la succession de feu John Pratt (M. Vautrin).

Rapports du comité spécial:

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Caron son président et rapporte la liste suivante des députés devant faire partie des comités:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Caron, Tessier; MM. Boisseau, Bullock, Gault, Leclerc, Lemay, Létourneau, Madden, Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Pilon, Ricard.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Séguin, Tessier; MM. Achim, Ashby, Beaudry, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Boisseau, Bordeleau, Bouthillier, Bugeaud, Bullock, Cannon, Cédilot, Conroy, Daniel, Dufour (Charlevoix), Dufresne, Farand, Gault, Godbout, Hamel, Hay, Laferté, Lacombe, Lapierre, Laurendeau, Lemay, Lemieux, Létourneau, Madden, Monet, Miles, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet, Parrot, Péloquin, Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Rheault, Renaud, Robert, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Tessier (Rimouski), Thériault, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Séguin, Tessier; MM. Achim, Ashby, Bédard, Bercovitch, Bergevin, Bissonnet, Bugeaud, Bullock, Cannon, Desjarlais, Dufour (Matane), Dufresne, Farand, Forget, Gaudrault, Gault, Grégoire, Hay, Lapierre, Lemieux, Lafrenière, Létourneau, Miles, Moreau, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Phaneuf, Philps, Pilon, Poulin, Reed, Ricard, Robert, Roy, Sauvé, Savoie, Simard, Smart, Tessier (Rimouski), Tourville, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Galipeault, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Tessier; MM. Achim, Ashby, Beaudry, Bercovitch, Boisseau, Bugeaud, Cannon, Daniel, Gault, Godbout, Hamel, Laferté, Leclerc, Lemay, Monet, Ricard, Tessier (Rimouski), Thériault.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Caron, Mitchell, Perrault, Séguin; MM. Bergevin, Bordeleau, Bullock, Cédilot, Daniel, Dufour (Charlevoix), Dufour (Matane), Dufresne, Desjarlais, Farand, Forget, Gaudrault, Godbout, Grégoire, Hamel, Hay, Laferté, Lafrenière, Laurendeau, Lemieux, Madden, Miles, Monet, Moreau, Morin,

Oliver, Ouellette (Yamaska), Ouellet (Dorchester), Phaneuf, Pilon, Renaud, Robert, Sauvé, Savoie, Tessier (Rimouski), Thériault, Tourville.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Caron, Mitchell; MM. Achim, Beaudry, Bissonnet, Bordeleau, Bullock, Caron (Hull), Conroy, Dufresne, Gault, Lacombe, Lapierre, Laurendeau, Leclerc, Létourneau, McDonald, Miles, Morin, Ouellet (Dorchester), Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Paquet (Saint-Sauveur), Philps, Reed, Rheault, Roy, Sauvé, Saurette, Savoie, Simard, Smart, Tourville, Vautrin.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Mercier fils, Mitchell, Perrault, Tessier; MM. Beaudry, Bugeaud, Hamel, Ricard, Sauvé, Smart, Tessier (Rimouski).

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Mitchell, Perrault, Tessier; MM. Ashby, Bullock, Caron (Hull), Cannon, Daniel, Dufresne, Godbout, Moreau, Morin, Oliver, Ouellet (Dorchester), Robert, Sauvé, Tessier (Rimouski).

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, Caron, David, Mercier fils, Mitchell, Tessier; MM. Achim, Bergevin, Bissonnet, Boisseau, Bordeleau, Bullock, Cannon, Daniel, Dufresne, Gault, Godbout, Lapierre, Lemieux, Madden, McDonald, Miles, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Philps, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Vautrin.

Le rapport est adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Hamel (Portneuf)²: M. l'Orateur, un célèbre auteur anglais du siècle dernier entame la préface de l'un de ses principaux ouvrages par ces mots: "Le châtimement ordinaire de ceux qui ne veulent rien répéter de ce qu'on a dit avant eux est de dire ce que personne ne répètera après eux."

Cette sentence ou plutôt cette singulière boutade d'Alexander Pope³ ne doit, certes, pas servir d'excuse aux banalités et aux "lieux communs"; cependant, les chercheurs d'idées neuves et saillantes peuvent la méditer avec avantage, et le débutant qui s'aventure aujourd'hui dans le domaine illustre, mais compliqué, de la politique veut en faire son profit.

Il y a quelques mois, le premier ministre de cette province disait, dans un discours programme, "que les successions politiques ne ressemblent pas à celles dont parle le Code civil, et qu'elles sont d'autant plus redoutables à recueillir qu'elles sont plus brillantes."

Il m'est donné de faire aujourd'hui la rude expérience de ces paroles, et de comprendre combien lourde doit être la charge de celui qui a recueilli la succession de Sir Lomer Gouin à titre de légataire universel et d'exécuteur, comme c'est le cas du premier ministre, car le simple légataire à titre particulier, que je suis comme député de Portneuf, doit s'acquitter aujourd'hui d'une tâche importante et délicate.

C'est au beau comté de Portneuf, en effet, M. l'Orateur, que je dois reporter la marque de considération dont je suis l'objet. C'est ce comté progressif et désormais historique, pour avoir été illustré par un homme éminent entre tous, que le gouvernement a voulu honorer, en confiant à l'humble successeur de Sir Lomer Gouin le soin de proposer l'adresse. Au nom de mes constituants, je le remercie sincèrement⁴.

Sir Lomer Gouin a conservé et il conservera toujours la profonde gratitude et l'indéfectible attachement de ses anciens électeurs que pendant plusieurs années il a traités non pas en enfants gâtés comme quelques-uns peuvent le croire ou le prétendre, mais avec la générosité de son grand cœur et sans mesquiner jamais, lorsqu'il s'agissait d'œuvres utiles.

Cet hommage d'admiration, ce devoir sacré de la reconnaissance que les électeurs de Portneuf doivent à Sir Lomer Gouin, qu'il me soit permis de les lui rendre aussi au nom de la province de Québec entière qui lui doit si largement de sa brillante situation actuelle.

"Partout où se voient des œuvres fécondes, dit quelque part un penseur, l'on peut être sûr qu'une forte intelligence et un travail opiniâtre sont passés là."

Une forte intelligence soutenue par un travail opiniâtre a présidé aux destinées de la province de Québec durant 15 années. Et que d'œuvres fécondes, que de réformes judicieuses dans tout le champ de l'administration provinciale!

Le programme que Sir Lomer Gouin s'était tracé en 1905, les promesses qu'il faisait alors à l'électorat, il les a remplies à la lettre. Après 15 années d'efforts et de travail, il laisse le magnifique héritage d'une province agrandie, enrichie, d'une province plus instruite et confiante en l'avenir.

Les regrets exprimés dans le discours du trône, à l'occasion de la démission de Sir Lomer

Gouin comme premier ministre, ce sont ceux de la province entière. Celui qui vient de se retirer de la scène politique dans sa plénitude de sa puissance et de sa force, ce n'est pas un chef de parti seulement, mais un homme d'État véritable.

L'éminent philosophe français, Victor Cousin⁵, donne quelque part de la politique la belle définition suivante: "La politique, dit-il, c'est l'art de saisir, dans un moment donné, la tendance des esprits, d'assembler les opinions et les intérêts qui recherchent satisfaction, de pressentir ce que veut un peuple, sans qu'il en ait toujours lui-même une conscience exacte, de se poser à l'aide des circonstances, comme son représentant naturel, et de le pousser un jour ou l'autre, sur une pente qui l'emporte avec lui pour 50 ans."

Si cette définition de la politique est juste, comme je le crois, l'histoire dira que Sir Lomer Gouin fut "homme d'État" dans le meilleur sens du mot.

Durant 15 ans, en effet, il s'est fait reconnaître et la province de Québec l'a considéré comme son "représentant naturel"; par lui, elle a été entraînée dans une voie qui lui assure, pour un demi-siècle au moins, la première place parmi les autres provinces de la confédération.

Puissent les idées qu'il a semées germer abondamment dans la patrie canadienne! Puissent les leçons d'énergie, d'action et de vrai patriotisme qu'il a données, servir à toute la jeunesse de notre pays, la guider dans l'immortel sillon du devoir qu'il a tracé pour elle, et notre province aura des lendemains vraiment dignes de son glorieux passé.

Récemment, en faisant l'énumération des principales qualités de l'ex-premier-ministre, un honorable membre de cette Chambre disait qu'il avait "la main ferme". Je me permettrai d'ajouter: "et heureuse." Et j'en vois la preuve dans le choix judicieux de son successeur. (Applaudissements)

C'est avec un rare bonheur, en effet, une réelle bonne fortune qu'il a désigné, pour continuer son œuvre et conduire à bonne fin la tâche commencée, l'homme intelligent et distingué que nous saluons dans la personne du premier ministre.

Et si la province de Québec entière a applaudi de tout cœur à ce choix judicieux - si nous avons confiance en lui "pour porter haut, bien haut sur les champs de nos activités, le flambeau vénéré" que lui a confié son prédécesseur, ce n'est pas seulement parce que nous le savons initié déjà aux idées et aux méthodes d'action qui ont fait le succès de l'ex-premier ministre; ce n'est pas seulement, non plus, parce qu'il appartient à une honorable famille qui a illustré notre race en donnant un grand prélat à

l'épiscopat et des hommes distingués à la magistrature et au Barreau, notre confiance repose sur la personnalité même du premier ministre, par ses remarquables qualités personnelles.

Sa belle intelligence, son esprit clairvoyant, la droiture de son caractère, ses connaissances profondes et variées des hommes et des choses, sa grande puissance de travail, voilà nos garanties les plus sûres d'une direction sage et éclairée dans la période difficile de rajustement que nous vivons.

Pour traverser la crise économique universelle que les périodes de transition comme la nôtre amènent fatalement, mais dont la province de Québec, heureusement, souffre moins que bien d'autres, c'est encore l'agriculture que le gouvernement met au premier rang de ses préoccupations et de ses sollicitudes. Et en cela, il agit en bon logicien.

"Le prospérité publique, dit un célèbre économiste, (Louis Passy)⁶ est semblable à un arbre. L'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles. Si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se détachent, l'arbre meurt."

Et René Bazin⁷, parlant du cultivateur, dit, à son tour, qu'il "faut apprendre et faire apprendre à estimer et honorer le métier si humble et si grand qui ne pourrait mourir sans que la patrie mourût."

L'expérience nous a démontré la vérité et la justesse de ces paroles. On l'a dit et redit: C'est par la terre que nous avons survécu et c'est par la terre que nous survivrons. Le réservoir de nos énergies vitales, notre force de résistance à toutes les influences extérieures, le "miracle canadien", c'est la terre. Et nous ne mourons pas tant et aussi longtemps que l'agriculture recevra de nos gouvernants l'attention et la sollicitude que le gouvernement libéral lui a toujours données et qu'il lui donne encore plus que jamais.

Faire apprendre le beau métier du cultivateur, vulgariser l'enseignement de l'agriculture, le populariser, le mettre à la portée de tous, tel est le but que le gouvernement a pris à cœur de poursuivre énergiquement et, pour cela, il a multiplié le nombre des conférenciers, organisé les cours abrégés d'agriculture, établi les sucreries écoles, rendu plus attrayant et plus instructif le *Journal de l'agriculture*, distribué abondamment une littérature bien faite et appropriée aux différents besoins de nos cultivateurs, encouragé la tenue des expositions, organisé des concours de toute sorte, doublé et triplé les champs de démonstration. Plus que cela, il a voulu que l'instruction agricole fût, pour ainsi dire, portée à domicile, et il a donné à presque tous les comtés des agronomes compétents.

Et ces œuvres ont porté des fruits. Il faut vivre à la campagne pour bien se rendre compte de l'intensité du mouvement agricole qui y règne. Les statistiques ne nous démontrent-elles pas, d'ailleurs, que l'augmentation dans le développement agricole de la province est de 310 % et que la récolte de la province de Québec qui, il y a trois ans, valait \$90,000,000 est évaluée cette année à la somme de \$325,000,000.

Le gouvernement veut faire encore plus pour l'agriculture.

Le projet d'établir, dans chaque comté, si possible, une ferme de démonstration est tout ce qu'il y a de plus pratique et je ne crains pas de dire que, de tous les moyens employés jusqu'ici pour promouvoir l'agriculture, ce sera le plus efficace.

C'est, à mon sens, le moyen le plus sûr de faire disparaître le préjugé encore trop répandu que les méthodes de culture enseignées par les conférenciers, ou qui sont en honneur sur les fermes expérimentales, ne peuvent être appliquées avec profit par un cultivateur ordinaire. Voilà le prétexte très en vogue pour un trop grand nombre de rester dans la routine.

Un philosophe (Bacon)⁸ le dit très bien: "Tant que les vérités ne sont pas devenues des habitudes, elles paraissent des pièges pour le peuple." Il faut donc faire en sorte que les bonnes méthodes de culture deviennent pour tous nos cultivateurs des habitudes et nous aurons fait alors en agriculture un pas de géant. Le meilleur moyen d'atteindre ce résultat est, à coup sûr, de procéder comme le veut le gouvernement, c'est-à-dire à côté du cultivateur, sur une terre semblable à la sienne, et avec les mêmes moyens dont il peut disposer lui-même. Un ancien le disait très bien: "Le chemin du précepte n'en finit pas; le chemin de l'exemple, au contraire, est bientôt fait."

Au même rang que l'agriculture, dans l'attention du gouvernement, est l'œuvre de la colonisation, pour laquelle aucun sacrifice n'est épargné. Le gouvernement libéral aurait manqué à l'une de ses meilleures traditions si, comme par les années passées, il n'avait inscrit sur son programme une bonne mesure pour le colon. La grande tâche du moment, c'est de bien employer les cinq millions de piastres qui ont été votées par cette Chambre à la dernière session et d'en faire les meilleurs placements possibles au profit du colon. Ce qui a été fait jusqu'ici est tout à l'honneur du gouvernement et ne peut manquer de réjouir tous les bons patriotes.

(Applaudissements)⁹

La construction du chemin de fer du Témiscamingue sera commencée bientôt et rendra d'un accès facile l'une de nos plus belles régions. Nous savons par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) que 250 milles de chemin de pénétration ont été complétés durant l'année écoulée et que son département en aura terminé 450 milles à la fin de la présente année, s'il remplit ses prévisions comme il les remplira sans doute. Pour faire ce réseau de chemin, il a fallu construire près de 200 ponts.

Voilà des œuvres qui comptent et des œuvres qui portent des fruits. Nos valeureux défricheurs se sentent compris et secondés, et c'est pourquoi l'on trouve chez eux de la volonté, de l'élan, de l'enthousiasme et, sous les coups de leurs bras vigoureux, les bornes du domaine national reculent sans cesse; de nouvelles paroisses s'organisent un peu partout; des villes et des villages surgissent, et ce foyer d'activité naissant promet des développements dont on ne peut concevoir l'étendue.

Quel sujet de légitime confiance en l'avenir que ces vastes régions, que ces immenses territoires où il y a de place pour tant d'ambitions et de l'avenir pour tous, et que les fils de notre race conquièrent à la patrie, non pas à des centaines de lieux, non pas dans des colonies disputées par d'autres, mais ici, tout près, chez nous!

Et quel vaste champ d'action, aussi, pour ceux qui ont entre les mains les destinées de notre chère province de Québec!

Mais M. l'Orateur, si, de tous ceux qui travaillent à l'agrandissement de la patrie canadienne, le courageux colon mérite en toute justice la préférence de notre admiration, de notre respect et de notre assistance, il en est d'autres, malheureusement, profiteurs d'un commerce illicite dont l'occupation journalière est d'avilir et de rapetisser, pour lesquels le gouvernement ne peut avoir aucune pitié, et dont le devoir est d'appliquer dans toute leur rigueur les lois qui les concernent.

Tous ceux qui ont à cœur la fierté de la race et l'avenir qu'elle peut légitimement ambitionner, et c'est la très grande majorité, vont applaudir de tout cœur aux bonnes intentions du gouvernement de mettre un frein aux contempteurs de la Loi des licences.

Pour ma part, s'il m'est permis d'exprimer en cette circonstance une opinion personnelle, j'espère que le gouvernement pourra concilier les divers intérêts du commerce et de la moralité publique. Je voudrais voir réglementer le commerce des liqueurs de manière à conserver à l'État son contrôle et à la

cause de la tempérance autant de garanties et d'encouragement que possible.

Je sais que la question, dégagée de tout intérêt matériel, est néanmoins épineuse, difficile à résoudre. Mais j'ai confiance, pour résoudre les difficultés, à ceux qui les attaquent de front, crânement et courageusement, comme le fait le gouvernement, et je suis assuré qu'avec de la bonne volonté et de l'étude, un nouveau système sera appliqué qui mettra fin à l'état de choses que tous (sic) les honnêtes gens déplorent. Le gouvernement saura passer une législation sage.

Il (M. Hamel) parle ensuite de l'alcool. Il se déclare favorable au contrôle de la vente par l'État et à la liberté des citoyens.

Une autre mesure ou, plutôt, un autre "Geste Superbe" qui réjouit profondément tous ceux qui aiment leur province, qui la veulent plus grande, plus belle, supérieure à toutes ses compagnes de la "Grande Confédération", c'est le don généreux du gouvernement aux universités dont nous sommes fiers à si juste titre.

La province de Québec, M. l'Orateur, vient d'être témoin de l'édifiant spectacle d'une population entière qui se rallie pour venir en aide aux institutions qui, sans contredit, sont les appuis les plus solides de notre culture nationale, et envers lesquelles la nation entière est endettée.

De tous les rangs de nos populations citadines et rurales, des riches et des pauvres, des petits et des grands, les souscriptions sont venues nombreuses, éclatant témoignage qui achèvera, sans doute, de convaincre certains de nos adversaires qui veulent absolument que les Canadiens français soient encore apathiques pour l'instruction publique.

Le gouvernement, M. l'Orateur, est pour quelque chose dans les magnifiques résultats qu'ont obtenus ces campagnes de souscription en faveur de nos universités.

Le gouvernement a cru nécessaire de voter des millions à nos grandes universités. Il n'a fait en cela que poursuivre sa politique qui est de promouvoir l'instruction chez notre peuple. Sa générosité ne se borne pas aux institutions d'enseignement supérieur, mais elle s'applique encore et surtout à l'enseignement primaire et secondaire.

Ces succès, c'est un peu son œuvre, c'est quelque chose de l'abondante moisson dont la semence a été mise en terre par le gouvernement libéral dans la poursuite de l'œuvre si patriotique, si méritoire et qui lui fait tant d'honneur, l'instruction publique.

Ce n'est pas en vain que notre gouvernement consacre tous les ans, pour le développement de l'instruction, des sommes énormes égales au tiers des revenus de toute la province; ce n'est pas en vain qu'il a voulu la nation plus instruite; qu'il a créé dans nos villes des écoles techniques et de hautes études; qu'il a voulu dans nos campagnes de bonnes écoles plus hygiéniques, avec des instituteurs et des institutrices plus compétents et mieux rémunérés; qu'il a voulu et qu'il maintient par de fortes subventions de bonnes écoles primaires dans les endroits les plus reculés de la province.

La nation, parce que plus instruite, comprend maintenant que l'argent le mieux employé, que les meilleurs placements, ce sont les sommes consacrées à l'instruction; et c'est pourquoi il vous a été donné de voir ce mouvement d'ensemble généreux qui a secoué toutes les classes du pays de Québec, d'un bout de son étendue à l'autre, pour venir en aide à l'enseignement supérieur. Il (M. Hamel) rappelle que le gouvernement donnera un octroi de \$1,000,000 aux universités de Montréal, Laval, McGill, puis il le félicite de ce qui a été fait pour le développement de l'instruction dans la province.

Les voies sont maintenant préparées; les sacrifices que nos gouvernants se proposent de faire pour soutenir nos universités, afin qu'elles puissent s'outiller à l'égal des meilleures institutions du genre en Europe ou en Amérique, ont été approuvés par le peuple, et le gouvernement peut, sans crainte, suivant la belle expression de Sir Lomer Gouin, élargir encore les spacieuses avenues du développement intellectuel. C'est d'ailleurs l'un de nos besoins les plus pressants. Inutile de vanter constamment les grandes ressources naturelles de notre province. Nous savons qu'il y a dans les entrailles de notre sol des richesses incalculables, que les flancs de nos montagnes recèlent des mines et du minerai de toutes sortes, que nous pouvons fournir la production mondiale de l'amiante, que nos forêts sont les plus grandes et peuvent alimenter le marché du papier, que les pouvoirs d'eau abondent partout. Nous savons ces choses.

Ce qui importe surtout, c'est de former à bon foyer de nombreuses compétences qui puissent tirer de ce riche patrimoine tout le profit possible. Pouvons-nous concevoir ce que 8,000,000 de chevaux-vapeur, encore improductifs d'énergie, pourraient donner d'élan et d'activité à notre vie industrielle? Plus que jamais donc, nous avons besoin du haut enseignement pour former une classe supérieure capable de diriger chez nous de grandes entreprises et des industries, afin de prendre un peu

notre part des immenses richesses naturelles que la province a mises à notre disposition et qui offrent à notre activité un champ illimité.

On ne saurait trop louer, M. l'Orateur, l'esprit qui inspire nos gouvernants, quand ils cherchent à prévenir tout ce qui peut nuire à la bonne entente entre les éléments de notre société. Prévenir les grèves, c'est prévenir les ferments les plus puissants des idées subversives. Plus que jamais, il importe à un gouvernement de prêter une oreille attentive aux besoins nouveaux des classes ouvrières.

Un célèbre écrivain, Taine¹⁰, a dit avec beaucoup de raison "que l'on entend mieux le bruit des batailles qui élèvent ou renversent les empires que celui des idées qui s'étendent lentement, de proche en proche, et par lesquelles cependant la face du monde est changée." Et, en effet, les idées perverses du socialisme et du bolchevisme, bien plus encore que les événements tragiques d'une guerre qui a bouleversé le monde durant cinq ans, sont en train de changer la face de bien des pays. La législation ouvrière, dans l'époque troublée que nous vivons, est devenue la partie la plus importante de la constitution d'un pays.

Les sentiments et les intérêts qui naissent au sein des classes ouvrières prennent une place de plus en plus prépondérante dans la vie nationale, et ils sont, dans bien des pays, non plus des problèmes passionnants et intéressants à étudier et à approfondir, mais des problèmes angoissants. Si, en étudiant ces questions ouvrières, nous savons puiser à la source la plus pure les principes qui doivent nous guider, les solutions que nous leur donnerons seront autant de barrières devant lesquelles s'arrêtera la marche des idées subversives. Et notre province restera encore longtemps dans un "splendide isolement"; non plus cet isolement dont on a parlé avec mépris et avec dédain, mais cet isolement qui veut dire suivant les expressions de ceux-là même qui nous ont décrié:¹¹

"Une province où la raison règne. Le paradis du bonheur, du bon sens, de la sagesse, de la liberté individuelle. Une force d'ordre et de stabilisation dans la Confédération."

Cette reconnaissance de notre valeur et de notre nécessité dans la Confédération par ceux-là même qui, hier encore, cherchaient les prétextes les plus futiles et les plus faux pour injurier et humilier notre province, voilà la vengeance du mal qu'on a dit de nous, et nous n'en voulons pas d'autre. Mais cette vengeance pacifique, nous allons l'entretenir et la cultiver soigneusement pour le plus grand bien de notre province et du pays, en restant fidèles aux traditions qui ont fait notre force.

En nous attachant de plus en plus à la terre ancestrale qui conserve toujours à notre province sa grande force économique. En gardant de l'ordre social des idées saines et justes. En donnant aux autres provinces de profonds exemples de fierté nationale et de respect des minorités. En vivant enfin, comme nous avons vécu, dans la paix des hommes et dans la paix de Dieu.

(M. Hamel oubliant de faire la motion traditionnelle, l'honorable M. David vient en aide à son nouveau collègue. On apporte un petit papier qui contient le texte de la motion.)

M. Hamel (Portneuf) se lève. Il déclare qu'il veut bien, en somme, qu'on prenne en considération le discours du trône et que la session continue. Il donne lecture de la proposition:

Je propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. McDonald) qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec dans les termes suivants:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements)¹²

M. McDonald (Pontiac): M. l'Orateur, en secondant la motion en réponse au discours du trône, permettez-moi d'exprimer mes remerciements au premier ministre et à ses collègues de cette marque de confiance. C'est un grand honneur que j'apprécie. Puis-je aussi, M. l'Orateur, exprimer mes plus sincères félicitations à l'honorable député de Portneuf pour la façon compétente et éloquente avec laquelle il a proposé cette motion? Depuis la dernière session de cette législature, des changements importants ont eu lieu dans la direction de ce gouvernement: c'est-à-dire la démission de Sir Lomer Gouin comme premier ministre de cette province et la nomination de l'honorable L.-A. Taschereau comme successeur.

Nous, les membres anglophones du Parti libéral, présentons nos hommages à notre premier ministre, en le félicitant de sa nomination à cette

position de prestige et de responsabilités et en lui promettant le même soutien loyal et le même appui que nous accordions à son prédécesseur.

Digne descendant d'une illustre famille qui a fourni son lot de dignitaires à l'État, au Barreau et à l'Église, portant un nom honoré et respecté partout dans la province, c'est un brillant avocat et homme d'État, le fidèle collègue et le loyal lieutenant de Sir Lomer Gouin. Nous nous réjouissons à l'avance de l'entrée en fonction de l'honorable M. Taschereau comme premier ministre avec une confiance absolue, car nous comprenons que, sous sa direction, notre province continuera sa marche vers le progrès qui a caractérisé son administration pendant les quinze dernières années.

Le nom de Sir Lomer Gouin est indissociable de cette notion de progrès. Tenant les rênes du pouvoir en 1905, sa plus grande ambition était que cette province atteigne son propre statut à l'intérieur de la Confédération. Pour citer ses propres termes, "la placer à la tête de la Confédération". En exerçant une politique intense et clairvoyante, par une législation saine et progressiste, par une administration prudente et honnête des finances de la province, par l'élan donné à l'éducation et par la mise en place de politiques de développement de ses ressources naturelles, il a porté son travail au rang des réalisations fructueuses. Les meilleurs vœux de gens satisfaits l'accompagnent dans sa retraite. Puis-je solliciter l'indulgence de cette Chambre, M. l'Orateur, si j'inclus dans le programme de législation contenu dans le discours du trône une brève rétrospective du travail accompli sous Sir Lomer Gouin?

Une mention ayant été faite de l'impulsion accordée à l'éducation, permettez-moi, M. l'Orateur, de justifier cette déclaration en citant quelques faits et quelques chiffres. En 1905, la subvention à l'éducation a été de \$543,460 et elle a été augmentée annuellement jusqu'à atteindre \$1,673,561. La somme totale des subventions pendant cette période a atteint une somme de \$17,573, 629. Dans le secteur de l'éducation primaire, des subventions généreuses ont été faites pour la construction d'écoles et pour l'amélioration des salaires des professeurs. Les écoles normales, de hautes études commerciales, les écoles techniques et polytechniques ont fourni une éducation supérieure. Dans le budget présenté devant cette Chambre, les collèges et les universités ont bénéficié de l'intérêt du gouvernement, intérêt mis en évidence dans le discours du trône d'aujourd'hui dans lequel on nous informe qu'une loi qui ratifie des subventions de \$1,000,000 à chacune des universités McGill, de Montréal et Laval sera présentée à cette Législature durant la session.

On doit féliciter le gouvernement pour cette généreuse mesure d'aide à ces universités, mesure rendue nécessaire par les difficultés financières auxquelles elles sont confrontées présentement et qu'il faut abolir, car elles ne doivent pas empêcher ces institutions de fournir dans le futur, comme elles l'ont fait par le passé, de brillants diplômés en droit, en médecine et en sciences qui renforcent le prestige de notre province. Il est néanmoins intéressant d'apprendre que le gouvernement n'a pas perdu de vue ses obligations envers les écoles primaires de la province et qu'il est déterminé à les traiter de façon encore plus libérale dans le futur que par le passé. Étant représentant d'une circonscription électorale rurale et étant au fait des conditions qui y existent, surtout dans les régions éloignées et peu colonisées, je ne peux qu'encourager le gouvernement à être le plus généreux possible dans l'aide financière à ces écoles. Que les progrès en éducation continuent et souhaitons que chaque enfant de cette province puisse acquérir une bonne éducation, sans qu'on ait à recourir à une loi de fréquentation obligatoire. Ce serait notre plus grande fierté.

Le même intérêt exprimé par le gouvernement dans le domaine de l'éducation a été pleinement conservé dans le secteur de l'agriculture. Toute l'aide possible a été donnée pour encourager son développement. Les subventions annuelles durant les 15 dernières années ont augmenté de \$210,600 à \$887,400, pour un total pour cette période de \$8,195,377. La nomination d'agronomes dans plusieurs comtés partout dans la province a favorisé la mise sur pied de méthodes agricoles nouvelles et améliorées. Les institutions et les sociétés agricoles ont bénéficié d'aide, et une attention particulière a été accordée aux produits laitiers, afin d'améliorer la qualité de notre beurre et de notre fromage. La mise sur pied de coopératives a permis aux fermiers de faire la mise en marché de leurs produits, et ce, à leur avantage.

Un autre exemple de l'intérêt porté par le gouvernement à l'agriculture est l'annonce faite dans le discours du trône de la mise en place de fermes de démonstration, pour aider nos fermiers à apprendre les méthodes agricoles les plus récentes et les plus modernes. Cette annonce est une mesure d'avant-garde et démontre que, sous la gouverne de l'honorable M. Taschereau, les fermiers peuvent obtenir toute l'aide dont ils ont besoin.

En ce qui concerne les bons chemins, je ne veux pas trop en dire, mais je ne peux laisser passer l'occasion de faire quelques commentaires sur le sujet. La politique du développement des bons

chemins, si chère à Sir Lomer Gouin, a été soigneusement poursuivie par ses successeurs, et elle continuera de l'être dans l'avenir. Depuis 1912, il y a eu beaucoup de développement dans la construction de routes. Avant cette période, peu d'argent avait été consacré dans ce domaine, mais Sir Lomer Gouin a compris l'avantage d'avoir de bonnes routes et a proposé sa politique au peuple, qui l'a approuvée par une grande majorité. En 1912, une loi qui autorisait le gouvernement à emprunter \$10,000,000 pour la construction de bonnes routes a été adoptée. Le peuple a été tellement satisfait de cette politique qu'il a exigé plus du gouvernement.

Il a alors été nécessaire de modifier les pouvoirs d'emprunt du gouvernement d'une fois à l'autre, et maintenant une somme de \$30,000,000 a été autorisée à cet effet. Les subventions pour les routes ont augmenté de \$8,000 en 1912 à \$4,749,475 en 1920 et, jusqu'à ce jour, pas moins de \$27,000,000 ont été dépensés par le gouvernement pour la construction et l'entretien des chemins. Cette dépense comprend environ 3,400 milles d'asphalte améliorée et de routes de gravier partout dans la province. Je suis fier de dire que notre province a été la pionnière dans cette façon de faire, et aujourd'hui nous avons plus de bonnes routes à l'intérieur de nos frontières que le reste des provinces de la Confédération réunies. Ces avantages sont facilement appréciables vu qu'ils facilitent la communication entre les centres urbains et la campagne.

Sous la gouverne de notre ancien premier ministre, Sir Lomer Gouin, la colonisation a avancé à un rythme rapide partout dans la province. De nouveaux et vastes secteurs de colonisation ont été rendus accessibles et sont maintenant rapidement colonisés. On donne tous les encouragements possibles aux colons. Des routes et des ponts sont construits pour eux et, à la dernière session de la Législature, une loi qui autorise le gouvernement à emprunter \$5,000,000 pour des fins de colonisation a été adoptée. Les octrois ont été augmentés, ces 15 dernières années, de \$140,500 à \$709,000, et le montant total en octrois pour cette période se chiffre à \$4,050,607. Cette politique a donné comme résultats moins de terres incultes, plus de fermes et une production agricole accrue, choses dont nous avons grandement besoin par les temps qui courent. Les changements que l'on a proposés de faire, et qui permettront au département de la Colonisation de prendre en charge l'administration et la vente des terres de colonisation, seront très avantageux pour l'avancement de la colonisation.

Afin d'offrir davantage d'aide aux colons, le gouvernement a signé des contrats en vue de la construction d'un chemin de fer dans le district de Témiscamingue, sous le nom de Interprovincial and James Bay Railway, et un autre également, pour le Lac-Saint-Jean, sous le nom de Quebec and Chibougamau Railway.

La construction de ces chemins de fer débutera prochainement, de sorte que ces districts deviennent rapidement accessibles et pour permettre le transport de produits aux colons.

La province de Québec est bien pourvue en pouvoirs hydrauliques, qui sont tellement nécessaires au développement de l'industrie. On estime que 6,850,000 chevaux-vapeur, ou 36 pour cent de la puissance hydraulique disponible au Canada, se trouve dans la province de Québec, et le développement de cette force hydraulique se fait rapidement jusqu'à maintenant, plus de 875,000 chevaux-vapeur ayant déjà été développés. Le gouvernement a construit deux importants barrages, soit le réservoir Gouin, sur la rivière Saint-Maurice à La Loutre, et celui de la rivière Saint-François. Ces réalisations ont doublé la puissance qui était déjà développée sur ces rivières et ont fourni de façon permanente 1,000,000 chevaux-vapeur de plus seulement sur la Saint-Maurice.

Le gouvernement entrevoit aussi le développement des rivières Sainte-Anne de Beaupré, la Chaudière, l'Harricana, la Bell et les décharges de la Jacques-Cartier, de Kénogami et du Lac-Saint-Jean. Le développement déjà entrepris a eu comme conséquence que plusieurs villes manufacturières prospèrent comme Shawinigan, Grand'Mère et La Tuque ont vu le jour ainsi que d'autres villes semblables partout dans la province.

Les industries de pâtes et papiers se sont considérablement développées au cours des dernières années, et la province est maintenant considérée comme un des chefs de file de ce domaine, non seulement de ce pays, mais du monde. L'expansion industrielle est généralement très accentuée, comme le démontrent les chiffres suivants. Le nombre de manufactures a augmenté de 7,158 en 1915 à 10,522 en 1918; les travailleurs, de 148,329 à 208,149; le capital investi, de \$548,972,575 à \$834,751,346, et la valeur des produits de \$387,900,585 à \$900,435,967.

En 1915, les industries dont la production annuelle dépassait \$5,000,000 étaient au nombre de 21; en 1918, elles étaient au nombre de 32. Les chiffres qui précèdent démontrent que, sous ce gouvernement, le progrès et le développement ont avancé rapidement.

Nous sommes fiers de toutes ces réalisations et c'est bien pardonnable. Mais laissez-moi signaler, M. l'Orateur, une des caractéristiques des gouvernements de cette province qui, à mon humble avis, transcende tous les progrès matériels. Je fais allusion à l'esprit de justice et d'équité manifesté à l'égard des minorités, quelle que soit leur race ou leur allégeance, et qui enchâsse le grand principe selon lequel leurs droits et privilèges doivent être respectés. Le nouveau premier ministre a mentionné ce grand principe dans la première déclaration publique annonçant son programme. Et les sentiments qu'elle révèle sont si nobles et si émouvants que je ne peux m'empêcher de les citer tels quels: je vais continuer dans la même foulée que Sir Lomer Gouin, afin que la province de Québec soit le sanctuaire de toutes les classes et de toutes les religions, et que tout le monde vive ensemble en paix, harmonie et concorde, afin que l'on continue à dire, dans le futur comme dans le passé, qu'il n'existe nul endroit comme le Québec où la liberté a toute sa place. Que ce message de tolérance et de bonne volonté soit entendu à la grandeur de notre pays.

Au cours des dernières années, des questions graves ont surgi qui ont séparé le peuple de ce pays et provoqué des divisions parmi notre population. J'espère que le temps a guéri ces plaies et que l'esprit de tolérance va régner partout sur notre pays. Il (M. McDonald) termine son adresse en exprimant l'espoir que le temps a pu cicatriser les plaies que les ennuis des années précédentes ont occasionnées à certaines gens de notre province. Puissent toutes les nationalités, croyances et classes vivre ensemble dans la paix, l'harmonie et la concorde, unis dans un seul intérêt, une seule pensée, un seul objectif, soit un meilleur Canada, plus grand, et puissent-ils travailler à placer notre pays au rang qu'il mérite parmi les nations du monde.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que le débat soit ajourné. Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Visite du duc et de la duchesse de Devonshire

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) annonce que, demain après-midi, leurs Excellences le gouverneur général du Canada et la duchesse de Devonshire seront reçus dans la suite du Conseil législatif et invite tous les membres à être présents à cette réception.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre soit ajournée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant l'ajournement de la Chambre, je voudrais attirer l'attention du premier ministre sur le fait qu'un grand journal de Montréal annonce des remaniements ministériels¹³. L'honorable premier ministre a-t-il des déclarations à faire à ce sujet devant le gouverneur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, devant le gouverneur. (Riant) J'attends à demain pour parler de ces remaniements. Le gouverneur vient sans doute pour cela.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. Selon *The Quebec Chronicle* du 13 janvier 1921, à la page 5, "trois éminents députés fédéraux étaient les invités de l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur, Orateur de l'Assemblée, et occupaient des sièges à la droite du trône durant le débat. Il s'agit des honorables Dr Henri-Séverin Béland, député, M. Ernest Lapointe, député, et M. Michel-Siméon Delisle, député, de Portneuf".

2. D'après *L'Événement* du 13 janvier 1921, à la page 7, il était trois heures vingt et selon *Le Devoir*, p. 1, de la même journée, l'Orateur s'est contenté de vingt minutes pour encenser le gouvernement. *La Patrie*, à la page 4, rapporte que M. Hamel "portait encore, par dessus un gilet fermé, une redingote, un "smoking" à revers de soie."

3. Alexander Pope (1688-1744), essayiste, critique, satiriste, grand admirateur de Horace et de Virgile; il fut l'un des plus célèbres poètes britanniques de la première moitié du XVIII^e siècle. Il écrivit des poèmes didactiques (*Essai sur la critique*, *Essai sur l'homme*), héroï-comiques (*La boucle volée*) et satirique (*La Dunciade*). Il forma un groupe de satiristes, *The Scriblerus Club*, avec Jonathan Swift (*Les voyages de Gulliver*).

4. *Le Soleil* du 13 janvier 1921, à la page 5, rapporte que: "Cet honneur fournit au nouveau député de Portneuf l'occasion heureuse de remplir ce qu'il croit être son premier devoir: Celui de rendre hommage à son illustre prédécesseur."

5. Victor Cousin (1792-1867) fut à la fois homme politique, professeur et philosophe français. Promoteur de la philosophie moderne d'éclectisme, il introduisit également la philosophie allemande en France. Ministre de l'Instruction publique en 1840, il réorganisa le système d'éducation et fut le promoteur de l'étude de l'histoire de la philosophie.

6. Il ne s'agit probablement pas de Louis Passy mais de Hippolyte-Philibert Passy (1793-1880), homme politique et économiste français qui milita en faveur du libre échange. Il fut ministre des Finances à deux reprises sous la monarchie de Juillet (1834 et 1839-1840) et retrouva ce portefeuille en 1848-1849, sous la II^e République. Il écrivit plusieurs ouvrages d'économie politique et reçut le Prix Nobel de la paix (1901).

7. René Bazin (1853-1932) fut un écrivain français, auteur de romans, qui prône les vertus familiales et l'amour de la terre natale (*La terre qui meurt*, 1899; *Les Oberlé*, 1901; *Le blé qui lève*, 1907; *Davidée Birot*, 1912), en plus d'être élu membre de l'Académie française en 1903.

8. Francis Bacon (1561-1626) fut un philosophe anglais qui joua un rôle considérable dans la philosophie des sciences. Précurseur de la pensée moderne, il a dégagé la science de la théologie. Devenu favori du roi Jacques 1^{er} et du duc de Buckingham, il fut nommé chancelier d'Angleterre (1618).

9. *Le Nouvelliste* du 13 janvier 1921, à la page 1, précise que les applaudissements sont destinés à M. Perrault.

10. Hippolyte Taine (1828-1893) fut un philosophe libre penseur, historien et critique français. En tenant compte de la race, du milieu et de l'époque, il a tenté d'expliquer des œuvres artistiques et des événements historiques. Son *Essai sur Tite-Live* fut couronné par l'Académie française en 1854 où il fut élu en 1878. Il est considéré comme un phare de la pensée du XIX^e siècle. Selon *La Patrie* du 13 janvier 1921, à la page 4, lorsque M. Hamel citait tous ces écrivains nommés précédemment, quelques députés, comme

l'honorable M. Séguin, M. Robert et M. Renaud, hochaient de la tête en entendant ces noms.

11. *La Patrie* du 13 janvier 1921, à la page 4, donne cette version : "Que notre province en soit une où la raison règne, qu'elle demeure le paradis du bon sens, de la sagesse politique, de la liberté individuelle. C'est à ce compte que la province constituera dans la Confédération une force d'ordre et de stabilisation."

12. Selon *L'Événement* du 13 janvier 1921, à la page 7, la Chambre applaudit M. Hamel et réveille un ministre qui dormait, l'honorable M. Séguin.

13. *La Presse* du 13 janvier 1921, à la page 25, fait état de cette rumeur.

Séance du jeudi 13 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que la séance soit suspendue jusqu'à l'arrivée de Leurs Excellences le gouverneur général du Canada et la duchesse de Devonshire, qui ont manifesté le bienveillant désir de venir saluer l'Assemblée législative.

La résolution est adoptée. La Chambre suspend ses travaux à 3 h 05.

Reprise de la séance à 3 h 15

Visite du duc et de la duchesse de Devonshire¹

À leur arrivée, M. l'Orateur conduit Leurs Excellences à des fauteuils d'honneur placés près de son propre fauteuil.

Une voix: Voilà le duc!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Excellence. Fière du privilège de vivre sous l'égide des institutions anglaises, forte et prospère au sein d'une confédération qu'elle a contribué à former et dont elle reste un des meilleurs éléments constitutifs, pratiquant son allégeance au Roi avec une fidélité constante et mettant en la couronne britannique la garantie du maintien de tous ses droits et privilèges, la vieille province de Québec est heureuse de saluer en votre personne, par la voix de cette Assemblée, le digne représentant de Sa Majesté George V², et de rappeler en présence de votre noble compagne le souvenir attachant qu'a laissé parmi nous son père, le marquis de Landsdowne³, l'un de vos plus distingués prédécesseurs. C'est avec fierté que nous vivons sous les institutions britanniques. Nous contribuons à former une confédération au sein de laquelle nous demeurons l'un des piliers. Notre allégeance au roi est empreinte d'une fidélité constante et la couronne britannique peut avoir l'assurance que nous garantissons le maintien de tous ses droits et privilèges.

La visite dont vous honorez cette Chambre nous fournit l'occasion de vous dire que le dévouement que vous avez témoigné à notre pays depuis que vous avez assumé les hautes fonctions de gouverneur général du Canada, la générosité avec laquelle vous avez soutenu et aidé nos œuvres de secours durant les sanglantes et douloureuses années de guerre, l'intérêt particulier que vous avez porté à notre province, les encouragements que vous avez prodigués à nos institutions d'enseignement vous ont mérité l'attachement et la reconnaissance de notre population.

La province de Québec se félicite de ce que vous reveniez dans sa capitale. Elle ne peut qu'y gagner à être connue de plus près. Le regretté duc de Kent et Son Altesse le prince de Galles⁴ n'ont jamais autant aimé Québec qu'après y avoir séjourné.

Notre histoire, Excellence, vous est familière. Dans les trois quarts de siècle qui ont précédé la Confédération, Québec a eu pour unique objet d'obtenir, par ses réclamations et ses luttes parlementaires, l'établissement d'une parfaite égalité entre les deux races, la création de cet esprit de fraternité que Gladstone⁵ jugeait essentiel à la constitution de l'Empire, et la reconnaissance des droits et des libertés qui lui avaient été garanties. Après s'être ainsi acheminée vers la Confédération, notre province n'a eu depuis un demi-siècle d'autre ambition que d'assurer le maintien intégral du pacte fédératif.

Votre Excellence constatera aujourd'hui que Québec, au milieu de la crise économique et sociale qui sévit partout, possède dans sa classe agricole la meilleure promesse de stabilité et, dans sa classe ouvrière, le plus sûr rempart contre les théories subversives du bolchevisme. C'est dans cette province, où de profondes racines rattachent l'individu au sol, que le bel arbre de la Confédération canadienne, qui étend ses branches vigoureuses sur neuf provinces, trouvera sa plus grande puissance pour résister aux vents de tempête qui menacent de renverser tout l'édifice social.

Notre province n'a pas besoin d'autres paroles que ses paroles coutumières, d'autres actes que ses actes coutumiers, pour assurer à votre Excellence son respect de l'autorité constituée et sa fidélité aux institutions qui la régissent. Pour démontrer combien nous sommes fiers de nos institutions, nous n'avons qu'à rappeler la définition que donnait de cette fierté un grand Canadien sur qui la tombe vient à peine de

se fermer et dont la mémoire vivra à jamais glorieuse au Canada et dans tout l'Empire. Sir Wilfrid Laurier⁶ qui, selon vos propres paroles, Excellence, symbolisait "la réalité et la vitalité de la Confédération canadienne" parce qu'il était l' élu de prédilection des deux races, définissait ainsi le sentiment qui prédomine au Canada et dans la province de Québec: "Fierté de l'autonomie locale, fierté de l'indépendance législative, et fierté de l'Empire dont nous faisons partie."

Aucunes paroles ne pourraient mieux résumer les sentiments qui règnent au sein de cette Législature et dans toute la province de Québec, et qui forment notre apport à l'âme collective du Canada.

Vous souffrirez, Excellence, que nous réitérons l'expression de ces sentiments en cette circonstance, puisque ce sont ceux qu'il vous plaira de transmettre à notre auguste souverain.

Pour marquer combien nous apprécions le privilège que la visite de son Excellence le gouverneur général du Canada confère à notre Assemblée législative, j'ai l'honneur de proposer que cet événement notable soit consigné au procès-verbal de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Excellence. L'honorable premier ministre m'a fait un grand honneur en m'invitant à seconder sa motion à l'occasion de votre visite à jamais historique. Oui, Excellence, votre présence nous honore, et le souvenir de votre passage restera gravé dans le cœur de ceux qui ont aujourd'hui l'avantage de partager cet honneur.

Le gouverneur général est au Canada le représentant le plus autorisé de Sa Majesté, le roi d'Angleterre, auquel nous avons prêté le serment d'allégeance et auquel notre Constitution nous permet, en dernier ressort, d'avoir recours par pétition pour lui soumettre nos griefs.

Un grand Français, Guizot⁷, a dit: "C'est l'honneur de l'Angleterre d'avoir déposé dans le berceau de ses colonies le germe de leur liberté. Presque toutes, à peu près, reçurent des chartes qui conféraient aux colons les franchises de leur mère patrie. Ces chartes établissaient ou admettaient des institutions puissantes qui provoquaient les colons à défendre leurs libertés et à contrôler le pouvoir en le partageant. L'Angleterre a lutté contre les pouvoirs absolus. Elle a livré des combats qui devaient lui valoir l'honneur de donner au monde le premier exemple d'une grande nation libre et bien gouvernée."

Depuis la reddition du Canada, en 1760, notre pays a été secoué par de dures épreuves et des conflits regrettables.

Bien des gouverneurs se sont succédé depuis le général Murray⁸. Quelques-uns ont assumé de graves responsabilités, d'autres ont partagé nos sentiments. Mais, grâce aux libertés que nous avons conquises, de l'Acte de Québec jusqu'à la Confédération, nous jouissons maintenant d'une autonomie que nous apprécions beaucoup. Grâce à l'Angleterre, qui a écouté les représentations de nos gouverneurs et de nos hommes d'État les plus autorisés et les mieux inspirés, nous avons le plaisir, nous de la province de Québec, nous les descendants des fondateurs de ce beau pays, de vous recevoir dans un Parlement autonome où nous avons le droit de légiférer non seulement pour la sauvegarde, pour le maintien et le progrès de nos institutions les plus sacrées, mais aussi pour participer au développement du Canada, pour le bien de la société.

Nous ne sommes pas toujours à l'abri des attaques. Nous regrettons de rencontrer des hommes qui ne nous connaissent pas ou qui ne veulent pas nous connaître et qui refusent de nous laisser les libertés que l'Angleterre, le droit historique et le droit rationnel nous ont accordées. Mais nous continuerons notre chemin, en chérissant nos traditions et en appréciant le mieux possible les grandes institutions de votre glorieux Royaume.

Les problèmes des peuples sont toujours très compliqués au lendemain des grandes guerres. Nous espérons que la mère patrie trouvera pour les siens une solution qui lui conservera sa puissance avec sa grandeur et qui permettra à ses colonies de conserver aussi leur autonomie et la liberté de consacrer tous leurs efforts au développement de leurs richesses pour le bien-être de leur propre population.

Le duc de Devonshire: Comme représentant du roi, j'ai l'honneur de vous remercier cordialement de l'expression de loyauté et de dévouement à Sa Majesté qui a été exprimée avec tant de grâce et d'éloquence par le premier et par le chef de l'opposition au nom du peuple de la province de Québec. Pendant la guerre, pendant ces jours longs et pleins de soucis, le roi et la reine ont su gagner de plus en plus le dévouement et la confiance de leur sujets et jamais les bases du trône n'ont été plus fortes qu'aujourd'hui. L'ancienne province de Québec peut se féliciter de la partie notable qu'elle a prise dans la construction de l'Empire et elle a le droit d'être fière de sa fidélité et de son attachement aux institutions britanniques. Ces institutions ont subi

l'épreuve du temps et de l'expérience et ont résisté au choc du plus grand bouleversement que le monde ait jamais vu, et sous leur égide, nous pouvons avec confiance faire face aux problèmes du présent et de l'avenir.

Je vous remercie très sincèrement de votre généreuse et cordiale bienvenue à la duchesse et à moi-même et j'apprécie sincèrement l'honneur que vous me faites en m'invitant à m'adresser à vous cet après-midi. C'est toujours un réel plaisir pour la duchesse et moi de visiter Québec et d'y venir rencontrer nos nombreux amis. La duchesse garde le souvenir le plus heureux des jours qu'elle a passés ici autrefois, quand son père était gouverneur général, et elle désire que j'exprime ma reconnaissance profonde pour les mots aimables du premier et je suis également heureux d'avoir l'occasion de saluer la province dans sa tradition de progrès et de prospérité.

Me conformant à la pratique et aux précédents établis, je me garderai de faire des allusions quelconques aux questions de nature purement politique, mais vous me permettrez bien de vous dire combien je regrette que votre ex-premier ministre⁹ ait jugé nécessaire d'abandonner la vie politique active. J'espère que ce n'est là qu'une retraite temporaire et qu'avant longtemps nous le verrons prendre, dans la vie publique de son pays, la place qu'il a de droit par son expérience, ses connaissances et ses talents. En même temps, je suis heureux d'offrir mes félicitations à son distingué successeur et de lui souhaiter plein succès dans les hautes fonctions qu'il occupe si dignement.

L'analyse même la plus sommaire des conditions actuelles dans le monde civilisé nous laisse le désappointement de voir encore, deux ans après la signature de l'armistice, régner partout l'inquiétude, la confusion et l'anxiété. Au Canada, nous avons lieu, je crois, de nous féliciter. La période difficile que nous venons de traverser ne nous a causé relativement que peu de gêne et d'embarras. Bien qu'en ce moment la dépression de notre commerce et les conditions financières plus rigoureuses aient imposé le chômage à plusieurs de nos industries, j'espère que ces difficultés ne seront que temporaires. J'ai toute confiance au retour d'une période plus prospère et d'un avenir plus heureux.

J'ai lu avec intérêt un livre qui m'est récemment tombé sous la main. Il a pour titre *League of Nations Starts*¹⁰, de publication récente. Il comprend une série d'articles écrits par des hommes imbus des grandes idées de la Ligue des nations et familiers à la fois avec les grandes politiques de la Ligue et son développement détaillé. Permettez-moi

de le recommander à votre étude pour deux raisons, d'abord la nature même du problème et ensuite, le moyen de le résoudre. Je ne pourrais traiter ici la moindre fraction d'un si vaste sujet, mais avec votre permission je lirai deux extraits qui illustreront les points particuliers que je veux vous signaler. En ce qui concerne la nature même du problème, je prends ma citation du chapitre intitulé *Économie et Finance*:

"The most fundamental fact of all is that the production of Europe is not at present sufficient to support her present population. Mr. Hoover¹¹ has estimated that the population is at least 100 millions greater than can be supported without imports, and is therefore dependent upon the production and sale of exports. But Europe is not producing sufficient exportable goods, and is not within measurable distance of being able to do so. Before the war, with every advantage of a stable social and economic organization, she was just able to maintain a population of some 450 millions. Of these, the vast majority lived a hard and laborious life, and enjoyed little more than the bare necessities of existence. Any reduction of production, therefore, must necessarily thrust a corresponding proportion of the population out of existence by starvation or semi-starvation, except to the extent to which the poorer can enjoy some of the superfluous riches of the wealthier.

"To what extent then have the conditions in Europe affecting production changed since 1913? The production has disastrously declined; the only food-exporting country, Russia, now exports nothing. In every country, except the British Isles, food production has diminished, land has fallen out of cultivation, and been starved of manures for five years. Ten to twenty millions of male workers in the prime of life have been lost, and a large proportion of children, of the aged, and of women, who produce less than they consume, have been left. Those who have survived are often disabled, weakened or at the best exhausted by five years of intense effort and insufficient feeding. The dislocation of the exchange is rendering international trade all but impossible and even in the exchange of products within a single country is in some cases rendered difficult or impossible by the utter debasement of currency. Europe is in fact over large areas thrust back towards the cumbrous, wasteful and primitive method of barter. Transportation is disorganized, railway lines, locomotives and trucks have been destroyed or damaged; such working capital as Europe normally possessed has largely disappeared. Those countries whose powers of production are greatest are handicapped by immense indebtedness for loans or

indemnity to other countries. Moreover, in some cases the very foundations of industrial production have been destroyed. Coal mines have been flooded and damages, and factories ruined. Elsewhere, dislocation has been worse than destruction. New political boundaries create an obstacle to the free flow of raw materials, of coal and of ore to their relevant industries. The dislocation of prices and of exchanges has thrown the markets of the world into disorder, and makes production a hazardous gamble for the manufacturer.

"Social instability and social unrest destroy the very foundations of credit. Political chaos can only be averted by restarting the industrial machine and by the improvement of economic conditions. Industries cannot restart without the import of raw materials from other countries. Raw materials cannot be bought except upon credit, and both the political insecurity and all the other economic disabilities enumerated above stand in the way of credit being provided. And so matters proceed from bad to worse in a vicious circle. Among the many factors the following, perhaps, may be noted as of special importance.

"The actual material destruction of the war is probably of much less importance than what may be called its psychological consequences. The habit of work has been weakened, and the routine of work has been largely destroyed. The stable organization under which one man's work fitted into and dovetailed with another has been dislocated."¹²

Ce que je viens de lire n'est qu'un aspect de la question, mais vous conclurez qu'il démontre bien la grandeur et la gravité du problème. Toutefois, bien que toutes les promesses de l'avenir immédiat ne semblent pas souriantes, sachons bien que la stabilité sociale, politique et économique ne peut se rétablir avant que les causes du mal aient été enrayées à leur racine même¹³.

Le Canada y est affilié et ses représentants ont assisté à la dernière conférence de Genève. Il m'a plu de constater les progrès importants dans l'œuvre de ce grand congrès international. Les problèmes qui se présentent à la Ligue sont des plus immenses, mais les possibilités le sont tout autant. Et si à tout événement un esprit meilleur et plus noble peut se développer à partir de ce qui a déjà été entrepris, faire en sorte de réduire le risque de recourir à la guerre et donner aux nations du monde un sens plus haut de leurs responsabilités, l'effort n'aura pas été vain.

Je ne crois pas devoir m'excuser de vous avoir soumis ces considérations. Le Canada, grande nation sœur de l'Empire britannique, a un devoir

évident. J'en appelle en toute confiance à la vieille province de Québec. Qu'elle reste digne de son histoire et de ses traditions et qu'elle ait sa large part au rétablissement de la paix et de la prospérité dans un monde que la guerre a ébranlé jusqu'à ses bases.

C'est dans cet unique but que la Ligue a été formée. Les travaux sont énormes et sans précédent du point de vue de l'histoire, mais si le travail est énorme, les opportunités le sont aussi. Nous pouvons, je crois, miser sur ces timides prémices pour envisager l'avenir avec confiance. J'ai eu le privilège de rencontrer l'un des représentants canadiens qui ont participé à la récente conférence de Genève, et celui-ci a certainement ramené au Canada un vif sentiment d'espoir. Je ne m'excuserai pas, messieurs, d'avoir porté ces considérations à votre attention. Je sais qu'au Canada, si vous me permettez la remarque, nous sommes souvent enclins à attacher une importance, je ne dirai pas grande, mais sans doute quelque peu exagérée pour nos affaires domestiques immédiates, mais il appartient au Canada comme faisant partie des nations sœurs de l'Empire britannique d'aujourd'hui de comprendre ses possibilités de paix, comme il les a comprises pendant la guerre. Et personne ne peut éprouver une confiance plus grande que celle des citoyens de cette grande province de Québec qu'il prendra part avantagement de sa position et de son histoire pour restaurer la paix et le bonheur dans un monde bouleversé par la guerre.

(Applaudissements)

Et Leurs excellences s'étant retirées, la Chambre continue la séance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit fait mention au procès-verbal du témoignage de haute considération que Leurs Excellences le gouverneur général et la duchesse de Devonshire ont daigné donner à cette Assemblée en venant la saluer au cours de la présente séance.

Adopté.

Reprise de la séance à 3 h 45

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ashby);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'édifices religieux (M. Laferté);
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Reed);
- de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Ricard).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre de la Chambre, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Charles-L. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi concernant la succession John Pratt (M. Ashby);
- de Henry-E.-A. Rawlings et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs et administrateurs de la succession de feu Edward Rawlings à vendre un immeuble (M. Bercovitch);
- de William F. Egg et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille (M. Bercovitch);
- de Paul Katz et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de: "King Edward Benefit Association of Montreal Incorporated" (M. Bercovitch);
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bordeleau);
- d'Alfred-Octave Fages et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à procéder de leur vivant au partage des biens dont ils ont la jouissance et provenant de la succession de feu Pierre Guillet, dit Tourangeau (M. Cannon);
- du Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Cannon);
- de Arthur-Georges Mongeau, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Desaulniers);
- de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital" (M. Gault);

- de The Scottish Trust Company, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de prolonger le délai fixé pour son début en affaires (M. Gault);
- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement au sujet d'un pont sur la ruelle Fortification (M. Gault);
- de J.-O. Audet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la corporation de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce (M. Godbout);
- de Denaston Breaky, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain titre de propriété (M. Godbout);
- de Strathcona Fire Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Laferté);
- de J.-C.-Lauréat Bussièrès, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province (M. Laferté);
- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lapierre);
- de dame Alice Caron et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de sœurs de Jeanne-d'Arc (M. Leclerc);
- de J.-Alphonse Thibault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Monet);
- de W.-J. O'Leary et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Educational & Charitable Institute" (M. Monet);
- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 10 George V, chapitre 39, section 1, et pour d'autres fins (M. Smart);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Vautrin);
- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi relative à la succession de feu John Pratt (M. Vautrin).

Rapports de comités¹⁴:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Ashby pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à six membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Galipeault pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Tessier (Rimouski) pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Cannon pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à huit membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Robert pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à cinq membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. Godbout pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à sept membres.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Létourneau pour son président et recommande que le quorum du comité soit réduit à quatre membres.

Le rapport est adopté.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier) que le nom de M. Desaulniers soit ajouté à la liste des membres du comité des bills privés en général et du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, et que le nom de M. Péloquin soit ajouté à la liste des membres du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Adopté.

Cour des sessions de la paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des sessions de la paix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Comité d'Ottawa

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 34 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comité d'Ottawa en celui de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Enregistrement de l'Île d'Orléans

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 35 légalisant l'enregistrement de certains avis au bureau de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Acquisitions et
aliénations d'immeubles**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 32 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**État des rapports du Conseil
et des mandats spéciaux**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre un état des rapports du Conseil et des mandats spéciaux émis durant la vacance, en vertu des statuts révisés de la province de Québec, articles 859 et 860 qui se lit comme suit: (Voir le tableau à la page suivante)

Dépôt de documents:**État des cautionnements, 1919-1921**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, à compter du 11 décembre 1919 au 10 janvier 1921 (inclusivement), tel que requis par l'article 637 des S.R.Q., 1909. (Document de la session no 15)

Compagnies de fidéicommiss, 1919

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies de fidéicommiss, états de compte annuels, états financiers présentés par les compagnies de fidéicommiss (enregistrées) de la province de Québec, pour l'année finissant le 31 décembre 1919. (Document de la session no 23)

Compagnies d'assurances, 1919-1920

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les compagnies d'assurances, 1920, (opérations de 1919). (Document de la session no 26)

Ministre des Affaires municipales, 1919-1920

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1919-1920, troisième rapport. (Document de la session no 19)

Sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1920, (opérations de 1919). (Document de la session no 22)

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Balance
7	Services divers:			
	Divers en général	10,000.00	10,000.00	
	Octroi <i>re</i> Conférence à la presse impériale. (O.C. no 402 du 6 mars 1920)	10,000.00	10,000.00	
8	Législation:			
	Assemblée législative:			
	Valises pour députés	7,291.78	7,291.78	
	Conseil législatif:			
	Valises pour membres	1,526.10	1,526.10	
8	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département du Trésor, bureau des assurances	900.00	900.00	
	Département du Trésor, bureau de l'auditeur	288.00	288.00	
	Charges sur le revenu:			
	Perception des licences, etc., (O.C. no 578 du 6 avril 1920)	30,000.00	30,000.00	
9	Gouvernement civil: Traitements des départements:			
	Conseil exécutif:			
	Dr A. Morisset, greffier du Conseil exécutif, six mois de traitement supplémentaire au 30 juin 1920, payable en versements mensuels	500.00	500.00	
	Département des Affaires municipales:			
	Oscar-J Morin, sous-ministre, trois mois de traitement supplémentaire au 30 juin 1920, payable par versements mensuels	250.00	250.00	
	Département de la Voirie:			
	B. Michaud, sous-ministre, trois mois de traitement supplémentaire au 30 juin 1920, payable par versements mensuels	250.00	250.00	
	Département du secrétaire provincial:			
	C.-J. Simard, assistant secrétaire provincial, 12 mois de traitement supplémentaire au 30 juin 1920, payable par versements mensuels	1,000.00	1,000.00	
9	Octroi à services divers:			
	Octroi à "Girls' Cottage Industrial School", Saint-Lambert, (O.C. no 688 du 16 avril 1920)	2,280	2,280	
10	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département du secrétaire provincial	5,000.00	5,000.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Balance
	Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries	1,000.00	1,000.00	
	Département des Travaux publics et du Travail	1,000.00	1,000.00	
10	Travaux publics et Travail:			
	Entretien, etc., des édifices publics en général.....	75,000.00	75,000.00	
10	Terres et Forêts:			
	Comptes en suspens	2,000.00	2,000.00	
	Protection des forêts.....	20,000.00	20,000.00	
	Arpentage	25,000.00	25,000.00	
	Service forestier et inspection des terres. (O.C. no 743 du 23 avril 1920)	20,000.00	20,000.00	
11	Services divers:			
	Divers en général. (O.C. no 814 du 5 mai 1920).....	5,000.00	5,000.00	
12	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département du procureur général.....	2,000.00	2,000.00	
	Département de l'Agriculture	1,000.00	1,000.00	
12	Administration de la justice	100,000.00	100,000.00	
12	Hygiène:			
	Bureau d'hygiène de la province de Québec	15,000.00	15,000.00	
12	Travaux publics et Travail:			
	Entretien, etc., des édifices publics en général.....	72,982.76	72,982.76	
12	Agriculture:			
	Sociétés d'agriculture	45,000.00	45,000.00	
	Cercles agricoles	25,000.00	25,000.00	
	Horticulture	15,000.00	15,000.00	
	Aviculture	14,000.00	14,000.00	
12	Voirie:			
	Amélioration et entretien des chemins	136,000.00	136,000.00	
12	Terres et forêts:			
	Protection des forêts.....	15,000.00	15,000.00	
	Arpentage	25,000.00	25,000.00	
	Service forestier et inspection des terres.....	20,000.00	20,000.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Balance
12	Charges sur le revenu:			
	Perception des licences, etc.....	45,000.00	45,000.00	
	Traitements et dépenses des régistrateurs	9,700.00	8,567.31	1,132.69
12	Services divers:			
	Divers en général (O.C. no 814 du 5 mai 1920)	10,000.00	8,217.25	1,782.75
13	Services divers:			
	Agent général de la province en Belgique	1,517.12	1,517.12	
13	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements: Bureau du lieutenant-gouverneur (O. C. no 1050 du 12 juin 1920)	1,000.00	1,000.00	
14	Législation:			
	Impression et reliure des deux Chambres	10,000.00	10,000.00	
14	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département des Affaires municipales	250.00	250.00	
	Département de l'Instruction publique	1,000.00	1,000.00	
14	Administration de la justice	50,000.00	50,000.00	
14	Inspection des bureaux publics	2,000.00	2,000.00	
14	Instruction publique:			
	École des hautes études commerciales de Montréal	15,000.00	15,000.00	
	L'École technique de Québec	10,000.00	10,000.00	
	L'École technique de Montréal	20,000.00	20,000.00	
	Conseil de l'instruction publique	713.81	713.81	
	Rapport du surintendant	1,061.11	1,061.11	
14	Arts et manufactures:			
	Conseil des arts et manufactures	3,350.00	3,350.00	
	Statistiques:			
	Bureau des statistiques de Québec	2,000.00	1,982.65	17.35
14	Asiles des aliénés	16,000.00	13,178.34	2,821.66
14	École de réforme et d'industrie:	2,000.00	2,000.00	
14	Hygiène:			
	Protection du public contre les maladies vénériennes	23,694.40	23,694.40	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Balance
14	Travaux publics et Travail:			
	Édifices publics et loi des établissements industriels.....	4,252.20	4,252.20	
14	Agriculture:			
	Cercles agricoles, etc.....	30,000.00	30,000.00	
	Enseignement vétérinaire.....	1,200.00	1,200.00	
	École de laiterie de Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme .	1,200.00	1,200.00	
14	Voirie:			
	Amélioration et entretien des chemins.....	213,751.20	213,751.20	
14	Charges sur le revenu:			
	Perception des licences, etc.....	15,000.00	6,039.36	8,960.64
14	Services divers:			
	Octroi à Goutte de lait, Montréal	2,500.00	2,500.00	
	Octroi à Goutte de lait, Québec.....	2,000.00	2,000.00	
	Octroi à l'université du Bishop's College, Lennoxville.....	5,000.00	5,000.00	
	Octroi au King's Hall, Compton.....	5,000.00	5,000.00	
	Octroi au Stanstead Wesleyan College, Stanstead (O.C. no 1210 du 25 juin 1920)	5,000.00	5,000.00	
15	Législation:			
	Imprimeur du roi:			
	Impression, reliure et distribution des statuts.....	18,027.49	18,027.49	
15	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département du secrétaire de la province	5,500.00	5,500.00	
15	Travaux publics et Travail:			
	Ponts et barrières de péage (O.C. no 1227 du 27 juin 1920)	4,082.60	4,082.60	
1	Travaux publics et Travail:			
	(Ordinaires):			
	Ponts et barrières de péage (O.C. no 1467 du 30 juillet 1920)	5,000.00	5,000.00	
2	Instruction publique:			
	École polytechnique de Montréal (O.C. no 1904 du 6 octobre 1920)	10,000.00	10,000.00	

État des mandats spéciaux émis durant la vacance en vertu des rapports du Conseil et des articles 859 et 860 des statuts refondus de la province de Québec, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis

No	Service et rapport du Conseil	Montant	Dépensé	Balance
1	Instruction publique:			
	École des hautes études commerciales de Montréal (O.C. no 2068 du 29 octobre 1920).....	10,000.00	10,000.00	
4	Écoles de réforme et d'industrie:			
	The Boy's Farm and Training School, Shawbridge (O.C. no 2205 du 23 novembre 1920).....	13,271.26	13,271.26	
5	Services divers:			
	Divers en général (O.C. no 2335 du 15 décembre 1920)	25,000.00	5,521.46	19,478.54
6	Gouvernement civil:			
	Dépenses contingentes des départements:			
	Département du secrétaire de la province	10,000.00		10,000.00
	Travaux publics et Travail:			
	Ponts et barrières de péage (O.C. no 48 du 10 janvier 1921)	<u>20,000.00</u>	<u> </u>	<u>20,000.00</u>
		\$1,334,339.83	\$1,270,146.20	\$64,193.63

Département du Trésor, bureau de l'auditeur
Québec, 13 janvier 1921

Jos. Morin,
auditeur de la province

Greffier de la couronne

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31, loi amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la couronne.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné, sur la motion proposée le

mercredi 12 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur donne la parole au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Évidemment, les heures aussi se suivent et ne se ressemblent pas¹⁵. Il (M. Sauvé) félicite le représentant de Portneuf (M. Hamel) sur la forme de son discours plutôt que sur le fond et le représentant de Pontiac (M. MacDonald). Il fait remarquer cependant que ces discours renferment beaucoup de statistiques qu'il avait déjà lues dans *l'Almanach du peuple* de 1921 qui est devenu l'annuaire statistique de la province.

Quant au discours du trône, il (M. Sauvé) exprime son regret du départ de Sir Lomer Gouin qui a laissé la barque ministérielle, mais qui est encore vivant et qui a su conserver un siège au Conseil législatif pour surveiller la législation qui l'intéresse. Le discours du trône ne parle pas de la mort d'un ancien premier ministre (M. Parent) qui fut quelqu'un dans cette province avant son premier décès¹⁶.

Le gouvernement se réjouit de la bonne récolte, mais il oublie que la rareté du foin a fait considérablement diminuer les troupeaux et, partant, la production laitière.

Le nouveau premier ministre, lui, dans son discours programme s'est proclamé de la vieille école libérale. Est-ce à dire qu'il va ressusciter le vieux programme de l'Union libérale et prêcher l'abolition de Spencer Wood et du Conseil législatif, la création d'un ministère de l'Instruction publique? Va-t-il reprendre ses vociférations contre l'école maudite de *L'Action catholique*?

Va-t-il imposer les taxes que son prédécesseur a imposées? La taxe de l'entretien des aliénés que l'on a augmentée il y a deux ans, va-t-il l'abolir? Car le premier ministre a dit déjà, pour mépriser les conservateurs, que cette taxe était injuste, vexatoire et arbitraire. Au temps lointain où M. Mercier¹⁷ était le chef du Parti libéral, lui et ses amis s'escrimaient à qui mieux mieux contre cet impôt.

Voici l'une des motions présentées alors: "Attendu que les contributions à l'entretien des aliénés ne sont pas perçues avec avantage pour le public; attendu que cette taxe indirecte repose sur une base injuste et vexatoire;

Qu'il soit résolu que le bill relatif aux asiles d'aliénés ne soit pas lu une troisième fois maintenant, mais qu'il soit référé de nouveau à un comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender en retranchant toutes les clauses qui imposent aux municipalités l'obligation de contribuer pour moitié à l'entretien des aliénés."

(*Journaux de l'Assemblée législative*, 1885, p. 221) Et plus tard M. Turgeon¹⁸ propose: "Cette Chambre est prête à voter les subsides de Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement, par l'acte 55-56 Victoria; chapitre 10, licences de manufactures et de commerces; chapitre 15, loi relative à des taxes directes sur certaines personnes; chapitre 17, loi relative aux droits sur les successions et les transports d'immeubles; chapitre 27, loi relative aux écoles de réformes; chapitre 29, loi relative aux écoles d'industrie; chapitre 30, loi relative aux asiles d'aliénés; ait mis en force un système d'impôts injuste, arbitraire, contraire aux principes d'économie les plus universellement reconnus, et condamné par l'opinion publique en cette province."

Ces taxes existent encore, elle sont augmentées de millions, sous un régime libéral qui dure depuis 20 ans. Est-ce dû au conservatisme de Sir Lomer Gouin, et maintenant qu'un membre de la vieille école libérale dirige la province, va-t-il faire disparaître les taxes injustes, vexatoires et arbitraires?

La province de Québec, affirme-t-on souvent, est prospère; sa mentalité, ses conditions sociales et économiques sont meilleures et plus rassurantes qu'ailleurs, parce qu'elle a su garder intactes ses plus saines traditions et son caractère essentiellement conservateur. Voilà ce que disent de nous des visiteurs comme le docteur McPhail¹⁹ et autres personnages dont les témoignages sont souvent cités par des ministres et leurs organes. Ces témoignages démontrent que cet état de choses est le résultat non pas de l'application du libéralisme doctrinaire, ni de la démagogie libérale, mais de la mentalité conservatrice de notre province.

Comparant le nouveau premier ministre de France à son prédécesseur, Léon Daudet²⁰ écrivait récemment: "Il y a deux sagesse, l'une dynamique et qui va de l'avant, celle des lecteurs de Pascal²¹; l'autre statique et qui se méfie de l'élan, celle des lecteurs de Montaigne²²."

Il (M. Sauvé) fait des compliments au représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) pour son élévation au poste de premier ministre de la province et souhaite au nouveau chef du gouvernement d'inaugurer son règne par une politique de sagesse et de prévoyance. De quelle sagesse se nourrira notre nouveau premier ministre, se demandait-on l'été dernier. Sera-t-il statique comme son prédécesseur ou dynamique comme étaient les vieux libéraux dans l'opposition? Mais voici que le nouveau premier ministre s'annonce dans un grand banquet en son honneur.

L'école libérale-conservatrice que nous avons suivie, nous, dans cette province, a orienté et gardé les esprits entre les écueils opposés de l'école libérale et de l'école socialiste, et elle a soutenu intégralement, en dépit des sarcasmes et des injures de la horde démagogique et libertaire, la vraie, la saine, la juste théorie sociale de l'État. Chaque fois que l'étranger vient nous faire un compliment ici, il rend hommage non pas au gouvernement du jour, mais à la population restée fidèle à son clergé qui dirige non seulement les âmes, mais aussi nos maisons d'éducation et toutes nos œuvres sociales. Le clergé a réussi à faire maintenir la mentalité conservatrice sous un gouvernement libéral.

On pourrait ajouter avec raison que la prospérité de notre province n'est attribuable ni à quelque application de la doctrine libérale ni à l'action du Parti libéral, mais résulte aussi du développement industriel de nos villes et de l'augmentation de production agricole due à l'initiative, au patriotique esprit de travail de nos cultivateurs et de leurs familles, comme aussi aux avantages extraordinaires qu'offraient les marchés local et mondial.

Or, ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a ouvert des débouchés nouveaux pour nos produits agricoles et qui a protégé nos industries de façon à leur permettre de se développer si considérablement. Ce n'est pas le gouvernement du Québec qui accordait ou qui faisait accorder des contrats à ces industries pour des centaines de millions. La province de Québec contient d'immenses ressources naturelles. À qui appartiennent ces ressources? Un inventaire national nous révélerait des choses renversantes.

Nous serions surpris de voir tout ce que le capitaliste étranger, joint à quelques "schemers" canadiens des deux langues, possède de pouvoirs d'eau et de limites forestières dans notre province. La province de Québec, la seule province française du dominion, est, au double point de vue industriel et financier, conduite par des hommes qui n'ont ni nos traditions, ni nos aspirations nationales. Et ce sont ces hommes qui exercent une si grosse influence dans la discussion des destinées du pays et même de notre province.

On dit: "Le Canadien français ne peut rien faire, il est trop pauvre pour qu'on lui demande de grosses entreprises financières." C'est une conception fausse et dangereuse. Qu'on calcule aujourd'hui ce que nos banques vont drainer chez l'épargniste ou leurs déposants de nos campagnes et l'on verra que ces épargnes consacrées à des entreprises d'utilité

nationale pourraient rapporter à notre province un bénéfice et un actif qui augmenteraient de beaucoup sa propre influence et répondraient beaucoup mieux à la conservation de nos traditions, de notre mission, de nos aspirations. C'est pourquoi j'ai proposé, depuis 1916, de nationaliser certaines industries et préconiser la coopération sous la protection et l'encouragement de l'État.

Je ne suis pas un étatiste ni un communiste, car je prétends aussi qu'un gouvernement ne doit pas s'avancer ni rien entreprendre au-delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers; encore moins un gouvernement ne devrait chercher à se servir de la coopération et des octrois qu'il accorde pour des fins de parti ou de corruption électorale.

Je suis encore partisan de la doctrine chrétienne si brillamment définie par Mgr Paquet²³: "L'autorité de l'État, et c'est son honneur, imite la divine providence dont la sollicitude s'étend à chacune des créatures autant qu'à leur ensemble. Elle jouit d'un droit de tutelle et d'assistance sur la communauté sociale prise en bloc, et aussi sur les diverses parties qui la composent.

Les pouvoirs publics existent non pour l'avantage personnel des chefs ou de quelques favoris, mais pour le salut commun, le bien de la masse et le bien des groupes dont elle est formée. Ce bien n'est pas à l'abri des abus de la liberté. Il y a donc des conflits possibles, et des situations sociales telles qu'elles appellent et justifient l'intervention politique. Il y a des droits que la loi doit protéger, des intérêts qu'elle doit sauvegarder."

Quant aux fermes de démonstration, le principe peut être bon, mais l'application peut ne pas être pratique. S'il y a favoritisme et exploitation, ce sera nuisible. Pourquoi le gouvernement n'encourage-t-il pas nos élèves les plus brillants en les établissant sur des fermes au moyen d'un crédit agricole? Ce qui importe aujourd'hui, c'est que nos écoles d'agriculture ne produisent pas seulement des conférenciers agricoles ou des agronomes budgétivores, mais aussi et surtout des cultivateurs modèles pratiquant au milieu d'un centre agricole.

Rien pour les ouvriers de nos villes. Le gouvernement prétend que l'ouvrier est heureux et content de son sort. Est-ce vrai? À une récente séance du Conseil des métiers et du travail, on a déclaré que la loi des accidents était désuète et trop coûteuse pour les ouvriers victimes. On a demandé des amendements que le discours du trône méprise. Les ouvriers internationaux de Montréal demandent d'amender beaucoup la loi du travail.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Les unions nationales catholiques se sont opposées à cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Les unions nationales catholiques! Ne parlez donc pas de cela devant l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron)²⁴.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

sourit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est l'exposer à faire un discours. Il (M. Sauvé) reproche au gouvernement de ne rien faire pour les habitations ouvrières. Le gouvernement a-t-il protégé l'ouvrier en refusant de s'occuper de l'application des \$7,000,000 qu'offre le gouvernement fédéral pour la construction des logements ouvriers?

Le gouvernement parle d'un projet pour prévenir la grève des agents de police et des pompiers. Cette mesure vient de la suite de la grève de la police à Montréal, mais qui en a été la cause de cette grève? Est-ce parce que le gouvernement à l'intention de ne plus chanter devant les menaces du maire de Montréal? Il est de rumeur courante que c'est le maire de Montréal qui a suscité la grève des officiers de police et de l'aqueduc, mais on ne croit pas généralement qu'il ait payé de sa poche les centaines de mille dollars de dommages à la propriété.

C'est un démagogue que le gouvernement craint, qui a fait trembler l'ex premier ministre et qui trône encore parce que l'on craint ses déclarations, et aujourd'hui on essaie de discréditer la police et les pompiers dans l'intérêt d'un homme que le gouvernement a récompensé²⁵.

Le gouvernement se propose de créer un système d'assurance collective. Tant que le gouvernement fera crever de faim les employés civils, peut-il être de l'intérêt de l'État de créer de telles assurances? Avant d'assurer la vie de ses employés, que le gouvernement commence donc par les empêcher de crever de faim. Il y a des employés qui ont eu des bonus de \$3 cette année. Il y a des troncs dans les corridors pour les employés civils. C'est comme cela que le gouvernement libéral protège les faibles et taxe les gros.

Le gouvernement se rend enfin à la politique préconisée par l'opposition depuis 15 ans. Quand, en 1904 et en 1908, Bourassa et Laverne se joignirent à Tellier²⁶ et autres pour prêcher cette politique nationale, ils furent abreuvés d'injures et traités de visionnaires. Que répondait le gouvernement d'alors?

On disait: "Ce Bourassa est un rêveur, cette politique n'est pas praticable." Il était aussi facile en ce temps-là de réaliser cette politique, mais de gros intérêts s'y objectaient. Mais comment le gouvernement traitera-t-il le colon? Il fait construire des chemins de colonisation, mais ce que le gouvernement ne dit pas, c'est qu'il refuse de payer les hommes \$3 par jour et que les municipalités sont obligées de payer la différence de 50 ou 75 sous par jour, pour chaque homme. Et le gouvernement dit ensuite qu'il ne taxe pas les pauvres.

Le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) a dit, au banquet offert au premier ministre, qu'il était prêt à ouvrir le coffre de la province afin d'assurer à sa population tout le bien-être auquel elle a droit. Il disait encore: "La politique libérale tend à laisser prospérer les riches tout en aidant le pauvre à vivre dans l'aisance à laquelle il a droit. Par contre, le gouvernement qui nous régit à Ottawa enrichit davantage les riches au détriment du consommateur." Le trésorier provincial ne veut pas ouvrir son coffre au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault). Je ne veux pas blâmer le distingué ministre qui préside au département de la Colonisation, mais je suis surpris de voir le trésorier provincial faire de si belles déclarations dans de fastueux banquets et refuser ensuite de donner à des journaliers un salaire convenable. Le trésorier est plus paternel, plus tendre, lorsqu'il s'agit de traiter les profiteurs qui empoisonnent des milliers d'êtres humains et s'enrichissent à millions.²⁷

Le vice-président, M. Beaudry (Verchères)

remplace M. l'Orateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le ministre de la Colonisation ministre bien intentionné qui, sans être conservateur, se rapproche tout de même d'eux, en quelque façon. Sans doute, dit-il, l'honorable ministre, en entrant dans le gouvernement, a exigé la promesse que cette réforme de la terre libre au colon libre serait assurée.

Le discours du trône ne parle pas des Mennonites qui veulent s'établir dans notre province. Le gouvernement veut-il les laisser venir ici sans que leur arrivée inquiète personne?

Le gouvernement va-t-il accepter le projet émis dans la presse par le sénateur David? Le père du secrétaire provincial ne se gêne pas pour condamner le passé. Le sénateur²⁸ qui ne doit avoir aucun intérêt à être indisposé contre le gouvernement, dit dans cet article que le seul moyen de faire réussir la colonisation, c'est de donner la terre libre au colon libre.

Un chemin de fer pour le Témiscamingue, cela fait quinze ans qu'on l'annonce et qu'on le promet. Fait-on le possible pour assurer cette voie aux colons? Après avoir blagué pendant dix-huit ans, que fait-on aujourd'hui? Un M. Croteau du Témiscamingue m'écrit que rien n'a été fait. Et c'est un gouvernement qui se monte d'avoir de gros revenus qui agit de la sorte?

La loi dite de prohibition est impraticable et a donné lieu à des scandales qui constituent autant de crimes envers la société et une bien grande culpabilité de la part des ministres responsables pour l'administration de cette loi.

Lorsqu'il y a deux ans le gouvernement a émis la politique poursuivie depuis, l'ancien premier ministre proposait l'adoption de la loi actuelle, moi, sans expérience alors, j'avais un pressentiment et je disais dans cette Chambre: "Vous allez créer un trust de l'alcool dans la province de Québec au bénéfice du trésorier du Parti libéral de la province."²⁹ Et le premier ministre d'alors, levant les bras au ciel, s'écriait: "Mais non, vous vous trompez, n'exagérons donc rien; soyons donc de bon compte. Cette loi est bonne et sera appliquée avec sagesse." Et les députés ministériels de la Chambre disaient: "Comme c'est beau, comme il a de beaux sentiments." Et vous applaudissiez.

Des députés et des ministres, sauf le premier ministre, sourient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) est l'un de ceux qui approuvaient cette loi. Il prêchait la prohibition. Qu'avons-nous vu? Nous avons vu que cette loi était une farce.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe à Montréal? J'en appelle au député de Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin)³⁰ qui connaît bien Montréal et les vendeurs, lui qui un jour a prêché la prohibition. Tous les jours, on s'aperçoit que cette loi est une odieuse et ignoble farce, un scandale révoltant, et est violée outrageusement par certains favoris du gouvernement.

Dans son discours programme, le nouveau premier ministre a dit: "L'exécutif de cette province a la responsabilité de faire observer la loi. Il n'est pas à mon sens de plus funeste élément pour détruire l'ordre de la société et arrêter son progrès que la désobéissance aux lois qu'un pays s'est donné. Et ce n'est pas dans Québec que nous laisserons s'infiltrer cet esprit." Voilà de belles paroles. Mais qu'a-t-il fait, lui, procureur général, depuis un an pour faire

respecter la loi, quand les journaux, quand la rumeur courante disent que des ministres, des maires de grosses municipalités, des conseillers législatifs sont les associés de vendeurs de liqueurs? Et si cela est vrai, ces personnes prennent part à un commerce scandaleux et criminel.

Pourquoi a-t-on attendu que les journaux comme *La Presse*, *La Patrie*, *Le Devoir*, *L'Événement* et les journaux qui peuvent parler, dénoncent cette loi inique que l'on viole cyniquement avant de décider de changer la loi? Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé de donner les noms des médecins qui avaient émis des certificats l'an dernier, bien que les vendeurs autorisés fussent obligés de faire rapport de leurs opérations? Le gouvernement m'a répondu qu'il ne tenait pas de statistiques. C'est ce que j'ai demandé dans une interpellation à la dernière session. Et le gouvernement a menti devant cette Chambre pour cacher et favoriser les fraudeurs. Des certificats, tous signés, ont été vendus aux bureaux du gouvernement à Montréal. Dans le bureau de Lewis, l'administrateur de la loi, on vendait des "pads" de certificats signés d'avance de faux noms de médecins \$40 la page. Lewis vendait jusqu'à ses tapis à prix fabuleux, \$200, à un vendeur autorisé.

Est-il vrai que des jeunes gens, au prix de \$100 par semaine, transportaient aux États-Unis chaque semaine de pleins camions (et) autos de liqueurs enivrantes sous la protection et au profit de politiciens, de chefs libéraux de Montréal? Quel est ce politicien qui a fait en une semaine \$35,000 pour avoir fait transporter des boissons enivrantes de la province de Québec jusqu'au Rhode Island³¹.

La politique du gouvernement sur ce point a été scandaleuse. On a laissé violer la loi, on a protégé les profiteurs, on a même laissé dire que des membres du gouvernement étaient intéressés dans des débits de boisson. On va jusqu'à dire que des politiciens, amis et attachés du gouvernement partagent avec les vendeurs autorisés les bénéfices qu'ils opèrent. Jamais pareil scandale, jamais spectacle d'immoralité ne s'est vu sous une pareille tolérance de la part de l'autorité.

Le député de Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin) est un ministre, il a par conséquent sa part de responsabilité ministérielle. Lui qui connaît intimement les vendeurs pourrait-il nous dire quel est ce politicien qui partageait avec ces vendeurs qui expédiaient frauduleusement de l'alcool aux États-Unis? Pourrait-il nous dire quels sont ces politiciens qui exploitaient si criminellement le peuple en le volant et en l'empoisonnant? Les députés repus

peuvent servir le gouvernement et se moquer des modestes de l'opposition, mais il y viendra un temps qui n'est pas loin où le peuple videra la caverne des voleurs et rendra justice à ses vrais serviteurs. Le trésorier provincial, lui, ce grand ennemi des profiteurs et ce grand protecteur des pauvres, qu'a-t-il fait pour faire cesser ce commerce de contrebande, pour sévir contre ces profiteurs qui volaient et empoisonnaient les pauvres gens? Au point de vue de la moralité, le gouvernement a fait banqueroute.

Au sujet de l'instruction publique et de l'assistance accordée aux universités, il (M. Sauvé) approuve le gouvernement, mais le gouvernement devrait songer aussi à la situation pénible de nos collèges classiques qui fournissent les étudiants à nos universités. Le secrétaire provincial (l'honorable M. David) a eu de grandes envolées depuis quelques mois (sourires) mais il n'a pas réussi à aider nos collèges classiques. L'assistance du gouvernement à ces collèges n'a pas été augmentée depuis des années et elle est ridicule. Si la province est en avant d'Ontario sous le rapport de l'éducation, elle l'était aussi il y a trente ans, ainsi qu'il appert dans un bulletin fédéral qu'il (M. Sauvé) cite.

Le discours du trône ne parle pas de la voirie. Le gouvernement a-t-il accepté l'offre du gouvernement fédéral et va-t-il amender la loi des bons chemins au sujet de l'entretien des grandes routes? Faire payer 50 pour cent aux municipalités, c'est injuste et ridicule. Les municipalités vont s'y opposer. C'est le gouvernement qui doit entretenir ces routes. C'est lui qui retire les taxes des touristes, des automobilistes qui détériorent nos routes, alors qu'il se charge de leur entretien.

Au chapitre des terres de la couronne, il conseille au gouvernement d'user de beaucoup de prudence dans la vente des limites. Dans son discours programme, le premier ministre a dit : "Je soutiens qu'il y a là danger et un grand danger, et c'est avec grande prudence qu'on devrait vendre les limites de la couronne."

À propos de l'administration de la justice, le gouvernement a-t-il fait son devoir? Qu'a fait le procureur général? Beaucoup de criminels ne sont pas encore pincés.

Il fait quelques remarques sur le trésor provincial et assure qu'il a fait la critique du gouvernement dans le but d'obtenir de ce dernier qu'il faut faire observer les lois qu'il statue et qu'il y a des abus.

Je l'ai dit l'an dernier et je le répète, que le trésorier de la province de Québec cherche à contracter ses emprunts le plus avantageusement

possible, c'est dans l'ordre et personne n'y trouvera à redire; mais que, par pure négligence ou par simple indécision, il laisse dormir, pendant des mois, des soumissions dans ses dossiers et que, à la fin, il se serve des renseignements obtenus de soumissionnaires de bonne foi, sur les conditions du marché, pour offrir ses obligations au guichet d'une banque, à laquelle il verse une commission, voilà qui nous paraît à tout le moins étrange.

Il (M. Sauvé) demande au premier ministre de répondre sérieusement à l'exposé qu'il vient de faire. Il lui demande de ne pas s'y soustraire par la malice, sous prétexte de faire de l'esprit. Il aurait voulu continuer mais, pour ne pas priver la députation ministérielle du plaisir d'entendre son nouveau chef, il abrège ses remarques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon premier devoir, M. l'Orateur, est de remercier le chef de l'opposition (M. Sauvé) pour ses félicitations et ses bons souhaits. Ses félicitations, je ne sais si je dois les accepter, mais ses bons souhaits, je les accepte parce que je les crois sincères et que je sais que le chef de l'opposition aime assez son pays pour désirer que le règne de mon prédécesseur continue pour le plus grand bien de la province.

Le chef de l'opposition a dit que les jours se suivent et ne se ressemblent pas; je pourrais ajouter qu'il y a des discours qui se suivent et se ressemblent, car, en entendant le discours de mon honorable ami, il me semblait entendre le discours qu'il nous a fait l'an dernier.

En se remettant à leurs travaux législatifs, tous les députés de cette Chambre, j'en ai la conviction, éprouveront le même regret, très vif et très sincère, de ne plus voir à son siège celui qui pendant quinze ans a si heureusement dirigé notre province dans la voie du progrès et de la paix intérieure lui attirant le respect, pour ne pas dire l'envie, des provinces sœurs. On se figure mal notre Assemblée législative sans Sir Lomer Gouin qui, si longtemps, fut l'artisan des grands mouvements en notre province et le meilleur apôtre de notre vie nationale et politique. Il a cru qu'il avait fait assez largement sa part pour mériter le repos que lui refuseront, je l'espère, son patriotisme, son sens des affaires, son expérience de la chose publique, et toutes ses brillantes qualités. Ça n'est pas à ceux qui furent ses collaborateurs et les témoins de son œuvre qu'il m'appartient de dire ce que fut cette œuvre, hardiment conçue, prudemment mais vigoureusement poursuivie et féconde en merveilleux résultats.

Elle est présente à l'esprit de tous; l'histoire la fera plus belle que je ne saurais la décrire. Qu'il me soit cependant permis, au nom de la députation tout entière et de mes collègues, d'exprimer le chagrin que le départ de Sir Lomer laisse au cœur de chacun de nous.

Je ne sais si nous retournons aux temps antiques où le droit d'aînesse, dans l'ordre des successions, primait sur les autres. Ce n'est peut-être qu'aux plus jeunes députés que je puisse dire combien le temps passe vite et comme les ailes qui le portent sont légères. Il faut jeter un regard en arrière pour s'en convaincre. Mon titre de doyen, et de la députation et de l'exécutif, m'a valu l'héritage de mon prédécesseur. Pendant 31 ans, je me suis livré à l'exercice de ma profession d'avocat que j'aimais profondément et que j'aurais voulu continuer activement aussi longtemps que Dieu me prêterait vie. J'ai beaucoup hésité à recueillir le lourd héritage qui m'était offert. Je l'aurais refusé si je n'eusse été assuré de la collaboration sympathique et empressée que m'offraient mes collègues du cabinet et de la confiance que m'a témoignée la grande famille libérale, dans cette Chambre et ailleurs.

La charge m'est échue. Je l'accepte et je promets d'y apporter la meilleure de mes énergies, toute mon activité, et le peu de talents que près de 40 ans d'une vie laborieuse ont pu développer en moi.

Il est d'autres regrets que cette Chambre ne peut manquer d'éprouver. Ceux, tout d'abord, qu'a créés la mort de notre ami et collègue, M. Delisle³², député de Saint-Maurice, libéral convaincu, jouissant de l'estime de ses électeurs auxquels il ne ménageait ni son dévouement ni ses services. Très assidu à ses devoirs parlementaires, l'ami de tous, M. Delisle est descendu dans la tombe entouré du respect et de l'affection de ses collègues. Tous garderont un souvenir ému de ce bon citoyen. Mais la mort ne s'est pas arrêtée là.

Quand elle a réclamé l'honorable M. Parent dans toute la maturité de son talent et au milieu de ses travaux les plus féconds, notre province a perdu un de ses meilleurs fils. Homme d'action, voyant loin et juste, d'un sens pratique remarquable, d'un commerce charmant, M. Parent a trop tôt terminé sa carrière. Il fut le premier à préconiser une vigoureuse politique forestière, et c'est à lui que l'on doit le développement de nos ressources hydrauliques et la restauration financière de notre province. À sa famille en deuil, j'offre les sympathies de cette Chambre; à sa tombe toute fraîchement fermée, j'adresse le dernier adieu de ses amis et de ses compagnons d'armes dont plusieurs sont ici présents.

Dans un autre ordre d'idées, il me sera peut-être permis de déplorer la disparition du monde du journalisme de notre vieil ami, Arthur Sincère³³. C'est un drame aussi mystérieux que tout ce qui se passe dans le nouveau parti conservateur. Le divorce n'est guère reconnu dans Québec, mais le sieur Sincère, bravant et nos lois et nos coutumes, n'a divorcé rien moins que Minerve, la déesse des joueurs de flûte des temps antiques. Je regrette qu'Arthur Sincère ne soit pas ici pour me permettre de lui offrir quelque consolation et d'appliquer un peu de baume sur ses plaies. Si quelqu'un veut cependant lui transmettre mes meilleurs vœux, il pourra se faire mon interprète auprès de lui. Qu'il lui dise de ma part que dans ce divorce, c'est la fille de Jupiter qui y perd et que, quant à lui, je suis heureux de le voir débarrassé d'une compagne maussade et acariâtre qui empoisonnait ses jours et gâtait sa belle humeur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle au premier ministre que lui-même avait dû divorcer ... en 1905.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le souvenir des disparus m'a empêché d'accomplir plus tôt un devoir bien agréable. Je suis heureux de me faire l'interprète de la Chambre pour dire à mes amis de Portneuf et de Pontiac combien nous avons apprécié leurs superbes discours.

Nous savions bien que le joli menu que nous offrons à la province était bon. Ils l'ont si bien assaisonné que nous le trouvons maintenant excellent, et le piment qu'y a jeté mon ami le chef de l'opposition ne fait qu'ajouter à sa saveur. Il ne manque qu'une pincée de sel - gaulois, si j'ose employer ce mot - de mon ami le député de Saint-Georges (M. Gault) pour le rendre exquis.

Le gouvernement que j'ai l'honneur de diriger veut appliquer toute son énergie à développer les ressources forestières, hydrauliques et minières de la province; il entend apporter une aide généreuse, éclairée et constante à l'agriculture, la colonisation, la voirie, l'instruction publique, la classe ouvrière, l'assistance publique, l'hygiène et l'administration de la Justice. Mais, à toutes nos initiatives et à tous nos efforts président trois idées maîtresses qui demandent à être mises nettement en lumière.

C'est d'abord la revendication énergique et complète de notre autonomie provinciale. Pour que notre province prospère, il faut qu'elle puisse se mouvoir dans la sphère de ses attributions, sans entraves et sans ces empiètements arbitraires qui brisent l'unité nationale et ébranlent les assises de la

Confédération. Le pacte fédératif doit être pleinement respecté dans l'esprit et dans la lettre. Les circonstances m'invitent à ajouter qu'un impérialisme outré, d'où qu'il vienne, de près ou de loin, ne trouvera pas droit de cité chez nous. Nous sommes un jeune pays à peine sorti du berceau, et nous avons besoin de toutes nos forces pour nous développer. Il est des problèmes qu'il incombe à d'autres de résoudre, les nôtres ont les premiers titres à notre attention.

En second lieu, nous voulons que l'idée libérale inspire et dirige toute la politique de notre gouvernement. Je crois aux vieux partis politiques et à leurs fortes lignes de démarcation. Sans cette démarcation qui indique des convictions bien tranchées, le régime constitutionnel devient un jeu de bascule qui paralyse les meilleurs efforts, les initiatives les plus heureuses.

Le Parti libéral a fait notre province ce qu'elle est. Il a ses traditions et ses espérances. Pour continuer à réaliser son œuvre, il ne lui faut ni renoncer aux unes, ni abdiquer les autres. Les libéraux qui ont élevé notre province à ses hautes destinées furent des libéraux tout court; nous resterons des libéraux tout court. (Applaudissements)

Enfin, pour demeurer fidèles aux traditions du libéralisme, nous voulons que Québec reste la terre où sont respectées toutes les libertés, toutes les croyances et toutes les races. Le dernier reproche que nous voudrions mériter serait d'avoir, dans un de nos actes législatifs ou administratifs, porté la moindre atteinte aux convictions honnêtes et légitimes du plus humble de nos concitoyens.

Je ne veux pas discuter toutes les questions que mentionne le discours du trône. Au cours de la session, la Chambre aura l'occasion de les étudier. Il en est quelques-unes, toutefois, qui demandent une explication immédiate.

La somme de \$5,000,00 que nous avons votée pour la colonisation avait pour objet de donner tout l'essor possible à cet élément essentiel de notre vie nationale. Nous avons pensé que l'heure était maintenant arrivée de séparer le domaine de la Colonisation de celui des Terres afin que les colons, impatients de défricher la forêt, puissent obtenir directement du département de la Colonisation les lots qu'ils veulent coloniser.

Nous avons plusieurs objets en vue: grouper les colons, leur fournir des lots rapidement et sans atermoiements, et leur éviter des conflits avec les licenciés des droits de coupe en protégeant ceux-ci contre la dévastation de leurs limites. Nous voulons séparer complètement les deux domaines,

convaincus que l'administration sera plus expéditive et plus satisfaisante si le colon n'a affaire qu'à un seul département.

Si le gouvernement est disposé à donner au vrai colon toute l'assistance possible, à s'imposer des frais considérables pour l'établir et le maintenir sur son lot, je puis assurer à cette Chambre que, par contre, le faux colon, le pillier de la forêt, sera traité sans merci. Le licencié qui respecte la loi et les règlements de coupe est un des meilleurs facteurs de notre développement industriel. Il a droit à notre protection et il n'est que juste de ne pas laisser piller ses limites sous le couvert d'une prétendue colonisation.

Ce serait méconnaître le rôle prépondérant que l'agriculteur joue dans notre province que de ne pas lui réserver dans notre budget une part large et généreuse. Sans doute, la crise agricole s'est fait sentir ici comme ailleurs. Mais si, chez nos voisins, les campagnes se dépeuplent et l'exode vers les villes augmente sans cesse, notre province voit ses fils toujours attachés au sol et les statistiques montrent la merveilleuse progression de la valeur de la récolte de la province depuis cinq ans. En 1915, notre récolte était évaluée à \$104,000,000; en 1918, à \$271,750,900; en 1919, à \$307,994,280; et cette année, elle s'élève à \$327,063,000. C'est une augmentation de près de cinquante-cinq millions et demi en trois ans, et vingt-cinq millions de plus que ne rapporte la production des provinces du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de la Colombie Anglaise et de l'Île-du-Prince-Édouard toutes prises ensemble. Nous sommes en train de dépasser l'Ontario.

Il faut aussi aider nos cultivateurs. Le gouvernement ne reculera devant aucun sacrifice pour rendre leur état à la fois plus attrayant et plus rémunérateur. Il poursuivra vigoureusement sa politique de voirie, qui a tant fait pour nos campagnes. Nous serons bientôt rendus à \$30,000,000.00 pour la construction des bons chemins dans la province. Conscients qu'il ne saurait y avoir de meilleur placement, nous irons de l'avant. À la voirie se rattachent les ponts en fer. Nous en avons construit près de 500 au coût de \$4,000,000.00; les grands ponts de Batiscan et de l'Île Perrot ne seront pas le couronnement, mais tout simplement la continuation de cette politique bienfaisante.

Pour rendre l'agriculture plus rémunératrice, le gouvernement s'occupe de créer des fermes de démonstration qui seront disséminées un peu partout et où nos cultivateurs apprendront les méthodes de culture les plus perfectionnées et les mieux adaptées à leurs besoins.

Sans doute, ces petites fermes n'auront ni l'importance ni l'étendue de nos fermes expérimentales. Mais elles seront faciles d'accès, dirigées par nos meilleurs agronomes et elles formeront autant de centres d'où rayonneront les bons exemples. J'espère que l'année prochaine mon ami le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) aura établi dix de ces fermes et que dans deux ans, il en comptera vingt, sinon davantage.

La paix, le bon vouloir et le contentement qui règnent au sein de notre population agricole sont le meilleur témoignage à rendre à notre administration. Tandis qu'ailleurs les fermiers s'agitent, se groupent, se détachent de leurs partis et s'érigent en classe, chez nous la grande famille libérale ne compte pas de plus fidèles partisans que les cultivateurs.

Il n'existe pas de mouvement fermier dans notre province, ou plutôt il en est un; c'est celui de la coopération, de l'effort commun, de l'union de toute la population agricole pour marcher résolument de l'avant, se développer, s'instruire, conserver ses traditions, qui constituent pour le bolchevisme une barrière infranchissable, et garder pieusement au cœur de la nation, comme dans celui des individus, la source vive qui fait qu'un peuple ne périt pas.

Notre budget proprement dit de l'agriculture est aujourd'hui de près de \$1,000,000. C'est trop peu pour l'essor que nous voulons donner à l'agriculture, et que nous lui donnerons, mais c'est beaucoup si nous le comparons à ce qu'il était tout récemment encore; et le montant est considérable si nous y ajoutons les millions dépensés pour la voirie, les ponts, les collèges agricoles, les fermes de démonstration et les subventions à nos écoles rurales.

De la campagne, passons à la ville. Nos lois ouvrières contribuent pour une large part à maintenir le calme et l'ordre qui règnent parmi nos travailleurs. Nous sentons aujourd'hui le besoin de prévenir les différends qui s'élèvent parfois entre les municipalités et ceux qu'elles emploient dans les corps de police, de pompiers et autres services pour protéger la vie et la propriété des citoyens. L'arrêt du travail dont sont chargés ces employés peut avoir des conséquences désastreuses, et les familles des grévistes seraient les premières à en souffrir. Si le droit à la grève est admis en principe, il est des grèves qui compromettent la sécurité de l'État. Une grève d'agents de police dans une grande ville laisse le champ libre à tous les éléments malsains, et une grève de pompiers la met complètement à la merci de l'incendie. Il faut donc éviter de telles grèves. Nous avons pensé qu'un tribunal d'arbitrage qui donnerait aux conseils municipaux et à leurs employés les

meilleures garanties d'impartialité et de célérité, et qui serait en même temps d'un accès facile et peu coûteux, pourrait résoudre ce redoutable problème de notre civilisation moderne. Ce tribunal exigera du bon vouloir et de la modération de toutes les parties au litige. Mais, dans notre province saine et pondérée, n'y a-t-il pas lieu de présumer qu'un appel raisonnable de l'employé sera entendu des autorités municipales et que l'employé, de son côté, ne voudra pas ignorer les conditions difficiles dans lesquelles se trouvent parfois ces mêmes autorités. Nous chercherons à donner une sanction efficace aux décisions de ce tribunal d'arbitrage.

Puisque j'en suis à étudier les problèmes des villes, me sera-t-il permis de pousser une pointe jusqu'à Montréal? Pour nous y rendre plus facilement, je dirai d'abord que nous voulons demander à la Chambre l'autorisation nécessaire pour construire les ponts de l'Île Perrot, une œuvre à laquelle plusieurs députés se sont dévoués. Notre gouvernement n'est pas un gouvernement de promesses, mais un gouvernement de réalisation. Si coûteuse que doive être la construction de ces ponts, nous estimons qu'ils sont nécessaires à notre métropole, et la métropole peut compter sur nous.

Le grand problème pour Montréal est sans contredit celui de lui assurer un bon rouage administratif. Plusieurs régimes ont été mis à l'essai. Chacun a eu ses amis et ses adversaires. La commission administrative était un système transitoire. Je rends hommage au dévouement, et j'ajouterais au succès, qui a couronné le travail des hommes qui ont dirigé cette commission. Mais ce mode d'administration répugne à nos idées démocratiques, et mon prédécesseur en avait lui-même annoncé la disparition.

La commission que la Chambre avait chargée, au cours de la dernière session, de préparer une charte pour Montréal a terminé sa tâche. Cette commission composée d'hommes sérieux a fait un travail consciencieux que la députation sera bientôt appelée à apprécier.

Au nom du gouvernement et de toute la Chambre, je désire déclarer de nouveau que nous n'avons qu'un désir; celui de donner à Montréal la meilleure constitution possible, qui respectera son autonomie, favorisera son expansion, y maintiendra l'ordre, empêchera les conflits d'autorité, et établira ses finances sur des bases solides pour lui garder ce titre de grande métropole du Canada dont nous éprouvons une si légitime fierté.

J'ajouterai que nous n'imposerons aux citoyens de Montréal rien qui ne soit à leur gré. Nous

leur donnerons le régime qui servira le mieux leurs intérêts. La tâche peut être difficile, mais nullement au-dessus de ce que peut accomplir une Législature libérale, qui comprend les libertés populaires et les a inscrites en tête de son programme.

Le problème sera difficile à résoudre, mais il n'est pas hors de portée pour une Législature intelligente. Nous n'entendons faire aucune imposition, nous comptons sur le zèle et le dévouement de chacun pour arriver aux meilleures solutions, rétablir les finances et l'ordre dans notre grande métropole dont nous sommes fiers.

Les fonctionnaires publics sont un peu comme la charte de Montréal. Ils reviennent chaque année se rappeler à notre attention. Nous aurons, je crois, au cours de cette session, l'occasion de discuter leur cas et de répondre aux critiques auxquelles nous sommes en butte. Nous voulons toutefois faire mieux que de rester sur la défensive, et le discours du trône vous a annoncé deux projets de loi qui, nous l'espérons, seront favorablement accueillis et par nos employés et par ceux qui s'intéressent à leur sort. Le premier est une assurance collective sur la vie des fonctionnaires du service intérieur. Le projet d'une assurance collective est à l'étude depuis plusieurs mois; nous voulons maintenant l'inscrire dans nos statuts et donner à nos employés les avantages fort appréciables qui en résulteront.

Mais nous avons décidé de faire un pas de plus, en étendant aux fonctionnaires du service extérieur le bénéfice de la loi de pension. On se rappelle que le système de pension autrefois en vigueur, a été abrogé, puis rétabli par le gouvernement de mon prédécesseur. Il ne s'applique qu'au service intérieur. Les employés des bureaux de protonotaires, de shérifs, de greffiers, des cours de magistrats, des services de perception et autres en sont exclus.

Nous nous proposons de mettre tous ces employés sur le même pied que leurs collègues. Sans doute, cela constituera un accroissement assez lourd de nos charges. À l'heure présente, le gouvernement contribue \$80,000 par année au fonds de pension, et l'extension des bénéfices au service extérieur augmentera considérablement ce montant. Les employés du service extérieur sont plus nombreux que ceux du service intérieur, et nous aurons à contribuer au-delà de \$100,000 par année au fonds de nos nouveaux pensionnaires. Nous sommes toutefois heureux de le faire, et nous croyons que notre population accueillera avec faveur un système qui permet à nos fonctionnaires, frappés d'incapacité par l'âge ou la maladie, de finir paisiblement leur vie dans la paix et à l'abri du besoin.

Lors d'un banquet que mes amis m'ont offert à Montréal dernièrement, j'ai eu l'occasion de laisser pressentir les intentions du gouvernement au sujet de la vente des alcools. C'est une des questions les plus complexes que nous ayons à étudier. Pour la solution de ce problème, je demande aux députés de la Chambre le concours de leur intelligence et de toute leur bonne volonté.

Les abus qui existent sous la loi actuelle sont criants: Il y a des abus! Le chef de l'opposition en a signalés tantôt. Je les admetts. Mais il n'y a pas que la loi de la province de Québec qui ait fait naître ces abus. Aux États-Unis et dans la province d'Ontario, les lois de prohibition sont violées. Les plaintes nous viennent de partout. Malgré ce que beaucoup peuvent en penser et dire, nous avons fait tous les efforts possibles pour enrayer le mal et faire observer la loi. Cette loi serait excellente si le commerce de l'alcool, par suite des conditions qui existent sur tout le continent américain, n'était devenu tellement rémunérateur que beaucoup de ceux qui s'y livrent n'hésitent pas à assumer les risques de l'infraction.

On peut se demander à bon droit si les profits fabuleux que rapporte à nos licenciés la vente des alcools ne font pas de beaucoup de ceux-ci une classe privilégiée, pour ne pas dire de profiteurs, avec le résultat que l'alcool se détaille aujourd'hui, dans nos campagnes comme ailleurs, à des prix excessifs et qu'il est souvent de si mauvaise qualité qu'il devient un danger sérieux pour la santé publique.

Le gouvernement ne peut ignorer un tel état de choses. S'il croit que notre population doit pouvoir se procurer plus facilement les vins et les bières - ces dernières demandant aussi à être suffisamment titrées - il juge qu'il est strictement de son devoir d'exercer sur la vente des alcools un contrôle absolu et immédiat. Les ravages de l'intempérance sont trop connus pour que j'y insiste; nous voulons la tempérance. Il (l'honorable M. Taschereau) dit qu'il entend modifier la loi de tempérance dans le sens indiqué dans le discours du trône. Notre population, en grande majorité, ne croit pas à la prohibition totale. Elle désire un régime raisonnable qui, tout en mettant fin aux abus, ne soit pas un encouragement à l'hypocrisie, à la clandestinité, à la fraude. Nous allons essayer, avec la collaboration de tous les députés, de réaliser ce vœu.

La Chambre aura aussi à étudier les moyens de combattre la tuberculose et la mortalité infantile, ces deux grands fléaux de notre province qui nous enlèvent tant de vies précieuses. À ce sujet, le

gouvernement désire être bien compris. Il n'est nullement question d'une mainmise de l'État sur nos institutions d'assistance publique. La charité fait des merveilles qu'aucun gouvernement ne pourrait accomplir et il convient de lui laisser toute son initiative. Nous voulons simplement aider le plus possible nos hospices, nos hôpitaux et toutes nos œuvres d'assistance.

Voilà donc quelques points essentiels de l'œuvre que nous vous invitons à accomplir pendant la session. Mais nous avons déjà commencé à agir. Nous avons augmenté les droits de coupe sur certaines essences forestières. Sur l'épinette et le sapin, ils ont été portés de \$1.65 à \$2.70. Si la crise commerciale qui sévit n'arrête pas les opérations forestières, notre revenu de ce chef sera considérablement augmenté.

En vue de protéger et de conserver la forêt, nous avons élevé de 7 à 10 pouces le diamètre des épinettes dont la coupe est permise dans nos limites à bois, et toute exception à cette règle devra spécialement être autorisée par arrêté du conseil.

Toujours aux mêmes fins, nous avons récemment envoyé en Europe quatre de nos plus brillants ingénieurs de l'école forestière pour y étudier le reboisement, la coupe et les autres problèmes forestiers. Notre industrie du bois, de la pulpe et du papier prend plus d'importance et plus d'extension tous les jours. Québec produit plus de la moitié des pâtes mécaniques et chimiques fabriquées au Canada, et il en est de même pour le papier à journal. Nous comptons 27 usines à pulpe mécanique, 15 fabriques de pâtes chimiques et 9 de papier à journal. Nous avons, en outre, 17 autres fabriques de papier à couverture et de carton pour chaussures où notre bois fait l'objet d'un nouvel emploi. La valeur totale de la production du papier pour le dernier exercice a été de \$16,550,000, dont \$9,850,000 dans Québec. Les usines à pulpe ont rapporté \$69,800,000 où Québec figure pour \$28,760,000. Le rendement total de toutes ces usines a été de \$264,000,000, dont \$124,000,000 pour Québec, \$95,000,000 pour Ontario, \$11,980,000 pour le Nouveau-Brunswick, \$1,208,000 pour la Nouvelle-Écosse et \$32,000,000 pour la Colombie Anglaise.

Québec est devenu le grand centre de la pulpe et du papier, et cette superbe industrie est appelée à enrichir puissamment notre province. Peut-on en souhaiter une meilleure preuve que ces capitaux énormes que l'on engage dans les entreprises forestières et qui développent si merveilleusement nos nouvelles régions? Récemment, la Compagnie

Price portait son capital à \$60,000,000, la Compagnie Power à \$2,000,000 et la Compagnie Saint-Régis à \$1,600,000.

Rien ne démontre plus clairement la prospérité de notre province et l'activité qui s'y déploie dans tous les domaines que le nombre et la puissance financière des compagnies constituées en corporation. En 1917, 281 compagnies se constituaient dans notre province, formant un capital global de \$15,952,600.00.

Au cours de l'exercice 1919-20, 595 compagnies nous donnaient \$89,304,250 de capitaux. Or, dans les premiers six mois de l'exercice en cours, 18 compagnies nous fournissent à elles seules \$120,000,000.

L'ordre et le calme qui règnent dans notre classe ouvrière favorisent singulièrement l'expansion industrielle de la province. L'industrie crée les grands centres qui deviennent d'excellents marchés pour nos produits agricoles.

Je ne crois pas sortir de mon domaine en exprimant le vœu que, faisant suite à l'agriculture, l'industrie puisse se développer chez nous librement et profitablement. C'est pourquoi, n'en déplaise à la légende que nos adversaires s'efforcent de répandre, le Parti libéral favorise un tarif qui, sans pressurer le consommateur, permettra à nos industries de vivre et de prospérer. Les chefs du Parti libéral n'oublient pas que nous avons à nos portes, séparés de nous par une ligne purement conventionnelle, les plus grands manufacturiers du monde, qui se trouvent dans une situation beaucoup plus avantageuse pour pratiquer l'échange, et que l'entrée trop libre de leurs produits sur notre marché serait ruineuse et pour notre industrie et pour l'agriculture. Cette dernière a besoin des grands marchés canadiens pour être en état de résister au tarif américain et à l'embargo anglais.

Si, à notre tour, nous pouvions décréter l'embargo, je m'empresserais de l'appliquer à beaucoup de ces étrangers qu'on nous expédie d'Europe pour les déverser dans nos villes. Ces gens viennent grossir les rangs des sans-travail et faire concurrence à nos ouvriers. Malgré des dénégations officielles intéressées, nous savons que les derniers transatlantiques ont transporté d'Angleterre à Montréal des centaines de désœuvrés dont on cherche à se débarrasser là-bas. Ils se promènent dans les rues et essaient de créer le mouvement que l'on sait.

Une émigration européenne, saine et vigoureuse, sera la bienvenue parmi nous; elle constitue une force économique précieuse. Mais les agitateurs de profession et les fainéants de carrière,

nous n'en avons que faire; nous demandons que pour ces indésirables le gouvernement fédéral décrète l'embargo. Il ferait une bien bonne chose.

Le gouvernement se préoccupe de tous ces problèmes, et son champ d'activités s'étend à tous les domaines où les intérêts de la province demandent à être sauvegardés et favorisés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et les Mennonites?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les Mennonites nous ont demandé s'ils pouvaient venir visiter l'Abitibi où ils voulaient s'établir. Ce sont d'excellents défricheurs, de bons producteurs. Ils nous ont manifesté le désir de venir s'établir ici.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a dit oui?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement n'a rien dit. Il a tout simplement laissé les Mennonites visiter, et lorsque j'aurai un rapport, je le communiquerai au chef de l'opposition.

L'instruction publique est le foyer de notre vie intellectuelle et la source où s'alimente notre progrès matériel. Et il est universellement admis que l'enseignement supérieur est l'âme même de tout système d'instruction publique. Le savoir descend de l'université au collège, et du collège à l'école primaire. En mettant nos universités en état d'étendre leur œuvre, nous améliorons notre enseignement du haut en bas. C'est aussi la valeur de notre enseignement supérieur qui déterminera le degré de notre civilisation. Le gouvernement s'est fait un devoir de promettre un million à l'Université Laval et un million à l'Université McGill pour continuer la politique que cette Chambre avait inauguré l'an dernier en versant un million à l'Université de Montréal.

Le discours du trône spécifie que cette subvention ne diminuera en rien notre zèle pour l'enseignement primaire. La politique que nous suivons se révèle dans la statistique. Depuis deux ans, huit nouveaux districts scolaires ont été créés dans notre province. Au cours de l'année scolaire 1917-1918, nous avions dans nos écoles 425,023 enfants. L'année suivante, nous en comptons 442,205. Durant la même période, la moyenne du traitement payé aux institutrices était portée de \$295 à \$311 et cette moyenne atteindra \$330 pour l'année en cours. La contribution totale du gouvernement pour fins scolaires au cours de 1919-1920 se chiffre à \$2,334,108.51 et celle des municipalités à

\$9,074,498.00. Et le gouvernement ne compte pas en rester là dans son ambition d'améliorer à la fois les trois degrés de l'enseignement.

Nous entendons gouverner avec prudence, mais aussi avec vigueur, confiants que nous sommes dans les abondantes ressources de la province, dans l'esprit d'ordre et de progrès de notre population, dans la stabilité de nos finances et de nos institutions, dans la coopération étroite et bienveillante qui existe, chez nous, entre toutes les classes et toutes les races. Nous voulons développer notre industrie forestière tout en conservant la forêt, tirer des forces hydrauliques de nos nombreuses chutes d'eau, coloniser et cultiver nos vastes territoires, instruire notre population, et garder intacts tous les éléments de force qui nous ont rendus maîtres de nos destinées. Pour réaliser ce vaste programme, bien digne du grand Parti libéral, je sais pouvoir compter sur la collaboration éclairée et infatigable de mes collègues qui ont eux-mêmes conçu et inspiré cette politique, et sur l'esprit averti et le dévouement de toute notre députation.

Le succès ne dépend pas de l'effort d'un homme ou de quelques hommes; il repose sur la participation active de tous. Que chacun fasse sincèrement et généreusement sa part, et notre province, grande par ses ressources, saine par sa population, unie par sa tolérance, morale et progressive par l'esprit qui l'anime, marchera fermement et rapidement vers les glorieuses destinées qui l'attendent. (Applaudissements)

L'adresse en réponse au discours du trône est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que mardi prochain, le 18 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que mardi prochain, le 18 janvier courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens pour payer les subsides à Sa Majesté

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Victor Christian William Cavendish, 9^e duc de Devonshire (1868-1938), fut gouverneur général du Canada de 1916 à 1921. Il retourna en Angleterre après son mandat au Canada, travailla pour la Société des Nations et devint secrétaire d'État aux Colonies. Il occupa ce poste jusqu'en 1924 puis se retira de la vie politique. Le 30 juillet 1892, le duc de Devonshire épousa lady Evelyn Emily Mary Fitzmaurice, fille aînée de lord Lansdowne. Elle décéda en 1960.

Selon *La Patrie* du 14 janvier 1921, à la page 4: "Le duc entra aussitôt après expédition de la routine, et, ayant été salué par l'Orateur, alla prendre place au fauteuil présidentiel. L'honorable M. Francoeur se trouve à sa droite, pendant qu'à sa gauche étaient assises la duchesse de Devonshire, dont on ne se lasse pas de dire le charme distingué, puis lady Fitzpatrick, Miss Jean Cobbold et Mlle Fitzpatrick." D'après ce journal, c'est la première fois depuis la confédération qu'un gouverneur général assiste à une séance régulière de la Législature.

2. George V (1865-1936), second fils d'Édouard VII, fut roi de Grande-Bretagne et d'Irlande de 1910 à 1936. Son règne se caractérise principalement par la constitution du Commonwealth.

3. Sir Henry Charles Keith Petty-Fitzmaurice, 5^e marquis de Lansdowne, 6^e comte de Kerry (1845-1927), fut député libéral sous le gouvernement Gladstone, de 1869 à 1872. Il fut nommé sous-secrétaire des Indes en 1880, occupa ensuite le poste de gouverneur général du Canada de 1883 à 1888, fut nommé vice-roi des Indes l'année où il quitta le

Canada, puis retourna en Angleterre en 1894 pour servir le gouvernement britannique jusqu'en 1900.

4. Il s'agit du prince Edward, duc de Kent (1767-1820), quatrième fils du roi George III (1738-1820). Le duc de Kent aura pour fille la future reine Victoria (1819-1901). Il séjourna au Canada en tant que commandant des troupes de l'Amérique du nord britannique. Le prince de Galles est en fait le futur Edouard VIII (1894-1972), roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, d'Irlande et des dominions britanniques au-delà des mers, en plus d'être le Défenseur de la Foi et empereur des Indes.

5. William Ewart Gladstone (1809-1898) fut premier ministre britannique quatre fois, de 1868 à 1874, de 1880 à 1885, en 1886, de 1892 à 1894. Il était persuadé de la vertu des réformes pour contribuer à la paix du Royaume-Uni. Il a ainsi travaillé à diverses grandes réformes concernant l'Église, l'éducation populaire, l'armée, la justice et également des réformes touchant plus directement l'Irlande, soit les domaines ecclésiastique, agraire et politique, pour ne réussir que dans le premier. Ancien pasteur, ses actions furent principalement dictées par ses certitudes religieuses et morales.

6. Sir Wilfrid Laurier (1841-1919), chef du Parti libéral, fut le premier Canadien français à exercer les fonctions de premier ministre du Canada, et ce, de 1896 à 1911. Il préserva l'autonomie du Canada, tout en resserrant les liens avec la Grande-Bretagne.

7. François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874) fut un homme politique et un historien français. Il écrivit des pamphlets contre le gouvernement et de grands ouvrages historiques (*Histoire de la révolution d'Angleterre* (1826 - 1856), *Histoire de la civilisation en Europe* (1828) et *Histoire de la civilisation en France* (1830)). Louis Philippe le nomma ministre de l'Intérieur en 1830, puis ministre de l'Instruction publique (1832-1837). Guizot remplaça Thiers au ministère des Affaires étrangères et devint à ce moment là le véritable chef du gouvernement, mais il assuma la présidence du Conseil seulement de 1847-1848. Il prit position contre la campagne des Banquets, ce qui déclencha le mouvement insurrectionnel qui marqua la fin de la monarchie de Juillet (1848). Il consacra le restant de sa vie à l'écriture d'autres ouvrages historiques.

8. James Murray (1721-1794) fut le premier gouverneur britannique du Canada (1763-1766). En

1741, il est nommé capitaine du 15^{ème} de l'infanterie de l'armée britannique. En tant que militaire, il participa à plusieurs conflits, dont la guerre de sept ans au Canada. En 1758, sous les ordres de Wolfe, il participe au siège de Louisbourg et à la bataille des plaines d'Abraham. En 1759, il est nommé gouverneur du district de Québec et en août 1764, cette fois il obtint le poste de gouverneur de la province jusqu'en juin 1766. Il quitta le Canada à cause d'un incident impliquant des soldats et un commerçant, fut traduit en justice, acquitté puis reprit ses fonctions militaires en Angleterre. Enfin, il passa les derniers jours de sa vie à Sussex.

9. Sir Lomer Gouin (1869-1929) fut premier ministre libéral du Québec de 1905 à 1921 et poursuivit sa carrière de politicien dans le gouvernement libéral fédéral de Mackenzie King jusqu'en 1924. Il fut également directeur de plusieurs institutions et compagnies. Nommé lieutenant-gouverneur de la province de Québec en 1929, il décéda en fonction quelques temps après.

10. *The League of Nations Starts. An outline by its organisers*, London, MacMillan and Co, Limited, 1920, pages 176-178.

11. M. Herbert Clark Hoover (1874-1964) fut ministre du Commerce de 1921 à 1924 et, plus tard, le 31^e président des États-Unis de 1929 à 1933.

12. *Traduction*: L'élément le plus fondamental, c'est qu'en Europe, la production ne suffit pas à subvenir aux besoins de sa population actuelle. M. Hoover a estimé que la population excède d'au moins 100 millions le nombre d'habitants qui peuvent être approvisionnés sans recourir à l'importation et, qu'en conséquence, elle doit dépendre de la production et des exportations.

Mais l'Europe ne produit pas assez de biens exportables et ne pourrait espérer satisfaire à la demande dans un avenir rapproché. Bien qu'elle avait, avant la guerre, tous les avantages d'une organisation sociale et économique stable, c'est avec peine que l'Europe arrivait à approvisionner une population de quelque 450 millions. De ce nombre, la vaste majorité vivait difficilement et ne jouissait guère plus que du strict nécessaire. Toute réduction de la production doit nécessairement se traduire en une proportion correspondante de gens poussés à la famine ou à une semi-famine, sauf dans la mesure où

les plus pauvres peuvent éventuellement bénéficier d'une part du superflu des plus nantis.

Cela établi, dans quelle mesure les conditions affectant la production en Europe ont-elles changé depuis 1913? La production a chuté de manière désastreuse; la Russie, seul pays exportateur de nourriture, aujourd'hui n'exporte plus rien. Dans tous les pays, hors les îles britanniques, la production de nourriture a diminué, les terres sont négligées et souffrent, depuis cinq ans, d'un manque d'engrais. De dix à vingt millions de travailleurs de sexe masculin dans la fleur de l'âge ont été perdus, et une grande proportion d'enfants, de vieillards et d'hommes qui produisent moins que ce qu'ils consomment furent abandonnés. Ceux qui ont survécu sont souvent infirmes, affaiblis ou, au mieux, épuisés par cinq années d'effort intense et de sous-alimentation. La perturbation des échanges rend pour ainsi dire impossible les échanges internationaux et, à l'intérieur d'un même pays, la totale dépréciation des monnaies a rendu dans bien des cas les échanges de produits difficiles ou impossibles. Sur une vaste partie de son territoire, en fait, l'Europe pratique un type d'échange primitif, peu économique et encombrant.

Le transport est désorganisé, les lignes de chemin de fer, les locomotives et les camions ont été détruits ou endommagés; ce que l'Europe possède en fonds de roulement a, dans une large mesure, disparu. Ces pays, qui ont les plus grands pouvoirs de production, se voient handicapés par un endettement énorme en termes de prêts pour indemnités aux autres pays. Pis encore, dans certains cas, ce sont les fondations mêmes de la production industrielle qui ont été détruites. Les mines de charbon ont été inondées et endommagées, les manufactures ruinées. Ailleurs, la désorganisation a été pire que la destruction. Les nouvelles frontières politiques représentent autant d'obstacles à la libre circulation des matériaux bruts, du charbon et du minerai de fer vers leurs industries respectives. Le bouleversement des prix et des échanges a créé un désordre au sein du marché mondial et a rendu la production trop risquée pour les manufacturiers.

L'instabilité sociale et l'inconfort minent les bases du crédit. Le seul moyen d'éviter le chaos politique est de repartir la machine industrielle et améliorer les conditions économiques. Les industries ne peuvent repartir sans l'importation de matériaux bruts en provenance des autres pays. Les matériaux bruts ne peuvent s'acheter qu'à crédit, et autant l'insécurité politique que chacune des incapacités

économiques énumérées ci-haut viennent entraver l'octroi du crédit nécessaire. Ainsi, les problèmes vont de mal en pis dans un cercle vicieux. Parmi les nombreux facteurs, les suivants, peut-être, peuvent être soulignés comme ayant une importance toute spéciale.

Les destructions matérielles de la guerre sont probablement minimales en comparaison avec ce que l'on pourrait appeler ses conséquences sur le plan psychologique. L'habitude du travail a été émoussée et la dimension routinière, également, du travail a été largement affectée. L'organisation stable selon laquelle le travail d'un individu peut s'harmoniser et s'imbriquer dans celui d'un autre a été disloquée.

13. Selon *L'Événement* du 14 janvier 1921, à la page 12, jusque là, le duc avait parlé en français; il continue ensuite en anglais.

14. L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) agit à titre de président *pro tempore* pour tous les comités.

15. *La Minerve* du 22 janvier 1921, à la page 3, dit que, après la réception du gouverneur, M. Sauvé avait la tâche de recommencer le débat sur l'adresse et c'est pourquoi il débute son discours par cette phrase.

16. Simon-Napoléon Parent est décédé à Montréal, le 7 septembre 1920. M. Sauvé fait probablement allusion à la démission de M. Parent en 1905. Il fut l'objet d'une polémique dont les responsables furent trois de ses ministres, Lomer Gouin, Adélard Turgeon et William Alexander Weir, des anti-parentistes qui démissionnèrent dans le but de renverser le pouvoir. Le sénateur Philippe-Auguste Choquette participa également à leurs intrigues. Des accusations de fraude furent portées contre M. Parent concernant son administration du ministère des Terres de la couronne. Le comité d'enquête le blanchit, mais les dissidents libéraux parviennent quand même à obtenir la démission de Parent le 21 mars 1905.

17. Honoré Mercier (1840-1894) fut d'abord député libéral à Ottawa en 1872 dans la circonscription de Rouville, député de Saint-Hyacinthe à Québec en 1879, puis chef de l'opposition libérale de 1883 à 1887, et enfin premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

18. M. Adélard Turgeon (1863-1930) fut député libéral à l'Assemblée législative (1890-1909) et, depuis 1909, il fut conseiller législatif de la division de La Vallière et président du Conseil législatif.

19. M. Sauvé parle sans doute du docteur canadien Sir Andrew McPhail (1864-1932) né à l'île du Prince-Édouard et qui mourut à Montréal. Il fut à la fois homme de lettres, professeur de médecine à l'Université Bishop et militaire.

20. Léon Daudet (1867-1942), fils d'Alphonse Daudet, baigna très tôt dans une atmosphère littéraire et côtoya de grands écrivains de l'époque comme Zola et Hugo. Il fit d'abord des études en médecine pour devenir ensuite journaliste, essayiste, critique et polémiste. Il décrivit ses contemporains en des traits mordants, comme dans son ouvrage *Le Stupide XIX^{ème} siècle*. Il se fit élire député de Paris en 1919 et resta en poste jusqu'en 1924. Il rendit le gouvernement responsable de la mort mystérieuse de son fils, puis fut incarcéré pour diffamation. Gracié, il continua d'écrire des éditoriaux virulents dans *L'Action française*.

21. Blaise Pascal (1623-1662) fut mathématicien, physicien, écrivain, philosophe religieux et l'un des plus influents penseurs français du XVII^e siècle, dont l'œuvre est marquée par une critique radicale du rationalisme philosophique moderne. Il s'en prit notamment au scepticisme de Montaigne qui reconnaît l'impuissance de l'homme et s'en accommode. Pascal écrivit, entre autres, un ouvrage destiné à prouver la vérité de la religion chrétienne, tenta de résoudre, dans le domaine de la science, le problème de la "roulette", ou cycloïde et jeta les bases du calcul infinitésimal.

22. Michel Eyquem de Montaigne (1533-1592) fut magistrat à Bordeaux, écrivain français connu pour son ouvrage *Essais* dans lequel on trouve des réflexions sur ses lectures et sur sa vie. Pour lui, le principe du vrai bonheur réside dans la quotidienneté et c'est en mêlant le stoïcisme, l'épicurisme, le scepticisme et l'expérience personnelle qu'il créa un véritable art de vivre.

23. Mrg Louis-Adolphe Paquet (1859-1942) devint professeur à la faculté de théologie de l'Université Laval et conserva ce poste jusqu'en 1942. Il occupa la fonction de secrétaire de cette faculté, celle de doyen de 1904 à 1938 et fut également nommé directeur du Grand Séminaire de Québec en 1902.

24. *L'Événement* du 14 janvier 1921, à la page 12, rapporte que M. Sauvé faisait allusion aux querelles de l'an dernier entre l'honorable M. Caron et l'aumônier des unions nationales catholiques.

25. Il fait allusion à Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal et conseiller législatif depuis le 20 janvier 1919.

26. Il s'agit de M. Henri Bourassa (1868-1952), M. Armand-Renaud Lavergne (1880-1935) et de M. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952).

27. *L'Événement* du 14 janvier 1921, à la page 12, rapporte ceci: "à ce moment, l'honorable M. Francoeur fut remplacé au fauteuil de l'Orateur par M. Beaudry. Le distingué vice-président de la Chambre présidait pour la première fois."

28. Il s'agit du sénateur Laurent Olivier David (1840-1926) et de son fils Athanase David (1882-1953). *L'Événement* du 14 janvier 1921, à la page 12, dit que ce dernier n'était pas en Chambre à ce moment là.

29. *L'Action catholique* du 14 janvier 1921, à la page 7, donne cette version: "dont le chef serait le caissier de l'organisation libérale à Montréal."

30. *L'Événement* du 14 janvier 1921, à la page 12, dit que M. Sauvé parle du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault), mais la version de *L'Action catholique* nous semble la plus plausible.

31. Dans les journaux français, on rapporte plutôt: "à Providence et ailleurs".

32. Il s'agit de M. Georges-Isidore Delisle (1856-1920).

33. Il s'agit d'un pseudonyme journalistique d'Arthur Sauvé.

Séance du vendredi 14 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à midi¹.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- des curé et marguilliers de la paroisse de Très Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi concernant les syndics de cette paroisse (M. Ashby);
- de Lionel Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Refuge Dom Bosco" (M. Thériault).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau);
- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'édifices religieux (M. Laferté);
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Reed);
- de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ricard).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Charles-L. Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi concernant la succession John Pratt;

- de Henri E. A. Rawlings et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs et administrateurs de la succession de feu Edward Rawlings à vendre un immeuble;

- de William F. Egg et autres, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de changer leur nom de famille;

- de Paul Katz et autres, demandant l'adoption d'une loi d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "King Edward Benefit Association of Montréal, Incorporated";

- du Bureau des commissaires des écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Arthur-Georges Mongeau, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Montreal General Hospital"

- de J.-O. Audet et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la corporation de la paroisse de Saint-Philibert-de-Beauce;

- de Denaston Breakey, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains titres de propriété;

- de J.-C.-Lauréat Bussièrès, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province;

- de la cité de Thetford Mines, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Dame Alice Caron et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de sœurs de Jeanne-d'Arc;

- de J. O'Leary et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Educational and Charitable Institute";

- de The Scottish Trust Company demandant l'adoption d'une loi à l'effet de prolonger le délai fixé pour son début en affaires.

Le rapport est adopté.

M. J.-C.-L. Bussièrès

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-C.-Lauréat Bussièrès à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Educational and Charitable Institute

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Montreal General Hospital et The Western Hospital Montreal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)² demande la permission de présenter le bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Scottish Trust Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 66 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 52 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. A.-G. Mongeau

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession E. Rawlings

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

W. F. Egg

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 61 changeant le nom de William Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg en celui de Egerton.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The King Edward Benefit Association

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse de Saint-Philibert

M. Godbout (Beauce) demande la permission de présenter le bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Titre de Denaston Breakey

M. Godbout (Beauce) demande la permission de présenter le bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaines propriétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de John Pratt

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs de Jeanne-d'Arc

M. Leclerc (Québec) demande la permission de présenter le bill 54 constituant en corporation les sœurs de Jeanne-D'Arc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Thetford Mines

M. Lapierre (Mégantic) demande la permission de présenter le bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Enregistrement de Lévis

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 37 légalisant certaines entrées dans le registre des avis en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Appels au Conseil privé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 38 amendant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux appels au Conseil privé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cours de magistrat

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 39 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des cours de magistrat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse**Saint-Joseph-de-Chambly**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 40 légalisant certaines entrées au volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Coroner

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exercice des fonctions de coroner.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enregistrement
des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 46 amendant

les statuts refondus, 1909, et le Code civil relativement à l'enregistrement des compagnies constituées en corporation, des sociétés commerciales et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Séparation de biens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 45 amendant le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Maison curiale

M. Smart (Westmount)³ demande la permission de présenter le bill 170 amendant l'article 5729 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Prison de Bordeaux**

M. Renaud (Laval)⁴: 1. Combien ont coûté chaque année depuis 1915 les réparations faites à la prison de Bordeaux?

2. Quel est le coût total de la construction de ladite prison?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Rien.

2. \$3,631,647.84.

**Constructions
de routes**

M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁵: 1. Le gouvernement de cette province a-t-il des arrangements avec le gouvernement d'Ottawa au sujet de la construction de routes nationales?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les routes pour lesquelles des plans ont été faits et acceptés par les deux gouvernements?

3. À quelles conditions ces routes seront-elles construites?

4. Quelle sera la part payée par le gouvernement de cette province et la part payée par le gouvernement fédéral?

5. Quelles seront les conditions d'entretien?

6. Ces routes devront-elles être macadamisées, gravelées ou en ciment?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1.

Oui.

2. Il y a des contrats de signés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province pour les parties de routes suivantes:

Municipalité	Comté	Genres de travail
<i>Route Montréal-Québec</i>		
Batiscan, par.	Champlain	Tapis asphalte
Berthier, ville	Berthier	Tapis asphalte
Berthier, par.	Berthier	Tapis asphalte
Lanoraie, par.	Berthier	Tapis asphalte
Lavaltrie, par.	Berthier	Tapis asphalte
Saint-Sulpice, par.	L'Assomption	Tapis asphalte
L'Assomption, par.	L'Assomption	Tapis asphalte
L'Assomption, ville	L'Assomption	Tapis asphalte
Saint-Paul-l'Ermite, par.	L'Assomption	Tapis asphalte
Charlemagne, village	L'Assomption	Tapis asphalte
Saint-Augustin, par.	Portneuf	Béton asphaltique
L'Ancienne-Lorette, par.	Québec	et empierrement
Sainte-Foy, par.	Québec	des accotements
<i>Route Caughnawaga-Malone</i>		
Réserve indienne	Laprairie	Macadam bitumineux
Sainte-Martine, par.	Châteauguay	Macadam bitumineux
<i>Route Lévis-Rimouski</i>		
Bienville, village	Lévis	Béton
<i>Route Lévis-Saint-Lambert</i>		
Saint-David, par.	Lévis	Béton
Saint-Télesphore par.	Lévis	Béton
Saint-Romuald, par.	Lévis	Béton et macadam
Saint-Nicolas, par.	Lévis	Macadam
Longueil, par.	Chambly	Béton et macadam bitumineux
Boucherville, par.	Chambly	Béton et macadam bitumineux
Deschaillons, village	Lotbinière	Béton
Contrecoeur, par.	Verchères	Macadam et tarvia B.
<i>Route Edouard VII</i>		
Laprairie, par.	Laprairie	Macadam et tarvia B.
Laprairie, ville	Laprairie	Macadam et tarvia B.

Municipalité	Comté	Genres de travail
<i>Route Beauce-Jonction-Sherbrooke</i>		
Saint-Frédéric, par.	Beauce	Gravelage
Sacré-Cœur-de-Jésus, par.	Beauce	Gravelage
L'Enfant-Jésus, par	Beauce	Gravelage
Sacré-Cœur-de-Marie, par.	Mégantic	Gravelage
Disraéli, par.	Wolfe	Gravelage
Disraéli, village	Wolfe	Gravelage
Garthby, canton	Wolfe	Gravelage
Weedon, canton	Wolfe	Gravelage
Lac-Weedon, village	Wolfe	Gravelage
Weedon-Center, village	Wolfe	Gravelage
Dudswell, canton	Wolfe	Gravelage
Marbleton, village	Wolfe	Gravelage
<i>Route Montréal-Sherbrooke</i>		
Sainte-Marie-de-Monnoir, par.	Rouville	Macadam et tarvia B.
Saint-Césaire, par.	Rouville	Gravelage
Orford, canton	Sherbrooke	Gravelage
Magog, canton	Stanstead	Gravelage
Magog, ville	Stanstead	Béton
Bolton-Est, canton	Brome	Gravelage
Shefford, canton	Shefford	Gravelage
<i>Route Lévis-Sherbrooke</i>		
Stanfold, canton	Arthabaska	Gravelage
<i>Route Montréal-Mont-Laurier</i>		
Saint-Janvier, par.	Terrebonne	Gravelage
Shawbridge, village	Terrebonne	Gravelage
Saint-Jérôme, par.	Terrebonne	Gravelage et béton
Sainte-Monique, par.	Deux-Montagnes	Gravelage et béton
<i>Route Laprairie-Lacolle</i>		
Saint-Luc, par.	Saint-Jean	Macadam
Saint-Jean, par.	Saint-Jean	Macadam

3. Il a été entendu que ces routes seront construites directement par le gouvernement du Québec, conformément aux lois de voirie de la province de Québec et à la loi des grandes routes du Canada.

4. Le gouvernement de la province fournira 60 % du coût de construction et le gouvernement

fédéral 40 %, conformément à la loi des grandes routes du Canada.

5. Les routes seront entretenues conformément à la loi 7 George V, chapitre 10.

6. Réponse à la question deux.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le dix-huit janvier 1921, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi trente.

NOTES

1. *La Presse* du 14 janvier 1921, à la page 13, mentionne qu'il y avait peu de députés présents à cette séance et que M. P.-J. Dufresne (Joliette) représentait seul l'opposition.

2. M. Gault n'était pas en Chambre.

3. M. Smart n'était pas en Chambre.

4. M. Renaud n'était pas en Chambre.

5. M. Sauvé n'était pas en Chambre.

Séance du mardi 18 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 11.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre:

- de C.-A. Porteous, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, sans examen (M. Bercovitch);

- de H. Billingsley Poliwka et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille en celui de Billingsley (M. Cannon);

- de Marie-Calixte Boily et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat apostolique de la Malbaie (M. Cannon);

- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Cannon);

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Desaulniers);

- de William Harvey Green, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom en celui de William Harvey Green Smith (M. Desaulniers);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, et du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23 et les diverses lois qui l'amendent (M. Lemay);

- de Télesphore Dupuis, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Chas.-E. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation de ville sous le nom de ville du Lac Sergent (M. Letourneau);

- de Charles Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant du territoire du village de Ville-Marie certains lots et les annexant à la municipalité de Duhamel-Ouest et pour autres fins (M. Simard);

- de Napoléon Bouchard et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité distincte la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes-de Lorrainville et la municipalité scolaire de Notre-Dame de Lourdes-de-Lorrainville (M. Simard);

- de la ville de Kipawa, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la ville de Témiscaming (M. Simard);

- du presbytère de Montréal, demandant l'adoption d'une loi autorisant la nomination d'un bureau de syndics (M. Philps);

- de Corinne-Herminie Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre ou aliéner les immeubles à eux légués par feu Jean-Louis Beaudry (M. Bercovitch).

Lectures de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et relues par la Chambre:

- des curés et marguilliers de la paroisse de Très Saint-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi concernant les syndics de cette paroisse (M. Ashby);

- de Lionel Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Refuge Dom Bosco" (M. Thériault).

Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dentistes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux aux chemins municipaux

M. Forget (Iberville) demande la permission de présenter le bill 172 amendant les articles 227 et 433 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

J.-C.-L. Bussièrès

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de

Québec à admettre J.-C.-Lauréat Bussières à la pratique de la médecine et de la chirurgie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Educational and Charitable Institute

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

A.-G. Mongeau

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

W. F. Egg

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 changeant le nom de William Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg, en celui de Egerton soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The King Edward Benefit Association

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse de Saint-Philibert

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Sœurs de Jeanne-d'Arc

M. Leclerc (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 constituant en corporation les sœurs de Jeanne-d'Arc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Thetford Mines

M. Lapierre (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Montreal General Hospital et The Western Hospital

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Scottish Trust Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 amendant la charte de la Scottish Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession E. Rawlings

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Titre de Denaston Breakey

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaine propriété soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de John Pratt

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Affaire Blanche Garneau¹

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) invite le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) à proposer la motion dont il avait donné avis jeudi dernier.

M. l'Orateur donne lecture de la motion du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et les substituts du procureur général ou toute autre personne à Québec, au sujet de l'affaire concernant la mort de Blanche Garneau.

Je n'ai pas l'intention de soulever un long débat avec cette malheureuse affaire. En demandant la production des documents concernant l'affaire Garneau, je désire tout simplement savoir, par suite des commentaires très graves publiés dans la presse et vu tout ce qui a été dit dans le public, où on est rendu dans cette affaire et si on a lieu d'espérer que l'on aura bientôt les coupables de ce meurtre horrible et si enfin justice se fera. Il (M. Sauvé) s'étonne même qu'ils ne soient pas encore entre les mains de la justice. Je ne veux pas dire non plus ce que je pense de cette triste affaire, mais je voudrais que l'honorable procureur général (l'honorable M. Taschereau) nous expliquât où il en est rendu. Sans doute, ses habiles limiers ont dû faire rapport et je suppose qu'il n'aura pas d'objection à déclarer à la Chambre le résultat des recherches de ses limiers. Je voudrais savoir si les habiles limiers du gouvernement sont encore au travail et s'ils continuent leurs recherches à ce sujet, je voudrais qu'on m'explique comment on n'a pas encore pu obtenir de meilleurs résultats. Cette affaire a tellement secoué l'opinion publique dans toute la province, le travail des limiers a été si peu brillant, enfin toutes les circonstances qui ont entouré et suivi ce meurtre ont été si extraordinaires que je crois que cette Chambre a droit à des éclaircissements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le cas de cette malheureuse jeune fille qui a été si tragiquement assassinée n'est pas un cas absolument nouveau dans les annales de l'administration judiciaire. Il est arrivé bien des fois que les coupables n'ont pas été découverts en peu de temps. Il est toujours facile de critiquer ceux qui sont chargés de la recherche des meurtriers dans une affaire comme celle-ci, (quand) les meurtriers ne sont pas immédiatement arrêtés, quelles que soient les difficultés que l'affaire peut impliquer.

Les circonstances dans cette affaire sont toutes particulières, ce qui explique parfaitement pourquoi les meurtriers de Blanche Garneau n'ont pas été découverts du premier coup, ce dont se plaint le chef de l'opposition (M. Sauvé). Ainsi, le cadavre de la victime a été retrouvé seulement huit² jours après le meurtre. Presque toute trace de ce qui aurait pu constituer un indice conduisant aux meurtriers a été effacée dans le temps qu'a mis la police pour trouver les restes de la victime. Ce délai a empêché de faire des constatations qui auraient été très utiles pour la recherche des coupables. Il a donc été plus difficile que l'on ne pourrait le croire de retracer les coupables.

En ce qui concerne la tragédie qui nous préoccupe, je puis assurer, cependant, l'honorable chef de l'opposition, ainsi que cette Chambre, que dès le moment où le meurtre a été connu au département du procureur général, toutes les démarches ont été faites pour découvrir les coupables. Nous avons mis nos meilleurs limiers sur la piste des coupables et donné instruction de n'épargner ni temps ni effort ou dépenses et de tout ratisser afin de leur mettre la main au collet.

Nous avons poursuivi nos recherches sans trêve jusqu'à aujourd'hui. Il est inutile de nous faire des reproches à ce sujet. Nous ne sommes pas les seuls à avoir eu des difficultés à retrouver des meurtriers. Pareil retard s'est vu dans maintes autres affaires fameuses. On n'a qu'à regarder ce qui se passe de l'autre côté de la frontière et même dans d'autres coins du Canada. Tout le monde sait que dans la ville de Toronto, un M. Small a été assassiné dans des circonstances mystérieuses il y a un an de cela. Et, cependant, les meurtriers du millionnaire Small ne sont pas encore retrouvés.

À New York, qui possède peut-être la meilleure police du monde, on a commis un crime plus épouvantable encore. On a tenté de faire sauter des édifices à Wall Street. Malgré tous les efforts déployés, il fut impossible de découvrir les vrais auteurs de l'explosion qui a causé des dommages énormes et coûté tant de vies, et ce, même si une enquête a été déclenchée immédiatement après que le crime ait été commis. Cette affaire n'est pas éclaircie. On n'a pas retrouvé les coupables.

Dans le cas de Blanche Garneau, je peux assurer cette Chambre, le chef de l'opposition et la population de cette province, qui a montré un vif et naturel intérêt dans cette affaire, que nous n'avons épargné ni l'argent, ni le temps pour éclaircir cette affaire et que nous avons fait tout ce qu'il était possible de faire pour arrêter les meurtriers.

Je ne puis donner les détails de nos recherches à la Chambre, mais je puis déclarer que, grâce au travail de nos limiers, dont le chef de l'opposition a parlé avec ironie, grâce au bon travail de nos limiers, dis-je, nous sommes enfin sur la trace des coupables dans cette affaire. Nous connaissons les coupables, nous savons les noms des meurtriers de Blanche Garneau et nous savons où ils sont. Et je dois dire que ce ne sont pas les noms que l'on a mentionnés dans la rumeur publique ou dans les journaux et qui circulèrent librement par toutes les rues, lorsque la nouvelle du meurtre a été connue.

Les vrais coupables sont loin aujourd'hui, mais nous savons au moins où se trouve l'un d'eux.

Et je puis déclarer que nous sommes sûrs que, dans quelques semaines, et même dans quelques jours, les deux meurtriers de Blanche Garneau seront dans la prison de Québec et, dans la suite, subiront leur procès dans notre ville. Ils seront punis comme ils le méritent pour le crime abominable qu'ils ont commis.

Je comprends l'intérêt qu'a pris la population à cette malheureuse affaire et c'est pourquoi je suis heureux de satisfaire la légitime curiosité du public en disant que nous connaissons les deux meurtriers de Blanche Garneau et que nous avons confiance qu'ils seront arrêtés bientôt.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne comprends pas bien pourquoi on applaudit. Je me demande pourquoi des applaudissements parce que l'on nous annonce qu'après six mois de recherches on va découvrir les coupables dans cette triste affaire. Est-ce parce que l'on a pas encore trouvé les meurtriers qui ont su déjouer la police pendant six mois que l'on applaudit?

Je sais dans quel embarras se trouve actuellement le procureur général (l'honorable M. Taschereau) à cause de ce retard. Je sais qu'il y a parfois des difficultés à retrouver des coupables. C'est pourquoi je désirais poser une question avant d'engager un débat.

Je me rappelle, lorsque j'étais jeune, j'étais journaliste, je n'avais pas divorcé avec une grande dame de la presse³, et je me rappelle qu'aux États-Unis on recherchait des criminels qui purent demeurer longtemps en liberté dans Québec et être défendus par de grands avocats qui retardaient l'arrestation. Ces avocats occupent aujourd'hui des postes élevés dans des parlements. L'un est aujourd'hui ministre. Je veux parler de l'affaire Gaynor et Greene⁴.

Le premier ministre a mentionné des cas de l'étranger où l'on a de la difficulté à trouver les coupables. C'est vrai. Mais il reste étrange qu'il y ait malaise dans le public et tant de commentaires dans la presse qui a annoncé sans cesse depuis six mois que des arrestations devaient se faire d'une minute à l'autre, et que le coupable ou les coupables seraient arrêtés et amenés à Québec. Il y a eu là des indiscretions des policiers, puisque le premier ministre n'aime pas que j'emploie le mot limiers. Depuis six mois que l'on parle de coupables...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Comment cela?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans la presse, bien entendu. Je ne veux pas parler de *La Presse*, qui a divorcé avec un ancien premier ministre, je parle des journaux qui sont tout éloge en ce moment pour le nouveau chef du gouvernement.

Je crois que l'on a agi de façon étrange dans cette affaire. Je ne veux pas revenir sur l'enquête qui a été tenue récemment devant le juge Choquette, mais il me semble que les avocats de la couronne ont pris une attitude bien étrange là-dessus.

On disait que cette enquête avait été instituée pour faire la lumière. Je ne suis pas avocat, mais je juge avec mon bon sens, comme tout le monde. Et il me semble que les avocats de la couronne, dans cette affaire, ont fait tout ce qui était possible pour empêcher la lumière d'être faite. On a dit que l'un des meurtriers était à Montréal et qu'il serait arrêté d'un jour à l'autre.

Quoi qu'il en soit, M. l'Orateur, je reviendrai sur cette affaire, mais j'espère que les promesses de l'honorable procureur général que l'on arrêtera le bon meurtrier seront réalisées, qu'il n'échappera pas à la justice, que l'on n'arrêtera pas des gens qui ne seront pas coupables pour les relâcher ensuite, afin de mettre le public sous une fausse impression. J'espère que la société sera satisfaite.

La motion est adoptée.

Travaux de voirie du village de Saint-Benoît

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance et de tout rapport entre le conseil de la municipalité du village de Saint-Benoît et le ministère de la Voirie pour les années 1917, 1918, 1919, 1920.

Adopté.

Questions et réponses:

Chemins de colonisation

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il accordé depuis le mois de février

dernier, des sommes d'argent pour construction ou entretien de chemins de colonisation en 1920, aux municipalités de *a.* Saint-Bruno-de-Guigues; *b.* Saint-Isidore-de Laverlochère; *c.* Saint-Eugène-de-Guigues; *d.* Saint-Placide; *e.* Fabre; *f.* Nord-Témiscamingue?

2. Dans l'affirmative, quelles sommes a-t-il payées auxdites municipalités et à qui ont-elles été payées?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1 et 2 *a.* Saint-Bruno-de-Guigues. Non.

b. Saint-Isidore-de-Laverlochère. Non.

c. Saint-Eugène-de-Guigues. Oui: 202.25 Chs Doire; 106.00 Olivier Mathieu; 100.00 Chs Doire; 100.00 Olivier Mathieu; 251.75 E. Bédard; 500.00 O. Mathieu.

d. Saint-Placide. Non.

e. Fabre. Oui: 523.00, J. Turcotte, sec.-trés.; 100.00, N. Desjardins; 303.00, J. Turcotte, sec.-trés.; 203.00, J. Turcotte, sec.-trés.; 254.56, Conseil municipal de Fabre; 150.00, H. Turcotte; 200.00, P. Turcotte; 258.00, P. Turcotte; 200.00, P. Turcotte; 156.00, J. Turcotte; 150.00, René Martel; 510.00, Alcide Roberge.

f. Nord-Témiscamingue. Oui: 850.00, Conseil municipal de Nord-Témiscamingue.

Chemins de colonisation, Abitibi

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il accordé des sommes d'argent pour la confection de chemins de colonisation dans la région de l'Abitibi, à Amos, à Macamic, à La Reine, à LaSarre, depuis le mois de mars dernier?

2. Quelles sommes pour chacune de ces municipalités?

3. Quel salaire a-t-il alloué par jour aux travailleurs?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non pour Amos et Macamic. Oui pour les cantons La Reine et LaSarre.

2. Canton La Reine, \$41,540.29; Canton LaSarre, \$44,669.90.

3. Les prix payés aux travailleurs étaient les suivants: \$3.25 par jour pour un homme, \$5.75 par jour pour un homme avec un cheval, \$8.75 par jour pour un homme et deux chevaux, \$3.75 par jour pour un conducteur.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre, le document suivant: État des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 2)

La séance est levée à 4 h 30⁵.

NOTES

1. Ce meurtre fera l'objet de nombreuses discussions au cours des sessions suivantes, particulièrement celle de l'automne 1922 où l'affaire éclate en Chambre. Blanche Garneau fut violée et tuée à Québec en 1920, dans le Parc Victoria. Le journaliste John H. Roberts, du journal *The Axe*, écrivit des articles sur le meurtre dans lequel il disait que le procureur général, en l'occurrence le premier ministre M. Taschereau, ne faisait pas avancer l'enquête parce qu'il voulait couvrir deux députés apparemment impliqués dans l'affaire et dont les noms circulaient dans le public, notamment celui d'un proche parent du premier ministre. Le 2 novembre 1922, M. Roberts dut comparaître à la Chambre et fut condamné à un an de prison. Une commission royale d'enquête fut nommée au cours du même mois afin de faire taire la rumeur publique, mais l'affaire demeure encore de nos jours non résolue.

2. *The Herald*, 19 janvier 1921, à la page 3, rapporte plutôt dix jours.

3. Le chef de l'opposition, M. Sauvé, fait possiblement allusion à son passage à l'un des quotidiens suivant, soit *La Patrie* ou *La Presse*.

4. Il s'agit de John Francis Gaynor et Benjamin D. Greene, deux hommes s'étant réfugiés au Québec après avoir participé à une fraude en 1897 dans l'État de Georgie aux États-Unis. Ils auraient commis leur acte frauduleux en complicité avec M. Oberlin M. Carter, agent de paiement et administrateur à l'emploi du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Ce dernier aurait fait des réclamations

frauduleuses au département du Trésor des États-Unis au montant de \$575,749.90. Pour de plus amples informations voir l'ouvrage *In the matter of the application of the United States of America for the extradition of John F. Gaynor and Benjamin D. Greene*, Montréal, Gazette Printing Company, 1905. 107 p. Dans son discours, M. Sauvé parle de grands avocats, mais en fait, il désigne M. Thomas Chase Casgrain (1852-1916) et M. Louis-Alexandre Taschereau, parce qu'ils furent les avocats des deux fugitifs.

5. D'après les journaux, en sortant de l'Assemblée, plusieurs ministres, députés et journalistes se sont rendus à la salle du Comité des bills privés pour assister à une séance de vues animées éducationnelles et industrielles donnée par la Quebec Provincial Educational and Industrial Film Co., dont M. Georges McNamee est le directeur gérant. (Voir *Le Canada*, 19 janvier 1921, à la page 1)

Séance du mercredi 19 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées devant la Chambre.

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 8 George V, chapitre 129 (M. Ashby);

- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter des emprunts (M. Ashby);

- de Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui donnant un délai pour commencer ses opérations (M. Bercovitch);

- de Étienne-Charles-Patrice Guy, demandant l'adoption d'une loi légitimant ses enfants naturels (M. Bercovitch);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Létourneau);

- de Léon Leduc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Louis-Orille Geoffrion, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Joseph-Aristide Lacasse, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Eddie Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Ephrem Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Monet);

- de Philippe Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William-Joseph Leduc (M. Monet);

- de Adélard Phoenix et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi (M. Saurette);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bédard);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Vautrin);

- de la Compagnie d'assurance contre le feu du comté de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi accordant l'autorisation d'étendre ses affaires (M. Bordeleau);

- de la ville de Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Reed).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de C. A. Porteous, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, sans examen (M. Bercovitch);

- de H. Billingsley Poliwka et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille en celui de Billingsley (M. Cannon);

- de Marie-Calixte Boily et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat apostolique de la Malbaie (M. Cannon);

- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Cannon);

- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Desaulniers);

- de William Harvey Green, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom en celui de William Harvey Green Smith (M. Desaulniers);

- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke, et du bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23 et les diverses lois qui l'amendent (M. Lemay);

- de Téléphore Dupuis, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens

dentistes de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres (M. Lemieux);

- de Chas-E. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation de ville sous le nom de ville du Lac Sergent (M. Létourneau);

- de Charles Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant du territoire du village de Ville-Marie certains lots et les annexant à la municipalité de Duhamel-Ouest et pour autres fins (M. Simard);

- de Napoléon Bouchard et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité distincte la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes-de Lorrainville et la municipalité scolaire de Notre-Dame de Lourdes-de-Lorrainville (M. Simard);

- de la ville de Kipawa, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de la ville de Témiscaming (M. Simard);

- du presbytère de Montréal, demandant l'adoption d'une loi autorisant la nomination d'un bureau de syndics (M. Philps);

- de Corinne-Herminie Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre ou aliéner les immeubles à eux légués par feu Jean-Louis Beaudry (M. Bercovitch).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement au sujet d'un pont sur la ruelle Fortification;

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie), demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte.

- de Lionel Lindsay et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Le Refuge Dom Bosco".

Refuge Dom Bosco

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 60 constituant en corporation Le Refuge Dom Bosco.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Banque de Montréal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 82 ratifiant un certain acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 85 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Appels au conseil privé

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 amendant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux appels au Conseil privé soit maintenant lu une deuxième fois.

Actuellement, pour faire une demande d'appel au Conseil privé, il faut s'adresser au tribunal de la Cour d'appel au grand complet pour obtenir la permission d'avoir un cautionnement. Or, cette procédure cause beaucoup de retards.

Par ce bail, nous voulons qu'il suffise que la demande d'appel soit faite à un seul juge de la Cour d'appel. Ce sera plus simple et cela servira mieux les fins de la justice.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Coroner

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exercice des fonctions de coroner soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill intéresse les coroners. En vertu de la loi actuelle, un verdict doit être signé par le coroner et ses adjoints.

C'est encore la cause de retards sans nombre. Or, comme pour la bonne administration de la justice dans les nouvelles régions il nous faut nommer des coroners qui sont éloignés les uns des autres, nous proposons d'amender la loi de façon à ce qu'un verdict étant signé par un seul coroner conjoint sera légal.

M. l'Orateur: Adopté. Carried.

Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois².

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Représentant en Belgique

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, télégrammes, etc., entre le gouvernement du Québec et le représentant de la province en Belgique, depuis 1919 jusqu'à ce jour.

Adopté.

État des recettes et déboursés, 1920-1921

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: État des recettes et déboursés du 1^{er} juillet 1920 jusqu'à date.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 30³.

NOTES

1. M. Beaudry (Verchères) préside le comité général à la place du président de la Chambre, M. Francoeur.

2. *L'Événement* du 20 janvier 1921, à la page 7, rapporte que le bill a été lu à la Chambre par le vice-président M. Beaudry.

3. Comme les députés allaient quitter la Chambre, les journaux rapportent que l'Association des fonctionnaires fit distribuer une requête demandant qu'on accorde à ses membres un bonus.

Séance du jeudi 20 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes, sont présentées devant la Chambre:

- de la communauté des sœurs de charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria (M. Ashby);
- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Moreau);
- de Émile Rolland *ès qual.* et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes de vente en faveur de Joseph Cloutier (M. Thériault);
- du Winchester Club Incorporated, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "The Winchester Club" (M. Tourville);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tourville);
- de la corporation du village de Petit-Métis, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tessier);
- de Marion Louise McGie et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin (M. Cannon);
- du révérend père Auguste Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les pères du Très Saint-Sacrement de Québec (M. Thériault).

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 8 George V, chapitre 129 (M. Ashby);
- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter des emprunts (M. Ashby);

- de Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui donnant un délai pour commencer ses opérations (M. Bercovitch);

- de Étienne-Charles-Patrice Guy, demandant l'adoption d'une loi légitimant ses enfants naturels (M. Bercovitch);

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Létourneau);

- de Léon Leduc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Louis-Orille Geoffrion, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Joseph-Aristide Lacasse, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Eddie Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Monet);

- de Ephrem Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen (M. Monet);

- de Philippe Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William-Joseph Leduc (M. Monet);

- de Adélard Phoenix et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi (M. Saurette);

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bédard);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Vautrin);

- de la Compagnie d'assurance contre le feu du comté de Nicolet demandant l'adoption d'une loi accordant l'autorisation d'étendre ses affaires (M. Bordeleau);

- de la ville de Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels (M. Reed).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de C. A. Porteous, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres, sans examen;
- de la ville de Saint-Lambert, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de William Harvey Green, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à changer son nom en celui de William Harvey Green Smith;
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de Chas-E. Côté et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation de ville sous le nom de ville du Lac Sergent;
- du presbytère de Montréal, demandant l'adoption d'une loi autorisant la nomination d'un bureau de syndics.

Votre comité recommande de prolonger au 1^{er} février prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives de bills privés, au 7 février prochain, les délais relatifs à la présentation des bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés.

Adopté.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 1^{er} février prochain les délais relatifs à la réception des pétitions introductives des bills privés, au 7 février prochain les délais relatifs à la présentation de bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs de bills privés qui profiteront des prolongations des délais susdits.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 27 janvier prochain les délais relatifs à la présentation des pétitions introductives de bills privés.

Adopté.

Charte de Saint-Lambert

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 79 amendement la charte de la ville de Saint-Lambert.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

C. A. Porteous

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlyle A. Porteous la licence requise pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de La Tuque

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 72 amendement la charte de la ville de La Tuque et lui accordant certains pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

W. H. Green

M. Desaulniers (Chambly) demande la permission de présenter le bill 65 changeant le nom de William Harvey Green, de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville du Lac Sergent

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif

12 janvier 1921

Il est ordonné qu'il soit nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque, et que ce comité soit composé des honorables MM. Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kaine, Kelly, Pérodeau, Simard et Smith.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité permanent et conjoint
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les honorables MM. Taschereau, Caron, Mercier fils, Mitchell et Galipeault, et MM. Beaudry, Bercovitch, Bullock, Cannon, Desaulniers, Dufresne, Gault, Godbout, Laferté, Leclerc, Sauvé, Tessier (Rimouski) et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

**Comité permanent et conjoint
des impressions législatives**

Il est résolu qu'il soit renvoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Taschereau, Mitchell et David, MM. Ashby, Bordeleau, Gault, Godbout, Létourneau, Parrot et Sauvé représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Questions et réponses:

**Refonte
des statuts**

M. Dufresne (Joliette): 1. La Commission chargée de procéder à la refonte des statuts de notre province a-t-elle fini son travail?

2. Dans l'affirmative, combien a coûté ce travail?

3. Dans la négative, quand aura-t-elle fini ce travail?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

2. ...

3. Le rapport de la Commission sera déposé devant la Chambre à la prochaine session.

Subsides agricoles

M. Renaud (Laval): 1. Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à même les subsides votés par cette Chambre à l'Institut agricole d'Oka, au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, au collège MacDonald en 1920?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1.

Collège MacDonald (année 1919-1920)..	\$ 6,670.00
École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	19,481.52
Institut agricole d'Oka.....	12,098.48

**Pont de la
rivière Batiscan**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan.

Adopté.

**Abolition des ponts
et chemins de péage**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour

prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, autorisant l'abolition des ponts et chemins de péage dans la province.

Adopté.

Sanatorium de Saint-Agathe-des-Monts

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 amendant la loi 9 George V, chapitre 4, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

Comté d'Ottawa

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comté d'Ottawa en celui de "Hull" soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce changement est fait parce que la capitale du Canada est située dans la province d'Ontario et qu'il y a le comté d'Ottawa dans la province de Québec. Par ce changement, il n'y aura donc plus de comté d'Ottawa, mais le comté de Hull.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enregistrement de Lévis

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 légalisant certaines entrées dans le registre des avis

en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Certaines omissions avaient été commises par le registrateur de Lévis au registre et il fallait légaliser les entrées faites dans ce registre; mais la présente loi ne changera rien des causes pendantes dans lesquelles la validité d'un enregistrement est contestée.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Tracteurs Cletrac

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, etc., entre le ministère de l'Agriculture et toute compagnie fabriquant ou vendant des tracteurs pour l'usage des fermes dans notre province, depuis 1919 à ce jour.

L'an dernier, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous a annoncé qu'il avait découvert un célèbre tracteur qui devait faire des merveilles sur les fermes. Il nous déclarait avec le plus grand enthousiasme que la "Cletrac" était la meilleure machine de sa catégorie sur tout le continent. Le ministre de l'Agriculture recommandait fortement l'utilisation du tracteur pour tous les agriculteurs de la province.

Le ministre, malgré nos protestations, accorda son encouragement à une compagnie américaine et invita nos cultivateurs à acheter ses machines. Des cultivateurs, sur la foi des

déclarations du ministre de l'Agriculture, ont acheté de ces tracteurs, et ils ont constaté qu'ils n'étaient pas meilleurs que d'autres, qu'ils étaient trop coûteux et qu'ils ne pouvaient rendre de services sur les petites fermes. On croira peut-être qu'ils pouvaient faire des merveilles sur les grandes fermes. Grave erreur, car la compagnie Cleveland en a envoyé quelques-uns à l'Institut agricole d'Oka, et ils ont été jugés tellement inférieurs, si peu utiles, que l'Institut les a renvoyés à la compagnie en disant: "Nous n'en voulons pas." Enfin, le ministre, s'étant rendu compte que nous avions raison, a, paraît-il, cassé le contrat. Je voudrais bien savoir pourquoi? Est-ce M. King¹ ou M. Crerar² qui a dit au ministre: "Nous sommes des libres-échangistes dans le Parti libéral et nous ne devons pas accorder de privilèges à une compagnie plutôt qu'à une autre."?

Il (M. Sauvé) désire savoir si le contrat qui lie la compagnie et le gouvernement a été brisé ou non et, s'il a été brisé, quelles raisons le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) donne-t-il à la Législature pour son geste. Il demande s'il y a eu des plaintes à ce sujet?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'an dernier, nous n'avons pas prétendu que le tracteur Cletrac était le meilleur tracteur pour les cultivateurs, mais qu'il était le meilleur pour les petites fermes, c'est-à-dire sur les fermes de la plupart de nos cultivateurs. Nous nous basions, pour dire cela, sur les résultats obtenus à l'exposition d'Ottawa par cette machine. L'éloge de l'usage des tracteurs sur la ferme n'est plus à faire. Il est devenu presque indispensable. Il épargne une main-d'œuvre considérable. Il est bien connu que le tracteur constitue une adjonction des plus utiles à la machinerie nécessaire sur une terre d'une certaine superficie, mais les agriculteurs d'ici doivent se faire éduquer à propos de ces avantages. Il (l'honorable M. Caron) considère que les accords passés entre le gouvernement et la compagnie prévoyaient ce volet éducatif nécessaire. Nous avions l'intention d'introduire ces machines chez nos cultivateurs et nous avons réussi grâce aux prix de faveur que nous a donnés la Compagnie du Cletrac. Il fallait que ces tracteurs soient vendus aux cultivateurs à des prix raisonnables. Dans le temps, il n'y avait pas, dans la province, de machine qui pouvait donner plus de satisfaction que le Cletrac. Et je répète que nous avons, avant d'accepter le tracteur, étudié les machines semblables et que nous avons consulté les experts à ce sujet. Le contrat n'existe plus aujourd'hui pour une seule et unique raison. Les qualités que le

tracteur Cletrac possédait autrefois, il les possède encore aujourd'hui. Nous estimons encore que ce sont d'excellentes machines. La raison, la seule raison raisonnable pour laquelle nous avons cessé le contrat, c'est que le prix de la machine était changé. La compagnie, en effet, nous demanda de porter à \$1,500 le prix de la machine qui était fixé d'abord à \$1,600, mais que nous avions réussi à faire baisser jusqu'à \$1,100, et les charrues à \$200.00 au lieu de \$250.00. La compagnie prétendait avoir perdu \$30,000 dans ce contrat, et a avisé le gouvernement qu'étant donné l'importante augmentation du coût des matériaux et de la main-d'œuvre, il serait impossible de livrer les machines à l'avenir pour moins de \$1,500. Mais nous n'avons pas voulu laisser augmenter le prix de la machine. Le gouvernement a refusé de payer davantage, car il ne considérait pas très approprié de recommander aux agriculteurs d'acheter une machine à \$1,500 alors qu'il considérait que le prix d'origine de \$1,100 était déjà bien assez élevé. Le gouvernement ne voulait pas conseiller aux agriculteurs d'investir une aussi importante somme dans l'achat d'une seule machine pour l'utilisation sur la ferme. Comme il était du droit et du privilège des deux parties de briser le contrat sur une notification de trente jours, lorsque le gouvernement a constaté qu'il serait impossible d'en arriver à un accord, il a averti la compagnie que l'entente n'aboutirait pas. La compagnie a laissé tomber le contrat qu'elle avait avec nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien la compagnie a-t-elle vendu de tracteurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je crois que c'est cent quinze. Il dit de nouveau qu'il est convaincu que le Cletrac est une excellente machine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'empêche que si le gouvernement nous avait écoutés l'an dernier, il aurait aidé nos industries canadiennes, au lieu d'assurer ce joli magot à une fabrique américaine. Il demande une autre question.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

assure la Chambre que le département n'a fait aucune dépense spéciale pour annoncer le Cletrac, et que les annonces publiées, par exemple, dans le *Journal d'Agriculture* étaient insérées dans les pages spéciales réservées au département.

La motion est adoptée.

Refuge Dom Bosco

M. Thériault (l'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 constituant en corporation le Refuge Dom Bosco soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal (Caisse nationale d'économie) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Banque de Montréal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 ratifiant un acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Onzième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 16)

Discours du budget

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le discours du budget sera prononcé jeudi le 27 janvier.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond

(l'honorable M. Mitchell), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi onze heures?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les députés qui demeurent dans la région de Montréal nous ont demandé que la séance de vendredi ait lieu à 11 heures, afin qu'ils aient le temps de faire leurs malles et de prendre le train de 1 h 45.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. William Lyon Mackenzie King (1874-1950) fut chef du Parti libéral en 1919 et premier ministre de 1921 à 1930 et de 1935 à 1948.

2. Thomas Alexander Crerar (1876-1975) fut élu à la Chambre des Communes dans la circonscription de Marquette, de Brandon puis de Churchill au Manitoba (1917, 1921, 1930, 1940) et occupa le poste de ministre dans différents ministères, notamment celui de l'Agriculture (1917 à 1919). Il devint d'ailleurs chef d'un parti national pour les agriculteurs, les Progressistes, en 1920. Réélu député en 1920, il démissionna en 1922.

Séance du vendredi 21 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures¹.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la communauté des sœurs de charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria (M. Ashby);
- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Moreau);
- de Émile Rolland *ès qual.* et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes de vente en faveur de Joseph Cloutier (M. Thériault);
- du Winchester Club Incorporated, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "The Winchester Club" (M. Tourville);
- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tourville);
- de la corporation du village de Petit-Métis, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Tessier);
- de Marion Louise McGie et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin (M. Cannon);
- du révérend père Auguste Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les pères du Très Saint-Sacrement de Québec (M. Thériault).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Strathcona Fire Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Charles-Alfred Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à la succession de feu John Pratt;

- des curé et marguilliers de la paroisse du Très-Saint-Sacrement, demandant de voter une loi concernant les syndics de cette paroisse;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- des curé et marguilliers de la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville, demandant l'adoption d'une loi concernant la construction d'édifices religieux;

- de la Verchères Chambly & Laprairie Tramways Co., demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui donnant un délai pour commencer ses opérations;

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 8 George V, chapitre 129;

- d'Adélard Phoenix et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de Les Prévoyants du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte;

- de Philippe Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu William-Joseph Leduc.

Paroisse

Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 69 amendement la loi 8 George V, chapitre 129, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte

de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 90 amendement la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de
Très-Saint-Sacrement**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 93 concernant les syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, (Lachine).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission
des écoles catholiques
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
J. Pratt**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 98 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de
Sainte-Sabine**

M. Saurette (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
W.-J. Leduc**

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Strathcona Fire
Insurance Company**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 76 amendant la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de
Saint-Alphonse-d'Youville**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Prévoyants du Canada

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 108 refondant et amendant la charte de Les Prévoyants du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Tramways de Verchères,
Chambly et Laprairie**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prestation du serment
des juges de paix**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 10 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la prestation du serment des juges de paix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Rapport du ministre
des Terres et Forêts, 1919-1920**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1920. (Document de la session no 5)

**Travaux aux
chemins municipaux**

M. Forget (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 amendant les articles 227 et 433 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

C. A. Porteous

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlyle A. Porteous la licence requise pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de La Tuque

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 amendant la charte de la ville de La Tuque, et lui accordant de nouveaux pouvoirs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

W. H. Green

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 changeant le nom de William Harvey Green de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville du Lac Sergent

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre: Statistiques des établissements pénitentiaires, (prisons, écoles de réforme et écoles d'industrie), pour l'année 1919. (Document de la session no 28)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 25 janvier, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTE

1. Selon *L'Événement* du 22 janvier 1921, à la page 7: "Il y avait juste le quorum et c'est M. Dufresne (Joliette) qui représentait l'opposition".

Séance du mardi 25 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Deux pétitions sont présentées devant la Chambre¹.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Louis Chabot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres (M. Bordeleau);

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt (M. Tourville).

**Affaire
Blanche Garneau**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant de passer à l'ordre du jour, je désirerais attirer l'attention du premier ministre sur une nouvelle du journal *L'Événement*. Ce journal annonce en première page: "La capture a été faite à Sudbury. Bennett et McClure, accusés d'avoir tué Blanche Garneau, ont été arrêtés vendredi. Ils travaillaient aux usines du C.N.R."

Dans une autre page, *L'Événement* annonce que les accusés sont attendus aujourd'hui à Québec. Il (M. Sauvé) lit quelques autres détails mentionnés dans la nouvelle de *L'Événement*.

Je voudrais savoir si le procureur général (l'honorable M. Taschereau) pourrait ajouter quelque chose aux informations très intéressantes qu'il a livrées à la Chambre l'autre jour à propos des activités de son département relativement au meurtre de Garneau? De plus, à ce sujet, est-ce que l'honorable premier ministre pourrait nous dire si cette nouvelle est exacte? Y a-t-il quelque vérité dans l'histoire publiée dans un quotidien à l'effet que deux des meurtriers ont été arrêtés à Sudbury et

qu'ils seraient transférés à Québec cet après-midi? Les meurtriers de Blanche Garneau sont-ils enfin entre les mains de la police?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne crois pas qu'il serait dans l'intérêt de la justice ni dans l'intérêt du public en général que le département du procureur général divulgue des informations supplémentaires sur le sujet. Je ne crois pas que le ministère puisse être interpellé de cette manière-là.

Je ne crois pas que le premier ministre ni aucun des membres du cabinet puisse ainsi être appelés à faire des déclarations. Ce n'est pas la façon régulière de faire des interpellations. Le gouvernement n'a pas l'habitude de discuter en Chambre toutes les histoires que les journaux peuvent étaler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre ne peut-il pas nous dire si les meurtriers ont été arrêtés, oui ou non? Donc, le procureur général n'a pas l'intention d'en dire plus pour le moment?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne peux rien dire du tout et je ne dirai rien du tout. Je dois ajouter, cependant, que tout ce que je demanderais au chef de l'opposition, c'est de ne pas attacher trop d'importance à ce qui se dit dans les journaux. Je ne crois pas qu'il y ait un intérêt public particulier qui demande d'interrompre l'ordre du jour pour faire une déclaration qui pourrait nuire à la justice en cette affaire.

Il est nécessaire à l'administration de la justice qu'il n'y ait pas de déclaration. Il n'y a encore rien de cette affaire devant le procureur général. Si elle vient devant lui, il étudiera soigneusement le dossier et il fera son devoir, mais jusqu'à présent, le procureur général n'a rien appris concernant cette affaire.

**Syndics du
presbytère de Montréal**

M. Philps (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 55 autorisant la nomination d'un bureau de syndics du presbytère de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Divisions d'enregistrement de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Apiculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'apiculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mérite agricole

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux concours provinciaux et aux distinctions provinciales du Mérite agricole.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Département de l'Agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de l'Agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Divisions d'enregistrement de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond

(l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal.

Adopté.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

Enregistrement de l'Île d'Orléans

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 légalisant l'enregistrement de certains avis au bureau de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill est en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cours de magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 39 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des Cours de magistrats soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse Saint-Joseph-de-Chambly

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 légalisant certaines entrées au volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour des sessions de la paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des sessions de la paix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Fermes de démonstration

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, documents au sujet de l'établissement de fermes de démonstration dans notre province.

Les journaux nous annoncent depuis quelque temps que le gouvernement veut établir des fermes de démonstration dans notre province qui doivent rendre de grands services à l'agriculture. Je ne suis pas opposé aux principes de ces fermes de démonstration, puisque l'opposition les a demandées dans le temps, mais (j'ai) des craintes sérieuses sur la façon dont le gouvernement exercera ce nouveau patronage. Il (M. Sauvé) désire obtenir certains renseignements concernant l'administration de ces fermes. Il me semble qu'il serait important de savoir où le ministre entend placer ces fermes, s'il a un programme défini, s'il a l'intention d'en établir dans tous les districts de la province ou s'il va se guider sur les demandes et sur l'importance des terres et établir des fermes de démonstration par-ci, par là, là où il jugera à propos d'en établir à son gré.

Qui choisira les cultivateurs chez qui elles doivent être établies? Ne serait-il pas plus pratique d'établir un crédit agricole? Ne serait-il pas plus pratique d'encourager nos écoles d'agriculture qui ont formé des agronomes modèles, et d'aider ces derniers à s'établir sur des fermes?

Les cultivateurs verraient d'un meilleur œil la création d'un crédit agricole qui permettrait l'établissement sur les fermes des gradués de collèges d'agriculture. Cela encouragerait les fils de cultivateurs à suivre les cours des écoles d'agriculture, et nous aurions des résultats beaucoup plus pratiques.

Je comprends que la politique du ministre de l'Agriculture est la création de fermes de démonstration, mais les ministres comme les gouvernements changent, et qui sait si son successeur approuvera

cette politique? Il me semble que l'on devrait plutôt, je le répète, encourager les gradués des collèges d'agriculture qui, en sortant de ces institutions, malheureusement, ne retournent pas à la terre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) veut savoir ce que nous allons faire. Je vais le lui dire. Nous avons l'intention d'établir une ferme dans tous les comtés ruraux de la province. Nous commençons par en établir dans les comtés où il y a des agronomes résidents. Il y a déjà une dizaine de fermes qui sont sur le même pied que les autres fermes. Il y en aura une quinzaine cet été et notre but est d'arriver au point où il y aura une ferme de démonstration par comté. Il faut commencer par le commencement. Cela ne se fera pas d'un seul coup. Il faudra peut-être 10 à 15 ans.

L'idée de ce projet, c'est d'établir, dans chaque comté, une ferme conduite par un agronome et tenue sur un pied scientifique. Les dépenses du gouvernement pour l'établissement et la tenue de ces fermes seront le moins fortes possible. Pour cultiver chacune d'elles, nous choisissons un cultivateur de carrière, bien disposé. Ce cultivateur continue de cultiver sa terre comme il le faisait auparavant, mais l'agronome lui donne une direction basée sur les méthodes modernes scientifiques; l'agronome lui fait, pour ainsi dire, raisonner sa culture.

Nous ne voulons pas faire de grosses dépenses. Nous voulons prouver, par des démonstrations, que grâce à une culture plus pratique, le cultivateur produira davantage et obtiendra de plus beaux produits que ceux qu'il a obtenus dans le passé.

Le chef de l'opposition doute de l'impartialité du choix des fermes. Il n'y aura pas de partialité dans le choix des cultivateurs qui auront la tenue de ces fermes comme il n'y en a jamais eu. Je dois lui dire que ce n'est pas la première fois que nous établissons de ces choses-là. Nous avons établi des vergers de démonstration et nous ne nous sommes jamais occupés des opinions politiques de cultivateurs chez qui nous établissons ces vergers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels montants le gouvernement paiera-t-il là où on établira des fermes de démonstration?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous entendons dédommager de leurs troubles les cultivateurs où nous ferons des démonstrations à raison de \$4.00² de l'acre.

M. Renaud (Laval): Est-ce que les revenus de la ferme resteront au propriétaire de la ferme?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Certainement, nous laisserons les revenus aux propriétaires des fermes.

M. Renaud (Laval): Ce sera l'école d'agriculture du comté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Exactement. Nous donnerons un enseignement pratique et scientifique, et les cultivateurs réaliseront qu'ils doivent l'amélioration de leur production à la science de l'agronomie. L'enseignement *de visu* vaut encore mieux que l'enseignement théorique. Les officiers du ministère de l'Agriculture lui donneront une direction éclairée. Il faut que chaque cultivateur qui ira visiter la ferme de démonstration, étudier les méthodes qu'on y emploie et les résultats obtenus, puisse se dire qu'il peut en faire autant avec les mêmes méthodes. Mais il faudra sur ces fermes un programme, une surveillance attentive et constante de la part de l'agronome. Le cultivateur gardera ses produits, afin de pouvoir constater et le faire voir à ses voisins, que sa terre cultivée suivant les méthodes scientifiques rapporte plus qu'une autre. Nous irons lentement, mais nous entendons continuer à l'agriculture les encouragements que nous lui avons toujours donnés, et nous voulons qu'elle continue à progresser.

L'honorable chef de l'opposition nous suggère une autre politique, celle de créer un crédit pour aider aux gradués des collèges d'agriculture à s'établir sur des fermes. Ce n'est pas une mauvaise suggestion. Elle a du bon et je ne dis pas que nous ne la mettrons pas en pratique plus tard. Cela viendra probablement avant longtemps; aujourd'hui, une chose; demain, une autre.

Le chef de l'opposition a ajouté que les gradués de collèges ne retournaient pas à la terre. Quant à moi, je ne suis pas trop fêru de l'enseignement théorique, mais je crois qu'un grand nombre de nos gradués des collèges d'agriculture retournent à la terre et y font un succès. J'ai montré moi-même au chef de l'opposition une longue liste d'élèves qui, étant sortis de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, se sont ensuite faits fermiers.

Encore une fois, M. l'Orateur, le projet de l'honorable chef de l'opposition au sujet de l'aide à apporter aux fils de cultivateurs a du bon et je ne dis pas que nous ne l'adopterons pas plus tard. Mais il demanderait beaucoup de ressources et, pour le

moment, nous n'en avons pas assez. Nous l'étudierons en temps opportun. J'espère que ces remarques satisferont l'honorable chef de l'opposition.

Mon honorable ami a dit que le ministre de l'Agriculture changerait peut-être. Je le sais bien moi-même. Et il inaugurera peut-être une autre politique que nous, mais il ne pourra pas être animé d'un plus grand désir d'être utile à sa province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au sujet de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, il n'y a rien de très étonnant à cela, puisque cette école est fondée depuis trois-quarts de siècle.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Encore, en ces dernières années, bon nombre d'élèves, qui ont fait plusieurs années dans ces collèges, retrouvent le chemin de la terre. Naturellement, on ne peut s'attendre à ce que les bacheliers en science agricole aillent s'établir à leur compte; ils ont fait des études spéciales pour se préparer à l'enseignement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous dit qu'il réalisera peut-être les réformes que je suggère. Ce ne sera pas la première fois, mais je me demande pourquoi on remet à plus tard ce que l'on pourrait faire aujourd'hui. Quand on opérera cette réforme, préconisée par l'opposition, ça n'empêchera pas les députés d'applaudir le gouvernement.

Je ne veux pas dire que l'honorable ministre a voulu faire une petite malice à l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell), mais il nous a dit: Le projet du chef de l'opposition a du bon, mais nous n'avons pas assez de ressources. Or, dans quelques jours, l'honorable trésorier provincial va nous annoncer un surplus cossu.

Alors, puisque l'on a un si gros surplus, que l'on réponde donc aux besoins de l'agriculture. Je ne comprends pas que l'on puisse venir se vanter d'avoir des bénéfices, si on ne répond pas aux besoins de l'agriculture. Pourquoi encore toujours remettre à plus tard les réformes que l'on pourrait faire avec le surplus que l'on a? Je suis certain que les députés qui représentent des comtés agricoles ne pourront pas applaudir au solde bénéficiaire du trésorier, s'ils réalisent que l'on n'a pas répondu aux besoins de l'agriculture.

Pourquoi les autres députés agricoles ne se joignent-ils pas à lui pour demander la création du crédit dont le ministre reconnaît l'urgence et l'utilité? À quoi servent les surplus, quand ils sont constitués

par des économies mal entendues, contraires aux intérêts des contribuables?

La motion est adoptée.

Ponts Bélair et de Bellefeuille

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne au sujet du pont Bélair, entre Sainte-Rose et Sainte-Thérèse, et du pont de Bellefeuille, entre Sainte-Rose et Saint-Eustache.

C'est en 1909 que le gouvernement s'engagea à abolir les ponts et les chemins de péage dans la province. Le gouvernement institua d'abord une commission pour rechercher les règles qui devaient présider à l'abolition des chemins à barrières et des ponts sujets à péage dans cette province. Cette commission devait procéder avec toute la diligence possible.

En 1912, une loi autorisant l'abolition des ponts et des chemins de péages était adoptée et sanctionnée le 3 avril. Cette commission de 1909 a été siéger à Sainte-Rose, comté de Laval, et à Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes. Les parties intéressées y furent entendues. La commission fit son rapport en 1910, je crois. Qu'a fait le gouvernement depuis ce temps-là? Il (M. Sauvé) fait remarquer au président de la Chambre que les députés bavardent un peu fort.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que nous ne sommes pas ici en assemblée publique, mais en assemblée délibérante.

Les ponts Bélair et de Bellefeuille intéressent les comtés de Laval, Terrebonne et Deux-Montagnes, trois comtés environnant la métropole du Canada et situés sur les grandes routes de Montréal à Ottawa. En achetant ces ponts il y a 10 ans, le gouvernement aurait payé 100 % moins cher qu'aujourd'hui, les matériaux étant alors moins dispendieux et la circulation produisant le revenu étant aussi beaucoup moins considérable.

Le pont Bélair rapporte aujourd'hui \$10,000 par année, quand il n'en rapportait alors qu'à peine \$2,000 à \$3,000. Il en est ainsi du pont de Bellefeuille.

Je me suis souvent occupé de cette question et, chaque fois, le gouvernement m'a donné l'encourageante réponse qu'il allait bientôt régler l'affaire. Une délégation dirigée par un politicien libéral, M. Éthier³, est venue l'automne dernier demander au gouvernement de régler définitivement l'acquisition de ces deux ponts. Je n'ai pas été invité à faire partie de cette délégation.

Était-ce pour être plus à l'aise avec le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) ou bien pour m'ôter l'occasion de faire une autre bonne action pour mon comté? Je l'ignore. Mais ce que je sais, c'est que l'honorable ministre des Travaux publics a la mentalité politique assez large pour ne pas s'arrêter à pareille mesquinerie. C'est pourquoi j'attends de lui une réponse convenable. Deux-Montagnes, Laval et Terrebonne sont aux portes de Montréal. Ces trois comtés alimentent tous les jours Montréal par leur culture maraîchère, leur production de lait, etc.

Comment le gouvernement peut-il laisser taxer les cultivateurs de ces trois comtés et, par conséquent, laisser aussi taxer, indirectement, les consommateurs de Montréal, de cette ville qui apporte tant de revenus au trésor provincial, quand à même ces revenus de Montréal et de l'argent du peuple, il a aboli les ponts et les barrières de péages dans toutes les autres parties de la province?

Montréal a intérêt à voir ces ponts de péages abolis. Les milliers de voyageurs qui passent chaque jour ont aussi intérêt. Les cultivateurs de ces comtés ne méritent pas de payer cette taxe spéciale. Je demande à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de s'unir à ces cultivateurs et à moi-même pour faire abolir ces taux de péage. Je demande à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David), qui représente le comté de Terrebonne, de se lever pour appuyer mes justes revendications. Je sais que l'honorable député de Laval (M. Renaud) va en faire autant.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Le gouvernement a dépensé tout l'argent qui lui avait été accordé en vertu de la loi des ponts de péage. Cette année, nous avons une nouvelle loi à ce sujet.

Le gouvernement n'a pas perdu son temps, pour ce qui concerne les cas des deux ponts en question.

La requête des citoyens de Laval a été reçue seulement au mois de décembre et, lorsqu'au mois de décembre j'ai reçu une délégation du comté de Deux-Montagnes, des ingénieurs ont été envoyés pour examiner les deux ponts mentionnés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y avait d'autres documents avant la requête de décembre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Pas depuis que je suis ministre des Travaux publics.

En ce qui concerne les ponts de Laval, nous avons reçu une demande, une résolution d'un conseil municipal plutôt. J'ai dit aux intéressés que le gouvernement abolirait les ponts de péage, si les municipalités, selon la loi, s'engageaient à payer l'entretien des chemins et des ponts. La municipalité de Laval n'a pas voulu se soumettre aux règlements et a demandé au gouvernement de se charger de l'entretien de ces ponts, ce qui est contraire au règlement. Le gouvernement veut bien abolir ces péages, mais c'est bien le moins que les municipalités se conforment aux règlements, une fois le péage aboli.

M. Renaud (Laval): Si je comprends bien, le gouvernement rachèterait les ponts à la condition que les municipalités en paient l'entretien comme partout ailleurs.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Parfaitement. Nous ne pouvons pas abolir un pont de péage, si la municipalité ne s'engage pas à l'entretien.

Le gouvernement est disposé à acheter le pont de Bélair et celui de Bellefeuille, mais cependant les municipalités environnantes doivent se soumettre à la loi. Une somme de cinq cent mille dollars a été mise de côté à cette fin dans le budget de l'année courante du ministère des Travaux publics.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis content d'entendre l'honorable ministre nous faire cette franche déclaration. Il souhaite que le gouvernement achète les deux ponts de Bélair et de Bellefeuille.

La motion est adoptée.

Paroisse

Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 amendant la loi 8 Georges V, chapitre 129, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Strathcona Fire
Insurance Company**

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 amendant la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Commission des écoles
catholiques de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de
W.-J. Leduc**

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc soit maintenant lu deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Tramways de Verchères,
Chambly et Laprairie**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Dépôt de documents:**Compagnies de chemin de fer,
1919-1920, recettes**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre: Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1920, indiquant les recettes et les frais d'exploitation de différentes

compagnies de chemin de fer, subventionnées par la Législature de Québec et adressées à l'honorable ministre des Travaux publics de la province de Québec, en conformité de l'article 1438, section 5, des statuts refondus de la province de Québec, 1909. (Document de la session no 13)

**Compagnies de chemin de fer, 1919-1920,
statistiques**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre: États, rapports et statistiques des compagnies de chemin de fer jusqu'au 30 juin 1920, en conformité des articles 6550 et 6552 des statuts refondus, 1909. (Document de la session no 14)

Article de *La Presse*⁴

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant l'ajournement de la Chambre, je désirerais demander autre chose à l'honorable premier ministre. Au début de la séance, l'honorable premier ministre n'a pas voulu me faire aucune déclaration au sujet d'une nouvelle parue dans un journal de Québec.

Un journal de Montréal, *La Presse*, annonce qu'un député influent devrait se disculper d'une accusation avant de siéger à la Chambre. Ce journal affirme que certains ministres provinciaux ont déclaré que ce député, qui est en même temps membre du cabinet, devrait démissionner. Il (M. Sauvé) demande une déclaration du premier ministre ou du procureur général à ce sujet, afin que le doute cesse de peser sur toute la députation, car l'article parle simplement d'un député.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lorsque la chose viendra devant le procureur général, si un dossier est produit, si dossier il y a, je puis assurer l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) que le procureur général fera son devoir. Il n'est venu aucune chose de ce genre devant le procureur général et, lorsqu'il en viendra, je le répète, le procureur général étudiera soigneusement le dossier et il fera son devoir mais, jusqu'à présent, le procureur général n'a rien appris concernant cette affaire.

La séance est levée à 5 h 25.

NOTES

1. Il n'est pas possible d'identifier ces pétitions.
2. Seul *L'Événement* du 26 janvier 1921, à la page 7, donne \$1.00.
3. Il s'agit probablement de Joseph-Arthur Calixte Éthier (1868-1936), député à la Chambre des Communes pour le comté de Laval-Deux-Montagnes, lors des élections de 1917 et 1921.
4. *La Presse*, dans un article du 24 janvier 1921, à la page 11, parle d'un député accusé de parjure dans une contestation d'élection, sans mentionner le nom du député.

Séance du mercredi 26 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Six² pétitions sont présentées devant la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement passé avec Montreal Cotton, Limited (M. Bergevin);
- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bordeleau);
- de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, demandant l'adoption d'une loi prolongeant la durée de sa charte (M. Laferté);
- de Charles-Borromée Guérin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'"Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec" (M. Laferté);

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de H. Billingsley Poiliwka et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille en celui de Billingsley;
- de Léon Leduc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Louis-Orille Geoffrion, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Joseph-Aristide Lacasse, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Eddie Lamontagne, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Ephrem Vinet, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Marion Louise McGie et autres, demandant l'adoption d'une loi pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin;

- de la cité d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Winchester Club (incorporated), demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "The Winchester Club";

- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la communauté des sœurs de charité de la Providence, demandant l'adoption d'une loi concernant la fiducie créée par le testament du révérend M. Joseph-Télesphore Savaria;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Charles Lefebvre et autres, demandant l'adoption d'une loi détachant du territoire du village de Ville-Marie certains lots et les annexant à la municipalité de Duhamel-Ouest, et pour autres fins;

- du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 10 George V, chapitre 39, section 1 et pour d'autres fins;

- de Louis Chabot, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

- des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un emprunt.

**Municipalité de
Duhamel-ouest**

M. Simard (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 62 constituant en corporation la municipalité de Duhamel-ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Testament de
J.-T. Savaria**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de
Montréal-Est**

M. Reed (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 122 amendant la charte de la ville de Montréal-Est.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ephrem Vinet

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ephrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

J.-A. Lacasse

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L.-O. Geoffrion

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles
protestants de Montréal**

M. Smart (Westmount) demande la permission de présenter le bill 83 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

H. B. Poliwka

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 114 changeant le nom de Henry Billingsley Poliwka et autres en remplaçant le mot Poliwka par Billingsley.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession de
T. C. Aylwin**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Léon Leduc

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

E. Lamontagne

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de
Saint-Viateur-d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Winchester
Club**

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 135 amendant la Charte et définissant les pouvoirs de Winchester Club.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Trois-Rivières**

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 101 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Louis Chabot

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique
de Sherbrooke**

M. Lemay (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Comptes
gouvernementaux**

M. Dufresne (Joliette): 1. Quelles sommes d'argent étaient dues par le gouvernement le 1^{er} juillet et qui n'étaient pas encore payées?

2. À quel était dû cet argent?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Aucune sur les comptes présentés au département du Trésor au 1^{er} juillet dernier.

**Emprunts
gouvernementaux**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Quels sont les emprunts que le gouvernement a contractés depuis le 1^{er} juillet 1920?

2. Pour quel terme les obligations ont-elles été émises, et à quel taux d'intérêt?

3. À qui les obligations ont-elles été vendues et quel prix en a été payé?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$5,000,000.00.

2. Cinq ans et dix ans. Intérêt au taux de six pour cent par année.

3. \$1,000,000.00 à la Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, Montréal, réalisant 98.53 pour cent avec intérêt accru. \$4,000,000.00 au public par l'intermédiaire d'agents, réalisant 99 pour cent avec intérêt accru.

L. Legault

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles sont les sommes qui ont été payées à maître L. Legault, avocat du revenu, pour ses services, dans les causes du revenu, dans le district de Terrebonne?

2. Combien pour déboursés de Cour et taxes de témoins?

3. Combien de causes ont été prises et combien de perdues par le percepteur du revenu?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$352.00 pour l'année fiscale 1919-1920.

2. Pour frais judiciaires, \$244.65; pour taxe de témoins, \$96.00.

3. Actions intentées, 84; perdues, 4.

D. Lalande

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles sont les sommes qui ont été payées à maître Donat Lalande, avocat du revenu, pour ses services dans les causes du revenu, dans le district de Terrebonne?

2. Combien pour déboursés de cour et combien pour taxes de témoins?

3. Combien de causes ont été prises et combien de perdues par le percepteur du revenu?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$354.00 pour l'année fiscale 1919-1920.

2. Pour frais judiciaires, \$299.35; pour taxe de témoins, \$138.10.

3. Poursuites intentées: 84, perdues, 4.

Actif et passif

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est l'actif de la province de Québec?

2. Quel en est le passif?

3. Quel était le passif en 1897?

4. Quel est le passif des municipalités de cette province pour les années 1918-1919, 1919-1920?

5. Quel est le passif des corporations scolaires pour les mêmes années?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

1. Actif disponible.....	\$ 12,869,613.37
2. Passif direct	50,540,305.85
3. Passif direct	37,344,310.81
4. Année 1918	185,640,500.00
Année 1919	207,488,833.00
États pour l'année 1920 incomplets	
5. Année 1917-1918	34,742,244.85
Année 1918-1919	34,467,669.19
États pour l'année 1919-1920 incomplets	

Céréales

M. Renaud (Laval): 1. Quelle quantité de son la province de Québec a-t-elle achetée des autres provinces canadiennes et de l'étranger en 1920?

2. Même question pour le gruau?

3. Même question pour l'avoine?

4. Même question pour le blé d'Inde?

5. Même question pour les conserves alimentaires?

6. Même question pour les animaux de boucherie?

7. Même question pour les œufs?

8. Même question pour la farine d'avoine?

9. Même question pour la farine à engrais?

10. Même question pour la farine à pain ou pâtisserie?

11. Même question pour les patates?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11. Le gouvernement ne possède pas de statistiques suffisantes pour donner ces renseignements.

J. W. Lewis

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il vrai que J. W. Lewis, nommé par le gouvernement du Québec, administrateur du combustible pour la province, ne sait pas parler français?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non. Ce monsieur Lewis n'a pas été nommé administrateur du combustible, mais il parle le français.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non? Je crois que oui, moi.

J. W. Lewis

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Des plaintes ont-elles été adressées au gouvernement contre J. W. Lewis, alors qu'il était administrateur de la loi de prohibition?

2. Dans l'affirmative, est-ce en considération de ces plaintes que M. Lewis a été démis de ses fonctions d'administrateur?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Non.

Conscrits

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelle est la somme totale que le gouvernement de Québec a retirée des amendes payées par les conscrits en 1919 et 1920?

2. Quelle somme de chacun des districts?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement de Québec n'a rien retiré des amendes payées par les conscrits en 1919 et 1920, ces amendes appartenant au gouvernement de la puissance du Canada.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Ah!

L'affaire est donc réglée!. Le gouvernement fédéral a tout raflé, mais le gouvernement provincial a essayé de réclamer les amendes.

**Affaire
Blanche Garneau**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles sont les dépenses encourues par le département du procureur général par les recherches qui ont dû être faites pour retracer le ou les meurtriers de Blanche Garneau: *a.* du 22 juillet 1920 au 28 juillet de la même année; *b.* du 29 juillet 1920 jusqu'à l'ajournement de l'enquête On Discovery faite devant le magistrat de police; *c.* depuis l'ajournement de l'enquête On Discovery jusqu'à ce jour?

2. Quels sont les limiers qui ont fait des recherches dans cette affaire: *a.* Combien de temps ont-ils consacré chacun à ces recherches?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'est pas dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de répondre à ces questions.

Demande de documents:**Administration
de la justice****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

invite le président à mettre aux voix la motion dont le représentant de Deux-Montagnes a donné avis, demandant copie de toutes correspondantes, documents, plaintes, contre l'administration de la justice dans notre province en 1918, 1919, 1920.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourquoi?

M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Oh! C'est inutile puisque le gouvernement, dans l'intérêt de la justice, ne peut nous donner de renseignements.

Maison curiale

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 amendant l'article 5729 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

Bien que ce ne soit pas la coutume de donner d'explications sur un bill à sa première lecture, je crois, dans les circonstances, de mon devoir de profiter de l'occasion pour indiquer à ceux qui ont des licences, d'après la loi actuelle, la ligne de conduite que veut suivre le gouvernement, afin de leur permettre de prendre les mesures nécessaires avant l'expiration de leurs baux avant le 1^{er} mai prochain. Je tiens à rendre justice à ceux qui ont des licences et qui seront obligés de donner avis, le 1^{er} février, s'ils veulent abandonner leurs loyers, vu que leur commerce sera aboli.

L'intention du gouvernement, puis-je le dire pour le bénéfice de ceux qui détiennent des permis et qui veulent savoir avant le 1^{er} février ce qui va advenir de la nouvelle loi, et pour le public en général, est de prendre absolument et complètement le contrôle de la vente des liqueurs.

Par cela, je veux dire les liqueurs alcooliques, les liqueurs spiritueuses et les vins de toutes sortes et de toute marque, et le contrôle sera d'acheter, de vendre et de contrôler et seul de trafiquer avec ces liqueurs alcooliques que j'ai mentionnées. Quant à la question de la bière, c'est notre intention d'accorder des licences pour en permettre la vente. Elle ne tombera pas sous la juridiction de la nouvelle loi. D'après la loi actuelle, les licenciés avaient le droit de vendre de la bière, mais en plus on permettait la vente des autres bières de tempéranes dans toute la province.

À partir du 1^{er} mai prochain les licenciés, et pas d'autres, auront le droit de vendre des bières de toutes sortes à quelque pourcentage alcoolique que ce soit.

Étant donné que l'ancienne loi de prohibition, adoptée par la province il y a deux ans, n'a pas donné les résultats escomptés, le gouvernement a décidé de resserrer le contrôle du trafic des liqueurs, et à cette fin, une nouvelle commission de cinq membres sera créée. Elle aura la direction absolue du commerce des liqueurs alcooliques, le pouvoir et le contrôle absolu d'émettre des licences dans toute la province, et sera investie de toute l'autorité nécessaire pour l'importation et la vente d'alcool, de spiritueux et de vin. La commission ne s'occupera cependant pas de la vente de la bière, qui se transigera des brasseries aux détaillants et des détaillants vers le public. Elle aura en outre le pouvoir d'octroyer des permis pour la vente de la bière et, dans certains cas, pour la vente de vin au détail dans les salles à manger des hôtels et dans d'autres restaurants aux heures de repas. Le nombre de permis sera limité et la commission sera libre d'en refuser l'octroi ou d'annuler tout permis octroyé. Après l'adoption de la loi que nous proposons, la Commission actuelle des licences de Montréal sera ainsi abolie. Les actions ou décisions prises par la commission perdront leur effet le 30 avril suivant et ne seront pas renouvelées.

Lorsqu'elle sera nommée, la nouvelle commission répartira ses propres succursales dans les différents coins de la province, sauf pour les localités où la prohibition est appliquée ainsi que celles dont les conseils municipaux ont manifesté leur refus de voir s'établir de tels commerces chez eux. De plus, la commission sera chargée d'administrer la loi partout dans la province, de prendre les moyens nécessaires afin d'empêcher les infractions à la loi, ainsi que de traduire les contrevenants devant les tribunaux appropriés. Comme cela a déjà été indiqué, la commission jouira sans entrave des pouvoirs nécessaires pour contrôler l'achat et la vente des liqueurs aux détaillants ainsi que pour traiter des infractions à la loi.

Je crois dans ces circonstances qu'il n'est que juste que le gouvernement notifie tous les licenciés dans la province que tout ordre qui pourrait être émis d'ici au 30 avril prochain ou avant que cette loi vienne en vigueur, tout ordre ou changement qui serait donné relativement au renouvellement des licences à Montréal, sera considéré comme nul sous la loi actuelle. En d'autres termes, toute licence accordée par la commission actuelle, si toutefois il y en avait de donnée avant la sanction de cette loi, sera déclarée nulle et sans effet, parce que l'émission des licences à l'avenir sera complètement placée entre les mains de la nouvelle commission qui sera nommée d'après la nouvelle loi pour les donner.

Quelques-uns disent que cela va placer les licenciés dans une position désavantageuse. La seule réponse que nous pouvons faire à cela est que les licences sont accordées chaque année, que c'est un risque et privilège, et qu'ils devront en courir le risque. Je ne vois pas pourquoi un licencié, qui aurait dirigé son commerce en conformité avec la loi et dont l'établissement est bien tenu et équipé de manière adéquate, craindrait l'action d'une nouvelle commission. Autrement dit, si sa conscience est claire et exempte de remords, je ne vois pas pourquoi il serait effrayé de prendre le risque ordinaire des affaires relativement au renouvellement de sa licence. Tous les détenteurs de licences qui ont respecté la loi n'ont pas à craindre d'essuyer un refus, s'ils demandent des licences pour la vente de la bière, et je leur conseillerais même de ne pas abandonner leurs magasins.

Je crois que je puis dire que nous écrivons aujourd'hui aux commissaires de Montréal pour les notifier de la décision du gouvernement, et nous leur demandons de ne rien faire avant la mise en force de la nouvelle loi. J'ai cru donner des explications aujourd'hui comme avertissement, je le répète, aux intéressés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Commission des licences va-t-elle donner des licences?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non, elle n'existera plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Commission a l'habitude de donner des licences le 1^{er} janvier. En a-t-elle accordé cette année?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La Commission avait l'habitude de donner des licences au mois de décembre dans le but d'accommoder les nouveaux licenciés. Cette année, nous avons demandé à la commission de ne pas en donner. La procédure suivra la nouvelle loi.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Est-ce l'intention du gouvernement d'importer directement ou d'importer par l'entremise d'agents³ ?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je ferai remarquer à l'honorable représentant de Saint-Georges (M. Gault) qu'il n'est pas de mon ressort actuellement de répondre aux questions, parce que le bill n'est pas encore devant la Chambre. La seule raison qui me fait faire cette déclaration au sujet de

la nouvelle loi est de permettre aux licenciés à loyer de prendre une décision quelconque avant le 1^{er} février. Il ne veut, dit-il, qu'expliquer les grandes lignes du projet du gouvernement. Mais je puis dire que le gouvernement a l'intention d'importer, et complètement, directement, les liqueurs de l'Europe et, si possible, il va tenter de contrôler tout le commerce sans l'intervention d'aucun autre corps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention d'instituer une enquête sur l'administration de l'ancienne loi et au sujet des fraudes commises sous l'empire de la loi actuelle, et le gouvernement va-t-il entrer dans une nouvelle voie complètement neuve, sans punir les coupables et les transgresseurs de la loi actuelle.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ce ne serait pas une mesure très sage. Le gouvernement n'a pas l'intention de poursuivre qui que ce soit. Je crois que j'ai fait preuve de loyauté envers le chef de l'opposition et qu'il devrait s'en tenir aux règles ordinaires.

M. l'Orateur, j'ai dit pourquoi je me permettais de déroger à la coutume en donnant quelques explications à la Chambre, afin de prévenir les détenteurs de licences d'avoir à se protéger en abandonnant, s'il le faut, leur loyer le 1^{er} février, mais je ne crois pas que nous devrions commencer un débat à ce sujet aujourd'hui. Mais je peux dire que mon honorable ami, le chef de l'opposition, m'a l'air bien plus renseigné que nous sur ce sujet.

La motion est adoptée.

Apiculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'apiculture, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'objet du bill est d'améliorer notre apiculture, en

protégeant nos abeilles. Il y a la Société protectrice des animaux, où n'entrent pas les abeilles, pourtant dignes de plus d'intérêt; il y a, aujourd'hui, la protection pour tout et tous, excepté pour les abeilles. On veut, par cette mesure, que nos abeilles soient saines, afin de continuer à nous donner un miel de qualité si supérieure que la province d'Ontario prendra des mesures pour le réclamer et le vendre comme le sien, son miel, comme Ontario a mis longtemps notre fromage de qualité supérieure comme son propre produit, sur les marchés d'Angleterre.

Notre sucre, notre miel, notre fromage, voilà trois produits qui sont d'une telle qualité que l'Ontario nous les enlève pour établir davantage sa supériorité dans la fabrication de ses produits. Il s'agit de les garder pour nous. La Coopérative centrale des agriculteurs a su faire en sorte de nous garder le mérite de notre bon fromage, a pris des mesures pour profiter des qualités supérieures de notre sucre; on veut que nous profitions des excellentes qualités de notre miel. Aussi, à cette fin, il veut passer une loi édictant des pénalités contre ceux qui feraient ou propageraient l'infection parmi les ruches et défendant d'importer dans la province des abeilles ou du matériel apicole ayant déjà servi.

Il (l'honorable M. Caron) propose que, lorsqu'une ruche contient des abeilles malades, l'inspecteur du gouvernement aille lire la loi au propriétaire de la ruche et, si le propriétaire refuse de se conformer à la loi qui l'oblige à détruire la ruche, il pourra être poursuivi. Il enlève de la loi le mot "sciemment", c'est-à-dire que si un apiculteur a des abeilles infectées quand même il ne le saurait pas, il peut être poursuivi.

Avec la loi telle qu'elle existait, le ministre de l'Agriculture ne pouvait donner un salaire de plus de \$5 par jour aux inspecteurs de ruchers. Il propose de faire supprimer ce maximum et de rester libre de fixer lui-même le salaire qu'il conviendra de payer à ces inspecteurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste énergiquement contre la méthode du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) d'exercer un contrôle trop absolu dans les détails. Il (M. Sauvé) y voit une intrusion du ministre par trop autocratique. Il s'objecte à ce qu'on donne trop de latitude au ministre. Il croit que l'on pourrait augmenter le maximum, mais garder une limite dans la loi. Il trouve la loi trop sévère avec cette suppression du mot "sciemment"⁴. Il critique le système de pénalité que le gouvernement veut instituer et il suggère

qu'on ajoute au projet de loi que les plaintes devraient être faites d'abord à l'inspecteur qui donnera aux délinquants les avertissements nécessaires. Si le délinquant fait preuve de mauvaise foi, alors il sera poursuivi et puni selon la loi.

M. Renaud (Laval) trouve aussi la loi trop sévère et il proteste énergiquement. Il (M. Renaud) approuve les remarques du chef de l'opposition (M. Sauvé) et déclare que l'inspecteur devrait, après avoir fait son inspection, avertir le propriétaire des ruches d'avoir à se conformer à la loi, comme cela se fait dans toutes les inspections, et sévir si l'on ne se conforme pas à ses instructions.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Mais elle n'est pas sévère cette loi. Tout ce qu'il y a de différence avec l'ancienne loi, c'est que l'amende sera de \$50 au lieu de \$25, pour un cultivateur qui refusera de se conformer à ses prescriptions.

Il dit que l'on devrait avoir assez de confiance en lui pour le laisser juge des traitements raisonnables qu'il convient de payer à ces inspecteurs suivant le cas.

M. Renaud (Laval): L'inspecteur du gouvernement aura droit de poursuivre n'importe qui, même si l'apiculteur ignore la présence d'abeilles infectées dans ses ruches? Il (M. Renaud) voit là un danger de persécution contre les cultivateurs de bonne foi qui peuvent avoir des abeilles infectées sans le savoir. C'est là une injustice contre laquelle je proteste.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): N'importe qui peut poursuivre, c'est une action populaire. Nous voulons protéger les bons apiculteurs contre les mauvais apiculteurs qui nuisent à cette grande industrie.

Par l'article 2038*a*, il est prohibé d'importer dans la province des abeilles ou du matériel apicole ayant déjà servi, à moins que les envois ne soient accompagnés du certificat de l'apiculteur en chef ou autre officier compétent de la province ou de l'état d'origine, attestant que les abeilles sont exemptes de maladie et que le matériel n'est pas infecté. Le ministre peut cependant accorder l'autorisation d'importer, mais pour fins scientifiques seulement.

Cette mesure est prise en vue de prévenir la propagation de maladies contagieuses chez les abeilles, et particulièrement la loque.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est aussi de l'avis du député de Laval (M. Renaud), et il demande s'il n'y aurait pas d'autre moyen moins radical de prévenir cette contagion.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'y en a pas d'autre. Mon honorable ami n'a pas encore compris, je vais répéter. Il (l'honorable M. Caron) dit encore le but de sa loi. Mon honorable ami (M. Sauvé) n'est pas de bonne foi s'il dit qu'il ne comprend pas. J'en appelle à la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! La Chambre!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Chambre ne vaut pas grand chose selon vous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre devrait valoir beaucoup, mais si la Chambre se prononçait contre le ministre, ce serait un désastre. La Chambre n'a pas toujours été pour le ministre et le ministre de l'Agriculture n'a pas toujours été avec la majorité de cette Chambre. Il a déjà été indépendant, en cette Chambre; c'était beau dans ce temps-là.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition (M. Sauvé), dit-il, protestait quand le gouvernement n'exerçait pas suffisamment de contrôle dans telle zone et il protestait encore quand il lui semblait qu'il en exerçait trop; qu'il suffise que ce contrôle soit exercé de façon à ce que l'objet du gouvernement soit atteint en obtenant ce qu'il veut: le progrès.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prestation de serment des juges de paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la prestation du serment des juges de paix soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 34 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comté d'Ottawa en celui de Hull;

- bill 37 légalisant certaines entrées dans le registre des avis en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Lévis.

Sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 amendant la loi 9 George V, chapitre 4, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que, pour assurer les constructions et améliorations projetées au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts, conjointement avec le gouvernement du Canada, en vertu de la loi 9 George V, chapitre 4, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil

d'autoriser le trésorier de la province à emprunter une somme de \$180,000.00 aux lieu et place de la somme de cent cinquante mille piastres autorisée par la section 4 de ladite loi.

Le sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts a subi des améliorations nécessaires. Nous devons payer la moitié du coût, soit \$180,000. Comme cette propriété nous reviendra dans 10 ans, nous croyons qu'il n'est que juste que nous payions la moitié de ces améliorations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a décidé ces améliorations?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est le gouvernement fédéral qui nous les a suggérées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas eu d'extravagances?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, je ne crois pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est surprenant. Le gouvernement provincial n'a pourtant pas l'habitude d'approuver ce que le gouvernement d'Ottawa suggère. Il a la coutume de trouver que tout ce qu'Ottawa fait est mal.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce n'est pas le temps de critiquer. Ça viendra probablement un de ces jours.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 24 amendant la loi 9 George V, chapitre 4, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mérite agricole

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux concours provinciaux et aux distinctions provinciales du Mérite agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but d'un des articles de la loi est de permettre au gouvernement d'accorder aux cultivateurs amateurs, aux gentlemen farmers qui obtiennent la distinction du grand mérite agricole, le droit de porter un ruban à leur boutonnière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le lieutenant-gouverneur en conseil, le cabinet qui donnera ces petites rubans et décidera de leur couleur?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, je serais heureux d'en donner un à l'honorable chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un ruban rouge?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui! Adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas ma décoration toujours! Il est étrange qu'il faille maintenant recourir au lieutenant-gouverneur en conseil pour les choses même les plus futiles. Supposons que le cabinet se réunisse, un bon jour pour décider quelle sorte de rubans il donnera. Le premier ministre, qui est de la vieille école, suggérera un ruban rouge écarlate. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), qui n'est pas si rouge que ça, se rappelant son passé, votera pour le bleu. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) et le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) appuieront probablement leur collègue de l'Agriculture. Le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) déclarera qu'il est neutre. (Rires.) Et le ministre sans portefeuille (l'honorable M. Séguin) ne dira rien du tout. (Rires.)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On discutera, on discutera. Une crise éclatera peut-être. Et pendant ce temps là, s'il y a le moindre divergences d'opinion dans le cabinet, les pauvres cultivateurs, comme toujours, attendront deux ou trois mois pour savoir quelles décorations ils porteront.

Je me demande pourquoi on ne laisserait pas la chose au Conseil d'agriculture. Si ce conseil était composé d'agriculteurs et non de politiciens, il pourrait juger bien mieux que le cabinet, il me semble, de la valeur des hommes qui ont droit de porter la décoration du Mérite agricole.

Je proteste contre l'autocratie du gouvernement. Et pourtant, il s'agit de la chose la plus simple et la plus rationnelle: que le ministre choisisse lui-même les juges du Mérite agricole et que ces juges soient choisis parmi ceux des lauréats du Mérite agricole qui ont obtenu le titre de "très grand mérite" ou de "très grand mérite exceptionnel" ou encore parmi les producteurs des collègues d'agriculture. C'est une chose à laquelle on n'avait pas pensé pendant les trente années d'existence du Mérite agricole. C'est si logique, si raisonnable!

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique de nouveau l'excellence de la mesure qu'il présente.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Lambert

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse de Sainte-Sabine

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de J. Pratt

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndics du presbytère de Montréal

M. Philps (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 autorisant la nomination d'un Bureau des syndics du presbytère de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Remise des droits et des pénalités

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: État des remises faites par le lieutenant-gouverneur en Conseil, en vertu des articles 900 et 901, S.R.Q., 1909, du 9 décembre 1919 au 24 janvier 1921. (Document de la session no 30)

Présentation de pétitions:

Une pétition est présentée devant la Chambre⁵.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que les travaux soient ajournés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Un membre de la Chambre haute m'a attaqué personnellement hier⁶ en me nommant, et on ne s'est pas objecté à ses paroles. Je voudrais savoir si j'ai le droit de lui répondre sur le parquet de cette Chambre et de le nommer.

M. l'Orateur: Non. J'ai le regret de devoir informer le député que les règles ne le permettent pas. Vous n'avez pas ce privilège. De plus, vous n'avez pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors je n'ai pas le droit de faire ce qui se pratique au Conseil.

M. l'Orateur: La réponse du conseiller législatif ayant été donnée sur le parquet de la Chambre haute, le chef de l'opposition (M. Sauvé) devra répondre sur le même parquet et il aura pour cela à demander la permission au président du Conseil législatif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il se propose d'écrire au président de la Chambre haute pour lui demander de l'admettre sur le parquet de cette Chambre, pour répondre aux accusations du conseiller législatif⁷.

Des députés: C'est contre les règles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le sais... mais puisqu'il n'y a pas de règles dans cette Chambre... du moins pour M. Martin.

M. l'Orateur: La proposition est adoptée.

La Chambre est ajournée à trois heures, demain.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 27 janvier 1921, à la page 7, l'Orateur avait fait placer un fauteuil sur le

parquet de la Chambre et un ancien ministre fédéral, l'honorable Rodolphe Lemieux (1866-1937), vint s'y asseoir pour assister à la séance. M. Lemieux fut entre autre élu ministre du Travail et occupa ce poste de 1906 à 1909, et ministre de la Marine et des Pêcheries en 1911. En 1921, il était député pour le comté de Gaspé et Maisonneuve.

2. Il n'est pas possible de déterminer d'une façon certaine ces 6 pétitions.

3. Selon *Le Devoir* du 27 janvier 1921, à la page 2, M. Gault pose la question en anglais et M. Mitchell répond dans cette langue.

4. L'article 2039 des statuts refondus de 1909 se lisait comme suit:

"1. Tout propriétaire ou possesseur de ruches, d'abeilles et d'accessoires apicoles qui, sciemment, vend, échange ou aliène d'une façon quelconque, des ruches, des abeilles ou des accessoires apicoles infectés, ou toute personne qui expose en plein air des cadres, des rayons de miel ou tous objets quelconques infectés, ou qui cache l'existence d'une ou des maladies contagieuses dont ses abeilles peuvent être infectées, ou qui empêche l'inspecteur de remplir ses devoirs, est coupable d'une offense et, sur conviction sommaire de telle offense devant un magistrat de police ou un juge de paix ayant juridiction là où l'offense a été commise, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour la première offense, et d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour toute autre offense subséquente.

"2. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la partie XV du Code criminel, 8 Édouard VII, chapitre 26, section 8."

L'article 3 de la loi en discussion se lit comme suit :

"3. L'article 2039 des statuts refondus, 1909, est remplacé par le suivant:

"2039. Tout propriétaire ou possesseur de ruches, d'abeilles et d'accessoires apicoles qui vend, échange ou aliène d'une façon quelconque, qui transporte d'une propriété à une autre, des ruches, des abeilles ou des accessoires apicoles infectés, ou toute personne qui expose en plein air des cadres, des rayons de miel ou tous objets quelconques infectés, ou qui cache l'existence d'une ou des maladies

contagieuses dont ses abeilles peuvent être infectées, ou qui empêche l'inspecteur de remplir ses devoirs, ou qui contrevient aux dispositions de la présente section est, sur conviction sommaire devant un magistrat ou un juge de paix ayant juridiction à l'endroit où l'offense a été commise ou sur action pénale devant la Cour de circuit ayant juridiction, passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour la première offense et d'une amende n'excédant pas soixante quinze piastres pour toute autre offense subséquente, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas quarante jours."

5. Il n'est pas possible d'identifier cette pétition.

6. Il s'agit du conseiller législatif et maire de Montréal, Médéric Martin.

7. Cette lettre est parue dans *L'Événement* du 29 janvier 1921, aux pages 7 et 12, et elle est datée du 28 janvier 1921.

Séance du jeudi 27 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi prolongeant l'existence de la commission de la ville Saint-Michel (M. Ashby);
- de la ville Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Ashby);
- de la Canadian Northern Montreal Land Company Limited et la Mount Royal Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges et les annexant à la ville Mont-Royal, pour les fins municipales (M. Ashby);
- de L'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bédard);
- de Brown Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Laferté);
- de la Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Cannon).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 61 changeant le nom de William Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg, en celui de Egerton.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 60 constituant en corporation Le Refuge Dom Bosco;
- bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce;

- bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans, demandant l'adoption d'une loi prolongeant la durée de sa charte;
- de la ville de Kipawa, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de La ville de Témiscaming;
- de Alfred-Octave Fages et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant à procéder de leur vivant au partage des biens dont ils ont la jouissance et provenant de la succession de feu Pierre Guillet dit Tourangeau;
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke et du Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23, et les diverses lois qui l'amendent;
- de la Compagnie d'assurances contre le feu du comté de Nicolet, demandant l'adoption d'une loi lui accordant l'autorisation d'étendre ses affaires;
- de la ville Laval de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels;
- de Corrine-Hermine Beaudry et autres, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à vendre ou aliéner les immeubles à eux légués par feu Jean-Louis Beaudry.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings;
- bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal;

- bill 82 ratifiant un certain acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 66 amendement la charte de la Scottish Trust Company.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Lemay (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 120 amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 67 amendement la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de l'honorable J.-L. Beaudry

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 106 concernant la succession de L'honorable Jean-Louis Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Kipawa

M. Simard (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 103 amendement la charte de la ville de Kipawa.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Conscrits¹

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je désire attirer l'attention du procureur général (l'honorable M. Taschereau) sur une réponse qu'il a donnée hier à une question que je lui posais de la manière suivante: "Quelle est la somme totale que le gouvernement de Québec a retirée des amendes payées par les conscrits en 1919 et 1920? Quelle somme de chacun des districts?" Le procureur général répondit : "Le gouvernement de Québec n'a rien retiré des amendes

payées par les conscrits en 1919 et 1920, ces amendes appartenant au gouvernement de la puissance du Canada."

Je trouve cependant dans les comptes publics qu'en 1919, le gouvernement de Québec a retiré des amendes payées par les conscrits qui n'ont pas obéi à la loi, la somme de \$8,474 et en, 1920, toujours d'après les comptes publics, le gouvernement provincial aurait encore reçu \$3,750 de l'argent des conscrits. Je ne vois pas toutefois que ces montants aient été payés, et je voudrais savoir s'ils ont été payés. Il (M. Sauvé) veut savoir ce que cela veut dire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Durant un certain temps, il y a eu une discussion entre les deux gouvernements à cause de l'ambiguïté de la loi.

Quand le point fut éclairci, finalement, on en est venu à une entente d'après laquelle toutes les amendes ont été payées au gouvernement fédéral. La somme que le chef de l'opposition (M. Sauvé) a vue dans les comptes publics était d'avant l'entente².

M. Sauvé (Deux-Montagnes) manifeste que cette réponse le satisfait.

Attaques de Médéric Martin

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un membre de la Chambre haute a cru devoir, je ne sais par quelle règle, m'attaquer au cours d'une séance récente, et hier j'ai demandé la permission de répondre. Mais le président de la Chambre a décidé que je n'avais pas le droit de répondre ici à un membre de la Chambre haute et que je n'avais pas le même privilège que ce conseiller législatif.

Cependant, me basant sur Bourinot, je crois que je peux répondre ici aux attaques que l'on m'a faites. Il (M. Sauvé) cite Bourinot³ pour prouver qu'il avait le droit de répondre devant l'Assemblée législative aux attaques portées contre lui devant le Conseil législatif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

explique qu'il ne croit pas que la Chambre puisse permettre à l'un de ses membres d'attaquer un membre de l'autre Chambre ou que le droit parlementaire permit à un député de répondre à une attaque faite par un membre de la Chambre haute. Ce qui se passe au Conseil législatif ne doit pas être discuté à l'Assemblée législative, et vice versa.

Le chef de l'opposition (M. Sauvé) a été attaqué par un conseiller législatif, ce que, peut-être, l'on n'aurait pas dû permettre, mais je ne crois pas que ce soit le lieu ici, pour un membre de la Chambre basse, de répondre à un membre de la Chambre haute. Il (l'honorable M. Taschereau) s'en rapporte à la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: L'article même de Bourinot cité par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) le condamnait. Cet article parlait de questions d'ordre, mais non pas de privilège⁴. Comme il ne s'agit pas d'une question d'ordre, il décide contre le chef de l'opposition (M. Sauvé). Je le regrette, mais l'honorable député ne peut attaquer un membre de la Chambre et le nommer; c'est contre les règles de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il reviendra plus tard sur la question.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Mitchell (Richmond), trésorier de la province, transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1922, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget, à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 27 janvier 1921
(Document de la session no 1)

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Subsides⁵

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Monsieur l'Orateur, avant de soumettre à la Chambre les résultats de la période fiscale terminée le 30 juin

1920 - résultats que je puis dire satisfaisants puisqu'ils démontrent que, non seulement les finances de la province sont en bon état, mais que cette province elle-même mérite bien les éloges qui lui sont décernés par la presse du pays tout entier, quand elle parle de la province de Québec à la condition économique si sûre, si saine et si ferme - je crois qu'il convient d'étudier un peu quelques-unes des conditions économiques existant dans le monde et dans notre propre pays.

Actuellement, notre pays, comme tant d'autres, traverse une période de rétablissement. L'ère de la hausse des prix et des cours surfaits, qui est la conséquence ordinaire des grandes guerres, prend fin graduellement. Les prix sont tombés de 15 %, et selon l'avis de nos principaux banquiers et financiers, ils n'ont pas atteint le plus bas degré de l'échelle.

Il n'y a rien en cela d'inattendu ou d'anormal; c'est un effet de la loi naturelle du rendement et de la demande, comme des conditions économiques en général. On ne saurait y arriver au moyen d'une législation ou d'une fixation des prix. La hausse des prix tient à la règle de la production et de la demande. Et c'est aussi la même règle qui déterminera la baisse. Trop souvent les gens attribuent la rareté du produit à l'égoïsme accapareur, oubliant qu'il est de l'homme de toujours chercher à obtenir les plus hauts prix lorsqu'il vend, et à payer les plus bas lorsqu'il achète. Depuis quelques temps, on a restreint les achats dans une grande mesure.

Les banques ont tiré les cordons de leurs bourses et limité leur crédit. Les négociants qui disposaient de fonds de commerce considérables se sont vus forcés de vendre à perte en bien des cas, pour faire face au nouvel état de choses. Ce sont là les résultats naturels des conditions économiques. Et tout cela signifie que les conditions économiques anormales évoluent graduellement vers la normale et reprennent leur assiette naturelle.

Un autre facteur qui est entré en fonction, c'est la concurrence étrangère dans le commerce. Pendant ces quelques dernières années, elle a été très faible, grâce à la guerre, mais aujourd'hui que celle-ci est finie, le fabricant étranger a remis son personnel et ses machines, qui travaillaient au matériel de guerre, à la production des choses du commerce; il envahit nos marchés et lutte vivement contre nos propres fabricants.

La situation qui nous est faite est certainement sérieuse, et le seul moyen pour nous de lutter avec succès dans cette guerre industrielle se

trouve dans une sage coopération du capitalisme et du travailleur; un plus grand perfectionnement de notre main-d'œuvre; une plus grande production agricole; un développement plus général de nos ressources naturelles, et l'observance d'une plus judicieuse économie.

J'ai toujours prétendu que la coopération était chose essentielle à la prospérité de notre pays, mais jamais autant qu'aujourd'hui. C'est par la coopération que l'on a pu avoir raison de l'ennemi allemand. Et cette coopération est tout aussi nécessaire dans la lutte commerciale qui s'engage, si l'on veut affronter et vaincre les difficultés auxquelles nous avons à faire face.

Rien ne sert toutefois de nous faire pessimistes. Au lieu de réchauffer de nos regrets les choses mortes du passé, allons voir plutôt au développement de nos ressources naturelles; à l'augmentation du rendement de nos terres, à l'amélioration de nos méthodes. Nous possédons des ressources naturelles d'une valeur incalculable, dont la surface n'a été encore qu'à peine effleurée. Nous avons de la terre à culture d'une grande richesse, d'une immense étendue, attendant la main du colon et du laboureur. Ce qu'il nous faut, ce sont des bras vigoureux, des cœurs généreux qui entreprendront de développer ces terres. Depuis quelques années, la tendance chez nos jeunes gens a été de désertir les districts agricoles pour les cités et les villes. C'est le temps de renverser ce mouvement. Que les jeunes

gens quittent les villes déjà trop encombrées et s'en aillent à la campagne prêter leur aide à l'industrie primordiale de l'agriculture. Les pays d'Europe que la guerre a dévastés sont incapables de suffire à leurs propres besoins, et l'équilibre de l'approvisionnement dans le monde entier n'est pas encore rétabli. La demande de victuailles est grande, et, avec une plus grande production agricole, notre province et notre pays se trouveront en bon état de répondre au changement de conditions.

Voici que nous entrons dans une ère nouvelle, ayant à faire face à des conditions toutes nouvelles. Le succès de notre avenir dépend de notre habileté à maintenir notre unité d'opérations et à coopérer les uns avec les autres. Je ne doute pas du résultat. J'ai assez de confiance en mon pays et sa population pour être certain qu'aucun effort ne sera épargné, afin de vaincre les difficultés qui se présentent devant nous, et que nous sortirons triomphants de la mêlée économique qui s'engage actuellement.

Avec votre permission, monsieur l'Orateur, je vais maintenant vous soumettre en détail les opérations financières du dernier exercice; je suis sûr que non seulement vous les trouverez satisfaisantes, mais qu'elles stimuleront un plus grand effort, tant de cette Chambre que de la population de la province, dans la conviction que nous commençons la lutte sur un aussi bon pied que tout autre pays du monde.

Année fiscale 1919-1920

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1920, étaient :

Revenu ordinaire.....	\$10,449,393.34
Dépense ordinaire.....	<u>10,399,345.69</u>
Surplus en prévision.....	\$ 50,047.65

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$14,472,650.87
Dépense ordinaire.....	<u>13,520,740.37</u>
Surplus.....	\$ 951,910.50

Le revenu ordinaire a excédé les prévisions de \$4,023,257.53, et la prévision des dépenses ordinaires a été dépassée de \$3,121,394.68.

Les recettes et les dépenses ont été les plus considérables que l'on trouve dans l'histoire de la province. (Voir état no 1)

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions
1919-1920**

Voici quelques-uns des principaux services dans lesquels le revenu a excédé les prévisions :

Terres et Forêts	\$ 647,587.02
Mines, Pêche et Chasse	181,852.14
Fonds des bâtisses et des jurés	77,748.30
Licences	1,254,079.42
Taxes sur corporations commerciales, etc.	281,759.12
Droits sur les successions	486,930.71
Loi des véhicules moteurs	480,725.77
Revenu casuel	249,873.82
Et il y a eu d'autres services dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions de	129,101.50

(Voir état no 2)

**Comparaison avec les prévisions,
Dépenses ordinaires, 1919-1920**

La dépense pour les services suivants a excédé les prévisions des sommes suivantes :

Dette publique	\$ 85,288.45
Législation	134,950.01
Gouvernement civil	93,322.42
Administration de la justice	162,470.20
Juges de la Cour des sessions de la paix, etc.	4,636.79
Inspection des bureaux publics	2,000.00
Instruction publique	53,495.87
Asiles d'aliénés	118,321.02
Écoles de réforme et d'industrie	26,500.00
Mines, Pêche et Chasse : Service de l'enregistrement (cadastre)	11,146.28
Colonisation	250,000.00
Hygiène	56,094.40
Travaux publics (ordinaires)	202,883.48
Travail	4,252.20
Agriculture	330,900.00
Voirie	860,866.59
Terres et Forêts	198,000.00
Dépenses sur le revenu	214,665.16
Services divers	<u>311,501.81</u>

La dépense ordinaire réelle a excédé la prévision de..... \$3,121,394.68

(Voir état no 3)

Opérations de caisse en 1919-1920

Le 1 ^{er} juillet 1919, il y avait dans diverses banques la somme de	\$879,233.34
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à	<u>927,106.87</u>
	\$ 47,873.53

Les recettes du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920 ont été :

Revenu ordinaire	\$14,472,650.87
Dépôts en fidéicommiss	445,983.47
Endiguement de la rivière Saint-François	27.00
Emprunt du dominion <i>re</i> logements ouvrier	85,000.00
Emprunts temporaires	5,000,000.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3	6,524,700.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (débentures des chemins à barrières de la rive nord	<u>1,500.00</u>
	\$26,529,861.34

Paievements du 1^{er} juillet 1919 au 30 juin 1920 :

Dépenses ordinaires	\$13,520,740.37
Dépôts en fidéicommiss	408,904.56
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction	750.00
Loi des bons chemins, 1912	3,413,108.77
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice	93,314.25
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	145,000.00
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	11,578.20
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts	128,932.01
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	466,329.68
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	27,766.44
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00
Remboursement d'un emprunt temporaire	1,000,000.00
Rachat de la dette publique : remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	6,000,000.00
Chemins à barrières de la rive nord, échange de débentures	<u>1,500.00</u>
	<u>25,302,924.28</u>
Excédent de recettes	<u>\$1,226,937.06</u>
Balance	\$1,179,063.53
Savoir :	
Le 30 juin 1920, il y avait en dépôts dans diverses banques	\$1,783,842.24
Sur quoi, il y avait à payer des mandats en cours au montant de	<u>604,778.71</u>
	\$1,179,063.53

**Comparaison des recettes ordinaires de 1919-1920
avec celles de 1918-1919**

Le total des recettes ordinaires pour 1919-1920 a été de.....	\$14,472,650.87
Le total des recettes ordinaires pour 1918-1919 a été de.....	<u>12,666,352.03</u>
Augmentation dans la recette de 1919-1920 de.....	\$ 1,806,298.84

Les recettes provenant des services suivants ont excédé celles de 1918-1919, viz :

Puissance du Canada.....	93.36
Terres et Forêts	523,446.00
Mines, Pêche et Chasse.....	160,454.51
Administration de la justice	15,284.12
Timbres d'enregistrement	89,029.91
Licences	197,974.75
Taxes sur corporations commerciales, etc.	52,128.62
Droits sur les successions.....	327,915.69
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	71,239.58
Loi des véhicules-moteurs	282,669.83
Loi des distributeurs automatiques	1,091.10
Inspection des hôtels et maisons de pensions - honoraires	904.00
Percentage sur honoraires d'officiers publics.....	17,494.00
Législation.....	9,061.11
Écoles de réforme et d'industrie	27,987.19
Revenu casuel	121,369.96
Loi des assurances, revenu.....	15,316.65
Travaux et édifices publics - loyers	3,430.60
Intérêt sur dépôts et placements.....	5,795.03
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	59,819.00
Prime, escompte et change.....	111,093.92
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, numéro 2.....	2,489.58
Contributions des municipalités <i>re</i> dépenses de la commission technique et directeur du logement.....	<u>1,500.00</u>
	\$2,097,588.51

Les recettes provenant des services suivants ont été moins élevées qu'en 1918-1919, viz :

Loi des ingénieurs stationnaires - honoraires.....	\$ 1,177.75
Taxes en vertu de 3 George V, chapitre 38.....	3,465.64
Loi des détectives privés -revenu.....	160.00
Entretien des aliénés	242,831.72
<i>Gazette officielle de Québec</i>	5,201.29
Service civil, contributions au fonds de pension	944.57
Loi des compagnies de fidéicommiss - revenu.....	1,838.63
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	794.64
Contributions des fabriques de beurre et de fromage en vertu de 5 George V, chapitre 31	9,772.27
Contributions des municipalités en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13.....	1,000.00
Remboursement des subventions aux chemins de fer - taxe.....	20,457.82
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	<u>3,645.34</u>
	291,289.67
Augmentation nette en 1919-1920.....	\$1,806,298.84

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1919-1920
avec celles de 1918-1919**

Total des dépenses ordinaires en 1919-1920	\$13,520,740.37
Total des dépenses ordinaires en 1918-1919	<u>12,272,675.31</u>

Augmentation sur les dépenses ordinaires de 1919-1920	\$ 1,248,065.06
---	-----------------

Les dépenses pour les services suivants ont excédé celles de 1918-1919, viz :

Législation.....	\$ 42,506.51
Gouvernement civil.....	83,165.56
Administration de la justice	99,630.51
Instruction publique	77,592.07
Hygiène	48,011.92
Travaux publics (ordinaires)	29,041.75
Travail	10,221.92
Agriculture	222,600.00
Voirie	554,027.66
Terres et Forêts	147,950.00
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration	173,131.93
Institution de bienfaisance	800.00
Asiles d'aliénés	<u>3,661.71</u>
	\$1,492,341.54

Les dépenses pour les services suivants ont été moins élevées qu'en 1918-1919, viz :

Dette publique.....	\$ 2,222.78
Écoles de réforme et d'industrie	17,165.37
Charges sur le revenu.....	95,465.87
Services divers	<u>129,422.46</u>
	<u>244,276.48</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1919-1920 sur celles de 1918-1919	\$1,248,065.06
--	----------------

La balance des subventions aux chemins de fer en argent et des subventions en terres converties en argent, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1920, était de \$534,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province
de Québec au 30 juin 1920**

Passif

Dette consolidée courante avant la conversion	\$38,964,586.72	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$40,708,113.55
 Emprunt temporaire		5,000,000.00
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers		85,000.00
Dépôts en fidéicommiss		778,661.33
Mandats non payés		604,778.71
Obligations du palais de justice de Québec		21,600.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60,000.00</u>
		\$48,756,763.22

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. "viz" :		
Déposé dans les banques	\$237,751.65	
Placement en obligations du palais de justice de Québec	21,600.00	
Placement en débetures de la province de Québec	80,000.00	
Placement en bons de la Victoire du Canada, (1937)	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
 Placement en actions inscrites 3 % de la province de Québec	785,023.44	
Placement en actions enregistrées 4½ % de la province de Québec	489,715.59	
Placement en débetures 4 % de la province de Québec	11,248.42	
Placement en débetures 4½ % de la province de Québec	96,827.15	
Placement en débetures 5 % de la province de Québec	23,567.65	
Placement en bons de guerre du Canada	<u>9,600.00</u>	
		\$2,176,362.25

**Passif direct et actif disponible de la province
de Québec au 30 juin 1920 (suite)**

Actif (suite)

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,173,006.03	
Argent en banques.....	1,783,842.24	
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de propriété.....	5,000.00	
Prêts à diverses personnes.....	107,437.29	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice	2,539,532.33	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François.....	592,812.82	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	61,578.20	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4.....	128,932.01	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4.....	466,329.68	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5	27,766.44	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00	
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36.....	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,798.35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16.....	21,600.00	
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$18,224.15	
Fonds d'amortissement, compris dans les dépôts en fidéicommis.....	<u>41,775.85</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>\$12,972,756.73</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920.....		\$35,784,006.49

Dettes consolidées

Le 30 juin 1919, la dette consolidée en cours était.....	\$39,706,613.55
Le 30 juin 1920, la dette consolidée en cours était.....	<u>\$40,708,113.55</u>
Augmentation de la dette consolidée en cours durant l'année 1919-1920	\$ 1,001,500.00

Justifiée comme suit :

Réduction :

Obligations de l'emprunt du 1 ^{er} avril 1915 en vertu de 5 George V, chapitre 2, rachetées	\$6,000,000.00
---	----------------

Dettes consolidées (suite)

Augmentation :

Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2	\$ 1,500.00	
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3	<u>7,000,000.00</u>	
		<u>7,001,500.00</u>
		\$ <u>1,001,500.00</u>

La dette consolidée au 30 juin 1920, consistant en obligations et en actions courantes de divers emprunts de la province était \$40,708,113.55

Contre laquelle le fonds d'amortissement placé s'élevait à 2,176,362.25

Soit une balance nette de dette consolidée de \$38,531,751.30

La balance nette de la dette consolidée au 30 juin 1920 accuse une augmentation de \$815,464.33 sur la balance de la dette consolidée au 30 juin 1919. Cette augmentation s'explique par le rachat de \$6,000,000 de bons de l'emprunt du 1^{er} avril 1915, en vertu de 5 George V, chapitre 2 et \$186,035.67 placés au compte du fonds d'amortissement : moins \$1,500 de débentures émises en vertu de 6 George V, chapitre 2, et \$7,000,000 de débentures émises en vertu de 10 George V, chapitre 3.

Comme vous le verrez, il y a eu une augmentation de \$815,464.33 dans la dette nette consolidée, mais ce n'est pas une augmentation bien considérable si l'on observe que, pour la voirie seulement, il a été dépensé \$3,413,108.77 l'année dernière. Le montant total de la dette nette consolidée est de \$38,531,751.30. L'on ne peut pas dire que c'est excessif, si l'on considère que, de 1912 au 30 juin dernier, il a été dépensé \$25,153,108, pour les chemins. Au prix de cette dépense nous avons aujourd'hui environ 3,400 milles de chemins en macadam amélioré, bétonnés et gravelés dans toute l'étendue de la province, ce qui a le bon effet de diminuer le coût de la livraison des produits agricoles au consommateur urbain, de faciliter la circulation dans le pays tout entier, sans parler de

l'invite aux touristes de venir ici dépenser leur argent.

Une autre dépense au compte du capital, qui a augmenté la dette, est celle pour le développement de nos forces hydrauliques. Ici encore, nous voyons les résultats avantageux de cette politique. La réserve énorme de forces hydrauliques à bon marché, qui ont été ainsi développées, constitue l'un des facteurs les plus importants qui attireront dans cette province plusieurs grandes industries des États-Unis et procureront du travail à la population.

C'est ce que nous avons vu aux Trois-Rivières, de simple village rural qu'elle était devenir une florissante cité. Nous avons vu surgir comme par enchantement des villes prospères telles que La Tuque, Grand'Mère, Shawinigan Falls, et tant d'autres dans la province que nous ne voudrions toutes énumérer.

Malgré ces grandes dépenses, la dette *per capita* n'a augmenté que de \$14.86 au 30 juin 1905 à \$15.49, au 30 juin 1920, soit 4 cents par année.

On verra donc, à ce qui précède, que si des dépenses considérables n'avaient pas été faites pour les chemins seulement, sans parler de l'éducation et des autres grands services publics, la dette consolidée de la province se réduirait à rien, et

personne ne peut critiquer les dépenses que nous avons faites pour ces grands services publics.

C'est bien l'intention du gouvernement de continuer à dépenser économiquement et sagement pour les grands services publics de l'éducation, de la voirie, de l'agriculture et de la colonisation.

La question de l'éducation en est devenue une de la plus grande importance dans cette province, et au cours de la présente session un projet de loi vous sera soumis pour autoriser, entre autres, le paiement de \$1,000,000 à chacune des universités Laval et McGill, et conférer au gouvernement le pouvoir d'emprunter \$3,000,000 pour l'éducation élémentaire, modèle et d'autres degrés, ainsi que pour venir en aide aux nécessiteux et aux malades, surtout dans les hôpitaux de tuberculeux, et pour l'assistance publique en général.

Tout cela entraînera une dépense considérable. Mais je crois que tout cela constitue une dépense nécessaire, sage et judicieuse, pourvu qu'elle soit faite avec discrétion. Pour y subvenir, il faut trouver de l'argent. Or, il n'y a que deux manières de prélever les capitaux, emprunter, taxer et émettre des licences.

Le gouvernement s'est efforcé, dans le passé, de se procurer autant d'argent qu'il a pu au moyen de la taxe, pour n'avoir à emprunter que le moins

possible, et je crois pouvoir dire que nulle province, aussi grande et aussi importante que la nôtre, a emprunté aussi peu et a su augmenter si bien son revenu, à l'aide de modes et de moyens justes et équitables de créer des recettes sans accabler le contribuable. On s'est toujours efforcé de faire contribuer davantage ceux qui étaient le plus en moyens de supporter l'impôt, et le gouvernement, de temps à autre, depuis quelques années, a notablement augmenté son revenu tiré des ressources forestières, du développement des forces hydrauliques, des licences d'automobiles et d'autres lois de licences, de manière à faire payer la plus grande partie du revenu de la province à ceux qui jouissaient de privilèges.

Je puis dire que le gouvernement entend bien poursuivre la politique ainsi inaugurée, afin que la province garde la place élevée qu'elle occupe, maintienne ses dépenses dans la limite de ses revenus et continue d'accuser des surplus à la fin de chaque exercice financier. Et tout cela est nécessaire, essentiel même, si nous voulons conserver le rang que nous avons pris parmi les provinces de la confédération, si nous voulons poursuivre notre marche dans la voie du progrès, du développement et de la prospérité.

Dette non consolidée

Au 30 juin 1920, la dette non consolidée consistait en :

Emprunts temporaires	\$5,000,000.00
Dépôts en fidéicommiss	778,661.33
Mandats non payés	604,778.71
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902	1,473,609.63
Puissance du Canada - prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00
Obligations du palais de justice de Québec	21,600.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke	<u>60,000.00</u>
	\$8,048,649.67

Par contre, il y avait à la même date :

Argent en banque	\$1,783,842.24
Coût de l'École normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser sur la vente de propriété	5,000.00
Prêts à diverses personnes	107,437.29
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice	2,539,532.33
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	592,812.82
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	61,578.20

Dettes non consolidées (suite)

Nouvelle prison, district de Montréal, avance	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval	38,798.35	
Part de Québec, fonds des écoles communes.....	1,173,006.03	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts, agrandissement, avance.....	128,932.01	
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal, avance.....	466,329.68	
Pont sur la rivière Batiscan, avance	27,766.44	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00	
Taxe du palais de justice, Québec.....	21,600.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke.....	60,000.00	
		<u>\$10,796,394.48</u>

Ce qui laisse sur la dette non consolidée un surplus d'actif de..... \$ 2,747,744.81

L'année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire, pendant les six mois finissant le 31 décembre 1920, sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement dépassées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires pour l'exercice courant, d'après le montant de mandats spéciaux émis depuis le 1^{er} juillet, \$93,271.26, comme l'indique l'état déposé sur la table de la Chambre, et d'après le budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre, des montants requis pour différents services, pour compléter la dépense nécessaire de l'année courante.

Mais l'on compte que cette augmentation des dépenses sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge les recettes perçues à venir au 31 décembre dernier.

Prévisions pour l'année 1921-1922

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1922, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que de l'effet des conditions actuelles du monde financier, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit :

Revenu ordinaire.....	\$13,010,743.18
Dépenses ordinaires.....	<u>12,806,787.93</u>
Surplus probable de revenu	\$ 203,955.25

Emprunts

Je donnerai maintenant quelques détails des différents emprunts qui ont été faits par le gouvernement durant la dernière année fiscale et l'année courante.

**Emprunt temporaire
du 15 juin 1920**

En vertu de l'article 807 des statuts refondus de Québec, 1909, et d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, du 17 juin 1920, nous avons obtenu de la Banque de Montréal un emprunt temporaire de cinq millions de piastres, portant intérêt au taux de 6 pour cent par année.

Cet emprunt a été fait pour rembourser temporairement au fonds du revenu consolidé de la province une partie de la dépense encourue partiellement, afin de subvenir aux avances faites pour l'endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice, celui des eaux de la rivière Saint-François et celui des rivières Sainte-Anne et Savane; pour l'agrandissement du sanatorium de Sainte-Agathe des Monts; pour la construction d'une annexe au palais de justice de Montréal; pour la construction

d'un pont sur la rivière Batiscan, ainsi que pour les bons chemins en vertu de la loi des bons chemins, 1912, dépenses auxquelles il faut pourvoir, d'après les lois qui les autorisent, au moyen d'emprunts permanents.

Cet emprunt a été remboursé le 18 octobre 1920 avec le produit d'emprunts à courte échéance, autorisés par la loi 10 George V, chapitre 3.

Emprunt du 1^{er} mars 1920

En vertu de la loi 10 George V, chapitre 3, des soumissions ont été demandées par l'entremise de la Banque de Montréal, aux principaux comptoirs financiers du Canada et des États-Unis, pour \$3,500,000 de bons d'or à cinq ans de la province de Québec, datés du 1^{er} mars 1920, portant intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement le premier mars et le premier septembre, principal et intérêt payables en or, à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, New York, à l'option du porteur. Les bons devant être de la dénomination de \$1,000 chacun, avec coupons d'intérêt y annexés.

En réponse à cette demande, des soumissions ont été reçues de deux syndicats. La soumission la plus favorable, celle du syndicat composé de MM. Wood, Gundy & Company, et de la Dominion Securities Corporation, a été acceptée, et le montant de \$3,255,973.66 a été mis par eux au crédit de la province à l'agence de la Banque de Montréal, New York.

Le prix obtenu pour ces bons en fonds canadiens a été de 104.59, la province étant toutefois obligée de payer le taux courant d'échange réalisant comme susdit.

Des soumissions ont été demandées pour une deuxième émission de \$3,500,000 aux mêmes conditions, par l'entremise de la Banque de Montréal.

En réponse à cette demande, trois syndicats ont soumissionné, et la soumission la plus favorable, celle du syndicat composé de MM. Harris, Forbes & Co., constitués en corporation, et de la National City Company, a été acceptée et le montant de \$3,302,366.67 a été mis par eux au crédit de la province de Québec, à l'agence de la Banque de Montréal, New York.

Le prix obtenu pour cette émission en fonds canadiens a été de 105.13, la province étant toutefois obligée de payer le taux courant d'échange réalisé comme susdit.

Avec le produit de ces deux emprunts, l'emprunt temporaire de \$6,000,000 autorisé par la section 1 de la loi 5 George V, chapitre 2, devenant dû le 1^{er} avril 1920, a été payé, la balance du produit des bons étant affectée à la réduction des avances faites à même le fonds du revenu consolidé. L'intérêt accru \$33,640.33, a été porté au crédit du compte d'intérêt.

Emprunt du 1^{er} juin 1920

En vertu de la loi 10 George V, chapitre 3, des débentures pour \$5,000,000 ont été émises, datées du 1^{er} juin 1920, portant intérêt au taux de six pour cent par année, payable semi-annuellement le 1^{er} juin et le 1^{er} décembre, \$2,500,000 devenant dues le 1^{er} juin 1925, et \$2,500,000 devenant dues le 1^{er} juin 1930.

Principal et intérêt payables en or à la Banque de Montréal, à Québec ou à Montréal, ou à Toronto, à l'option du porteur. Des obligations en dénominations de \$100, \$500 et \$1,000 ont été émises, dont \$1,000,000 ont été vendues à la Montreal City and District Savings Bank. Montréal, à 98.53 avec intérêt accru, et \$4,000,000 ont été émises et offertes au public par l'entremise de la Banque de Montréal et plusieurs autres maisons financières, en payant une commission de 1 %, ce qui laissait un montant net de 99.00 à la province, et toute cette partie a été vendue à ce taux. Sur toute l'émission de \$5,000,000 la province a réalisé \$4,993,692.30.

Le produit de ces emprunts a été affecté au paiement de l'emprunt temporaire du 15 juin 1920. L'intérêt accru, \$48,392.30, a été porté au crédit du compte d'intérêt.

Certains financiers ont critiqué le fait que le gouvernement n'a pas accepté les soumissions qui ont été demandées pour cet emprunt par les agents du fisc de la province de Québec, dans une demande de soumissions en date du 14 avril 1920, laquelle demande de soumissions contenait les conditions suivantes :

"La livraison et le paiement se feront à la Banque de Montréal, Québec, le 15 mai prochain,"

et :

"Aucune soumission pour aucune partie de l'émission ou pour garanties non exactement telles que décrites ou variant dans les conditions de paiement et de livraison, ne sera prise en considération."

Trois soumissions ont été reçues en réponse à la demande de soumissions telle qu'elle a été faite: l'une, de la Dominion Securities Corporation, Limited et syndicat, une autre, de Hanson Brothers et syndicat, et la troisième de la Banque de Hochelaga. Les deux premières soumissions mentionnées étaient conformes aux conditions de la demande, mais la soumission de la Banque de Hochelaga contenait des modifications, quant au paiement et à la livraison, contrairement aux conditions spécifiques contenues dans la demande de soumissions, comme suit :

"Dans le cas où l'une des offres 1, 2 ou 3 sera acceptée, nous prendrons livraison de et paierons pour \$1,000,000, le 15 mai 1920; \$1,500,000, le ou avant le 15 juin 1920; \$1,250,000, le ou avant le 1^{er} septembre 1920; \$1,250,000, le ou avant le 1^{er} octobre 1920."

"Dans le cas où l'une des offres 4 et 5 sera acceptée, nous prendrons livraison de et paierons pour \$1,000,000 le 15 mai 1920, et \$1,500,000 le ou avant le 15 juin 1920."

Comme la soumission de la Banque de Hochelaga était la plus haute, mais non conforme à la demande de soumissions, il a été jugé à propos de n'accepter aucune des soumissions qui avaient été faites, les agents du fisc de la province ayant réservé leur droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions, dans les termes suivants:

"La plus haute ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée."

La position prise par la province, c'est que l'on ne pouvait accepter la plus haute soumission parce qu'elle n'était pas conforme à la demande, car cela aurait été manifestement injuste pour les autres soumissionnaires, et la province aurait pu se faire vertement critiquer par toute autorité commerciale et financière; ce qui aurait pu préjudicier d'une manière indécidable à son crédit pour toutes autres demandes de soumissions à l'avenir, les institutions financières refusant peut-être de soumissionner à des émissions futures, d'où résulterait pour la province une perte matérielle considérable et un discrédit irréparable, sans parler de la juste et équitable réprobation d'une telle manière d'agir avec des soumissionnaires.

Ainsi donc, le gouvernement a négocié la vente du \$1,000,000 susdit avec la Montreal City and District Savings Bank, Montréal, à 98.53, aux conditions que ces obligations seraient gardées comme placements durant tout le terme pour lequel elles avaient été émises, et qu'elles ne seraient pas mises sur le marché en concurrence avec la balance de l'émission de \$4,000,000, dont on avait l'intention de disposer par l'intermédiaire des agents

du fisc de la province, et divers autres établissements de courtage, comme susdit, au pair avec intérêt accru, et d'obtenir pour la province 99.00 net.

J'ajouterai en terminant que cette Chambre et la province de Québec n'ont pas d'excuses à faire à personne, et nous pouvons lever la tête avec fierté, quand on parle de la cote de nos valeurs provinciales sur le marché mondial.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi la soumission de la Banque d'Hochelaga pour l'émission d'obligations n'a pas été acceptée?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je n'ai pas accepté cette soumission parce qu'elle n'était pas conforme aux conditions stipulées par les demandes de soumissions. Nous avons négocié nos obligations au pair, et je puis dire que nous avons fait le meilleur marché qu'aucun gouvernement ait fait en ce pays. Je n'ai pas accepté cette soumission car, si je l'avais acceptée, je n'aurais pas respecté les conditions passées pour les soumissions à cet emprunt.

Les journaux ont critiqué le trésorier provincial, étant dit que le fait d'avoir refusé cette soumission avait fait perdre à la province, dans cette transaction, une somme de \$55,000.00.

M. l'Orateur, quand même j'aurais fait perdre \$55,000.00 à la province, je ne le regretterais pas, si j'ai, comme je le crois sincèrement, sauvé l'honneur de la province en respectant les engagements que nous avons pris vis-à-vis de tous les soumissionnaires dans cette affaire. Il (l'honorable M. Mitchell) explique qu'il invita alors les différents courtiers d'obligations à se réunir et qu'il réussit à faire vendre les obligations de la province aux meilleures conditions possible.

Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé, jusqu'au 31 décembre 1920, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9 et 10 George V, chapitre 7, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement; le montant reçu des emprunts faits en vertu de ladite loi; le montant avancé à même le revenu consolidé; le montant déterminé pour chaque municipalité et la balance à payer, quand les travaux au montant de leurs allocations auront été faits.

Paiements aux municipalités à date	\$16,255,216.68
Paiements sur chemins du gouvernement à date	<u>7,511,225.35</u>
	\$23,766,442.03
Produit net des emprunts.....	<u>5,850,805.32</u>
Excédent des paiements sur le produit des emprunts.....	17,915,636.71
Montant réparti aux municipalités à date	17,310,563.53
Montant payé là-dessus.....	<u>16,255,216.68</u>
Balance à payer à mesure que les travaux progresseront.....	\$ 1,055,346.85

L'état ci-dessus démontre que les paiements aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi des bons chemins, 1912, telle qu'amendée par les lois 5 George V, chapitre 3; 7 George V, chapitre 9, et 10 George V, chapitre 7, s'élèvent à \$23,766,442.03 sur le montant de \$20,000,000 autorisé par la Législature.

Les états que je viens de vous soumettre, vous ont convaincu sans doute, M. l'Orateur, ainsi que les honorables membres de cette Chambre, et je suis sûr qu'ils convaincront également la population de cette province, que Québec est prospère. Et l'on doit se demander comment nous en sommes venus à cette prospérité. Avec votre permission, je vais essayer de vous donner quelques-unes des causes, qui, à mon avis, ont rendu la situation économique de Québec aussi solide et aussi saine que nous la trouvons aujourd'hui.

La première raison, qui est aussi la plus importante, se trouve dans le caractère et les qualités de la population, qui, grâce à son profond amour de la patrie, son attachement au foyer, et ses éminentes qualités de frugalité, d'ingéniosité et de fermeté de caractère, a su attirer sur elle-même et sur la province toute entière, l'estime de tout le continent Nord Américain.

En second lieu, je crois bien que l'administration de la province y est aussi pour quelque chose, le peuple envoyant à cette assemblée de vrais représentants de son idéal, qui ont toujours donné un appui unanime à Sir Lomer Gouin, et à son gouvernement depuis 1905. Je crois qu'il me sera permis de parler de ce qui a été accompli durant l'administration de Sir Lomer Gouin, que l'on exalte aujourd'hui de l'Atlantique au Pacifique comme un exemple d'administration efficace, saine et progressive. Sir Lomer Gouin a toujours recherché l'économie, sans toutefois laisser souffrir les grands

services publics. L'équilibre a été maintenu entre les recettes et les dépenses; durant son administration nous n'avons pas connu de déficit, et un surplus global de \$10,298,162.77 a été accumulé et dépensé tout entier pour l'éducation, la voirie, l'agriculture, la colonisation et les autres grands services publics.

Les octrois à l'éducation ont été augmentés de \$534,460 par année à \$1,673,561 par année, et durant les quinze années de son administration, il a été dépensé \$17,573,269 pour ce service.

On a inauguré une politique de bons chemins, à l'aide de laquelle plusieurs routes nationales, plusieurs chemins régionaux et municipaux ont été construits, au point qu'aujourd'hui nous avons plus de 3,400 milles de chemin macadamisés et gravelés à la moderne dans toute la province. Ces travaux ont coûté environ \$25,153,108.

Les octrois à l'agriculture ont été augmentés de \$218,600 à \$887,400 par année, soit un total de \$7,653,773.

Une forte impulsion a été donnée à la colonisation, le crédit annuellement affecté à ce service ayant été augmenté de \$136,500 à \$709,000, et la Législature a été autorisée à emprunter \$5,000,000 pour les fins de la colonisation.

De plus en 1907, après maintes négociations, Sir Lomer a réussi à faire augmenter le subside fédéral de quatre-vingts cents *per capita* sur la population de 1861, à quatre-vingts cents *per capita* sur la population, telle que reconnue par chaque recensement décennal.

En 1905, la province de Québec avait une superficie de 351,873 milles carrés. Aujourd'hui elle a une étendue de 703,653 milles carrés, ce qui est dû à la persévérance de Sir Lomer Gouin pour faire amender l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, et annexer à Québec tout le territoire de l'Ungava.

Une mesure très importante qui a été adoptée, dont l'avantage sera considérable et durable, particulièrement au point de vue matériel et industriel, a été la loi prohibant l'exportation du bois de pulpe à l'état non manufacturé. Cette loi a eu l'excellent effet de faire établir, dans toute la province, plusieurs pulperies et fabriques de papier prospères, de sorte que nous produisons actuellement plus de cinquante pour cent de la pulpe mécanique, et quarante pour cent du papier fabriqué au Canada, et notre province est considérée comme l'un des principaux centres d'activité pour la fabrication de la pulpe et du papier dans le monde entier.

De grands progrès ont été faits dans le développement de nos forces hydrauliques et aujourd'hui, la force électrique se distribue sur toute

l'étendue, en longueur et en largeur, de la province de Québec. Un grand réservoir a été construit à La Loutre, sur la rivière Saint-Maurice, pour retenir les eaux du versant septentrional. Un lac d'environ trois cents milles carrés a été ainsi formé, emmagasinant cent soixante billions de pieds cubes d'eau, ou deux fois la capacité de l'écluse d'Assouan, en Égypte. Comme résultat de cette entreprise, 1,000,000 de forces permanentes ont été développées dans cette rivière et les chutes déjà développées ont doublé leur capacité.

Un barrage a aussi été construit dans la rivière Saint-François, ce qui a pratiquement doublé les forces déjà harnachées de cette rivière.

Le gouvernement a aussi songé pendant quelque temps au développement de la rivière Sainte-Anne de Beaupré, la rivière Chaudière, la rivière Harricana, la rivière Bell, et la rivière Jacques-Cartier, ainsi que les lacs Kénogami et Saint-Jean. Le coût de ces travaux est payé au moyen de charges imposées à ceux qui utilisent cette force, et un surplus appréciable obtenu en sus du coût d'entretien et du fonds d'amortissement, chaque année, tombe dans le trésor de la province.

Vous en conviendrez, j'en suis sûr, ce résumé des principaux bienfaits que nous tenons de l'administration de Sir Lomer Gouin assure à ce dernier une bonne partie de l'honneur qui nous revient du haut prestige de la province de Québec.

J'ai déjà parlé du grand développement industriel du district de Saint-Maurice, du progrès de Trois-Rivières, et de l'apparition de plusieurs villes dans ce voisinage. Je pourrais aussi signaler un semblable développement à Sherbrooke, Drummondville, Magog, et autres endroits du midi de la province, ou encore du développement de Chicoutimi, Port Alfred, Chandler, Kipawa, de fait l'immense développement industriel qui s'opère sur toute l'étendue de la province.

Je puis ajouter que non seulement la province est à la tête de la grande industrie de la pulpe, mais encore est, de toutes les provinces, celle où il se fabrique et construit plus de chaussures, vêtements, cotonnades, ponts métalliques, matériel de chemin de fer, tabac, cigares et sucre raffiné.

En d'autres termes, Québec est non seulement une province agricole, mais une province industrielle florissante, et elle est au premier rang des provinces manufacturières.

Cela est dû, je crois, en partie au fait que, dans la province de Québec, le capital est en sûreté. Le capital est considéré comme un droit acquis, cela est maintenant reconnu non seulement ici, mais dans

tout le reste du Canada, aux États-Unis et même en Europe; ce qui veut dire que le capital est venu et continuera de venir chercher ici des placements; le capitaliste en quête de placement sachant bien qu'ici, ses capitaux sont en sûreté et que ses droits seront protégés. En outre, le fabricant et le capitaliste savent que les conditions ouvrières sont meilleures ici, probablement, que n'importe où ailleurs en Amérique. Il y a moins de radicalisme, moins de socialisme, aucun bolchévisme, plus de contentement, plus de satisfaction et, par suite, de meilleures relations entre patrons et employés. Le capitaliste et l'ouvrier savent que le brave agriculteur de Québec a placé son dévolu dans le sol de la terre natale, qu'il porte intérêt au progrès des industries, au contentement des classes ouvrières, chez qui il trouve marché pour ses produits et qui constituent les deux autres éléments importants de la grande société composée du capitaliste, de l'ouvrier, et de l'agriculteur.

La prospérité du manufacturier, le succès de l'industriel, le contentement, la satisfaction de l'artisan, et l'état actuel de l'agriculteur, tout cela s'est opéré sous une administration libérale, et je dirai au peuple de la province, capitalistes, artisans, agriculteurs et à tous, qu'ils n'ont rien à craindre parce que le programme et les principes du libéralisme se réclament de la coopération du progrès et de la prospérité.

M. l'Orateur, vous trouverez dans ce qui précède quelques-unes des raisons pour lesquelles la province de Québec est prospère, et en comptant sur les qualités inhérentes de sa population, de même que sur les vastes ressources que recèlent son sol, ses champs, ses cours d'eau et ses forêts, j'ai toute confiance en son avenir. Conservons, en faisant face à cet avenir, le même espoir et la même détermination qui nous ont soutenus dans le passé. On ne saurait être qu'optimiste; rien ne peut trahir nos espérances, si nos esprits et nos cœurs restent droits et si nos aspirations s'élèvent. Nous avons les mêmes ressources. Nous avons le même peuple. Nous avons les mêmes représentants. Il est vrai que nous avons un chef nouveau. Un chef dont le passé est une garantie de son avenir, dont le caractère, l'intégrité, l'habileté administrative, et dont le commandement durant les quelques mois qu'il a été à la tête du Parti libéral de cette province, comme chef du gouvernement actuel, lui ont déjà fait une position qui le rend digne d'être comparé aux plus grands chefs de notre libéralisme dans le passé. Tous et chacun, prenons dès maintenant la résolution de seconder l'énergie infatigable qu'il déploie en vue du

bien-être et de la prospérité future de notre province.
Que notre devise soit : "Progrès, prospérité, bonheur.
Québec plus grand! Canada plus grand!"

Je propose maintenant que l'Orateur quitte le
fauteuil et que la Chambre siège en comité des
subsides.

État no 1

Les prévisions du revenu et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1920 étaient :

Revenu ordinaire	\$10,449,393.34
Dépense ordinaire	<u>10,399,345.69</u>
Surplus en prévision.....	\$ 50,047.65

Les résultats véritables des opérations de l'année finissant le 30 juin dernier ont été comme suit :

Revenu ordinaire	\$14,472,650.87
Dépense ordinaire	<u>13,520,740.37</u>
Surplus	\$ 951,910.50

Comme je l'ai déjà dit, les prévisions pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1920 étaient :

Revenu ordinaire	\$10,449,393.34
Dépense ordinaire	<u>10,399,345.69</u>
Surplus prévu	\$ 50,047.65
Les prévisions du revenu ordinaire étaient	\$10,449,393.34
Le revenu ordinaire a été réellement de	<u>14,472,650.87</u>
Au-dessus des prévisions	\$ 4,023,257.53
Les prévisions de la dépense ordinaire	\$10,399,345.69
Les dépenses ordinaires réelles ont été de	<u>13,520,740.37</u>
Au-dessus des prévisions	\$ 3,121,394.68

État no 2

Comparaison avec les prévisions Revenu ordinaire 1919-1920

Dans les services suivants, le revenu a excédé les prévisions, des sommes suivantes :

Puissance du Canada, intérêt sur fonds en fidéicommiss	\$ 81.99
Terres et Forêts	647,587.02
Mines, Pêche et Chasse.....	181,852.14
Intérêt sur dépôts et placements	36,124.86
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5.....	124.53

État no 2 (suite)

**Comparaison avec les prévisions
Revenu ordinaire 1919-1920 (suite)**

Intérêt des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	40,620.58
Timbres judiciaires.....	38,318.30
Fonds des bâtisses et des jurés	77,748.30
Entretien des prisonniers.....	135.20
Palais de justice, Montréal, à l'exclusion des timbres	2,500.00
Honoraires du grand constable, Québec	1,417.92
Loi des distributeurs automatiques	1,331.15
Contributions municipales en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2.....	1,114.54
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)	74,006.40
Licences	1,254,079.42
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	281,759.12
Droits sur les successions.....	486,930.71
Taxes sur transferts d'actions, bons, etc.	82,583.90
Loi des véhicules-moteurs	480,725.77
Loi des ingénieurs de machines fixes, Québec - honoraires	1,483.00
Inspections des hôtels, et maisons de pensions - honoraires	344.00
Loi des détectives privés - revenu.....	94.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	3,730.93
Percentage sur honoraires des officiers publics	17,222.98
Entretien des écoles de réforme et d'industrie.....	20,707.80
Législation.....	12,582.38
Revenu casuel	249,873.82
Contributions au fonds de pensions, service civil.....	906.44
Prime, escompte et change.....	131,354.53
Loi des assurances, revenu.....	19,157.00
Loi des compagnies de fidéicommiss - revenu.....	786.70
Loyer des édifices publics.....	3,430.60
Crédit pour la dette publique, en vertu de la loi 7 Édouard VII, chapitre 2.....	143.00
Contributions par les municipalités pour dépenses de la commission technique, et directeur du logement.....	<u>1,500.00</u>
	\$4,152,359.03

Le revenu provenant des services suivants a été moindre que les prévisions comme suit :

Timbres judiciaires.....	\$ 8,874.39
Jeunes délinquants	3,250.00
Percentage sur renouvellements d'hypothèques	26.26
Entretien des aliénés	65,661.13
<i>Gazette officielle</i>	3,550.52
Taxe sur subventions de chemins de fer	23,869.10
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	18,745.10
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	<u>5,125.00</u>
	<u>129,101.50</u>

Le revenu réel a excédé les prévisions de..... **\$4,023,257.53**

État no 3

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions pour
certains services s'élève à \$3,121,394.68
Voici le détail des items :

Dettes publiques :

Excédent de dépenses :

Intérêt sur dette non consolidée	\$56,852.83
Fonds d'amortissement	908.31
Frais d'administration	18,192.15
Prime, escompte et change.....	<u>10,784.52</u>
	\$86,737.81

Non dépensé :

Intérêt sur dette consolidée	<u>1,449.36</u>	
		\$85,288.45

Législation :

Excédent de dépenses :

Conseil législatif :

Indemnités des conseillers	\$ 12,000.00
Traitements, dépenses contingentes, etc.	1,526.10

Assemblée législative :

Indemnités des députés	40,500.00
Traitements, dépenses contingentes, etc.	25,901.78
Impression et reliure pour les deux chambres de la Législature.....	25,000.00
Bibliothèque de la Législature	2,000.00
Dépenses contingentes des élections	6,175.97
Impression, reliure et distribution des statuts	20,027.49
Indemnité aux reviseurs et autres dépenses	565.22
Officiers spéciaux pour la préparation des listes électorales dans les cités de Montréal et de Québec	<u>1,957.75</u>
	\$135,654.31

Non dépensé :

Dépenses d'élections, S. R. Q., article 430.....	<u>704.30</u>	
		\$134,950.01

Gouvernement civil :

Excédent de dépenses :

Augmentation des traitements.....	\$55,884.42
Dépenses contingentes	<u>37,438.00</u>
	\$93,322.42

État no 3 (suite)

Administration de la justice :*Excédent de dépenses :*

Traitements des shérifs : anciens districts.....	\$	145.27
Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne et de la paix et de la Cour d'appel :		
Traitements		2,136.76
Dépenses contingentes		7,969.30
Fonds des bâties et des jurés		6,994.89
Poursuites au criminel		8,707.74
Dépenses contingentes des shérifs		126,277.29
Services des détectives provinciaux		3,354.22
Traitements des coroners		1,038.34
Magistrats de districts, dépenses de voyage, etc.		4,227.24
Divers		1,323.57
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa		<u>4,922.59</u>
		\$167,097.21

Non dépensé :

Honoraires et déboursés des coroners	\$3,327.01	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts	310.00	
Médecins des prisons	<u>990.00</u>	
		<u>4,627.01</u>
		\$162,470.20

Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. :

<i>Excédent de dépenses</i>	\$4,636.79
-----------------------------------	------------

Inspection des bureaux publics :

<i>Excédent de dépenses</i>	\$2,000.00
-----------------------------------	------------

Instruction publique :*Excédent de dépenses :*

École technique de Montréal	\$20,000.00
École technique de Québec	10,000.00
Directeur de l'enseignement technique	1,631.60
École des hautes études commerciales de Montréal	15,000.00
Conseil de l'instruction publique	713.81
Académie de musique de Québec	1,133.92
Rapport du surintendant	1,061.11
Conseil des arts et manufactures	3,350.00
Bureau des statistiques, Québec	<u>2,982.65</u>
	\$55,873.09

État no 3 (suite)

Instruction publique (suite) :

Non dépensé :

Aide pour l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal	\$ 374.99		
Monument national, Montréal	2,000.00		
Archives canadiennes, reliure et renouvellement.....	<u>2.23</u>		
		<u>2,377.22</u>	\$53,495.87

Asiles d'aliénés :

<i>Excédent de dépenses</i>			\$118,321.02
-----------------------------------	--	--	--------------

Écoles de réforme et d'industrie :

<i>Excédent de dépenses</i>			\$26,500.00
-----------------------------------	--	--	-------------

Mines, Chasse et Pêche, service d'enregistrement (cadastre) :

Excédent de dépenses :

Chasse et Pêche.....	\$ 3,500.00		
Service d'enregistrement (cadastre).....	7,000.00		
Commission sur perception de la royauté et permis de chasse et pêche	<u>3,000.00</u>		
		\$13,500.00	

Non dépensé :

Compte en suspens.....	<u>2,353.72</u>		\$11,146.28
------------------------	-----------------	--	-------------

Colonisation :

Excédent de dépenses :

Chemins de colonisation			\$250,000.00
-------------------------------	--	--	--------------

Hygiène :

Excédent de dépenses :

Bureau d'hygiène de la province de Québec	\$32,500.00		
Protection du public contre les maladies vénériennes	<u>23,694.40</u>		
			\$56,194.40

État no 3 (suite)

Travaux publics (ordinaires) :*Excédent de dépenses :*

Entretien, etc., des édifices publics en général	\$190,307.50
Ponts et barrières de péage.....	25,051.94
Abolition des ponts de péage dans la cité de Trois-Rivières	5,736.00
Réparation des palais de justice et prisons.....	5,000.00
Protection des édifices publics contre l'incendie.....	<u>2,035.30</u>
	\$228,130.74

Non dépensé :

Assurance des édifices publics en général	\$ 17.91	
Prix de l'eau dans les édifices publics en général, cité de Québec.....	17.98	
Entretien des bureau du gouvernement, Montréal.....	6,332.86	
Commission pour la prévention des incendies dans la province	18,399.27	
Loi des mécaniciens stationnaires de Québec.....	<u>479.24</u>	
	<u>25,247.26</u>	\$202,883.48

Travail :*Excédent de dépenses :*

Édifices publics et loi des établissements industriels	\$4,252.20
--	------------

Agriculture :*Excédent de dépenses :*

Sociétés d'agriculture.....	\$160,000.00
Cercles agricoles, etc.	99,000.00
Écoles d'agriculture	3,000.00
Enseignement vétérinaire.....	1,200.00
École de laiterie, Saint-Hyacinthe et travaux de la ferme.....	8,200.00
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	15,000.00
Horticulture	20,000.00
Laboratoire officiel de la province de Québec.....	3,000.00
Aviculture	19,000.00
Écoles ménagères.....	<u>3,000.00</u>
	\$331,400.00

Non dépensé :

Société d'agriculture et d'horticulture de Montréal.....	<u>500.00</u>	\$330,900.00
--	---------------	--------------

État no 3 (suite)

Voirie :*Excédent de dépenses :*

Améliorations et entretien des chemins	\$850,631.52	
Chemins à barrières de la rive nord, Québec	8,985.07	
Chemins à barrières de la rive sud, Québec	<u>1,250.00</u>	
		\$860,866.59

Terres et Forêts :*Excédent de dépenses :*

Dépenses en général.....	\$ 5,000.00	
Compte en suspens.....	2,000.00	
Protection des forêts.....	45,000.00	
Arpentage.....	80,000.00	
Service forestier et inspection des terres.....	65,000.00	
Pépinière de Berthierville (entretien).....	<u>1,000.00</u>	
		\$198,000.00

Charges sur le revenu :*Excédent de dépenses :*

Perception de licences, etc.	\$106,039.26	
Registres, traitements et dépenses contingentes	8,537.31	
Loi des véhicules-moteurs	<u>105,309.33</u>	
	\$219,885.90	

Non dépensé :

Timbres, licences, etc.....	\$2,111.98	
Registres pour bureaux d'enregistrement	1,937.85	
Gazette officielle de Québec	<u>1,170.91</u>	
	<u>5,220.74</u>	
		\$214,665.16

Services divers :*Excédent de dépenses :*

Divers en général	\$ 43,217.25	
Service civil, pensions	2,933.62	
Commission des services d'utilités publiques	4,203.32	
Agent général de la province, dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande	1,500.00	
Agent général pour la province en Belgique.....	2,517.12	
Commission du régime des eaux de Québec	49,348.80	
Bureau de censure des vues animées	5,180.98	
Octroi à la Goutte de lait, Québec.....	2,000.00	
Octroi à la Goutte de lait, Montréal	2,500.00	
Bonus aux employés	139,501.99	
Loi du référendum (1919).....	916.80	

État no 3 (suite)

Services divers (suite):

Réception à son Altesse le prince de Galles	6,304.18
Dépenses <i>re</i> loi relative à la construction	
de logements d'ouvriers	9,467.00
Commission pour la refonte des statuts	17,686.60
Aide aux incendiés de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse	10,000.00
Traitement du premier ministre et	
président du Conseil Exécutif	3,178.15
Conférence de la presse impériale	10,000.00
Octroi à la Girls' Cottage Industrial School, Saint-Lambert	2,280.00
Octroi au collège Bishop, Lennoxville	5,000.00
Octroi à King's Hall, Compton	5,000.00
Octroi au Wesleyan College, Stanstead	5,000.00
	<u>\$327,735.81</u>

Non dépensé :

Agent en France	\$3,000.00	
Fonds des municipalités	84.00	
Arbitrage en vertu de 54 Victoria, chapitre 4	3,000.00	
Tenure des Îles-de-la-Madeleine	150.00	
Subvention pour le traitement de la tuberculose	4,000.00	
Commission de placement des soldats	<u>6,000.00</u>	
		<u>16,234.00</u>
		\$311,501.81

État no 4

Les changements suivants ont été opérés dans le passif et l'actif durant l'année :

Augmentation du passif :

Emprunt temporaire	\$ 4,000,000.00
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2	1,500.00
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3	7,000,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00
Dépôts en fidéicommis, augmentation nette	<u>37,078.91</u>
	\$11,123,578.91

Diminution du passif :

Dette consolidée par rachat :	
Obligations de l'emprunt en vertu de	
5 George V, chapitre 2	\$6,000,000.00

État no 4 (suite)

<i>Diminution du passif (suite) :</i>		
Mandats non payés, différence entre le montant au 30 juin 1919 et le montant au 30 juin 1920.....	322,328.16	
Rachat des obligations du palais de justice de Québec.....	<u>10,000.00</u>	
		<u>6,332,328.16</u>
Augmentation nette du passif durant l'année 1919-1920		\$4,791,250.75
<i>Augmentation de l'actif :</i>		
Fonds d'amortissement :		
Placé en actions enregistrées 4½ % achetées durant l'année.....	\$ 80,913.90	
Placé en actions inscrites 3 % achetées durant l'année.....	65,125.67	
Placé en débentures 4½ % de la province de Québec, achetées durant l'année.....	39,996.10	
Puissance du Canada : part de Québec dans le fonds des écoles communes	3,996.66	
Fonds en banques, augmentation nette des dépôts.....	904,608.90	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	93,314.25	
Endiguement des eaux de la rivière Saint-François	144,973.00	
Endiguement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	11,578.20	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts.....	128,932.01	
Construction d'une annexe au palais de justice à Montréal	466,329.68	
Pont sur la rivière Batiscan	27,766.44	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	<u>85,000.00</u>	
		\$2,052,534.81
<i>Diminution de l'actif :</i>		
Taxe du palais de justice de Québec, perçues.....	<u>10,000.00</u>	
Augmentation nette de l'actif durant l'année 1919-1920		\$2,042,534.81
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1919-1920.....		\$2,748,715.94
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1919 était de.....		\$33,035,290.55
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920 était de.....		<u>35,784,006.49</u>
Augmentation de l'excédent du passif durant l'année 1919-1920.....		\$2,748,715.94

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920

	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Puissance du Canada	2,027,903.85	2,027,990.98	2,028,028.06	2,028,069.37	2,028,162.73
Terres et Forêts	1,807,259.01	1,753,624.00	1,610,109.71	2,510,141.02	3,033,587.02
Mines	22,718.73	31,037.84	129,500.34	278,660.23	379,063.91
Pêcheries et Chasse	138,488.70	154,372.47	219,644.14	242,737.40	302,788.23
Timbres judiciaires	456,600.40	449,719.70	412,748.90	436,342.90	463,318.30
Timbres d'enregistrement	190,507.38	184,537.03	164,682.00	164,976.49	254,006.40
Fonds de bâtimens et des jurés	79,631.93	91,002.62	15,898.23	111,860.76	112,748.30
Honoraires judiciaires	60,843.31	53,886.05	18,335.41	19,057.82	16,125.61
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	19,867.43	15,005.66	9,469.20	18,506.30	10,135.20
Palais de justice de Montréal	14,864.22	19,435.73	6,513.68	5,000.00	7,500.00
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	21.00	.....	.....	.....	.....
Honoraires du grand connétable, Québec	2,832.67	2,363.78	1,384.79	3,403.05	2,917.92
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa	622.57	155.07	220.56	40.38	.....
Jeunes délinquants	6,500.00	3,250.00	6,500.00	6,500.00	3,250.00
Amendes, justice	400.00	.....	739.39	.....	.....
Licences	1,047,768.20	1,326,093.34	1,375,939.31	1,356,104.67	1,554,079.42
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	1,034,564.33	1,101,670.61	1,289,038.85	1,529,630.50	1,581,759.12
Droits sur successions	1,375,803.72	1,741,262.84	4,736,547.84	1,459,015.02	1,786,930.71
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	75,185.14	77,453.26	27,250.14	61,344.32	132,583.90
Loi des automobiles	247,081.67	494,862.81	662,919.16	898,055.94	1,180,725.77
Loi des distributeurs automatiques	7,570.42	8,566.32	6,740.82	5,240.05	6,331.15
Inspections des hôtels et des maisons de pension					
- honoraires	497.00	1,233.00	.....	640.00	1,544.00
Loi des mécaniciens de machines fixes					
- honoraires	1,662.00	5,798.04	3,250.00	5,660.75	4,483.00
Loi concernant les détectives particuliers					
- revenu	1,064.00	1,268.00	1,767.00	1,754.00	1,594.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	53,341.17	21,140.37	18,025.18	25,196.57	21,730.93
Commission sur honoraires d'officiers publics	28,816.04	28,764.62	25,543.39	24,731.35	42,222.98
Commission sur renouvellement d'hypothèques	49.62	63.85	71.63	21.37	23.74
Législation	31,470.68	27,512.19	28,708.90	25,021.27	34,082.38
Asiles d'aliénés, contributions municipales	219,651.10	142,350.64	219,908.34	537,663.54	263,303.28
Asiles d'aliénés, patients payants	10,294.73	6,587.57	7,579.97	29,507.05	61,035.59
Écoles d'industrie et de réforme	60,990.14	40,003.68	46,283.22	97,720.61	125,707.80
<i>Gazette officielle de Québec</i>	51,311.03	45,000.00	36,544.46	41,050.77	35,849.48
Revenu casuel	103,606.69	70,933.51	108,398.77	188,503.86	309,873.82
Service civil, contributions pour pensions	23,861.07	24,765.43	25,107.84	26,851.01	25,906.44
Revenu en vertu de la loi des assurances	23,846.93	43,234.86	47,765.45	53,340.35	68,657.00
Compagnies de fidéicommiss - loi (revenu)	4,686.58	4,200.00	4,802.09	7,025.33	5,186.70
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	2,774.10	2,539.68	839.60	1,762.60	5,193.20
Intérêts sur dépôts et placements	107,843.92	84,645.97	142,497.19	102,329.83	108,124.86
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	137,402.46	161,517.96	192,968.72	205,801.58	265,620.58
Prime, escompte et change	40,593.55	36,814.59	28,846.94	28,260.61	139,354.53
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	28,015.42	34,125.24	36,778.83	38,919.17	38,124.53
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	40,321.26	44,165.87	47,766.58	36,588.72	16,130.90
Remboursement de l'indemnité aux porteurs de licences en vertu de 2 George V, chapitre 12	13,685.40	13,685.40	.....	.....	.....
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	10,747.68	24,692.68	31,412.10	9,900.24	6,254.90
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	464.67	258.57	143.00	143.00	143.00

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920

	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts
Contributions par les fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	29,950.85	35,521.88	23,880.00	34,647.27	24,875.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	.....	.....	416.24	3,624.96	6,114.54
Contribution par municipalité en vertu de 8 George V, chapitre 11, section 13	.....	.....	.....	1,000.00	.....
Fonds d'emprunt municipal	.....	.....	875.00	.....	.....
Contributions des municipalités re dépenses de la Commission technique et du Directeur des logements	.....	.....	.....	.....	1,500.00
	9,647,982.77	10,441,113.71	13,806,390.97	12,666,352.03	14,472,650.87
Remboursement des indemnités accordées aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8 (acompte)	44,278.38	46,270.91	45,567.12	.....	.....
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	427.23	440.11	.....	.....	.....
Terrains de l'exposition, Montréal, 61 Victoria, chapitre 4, section 1, paragraphe c	.....	15,002.57	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	.....	15,702.65	2,270.00	400.00	27.00
Nouvelle prison du district de Montréal	.....	.....	12,500.00	.....	.....
Propriété rue Saint-Gabriel, Montréal, no 76, acompte de vente	1,000.00	1,000.00	8,000.00	.....	.....
Fonds en fidéicommis	185,873.09	494,441.39	487,990.24	441,946.43	445,983.47
	9,879,561.47	11,013,971.34	14,362,718.33	13,108,698.46	14,918,661.34
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	.....	.....	545,738.35	.....
Transfert des dépôts spéciaux, fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	497,133.48	421,028.35	.....	.....
Emprunts du Dominion du Canada pour logements ouvriers	.....	.....	.....	.....	85,000.00
Emprunts temporaires	.....	.....	.....	1,000,000.00	5,000,000.00
Emprunts en vertu de 5 George V, chapitre 2	3,968,000.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6 (emmagasinement des eaux du Saint-Maurice), acompte	.....	1,148,000.00	513,000.00	.....	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrières de la rive nord à Québec), acompte	.....	121,000.00	4,100.00	3,400.00	1,500.00
Emprunt en vertu de 8 George V, chapitre 7 (obligations des chemins à barrières de la rive sud à Québec), acompte	.....	.....	.....	41,300.00	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	6,524,700.00
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	2,612,159.80	2,565,941.41	938,764.64	999,484.94	879,233.34
	16,459,721.27	15,346,046.23	16,239,611.32	15,698,621.75	27,409,094.68

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920

	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919	1919-1920
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dettes publiques	1,708,379.88	1,956,056.17	1,983,990.44	2,031,944.17	2,029,721.39
Législation	494,832.35	458,142.88	444,769.43	520,479.50	562,986.01
Gouvernement civil	649,155.98	671,915.59	705,400.42	725,931.86	809,097.42
Administration de la justice	1,157,907.36	1,165,703.38	1,275,291.81	1,266,270.23	1,365,900.74
Écoles d'industrie et de réforme	145,000.00	184,936.37	185,000.00	243,665.37	226,500.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	1,545,079.48	1,578,361.36	1,581,454.80	1,595,969.80	1,673,561.87
Agriculture	470,861.93	502,700.00	724,244.64	664,800.00	887,400.00
Voirie	349,000.00	391,147.12	622,858.86	782,338.93	1,336,366.59
Colonisation	209,000.00	259,600.00	317,048.45	539,935.32	709,000.00
Immigration	17,500.00	20,618.50	20,212.66	29,999.50	30,000.00
Hygiène	38,500.00	38,500.00	58,500.00	71,682.48	119,694.40
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	740,789.50	756,775.92	808,905.28	729,163.73	758,205.48
Extraordinaires	158,000.00	60,500.00	248,334.96	98,455.70	.....
Travail	37,061.07	38,748.60	39,992.51	38,630.28	48,852.20
Asiles des aliénés	633,625.00	666,297.60	1,017,055.55	1,014,284.31	1,017,946.02
Institutions de bienfaisance	69,885.00	72,385.00	72,445.00	72,945.00	73,745.00
Terres et Forêts	370,500.00	361,150.00	411,163.39	418,050.00	566,000.00
Mines, Pêcheries, Chasse et Service d'enregistrement (cadastre)	99,032.85	107,560.10	122,436.40	152,579.53	156,646.28
Charges sur le revenu	308,895.48	346,822.11	620,235.60	714,131.03	618,665.16
Services divers	233,634.60	269,752.40	412,492.49	659,874.27	530,451.81
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	47.60	.....	.....	.....	.....
	9,436,688.08	9,907,673.10	11,671,832.69	12,371,131.01	13,520,740.37
Donné pendant la guerre	.....	375,000.00	625,000.00	.....	.....
Nouvelle prison, district de Montréal	23,546.58	.....	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	22,618.54	54,892.28	52,144.28	580,935.72	93,314.25
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	126,384.57	207,497.35	84,511.27	47,819.28	145,000.00
Terrains de l'exhibition, Montréal, produits de la vente	.....	15,002.57	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	.....	.....	50,000.00	11,578.20
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, Obligations	.....	.....	.....	21.80	.....
Sanatorium de Sainte-Agathe des Monts	.....	.....	.....	.....	128,932.01
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal	.....	.....	.....	.....	466,329.68
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	.....	.....	.....	.....	27,766.44
Avances pour indemnités aux hôteliers en vertu de 4 George V, chapitre 6, section 8	147,000.00	.....	.....	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912	3,635,124.70	1,646,177.41	1,110,911.44	1,486,808.64	3,413,108.77
Fonds en fidéicommis	315,965.05	375,037.53	407,171.01	412,811.98	408,904.56
	13,707,327.52	12,581,280.24	13,951,570.69	14,949,528.43	18,215,674.28
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	750.00	750.00	750.00	750.00
	13,708,077.52	12,582,030.24	13,952,320.69	14,950,278.43	18,216,424.28
Placement du fonds du revenu consolidé	.....	.....	545,738.35	.....	.....
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	.....	.....	1,000,000.00
Rachat de la dette publique : remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	.....	6,000,000.00
Prêts aux municipalités re logements ouvriers	.....	.....	.....	.....	85,000.00

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1920

	1915-1916 \$ cts	1916-1917 \$ cts	1917-1918 \$ cts	1918-1919 \$ cts	1919-1920 \$ cts
Fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	.....	497,133.48	421,028.35	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint- Maurice	.....	1,148,000.00	513,000.00	.....	.....
Chemins à barrières de la rive nord à Québec, échange de débentures	.....	121,000.00	4,100.00	3,400.00	1,500.00
Chemins à barrières de la rive sud à Québec, échange de débentures	.....	.....	.....	41,300.00	.....
	13,708,077.52	14,348,163.72	15,436,187.39	14,994,978.43	25,302,924.28
Ajoutez : paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	800,276.05	614,573.71	555,455.84	751,516.85	927,106.87
	14,508,353.57	14,962,737.43	15,991,643.23	15,746,495.28	26,230,031.15
Déduisez : mandats impayés à la fin de chaque année	614,573.71	555,455.84	751,516.85	927,106.87	604,778.71
	13,893,779.86	14,407,281.59	15,240,126.38	14,819,388.41	25,625,252.44

Recettes probables, 1921-1922

Puissance du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, 1907	\$1,602,169.60	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, 1907	<u>240,000.00</u>	
	\$1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	\$1,969,630.28	
Intérêt sur fonds en fidéicomis.....	<u>58,650.30</u>	
		\$ 2,028,080.58

Intérêt :

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	\$ 38,000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts.....	150,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins	<u>400,000.00</u>	
		588,000.00
Terres et Forêts		3,000,000.00
Mines	\$350,000.00	
Pêcheries et Chasse	<u>250,000.00</u>	
		600,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	\$430,000.00	
Honoraires judiciaires	30,000.00	
Fonds de bâties et des jurés.....	45,000.00	
Entretien des prisonniers.....	10,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	10,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	1,500.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		537,000.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		200,000.00
Licences		1,200,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....		1,200,000.00
Droits sur les successions.....		1,500,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.....		75,000.00
Loi concernant les véhicules-moteurs.....		1,050,000.00
Loi des distributeurs automatiques		5,000.00

Recettes probables, 1921-1922 (suite)

Administration de la justice (suite) :

Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	1,500.00
Loi des mécaniciens de machines fixes - Honoraires	5,000.00
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	1,500.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	18,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....	25,000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques	50.00
Entretien des aliénés	450,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....	120,000.00
Législation.....	21,300.00
<i>Gazette officielle</i>	40,000.00
Loyers d'édifices publics	1,762.60
Revenu casuel	150,000.00
Loi des assurances, revenu.....	68,350.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	5,000.00
Contributions aux pensions, service civil	27,000.00
Prime, escompte et change.....	20,000.00
Taxes sur les subventions de chemin de fer	15,000.00
Contributions par les établissements d'industrie laitière	28,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	25,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	5,000.00
	<u>\$13,010,743.18</u>

Dépenses probables, 1921-1922

Dette publique.....	\$ 2,587,151.03
Législation.....	495,880.00
Gouvernement civil.....	845,850.00
Administration de la justice, etc.....	1,317,773.75
Instruction publique, etc.....	1,645,822.40
Asiles d'aliénés	936,625.00
Écoles d'industrie et de réforme	245,000.00
Hygiène	165,888.80
Travaux publics (ordinaires)	670,776.95
Travail.....	61,600.00
Agriculture	882,000.00
Voirie	831,500.00
Terres et Forêts	441,000.00
Colonisation, Mines et Pêcheries.....	683,500.00
Institutions de bienfaisance.....	78,770.00
Charges sur le revenu.....	616,200.00
Services divers	<u>301,450.00</u>
	<u>\$12,806,787.93</u>

Subventions de chemins de fer	<u>7,633.38</u>
	<u>\$12,814,421.31</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1920**

Passif

Dette consolidée telle qu'avant la conversion	\$38,964,586.72	
Augmentation du capital par la conversion	<u>1,743,526.83</u>	
		\$40,708,113.55
Emprunt temporaire		5,000,000.00
Puissance du Canada - balance de compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Prêts de la Puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers		85,000.00
Dépôts en fidéicommiss		778,661.33
Mandats non payés.....		604,778.71
Obligations du palais de justice, Québec		21,600.00
Obligations du palais de justice, Sherbrooke		<u>60,000.00</u>
		\$48,756,763.22

Actif

Fonds d'amortissement :

Balance du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposée en banque	\$237,751.65	
Balance placée en obligations du palais de justice de Québec.....	21,600.00	
Placé en débetures de la province de Québec	80,000.00	
Placé en bons de l'emprunt de la Victoire du Canada (1937).....	<u>421,028.35</u>	
	\$760,380.00	
Placé en rentes inscrites 3 % de la province de Québec.....	785,023.44	
Placé en rentes enregistrées 4½ % de la province de Québec.....	489,715.59	
Placé en débetures 4 % de la province de Québec.....	11,248.42	
Placé en débetures 4½ % de la province de Québec.....	96,827.15	
Placé en débetures 5 % de la province de Québec.....	23,567.65	
Placé en bons des emprunts de guerre du Canada.....	<u>9,600.00</u>	
		\$2,176,362.25

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec
au 30 juin 1920**

Actif (suite)

Fonds d'amortissement (suite) :

Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,173,006.03	
Argent en banque	1,783,842.24	
Coût de l'école normale Jacques-Cartier, Montréal, à rembourser par la vente de la propriété.....	5,000.00	
Avances à diverses personnes.....	107,437.29	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,539,532.33	
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	592,812.82	
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	61,578.20	
Sanatorium à Sainte-Agathe des Monts : extension, avance autorisée par 9 George V, chapitre 4	128,932.01	
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance autorisée par 10 George V, chapitre 4	466,329.68	
Pont sur la rivière Batiscan, avances autorisées par 10 George V, chapitre 5.....	27,766.44	
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	85,000.00	
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	3,619,147.84	
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	85,611.25	
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6.....	38,798.35	
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	21,600.00	
Taxe du palais de justice, Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6.....	\$18,224.15	
Fonds d'amortissement compris dans les dépôts en fidéicommiss.....	<u>41,775.85</u>	
	<u>60,000.00</u>	
		<u>12,972,756.73</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1920		\$35,784,006.49

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

**Acquisitions et aliénations
d'immeubles**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 relatif à

certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Séparation de biens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendant le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

École technique de Sherbrooke

M. Lemay (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité de Duhamel-Ouest

M. Simard (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 constituant en corporation municipale de Duhamel-Ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Testament de J.-T. Savaria

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Bureau des commissaires d'écoles protestants de Montréal

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 concernant le Bureau

des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de T. C. Aylwin

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse de Très-Saint-Sacrement

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant les syndic de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine), soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

E. Vinet

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ephrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

J.-A. Lacasse

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentiste de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L.-O. Geoffrion

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

H. B. Poliwska

M. Cannon (Québec-Centre), propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 changeant le nom de Henry Billingsley Poliwska et autres, en remplaçant le mot "Poliwska" par "Billingsley", soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Léon Leduc

M. Monet (Napierville), propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

E. Lamontagne

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse de
Saint-Viateur d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé), propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé), propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 amendement la charte de la cité d'Outremont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Chemins de fer
Alma et Jonquière**

M. Moreau (Lac-Saint-Jean), propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 amendement la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant l'ajournement, M. l'Orateur, l'honorable premier ministre pourrait-il nous dire quand nous étudierons les résolutions au sujet de la loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁶: Mercredi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que nous devrions avoir ce projet de loi afin de pouvoir l'étudier un peu avant que nous soyons appelés à le voter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill n'est encore qu'à l'état de projet. Il n'est imprimé que pour l'usage des ministres et officiers en loi. Le cabinet se réunira demain pour l'étudier de nouveau et le compléter. Dès que le bill sera prêt, samedi ou lundi, j'en ferai remettre une copie à l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais le bill est imprimé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il ne l'est qu'à l'état de projet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les députés devraient être les premiers à l'avoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. Et je dois dire que j'ai appris que l'honorable chef de l'opposition s'était plaint en dehors de la Chambre que le bill avait été donné à des étrangers. Si cela a été fait, c'est hors de notre connaissance et malgré nos instructions sévères. En tout cas, ce que l'on aurait fourni à des étrangers n'est qu'un projet incomplet. Dès que le projet de loi sera prêt, les députés de cette Chambre seront les premiers à en prendre connaissance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On va sans doute mettre les détectives provinciaux à la recherche des coupables⁷.

M. l'Orateur: La motion est adoptée. La Chambre est ajournée.

La séance est levée à 5 heures.

6. Selon *L'Événement* du 28 janvier, à la page 12, M. Taschereau consulte M. Mitchell avant de faire cette réponse.

7. Dans le même article, *L'Événement* rapporte que: "M. Sauvé, hier matin, avait protesté énergiquement contre le fait que le texte du bill des liqueurs avait été aperçu entre les mains d'un "vendeur autorisé" de Montréal, quand des députés n'en ont pas vu une seule copie. M. Renaud avait aussi élevé une protestation. Une enquête faite par les journalistes révéla que le "vendeur autorisé" s'était vanté à tort, probablement, d'avoir le texte du bill, car les fonctionnaires, chargés de la garde des projets de loi, jurèrent leurs grands dieux qu'ils n'en avaient donné de copie à personne.

NOTES

1. Voir la séance du 26 janvier 1921.

2. *L'Événement* du 28 janvier 1921, à la page 7, mentionne que M. Taschereau aurait répondu à M. Sauvé: "Je vais prendre des renseignements et j'en informerai le chef de l'opposition." Cette réponse nous semble contradictoire avec la version rapportée par les autres journaux.

3. Sans doute s'agit-il des pages 302 à 307 de l'édition 1916 de Bourinot.

4. Bourinot, à la page 307: "A question of order in the House cannot be treated as a matter of privilege."

5. *The Gazette* du 28 janvier 1921, à la page 1, rapporte que M. Joseph Archambault, député fédéral pour le comté de Chambly-Verchères, était en Chambre pour écouter le discours de M. Mitchell.

Séance du vendredi 28 janvier 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de pétitions:

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que l'article 510 des ordres permanents soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition de la Anglo American Trust Company, par laquelle elle demande l'adoption d'un bill amendant sa charte.

Adopté.

En conséquence, ladite pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'autorisation à faire un emprunt et annexant au comté certaines municipalités de ville pour fins de comté (M. Ashby).

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- de la ville Montréal-Nord, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Canadian Northern Montreal Land Company Limited et la Mount Royal Land Company Limited, demandant l'adoption d'une loi détachant certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges et les annexant à la ville de Mont-Royal, pour les fins municipales;

- de l'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la corporation du village de Petit-Métis, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Le rapport est adopté

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 65 changeant le nom de William Harvey Green, de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-C.-Laureat Bussièrès à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Avec des amendements, le bill suivant:

- bill 54 loi constituant en corporation les sœurs de Jeanne-d'Arc.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlyle A. Porteous la licence requise pour pratiquer la médecine et chirurgie dans la province de Québec.

**Compagnie d'assurance
mutuelle de Nicolet**

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 138 accordant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Petit-Métis**

M. Tessier (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Village de la
Côte-des-Neiges**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 81 annexant à la municipalité de la ville de Mont-Royal, certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, pour les fins municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Verdun**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de
Montréal-Nord**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 121 concernant la ville de Montréal-Nord.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer
de la rivière Madeleine**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 97 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Partage des biens entre
A.-O. Fages et J. A. Fages**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage de biens substitués.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Union Saint-Joseph
de Saint-Henri**

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Travaux de voirie
du village de Saint-Benoît**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 janvier 1921, pour copie de toute correspondance et de tout rapport entre le conseil de la municipalité du village de Saint-Benoît et le ministère de la Voirie pour les années 1917, 1918, 1919, 1920. (Document de la session no 31)

Questions et réponses:**Dettes consolidées**

M. Renaud (Laval): 1. Quelle est la dette consolidée de la province?

2. Quelle est la dette non consolidée?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):
1. \$45,852.55.

2. \$4,688,192.30.

**Enregistrement
des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 amendant les statuts refondus 1909, et le Code civil relativement à l'enregistrement des compagnies constituées en corporation, des sociétés

commerciales et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

W. F. Egg

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 61 changeant le nom de William Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg, en celui de Egerton.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Refuge Dom Bosco

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 constituant en corporation Le Refuge Dom Bosco.

Adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Paroisse de Saint-Philibert

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Educational and Charitable Institute

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession

E. Rawlings

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal Hospital et The Western Hospital of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Banque de Montréal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 82 ratifiant un certain acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Scottish Trust
Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 66 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Winchester
Club**

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Louis Chabot

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Chemin de fer de
Québec et de l'Île d'Orléans**

M. Laferté (Drumond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le premier février, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à midi.

Séance du mardi 1^{er} février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 05.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Gault);
- de la ville d'Aylmer, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Caron, Hull);
- de J.-Ernest Desbiens et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque à faire un emprunt aux fins de construire une église, une sacristie et un presbytère (M. Bordeleau).

Ville Laval

M. Reed (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 123 amendement la loi constituant en corporation la ville Laval de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des
licences de Montréal

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 50 concernant la Commission des licences de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalités de Saint-Édouard et de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville

M. Cédilot (Laprairie) demande la permission de présenter le bill 176 annexant certains lots des municipalités de Saint-Édouard et de Saint-Michel-Archange, dans le comté de Napierville, au comté de La Prairie, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Serments par
les juges de paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 3

amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la réception des serments par les juges de paix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports annuels des
compagnies de chemins de fer

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 48 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux rapports annuels des compagnies de chemin de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Juridiction
des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 7 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des magistrats en matières civile, criminelle et pénale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi
de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 44 amendement la loi de la chasse de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois¹.

Questions et réponses:

Chemins de
Notre-Dame-du-Bon-Conseil

M. Dufresne (Joliette): 1. La municipalité de Notre-Dame-du-Bon-Conseil a-t-elle demandé de l'argent au gouvernement pour la confection de chemins en 1919 et 1920?

2. Quelle somme lui a-t-elle été accordée, comme emprunt, suivant la loi des bons chemins?

3. À qui cette somme a-t-elle été envoyée en 1920?

4. Des travaux de confection ont-ils été faits dans cette municipalité en 1919 et 1920?

5. Qui était le contremaître de ces travaux?

6. Des comptes ont-ils été tenus suivant la loi et les règlements du département de la Voirie?

7. Par qui ces comptes ont-ils été tenus?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1. Oui.

2. En 1920, il lui a été accordé \$13,169.66, estimation des ingénieurs, pour la confection de 2,317 milles de gravelage.

3. En 1920, il a été payé \$5,000. Un chèque pour cette somme a été envoyé au secrétaire-trésorier.

4. En 1920.

5. Mastaï Lemire, surveillant.

6. Les comptes vérifiés, au montant de \$5,861.61, paraissent avoir été tenus suivant la loi et les règlements du département de la Voirie. Les autres comptes ne sont pas encore tous vérifiés.

7. Elphège Renaud, secrétaire-adjoint, a signé les rapports et les comptes, lesquels semblent avoir été tenus par lui.

Commission des licences de Montréal

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions concernant la commission des licences de Montréal.

Adopté.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec.

Adopté².

Loi des compagnies

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

Département de l'Agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de l'Agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Administration de la justice

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, documents, plaintes contre l'administration de la justice dans notre province, en 1918, 1919, 1920.

J'ai retardé à proposer cette motion, car j'attendais des renseignements de la part du procureur général sur une affaire très importante au point de vue de l'administration de la justice, affaire qui a provoqué toutes sortes de commentaires dans les journaux de la province, même ceux qui sont sympathiques au gouvernement et au procureur général tout particulièrement. Aujourd'hui, je ne voulais pas m'occuper plus spécialement de cette affaire, mais de l'administration de la justice en général. De partout dans la province, les gens se disent généralement insatisfaits de l'administration de la justice.

On a fait de nombreux commentaires dans le public au sujet de certaines causes, de certaines arrestations sensationnelles qui n'ont pas eu de suite, de certains mandats, de certaines demandes de mandats devant les tribunaux de police et d'arrestations qui n'ont pas eu de résultat. Des meurtres ont été commis. Des vols très considérables ont été commis à Montréal et ailleurs, et la justice n'a pas cru devoir, en certains cas, continuer son intervention pour trouver et arrêter les coupables.

Des coupables se sont sauvés et n'ont pas été rejoints. On a demandé au procureur général d'intervenir et on n'a pas obtenu de résultat. Il y a eu des protestations. Un journal qui est très sympathique au gouvernement aujourd'hui reprochait à la justice sa lenteur dans l'affaire du crime du Parc Victoria. Il lit un article de *L'Événement*³:

"LA JUSTICE EST LENTE A QUÉBEC. Un grand malaise règne dans notre temple de la justice. PLAIDEURS FURIEUX. Ils se rendent tous les matins au Palais et attendent en vain. PAS DE GRIEFS. Un malaise général se fait sentir, ces jours-ci, au Palais de justice. Chaque matin, à l'ouverture des audiences de la Cour Supérieure, tous les bureaux sont représentés et serviettes sous le bras, les avocats écoutent, d'un air résigné, l'interminable liste des causes inscrites pour la journée. La voix du greffier appelle les noms des parties, les noms des avocats, et de tous les coins de la salle les voix répondent: "Nous sommes prêts!" Tout le monde est prêt à procéder, et personne ne procède. Et, pour les malheureux entraînés dans les compilations de plaids difficiles et ardu, la justice a des lenteurs qu'ils ne s'expliquent point.

"Le fait est qu'il y a actuellement dix fois plus de causes que les tribunaux pourront en entendre. Il y avait soixante-quatorze causes inscrites sur le rôle, hier matin. A peine quatre se sont-elles instruites. Cet état de choses est déplorable et cause les plus sérieux ennuis. Parmi ces trop nombreux procès, fixés à aujourd'hui, plusieurs avaient nécessité pour l'enquête au mérite l'assignation de témoins éloignés qui sont venus et s'en sont retournés pour revenir quand... personne ne le sait. Ce sont là des frais additionnels considérables qui entravent gravement l'administration de la justice.

"Un avocat éminent du Barreau de Québec, à qui nous parlions de cette obstruction des cours, nous expliquait que, avant les derniers changements amenés dans notre système judiciaire, il y avait à Québec cinq juges résidents et sept juges attachés aux districts ruraux. De ces derniers, plusieurs moyennant rémunération, siégeaient quand ils le pouvaient, à Québec, aidant ainsi leurs confrères de la ville à débarrasser un peu les rôles de la Cour supérieure. Mais, avec l'abolition de la Cour de révision, on a enlevé un juge à Québec, l'honorable juge C.-E. Dorion⁴, qui a été nommé à la Cour d'appel. Il ne reste donc que quatre juges québécois. Il est vrai que tous les juges sont maintenant juges à Québec et ne sont qu'attachés aux districts ruraux. Mais aucun juge de la campagne n'a siégé à Québec depuis les derniers remaniements judiciaires.

"De plus, depuis près de trois semaines, l'honorable juge en chef Sir François Lemieux⁵ a été continuellement occupé à présider la Cour criminelle. Il ne restait donc que trois juges à Québec pour présider la Cour supérieure, la Cour de pratique et la Cour de circuit. On conviendra que c'est maigre pour un district comme celui de Québec et à une époque comme celle que nous traversons.

"LE BRAS DE LA JUSTICE. Nous avons lieu parfois de critiquer l'administration de la justice. Il importe au maintien de l'ordre dans l'État que les criminels soient poursuivis, jugés et punis suivant leur responsabilité, sans faveur ni protection pour les puissants. Justice égale pour tous, c'est la formule que nous recherchons et que la conscience publique réclame. Aussi nos commentaires sur certaines lenteurs des autorités judiciaires n'ont-ils pour but que de stimuler le zèle des officiers de justice, afin que la loi ne soit pas violée impunément et que l'autorité légitime soit respectée.

"Nous constatons avec plaisir que, dans le crime de Kénogami, les meurtriers d'un pauvre immigré ont été, les uns après les autres, découverts dans leur cachette et traduits devant les juges. Deux ont déjà expié leur faute sur l'échafaud. Deux autres sont enfin entre les mains de la police et leur peine ne se fera pas attendre. Ces résultats sont satisfaisants. Il n'y a pas lieu de dire que les influences ou des négligences coupables ont favorisé les complices de ce meurtre brutal. Pour le plus grand bien de l'ordre dans cette province, nous voudrions bien pouvoir en dire bientôt autant de la mystérieuse affaire Garneau.

"Il y a quatre longs mois qu'une jeune fille de bonne conduite a été assassinée à Québec par des monstres qui ont accablé son agonie des pires outrages qu'on puisse imaginer. Cependant, en dépit d'une enquête publique mal menée et d'une enquête secrète d'un magistrat de police, aucun des coupables n'a été inquiété jusqu'à ce jour. Cette lenteur de la justice est d'autant plus déplorable que la vindicte populaire croit à la protection des auteurs de ce crime monstrueux par une influence politique indue."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Si l'honorable chef de l'opposition veut soulever un débat sur l'affaire Garneau ou n'importe quelle autre affaire qui intéresse l'administration de la justice, il peut le faire, mais je ne crois pas qu'il puisse citer ici un article de journal. C'est contre les règles de la Chambre et il le sait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris de cette intervention du procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas moi qui ai fait les règles de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'attendais à ce point d'ordre, car je connais le talent du premier ministre pour les points d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce sont les règlements de la Chambre, règlements que vous devez connaître, et vous devez respecter les règlements comme les autres députés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je connais les règles et les dispositions de cette Chambre et je sais que ce n'est pas la première fois que le premier ministre en profite pour m'empêcher de parler. J'ai l'intention de continuer le débat en ne m'exposant pas à enfreindre les règlements de la Chambre. Le premier ministre interprète les règles à son avantage et impose le silence aux membres de cette Chambre. Il (M. Sauvé) déclare qu'on n'étouffera pas sa voix et reprend son discours. "Quelques semaines après la lamentable affaire dont nous parlons, un crime d'un autre genre était commis à New York par une bande de dynamitards. Nous avons prédit, dans le temps, que la police américaine trouverait les coupables de cet attentat plus vite qu'on ne découvrirait, à Québec, les meurtriers de Blanche Garneau. Les événements nous donnent raison. Là-bas, on est sur la piste des dangereux criminels qui ont essayé de détruire un quartier de la grande ville. Ici, rien ne bouge encore." ⁶

Je vais cesser de lire cet article mais je veux faire sur cette question quelques observations qui montrent qu'il y a de graves reproches à faire au gouvernement, en ce qui regarde l'administration de la justice. Il y a certainement de graves négligences de commises.

Je demande au procureur général (l'honorable M. Taschereau) s'il a entendu parler d'un nommé Sénéchal, père de famille, qui a été égorgé un jour en s'en allant à Lacolle avec un de ses fils. On me dit que la famille de la victime a fait toutes les démarches possibles pour faire arrêter les coupables et que ces derniers sont encore au large. Parlons du passé. Il y a aussi le cas de Carreau. Voici un homme qui a causé un crime; il disparaît et on ne le retrouve plus jamais. Comment se fait-il que rien n'a été fait dans cette affaire, quand le procureur général sait fort bien que l'accusé peut rester au large. N'est-il pas

vrai aussi que demande a été faite au procureur général pour l'émission d'un mandat d'arrestation et que cette demande n'a pas été accordée? Rien n'a été fait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans l'affaire Carreau?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, pas dans l'affaire Carreau, mais dans d'autres cas. Cependant, j'en arrive à un cas plus récent. N'est-il pas vrai que le procureur général a reçu d'un citoyen de Montréal une lettre l'informant de l'action d'un magistrat dans une certaine affaire et lui demandant que justice soit faite. Je n'irai pas plus loin dans cette affaire pour le moment, mais si le procureur général veut plus d'explications, je suis prêt à les lui donner.

À Montréal, on dit couramment qu'il n'y a pas moyen d'obtenir justice de certains magistrats, qui reçoivent leurs instructions du procureur général, et que des mandats ne peuvent être obtenus. Il (M. Sauvé) ne veut pas discuter de ce qui se passe dans la cité de Québec, n'étant pas aussi bien renseigné sur ce qui s'y passe qu'il ne l'est dans le cas de la Métropole. On m'a informé que le procureur général avait reçu de certains citoyens de Montréal l'information que des personnes s'étaient rendues coupables de délits graves et que rien n'avait été fait pour découvrir la vérité. N'est-il pas vrai que le procureur général a reçu de certains contribuables de Montréal des plaintes contre un individu qui aurait frauduleusement empêché des témoins d'être entendus dans une cause très importante? Le coût de l'administration de la justice est très élevé, et quelle protection en retire la société? Voici un autre fait révoltant: des détectives ont arrêté des voleurs qui avaient dérobé pour \$35,000 de cocaïne, cette drogue qui cause des misères et des dommages si considérables, et de morphine à Montréal. La drogue a été conservée dans les caves du Palais de justice de Montréal.

Le jour suivant, sous les yeux du procureur général, de l'administrateur de la justice en cette province, de la police, des officiers du procureur général, officiers mandatés spécialement pour surveiller ce qui était entreposé dans ces mêmes caves, on a volé les valises contenant les marchandises. Elles furent trouvées dans la rue, les drogues étant disparues. Et les gens qui ont fait disparaître cette marchandise du palais de justice de Montréal n'ont pas encore été retrouvés. Ce n'est là qu'un exemple; il se passe tous les jours des choses comme celles-là.

Le secrétaire de l'Union des policiers a déjà déclaré dans les journaux que, dans certains cas, la police était arrêtée dans son travail par des politiciens. Je suis bien sûr que ce n'est pas le procureur général qui est ainsi visé, mais il est temps, pour l'honneur de cette Chambre et pour ceux qui font de la politique, de jeter la lumière sur ces accusations, en forçant ceux qui les font, de spécifier, et, si elles sont vraies, de se débarrasser de tels politiciens qui nuisent à l'administration de la justice et leur infliger la punition qu'ils méritent. Il y a des hommes employés par le gouvernement provincial qui le voient et qui ne sont point punis. Notre administration de la justice nous coûte des millions, il me semble que l'on pourrait punir les coupables et nous débarrasser des politiciens qui entravent les activités de ceux qui sont chargés de faire respecter la loi. C'est là le pire scandale qui se puisse trouver. Comment peut-on espérer que le public se soumette docilement aux lois, s'efforce de les observer, quand ceux chargés de les administrer négligent leurs devoirs et ferment consciemment les yeux?

Je vous l'ai dit, M. l'Orateur, je reviendrai sur ces remarques quand j'aurai tous les documents et toutes les informations que je demande. En attendant, je crois que le gouvernement devrait instituer une enquête sur l'administration générale de la justice, sur tous ceux qui sont la cause de la mauvaise administration de la justice et du manque de protection à la société. Il y a, dans la police provinciale, des hommes qui trompent la justice, il y en a partout, et qui ne sont pas punis. Et je prétends qu'un pays où les coupables, les meurtriers et les voleurs sont assurés de l'impunité et où les officiers du gouvernement font de la fraude et permettent à leurs favoris, s'ils ont de l'argent, de faire à leur goût en dépit des lois, on n'est pas loin d'être menacé de la révolte, et je dis que c'est un pays bien près de sa ruine. Je prétends que le gouvernement manque à son devoir envers cette Chambre et contre la société qui doit être protégée.

Nous allons, avec ce régime, tout droit vers, et nous sommes dangereusement près de l'anarchie. Si vous laissez les coupables libres parce qu'ils ont un certain nom ou certains moyens, si vous permettez aux officiers du gouvernement de violer les lois; si vous permettez les contraventions à la loi, ce sera de la part du gouvernement un manquement sérieux de faire son devoir envers la Chambre et la société, et un tel état de choses ne peut être plus longtemps toléré.

En faisant ces remarques, je ne parle pas uniquement au nom d'une poignée de mécontents de l'administration de la justice dans cette province, je

représente les vues de tous les citoyens qui sont inspirés des meilleurs motifs. Je représente tous ceux qui veulent un changement radical dans l'administration de la justice. Je suis le représentant fidèle des citoyens qui veulent la protection pour eux et pour leur propriété, qui s'attendent à une protection adéquate pour l'ensemble de la société, qui réclament que soient punis ceux qui commettent des crimes, quelle que soit la nature de ces crimes, quelle que soit la position de ceux qui les commettent ou leur influence auprès des autorités, qui demandent que l'autorité soit respectée et que la loi soit mise en vigueur, qui réclament que l'honnête homme qui respecte les lois ne soit pas traité d'hypocrite et ne soit pas ridiculisé par ceux qui se sentent protégés par la justice, qui se moquent des lois. Il est temps que cela cesse. Il y a plus d'un an qu'on vient me demander de protester contre l'état de choses actuel et qu'on me demande de faire ces réclamations. J'ai toujours dit: "Adressez-vous aux membres de la droite."

Que puis-je faire, je suis seul. Qu'on s'adresse à des hommes influents qui jouent un rôle dans la politique. Il y a soixante-quinze députés du côté de la droite. Non, on n'a pas voulu. Je leur ai demandé pourquoi ils n'en appelaient pas à ces députés? On m'a répondu: "Nous nous sommes adressés à eux et nous n'avons rien obtenu." Elles ne veulent plus le faire parce qu'elles l'ont déjà fait. Mais je le répète, je reviendrai sur cette question. Je n'accuse pas le procureur général personnellement, mais comment le peuple peut-il respecter la loi quand ceux qui en sont responsables ne la respectent pas eux-mêmes. C'est sur ces instances que je demande cette production de documents. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, il y a longtemps que je siège dans cette Chambre et c'est la première fois que j'entends pareille critique. Je ne doute pas que le chef de l'opposition (M. Sauvé) avec son habilité à tourner sa lanterne sur tous les scandales de la province de Québec n'ait trouvé ce qu'il y avait de pire... Il a aussi le don de faire une montagne avec des riens. Il a réussi, après être passé à travers tout ce qu'il dit s'être produit durant les trois dernières années, à découvrir quelques affaires à partir desquelles il a cru bon et pertinent d'attaquer le gouvernement. Mon honorable ami, le chef de l'opposition travaille beaucoup, et voilà qu'il a trouvé que notre administration de la justice n'était pas bonne. Je suis surpris de cette découverte et je m'étonne des affirmations de l'honorable chef de l'opposition, (mais) je ne m'étonne pas qu'il crie à l'anarchie et à la révolte.

Il fait allusion aux affaires Carreau et Garneau, mais ne mentionne pas les autres affaires. Cependant, ce n'est pas faire un éloge immérité que de dire à l'honorable chef de l'opposition que nulle part dans le dominion du Canada la justice est-elle mieux sinon aussi bien administrée que dans notre province. Les statistiques en font foi. Face à la justice, il n'y a pas de position, pas d'influence qui ne tienne. La justice dans notre province est la même pour tous, sans exceptions, et il n'y a pas le moindre signe de favoritisme ou de préférence dans son administration. (Applaudissements)⁷

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, oui, on applaudit; il y a des protégés, ici⁸.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La justice est administrée sans protection, avec impartialité. Les hommes qui administrent la justice dans notre province ont conscience de leur dignité et de leur responsabilité et je suis certain qu'ils font leur possible pour accomplir leur devoir sans favoriser personne. Il (l'honorable M. Taschereau) dit que tant qu'il sera à la tête de l'administration de la justice de cette province, la justice sera administrée avec équité.

Le chef de l'opposition dit qu'on est allé se plaindre à lui, qu'on lui a écrit. Qui donc lui a écrit? Qui est allé se plaindre? Les déclarations vagues du chef de l'opposition constituent un genre de discussion qui ne lui rend pas même justice. Ce genre de discussion est souverainement injuste, et pour le chef de l'opposition et pour le gouvernement, et il n'est pas conforme à nos règlements. Quel cas lui a-t-on signalé où les officiers de la justice n'avaient pas fait leur devoir? Qui s'est plaint? Que le chef de l'opposition précise. C'est facile pour le chef de l'opposition de venir rapporter qu'on s'est plaint à lui, mais il ne précise pas. Le chef de l'opposition qui pose en défenseur des faibles et en vengeur de la justice se doit à lui-même, doit à cette Chambre et doit à cette province au nom de laquelle il prétend parler, de nous donner des détails précis sur des accusations qu'il entend formuler. Tant qu'il n'aura pas donné de précisions, nous sommes en droit de juger ses insinuations pour ce qu'elles valent. Son devoir est de dire quand nous avons manqué, envers qui nous avons manqué et en quoi l'administration de notre justice est mauvaise.

Mon honorable ami a fait des insinuations bien injustes et il nous a cité quelques cas dans lesquels nous avons fait tout notre devoir. À propos de l'affaire Blanche Garneau, par exemple, à laquelle

le chef de l'opposition s'est tant intéressé, dès le début de cette session, je puis signaler un fait très intéressant. Ces jours derniers, nous avons vu, sur le feuillet de l'ordre du jour, une interpellation dans laquelle le chef de l'opposition demandait les noms des policiers qui travaillaient à la recherche des meurtriers de Blanche Garneau. Eh! bien, voilà l'interpellation la plus décevante, si nous ne pouvons pas dire qu'elle est cocasse, la plus extraordinaire que j'aie jamais vue sur un feuillet de l'ordre du jour. C'est ainsi que le chef de l'opposition entend la bonne administration de la justice.

Je ne puis tout dire encore sur cette affaire, mais je puis dire que, depuis ce meurtre épouvantable, à partir du moment où le corps de cette malheureuse fille a été trouvé, nos officiers n'ont pas cessé de rechercher les coupables. Tout ce qui a été possible de faire de ce côté a été fait. Les détectives et les officiers du département de la justice ont accompli un travail considérable. Absolument rien n'a été négligé. Les détectives ont parcouru à cet effet la province de Québec dans tous ses sens, ils ont parcouru les provinces d'Ontario et du Manitoba et même certaines parties de l'Ouest. Mais finalement, à la suite de ces démarches, le procureur général est heureux de déclarer que les meurtriers de Blanche Garneau sont maintenant entre les mains de la justice.

Nous avons dépensé des milliers et des milliers pour éclaircir cette affaire. Cette affaire est des plus difficiles. Nous n'avions rien, aucun indice pour commencer les recherches. Les meurtriers n'ont laissé aucune trace, ils ont eu tout le temps qu'ils pouvaient espérer avoir pour réussir leur évasion. Quoi qu'il en soit, tout cet immense travail a été fait en l'espace de six mois au plus. Nos détectives ont travaillé avec intelligence et avec persévérance. Et je suis en état de pouvoir dire que le dernier des meurtriers de Blanche Garneau est aujourd'hui sous arrêt et qu'il sera dans quelques jours derrière les murs de la prison de Québec. S'il n'y est pas encore, c'est qu'il est loin. Lorsque le meurtrier de Blanche Garneau montera sur l'échafaud, ce sera grâce aux efforts et au bon travail de nos officiers de police.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est déjà condamné⁹?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'espère sincèrement que, lorsque ces hommes seront traduits en justice, que leur procès sera fait et qu'ils seront condamnés, cela donnera une leçon à tous ceux qui n'ont pas hésité à nuire et attenter à la

réputation de citoyens respectables dans cette cité. Nous avons laissé faire le travail à nos détectives tel qu'il devait être fait. On a fait bien de la sensation à ce sujet; on a formulé bien des plaintes et bien des reproches au département de la Justice. On a accusé injustement des individus absolument innocents en cette affaire. Nous ne pouvions rien faire pour empêcher ces bruits mensongers en attendant le résultat du travail de nos policiers. Mais qu'on me laisse, en passant, déplorer le zèle dont quelques gens ont fait preuve en cette circonstance. Immédiatement après la découverte du meurtre, des groupes ont répandu des histoires sans fondement, dans le seul but de noircir le nom de certaines jeunes personnes de cette cité. On a sali la réputation de gens honorables, on a semé la désolation dans des familles respectables et on les a abreuvés d'amertume.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a fait cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le public. Le chef de l'opposition (M. Sauvé) tout le premier, dans son journal. Le chef de l'opposition s'est prêté à ces mauvais bruits par les interpellations qu'il a faites au début de la session et dans la manière qu'il a de provoquer des déclarations de la part du gouvernement. L'opinion publique a été faussée. J'espère que cette affaire Gameau servira, à l'avenir, de leçon pour tout le monde. Et je ne serais pas surpris que, devant le juré qui fera le procès des meurtriers, même lorsqu'ils seront trouvés coupables, de bonnes gens, de ces gens que l'on trouve malheureusement partout, iront prétendre que ce ne sont pas les vrais coupables, qu'ils ne sont là que pour couvrir les vrais meurtriers et entretenir le doute.

Au sujet de l'affaire Carreau, que le chef de l'opposition fait surgir de la nuit des temps, il s'agit d'un homme contre lequel une grave accusation a été portée il y a déjà quelques années. Cet homme s'est sauvé probablement aux États-Unis, nous l'avons fait chercher et nous n'avons pu le trouver. Devons-nous attaquer l'administration de la justice chaque fois qu'il nous arrive de ne pouvoir rattraper des criminels qui se sauvent? Que l'on fasse une enquête dans les autres pays. Est-ce que l'on a toujours réussi à arrêter les grands criminels? Combien de délits les plus graves sont restés impunis, faute d'avoir pu trouver les coupables! Si l'on faisait des statistiques de ces cas pour chacune des provinces du Canada, on verrait que notre province n'a pas à se plaindre de ce qui se passe chez elle, comparativement à ce qui se passe ailleurs.

Quant aux autres plaintes du chef de l'opposition, elles ne sont pas plus fondées que les premières. Du reste, à quoi se réduisent toutes les investigations du chef de l'opposition dans l'administration de la justice. À ceci que la province, comme il le dit, s'en va à l'anarchie et que tout le monde va le trouver pour lui demander son aide dans le but de protéger la société. C'est là tout le résultat de son travail.

Le chef de l'opposition soutient que le département du procureur général n'a entrepris aucune action dans deux causes spécifiques, ou plutôt dans deux affaires auxquelles il a vaguement fait référence sans donner de précision. Le chef de l'opposition n'est pas avocat, mais il doit savoir tout de même que nous sommes régis par le droit criminel anglais que l'on dit le meilleur au monde. Il a oublié, ou peut-être ne le sait-il pas comme il est sensé savoir tout à propos de l'administration de la justice ou des technicalités légales, qu'en matière d'arrestations, il existe un principe du droit criminel anglais: c'est que la dénonciation des crimes est laissée à l'initiative des individus qui logent la plainte devant un magistrat qui, lui, décide s'il y a suffisamment de raisons ou de justifications pour émettre un mandat. Quand un magistrat devant lequel une plainte est portée le juge à propos, la couronne se charge de la poursuite, mais pas avant.

Il (l'honorable M. Taschereau) rend hommage ici à l'honnêteté et à l'intégrité des membres de la magistrature qui, dit-il, sont tous indépendants du gouvernement et de tout attachement politique, et libres d'administrer entière justice à tous. Ce serait bien commode si l'on n'avait, pour faire poursuivre quelqu'un au criminel, qu'à écrire une lettre au procureur général et à lui dire: M. Untel m'a volé, M. Untel s'est parjuré. Un tel a assassiné un homme. Ce serait là un fameux système de chantage jamais vu dans aucun pays.

Il faut donc que la plainte soit formulée à un magistrat par le particulier qui a à se plaindre. C'est là le droit anglais. Ce qui est pratiqué ici relève du même système existant à travers tout le dominion, et qui s'applique d'ailleurs dans tous les pays où l'on retrouve le droit criminel britannique. C'est le Parlement fédéral qui fait le Code criminel. Nous n'avons rien à y voir. Le chef de l'opposition ne semble pas satisfait avec le système de loi tel qu'il est établi. Il a un remède à cela. Si le chef de l'opposition n'en est pas satisfait, qu'il s'adresse à ses amis d'Ottawa pour faire modifier la loi criminelle actuelle, de sorte à la faire mieux correspondre à ses goûts.

Tant que la loi criminelle n'aura pas été changée, nous ne pouvons que la suivre et laisser les magistrats libres d'émettre des mandats d'arrestation ou de refuser de le faire. Le chef de l'opposition veut que nous intervenions contre un magistrat qui refuse d'émettre un mandat. Le jour où nous ferions cela, la justice serait morte dans la province de Québec. Les juges sont nommés par le gouvernement fédéral et ils ne sont responsables qu'à leur conscience et au Parlement fédéral. Les magistrats de police sont nommés par le gouvernement provincial et ils ne sont responsables qu'à leur conscience et à la Législature. Quant à moi, je ne voudrais pas prendre sur moi de dire à un magistrat: Dans tel cas, vous devez émettre un mandat et dans tel autre cas, vous devez le refuser. Je préfère m'en rapporter à la conscience du magistrat.

Les magistrats sont des hommes comme les autres et ils peuvent se tromper. Nous devons en avoir confiance. Ils sont tous indépendants. Et c'est là la meilleure garantie que nous puissions avoir de la bonne administration de la justice. C'est le juge qui doit exercer sa discrétion dans un cas qu'on vient de lui confier. Sous ce rapport, la justice dans notre province est honnêtement administrée. Il peut y avoir des erreurs; mais notre administration de la justice peut subir la comparaison avec celle d'aucun autre pays.

Mais tant que je dirigerai l'administration de la justice en cette province, tant que j'aurai l'honneur d'être procureur général, je mettrai tout mon honneur, toute mon honnêteté, et je suivrai le système établi dans cette province. Je laisserai à l'initiative privée le droit de pouvoir faire valoir ses griefs et de faire réparer les torts qu'on fera, et je ne me permettrai pas d'intervenir pour dicter sa conduite à un magistrat. J'ai assez pratiqué le droit dans ma vie pour aimer le droit et la justice. Je peux déclarer en toute honnêteté que je tiens plus à mon titre de procureur général qu'à mon titre de premier ministre. Je préférerais que l'on pût dire de moi que j'ai été un bon procureur général plutôt qu'un bon premier ministre; j'aimerais mieux que l'on pût dire de moi que j'ai fait plus de bien à ma province comme procureur général que comme premier ministre.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois avoir cité suffisamment de cas pour prouver que la justice n'est pas bien administrée. J'ai eu le soin de dire que je demandais la production de documents et que je me réservais le droit de reparler de cette affaire. L'honorable premier ministre, qui est un grand

avocat et qui aime mieux être procureur général que premier ministre, me dit que j'ai demandé toute une correspondance trop longue. Je lui ai cité quelques faits qui étaient à ma connaissance.

J'ai demandé une copie de la correspondance pour voir si ce que l'on dit un peu partout dans la province est vrai. J'ai voulu citer un article de journal, mais le premier ministre a soulevé un point d'ordre...

M. l'Orateur: Je demanderais à l'honorable député (M. Sauvé) de s'en tenir aux limites auxquelles lui donne droit le droit de réplique et de ne pas rouvrir le débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! je voudrais bien être au Conseil législatif pour pouvoir parler. Je comprends que seul un membre honorable de la Chambre haute peut revenir sur les vieilles affaires.

(Rires)

C'est peut-être parce que je ne suis pas aussi intéressant que le maire de Montréal, ou parce que j'en connais moins long que lui, qu'on ne me laisse pas parler comme je veux. Je ne veux pas m'exposer à un nouveau rappel à l'ordre. J'obéirai à la décision de l'Orateur. Je vais m'en tenir à la très mince marge de manœuvre du petit livre de règlements.

Le premier ministre me blâme de me servir de "on" en parlant de ceux qui se plaignent de l'administration de la justice. Il m'est bien difficile de procéder autrement.

Je remercie le premier ministre de la leçon de droit qu'il nous a donnée. Je ne suis pas avocat, mais je me rappelle qu'il n'y a pas très longtemps, il n'était pas difficile de faire intervenir le procureur général quand il s'agissait de faire emprisonner de pauvres colons. Je suis bien aise que mes dénonciations aient donné au premier ministre l'occasion de mettre encore la province de Québec à la tête de la Confédération, mais je le prie de prêter la plus sérieuse attention à la requête d'un contribuable de Montréal qui lui demande de voir à ce que la justice suive son cours, au lieu d'écouter les conseils de ceux qui lui demandent de n'en rien faire.

J'invite le procureur général, le premier ministre, à se montrer beaucoup plus attentif à toutes les demandes qui lui sont faites, à la demande du bon citoyen, du simple et modeste citoyen qui veut faire punir les coupables et le demande humblement dans l'intérêt de la justice.

M. l'Orateur: Adopté. Carried.

Concessions forestières et forces hydrauliques

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: État contenant pour le temps écoulé depuis le dépôt du dernier état demandé:

1. Une liste de concessions forestières et de forces hydrauliques affermées dans la province de Québec;

2. Les noms des concessionnaires primitifs;

3. La date et le mode de l'acquisition;

4. Les noms des concessionnaires actuels avec la date du transfert;

5. L'étendue actuelle, la localité et le prix payé par mille carré.

Adopté.

Refuge Dom Bosco

M. Thériault (L'Islet) propose, de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 60 constituant en corporation Le Refuge Dom Bosco.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

W. H. Green

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 65 changeant le nom de William Harvey Green, de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-C.-L. Bussièrès

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-C.-Lauréat Bussièrès à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 amendant l'article 1249 du Code de procédure civile, relativement aux appels au Conseil privé;

- bill 41 amendant les statuts refondus 1909, relativement aux fonctions de coroners.

C. A. Porteous

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlyle A. Porteous la licence requise pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 concernant la construction

d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Montréal-Est

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 amendant la charte de la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Kipawa

M. Smart (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 amendant la charte de la ville de Kipawa soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Petit-Métis

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Village de la Côte-des-Neiges

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 annexant à la municipalité de la ville de Mont-Royal certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, pour

les fins municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Montréal-Nord

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la ville de Montréal-Nord soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Prévoyants du Canada

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 refondant et amendant la charte de Les Prévoyants du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Lemay (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession de l'honorable J.-L. Beaudry

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie d'assurance mutuelle de Nicolet

M. Bordeleau (Chapais) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 accordant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Partage des biens entre A.-O. Fages et J.-A. Fages

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John-Archibald Fages à procéder au partage de biens substitués soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Union Saint-Joseph de Saint-Henri

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Chemin de fer de la rivière Madeleine

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communications.

Questions et réponses:

Combat Dempsey-Carpentier

M. Smart (Westmount): 1. Le gouvernement a-t-il reçu de quelques personnes ou d'une personne ou d'une corporation, une demande pour permettre

que la joute pugilistique Dempsey-Carpentier se fasse dans quelque partie de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, quelle mesure le gouvernement a-t-il l'intention de prendre à cet égard?

3. Si semblable demande n'est pas faite et si les organisateurs procèdent sans permission, le gouvernement a-t-il l'intention de prohiber cette lutte?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

3. Le gouvernement examinera le point s'il se présente.

Dépenses de Spencer Wood

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quel est le montant total que le gouvernement a payé pour traitements, dépenses contingentes du bureau du lieutenant-gouverneur et pour entretien de son palais de Spencer Wood, pour l'exercice finissant le 30 juin 1919?

2. Combien pour l'exercice finissant le 30 juin 1920?

3. Combien pour l'entretien de Spencer Wood en 1919, et combien en 1920?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$58,978.74.

2. \$71,928.98.

3. Pour 1919: \$45,059.05 et, pour 1920: \$57,013.44.

Oeufs pour Spencer Wood

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel montant le gouvernement a-t-il payé durant l'exercice finissant le 30 juin 1919, pour des œufs achetés pour Spencer Wood?

2. Pourquoi a-t-on acheté ces œufs?

3. Quel revenu ont donné ces œufs à la province?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$38.00.

2. Pour incubation.

3. Le calcul n'a pas été fait.

Je dois ajouter qu'il y a erreur dans les comptes publics. On a dit que \$366 avaient été payés à la Trappe d'Oka pour des œufs: Version française,

L'Abbaye de Notre-Dame-du-Lac, page 150, montant devrait se lire \$36 au lieu de \$366.

Il appert aussi, par les comptes publics que \$200 auraient encore été payés aux RR. P. Dominicains pour des œufs. C'est \$2.00 qu'on aurait dû imprimer: Version française, page 149, erreur typographique. Rév. Pères Dominicains devrait se lire \$2.00 au lieu de \$200.00.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que tous les comptes publics sont tenus comme cela?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): sourit.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande l'ajournement¹⁰.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Voir la séance du 2 février 1921.

2. Voir la séance du 2 février 1921.

3. D'après certains journaux, il ne lit qu'un article de *L'Événement* que nous avons inclus dans son discours, celui du 6 novembre 1920, à la page 9 et intitulé "La justice est lente à Québec". D'après d'autres sources, M. Sauvé entreprend la lecture d'un deuxième article avant d'être interrompu par le premier ministre.

4. Il s'agit de M. Charles-Édouard Dorion (1860 à 1946).

5. Il s'agit de François-Xavier Lemieux (1851-1933), élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Lévis en 1883, 1886 et 1890, ne s'est pas représenté en 1892, fut réélu dans la circonscription de Bonaventure en 1894. Il est de nouveau élu dans les circonscriptions de Lévis et de Bonaventure en 1897, puis démissionna la même année à la suite de sa nomination comme juge à la Cour supérieure du district d'Arthabaska. Il fut

également nommé juge du district de Saint-François en 1898, du district de Québec en 1906, nommé juge en chef suppléant à la Cour supérieure en 1911, puis juge en chef en 1915.

6. Voici la fin de l'article tiré de *L'Événement* du 25 novembre 1920, à la page 6, intitulé "Le bras de la justice" que lit M. Sauvé et dont il ne termine pas la lecture, souligne *Le Devoir* du 2 février 1921, à la page 1:

"Afin qu'on ne dise pas que la justice de Québec est vive lorsqu'il s'agit de châtier des criminels de basse classe, sans argent ni protection, mais qu'elle est lente, lorsque les criminels sont riches et influents, nous réclamons de nouveau des autorités une action plus forte et plus satisfaisante. Si véritablement l'affaire est encore obscure, qu'on donne au moins une explication publique qui tranquillise la conscience populaire. Il est excessivement dangereux pour l'ordre de laisser courir les bruits scandaleux qui se colportent à ce sujet, dans plus d'un quartier de la ville."

7. *Le Devoir* du 2 février 1921, à la page 1, rapporte cette remarque: "Ici, quelques députés applaudissent, trois ou quatre, mais deux en particulier auxquels M. Sauvé lance cette apostrophe avec un regard foudroyant."

8. *L'Événement* du 2 février 1921, à la page 12, donne cette autre version: "Ceux qui applaudissent sont bien protégés."

9. D'après *Le Devoir* du 2 février 1921, à la page. 1, M. Sauvé aurait dit: "Il est déjà jugé?"

10. D'après *L'Événement* du 2 février 1921, à la page 12, les députés se rendirent ensuite au Café du Parlement pour assister à une séance de films sur la maison Price Brothers.

Séance du mercredi 2 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent;

- bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine;

- bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de J.-Alphonse Thibault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Napoléon Bouchard et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant en municipalité distincte la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, et la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville;

- de Émile Rolland, *ès qual.* et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certains actes de vente en faveur de Joseph Cloutier;

- de la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement passé avec Montreal Cotton, Limited;

- de la corporation du comté de Laval, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt et annexant au comté certaines municipalités de ville pour fins de comté;

- de la ville Saint-Michel, demandant l'adoption d'une loi prolongeant l'existence de la commission de la ville Saint-Michel;

- de Charles-Borromée Guérin et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de L'Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec;

- du révérend père Auguste Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des pères du Très-Saint-Sacrement de Québec;

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la Société de construction de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à contracter des emprunts;

- de la ville d'Aylmer, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de J.-Ernest Desbiens et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la paroisse de Saint-Zéphirin, de La Tuque, à faire un emprunt aux fins de construire une église, une sacristie et un presbytère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 52 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

**Montreal Cotton Limited,
Salaberry de Valleyfield**

M. Bergevin (Beauharnois) demande la permission de présenter le bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield, décrétant une commutation de taxes en faveur de la compagnie Montreal Cotton Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité de
Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville**

M. Simard (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Shawinigan Falls

M. Ricard (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pères du Très-Saint-Sacrement

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Successions de J. Blanchard et S. Déry

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sara Déry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 80 autorisant les syndicats de la paroisse de Saint-Zéphirin de la Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association des ingénieurs forestiers

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 112 constituant en corporation l'Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

J.-A. Thibault

M. Monet (Napierville) demande la permission de présenter le bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal, référendum

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que les articles 497 à 515, 536, 537 et 543 du règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter le bill amendant et modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il faut comprendre que c'est une mesure ministérielle, puisqu'elle est présentée par le premier ministre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'en est rien. Ce ne peut être une mesure gouvernementale. Le gouvernement ne s'engage pas à supporter ce projet plus qu'un autre. Il a seulement jugé convenable de présenter lui-même le bill devant l'Assemblée aussitôt que possible, attendu que c'est le rapport de la commission nommée par le gouvernement. Ce bill doit être distribué demain. C'est un volume d'environ 300 pages et contenant 571 articles, en outre de 28 formules assez longues. Il faut un certain temps pour le préparer et pour l'imprimer.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre est celui qui a été adressé au lieutenant-gouverneur en conseil par la Commission de la Charte de Montréal. Cette commission, composée d'hommes éminents, a été nommée au cours de la session dernière pour étudier un projet de refonte de la charte de la cité de Montréal. Après un travail sérieux, cette commission a soumis un projet très important de remaniement que nous ne voulons pas faire passer comme mesure du gouvernement, mais que nous tenons à soumettre aux députés, comme un bill privé ordinaire, en donnant à tous, surtout à ceux de Montréal, l'occasion d'étudier ce projet et de faire à son sujet les suggestions qu'ils jugeront à propos de faire.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quand le bill sera imprimé et quand il sera soumis aux membres de la Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill est presque imprimé. Le texte du bill sera probablement distribué demain.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

demande la permission de présenter le bill 100 amendant et codifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
de la chasse**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) présente des explications sur le projet de loi de la chasse², qui a pour but de protéger l'importante industrie des pelleteries dans la province.

Depuis quelques années, on a accumulé de véritables hécatombes d'animaux à fourrure de petite taille. Il assure une meilleure protection à certains gibiers de nos forêts, en train de disparaître, si le gouvernement ne vient pas à leur secours par des lois spéciales.

L'on a enregistré, durant les dernières années, une chasse très considérable de castors, de rats musqués et d'autres gibiers, et il est devenu nécessaire dans l'intérêt des chasseurs, des trappeurs aussi bien que pour le commerce des fourrures et pour le public en général d'amender la loi en restreignant davantage la chasse de ces gibiers³.

En vertu de la loi actuelle, il est permis de chasser le castor à partir du 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} avril; mais, à l'avenir, cette chasse ne sera permise que du 1^{er} novembre jusqu'au 15 de décembre. De plus, sous la nouvelle loi, il ne sera légal de chasser le rat musqué que du 15 de mars au 1^{er} mai, de façon à abolir la chasse d'automne pour ces animaux.

Une autre clause de la nouvelle loi défend, qu'à l'avenir, aucun homme allant dans les chantiers ne se serve de fusil. Les contremaîtres des camps de chantiers recevront des ordres sévères pour défendre à leurs hommes de posséder un fusil. La nouvelle loi aussi, dans le but de protéger l'industrie de la fourrure dans cette province, amende la loi de façon à ce que chaque colis de fourrure qui arrive d'une autre province soit accompagné d'un affidavit établissant que ce colis est parti de telle ou telle province. Cet amendement a été apporté en vue de prévenir les fraudes.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Conseil législatif, 25 janvier 1921

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative informant cette Chambre que le Conseil législatif consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions de la Chambre durant la présente session et composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Garneau, Martin, Paradis, Pérodeau, Roberge, Robillard, Savoie, Smith, Turgeon et Vilas soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité collectif.

Questions et réponses:**Vente de boissons**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de causes ont été prises par chacun des percepteurs du revenu de la province, sur des accusations de vente de boisson sans licence, et sur des plaintes contre toutes personnes, dans chacun des districts, accusées d'avoir eu en leur possession des liqueurs enivrantes?

2. Combien le gouvernement a-t-il payé aux constables, officiers de justice ou détectives pour faire des recherches dans chacun des districts, pour vente de boissons sans licences et exercer des saisies contre toutes personnes qui seraient trouvées en possession de liqueurs enivrantes dans le but de les vendre?

3. Quels sont les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées et combien à chacune?

4. Est-il vrai que le gouvernement aurait employé des hommes sortis de prison pour faire des recherches de boissons?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Pour l'année fiscale 1919-20, Arthabaska, 30; Beauce, 73; Beauharnois, 15; Bedford, 12; Bonaventure, 5; Charlevoix, 5; Chicoutimi, 17; Gaspé-Est, 11; Gaspé-Ouest, 7; Iberville, 25; Joliette, 24; Kamouraska, 12; Lac-Saint-Jean-Est, 4; Lac-Saint-Jean-Ouest, 7; La Tuque, 27; Matane, 11; Montmagny, 16; Montréal, 815; Nicolet, 19; Ottawa-

Centre, 5; Ottawa-Est, 34; Ottawa-Ouest, 65; Pontiac-Est, 5; Pontiac-Ouest, 5; Québec, 60; Richelieu, 28; Rimouski, 9; Saguenay, 1; Saint-François, 40; Saint-Hyacinthe, 13; Témiscouata, 58; Terrebonne, 61; Trois-Rivières, 110.

2. Pour l'année fiscale 1919-20, Arthabaska, \$57.22; Beauce, \$194.95; Beauharnois, \$1,030.92; Bedford, \$465.74; Bonaventure, \$.....; Charlevoix, \$113.65; Chicoutimi, \$335.50; Gaspé-Est, \$154.65; Gaspé-Ouest, \$.....; Iberville, \$651.89; Joliette, \$482.30; Kamouraska, \$56.00; Lac-Saint-Jean-Est, \$.....; Lac-Saint-Jean-Ouest, \$36.75; La Tuque, \$240.00; Matane, \$94.25; Montmagny, \$240.50; Montréal, \$5,273.58; Nicolet, \$224.47; Ottawa-Centre, \$81.50; Ottawa-Est, \$455.91; Ottawa-Ouest, \$1,720.45; Pontiac-Est, \$104.90; Pontiac-Ouest, \$.....; Québec, \$1,020.60; Richelieu, \$773.92; Rimouski, \$.....; Saguenay, \$11.50; Saint-François, \$676.10; Saint-Hyacinthe, \$208.80; Témiscouata, \$337.20; Terrebonne, \$807.45; Trois-Rivières, \$1,173.13.

3. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner ce renseignement.

4. Pas à la connaissance du gouvernement.

Rapports annuels des compagnies de chemin de fer

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux rapports annuels des compagnies de chemin de fer, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Serments par les juges de paix

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 amendant

les statuts refondus, 1909, relativement à la réception des serments par les juges de paix, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs de Jeanne-d'Arc

M. Leclerc (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 54 constituant en corporation les sœurs de Jeanne-d'Arc.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Leclerc (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville Laval

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 amendant la loi constituant en corporation la ville Laval de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Greffier de la Couronne

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la couronne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder au greffier de la couronne du district de Montréal, lorsque cette charge sera remplie par deux ou un plus grand nombre de personnes, collectivement, en sus du salaire qu'il est autorisé à accorder pour telle charge, suivant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 3494 des statuts refondus, 1909, une somme additionnelle n'excédant pas huit cent piastres par année.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 31 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la couronne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juridiction des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des magistrats en matières civile, criminelle et pénale, soit maintenant une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Prison de Bordeaux (charbon)

M. Renaud (Laval): 1. Combien de tonnes de charbon ont été achetées pour la prison de Bordeaux en 1919, et combien en 1920?

2. À quel prix?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. 1918-1919 - 3,492½ tonnes; 1919-20 - 4,338¼ tonnes.

2. 1918-1919: \$9.75; \$11.25 et \$12.25; 1919-1920: \$9.00, \$10.50 et \$12.00.

Prison de Bordeaux (foin)

M. Renaud (Laval): 1. Combien de tonnes de foin ont été achetées pour la prison de Bordeaux en 1919, et combien en 1920?

2. À quel prix?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. En 1918-19 - 137,426 livres; en 1919-1920 - 81,884 livres.

2. En 1918-19: \$20 et \$25 les 1,500 livres; en 1919-20: \$25; \$26 et \$28 les 1,500 livres.

Élections de Laval et de Deux-Montagnes

M. Renaud (Laval): 1. Combien le gouvernement a-t-il payé pour dépenses d'élections à M. P.-A. Longpré, pour le comté de Laval, et à M. J.-H. Langlois, pour Deux-Montagnes, en 1919?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. P.-A. Longpré, pour le comté de Laval: \$2,834.19.

M. J.-H. Langlois, pour le comté des Deux-Montagnes: \$471.72.

Commission des licences de Montréal

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution concernant la Commission des licences de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Que toutes les sommes d'argent payées en timbres apposés sur les demandes faites en vertu de division I de la loi des licences de Québec, pour la confirmation des certificats des licences, dans la cité de Montréal, commençant le et après le premier mai 1921, devront être remboursées aux personnes qui les ont payées, respectivement.

La loi devant être changée, des personnes qui ont obtenu des licences en vertu de la loi actuelle ne voudraient pas peut-être détenir une licence sous l'empire de la loi future. De plus, la commission qui sera nommée devra considérer des demandes nouvelles et alors, il n'était que juste de rembourser ces personnes de leurs frais inutiles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment! La loi actuelle est rendue inopérante avant même que la nouvelle loi ne soit présentée devant la Chambre. La nouvelle loi des liqueurs aurait dû être présentée à la Chambre et distribuée avant que le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) n'introduise quelque loi que ce fût qui tendrait à disposer d'une commission qui existe toujours à l'heure actuelle. On lui a promis une copie du bill pour samedi dernier, mais il n'a encore rien reçu, déclare-t-il.

Comment se fait-il que cette loi est connue partout en dehors de la Chambre? Certains membres de la Chambre, certains journalistes connaissent cette

loi; on l'a expliquée un peu au caucus des députés libéraux; mais la Chambre n'a rien d'officiel devant elle. Pourquoi l'opposition ne peut-elle pas obtenir quelques informations sur le bill au même titre que les étrangers?

Il (M. Sauvé) dit comprendre assez bien que le bill est d'une telle importance qu'il mérite la plus haute attention et l'étude la plus sérieuse de la part des députés du gouvernement, mais, dit-il, pourquoi a-t-on besoin de le réimprimer si souvent? Est-ce pour donner du travail aux imprimeurs amis du gouvernement? Est-ce pour fournir une raison d'être au *Soleil*?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le chef de l'opposition connaît le bill dans ses grandes lignes, et je suis tout aussi désolé que lui qu'il soit impossible de faire travailler plus rapidement les imprimeurs. Cette loi est très importante et on doit y mettre le plus grand soin. Cela ne peut être réglé à la hâte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand la nouvelle loi des liqueurs sera-t-elle prête?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le bill n'est pas encore achevé d'imprimer. Il est cependant entre les mains de l'imprimeur et peut sortir des presses d'un moment à l'autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourra-t-on l'avoir cette semaine?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Oh certainement. S'il en est ainsi, c'est que le bill a été, en effet, remodelé, mais il peut assurer le chef de l'opposition que les intéressés d'aucune sorte n'ont rien eu à y voir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est vraiment extraordinaire de constater que le gouvernement n'a pas encore soumis à la Chambre son fameux projet de loi des liqueurs alcooliques. Il proteste contre le fait que l'on traite le bill actuellement devant la Chambre, avant que celui des liqueurs alcooliques ne soit présenté. Pourquoi le trésorier doit-il défaire avant d'être prêt à remplacer ce qu'il aura ainsi détruit?

On ne connaît pas même encore officiellement la nouvelle loi que le trésorier provincial prend le pic et la pioche, avec l'habileté qu'on lui connaît, pour démolir l'ancienne, avant de n'avoir quoi que ce soit pour la remplacer.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Cela n'a absolument rien à voir avec le bill sur les liqueurs. Il croit que l'on pourrait accorder l'autorité nécessaire à la commission sans passer par la Chambre, mais puisqu'on demande à la Chambre de sanctionner les actions de la commission des licences, à l'effet de ne pas accorder de licence dans l'année qui s'en vient, même si elle serait tenue de le faire sous la loi actuelle, il est normal d'inclure cette disposition et de rembourser à ceux qui ont fait une demande de licence l'argent qu'ils ont dépensé.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien a-t-on dépensé en remboursements de dépenses pour les timbres apposés sur les demandes de renouvellement de licences sous l'actuelle loi des licences?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le montant se chiffre à environ \$400.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 50 concernant la Commission des licences de Montréal.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 concernant la Commission des licences de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté⁴.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il est établi par là que les pouvoirs assignés à la Commission des licences de Montréal par la loi des licences de Québec et les devoirs imposés par ladite

loi devront cesser d'exister en ce qui a trait à la confirmation des certificats de licences. Chaque confirmation d'un certificat obtenue par cette commission pour une licence entrant en vigueur le 1^{er} mai prochain sera sans effet et ne confère, par conséquent, aucun droit de quelque nature soit-il.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) revient à la charge à propos du temps mis par le gouvernement pour présenter la nouvelle loi des liqueurs. On lui a dit, indique-t-il, que le gouvernement a trouvé nécessaire de modifier le bill plusieurs fois après avoir consulté certains vendeurs ou certains députés de la Chambre, et que chacune de ces consultations se serait traduite en une modification. Le gouvernement consulte une foule de gens, vendeurs et autres intéressés, et la Chambre ne sait encore rien officiellement de son projet.

Il me semble que nous aurions été plus en mesure d'étudier et de décider la résolution qu'on nous soumet présentement si nous connaissions la nouvelle loi des licences. Je crains que cette nouvelle loi des liqueurs ne subisse le même sort que plusieurs des mesures importantes du gouvernement ont subi par le passé. Veut-on attendre à la fin de la session pour présenter cette loi alors qu'il ne restera plus assez de temps pour prendre en considération et étudier la nouvelle loi? Veut-on la présenter un vendredi soir et dire à la Chambre: Dépêchons-nous, car nous sommes en retard et il faut refaire une loi que nous avons démolie?

Il serait injuste de la part du gouvernement de repousser cette étude à la dernière journée de la session ou de la présenter à la hâte un vendredi soir ou un samedi matin, alors que la plupart des députés seront retournés chez eux. Quelques mois après, le gouvernement se rendra compte que le libellé du bill est si nébuleux que même de brillants avocats ne peuvent l'interpréter. Il vaudrait mieux moins se hâter et faire une loi compréhensible, si l'on ne veut pas qu'elle ressemble à celle qui a été tant ridiculisée devant les tribunaux, et avec raison. Pourquoi aller si vite? Faisons donc nos lois tranquillement, et on ne pourra pas dire des lois de Québec ce que le député de Saint-Louis (M. Bercovitch) disait de la loi de tempérance.

Notre honorable collègue de Saint-Louis disait ouvertement devant les tribunaux que la loi était si mal faite qu'il n'y avait pas moyen de savoir si elle obligeait les vendeurs à apposer eux-mêmes les timbres du gouvernement sur leurs bouteilles. Ne nous exposons donc pas à pareils ennuis à l'avenir en passant les lois à la vapeur.

On introduira la loi des spiritueux, peut-être la plus importante de la session, au moment où la Chambre sera accablée de travail, pour tenter de la passer sans y donner l'attention suffisante. La Chambre n'a pas eu l'occasion de discuter sur ce bill et il (M. Sauvé) espère que les consultations avec les intéressés ne s'éterniseront pas et qu'elles ne subiront pas le même sort.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le chef de l'opposition peut prendre la parole du gouvernement qu'il y aura amplement de temps pour discuter de ce bill. Pour ce qui est de la consultation auprès des vendeurs, grossistes ou détaillants, ou de qui que ce soit relativement au commerce des liqueurs, le chef de l'opposition se trompe complètement. Je peux lui assurer que cette affirmation est absolument dénuée de fondement. Nous n'avons aucun intérêt à consulter des gens dont nous tentons par voie législative de faire cesser les activités. En ce qui concerne la déclaration qu'aurait faite le député de Saint-Louis (M. Bercovitch), je crois que mon honorable ami a pu dire des choses devant les tribunaux qui ne doivent pas être rapportées à la Chambre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) sourit.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): J'ai le plus grand respect pour l'avis juridique du député de Saint-Louis lorsqu'il le présente de manière impartiale, mais lorsque celui-ci est livré dans le cadre d'un débat virulent en cour, je n'hésite pas pour dire que cet avis est questionable.

Je puis assurer l'honorable chef de l'opposition que nous lui donnerons tout le temps nécessaire pour réfléchir, étudier le projet de loi des liqueurs alcooliques, de même que tous les membres de cette Chambre, et cela ne sera pas évacué en un jour. S'il vous faut des jours, une semaine, deux semaines ou des semaines, vous aurez des semaines.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se dit heureux d'entendre ces promesses de la bouche du trésorier.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Et quand la distribution du bill?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous donnerons le bill au chef de l'opposition dès qu'il sera imprimé. Le gouvernement n'entend pas présenter cette mesure à la fin de la session, ni un vendredi, ni un samedi. Je m'attends à ce que vous ayez le bill demain ou vendredi le plus tard. Le chef

de l'opposition ne doit pas s'effrayer. Le bill sera présenté à tous les députés dès que les imprimeurs nous l'auront remis. Ils travaillent là-dessus présentement et on leur a dit de ne pas trop retarder le processus.

L'actuelle législation n'annule pas le mécanisme de la Commission des licences, sauf pour une chose, et c'est que nous ne voulons pas leur donner le pouvoir d'émettre d'autres licences. Si la nouvelle loi n'est pas adoptée par cette Chambre, il sera très facile de rétablir la situation, mais dans l'intérêt public, la Commission ne devrait pas être autorisée à émettre des certificats, faire croire aux gens que leurs activités continueront sous la loi actuelle et ainsi faire en sorte que la nouvelle loi vienne annuler leur licence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si j'ai fait les remarques que je viens de faire en cette Chambre, c'est tout simplement parce que toutes sortes de rumeurs circulent dans le public. On dit que, tandis que la Chambre reste ignorante, officiellement du moins, des véritables intentions du gouvernement, des agents, des importateurs sont déjà rendus en Europe, en France, en Angleterre, au Portugal, en Espagne notamment, dans cette Espagne où l'on fait la spécialité des vins de messe, pour y recueillir des contrats qui ficelleront le trésorier (l'honorable M. Mitchell). Nous aurons donc des vins d'Espagne et des vins d'Oka⁵.

Il (M. Sauvé) répète qu'il était surpris de voir que le gouvernement n'avait pas encore livré aux députés sa loi des liqueurs. La loi que la Chambre ne connaît pas encore est gardée dans le mystère le plus opaque et elle est travaillée à la demande des intéressés de toutes sortes, des vendeurs autorisés ou des importateurs. Il (M. Sauvé) dénonce vigoureusement ce procédé qui est une insulte à la Chambre, à la Chambre servile⁶.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'honorable chef de l'opposition peut être assuré que le gouvernement n'a pas nommé ni envoyé d'agent en Europe et ailleurs, qu'aucune action n'a été entreprise à ce jour relativement à la loi des liqueurs et qu'aucun vendeur ou importateur de liqueurs actuellement en activités ne sera considéré par le gouvernement en regard des opérations de la nouvelle loi. Aucune interférence ne sera permise de la part de quiconque.

Quant à la proposition qui est maintenant devant nous, elle arrive assez tôt pour empêcher des injustices. Elle a pour effet de remettre des sommes inutilement déboursées par ceux qui réclament des licences et de retoucher dans le sens voulu la loi qui

abolit la Commission des licences de Montréal. Il est juste que les hôteliers qui ont fait des déboursés pour le renouvellement de leurs licences en vertu de la loi qui va être abolie, soient remboursés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée vers 4 heures.

première loi des liqueurs aurait été fabriquée à la maison de campagne de maître Aimé Geoffrion, tout près du monastère des Trappistes.

6. *Le Devoir* du 3 février 1921, à la page 1, ajoute ces mots qui sont probablement sortis de la plume du journaliste: "La Chambre qu'il désignait la veille par une formule flétrissante: un gouvernement "at large" peignant du même coup son rôle ancillaire, son inutilité et sa docilité."

NOTES

1. Selon *Le Devoir* et *La Patrie* du 3 février 1921, à la page 1, M. Georges-Henri Boivin, député de Shefford et assistant Orateur à la Chambre des Communes, M. Gustave-Benjamin Boyer, député de Vaudreuil-Soulanges, et M. Charles Gavan Power, député de Québec-Est, assistaient à la séance sur le parquet de la Chambre.

2. Le procès-verbal ne rapporte pas cette intervention. Cependant, la majorité des quotidiens mentionnent que le ministre a parlé durant cette séance pour donner des explications sur son projet de loi. Un seul journal, *The Montreal Daily Star* du 3 février 1921, à la page 4, sépare les propos des députés tenus lors de l'étude de la résolution de ceux tenus lors de l'étude de la loi. Les autres journaux présentent les discours comme s'ils avaient été prononcés uniquement lors de l'étude de la résolution.

3. Selon plusieurs journaux, l'honorable M. Perrault aurait déclaré après la séance que: "Depuis trois ans, on a tué en cette province: 642,000 rats musqués, dont 261,000 l'an dernier, et 50,000 castors."

4. Sous la présidence de M. Beaudry (Verchères).

5. Selon *L'Événement* du 3 février 1921, à la page 7, M. Sauvé fait allusion à la rumeur à l'effet que la

Séance du jeudi 3 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Syndics de
Saint-François-Xavier de Chicoutimi**

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. Moreau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi leur conférant des pouvoirs additionnels et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- des syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi demandant l'adoption d'une loi leur conférant des pouvoirs additionnels (M. Gaudrault).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ephrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice dentaire;

- bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 114 changeant le nom de Henry Billingsley Poliwna et autres en remplaçant le mot Poliwna par Billingsley;

- bill 69 amendant la loi 8 George V, chapitre 129, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, de Montréal;

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 85 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie);

- bill 72 amendant la charte de la ville de la Tuque et lui accordant certains pouvoirs;

- bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines;

- bill 76 amendant la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 7 mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Il est résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 15 février prochain les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 7 mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés, et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le

paragraphe 1 de l'article 543 du règlement des promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Avec amendements, les bills suivants:

- bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey, à certaine propriété;
- bill 55 autorisant la nomination d'un bureau de syndics du presbytère de Montréal.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 62 constituant en corporation la municipalité de Duhamel-Ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire.

Avec amendement, le bill suivant:

- bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin.

**Comté
de Laval**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter soixante mille piastres et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville de
Saint-Michel**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 129 concernant la ville Saint-Michel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société de
construction de Montréal**

M. Ashby (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 96 concernant la société de construction de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
d'Aylmer**

M. Caron (Hull) demande la permission de présenter le bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Montréal**

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) demande la permission de présenter le bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la prestation du serment des juges de paix;

- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des sessions de la paix;

- bill 40 légalisant certaines entrées au volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse Saint-Joseph-de-Chambly.

**Lot du
canton de Chester**

M. Lemay (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 174 annexant certains lots du canton de Chester, dans le comté d'Arthabaska, au comté de Wolfe, pour les fins électorales et municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la colonisation, des mines et des pêcheries.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terres publiques,
bois et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Ponts Bélair
et de Bellefeuille**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre, en date du 25 janvier 1921 pour la copie de toutes correspondances, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne au sujet du pont Bélair, entre Sainte-Rose et Sainte-Thérèse, et du pont de Bellefeuille, entre Sainte-Rose et Saint-Eustache. (Document de la session no 32)

**Département de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la colonisation, des mines et des pêcheries.

Adopté.

Ponts de l'île Perrot

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot.

Adopté.

**Fermes de
démonstration**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 27 janvier, sur la motion proposée le jeudi 27 janvier courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹: Je n'ai pas la prétention d'être un expert en matière de finances et de comptabilité ministérielle, mais ayant conscience de ma tâche et de ma position, j'ai cru devoir, depuis quelques années, étudier attentivement la situation financière et économique de notre province, et j'ai analysé le mieux possible l'exposé budgétaire que l'honorable trésorier (l'honorable M. Mitchell) a fait avec habileté la semaine dernière.

Je regrette que la presse de notre province, généralement, n'accorde pas plus d'attention et d'étude à l'administration de notre province et fasse bien trop peu souvent un examen sérieux et impartial de nos comptes publics et des véritables causes de notre exacte situation. Il y a des exceptions. Je demande à mes amis de la presse, avec tout le respect que je professe pour eux, le fair-play auquel j'ai droit non seulement à cause de la position difficile et ennuyeuse où je me trouve, mais aussi et surtout dans l'intérêt de la province.

C'est une chose bien étrange, mais il y a des journaux qui, le jour où ils reçoivent le discours du trésorier, publient des éditoriaux élogieux à propos des magnifiques surplus annoncés comme toujours par l'honorable trésorier. Ces articles sont publiés avant même que les journaux n'aient eu le temps de lire le discours et avant qu'ils n'aient eu le temps

d'étudier ne serait-ce que brièvement les déclarations et les chiffres donnés par le trésorier provincial. Ont-ils lu le discours du trésorier? Ont-ils parcouru les comptes publics? Ont-ils fait un examen sérieux de la situation? D'autres ne font aucun commentaire et ne publient rien du tout. Est-ce ainsi qu'un dirigeant doit comprendre son devoir? Fait-il acte de saine conscience et de civisme en privant ses lecteurs des renseignements dont ils ont besoin pour exercer, à leur tour, avec sagesse, prudence et intelligence, leur droit de citoyen? Autrefois, les journaux consacraient, des semaines durant, leurs éditoriaux à l'analyse du budget.

Les dirigeants qui se servent du peuple pour l'exploiter et pour servir leur fortune ou leurs schèmes sont les pires agents de la révolution que l'on redoute. La province, comme la société, réclame une attention plus judicieuse, plus honnête de la part de ses dirigeants. Elle mérite cette attention. Et s'il est vrai qu'une forte opposition est aussi nécessaire qu'un bon gouvernement, pourquoi la presse libre, dans une mesure raisonnable et loyale, ne prêterait-elle pas son concours à l'opposition, beaucoup trop faible, je le réalise bien tous les jours, oui trop faible pour la bonne administration de la province et pour sauvegarder convenablement ses intérêts et ceux du peuple.

Je dois exprimer le même regret et faire le même appel à l'adresse des esprits dirigeants de notre population. Henri Bourassa² disait en 1902: "Plus notre influence sociale est grande, plus vous êtes tenus de veiller à la conduite de ceux qui administrent la chose publique. Ne dites pas que le peuple est stupide ou corrompu, qu'il accorde ses suffrages à des faiseurs ou des emplâtres. Si riches, influents ou instruits, vous avez négligé d'éclairer et de diriger le peuple. Vous avez non seulement perdu le droit de l'accuser, mais c'est vous qui êtes les coupables.

"Je connais maints personnages respectables et bedonnants, (l'honorable M. Taschereau sourit) pleins de rentes et de vertus, qui lèvent les bras au ciel et déversent les flots de leur mépris sur la politique et les politiciens, sur la charte et les échevins. Ils se gardent, d'ailleurs, de s'imposer le moindre sacrifice personnel pour réformer les mœurs; ils livrent sans scrupule la caisse publique aux fripons et l'œuvre nationale aux renégats. Ceux-là ont beau se glorifier d'être des pères et des époux modèles et se rendre dignes du triomphe de l'épithape bourgeoise, je leur dis, moi, qu'ils sont des malfaiteurs sociaux. C'est cette race d'égoïstes vertueux et satisfaits, dont le Pharisien de l'Évangile

reste le type accompli, qui me fait dire souvent, sans paradoxe, que les honnêtes gens sont responsables de la plupart des crimes sociaux."

J'invite même certains des meilleurs amis du grand tribun et publiciste à bien méditer ces paroles de leur maître. Je suis certain que beaucoup de gens reconnaîtront que ces paroles sont encore plus vraies aujourd'hui, car il y a vingt ans, le mal que signalait M. Bourassa n'affectait pas encore autant notre société.

Je l'ai dit déjà, nous devons considérer deux choses primordiales dans la gouverne d'un pays, la partie d'ordre matériel, qui se rattache aux sources de revenu, et la partie d'ordre moral, qui concerne la direction et l'éducation de la société.

Examinons d'abord le point de vue des revenus, afin de mieux savoir ensuite tout ce que le gouvernement pourrait faire au point de vue moral.

Quelle est la situation financière de notre province? Le passif direct du gouvernement qui était en 1897 de \$37,344,310.81 est aujourd'hui de \$50,540,305.85, soit une augmentation d'au-delà de treize millions.

Le passif des municipalités qui était, en 1918, de \$185,640,500, en 1919 était de \$207,488,833. Les états, pour l'année 1920, ne sont pas encore publiés. (Voir P. V. 1921, page 62).

La dette consolidée de la province était en 1918 de 28,604,053.48. Elle est aujourd'hui de \$45,852,113.55. Les dépenses ordinaires étaient en 1905 de \$4,837,882.77. Elles sont aujourd'hui de \$13,720,740.37. Les revenus sont aujourd'hui de \$14,472,650.87. D'où viennent ces revenus? Les trois quarts viennent des taxes imposées sur le peuple, sur les riches, sur les classes moyennes, sur les pauvres de nos villes et de nos campagnes.

Quand les libéraux étaient dans l'opposition, ils criaient: "À bas les taxes et les taxeux!" Les Turgeon, les Dechêne, les Parent, les Gladu, les Taschereau³, etc. criaient: "Ce système de taxes est injuste, arbitraire, vexatoire et contraire aux principes de saine administration." Depuis qu'ils sont au pouvoir, ils n'ont pas aboli une seule des taxes que leurs adversaires avaient imposées. Ils ont remanié ces taxes de façon à en retirer de plus grands revenus, et ils en ont imposé plusieurs nouvelles, une douzaine, qui pèsent lourdement sur le peuple.

Voici un tableau des principales taxes:

	Régime Gouin		
	1896-1897	1905-1906	1919-1920
Taxes sur les corporations commerciales	\$134,404.03	\$314,930.13	\$1,581,759.12
Droits sur les successions.....	229,441.71	421,348.12	1,786,930.71
Entretien des aliénés	9,342.57	104,020.63	263,303.28
École de réforme et d'industrie	923.72	23,984.07	125,707.80
Taxes sur les mutations de propriétés	74,856.99	20.40	
Taxes de commerce et de manufacture	10,393.77		
Taxes sur certaines personnes.....	3,507.74		
Taxes véhicules-moteurs.....		1,710.00	1,180,725.77
Taxes sur les transferts d'actions.....		33,386.66	132,583.90
Loi des distributeurs automatiques			6,331.13
Inspections des hôtels et des maisons de pension.....			1,544.00
Loi des mécaniciens et des machines fixes.....			4,483.00
Loi concernant les détectives particuliers			1,594.00
Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38 (prévention des incendies)			21,730.93
Commission sur honoraires d'officiers publics			42,322.93
Commission sur renouvellement d'hypothèques.....			23.74
Revenu en vertu de la loi des assurances			68,657.00
Compagnies de fidéicommiss.....			5,186.70
Intérêt payé en vertu de la loi des bons chemins, par les municipalités			265,620.58

Les frais judiciaires sont augmentés de 50 %. Le plus petit procès coûte les yeux de la tête. On ne peut plus réclamer en justice le paiement d'un compte de \$10 sans qu'il en coûte \$25.

Les procédures et les formalités sont de plus en plus compliquées et c'est le pauvre comme le riche qui payent cela. Les taux d'enregistrement sont doublés, c'est encore le pauvre comme le riche qui payent. Les obligations des municipalités pour l'entretien des aliénés sont augmentées, la taxe sur les propriétaires de fabriques de beurre et de fromage pèse sur les cultivateurs.

De plus, le gouvernement a augmenté le prix des lots de colonisation, au lieu de les diminuer pour aider les colons. Vous avez taxé les maisons de pension, les détectives particuliers, les renouvellements d'hypothèques; vous avez taxé les mécaniciens de machines fixes, et combien d'autres? Vous avez taxé jusqu'aux donations entre vifs.

Voilà, monsieur, les revenus du gouvernement. Ils viennent du peuple, l'honorable trésorier l'a admis en disant l'autre jour: "Le gouvernement s'est efforcé dans le passé de prélever autant d'argent qu'il le pouvait au moyen d'impôts, afin d'emprunter le moins possible." Le gouvernement taxe donc beaucoup et il emprunte quand même puisque la dette augmente, bien qu'il

affirme avoir un surplus chaque année. Et si la dette augmente à cause de nouveaux emprunts, c'est donc que les dépenses du gouvernement sont plus grandes que ses revenus (qu'il) met aussi dans ses dépenses extraordinaires, et des revenus extraordinaires dans ses revenus ordinaires, suivant ses besoins et pour ses trucs de comptabilité ministérielle.

Surplus! Surplus! Oui, mais avec les taxes que le gouvernement augmente tous les ans. Si le gouvernement a tant de surplus, comment se fait-il qu'il emprunte tant et si souvent? Ce n'est pas malaisé d'avoir des surplus, quand on ne paye pas ses dettes.

À part cela, le gouvernement reçoit un subside fédéral d'au-delà d'un million et demi par année, \$1,602,169.60, plus \$240,000,000 comme allocation spéciale; plus \$127,460.68 comme subside spécial en vertu d'une loi du Canada.

L'honorable trésorier prétend que l'impôt est le meilleur mode de créer un revenu à un pays et qu'il préfère de beaucoup l'impôt à l'emprunt. L'honorable trésorier a émis là une doctrine antilibérale, une doctrine qui a été violemment combattue par le Parti libéral. Et comment le nouveau premier ministre peut-il prétendre "qu'il reste fidèle à la vieille école libérale" s'il renie ses doctrines économiques?

Les Turgeon, les Dechêne, les Taschereau, etc., applaudissaient et approuvaient M. Marchand⁴ qui disait en 1899, le 7 février, dans son discours sur le budget: "Il faut augmenter le revenu sans l'imposition de nouvelles taxes." Quand les Marchand, les Turgeon, les Parent, les Dechêne, les Shehyn⁵, les Tessier⁶, à la session de 1893-1894, dénonçaient le mode de taxes, comme un système injuste, arbitraire et contraire aux principes économiques les plus universellement reconnus, le premier ministre actuel applaudissait violemment ses collaborateurs de l'Union libérale. Où était alors l'honorable trésorier? Était-il de cet avis lui aussi?

Alors, qu'ils admettent tous leurs erreurs du passé et qu'ils rendent justice à leurs adversaires qui ont eu le courage de créer ce mode de revenu qui fait si bien l'affaire du trésorier et du premier ministre aujourd'hui! Ceux qui ont eu le courage de l'enseigner au peuple ne valent-ils pas mieux que ceux qui s'en sont servi pour préjuger et soulever le peuple, pour causer le désordre et ensuite pour bâtir des surplus au bénéfice de leur parti?

Le gouvernement emprunte et il a un surplus, mais il ne paye pas ses comptes à échéance. Il fait payer des intérêts extraordinaires aux municipalités pour la confection des chemins. Il se trouve que lorsqu'une municipalité emprunte au gouvernement à 3 pour cent pour la construction des routes, l'argent n'arrive pas assez vite et, résultat, les municipalités sont obligées d'emprunter aux banques à 7 %, en attendant l'argent du gouvernement.

Le gouvernement a un surplus, mais il fait crever de faim ses employés qui réclament une augmentation de salaire. Le gouvernement a un surplus, mais il a des employés de vingt ans de service qui gagnent \$1,000 par année. Le gouvernement a des surplus, mais il refuse de l'argent au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui est obligé de répondre à ceux qui lui demandent de saines réformes pour assurer le progrès agricole: "Messieurs, vos demandes sont justes, mais nous manquons de ressources; quand nous en aurons, nous nous occuperons de vos demandes qui ont beaucoup de bon."

Le gouvernement a un surplus! Mais il ne fait rien pour établir un crédit agricole en vue d'aider les cultivateurs. Le gouvernement a un surplus! Mais il refuse de réorganiser efficacement la police provinciale et de payer à ses officiers un juste salaire de façon à pouvoir avoir un service effectif pour la protection de la société.

Le gouvernement a un surplus! Mais il augmente les obligations des municipalités pour l'entretien des aliénés. Le gouvernement a un

surplus! Mais il fait payer une partie du salaire de ses agronomes par les conseils de comté et l'autre partie par le gouvernement fédéral. Le gouvernement a un surplus, mais il fait payer par le gouvernement fédéral sur l'argent qu'il donne aux écoles d'agriculture \$75,000.00; à l'industrie animale \$9,000; à l'aviculture \$18,000; à l'horticulture \$31,000; aux vergers d'expérience \$31,000; à l'industrie laitière \$5,000; aux agronomes \$69,000; à l'apiculture \$7,000; au drainage \$6,000; à l'industrie de l'érable \$4,000; cours abrégés \$9,113.76; enseignement de l'agriculture dans les académies, les écoles rurales et normales \$8,000; pour expositions scolaires \$2,000.00; pour l'enseignement ménager \$10,000. Pour 1920-1921, le gouvernement de Québec va pour cela recevoir \$271,113.76. Il va s'en attribuer le mérite. Il va les distribuer comme si cela venait du trésor provincial.

Le gouvernement a des surplus, mais il refuse d'augmenter les subventions aux cercles agricoles, aux sociétés d'agriculture. Le gouvernement a des surplus, mais il a fait payer aux municipalités les salaires de ses inspecteurs ou ingénieurs qu'il impose à ces municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Le gouvernement a des surplus, mais il refuse de modifier sa loi d'entretien pour les grandes routes et fait payer 50 pour cent aux municipalités l'entretien des chemins qui sont détériorés par les étrangers par les voyageurs qui payent des taxes au trésorier provincial. Le gouvernement a des surplus, mais il refuse d'accorder aux jurés une indemnité raisonnable. Le gouvernement a des surplus, mais il ne daigne pas s'occuper du rachat des rentes seigneuriales.

Le gouvernement a des surplus, mais il refuse de payer les salaires que demandent les colons pour travailler dans les chemins de colonisation. Le gouvernement a un surplus, mais il ne donne que \$3,130.15 pour des chemins de colonisation dans le comté d'Argenteuil, un surplus, mais il ne donne que \$2,000 dans Drummond; \$3,300 aux Îles-de-la-Madeleine; \$1,253 à Joliette; \$5,358.94 à Pontiac; \$3,048.68 à Saint-Maurice; \$1,575.32 à Wolfe. Les représentants de ces comtés sont-ils prêts à déclarer que c'est tout ce dont leurs comtés avaient besoin? Non, ils ne sont pas capables, et ils ne se lèveront pas après moi pour le faire.

Le gouvernement a des surplus, mais refuse d'accorder au ministre de l'Agriculture l'argent dont il avait et aurait besoin pour aider les établissements de conserves alimentaires à se développer dans notre province et les empêcher de se faire englober par les "Trusts" dénoncés par le ministre de l'Agriculture.

L'honorable trésorier vante son gouvernement qui a donné l'Ungava à la province, quand on sait que c'est un cadeau que la province a reçu du gouvernement fédéral.

Le revenu du gouvernement, ai-je dit, est tiré des impôts sur le peuple, sur le riche, sur les corporations commerciales, sur le cultivateur, sur l'ouvrier, mais les millions des corporations et des successions qu'il soutire chaque année proviennent-ils de sa politique ou bien du développement commercial et industriel de notre pays? Et quelle est la cause de ce développement? N'est-il pas dû à la protection douanière, aux débouchés commerciaux, à l'amélioration des transports, aux demandes que la guerre a nécessitées? C'est bien cela. Or, si c'est cela, le gouvernement de Québec n'a rien eu à faire là-dedans puisque ce n'est pas de son ressort. On dit partout que la protection douanière est à la base de notre prospérité, de notre développement, de notre salut national.

"Nous n'emprunterons pas et nous ne taxerons pas", disait Sir Lomer Gouin, au Monument National. Depuis ce temps-là, le gouvernement Gouin a émis les emprunts suivants:

En 1913	\$1,949,685.67
En 1914	3,991,772.73
En 1916	1,661,000.00
En 1916	4,000,000.00
En 1916	130,000.00
En 1918	41,000.00
En 1920	7,000,000.00

(Voir comptes publics 1919-1920, page 12)

Sur ces emprunts que le gouvernement a contractés depuis sept ans, il doit encore et au-delà de 18 millions de piastres. (Voir comptes publics 1919-20, page 13) Maintenant, comment le gouvernement contracte-t-il ses emprunts? Donne-t-il "fair play" à tous les courtiers ou bien a-t-il ses préférés au détriment de la province?

Au mois d'avril dernier, le gouvernement faisait de nouvelles émissions.

Je ne vois pas à la page 12 des comptes publics, exercices finissant le 30 juin 1920, l'émission du 1^{er} juin 1920, dont parle l'honorable trésorier, dans son budget. D'après les comptes publics, la dernière émission date du 1^{er} mars et le montant de l'emprunt est de \$7,000,000. Dans son discours budgétaire, l'honorable trésorier parle d'une autre émission au 1^{er} juin 1920 pour un autre emprunt de \$5,000,000. Il paraît que ce dernier emprunt est entaché de la partialité du gouvernement.

On me permettra une petite digression. La Banque de Montréal, qui a élu récemment Sir Lomer Gouin comme l'un de ses directeurs, semble la préférée du gouvernement. C'est une grande institution anglaise, elle a de grandes relations grâce à son crédit, à son influence auprès des hommes politiques; elle joue un rôle prépondérant dans l'administration de Montréal et dans notre province, et cela, très souvent au détriment de maisons de finances dignes de confiance et qui méritent de l'encouragement de la vieille province française du Canada, je veux parler des banques Hochelaga, Provinciale et Nationale.

Sir Lomer Gouin était un des directeurs du Crédit Franco-Canadien, une institution financière magnifique et offrant beaucoup d'avantages à la population de notre province. Le mois où il fut nommé directeur du Royal Trust, il abandonna le Franco-Canadien, préférant accorder tout le poids de son influence au Royal Trust. Censeur de la Banque Provinciale, il s'en va porter son influence à la Banque de Montréal. Cette haute banque a été habile comme toujours, mais en agissant ainsi, Sir Lomer Gouin a-t-il rendu service aux banques canadiennes-françaises?

Pour trouver étrange la manière d'agir du gouvernement dans l'émission des \$5,000,000.00, je m'appuierai sur le témoignage non pas de politiciens, mais de courtiers en vue comme ceux de la Maison Beaubien, Beausoleil limitée, et René T. Leclerc. Nous pourrions peut-être croire que le Crédit Canadien en eût dit davantage si l'un de ses principaux directeurs, l'honorable M. Perron⁷, l'eût permis. Et de même la Provincial Securities Limited, dont l'honorable M. Turgeon est l'un des directeurs.

Voici que la revue de M. Beaubien *L'Économiste Canadien*, revue de L.-G. Beaubien & Cie, dans un article intitulé *Les Dessous de l'emprunt provincial*, dit:

"Le trésorier provincial vient d'autoriser la Banque de Montréal à mettre sur le marché une émission d'obligations de la province de Québec à échéance de cinq et dix ans et portant intérêt au taux de 6 % pour rapporter au trésor de la province 99 plus les intérêts. Or, récemment, la Banque d'Hochelaga fut chargée de faire parvenir au trésorier provincial, pour le compte d'un syndicat composé de banquiers canadiens-français, une offre pour l'achat de la totalité de cette émission (\$5,000,000.00) à des conditions très intéressantes. L'offre ne fut pas acceptée. La trésorerie provinciale entretiendrait-elle des doutes sur l'habileté des institutions bancaires canadiennes-françaises à faire face à leurs engagements? Désirerait-elle ne les faire participer aux opérations financières de la province que sous le couvert d'une tutelle inadmissible?"

De son côté, M. Beaubien écrit: "Que le trésorier de la province de Québec cherche à contracter ses emprunts le plus avantageusement possible, c'est dans l'ordre et personne n'y trouvera à redire; mais que, par pure négligence ou par simple indécision, il laisse dormir, pendant des mois, des soumissions dans ses dossiers et que, à la fin, il se serve des renseignements obtenus de soumissionnaires de bonne foi, sur les conditions du marché, pour offrir ses obligations aux guichets d'une banque, à laquelle il verse une commission, voilà qui nous paraît à tout le moins étrange!"

Voici les faits auxquels nous faisons allusion: "Depuis décembre dernier, on parle ouvertement d'un emprunt provincial de cinq millions de dollars, à être affectés à l'instruction publique, à la colonisation et aux bonnes routes. Dès janvier, des pourparlers ont été entamés et, le 20 avril, un syndicat de maisons canadiennes-françaises, ayant pour porte-parole la Banque d'Hochelaga, faisait parvenir aux agents financiers de la province une soumission par écrit, se conformant ainsi au désir du trésorier provincial. Il s'agissait alors d'obligations 5½ %, qui devaient être émises à cinq et à dix années de durée. Les prix soumis par le syndicat ont été de 97.50 pour les cinq ans et de 96.25 pour les dix ans; ils présentaient, sur la meilleure soumission qui suivait, un avantage se chiffrant par \$70,000.00 au bénéfice de la province. L'offre a été refusée.

"Voilà maintenant qu'on lance sur le marché ce même emprunt, par tranches en valeurs 6 % l'an et à des prix nettement défavorables. C'est le contribuable qui paye la différence."

M. Leclerc ajoute dans le *Placement*: "À comparer le prix d'émission à l'offre que lui faisait, le 20 avril dernier, un syndicat de maisons canadiennes-françaises, on constate un écart de \$38,700, somme représentant ce que la province aurait reçu de plus pour ses valeurs aux conditions de l'offre qui a été refusée. Il faut établir la comparaison d'après les taux de rendement, puisque l'offre des syndicataires était basée sur des titres à 5½ %, alors qu'on est présence aujourd'hui de valeurs portant 6 %."

L'article donne ensuite le prix obtenu pour l'émission, le prix offert par le syndicat et se termine comme suit: "Le produit de l'écart pour la partie non émise, soit \$16,000 à supposer qu'on puisse la négocier au même prix, ajouté à celui obtenu pour les trois millions lancés donne \$55,300 en tout. C'est ce que la province aura perdu en définitive.

"Les négociations entamées par un représentant du syndicat dont nous venons de parler

remontent à janvier. Depuis cette date, plusieurs propositions furent présentées au ministre jusqu'au moment où, le 20 avril, le trésorier provincial demandait des soumissions écrites. Le prix d'achat qui fut alors soumis par le présent syndicat était, comme pour toutes ses offres antérieures, le plus avantageux, dépassant d'environ \$70,000 celui qui venait en dernière place.

"Après avoir refusé cette offre globale, le trésorier (l'honorable M. Mitchell) en est réduit à la vente au comptoir et dans des conditions beaucoup moins favorables. La province est dans une exposition si indiscutablement bonne qu'elle n'a pas besoin de se servir d'un pareil procédé.

"Il est regrettable que le ministre se soit mis dans la nécessité d'y recourir. Le mode employé aura certainement pour effet d'empêcher l'épargne populaire, dans notre province, de participer à l'emprunt dans une mesure aussi étendue qu'elle aurait pu le faire autrement, par des concours financiers plus en contact avec elle. Il aura, en outre, fait perdre à la province un joli denier."

L'honorable trésorier répond avec une allure de bravade: "Nous n'avons d'excuse à faire à personne." Le trésorier devrait au moins donner de meilleures explications. La soumission de la Banque d'Hochelaga était la plus élevée, la plus avantageuse pour la province, avoue le trésorier, mais elle contenait des conditions additionnelles qui n'étaient pas spécifiées dans les demandes de soumission.

Pourquoi, alors, le trésorier n'a-t-il pas demandé d'autres soumissions? Le gouvernement retire \$99 et la province paye cent pour cent. Il y a les commissions. Si nos modestes municipalités agissaient comme le gouvernement, elles seraient vouées à la vengeance de Dieu.

Le trésorier est encore moins sérieux quand, parlant de ses prévisions pour 1922, il annonce des dépenses pour \$12,806,787, au lieu de \$13,520,740, comme cette année. Il annonce qu'il dépensera moins pour l'agriculture. Est-ce cela que veut le ministre de l'Agriculture? Il dépensera moins que cette année pour l'éducation. Les licences rapportent cette année \$1,554,079. Quand il dit que les licences ne paieront en 1921-1922 qu'environ \$1,200,000, est-il sérieux ou veut-il amuser la Chambre et le public éclairé? Ce que le trésorier n'a pas dit, c'est qu'il va imposer de nouvelles taxes tant que le revenu de la province n'aura pas atteint \$20,000,000.

On me télégraphie de Montréal pour me demander qu'est-ce que ça veut dire cet article de la loi des liqueurs? Je n'en sais rien, moi, suis-je obligé de répondre; tous les journaux ont cette loi, les

députés ne l'ont pas encore. Quand la Chambre va-t-elle avoir la nouvelle loi sur les licences? On nous a promis une copie, comme une faveur spéciale, pour samedi dernier, mais nous n'avons encore rien reçu. Mais apparemment, le bill a été publié dans la *Gazette* de Montréal ce matin-là et dans *The Telegraph* de Québec le soir même, et dans son intégralité, alors que la Chambre ne mérite pas la même confiance de la part du gouvernement. Il désire remercier le trésorier provincial pour cette faveur qui a déjà été accordée à plusieurs autres.

Les dépenses sont-elles toutes justifiables? Le gouvernement a dépensé en 1920 au-delà de \$57,000, pour l'entretien de Spencer-Wood, après en avoir dépensé presque autant en 1919. Je tiens à dire ici, au *Chronicle*, qu'il ne s'agit point de la personnalité du lieutenant-gouverneur. Je suis assez journaliste et assez analyste pour savoir qui a fabriqué l'article du *Chronicle*. Ça me paraît être un libéral qui n'a pas toujours eu les plus tendres délicatesses pour les lieutenant-gouverneurs. Car, qu'a fait le Parti libéral au sujet de Spencer-Wood?

Le 8 janvier 1897, M. Dechêne⁸, vieil ami de l'honorable premier ministre mais pas du ministre de l'Agriculture⁹, oui, M. Miville Dechêne s'indignait parce que l'entretien s'était élevé, en 1895-1896, à \$7,919.95, et il faisait motion pour demander de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'amélioration à Spencer-Wood et de remettre la possession de cette bâtisse au propriétaire, le gouvernement d'Ottawa.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qui défendait Spencer-Wood dans ce temps-là?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne le sais pas, je n'étais pas en Chambre, alors, mais peu importe leurs noms.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que mon honorable ami lise donc dans le livre dont il se sert.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le régime au pouvoir qui défendait Spencer-Wood, et je crois qu'il avait raison. Si l'entretien de Spencer-Wood coûtait \$7,000 encore, je ne dirais rien. Le parti qui justifiait cette dépense avait plus raison que le parti qui justifie la somme à \$60,000 pour les mêmes fins, après avoir combattu la dépense de \$7,000. Quand l'entretien de ce château en est rendu à nous coûter \$60,000, je crois qu'il est de mon devoir de protester, et cela, sous le régime de

Dechêne, de Turgeon, de Marchand, de Parent, sous le règne de l'ardent disciple de la vieille école libérale! Drôle de position! Que valent les professions de foi du premier ministre et de son parti? Encore une fois, je n'attaque nullement la personnalité du lieutenant-gouverneur, et je ne permettrai pas qu'on exploite la province en son nom. On trompe quelquefois les autorités de Spencer-Wood.

N'est-il pas vrai qu'à la prison de Bordeaux, il s'est fait un gaspillage scandaleux? Des centaines de sacs de patates y auraient été volés l'été passé. On aurait mis ces patates en sac à la fin du printemps et dans les caves appropriées, et le lendemain, elles auraient été volées. Pourquoi mettre des patates en sac à la fin du printemps, puisque tout le monde sait qu'en les mettant en sac à cette période de l'année cela les gâterait? Les patates valaient alors \$6.00 le sac. Est-il vrai qu'on a fait brûler du foin l'été dernier à la prison de Bordeaux? On l'aurait fait brûler pour en acheter d'autre? Du foin qu'on a payé \$37.32 la tonne d'après la déclaration du gouvernement hier. A-t-on demandé des soumissions pour cet achat de foin? Pas que je sache. On administre mal cette prison et on vole le gouvernement.

À la page 277 des comptes publics, je trouve un item de \$12,000 à Arthur Young & Cie pour un travail au sujet de l'actif et du passif de la province. Est-ce cette compagnie qui a été employée par le gouvernement fédéral et qui est encore tant critiquée par les députés libéraux à Ottawa? Le trésorier n'avait pas dans son bureau des hommes assez compétents pour faire ce travail. Quel truc de comptabilité voulait-il donc emprunter? Était-ce pour corriger ou dépêtrer le système Bégin?

Quelles sommes ont été dépensées pour des annonces dans les journaux, et même pour des articles? Pourquoi \$200 au Hamilton Trades & Labor Council? Pourquoi \$1,400 au *Journal of Commerce*? Pourquoi \$4,800 d'annonces dans le *Herald*, de Montréal? Pourquoi \$1,262.53 pour article sur la province dans le *Standard*? N'est-il pas vrai que le gouvernement fait payer par la province les éloges qu'il fait publier à son adresse par certains journaux? L'agence de la province en Belgique coûte au-delà de \$12,000 par année. Quel est le rapport du commissaire? Que fait ce commissaire en Belgique? Va-t-on le tenir là encore bien longtemps maintenant que Sir Lomer Gouin n'est plus premier ministre? M. Godfroy Langlois¹⁰ a été baïllonné par le Parti libéral et pour se débarrasser de son indépendance, on l'a envoyé en Belgique, à Bruxelles, et ça coûte \$12,000.00 par année pour faire cela.

Si le gouvernement était l'auteur de notre développement industriel, commercial et agricole, s'il était le facteur de notre progrès, de l'harmonie et de la paix, pourquoi ne pourrait-il pas, lui tout puissant et si bien inspiré, faire réduire le coût de la vie, enrayer le mouvement rural vers les grandes villes? Le gouvernement est-il prêt à affirmer qu'il est l'auteur du grand développement industriel de Montréal et des autres centres de la province? S'il l'était, il serait donc responsable de l'exode rural, puisque, d'après lui, c'est l'essor des villes qui est la cause du désastre qui affecte tant nos campagnes. Il se jetterait sur le dos le blâme qu'il voudrait faire peser sur ses adversaires d'Ottawa.

On se vante que la production industrielle augmente, mais il me semble que c'est le gouvernement fédéral qui encourage nos industries.

Quel remède propose-t-il aux maux dont souffre la société? Aucun. Produisez, dit-il aux cultivateurs? Que propose-t-il pour enrayer l'exode rural? Rien. Que propose-t-il pour fournir aux cultivateurs une main-d'œuvre convenable? Rien. Quel moyen offre-t-il aux cultivateurs menacés de tous points par la réduction des prix des produits alimentaires, quand la main-d'œuvre agricole reste si rare et si chère? Rien.

J'ai établi déjà que les riches successions viennent du commerce et de l'industrie, et de même les grosses corporations. Or, ces branches de l'activité humaine tirent leur développement et leurs richesses non pas du gouvernement du Québec, mais des besoins du pays et de l'étranger, du tarif protecteur, de l'amélioration des transports, etc. Ce sont ces gros que le Parti libéral dénonce comme des misérables qui laissent une partie de leurs successions au gouvernement de Québec, après lui avoir payé des milliers et des milliers de taxes pendant des années. Les municipalités payent leur part et le peuple aussi.

Rien que de Montréal, le gouvernement retire en taxes, droits, licences, la fabuleuse somme de \$4,440,366.07. Au-delà de quatre millions et demi! Qu'a fait le gouvernement pour Montréal? Il a fait faire une mauvaise législation pour enrichir des favoris qui ont conduit aux portes de la banqueroute des villes comme Maisonneuve et autres petites villes. Les contribuables de Montréal et de ces petites villes, à part des quatre millions qu'ils payent chaque année au gouvernement de Québec, payent aussi des taxes municipales très lourdes.

Le gouvernement dit: "La production de la province de Québec a plus que triplé depuis quelques années. Admettons ce fait." Mais le gouvernement

peut-il s'en attribuer le mérite? Est-ce grâce à sa politique si le commerce de bois a été si florissant? Est-ce lui qui a ouvert des marchés en Europe? Est-ce lui qui a provoqué les nombreuses demandes de l'Europe? Si nos quelques mines, exploitées grâce à l'initiative d'industriels entrepreneurs ont augmenté leur production, n'est-ce pas dû aux demandes causées par la guerre? Ce que le gouvernement de Québec a fait, ça été de prélever des droits de plus en plus forts, pour tirer profit du travail des autres et de la propriété générale. Quant à la production agricole, on ne peut se baser sur son évaluation commerciale pour en établir la quantité. Qui a organisé les moyens de transports pour nos produits périssables? Ce n'est toujours pas le gouvernement actuel. Qui a créé et organisé l'industrie laitière dans notre province? Ce n'est pas un gouvernement libéral.

En 1890, il y avait 111 beurreries, en 1897, il y en avait 307; en 1891, il y avait 617 fromageries et, en 1897, il y en avait 1,467. N'est-ce pas le gouvernement conservateur qui a fondé l'École d'industrie laitière? Et cette école n'a-t-elle pas contribué à améliorer notre industrie laitière? Qui a accordé des primes pour l'exportation du beurre frais dans des réfrigérateurs? C'est l'honorable M. Beaubien. Voilà une œuvre créatrice qui est à la base de nos progrès.

Je ne veux pas refuser mérite au gouvernement actuel, je reconnais qu'il a fait du bien, mais je trouve injuste et déloyal d'attribuer tout le mérite de la prospérité de notre province au gouvernement de Québec.

Si le cultivateur a vendu plus d'œufs, c'est parce que les œufs se sont vendus jusqu'à \$1. la douzaine, quand ils se vendaient autrefois quinze centins. Est-ce le gouvernement de Québec qui a fait vendre les œufs \$1? Pas du tout. Même raison pour le foin qui se vend \$35 la tonne, le porc qui se vend \$25 le cent, etc., etc. La cherté des produits est due aux besoins extraordinaires de l'Europe et à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre. Le gouvernement est-il responsable de cet état de choses?

Non. S'il en est responsable, pourquoi n'a-t-il pas fait baisser le coût de la main-d'œuvre agricole? Pour bien connaître notre force économique et nos points faibles, pour bien juger de notre situation, ne convient-il pas de connaître ce que nous exportons et ce que nous importons comme produits de la terre? Or, le gouvernement ne sait même pas ce que nous importons d'animaux, de farine, de conserves alimentaires, etc. C'est la réponse qu'il a donnée à l'honorable député de Laval (M. Renaud).

Le *Star*, de Montréal, en tête, et des hommes qui nous arrivent surtout de l'Ontario, comblent d'éloges notre province. Il convient d'apprécier ces éloges à leur juste valeur. Quelques-uns ne cessent de complimenter le gouvernement, sans connaître notre véritable situation, sans se soucier de commettre une injustice. Ils poursuivent un but et peuvent écraser les plus méritants pour l'atteindre. Ils proclament notre province modèle, et notre population digne de tous les éloges pour son esprit d'ordre, son esprit réfléchi, conservateur, pour son attachement à ses traditions religieuses et nationales, pour son amour du travail et pour sa surproduction depuis quelques années.

Si notre province a produit autant, c'est qu'elle a gardé, autant que possible, ses fils de cultivateurs à la culture de la terre quand, dans l'Ontario et les autres provinces, on envoyait par centaines de mille les jeunes gens à la guerre. Mais quand on disait ici: "Gardons nos jeunes gens pour produire le plus possible et aider de cette manière à ravitailler les armées alliées", les mêmes journaux et les mêmes hommes nous vouaient à toutes les gémonies; ils nous accusaient de trahison, de race abâtardie, soumise à un clergé aveugle et étroit.

Eh bien! Si nous méritons aujourd'hui les témoignages de ces journaux et de ces hommes qui vantent notre situation et nous posent comme modèles aux autres provinces pour les progrès que nous avons accomplis depuis quelques années, logiquement devons-nous conclure que nous ne méritons pas les injures qu'on nous a lancées?

Je veux rendre cette justice au gouvernement que depuis quelque temps surtout, Sir Lomer Gouin, entre autres, a fait des efforts de réclame pour donner à notre province du crédit à l'étranger. Mais il ne faut pas que cette réclame serve après tout à introduire ici des organisations étrangères pour s'emparer de nos richesses et diminuer notre influence et notre force nationales. Trop de ces combinaisons exercent déjà chez nous une influence prépondérante et dangereuse.

Passons maintenant à l'ordre moral. Si la province est modèle à cause de ses idées d'ordre, de sa politique traditionaliste, n'est-ce pas parce qu'elle a refusé d'exercer les théories de la vieille école libérale? N'est-ce pas parce qu'elle a refusé d'abandonner les principes fondamentaux de son système d'instruction publique?

Quand les libéraux combattaient les conservateurs en se proclamant les champions d'un ministère d'Instruction publique, pour arracher la direction d'un élément à l'élément clérical, avaient-ils raison?

Quand ils ont tenté de faire des Hautes études commerciales des écoles neutres, ils ont trouvé chez nous une forte opposition pour les combattre. Qui a cédé et qui avait raison? Quand les disciples de la vieille école libérale prêchaient l'école gratuite et obligatoire contre les conservateurs qui voulaient maintenir le système qu'ils avaient créé et que nous avons encore, qui avait raison?

Qui a combattu violemment la Confédération et qui l'a défendue? Quel est le parti qui a lutté pour conserver les institutions dont nous sommes tous fiers aujourd'hui et qui les a combattues? On ne le dira pas du côté de la droite.

Le gouvernement a-t-il fait preuve de saine morale dans l'affaire Kelly-Prévost¹¹, quand il n'a pas voulu remplacer deux commissaires qui avaient accepté une nomination de juge, au moment où l'accusateur commençait à faire sa preuve?

Le gouvernement a-t-il fait preuve de saine morale, quand il a fait étrangler l'enquête dans l'affaire Mousseau¹². Mousseau peut être bien moins coupable que d'autres qui étaient plus protégés. Le gouvernement a-t-il fait preuve de saine morale, quand il a refusé la reprise de l'enquête le jour où Mousseau pouvait parler?

Le gouvernement a-t-il fait preuve de saine morale quand il a travesti l'auguste caractère du Conseil législatif en y nommant des hommes âpres au pécuniaire, ou des hommes qui avaient porté les pires accusations contre le gouvernement, contre le Conseil législatif, des fauteurs de désordre, des hommes qui suscitaient les troubles et favorisaient des grèves comme celle des policiers de Montréal, gardiens de la paix et de la morale?

Le trésorier parle d'harmonie et de paix dans notre province. J'en suis sincèrement. Pas de cette paix et de cette harmonie qui, pour ne pas être troublées, donnent libre cours aux malfaiteurs et aux violateurs dans notre province. Quand on voit jusqu'à des officiers de police, en pleine ville, entrer à cheval dans un hôtel, et dire: "Donne-moi à boire ou je fais maison nette", quand on voit que le même homme, non seulement n'a pas été destitué, mais a été protégé par le maire, que le gouvernement l'a ensuite élevé à un poste de confiance! Je dis que la paix est loin d'être parfaite. Le gouvernement donne un bien mauvais exemple en protégeant ceux qui commettent des crimes graves.

L'harmonie dans notre province! Quand grâce au système imposé à Montréal par la majorité du gouvernement, on voit la police se mettre en grève, on voit des policiers laisser voler un citoyen qui réclame aujourd'hui \$25,000 de dommages à la ville,

un officier de police déclarer: "Les policiers avaient chacun 1,500 balles dans leur sac, et si vous, M. X., vous étiez intervenu pour bloquer notre grève, je vous aurais flambé la cervelle."

Certes, la grande majorité des hommes de police sont des hommes honnêtes, et je veux les respecter. Mais quand on voit des protégés, des favoris du gouvernement, des hommes poussés au sommet des honneurs par le gouvernement après s'être rendu coupables de fautes graves, je dis que le gouvernement a donné exemple d'une moralité dégradante, c'est-à-dire de nature à porter le peuple à déprécier nos hommes publics, à les mépriser, et à se moquer des lois qu'ils font.

Quand on est rendu à prétendre d'être convaincu que les législateurs sont les premiers à violer leurs propres lois, que reste-t-il pour assurer la paix et l'ordre? Il reste les vieilles traditions de foi, que nous avons pu conserver, en dépit des railleries des critiques, des injures de nos adversaires et de nos ennemis.

Certes, j'aime ma province, j'aime ce beau coin de terre où le ciel a marqué notre carrière, où, répandant ses biens, la nature féconde fait notre bonheur et notre richesse. J'aime mes concitoyens, mais est-ce que cela peut m'empêcher de dénoncer les criminels qui veulent notre perte, qui veulent nous piller? Non, le temps est venu où, quoi que l'on fasse pour m'en empêcher, je dois dire la vérité. J'aurai à faire face aux voleurs, aux conspirateurs et aux exploiters de tout acabit, j'aurai à lutter contre leurs obstacles, leurs mensonges et leurs parjures, je le sais, mais je ferai tout mon possible pour faire mon devoir.

Maintenant, venons aux questions plus récentes. N'est-il pas vrai que dans l'application de ses principales lois de réformes sociales, le gouvernement a fait faillite? Prenons la loi de tempérance, la loi de prohibition. Qu'a-t-il fait pour faire respecter le veto populaire obtenu par un référendum qui a coûté \$100,000 à la province? Qu'a-t-il fait pour appliquer la loi de la prohibition? Le gouvernement a, là aussi, donné le mauvais exemple. Par sa négligence, par son incompétence ou par son favoritisme, il a laissé des spéculateurs véreux exploiter de la façon la plus scandaleuse et la plus funeste notre population.

Des plaintes ont été portées contre son administrateur de la loi, M. Lewis, et il n'en a fait aucun cas; il ne l'a pas destitué à cause de cela. Un employé du Revenu, un nommé Bourque, a vendu des certificats de médecins forgés; non seulement le gouvernement ne l'a pas puni, mais il ne l'a pas

renvoyé. Des individus d'une même ville ont été poursuivis pour vente illicite de boissons; les boissons ont été saisies et transportées à Montréal; les accusés ont été condamnés à l'amende, et après on a remis la boisson à deux de ces accusés, et à l'autre, on a refusé de faire la même faveur. Et c'est cela qu'on appelle une justice bien administrée?

Une des choses dont on ne se vante pas, c'est l'histoire de ces deux policiers qui furent envoyés à Sherbrooke pour surveiller les malfaiteurs et furent accusés de vol et ont subi leur procès. Cependant, le gouvernement les a gardés à son service.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) fait erreur. Ces deux hommes ont été immédiatement démis de leurs fonctions et n'ont jamais été rétablis depuis. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez un peu, vous applaudirez ensuite. Je crois que le premier ministre se trompe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'affirme que ces deux hommes ont été démis de leurs fonctions de policiers. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'applaudissez pas tout de suite.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si le chef de l'opposition veut interpellier le gouvernement et mettre cette question sur un ordre du jour, afin de savoir exactement comment l'affaire a été réglée, je lui donnerais tous les renseignements possibles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il le fera.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mais je tiens à corriger l'erreur qu'il a commise. En attendant, je puis dire que ces deux hommes n'ont pas été réinstallés. Ils ont été démis de leurs fonctions de policiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'affirme, moi, que l'un des deux policiers accusés de vol n'a pas été renvoyé et je le prouverai. Il travaille à la prison. En fait, je crois que les deux hommes sont toujours à l'emploi.

(Se tournant vers les députés, il leur dit en souriant) Applaudissez donc!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les deux policiers en question ont été démis de leurs fonctions et n'ont pas été réinstallés "comme tels" depuis ce temps. Il est vrai que l'un d'eux nous a demandé un poste inférieur à la prison de Québec et nous le lui avons donné. L'autre a été destitué et n'a pas été repris... (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'applaudissez pas encore. À un poste de confiance?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Non, à une position inférieure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'il travaille dans la prison, c'est un poste de confiance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ajoute que ces deux hommes avaient subi leur procès à Sherbrooke et qu'ils avaient été acquittés par les tribunaux. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'applaudissez pas si vite. Si ces hommes ont été blanchis des charges qui leur étaient portées et ont été déclarés innocents, pourquoi ont-ils été destitués des forces policières? S'ils n'étaient pas coupables, pourquoi ne pas les avoir rétablis? Pourquoi punir des innocents? Alors, pourquoi a-t-on donné ensuite une position inférieure à l'un, un innocent et refuser une position quelconque à l'autre? Je le demande au procureur général? L'autre aussi était innocent et vous l'avez destitué. C'est logique cela?

(Silence)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Allez, applaudissez. Je dis au gouvernement: "Votre devoir, c'est de faire au moins une enquête avant de proposer une autre loi." Il faut savoir d'abord pourquoi la loi que nous avons n'a pu produire les résultats qu'on en attendait. Il faut connaître les coupables pour que le gouvernement ne tombe plus dans leurs filets avec sa nouvelle loi. Les journaux ont demandé cette enquête. Le gouvernement sait que l'on a trafiqué des certificats de médecins et il ne veut pas connaître les principaux coupables. A-t-il peur de donner raison à ceux qui prétendent que des politiciens, des législateurs, des députés, des ministres sont intéressés dans ce commerce? J'affirme de mon siège ici que des vendeurs autorisés, des préférés du gouvernement ont frauduleusement vendu de la boisson avec des

certificats forgés, qu'ils ont volé la population, qu'ils ont vendu de la boisson d'une qualité telle qu'elle a conduit des personnes à l'asile et à la tombe. Et le gouvernement refuse de faire une enquête, de faire arrêter les coupables, de les faire connaître et de les punir? Et c'est cela qu'on appelle bien administrer la province? C'est comme cela que le gouvernement, que le procureur général entend faire son devoir?

Paix et harmonie entre les races prêche l'honorable trésorier (M. Mitchell). Oui, j'en suis dans les paroles, mais aussi et surtout dans les actes. Si le gouvernement veut justice pour les deux races, pourquoi a-t-il nommé M. Lewis administrateur de la loi de prohibition, quand il sait que Lewis ne peut parler et comprendre une conversation en français? M. Lewis ne peut comprendre et répondre aux demandes de renseignements qui lui sont faites verbalement en français. Et qui est-il, ce M. Lewis? Un mauvais fonctionnaire, un violateur. Pourquoi le gouvernement, qui sait cela, a-t-il nommé M. Lewis administrateur pour le combustible dans notre province? Est-ce que l'on fera cela dans les autres provinces? Je veux rendre pleine justice à mes concitoyens des autres races, je veux les respecter comme ils le méritent, mais pour cela, je n'ai pas le droit d'être injuste envers mes compatriotes, envers les citoyens de la grande majorité de ma province.

Je ne veux pas l'isolement du Québec, je veux que mes compatriotes participent loyalement, généreusement à l'administration du pays, non pour faire le jeu ou être les victimes de politiciens, exploiters de préjugés, mais pour contribuer avec patriotisme au développement de notre pays, pour répondre à ses besoins et pour essayer encore une fois de rétablir la paix et l'harmonie si nécessaires aux deux grandes races qui ont fait le Canada.

Oublions le passé à la façon de Lafontaine, de Morin, de Taché, de Caron, de Cartier¹³, etc., et sachons nous unir aux hommes vraiment supérieurs qui veulent consacrer leur précieux avenir à la prospérité de notre pays et à la paix de sa population.

L'honorable M. David (Terrebonne)¹⁴: (se levant) (Applaudissements) Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) ne peut se plaindre si l'opposition n'est pas nombreuse, car la critique qu'il vient de faire nous prouve qu'il n'a pas grand reproche à faire au gouvernement.

Quelque chose, monsieur l'Orateur, est évidemment changé dans notre province, puisque (levant les yeux vers le panneau décoratif qui orne le plafond de cette chambre) nous n'avons pu faire autrement que remarquer le changement d'attitude

donnée à la femme qui représente Québec. L'artiste a même, peut-être, exagéré la rigidité des plis de la robe qui la couvre, aussi quelque peu la vigueur du bras soutenant l'auréole. C'est qu'il a saisi que le Québec d'après la guerre n'est plus le même; la jeune femme pensive qui, durant les longues années de tourmente, avait réfléchi, a dompté ses inquiétudes et elle affirme son désir intense de donner la pleine valeur de sa puissance. Et c'est pour cela que l'artiste maintenant la représente forte et fière. Elle n'est plus assise, car elle sait que tout peuple qui se repose s'expose à se faire devancer dans la lutte qui commence sur le champ économique. Elle se souvient du passé; elle n'oublie aucune des gloires qui l'ont faite ce qu'elle est; elle n'abdique aucun idéal. Mais, toutefois, elle apprécie que ce soit là les forces du passé, et que c'est avec elles qu'elle doit sans crainte, maintenant, se diriger vers l'avenir.

Nous inspirant, monsieur, de cette leçon, jetons, si vous le voulez bien, un regard d'ensemble sur notre province. Un économiste français donnait récemment d'une nation la définition suivante: "C'est un système économique dont le but est de faire vivre une population."

Ceci s'applique, qui en doutera, à toute entité, et, par conséquent, à une province. Mais si cela est exact, il ne faudrait pas oublier que, dans un système, l'ensemble repose sur une loi essentielle d'équilibre qui veut que tous ses éléments constitutifs soient sains, forts et vigoureux, et que, si l'un d'eux déchoit, c'est tout le système qui est exposé à la décadence. Ici, comme d'ailleurs dans tout pays, les éléments constitutifs de notre système économique sont notre territoire, c'est-à-dire l'étendue de terre que, par une délimitation constitutionnelle, Québec s'est vu octroyer comme foyer à son activité; ce territoire doit nécessairement, pour donner ce qu'on attend de lui, être peuplé. Nous devons ce peuplement à la force vive qu'a été et que demeure, chez tout peuple, une colonisation saine et éclairée.

Lorsque cette œuvre de peuplement se fait, et que sous la hache du colon, la terre est dépouillée des grands arbres, derniers témoins de l'histoire, intervient comme autre élément le développement. C'est alors que l'agriculture et l'industrie commencent à jouer leur rôle. Voilà les autres composantes vitales de la vie d'une nation ou d'une province. Mais que deviendrait cet agencement de forces si, aux uns comme aux autres, ne s'adjoignaient le nerf de l'activité, si ce n'était de la finance? La structure repose et est supportée entièrement par la finance, qui est l'énergie vitale permettant la production des meilleurs résultats. L'œuvre, grâce à elle, prend

forme, se consolide par l'éclosion qu'elle provoque des volontés et des énergies qui se sentent soutenues. C'est alors que l'élément sans lequel tout le système croulerait revendique sa part, ou, plus exactement, affirme sa nécessité; l'instruction, base de toute force nationale, de toute puissance économique, s'installe comme l'élément essentiel parmi tous.

Voyons, si vous le voulez bien, et brièvement, l'étendue de notre territoire où si généreusement la nature a semé à larges mains tout ce qu'il faut pour aider au développement d'un grand peuple: Québec couvre une superficie de 703,653 milles carrés, dont 15,969 milles sont des étendues lacustres. Si nous comparons donc la superficie du Québec à la superficie de tout le Canada, nous constatons qu'elle couvre près du cinquième de l'étendue totale.

Inutile de mentionner la richesse que constitue, pour un territoire comme le nôtre, la quantité presque innombrable des lacs qui le fertilisent, et des rivières qui l'arrosent. Nous avons le privilège national immense d'êtreindre, entre des rives québécoises, la presque totalité du long cours du Saint-Laurent. Au point de vue de notre force économique, est-il besoin de dire l'appoint puissant qu'il constitue? Le sol est d'une fertilité et d'une richesse qui font l'envie de ceux qui nous connaissent. Et, quant à nous, il est une juste raison d'orgueil. En effet, nous avons tout chez nous hormis la houille. Et si la houille est considérée aujourd'hui comme une matière essentielle à tout développement industriel, nous pouvons, au moins, la remplacer par l'énergie électrique que nous assurent, pour des siècles à venir, nos merveilleux pouvoirs d'eau. Nos richesses sont telles que nous en sommes rendus quelquefois à nous demander ce que nous n'avons pas.

En effet, l'or, l'argent, le zinc, l'amiant, la pulpe, s'offrent aux énergies et aux compétences capables de leur faire donner leur pleine valeur. Tout comme d'immenses étendues de terre, demain, seront prêtes à recevoir le premier choc des charrues, et, plus tard, les premiers coups de faux. Puis, la majestueuse simplicité de l'hymne national s'en irait à travers champs disant l'attachement de tout un peuple à la terre maternelle et nourricière.

Il me semble que cette preuve d'un sincère patriotisme serait comme l'écho du baiser que notre peuple, au lendemain de la conquête, donna au sol de son pays.

Ce rôle de l'agriculture, le gouvernement de cette province l'a compris qui, sous la direction énergique du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), a augmenté ses subsides de \$218,000¹⁵ qu'ils étaient, il y a 15 ans, à \$287,400 par année.

Aussi est-il intéressant de constater le prodigieux essor de l'agriculture chez nous, en comparant seulement les années 1915 et 1919. En 1915, la valeur des récoltes avait augmenté sur 1911 de 60 pour cent. Elle était alors de \$104,683,000. En 1919, l'augmentation de la valeur des récoltes, sur 1915, est de 194 pour cent. C'est-à-dire que la valeur en est aujourd'hui de \$307,944,000. La superficie ensemencée était, en 1911, de 5,480, 673 acres. Elle est, en 1919, de 9,503,168 acres, soit une augmentation de 73 pour cent. Et il est intéressant de savoir qu'en 1920, la valeur de la récolte se chiffrait à 327 millions de dollars, ainsi que le disait le premier ministre dans son discours sur l'adresse.

Ce sont là, je crois, sans entrer dans les statistiques plus complètes que celles que je viens de mentionner, des détails suffisants pour indiquer le merveilleux développement de l'agriculture depuis quelques années.

Continuons donc à nous emparer du sol; continuons à vouloir que l'agriculture demeure chez nous, pour reprendre le mot de l'honorable ministre de l'Agriculture, "la mère de toutes les industries." Elle a trop fait, dans le passé, pour nous pour que nous ne désirions pas qu'elle demeure encore la première et la plus forte garantie d'un peuple qui, vivant par elle et pour elle, s'est développé et a survécu. C'est une vérité essentielle que j'ai dite et répétée maintes fois, pour l'avoir apprise et m'en être souvenu, que Québec est avant tout un vaste champ fertile; et, de même que je le disais, et avec orgueil à Toronto, de même ici je le répète avec la même satisfaction:

Notre province est une province agricole, et doit le demeurer. Ce que j'ajoutais alors, c'est ce que je n'ai aucune hésitation à affirmer ici, à savoir que nous sommes à une époque de l'histoire économique de Québec qui nous fait un devoir d'inventorier notre puissance de production.

Ayant fait cet inventaire, et ayant vu et reconnu, sans faiblesse comme sans préjugé, sans fanatisme comme sans inutile exagération, le merveilleux développement que nous pouvons donner à nos ressources naturelles, ils sont nombreux ceux qui pensent qu'il est temps que nous prenions notre part de l'influence matérielle que peut donner à notre province le développement de ses ressources.

Si toutefois, il est possible de comparer les idées aux amoncellements de glace, il me semble qu'elles sont un peu comme les banquises, qu'en face de Québec, le courant semble entraîner vers le golfe, et qui, soudain, le soir, reparaissent devant Québec ramenées par la marée.

Dès 1871, Wilfrid Laurier, dans le premier discours qu'il faisait à l'Assemblée législative, ne craignait pas de prendre la responsabilité d'affirmer la nécessité de l'industrie. Et il ajoutait: "C'est un fait humiliant à avouer, qu'après trois siècles d'existence, ce pays ne peut pas encore se suffire à lui-même, et que, quand la nature lui a prodigué tous les dons pour en faire un pays industriel, il soit encore obligé de s'approvisionner en pays étrangers." "Nos pères, disait-il, jadis ont été ennemis; ils se sont fait, pendant des siècles, des guerres sanglantes. Nous, leurs descendants, réunis sous le même drapeau, nous ne livrons plus d'autres combats que ceux d'une généreuse émulation pour nous vaincre mutuellement dans le commerce, dans l'industrie, dans les sciences et les arts de la paix."

C'était, de la part de Laurier, à cette époque, reprendre la thèse d'Étienne Parent et d'Errol Bouchette¹⁶. Qui n'a lu cette apostrophe de Bouchette: "Nous ne savons que flatter nos préjugés et notre amour-propre. Je reconnais qu'il peut y avoir au fond de cette conduite une pensée, ou plutôt un excès d'amour patriotique. Mais ce n'est pas là mon patriotisme. Mon patriotisme, à moi, consistera à dire à mon pays de dures vérités qui contribueront à le réveiller de sa léthargie, et à le faire entrer enfin dans la voie de la véritable prospérité." Bouchette prêchait alors l'accaparement des industries par tous les moyens à la disposition de nos compatriotes. N'ai-je pas raison, monsieur, de dire que les idées sont comme les glaces devant Québec, tantôt emportées et semblant disparaître, mais revenant avec la marée montante?

C'est pourquoi j'ai le plus profond respect pour les idées quand je les sens sincères; et sur cette question d'industrie dans Québec, il est certes facile de comprendre que tous n'aient pas la même opinion. Cela est dû au fait que nous ne nous plaçons pas tous au même point de vue.

La forêt immense, ici, semble pouvoir approvisionner le marché pour des siècles, si elle est mise en coupe de façon rationnelle. C'est pour cela que, dans le cours de l'année dernière, des jeunes gens ont été envoyés dans le pays du nord, afin de rechercher les moyens les plus aptes à conserver cette richesse nationale, tout en permettant son exploitation. Quand on songe à ce que voudrait dire l'exploitation forestière par le capital de Québec, quand on songe aux bénéfices considérables récemment réalisés, et quand à côté de cela, il nous faut réaliser que le capital étranger a retiré des intérêts énormes, n'est-il pas juste que nous cherchions à pénétrer l'esprit des citoyens de Québec de la nécessité pour eux de s'emparer d'un domaine sur lequel le monde a actuellement les yeux.

Certes, la largeur de vues des hommes politiques de Québec s'est toujours mise au-dessus des préjugés qui auraient pu, à certaines époques, empêcher le capital étranger de venir ici donner du travail à la main-d'œuvre indigne¹⁷. Mais là n'est pas le point. Nous nous réjouissons de voir venir chez nous le capital; nous l'encourageons même à chercher ici des placements. Mais, pourquoi ne pas insister, comme certains de nos compatriotes le faisaient il n'y a pas encore six mois, pour conserver 51 pour cent des actions et garder ainsi le contrôle?

À tout événement, cette digression, dont je m'excuse, n'avait pour but que m'amener à dire qu'en 1918, d'après des chiffres publiés par Sir John Willison¹⁸, le Canada exportait 1,300,000 cordes de pulpe d'une valeur de \$8,500,000. Cette pulpe, convertie en papier, aux États-Unis, prit une valeur de 75 millions de dollars; et de ce fait, ajoutait Sir John Willison, le Canada perdit \$66,500,000, et l'ouvrier canadien, de ce chef, fut privé d'environ 25 millions de dollars en salaires. Naturellement, Québec participe dans une large proportion à cette perte.

Voilà pourquoi, maintes fois, Sir Lomer Gouin, lorsqu'il effleurait publiquement le sujet, pressentait l'établissement chez nous des manufactures de papier, afin que se réalisât notre sincère désir de voir transformer sur place nos matières premières, et ce jour-là, nous connaissons la richesse nationale.

Que l'on n'aille pas se méprendre! Je sais qu'en cette matière, comme en bien d'autres, il ne faut pas aller trop vite. Je me souviens du mot de Taine¹⁹: "Malheur à ceux que leur évolution trop lente livre au voisin qui, subitement, se dégage de sa chrysalide, et sort le premier armé", mais qui ajoute aussitôt: "Malheur aussi à celui dont l'évolution trop violente ou trop brusque a mal équilibré l'économie intérieure."

C'est-à-dire, si je ne me trompe, que vers un tel développement économique et industriel, on doit aller, étape par étape, afin de ne pas violenter les habitudes, ni la mentalité d'une population.

Nous en sommes à la période où peuvent maintenant paraître, le territoire étant prêt, l'agriculture et l'industrie. Lorsque la colonisation a fait son œuvre, que l'exploitation de la forêt a dénudé le champ, l'agriculteur peut s'avancer en poussant la charrue. C'est le développement qui commence dont le but est de faire produire à la terre ce qu'elle n'a jamais refusé à celui qui la connaît, qui l'aime, et que le dur labeur des champs n'effraie pas.

Sous la monarchie française, au temps des barons campagnards, on les voyait, soudain, vendre

leurs champs, et se rendre à la cour du monarque, habillés de velours, ce qui faisait dire qu'ils apportaient leur champ sur les épaules. Il ne faut pas, qu'aujourd'hui, nos cultivateurs partent ainsi vers la ville, emportant leur champs dans leur gousset. Il ne faut pas que le fils quitte la campagne.

Tous les efforts devraient être déployés pour garder les jeunes hommes sur les terres, et nous devons pour cela leur rendre la campagne attrayante. Que la campagne, le village se fasse gai, pour lui. Les gens sont pour une large majorité de sang français et c'est le propre de notre race, désireuse de conserver son caractère profondément français, de vouloir passer à travers la vie, sérieuse, il est vrai, mais sans se priver du sourire. Pourquoi donc ne pas faire en sorte que cette gaieté domine dans ce pays? Il doit apprendre la beauté de l'agriculture, son rôle dans l'agencement de nos forces nationales et économiques, et la superbe indépendance que donne à l'homme la vie des champs. Qu'il sache le sort de ceux qui, habitués au grand air, viennent s'étioler, s'anémier sur la machine que le génie humain a substituée aux bras.

Que l'instruction qu'on lui donne soit telle qu'elle le penche chaque jour davantage vers le sol, et l'y attache. Que le père comprenne que, la plupart du temps, le fils quitte la maison paternelle à cause du désir de gagner, du désir d'avoir de l'argent sonnante qui lui permettra de songer à fonder un foyer. Ça n'est pas un reproche, ni un blâme; c'est un aveu que je tiens de la bouche de plusieurs jeunes gens que j'ai questionnés. J'ose le répéter, parce que je crois bon de le faire; les jeunes de la campagne ne sont pas assez rémunérés par ceux pour qui ils travaillent.

Nous avons, dans le Québec, une fête touchante: la fête des arbres. Serait-il possible qu'on lui donnât, dans nos paroisses, un cachet encore plus grand, pour la voir célébrer avec plus de ferveur et d'enthousiasme et qu'elle devînt, par exemple, la fête de l'agriculture? Le matin, à l'église, chacun selon sa croyance demanderait les faveurs du ciel pour la moisson qui pousse. L'après-midi, au pied d'un grand mai, en face de l'école, jeunes et vieux se réuniraient sous les plis du drapeau que leur cœur leur aura dicté d'y hisser.

Un député: Nous avons déjà la fête religieuse de la bénédiction des graines.

L'honorable M. David (Terrebonne) souhaite que la fête des arbres se répande dans toute la province et que la cérémonie de la bénédiction des graines prenne plus d'extension.

Pour cette richesse, pour cette fertilité, et aussi à cause de sa beauté, Québec est une terre promise que, plus heureux que d'autres qui n'ont pu la voir que de l'extérieur, il nous est donné non seulement d'entrevoir mais d'habiter. La beauté de Québec! Pouvons-nous imaginer coin de terre où la nature se soit parée de façon plus complète pour retenir ceux qui la connaissent? Combien de milliers et de milliers d'étrangers viennent, chaque année, vers ses lacs, ses montagnes, ses vieilles villes? Car, ne l'oublions pas, et je sais que nous ne l'oublions pas, Québec, c'est en Amérique, la terre du souvenir et de la mémoire ancestrale, tout en étant aussi le pays de l'avenir.

À qui serait-il, aujourd'hui, nécessaire de dire que tout territoire inoccupé, et, par conséquent, inactif, comporte une absence totale de production? À qui faudrait-il répéter que la puissance des nations est en raison directe, aujourd'hui, de leur productivité? C'est en France que, récemment, un écrivain disait: "Ce n'est pas tant en argent que s'inscrit la richesse d'un peuple; elle s'exprime en chevaux-vapeur, en machines agricoles ou industrielles, en usines, c'est-à-dire en capacité de production."

Il semble donc que la nécessité d'exprimer ainsi la richesse d'un pays exige, dès l'abord, que le territoire soit préparé où, plus tard, le cheval-vapeur, capté, fera fonctionner l'industrie, où, encore, la machine agricole maîtrisera le sol. C'est alors que commence le rôle admirable du colon. Chez nous, dans Québec, tout en ayant égard à la superbe énergie de nos compatriotes anglais, et ne désirant d'aucune façon nous séparer d'eux et diviser nos forces, nous pouvons dire que la colonisation est plus qu'une question économique, qu'elle a toute l'ampleur d'une question nationale.

L'ardeur et l'enthousiasme avec lesquels les hommes de notre province n'hésitent pas à entreprendre la lutte contre la forêt firent maintes fois l'admiration de l'étranger qui, venant de pays dont l'origine se perd dans l'éloignement des siècles, ne peut saisir la force d'attraction que possède encore, sur nous, la forêt. C'est qu'ici, trois siècles à peine ont passé depuis le jour où la France voulut se tailler un domaine à même la forêt, sur les bords du Saint-Laurent. Nous sommes les fils de ceux qui, hier, bravaient à la fois l'Indien et la forêt, fusil à l'épaule, et hache à la main.

C'était l'époque très dure, comme d'ailleurs celle encore assez rapprochée de nous où la route était ouverte par le colon. Aujourd'hui, sa tâche qui ne cesse pas d'être rude, est allégée quelque peu du

fait qu'une vérité s'est imposée, et fut vite reconnue de tous, que: Il faut donner, dès l'établissement du colon, des routes qui lui permettent de circuler. C'est ce qui a permis le peuplement de certaines régions de notre province, comme l'Abitibi, la vallée du Lac Saint-Jean, entre autres, où un effort constant est fait depuis quelques années pour ouvrir partout des chemins de pénétration.

Toute notre population applaudissait, l'an dernier, au geste du gouvernement mettant à la disposition du ministre de la Colonisation une somme de cinq millions. Un million a déjà été dépensé en ponts, etc. Sur cette somme, déjà, des montants considérables ont été puisés qui, dans l'ouverture de chemins, permettent aux colons de se trouver moins isolés. Les écoles bénéficieront aussi d'octrois spéciaux à même ce fonds. Dans Québec, nous ne ferons jamais trop de sacrifices pour l'œuvre de la colonisation. Que je parle avec enthousiasme du colon et de la colonisation, quiconque aurait tort de s'étonner qui sait que je me flatte de le connaître bien, et que je suis heureux de croire que sa main calleuse n'a jamais pressé main plus sincèrement cordiale que la mienne!

Je la vois, la colonisation, je vois son développement dans les limites montagneuses du comté de Terrebonne, naguère offert aux cultivateurs de la plaine par l'homme à visions très larges que fut le curé Labelle²⁰. J'ai entendu, maintes fois, critiquer cet acheminement du curé Labelle à travers les Laurentides; j'ai maintes fois entendu la remarque que, dans le granit, on pouvait difficilement semer, et que les Laurentides étaient un vaste champ de pierres.

M. l'Orateur, j'admets que la masse imposante des Laurentides ait pu, à l'origine du mouvement colonisateur, effrayer certains courages, arrêter certaines énergies. Mais lui, le prêtre-colon savait que chaque pas vers le sommet était un pas qui rapprochait de la vallée de la Lièvre, où, aujourd'hui, est ouvert à la culture un magnifique territoire. Ceci, c'est lui-même qui le déclarait dans une de ses lettres à Adolphe Chapleau²¹ qui, à cette époque, partageait peut-être les craintes d'un grand nombre de ses compatriotes.

Certes, aujourd'hui encore, chez nous la culture est ardue; elle demande un surcroît de travail et d'énergie. Mais, Dieu sait que ni l'habitude du travail, ni l'énergie ont jamais manqué aux hommes de la montagne. Ils ont compris que leur colonisation était d'un genre tout spécial, et que l'ensemencement des terres serait le prélude d'un merveilleux développement.

Demain, en effet, le nord de Québec, sillonné par une grande route, attirera vers cette petite Suisse, le tourisme et l'argent qu'il apporte.

Ce sera une façon pour eux d'oublier les heures pénibles du début, lorsque après avoir dompté la forêt, ils eurent encore à dompter la terre. Ils oublieront alors, peut-être, qu'il n'y a pas tant d'années, les pionniers partaient de Saint-Jovite, Saint-Faustin, Sainte-Agathe et descendaient à 20, 25 ou 30 milles, porter des sacs de potasse, à travers bois, les portant sur leur dos, et tout cela pour une pitance de cinquante ou soixante-quinze sous.

Dites-moi, monsieur, est-ce qu'il ne fait pas bon, parfois, de rappeler ces sacrifices, dont nous profitons, accomplis par des hommes de notre sang.

C'est pourquoi le gouvernement de la province de Québec entend demeurer profondément attaché à l'œuvre de colonisation, comprenant que c'est par elle que, peuplant le territoire, nous le développerons et le ferons produire.

Mû par cette pensée, le gouvernement saisira cette année la Chambre d'un projet qui a pour effet de sortir du département des Terres et Forêts, à certaines époques déterminées, les lots prêts pour la colonisation. Certes, il ne faudrait pas voir dans cet acte administratif le désir de rendre étrangers, l'un à l'autre, le colon et le marchand de bois. L'un exploite le domaine national pour le développer à son bénéfice; l'autre, du fait de ce développement, profite. Ce qu'il faut empêcher, c'est l'exploitation, par les uns comme par les autres, sans contrôle et sans profit pour la province.

Ce que, parfois, je regrette, c'est de constater que l'on prendra d'un discours, d'une conférence, une phrase qui, détachée de son contexte, rend très facile la critique, et aide prodigieusement à créer un préjugé. Pour ma part, j'ai la satisfaction de savoir que, lorsque j'ai parlé d'industrialisation de nos matières premières, j'ai toujours insisté sur la nécessité de l'agriculture comme base première de notre système économique que pouvait, sans danger, appuyer l'industrie.

C'est là, je crois, la pensée qui agite monsieur Henri Bourassa lorsque, le 9 décembre, il disait dans son journal, sous l'en-tête *Le Devoir et les hommes d'affaires*, ce qui suit: "Nous n'envions nullement aux Anglo-Saxons ni aux autres races leur richesse et leur prospérité matérielle. Mais, nous croyons que les Canadiens français, je substituerai le mot "Canadien" tout court, ont le droit de se fortifier économiquement comme tous les autres peuples, et qu'ils ont plus que les autres besoin d'apprendre à pratiquer le devoir de la solidarité

nationale. Ceci n'implique nullement la cessation de tous rapports d'affaires avec les Anglais; au contraire, plus les Canadiens français se rendront maîtres des sources de leur puissance économique afin de les canaliser, de les accumuler et de les faire fructifier, plus ils seront en mesure de négocier avec les Anglais de bonnes affaires, profitables à eux-mêmes, à autrui, à toute la communauté canadienne.

Il est tout de même curieux que ce soit dans les mêmes colonnes d'où soient venues contre certaines idées que le directeur trouve logiques des attaques contre d'autres qui, avant lui, ont prêché la même chose!

Récemment, au cours d'une visite dans un petit centre industriel de Québec, Montmagny, il nous fut donné, à un certain nombre de membres de cette Assemblée, de constater l'essor que pourrait donner à notre province la création de centres industriels qui, à proximité des centres d'agriculture, fait progresser cette dernière, tout en employant le surplus d'une population qui, sans cela, serait à tout jamais perdu pour la campagne, et s'en irait dans les grands centres. C'est ce que notait le premier ministre lorsqu'il disait que, dans notre province, la création de centres industriels comme celui-là est bienvenue, du fait qu'elle apporte la richesse à l'agriculteur, et à ceux qui ont l'énergie de les créer. Car, il est bon de se souvenir de cette parole profondément vraie de M. Édouard Montpetit²², que "s'il ne s'agit pas seulement de conquérir la richesse, mais aussi la supériorité, et que la richesse elle-même sera demain une force."

C'est, je crois, ce qu'a dit Frédéric Le Play²³ lui-même: "La richesse, quand elle est le fruit du travail, et qu'elle reste unie à la vertu, devient pour la race où se produit cette union, une cause infaillible de supériorité." Pourquoi ce désir, qui se manifeste aujourd'hui dans le Québec, sinon parce que nous avons réalisé la grandeur des richesses du domaine national, qui est notre lot; la nécessité au point de vue économique de le développer; et, si cela est, notre devoir vis-à-vis nous-mêmes d'être les propres artisans de notre fortune nationale en ne permettant pas qu'elle soit accaparée par le capital étranger?

Si quelques jeunes hommes quittent effectivement la ferme, n'est-il pas préférable de les installer dans les centres industriels de la province, afin qu'ils puissent rester chez nous plutôt que de s'en aller, et ainsi contribuer à la cause des cultivateurs en créant un marché pour eux? Il va même jusqu'à dire que les cultivateurs qui ont pour marché la cité de Montréal sont les cultivateurs les plus prospères de la province.

Les données de l'immigration vers les États-Unis montrent que, pendant la dernière année, 27,000 individus d'origine française sont entrés aux États-Unis, et de ce chiffre seulement 6,000 venaient de France. C'est donc dire que 20,000 Canadiens français en provenance de notre province s'y sont installés. N'aurait-il pas été préférable que ces personnes eussent pu constituer un petit centre industriel, qu'ils eussent eu l'occasion de constituer un nouveau marché pour les cultivateurs et qu'ainsi ils n'eussent pas été perdus pour la province?

Si la France eût conçu trente ans avant la guerre cette nécessité et eût accepté ce devoir de mettre l'épargne à la disposition de notre industrie, elle n'eût pas eu, en 1914, à déplorer l'exode de 45 milliards de sa fortune placés au dehors, ou au-dedans, entre les mains d'étrangers. Le résultat, que l'on connaît, fut qu'elle se trouva obligée de demander aux États-Unis l'argent nécessaire à la continuation de la guerre.

Aussi, le réveil industriel en France, à l'heure qu'il est, vaut d'être souligné. Car, si nous nous y objectons au nom de l'idéal passé, il me semble qu'elle en eût autant que nous. Elle réalise, en somme, ce que nous-mêmes nous réalisons que l'idéal, pour tout pays comme pour tout individu, c'est l'accomplissement du devoir, quel qu'il soit, pourvu qu'il soit subordonné à la loi du milieu et à l'action d'un pur patriotisme.

L'industrie a fait, chez nous, depuis 1915, des progrès rapides, en même temps que l'agriculture faisait elle-même un pas de géant. N'est-ce pas dire que l'une et l'autre, l'une par l'autre peuvent contribuer à notre puissance économique?

En 1915, 7,150 établissements industriels opéraient dans la province de Québec.

En 1918, il y en avait 10,540, augmentation de 47 %.

Le capital alors engagé était de 548 millions; en 1918, il est de 860 millions de dollars, augmentation de 57 %.

Les salaires payés en 1915 s'élevaient à 80,197,000. En 1918, les salaires forment une somme globale de 175 millions et plus.

La matière première employée en 1915 représentait une valeur de 215 millions. En 1918, elle se chiffre à 472 millions.

La valeur des produits fabriqués en 1915 est de 387 millions. En 1918, nous avons un rendement de 920 millions, soit une augmentation de 137 %.

Et j'appuie, et je répète: Durant cette période, la valeur des récoltes augmentait dans une proportion de 194 %, donc l'agriculture ne souffrit en aucune mesure de ce magnifique développement industriel.

Si l'on veut regarder plus loin, l'on verra qu'en 1860, à Montréal, le capital investi dans l'industrie s'élevait à \$247,000, et qu'il est actuellement de 458 millions. Et je ne sache pas qu'il y ait d'endroit dans la province de Québec où l'agriculture soit plus intense, la production plus active, le cultivateur plus heureux qu'aux abords de la métropole.

En somme, le désir de tous, à ce qu'il me semble, doit être de voir l'agriculture, en se développant, continuer son œuvre bienfaisante pour les individus; l'industrie, par la transformation de notre matière première, donner à Québec, comme province, le revenu, et à ceux qui l'habitent, la richesse.

Pour atteindre ce but, il faut que les cerveaux ne soient pas préjugés; il faut qu'ils reçoivent toute la pensée de ceux qui travaillent, non pas des bribes, qui, trop souvent, décorent les intentions.

Est-il nécessaire, vraiment, qu'au chapitre des finances j'accentue ce qui fut dit déjà, de si excellente façon, par le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell)? Je me permets, cependant, une constatation qui mérite d'être répétée: Il est, tout de même, étrange que Québec offre au Canada, et, si je me laissais emporter par un orgueil bien légitime, je dirais à l'Amérique ce spectacle d'un petit peuple, aux trois quarts d'origine latine, qui, par la sûreté de son administration financière, devient l'exemple de la majorité anglo-saxonne.

Il (l'honorable M. David) lit un article de la maison René-T. Leclerc, félicitant le gouvernement du succès de son emprunt "à 99 pour cent."

L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a dit que la Banque de Montréal était la banque préférée du gouvernement et que c'était une banque anglaise. Je crois, M. l'Orateur, que c'est une grave erreur, aujourd'hui, de soulever les préjugés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demande pardon à l'honorable secrétaire provincial, mais il n'a pas le droit de travestir mes paroles. Je n'ai soulevé aucun préjugé, je me suis contenté de constater un fait.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si l'honorable chef de l'opposition prétend n'avoir soulevé aucun préjugé, je crois pouvoir dire que ses paroles pouvaient être ainsi interprétées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je demanderais à l'honorable ministre de s'exprimer enfin d'une façon qui permettrait à la Chambre de le comprendre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette de n'avoir pas autant de facilité d'exprimer ma pensée que le chef de l'opposition. C'est une question d'administration intellectuelle.

La dette, qui ne l'admettra, augmente chez nous dans une proportion infime, si nous comparons cette augmentation aux travaux de grandes entreprises que nous avons faits. Quand on songe que les routes seules, dans les dernières années, ont requis un capital de \$25,153,108 et, malgré tout, cette dette consolidée n'est que de 38 millions.

Chaque année, depuis 15 ans, s'est soldée par un excédent de revenus pour le maximum des dépenses. C'est qu'on a compris ici que le budget d'une province doit être assimilé à celui d'une maison d'affaires pour laquelle l'important est de subordonner ses dépenses à un minimum possible de son revenu.

Que donnerait, en effet, un estimé maximum de revenus qui, par suite de circonstances incontrôlables, ne serait pas réalisé, sinon perte de confiance du peuple dans l'administration, et gêne aussi dans cette administration?

Toutefois, l'œuvre provinciale dans Québec prend à cette époque de telles proportions qu'il faut songer à l'augmentation des revenus; c'est dans ce but, que, sans obérer le peuple, il faut au moyen d'une gradation juste, et légitime, diriger le luxe, l'aisance et la richesse à contribuer plus largement. C'est ici que les grandes industries ont à faire leur part, et c'est pour cela que les droits de coupe et les royautés augmentent progressivement.

L'individu, dans Québec, est taxé suivant son degré de fortune, et cette dernière est taxée où qu'elle se trouve. Aujourd'hui, à Montréal ou à Québec, demain si par hasard, à Gaspé ou dans les Cantons de l'Est, elle sera recherchée par la loi de la même manière. En somme, la loi taxe celui qui peut payer, qui doit payer.

Pour me résumer, la finance est le nerf de l'activité provinciale; elle a pour base la richesse collective, et elle dépend du développement du territoire qui fait l'individu plus riche. Souhaitons donc plus de richesse pourvu que, toujours, elle demeure soumise aux principes de saine morale et aussi de juste reconnaissance des droits, comme des obligations, de ceux qui la possèdent, grâce à une instruction qui, de jour en jour, cimentera davantage les divers éléments d'une population qui, éveillée à sa superbe nécessité y cherche la direction économique et la puissance de son action.

Il (l'honorable M. David) parle de la futilité de la richesse sans l'instruction. Heureusement, notre peuple l'a compris, et le clergé peut se glorifier d'être la première cause de cette compréhension.

L'instruction a fait des progrès considérables chez nous, surtout depuis quelques années. Il ne serait pas juste, toutefois, de comparer la situation, chez nous, à celle qui existe dans les pays qui ont des siècles derrière eux.

D'ailleurs, en matière d'instruction, il ne faut pas aller trop vite. On le voit en France, en Belgique, en Angleterre, même, où il y a actuellement la "crise de l'enseignement", et où l'on sent le besoin de réviser tous les anciens programmes et les anciennes méthodes. Le système, en effet, est toujours perfectible, et on ne peut jamais dire qu'on possède la forme définitive.

Notre système d'enseignement, par la force des circonstances, doit convenir aux deux races. Il est juste. Et, du témoignage encore récent des surintendants des autres provinces, et d'autorités éducationnelles qui nous visitaient dernièrement, il est le meilleur au Canada.

Le gouvernement, d'ailleurs, ne ménage aucun effort pour l'améliorer constamment. À preuve, la mesure la plus récente à l'effet de restreindre les districts d'inspection, pour chaque inspecteur d'écoles, et la création de quatre nouveaux districts.

Au moyen de statistiques, il (l'honorable M. David) montre ensuite les progrès généraux accomplis depuis 25 ans. En 1892, nous avions 275,269 enfants inscrits dans nos écoles. Nous en avions en 1918-19, 516,968, soit une augmentation de 240,999, ou plus que 87 %. En 1892, nous avions 4,963 écoles élémentaires; nous en avions, en 1917-18, 6212. Durant la même période de seize ans, le nombre des écoles modèles de 493 a monté à 743, soit 50 % de plus.

Nous possédions alors 141 académies; nous sommes heureux d'en posséder aujourd'hui 411, soit une augmentation de près de 191 %.

Comme source de formation pour nos instituteurs, nous n'avions que trois établissements; nous nous enorgueillissons, aujourd'hui, d'avoir 14 écoles normales, soit une augmentation de 356 %.

Dans un autre domaine, là où, tout de même, se façonnent les intelligences, se développent les cerveaux, nous avions 13 institutions de spécialisation où, le soir, l'enfant venait chercher et puiser les connaissances que les nécessités de la vie l'empêchaient d'acquérir le jour.

Nous en avons, aujourd'hui, 137 de ces institutions, soit une augmentation de 945 et une fraction pour cent.

Le salaire moyen de nos instituteurs laïques était à cette époque de \$463 par année; il est aujourd'hui de \$1,139, soit une augmentation de 146 %.

Le salaire des institutrices, celles-là vers lesquelles, plus que jamais, il faut que nous dirigions nos regards, vers qui, plus que jamais, doit se pencher la volonté populaire, vers qui notre peuple doit tourner effectivement son admiration et sa sympathie, était en 1892 de \$117. Il est, aujourd'hui, de \$311., soit 165 % de plus. Et pour l'année en cours, l'élévation des traitements pour les institutrices laïques est encore plus accentuée.

À date, sur 1,341 municipalités scolaires catholiques, les inspecteurs ont fourni plus de mille rapports d'automne, soit, exactement, 80 %. Si nous comparons ce que nous possédons, pour cette année, au rapport général de l'an dernier, l'impression est très réconfortante. Ainsi, en 1919-20, il y avait encore 1,420 institutrices qui ne recevaient que \$150 à \$200. En 1920-21, on n'en retrouve plus que 197. Les salaires de \$200 à \$250 sont tombés de 2,853 à 1,851. En revanche les salaires de \$250 à \$300 ont passé de 856, qu'ils étaient, à 1,787.

Les \$300 à \$400, de 639 à 1,351.

Les \$400 à \$500, de 146 à 331.

Les \$700 à \$800, de 61 à 175.

Les \$800, de 28 à 66.

Les \$900, de 5 à 31.

Les \$1,000, de 1 à 8.

Les \$1,100, de 0 à 5.

Les \$1,300, de 0 à 3.

Les salaires de \$125 à \$150 ont disparu. Et l'on peut affirmer, qu'avec le rapport complet, ces chiffres seront encore plus consolants.

Le total des salaires payés dans la province de Québec pour traitements aux instituteurs et institutrices s'élevaient à \$4,240,965, en 1917-18.

En 1918-19, le total des traitements était de \$4,736,444.00, soit une augmentation de \$395,479.

On peut prévoir, car les statistiques ne sont pas encore compilées, que l'augmentation pour chacune des deux dernières années sera d'un demi-million.

Les octrois aux écoles publiques se chiffraient, en 1892, à \$160,000 par année; ils s'élèvent, en 1918-19, à \$425,000, soit une augmentation de 165 %.

L'enseignement supérieur ne recevait, en 1892, que 378,410. Il reçoit, en 1918-19, \$399,551, soit une augmentation de 409 %.

Les octrois pour tout autre fin étaient, en 1892, de \$133,550; ils sont en 1918-19 de \$1,321,425., soit une augmentation de 889 %.

Le pourcentage des octrois pour l'instruction publique, par rapport au budget de la province, était en 1892 de 5.65 %. Il était, en 1918-19, de 14.5 %.

Si, pour les derniers vingt-cinq ans, nous comparons nos progrès à ceux accomplis dans la province voisine d'Ontario, la comparaison est tout à notre avantage. Il (l'honorable M. David) cite d'autres chiffres à l'appui de son affirmation.

Si je ne craignais, dit-il, en m'élevant un peu au-dessus de notre province, sur un sommet laurentien, autrefois écrasé par quelque glacier venu du nord, que le chef de l'opposition (M. Sauvé) me tance de risquer au détriment de la Chambre, une envolée... je vous dirais que de là-haut, lorsqu'elle nous apparaît dans toute son immense beauté, elle est splendide; qu'elle offre à l'énergie d'un jeune peuple toute ce qu'il faut pour aiguïser son appétit de puissance et de grandeur. De quelque côté que s'allonge le regard, les richesses qu'une main généreuse jette ici sans compter nous apparaissent dans la fertilité des champs, dans le bouillonnement des chutes, dans le liseré d'or ou d'argent, dans les veines d'amiante, de zinc, ou d'autre métal, Et davantage encore, dans le bruissement de nos forêts.

Et, alors, monsieur, ayant bien regardé, je vous dirais: "Redescendons." De nous être élevés un peu ne nous aurait pas fait perdre de vue la réalité; et le premier de nos devoirs, le travail, n'en apparaîtrait pas moins évident. Et je vous dirais: Allons sans crainte vers le devoir qui nous appelle; faisons notre part pour nos familles, notre province, notre pays. Travaillons! (Applaudissements)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

serre la main de l'honorable M. David.

M. l'Orateur met aux voix la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et que la Chambre se forme en comité des subsides.

La motion est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur, Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Montreal Cotton Limited,
Salaberry de Valleyfield**

M. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield décrétant une commutation de taxes en faveur de la compagnie Montreal Cotton Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de
J. Blanchard et S. Déry**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sara Déry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Municipalité de
Notre-Dame-de-Lourdes
de Lorrainville**

M. Simard (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
Shawinigan Falls**

M. Ricard (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 amendant la charte de la ville de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Pères du
Très-Saint-Sacrement**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse de
Saint-Zéphirin de La Tuque**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

J.-A. Thibault

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à midi.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Il est 3 h 15 lorsque M. Sauvé prend la parole.

2. D'après *Le Devoir* du 3 février 1921, à la page 1, ce texte est extrait d'un discours d'Henri Bourassa prononcé en 1902. À cette époque, il était député libéral à la Chambre des Communes dans la circonscription de Labelle.

3. Il s'agit de M. Adélarde Turgeon (1863-1930), M. François-Gilbert Miville Dechéne (1859-1902), M. Simon-Napoléon Parent (1855-1920), M. Victor Gladu (1844-1897) et M. Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952).

4. M. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900) était alors chef de l'opposition libérale.

5. Il s'agit de M. Joseph Shehyn (1825 à 1918), député pour la circonscription de Québec-Est.

6. M. Auguste Tessier (1853-1938) était alors député libéral pour la circonscription de Rimouski et M. Jules Tessier (1852-1934) était député libéral pour la circonscription de Portneuf. Voir aussi la note 3.

7. M. Joseph-Léonide Perron (1872-1930) est conseiller législatif de la division de Montarville depuis 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau depuis 1920. Il est directeur de nombreuses compagnies.

8. Il s'agit de François-Gilbert Miville Dechéne, (1852-1902), député libéral de L'Islet.

9. *L'Événement* du 4 février 1921, à la page 12, rappelle que M. Caron était autrefois le grand ennemi de M. Dechéne.

10. M. Godfroy Langlois (1866-1928) fut élu dans la circonscription de Montréal no 3 aux élections de 1904 et 1908. En 1912, il est réélu cette fois dans la circonscription de Montréal-Saint-Louis. Il démissionna en 1914 et devint agent général de la province de Québec en Belgique le 1^{er} juillet 1914 jusqu'à son décès. Il fut un député libéral indépendant et très progressiste par rapport à son propre parti.

Il souhaitait, notamment, la création d'un ministère de l'Instruction publique, l'instruction obligatoire, uniformité des manuels scolaires. Ces "réformes" étaient fortement redoutées par les représentants de l'Église catholique. L'Archevêque Bruchési conseilla même le premier ministre Sir Lomer Gouin sur la nécessité d'éloigner M. Langlois.

11. Voir la session de mai 1909. M. Jean-Benoit-Berchmans Prévost (1870-1915) dénonça John Hall Kelly (1879-1941), pour avoir, semble-t-il, favorisé des marchands de bois au détriment de colons de son comté. La Chambre institua un comité d'enquête mais des documents disparurent, deux membres furent nommés juges et l'enquête fut enterrée.

12. Voir la session 1913-1914. Ce scandale a éclaté en janvier 1914. Des hommes d'affaires, en fait des détectives privés américains, se firent les promoteurs d'un bill privé, le bill 158, pour créer une entreprise d'exposition et d'événements publics. Ils souhaitaient obtenir une certaine latitude dans leur charte concernant la vente d'alcool, le jeu et les courses. Pour ce faire, ils offrirent de l'argent aux parlementaires. Ce projet de loi n'était en fait qu'un piège dans lequel tombèrent certains députés, notamment M. Joseph-Octave Mousseau (1875-1965). Il démissionna et devint par la suite gravement malade au moment même où il fut appelé à témoigner devant le comité d'enquête.

13. Il s'agit de Louis Hyppolite La Fontaine (1807-1864) qui fut élu député de Terrebonne à l'Assemblée législative du Bas-Canada (1830). Après la rébellion de 1837-1838, il devint le leader des réformistes modérés du Canada et se rallia à Robert Baldwin, lui-même leader des réformistes du Haut-Canada. M. La Fontaine fut co-président du Conseil exécutif du Canada-Uni (1842-1843, 1848-1851) avec M. Baldwin. Sir Étienne-Paschal Taché (1795-1865) fut d'abord membre du Conseil exécutif sous La Fontaine et Baldwin, puis coprésident du Conseil exécutif du Canada-Uni avec M. Allan MacNab (1855) et avec John A. MacDonald (1856, 1864). George-Étienne Cartier (1814-1873) fut coprésident du Conseil exécutif du Canada-Uni avec John A. MacDonald (1858-1862). Il fut élu député en 1848 et devint en 1857 chef des conservateurs du Bas-Canada en remplacement d'Étienne-Paschal Taché. M. Augustin-Norbert Morin (1803-1865) fut député de Bellechasse à l'Assemblée législative du Bas-Canada (1830), puis député à l'Assemblée législative du Canada-Uni (1841). Il fut co-président du Conseil exécutif du Canada-Uni avec M. Francis Hincks (1851) et avec M. Allan MacNab (1855). Il prit la relève de M. La Fontaine pour constituer un gouvernement de réformistes modérés et son alliance avec M. McNab (1854) permit de constituer le Parti libéral conservateur. M. René-Édouard Caron (1800-1876) fut député de la Haute-Ville de Québec à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada (1834-1836),

conseiller législatif de la province du Bas-Canada (1837), conseiller législatif du Canada-Uni (1841-1857), président du Conseil législatif (1843-1847, 1848-1853), membre du Conseil exécutif sous La Fontaine et Baldwin (1848-1849), puis sous Hincks et Morin. (1851-1853.) Il fut également lieutenant-gouverneur de la province de Québec (1873-1876).

14. Selon *Le Nouvelliste* du 4 février 1921, à la page 3, il est 5 h 05 lorsque M. David commence son discours.

15. Chiffre de *La Presse* du 4 février 1921, à la page 21: 216,000.

16. Il s'agit de Robert-Errol Bouchette (1862-1912) avocat, journaliste notamment pour *L'Électeur*, *The Montreal Herald*, fonctionnaire et auteur et d'Étienne Parent (1802-1874) journaliste pour *Le Canadien*, *La Gazette de Québec*, *La Minerve*, avocat, premier bibliothécaire en titre de l'Assemblée, fonctionnaire et essayiste.

17. *Le Devoir* du 4 février 1921, à la page 5, rapporte plutôt le mot "indigène".

18. Il s'agit de Sir John Stephen Willison (1856-1927).

19. Hippolyte Taine (1828-1893) fut un philosophe libre penseur, historien et critique français. En tenant compte de la race, du milieu et de l'époque, il a tenté d'expliquer des œuvres artistiques et des événements historiques. □□□ *Essai sur Tite-Live* □ut □□ur□□□□ □ar □□□□a□□□ie □ra□□aise e□ □□□□ □□ i□ □ut □□u e□ □□□□□ □□ est □□□si□□r□ □□□□e u□ □□are □e □a □e□s□e □u □□□^e si□□□□e□

20. Antoine Labelle (1834-1891) fut curé de Saint-Jérôme (1848) et organisa la colonisation dans les Laurentides afin de contrer l'exode rural vers les États-Unis et dans les autres provinces au Canada. En 1888, il fut nommé sous-ministre au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.

21. Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898) fut élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Terrebonne à partir de 1867, fut ensuite chef du Parti conservateur en 1878 et premier ministre du Québec de 1879 à 1882.

22. Édouard Montpetit (1881-1954) exerça la profession d'avocat et enseigna l'économie politique.

Il est le fondateur de l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal.

23. Bien que le journaliste rapporte "Frédéric Le May", il s'agit de M. Pierre Guillaume Frédéric Le Play (1806-1882) qui fut un sociologue et économiste français. Il écrivit notamment des ouvrages sur les ouvriers européens et tenta de donner à la question sociale des solutions de type familial.

Séance du vendredi 4 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à midi.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Acte de vente

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Dufour), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de révérend Joseph Tremblay, de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- du révérend Joseph Tremblay, de Chicoutimi demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente (M. Gaudrault).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du Comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec et à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres;

- bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montréal.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements.

Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi leur conférant des pouvoirs additionnels.

Cathédrale
de Chicoutimi

M. Gaudrault (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 109 amendant la loi concernant la construction de la cathédrale de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lots du
comté d'Iberville

M. Saurette (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour les fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dentistes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalités de Saint-Édouard
et de Saint-Michel-Archange,
comté de Napierville

M. Cédilot (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 annexant certains lots des municipalités de Saint-Édouard et de Saint-Michel-Archange, dans le comté de Napierville, au comté de Laprairie, pour toutes fins soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est envoyé au comité permanent des bills publics en général.

Transport des biens immobiliers

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains transports de biens immobiliers.

Adopté.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Paroisse de Sainte-Sabine

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Saurette (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 52 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ephrem Vinet

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ephrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-A. Lacasse

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L.-O. Geoffrion

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Léon Leduc

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

E. Lamontagne

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

H. B. Poliwka

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 114 changeant le nom de Henry Billingsley Poliwka et autres, en remplaçant le mot Poliwka par Billingsley.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société
Saint-Jean-Baptiste de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité général pour étudier le bill 85 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**École technique
de Sherbrooke**

M. Lemay (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemay (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession de
T. C. Aylwin**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de
La Tuque**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

général pour étudier le bill 72 amendant la charte de la ville de La Tuque, et lui accordant certains pouvoirs¹.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Aylmer

M. Caron (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Statistiques municipales, 1919

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques municipales, pour l'année 1919. (Document de la session no 18)

Augmentation des loyers

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) a donné avis qu'il introduira un bill relatif aux taux de loyer des logements².

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 8 février, à trois heures de l'après-midi.

La séance est levée vers 1 h 45.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 5 février 1921, à la page 7, lors de l'étude en Comité plénier du bill de La Tuque, la masse était encore sur la table. Le greffier de l'Assemblée, M. Geoffrion, regarda le sergent d'armes qui avait fait cet oubli. M. Delisle se fit avertir par un portier et plaça la masse sous la table.

2. Les documents officiels de l'Assemblée ne rapportent pas cette intervention de M. Bercovitch. Cependant, les journaux mentionnent qu'il a manifesté l'intention de présenter un bill et qu'il en a remis le texte. La première lecture de ce bill 178 aura lieu le 10 février.

Séance du mardi 8 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs! Que les portes soient ouvertes!

M. J. Stack

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que les articles 510 et 511 des ordres permanents soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter une pétition, de la part de John Joseph Robson et autres, demandant l'adoption d'un bill concernant la succession de feu Michael Joseph Stack, et que la pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de John Joseph Robson et autres demandant un bill concernant la succession de feu Michael Joseph Stack (M. Bercovitch).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 120 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

**Enregistrements
dans le canton Denoue**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 2 concernant certains enregistrements affectant le canton Denoue, dans le comté de Gaspé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Enfants trouvés

M. Tessier (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 177 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés, placés sous la garde de certaines institutions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôts judiciaires

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 207 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains dépôts judiciaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cautionnement des
officiers publics**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 206 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au cautionnement des officiers publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 amendant la loi de la chasse du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Perrault) veut faire cesser le massacre qui se fait depuis quelque temps de certains gibiers comme le castor, la loutre et le rat musqué. Il veut aussi faire cesser le dépeuplement de nos forêts.

On décrète qu'il sera prohibé de chasser, tuer ou prendre le castor et la loutre entre le 1^{er} avril et le 15 décembre, dit-il. C'est dire que la saison de la chasse du castor et de la loutre sera du 15 décembre

au 1^{er} avril. Avec l'ancienne loi, la saison permise allait du 1^{er} novembre au 1^{er} avril. On raccourcit donc la saison permise d'un mois et demi.

Il sera aussi prohibé de chasser ou tuer le rat musqué entre le 1^{er} mai et le 15 mars de l'année suivante. La saison permise sera donc du 15 mars au 1^{er} mai. Avec l'ancienne loi, la saison permise pour le rat musqué allait du 1^{er} novembre au 1^{er} mai de l'année suivante.

La saison permise est donc coupée de quatre mois et demi. Cette mesure s'impose, parce qu'il s'est fait des tueries épouvantables de rat musqué en ces dernières années. L'an dernier, on en a tué plus de 250,000. Il est temps que cette tuerie cesse.

M. Renaud (Laval)¹: Un inspecteur a saisi un paquet qui contenait des volailles. Je suis surpris que les inspecteurs aient opéré cette saisie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que l'honorable député de Laval (M. Renaud) ne connaît pas tous les faits de cette saisie. (Souriant) Il devait y avoir autre chose que des volailles.

M. Renaud (Laval): Il y avait du lièvre avec les volailles.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Voilà pourquoi on a fait la saisie, alors, le lièvre est un gibier et l'expéditeur de ce paquet aurait dû, la loi l'y oblige, étiqueter son paquet. Les inspecteurs du gouvernement sont sévères, mais ils ne font pas de zèle inutile.

M. Renaud (Laval): Je le sais et je ne me plains pas. Au lieu d'obliger les expéditeurs à déclarer, par un écrit apposé à leurs paquets, ce que contiennent ces derniers, il faudrait peut-être même obliger les expéditeurs à ouvrir leurs paquets devant les inspecteurs au lieu de les obliger de les étiqueter.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La loi pourvoit déjà, dans mon opinion, à cette précaution.

M. Renaud (Laval): J'espère que l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) verra à ce que l'on ne se contente pas d'étiqueter les paquets, mais qu'il les fera ouvrir par ses inspecteurs.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Que l'honorable député de Laval (M. Renaud) soit certain que le gouvernement verra à ce que toutes les

précautions nécessaires soient prises. Il sait, d'ailleurs, que nous ne voulons que la protection de nos forêts et de leurs richesses.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 2328 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 7 George V, chapitre 26, section 1, et amendé par les lois 9 George V, chapitre 31, section 8 et 10 George V, chapitre 31, section 4, est de nouveau amendé en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Il est défendu, en tout temps de l'année, à tous les chefs d'exploitation de bois, aux contremaîtres, aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs de coupe de bois et de construction de chemin de fer, et de tous autres travaux publics, ainsi qu'aux prospecteurs et exploitants de mines, et à toute personne employée dans l'un ou l'autre de ces travaux ou entreprises, à quelque titre que ce soit, d'avoir un fusil, une carabine ou autre engin de chasse en leur possession ou dans leur maison, leurs camps, ou toutes autres bâtisses, servant entièrement ou partiellement aux opérations de coupe de bois ou de construction de chemin de fer, ou autres travaux publics, ainsi que de prospection et d'exploitation de mines, ou dans le voisinage d'iceux, sans avoir au préalable obtenu une licence à cet effet, sous peine, en sus de toute autre condamnation dont elle peut être passible, d'une amende de pas moins de cent piastres et de pas plus de deux cents piastres par arme à feu et des frais pour une première offense, et, pour toute récidive, du double de la pénalité encourue pour l'offense précédente, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas 12 mois."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cet article du bill accentue la défense faite par l'ancienne loi de garder des fusils dans les chantiers de coupe de bois, de construction de chemins de fer ou autres travaux publics. L'ancienne loi ne décréait

cette défense que pour les personnes employées dans ces chantiers. La nouvelle loi étend cette défense à tout propriétaire, contremaître, entrepreneur ou sous-entrepreneur de ces chantiers. Elle ajoute aussi un emprisonnement n'excédant pas un an, à défaut de paiement de l'amende, pour toute infraction.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'oppose à cet amendement. On devrait permettre aux gens qui travaillent si fort dans les bois de se récréer un peu le dimanche en chassant.

Il me semble que le gouvernement a tort de défendre aux bûcherons d'avoir un fusil sans payer pour une licence, c'est-à-dire sans payer une taxe. Les millionnaires ont droit d'aller dans le bois et de s'y promener le fusil à l'épaule, mais les bûcherons ne le pourront plus sans payer de taxes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il ne faudrait pas que mon honorable ami voie des taxes partout. Cet amendement est très juste et est la suite logique des sanctions décrétées par la Chambre l'an dernier, alors que l'on a décidé qu'il serait défendu d'avoir de la viande de chevreuil dans les camps de bûcherons. Mon honorable ami sait qu'autrefois on tuait des chevreuils pour nourrir les bûcherons. On faisait alors un massacre de gibier épouvantable. Nous avons décidé d'empêcher ce massacre que tout le monde déplorait.

Or, pour rendre notre loi plus efficace, nous défendons le port de fusils dans les camps. Et nous croyons que c'est là une précaution très sage. Le gouvernement n'impose aucune taxe et il oblige simplement les personnes qui emportent des fusils dans les camps à avoir une licence. L'honorable chef de l'opposition dit que les millionnaires sont mieux traités que les bûcherons. Je dois dire à mon honorable ami que tout le monde est traité sur le même pied, et je crois qu'il le sait bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais il y a donc eu des abus.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, il y a eu des abus par le passé, et l'on ne peut prendre assez de précautions pour protéger notre gibier. Quant à la licence, je dois dire que le gouvernement ne compte pas sur cela pour se créer des revenus. Je le répète, c'est une simple précaution pour rendre notre loi plus efficace.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement compte sur la boisson pour se créer des revenus.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) continue à expliquer les articles du bill.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Abolition des ponts et chemins de péage

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, autorisant l'abolition des ponts et chemins de péage dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à payer, en vertu de la loi qui sera basée sur la présente résolution, pour la mise en exécution de la loi 2 George V, chapitre 2, concernant l'abolition des ponts et des chemins de péage, dans la province, dans les 15 années qui suivront la date de l'entrée en vigueur de ladite loi 2 George V, chapitre 2, la somme de sept cent mille piastres au lieu de celle de cinq cent mille piastres déjà autorisée par la section 2 de ladite loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de ponts de péage va-t-on abolir avec cette loi?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous sommes en pourparlers pour en abolir six ou sept.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Où ça?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dans les comtés de Terrebonne, Soulanges, Laval, Champlain, Deux-Montagnes.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 23 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, autorisant l'abolition des ponts et chemins de péage dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fermes de démonstration

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que le ministre de l'Agriculture sera autorisé à établir des fermes de démonstration, aux conditions et pour la durée qu'il jugera opportunes, et à passer des contrats pour la régie de ces fermes, avec les cultivateurs qu'il choisira, sur la recommandation de ses officiers.

2. Que le ministre sera, de plus, autorisé à rémunérer les propriétaires de ces fermes et à leur faire des prêts, avec ou sans intérêts, pour acheter les

animaux et le matériel d'exploitation requis, pour payer la construction de bâtiments et toutes autres dépenses faites pour les fins de démonstration, à même les fonds votés pour l'encouragement de l'agriculture en général, aux conditions énoncées dans le contrat.

3. Que, pendant toute la durée du contrat, l'exploitation de la ferme sera sous le contrôle du ministre de l'Agriculture et sous celui des officiers qu'il choisira, et que, sous la direction du ministre, ces derniers, entre autres choses, prescriront quelles méthodes culturales devront être suivies; à quel genre de travaux le sol devra être soumis; quel système de rotation des cultures il conviendra d'adopter; quelles variétés de semences seront choisies et comment elles seront ensuite traitées; les travaux de drainage à faire; les soins et le genre d'alimentation à donner aux bestiaux et tout ce qui pourra contribuer à la mise en valeur de la ferme.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements pour permettre l'admission des visiteurs sur ces fermes pendant qu'elles serviront ainsi à des fins de démonstration.

5. Que les fermes de démonstration ne seront sujettes, pendant la durée du contrat, à aucune augmentation de taxes municipales et scolaires, soit générales, soit spéciales, pour le montant de la plus-value qui résultera des améliorations faites sur lesdites fermes.

J'ai déjà eu l'honneur d'expliquer notre projet. Nous voulons aider les cultivateurs à obtenir plus de résultats, en employant des méthodes scientifiques que nos agronomes leur enseigneront.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien y a-t-il d'agronomes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois qu'il y en a 45 et 11 sous-agronomes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention d'acheter ou de louer des fermes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous n'achèterons et nous ne louerons pas les fermes. Nous passerons des contrats avec les cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour combien de temps?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois qu'il faudra passer des contrats pour cinq ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose plusieurs questions pour savoir les détails de l'organisation que veut implanter le ministre. Il a peur, dit-il, que le ministre choisisse le plus mauvais cultivateur pour établir ses fermes.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pas du tout. Je voudrais bien que mon honorable ami, le chef de l'opposition, ne me prête pas des paroles et des intentions que je n'ai pas. C'est une vraie manie qu'il a.

M. Parrot (Témiscouata): Je vais démontrer au chef de l'opposition comment on a procédé dans mon comté et je crois qu'il sera le premier à approuver le gouvernement. Dans le comté de Témiscouata, le premier ministre ayant décidé d'établir une ferme de démonstration, ce n'est ni le ministre, ni le député qui ont choisi la ferme où l'on va faire des démonstrations. C'est l'agronome du gouvernement qui a fait le choix. Il a choisi la ferme d'un brave cultivateur qui a quatre ou cinq garçons qu'il n'avait pas le moyen d'envoyer au collège d'agriculture. On a établi, chez lui, une ferme de démonstration qui va non seulement aider à l'éducation agricole de ses fils, mais de tous les jeunes cultivateurs de la région. Le choix de l'agronome a été trouvé très judicieux et tout le monde y a applaudi. (Applaudissements)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne d'autres explications.

M. Dufresne (Joliette): Le ministre de l'Agriculture, si je comprends bien, nous propose de faire des améliorations sur ces terres où il décidera de faire des démonstrations. Il nous assure qu'il améliorera la valeur des terres. Bien entendu, c'est le ministre ou ses représentants qui régleront ces améliorations. Comme le cultivateur n'aura rien à dire là-dedans, j'espère que l'honorable ministre n'a pas l'intention de faire payer au cultivateur le coût de toutes ces démonstrations et, au cas où le cultivateur ne paierait pas, d'hypothéquer sa terre. Il demande si le gouvernement prendra ses précautions pour ne pas perdre l'argent prêté aux cultivateurs et ne pas nuire à ceux-ci.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement non. De plus, le gouvernement ne veut pas perdre d'argent.

M. Dufresne (Joliette): C'est tout ce dont je voulais m'assurer.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont de la rivière Batiscan

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il sera loisible au gouvernement de cette province d'allouer une somme de \$275,000.00 en sus de celle déjà autorisée par la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 5, pour la construction d'un pont sur la rivière Batiscan.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour obtenir le montant additionnel de \$275,000.00 mentionné dans la

résolution précédente, aux conditions énoncées dans la section 3 de la loi 10 George V, chapitre 5.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté des résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 22 amendant la loi 10 George V, chapitre 5, concernant la construction et l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville du Lac Sergent

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 16 qui se lit comme suit:

"16. L'article 5425 et le paragraphe 2 de l'article 5433 des statuts refondus, 1909, ne s'appliquent pas à la ville."

Le comité retranche l'article 16.

Les articles 17 à 22 sont renumérotés 16 à 21.
Les articles 16 à 21 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 23 devenu l'article 22 qui se lit comme suit:

"22. Nonobstant toute loi à ce contraire, nulle personne ne pourra tenir une maison de pension ou une maison d'entretien public, ou louer des chambres, ou tenir un théâtre, une salle de vues animées ou une salle de danse, ou autres salles d'amusements, sans avoir au préalable obtenu du conseil un permis annuel, à telles conditions que le conseil voudra imposer, et toute infraction à ces dispositions rendra le délinquant passible d'une amende de pas plus de quarante piastres ou, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois."

L'article 22 est retiré.

Les articles 24 à 26 sont renumérotés 22 à 24.
Les articles 22 à 24 sont adoptés.

M. Beaudry (Verchères)² lit le préambule du bill qui se lit comme suit:

"Attendu que Messieurs Chs-Eugène Côté, médecin; Joseph-N. Gastonguay, arpenteur-géomètre; Alphonse Lessard, médecin; Fortunat Gingras, maître-plombier; Zéphirin Paquet, marchand; C.-Joseph Magnan, inspecteur général des écoles catholiques de la province de Québec, et J.-Alphonse Métayer, avocat et conseil du roi, tous de la cité de Québec, ont représenté par leur pétition:

"Qu'un grand nombre de familles de la cité de Québec et d'ailleurs possèdent des propriétés au Lac Sergent, dans les limites des municipalités des paroisses de Saint-Raymond et de Sainte-Catherine, dans le comté de Portneuf;

"Que ces familles passent la belle saison en villégiature à cet endroit;

"Que l'organisation municipale actuelle ne suffit plus à leurs besoins et qu'il est devenu nécessaire de prendre des mesures plus larges pour l'administration dudit territoire;

"Qu'il est de l'intérêt public que tout le territoire décrit dans la section 2 de la présente loi soit constitué en municipalité de ville, sous le nom de "ville du Lac Sergent", conformément aux dispositions de la loi des cités et villes;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Hamel (Portneuf): M. le Président, je dois m'opposer, au nom des électeurs de mon comté, à l'adoption de ce bill. Les requérants sont des citoyens de Québec. Ils passent l'été au Lac Sergent. Ils ont toujours été bien traités par les municipalités

qui leur donnent leur entière liberté. Mais cela ne leur suffit pas. Ils veulent se tailler une nouvelle municipalité en zigzag à travers les terres des cultivateurs. Ils veulent avoir le droit d'administrer leur ville à Québec, où ils résident. Le but de ces messieurs est de s'éviter de payer les taxes municipales et scolaires, et je crois que c'est là un mauvais précédent à créer. Les maires de mon comté voient d'un mauvais œil ces morcellements de paroisse.

Je crois que ce bill cache une demande d'exemptions de taxes municipales et scolaires. Les municipalités ont de lourdes charges à payer pour l'entretien des chemins, etc. Il n'est que juste que nous laissions aux municipalités leur droit de prélever des taxes des gens de la ville comme des gens de la campagne, si les gens de la ville résident dans ces municipalités. Je n'ai aucune animosité contre les requérants de ce bill, mais je crois que s'ils veulent habiter sur les bords du Lac Sergent, ils doivent payer des taxes comme les autres.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Je crois que les résidents ne prennent aucune des terres des cultivateurs dans la municipalité dont ils demandent l'incorporation. Ils ne touchent pas au territoire voisin du leur. Les résidents de la ville apportent la richesse à la campagne. Que, par cette création, on fasse perdre une centaine de dollars de taxes aux municipalités de Saint-Raymond et de Sainte-Catherine, il me semble que ce n'est pas une affaire extraordinaire. Les requérants sont tous des citoyens de Québec qui ont des propriétés au Lac Sergent et qui veulent administrer leurs propres affaires. Je crois que l'on peut difficilement leur refuser cette faveur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui administrera les écoles de la nouvelle municipalité?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Comme les résidents du Lac Sergent se trouvent dans deux municipalités, la question scolaire ne sera pas plus compliquée par le fait de la création d'une troisième municipalité. Les requérants ne demeurent au Lac Sergent, dans les municipalités de Saint-Raymond et de Sainte-Catherine, que deux ou trois mois par année. Est-il juste que l'on fasse payer à ces citoyens toutes les taxes des municipalités scolaires des deux villages où ils ne vont passer que deux ou trois mois? D'ailleurs, je vois que le nom de l'Inspecteur général des écoles est au nombre des requérants. Il ne doit donc y avoir aucun danger à adopter le bill.

M. Beaudry (Verchères): Le préambule sera-t-il adopté?

Des députés: Adopté, adopté.

Quelques députés: Perdu.

Le préambule est adopté sur division.

La motion est adoptée sur division³.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de
Thetford Mines**

M. Lapierre (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lapierre (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Bureau des Commissaires d'écoles
protestants de Montréal**

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 83 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The King Edward Benefit Association

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des ingénieurs-forestiers

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 constituant en corporation l'Association des ingénieurs-forestiers de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Comté de Laval

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter soixante mille piastres et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Saint-Michel

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la ville Saint-Michel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Société de construction de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 concernant la Société

de construction de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Montréal

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cathédrale de Chicoutimi

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que le nom de M. Sauvé soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 39 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des Cours de magistrat.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Les sources ne permettent pas de placer, d'une façon certaine, cette intervention avant le comité général ou dans le cadre de celui-ci.
2. Président du comité général et vice président de la Chambre.
3. Dix députés s'opposent.

Séance du mercredi 9 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Actes d'aliénation

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard) que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de William-Thomas Wilkinson demandant l'adoption d'une loi validant, ratifiant et confirmant certains actes d'aliénation, et que cette pétition soit immédiatement lue et reçue.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de William Wilkinson demandant l'adoption d'une loi validant, ratifiant et confirmant certains actes d'aliénation (M. Achim).

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres, après examen.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville;

- bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- du révérend Joseph Tremblay, de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un certain acte de vente;

- de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Brown Corporation, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la Anglo American Trust Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Etienne-Charles-Patrice Guy, demandant l'adoption d'une loi légitimant ses enfants naturels;

- de Marie-Calixte Boily et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de l'orphelinat Apostolique-de-la-Malbaie.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de Téléphore Dupuis, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, est régulière et suffisante, que le bill, qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 32 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 45 amendement le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal;

- bill 108 refondant et amendement la charte des Prévoyants du Canada.

**J.-C.-P. Guy
et autres**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Anglo American
Trust Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 142 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
R. Bouchard**

M. Gaudrault (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 111 concernant la succession de feu Raphael Bouchard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

T. Dupuis

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Téléphore Dupuis au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Brown Corporation

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 140 concernant la Brown Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Agence générale
en Belgique**

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien, durant l'exercice 1919-1920, le gouvernement a-t-il payé pour l'agence générale de la province de Québec en Belgique?

2. Combien comme salaire à M. Godfroi Langlois?

3. Combien à son secrétaire?

4. Combien pour ses dépenses contingentes, etc.?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$12,517.12.

2. \$6,000.00.

3. \$1,200.00.

4. \$5,317.12.

Infraction à la loi des licences

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien d'amendes ont été payées dans chacun des comtés de la province pour infraction à la loi des licences depuis le mois de mai 1920?

2. Quelle quantité de liqueurs enivrantes a été saisie dans chacun des districts de cette province, en 1920?

3. Quel est le nombre de certificats qui ont été livrés par les médecins pour achat de liqueurs dans la province depuis le mois de mai 1920 jusqu'au mois d'octobre de la même année?

4. Quels sont les noms de ces médecins et le nombre de certificats que chacun d'eux a livré?

5. Combien y a-t-il de "vendeurs" licenciés dans la province?

6. Quels sont leurs noms?

7. Quelle quantité de liqueurs chacun d'eux a-t-il vendues?

8. Quelle quantité de chacune des liqueurs?

9. Combien a-t-il été importé de liqueurs dans cette province depuis le mois de mai 1920?

10. Quelle quantité de chacune d'elles?

11. Combien y a-t-il d'inspecteurs de magasins de liqueurs dans la province?

12. Quels sont les noms desdits inspecteurs qui ont été employés dans lesdits magasins en 1920?

13. Combien ont été destitués et par qui ont-ils été remplacés?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

1. Argenteuil, \$2165; Arthabaska, \$1300; Bagot, \$200; Beauce, \$6450; Beauharnois, \$3625; Bellechasse, \$420; Berthier, \$700; Bonaventure, \$1520; Brome, (?); Chambly, \$450; Champlain, \$5380; Charlevoix no 1 et no 2, \$400; Chateauguay, \$1960; Chicoutimi, \$1460; Compton, (?); Deux-Montagnes, \$805; Dorchester, \$1500; Drumond, \$500; Frontenac, \$500; Gaspé, no 3, \$200; Hochelaga, \$26,843; Hull, 12,775; Huntingdon, \$1775; Iberville, \$800; Îles-de-la-Madeleine, (?); Jacques-Cartier, \$800; Joliette, \$1800; Kamouraska, \$700; Labelle, no 1 et no 2, \$3805; Lac-Saint-Jean,

no 1 et no 2, \$200; Laprairie, \$100; L'Assomption, \$100; Laval, \$600; Lévis, \$2425; L'Islet, \$440; Lotbinière, \$300; Maskinongé, \$500; Matane, no 1 et no 2, \$2000; Mégantic, \$2300; Missisquoi, (?); Montcalm, \$400; Montmagny, \$1120; Montmorency, no 1 et no 2, \$200; Napierville, \$150; Nicolet, \$1450; Pontiac, \$1125; Portneuf, \$700; Québec, \$4100; Richelieu, \$2200; Richmond, \$500; Rimouski, \$1300; Rouville, \$300; Saguenay, (?); Shefford, \$2250; Sherbrooke, \$2250; Soulanges, \$250; Stanstead, (?); Saint-Hyacinthe, \$500; Saint-Jean, \$1300; Saint-Maurice, \$2950; Témiscamingue, no 1 et no 2, \$300; Témiscouata, \$3315; Terrebonne, \$2505; Vaudreuil, \$150; Verchères, \$100; Wolfe, \$700; Yamaska, \$600.

2. Arthabaska, 36 caisses, 90 douzaines; Beauce, 63 douzaines; Beauharnois, 200 caisses, 34 gallons, 2973 bouteilles; Bedford, 30 caisses, 9 gallons, 58 bouteilles; Bonaventure, 207 bouteilles; Charlevoix, (?); Chicoutimi, 16 caisses, 138 bouteilles; Gaspé Est, (?); Gaspé Ouest, (?); Iberville, 102 caisses, 25 sacs, 37 bouteilles; Joliette, 26 caisses, 21½ gallons, 45 bouteilles; Kamouraska, 32 bouteilles; Lac-Saint-Jean Est, (?); Lac-Saint-Jean Ouest, (?); LaTuque, 28 caisses, 1 gallon, 65 bouteilles; Matane, (?); Montmagny, 10 caisses; Montréal, 2676 caisses, 46 barils, 624 gallons, 10622 bouteilles, 30 cruches en grès, 50 sacs, 39 colis, 201 valises; Nicolet, 15 caisses, 17 gallons, 7 bouteilles; Ottawa Centre, (?); Ottawa Est, 29 gallons, 140 douzaines, 6 bouteilles; Ottawa Ouest, 255 caisses, 60 gallons, 109 bouteilles; Pontiac-Est, 61 caisses, 10 barils, 14 gallons, 1 jug, 38 bouteilles; Pontiac-Ouest, 7 caisses, 83 bouteilles; Québec, 10½ gallons, 442 bouteilles; Richelieu, 10 gallons, 214 bouteilles; Rimouski, (?); Saguenay, (?); Saint-François, 2 gallons, 40 bouteilles; Saint-Hyacinthe, 7 caisses, 3½ gallons, 12 douzaines, 36 bouteilles; Témiscouata, 12 caisses, 140 gallons, 2800 bouteilles; Terrebonne, 21 gallons, 60 douzaines, 16 bouteilles; Trois-Rivières, 24 caisses, 15 gallons, 19 bouteilles.

3 et 4. Le gouvernement n'a aucune statistique pour fournir le renseignement requis.

5. 25.

6. Arthur Mercier; Charles Lacaille; Alfred Legault; Arthur Hinton; John Donaghy; Hector Leduc; Henri Foucreau; James Murray; Donat Bélanger; Lawrence Selby; J.-Léo. Richer; Omer Racicot; Louis Pozner; Léonidas Bouthillier; Albert-Georges Pigeon; Joseph-A. Larivière; Émile Bouchard & Jos. Mathieu; Daniel-Joseph McManamy; Arthur Bettez; John P. Coulson; J.-B. Gougeon; Onésime Valois; J.-D.-A. Sauvé; Arsène Moreau; Oscar Beauchamp.

7, 8, 9 et 10. Le gouvernement n'a aucune statistique pour donner le renseignement requis.

11. 31.

12. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner cette information.

13. 19 ont été destitués, mais il n'est pas dans l'intérêt public de dire par qui ils ont été remplacés.

G. Savard

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. M. Gonzalve Savard, ex-détective pour la cité de Montréal, a-t-il été employé par le gouvernement en 1920?

2. Dans l'affirmative, pendant combien de temps et quels mois?

3. Combien a-t-il été payé à Savard pour ce temps-là?

4. Combien de saisies de liqueurs enivrantes a-t-il opérées?

5. Combien d'actions pour ces saisies ont été renvoyées ou abandonnées?

6. Quel montant le gouvernement a-t-il payé ou devra-t-il payer pour lesdites saisies ou actions?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Non.

Avocats du gouvernement

M. Dufresne (Joliette): 1. Quels sont les noms des avocats qui ont retiré des sommes d'argent du gouvernement en 1919-1920 pour services professionnels?

2. Quelle somme chacun d'eux a-t-il retirée et par quel département a-t-il été employé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1 et 2. La réponse à ces questions se trouve dans les comptes publics pour l'exercice 1919-1920.

Païement aux journaux

M. Renaud (Laval): Combien, en 1919-1920, le gouvernement a-t-il payé à chacun des journaux de cette province pour publication d'articles, d'annonces, etc.?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

<i>Journal de Waterloo</i>	\$ 6.75
<i>L'Action libérale</i>	15.00
<i>Le Bulletin</i>	135.00
<i>Le Canada</i>	204.00
<i>Le Devoir</i>	55.60

<i>Montreal Gazette</i>	260.00
<i>Montreal Herald</i>	8,642.56
<i>Journal of Commerce</i>	1,135.00
<i>Le Moniteur</i>	60.00
<i>La Presse</i>	208.00
<i>Le Prix Courant</i>	75.00
<i>La Patrie</i>	613.57
<i>The Montreal Star</i>	62.00
<i>Le Spectateur</i>	19.50
<i>Le Soleil limitée</i>	204.62
<i>Le Progrès de l'Est</i>	18.50
<i>Sherbrooke Record</i>	17.05
<i>L'Autorité</i>	6.00
<i>L'Action sociale limitée</i>	83.66
<i>L'Événement</i>	20.50
<i>Quebec Chronicle</i>	1,017.10
<i>Daily Telegraph</i>	1,040.89
<i>La Tribune</i>	669.75
<i>L'Avenir du Nord</i>	124.70
<i>Observer Printing Co.</i>	28.00
<i>Journal d'Arthabaska</i>	50.00
<i>L'Éclaireur de Beauceville</i>	1,624.02
<i>L'Abeille</i>	180.00
<i>Le Bulletin du Commerce</i>	136.00
<i>Le Bérêt</i>	40.00
<i>Le Monde Ouvrier</i>	125.00
<i>La Semaine Commerciale</i>	145.71
<i>Le Terroir</i>	200.00
<i>La Prudence</i>	50.00
<i>Le Franc-Parleur</i>	9.90
<i>Le Progrès du Saguenay</i>	10.00
<i>Mount Royal News and Advertising Co.</i> ..	1,160.10
<i>Canadian News and Advertising Co.</i>	2,200.00
<i>General News and Advertising Co.</i>	4,266.66
<i>The McGill News</i>	400.00
<i>The Standard</i>	1,262.53
<i>The Veteran</i>	500.00

Dépenses de voyage des ministres

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelles sont les dépenses de voyage de chacun des ministres pour l'exercice 1919-1920?

L'honorable M. Mitchell (Richmond):

Honorable Sir Lomer Gouin	\$ 700.00
Honorable L.-A. Taschereau	250.00
Honorable Jérémie-L. Décary	500.00
Honorable Athanase David	1,320.00
Honorable W. G. Mitchell	1,200.00
Honorable H. Mercier	915.05
Honorable J.-E. Perrault	894.00

Honorable A. Galipeault	330.80
Honorable J.-E. Caron	1,700.00
Honorable J.-A. Tessier	246.00

Liqueurs alcooliques¹

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans le discours du trône, il a été annoncé clairement que le gouvernement présenterait une loi pour obtenir le contrôle entier et immédiat des boissons alcooliques. C'est aussi ce qu'avait dit le premier ministre à Montréal, et c'est ce qu'il répéta en Chambre dans son discours sur l'adresse. Le gouvernement entend mettre en œuvre cette politique. En conséquence, il travaille depuis plusieurs mois à préparer une législation dans le but de prendre le contrôle du commerce des liqueurs alcooliques dans toute la province. La législation qui est maintenant devant la Chambre était devenue nécessaire, parce que la loi de 1919 n'a pas obtenu le succès qu'on en attendait.

Le premier ministre, chaque fois qu'il a parlé sur cette question, a admis sans réserve que la loi était violée en maintes occasions, qu'elle était impraticable, selon lui, et qu'il fallait faire quelque chose pour améliorer les conditions. Le contrôle du commerce des liqueurs alcooliques n'est pas plus difficile dans notre province qu'il ne l'est ailleurs, mais il n'est pas plus facile non plus. Notre situation en Amérique du Nord est tout à fait singulière; tous les états de la République voisine sont sous le régime de la prohibition adopté par les autorités fédérales, et de toutes les provinces du Canada en dehors de Québec, la Colombie Britannique est la seule province qui ne soit pas sous le régime de la prohibition. La Colombie Britannique et Québec ne sont pas allés aussi loin que les autres provinces, la Colombie Britannique doit rappeler sa loi de prohibition à la prochaine session de la Législature comme résultat du référendum tenu récemment.

Dans notre province, nous avons essayé depuis plusieurs années à trouver une solution à ce grave et épineux problème des liqueurs alcooliques. Il y a plusieurs années, un grand nombre de licences étaient accordées pour la vente des liqueurs alcooliques; d'année en année, le nombre de ces licences fut diminué à Montréal et dans d'autres centres de la province. En 1912, le gouvernement nomma une commission composée du juge Carroll,

de feu le juge Cross et du juge Tessier, pour faire une enquête sur le commerce des liqueurs alcooliques étudier ce problème et voir aux meilleurs moyens de le résoudre de la façon la plus efficace possible. Après une longue et sérieuse étude, non seulement dans ce pays, mais aussi en Europe, cette commission fit un certain rapport dont je reparlerai dans quelques minutes.

Il (l'honorable M. Mitchell) parle de la loi de 1919 en laquelle il avait beaucoup espéré, mais qui n'eut aucun succès. Le choix était entre la prohibition totale ou partielle. En 1919, alors que toutes les provinces de la Confédération avaient accepté la loi fédérale de la prohibition, la province de Québec, par référendum, acceptait la loi dite des vins et des bières. Le gouvernement espérait, en adoptant cette mesure en 1919, que ce serait un succès, et permettez-moi d'ajouter, en passant, qu'en tout temps et en toutes occasions, le gouvernement a fait tout ce qui était humainement possible de faire pour rendre cette loi opérative, mais il était humainement impossible de mettre cette loi en vigueur dans les circonstances qui existaient.

Toutes ces lois de tempérance et de réglementation de la vente des alcools ont été loin de produire les résultats que l'on en attendait. Des infractions de toutes sortes ont été commises et se multipliaient chaque année, sans que le gouvernement puisse faire quoi que ce soit pour les empêcher. Cela ne devrait surprendre personne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi a-t-il été impossible de faire respecter la loi?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Parce que, par exemple, dans la grande ville de Montréal, je crois que 75 pour cent de la population sont contre toute espèce de prohibition et sont en faveur des boissons. Quand vous avez une ville à 800,000² âmes, dont les trois quarts sont contre une loi les empêchant de faire une chose qu'elles ont le droit de faire, il est impossible, malgré toutes les polices, malgré tous les détectives, tous les effectifs dont dispose le gouvernement, malgré toutes les mesures restrictives que l'on pouvait inventer, avec tous les tribunaux de la terre, de faire respecter les lois établies pour la réglementation de la vente des spiritueux et de mettre cette loi en vigueur, surtout quand il a à combattre l'appât du gain, les vendeurs, les vendeurs autorisés, les marchands en gros, les "bootleggers", les gens vendant des liqueurs à droite et à gauche, dans toutes les parties de la province, dans les provinces voisines et aux États-Unis, et cela,

malgré l'étroite surveillance exercée par les agents douaniers du Canada et par ceux des États-Unis, quand il se paie des sommes énormes pour le whisky, quand nous avons des routes partant de Montréal vers les États-Unis et les autres provinces, quand il y a des véhicules-moteurs et que les Américains paient toutes sortes de prix, il devient humainement impossible de faire observer la loi comme elle devait l'être.

Et les autorités que je vous cite disent que la boisson est transportée en contrebande du Canada aux États-Unis en quantités énormes. Au Nouveau-Brunswick, on expédie dans le Maine du whisky qui se vend \$30 la caisse au Canada et que l'on revend \$84 la caisse aux États-Unis. La boisson que l'on vend est, de plus, un véritable poison, des fortunes ridicules se sont réalisées et bien que l'on ait employé des centaines, des milliers d'agents secrets pour essayer d'empêcher la violation de la loi, on n'a pas réussi.

Les contrebandiers de whisky ont été jusqu'à se servir d'aéroplanes pour transporter leurs marchandises. Cet état de choses n'est pas propre seulement à la province de Québec. Le même état de choses existe aux États-Unis, dans le New York, dans le Maine, à Chicago et dans presque toutes les villes des États-Unis, parce que dans les villes, une grande partie de la population, est opposée à la stricte prohibition et est en faveur d'un système de licences. La population s'ingénue à trouver des moyens de tromper ceux qui sont chargés de faire respecter telle loi de prohibition du moment qu'elle est établie.

Il (l'honorable M. Mitchell) lit plusieurs articles de journaux dans lesquels on cite quelques-uns des moyens employés aux États-Unis et au Canada pour voiturier les liqueurs alcooliques (dans des) voitures, automobiles, camions et autres véhicules de toutes sortes, et tromper la surveillance des officiers spéciaux.

La prohibition a fait faillite aux États-Unis aussi bien que dans les autres provinces du Canada. Il (l'honorable M. Mitchell) cite d'abord M. Frank-L. Boyd, qui fut nommé agent fédéral de la prohibition pour New York, le 15 septembre 1920, qui annonce un mois plus tard que les 140 officiers fédéraux de New-York seraient assistés de 11,000 policiers pour faire observer la loi dans cette ville qui deviendrait un "Sahara métropolitain", et qui, le 30 novembre suivant, était relevé de ses fonctions à sa propre demande en disant qu'essayer de rendre New-York "sec" était une tâche désespérante.

Il (l'honorable M. Mitchell) cite le secrétaire Shouse, du département du trésor des États-Unis,

Washington, qui a déclaré que le service des douanes américaines contre les contrebandiers d'alcool était absolument insuffisant et qu'il faudrait une armée de gardiens pour patrouiller les frontières et les côtes. Dans l'État du Maine, qui est prohibitionniste depuis longtemps, les officiers du revenu ont découvert récemment une manufacture d'alambics à whisky qui avait vendu environ 30,000 de ces alambics. John Kramer, commissaire de la prohibition aux États-Unis, répondait récemment à ceux qui lui demandaient quand les États-Unis deviendraient complètement secs, que cela ne pourrait arriver que lorsque l'approvisionnement actuel serait épuisé, et probablement pas avant qu'une nouvelle génération n'ait grandi loin de l'habitude de boire.

Il (l'honorable M. Mitchell) cite aussi plusieurs autres officiers américains chargés de faire observer la prohibition aux États-Unis et qui se sont tous avoués incapables, puis il dit les moyens employés pour combattre la prohibition au Canada. On a été jusqu'à employer des avions à Winnipeg. Durant huit mois, les médecins de la Colombie-Britannique ont émis 188,120 prescriptions pour l'obtention de boissons enivrantes. Un seul médecin en a émis 4,000 durant un seul mois. Il a été confié à une réunion annuelle d'une association médicale tenue récemment au Canada, que certains médecins avaient émis de 3,000 à 4,000 prescriptions par mois. Les inspecteurs de l'administration de la loi de tempérance ont déclaré que plusieurs médecins s'étaient entendus avec des pharmaciens et des colporteurs pour leur fournir des centaines de prescriptions à un taux fixe et réduit. Un grand nombre de médecins ne se donnaient même pas la peine d'examiner l'état de santé de ceux qui leur demandaient des prescriptions. La prohibition semble avoir été inventée pour favoriser les jeunes médecins dans le besoin ou à ceux qui n'ont pas de ressources. La veille de Noël dernier, à Hamilton, Ontario, il y avait une foule telle à la porte des dispensaires où l'on vendait des liqueurs alcooliques aux prétendus malades qu'il fallut un policier pour mesurer le trafic. Tous portaient des prescriptions de médecins.

Dans l'Ontario, on a établi une loi de prohibition. Le premier ministre de cette province, l'honorable M. Drury³, lui-même disait à Welland en octobre dernier: "Aucun gouvernement ne pourrait, sans l'aide d'une armée complète, assurer la mise en vigueur de la loi de tempérance de l'Ontario." Il rappelle qu'un homme fut abattu à Windsor, relativement à la Loi de la tempérance d'Ontario. Le système des certificats de médecins a été un fiasco

complet. Tous l'admettront. Dans notre province, nous n'avons pas échappé à tous ces ennuis, aux violations de la loi. Les médecins se sont mis de la partie en donnant de faux certificats ...

M. Smart (Westmount): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas poursuivi les médecins qui violaient la loi? Pourquoi le gouvernement ne peut les attraper?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ils n'ont pas été poursuivis parce que cela nous était impossible, la loi ne le permettait pas et nous n'avons pas pu découvrir les coupables. Ils ont émis des certificats et les ont distribués aux colporteurs. Que le député de Westmount me permette de lui dire que le gouvernement a fait tout son possible pour prévenir un tel état de choses. Le gouvernement a fait ce qu'il a pu, mais n'a pu réussir. Nous n'avons pas prétendu que la loi était parfaite et ceci est peut-être un des trous de la loi. Le gouvernement croit ce projet le plus apte à résoudre le problème de la boisson. Des certificats ont été émis en très grand nombre, et souvent sous de faux noms de médecins. Dans nombre de cas, il nous eût été impossible de trouver les noms des signataires des certificats. On a découvert récemment qu'un médecin a émis, l'an dernier, plus de 4,000 prescriptions.

M. Smart (Westmount): Des poursuites ont été instituées contre ce médecin?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non, il n'y avait aucune disposition de la loi qui permettait de le faire et empêcher cela. Il nous était impossible de trouver des traces. Ces prescriptions étaient remises directement par les médecins au vendeur et étaient ensuite détruites par eux. Le vendeur ne faisait pas de rapport au gouvernement. Récemment, dans un cas, le gouvernement a renvoyé un inspecteur, malgré qu'il n'y eut de preuve, sur soupçons seulement.

Il (l'honorable M. Mitchell) donne les raisons qui démontrent pourquoi la mise à exécution de la loi ne reçoit pas l'appui nécessaire non seulement dans cette province, mais aussi ailleurs. Cela est dû à l'appétit du gain chez les vendeurs, à l'apathie du peuple et à l'absence générale d'appui moral de la majeure partie de la population. Dans les autres provinces, le scrutin qui a été pris ne démontre pas que le peuple soit en majorité favorable à la stricte prohibition, si je fais une bonne lecture du sentiment exprimé. Afin de prouver que ce n'est pas la majorité

de la population qui veut de la prohibition, même dans ces provinces où le référendum est récent, je souligne que, au Manitoba, la population en 1916 était de 553,000, selon le dernier recensement. Il y a eu 68,831 non et 55,056 oui⁴. Dans la Saskatchewan, la population cette même année était de 647,000⁵; il y eut 86,849 oui et 55,259 non. Dans l'Alberta, la population était de 496,000; il y eut 63,012⁶ oui et 44,321 non. Dans la Nouvelle-Écosse, le recensement de 1911 donnait un total de 492,000, il y eut 83,422 oui et 23,847 non. La population de chacune de ces provinces a augmenté depuis ce temps. Le vote a été très restreint.

Dans les trois provinces de l'Ouest, la loi est mise en œuvre avec l'appui de un huitième à un dixième de la population et, en Nouvelle-Écosse, avec l'appui de un sixième. Dans la Saskatchewan, l'honorable M. Langley⁷, ministre des Affaires municipales, prévoit beaucoup de difficultés dans la mise en vigueur de la loi Doherty à cause de la faible majorité qui s'est prononcée en sa faveur. Personnellement, je crois que, dans la province de Québec, la population désire la stricte observation de la tempérance, mais je ne crois pas que la grande majorité veuille une prohibition d'acier trempé, comme on le croit en certains milieux. Les résultats obtenus dans les provinces de l'Ouest et en Nouvelle-Écosse l'ont convaincu que les habitants de ces provinces n'en voulaient pas.

Depuis l'introduction de la prohibition au Canada, il y a eu augmentation considérable dans le nombre des alambics illicites, Sir James Lougheed⁸ a donné récemment des chiffres devant le Sénat. En 1917, on n'a découvert que 191 alambics clandestins dans le Canada. En 1919-1920, on en a découvert 985. Dans l'Ontario, le nombre des alambics clandestins découverts a passé de 50, en 1917, à 296 en 1919. Il en a été de même dans les autres provinces. Au Manitoba, leur nombre est passé d'aucun à 137, en Alberta d'aucun à 210, en Saskatchewan de 15 à 160, alors qu'en Québec, le chiffre passait de 11 à 43.

Il (l'honorable M. Mitchell) cite des chiffres pour établir que la prohibition a eu pour effet de faire augmenter l'importation des drogues par les canaux réguliers, sans compter l'augmentation de la contrebande de ces mêmes drogues. En 1912, on n'avait importé que 35 onces de cocaïne; en 1919, on en a importé 12,333 onces. L'importation de la morphine a augmenté en même temps de 400 onces à 30,087 onces. L'importation de l'opium a augmenté de 5,017 livres à 34,263 livres. Des accusations pour vente illicite de drogues ont été portées dans 40

régions du pays et des amendes totalisant \$20,000 furent collectées.

L'an dernier, la Ontario Labor Education Association a adopté une résolution favorisant la vente de la bière à dosage alcoolique suffisant pour les ouvriers. La "liberty league" d'Ontario réclame la vente des liqueurs alcooliques sous le contrôle du gouvernement.

Le monopole du commerce des liqueurs enivrantes fait partie du programme du parti ouvrier anglais. M. J. H. Thomas⁹ prône cette politique, disant que la prohibition ne serait pas acceptable en Angleterre actuellement. En 1915, le gouvernement anglais a pris le contrôle des liqueurs alcooliques comme mesure de guerre. Le monopole d'État pour l'alcool paraît avoir le support de Lloyd George, mais ce projet a été battu par une coalition des financiers intéressés dans ce commerce et une partie des tempéranciers.

Revenant au rapport de la commission chargée de faire une enquête sur le commerce des liqueurs alcooliques dans la province de Québec, il (l'honorable M. Mitchell) rappelle que cette commission recommande l'adoption du système de Guttenberg et la nécessité d'éliminer les profits des particuliers. Le projet de loi que nous présentons à la Chambre pour remédier à l'état de choses actuel n'est pas parfait, je le sais, mais je prétends que nous faisons aujourd'hui un effort honnête pour contrôler et régulariser le commerce des liqueurs alcooliques dans cette province.

Il (l'honorable M. Mitchell) fait allusion à la campagne qui a été poursuivie en faveur de la tempérance dans la province et admet qu'elle a eu au moins le bon effet de faire l'éducation du peuple sur les bienfaits de la tempérance. Jusqu'à l'époque de la guerre, la province de Québec était la plus avancée dans le domaine de la tempérance, et elle a tracé le chemin aux autres provinces. Elle avait 1,154 municipalités sous le régime de la prohibition. La tempérance, depuis, n'a cessé de faire des progrès. Quand vint la guerre, les autres provinces adoptèrent la prohibition. Nous ne sommes pas allés aussi loin; la province de Québec n'en voulut pas, n'entrevoyait pas de possibilité de le faire, et adopta la loi de prohibition en 1919.

Le gouvernement est aujourd'hui en présence d'un système dans lequel nous avons fondé beaucoup d'espoir et qui, avec le temps, ne s'est pas avéré un succès. En face d'un des plus sérieux et angoissants problèmes de l'heure présente, le gouvernement a apporté au règlement l'attention la plus suivie et la considération la plus constante.

Et le projet de loi que nous soumettons aujourd'hui est le résultat des longues études faites par le gouvernement au sujet des liqueurs alcooliques. Je crois que je parle au nom de tous les membres du gouvernement, en disant que nous ne tenons aucunement à prendre le contrôle du commerce des liqueurs, mais nous devons trouver une solution, car nous possédons un système qui ne fonctionnera pas, qui ne peut pas fonctionner et qui ne fonctionnera jamais. Tous les citoyens bien pensants doivent nous aider à solutionner le problème.

Après de mûres réflexions, après des expériences répétées, après de longues études approfondies, des témoignages nombreux, le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il n'y avait qu'une chose à faire. Le seul moyen pratique de régulariser le commerce des liqueurs, c'est de prendre, bien que la chose ne nous sourit guère, c'est de prendre, dis-je, nous-mêmes le contrôle absolu de la vente des liqueurs. Ce contrôle s'exercerait par l'intermédiaire d'une commission. Quand je dis nous-mêmes, je veux dire que nous prendrons le contrôle pour ce qui concerne les liqueurs alcooliques, de sorte que le gouvernement sera le seul et unique importateur; le gouvernement sera le seul et unique vendeur de liqueurs alcooliques. Le gouvernement prend donc le contrôle entier du commerce des liqueurs alcooliques.

Nous en sommes aussi venus à inclure les vins au nombre des liqueurs alcooliques dans cette mesure de contrôle, parce que nous sommes certains que si nous permettons la vente du vin avec la bière dans les tavernes, nous ouvrons la porte à un danger sérieux. Et c'est ce point qui a créé et qui créera le plus de difficultés au système actuel. Nous avons autorisé des gens à vendre de la bière et du vin et ces gens ont vendu de l'alcool en quantité et dans tous les formats sans prescriptions. Nous avons traité chaque cas l'un après l'autre, accusation après accusation et, bien que nous ayons fait tous les efforts possibles pour enrayer ce problème, il nous est absolument impossible de l'éliminer.

Nous n'avons pas réussi. Il faut compter avec l'avarice des hommes, non seulement des marchands en gros et des vendeurs, mais des autres aussi. Il s'agissait d'une course afin de déterminer qui vendrait, les gens pensant que leur vie serait courte et voulant faire le plus d'argent possible. Nous avons examiné la situation sous toutes ses faces, en ce qui concernait le vin, et nous en sommes venus à la conclusion que nous ne pouvons pas faire autrement que ce que nous soumettons aujourd'hui dans cette mesure.

Le gouvernement de cette province, comme je le disais un instant, sera le seul importateur pour l'alcool et les vins et par l'entremise d'une commission de cinq membres, il contrôlera tout le commerce des boissons. Donc, le gouvernement ayant décidé de prendre en main le contrôle des alcools à l'intention de faire administrer son nouveau système par le ministère d'une commission. Et je puis dire que nous placerons dans cette commission des hommes reconnus comme des plus honnêtes et les meilleurs hommes qu'il pourra trouver dans la province.

Si nous réussissons à mettre dans la commission les hommes que nous proposons d'y faire entrer, nous serons assurés du plus entier succès avec la nouvelle loi. Cette condition d'hommes honnêtes est essentielle, car c'est la commission qui aura le contrôle direct sur tout le commerce des liqueurs alcooliques. Le gouvernement accorde à cette commission tous les pouvoirs qu'il lui faut pour accomplir sa tâche du commencement à la fin, sans intervention de qui que ce soit, sans intervention de quelque type que ce soit. Pas même un individu ne sera autorisé à importer; seule la commission agissant au nom du gouvernement le sera. Si le gouvernement ne peut arrêter la vente des liqueurs, il sera au moins en mesure d'obtenir des liqueurs de bonne qualité et de les vendre à un prix raisonnable. Si nous sommes assez heureux de mettre la main sur les hommes que nous espérons et voulons avoir, et que nous avons l'intention de nommer, et si ces hommes mettent à leurs fonctions le zèle qu'ils mettent à conduire leurs propres affaires, je crois que ce sera le plus sûr moyen d'atteindre notre but.

La commission fera ce que l'on attend d'elle. Nous croyons sincèrement que c'est là le meilleur système que nous ayons à présenter. C'est le système Guttenberg modifié pour faire face aux besoins locaux. Nous donnons les pleins pouvoirs à la Commission et nous espérons sincèrement qu'elle en fera un succès pour le bien de la province.

Durant le débat qui précédera l'adoption de la loi, il y aura lieu de revenir sur les détails de ce projet de loi. Il fait un bref résumé des différentes clauses du projet de loi qu'il présente. Le bill est volumineux et je n'entrerai pas dans les détails. Il n'y a pas de transport de licence et, après la mort d'une personne détenant une licence, la commission pourra user de cette licence comme elle l'entendra. La commission sera libre d'ouvrir le nombre de magasins qu'elle voudra, mais, dans les districts où la loi sur la tempérance du Canada est en vigueur, le consentement et la coopération du gouvernement

fédéral sera requise. Le gouvernement n'a pas l'intention de placer des tavernes ou des magasins dans une municipalité où le conseil municipal aura demandé de par un règlement de ne pas placer une taverne ou un magasin dans ses limites. On vendra des liqueurs, une bouteille seulement à la fois. Chaque bouteille sera scellée et le prix du gouvernement sera étiqueté dessus. La commission décidera du nombre des débits à créer. Ce qui s'applique aux liqueurs alcooliques s'applique au vin.

Quant à la bière, les brasseurs ne pourront écouler leurs produits que dans les tavernes et les épiceries licenciées. Les permis de la Commission seront accordés pratiquement de jour en jour, car elle aura le pouvoir de retirer un permis d'un trait de crayon lorsqu'elle le juge approprié. La loi protège la commission en supprimant le droit de *quo warranto*, de *certiorari*, de prohibition, de *mandamus*, d'injonction, et d'appel, sauf en des cas spécifiques dont la loi fait mention, de sorte qu'il n'y aura pas moyen d'attaquer les décisions des commissaires. Le bureau-chef de la commission, qui aura cinq membres, sera à Montréal. Tous les employés devront être pourvus d'assurances de garantie, afin que la commission soit protégée encore. Des licences seront émises pour la vente des bières et vins.

Il y aura des licences pour les épiceries où la bière sera vendue à la bouteille; pour les tavernes où la bière sera vendue au verre; pour les hôtels et restaurants où l'on pourra vendre de la bière et du vin, mais seulement aux personnes qui prendront des repas. Et, il faudra que ce soit un repas et non un sandwich où un morceau de fromage, comme cela se pratiquait autrefois. Les tavernes seront ouvertes de 9 heures a.m., à 10 heures du soir; les épiceries seront ouvertes de 9 heures a.m., à 9 heures p.m. Tous ces établissements devront être fermés les jours de fêtes légales.

Il (l'honorable M. Mitchell) mentionne que les heures d'ouverture des établissements licenciés sont prolongées d'une heure et dit qu'ils prendront soin de fermer chaque club qui n'est pas un véritable club organisé au profit de ses membres et non d'individus. Les punitions pour la violation de la loi sont rendues plus sévères par le bill. Le "boot-legger" ira en prison, l'employé d'un débit ira en prison aussi, dès sa première violation de la loi. Dans les autres cas, dès la seconde offense le violateur sera condamné à la prison. Le prix des licences est augmenté aussi. Une disposition importante prévoit que la commission pourra refuser de vendre de la boisson à qui que ce soit. Les peines pour infraction

sont très sévères: la vente de liqueurs de mauvaise qualité entraîne la prison, les employés malhonnêtes iront en prison et, pour toutes les autres offenses, une deuxième condamnation entraînera la prison. Il dit qu'ils tenteront d'empêcher les brasseurs de vendre de la bière dans les campagnes, car ils croient que ceci est la source d'un grand nombre de maux.

Le chef de l'opposition (M. Sauvé) m'a demandé pourquoi la loi actuelle n'avait pas été mise en force. J'ai donné plusieurs raisons évidentes qui m'avaient frappé, mais il en est une autre qui est peut-être la plus importante, c'est que nous avons à faire face dans la cité de Québec à la loi Scott, qui y est en force, dont les dispositions sont bien plus larges que la loi de la province. La situation de la cité de Québec est anormale, et aussi longtemps qu'elle sera soumise à la loi Scott, la situation sera toujours aussi difficile. Le résultat de cette loi fut que les marchands de cette ville purent exporter tant qu'ils voulaient dans les autres provinces, et, dans la province de Québec, nous avons essayé de toutes les façons d'arrêter cet état de choses et d'empêcher des mauvais effets, mais il nous a été impossible d'en arriver à des résultats.

Nous avons trouvé que la loi Scott prime la loi de la province. Nous espérons que quelque chose sera fait bientôt pour que la loi de tempérance Scott soit rappelée, pour que, dans l'intérêt général, la loi soit uniforme dans toute la province. Elle est contre les intérêts non seulement de la prohibition, mais de la tempérance dans toute la province. J'espère qu'à l'avenir nous n'aurons plus à nous battre contre un pareil état de choses, et cela, pour le plus grand bien de la tempérance dans notre province.

Il (l'honorable M. Mitchell) exprime l'espoir que le peuple de la province de Québec tiendra compte au gouvernement des efforts qu'il fait pour lui donner une législation convenable sur les liqueurs alcooliques. Passez toutes les lois que vous voulez pour établir la prohibition, vous n'y réussirez pas si le sentiment n'est pas avec vous. Si les membres de la Législature, si les hommes d'affaires, si les ouvriers ne nous aident pas, notre loi fera faillite. D'un autre côté, s'ils le veulent, cette loi sera un succès. Notre ambition est d'améliorer la situation; nous nous débarrassons des vendeurs, de tous les intermédiaires. Le gouvernement espère obtenir un état de choses qui fera honneur à notre province, afin que l'on puisse dire, au sujet du commerce des liqueurs, en cette circonstance comme en tant d'autres, que la province de Québec est la province la plus saine, sûre et solide de la Confédération.

(Applaudissements)

M. Smart (Westmount): Comme la copie anglaise du bill, dans laquelle des dispositions concernent l'usage de l'alcool à des fins commerciales et industrielles n'a pas encore été distribuée, il ne pourra entrer dans les détails, dit-il, mais il a quand même quelques observations à faire.

Il s'agit d'une question très importante. Il y a deux choses que je veux faire remarquer. La prohibition n'est pas une chose impossible, mais la loi de prohibition votée voilà deux ans était une chose impraticable. Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) nous a dit que la prohibition est impossible, mais je ne crois pas que le bill qu'il soumet puisse améliorer la situation.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je n'ai pas dit que la prohibition était impossible, mais j'ai simplement prétendu que c'était impossible si le peuple ne lui donnait son entier appui.

M. Smart (Westmount): C'est la même chose. Chaque fois que l'on parle du bill, de même que dans le discours du trône, le gouvernement parle de contrôle. Mais depuis que nous avons des lois concernant les liqueurs alcooliques, le gouvernement a toujours eu le contrôle sur le commerce et les poursuites, et si ce gouvernement doit travailler à reprendre le contrôle qu'il admet avoir perdu, aucun député ne tirera d'arrière. Cependant, il n'est pas question de contrôle, mais de monopole du gouvernement. Je suis opposé à tout monopole par le gouvernement, sous n'importe qu'elle forme, pour les chemins de fer ou pour les liqueurs ou pour d'autres industries, car je ne connais aucun succès dans ce sens.

On nous dit que l'ancien système ne fonctionnait pas. Je suis d'opinion que si le système n'a pas fonctionné, c'est qu'on a mis trop de politique dans l'application de la loi de tempérance. Les vendeurs autorisés étaient des protégés, des amis du gouvernement, et je crois que pas un seul n'a été poursuivi. C'est pour cela, dans mon opinion, que la loi de tempérance n'est pas un succès. Le gouvernement aurait pu faire mieux qu'il ne l'a fait pour faire observer sa loi. J'ai été informé que l'on a refusé des licences à des commerçants de liqueurs qui avaient une bonne réputation pour les donner à des amis du gouvernement.

Ainsi, il est facile de voir pourquoi le gouvernement n'a pu faire respecter la loi. Si le gouvernement ne connaît pas les conditions de Montréal, il est encore plus ignorant que la plupart de ceux qui arpentent les rues. Il est avéré que les

vendeurs ont violé ouvertement la loi, en n'apposant pas les timbres requis sur les bouteilles. Ils ont fait des ventes sans des certificats de médecins, afin de pouvoir fixer un prix plus élevé et de se faire un plus gros revenu. Des certificats de médecin ont été vendus en gros, par centaines, par milliers. C'est à la connaissance de tout le monde, et le gouvernement doit sûrement connaître cette situation.

S'il y avait quelque chose de défectueux de la loi qui empêchait sa mise à exécution, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas prévu? Prenons le cas des inspecteurs du gouvernement par exemple, nommés pour surveiller les vendeurs. Tout le monde sait que des inspecteurs du gouvernement ont été influencés par les vendeurs, qu'ils retiraient des salaires du gouvernement et encore des plus gros des vendeurs. Donc, ils ne font pas leurs devoirs. Le gouvernement aurait dû poursuivre.

Il (M. Smart) raconte l'histoire bien connue de l'établissement licencié à Saint-Jean. On a appris qu'en l'absence du propriétaire, l'inspecteur du gouvernement s'est occupé de son commerce et il a violé la loi. Le gouvernement en a été informé et le vendeur n'a pas été inquiété. L'homme a été remercié, mais ce n'était pas suffisant et il aurait dû être accusé.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je dois dire à mon honorable ami que j'ai consulté nos avocats et ils m'ont dit que la loi ne contient aucune disposition permettant d'accuser cet homme. Il a été congédié le matin qui a suivi le dévoilement de ces faits.

M. Smart (Westmount): Je m'y attendais, mais il me semble que ce genre de problème était monnaie courante. De ce que je vois dans le bill, il y a très peu de dispositions concernant l'alcool utilisé à des fins industrielles. Voici une question sérieuse et il me semble que le gouvernement devrait s'en préoccuper davantage. Il (M. Smart) cite quelques exemples typiques, en vient à parler du contrôle des liqueurs alcooliques et attire l'attention du gouvernement sur le système de Carlisle, qui a été adopté avec succès dans le Nord de l'Angleterre et qui règle une bonne partie des problèmes liés à l'abus d'alcool. Ce système est supérieur à la propriété gouvernementale. La mesure du succès du projet du gouvernement dépendra des hommes qui feront partie de la commission.

Si les nominations sont faites dans le but de récompenser des politiciens, ou si des hommes sans expérience des affaires sont nommés, je crois que la

nouvelle loi sera un fiasco comme la loi actuelle. Lorsque la loi fut introduite, le trésorier (l'honorable M. Mitchell) nous disait, à peu près de la même manière avec laquelle il a décrit la loi aujourd'hui devant la Chambre, que c'était la perfection incarnée et qu'elle ferait des miracles. Mais nous connaissons les résultats aujourd'hui. Je ne crois pas que la population en général approuve cette loi telle que présentée à la Chambre. Je ne crois pas que les membres de cette Chambre, s'il devait y avoir un vote libre, sans allégeance partisane, voteraient en faveur. Je crois que la majorité de cette Chambre est contre cette loi.

Nous avons entendu plusieurs critiques à l'endroit de cette loi, de la part d'amis du gouvernement. Je puis citer, parmi les députés qui ne sont pas favorables à la loi, le député de Saint-Laurent (M. Miles), et je crois qu'il a dit aux journaux qu'il n'appuierait pas la loi dans sa forme actuelle. Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) ne nous a pas dit comment il entendait surmonter l'obstacle que représente la loi fédérale en matière de commerce.

Je ne suis pas un avocat et ne peux parler avec autorité, mais je suis informé de bonne source que le gouvernement de cette province n'a pas le droit d'intervenir dans le commerce interprovincial et il peut rencontrer certaines difficultés. Je crois, et j'ai une bonne autorité pour m'appuyer, que la nouvelle loi qu'on nous soumet est inconstitutionnelle. En effet, cette loi donne au gouvernement le contrôle absolu de l'importation.

Or, d'après la loi fédérale, l'importation des liqueurs est permise dans les provinces où il n'y a pas de loi de prohibition. Les importateurs vont donc, dans mon opinion, se prévaloir de la loi qui n'est pas une loi de prohibition, pour importer de la boisson qu'ils expédieront dans les autres provinces. Alors, la loi serait inconstitutionnelle en ce qui concerne le monopole de l'importation.

Il (M. Smart) demande si une personne pourrait acheter de la boisson en Europe, par exemple, et faire passer cette boisson par la province de Québec pour l'expédier dans une autre province.

Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) ne nous a pas dit, non plus, comment il allait s'y prendre avec la loi Scott. Nous devons connaître ceci avant de voter cette loi.

Parmi les points qui me frappent dans la loi que je n'ai pas eu le temps de bien étudier, il y en a un que je ne comprends pas, qui me paraît très dangereux, c'est celui de la liste noire dans les débits, la liste des gens à qui on ne vendra pas de boissons

alcooliques. Ça sera un précédent dangereux que de permettre à tant de personnes de placer leurs amis sur la liste.

Dans l'ensemble, je crois qu'un bill donnant au gouvernement le contrôle du commerce des liqueurs est nécessaire en raison de la loi actuelle et en raison de l'échec des lois antérieures. Il sera impossible de discuter en détail de ce bill avant qu'il soit devant le comité, mais je ne fais que souligner quelques-unes de mes principales objections au bill et j'aurai plus à dire plus tard, alors que les différentes clauses seront discutées au comité de la Chambre.

Encore une fois, je suis contre tout contrôle de commerce par le gouvernement et je crois que cette loi ne donnera pas les résultats que l'on en attend. Tous les membres de la Chambre ne sont pas en faveur de la nouvelle loi telle que présentée et le gouvernement devra l'amender avant de la faire adopter.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami trouve qu'il y a eu des abus. C'est justement parce que sous le régime précédent il y a eu tant d'abus, tout le monde l'admet, que nous soumettons cette loi à la Chambre qui est destinée à les faire cesser. On a tout essayé à venir jusqu'à présent. Le régime des licences n'a pas réussi; la prohibition a été essayée aux États-Unis et dans presque tout le Canada et n'a pas réussi; nous avons eu une loi de tempérance qui n'a pas réussi. Nous avons passé une loi de prohibition mitigée, il faut l'avouer, nous avons échoué. Des efforts sincères ont été faits pour empêcher les abus et il y en a eu quand même. Nous avons étudié chaque système possible. Nous nous sommes rendus à l'évidence qu'aucun des systèmes existant dans ce pays ou aux États-Unis n'était acceptable. Et maintenant, nous en venons à la conclusion que c'est seulement par le contrôle direct, entier et immédiat de la vente des liqueurs alcooliques dans la province de Québec que le gouvernement pourra résoudre ce problème et obtenir des résultats efficaces.

Il ne fait aucun doute qu'il y a de très graves problèmes, mais le gouvernement croit que la loi, telle que présentée à la Législature, est la meilleure solution à ces difficultés. Si l'opposition peut suggérer de meilleurs moyens, qu'elle le fasse et le gouvernement sera prêt à les entendre. L'honorable député de Westmount (M. Smart) nous dit que des amis du gouvernement ont gâté le commerce des liqueurs. Mais, M. l'Orateur, tous les importateurs actuels sont de vieux marchands de vins et les maisons qui ont obtenu des licences étaient des anciennes maisons de commerce.

M. Smart (Westmount): Quelles sont ces maisons?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Elles étaient anciennes... et le gouvernement a cherché un moyen honnête de régler la question.

M. Smart (Westmount): Et les vendeurs?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Plusieurs vendeurs étaient aussi dans le commerce avant que la loi de la prohibition mitigée ne fût mise en vigueur. Parmi les vendeurs autorisés, il y a aussi un grand nombre d'anciens commerçants de vin.

M. Smart (Westmount): Aucun.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois qu'il y en avait certains.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Environ la moitié de ceux-ci.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, nous avons conscience que la solution que nous proposons peut ne pas réussir. Elle ne réussira pas si nous n'avons pas la coopération des membres de cette Chambre et du public; elle ne réussira pas si nous n'avons pas des commissaires parfaitement à la hauteur de la situation, mais nous croyons pouvoir facilement trouver dans cette province cinq hommes compétents, des commerçants intègres et honnêtes qui verraient à ce qu'il n'y ait pas d'abus et qui administreront la loi avec succès. Elle subsistera durant de longues années. Si le public de la province veut nous aider, nous réussirons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une loi de si...

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le chef de l'opposition a-t-il un meilleur système à proposer, lui qui critique si facilement!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait de la tête un signe affirmatif mais ne répond pas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous le prendrons en considération. Il est facile de critiquer, mais nous avons besoin de quelque chose de concret, des suggestions pratiques qui peuvent être appliquées. Nous croyons que la province de Québec est en faveur de la tempérance, mais non de

la prohibition, et c'est pour répondre aux vœux de la majorité de la population de cette province que le gouvernement a préparé la loi actuelle. Cette loi favorisera la tempérance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La tempérance en bouteille.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, en bouteille, mais sans aucun excès.

M. l'Orateur: Toute personne qui veut prendre la parole doit obtenir la permission de celui qui détient le droit de parole.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les marchands licenciés actuellement n'ont pas raison de se plaindre. Ils devaient s'attendre à cette éventualité chaque année alors qu'expirait leur licence. L'honorable député de Westmount (M. Smart) a dit qu'il ne croyait pas à la liste noire. Mais cette liste noire existait sous l'ancienne loi, elle a existé pendant des années.

Il existait dans l'ancienne loi une liste de personnes qui ne pouvaient acheter de boissons enivrantes. Je crois qu'il est juste que l'on puisse refuser de la boisson à ceux qui ne doivent pas en avoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cette disposition de l'ancienne loi réussissait?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement. Et c'est pour cela que l'on va continuer.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Qui fera cette liste noire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La commission, après avoir fait une minutieuse enquête. Elle est établie par la loi elle-même qui énumère les personnes qui devront y figurer.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Quelqu'un doit décider si le nom de telle ou telle personne doit apparaître sur la liste. Qui?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La commission.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Et si les commissaires se trompent dans leurs décisions?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): S'il faut que l'on descende du banc tous les juges qui peuvent se tromper, on n'en finira plus. Il faudra en descendre plusieurs.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il n'y a donc pas, encore là, de remède?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) parle de la loi Doherty, avec ses dispositions concernant le commerce interprovincial des liqueurs. Lorsque la loi Doherty sera en vigueur, elle empêchera l'exportation dans cette province.

M. Smart (Westmount) soutient le contraire. L'honorable ministre me permettrait-il une question?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Certainement.

M. Smart (Westmount): Si la loi Doherty autorise que des liqueurs soient exportées de Québec en Ontario, comment peut-elle empêcher que des liqueurs entrent en Québec à partir d'Ontario? Qu'est-ce qui empêchera un grossiste d'importer des liqueurs de l'étranger, de les envoyer en Ontario et ensuite de les ramener en Québec? Ces liqueurs peuvent être en transit. Est-ce que la loi provinciale viendra en conflit avec la loi fédérale, qui permet l'importation de liqueurs d'Europe dans une autre province que la province de Québec?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, il n'y aura pas de conflit. Le gouvernement fédéral adoptera certainement la législation nécessaire pour que la commission soit la seule à importer des spiritueux. Cette liqueur importée ne passera ici qu'en transit.

Toute personne pourra expédier à travers la province vers une autre province des boissons qu'elle aura achetées en dehors de la province... Les maisons d'importation actuelles ne pourront pas l'expédier en Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elles ne pourraient pas la vendre ici et je ne dis pas qu'elles peuvent le faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) *Sic transit.* (Applaudissements)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *Sic transit gloria mundi*¹⁰. (Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que le gouvernement fait un effort sincère pour remédier à un état de choses que tout le monde déplore. Je le répète, nous comptons sur la coopération générale pour arriver à solutionner le problème compliqué que nous avons devant nous, un problème difficile à résoudre mais que nous envisageons avec énergie. Le gouvernement propose un remède, celui qu'il croit le meilleur. Le projet de loi est devant la Chambre pour y être étudié. Nous espérons que des suggestions seront faites. Le gouvernement est prêt à entendre toute suggestion qu'on voudra lui faire. Nous adopterons une loi qui servira les intérêts de la province, les intérêts de la population et les intérêts de la tempérance.

(Applaudissements)

M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne) veut corriger une attaque lancée à ses confrères médecins¹¹. Les médecins de cette province ne sont pas aussi noirs que le trésorier (l'honorable M. Mitchell) l'a laissé entendre. Sur 2,200 médecins dans la province de Québec, cinq pour cent seulement ont signé les formules régulières du gouvernement, formules servant de certificats pour l'obtention des liqueurs alcooliques et dans seulement un pour cent des cas, on a dépassé la limite convenable et ont signé d'autres certificats. On ne peut donc pas dire que les médecins sont responsables de la mauvaise administration de la loi de tempérance.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)¹²: Mon honorable ami de Westmount (M. Smart) le chef de l'opposition militaire de cette Chambre (rires) a dit que j'étais contre l'intervention du gouvernement dans le commerce de l'alcool. C'est vrai que j'étais de cet avis, mais j'ai changé d'avis et je crois aujourd'hui que le gouvernement a raison de faire ce qu'il fait, n'en déplaise à mon ami, le chef du parti militaire de cette Chambre.

Un de mes défauts est de trop parler, et j'ai pu exprimer mes opinions lorsqu'on m'a questionné à propos de ce bill. Il poursuit en admettant qu'il a fait une remarque contre le fait que le gouvernement se lance dans le commerce des liqueurs alcooliques. Il s'est aperçu, par contre, qu'à Montréal peu de gens partageaient son opinion. Il craignait une vague de protestations si le gouvernement se mêlait du commerce des liqueurs. Lorsque le gouvernement fédéral a pris en charge le Grand Tronc, il y eut des protestations à Montréal, toute la ville s'exprimant d'une seule voix contre le projet.

Il dit qu'après avoir consulté ses électeurs, il a constaté que ces derniers pensaient autrement. Il n'a aucune objection à laisser de côté son opinion personnelle pour adopter celle de ses électeurs.

C'est *The Gazette* qui appuya le plus vivement cette opinion. J'admets que lorsque j'ai lu l'article paru dans *The Gazette*, peu après l'annonce de cette mesure, qui approuvait de tout cœur la décision du gouvernement de Québec de prendre en charge le commerce des liqueurs, j'ai été surpris. Les autres journaux restèrent silencieux, mais aujourd'hui, tous sont en faveur de la loi sur les liqueurs du premier ministre Taschereau.

Il dit qu'il a tenté de recueillir l'opinion du Board of Trade et de la Chambre de Commerce afin de l'aider. Le Board of Trade fut lent à aller au front et négligea son devoir. Il ne s'est donc pas prononcé. 40 de ses membres étaient impliqués dans le commerce des liqueurs et voient leur entreprise tomber sous le coup de ce bill.

Je ne puis trouver aucun argument contre le fait que le gouvernement se lance dans le commerce des liqueurs alcooliques. Je crois que la raison en est simple et je ne l'ai pas vue au départ. Le gouvernement, en se lançant dans ce commerce, prend en charge un monopole. Il ne va pas faire compétition à des individus ou des compagnies. Deuxièmement, il existe un enjeu moral important et le gouvernement de cette province est le plus à même de le gérer. En préparant ce bill, le gouvernement a fait de grands efforts et il réalise la somme considérable de travail que cela comporte.

Il recommande au gouvernement de s'assurer que les manufacturiers utilisant l'alcool à des fins industrielles soient protégés. Certains s'inquiètent à ce sujet. Il se propose de ne pas supporter certains articles du bill et fera connaître son opinion à ce sujet en temps et lieu.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il est certain que la population appuiera le gouvernement pour n'importe quelle loi qui amènera la tempérance, qui en finira avec les bootleggers, qui fera en sorte que les gens ne s'empoisonnent pas avec le mauvais alcool qui inonde le marché et qui éliminera les alambics. Cependant, le trésorier (l'honorable M. Mitchell) n'a fait aucune mention de ces entreprises qui furent créées il y a 30, 50 ans et plus, qui furent toujours reconnues par le gouvernement, qui ont payé de lourdes taxes et qui détiennent toujours un stock important. Que se passera-t-il avec ces entreprises? Est-ce qu'on prendra possession de leurs stocks, et à quel prix? Au prix coûtant ou au prix

livré? Prévoit-on les rembourser de quelque façon? Que fera-t-on des liqueurs dans cette province, qui sont de mauvaise qualité?

Il veut savoir comment le gouvernement entend s'y prendre pour trouver le capital afin de se lancer dans ce commerce, car cela coûtera des millions. Nous ne connaissons pas non plus quelles marques la commission importera. Est-ce que les gens pourront encore obtenir leurs marques préférées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous désirez une marque en particulier?

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) refuse de nommer sa préférée. Il est d'accord avec le député de Westmount (M. Smart) qu'il importe d'avoir une bonne commission, avec des hommes de qualité et assez forts pour résister à toutes les influences politiques et pour appliquer la loi. Il craint le patronage que peut exercer la commission et l'influence politique que peuvent avoir à craindre les commissaires.

M. Monet (Napierville): L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) nous a invités à faire les suggestions que nous croyons justes et j'accepte cette invitation. Il se dit certain que l'entière population de la province applaudira cette décision du gouvernement de prendre le contrôle entier du commerce des liqueurs. Un changement complet s'imposait. Je crois que la majorité de cette Chambre approuvera l'intervention du gouvernement qui est juste et que j'approuve, sauf sur un point. Je trouve que le projet va trop loin et que l'on ne devrait pas prendre le contrôle complet de l'importation de vins. Je suis d'opinion que la majorité de cette province verrait d'un meilleur œil cette loi, si le gouvernement ne prenait pas le contrôle de la vente du vin. Il (M. Monet) voudrait que les vins soient sous le même pied que les bières. Il est en faveur de la vente du vin aussi bien que de la bière dans les tavernes.

Il voudrait cela afin d'accoutumer le peuple à boire du vin, au lieu de liqueurs alcooliques. Le peuple de la province, quand on lui a posé la question par un référendum, a répondu qu'il voulait la vente du vin et de la bière. Il a donc droit de prendre son verre de vin aussi bien que son verre de bière. Si le gouvernement amendait la loi en ce sens, il répondrait aux souhaits de tous les membres de cette Chambre et de la vaste majorité de la population de cette province.

L'article 20 du bill dit que la commission pourra établir, dans les villes et cités, des succursales de son entrepôt et magasin à Montréal. Il désire que la commission ait aussi le pouvoir d'établir des magasins dans les campagnes où elle le jugera à propos. Un autre point, c'est que je crois que le gouvernement devrait multiplier le nombre des débits et en avoir un au moins par comté, qu'on en établisse même dans les villages, afin d'éviter que les personnes qui n'ont pas la chance de vivre dans une cité ou une ville et qui veulent s'en procurer n'aient pas besoin d'en faire venir une à la fois des débits des villes par la poste en "par express" ou soient obligés de se rendre à la ville.

M. Lemay (Sherbrooke): J'ai consulté mes électeurs et je suis heureux de dire que la loi que l'on nous propose rencontre les désirs et les espérances de la population du district et du comté que j'ai l'honneur de représenter. J'ai cru que les lois de tempérance pouvaient rendre le peuple tempérant: l'expérience nous a prouvé que c'est une erreur. L'échafaud n'empêche pas les meurtres, la prison n'empêche pas le vol; de même, la loi de tempérance ne conduit pas à la tempérance. Cette loi est bonne et sa présentation est justifiée par les abus dont on a parlé. Je crois que le gouvernement fait aujourd'hui un grand pas dans la voie qui nous conduira à la tempérance.

D'ailleurs, il y a déjà beaucoup de progrès de réalisés. Cette loi ne plaît pas à tout le monde. Mais les marchands de whisky ont fait assez d'argent que personne ne doit les prendre en pitié. Par mon vote et de toute mon énergie, j'aiderai à l'adoption de cette loi et je félicite le gouvernement de l'avoir proposée. Il (M. Lemay) croit que le projet du gouvernement va favoriser la tempérance.

Autrefois, celui qui n'offrait pas un verre à quelqu'un qui lui rendait visite passait pour ne pas être hospitalier, tandis qu'aujourd'hui, offrir un verre à quelqu'un chez soi, c'est presque lui faire une insulte!

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) se prononce contre la loi.

M. Philps (Huntingdon) dit que, représentant un comté prohibitionniste sur la frontière des États-Unis, il est en mesure d'apprécier le bill. Huntingdon étant prohibitionniste, nous n'avons que de la bière à 2 %, et maintenant ceci prendra fin. Je le sais, et c'est une bénédiction. Il fait référence au passage continu des camions remplis de liqueurs se

dirigeant vers les États-Unis. La loi de 1919 était une bonne loi, et maintenant nous aurons encore mieux.

La province de Québec n'est pas mûre pour la prohibition totale. Ce à quoi je tiens, c'est que les nominations des commissaires ne soient pas des nominations politiques. C'est une des clefs du succès de la loi. Mais, indépendamment de la politique, il est du devoir de tous les députés et du public d'appuyer le gouvernement. Le gouvernement, avec cette nouvelle loi des licences, fait une tentative sincère et méritoire. Notre devoir à nous, membres de cette Chambre, aussi bien que celui de la population de la province, est de l'aider dans son travail remarquable! (Applaudissements)

M. Lemay (Sherbrooke) et **M. Philps (Huntingdon)** considèrent que cette loi est bonne, car elle aura un grand avantage, celui d'empêcher l'important commerce illicite de liqueurs alcooliques du Canada vers les États-Unis. Ils promettent leur appui à la mesure et expriment le souhait que la commission sera composée des hommes les plus solides possible, libres de la plus petite influence politique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Charte de Lachine

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pairie Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 69 amendant la loi

8 George V, chapitre 129, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Strathcona Fire Insurance Company

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 76 amendant la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A.-G. Mongeau

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Winchester Club

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de J.-T. Savaria

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de Duhamel-Ouest

M. Simard (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 62 constituant en corporation la municipalité de Duhamel-Ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Simard (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndics du presbytère de Montréal

M. Philps (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 55 autorisant la nomination d'un bureau de syndics du presbytère de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Philps (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Titre de Denaston Breakey

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaine propriété.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Louis Chabot

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique à Sherbrooke

M. Lemay (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 120 amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lemay (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orphelinat apostolique de la Malbaie

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de la Malbaie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la réception des serments par les juges de paix;

- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des magistrats en matières civile, criminelle et pénale;

- bill 24 amendant la loi 9 George V, chapitre 4, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts;

- bill 28 loi amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de l'Agriculture;

- bill 48 amendant statuts refondus, 1909, relativement aux rapports annuels des compagnies de chemin de fer;

- bill 50 loi concernant la Commission de licences de Montréal;

- bill 66 amendant la charte de la Scottish Trust Company.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 10 février 1921, à la page 7, parle des sept députés qui ont prononcé des discours sur la loi des liqueurs : "Des sept députés qui se sont levés, cinq étaient des anglais, et, comme le trésorier

parle toujours la langue de Shakespeare, si l'on avait entendu la voix sympathique du ministre de la Colonisation, et de deux jeunes députés français, on se serait cru au Parlement d'Ontario." Selon *La Presse* du 10 février 1921, à la page 1, "un antialcoolique influent, l'honorable juge Lafontaine, assistait au débat."

2. 700,000, selon d'autres journaux comme *Le Devoir* du 10 février 1921, à la page 1 et *The Montreal Daily Star*, à la page 15.

3. M. Ernest Charles Drury (1878-1968), cet agriculteur, historien et écrivain, fut le huitième premier ministre de l'Ontario, de 1919 à 1923. Il fut l'un des fondateurs du mouvement des Fermiers unis qui devint une organisation politique qui le mena à la victoire.

4. Dans *The Gazette* du 10 février 1921, à la page 12, il y a une version contradictoire : "68,816 people voted yes and 55,056 no."

5. Chiffre de *The Gazette*, 10 février 1921, à la page 12: 654,000.

6. Chiffre de *The Gazette* du 10 février 1921, à la page 12: 68,812.

7. M. George Langley (1852-1933) fut élu député libéral à l'Assemblée législative de la Saskatchewan (1905, 1908, 1912, 1917), puis ministre des Affaires municipales (1912-1921) et ministre de l'Agriculture (1918-1919).

8. Sir James Alexander Lougheed (1854-1925), avocat de Calgary et conservateur, fut à l'âge de 35 ans le plus jeune homme à entrer au Sénat Canadien.

9. Il s'agit de M. James Henry Thomas (1874-1949). Il participa à la création de l'Union Nationale des cheminots (1913), puis devint le secrétaire général (1917). Ensuite, il fut secrétaire aux colonies (1924) sous le régime du Parti travailliste de James Ramsay MacDonald, garde du Grand Sceau et ministre de l'Emploi (1929), et secrétaire du dominion (1930). Il conserva cette position lors du retour de MacDonald comme premier ministre (1931-1935). Il fut de nouveau secrétaire aux colonies (1935-1935) et dut se retirer par manque de budget.

10. "Ainsi passe la gloire du monde."

11. Le député Conroy était médecin.

12. *L'Événement* du 10 février 1921, à la page 12, rapporte ceci: "M. Henry Miles, député de Saint-Laurent, fut l'orateur suivant." "C'est un débat anglais" fit observer quelqu'un. Selon *Le Devoir* du 10 février 1921, à la page 1, M. Mitchell, M. Smart, M. Miles, M. Gault, M. Philps ont pris la parole en anglais et M. Perrault, M. Lemay et M. Monet se sont exprimés en français.

Séance du jeudi 10 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 103 amendant la charte de la ville de Kipawa;

- bill 80 autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque, à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse;

- bill 89 la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont;

- bill 93 concernant les syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine);

- bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de John Joseph Robson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Michael Joseph Stack, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield, décrétant une commutation de taxes en faveur de la compagnie Montreal Cotton Limited;

- bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule des bills suivants n'a pas été prouvé à sa satisfaction, les preuves apportées ayant été contradictoires:

- bill 138 accordant certains pouvoirs à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de Nicolet;

- bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry;

- bill 98 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

**Charte de
Grand'Mère**

M. Bordeleau (Champlain) demande la permission de présenter le bill 139 amendant la charte de la cité de Grand'Mère et permettant la consolidation des fonds d'amortissement de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société d'horticulture
et de pomologie**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 202 amendant l'article 1682 des statuts refondus de Québec, 1888.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 212 relatif à l'assistance publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Augmentation
des loyers**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 178 limitant l'augmentation des loyers.

L'objectif de ce bill est de limiter l'augmentation des loyers qui a lieu non seulement à Montréal, mais dans d'autres cités et villes dans l'ensemble de la province. Depuis que l'objectif de ce bill est connu et depuis que les journaux en ont parlé, il (M. Bercovitch) a reçu, dit-il, des lettres d'un grand nombre de locataires, surtout de Montréal, l'informant que leurs propriétaires avaient haussé le prix de leurs loyers de 50, 100, 200 %, et il croit qu'en raison du manque actuel de logis, on doit faire quelque chose, afin de contrer la voracité de ces propriétaires parasites qui semblent n'avoir aucun respect pour les classes plus pauvres de locataires à Montréal et qui veulent obtenir tout ce qui peut être obtenu, parce qu'il est impossible pour les locataires de trouver d'autres logements, et qui tirent avantage des conditions probablement causées par la guerre et essaient d'obtenir des loyers exorbitants.

Je crois qu'il est grand temps que le Parlement adopte des mesures pour contrer l'ambition de ces propriétaires et, en ce sens, j'introduis un bill limitant l'augmentation à 20 % par rapport au loyer de l'année antérieure. Lorsque le bill sera discuté, cependant, il ajoutera une disposition spéciale pour les propriétaires qui ont signé des baux à long terme qui viennent à échéance seulement en mai prochain, de façon à ce qu'ils ne soient pas traités injustement par rapport aux propriétaires qui n'ont que des baux d'un an. Pour encourager la construction de nouveaux logements, il demande à la Chambre d'adopter les clauses prévoyant que les nouvelles constructions recevront 15 % du coût total de la construction et du terrain. Il promet de donner plus de détails à la Chambre lorsque le bill sera en deuxième lecture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demande et dépôt de documents:

Entretien des routes

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Quel montant a été payé aux municipalités de cette province depuis le mois de mai 1920 jusqu'au mois d'octobre de la même année pour: *a)* Gravelage; *b)* Macadam; *c)* Entretien;

2. Quels sont les noms de ces municipalités et combien elles ont reçu chacune;

3. Quel montant total a été payé pour les mêmes fins l'an dernier, du mois de mai au mois d'octobre;

4. Quels sont les noms de ces municipalités et combien elles ont reçu chacune.

Adopté.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre, en date du 10 février 1921, pour la production du document suivant: Un état indiquant:

1. Quel montant a été payé aux municipalités de cette province depuis le mois de mai 1920 jusqu'au mois d'octobre de la même année pour: *a)* Gravelage; *b)* Macadam; *c)* Entretien;

2. Quels sont les noms de ces municipalités et combien elles ont reçu chacune;

3. Quel montant total a été payé pour les mêmes fins l'an dernier, du mois de mai au mois d'octobre;

4. Quels sont les noms de ces municipalités et combien elles ont reçu chacune. (Document de la session no 33)

Questions et réponses:

Pommes de terre

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Des sacs de patates ont-ils été volés en 1920 à la prison de Bordeaux?

2. Dans l'affirmative, combien de sacs et à quel prix étaient estimées ces patates?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

P. Gagné et A. Cardinal

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Pierre Gagné et Arthur Cardinal ont-ils été à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, dans quels départements et où?

3. Des plaintes ont-elles été portées contre eux?

4. Dans l'affirmative, ont-ils été destitués?

5. Sont-ils encore à l'emploi du gouvernement?

6. Dans l'affirmative, où?

7. Dans la négative, pourquoi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Police provinciale.

3 et 4. Oui.

5. Cardinal n'est pas à l'emploi du gouvernement.

6. Gagné, à la prison, comme gardien.

7. Cardinal n'est plus à l'emploi du gouvernement, parce qu'il a été destitué.

Droits de péage**M. Desaulniers (Chambly):** 1. Quelle est la somme totale payée par le gouvernement pour l'abolition des droits de péage sur les ponts et les chemins à barrières?

2. Quels sont les ponts sur lesquels les droits de péage ont été abolis et où étaient-ils situés?

3. Quels sont les chemins à barrières sur lesquels les droits de péage ont été abolis et où étaient-ils situés?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer la même politique concernant ces ponts et ces chemins?

5. Dans l'affirmative, quelle somme a-t-il l'intention de faire voter dans ce but?

6. Quels sont les ponts sur lesquels les droits de péage n'ont pas encore été abolis?

7. Quels sont les chemins à barrières sur lesquels les droits de péage n'ont pas encore été abolis?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. \$763,916.47.

2. Voir rapport du ministre des Travaux publics et du Travail, 1920, pages 178, 179, 180 et 181.

3. Même réponse qu'à la question 2.

4. Oui.

5. Voir bill 23, \$750,000.

6. Voir rapport général de 1910 de la Commission des chemins à barrières et des ponts de péage en retranchant ceux mentionnés à la réponse de la question 2.

7. Même réponse qu'à la question 6.

Assistance publique**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 212 relatif à l'assistance publique.

Adopté.

Liqueurs alcooliques

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion ajournée le 9 février, dont elle a été saisie le mercredi 9 février courant: Que le bill 47 concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Lorsqu'il s'agit d'une question à la fois sociale et politique aussi importante et aussi difficile que celle qui est actuellement soumise à notre considération, il convient aux législateurs de faire un effort plus qu'ordinaire pour examiner la situation, les maux auxquels nous sommes appelés à remédier, la source de ces maux et les remèdes que l'État propose à la société. Il est nécessaire de prendre toutes les précautions possibles pour être certain que la loi ne contient aucun défaut.

Pour ma part, je veux faire consciencieusement ce travail, et comprenant les difficultés, les ennuis et les dangers que rencontre en ce moment l'honorable premier ministre, je ne chercherai pas à lui en causer d'autres. Je crois qu'il en a assez. M. l'Orateur, j'avoue que j'ai pour lui et son intention plus de respect et de sympathie que pour ceux qui tournent autour de lui, les esprits malins, pour l'exploiter et l'exposer à toutes les contradictions, au reniement de ses déclarations et de ses actes passés, pour qu'il ne soit pas nécessaire pour moi de lui en créer. Ils tentent de lui rendre les choses aussi difficiles que possible.

En 1774, le gouvernement impérial imposa une taxe sur ceux qui vendaient des liqueurs enivrantes dans la province de Québec telle qu'alors constituée. En 1845, une loi du Canada-Uni décréta que ce revenu appartiendrait à l'avenir aux municipalités. En 1847, les municipalités obtinrent le pouvoir d'augmenter le coût des licences. C'est en 1850 que la première loi des licences fut édictée. Elle avait pour titre: Acte pour rendre plus effective la suppression de l'intempérance. Puis, une autre loi fut édictée en 1851. Elle réglementait assez sévèrement les hôtels. D'autres lois furent édictées en 1878, refondues en 1888 et en 1900.

Voilà d'autres lois: la loi des licences incluse dans les statuts refondus de 1909; loi amendant la loi des licences et la loi de tempérance de Québec; loi relative aux licences de certains brasseurs, distillateurs et magasins de liqueurs de gros; loi amendant la loi des licences de Québec; en 1918, loi supprimant les licences pour ventes de liqueurs enivrantes, excepté vins pour fins sacramentelles et de liqueurs industrielles pour fins médicales et industrielles. Enfin, la loi de prohibition de Québec en 1919.

Voilà pour l'historique des lois. Le but de ces lois était d'aider au mouvement de tempérance. La tempérance est prêchée par toutes les plus hautes autorités en cette province. Maintenant, passons à la campagne d'éducation qui s'est faite depuis quelques années. On a dit et affirmé bien des choses sur cette question de liqueurs alcooliques. On a tous constaté et regretté les ravages que faisait l'abus de l'alcool dans la société, dans notre province. Et l'on a cherché des moyens de remédier à l'état de choses que nous regrettons. En 1912, une commission des licences fut créée et, après enquête, fit son rapport en 1913. Aux pages 32 et 33, elle dit ce qui suit: "Les patrons dans les établissements industriels, manufacturiers, commerciaux, etc. autrefois sourds aux appels des esprits philanthropes, insistent aujourd'hui dans leur propre intérêt sur la sobriété de leurs employés."

Les conditions industrielles aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'autrefois; une bouteille de whisky était moins dangereuse entre les mains d'un employé il y a cinquante ans qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le mécanisme compliqué, les machines, les développements de l'électricité et de l'emploi de la vapeur exigent chez ceux qui les utilisent beaucoup de clarté d'esprit et des nerfs sûrs et solides. Les employés ont souvent entre leurs mains la vie de milliers de leurs semblables; faut-il s'étonner que les patrons, que les compagnies exigent qu'ils soient absolument sobres?

Le fait à peu près général que l'on tient grand compte de la tempérance des employés dans l'industrie et le commerce est donc un grand facteur de sobriété. Il est aussi une garantie pour le public quand on songe que la vie de tant de milliers d'êtres humains dépend quelquefois, sur les chemins de fer ou ailleurs, de la sobriété ou de l'intempérance d'un employé. La loi ne pourrait-elle pas faire quelque chose pour rassurer encore davantage le public?

Aux pages 37, 38, 39, nous y lisons: "Plaçons en premier lieu le rhum et le brandy qui contiennent à peu près 50 % d'alcool, le whisky qui en contient à peu près 40 %, et le genièvre ou gin, 30 %." Ces boissons absorbées régulièrement, même en quantités modérées, produisent généralement l'alcoolisme. Sans doute, beaucoup dépend du tempérament des individus; un nerveux se brisera le système, disons le mot "se détruira" beaucoup plus rapidement et facilement qu'un autre; mais il est prouvé hors de doute que les boissons alcooliques que nous venons de mentionner, absorbées régulièrement, détruisent la santé, souvent sans que celui qui en fait usage s'en doute, car c'est le propre de ce poison d'empoisonner lentement et pour ainsi dire, sournoisement.

Qu'est-ce que l'alcoolisme? Nous ne pouvons mieux répondre à cette question qu'en citant des extraits d'auteurs qui nous en indiquent les effets désastreux. Voici ce que disent les médecins français suivants: Brouardel, Lancereux, Nicloux, Magnan et Kleppel: Ce qui caractérise l'alcoolisme, ce sont des troubles fonctionnels et des lésions viscérales résultant de l'imprégnation de l'organisme par l'alcool. Ce qu'il importe de bien savoir, c'est que l'intoxication alcoolique agit, soit directement en créant de toutes pièces certaines lésions viscérales (ce que l'on peut appeler les maladies propres à l'alcoolisme), soit indirectement en diminuant la résistance de l'organisme, le mettant sans moyens pour lutter contre les maladies usuelles qui peuvent survenir.

Qui dit alcoolisme dit maladie générale, car l'action du poison imprègne tout l'organisme. Cependant, il est usuel de voir que tel viscère a plus particulièrement souffert de l'imprégnation alcoolique, et ainsi on verra des individus souffrant, l'un des maladies de l'estomac, l'autre de lésions profondes du foie, l'autre des centres nerveux. Enfin, l'alcool est un excitant qui se fixe sur les centres nerveux d'où il s'élimine lentement, et par conséquent, l'action cérébrale ou bien s'affaiblira ou bien des troubles mentaux s'installeront d'une façon transitoire ou permanente. L'intoxication alcoolique a donc un effet néfaste sur le cerveau.

Si l'alcool atteint profondément l'organisme au point d'agréger la vie directement ou indirectement et que l'alcoolique est la première victime de son vice, il ne faut pas oublier que l'alcoolisme frappe sa descendance. Il produit la dégénérescence mentale chez les descendants et très fréquemment l'impulsion à boire (dipsomanie), l'épilepsie, des délires particuliers et enfin souvent la folie. Si vous me dites que je ne devrais pas boire, je serai peut-être d'accord avec vous; mais si vous me dites: Vous ne boirez pas, je réponds: "Je boirai, parce que j'ai le droit naturel de boire ce qui me plaît."

À la page 44: "Ce sont les buvettes qui causent le plus de mal à la population, et c'est sur ces établissements surtout que l'attention du législateur doit se porter." En 1910, le juge en chef Lemieux² de Québec, un ancien membre de cette Législature, publiait une brochure intitulée *Sobre et Riche*. Cette brochure reçut la haute approbation de Mgr P.-E. Roy³. À la page 21 de son petit livre, M. Lemieux parle des causes de l'ivrognerie: le bar ou la buvette d'un côté, la bouteille, la cruche et le flacon à domicile, d'un autre côté.

Aux pages 29 et 30, M. Lemieux ajoute: "Une autre occasion funeste d'intempérance, c'est la bouteille, la cruche ou le flacon, ou en d'autres termes, ce sont les liqueurs alcooliques et enivrantes gardées à domicile. La boisson chez soi est une tentation à laquelle peu de gens ont le courage de résister. Elle est la cause de mauvais exemples du père aux enfants, du maître aux serveurs et quelquefois du mari à la femme. Elle fait contracter des habitudes, imperceptibles d'abord, mais qui avec le temps deviennent insurmontables et invincibles. La boisson dans une maison est un ennemi; c'est un poison dangereux." C'est l'occasion qui fait l'ivrogne.

C'est la campagne que l'on fait dans notre province depuis dix ans. Cette campagne a fait du bien, beaucoup de bien. Elle a changé la mentalité de nos concitoyens. Elle les a ramenés à des habitudes et des conditions plus convenables et plus saines. C'est clair et admis avec reconnaissance par tous les amis du bien et de l'ordre. La tempérance est prêchée par toutes les plus hautes autorités en cette province.

Vinrent ensuite les prohibitionnistes qui affectèrent un peu la campagne de tempérance. On voulut tout abolir, et on affirma des théories plus que risquées. On se servit des plus grandes sévérités contre les citoyens qui refusèrent d'approuver la prohibition. En 1918, j'ai proposé un référendum à ce sujet, mais ma proposition a été rejetée. On fit une loi, en 1918, pour défendre de vendre autre chose que des liqueurs de tempérance. Les protestations se firent entendre contre cette loi d'aqueduc et, en 1919, je réclamai la vente de la bière à petit pourcentage d'alcool, et de vins ayant un degré suffisant pour se conserver. On accorda alors le référendum qu'on m'avait refusé en 1918.

Le premier ministre d'alors, un certain M. Sir Lomer Gouin, aujourd'hui en Espagne, pays vinicole, où il ne construit peut-être que des châteaux, présentait une nouvelle loi qui substituait à la suppression radicale une prétendue loi de prohibition mitigée. M. Gouin voulut cependant consulter le peuple pour savoir s'il voulait faire aux vins et aux bières légères un régime de faveur. On a affirmé que la meilleure façon d'introduire la tempérance et la prohibition dans cette province est d'éduquer et d'encourager les gens à boire du vin et de la bière, en vue de prévenir la consommation de boissons plus fortes. L'opinion publique s'était déjà exprimée dans des enquêtes, mais il (l'honorable M. Gouin) voulait la sonder, absolument prendre son pouls à nu. Et le référendum, dans lequel s'exprimait cette sacro-sainte volonté populaire, portait que le vin et la bière devaient être exemptés de la prohibition.

"Nous en appellerons au peuple, au moyen de référendum, disait-il, et nous respecterons la volonté populaire. Et en cela aussi nous resterons fidèles au libéralisme." Le peuple s'est prononcé en faveur du vin et de la bière et que fait-on aujourd'hui de sa volonté? On présente une loi parce que, dit-on, la loi actuelle a mal fonctionné, et pour que le gouvernement ait le droit de vendre toutes sortes de liqueurs enivrantes à la bouteille, à tout le monde, pourvu qu'on n'en achète qu'une à la fois, et qui confond dans une même catégorie les vins et les liqueurs.

Que fait-on de la campagne d'éducation qu'on a faite depuis dix ans, des arguments et des moyens employés par les apôtres de la tempérance? On en détruit toute la valeur. On a fait une nouvelle loi parce que celle établie depuis deux ans ne fonctionnait pas. Mais pourquoi n'a-t-elle pas bien fonctionné? Pourquoi change-t-on la loi? A-t-on le droit de changer une loi approuvée par l'immense majorité de la population, quand on n'a employé aucun des moyens que suggère la loi pour la faire observer?

Le gouvernement peut-il affirmer que la loi actuelle est inapplicable, alors que toutes sortes d'abus étaient commis et que les mesures nécessaires pour arrêter ces pratiques n'étaient pas prises? Le gouvernement n'a pas le droit de changer la loi avant d'avoir démontré qu'il lui a été impossible de la faire appliquer. Il ne l'a pas fait appliquer. Par parti pris, on a laissé faire les vendeurs tromper la loi. On a laissé des inspecteurs, des politiciens, des députés, des favoris s'unir aux vendeurs pour enfreindre les lois, et des politiciens étaient associés avec les vendeurs pour vendre des liqueurs alcooliques. On empoisonnait et volait le public. A-t-on le droit après cela de venir prétendre que la loi actuelle n'est pas pratique?

Ceux qui ont empoisonné le public et fait des millions dorment aujourd'hui sur les revenus énormes qu'ils ont soutirés. Aussi longtemps que le gouvernement n'agira pas contre ceux qui font des millions avec la vente des liqueurs alcooliques et qui aujourd'hui s'appuient sur leurs sacs d'or, les chances sont minces que la loi soit appliquée et observée. Pourquoi donc le gouvernement a présenté cette nouvelle loi?

Le gouvernement dit que la commission va être composée d'hommes intègres et assez compétents pour faire appliquer la loi. Quelle garantie nous donne-t-il? Son passé? Pourquoi déclarer la faillite de la loi actuelle, quand c'est la faillite du gouvernement, son aveuglement conscient et volontaire qu'il faudrait admettre?

Le gouvernement, malgré les protestations de l'opposition, a fait une loi qui a donné lieu aux plus grands abus et, aujourd'hui, on nous dit: "La loi ne va plus, changeons-la, faisons-en une autre." Quand par intérêt et par esprit de parti, on a laissé violer la loi sans chercher les coupables, le gouvernement a-t-il le droit de dire: "Nous allons changer cette loi." Au lieu de faire une enquête, au lieu de punir les coupables, le gouvernement nous dit: "Cette loi ne fonctionne pas, nous allons en faire une autre."

Quand il a créé la Commission administrative de Montréal, le gouvernement a promis de nommer des hommes d'affaires compétents. Qu'a-t-il nommé? Des favoris qui n'avaient jamais été dans les affaires. Des maisons de gros ont envahi les campagnes où l'on ne voulait ou ne désirait pas de boisson. Quand on voit à Québec et à Montréal des maisons de gros dirigées par des politiciens de cette Chambre, et que l'on voit infester la Gaspésie de boissons alcooliques, et lorsque l'on a protesté, la maison a été protégée parce qu'elle comptait des amis politiques; quand on voit les législateurs eux-mêmes qui ont fait la loi s'intéresser dans la vente illicite des liqueurs et protéger les violateurs de la loi, quand on voit cela, on conclut qu'on n'a pas droit de changer la loi. Tant que le gouvernement n'aura pas fait quelque chose pour appliquer la loi, il n'y a pas lieu de la changer. Le gouvernement a vu tout cela et, aujourd'hui, il nous dit: "L'ancienne loi ne fonctionne pas, changeons là."

Et quelle autre loi veut-on nous donner? C'est une loi qui donne le contrôle au gouvernement de la vente des liqueurs. C'est une loi qui est le renversement complet de toutes les lois de tempérance qui ont été faites jusqu'à présent. Le gouvernement veut remplacer les vieilles lois par une nouvelle, et quelle en est la raison? Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) disait hier, avec candeur, que la loi sera bonne, très bonne. La loi actuelle a donné lieu à toutes sortes d'abus, mais la nouvelle loi sera meilleure. Le ministre a aussi dit que si le gouvernement nommait cinq bons commissaires, si tout le monde y mettait la main et voulait aider, et si personne ne commettait d'infraction, la loi serait un succès. Si les gens agissaient toujours selon la loi, nous n'aurions pas besoin de cette nouvelle loi et celle de 1854, la première, serait toujours en vigueur. Mais ça n'arrive pas comme cela.

Quand des membres de cette Chambre, responsables de la loi, violent la loi et donnent le mauvais exemple, comment voulez-vous, dans ces conditions, que le commun des mortels respecte cette

loi? La nouvelle loi ne fait que permettre le monopole complet du commerce des liqueurs alcooliques par le gouvernement dans la province de Québec. Aujourd'hui, après une campagne de dix ans en faveur de la tempérance, maintenant que l'éducation de la population ait atteint un certain point et que cette dernière soit devenue plus tempérante, voilà que le gouvernement nous dit: "Tu ne boiras plus de whisky au verre, mais tu pourras en boire autant que tu voudras en bouteille."⁴ Et pourtant, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) a dit qu'il s'agissait d'une mesure pour la tempérance.

M. l'Orateur, on nous a dit, hier, que c'était une loi à base de tempérance. Mais le monde est renversé alors! Je me demande sur qu'elle base de tempérance cette loi est basée. La loi dit qu'on ne peut acheter une bouteille à la fois. Une bouteille à la fois ne veut pas dire une bouteille par jour, par semaine ou par mois. L'homme qui veut quelques bouteilles n'a qu'à aller chez le vendeur, acheter une bouteille, la donner à un ami et retourner aussi souvent qu'il veut pour en acheter une autre, avec le résultat que, rendu au soir, il aura une douzaine de bouteilles ou plus. Celui qui voudra plusieurs bouteilles n'aura qu'à faire le tour des magasins pour s'en procurer. Si un homme entre 50 fois de suite dans un débit, il aura cinquante bouteilles. Et c'est cela la loi de tempérance, la loi qu'on nous dit que les ligues de tempérance qui ont lutté pour une réforme sociale approuveront aujourd'hui? Ce n'est pas ce que demandait la Commission royale.

Mais le ministre de la Colonisation nous a dit hier que les commissaires qui seraient nommés seraient parfaits, seraient le plus parfaits possible. Il (M. Sauvé) ne croit pas qu'ils seront parfaits, car il n'y a pas d'homme parfait en ce monde, mais le gouvernement l'a promis et ça doit être vrai. Quand bien même ils seraient aussi parfaits que possible, quelle garantie a la Chambre que le gouvernement nommera de tels hommes? Quelle valeur a la parole du gouvernement? Peut-on croire à la parole du gouvernement après ce que nous voyons depuis deux ans? Le gouvernement avait donné sa parole que la loi de prohibition serait appliquée, mais il a manqué à sa promesse. Lorsqu'il fut question de donner une commission à la ville de Montréal, elle devait elle aussi être parfaite. On avait promis de donner des hommes de la plus haute compétence, des gens d'une intégrité absolue et d'une grande expérience municipale pour administrer Montréal. Que s'est-il passé? Qu'est-ce que le gouvernement a fait pour tenir sa promesse?

Le gouvernement a casé à Montréal des créatures politiques, des favoris du gouvernement, des gens sans expérience dans les affaires municipales. Que valent depuis deux ans les promesses du gouvernement ? Elles ne valent rien. Nous ne pouvons prendre la parole du gouvernement. Il a failli à ses obligations sur toute la ligne. Qui nous dit que les employés du gouvernement seront meilleurs que les vendeurs autorisés choisis il y a deux ans? C'est le gouvernement! Qui nous dit que ces hommes que nommera le gouvernement seront meilleurs que ceux qui s'intéressent au commerce des alcools et qui veulent devenir ministre, même s'ils ne sont pas encore membres du cabinet? Qui sait si on ne nommera pas des politiciens comme commissaires et comme inspecteurs de cette loi des liqueurs, comme on en a nommés, quand on a choisi les vendeurs autorisés? Et qui sait si, lorsque la loi sera violée par les amis du gouvernement, des politiciens qui sont ministres ou qui voudraient le devenir n'essaieront pas de protéger les violateurs de la loi?

Parlons des commissaires. La commission aura des pouvoirs illimités considérables. Il me semble que le gouvernement veut revenir à la féodalité. Pouvoir absolu! Nous sommes comme au temps des Gaules alors que les druides étaient les tout-puissants et ne pouvaient poursuivre... Ils faisaient ce que le gouvernement veut faire aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Qui ça?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les druides. Que l'honorable premier ministre relise leur histoire et il verra qu'ils ressemblaient au gouvernement. Mais cette loi est-elle constitutionnelle? Le député de Westmount (M. Smart) a posé très bien la question sans que le gouvernement y réponde nettement. On prétend que non, et elle ne serait que sur un amendement à la loi Doherty. Le député de Westmount a dit qu'il est probable que la loi soit inconstitutionnelle.

Il (M. Sauvé) veut savoir si le gouvernement a une entente avec le gouvernement fédéral pour rendre cette loi constitutionnelle ou seulement avec le ministre de la Justice. Est-il vrai qu'il y a eu entente entre le procureur général et le ministre de la Justice qu'à la prochaine session, l'amendement nécessaire sera proposé? Si c'est vrai, le gouvernement a-t-il le droit de demander à la Chambre d'adopter une loi qui n'est pas

constitutionnelle? Il (M. Sauvé) souhaite que le premier ministre fasse l'annonce de toute entente conclue entre les gouvernements provincial et fédéral. J'espère que l'honorable premier ministre éclaircira la Chambre sur ce point.

Mais il y a un autre aspect de la loi auquel on a fait songer le député de Westmount. Si ces réminiscences sont exactes, en 1892, il paraît que la situation n'était pas prospère. On proposa à un gouvernement dont les finances étaient passablement malades de passer une loi semblable à celle que le gouvernement propose aujourd'hui, pour prendre le contrôle des spiritueux. Le clergé s'opposa à cette proposition, prétendant que l'on ne devait pas se servir du mal, même pour faire le bien. Et à la tête du clergé, on remarquait un prince de l'Église, son éminence le cardinal Taschereau⁵. Il s'opposa à ce qu'un gouvernement chrétien entrât dans un pareil commerce. Cette loi, disait-il, était inconvenable pour une province catholique.

Plus tard, dans certaines municipalités de Charlevoix, on voulut aussi prendre le contrôle de la vente des liqueurs pour en retirer des revenus. Mgr Labrecque⁶ de Chicoutimi était intervenu auprès des municipalités de sa juridiction qui tentaient d'entrer dans ce commerce. D'un point de vue catholique, ce n'était pas convenable. Le gouvernement d'aujourd'hui n'a sans doute pas cessé d'être chrétien et catholique, et les mêmes arguments auraient un poids aujourd'hui.

Cette loi est-elle le complément de la campagne d'éducation en faveur de la tempérance entreprise depuis dix ans et prêchée par les plus grands esprits dans la province? Le gouvernement peut-il changer de système, quand il n'a pas pris les moyens de faire observer la loi précédente, quand il n'a pas fait son devoir face aux officiers qui l'ont violée? Le gouvernement peut-il s'emparer du commerce des liqueurs alcooliques, quand il a fait preuve d'une pareille incompétence dans l'application des lois dans le passé? Si le gouvernement avait fait son devoir pour faire observer la loi, il aurait aujourd'hui de meilleurs résultats. Mais c'est peut-être là où il voulait en venir.

Est-ce que le gouvernement peut introduire une nouvelle loi, avant qu'il ne donne quelque garantie qu'il enquêtera sur les actions de personnes qui ont eu quelque chose à voir avec l'ancienne loi? M. l'Orateur, est-ce que, en faisant une nouvelle loi, l'on va absoudre les coupables, ceux qui ont violé l'ancienne loi? Je sais qu'il y a eu une amnistie concernant la loi sur le service militaire et que des hommes ont évité le pénitencier en raison de cette

amnistie générale après la guerre, mais, dans ce cas, nous n'avons pas atteint ce point en ce qui a trait à la loi de prohibition. Le gouvernement croit-il que sa nouvelle loi va sauver ceux qui ont empoisonné le public? Est-ce qu'on présente cette loi aujourd'hui pour ceux qui, sous la protection de politiciens, ont commis ce qu'on doit appeler des crimes?

La nouvelle loi sera-t-elle mieux appliquée? Il y a encore des gros, des boss du Parti libéral qui seront les associés partageurs de certains fournisseurs d'Europe. La commission sera toute-puissante. Les commissaires de la nouvelle loi vont envoyer des hommes en Europe pour acheter des liqueurs pour le gouvernement. Je ne dis pas qu'il y en a de rendus, mais il paraît qu'il y en a qui ont acheté leurs billets pour leur voyage attendu sur ce continent.

Ce sont des amis du gouvernement. L'importation de liqueurs sera une question très importante et il (M. Sauvé) pense que ces agents auront une belle occasion de faire fortune. Ils agiront pratiquement comme partenaires des gros manufacturiers et producteurs d'Europe. Ils iront chez les vendeurs et leur tiendront un langage significatif: "Nous sommes amis des commissaires; c'est nous qui allons les nommer. Si vous voulez vous associer avec nous, vous allez vendre en masse. Nous avons une grande influence auprès de la commission qui importera pour des millions de dollars de liqueurs alcooliques, pensez à l'argent que nous pouvons faire si nous travaillons ensemble. Si vous voulez vendre à la commission des spiritueux de la province de Québec, vous me paierez un petit courtage.

Je suis un gros "boss" politique, le gouvernement, c'est moi qui le fais et le défais; la commission, c'est moi qui l'ai nommée. La province de Québec est riche. Sa population augmente tout le temps. Et l'on prouvera cela en apportant les statistiques de M. Marquis⁷. Le gouvernement vendra des liqueurs alcooliques non seulement ici, mais aussi dans les autres provinces et aux États-Unis. Les Américains viendront ici non pas pour observer les beautés du pays, mais pour obtenir leurs provisions de boisson. On dira encore: "Les Américains vont envahir la province de Québec et nous allons vendre ensemble de grandes quantités de vins et de liqueurs." Ne voyez-vous pas les fortunes que ces agents vont amasser? Il y a des fortunes en ville. Vous pensez que nous, pauvres députés, sommes supposés avaler ceci sans dire un mot. Le pauvre peuple va-t-il continuer à se laisser leurrer? Tout cela, M. l'Orateur, parce qu'on nous passe cette

petite loi à nous, pauvres mortels, qui ne pouvons protester. Cette loi veut seulement dire que la population sera exploitée pendant encore une année ou deux, et qu'ensuite, il y aura un retour à l'ancien système de licences ou à la prohibition totale.

En 1919, je prédisais que l'on créait le trust de l'alcool. On l'a créé ce trust et nous l'aurons encore. Nous en connaissons le roi! Je sais très bien que le premier ministre protestera tantôt de sa sincérité. Il nous dira tantôt: "Mais non, ce n'est pas ça notre loi." J'en ai connu et entendu avant lui des premiers ministres qui me disaient: "Ce n'est pas ça." et qui avaient protesté comme il protestera. On sait ce que fut le résultat, ce que donna la loi qu'on jurait de faire observer. Pourquoi cette loi? Pour arriver à l'ancien système des licences ou à la prohibition totale.

En tout cas, on nous propose une loi pour faire oublier des offenses criminelles qui resteront impunies. Qui sait si on n'a pas fait l'ancienne loi pour nous conduire au trust que nous allons avoir aujourd'hui. Cela ne me surprendrait pas. Le trésorier (l'honorable M. Mitchell) est un homme si habile. Il sait trouver partout ce qu'il veut. Personne ne peut le faire aussi bien, mais il est aussi habile à ne pas savoir quoi faire, lorsque la situation le demande.

Ainsi, hier, il (l'honorable M. Mitchell) a trouvé de nombreux exemples de violation de la prohibition, mais il n'a pas pu trouver dans la loi de quoi punir Lewis; il n'a pas pu y trouver de quoi punir Bourque qui a vendu des certificats de médecins à raison de \$40 le bloc-notes. Des milliers de fausses prescriptions ont été vendues dans cette province. Pourquoi un homme aussi compétent que le trésorier provincial fut incapable de punir ses officiers coupables d'avoir violé la loi, pour n'en mentionner que quelques cas, comme de vendre des blocs-notes de certificats à \$40 chacun.

Il (M. Sauvé) cite de nombreux cas de violation; le trafic éhonté qui s'est fait des certificats à l'adresse illisible, aux noms de rues inexistantes, aux noms de médecins qui jamais ne figurent sur la liste du Collège de la province. Montréal en est inondé. Mais le gouvernement a fermé les yeux. Si le gouvernement avait fait tous les efforts pour que la loi soit respectée, le système actuel aurait donné de meilleurs résultats. Pourquoi n'a-t-on pas institué une petite enquête chez les médecins pour voir si ces certificats étaient des vrais? Ce n'était pas encourageant d'être honnête en donnant à \$20 à \$25 par semaine aux détectives pour leur travail dans des établissements de vendeurs, quand ils voyaient de gros hommes arriver et demander comment ont été les ventes cette journée.

On n'a pas le droit de faire une nouvelle loi sans faire une enquête pour trouver la source du mal, sans chercher à punir les prévaricateurs et les violateurs de la loi actuelle. Tant que le gouvernement n'aura pas fait une enquête, je dis qu'il n'a pas le droit de changer de système. Pas d'amnistie pour les prévaricateurs. Nous ne sommes pas ici au temps de la guerre où des députés profitaient de l'amnistie.

Guizot⁸ a dit: "Il vient un jour où le pouvoir perd un droit à la fidélité, où naît pour les peuples celui de se protéger eux-mêmes, ne trouvant plus dans l'ordre établi ni sûreté, ni secours. Jour redoutable et inconnu que nulle science humaine ne saurait prévoir, que nulle constitution humaine peut régler, qui pourtant se lève quelquefois, marqué par la main divine. Si l'épreuve qui commence alors était absolument interdite, si du point mystérieux où il réside, ce grand droit social ne pesait pas sur la tête des pouvoirs mêmes qui le meut, depuis longtemps le genre humain, tombé sous le joug, aurait perdu toute dignité comme tout bonheur." J'invite les membres de cette Chambre et le gouvernement à considérer ces paroles.

Oui M. l'Orateur, quand un gouvernement a trop abusé de la confiance qui a été mise en lui, si les têtes dirigeantes de l'opinion publique ne veulent pas de lutte de classes et souhaitent arrêter la révolte, le meilleur moyen est de voir à ce que la loi soit respectée, de voir à ce que ceux qui sont responsables de l'administration de la justice et du pouvoir ne remplissent pas leurs devoirs, et cela d'une manière tellement évidente que tout le monde constate, qu'il y a une injustice, je dis que nous sommes prêts de l'anarchie et de la révolte, la lutte de classes commence et que les paroles de Guizot se réalisent. La meilleure façon pour le gouvernement de prévenir la révolution est d'écouter la volonté et les demandes insistantes du peuple. Il (M. Sauvé) dit qu'il aura l'occasion de commenter plus en détail la loi, lorsqu'elle sera étudiée par le Comité général de la Chambre. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se lève. (Applaudissements)⁹

Le chef de l'opposition est aujourd'hui à la tête d'un parti qui fut autrefois un grand parti politique, qui a fait de grandes choses pour la province, mais qui est aujourd'hui en complète déchéance. En entendant le chef de ce grand parti d'autrefois, je me suis demandé si ce parti n'est pas complètement déchu. Le devoir du chef de l'opposition n'est pas seulement de critiquer ce que

fait le gouvernement, mais de nous dire sa politique. Il est ici, et c'est son devoir de nous faire connaître quel programme il veut suivre et quelle est sa politique sur cette question vitale. Quelle politique le chef de l'opposition ou son parti a suggéré au gouvernement sur cette question? Il nous dit que la loi passée, il y a deux ans, n'a pas réussi. Le gouvernement en choisit une autre, nous préparons un autre projet de loi et le chef de l'opposition n'en veut pas. À quelle loi veut-il donc s'arrêter?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit que la nouvelle loi donnerait lieu aux pires abus, mais je pourrais dire...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était le temps de le dire tantôt. Il y a un proverbe anglais qui dit: C'est l'oiseau sale qui salit son nid. Ceci s'applique à quelques-unes des remarques du chef de l'opposition. Nous avons tous le droit de marcher le front haut et le chef de l'opposition a aussi ce droit. Je ne sais à quel sentiment il a obéi quand il a parlé comme il l'a fait, ou quelle direction il voulait donner à la jeunesse de la province en attaquant tout le monde comme il l'a fait, ou comment il voulait abîmer la réputation de la province comme il vient de le faire. Il y a une chose dont le chef de l'opposition doit être sûr, c'était humainement possible d'appliquer la loi. Les insinuations du chef de l'opposition concernant des membres de cette Chambre qui seraient intéressés dans le commerce des boissons sont simplement le fruit de son imagination fertile.

Les hommes qui dirigent les destinées de la province sont honnêtes et veulent le bien de leur province, et vont appliquer la loi au meilleur de leurs connaissances. Une preuve de ceci est que la population a reporté le Parti libéral au pouvoir pendant 25 ans et le fera pour encore longtemps. Il (l'honorable M. Taschereau) dit qu'il ne veut pas traiter plus longtemps des remarques du chef de l'opposition. Je le laisse avec ses druides dont il a parlé dans son discours et ses insinuations que je ne qualifierai pas. Il n'utilisera pas, dit-il, un langage trop fort afin de rester dans les limites du parlementarisme. Ces insinuations nous permettent de croire qu'il (M. Sauvé) restera encore longtemps en Chambre avec sa petite pincée de députés.

(Applaudissements)

Le gouvernement libéral ne tient nullement à faire le commerce des alcools, mais il veut établir un système qui convienne à la province. La loi que nous présentons à la Chambre ne nous plaît pas, mais nous

avons pensé qu'il était nécessaire de faire quelque chose pour arrêter les abus. J'avoue sincèrement, M. l'Orateur, que la loi de 1919 n'a pas fonctionné, ne peut fonctionner et qu'elle a donné lieu à tous les abus et à des désordres dans la province que le gouvernement veut réprimer. C'est pour cette raison que le gouvernement a décidé de présenter cette nouvelle loi. En 1919, nous avons fait une loi qui a plu à ceux que le chef de l'opposition nommait tout à l'heure, ceux qui dirigeaient le mouvement de tempérance. Nous avons présenté la meilleure loi que nous pouvions, mais les conditions étaient différentes.

Qui aurait pu savoir que le continent se transformerait en Sahara? Peut-être que ceci aida à violer la loi. Un nombre considérable de profiteurs ont fait des millions avec le commerce de l'alcool. Cette loi n'a pas donné les résultats qu'on attendait et nous en sommes venus à un point que celui qui a une licence dans Québec est un millionnaire, un profiteur et un prévaricateur de la loi, et qu'il n'y a pas de limite aux profits. Je ne veux pas dire que tous les licenciés ont profité indûment des circonstances, mais la chair est faible et on en a eu des exemples. Je ne connais personne dans ce commerce qui puisse résister à la tentation de vendre au prix le plus élevé possible et de faire le plus de profits. Lorsqu'il était question de donner les licences, pas un ministre ou député de cette Chambre ne fut pas sollicité de toutes les façons.

On a dit, hier, que le gouvernement avait donné des licences à des amis. Cependant, les licences d'importateurs furent données à Montréal aux plus vieilles et plus connues des maisons établies depuis longtemps. Si le député de Westmount (M. Smart), qui les connaît, se donnait seulement la peine de consulter la liste des importateurs, il verrait, que certains de ces importateurs sont parmi les meilleurs torys qui aient existé depuis que le torysme existe et non des amis du gouvernement.

M. Smart (Westmount): Je demande pardon à l'honorable premier ministre, mais j'ai dit que l'on avait favorisé des amis en choisissant les vendeurs autorisés. J'ai parlé des vendeurs et non des importateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi faire cette distinction entre importateurs et vendeurs? Si nous avions voulu encourager nos amis, nous aurions donné des licences à nos amis importateurs, car ces licences payent beaucoup plus que celles des vendeurs. Nous avons donné des

licences d'importateurs aux vieilles maisons de maintenant, à des maisons respectables. Combien sont restées respectables? Le député de Westmount (M. Smart) pourrait peut-être le dire. Plusieurs ont souffert des conséquences inévitables de la tentation. Quant aux vendeurs, nous les avons choisis. Nous avons donné les licences aux plus qualifiés et nous avons fait de notre mieux, et le jour où nous avons donné les licences, je crois que ceux qui les ont reçues voulaient respecter la loi, mais certains d'entre eux n'avaient pas la force morale pour résister à la tentation. Il y en a qui ont succombé. Peut-on tenir le gouvernement responsable? Il y a eu des abus.

La cause de l'insuccès n'est pas celle mentionnée par l'opposition, mais elle vient de la force de l'appétit du gain. Au nom du gouvernement, je déclare à cette Chambre que nous avons fait tout ce qui était possible de faire pour empêcher la violation de la loi. La situation actuelle n'est pas spéciale à notre province et le trésorier provincial a montré hier que, partout où une loi de prohibition existe, elle a été violée et violée ouvertement, et de façon beaucoup plus honteuse qu'ici dans Québec. Pourquoi?

Adoptez toutes les législations que vous voulez, joignez-y toutes les peines que vous voulez, du moment que l'opinion publique est contre cette loi, et ne veut pas de cette nouvelle loi, vous ne la ferez jamais respecter. Le peuple n'a pas voulu de cette loi de 1919 et malgré toutes les mesures du gouvernement, nous n'avons pu la faire respecter.

Il y a plus. L'appât du gain a amené en grand nombre les poisons. Les boissons falsifiées ont été répandues dans la province. On a percé des bouteilles par en dessous, on a vidé l'alcool pur et on l'a remplacé par une décoction qui rend les gens malades. Des amis médecins et les membres de cette Chambre m'ont cité des cas où des personnes sont mortes ou sont devenues aveugles après avoir bu de ce breuvage. Sous la loi actuelle, ce phénomène s'est généralisé dans la province et c'est ce que le gouvernement veut prévenir. On a infesté nos campagnes de whisky à tel point que, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pourrait le dire, dans une paroisse de colonisation, on n'a pu faire des travaux, car il y avait trop de boisson dans cette paroisse. On a répandu la boisson partout. Des chars portaient des villes et allaient dans toutes les campagnes déverser les boissons souvent empoisonnées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Savait-on d'où cela partait?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On pourrait peut-être demander d'où ça ne partait pas. Bien qu'il y ait eu des entreprises respectables dans la ville de Québec qui vendaient de bonne foi, comme la loi Scott leur permet de faire, plusieurs ont dévié du droit chemin. Nous voulons enlever l'appétit du gain et l'intérêt de vendre qui étaient chez les vendeurs et les empêchaient de ne pas vendre à tous ceux qui le leur demandaient. À propos des certificats de médecins, un abus plus criant est devenu évident. On a forgé des certificats de médecins.

Pouvons-nous reprocher aux vendeurs d'avoir accepté ces certificats qu'ils ne savaient pas forgés, quand nous savons qu'un homme de Gaspé pouvait obtenir de la boisson avec le certificat d'un médecin de Pontiac? Pouvaient-ils enquêter sur tous les certificats? Cela était impossible. La vaste majorité des médecins de la province sont des hommes honnêtes et il (l'honorable M. Taschereau) en connaît plusieurs qui ont refusé de donner des certificats.

Tous ces abus allaient faire perdre à notre province le bon nom qu'elle a. C'était le devoir du gouvernement libéral d'empêcher que pareille chose n'arrivât. Allons-nous garder le système actuel malgré l'évidence de sa faillite? Allons-nous revenir à l'interdiction de jadis? L'opinion publique est contre cette option. Allons-nous conserver le système actuel? Je considère que c'est un devoir pour le Parti libéral de mettre un terme au système actuel et d'en établir un nouveau. Le système actuel ne peut fonctionner correctement. Je crois que ce changement est nécessaire à l'avenir de notre province, mais à quel système allons-nous nous arrêter? Si le chef de l'opposition en a un meilleur que celui que nous avons préparé, qu'il nous le dise et nous le suivrons; mais il est resté muet sur ce point.

Nous vous soumettons un nouveau projet que nous avons étudié pendant longtemps et que le trésorier a expliqué hier. Puis-je donner une idée de ce qui nous a motivés à mettre de l'avant cette mesure, ce que nous avons en vue? M. l'Orateur, premièrement nous croyons que la grande majorité de la population de cette province est opposée à la prohibition totale. Personnellement, j'y suis opposé et je crois sincèrement, que si le système de la prohibition était établi, on aurait des abus encore pires que ceux que nous constatons aujourd'hui.

(Applaudissements)

Nous avons une frontière que nous ne pouvons garder; nous avons un fleuve que nous ne pouvons garder et il y a aussi des alambics secrets

avec lesquels toute famille peut fabriquer de la boisson, du whisky qui empoisonnera les gens. Donc, nous devons avoir un système de contrôle. Nous voulons un système qui soit celui du peuple. Le peuple, avec notre nouvelle loi, pourra acheter ouvertement en petite quantité l'alcool pur et sans hypocrisie. Je crois que les lois des autres provinces sont hypocrites. La province de Québec devrait donner l'exemple aux autres et faire les choses ouvertement, non pas comme on le fait ailleurs. J'ai toujours été sous l'impression que les lois hypocrites n'obtenaient aucun succès. Notre loi n'est pas une loi hypocrite.

Le peuple pourra obtenir de l'alcool ouvertement alors qu'ailleurs on l'obtiendra de façon secrète. Faire disparaître une loi hypocrite et vendre ouvertement, tel est, je crois, la seule manière de tuer le commerce clandestin, cause de tous les abus et de tous les méfaits. Le chef de l'opposition dit que la loi empêchera quelqu'un d'acheter un verre de whisky, mais lui permettra d'acheter une bouteille. Vous pouvez obtenir une bouteille dans les autres provinces. Nous dirons à tout citoyen qui n'est pas ivrogne: "Si vous voulez avoir de l'alcool pur, vous en aurez à bon marché, car nous l'achèterons d'aucun intermédiaire." Il pourra se rendre dans un magasin du gouvernement et acheter de l'alcool de qualité, une bouteille à la fois. Comment ce commerce clandestin pourra-t-il vivre avec une telle loi et de telles pénalités? Le consommateur peut se procurer trop facilement et ouvertement l'alcool dont il a besoin à un prix raisonnable pour vouloir acheter de l'alcool de mauvaise qualité à prix élevé.

Nous voulons vulgariser l'usage du vin. Il est de l'intention du gouvernement de faire en sorte que les gens consomment du vin plutôt que les boissons plus fortes. Nous n'emploierons pas nos amis que nous enverrions comme agents pour acheter des vins, comme dit le chef de l'opposition. C'est l'intention du gouvernement d'importer directement des manufacturiers et des producteurs et sans aucun intermédiaires, sans l'aide d'agents quelconques, aucun ami du gouvernement, comme le dit le chef de l'opposition, les meilleurs vins de France, d'Italie et d'Espagne.

Nous vendrons ces vins sans profit, nous vendrons les meilleurs au plus bas prix. Nous n'entendons pas faire de profits avec la vente des vins, nous voulons nous procurer des vins. Nous voulons les vendre de façon à ce qu'ils soient abordables à tous les portefeuilles, les pauvres comme les riches, et ainsi établir un régime qui fera l'affaire de tout le monde.

Nous les vendons à bon marché afin que l'ouvrier puisse avoir, quand il voudra, sa petite bouteille de vin. Nous lui en procurerons de la meilleure qualité et à bon marché. Nous voulons aussi la vente d'une bière potable et convenable, et cela, dans le but de faire disparaître les abus du passé.

Le chef de l'opposition a dit tantôt que l'on pourrait tromper le gouvernement. Le chef de l'opposition a énuméré les divers moyens que pourraient employer ceux qui voudraient nous tromper. Il a peur qu'il se commette des abus et que des amis soient favorisés. Soyez assurés d'une chose: Il n'y a pas à craindre, comme certains journaux semblent penser et comme on entend dire, que le gouvernement achètera par l'intermédiaire de ses amis. Nous achèterons à la source, et je déclare, au nom du gouvernement, qu'il n'y aura aucun ami, aucun favori, aucun intermédiaire ou agent et que tous les alcools que nous achèterons, nous les achèterons directement des producteurs. Je tiens à le déclarer nettement.

Pour ce qui regarde les vins, on nous a demandé si nous allions permettre la fabrication des vins canadiens, une industrie très importante en cette province. Nous encouragerons la fabrication de vins canadiens. Nous n'arrêterons pas cette industrie et les producteurs de vins canadiens sont assurés que la commission achètera avec plaisir tous leurs produits. Je dis aux producteurs de vins canadiens de la province qu'ils n'auront pas de client plus solide, mieux payant que le gouvernement de la province de Québec, pourvu toutefois que ces vins soient bons. Il (l'honorable M. Taschereau) invite ceux qui ont des plaintes à faire contre la commission de le faire directement et ouvertement. Ils pourront être sûrs d'être écoutés.

Certains gens disent que nous ne devrions qu'importer et laisser la vente aux commerçants. Si nous faisons cela, nous pourrions tout aussi bien jeter notre loi à la poubelle. On nous a dit de laisser le commerce des vins libre comme il est aujourd'hui. Je dois dire, à ce sujet, que le gouvernement ou le Parti libéral sont prêts à attacher leur char au succès ou à l'insuccès de cette loi, si la population de la province veut accepter notre projet et donner au gouvernement tout le commerce des alcools et des vins. Nous assumerons les conséquences et toutes les responsabilités. Nous en comprenons toutes les difficultés. Si nous acceptons et assumons cette responsabilité, nous voulons qu'on nous laisse tout le commerce, sans aucune division. Le jour où nous diviserons le commerce, c'est-à-dire l'importation au gouvernement et la vente au secteur privé, cela

voudra dire que les choses vont mal. Avec la concurrence entre les vins et les autres alcools, nous ne pourrions rien faire, et nous serions assurés de la faillite du nouveau système. Tout ce que nous demandons à la population de Québec, à la députation et au Parti libéral, c'est de nous laisser essayer ce système dont nous prenons toute la responsabilité, mais si vous voulez le diviser, nous n'en voulons pas. Ne nous créez pas de compétition. Ne nous demandez pas de créer de nouveau un espace où les abus et le désordre seront florissants.

On a soulevé une autre objection au bill. On nous a dit: "Abolissez donc la buvette qui est un lieu de désordre et de mauvais exemples et où les jeunes gens apprennent à boire. J'admets que la buvette n'est pas le lieu le plus respectable à la province et est souvent un lieu de désordre, mais le gouvernement libéral ne se sent pas le courage de dire au pauvre ouvrier: "Tu n'as plus droit à ton verre de bière après ta dure journée de travail" et de l'empêcher d'aller prendre un verre de bière quand il le voudra, mais qu'à la place... il devra s'acheter une bouteille. Si vous lui dites qu'il doit se rendre à l'épicerie et acheter des bouteilles de bière, il aura raison de se plaindre, car il devra payer pour une bouteille alors qu'il ne voulait qu'un verre de bière. Nous avons pensé permettre la vente de bière pour les ouvriers dans les buvettes, mais à condition que le propriétaire respecte la loi et ses clients, et qu'il entretienne son établissement convenablement.

Nous laisserons les buvettes, mais nous y avons mis de telles restrictions que le jour où le propriétaire ne respectera pas la loi, la commission, sans procès, sans aucune procédure ni formalité pourra refermer la porte de cette buvette.. Il (l'honorable M. Taschereau) parle des restrictions à la vente de bière, disant qu'en obligeant les brasseurs à ne vendre qu'aux détenteurs de permis, l'idée était de protéger les districts ruraux contre la contrebande, une cause de beaucoup de désordre et de troubles.

Voyons le côté constitutionnel. Le chef de l'opposition vient de me demander si j'avais fait une convention avec Ottawa. Je n'en ai fait aucune avec le ministre de la Justice, mais je connais une loi du Parlement fédéral, l'Acte Doherty, qui donne un effet à toute loi de prohibition qu'une province veut passer et adopter. Que le chef de l'opposition le lise bien. Il verra que l'Acte Doherty s'applique automatiquement lorsqu'une loi de prohibition entre en vigueur. Le député de Westmount croit que nous pourrions interférer dans le commerce interprovincial. Si le député de Westmount (M. Smart) craint que les importateurs puissent faire venir de la boisson de

l'étranger et le faire passer par la province avant de l'expédier en dehors, pour l'exporter dans les autres provinces où la prohibition totale est en vigueur, nous les en empêcherons de toutes les façons. Si le député de Westmount a des amis à Montréal qui veulent exporter en Ontario, tant mieux pour eux. Ils ne peuvent vendre en cette province. Je leur conseillerais, et j'invite mon ami de Westmount à leur transmettre ce message, je leur conseillerais de changer de commerce, car s'ils veulent persister à importer des liqueurs pour les exporter dans les autres provinces, où la prohibition totale est en vigueur, nous les empêcherons de toutes les façons. Ils seraient mieux de prendre un autre commerce, car celui-ci ne sera pas très florissant.

Il (l'honorable M. Taschereau) dit qu'il fera tous les efforts nécessaires pour empêcher l'exportation des liqueurs dans les autres provinces. Il (l'honorable M. Taschereau) croit que si les gouvernements des autres provinces coopèrent avec Québec, il doit être facile de rendre cette clause efficace et les gouvernements locaux mettront un terme à ce commerce. Tout l'alcool nécessaire sera disponible à des fins industrielles. Il (l'honorable M. Taschereau) dit que des amendements seront apportés à la loi et fait particulièrement référence à la suggestion faite plus tôt par le député de Saint-Laurent (M. Miles), concernant les dispositions reliées à l'alcool industriel, l'assurant que la clause concernant cette question sera étendue pour rencontrer l'ensemble des besoins des manufacturiers qui utilisent de l'alcool.

M. l'Orateur, je vous disais que nous voulions faire adopter cette loi afin de ne pas avoir, le 1^{er} mai prochain, les ennuis que nous avons eus le 1^{er} mai dernier. Il y a certaines gens ici présents à qui je vais me permettre de donner un petit conseil, et ils ne sont pas assis sur les fauteuils des députés de cette Chambre. J'espère que ces personnes tireront profit de ce conseil. Je ne voudrais passer cette année par ce que nous avons passé l'an dernier, au sujet des licences.

Cependant, des intéressés dans le commerce de l'alcool ont déjà commencé une organisation dans le but de se protéger contre la nouvelle loi. On a même commencé une guerre sourde contre le gouvernement et une guerre ouverte. Des messieurs de Québec sont partis pour Montréal afin de former le fonds nécessaire pour la lutte. Je ne sais comment ils ont réussi, mais je sais que cette guerre est commencée. On a commencé par une campagne de presse contre le gouvernement, par des annonces payées.

J'ai ici une annonce qui a paru dans un journal de Montréal, la semaine dernière, et qui est signée par des intéressés dans le commerce des liqueurs. Il (l'honorable M. Taschereau) lit des passages de l'article suivant¹⁰: "Il n'y a qu'un pays au monde qui soit gouverné par une dictature d'État. Ce pays c'est la Russie bolcheviste, la Russie teinte de sang, la Russie livrée aux hordes sanguinaires qui y commettent chaque jour des atrocités de sauvages. Mesure inquisitoriale s'il en fut et qui, dans l'entrave qu'elle a forgée à la liberté du commerce en Russie, a fini pour avoir pour corollaire l'entrave à la liberté d'action et l'asservissement odieux de plus de cent millions d'être humains. Est-ce bien là le régime qui peut convenir au peuple de la province de Québec? Nous ne le croyons pas. L'État, incontestablement, a des droits, mais il ne doit pas perdre de vue sur quoi ces droits sont basés.

"Quand il s'agit des intérêts généraux et communs de l'État, de la défense de ces intérêts généraux contre l'empiétement étranger; quand il s'agit de l'entretien des grands services administratifs, des œuvres de développement national, de l'accroissement du patrimoine foncier, de la mise en valeur des ressources naturelles de la contrée, alors le droit de l'État se conçoit à merveille. À des intérêts d'un tel ordre, ni les individus, ni les familles, ni même les corps particuliers ne sauraient pourvoir à eux seuls. Dans ces cas, tout le monde saisit que l'État doit intervenir. C'est son droit. Il est fondé sur son devoir et ce devoir est la condition même de la vie sociale et de l'existence nationale d'un pays.

"Mais c'est chose bien différente quand il s'agit d'intérêts particuliers, de liberté individuelle: du droit d'acheter, du droit de vendre. La liberté de vendre et la liberté d'acheter est un droit intangible, un droit inscrit dans toutes les chartes ou constitutions des pays civilisés. Vouloir nier ce droit ou chercher à le restreindre c'est, de propos délibéré, commettre un abus de pouvoir qui, un jour ou l'autre, finit par pousser le peuple à l'anarchie et à la révolution. Un gouvernement qui agit ainsi viole le droit des gens, rétrograde vers l'erreur en face de la vérité, quand il pourrait, s'il le voulait, régler toute cette question, sans procédés césariens, largement, sagement, libéralement pour le plus grand bien de tous."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel journal?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): *La Patrie* ou plutôt *La Presse*¹¹. C'est une annonce payée que les journaux ont droit de publier sans engager leur responsabilité. Elle est payée par ceux qui nous font la guerre sourde dont je parle.

Dans cette annonce, monsieur, on nous prédit une révolution comme en Russie, comme chez les Bolcheviks, on fait appel à la révolution, on se sert presque du langage qu'employait tout à l'heure le chef de l'opposition.

(Se tournant vers les hôteliers dans les galeries) Si j'avais eu quelque hésitation à enlever le commerce des liqueurs des mains de ces gens-là, après avoir lu cela, je n'hésiterais plus. Cette guerre qu'ils mènent a enlevé ce doute. Nous les invitons à faire cette guerre. Et je crois que, s'ils veulent continuer leur commerce, ils trouveront le gouvernement sur leur chemin. Je dois dire à ces personnes qui sont ici, mais non assises sur les sièges des députés, que le gouvernement libéral de la province et la députation libérale de la Chambre et le Parti libéral de façon générale sont prêts et acceptent la guerre qu'on veut lui faire. Non seulement on publie des articles pour annoncer la révolution, mais il y a même un nommé Robespierre¹² qui m'a écrit de Montréal et me dit qu'il m'attend lors de ma prochaine visite dans la métropole. J'y serai samedi¹³. En attendant, je lui conseille de lire l'histoire de Robespierre et de voir comment il a terminé sa vie.

Non seulement on fait une campagne de presse, (mais) ces gens qui font la guerre sourdement à notre loi sont allés même jusqu'à jeter des liasses d'argent dans les mains des députés de cette Chambre qui le rejettent à leur face avec indignation. Je me permets de donner un conseil à ceux qui agissent ainsi. Ils ne perdent pas leur argent, car il leur est remis, mais ils perdent leur temps¹⁴.

Après bien du travail, nous avons préparé ce projet de loi et nous croyons que ce système est le meilleur actuellement. Je demande à cette Chambre de donner à mes collègues et à moi-même leur entière confiance afin de mettre à l'épreuve ce nouveau régime. Le gouvernement libéral, et le Parti libéral, attache son existence à cette loi. Le gouvernement place son succès, et peut-être celui de tout le Parti libéral, sur la réussite de cette nouvelle loi. Si elle fait faillite, c'est la faillite du gouvernement et, peut-être en cette province, du Parti libéral tout entier. Nous vivrons ou nous tomberons avec la nouvelle loi.

Avec l'aide de ses amis, le gouvernement fera tout en son possible et emploiera toute son énergie pour que cette loi soit un succès. Nous le mettrons entre les mains d'hommes de qualité supérieure et dont l'honnêteté et la respectabilité est pour tous la meilleure garantie qu'elle sera bien observée. Je ne suis pas prophète parce que je suis dans mon pays, mais je crois que nous verrons

bientôt les autres provinces et la république voisine, où l'on s'intéresse à notre loi, faire comme nous et imiter en cela comme en bien d'autres choses la province de Québec.

Nous vous soumettons la loi et nous sommes prêts à y faire quelques changements de détails, mais nous vous demandons d'accepter les grandes lignes comme nous vous les soumettons, comme nous les avons tracées soigneusement pour avoir le contrôle entier.

M. l'Orateur, je n'ai jamais parlé si longtemps d'alcool. Je demande pardon à la Chambre d'avoir pris autant de son temps. Je ne suis pas prophète, mais je crois que dans un an, dans deux ans, si la loi a réussi et donne de bons résultats, et si on trouve qu'il est possible de la rendre plus large et plus généreuse, le gouvernement à ce moment, ce ne sera peut-être pas le gouvernement actuel, ce sera sûrement un gouvernement libéral qui sera ici, aura mérité la reconnaissance de la province de Québec et sera disposé à donner au peuple le régime qu'il voudra. Si la députation ne veut pas adopter ce projet de loi tel qu'il est, il dit qu'il donnera sa démission et demandera au lieutenant-gouverneur de lui choisir un successeur. (Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac) ajoute quelques mots à ceux du premier ministre.

M. Monet (Napierville): Le député de Frontenac veut-il nous dire s'il est pour ou contre la loi telle que soumise actuellement.

M. Grégoire (Frontenac): Je suis pour. Et, il continue de parler.

La motion est adoptée. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le nom de Loi des liqueurs alcooliques."

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Elle s'applique à toute la province, mais l'application en est suspendue dans toute municipalité où la loi de tempérance du Canada est en vigueur."

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demande de documents:

Emprunt de Chambly

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, documents, etc. entre le département des Affaires municipales et le conseil municipal de Chambly, Bassin, au sujet d'un emprunt en 1919.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'apiculture;

- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux concours provinciaux et aux distinctions provinciales du mérite agricole.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal.

The Montreal General Hospital et The Western Hospital

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montreal. Les amendements sont lus une première fois.

J.-A. Thibault

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville

M. Simard (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Simard (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pères du Très Saint-Sacrement

M. Thériault (l'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très Saint-Sacrement de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thériault (l'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. J.-C.-P. Guy
et autres**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Anglo American
Trust Company**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 amendant la charte de The Anglo American Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
R. Bouchard**

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 concernant la succession de feu Raphael Bouchard soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

T. Dupuis

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Télesphore Dupuis au nombre de ses membres soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Brown Corporation

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 concernant la Brown Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Orphelinat apostolique
de La Malbaie**

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 constituant en

corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 11 février 1921, à la page 1, Mme Taschereau et quelques dames assistaient aux débats.

2. Il s'agit de François-Xavier Lemieux (1851-1933), élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Lévis en 1883, 1886 et 1890, ne s'est pas représenté en 1892, fut réélu dans la circonscription de Bonaventure en 1894. Il est de nouveau élu dans les circonscriptions de Lévis et de Bonaventure en 1897, puis démissionna la même année à la suite de sa nomination comme juge à la Cour supérieure du district d'Arthabaska. Il fut également nommé juge du district de Saint-François en 1898, du district de Québec en 1906, nommé juge en chef suppléant à la Cour supérieure en 1911, puis juge en chef en 1915.

3. Il s'agit de l'Archevêque de Québec Paul-Eugène Roy (1859-1926). Il fut ordonné prêtre en 1886, puis fut nommé archevêque titulaire un an avant sa mort.

4. *The Herald* du 11 février 1921, à la page 7, donne cette version: "Vous devez être tempérant face au verre, mais vous pouvez en obtenir autant que vous voulez en achetant à la bouteille."

5. Elzéar-Alexandre Taschereau (1820-1898), oncle du premier ministre, fut archevêque de Québec à

partir de 1871, puis fut ordonné cardinal en 1886; il fut d'ailleurs le premier canadien à obtenir ce titre.

6. Monseigneur Michel-Thomas Labrecque (1849-1932) fut évêque de Chicoutimi de 1892 à 1927.

7. M. Georges-Émile Marquis (1878-1960) fut chargé en 1914 d'organiser un bureau de statistiques, afin de concentrer et uniformiser les statistiques des différents départements de la province de Québec. La plus importante de ces publications est l'*Annuaire Statistique*.

8. François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874) fut un homme politique et un historien français. Il écrivit des pamphlets contre le gouvernement et de grands ouvrages historiques (*Histoire de la révolution d'Angleterre* (1826 - 1856), *Histoire de la civilisation en Europe* (1828) et *Histoire de la civilisation en France* (1830). Louis Philippe le nomma ministre de l'Intérieur en 1830, puis ministre de l'Instruction publique (1832-1837). Guizot remplaça Thiers au ministère des Affaires étrangères et devint à ce moment là le véritable chef du gouvernement, mais il assuma la présidence du Conseil seulement en 1847-1848. Il prit position contre la campagne des Banquets, ce qui déclencha le mouvement insurrectionnel qui marqua la fin de la monarchie de Juillet (1848). Il consacra le restant de sa vie à l'écriture d'autres ouvrages historiques.

9. *Le Devoir* du 11 février 1921, à la page 2, rapporte ceci: "Le premier ministre est salué par un tonnerre d'applaudissements. Notons en passant que M. Maurice Pélouquin a éprouvé une défaite cuisante. M. Pélouquin, qui est bien l'homme le plus assidu de la Chambre et le plus complet admirateur du gouvernement, a une spécialité: il tient le record des applaudissements en longueur et en intensité. L'année dernière, il a enfoncé le couvercle de son pupitre à la suite du discours où Sir Lomer Gouin avait justifié la nomination de M. Médéric Martin au Conseil législatif, par la largeur du fleuve, la hauteur du Mont-Royal, le chiffre de la population de Montréal et le nombre de navires qui mouillent annuellement dans son port. Cet après-midi, le voisin de M. Pélouquin lui a joué une vilaine malice. Ce voisin, c'est M. Phaneuf, député de Magog. M. Pélouquin applaudissait comme d'habitude en toute sérénité, quand son voisin cessa d'applaudir; petit à petit la pétarade cessa si bien que le député de Richelieu crut le moment arrivé de se reposer; mais à peine avait-il posé ses deux mains sur son pupitre,

que son voisin se reprenait à tambouriner de plus bel. M. Maurice Pélouquin est inconsolable. Pour la première fois depuis que les distingués électeurs de Richelieu l'envoient en Chambre, il n'a pas clos le ban."

10. "Contre le monopole d'État, où allons-nous?" publié par l'Association des marchands détaillants du Canada, bureau provincial du Québec, *La Presse*, 4 février 1921, à la page 22. *The Herald* du 11 février 1921, à la page 7, rapporte aussi qu'après la séance, M. Alderman Sansregret, de Montréal, a informé le premier ministre que l'Association provinciale des détaillants n'était d'aucune façon responsable de l'annonce que celui-ci avait lue.

11. Selon la plupart des journaux, M. Taschereau aurait précisé un peu plus tard qu'il s'agissait de *La Presse*. *La Patrie* du 11 février 1921, à la page 4, rapporte que M. Taschereau se corrigea après avoir reçu un billet et dit un mot aimable à l'égard de *La Patrie*. Le même journal rapporte que le premier ministre, tout au long de son discours, s'exprima tout en brandissant non pas le poing en l'air comme M. Gouin, mais le doigt que *La Patrie* qualifie de doigt de prestidigitateur.

12. Maximilien Marie Isidore de Robespierre (1758-1794) fut élu député de Tiers en 1789. À partir de ce moment, il prit part à toutes les étapes du processus révolutionnaire. Il est l'un des principaux protagonistes de la Révolution Française. Il influença d'une manière décisive le cours des événements. Celui qui fut surnommé l'"Incorruptible" mourut sur l'échafaud.

13. *Le Devoir* du 11 février 1921, à la page 2 souligne que M. Pélouquin "fonctionne des deux mains" pour applaudir en ce moment.

14. *The Herald* du 11 février 1921, à la page 7, rapporte plutôt ceci: "Ils perdront, et ils ont déjà perdu leur temps et leur argent."

Séance du vendredi 11 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 96 concernant la Société de construction de Montréal.

**Entretien des
chemins municipaux**

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec relativement à l'entretien des chemins municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles
catholiques de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prévoyants du Canada

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 108 refondant et amendant la charte des Prévoyants du Canada.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre), propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Kipawa

M. Simard (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 103 amendant la charte de la ville de Kipawa.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Simard (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse de
Saint-Zéphirin de La Tuque**

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 80 autorisant les syndics, de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque, à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse de
Saint-Viateur-d'Outremont**

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse du Très-Saint-Sacrement

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 93 concernant les syndics de la paroisse du Très-Saint-Sacrement (Lachine).

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montreal Cotton Limited, Salaberry-de-Valleyfield

M. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, décrétant une commutation de taxes en faveur de la compagnie Montreal Cotton Limited.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enregistrements dans le canton Denoue

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 concernant certains enregistrements affectant le canton Denoue, dans le comté de Gaspé, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acquisitions et aliénations d'immeubles

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill 32 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Séparation de biens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 45 amendant le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sociétés d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, séparer chacun des comtés de la province en deux ou en trois parties désignées par lettres A, B et C, pour les fins agricoles, et que l'allocation à la société d'agriculture de chacune des divisions de ce comté ou aux sociétés de ces divisions, si plus d'une société y est organisée, ne devra pas excéder, en une année, la somme de cinq cents piastres.

Adopté.

2. Qu'en vertu des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'allocation accordée aux sociétés d'agriculture par le sous-paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 1856 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 1 George V (1ère session), chapitre 13, section 9, ne sera plus sujette à la condition exigée par ladite loi, que les sociétés aient elles-mêmes accordé une prime de conservation d'au moins cent piastres au

propriétaire d'un étalon de pure race enregistré; mais que le montant de telle subvention ne devra, dans aucun cas, excéder celui de la prime.

Adopté.

3. Que l'allocation mentionnée dans la résolution précédente ne sera pas limitée au montant de cent piastres, mais sera d'un montant n'excédant pas deux cents piastres, suivant les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Statistique de l'enseignement, 1919-1920

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistique de l'enseignement pour l'année scolaire 1919-1920. (Document de la session no 11)

**Succession
de M. J. Stack**

M. Bercovitch (Montréal-Saint Louis) demande la permission de présenter le bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Composition des
comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que le nom de M. Ricard soit ajouté à la liste des membres du comité de l'agriculture et que celui de M. Vautrin soit ajouté à celle du comité des bills publics en général.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que cette Chambre, lorsqu'elle s'ajournera aujourd'hui, soit ajournée à mardi, le quinze février, à trois heures de l'après-midi.

Il est entendu que c'est à la condition que les comités siègent mardi matin à 10 h 30.

Adopté.

La séance est levée à midi trente.

Séance du mardi 15 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Municipalité de la
paroisse de Saint-Camille**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 208 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, et légalisant certains actes la concernant.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Action
en dommages**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Condamnation
aux dépens**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 166 amendant l'article 549 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conduite en
état d'ivresse**

M. Laferté (Drummond) demande la permission de présenter le bill 168 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École des hautes études
commerciales de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Biens des aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 15 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des aliénés non interdits placés dans les asiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique
de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École technique
de Québec**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statistiques

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
interrogatoires**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 215 remplaçant l'article 385a du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction spéciale
de certains juges**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 211 amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction spéciale de certains juges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commissions rogatoires étrangères

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 216 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux commissions rotatoires étrangères.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Destruction des sauterelles

M. Ricard (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des eaux courantes, 1920

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Le neuvième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1920. (Document de la session no 17)

Questions et réponses:

Limites à bois et pouvoirs d'eau

M. Dufresne (Joliette): 1. Quels sont les noms et résidences des détenteurs de limites à bois dans notre province?

2. Quels sont les noms et résidences des locataires et propriétaires de pouvoirs d'eau dans notre province?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Nous ne connaissons pas les détenteurs de limites privées; quant aux détenteurs des concessions forestières du gouvernement, voici:

A

Argenteuil Lumber Co., Morin Heights; Angers, Charles, Québec; Auger & Fils, Québec; Atkinson, Henry, Estate, Etchemin.

B

Booth, J.-R., Ottawa; Bronson Co., Ottawa; Barnet, A. & Co., Ltd., Renfrew, Ont.; Bryson, Geo. Jenny & Fraser, Co., Fort-Coulonge; Bryson, James-W., Fort-Coulonge; Bryson, Jenny, Fort-Coulonge; Bertrand, Maurice, Masham Mills; Blais, Frank, Amos; Beauchemin, Ph. & Fils, Amos; Bronson, Co., Ottawa; Belgo-Canadian Pulp & Paper Co., Shawinigan Falls; Brown Corporation, Québec; Biermans & Devenyns, Van Bruyssel; Baie St.-Paul Lumber Co., Québec; Black River Pulpwood Co., Montréal; Battle Island Paper Co., Chicoutimi; Bird & Kaine, Québec; Bélanger, Chs, Escoumains; Bouchard, Léandre, Hamilton Cove (Sag.); Boyd, Musson, Estate, Toronto; Brompton Pulp & Lumber Co., Ltd., East Angus; Breakey, John, Reg., Breakeyville; Bank of Nova Scotia, Dalhousie; Bathurst Lumber Co., Bathurst, N-B.

C

Charlton, W.-E. & Estate John, Toronto; Church Estate & Geo. Jenny James-W. Bryson & Traders Bank, Ottawa; Cross, F. T., Fame Point; Cungor Phelps & Hitchcock(?), c-o. F.R. Cromwell, Cockshire, P. Q.; Canadian Timber Co. Ottawa; Colonial Lumber Co., Pembroke; Church Estate & Traders Bank, c-o Traders Bank, Ottawa; Cie des Bois du Nord, Amos; Copping, Wm., Joliette; Cole, Solomon, Pte Fortune; Charbonneau, Wm.-A., St-Charles-de-Mandeville; Canada Paper Co., Montréal; Chicoutimi Pulp Co., Chicoutimi; Campbell, A.-G., Jr., Toronto; Campbell, C. L., Montréal; Chouinard, F., Saint-Pamphile; Couturier, Alf., Amos; Cie à Bois du Ruisseau Fraser, Rimouski; Chaleurs Baie Mills Co., Restigouche; Champoux Co., Restigouche; Champoux & Frères, Restigouche; Canadian Bank of Commerce, Dalhousie; Canadian Pulpwood Corporation, New York; Cie Roy, Ltée,

Riv. Blanche (Matane); Cascapédia Trading & Manufacturing Co., Cascapédia; Cie Forestière de Témiscouata, Riv.-du-Loup; Carrière, H., Amos.

D

Dominion Bank, Toronto; Davidson & Thackray, Ottawa; Duncan, J.-W. & Co., Montréal; Dansereau, Geo., Greenville; Deslauriers, R., Lac-Masson; DuTremblay, Arthur, Roberval; Donnacona Paper Co., Donnacona; Dumont, Jos., Fils, Bienville; Dunn, S., Estate, Québec; Dufour, Jos., Saint-Moïse (Matane); Dalhousie Lumber Co., Dalhousie, N-B.

E

Edwards, W.C., & Co., Ottawa; Egan, Poupore & Bryson, c-o Sir Henry Egan, Ottawa; Eddy, E.-B., & Co., Hull; Edwards, W.-C., & Co. & Royal Trust, c-o W. C. Edwards & Co., Ottawa; Edwards, W.C., & Co. & E.B. Eddy Co. c-o W. & Edwards & Co., Ottawa; Eagle Lumber Co., Montréal; Eaton, Geo. H., Estate, Calais, Maine.

F

Fraser & Co., Ottawa; Fraser & Co. & J. R. Booth, c-o Fraser Co., Ottawa; Fraser & Co. & Geo. Bryson, c-o Fraser Co., Ottawa; Fraser, A. Fraser & And. McCormick, c-o Fraser Co., Ottawa; Fraser, A. c-o Fraser Co., Ottawa; Foster, C.-A., Haileybury, Ont.; Frigon, Ph., Amos; Fawke, Tingling & Drummond, c-o Sir R. Turner, Québec; Franquelin Lumber & Pulpwood Co., Québec; Fraser Companies, Ltd., Edmundston, N-B.; Fenderson, John & Co., Sayabec.

G

Gilmour & Hughson, Ottawa; Gillies Bros. Ltd., Breaside; Goulet, Louis, Coffée (Pontiac); Guindon, Cyrille, Sainte-Agathe-des-Monts; Grandbois, Ph. & H., Saint-Casimir; Godbout Lumber Co., Bradford, Pa.; Gulf Pulp & Paper Co., Québec; Guelph Patent Cask Co., Scottstown; Grondin, Ph., Saint-Joseph (Beauce); Great Eastern Paper Co., Ltd, Québec; Grand River Lumber Co., Montréal; Grenon, J. F., Chicoutimi; Gilbert, L.-H., Québec; Gaumond, Oscar, Nottaway.

H

Hawkesbury Lumber Co., Ottawa; Hull Lumber Co., Ottawa; Hawkesbury & W. C. Edwards Co., Ottawa; Haberer & Gould, Lyons Falls, N. Y.;

Henvrie, Wm., Estate, Hamilton, Ont; Hunt, A. B., Bury; Harvey, Alfred, Chambord; Halligan, S., Toronto; Howard, B. C., Sherbrooke; Harquail, J. & D. Co., Campbellton; Hoyt & Lawrence, Fitchburg, Mass.

I

International Land & Lumber Co., Ottawa; Iberville Lumber Co., Sault-au-Mouton (Sag.).

J

Johnson & Collins, Alpina, Michigan.

K

Kelly, S. & E. Emery, Plattsburg, N. Y.; Klock, R. A., Montréal; Kelley, The H., Co., Buckingham; Kennedy, Harold, Québec; Kaine, Mark, Québec.

L

Lumsden, John, Ottawa; Lumsden, A., Estate, Ottawa; Lumsden Lumber Co., Ottawa; Logue & Cox Estate, Maniwaki; Laurentide Co., Ltd., Grand-Mère; Larouche, Ernest, Sainte-Croix (Lac-Saint-Jean); Labrador Coy., Montréal; Lacroix, Ed., Saint-Georges (Beauce); Lake Megantic Pulp Co., Lake Megantic; Lepage, Alf., Sainte-Anne-des-Monts; Lapointe, Ed., Ruisseau-des-Olives (Gaspé); Lévesque, Armand, Amos; LaReine Lumber Co., La Reine; Lacasse, H. & D., Amos; Lemay, I., Amos.

M

Molsons Bakd, Ottawa; McLachlin Bros., Arnprior; McFadden, J. M., Renfrew; Montreal Realty Co., Montréal; Monaghan, J. R. Témiscamingue-Nord; McLaren, Jas. & Co. Ltd, Buckingham; Massicotte & Marchand, Amos; Morin & Pelletier, Amos; Miner, R. H., Montréal; McGibbon, P. & A., Lachute; Magnan, Geo., Montréal; MaFaul Bros., Lachute; Manouan Pulp & Paper Co., Montréal; Métabetchouan Co., Québec; MacLaren, E. M. Québec; Manicouagan & English Bay Export Co., Québec; Murray, W.-H. Estate, St. John, N. B.; Matapedia Lumber Co., Restigouche; Miller, W. H. & Co., Campbellton; Montgomery & Sons, Ltd., Cascapédia; Marsoui Lumber Co., Marsoui, Gaspé; Mitchell, W. H., Sherbrooke; Martel, Magnus, Barraute.

N

News Pulp & Paper Co., Montréal; Nairns Falls Power & Pulp Co., Murray Bay.

O

Owens Lumber Co., Montebello; Oxford Paper Co., Montmorency; Ontario Paper Co., Thorold, Ont., Ouellette, P., Saint-Honoré, Témiscouata.

P

Pontiac Lumber Co., Macamik; Pembroke Lumber Co., Pembroke, Ont.; Papineauville Lumber Co., Papineauville; Plante, Émile, Barraute; Préfontaine, T., Montréal; Price Bros. & Co., Ltd., Québec; Port-aux-Quilles Lumber Co., Québec; Petit, H., Sainte-Anne-de-Chicoutimi; Pulling, Wm., Windsor, Ont.; Pouliot, C-E., Estate, Rivière-du-Loup; Pineault & Frère, Saint-Anaclet; Paradis & Frère, Lac-au-Saumon; P. Q. Lumber Co., Dalhousie; Pierce & Barranger, Philadelphie; Power, Wm., Québec; Pelletier & Marin, Sainte-Anne-des-Monts.

Q

Quebec Development Co., Roberval; Quebec Saguenay Pulp co., Québec; Quinn, M., Estate, Saginaw, Michigan.

R

Riopelle, Jos., Ottawa; Royal Trust, Montréal; Rochon & Champagne, Hull; Rawlings Geo. N., Pembroke; Riordon Co., Ltd., Montréal; Rochester, D.B., Raymond D. & Ottawa Bank, Ottawa; Rideau Lumber Co., Ottawa; Royal Agricultural School, Montréal; Reed & Co., Grand'Mère; Rousseau, J-A., Sainte-Anne-de-la-Pérade; River Ouelle Pulp & Lumber Co., Saint-Pacôme; Richardson, James & Co., Matane; Russell, W. W., Hartford, Vt.; Ross, Frank, Québec; Rioux, Jos. & N. Leclerc, Ruisseau Harbour, Gaspé.

S

Sheperd & Morse Lumber Co., Ottawa; Smith Bros., Campbells Bay; Sicard, Emery, Amos; Spencer, C. A., Montréal; Sherbrooke Lumber Co., Sherbrooke; Soucy, F., Old Lake Road; Shives Lumber Co., Campbellton; Sydney Lumber Co., Dalhousie; Sterns Lumber Co., Montréal; Small, M. C., Westmount.

St

St. Maurice Paper Co., Montréal; St. Maurice Lumber Co., Trois-Rivières; St. Anne Power Co., Beupré; St. Lawrence Lumber Industrial Co., Québec; St. Anne Lumber Co., Sainte-Anne-des-Monts; St. Lawrence Lumber Corporation, Chandler.

T

Trenholme, Estate, T., Montréal; Traders Bank, Ottawa; Tourville Lumber Mills Co., Montréal; Tremblay & Gagnon, Chicoutimi; Tremblay, Jos-W., Chicoutimi; Three Rivers Pulp & Paper Co., Breakeyville; Thomas, W. W., Notre-Dame-du-Lac; Travers, R. P., Saint-Godefroy (Bon.); Tobin, J-E., Sherbrooke; Thiffault, M. Saint-Tite, (Cham.); Turgeon, N-T., Québec.

U

Union Bag & Paper Co., Three Rivers.

V

Valcartier Lumber Co., Québec.

W

Williamson & Morrisson, Montréal; White River Lumber Co., Saint-Gabriel-de-Brandon; Wayagamack Paper Co., Trois-Rivières; Wilson, Elwood & Co., Grand'Mère; Wolf River Pulp & Paper Co., Rivière-du-Loup, Tém.

2. Nous ne connaissons rien relativement aux propriétaires privés; quant aux locataires du gouvernement, les voici:

B

Bergeron, Donat, Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie.

C

Cie de Pulpe de Chicoutimi, Chicoutimi.

F

Franquelin Lumber and Pulpwood Co., Ltd., Montréal.

G

Gagné, E., Saint-Jérôme-de-Métabetchouan.

I

International Land & Lumber Co., Ltd.,
Ottawa.

L

Létourneau, Pierre, LaSarre; La cité de
Sherbrooke, Sherbrooke.

M

Magdalen, River Valley R'y, Co., Bangor,
Maine; Manicouagan & English Bay Export Co.,
Ltd., Montréal; Manouan Lumber Power and Pulp
Co., Ltd., Montréal; Miles, Henry & Louis Gosselin,
Danville; Mercier, L-Edmond, LaSarre.

O

Ouellette, Arthur, Mont-Laurier.

P

Price Bros. Co., Ltd., Québec.

R

Riordon Company, Limited, Montréal.

S

St. Maurice Lumber Co., Trois-Rivières;
Southern Canada Power Co., Ltd., Montréal.

T

The Laurentide Pulp Co., Grand'Mère; The
Lachine Rapids Power Co., Ltd., Montréal; The
North Shore Power Co., Montréal; The Cedars
Rapids Mfg Power Co., Montréal.

U

Ungava Miners & Traders, Ltd., Montréal.

V

Vignault, Edmond, Macamic.

W

Walberg, E. A., Montréal.

Asiles

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Le
surintendant des asiles a-t-il le droit de permettre aux
personnes qui y sont enfermées de quitter ces asiles,
sans aucun gardien, pour plusieurs jours consécutifs?

2. S'il en est ainsi, y a-t-il une distinction de
faite entre les personnes qui y sont envoyées par leurs
parents ou amis, et celles qui y sont détenues par
ordre d'un juge à la suite d'une offense criminelle?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. La
réponse à cette question se trouve à l'article 4091,
S.R.Q., 1909.

2. La réponse à cette question se trouve aux
articles 4126, 4127, 4128, 4129, 4130, S.R.Q., 1909.

M. M. Deschêne

M. Renaud (Laval): Combien M. Miville
Deschêne a-t-il reçu du gouvernement, comme
salaire, etc., durant l'exercice 1919-1920?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
À part des dépenses de voyages dont il a rendu
compte au département, M. Miville Deschêne, sous-
ministre au département des Terres et Forêts a reçu
son salaire régulier, soit \$6,000.

Juge Carrier

M. Renaud (Laval): 1. Combien de causes le
magistrat Carrier a-t-il entendues en 1920?

2. Où ledit magistrat a-t-il exercé ses
fonctions depuis deux ans?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. La maladie a empêché le juge Carrier de siéger.

2. Ce magistrat exerce ses fonctions dans le
district de Terrebonne.

Taxe fédérale sur
indemnité des députés

M. Smart (Westmount): 1. Le gouvernement
a-t-il pris des mesures relativement à la taxe fédérale
sur le revenu imposée et que l'on cherche à percevoir
sur l'indemnité sessionnelle payée aux membres de
cette Chambre?

2. Dans l'affirmative, quelle mesure a été prise?

3. Le gouvernement considère-t-il cette taxe *ultra vires*?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement contestera-t-il toute action intentée par le gouvernement fédéral contre des membres de cette Chambre parce qu'ils ne paieraient pas ladite taxe?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le gouvernement a pris des mesures pour faire déterminer si le Parlement fédéral a la compétence voulue pour imposer une taxe sur les ministres et les fonctionnaires payés par Sa Majesté aux droits de la province; la solution de cette question déterminera celle de savoir si l'indemnité sessionnelle est passible de la taxe.

2. Le gouvernement a fait contester une action intentée par les autorités fédérales.

3. Oui, le gouvernement considère que les autorités fédérales n'ont pas le droit de s'approprier partie du traitement ou de l'indemnité que la province accorde à ses députés ou employés, pour leur permettre de remplir leurs devoirs et leurs fonctions publiques.

4. Le gouvernement comprend que l'action pendante actuellement constitue un *test case* et que nulle autre poursuite ne sera intentée pour la même cause d'action, avant la décision de la contestation pendante.

**École des hautes études
commerciales de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Adopté.

**École technique
de Montréal**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal.

Adopté.

**École technique
de Québec**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec.

Adopté.

**Entretien
des routes**

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales.

Adopté.

**Charte
de Montréal,
référendum**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 amendant et refondant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession de
l'honorable J.-L. Beaudry**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que le bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

La motion est adoptée sur division.

**Liqueurs
alcooliques¹**

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Les paragraphes 1 à 12 de l'article 3 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 13 de l'article 3 qui se lit comme suit:

"13. Le mot "quiconque", en parlant des contrevenants à la présente loi, signifie la personne qui agit pour elle-même ou pour une autre personne, et comprend cette autre personne;"

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) s'oppose à la définition du mot "quiconque" lorsqu'il désigne tout contrevenant à la loi.

L'étude du paragraphe 13 de l'article 3 est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 14 de l'article 3:

"14. Le mot "population" signifie le nombre de personnes habitant une municipalité d'après le dernier rapport que cette municipalité a fait au secrétaire de la province pour des fins de statistique, ou, à défaut de rapport, d'après le dernier recensement décennal;"

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose en amendement que le paragraphe 14 soit retranché, car il se rapporte plutôt au premier projet de loi qui stipulait combien de débits la commission des liqueurs alcooliques devait établir, ce qui devait être fait selon le pourcentage de la population de chaque ville.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 14 de l'article 3 est retiré.

Les paragraphes 15 à 18 de l'article 3 sont renumérotés en conséquence de 14 à 17.

Le comité étudie le paragraphe 18 de l'article 3 qui se lit comme suit:

"18. Le mot "voyageur" a la signification que lui attribue la loi des licences de Québec, à savoir: une personne qui, en considération d'un prix donné par jour ou fraction de jour, suivant le mode américain ou européen, ou par repas à table d'hôte ou à la carte, reçoit d'une autre personne la nourriture ou le logement, ou reçoit la nourriture et le logement."

Le paragraphe 18 de l'article 3 est amendé et se lit comme suit:

"18. Le mot "voyageur" signifie une personne qui, en considération d'un prix donné par jour ou fraction de jour, suivant le mode américain ou européen, ou par repas à table d'hôte ou à la carte, reçoit d'une autre personne la nourriture ou le logement, ou reçoit la nourriture et le logement."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 18 de l'article 3 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 19 qui se lit comme suit:

"19. Le mot "restaurant", selon la signification que lui attribue la loi des licences de Québec, signifie tout établissement pourvu d'un local et d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger, sans toutefois y loger;"

Le paragraphe 19 de l'article 3 est amendé et se lit comme suit:

"19. Le mot "restaurant" signifie tout établissement pourvu d'un local et d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger, sans toutefois y loger;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 19 de l'article 3 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 20 de l'article 3 qui se lit comme suit:

"20. Le mot "hôtel", selon la signification que lui attribue la loi des licences de Québec, signifie tout établissement, pourvu d'un local ou d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger;"

Le paragraphe 20 de l'article 3 est amendé et se lit comme suit:

"20. Le mot "hôtel" signifie tout établissement, pourvu d'un local ou d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 20 de l'article 3 ainsi amendé est adopté.

Les paragraphes 21 et 22 de l'article 3 sont adoptés.

L'étude de l'article 3 est suspendue.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"[[5. Une commission composée de cinq membres est créée sous le nom de la Commission des liqueurs de Québec ou The Quebec Liquor Commission et constitue une corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations.]]"

M. Smart (Westmount): Est-ce que trois commissaires suffiraient, plutôt que cinq?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le nombre de cinq est tout simplement une question d'opinion et le gouvernement pense que ce chiffre est le plus applicable dans les circonstances. La raison est que les fonctions sont importantes et que, en raison de la situation de la province, il était nécessaire d'avoir des représentants anglais et français, de toutes nationalités et croyances, à la commission.

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"[[6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres et l'avocat en chef de la commission, lesquels restent en fonction durant bon plaisir; il désigne le président de la commission et établit le traitement de chacun des titulaires, qui ne peuvent exercer aucune autre occupation.]]"

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous des changements à faire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission sera composée d'un président, d'un vice-président et de trois commissaires, en tout cinq membres, et d'un avocat en chef.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le vice-président aura-t-il un salaire plus élevé?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous voulons organiser cette commission comme une maison d'hommes d'affaires. Il demande que l'article soit amendé de façon à ce que le président, seul, fût obligé de ne s'occuper que des affaires de la commission. Le vice-président ne recevra pas de

salaire supplémentaire, mais nous croyons nécessaire qu'il y ait un membre qui remplace le président au cas où celui-ci soit incapable, pour une raison ou pour une autre, de présider aux rencontres de la commission.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous déciderons des salaires plus tard; jusqu'à maintenant, je n'ai, dit-il, aucune idée définitive à ce sujet.

M. Monet (Napierville): Je voudrais savoir dans quelles proportions les nationalités seront représentées dans cette commission, et s'il n'y a pas moyen d'obtenir la promesse que l'avocat en chef de la commission, qui doit être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sera un Canadien français. Avec l'amendement proposé un commissaire pourrait être ou député ou conseiller législatif.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement n'a pas considéré, le gouvernement n'a pas étudié la question de savoir quelle serait la nationalité et quelle serait la religion des commissaires. Derrière le choix de cinq commissaires, notre idée était que toutes les nationalités, toutes les religions et toutes les régions de la province seront représentées dans cette commission. Mon honorable ami peut être certain que, s'il laisse la chose entre les mains du gouvernement, celui-ci rendra justice à tout le monde. Les meilleurs choix seront faits. Le choix de l'avocat en chef de la commission n'a pas encore été discuté, mais le député de Napierville (M. Monet) peut très bien laisser au gouvernement le loisir de faire un choix judicieux à la fois des membres et de l'avocat en chef de la commission. Le gouvernement nommera l'un des membres du Barreau les plus compétents comme avocat en chef.

L'article 6 est amendé et se lit désormais comme suit:

"[[6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres et l'avocat en chef de la commission, lesquels restent en fonction durant bon plaisir; il désigne le président et le vice-président de la commission et établit le traitement de chacun des titulaires. Le président de la commission ne peut exercer aucune autre occupation.]]"

L'amendement est adopté.

L'article 6 ainsi amendé est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Le bureau principal de la commission est dans la cité de Montréal. Le quorum des assemblées de la commission est de trois membres."

M. Cannon (Québec-Centre): Il pourrait y avoir des inconvénients à ce que l'on décrétât que le bureau principal soit établi à Montréal, vu que la commission, par la suite, pourrait trouver plus avantageux d'importer ses marchandises, disons, à Québec ou dans un autre port. Il ne s'agit pas, ici, d'une question de jalousie entre Montréal et Québec, c'est une question d'intérêt pour la commission. On sait qu'il peut fort bien arriver qu'il en coûte moins cher d'exporter d'Europe par le port de Québec que par le port de Montréal, plus éloigné de l'Europe que celui de Québec.

D'un autre côté, on sait que Québec travaille activement, par le temps qui court, à faire diriger l'exportation de son côté et s'il n'y a pas d'entrepôt pour liqueurs dans cette ville, cela veut dire que toute l'importation de liqueurs sera faite par le port de Montréal au détriment de celui de Québec. De plus, l'alcool importé coûtera naturellement plus cher ici qu'à Montréal, car il devra être transporté de la métropole vers Québec pour être vendu dans les magasins du gouvernement. Québec est la capitale de la province et ne devrait pas être ignorée. Est-ce que la commission ne pourrait pas siéger dans la vieille capitale? Pourquoi le siège social devrait être à Montréal plutôt qu'à Québec?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il y a deux bonnes raisons pour établir l'entrepôt principal et le siège social à Montréal. L'un d'elles est que Montréal compte un tiers de la population de la province et, de plus, Montréal est l'endroit où la majeure partie du commerce, en vertu du projet de loi, sera fait. En plus, le gouvernement est propriétaire d'édifices à Montréal qui conviennent très bien aux besoins de la commission. Les trois quarts du commerce seront faits à Montréal. C'est le seul endroit où le bureau principal peut être opéré de façon pratique. Et puis Québec a la loi Scott et nous ne pourrions peut-être pas mettre notre loi en application ici, nous n'en savons rien encore.

M. Cannon (Québec-Centre): La commission pourra-t-elle siéger ailleurs qu'à Montréal, dans la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, certainement.

M. Cannon (Québec-Centre): À quel endroit la commission pourrait-elle siéger?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'entrepôt principal de la commission sera à Montréal, mais la commission pourra faire venir ses marchandises dans n'importe quel endroit de la province, pourvu qu'il y ait un entrepôt dans cet endroit.

M. Cannon (Québec-Centre): La ville de Québec verra son ambition de devenir un grand port de mer découragée et tout l'alcool qui arrivera d'Europe devra monter le fleuve jusqu'à Montréal, et ensuite le chargement devra être transporté à Québec, ce qui entraînera des coûts de transport inutiles de Québec à Montréal et vice versa. Si le magasin et l'entrepôt principaux sont à Montréal, tout l'alcool sera envoyé à cet endroit et, par la suite, transféré ailleurs où se trouvent des succursales. Ceci augmentera les coûts.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dissipe les craintes. Il n'y a rien qui empêche les marchandises d'arriver directement aux succursales.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La commission pourra passer les douanes dans la ville de Québec pour la portion du chargement destiné à y être vendu.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La population de Québec ne paiera pas plus que ce qu'on paiera à Montréal pour chaque bouteille, les prix y seront estampés. Le prix sera le même à la grandeur de la province.

M. Cannon (Québec-Centre) n'est pas convaincu, mais laisse passer cette clause.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. Les fonctions, devoirs et pouvoirs de la commission sont les suivants:

"a. acheter, avoir en sa possession et vendre en son nom des liqueurs alcooliques, en la manière établie par la présente loi;

"b. louer et occuper tous bâtiments et terrains requis pour ses opérations;

"c. subordonnement aux règlements qui peuvent être faits conformément à l'article 15, emprunter des sommes d'argent, garantir le paiement de ces sommes et celui des intérêts à courir par transport ou mise en gage de biens, ou de toute manière requise ou permise par les lois, et notamment par la loi des banques; émettre, signer, endosser et accepter des chèques, billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables;

"d. contrôler la possession, la vente et la livraison de liqueurs alcooliques en se conformant aux dispositions de la présente loi;

"e. octroyer, refuser, annuler tout permis de vente de liqueurs alcooliques ou tout permis qui se rapporte autrement à ces liqueurs, et transporter le permis d'une personne décédée;

"f. empêcher et rechercher toute infraction à la présente loi, opérer toute saisie de liqueurs alcooliques vendues, gardées ou transportées en contravention, et en demander la confiscation lorsque la présente loi le requiert; et poursuivre les violateurs en son nom devant toute cour de juridiction compétente;

"g. agir pour les fins de la présente loi comme autorité provinciale compétente relativement aux matières de douane et d'accise;

"h. nommer les fonctionnaires, inspecteurs, commis et autres employés requis pour ses opérations et les destituer, établir leur traitement ou rémunération, leur assigner des fonctions et titres officiels, définir leurs devoirs et pouvoirs respectifs, et engager les services d'experts ainsi que de personnes exerçant une profession."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Si un détenteur de licence devient malade et dans l'impossibilité d'exercer sa licence et son commerce de liqueurs alcooliques, il serait juste qu'il puisse vendre sa licence ou la donner à une autre personne, sans que la commission puisse intervenir et trouver quoi que ce soit à redire. Du moment que les commissaires ont le droit d'accorder ou de refuser les licences, ils doivent avoir le droit et être capables de transporter cette licence ou de la refuser.

Étant donné que le personnel de la commission jouit de la pleine confiance du gouvernement, selon les dires de celui-ci, on devrait laisser la question du transfert de licences à la discrétion de la commission, sans limiter son action au transfert de licences appartenant à une personne décédée. Autrement, on restreint la commission. Il (M. Bercovitch) est d'accord avec le trésorier qu'il y a eu des abus à Montréal dans le transfert de licences, mais c'est un problème dont la commission peut s'occuper.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission aura en quelque sorte le pouvoir de transférer des licences, mais nous voulons qu'elle empêche tout trafic de licence. Le gouvernement veut éviter toute spéculation, et c'est dans ce but qu'il n'accorde pas à la commission le pouvoir de transporter une licence que perdent, pour une raison ou pour une autre, les personnes qui les ont obtenues. Un homme qui voudrait trafiquer sa licence devrait en être empêché par la loi. Si un détenteur de licence veut se retirer de ce commerce et en avise la commission, il sera tout simplement libéré. On lui remboursera la balance de ce qu'il aura payé pour le temps qui restera sur la durée de son permis, et la commission pourra donner sa licence à une autre personne qui, selon son évaluation, peut la recevoir, sans devoir la donner à la personne que l'ancien détenteur de la licence a proposée.

Le gouvernement en est arrivé, après mûre réflexion, à cette conclusion parce qu'une quantité considérable d'abus ont eu lieu par le passé à Montréal, concernant le transfert de licences en particulier. C'est pour prévenir ceci que cette clause a été introduite dans la nouvelle loi. Certains obtenaient des licences qu'ils vendaient très cher aux hôteliers. Ce que le gouvernement veut empêcher, c'est que celui qui achète d'un hôtelier croie que la vente inclut un droit acquis. Les permis sont octroyés par la commission et l'intention du gouvernement est de ne pas permettre le transfert de licences en valeur. Un autre avantage qui en résultera est qu'un détenteur de permis en prendra grand soin, car il saura qu'il ne pourra pas, comme par le passé, acheter une autre licence au cas où il perdrait la première.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il existe des cas où serait faite une grande injustice si la commission n'avait pas le pouvoir de transférer. La commission devrait avoir le choix. Il est illogique de dire que la commission ne transférera qu'en cas de mort. Il ne croit pas que les créanciers d'un hôtelier insolvable, par exemple, sont suffisamment protégés s'il n'existe pas un droit de transfert.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement ne veut rien dans la loi qui obligerait la commission à faire un transfert, car elle peut octroyer des licences quand elle veut. Ceci empêchera l'achat et la vente de licences à Montréal, comme ça se faisait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le trafic des licences à Montréal était devenu un scandale et un moyen de chantage.

M. Renaud (Laval): Les licences devraient, en toute justice, se transférer.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je crois que le projet du gouvernement n'a pas la signification que lui donne l'honorable trésorier. La clause 36 dit, en effet, que "les droits que confère un permis ne peuvent être transportés par la commission qu'au cas de décès de la personne à laquelle la commission avait octroyé ce permis."

Par conséquent, il n'y aura que dans les cas de décès que l'on pourra transférer une licence. Je m'oppose donc à ce que les pouvoirs de la commission soient aussi restreints et je propose, en amendement, que la clause se lise de façon à ce que les transferts de licence puissent se faire dans d'autres cas que dans les cas de décès ou de faillite. Il propose que le mot "décédé" soit biffé de façon à ce que la commission soit autorisée à permettre le transfert de la licence de n'importe quelle personne.

M. Cannon (Québec-Centre): Si je comprends bien, on veut que les transferts de licences ne se fassent que dans les cas de mort?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Et dans les cas de faillite, c'est cela.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Un hôtelier ne pourrait-il pas vendre son hôtel et obtenir le transfert de sa licence à celui qui l'achètera?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission jugera si l'acheteur est un homme qui mérite sa confiance. Les transports de permis seront autorisés par la commission quand l'acquéreur offrira toutes les garanties exigibles. Nous voulons que, si un détenteur de permis vend sa licence, il doive venir la remettre à la commission qui jugera à propos ou non de la donner à un autre. Mais il n'y aura pas de transfert.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je crois qu'en vertu de ce projet, vous ne pourrez pas même faire cela. Je veux être bien compris: je veux que nous donnions à la commission, dans un cas de faillite ou autre cas qu'elle croira justifiable, le droit de pouvoir transférer une licence. La commission a droit de canceler une licence, donnons-lui donc le droit de la transférer. Or, j'affirme que la loi ne permet pas le transfert.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons basé notre loi sur l'expérience. Nous

étions en présence de deux systèmes, celui du transport et celui défendant tout transfert. Si nous comparons les deux systèmes, l'expérience nous a démontré que le système du transfert des licences à Montréal est une source de spéculations de toutes sortes et aussi une source de fraudes, de trafic, de chantage, d'abus que le gouvernement veut, à l'avenir, éviter. Nous voulons qu'il n'y ait pas de transfert, excepté dans le cas du décès d'un détenteur de licence, afin d'éviter tout cela.

On conçoit que la commission sera dans une assez pénible position quand une personne viendra la trouver pour lui annoncer qu'elle a donné une assez forte somme pour la licence d'une autre personne qui voulait faire de l'argent en vendant sa licence et demandera qu'on lui donne cette licence. Si les licences étaient transférées, cela voudrait dire qu'un homme qui en a acheté une d'un hôtelier pour \$5,000 irait voir la commission et la supplierait de lui donner la licence, sinon il perdrait \$5,000. Le gouvernement veut que la commission soit libre d'octroyer ses permis et ne soit pas importunée. Nous voulons éviter une situation semblable à la commission.

Il est arrivé souvent que les permis étaient transportés à des personnes indésirables. C'est justement parce que cela s'est fait dans le passé que nous ne voulons plus que cela continue de se faire. Les cas de faillite ou de saisie de stocks pour dettes sont pris en compte dans la nouvelle loi. Le transfert des licences à Montréal a été la source de problèmes sérieux et même de ce que l'on peut appeler du chantage. Quand on se rendra compte qu'on ne peut plus faire le trafic de licences, la loi sera beaucoup plus respectée. Le gouvernement veut protéger la commission contre ceux qui lui diraient: "Vous allez nous faire perdre des milliers de dollars si vous n'autorisez pas le transfert des licences que nous détenons."

Nous voulons que celui qui a une licence l'exerce pour lui-même. Quand un homme voudra abandonner son commerce des liqueurs alcooliques et sa licence et la transmettre à un autre, il devra venir devant la commission expliquer son cas et déclarer qu'il abandonne et sa licence et son commerce. Si c'est un bon poste et qu'un autre le réclame, il ira trouver la commission et demandera d'obtenir cette licence. La commission alors décidera. Si celui qui veut lui succéder est jugé digne par la commission, il pourra obtenir une autre licence pour continuer le commerce. Nous avons à choisir entre le système avec transfert et le système sans transfert. Nous nous sommes arrêtés à ce dernier système, et nous demandons à la Chambre de nous soutenir sur ce point qui est très juste.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté².

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) donne des explications (en anglais).

M. Dufresne (Joliette): Je demande pardon à l'honorable trésorier, je sais qu'il parle le français, pourquoi ne s'exprimerait-il pas en français? Un bon nombre de députés ne comprennent pas l'anglais et je crois qu'ils seraient heureux, comme moi, d'entendre le trésorier, bien qu'il ait le droit de nous parler anglais, nous donner des explications en français.

Des députés: Non! Non!

M. Dufresne (Joliette): La loi est assez importante pour que, dans une province comme la province de Québec, les députés aient le droit de s'attendre qu'elle leur soit expliquée en français. Je crois que nous devrions tous prendre connaissance des explications. Je crois que l'honorable trésorier peut tout aussi bien s'exprimer en français. Pourquoi ne nous ferait-il pas cette faveur?

Des députés: Oh! Oh!

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Cette clause-ci.

Des députés: En français, en français! (Rires)

L'honorable M. Mitchell (Richmond): M. le Président, je demanderais au député de Montréal-Saint-Georges de me poser cette question en français. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me demande pourquoi les députés trouvent si drôle la demande bien légitime du député de Joliette. L'honorable trésorier connaît bien le français et je crois qu'il se serait rendu à la demande que lui a faite si poliment, si délicatement, le député de Joliette. Je ne nie pas le droit du trésorier de parler anglais.

Il a parfaitement le droit de parler anglais s'il le désire, mais puisque cette loi revêt une telle importance, il serait convenable que tous les membres puissent parfaitement comprendre les explications. Tout député peut demander des explications en français lorsqu'il ne comprend pas

très bien les dispositions, lorsque l'explication n'est donnée qu'en anglais et qu'il est incapable de comprendre le texte.

Il (M. Sauvé) croit que le premier ministre et le trésorier n'ont pas le droit d'ignorer cette demande. Nous ne devons pas oublier que cette loi a été préparée par un grand nombre d'avocats compétents et elle est très compliquée. Les avocats eux-mêmes ont peine à la pénétrer. Elle a demandé beaucoup de travail. Ils ont passé des semaines à rédiger ces dispositions. Cette mesure étant de la plus extrême importance, il importe que tous les membres de la députation en comprennent bien le sens, ce qu'ils ne peuvent faire si toutes les explications sont données en anglais. Elle doit leur être expliquée dans la langue qu'ils comprennent. Quoi de plus juste que d'exiger qu'elle soit clairement exposée en français, quand on s'adresse au gouvernement de la province de Québec?

Le trésorier, qui représente le gouvernement, devrait nous donner une explication en français, et il n'est pas nécessaire que ce soit le trésorier qui le fasse. Si l'honorable trésorier ne peut pas parler français, il me semble qu'un de ses collègues devrait nous donner des explications en français. Cela dénoterait un bon esprit. Il n'est pas nécessaire de connaître si tel député de la droite ou de la gauche connaît le français ou l'anglais, mais la demande du député de Joliette est certainement pertinente. Encore une fois, je ne vois rien dans la demande du député de Joliette qui puisse faire rire si bruyamment des députés, et quelques ministres surtout, qui ont éclaté de rire tout à l'heure.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le Président, je crois que le chef de l'opposition n'a pas le droit de soulever cette discussion malheureuse et regrettable, car nous sommes heureux en cette province. L'interruption du chef de l'opposition soulève aussi de très fâcheux préjugés. Le chef de l'opposition a tort lorsqu'il dit que les députés riaient du député de Joliette. Il y a une chose dans la province de Québec dont nous sommes fiers et c'est que la province de Québec est le pays où l'on jouit de toutes les libertés, et que l'on peut utiliser à la fois le français ou l'anglais, comme on le désire.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable trésorier a parfaitement le droit de parler à la Chambre dans sa langue maternelle et j'espère qu'il le fera, comme j'ai le droit de parler la mienne et comme le chef de l'opposition a celui de parler dans la sienne. Le trésorier défend une loi très

difficile, c'est vrai, qui l'oblige à donner des explications, mais le trésorier a le droit de l'expliquer dans sa langue maternelle, et personne ne devrait trouver à redire là-dessus. À Ottawa, lorsque des députés canadiens-français, les champions de notre race, parlent le français, des députés leur demandent toujours de parler anglais et les nôtres répondent: "Apprenez notre langue" et leur disent que le français est une langue officielle. L'honorable trésorier a donné des explications tout à l'heure sur une clause, et j'ai moi-même expliqué cette clause. En deuxième lecture, j'ai aussi donné des explications et j'espère que l'honorable député de Joliette a compris. Nous tenterons de discuter d'une façon appropriée, mais en ce qui me concerne, et je crois que je parle au nom de la députation en cette Chambre en disant que je répudie de toutes mes forces l'insinuation du député de Joliette que le trésorier est obligé de parler français ici... (Applaudissements)

... et qu'un député de langue anglaise doit parler dans une autre langue que la sienne. Je proclame que la langue anglaise a droit de cité ici comme le français et que personne n'a le droit de venir à ce sujet soulever des préjugés de race. Cette réfutation (ou répudiation), je la fais au nom de la majorité de cette Chambre, au nom de ma province, au nom de ma race. Je crois pouvoir ajouter que l'intervention du chef de l'opposition est malheureuse et j'espère que le trésorier continuera à parler sa langue ici en toute liberté. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de prêter au député de Joliette des paroles qu'il n'a pas dites.

M. Dufresne (Joliette) dit quelques mots.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de nous imputer de prétendues paroles que nous n'avons pas dites. Je ne permettrai pas au premier ministre de m'accuser d'en avoir appelé à la partisanerie ou aux préjugés.

M. Dufresne (Joliette) veut se lever.

Des députés: À l'ordre, à l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les petites colères de l'honorable chef de l'opposition n'ont jamais effrayé personne, et elles ne me feront pas peur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je répète, M. le Président, que les paroles de l'honorable chef de l'opposition sont malheureuses.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre n'a pas le droit de conter des mensonges. Ni moi, ni le député de Joliette n'avons jamais nié le droit d'un député anglais de parler sa langue.

M. l'Orateur: À l'ordre, à l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle belle majorité! Quelle belle liberté!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis habitué à ce langage. Cette sortie du chef de l'opposition est regrettable. On vous répondra par le vote. M. le Président, et je la laisse entre vos mains.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'affirme qu'on doit permettre à un homme de parler dans une langue ou dans l'autre, mais on devrait nous donner des explications que l'on peut comprendre. Me permettez-vous de parler?

M. l'Orateur: Respectez les règlements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre, qui se fait le champion des règles de la Chambre, devrait bien les observer le premier. Jamais le député de Joliette et le député des Deux-Montagnes n'ont songé à nier au trésorier le droit de parler sa langue dans cette Chambre. Nous sommes autant pour la liberté que le premier ministre. L'honorable premier ministre vient de soulever un point qui n'a jamais été soulevé dans cette Chambre. Pour faire du "bluff" électoral et dans un but de réclame, l'honorable premier ministre peut nous prêter des paroles que nous n'avons jamais dites, mais c'est notre devoir de protester. J'ai été très délicat, il me semble, et ce n'est qu'un service que nous avons demandé au trésorier provincial.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'objecte au langage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Voilà la merveilleuse liberté dont parle le premier ministre. Il dit que nous, de ce côté-ci de la Chambre, essayons

d'empêcher les députés anglais de parler anglais. Je reconnais que le trésorier a le droit de parler dans sa langue, mais puisque cette loi est difficile et que certains députés ont de la difficulté avec l'anglais, le gouvernement, que ce soit par la voix du trésorier ou non, devrait satisfaire la majorité en cette Chambre.

Ce que le député de Joliette demande et ce que je trouve parfaitement raisonnable, c'est que l'honorable trésorier ou un membre du gouvernement nous donne des explications en français sur cette loi, afin que les députés puissent mieux comprendre ces explications. Je crois que bon nombre de députés de la droite apprécieraient cela et je suis convaincu que le trésorier se serait rendu à la demande du député de Joliette. En l'appuyant, je n'ai pas prononcé les paroles que le chef du gouvernement me prête et qu'il n'a pas le droit de me prêter.

De quel droit le premier ministre peut-il dire que nous voulons soulever des préjugés raciaux? Est-il justifié de protester au nom de la Chambre? De quel droit fait-il ces insinuations? Le premier ministre n'a pas le droit de fausser mes paroles et n'a aucune justification pour faire cette protestation au nom de la Chambre. Ses protestations ne sont pas justifiées et ne sont pas une réponse aux remarques faites par lui-même (le chef de l'opposition) ou par le député de Joliette.

Ce n'est pas la première fois que pareille demande a été faite. Je me souviens que le député de Sainte-Marie, qui depuis est devenu ministre, l'adressait dans le comité des bills privés, au trésorier provincial. Je me souviens d'une fois où le trésorier a parlé français au comité des bills privés. Il ne s'est pas fait évincer du gouvernement pour autant et aucun malheur ne lui est arrivé. Les députés qui applaudissent aujourd'hui le premier ministre ont alors applaudi le député de Sainte-Marie.

Je suis certain que si le premier ministre n'était pas intervenu, le trésorier aurait consenti à donner quelques explications en français, car il le parle bien et il aime satisfaire la Chambre. Le premier ministre n'avait pas à s'écrier de cette façon. Mais son intervention dans cet incident ne me surprend pas, il y a assez longtemps que je siège ici pour connaître et être habitué à tous ses tours et détours. J'ai entendu de tels cris avant.

L'article 10 est adopté.

Les articles 11 à 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15 qui se lit comme suit:

"15.1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir, amender ou abroger les règlements qu'il croit nécessaires à la mise à exécution de la présente loi concernant:

"a. les emprunts de la commission;

"b. la comptabilité de la commission, et la reddition et la vérification de ses comptes;

"c. l'état et l'inventaire des biens qu'elle a en sa possession.

"2. La commission peut établir, amender ou abroger les règlements qu'elle croit nécessaires à la mise à exécution de la présente loi relativement à sa régie interne et à la conduite de ses affaires. Elle doit, sur demande, transmettre une copie de ces règlements au lieutenant-gouverneur en conseil.

"3. Si un règlement de la commission est:

"a. approuvé par le lieutenant gouverneur en conseil, et

"b. publié dans la *Gazette officielle de Québec*, toute violation des dispositions de ce règlement constitue une infraction à la présente loi et entraîne les peines qui y sont édictées à l'article 51.

"4. L'abrogation ou l'amendement d'un règlement fait par la commission, et approuvé et publié comme susdit, ne peut se faire que par un autre règlement de la commission, approuvé et publié de la même manière."

M. Tessier (Rimouski) présente des objections.

M. Cannon (Québec-Centre): Donner à la commission un tel pouvoir est contraire à l'Acte de l'Amérique du Nord, surtout par le fait que l'on donne à la commission le droit de créer des pénalités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et **l'honorable M. Mitchell (Richmond)** expliquent que ce n'est qu'un pouvoir délégué par la Législature à la commission et que de nouvelles pénalités ne sont pas créées, mais que les pénalités édictées par la loi prennent force lorsque le gouverneur en conseil donne son assentiment à un règlement passé par les commissaires.

L'article 15 est amendé et se lit désormais comme suit:

"[15.1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir les règlements qu'il juge nécessaires à l'exécution de la présente loi ainsi que d'amender ou abroger ceux qu'il a établis concernant:

"a. les emprunts de la commission;

"b. la comptabilité de la commission, et la reddition et la vérification de ses comptes;

"c. l'état et l'inventaire des biens qu'elle a en sa possession.]]

"2. La commission peut établir les règlements qu'elle juge nécessaires à l'exécution de la présente loi relativement à sa régie interne et à la conduite de ses affaires, ainsi qu'amender ou abroger ceux qu'elle a établis. Elle doit, sur demande, transmettre une copie de ces règlements au lieutenant-gouverneur en conseil.

"3. Si un règlement de la commission est:

"a. approuvé par le lieutenant gouverneur en conseil, et

"b. publié dans la *Gazette officielle de Québec*, toute violation des dispositions de ce règlement constitue une infraction à la présente loi et entraîne les peines qui y sont édictées à l'article 51.

"4. L'abrogation ou l'amendement d'un règlement fait par la commission, et approuvé et publié comme susdit, ne peut se faire que par un autre règlement de la commission, approuvé et publié de la même manière."

L'amendement est adopté.

L'article 15 ainsi amendé est adopté.

L'article 16 est adopté.

Le comité étudie l'article 17 qui se lit comme suit:

"[[17. Les emprunts de la commission doivent s'effectuer exclusivement à la banque ou aux banques que lui indique à discrétion le trésorier de la province.

"Les sommes d'argent perçues par la commission doivent être déposées au nom de la commission dans la ou les banques que lui indique à discrétion le trésorier de la province.]]"

M. Tessier (Rimouski) demande au trésorier de ne pas obliger la commission à emprunter à la banque et aux banques que lui indiquera le trésorier, à remettre ses revenus au trésorier, comme le veut la loi proposée. Pourquoi liez-vous les mains de la commission? Puisque l'on veut donner carte blanche, donnons-lui carte blanche, même sur ce point, au sujet des dépôts, des emprunts, etc. Vous donnez le contrôle absolu à la commission et vous dites maintenant que le trésorier pourra exiger d'elle les sommes qu'il jugera disponibles. Si c'est le trésorier provincial qui doit administrer la loi, comme c'en a tout l'air, c'est fort bien, mais vous dites que c'est la commission qui doit avoir l'administration absolue. C'est donc à elle de

déterminer la somme d'argent dont elle n'a pas besoin, et non pas au trésorier.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Après tout, c'est le crédit de la province qui servira à la commission et que cette dernière doit être responsable au gouvernement, lequel est responsable au peuple. Nous pouvons assurer la Chambre que le gouvernement ne demandera pas d'argent à la commission avant que ses recettes ne dépassent ses dépenses.

Il demande que cet article soit laissé en suspens.

L'étude de l'article 17 est suspendue.

L'étude des articles 18 et 19 est laissée en suspens.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. La commission peut avoir les magasins et entrepôts suivants:

"1. Un magasin et entrepôt principal dans la cité de Montréal, à tel endroit qu'indique le lieutenant-gouverneur en conseil;

"2. Des succursales de ce magasin et entrepôt principal dans les cités et villes que la commission choisit et dont elle détermine le nombre.

"Toutefois, aucune succursale ne doit être établie dans une municipalité où est en vigueur une loi de prohibition s'appliquant spécialement à cette municipalité ou au comté dont fait partie la municipalité, non plus que dans une municipalité dont le conseil a, par règlement, édicté qu'aucune de ces succursales n'y doit être établie."

M. Cannon (Québec-Centre) veut qu'on ne fixe pas seulement la ville de Montréal comme la ville de l'entrepôt provincial de la commission. Il veut qu'on laisse les commissaires agir comme ils l'entendront. Mon but n'est pas de chercher une querelle de clochers, mais de ne pas obliger les citoyens de Québec à payer plus cher que les citoyens de Montréal pour acheter des liqueurs. S'il n'y a pas d'entrepôts à Québec et que l'entrepôt principal est dans la métropole, l'importation se fera à Montréal et sera plus coûteuse que par Québec. Il faudra payer pour le transport des liqueurs. On devrait dire, plutôt, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer, par ordre en conseil, les endroits où il y aura des entrepôts et des magasins. La ville de Québec travaille activement à augmenter les opérations de son port et serait heureuse d'importer des liqueurs comme la métropole.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Tout en ayant son entrepôt principal à Montréal, la commission pourra établir des succursales où elle voudra. Elle pourra en établir 10 à Québec, 10 à Lévis si elle le veut. L'importation pourra se faire dans ces succursales de la commission comme à l'entrepôt de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Laissons donc Québec préserver de cet entrepôt: "Quebec preserving."

M. Monet (Napierville): Cette clause dit qu'il n'y aura de débits de liqueurs que dans les cités et villes. Je crois que cela est injuste envers les villages qui n'ont pas été incorporés en villes. Je propose, en amendement, que la clause se lise comme suit: "des succursales de ces entrepôts et magasins (débits) pourront être établies dans les cités, villes et municipalités de villages", et non pas seulement dans les cités et villes.

Il (M. Monet) veut que l'on évite à ceux qui restent loin des villes le trouble de faire venir par la malle ou autrement la bouteille de vin ou autre liqueur dont ils ont besoin. Pourquoi exiger des gens de la campagne d'attendre vingt-quatre heures ou plus pour se procurer une bouteille à la portée à toute heure du jour des gens des villes et cités? Quelques villages sont aussi importants que certaines villes. Dans son discours lors de la deuxième lecture du bill, le premier ministre a dit que, plus tard, il souhaitait être encore plus généreux que ce que permet ce bill. Pourquoi ne pas être généreux tout de suite?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La nouvelle loi est pour répondre aux besoins et éviter les abus des villes et non de permettre aux gens des campagnes de s'approvisionner plus facilement de spiritueux. Très peu de municipalités dans l'ensemble de la province en dehors des grandes villes veulent un magasin de liqueurs alcooliques. Nous ne devons pas oublier que, dans la plupart des municipalités rurales, il n'y a pas de demande ni de besoin pour un magasin. Pourquoi établir des magasins dans toutes les campagnes? Il n'y a aucune raison d'ouvrir un magasin pour satisfaire quelques personnes dans une communauté. Le gouvernement veut avoir le moins de magasins possible dans la province, c'est pourquoi il limite la commission aux cités et villes. Si nous nous retrouvons avec des magasins dans toute la province, nous serions tout aussi bien de ne pas avoir de loi du tout, car il sera impossible de contrôler 100 ou 200 magasins. Nous voulons le moins de magasins possible pour que

nous puissions avoir le meilleur contrôle afin d'empêcher la contrebande dans les régions de prohibition, avec les autres provinces et à la frontière. En vertu de l'ancienne loi, l'an dernier, il n'y avait que 25 vendeurs licenciés dans la province et, personnellement, je souhaiterais qu'il n'y en ait pas beaucoup plus en vertu de la nouvelle loi. Mais, pour rencontrer les besoins de la province, nous laissons à la commission le soin de décider du nombre. Cependant, nous voulons nous assurer qu'il n'y aura aucune échappatoire. Nous croyons que nous ne devrions pas excéder la demande provinciale et toujours être en mesure de contrôler les magasins.

De plus, rappelons-nous que 1,154 municipalités en cette province ont voté pour la prohibition. Donc, pourquoi ouvrir des magasins sur leur territoire, qui est pratiquement entièrement rural? Si nous devons ouvrir des magasins partout, ces municipalités auraient toutes les raisons de se plaindre de l'application de la nouvelle loi. Le député de Napierville (M. Monet) est à une heure de Montréal, il ne souffrira d'aucun désagrément.

M. Smart (Westmount): Il pourrait souffrir de soif soudaine.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): J'espère que cela n'arrivera jamais à Westmount.

M. Monet (Napierville): Combien de magasins y aura-t-il à Montréal?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission décidera combien il devra y en avoir.

M. Monet (Napierville): Bien que certaines municipalités puissent ne pas avoir besoin de magasin, la Commission devrait avoir le droit d'en ouvrir là où il y a une demande.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Si elle en ouvrait seulement un dans chaque ville, il y en aurait trop et, si on en retrouve dans les villages, ce sera trop. Il pourrait y en avoir un dans pratiquement chaque comté.

M. Monet (Napierville) propose de nouveau que la commission soit autorisée à établir des succursales dans les municipalités de villages.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Puisque la population de nos campagnes ne veut pas de liqueurs enivrantes, pourquoi le gouvernement fait-il disparaître

l'ancienne loi et s'empresse-t-il de présenter une nouvelle loi? Pourquoi répandre les boissons et remplacer une loi qu'on ne s'est pas efforcé de faire appliquer?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Parce que les trois quarts de la population de Montréal la réclament et que, dans la plupart des cités et villes, la majorité de la population est contre la prohibition. Il dit qu'à son avis, les gens des municipalités qui ont épousé la prohibition dans le passé ne veulent pas de buvette ou de magasin de whisky sur leur territoire, mais elles ne veulent pas empiéter sur les désirs des gens des cités et villes, et veulent aussi être en mesure d'acquérir des liqueurs alcooliques des grands centres pour eux-mêmes. Le gouvernement ne peut accepter l'amendement du député de Napierville autorisant la commission à établir des magasins dans les villages.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, la loi est faite présentement pour Montréal. Puisque ce n'est pas le désir général d'avoir des boissons alcooliques, pourquoi n'a-t-on pas gardé l'ancienne loi? Il me semble qu'avec tous ces entrepôts, tous ces magasins, tout ce déménagement de bouteilles, il y aura des abus pires que sous l'ancienne loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je demande pardon à l'honorable chef de l'opposition, mais il est six heures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous siégeons ce soir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

L'étude de l'article 20 est suspendue.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 95 concernant les successions de Jacques Blanchard et Sara Déry.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 142 amendant la charte de The Anglo American Trust Company;

- bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage de biens substitués.

M. l'Orateur: Il est six heures, je quitte mon siège.

La séance est levée à 6 h 15.

Reprise de la séance à 9 h 15³

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 52 amendant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill suivant n'a pas été prouvé à sa satisfaction, les preuves apportées ayant été contradictoires:

- bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter \$60,000.00 et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté.

The Montréal General Hospital and The Western Hospital

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montréal General Hospital et The Western Hospital of Montréal. Lesdits amendements sont lus une seconde fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte d'Aylmer

M. Caron (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Caron (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société de construction de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 concernant la Société de construction de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Liqueurs alcooliques

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Le comité reprend l'étude de l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. La commission peut avoir les magasins et entrepôts suivants:

"1. Un magasin et entrepôt principal dans la cité de Montréal, à tel endroit qu'indique le lieutenant-gouverneur en conseil;

"2. Des succursales de ce magasin et entrepôt principal dans les cités et villes que la commission choisit et dont elle détermine le nombre.

"Toutefois, aucune succursale ne doit être établie dans une municipalité où est en vigueur une loi de prohibition s'appliquant spécialement à cette municipalité ou au comté dont fait partie la municipalité, non plus que dans une municipalité

dont le conseil a, par règlement, édicté qu'aucune de ces succursales n'y doit être établie."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve étrange que le gouvernement n'accorde pas ce droit aux municipalités rurales. Il prédit la faillite de la nouvelle loi d'ici à six mois. Les vendeurs et les commerçants de liqueurs qui ont violé la loi actuelle sont encore actifs et ils s'organisent pour transgresser la nouvelle loi. Malgré tout ce que fera le gouvernement, il y aura encore des politiciens qui ne respecteront pas la loi, il y aura encore des députés qui s'associeront avec des vendeurs à Montréal, comme il y en a qui ont deux magasins et qui n'ont qu'une licence, mais pas sur leur nom. La même influence considérable continuera et aussi le même commerce.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux pas suivre le chef de l'opposition dans ses divagations, mais je le féliciterai cependant d'avoir le monopole de l'honnêteté en cette Chambre.

En ce qui concerne l'amendement du député de Napierville qui a exprimé le souhait qu'on ouvre des magasins dans les villages et les municipalités autres que les cités et villes, je suis personnellement en faveur d'une telle mesure, dit-il, mais pas pour le moment. Je crois que ce qui est bon pour les cités et villes est bon pour la campagne, et la meilleure façon d'éliminer le trafic illicite dans les villages et de prévenir les abus est d'établir des magasins dans le plus de municipalités possible. Mais le gouvernement veut, en premier lieu, contrôler tout le commerce de l'alcool, et il ne peut faire ceci s'il permet l'ouverture de magasins partout.

Cependant, n'oubliez pas que le gouvernement fait une expérience et nomme une commission pour prendre en main le commerce, avec toutes les responsabilités, et que nous devons lui donner une chance. La commission serait incapable de remplir ses fonctions, si on retrouvait des magasins dans chaque coin de la province, même si elle était composée de 20 personnes. Les membres de la commission ne seront nommés qu'après la sanction de la loi. Je défie les meilleurs hommes, les hommes les plus compétents, d'organiser ce système dans toute la province et d'ouvrir des magasins dans chaque village d'ici au mois de mai, et nous ne sommes pas pour surcharger la commission davantage.

Si la loi donne de bons résultats, et je crois qu'il en sera ainsi, nous pourrions étendre ses dispositions et permettre des magasins dans les villages. Il est préférable pour nous, à la prochaine session, d'étendre la loi plutôt que de la restreindre. Pensez

seulement à la tâche qu'il incombe à la commission de trouver, dans toute la province, des endroits pour ses entrepôts. Ce que nous demandons à la Chambre, c'est de mettre à l'essai, de façon honnête, cette loi comme elle est, avec quelques magasins dans les cités et villes, et si, l'an prochain, il s'avère que le résultat est positif, je serai un des premiers à demander à la Chambre, à la prochaine session, d'être plus généreuse et à proposer que la portée de la loi soit élargie et que ses privilèges soient étendus à toutes les municipalités possibles et que les villages jouissent des mêmes privilèges que les cités et villes. Rappelez-vous aussi que la situation des villages sera meilleure avec cette mesure qu'elle l'est en ce moment. Tous ceux qui voudront une bouteille, qu'importe leur lieu de résidence, pourront l'obtenir en écrivant à un magasin. On leur enverra par la poste, express, par train, par bateau ou autre moyen de transport, alors qu'aujourd'hui, ils doivent obtenir un certificat du médecin.

N'en demandez pas trop à la commission en même temps, autrement elle ne pourra accomplir ce que l'on attend d'elle, le système sera discrédité et nous devons appliquer des restrictions. Je préfère demander à la Chambre, l'an prochain, des pouvoirs accrus et un traitement plus généreux pour les municipalités que d'avoir à demander une réduction des pouvoirs de la Commission. Nous devons donner une chance à la Commission et la laisser décider du nombre de magasins qu'elle devra contrôler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁴: Comment le gouvernement espère-t-il être prêt au mois de mai à mettre la nouvelle loi en vigueur avec efficacité? Ah! Peut-être a-t-il déjà des agents en Europe?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons eu aucune relation avec les marchands d'Europe.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors le premier ministre connaît la situation et entretient des contacts avec les gens là-bas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais, si vous aviez lu les journaux de Londres aujourd'hui, vous auriez vu que l'on s'intéresse à notre loi et que ce sont les marchands d'Europe qui viendront à nous avant que nous n'allions à eux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils ont peut-être été renseignés par M. Peter Dawson, le gendre du sénateur Marcelin Wilson⁵, ce grand libéral. Il veut

savoir si le gouvernement achètera son alcool de Peter Dawson.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rit des propos du chef de l'opposition.

M. Hamel (Portneuf) pose une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il n'est pas certain si une ville incorporée après que le comté ait voté la prohibition peut se soustraire à la loi.

M. Monet (Napierville) insiste pour présenter son amendement.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté⁶.

L'article 20 est adopté.

Le comité étudie l'article 21 qui se lit comme suit:

"21.1. Les vendeurs autorisés et les licenciés en vertu de la loi de prohibition de Québec, et les licenciés en vertu de la loi des licences de Québec, doivent, avant l'expiration de leur privilège ou licence, le trente avril mil neuf cent vingt et un, dénoncer à la commission toutes les liqueurs alcooliques qui leur appartiennent, ou dont ils ont la possession ou le contrôle à quelque titre que ce soit, et les mettre sous le contrôle et en la possession de la commission en la manière indiquée par celle-ci.

"2. À défaut par un de ces vendeurs autorisés ou un de ces licenciés de se conformer aux exigences du présent article, la commission peut, en vertu d'une ordonnance écrite et signée par trois de ses membres, faire saisir par toute personne munie de cette ordonnance, et confisquer avec tous les vaisseaux qui les contiennent, les liqueurs alcooliques qu'il n'a pas dénoncées ou mises sous le contrôle et en la possession de la commission. Des procédures judiciaires ne sont pas requises pour cette confiscation.

"3. La commission peut disposer, de la manière qu'elle l'entend et définitivement des liqueurs alcooliques qui lui ont été dénoncées et dont elle a été mise en possession de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article, sans que le vendeur autorisé ou le licencié puisse empêcher qu'il en soit ainsi disposé, ni ne puisse réclamer quoi que ce soit de la commission."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) croit que la clause concernant l'aliénation des liqueurs

n'est pas claire. Il propose donc un amendement au paragraphe 3 qui se lit comme suit:

"3. La commission n'est pas responsable de la perte ni de la dépréciation des liqueurs alcooliques dont elle a pris possession en vertu du paragraphe 1 du présent article. Elle peut, à sa discrétion, vendre ou autrement aliéner ces liqueurs ou partie de ces liqueurs aux prix, termes et conditions qu'elle juge convenables, et indemniser les personnes à qui elles appartiennent, après avoir déduit du prix obtenu les frais et charges qu'elle détermine. Elle peut aussi, à sa discrétion, détruire ces liqueurs ou partie de ces liqueurs, ou en extraire l'alcool."

Comme tous les vendeurs savent depuis six semaines que leur licence ne sera pas renouvelée et qu'elle cessera d'exister après le 1^{er} mai prochain, ils ne devraient pas commander d'autres produits. Pour ceux qui ont commandé des marchandises, il serait préférable qu'ils annulent les contrats qu'ils ont signés. À partir de demain, toutes les commandes de spiritueux qui seraient faites en Europe par des importateurs ne seront pas reconnues par le gouvernement et tomberont sous le coup de la nouvelle loi, c'est-à-dire que la commission s'emparera de ces commandes et en fera ce qu'elle voudra, car nous ne voulons pas, au 1^{er} mai, que la province de Québec soit inondée de liqueurs alcooliques entre les mains de personnes éparpillées dans l'ensemble du territoire et que les contrebandiers mettent la main sur ces liqueurs, qu'ils les vendent partout dans la province et qu'ils rendent la loi totalement inopérante.

M. Renaud (Laval) n'aime pas cette clause. Il déclare qu'il s'agit d'une confiscation et que celui qui déclare les liqueurs qu'il possède n'est pas dans une meilleure position que celui qui ne déclare rien. Dans les deux cas, il y a confiscation. Il ne croit pas que le deuxième alinéa soit nécessaire car, lui semble-t-il, que le vendeur dénonce ou non les liqueurs qu'il a en sa possession, elles seront prises par la commission de toute façon.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il est absolument essentiel, pour que la mesure soit appliquée, que la commission ait le contrôle absolu de tous les stocks de liqueurs alcooliques dans la province au 1^{er} mai et qu'elle sache où ils se trouvent. Sans cela, il sera absolument impossible d'appliquer la loi. Le gouvernement ne peut s'engager par la commission, ou de quelque manière que ce soit, à acheter les liqueurs des détenteurs actuels de licences et d'acheter les liqueurs disponibles et qui auront été

déclarées. Elle peut, à sa discrétion, vendre ou autrement aliéner ces liqueurs aux prix, termes et conditions qu'elle juge convenables, et indemniser les personnes à qui elles appartiennent, après avoir déduit du prix obtenu les frais et charges qu'elle détermine. Toutes les liqueurs qui seront encore en possession des vendeurs au 1^{er} mai prochain devront être livrées à la commission qui pourra en faire ce qu'elle voudra, comme en tirer l'alcool qu'elle croira devoir tirer ou les détruire. Une partie de cet alcool pourrait être de mauvaise qualité et devoir être détruite. D'autres marchandises pourraient être récupérées, et la commission disposera de l'alcool de bonne qualité comme elle l'entendra.

Les vendeurs feraient mieux d'annuler toutes leurs commandes de liqueurs alcooliques et se débarrasser de leur stock du mieux qu'ils peuvent avant le 1^{er} mai. Il n'existe aucun droit acquis; les personnes qui ont des licences aujourd'hui les ont jusqu'au 1^{er} mai, et elles le savent très bien. Les détenteurs de licence devraient être en mesure de disposer de leurs stocks avant l'échéance de leur licence. Ils auraient dû être en mesure de savoir de quoi ils auraient besoin jusqu'à la fin de leur licence et ils ne devraient pas avoir de marchandises en surplus.

Le gouvernement n'a pas l'intention et ne s'est pas engagé à acheter toutes les liqueurs alcooliques qui pourraient être disponibles le 30 avril. Ceci est laissé à l'entière discrétion de la commission. Les privilèges des vendeurs et des importateurs ne valent que pour l'année prenant fin le 30 avril et ils doivent disposer de leur stock avant cette date, car rien n'indiquait que leurs licences seraient renouvelées, et ils savent maintenant qu'elles ne le seront pas.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Dans les liqueurs alcooliques, il y a la bière. Il veut savoir si on devra déclarer la bière.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Oui. Mais un hôtelier avec un stock de bière au 1^{er} mai recevra probablement une nouvelle licence de la commission et conservera donc sa bière pour la vente.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) croit que c'est mal de confisquer toute propriété sans procédure légale ou compensation et il croit que les plus hautes autorités sont contre ceci.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission n'agira pas de façon arbitraire. Aux

États-Unis et dans d'autres provinces du Canada, les gouvernements ont même confisqué des usines. Le gouvernement de Québec ne propose pas d'aller aussi loin. Mais, certainement, la commission doit savoir, au 1^{er} mai, où se trouvent toutes les liqueurs alcooliques et qui les possède. La loi ne vise pas la confiscation ou la destruction, mais le contrôle.

M. Tessier (Rimouski): C'est mal de confisquer la propriété, et le gouvernement n'est pas plus justifié d'agir ainsi que d'annuler soudainement les droits de coupe des compagnies forestières, à la fin de leur bail. Le gouvernement pourrait tout aussi bien annuler tous les baux pour droits de coupe, sans compensation aucune.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) ne croit pas que c'est la même chose en ce qui concerne les droits de coupe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) est du même avis.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les baux pour droits de coupe et les licences pour la vente de l'alcool sont deux choses assez différentes.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): Le problème le plus sérieux ne concerne pas l'alcool de bonne qualité, mais les stocks énormes d'alcool frelaté en cette province. Il n'y a aucun doute que la Commission prendra en charge la bière et l'alcool de bonne qualité mais pas le poison, excepté peut-être pour l'alcool qu'on pourra en extraire. La confiscation de la quantité considérable de spiritueux actuellement dans la province, si on compensait les propriétaires, voudrait dire que le gouvernement devrait payer une somme importante pour du poison dans bien des cas. Si l'on permet l'arbitrage, il y aura plusieurs réclamations pour de l'alcool qui n'aurait jamais dû être toléré.

M. Tessier (Rimouski): On en est rendu avec cette loi au temps de Louis XIV⁷ et de l'autocratie. Il parle du retour aux lettres de cachet et d'une loi arbitraire, et cela lui répugne au sens légal. Il déclare qu'il n'a aucune sympathie pour les vendeurs, mais qu'il parle simplement au point de vue que devait prendre un avocat habitué à défendre les principes consacrés par le Code civil qui condamne cette façon de procéder. Il dit que sa conscience d'avocat se révolte contre une telle mesure.

M. Smart (Westmount) appuie les remarques du député de Rimouski (M. Tessier). Il veut une enquête sur les abus commis sous la loi actuelle. Il veut savoir si les vendeurs autorisés actuels ont le droit d'exporter aux États-Unis et dans d'autres provinces, comme ils le font actuellement. Il dénonce cet article qui met une arme de change entre les mains du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous étions en face de difficultés très sérieuses. Tout ce que veut le gouvernement, c'est prendre le contrôle entier du commerce des liqueurs et la seule façon d'y arriver est de faire en sorte que ceux qui ont de l'alcool en leur possession le déclarent à la commission. Il serait ridicule de permettre aux importateurs d'acheter de grandes quantités de poison pour ensuite forcer la commission à l'acheter. Le gouvernement ne veut pas qu'après le 1^{er} mai il y ait des abus dont il ne soit pas responsable. Nous voulons prendre la responsabilité des abus qui se commettront et nous voulons prendre nos précautions. On nous dit qu'au 1^{er} mai il y aura à Montréal, dans les entrepôts, pour près de cinq millions d'alcool détenus par des gens qui n'ont pas toujours observé la loi et qui chercheront par tous les moyens possibles à se débarrasser de cette boisson. De là la nécessité d'un rapport de ces vendeurs pour nous dire où est la boisson.

M. Renaud (Laval) fait un signe d'approbation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Laval fait un signe d'approbation. (Applaudissements) Nous n'avons spolié personne et la commission ne spoliera personne; elle n'aura pas d'objection à acheter le bon alcool qui lui sera remis par les vendeurs autorisés actuellement, mais elle l'achètera à des conditions favorables pour elle. C'est une mesure rigoureuse, très rigoureuse que nous proposons, le gouvernement le sait, mais nous la considérons comme essentielle au succès de notre nouvelle loi. On ne doit pas obliger la commission à acheter quoi que ce soit, mais le gouvernement est convaincu qu'elle fera ce qui est juste et raisonnable et qu'elle protégera adéquatement la population. Les vendeurs autorisés n'ont obtenu leur licence que pour un an, et ils n'ont aucun grief à formuler au sujet des pouvoirs conférés à la commission des liqueurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) accuse les vendeurs d'être associés avec des députés. Il demande au premier ministre de faire connaître à la Chambre les noms des violateurs de la loi de prohibition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il serait plus facile de nommer les vendeurs autorisés qui ont respecté cette loi. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'étonne de ce que le procureur général dise qu'il ne sait pas si l'exportation par les vendeurs autorisés est permise aux termes de la loi actuelle. Il est évident en effet que si on lit la loi, on voit que seuls les marchands de gros ont le droit de faire l'exportation. Il voit dans l'ignorance, feinte ou volontaire, du procureur général, la preuve qu'on n'a jamais sérieusement tenté de faire observer la loi. Il suggère qu'on fasse un examen complet de l'application de la loi telle qu'elle existe actuellement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Les questions actuellement en discussion à la Chambre sont strictement des questions de droit qui devront être discutées par des avocats et devraient être laissées à la cour. Que les députés discutent du gros bon sens et ne cherchent pas à décortiquer toutes sortes de difficultés techniques et légales. Que les vendeurs puissent exporter aux États-Unis et dans les autres provinces ou non, ça n'a aucune importance, car cette question appartient à la cour. Les vendeurs auront amplement le temps de disposer de leurs marchandises avant le 1^{er} mai. Il ne croit pas qu'aucun vendeur licencié ou grossiste ne puisse pas se débarrasser de ses marchandises avant le 1^{er} mai.

M. Renaud (Laval) n'approuve pas le fait que le gouvernement garde les routes et les ponts menant à l'extérieur de Montréal et qu'il empêche les expéditions. Les vendeurs et les grossistes ne peuvent pas sortir leurs marchandises. Laissez-les tranquilles si vous voulez qu'ils vendent tout avant le 1^{er} mai.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Cela prouve au moins que le gouvernement essaie de faire respecter la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir pourquoi un cultivateur aussi compétent que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron, Îles-de-la-Madeleine) doit se précipiter à la défense de l'honorable premier ministre, et procureur général, alors que nous avons en Chambre un avocat aussi brillant que le secrétaire provincial (l'honorable M. David). Ceux qui auront de l'alcool en leur possession au 1^{er} mai seront à la merci de la commission, et peut-être y aura-t-il des souscriptions

ou quoi que ce soit. De plus, il y aura des élections prochainement, provinciales ou fédérales, et qui sait ce qui peut se produire.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Que se passera-t-il avec les stocks d'alcool dans la ville de Québec le 1^{er} mai, puisque cette ville n'est pas sous le coup de la loi de prohibition de Québec mais de la loi Scott?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): En vertu de la loi Scott, si aucune licence n'a été octroyée au 1^{er} mai, tout l'alcool peut être confisqué sans compensation. La loi Scott renferme des dispositions permettant la confiscation de l'alcool, lorsque les licences sont refusées en vertu de cette loi.

L'amendement est adopté

L'article 21 ainsi amendé est adopté sur division.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) demande que l'étude de l'article 22 soit suspendue.

Adopté.

Le comité étudie l'article 23 qui se lit comme suit:

"23. Il est défendu de vendre ou livrer en cette province des alcools, potables ou non potables, des spiritueux, des vins et toutes autres liqueurs alcooliques, excepté les bières auxquelles il est prévu dans l'article 26.

"Toutefois, la vente ou livraison peut en être faite à ou par la commission, ou par des personnes qu'elle autorise ou dans les cas que prévoit la présente loi."

M. Monet (Napierville) s'oppose à cette clause.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) demande que l'étude des articles 23 et 24 soit suspendue afin qu'il puisse apporter des amendements.

Adopté.

L'étude des articles 23 et 24 est suspendue.

Le comité étudie l'article 25 qui se lit comme suit:

"25. Si les liqueurs alcooliques vendues par la commission doivent être livrées dans une cité ou dans une ville où la commission a un magasin ou

entrepôt, la livraison s'en fait de la manière établie par la commission, aux frais de l'acheteur. Si elles doivent être livrées ailleurs, la commission doit en effectuer la livraison aux frais de l'acheteur, par colis postal ou par l'entremise de voituriers publics ou messageries."

L'article 25 est amendé et les mots "dans une cité ou dans une ville" sont remplacés par "dans une cité ou une ville" et les mots "aux frais de l'acheteur" sont retirés.

L'amendement est adopté.

L'article 25 ainsi amendé est adopté.

M. Monet (Napierville) présente un amendement pour enlever à la commission le contrôle de la vente des vins et pour permettre que la vente du vin canadien soit permise conjointement avec la vente des bières dans les tavernes. Il annonce qu'il a l'intention de se battre contre le contrôle gouvernemental des vins et pour une façon de faire plus généreuse que celle que prévoit la loi. Ceci fera partie des choses qui seront discutées demain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande que la proposition du député de Napierville (M. Monet) soit discutée plus tard.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 h 15⁸.

députés étaient vêtus de leurs habits noirs et de plastrons blancs, ce qui donnait un cachet particulier à la Chambre.

4. C'est à ce moment que les trente députés sont revenus de leur dîner.

5. Joseph-Marcellin Wilson (1859-1940) fut sénateur de 1911 à 1939. Il a déjà été marchand de vin.

6. Sept députés ont voté en faveur de l'amendement: MM. Monet, Laferté, Robert, Tessier (Rimouski), Dufresne, Renaud, Thériault.

7. Louis XIV (1638-1715), le "Roi Soleil", fut couronné en 1654 et régna sur la France jusqu'à sa mort. Il concentra tous les pouvoirs entre ses mains, ses ministres et collaborateurs n'étant que de simples exécutants. Ses paroles, "L'État, c'est moi!" expriment bien le concept d'autocratie.

8. *Le Soleil* du 16 février à la page 9, écrit 11 h 30.

NOTES

1. M. Beaudry (Verchères) préside le comité plénier.

2. Selon *The Gazette* du 16 février 1921, à la page 1, MM. Gault, Sauvé et Dufresne n'ont pas voté; M. Smart vote avec le gouvernement; et les 5 députés suivants ont voté en faveur de l'amendement: MM. Bercovitch, Monet, Laurendeau, Lacombe, Renaud.

3. L'Orateur, M. Francoeur, venait de recevoir une trentaine de ses collègues à dîner et ceux-ci firent leur apparition en plein milieu de la séance. *L'Événement* et *The Gazette* mentionnent que les

Séance du mercredi 16 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Téléphore Dupuis au nombre de ses membres.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 constituant en corporation l'Association des ingénieurs forestiers de la province de Québec;

- bill 101 amendant la charte de la cité de Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins;

- bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de la Malbaie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 171 amendant les statuts refondus 1909 relativement aux dentistes;

- bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri;

- bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse, à l'exercice de l'art dentaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la couronne;

- bill 54 constituant en corporation les sœurs de Jeanne-d'Arc;

- bill 65 changeant le nom de William Harvey Green de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith;

- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-C. Lauréat Bussièrès à la pratique de la médecine et de la chirurgie;

- bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Éphrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire;

- bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il a prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute;

- bill 82 ratifiant un acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal;

- bill 85 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

The Educational and Charitable Institute

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Banque de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 ratifiant un acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 85 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie). Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Lots du comté d'Iberville

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour les fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur fait l'appel de tous les députés des Cantons de l'Est pour savoir s'ils approuvent ces projets.

Des voix: Oui!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit lu une deuxième fois, avec le consentement de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la

2^e annexe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Action en dommages

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendement l'article 453 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Enfants trouvés

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés, placés sous la garde de certaines institutions, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Condamnation aux dépens

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 amendement l'article 549 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Conduite en état d'ivresse

M. Laferté (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), selon l'ordre du jour, que le bill 168 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Liqueurs alcooliques

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération en comité plénier du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. La vente ou la livraison de bières est prohibée en cette province, à moins que cette vente ou livraison ne soit faite par la commission ou par un brasseur ou une autre personne que la commission a autorisée en vertu de la présente loi, et de la manière ci-après indiquée."

M. Dufresne (Joliette) pose une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le marchand de bière qui fournissait autrefois aux épiciers ne pourra plus se livrer à ce commerce et les brasseurs auront le droit d'avoir des succursales et des entrepôts dans les villes et villages.

M. Dufresne (Joliette) veut savoir combien d'entrepôts de bière un brasseur pourra établir.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Cela dépend de la commission.

M. Parrot (Témiscouata) demande si un hôtelier pourra s'approvisionner de bière chez un épicier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il comprend qu'il y aura peut-être des agences, des succursales des brasseries afin d'aider au commerce.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande une précision.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La commission aura droit d'autoriser un brasseur à avoir des succursales pour la distribution de sa marchandise.

L'article 26 est adopté.

Le comité étudie l'article 27 qui se lit comme suit:

"27. Aucun brasseur ne peut vendre des bières, ni les expédier en cette province ou de cette province:

"a. à moins qu'un permis à cet effet ne lui ait été octroyé par la commission, sur paiement à la commission d'un droit de cinq mille piastres, et que ce permis soit en vigueur; et

"b. à moins que la vente ou la livraison ne soit faite aux personnes que la commission autorise à vendre des bières ou des bières et vins, suivant le cas."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Combien le gouvernement chargera-t-il pour les licences de brasseurs?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Cinq mille dollars.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Combien charge-t-on actuellement?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Deux mille¹. L'ancien tarif était de \$1,000, mais certaines personnes pensaient que \$5,000 était encore beaucoup trop bas, bien qu'il le considère raisonnable.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande si l'augmentation de \$1,000 à \$5,000 aux brasseurs n'est pas excessive.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ça ne l'est pas. Le gouvernement n'a pas l'intention d'empêcher la fabrication de bière pour l'exportation, et les brasseurs auront le droit d'avoir des succursales dans les endroits que la commission permettra.

M. Tessier (Rimouski): La National Breweries paiera-t-elle une seule licence, bien qu'elle ait plusieurs brasseries?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Elle ne paiera qu'une licence. Tous les établissements opérant pour une compagnie ne paieront qu'une taxe. Si des firmes comme Dow's, Molson's ou Dawes opèrent sous leur nom individuel, elle devront chacune payer le tarif de \$5,000.

M. Tessier (Rimouski): Le gouvernement ne croit-il pas que c'est injuste pour une compagnie qui n'a qu'une brasserie, comme la Brasserie Champlain, de payer \$ 5,000, le même prix que la National Breweries qui a plusieurs brasseries? Il demande si chaque établissement de brasserie devra payer une somme de \$5,000 pour obtenir un permis de vendre des bières.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je crois que le gouvernement n'a pas le droit de faire payer plus d'un permis à la National Breweries parce que nous ne pouvons imposer de licence que pour la vente. Or, si c'est la compagnie qui vend, nous ne pouvons pas lui imposer des licences pour toutes ses industries de fabrication. Ces dernières sont d'ailleurs, au point de vue de la fabrication, sous le contrôle du gouvernement fédéral.

Le gouvernement provincial n'a pas le droit d'émettre de licences aux établissements des brasseries: ceci est une prérogative fédérale. Le seul contrôle que le gouvernement provincial peut avoir concerne la vente et, donc, il charge aux compagnies le même montant. Le gouvernement fédéral a seul le droit de charger des taxes pour chaque établissement et il donne le droit de "brasser" les bières tandis que le gouvernement de la province accorde le droit de vendre ces bières, et il ne peut ainsi que faire payer une licence à celui qui veut vendre.

C'est la compagnie qui doit payer la licence et non l'établissement et, par conséquent, une compagnie de brasseurs qui a plusieurs établissements pourra opérer et vendre des bières et ne devra payer qu'une seule licence, soit \$5,000. Lorsque des brasseurs fusionnent, leur capital devient plus gros et ils paient un impôt sur les corporations plus important.

M. Bercovich (Montréal-Saint-Louis): Donc, il n'y aura pas de licence pour les succursales que ces brasseurs établiront.

L'article 27 est adopté.

Le comité étudie l'article 28 qui se lit comme suit:

"28.1. Tout brasseur doit faire mensuellement à la commission, en la manière qu'elle établit, un rapport exact de toutes ses ventes de bières expédiées dans la province et de la province durant le mois de calendrier précédent, en y spécifiant le montant brut de ces ventes.

"2. Un brasseur qui omet de faire ce rapport à la commission, dans les quinze jours suivant l'expiration du mois de calendrier pour lequel il doit le faire, commet une infraction à la présente loi et se rend passible d'une amende de cinquante piastres par jour, pour chaque jour de retard, à compter de l'expiration desdits quinze jours."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si la commission fera faire des rapports semblables à ceux des vendeurs autorisés qui, tout le monde le sait, n'en ont jamais fait. La commission qui a le droit d'exiger des rapports des brasseurs va-t-elle faire comme le gouvernement qui avait le droit d'exiger des rapports des vendeurs autorisés et des certificats de médecins sous l'ancienne loi?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je suis certain que la commission fera faire des rapports

exacts. D'ailleurs, les brasseurs sont obligés d'en faire actuellement et ils les font régulièrement.

L'article 28 est adopté.

L'article 29 est adopté.

Le paragraphe 1 de l'article 30 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 30 qui se lit comme suit:

"2. Le brasseur qui, avant la livraison de la bière vendue, omet de percevoir de l'acheteur ledit droit en la manière indiquée par la commission, ou de la remettre à la commission aux époques qu'elle détermine, est coupable d'une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus du paiement des frais et de la remise du droit perçu, d'une amende de mille piastres. Chacune des omissions susmentionnées entraîne en outre l'annulation, par la commission, du permis de ce brassuer."

Le paragraphe 2 de l'article 30 est amendé et les mots "ou à percevoir" sont ajoutés après le mot "perçu" et le mot "brassuer" est remplacé par "brasseur".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2 de l'article 30 ainsi amendé est adopté.

L'article 30 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"31. Les personnes suivantes peuvent aussi vendre certaines liqueurs alcooliques dans les cas, aux conditions et de la manière ci-après indiquées, savoir:

"1. Toute personne ayant charge d'un hôpital, reconnu comme tel par la commission, a le droit d'administrer à ses patients des alcools, de l'eau de vie et des vins, et de leur en charger la valeur."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Telle qu'elle est en ce moment, la loi ne permet pas de donner de la bière aux patients, ce qui est souvent prescrit. Il demande si on ne pourrait pas permettre la vente de la bière à toute personne ayant charge d'un hôpital reconnu comme tel par la commission.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement accepte cette suggestion et on pourrait vendre aux patients d'un hôpital non seulement du vin et de l'alcool, mais de la bière. Nous avons réglé ce détail en disant que, dans un hôpital, on ne vendra pas seulement des vins et des alcools, mais toutes les boissons alcooliques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que le gouvernement entend par hôpital?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Un hôpital ordinaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement devrait spécifier dans la loi ce qu'est un hôpital et non pas laisser cette spécification à la commission. Il peut arriver que les membres de cette commission ne soient pas parfaits, car ils ne sont pas comme les ministres de cette Chambre, et alors la commission pourrait favoriser un établissement qui en réalité ne serait pas un hôpital mais que les commissaires jugeraient comme tel, tandis qu'elle pourrait déclarer que tel autre établissement n'est pas un hôpital. Le fait de donner à la Commission le pouvoir de décider ce qu'est un hôpital revient simplement à donner certains privilèges et faveurs à des amis du gouvernement. Le gouvernement a déjà toléré des clubs à Montréal. Supposons que la commission décrète que le club Lemieux ou le club Garneau-Taschereau sont des hôpitaux. Il paraît qu'au club Lemieux non seulement l'on a vendu des liqueurs ouvertement...

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) fait signe que non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Sainte-Marie dit non. On en a vendu le jour des élections... pardon... on en a donné...

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Non, ce n'est pas vrai, on n'y donne pas de boisson.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non? Comment l'honorable ministre le sait-il?

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): C'est ce que j'apprends.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a eu des déclarations à ce sujet. Il y a même eu des affidavits. Et bien, je les produirai.

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): C'est pas difficile à avoir ça, des affidavits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est-il prêt à déclarer à la Chambre qu'il ne s'est pas vendu ou plutôt donné de la boisson au club

Garneau-Taschereau, le jour de la dernière élection provinciale?

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Je suis prêt à le déclarer à cette Chambre, qu'il ne s'est pas donné de boisson au club Lemieux ou Garneau-Taschereau le jour des élections.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment l'honorable ministre le sait-il?

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Par ce que j'ai entendu dire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre était-il là?

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Je n'y étais pas.

M. le président interrompt le chef de l'opposition.

Un député rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

Des députés: La question a obtenu une réponse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La commission aura tellement de pouvoirs qu'elle pourra décréter que tel ou tel endroit est un hôpital.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) rassure le chef de l'opposition en suspendant l'étude de la clause et en promettant qu'elle serait rédigée de façon à ce que seuls les hôpitaux pussent vendre des liqueurs alcooliques, dans certaines conditions.

L'étude du paragraphe 1 de l'article 31 est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"2. Toute personne ayant des postes de commerce ou des établissements industriels ou miniers dans le Nouveau-Québec, ou dans les autres territoires du nord de la province, désignés à discrétion par le lieutenant-gouverneur en conseil, peut vendre dans ces postes et établissements de l'alcool, des spiritueux et des vins à ses employés et aux gens demeurant dans ces territoires, pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission, lequel permis peut être assujéti aux conditions et restrictions que cette dernière juge à propos d'établir ou d'imposer."

M. Smart (Westmount) demande si les postes de commerce et les établissements industriels ou miniers pourront vendre des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Concernant le droit ou non des postes de commerce d'avoir des liqueurs alcooliques, il y a un aspect constitutionnel à considérer. Et donc, tout ce que le gouvernement provincial veut faire est d'essayer de les contrôler.

Le paragraphe 2 de l'article 31 est amendé et se lit comme suit:

"2. Toute personne ayant des postes de commerce ou des établissements industriels ou miniers dans le Nouveau-Québec, ou dans les autres territoires du nord de la province désignés à discrétion par le lieutenant-gouverneur en conseil, peut vendre dans ces postes et établissements des liqueurs alcooliques à ses employés et aux gens demeurant dans ces territoires, pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission. Ce permis peut être assujéti aux conditions et restrictions que cette dernière juge à propos d'établir ou d'imposer."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2 de l'article 31 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"3. Toute personne ayant charge d'un hôtel, d'une salle à manger, d'un bateau à vapeur, d'un wagon-restaurant, d'un club ou d'un autre établissement reconnu par la commission comme donnant des repas peut, pendant le repas que prend un voyageur, un pensionnaire ou un membre du club, suivant le cas, lui vendre, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis à cet effet à ladite personne, sur paiement des droits prescrits par la présente loi, et que ce permis soit en vigueur."

M. Smart (Westmount) pose une question concernant l'imposition de droits dans les wagons-restaurants et donne l'exemple du Transcontinental, se demandant s'ils peuvent charger une taxe au gouvernement fédéral.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Voilà une question dont on a discuté en long et en large. Lorsque nous voulons qu'ils fassent ce qu'une compagnie privée devrait faire, on nous dit que c'est

le gouvernement, et lorsque nous faisons valoir qu'ils devraient faire quelque chose parce qu'il s'agit du gouvernement, on nous dit que c'est une compagnie privée.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Au lieu de salle à manger, que l'on dise plutôt salle à manger d'un hôtel, d'un restaurant, car sans cela, toute personne qui aurait une salle à manger autre que celle d'un hôtel, d'un restaurant, pourrait obtenir un permis et vendre à tout chacun de la bière et des vins, au verre ou à la bouteille.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) déclare qu'il va étudier sérieusement cette suggestion et qu'il fera disparaître toute équivoque, s'il y a lieu. Il croit que ce n'est pas juste pour les petits établissements et dit que, bien qu'il ne veuille pas commettre le gouvernement, il croit que ceci devrait être changé. Il demande à ce que la clause concernant les salles à manger reste en place et que le gouvernement remplace le mot salle à manger par le mot restaurant.

M. Bugeaud (Bonaventure) demande que l'on fixe l'heure des repas auxquels il sera permis de vendre du vin.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) promet de prendre cette bonne suggestion en considération, quand on étudiera de nouveau la clause.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose un amendement pour que l'on retranche les mots "au verre" pour que dans les clubs et dans les restaurants, on ne puisse vendre au verre, mais à la bouteille. Je veux que tout le monde soit sur le même pied et puisque le pauvre homme, qui entre dans un débit pour acheter de la boisson, est obligé d'acheter une bouteille, je veux que l'homme qui a les moyens d'aller dans un club ou un restaurant soit obligé d'acheter une bouteille lui aussi, s'il veut prendre un verre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Mais le pauvre homme peut aller au restaurant comme l'homme riche et l'amendement de mon honorable ami (M. Bédard) aurait justement l'effet contraire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'en pensent les représentants des ouvriers?

M. Lacombe (Montréal-Dorion) et **M. Laurendeau (Mégantic)** sont de l'avis du trésorier et le félicitent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) n'accepte pas l'amendement du député de Montréal-Hochelaga (M. Bédard).

L'étude du paragraphe 3 de l'article 31 est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 4 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"4. Toute personne ayant charge d'un magasin d'épicerie ou d'un magasin où l'on ne vend que des bières, peut vendre des bières à son magasin, à condition: que la quantité vendue ne soit pas inférieure à une bouteille; que ces bières ne soient pas consommées dans le magasin ou ses dépendances; qu'elles soient livrées au magasin ou à un autre endroit de la municipalité où est situé le magasin, ou livrées en dehors de cette municipalité en la manière indiquée à l'article 44; qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits par la présente loi et que ce permis soit en vigueur."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Pour ce qui concerne la livraison de la bière dans une municipalité où est situé l'établissement et où a été achetée cette bière, l'île de Montréal va-t-elle être considérée comme une municipalité?

M. Desaulniers (Chambly) plaide en faveur des municipalités de Longueuil et autres adjacentes. Il demande si Greenfield Park sera considérée comme une municipalité adjacente.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) ne sait pas à propos de Greenfield Park, de crainte que ce soit difficile à trouver. Il dit avoir cherché Greenfield Park, mais sans jamais rien découvrir. Cependant, on peut se consoler du fait que, très prochainement, on fusionnera avec Saint-Lambert, une entité ressemblant un peu plus à une municipalité.

Il présente un amendement portant que la bière achetée sera livrée non seulement à la municipalité où est situé le magasin mais à quelque endroit d'une municipalité contiguë à la première et qui n'est pas sous le régime de la prohibition. L'île de Montréal est reconnue comme une seule municipalité.

Par municipalité contiguë, on peut entendre Saint-Lambert et Longueuil. Cela veut dire que toute la banlieue de Montréal pourra être desservie par les voitures des épiciers autorisés à vendre la bière. Les

résidents de Saint-Lambert, Longueuil et Boucherville et d'autres dans la même situation pourront, en vertu de la loi, acheter leur bière à leur épicerie montréalaise et se les faire envoyer. Nous ne voulons pas accorder ce privilège, afin d'éviter le colportage, mais nous l'éviterons en obligeant les brasseurs et les épiciers à livrer leur bière le même jour. Bien entendu, on ne pourra rien livrer dans les villes où la prohibition est en vigueur.

M. Forget (Iberville) suggère que l'hôtelier d'une petite municipalité soit le détenteur d'une licence de bière, lorsque cette municipalité aura le droit d'avoir une telle licence. Il (M. Forget) demande si la commission ne peut pas donner un permis de restaurant et un permis pour la vente de la bière à la bouteille pour les hôteliers de campagne.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non, la commission ne peut pas donner deux permis.

M. Forget (Iberville): Les hôteliers des campagnes veulent donner de bons services, ils veulent avoir de bons hôtels bien chauffés, confortables et bien tenus, mais il leur faut des revenus, et sûrement, ils ne feront pas assez de profit avec la vente au verre. Si vous ne leur permettez pas d'en avoir, vous les exposez à violer la loi pour se faire des revenus. Dans mon opinion, vous devriez donner à un hôtelier un permis de vendre le vin à table et un autre permis de vendre la bière à la bouteille.

M. Monet (Napierville): Je crois que l'honorable député d'Iberville a raison. Les gens des campagnes aimeraient sans doute à se procurer de la bière. Comme les marchands ne se mettront pas dans le commerce, pourquoi ne pas donner à l'hôtelier un permis de vendre la bière à la bouteille de même qu'au verre?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission aura le droit d'établir des magasins où bon lui semblera. Suspendons encore cet article de la clause et je vais voir ce que nous pourrions faire pour rencontrer les vues du député d'Iberville.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):² M. le Président, je suis contre cette suggestion du député d'Iberville, car nous allons infester nos campagnes de bière. Ça va être un colportage épouvantable. Si on inonde les campagnes de boissons, on créera une source d'abus sans cesse

renouvelés. Il ne croit pas que la vente de bière à la bouteille par les hôteliers contribuerait au bénéfice et au bien-être général des campagnes, car il craint que ces endroits soient simplement inondés de bière.

Dans les campagnes, il suffirait que l'on fasse venir de la bière des villes pour ceux qui en voudraient, et il n'est pas nécessaire du tout qu'on établisse des magasins de bière dans les municipalités de campagne. Les cultivateurs se sont passés de bière jusqu'à aujourd'hui, ils s'en passeront bien encore. Je crois que nous ne pourrions exercer aucun contrôle, si on allait permettre la vente de la bière dans les hôtels de campagne. Laissons la bière dans les villes; si les cultivateurs en veulent, ils viendront la chercher ici.

M. Dufresne (Joliette): Si les boissons ne sont pas bonnes pour les campagnes, elles ne le sont pas plus pour les villes, mais le ministre de l'Agriculture, qui doit défendre une mesure du gouvernement, dit que les alcools sont nécessaires dans les villes et que les bières le sont également, sans qu'il y ait pour cela une nécessité pour les campagnes.

Pourquoi obliger le cultivateur à venir chercher la bière en ville? Pourquoi l'obliger à faire venir la bière de la ville et à payer pour le transport? Il me semble que l'on devrait donner aux gens de la campagne autant d'avantages qu'aux gens de la ville. Pourquoi permettre la vente de bière en ville et l'empêcher dans les campagnes? Pour obtenir une bouteille de quoi que ce soit, il faudra payer des frais de transport, de sorte que la boisson coûtera plus cher aux villageois qu'aux citadins. Pourquoi cela?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pour la même raison que nous ne voulons pas de liqueur forte dans les campagnes et que nous en avons dans les villes. Il est facile d'exercer un contrôle dans les villes mais, dans les campagnes, en raison des distances, c'est différent.

Non, je m'objecte à cela. De Québec à la Rivière-du-Loup, il n'y a pas de licence et cependant, quand les cultivateurs veulent avoir de la bière, ils en trouvent dans les villes. Ce serait un danger que de répandre des magasins dans les campagnes où la surveillance serait, du reste, très difficile.

On prêche le retour à la terre et c'est excellent; mais pourquoi obliger le cultivateur qui voudra se procurer une bouteille de bière à l'aller chercher en ville et ajouter, pour ceux qui ont une soif permise par toutes les lois de la morale, cet attrait aux villes d'être désormais les seuls endroits

où l'on peut se procurer, à cinq minutes d'avis, une bouteille de spiritueux. Le cultivateur qui veut avoir de la bière et des vins peut les faire venir de la ville, de même que tout autre liqueur spiritueuse. Du reste, c'est ce qui se fait aujourd'hui sous la loi actuelle et sous les règlements qui existent dans la plupart des campagnes de la province.

M. Parrot (Témiscouata): La mesure que l'on étudie actuellement ne préserve pas les campagnes où règne actuellement la prohibition d'avoir des permis d'hôtel ou de restaurants. Dans certaines campagnes où n'a été établi encore aucun règlement de prohibition, on a décidé de demander des licences d'hôtel ou de restaurants d'après la nouvelle loi. Dans les municipalités où on a voté contre la prohibition, la loi devrait permettre à l'hôtelier de la campagne le droit de vendre de la bière à la bouteille. Si on réglemente bien la vente, il n'y a pas de danger qu'il y ait d'abus, comme le craint le ministre de l'Agriculture. Il espère que loin de l'étendre, on restreindra chaque année, dans les campagnes, la vente de la bière. La diffusion des boissons dans les campagnes serait nuisible.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les campagnes ont le droit d'avoir de la bière comme les villes, mais il ne croit pas qu'il faille étendre ce commerce avec autant de facilité que dans les villes. Les campagnes devront avoir aussi leurs permis d'hôtel, du moment que la vente sera bien réglementée.

M. Monet (Napierville) réaffirme qu'on devrait donner le droit aux hôteliers d'avoir deux permis: pour la vente du vin à table et pour la vente de la bière à la bouteille. Il voudrait que l'hôtelier de la campagne, qui n'est pas prohibitionniste, puisse vendre à la bouteille, comme le restaurateur des villes. Si on ne veut pas permettre cela, il proposera sous peu l'adoption d'une loi de prohibition complète pour toute la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve drôle que le ministre de l'Agriculture a peur de voir la bière et le vin répandus dans nos campagnes et que leur diffusion soit pernicieuse, alors que le premier ministre a déclaré de son côté que, si la loi fonctionne bien la première année, les licences seront étendues aux campagnes de la province l'an prochain. Il y a eu un référendum au cours duquel on demandait au peuple de la province dans les districts ruraux de se prononcer sur l'usage de la bière et des vins légers.

La province a répondu en faveur des vins et de la bière, et le gouvernement s'est engagé à respecter son vœu. Il (M. Sauvé) veut que le gouvernement tienne sa parole et observe la volonté des citoyens de la province.

Aujourd'hui, on veut même, par la présente loi, que les vins et la bière soient meilleurs. Le gouvernement augmente le pourcentage alcoolique de la bière et des vins et veut en vulgariser l'usage. Alors, pourquoi la crainte du ministre que la bière se répande dans les campagnes? On a dit que la bière et les vins étaient préférables au gin Melchers et au whisky Dawson. Pourquoi le ministre de l'Agriculture a-t-il peur de la bière et des vins pour nos campagnes? L'honorable premier ministre nous a dit: "Nous permettons l'achat du scotch et du whisky à la bouteille, du gin au flacon et lorsque nous avons étudié la question de vendre la bière au verre, je me suis dit que je ne pouvais empêcher l'ouvrier de boire sa bière au verre, ce serait une injustice." Si cela est vrai, c'est donc qu'il n'y a pas de danger de boire de la bière. Alors, pourquoi les craintes du ministre de l'Agriculture de voir la bière dans les campagnes?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) interprète le résultat du référendum comme un désir de respecter l'autonomie locale et de laisser les cités et villes libres de décider si elles veulent de l'alcool sur leur territoire. Si on permet aux hôtels de vendre à la caisse, il y a un danger pour qu'autre chose que de la bière se retrouve dans les bouteilles.

Dans une municipalité où il n'y a pas de loi de prohibition, il pourra y avoir une licence pour la vente du vin dans les restaurants et une licence pour la vente de la bière à la bouteille. Il ne veut pas que les droits des municipalités soient lésés et qu'il soit permis dans les campagnes de vendre de la bière comme dans les villes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **M. Parrot (Témiscouata)** veulent que les hôteliers des campagnes puissent acheter des bières des épiciers licenciés des mêmes municipalités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'on ne pourra acheter que de la commission directement, sans cela, il y aura infraction et pénalités.

L'étude du paragraphe 4 de l'article 31 est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 5 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"5. Toute personne ayant charge d'une taverne peut y vendre des bières au verre, pourvu que la consommation ait lieu sur place, et pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits par la présente loi et que ce permis soit en vigueur."

Le paragraphe 5 de l'article 31 est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. Toute personne ayant charge d'une taverne, mais dans une cité ou ville seulement, peut y vendre des bières au verre, pourvu que la consommation ait lieu sur place, et pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits par la présente loi et que ce permis soit en vigueur."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 5 de l'article 31 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 6 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"6. Toute personne ayant charge d'un banquet peut y vendre des bières et des vins, pourvu que la consommation ait lieu sur place, et pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits par la présente loi et que ce permis soit en vigueur. Toutefois, si ce banquet a lieu dans un local pour lequel un permis de vendre pendant les repas a été octroyé en vertu du paragraphe 3 et si ce permis est encore en vigueur, un permis spécial n'est pas requis pour ce banquet.

"Dans tous les cas, les alcools, spiritueux et vins doivent avoir été achetés directement de la commission par l'hôpital ou par la personne munie du permis, et les bières doivent avoir été achetées par la personne munie du permis, directement du brasseur muni d'un permis.

"La demande de permis et le permis doivent contenir des indications suffisantes pour identifier le local où ce permis peut être exploité."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans les dîners officiels, faudra-t-il des permis? Aux dîners du président de la Chambre?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) sourit.

Le paragraphe 6 de l'article 31 est amendé et un quatrième alinéa est ajouté et se lit comme suit:

"Le brasseur peut avoir, aux endroits et en la manière déterminés par la commission, des établissements autres que sa brasserie, pour distribuer les bières qu'il a vendues."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 6 de l'article 31 ainsi amendé est adopté.

L'étude de l'article 31 est suspendue.

Le comité étudie l'article 32 qui se lit comme suit:

"[[32. Un permis n'est octroyé qu'à un individu et en son nom personnel.

"La demande doit être signée par lui, devant témoins, et indiquer ses noms, prénoms, âge occupation et résidence, l'espèce de permis requis, l'endroit où ce permis sera exploité, et être accompagnée du montant des droits exigibles sur la demande et sur l'octroi du permis.

"Si le permis doit être exploité au profit d'une société ou corporation, la demande du permis doit aussi être accompagnée d'une déclaration faite à cet effet et dûment signée par cette société ou corporation. Dans ce cas, la société ou corporation est responsable des amendes et des frais auxquels le porteur du permis peut-être condamné, et le montant peut-être recouvré devant tout tribunal compétent, sans préjudice de l'emprisonnement s'il y a lieu.]]"

L'article 32 est amendé. Il est proposé que les mots "et sur l'octroi" soient retirés.

L'amendement est adopté.

L'article 32 ainsi amendé est adopté.

L'article 33 est adopté.

Le comité étudie l'article 34 qui se lit comme suit:

"34. Il est loisible à la commission de refuser l'octroi de tout permis mentionné à l'article 31.

Cependant, la commission doit refuser l'octroi de tout permis dans une municipalité où un règlement de prohibition est en vigueur. Elle doit également refuser l'octroi de tout permis ou d'un certain permis, selon le cas, dans une municipalité dont le conseil municipal a, par règlement, demandé à la commission de refuser l'octroi de tout permis ou d'un certain permis, pourvu que ce règlement ait été déposé au bureau de la commission. Si ce dépôt a lieu après qu'elle a octroyé un permis dans cette municipalité, la commission ne pourra donner effet à la demande avant le premier mai suivant la date du dépôt.

"La commission doit refuser l'octroi de tout permis pour vendre des liqueurs alcooliques sur le terrain occupé par une exposition agricole ou manufacturière."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose d'ajouter "et pour les courses".

L'article 34 est amendé. Il est proposé que les mots³ "ou pour des courses" soient ajoutés après le mot "manufacturière."

L'amendement est adopté.

L'article 34 ainsi amendé est adopté.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 35 sont adoptés.

Le comité étudie le troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 35 qui se lit comme suit:

"Une condamnation obtenue pour une infraction à une ou plusieurs des dispositions des articles 50 et 51 de la présente loi, n'empêche pas la commission d'annuler le permis du contrevenant, ni d'opérer en même temps la saisie et la confiscation des liqueurs alcooliques trouvées en sa possession."

Le troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 35 est amendé. Il est proposé que les mots "50 et 51" soient remplacés par "50 ou 51".

L'amendement est adopté.

Le troisième alinéa du paragraphe 3 de l'article 35 ainsi amendé est adopté.

Le paragraphe 3 de l'article 35 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 4 de l'article 35.

Le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 35 est adopté.

Le comité étudie le sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 35 qui se lit comme suit:

"*b.* le produit de la vente que fait la commission des bières dont le titrage alcoolique ne dépasse pas cinq pour cent en poids, par elle saisies et confisquées, moins dix pour cent de ce produit;"

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 35 est amendé et se lit désormais comme suit:

"*b.* le produit de la vente que la commission, après les avoir saisies et confisquées, fait des bières dont le titrage alcoolique ne dépasse pas cinq pour cent en poids, moins dix pour cent de ce produit;"⁴

L'amendement est adopté.

Le sous-paragraphe *b* du paragraphe 4 de l'article 35 ainsi amendé est adopté.

Le sous-paragraphe *c* du paragraphe 4 de l'article 35 est adopté.

Le paragraphe 4 de l'article 35 ainsi amendé est adopté.

Le paragraphe 5 de l'article 35 est adopté.
L'article 35 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 36 qui se lit comme suit:

"1. Les droits que confère un permis ne peuvent être transportés par la commission qu'au cas de décès de la personne à laquelle la commission avait octroyé ce permis."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Ce serait une injustice, si un homme devenait insolvable, que son alcool soit vendu par la Commission et que ses créanciers n'obtiennent rien, à moins qu'on permette un transfert.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) refuse tout changement.

Le paragraphe 1 de l'article 36 est adopté.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 36 sont adoptés.

L'article 36 est adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande qu'on suspende l'étude de l'article 37. Le gouvernement modifiera peut-être son tarif.

L'étude de l'article 37 est suspendue.

Les articles 38 et 39 sont adoptés.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 40 qui se lit comme suit:

"40. Les bières ou vins embouteillés qu'une personne, munie d'un permis pour en vendre, se procure, dans le but de les distribuer à ses clients ou à ses hôtes, doivent être, pendant qu'ils sont dans le local où cette personne exerce son commerce de liqueurs, gardés dans les bouteilles dans lesquelles ils lui ont été livrés. Tant que ces bouteilles portent la marque ou étiquette qu'elles portaient lors de leur livraison, il est défendu d'y mettre aucune autre liqueur, substance ou liquide et le permissionnaire ni une personne agissant pour lui, après que la liqueur embouteillée dans une desdites bouteilles en a été retirée, ne peuvent remplir celle-ci entièrement ou partiellement en vue de fournir une liqueur, substance ou liquide à un client ou à un hôte."

Le premier alinéa de l'article 40 est amendé et se lit désormais comme suit:

"40. Les bières ou vins embouteillés qu'une personne, munie d'un permis pour en vendre, se

procure dans le but de les distribuer à ses clients ou à ses hôtes doivent être, pendant qu'ils sont dans le local où cette personne exerce son commerce de liqueurs, gardés dans les bouteilles dans lesquelles ils lui ont été livrés. Tant que ces bouteilles portent la marque ou étiquette qu'elles portaient lors de leur livraison, il est défendu d'y mettre aucune autre liqueur, substance ou liquide, et ni le permissionnaire ni une personne agissant pour lui, après que la liqueur embouteillée dans une desdites bouteilles en a été retirée, ne peuvent remplir celle-ci entièrement ou partiellement en vue de fournir une liqueur, substance ou liquide à un client ou à un hôte."

L'amendement est adopté.

Le premier alinéa de l'article 40 ainsi amendé est adopté.

Le deuxième alinéa de l'article 40 est adopté.

Le comité étudie le troisième alinéa de l'article 40 qui se lit comme suit:

"Ledit permissionnaire ni une autre personne ne doivent, pour aucune raison, mêler, permettre de mêler ou faire mêler des vins avec de la bière ou une autre liqueur alcoolique, ou un liquide quelconque avec une liqueur alcoolique que son permis l'autorise à vendre."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le troisième paragraphe interdit de mettre aucun liquide dans les vins du gouvernement. Ce point ne peut laisser croire qu'un client de restaurant, par exemple, ne pourra pas mettre de l'eau dans son vin.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) présente un amendement, à la place de mêler des vins avec de la bière, on dit mêler une liqueur alcoolique avec une autre liqueur alcoolique, autre que celle qu'il est permis de vendre dans l'établissement.

Le troisième alinéa de l'article 40 est amendé et se lit désormais comme suit:

"Ledit permissionnaire ni une autre personne ne doivent, pour aucune raison, mêler, permettre de mêler ou faire mêler une liqueur alcoolique qu'il n'est pas autorisé à vendre avec une liqueur alcoolique que son permis l'autorise à vendre."

L'amendement est adopté.

Le troisième alinéa de l'article 40 ainsi amendé est adopté.

L'article 40 ainsi amendé est adopté.

L'étude de l'article 41 est suspendue.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 42 qui se lit comme suit:

"42. Il est défendu de vendre des liqueurs alcooliques:

"1. À toute personne n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans;"

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose un amendement au paragraphe 1: au lieu de 21 ans, on revient à 18 ans, ce qui est un retour à l'ancienne loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un fils pourra empêcher la commission de vendre de la boisson à son père?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission aura plein pouvoir sur ce point.

Le paragraphe 1 de l'article 42 est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. À toute personne n'ayant pas atteint l'âge de dix-huit ans;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 1 de l'article 42 ainsi amendé est adopté.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 42 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 4 de l'article 42 qui se lit comme suit:

"4. À toute personne déjà condamnée pour ivresse ou pour toute infraction causée par l'ivresse;"

Le paragraphe 4 de l'article 42 est amendé et se lit désormais comme suit:

"4. À toute personne déjà condamnée pour ivresse ou pour une infraction causée par l'ivresse;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 4 de l'article 42 ainsi amendé est adopté.

Le paragraphe 5 et le dernier alinéa de l'article 42 est adopté.

L'article 42 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 43 qui se lit comme suit:

"43. La commission peut à sa discrétion refuser d'effectuer toute vente de liqueurs alcooliques."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) s'objecte à donner un pouvoir aussi absolu. Je propose que les

mots suivants soient ajoutés à la fin de cet article: "excepté pour le service du culte."

L'article 43 est amendé et se lit désormais comme suit:

"43. La commission peut à sa discrétion refuser d'effectuer toute vente de liqueurs alcooliques, sauf les ventes de liqueurs pour les besoins du culte."⁵

L'amendement est adopté.

L'article 43 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 44.

Les sous-paragraphes *a* à *e* du paragraphe 1 de l'article 44 sont adoptés.

Le comité étudie les sous-paragraphes *f*, *g* et *h* qui se lisent comme suit:

f. et, pour le vin, dans les églises, chapelles et dépendances;

g. dans un club tel que défini à l'article 3;

h. dans les bagages d'un voyageur qui transporte cette liqueur pour son usage personnel.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) pose une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond en lisant une partie de l'article en français.

M. Dufresne (Joliette) applaudit⁶.

Il est proposé que les sous-paragraphes *f*, *g* et *h* du paragraphe 1 soient amendés et deviennent, dans l'ordre, les sous-paragraphes *h*, *f* et *g*.

L'amendement est adopté.

Les sous paragraphes *f*, *g* et *h* du paragraphe 1 de l'article 44 ainsi amendé sont adoptés.

Le dernier alinéa du paragraphe 1 et les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2 de l'article 44 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 44 qui se lit comme suit:

"Toutefois, le transport de bières en dehors de la municipalité où est situé l'établissement du brasseur ou le magasin de la personne autorisée à en vendre, ne doit être effectué que par chemin de fer, bateau à vapeur, compagnie de messagerie, ou par l'acheteur lui-même, à condition qu'il les transporte dans son propre véhicule ou dans un véhicule qu'il a loué, directement à sa résidence (sic) ou à son

établissement, s'il est muni d'un permis pour en vendre, mais un pareil transport ne peut être effectué par le vendeur, ni par un employé, agent ou représentant de ce vendeur, non plus que par une autre personne intéressée dans la vente."

Le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 44 est amendé et se lit comme suit:

"Toutefois, le transport de bières en dehors de la municipalité où est situé l'établissement du brasseur ou le magasin de la personne autorisée à en vendre, ou en dehors d'une municipalité contiguë à celle où est situé cet établissement, ne doit être effectué que par chemin de fer, bateau à vapeur, voiturier public ou compagnie de messagerie, ou par l'acheteur lui-même, à condition qu'il les transporte, dans son propre véhicule ou dans un véhicule qu'il a loué, directement à sa résidence ou à son établissement, s'il est muni d'un permis pour en vendre, mais un pareil transport ne peut être effectué par le vendeur, ni par un employé, agent ou représentant de ce vendeur, non plus que par une autre personne intéressée dans la vente."

L'amendement est adopté.

Le deuxième alinéa du paragraphe 2 de l'article 44 ainsi amendé est adopté.

Le paragraphe 3 de l'article 44 est adopté.

L'article 44 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 45 qui se lit comme suit:

"45. Aucune disposition de la présente loi n'empêche une personne exerçant dans la province la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique et enregistrée comme telle en vertu de la loi médicale de Québec ou licenciée comme telle par l'Association homéopathique de Montréal, ni une personne inscrite comme licenciée en pharmacie conformément à la loi de pharmacie de Québec, ou comme licenciée en chirurgie dentaire conformément aux lois de cette province, non plus qu'une personne exerçant la profession de médecin vétérinaire et inscrite comme telle en vertu de la loi des médecins vétérinaires de la province de Québec, d'acheter des alcools ou des spiritueux en plus grande quantité qu'une bouteille et de s'en servir pour leurs préparations médicinales, officinales ou pharmaceutiques, pour des fins de stérilisation dans leur propre pratique et pour les traitements externes qu'elles donnent elles-mêmes.

"Toutefois, ces personnes ne doivent pas vendre ces alcools ou spiritueux autrement qu'en les employant aux fins susdites, et elles doivent les acheter elles-mêmes directement de la commission

qui peut, à sa discrétion, refuser de leur vendre la quantité demandée."

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) présente un amendement qui se lit comme suit:

"45.1. No provision of this act shall prevent any person practising medicine, surgery or obstetric in the province, registered as such under the Quebec Medical Act, or licensed as such by the Montreal Homeopathic Association, or any person licensed as a dental surgeon, and registered as such in the province, or any person practising the profession of veterinary surgeon, and registered as such under the Veterinary Surgeons' Act of the province of Quebec, from purchasing alcohol in quantities larger than one bottle and use the same for purposes of dissolution or sterilization in his own practice, or in any preparation for external application administered by him, and from purchasing brandy, such as defined in the British Pharmacopeia, or rum, for use in compounding his medicines, provided however that no such person may sell any such alcohol or spirits except when used by him for the purposes above mentioned.

"2. No provision of this act shall prevent any person entered as a licenciate in pharmacy in accordance with the Quebec Pharmacy Act and keeping a drug store,

"a. from purchasing alcoholic liquors in quantities larger than one bottle, for use in medicinal, officinal or pharmaceutical preparations, provided, however, that no such person may sell any such alcoholic liquor except when used by him for such purposes, and

"b. from purchasing ethyl alcohol rectified at ninety per cent, mentioned in the British Pharmacopeia, in quantities larger than one bottle and sell the same for obstetric or antiseptic purpose only, in quantities not exceeding two ounces, upon prescription of a physician authorized to practice medicine in this province, or upon the simple certificate of the latter if the sale is made to him personally; provided, however, that such sale shall take place only during such hours and days in which the commission cannot sell.

"3. Any such person must purchase those alcoholic liquors directly from the commission which may, in its discretion, refuse to sell the quantity applied for."

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)⁸: La loi ne permet pas à la commission de vendre du vin aux pharmaciens.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ils ne l'ont pas demandé.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): Je crois que ce serait nécessaire.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Qu'ils me le demandent demain et nous verrons à amender la loi.

L'amendement est adopté.

L'article 45 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 46.

Le premier alinéa de l'article 46 est adopté.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 46 qui se lit comme suit:

"Toutefois, si ces liqueurs alcooliques doivent être expédiées à un endroit situé en cette province, ce distillateur ou ce fabricant ne peut les vendre qu'à la commission; si ces liqueurs alcooliques sont expédiées à un endroit situé en dehors de cette province, elles ne peuvent être expédiées que par chemin de fer, bateau à vapeur ou compagnie de messageries; et ce distillateur ou ce fabricant doit, dans tous les cas, se conformer aux autres dispositions de la présente loi qui lui sont applicables."

Il est proposé que l'article 46 soit amendé et que le mot "voiturier public" soit ajouté après le mot "vapeur"⁹.

L'amendement est adopté.

L'article 46 ainsi amendé est adopté.

L'étude de l'article 47 est suspendue.

Le comité étudie l'article 48.

Le premier alinéa de l'article 48 est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 48 qui se lit comme suit:

"S'il appert de l'analyse de cet échantillon que ce médicament contient de l'alcool en excès de quantité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou qu'il n'est pas suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir ce breuvage, ce médicament est considéré une liqueur alcoolique vendue en contravention de la présente loi."

Le deuxième alinéa de l'article 48 est amendé et se lit désormais comme suit:

"S'il appert de l'analyse de cet échantillon que ce médicament contient de l'alcool en excès de quantité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou qu'il n'est pas suffisamment dosé

pour le rendre impropre à servir ce breuvage, la commission peut aviser le Bureau consultatif, nommé en vertu de la loi des médicaments brevetés ou proprietary, du résultat de l'analyse, et si une poursuite n'est pas intentée par ce Bureau en vertu de la loi susmentionnée, dans les trente jours de cet avis, la commission intentera une poursuite conformément à la présente loi."

L'amendement est adopté.

L'article 48 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 49.

Les paragraphes *a* et *b* de l'article 49 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *c* de l'article 49 qui se lit comme suit:

"*c.* étant employé de la commission, contrevient à une ou plusieurs des dispositions de la présente loi, autrement qu'en achetant des liqueurs alcooliques de la manière indiquée à l'article 60 de la présente loi; ou"

Il est proposé que le paragraphe *c* de l'article 49 soit amendé et que les mots "ou plusieurs" soient retranchés.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *c* de l'article 49 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *d* de l'article 49 qui se lit comme suit:

"*d.* n'étant pas muni d'un permis en vigueur à cet effet ou n'y étant pas autorisé en vertu de la présente loi, vend des liqueurs alcooliques en cette province, commet une infraction à la présente loi, peut être arrêté sans mandat pourvu qu'il soit traduit devant un magistrat compétent dans un délai raisonnable, et se rend passible, en sus des frais, d'un emprisonnement pour une période de trois mois, que le tribunal peut réduire jusqu'à un mois."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose un amendement: à la place des mots "dans un délai raisonnable", il suggère d'écrire "sans délai"¹⁰.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) accepte la proposition.

Il est donc proposé que le paragraphe *d* soit amendé et que les mots "dans un délai raisonnable" soient remplacés par "sans délai".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *d* de l'article 49 ainsi amendé est adopté.

L'article 49 ainsi amendé est adopté.

Les articles 50 à 66 sont adoptés¹¹.

Le comité étudie les articles 67, 68, 69 et 70.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande si le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) connaît tous ses inspecteurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Dieu Merci, non!

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) (Se secouant la tête en signe de dépit) dit qu'il a eu l'occasion de rencontrer quelques-uns de ces inspecteurs.

Les articles 67, 68, 69 et 70 sont adoptés.

Les articles 71 à 90 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 91 qui se lit comme suit:

"91. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, le véritable délinquant aussi bien que le propriétaire, locataire ou occupant des lieux où l'infraction a été commise et dans le cas de maison de désordre, toute habituée d'icelle, sont personnellement responsables des amendes et peines qui peuvent être imposées à raison d'une infraction à la présente loi, même si cette infraction a été commise par une autre personne et qu'on ne puisse prouver que celle-ci agissait sous ou d'après la direction de ce propriétaire, locataire ou occupant. La preuve que l'infraction a été commise par une personne qui est à l'emploi de ce propriétaire, locataire ou occupant ou dont on souffre la présence dans l'établissement de ce propriétaire, locataire ou occupant est une preuve concluante que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction dudit propriétaire, locataire ou occupant. Au choix du poursuivant, le véritable délinquant et ce propriétaire, locataire ou occupant peuvent être poursuivis conjointement ou séparément, mais ils ne peuvent être condamnés l'un et l'autre pour la même infraction, et la condamnation de l'un suffit à empêcher la condamnation de l'autre pour la même infraction.

"Lorsqu'une condamnation a été prononcée pour une infraction à la présente loi commise dans un certain lieu et que, dans les 12 mois qui suivent cette infraction, le locataire, l'acquéreur ou toute autre personne qui, après avoir, par suite d'un bail, d'un acte de vente ou d'un contrat verbal ou écrit, remplacé dans le même lieu la personne condamnée, y commet une infraction à la présente loi, cette nouvelle infraction est tenue pour une infraction subséquente, nonobstant les dispositions de l'article 61."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): trouve injuste la définition du mot "quiconque" et la disposition relative qui prévoit que si deux employés de bureau enfreignent la loi, ce soit considéré comme une deuxième offense pour l'employeur et que ça entraîne une peine de prison. Ceci va contre les principes de la justice britannique et contre la loi biblique qui dit que "l'âme qui pêche, c'est celle qui mourra," a-t-il cité.

Une disposition de l'article 91 fait en sorte que le propriétaire licencié d'un lieu où se commet une offense puisse être puni comme s'il s'agissait d'une deuxième offense, bien que le détenteur de la licence au moment de la première infraction ne soit pas le même homme, c'est-à-dire que la propriété ait changé de mains. Il trouve ceci injuste et ne voit pas pourquoi un homme devrait être reconnu coupable d'une offense perpétrée par le premier détenteur de la licence.

Il fait aussi une objection à la clause des infractions et des peines. En vertu de la loi, un vendeur muni d'un permis ira en prison avec son employé si ce dernier se rend coupable d'une infraction, affirme-t-il.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Deux hommes ne peuvent pas aller en prison pour une même offense.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est justement ce que je veux vous faire remarquer, en vertu de la loi telle que rédigée, c'est ce qui arrivera.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Alors, suspendons l'étude de la clause.

L'étude de l'article 91 est suspendue.

Les articles 92 et 93 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 94 qui se lit comme suit:

"94. Lorsqu'une personne est poursuivie et déclarée coupable à raison d'une infraction à la présente loi, le montant de l'amende et la durée de l'emprisonnement dont elle serait passible en tout autre cas doivent être doublés si, au cours de l'instance, il est prouvé que les liqueurs alcooliques que cette personne a vendues sont de mauvaise qualité et impropres à la consommation."

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) désire savoir qui décidera si les liqueurs sont de mauvaise qualité.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il n'y aura aucun problème à décider de ceci.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demandent l'ajournement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Allons jusqu'à la clause 108¹², toutes ces clauses sont copiées de l'ancienne loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Riant) Qui est-ce qui demande ça, est-ce le député de Richelieu?

M. Péloquin (Richelieu): Je n'ai que faire des remarques du chef de l'opposition qui ne sont pas drôles du tout.

Les articles 95 et 96 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 97 qui se lit comme suit¹³:

"97. Tout homme marié qui vit et réside avec sa femme à l'époque où celle-ci commet une infraction à la présente loi peut, qu'elle soit ou non marchande publique, être poursuivi et condamné de la même manière que s'il était lui-même rendu coupable de cette infraction."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Punir un homme pour ce que sa femme fait est très grave.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le but de cet article est d'empêcher que les époux se refilent la responsabilité.

L'étude de l'article 97 est suspendue.

Les articles 98 et 99 sont adoptés.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montreal;
- bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent.

The King Edward Benefit Association

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montreal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville du Lac Sergent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 71 constituant en corporation la ville du Lac Sergent. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de M. J. Stack

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 6 h 40.

NOTES

1. *The Gazette* du 17 février 1921, à la page 1, donne \$1,000.

2. *The Gazette* du 17 février 1921, à la page 1, mentionne que M. Caron était le leader de la Chambre à ce moment là, en l'absence momentanée du premier ministre.

3. *The Gazette* du 17 février 1921, à la page 1, écrit que M. Mitchell amenda l'article qui détermine comment les tavernes et les salles à manger doivent être équipées, en donnant à la commission le pouvoir d'imposer des conditions sanitaires. Nous n'avons pas retrouvé cet amendement, mais nous supposons qu'il pourra s'imposer à cet article.

4. Nous ne sommes pas certains que cet amendement a eu lieu en comité.

5. Dans les statuts refondus, nous remarquons que le paragraphe suivant a été ajouté: "La commission devra se procurer et tenir constamment à la disposition des ministres du culte les vins qui sont approuvés par les autorités religieuses et requis pour le service divin ou des fins religieuses."

6. La veille, M. Dufresne avait demandé à M. Mitchell de parler en français et cela avait donné lieu à un débat mouvementé.

7. Nous avons choisi la version anglaise qui apparaît dans les statuts refondus. Mais voici la version française et amendée qui apparaît dans le bill.

"45.1. Aucune disposition de la présente loi n'empêche une personne exerçant en la province la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique et enregistrée comme telle en vertu de la Loi médicale de Québec ou licenciée comme telle par l'Association homéopathique de Montréal ou une personne licenciée en chirurgie dentaire et inscrite comme telle dans la province ou une personne exerçant la profession de médecin vétérinaire et inscrite comme telle en vertu de la Loi des médecins vétérinaires de la province de Québec, d'acheter des alcools en plus grande quantité qu'une bouteille et de s'en servir pour des fins de dissolution ou de stérilisation dans sa propre pratique ou dans une préparation pour traitement externe qu'elle donne elle-même et d'acheter du brandy, tel que défini dans la

Pharmacopée britannique, ou du guildive (rhum), pour usage dans la composition de ses remèdes; toutefois, cette personne ne peut vendre ces alcools ou spiritueux autrement qu'en les employant elle-même aux fins susdites:

"2. Aucune disposition de la présente loi n'empêche une personne inscrite comme licenciée en pharmacie conformément à la Loi de pharmacie de Québec et ayant une pharmacie:

"a. d'acheter des liqueurs alcooliques en plus grande quantité qu'une bouteille pour ses préparations médicinales, officinales ou pharmaceutiques, pourvu qu'elle ne vende pas ces liqueurs alcooliques autrement qu'en les employant elle-même aux fins susdites;

"b. d'acheter de l'alcool éthylique à 90 pour cent rectifié, mentionné dans la Pharmacopée britannique en plus grande quantité qu'une bouteille et vendre cet alcool pour des fins d'obstétrique ou d'antisepsie seulement, en quantité n'excédant pas deux onces, sur prescription d'un médecin autorisé à pratiquer la médecine dans la province ou sur son simple certificat, si la vente lui est faite personnellement; pourvu que cette vente ait lieu pendant les heures et les jours où la commission ne peut vendre.

"3. Toute personne mentionnée au présent article doit acheter ces liqueurs alcooliques directement de la commission. Celle-ci peut à sa discrétion refuser de vendre la quantité demandée."

8. Nous supposons que l'intervention de M. Vautrin a eu lieu ici.

9. Dans la version finale des statuts refondus apparaît cette version:

"Toutefois, si ces liqueurs alcooliques doivent être expédiées à un endroit situé en cette province, ce distillateur ou ce fabricant ne peut les vendre qu'à la commission; et ce distillateur ou ce fabricant doit, dans tous les cas, se conformer aux autres dispositions de la présente loi qui lui sont applicables."

10. Dans la version finale de cet article, on ne fait aucunement mention du mot "délai".

11. Plusieurs de ces articles ont subi des modifications, soit des amendements. Toutefois, les journaux ne nous rapportent aucun débat. En conséquence, on pourra prendre connaissance des amendements apportés lors du comité plénier en

consultant la copie du projet de loi étudié par ledit comité, copie initiaée par M. Adrien Beaudry (Verchères).

12. Selon *Le Nouvelliste* du 17 février 1921, à la page 1, le premier ministre aurait plutôt voulu se rendre jusqu'à l'article 100.

13. *L'Événement* du 17 février 1921, à la page 12, écrit qu'à 6 h 30, on était à la clause 97 et que M. Bercovitch semblait un peu fatigué.

Séance du jeudi 17 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 05.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Municipalité
de Saint-Mathieu**

M. Cédilot (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'abbé Pierre-E. Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant civilement la municipalité de Saint-Mathieu.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de l'abbé Pierre-E. Roy et autres, demandant l'adoption d'une loi érigeant civilement la municipalité de Saint-Mathieu.

Rapports des comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 139 amendant la charte de la cité de Grand'Mère et permettant la consolidation des fonds d'amortissement de ladite cité.

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis;

- bill 140 concernant la Brown Corporation.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de William Thomas Wilkinson, demandant l'adoption d'une loi validant, ratifiant et confirmant certains

actes d'aliénation, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Le rapport est adopté.

M. Robert (Rouville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni sous la présidence de M. Robert et a étudié les questions suivantes:

1. Loi touchant les animaux reproducteurs;

2. Loi concernant la destruction des mauvaises herbes;

3. Projet de loi concernant les véhicules-moteurs, (éclairage);

4. Nouvelle loi concernant le pesage du gras de lait;

5. Loi des bons chemins.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Avec amendements, les bills suivants:

- bill 170 amendant l'article 5729 des statuts refondus, 1909;

- bill 177 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés placés sous la garde de certaines institutions.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres.

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard.

**Lots 10 et 55
de Pointe-aux-Trembles**

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval.

Adopté.

M. Achim (Labelle) demande la permission de présenter le bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Flottage et
descente du bois**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 163 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au droit de faire flotter et descendre les bois dans les rivières, criques et cours d'eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barreau de la
province de Québec**

M. Cannon (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Traitement
des registrateurs**

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel a été le revenu annuel de chacun des registrateurs de la province depuis 1912?

2. Quel a été le revenu total que M. Théberge, de Saint-Jérôme, a retiré chaque année depuis dix ans comme registrateur?

3. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet desdits honoraires chargés par ledit M. Théberge?

4. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait droit à ces plaintes?

5. Est-il vrai que le gouvernement aurait ordonné audit M. Théberge de faire des remises d'argent pour surcharge dans ses réclamations d'honoraires?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. (Voir le tableau à la page suivante)

**Régistrateurs
Revenu net**

Première partie

Divisions	Noms	1912	1913	1914	1915	1916
Argenteuil	G.-F. Calder	1,906.85	1,600.80	1,846.11	1,760.57	1,796.36
Arthabaska	J.-A. Poisson	2,968.73	3,172.44	3,007.56	3,294.22	3,017.76
Bagot	Morel & Bathalon	3,366.87	2,958.16	2,925.30	3,019.12	3,477.96
Beauce	Fortier & Fauteux	4,756.64	5,026.50	5,160.35	5,936.35	4,789.10
	J.-O.-V. Quivion	.....	.....	.....	.....	.....
	Fauteux & Angers	.....	.....	.....	.....	.....
Beauharnois	J.-P. Plante	2,949.93	3,039.07	2,688.37	2,395.38	2,612.43
Bellechasse	F. Belleau	1,861.90	1,904.60	65.49	.....	.....
	L.-O. St-Pierre	.....	.....	1,873.87	2,733.52	2,566.06
Berthier	J.-A. Laferrière	2,494.70	2,359.27	2,450.80	2,594.48	2,460.50
Bonaventure no 1	L.-P. LeBel	589.10	636.40	605.40	746.95	693.40
Bonaventure no 2	J. Verge	477.85	599.01	561.50	570.00	441.60
Bonaventure no 2	E.-J.-S. Verge	.....	.....	.....	.....	.....
Brome	H. S Foster	1,049.19	1,571.42	1,325.07	1,064.39	718.08
Chambly	Robert & Lamarre	6,762.57	2,532.46	.....	.....	.....
	L. Robert	.....	4,986.87	.....	.....	.....
	Robert & Geoffrion	.....	.....	5,193.32	6,156.50	5,047.51
	A. Prendergast	.....	.....	.....	.....	.....
Champlain	F. Trudel	4,924.19	4,791.83	3,983.92	5,030.40	4,815.05
Charlevoix no 1	J.-A. Martin	634.80	462.32	556.05	524.63	535.35
Charlevoix no 2	J. Gariépy	1,054.51	912.69	809.49	811.50	666.68
	E. Cimon	.....	.....	.....	.....	.....
	P. Synotte	.....	.....	.....	.....	.....
Châteauguay	J. E. McGowan	2,193.64	1,911.66	1,978.03	1,869.58	1,737.54
Chicoutimi	T. Bossé	3,011.89	3,830.59	3,723.30	3,044.53	3,231.73
Coaticook	O. Shurtleff	906.11	921.57	1,117.50	.....	.....
	Laroche & Webster	.....	.....	147.00	1,251.40	1,381.10
Compton	M.-H. Léonard	2,765.62	2,731.09	2,469.92	2,663.02	2,305.30
Deux-Montagnes	J.-H. Langlois	2,222.55	2,177.43	2,034.93	2,467.89	2,317.56
Dorchester	C.-E. Vaillancourt	1,486.19	.....	.....	.....	.....
	Vézina & Gauvreau	1,954.55	3,247.71	3,823.25	3,965.05	3,177.33
Drummond	Millor & Laferté	3,560.41	2,608.24	1,904.00	3,332.11	3,731.08
Frontenac	C.-A. Léger	1,274.25	1,145.66	.....	.....	.....
	Legendre & Huard	.....	104.29	1,145.80	2,104.70	2,073.78
Gaspé	A. Garneau	659.19	1,026.02	927.87	1,084.50	858.96
Hoch. et J.-Cartier	Chauret & Lacombe	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Huntingdon	J. C. Bruce	747.14	879.05	1,034.26	994.24	894.85
Iberville	P. Contant	1,515.15	1,639.35	1,702.39	1,627.70	1,390.70
Îles-Madeleine	A. Painchaud	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Île d'Orléans	F.-X. Lachance	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
	A. Turgeon	.....	.....	.....	.....	.....
Joliette	Lavoie & Guibault	2,655.45	3,153.40	2,918.40	3,117.95	2,769.49
Kamouraska	P. Daissaint	1,222.12	1,599.12	1,361.67	1,846.15	1,667.47
Labelle no 1	P. deVarennes	4,011.84	3,474.97	4,089.76	4,480.90	4,042.36
Labelle no 2	A. Dubreuil	.....	.....	.....	.....	.....
Lac-St-Jean no 1	N. Hudon	1,443.26	1,978.24	2,430.82	3,357.94	890.05
	J. Richard	.....	.....	.....	.....	1,812.68
Lac-St-Jean no 2	L. Lindsay	1,542.53	1,757.74	1,723.15	2,012.15	1,911.45
Laprairie	F. C. Larose	2,194.20	2,299.44	1,842.08	2,059.95	1,967.75
L'Assomption	V. Geoffrion	2,503.00	2,390.40	2,450.50	1,996.25	2,847.95
Laval	P.-A. Longpré	2,536.09	2,077.66	2,360.35	2,692.09	2,582.87
Lévis	J.-A. Carrier	2,524.35	3,184.25	2,120.80	2,625.00	3,071.30
L'Islet	J.-N. Bernier	1,587.05	1,749.00	1,548.70	2,059.00	1,962.00
Lotbinière	Auger & Legendre	2,174.68	2,448.06	2,442.90	2,462.27	2,566.61
Maskinongé	C. Caron	1,473.55	1,288.15	1,224.90	1,510.90	1,521.70

Régistrateurs Revenu net

Première partie

Matane no 1	C. E. Bernier	1,432.20	1,420.00	1,259.10	1,160.60	1,064.03
Matane no 2	J. A. Ross	785.10	833.73	1,228.70	1,152.50	1,131.05
	J. E. Beaulieu	.....	.....	.....	.....	.....
Mégantic	W. H. Lambly	4,651.88	5,633.18	3,033.12	3,417.69	2,612.21
	N. Lambly	.....	.....	.....	.....	.....
	P. A. Roberge	.....	.....	.....	.....	.....
Missisquoi	E. F. Currie	1,347.10	1,368.35	1,408.55	1,554.30	1,202.80
Montcalm	P. J. L. Bissonette	1,587.95	1,483.45	762.70	.....	.....
	J. O. E Forest	.....	.....	728.25	1,432.79	1,450.60
Montmagny	J. S. Gendron	1,539.81	1,611.45	1,167.55	324.75	.....
	A. Doyer	.....	.....	.....	1,532.30	1,772.77
Montmorency	H. Dick	1,478.90	943.68	841.80	955.87	924.79
Montréal-Est	Champagne &					
	Lalonde	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Montréal-Ouest	P. J. Cooke	Salaire	Salaire	.....	.....	.....
	W. S. Walker	.....	.....	Salaire	Salaire	Salaire
Napierville	A. Richardson	1,836.80	1,451.40	1,384.55	1,580.95	1,250.56
Nicolet no 1	A. A. Leduc	1,212.15	1,216.59	1,431.69	1,802.44	1,819.12
Nicolet no 2	J. W. Denis	1,644.75	1,751.80	1,573.50	1,743.18	1,785.45
Ottawa (Hull)	L. Duhamel	2,169.75	2,456.25	2,087.20	1,542.47	.....
	L. de G. Raby	.....	.....	.....	.....	3,483.10
Pontiac	W. Rimed	2,124.70	1,798.20	1,392.05	1,242.60	1,259.80
Portneuf	W. L. de St-George	3,313.50	3,234.43	744.61	.....	.....
	G. Rinfret	.....	.....	2,239.11	3,869.04	3,115.50
Québec	G. Côté	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Richelieu	A. Guevremont	1,882.90	2,180.80	2,071.55	2,281.60	1,818.30
Richmond	W. J. Ewing	2,171.40	2,371.71	2,240.69	2,319.18	1,401.29
Rimouski	E. Letendre	1,802.97	1,889.46	1,623.91	1,823.30	1,658.30
Rouville	Pelletier & Ste-					
	Marie	3,000.00	3,000.00	2,575.05	3,185.90	2,513.82
	Pelletier & Rainville	.....	.....	.....	.....	.....
Saguenay	O. E. Bouliane	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Shefford	J.-H. Lefebvre	3,535.30	3,122.50	3,268.65	3,600.30	3,396.45
Sherbrooke	W. H. Lovell	3,466.60	3,402.75	2,764.18	2,814.77	2,869.15
Soulanges	A. Rouleau	1,354.75	1,451.40	1,912.05	1,883.35	1,551.40
Stanstead	A. N. Thompson	1,165.58	1,528.95	1,291.53	1,444.65	1,213.61
Ste-Anne-des-Mts	J. Thibault	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire	Salaire
Saint-Hyacinthe	J. Nault	967.97	.....	.....	.....	.....
	J. Bissonet	1,678.93	2,723.07	2,395.31	2,470.42	2,352.70
Saint-Jean	J. P. Carreau	2,395.85	2,837.78	2,554.85	2,614.75	2,209.92
	J.-A. Lussier	.....	.....	.....	.....	.....
Témiscamingue	J. Maillard	628.95	629.42	779.84	895.23	922.60
Témiscouata	L. V. Dumais	3,176.41	3,140.13	3,464.65	3,760.79	3,335.08
Terrebonne	J. A. Théberge	4,104.35	4,662.05	5,476.42	5,082.50	5,412.00
Trois-Rivières	P. Kiervan	5,641.74	6,552.02	5,553.78	5,457.27	3,249.11
	F. Fournier	.....	.....	.....	.....	487.88
	Drolet & Fournier	.....	.....	.....	.....	2,873.84
Vaudreuil	J.-N. Lefebvre	2,209.65	2,405.97	2,533.43	2,300.00	2,072.70
	P.-E. Lefebvre	.....	.....	.....	.....	.....
Verchères	G. H. Fontaine	1,426.04	2,117.37	520.52	.....	.....
	N. Jean	.....	.....	1,277.49	2,109.50	2,243.70
Wolfe	O. Lamoureux	2,059.75	1,751.90	1,917.84	2,139.73	1,797.26
Yamaska	Blondin &					
	Courchesne	2,481.65	2,325.00	2,129.25	2,158.35	2,561.90
	Veronneau &					
	Courchesne	.....	.....	.....	.....	.....

2. Revenu total de M. Théberge:

1911.....	\$1,923.35
1912.....	4,104.35
1913.....	4,662.05
1914.....	5,476.42
1915.....	5,082.50
1916.....	5,412.00
1917.....	5,382.30
1918.....	5,950.35
1919.....	9,336.25
1920.....	9,811.90

3. Le gouvernement a reçu une plainte.

4. Le département du procureur général a considéré que M. Théberge avait raison.

5. Non.

Liqueurs alcooliques

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Les articles 100 à 104 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 105 qui se lit comme suit:

"105. Dans toute poursuite intentée contre une personne non munie d'un permis en vertu des dispositions de la présente loi, il n'est pas nécessaire, pour justifier une condamnation, de prouver de façon précise le nom du défendeur; il suffit que l'identité du défendeur ait été constatée dans un témoignage assermenté, par un des officiers de la commission ou par le percepteur de revenu de la province agissant pour la commission. Aucune erreur dans le nom du défendeur n'invalide la condamnation ou le mandat d'emprisonnement."

Il est proposé que l'article 105 soit amendé et que le mot "constaté" soit corrigé par "constatée".

L'amendement est adopté.

L'article 105 ainsi amendé est adopté.

Les articles 106 et 107 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 108 qui se lit comme suit:

"108. Si la cour juge nécessaire aux fins de la présente loi d'analyser une liqueur réputée

alcoolique, le coût de cette analyse est inclus dans les frais taxés de l'action.

"Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, la production, par la commission ou par un de ses officiers, ou par le percepteur du revenu de la province autorisé par elle à agir dans cette poursuite, d'un certificat relatif à l'analyse d'une liqueur et signé par l'analyste de la commission, constitue une preuve *prima facie* des faits contenus dans ce certificat. Le coût de cette dernière analyse est aussi compris dans les frais taxés de l'action."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Ce ne sera pas juste pour le défendeur qui ne serait pas averti de l'analyse qui serait faite à son sujet. L'analyste devrait être présent en cour pour qu'il puisse être contre-interrogé.

L'honorable M. David (Terrebonne): Si nécessaire, la cour peut ajourner pour que l'analyste puisse être cité à comparaître et contre-interrogé, mais l'obliger à être présent pendant toute la procédure s'avérerait compliqué.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) présente un amendement: après les mots "frais taxés de l'action", il fait ajouter "pourvu que copie de ce certificat soit signifiée au défendeur en même temps qu'au juge".

L'article 108 est amendé et se lit désormais comme suit:

"108. Si la cour juge nécessaire aux fins de la présente loi de faire analyser une liqueur réputée alcoolique, le coût de cette analyse est inclus dans les frais taxés de l'action.

"Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, la production, par la commission ou par un de ses officiers, ou par le percepteur du revenu de la province autorisé par elle à agir dans cette poursuite, d'un certificat relatif à l'analyse d'une liqueur et signé par l'analyste de la commission, constitue une preuve *prima facie* des faits contenus dans ce certificat, pourvu que copie de ce certificat soit signifiée au défendeur avec la poursuite. Le coût de cette dernière analyse est aussi compris dans les frais taxés de l'action."

L'amendement est adopté.

L'article 108 ainsi amendé est adopté.

Les articles 109 à 113 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 114.

Le premier alinéa de l'article 114 est adopté.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 114 qui se lit comme suit:

"Le greffier, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, doit se conformer à ces instructions. Le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge, le magistrat ou le juge de paix."

Il est proposé que le deuxième alinéa de l'article 114 soit amendé et que les mots "à l'audience" soient ajoutés après le mot "paix".

L'amendement est adopté.

L'article 114 ainsi amendé est adopté.

Les articles 115 et 116 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 117 qui se lit comme suit:

"[[117. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, amender, remplacer et abroger le tarif des honoraires accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, témoins, inspecteurs et officiers de la commission, dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi.]]"

Il est proposé que l'article 117 soit amendé et que les mots "qui peuvent être" soient ajoutés après le mot "honoraires".

L'amendement est adopté.

L'article 117 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 118 qui se lit comme suit:

"[[118. Dans les actions ou poursuites intentées en vertu de la présente loi, la commission ne peut être condamnée aux dépens. Toutefois, sur la recommandation du tribunal, la commission, contre laquelle le jugement a été rendu, peut, à sa discrétion, payer à la personne en faveur de laquelle il a été prononcé, les frais ou l'indemnité qu'elle juge équitable de lui verser.]]"

Il est proposé l'article 118 soit amendé et que les mots "contre laquelle le jugement a été rendu" soient remplacés par "si un jugement a été rendu contre elle".

L'amendement est adopté.

L'article 118 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 119.

Les paragraphes 1 et 2 du premier alinéa de l'article 119 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 119 qui se lit comme suit:

"3. Vingt centins par mille, pour aller seulement, s'il voyage dans sa propre voiture;"

Il est proposé que le paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 119 soit amendé et que le chiffre "vint" soit remplacé par "vingt".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 119 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 4 du premier alinéa ainsi que les deuxième et troisième alinéas de l'article 119 qui se lisent comme suit:

"4. Une somme additionnelle de deux piastres par jour, pour couvrir toutes autres dépenses.

"Dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, celui-ci peut être condamné au paiement de semblables taxes additionnelles lorsque ledit percepteur, officier ou inspecteur assiste réellement aux séances du tribunal."

"Ce percepteur, officier ou inspecteur doit certifier sous serment ses frais de routes et autres dépenses."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Qu'est-ce que ça veut dire "toutes autres dépenses?"

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les dépenses additionnelles.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Pourquoi dire "toutes autres dépenses?" Ces deux dollars ne peuvent pas couvrir toutes les autres dépenses que peuvent faire les percepteurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Suspendons la clause. Je vais voir si nous ne pourrions pas l'amender dans le sens que suggère le député de Saint-Louis.

L'étude du paragraphe 4 du premier alinéa ainsi que l'étude des deuxième et troisième alinéas de l'article 119 sont suspendues.

Le comité étudie l'article 120 qui se lit comme suit:

"[[120. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi ou de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909 (articles 1316 à 1328 inclusivement), les frais de témoignages consignés par écrit, par sténographie ou autrement, font partie des frais taxés de l'action.]]"

L'article 120 est amendé et le mot "kertu" est remplacé par "vertu".

L'article 120 ainsi amendé est adopté.

"[[120. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi ou de la section quinzisième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909 (articles 1316 à 1328 inclusivement), les frais de témoignages consignés par écrit, par sténographie ou autrement, font partie des frais taxés de l'action.]]"

Il est proposé que l'article 120 soit amendé et que le mot "kertu" soit remplacé par "vertu".

L'amendement est adopté.

L'article 120 ainsi amendé est adopté.

Les articles 121 à 126 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 127 qui se lit comme suit:

"127. Si la condamnation est pour avoir vendu ou pour avoir laissé vendre, sans permis, des liqueurs alcooliques à bord d'un bateau ou dans un wagon de chemin de fer, l'amende et les frais peuvent être recouvrés par saisie et vente des agrès et de l'ameublement du bateau ou du wagon où ces liqueurs ont été vendues."

Il est proposé que l'article 127 soit amendé et que les mots "et de l'ameublement du bateau ou du wagon" soient remplacés par "et ameublement du bateau ou wagon"

L'amendement est adopté.

L'article 127 ainsi amendé est adopté.

L'article 128 est adopté.

L'étude de l'article 129 est suspendue.

L'article 130 est adopté.

Le comité étudie l'article 131 qui se lit comme suit:

"131. 1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la commission ou par un ou plusieurs de ses membres.

"2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la commission ou à l'un de ses membres d'accomplir un devoir ou un acte.

"3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanemment la commission ou l'un ou plusieurs de ses membres d'accomplir une action ou d'exécuter une opération, ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

"4. Aucun bref de *certiorari* ne peut être émis pour évoquer une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi.

"5. Aucun bref de prohibition ne peut être émis contre la commission ou l'un de ses membres, relativement à toute chose qu'elle a faite ou veut faire ou qu'il a faite ou veut faire en vertu de la présente loi.

"6. Aucun appel ne peut être interjeté d'un jugement rendu dans une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi, excepté:

"a. au cas où le tribunal qui a rendu ce jugement a excédé sa juridiction;

"b. au cas où l'infraction pour laquelle la poursuite ou l'action a été intentée rend le contrevenant passible d'un emprisonnement seulement; ou

"c. au cas où des liqueurs alcooliques ont été saisies en vertu de la présente loi et où, aux termes de cette loi, le tribunal doit prononcer la confiscation.

"Dans chacun de ces cas, l'appel doit être interjeté par requête devant un juge de la Cour supérieure dans le district judiciaire où le jugement a été rendu. Il doit être logé dans les huit jours de la date du jugement. Les procédures subséquentes sont sommaires et doivent se poursuivre de jour en jour.

"[[L'appel peut être interjeté par les deux parties à la poursuite ou action. S'il est interjeté par le défendeur, ce dernier doit en même temps déposer cinq cents piastres entre les mains du protonotaire du district. Si l'appel est rejeté, ce dépôt est confisqué et forfait en faveur de la commission.]]

"Cet appel est final.

"7. Le juge de la Cour supérieure auquel l'appel est déferé, doit entendre les témoins sur les questions de fait, si les dépositions de ces témoins n'ont pas déjà été contresignées par écrit conformément à l'article 100 de la présente loi. Il doit décider du fond de la cause, sans tenir compte d'aucun défaut relatif à la forme ou au fond, pourvu qu'il apparaisse, par le jugement, que la condamnation a été prononcée, pour une infraction prévue en la présente loi, par la Cour de circuit, par deux juges de paix ou par un magistrat de police, un magistrat de district ou tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix, agissant dans les limites de leur juridiction, et qu'il apparaisse en outre, dans ce jugement, que la peine applicable à cette infraction a été infligée. S'il appert que la plainte a été décidée sur le fond et que la condamnation est valide en vertu de la présente loi, cette condamnation ne doit pas être mise de côté.

"Si le dossier original de la cause a été soumis au juge de la Cour supérieure, il est renvoyé au tribunal inférieur, après que jugement a été rendu sur l'appel."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je crois que l'on ne devrait pas enlever aux citoyens les droits que leur confère le Code civil. Dans mon opinion, je crois que le gouvernement n'a pas le droit d'enlever ces droits aux citoyens et je crois que ces derniers s'adresseront aux tribunaux, quand ils auront des griefs à faire redresser, tout comme si cette loi n'existait pas, car le Code restera toujours là.

Cette clause est beaucoup trop arbitraire. J'ai toujours compris et cru que nous avions un des plus justes, des meilleurs et des plus équitables Code de procédure civile dans notre province et que celle-ci pouvait en être fière. Aujourd'hui, le gouvernement, par cette loi que nous étudions, tente de retirer le droit que possède le peuple de recourir à la loi. Il veut en enlever l'une des grandes prérogatives, celle qui concerne l'appel¹ d'une loi qu'il veut faire rappeler lui-même. Je m'étonne que le gouvernement en ait déchiré, d'une main imprudente, plusieurs chapitres. Ces brefs de *mandamus*, de prohibition, de *quo warranto* et *certiorari* dans le Code sont bons ou mauvais. S'ils sont bons, ils doivent l'être autant pour le gouvernement de Québec que pour le particulier qui s'occupe de ses affaires. Ils devraient être assez bons pour d'autres.

Si le gouvernement ne croit pas que ces brefs sont mauvais, enlevons-les du Code de procédure civile autant pour le gouvernement que pour tout le monde et pas seulement pour le gouvernement lorsqu'il se lance en affaires. Qu'on aille pas faire croire au gouvernement, parce qu'il entre dans les affaires, une situation de faveur. Plaçons tout le monde sur le même pied d'égalité.

Dans cette loi, le gouvernement prend plusieurs avantages avant d'entrer en affaires. Je ne critique pas ceci, mais je dis que le gouvernement ne devrait pas enlever les remèdes extraordinaires que le Code contient. Pourquoi retire-t-il au public les droits de brefs? La Législature passe son temps à dire aux municipalités et à d'autres qu'ils doivent respecter la règle générale. Nous avons, à maintes reprises, dans cette Chambre et dans ces divers comités permanents, décrété que, dans le cas de la législation privée, c'est une bonne chose que de suivre la règle générale et de condamner les exceptions. Pourquoi en ce cas ne pratique-t-on pas la politique prêchée? Je ne vois pas que le gouvernement puisse se départir de cette règle

générale. Il devrait faire la même chose en ce moment. Que le gouvernement donne l'exemple du respect des lois en se soumettant aux règles ordinaires du Code de procédure comme tout le monde doit le faire.

Reste la question de savoir si le gouvernement a le droit de supprimer les brefs de prohibition et d'empêcher les citoyens de cette province de faire appel pour les obtenir par procédure régulière auprès des cours de justice? Il (M. Bercovitch) ne croit pas que le gouvernement ait le droit de décider qu'aucun des brefs mentionnés ne puisse être utilisé contre la commission. Je n'ai pas étudié la question très attentivement, mais plutôt de façon informelle. Les brefs peuvent être produits par la cour et je considère que le gouvernement complique les choses par cette mesure qu'il présente aujourd'hui.

En ce qui concerne le dépôt de \$500 pour aller en appel, cela est exorbitant et je ne comprends pas que le gouvernement ait tant besoin de se protéger pour les frais d'un appel², et je ne trouve pas cela convenable. Je comprends qu'un homme qui veut absolument aller en appel doit envisager les frais. Mais je ne comprends pas qu'en cas de rejet de l'appel, le dépôt qu'il a fait lui soit confisqué. Il n'y a pas de loi dans cette province qui punit un homme qui va en appel d'un jugement de n'importe quel tribunal. Si un pauvre a tant à payer pour obtenir une liberté problématique, s'il n'a pas d'argent à déposer, il ne peut en appeler du jugement qui le condamne, même s'il a des doutes sur ce jugement. Ce principe ne devrait pas être adopté. Si le gouvernement reçoit le paiement des frais et en cas de confiscation, garde les liqueurs et peut-être en grande quantité, il devrait être content et ne pas s'emparer des \$500.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement n'a pas voulu que la commission fût paralysée. La commission des liqueurs qui va être nommée n'aura d'autres buts que de servir l'intérêt public. Cet amendement peut paraître sévère, mais il y a des raisons bien simples. Dans l'opération d'une telle loi, nous devons nous rappeler que c'est la commission qui, en fait, représentera le gouvernement, qui fera appliquer la loi, mais que c'est le gouvernement qui en prend les responsabilités. Nous devons aussi supposer que la commission ne fera rien qui ne soit dans l'intérêt général du public. Si on veut le succès de la commission, il faut qu'elle jouisse des privilèges nécessaires pour qu'elle puisse faire observer la loi rigoureusement. Si l'on permet les brefs en question

contre la commission, elle pourrait se retrouver en cour à tout bout de champ. Il n'y a pas de doute que le pouvoir qui a créé la loi peut supprimer ces brefs, si nécessaire.

Sous la loi actuelle, il est connu que des avocats habiles ont été capables de retarder et d'arrêter les procédures et les poursuites prises contre les contempteurs de la loi au moyen de brefs de prohibition, de *certiorari*, de *mandamus*, de *quo warranto*, etc, et cela pour un temps indéfini. Conséquemment, il était devenu impossible d'appliquer cette loi. Le gouvernement veut faire cesser cet état de choses. À savoir si c'est constitutionnel, il ne fait pas de doute que le pouvoir qui a créé la loi peut la rappeler. Nous voulons éviter l'arrêt des procédures contre les violateurs de la loi en empêchant qu'il soit possible de bloquer les procédures par des technicalités. Un accusé aura justice, il ne sera pas condamné sans procès, mais nous ne voulons pas qu'il puisse compliquer l'affaire par des procédures. Même si l'on supprime la procédure des brefs, ça revient à peu près à la même chose. Ce serait probablement le même juge de la Cour supérieure qui entendrait l'appel plutôt que de juger un bref sur un cas dont il n'a aucune connaissance. Ce changement permet d'éliminer les technicalités et permet l'administration adéquate de la loi.

Quant au dépôt dans les cas d'appel requis de toute personne condamnée à l'emprisonnement pour infraction à la loi, nous l'avons fixé à \$500, afin de voir si l'appelant est sérieux et d'éliminer le nombre de ceux qui seraient tentés d'appeler d'un jugement dans le seul but de retarder les procédures. L'objectif est d'empêcher ceux qui n'ont pas un cas sérieux d'aller en appel. Si un tel dépôt n'était pas requis, toute la loi serait suspendue par des gens qui iraient en cour d'appel seulement afin de pouvoir continuer leur commerce illégal un peu plus longtemps. La grande majorité des appels dans ces cas sont rejetés et il est nécessaire qu'il y ait des moyens de contrer ceci. En conséquence, le bill prévoit une pénalité supplémentaire si l'appel n'est pas justifié.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) n'est pas satisfait des explications du trésorier provincial. Il consent à ce que le gouvernement supprime les brefs de prohibition et de *certiorari*, si nécessaire, mais pourquoi faire de même avec les brefs de *mandamus*, de *quo warranto* et d'injonction? Il ne connaît pas de cas pour lequel il serait préférable pour le gouvernement que ces derniers soient abolis. Le bref de *quo warranto* vise à enlever une personne

d'un poste qu'elle occupe illégalement. Il présume que le gouvernement nommera les membres de la commission de façon légale. Donc, pourquoi éliminer ce bref? Un bref de *mandamus* force les gens à respecter la loi. Si la Commission ne respecte pas la loi, n'est-il pas juste qu'un *mandamus* soit rendu pour qu'elle obéisse?

Mais vous faites un traitement de faveur pour les riches; que feriez-vous d'un pauvre homme condamné injustement et qui ne pourrait faire de dépôt de \$500? Comment pouvez-vous attendre que l'homme pourra trouver \$500 pour avoir justice quand vous lui aurez tout saisi son stock, qu'il n'aura pas le pouvoir de prendre aucune procédure, car le gouvernement lui aura enlevé tous ses moyens de défense. Un homme qui n'aura pas \$500 pour aller en appel sera peut-être obligé de faire trois mois de prison, sans peut-être réellement être coupable. Il devrait pouvoir porter sa cause en appel sans avoir à déboursier. Sa liberté est en jeu. S'il n'a pas d'argent, il ne pourra en appeler du jugement qui le condamne. Ce principe ne devrait pas être adopté. Pourtant, le chef du gouvernement sait mieux que qui que ce soit que les juges qui sont des humains sont quelquefois faillibles. L'abolition de ces brefs qui protègent la liberté du sujet n'a jamais été faite avant, n'a jamais été faite nulle part et ne devrait pas être faite. Le gouvernement prend là une action extraordinaire. C'est en somme une loi contre le pauvre homme et qui favorise l'homme riche.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le cas du pauvre homme m'intéresse, mais je dois dire que rien ne sera confisqué tant qu'il n'aura pas été trouvé coupable. Il ne croit pas que les hôteliers et les bootleggers qui voudront aller en appel ne seront pas, généralement, ce qu'on pourrait appeler de "pauvres hommes".

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): L'homme accusé et condamné à la prison en première instance peut ne pas être un bootlegger et être sans le sou. Ainsi donc, il ne pourra aller en appel. Pourquoi lui réclamez-vous \$500 pour lui donner justice?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous ne voulons pas qu'un homme, qui n'est pas sérieux et qui est condamné, puisse en appeler de la décision du magistrat, et c'est pour cela que nous demandons un dépôt de \$500. Il dit qu'il en est ainsi pour les cas ordinaires. Souvent, un homme sans argent ne peut en appeler.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais le gouvernement est plus sévère que les tribunaux, qui permettent à un homme de plaider *in forma pauperis*. Pas quand cela concerne sa liberté. Lorsqu'un homme est reconnu coupable en Cour criminelle, il peut porter sa cause à la Cour du banc du roi sans défrayer de coûts.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas devant les tribunaux d'appel. On peut plaider devant la Cour supérieure, *in forma pauperis*, mais pas devant la Cour d'appel.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): M. le Président, je regrette de différer d'opinion avec l'honorable ministre de la Colonisation; en ce qui concerne les causes civiles, il a raison, mais, dans les procédures criminelles, un homme peut en appeler devant les tribunaux d'appel sans faire de dépôt. Je ne comprends pas que le gouvernement mette le pauvre homme dans la situation de ne pouvoir appeler sans payer \$500 qui lui seront confisqués ensuite, surtout pour avoir justice, et tout le monde sait qu'à la campagne, où les juges de paix ne sont pas toujours bien renseignés sur la loi, bien des gens pourront être condamnés injustement. Les officiers du gouvernement viendront, ils saisiront tout et si le pauvre homme veut avoir justice, il faudra qu'il commence par trouver les \$500, et s'il ne les trouve pas, il n'aura pas justice.

M. Cannon (Québec-Centre): Pourquoi enlever le bref de *mandamus*? Il y a quelques dangers pour le gouvernement lui-même à le supprimer. Si la commission ne voulait pas un jour payer la boisson qu'elle aurait achetée, personne ne pourrait la forcer, par un bref de *mandamus*, à payer ce qu'elle doit. Si vous l'enlevez, comment pourrez-vous obliger la commission, par exemple, à se conformer à la loi que nous votons? Cette mesure d'exemption aura pour effet d'empêcher toute poursuite contre un membre de la commission des liqueurs qui refusera de rendre compte au trésorier des recettes en caisse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le pouvoir du gouvernement suffira.

M. Cannon (Québec-Centre): Le *mandamus* serait peut-être une meilleure protection.

M. Monet (Napierville): J'approuve, M. le Président, les remarques du député de Saint-Louis (M. Bercovitch) et je crois que cette suppression du

mandamus et de tout recours contre la commission a dû coûter beaucoup au gouvernement, car ce n'est pas une mesure libérale. Cette clause de la loi est arbitraire. J'approuve donc entièrement le député de Saint-Louis et j'espère que le gouvernement reconsidérera cette clause importante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'admets que cette clause est assez dure et rigoureuse mais la loi entière est rigoureuse. Elle doit l'être. Je l'ai dit l'autre jour, le gouvernement veut prendre la responsabilité de la mise en vigueur de cette loi et un commerce dont il prend le contrôle à la condition qu'on ne lui lie pas les mains. Le gouvernement en accepte d'avance le risque.

Il faut donc et il est convenable qu'on lui donne tous les moyens nécessaires pour la mettre en vigueur sans entrave. Si l'on permet au génie inventif de quelque avocat retors de nous empêcher de faire condamner un homme ou d'arrêter les poursuites prises contre les délinquants, nous devons avouer immédiatement que notre loi va faire faillite. Cela prendra six mois, un an, avant de faire punir un infracteur à la loi.

Mon honorable ami de Saint-Louis nous a dit: "Pourquoi enlever le droit de *mandamus*?" Mais, pourquoi un *mandamus*? L'honorable trésorier lui a demandé de lui citer un cas où le *mandamus* pourrait être utile et contre qui. Mon honorable ami de Saint-Louis a répondu qu'il ne l'avait pas à l'esprit. S'il ne l'a pas à l'esprit, il ne doit pas y avoir beaucoup de monde qui l'ont à l'esprit en cette Chambre (rires). Je rendrai ce témoignage à l'honorable député de Saint-Louis.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais, si vous n'avez pas besoin de *mandamus*, s'il ne peut servir à personne, pourquoi mettre dans la loi qu'on ne pourra pas s'en servir?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a toujours l'*habeas corpus*.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mais le premier ministre sait mieux que moi que l'*habeas corpus* ne peut servir à un homme qui est détenu légalement et qu'il ne peut être utilisé en appel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette clause n'est pas différente de ce qui existe présentement. Dans les causes liées au commerce des liqueurs, il doit y avoir dépôt. Il souligne qu'avec l'appel à un juge de la Cour supérieure, il n'y aura

pas d'injustice. Si un homme est arrêté pour avoir violé la loi, nous lui ferons un procès. S'il est condamné, il peut en appeler à un juge de la Cour supérieure, et l'appel est aussi bon qu'à un juge de la Cour du banc du roi. D'ailleurs, celui qui aura été condamné l'aura été par un magistrat: la loi le prévoit. Et si, après avoir été jugé, il se croit lésé, il lui reste le recours par requête devant la Cour supérieure. Le même objet est donc atteint, mais par un procédé différent, et sans atermoiements. Il ne voit pas comment qui que ce soit souffrira si les brevets en question sont abolis. Un accusé jouira de tous les privilèges généralement consentis et pourra voir sa cause portée devant les cours régulières de la manière habituelle. Le gouvernement veut prévenir le genre d'interventions qui, par le passé, ont causé tant de problèmes à Montréal et ailleurs.

En ce qui concerne le dépôt requis pour un appel, il (l'honorable M. Taschereau) affirme que son rôle est de prévenir le plus possible toute infraction à la loi. Il est assez évident que si un homme doit déposer une somme importante pour aller en appel et qu'il risque de la perdre, il hésitera à aller en appel simplement pour gagner du temps. Peut-être que la somme de \$500 est trop élevée, mais l'objectif du gouvernement est de rendre la loi efficace, et si un criminel sait qu'il peut facilement aller en appel du jugement d'un magistrat, la loi ne fonctionnera pas. L'expérience passée en a fait la démonstration.

La tentation de violer la loi est toujours présente, et le gouvernement veut que ce soit le plus difficile possible, et nous mettrons tous les obstacles possibles dans le chemin des criminels. Cette nouvelle loi est d'une importance si vitale qu'il était nécessaire de l'entourer de toutes les précautions possibles contre toute infraction. Le gouvernement a voulu rendre aussi redoutable que possible les infractions à la loi. C'est un moyen nécessaire pour faire respecter la loi.

Nous ne voulons pas qu'un homme ait des remèdes pour éviter la condamnation. Nous avons l'expérience du passé à ce sujet. Si nous permettons toutes sortes de procédures légales pour retarder le fonctionnement de la loi, il sera impossible de l'appliquer. La loi doit être sévère. Si elle n'est pas respectée, nous serons blâmés.

Voilà une mesure libérale. Puisqu'on nous donne le commerce, puisqu'on nous rend responsables de la loi, qu'on nous donne tous les moyens de faire respecter une loi dont nous voulons être responsables, et c'est tout ce que cette clause permet de faire. (Applaudissements)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je veux donner au gouvernement toute la protection possible ainsi que toutes les chances d'appliquer la loi, mais lorsque la liberté de l'individu est en jeu... Je ne ferais pas mon devoir si je n'attirais pas l'attention de la Chambre sur les dangers qu'offre cette clause. Parlons du *mandamus*. Le 1^{er} mai, supposons que la commission prenne la boisson d'un individu, la vende et ne la lui paie pas. Comment réclamera-t-il son argent?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le droit commun est là.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Il lui faudra la permission du procureur général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il l'aura.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je ne dis pas qu'il ne l'aura pas.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): L'honorable député de Saint-Louis sait que c'est toujours comme ça, il faut toujours que l'on ait la permission du procureur général pour poursuivre le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député de Saint-Louis veut que l'on diminue de \$500 à \$250 ou \$300 le montant de dépôt, je n'ai pas d'objection.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Si l'homme est en prison comment trouvera-t-il de l'argent? Et pourtant, cet homme n'aura peut-être pas obtenu justice. Les magistrats peuvent se tromper.

M. Tessier (Rimouski): Je crois qu'en fixant un dépôt aussi élevé, vous enlevez tout droit d'appel. Un pauvre diable qui languira en prison et ne pourra pas trouver l'argent ne pourra pas obtenir justice, s'il a des griefs. Pour moi, c'est une prohibition d'appel que l'on crée là.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je suis prêt, après les remarques de l'honorable député de Saint-Louis, à proposer que nous diminuions le montant du dépôt de \$500 à \$300.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est encore trop, \$50 devraient suffire.

M. Bugeaud (Bonaventure): Pourquoi dire que la commission confisquera ce dépôt? Il trouve que le dépôt de \$500 est trop élevé et il voudrait que seul le montant des frais soit confisqué sur cette somme de \$500 si l'appel est rejeté.

M. Tessier (Rimouski) est du même avis. La loi, telle que rédigée, enlève pratiquement le droit d'appel.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): On l'enlève aux pauvres gens.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je propose un autre amendement à la clause pour que le montant du dépôt soit de \$300 au lieu de \$500.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je propose en sous-amendement que le montant du dépôt soit de \$50.

Le sous-amendement, étant mis aux voix, est rejeté par 56 voix contre 8³.

M. Tessier (Rimouski): Supposons qu'un hôtelier a fait son dépôt de \$500, qu'il a plaidé sa cause en appel et qu'il gagne. Qui lui remboursera ses \$500?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission.

M. Tessier (Rimouski): Le gouvernement les paie-t-il toujours? Mais la commission n'aura pas de biens, ses biens appartiendront au gouvernement. Et le gouvernement refuse souvent de payer.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Comment cela?

M. Tessier (Rimouski): Il arrive quelquefois que le gouvernement ne paie pas ses comptes. J'ai gagné quatre⁴ causes à Rimouski contre le gouvernement. J'ai voulu faire payer le gouvernement et on m'a répondu: "On ne paie que lorsqu'un jugement est bon; ce n'est pas un bon jugement et nous ne payons pas." C'était en vertu de la loi de la chasse. Je crois donc que l'on devrait dire, dans ce cas-ci, que les frais seront payés par la couronne. Il demande de donner justice à qui de droit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La déclaration du député de Rimouski ressemble à un manque de confiance dans le gouvernement.

Mais la couronne ne peut pas être obligée de payer les frais dans une cause, car le droit commun ne permet pas cela. Pourquoi changerions-nous la loi? Nous n'en avons pas le droit. Dans les cas ordinaires, la couronne, quand elle perd sa cause, paie souvent les frais, mais nous ne pouvons pas forcer le gouvernement à payer des frais par la loi. Quant à la demande du député de Rimouski, que nous décrétons, par la loi, que les frais devront être payés par la couronne, le droit général nous défend cette mesure, et je ne vois pas pourquoi nous nous en éloignerions. Encore une fois, quand il sera juste de le faire, le gouvernement remboursera les frais, mais nous ne pouvons l'y obliger par la loi. Il arrive très souvent que le gouvernement veut bien payer des frais, mais que dans les circonstances auxquelles a fait allusion le député de Rimouski, il n'a pas jugé à propos de payer les frais des causes perdues.

M. Bugeaud (Bonaventure) propose que dans le cas où l'appel est rejeté, le dépôt ne soit confisqué que jusqu'à concurrence des frais taxés de \$300.

L'amendement est rejeté sans vote.

M. Tessier (Rimouski) fait des compliments au ministre de la Colonisation, redemande qu'on accepte sa suggestion, malgré les explications du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault).

L'honorable M. Mitchell (Richmond) refuse.

M. Tessier (Rimouski): Je dois dire que cela me fait ni chaud ni froid, car, dans mon comté, il n'y aura pas de plaintes, attendu que nous avons la loi de prohibition. Nous n'avons pas de boisson et nous n'en aurons pas.

L'article 131 est amendé et se lit désormais comme suit:

"131.1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la commission ou par un ou plusieurs de ses membres.

"2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la commission ou à l'un de ses membres d'accomplir un devoir ou un acte.

"3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanentement la commission ou l'un ou plusieurs de ses membres d'accomplir une action ou d'exécuter une opération, ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

"4. Aucun bref de *certiorari* ne peut être émis pour évoquer une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi.

"5. Aucun bref de prohibition ne peut être émis relativement à toute chose faite ou qu'on veut faire en vertu de la présente loi.

"6. Aucun appel ne peut être interjeté d'un jugement rendu dans une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi, excepté:

"a. au cas où le tribunal qui a rendu ce jugement a excédé sa juridiction;

"b. au cas où l'infraction pour laquelle la poursuite ou l'action a été intentée rend le contrevenant passible d'un emprisonnement seulement; ou

"c. au cas où des liqueurs alcooliques ont été saisies en vertu de la présente loi et où, aux termes de cette loi, le tribunal doit prononcer la confiscation.

"Dans chacun de ces cas, l'appel doit être interjeté par requête devant un juge de la Cour supérieure dans le district judiciaire où le jugement a été rendu. Il doit être logé dans les huit jours de la date du jugement. Les procédures subséquentes sont sommaires et doivent se poursuivre de jour en jour.

"L'appel peut être interjeté par les deux parties à la poursuite ou action. S'il est interjeté par le défendeur, ce dernier doit en même temps déposer trois cents piastres entre les mains du protonotaire du district. Si l'appel est rejeté, ce dépôt est confisqué et forfait en faveur de la commission et le défendeur est passible en sus des peines et frais auxquels il a été condamné.⁵

"Cet appel est final.

"7. Le juge de la Cour supérieure auquel l'appel est déféré, doit entendre les témoins sur les questions de fait, si les dépositions de ces témoins n'ont pas déjà été consignées par écrit conformément à l'article 100 de la présente loi. Il doit décider du fond de la cause, sans tenir compte d'aucun défaut relatif à la forme ou au fond, pourvu qu'il apparaisse, par le jugement, que la condamnation a été prononcée, pour une infraction prévue en la présente loi, par la Cour de circuit, par deux juges de paix ou par un magistrat de police, un magistrat de district ou tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix, agissant dans les limites de leur juridiction, et qu'il apparaisse en outre, dans ce jugement, que la peine applicable à cette infraction a été infligée. S'il appert que la plainte a été décidée sur le fond et que la condamnation est valide en vertu de la présente loi, cette condamnation ne doit pas être mise de côté.

"Si le dossier original de la cause a été soumis au juge de la Cour supérieure, il est renvoyé au tribunal inférieur, après que jugement a été rendu sur l'appel."

L'amendement est adopté.

L'article 131 ainsi amendé est adopté.

L'article 132 est adopté.

Le comité étudie l'article 133 qui se lit comme suit:

"133. Le greffier, le juge de paix ou le magistrat qui a perçu l'amende et les frais en vertu de l'article 132, doit les remettre à la commission dans les quinze jours de la date de leur perception, s'il n'y a pas d'appel du jugement rendu en vertu de l'article 131 de la présente loi, et, au cas d'appel, dans les quinze jours de la date du jugement final. À défaut de ce faire, ledit greffier, juge de paix ou magistrat est passible d'une amende de une piastre pour chaque jour qu'il néglige de faire cette remise après l'expiration du délai de quinze jours."

Il est proposé que l'article 133 soit amendé et que le mot "magistra" soit remplacé par "magistrat".

L'amendement est adopté.

L'article 133 ainsi amendé est adopté.

Les articles 134 à 136 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 137 qui se lit comme suit:

"137. Nonobstant toute loi spéciale à ce contraire, aucune municipalité ne peut, par règlement, résolution ou autrement, prélever la même année, d'une personne munie d'un permis en vertu de la présente loi, une licence, une taxe, un impôt ou un droit excédant deux cents piastres dans les cités et les villes, et cinquante piastres dans les autres municipalités, pour l'objet pour lequel ladite personne possède un permis. Toute municipalité qui prélève ou reçoit, directement ou indirectement, un montant plus élevé que ne le permet le présent article pour l'objet susdit, peut être forcée, en tout temps, de rembourser cette surcharge à la personne munie dudit permis ou à ses représentants légaux."

Il est proposé que l'article 137 soit amendé et que le mot "licence" soit remplacé par le mot "licence" et le mot "piastres" par le mot "piastres".

L'amendement est adopté.

L'article 137 ainsi amendé est adopté.

Les articles 138 à 142 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 143 qui se lit comme suit:

"143. Sont abrogées les sections numérotées 1 à 26, inclusivement, de la loi 9 George V, chapitre 18."

Il est proposé que l'article 143 soit amendé et que le mot "numérotées" soit retiré.

L'amendement est adopté.

L'article 143 ainsi amendé est adopté.

Les articles 144 et 145 sont adoptés.

Le comité reprend l'étude de l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. Les biens que possède la commission et les profits qu'elle fait sont la propriété de la province.

"Les sommes d'argent perçues par la commission et que le trésorier de la province considère comme disponibles sont remises à celui-ci sur sa demande, et dès qu'il les a reçues, elles font partie du fonds de revenu consolidé de la province."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) indique que le gouvernement n'apporte pas de changement à l'article 18.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) souligne que l'on ne prévoit pas de période précise pour la remise des sommes perçues.

L'article 18 est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. Chaque vente d'alcools ou de spiritueux, livrés dans un des établissements de la commission ou par elle expédiés dans la province, que la commission fait à une personne non autorisée à les revendre ou qui ne les achète pas pour des fins industrielles, doit être restreinte, quant à la quantité, à une bouteille. Cette bouteille doit porter une étiquette spéciale de la commission et être mise dans un paquet scellé par elle, sur lequel est indiqué le prix de vente.

"Toute autre vente d'alcools ou de spiritueux et toute vente de vins peuvent être faites par la commission en plus grande quantité, sans que soient exigées l'étiquette de la commission, la mise en paquet scellé et l'indication du prix de vente.

"Toutes les ventes faites par la commission sont au comptant."

M. Monet (Napierville) demande si un homme pourra se rendre dans un magasin, acheter une bouteille, partir et revenir pour acheter une autre bouteille quelques minutes plus tard. Si un individu entre dix fois dans un débit pendant une journée, aura-t-il dix bouteilles?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il est pratiquement impossible d'empêcher cela. Certains lui ont demandé de permettre la vente d'alcool à la caisse, mais ceci mènerait inévitablement à la contrebande. La loi prévoit la vente d'une bouteille à la fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous verrons à réprimer les abus.

M. Monet (Napierville): On fait le tour de Montréal en auto rapidement, il me semble qu'il y a danger qu'un homme fasse le tour des débits, par exemple. Il pourra prendre une auto et visiter tous les magasins d'une ville comme Montréal, acheter une bouteille dans chacun, y retourner plusieurs fois et faire d'autres achats. Ensuite, il pourra vendre tout cet alcool sur un boulevard quelconque.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): En agissant ainsi, il tombera sous le coup de la clause traitant du colportage ou de la contrebande. En outre, personne n'achètera de cet alcool s'il est disponible à un coût moindre dans les magasins du gouvernement et que l'on peut être sûr de sa pureté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que le gouvernement devrait éclaircir ce point.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons pas mettre dans la loi qu'un homme ne pourra acheter qu'une bouteille. La loi serait inapplicable si elle était ainsi rédigée. L'article 43 dit que la commission peut refuser de vendre des liqueurs. La commission verra à ce qu'il n'y ait pas d'abus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les commissaires ne seront pas dans tous les magasins. Ils feront partie d'un haut tribunal, et le gouvernement leur bâtira probablement un palais. Supposons qu'un nommé Hinton tient un débit de boissons. Un nommé Leduc arrive. Il demande une bouteille; on la lui vend. Il revient au bout de deux minutes et demande une autre bouteille. M. Hinton va-t-il téléphoner à la commission pour savoir s'il peut vendre une deuxième bouteille? Nos commissaires auront de plus graves questions à régler que ça. L'article 43 ne prévoit pas du tout le cas soulevé par mon ami de Napierville. Ce qui arrivera, c'est qu'on vendra toutes les bouteilles que l'on pourra. Il n'y aura pas de limites. Il y aura des abus. J'ai bien peur d'un malheur pour son char et celui de son parti. Ce serait malheureux pour le Parti libéral, maintenant, si la loi allait être une faillite.

Un député ministériel: Pour qui donc travaillez-vous?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition travaille pour son prochain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je travaille pour mon prochain autant que pour moi-même.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous ne pouvons pas faire mieux que de dire qu'il ne se vendra qu'une bouteille à la fois, dans les débits, et d'ajouter que la commission pourra refuser de vendre de la boisson quand elle le voudra. La commission réglementera cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais la commission verra-t-elle à cela? Les commissaires, nous ne les connaissons pas. Ils seront bien indépendants du gouvernement et feront, j'ai bien peur, ce qu'ils voudront.

M. Monet (Napierville): Cette clause devrait être plus sévère parce qu'elle peut donner lieu à des abus. Supposons le cas d'un homme qui vient du village de Napierville et achète 50 bouteilles dans 50 dépôts et qu'il les emporte pour les revendre, qu'arrivera-t-il?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): S'il est prouvé qu'il veut les revendre, il tombe sous le coup de la loi, c'est un "bootlegger" et il sera poursuivi.

M. Monet (Napierville): S'il peut prouver que c'est pour lui, les cinquante bouteilles?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il ne pourra pas être poursuivi.

M. Leclerc (Québec): La boisson pourra-t-elle être livrée à domicile?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La commission pourra livrer à domicile aux frais de l'acheteur, bien entendu.

M. Tessier (Rimouski): La loi veut-elle que l'on pourra acheter une bouteille de chaque boisson? Supposons que je vais acheter une bouteille de scotch.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Vous aurez épuisé votre droit.

M. Tessier (Rimouski): Et si j'achète une bouteille de cognac, ensuite, c'est une autre vente. Cela serait seulement une bouteille à la fois et, cependant, un homme se retrouverait avec plusieurs bouteilles à la fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il est impossible, à Montréal ou Québec, de fixer à une bouteille la limite d'achat quotidienne. Il y a à Montréal 800,000 habitants et des milliers de visiteurs. Il n'y a aucun moyen de voir à ce que chaque homme n'ait qu'une bouteille par jour. Certains croient que la loi devrait permettre l'achat d'une caisse de whisky à la fois, mais le gouvernement craint que l'alcool ne se retrouve entre les mains de bootleggers.

Il est vrai qu'un homme peut aller de magasin en magasin et acheter jusqu'à 50 bouteilles, mais la commission pourra, avec ses officiers, mettre un terme à ceci. Dans les petits endroits comme Sherbrooke, par exemple, où il n'y aura probablement qu'un magasin, il sera plus facile de contrôler les ventes, et la commission pourra fixer une limite d'une bouteille par jour ou par semaine, comme il conviendra.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il y aura des bouteilles de moins de 43 onces.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous vendrons la bouteille standard, non pas des flacons ou même de plus petites bouteilles. Il (M. Mitchell) attire l'attention du député de Napierville (M. Monet) sur l'article 43 de la nouvelle loi qui prévoit que la commission, par ses agents, peut refuser de vendre à qui que ce soit, sauf pour motif religieux, et que dans les cas cités par le député de Napierville, le vendeur aurait naturellement refusé de vendre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est six heures.

M. Phaneuf (Bagot): M. le Président.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À l'ordre, à l'ordre! M. le Président, il est six heures et la séance devrait être suspendue. Il est plus de six heures.

M. Phaneuf (Bagot): Ça ne veut pas dire que je ne peux pas parler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous n'avez pas le droit de parler.

M. Phaneuf (Bagot) prononce quelques mots.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit au député de Bagot d'arrêter.

M. Phaneuf (Bagot): Tu parles ben, toé, après six heures, des fois⁶.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. le Président, j'attire votre attention sur... (Applaudissements)

... je suis surpris de voir des députés, des ministres même applaudir un membre de cette Chambre qui se sert d'un langage grossier à l'adresse du chef de l'opposition. Quelle belle liberté, quelle belle liberté libérale! M. le Président, je ferai remarquer quelle belle majorité libérale qui applaudit à la manière grossière employée par le député de Bagot pour me répondre.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement du comité jusqu'à 8 h 30.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des députés qui passent leur temps à nous faire part des observations dans le dos, ils ne se gênent même pas pour critiquer le ministère en arrière de nous, et lorsqu'ils nous insultent, ils sont applaudis.

M. l'Orateur⁷: Il est six heures, je quitte mon fauteuil.

La séance est levée à 6 h 10⁸.

Reprise de la séance à 8 h 30

La Chambre reprend, en comité plénier, ses délibérations sur le bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Le comité reprend l'étude de l'article 24 qui se lit comme suit:

"24. Chaque vente d'alcools ou de spiritueux, livrés dans un des établissements de la commission ou par elle expédiés dans la province, que la commission fait à une personne non autorisée à les

revendre ou qui ne les achète pas pour des fins industrielles, doit être restreinte, quant à la quantité, à une bouteille. Cette bouteille doit porter une étiquette spéciale de la commission et être mise dans un paquet scellé par elle, sur lequel est indiqué le prix de vente.

"Toute autre vente d'alcools ou de spiritueux et toute vente de vins peuvent être faites par la commission en plus grande quantité, sans que soient exigées l'étiquette de la commission, la mise en paquet scellé et l'indication du prix de vente.

"Toutes les ventes faites par la commission sont au comptant."

M. Desaulniers (Chambly) soulève le point à savoir qu'il est douteux que cela permette à la Commission de vendre du vin à la caisse.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que cette disposition a été rayée de la clause parce qu'elle réfère seulement à l'alcool et aux spiritueux et que par conséquent il n'existe aucune interdiction quant au vin, qui peut être vendu par la Commission en n'importe quelle quantité.

L'article 24 est amendé et se lit désormais comme suit:

"24.1. Chaque vente, par la commission, d'alcools ou de spiritueux, livrés dans un de ses établissements ou par elle expédiés dans la province, est restreinte, quant à la quantité, à une bouteille, à moins que cette vente soit faite à une personne autorisée à en revendre, ou pour des fins industrielles.

"2. Lorsque les alcools ou les spiritueux vendus par la commission sont en bouteille, la bouteille doit porter une étiquette spéciale de la commission et être mise dans un paquet scellé par elle, sur lequel est indiqué le prix de vente.

"3. Toutes les ventes faites par la commission sont au comptant."

L'amendement est adopté.

L'article 24 ainsi amendé est adopté.

M. Dufresne (Joliette) demande que toutes les boissons vendues par le gouvernement soient scellées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il y verra.

M. Leclerc (Québec) demande que le vin canadien soit mis sur le même pied que la bière. Je crois que ce serait juste pour les producteurs du vin canadien.

M. Monet (Napierville) fait la même demande. Il soulève le point quant à savoir si le vin canadien pourrait être vendu dans les épiceries et d'autres endroits.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La fabrication de vin canadien sera encouragée autant que possible. Il existe seulement trois fabricants dans la province et leur produit sera vendu exactement de la même manière que les autres vins, par le biais de la Commission. S'ils permettent qu'il soit vendu librement par un vendeur ordinaire, le produit pourrait être frelaté et on pourrait y ajouter de l'alcool, comme cela se fait sous la loi actuelle. Nous encourageons les producteurs du vin canadien, mais nous ne pourrions en permettre la vente dans les tavernes, comme la bière, car cela ouvrirait la porte à des abus.

M. Leclerc (Québec): L'Ontario ne permet-il pas la vente des vins?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement d'Ontario ne fera pas autrement que nous. Nous nous sommes entendus sur ce point.

Le comité reprend l'étude du paragraphe 3 de l'article 31 qui se lit comme suit:

"3. Toute personne ayant charge d'un hôtel, d'une salle à manger, d'un bateau à vapeur, d'un wagon-restaurant, d'un club ou d'un autre établissement reconnu par la commission comme donnant des repas peut, pendant le repas que prend un voyageur, un pensionnaire ou un membre du club, suivant le cas, lui vendre, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis à cet effet à ladite personne, sur paiement des droits prescrits par la présente loi, et que ce permis soit en vigueur."

Il est proposé que le paragraphe 3 de l'article 31 soit amendé et que le mot "salle à manger" soit retiré et remplacé par le mot "restaurant".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 3 de l'article 31 ainsi amendé est adopté.

L'article 31 ainsi amendé est adopté.

Le comité reprend l'étude du paragraphe 7 de l'article 37 qui se lit comme suit:

"7. Pour vendre dans un magasin :

"a. cinq cents piastres, si ce magasin est situé dans une cité;

"b. quatre cents piastres, s'il est situé dans une ville;

"c. six cent piastres, si elle est située dans une ville;

"d. quatre cents piastres, si elle est située ailleurs;"

Le paragraphe 7 de l'article 37 est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Pour vendre dans un magasin:

"a. Dans les cités de Montréal et de Québec, un droit de vingt-cinq piastres et de cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel le permis est demandé; pourvu que, dans aucun cas, les droits pour l'octroi du permis ne soient pas moins de trois cents piastres et de pas plus de cinq cents piastres,

"b. Dans toute autre cité, trois cents piastres.

"c. Dans toute ville, deux cent vingt-cinq piastres,

"d. Dans toute autre partie de la province, cent cinquante piastres;"

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 7 de l'article 37 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 8 de l'article 37 qui se lit comme suit:

"8. Pour vendre dans une taverne:

"a. milles piastres, si cette taverne est située dans une cité;

b. six cent piastres, si elle est située dans une ville;

"c. quatre cents piastres, si elle est située ailleurs;

Le paragraphe 8 de l'article 37 est amendé et se lit désormais comme suit:

"8. Pour vendre dans une taverne:

"a. Dans la cité de Montréal, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer pour lequel le permis est demandé est de cinq cents piastres ou moins, – six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents, – huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille, – mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres, – treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres, – quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus.

"Le permissionnaire ne payant pas plus que cinq cents piastres paye cent piastres extra, si sa taverne est dans un hôtel.

"b. Dans la cité de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer pour lequel le permis est demandé est de deux cents piastres ou moins, — six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres, — huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, — mille piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres et moins de dix mille piastres, — douze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix-mille piastres ou plus.

"c. Dans toute autre cité:

"S'il n'y a qu'un permis émis, quatre cents cinquante piastres;

"Si deux permis sont émis, trois cent trente-huit piastres;

"Si trois permis sont émis, deux cent soixante-trois piastres;

"Si quatre permis ou plus sont émis, cent quatre-vingt-huit piastres,

"d. Dans toute ville:

"S'il n'y a qu'un permis émis, trois cent trente-huit piastres;

"Si deux permis sont émis, deux cent soixante-trois piastres;

"Si trois permis sont émis, cent quatre-vingt-huit piastres;

"Si quatre permis ou plus sont émis, cent cinquante piastres.

"Le loyer ou la valeur annuelle déterminant le prix des permis en vertu des dispositions de cet article, sont pris des rôles d'évaluation alors en vigueur pour les fins municipales, sujet aux dispositions de cet article.

"À toute demande de permis, dont le droit est réglé par le montant du loyer ou par la valeur annuelle, dans les cités de Montréal et Québec, il doit être annexé un certificat de l'estimation portée au rôle d'évaluation de la maison et de ses dépendances pour lesquelles ce permis est demandé, laquelle évaluation doit comprendre, non seulement la chambre ou les chambres employées aux fins voulues par tel permis, mais aussi toutes les autres pièces dans la même maison, et ses dépendances qui sont occupées par la personne munie du permis ou qu'elle se propose d'occuper pour toutes fins quelconques, délivré par le greffier de la cité, qui est tenu de fournir tel certificat, lorsqu'il en est requis, sous une pénalité de cinquante piastres pour chaque contravention.

"Dans le cas de magasins de liqueurs où il n'y a aucune communication à l'intérieur entre les parties

d'un édifice employées pour les fins du permis et les parties du même édifice employées pour d'autres fins, l'évaluation ne doit comprendre que les parties de l'édifice affectées aux fins du permis. Mais dans le cas de taverne dans les hôtels, l'évaluation doit être faite suivant les termes du paragraphe précédent, même s'il n'y a pas de communication à l'intérieur entre la taverne et les autres parties de l'édifice.

"Si le certificat du greffier de la municipalité, annexé à la demande de permis, ne contient pas le loyer réel ou la valeur annuelle véritable, et qu'il ait été obtenu sur des renseignements inexacts donnés aux évaluateurs, le requérant qui présente ce certificat est passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois, et la commission peut de plus en tout temps annuler le permis octroyé sur telle demande.

"Tout cotiseur ou évaluateur qui connaît le fait que le loyer ou la valeur annuelle ont été estimés au-dessous de leur valeur réelle dans le certificat, et qui a accepté cette estimation, est aussi passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins de trois mois ni de plus de six mois.

"Dans chaque cas où la commission est d'opinion que l'évaluation mentionnée dans cet article est trop basse, elle a le droit de faire évaluer les locaux par une personne compétente; et l'évaluation ainsi obtenue doit être soumise à la commission, qui, après l'audition des parties et de leur preuve d'une manière sommaire, donne une décision; cette décision est finale et non susceptible d'attaque par *certiorari*, appel ou autrement, et, dans le cas de découverte de fraude, les parties qui en sont coupables sont passibles des peines édictées par cet article, et peuvent être poursuivies en la manière prescrite par cet article."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 8 de l'article 37 ainsi amendé est adopté.

L'article 37 ainsi amendé est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'article 41 qui se lit comme suit:

"41. La commission ne doit pas vendre ni livrer les dimanches, les jours de fête légale, les jours de fête religieuse d'obligation, ni avant neuf heures du matin, ni après six heures du soir les autres jours. Le samedi, elle ne doit pas vendre ni livrer après une heure de l'après-midi.

"2. Il est défendu aux brasseurs de vendre ou livrer les dimanches, les jours de fête légale, les jours de fête religieuse d'obligation, et avant sept heures du matin et après six heures du soir les autres jours.

"3. Il est défendu aux personnes ayant un permis pour vendre des bières dans un magasin ou dans une taverne, d'en vendre ou livrer les dimanches, les jours de fête légale, les jours de fête religieuse d'obligation, et avant neuf heures du matin et après dix heures du soir les autres jours. En dehors des jours et des heures où la vente y est permise, les tavernes doivent être fermées.

"4. Il est défendu à une personne ayant un permis pour vendre des bières et vins pendant les repas, de vendre depuis dix heures du soir de chaque jour jusqu'à neuf heures de l'avant-midi du jour suivant."

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose un amendement au bill, et, de façon générale, aux autres lois de licences, qui fait en sorte que les hôtels, etc. devront fermer leurs portes non plus pendant les jours de fête légale, mais seulement les jours de fête religieuse, dont quelques-unes sont aussi des jours de fête légale. Les jours pendant lesquels les établissements seront fermés sont le jour de l'An, l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-conception, Noël et tous les jours d'élection, fédérale, provinciale et municipale. Ce changement implique que les hôtels resteront ouverts à la fête du Travail et à la fête du Dominion, pendant lesquels ils étaient fermés auparavant.

L'article 41 est amendé et se lit désormais comme suit:

"41.1 La commission ne doit pas vendre ni livrer les jours de fête ci-après déterminés, ni avant neuf heures du matin, ni après six heures du soir les autres jours. Le samedi, elle ne doit pas vendre ni livrer après une heure de l'après-midi.

"2. Il est défendu aux brasseurs de vendre ou livrer les jours de fête ci-après déterminés, et avant sept heures du matin et après six heures du soir les autres jours.

"3. Il est défendu aux personnes ayant un permis pour vendre des bières dans un magasin ou dans une taverne, d'en vendre ou livrer les jours de fête ci-après déterminés, et avant neuf heures du matin et après dix heures du soir les autres jours. En dehors des jours et des heures où la vente y est permise, les tavernes doivent être fermées.

"4. Il est défendu à une personne ayant un permis pour vendre des bières et vins pendant les repas, de vendre depuis dix heures du soir de chaque jour jusqu'à neuf heures de l'avant-midi du jour suivant.

"5. Aux fins du présent article, sont considérés comme jours de fête:

"a. les dimanches;

"b. le premier de l'an;

"c. l'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le Vendredi saint, l'Ascension, la Toussaint, la Conception et Noël;

"d. et, pour la circonscription où a lieu une élection municipale ou l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada ou à l'Assemblée législative, le jour où il est procédé au vote dans cette élection."

L'amendement est adopté.

L'article 41 ainsi amendé est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'article 47 qui se lit comme suit:

"47. Aucune disposition de la présente loi n'empêche, pour la seule raison qu'un de ces produits contient des liqueurs alcooliques;

a. la vente d'un parfum, lotion, teinture, cirage (dressing), vernis, extrait, essence, fluide ou vinaigre,

b. la vente d'une préparation officinale, médicinale ou pharmaceutique, ni d'un médicament particulier, *proprietary* ou breveté, uniquement destiné à des fins médicales;

"pourvu qu'aucun de ces produits ne contienne de l'alcool en excès de la qualité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou pourvu qu'il soit suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir de breuvage."

L'article 47 est amendé et se lit désormais comme suit:

"47.1. Aucune disposition de la présente loi n'affecte la vente et la livraison d'alcool non potable des entrepôts des distillateurs directement aux entrepôts des manufacturiers, pour fabriquer en entrepôt conformément aux règlements d'entreposage du gouvernement du Canada.

"2. Aucune disposition de la présente loi n'empêche la commission de consentir à la vente et à la livraison d'alcool potable par les distillateurs directement aux fabricants d'articles requérant cet alcool, pourvu que chaque quantité d'alcool ainsi vendue et livrée ne soit pas moindre qu'un baril, et pourvu que telle vente et telle livraison soient faites sujettes à telles conditions et pour telle considération que la commission peut établir.

"3. Aucune disposition de la présente loi n'empêche, pour la seule raison qu'il contient des liqueurs alcooliques, de vendre:

"a. un parfum, lotion, teinture, cirage (dressing), vernis, extrait, essence, fluide ou vinaigre;

"b. une préparation officinale, médicinale ou pharmaceutique, ni un médicament particulier, *proprietary* ou breveté, uniquement destiné à des fins médicinales;

"pourvu que ces produits ne contiennent pas de l'alcool en excès de la qualité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou pourvu qu'il soit suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir de breuvage."

L'amendement est adopté.

L'article 47 ainsi amendé est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'article 97 qui se lit comme suit:

"97. Tout homme marié qui vit et réside avec sa femme à l'époque où celle-ci commet une infraction à la présente loi peut, qu'elle soit ou non marchande publique, être poursuivi et condamné de la même manière que s'il s'était lui-même rendu coupable de cette infraction."

L'article 97 est adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'une commission composée de cinq membres sera créée sous le nom de la Commission des liqueurs de Québec ou The Quebec Liquor Commission, et constituera une corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera les membres et l'avocat en chef de la commission, lesquels resteront en fonction durant bon plaisir, qu'il désignera le président et le vice-président de la commission et établira le traitement de chacun des titulaires, et que le président ne pourra exercer aucune autre occupation.

Adopté.

3. Que les fonctions, devoirs et pouvoirs de la commission seront les suivants:

a. acheter, avoir en sa possession et vendre en son nom des liqueurs alcooliques, en la manière établie par la loi qui accompagne les présentes résolutions;

b. louer et occuper tous bâtiments et terrains requis pour ses opérations;

c. subordonnement aux règlements qui peuvent être faits conformément à l'article 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, emprunter des sommes d'argent, garantir le paiement de ces sommes et celui des intérêts à courir par transport ou mise en gage de biens, ou de toute manière requise ou permise par les lois, et notamment par la loi des banques; émettre, signer, endosser et accepter des chèques, billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables;

d. contrôler la possession, la vente et la livraison de liqueurs alcooliques en se conformant aux dispositions de ladite loi;

e. octroyer, refuser, annuler tout permis de vente de liqueurs alcooliques ou tout permis qui se rapporte autrement à ces liqueurs et transporter le permis d'une personne à l'autre;

f. empêcher et rechercher toute infraction à la loi qui accompagne les présentes résolutions, opérer toute saisie de liqueurs alcooliques vendues, gardées ou transportées en contravention, et en demander la confiscation lorsque ladite loi le requiert; et poursuivre les violateurs en son nom devant toute cour de juridiction compétente;

g. agir pour les fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, comme autorité provinciale compétente relativement aux matières de douane et d'accise;

h. nommer les fonctionnaires inspecteurs, commis et autres employés requis pour ses opérations et les destituer, établir leur traitement ou rémunération, leur assigner des fonctions et titres officiels, définir leurs devoirs et pouvoirs respectifs, et engager les services d'experts ainsi que de personnes exerçant une profession.

4. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir, amender ou abroger

les règlements qu'il croira nécessaires à la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions concernant:

- a. les emprunts de la commission;
- b. la comptabilité de la commission, et la reddition et la vérification de ses comptes;
- c. l'état et l'inventaire des biens qu'elle a en sa possession.

Adopté.

5. Que les emprunts de la commission devront s'effectuer exclusivement à la banque ou aux banques que lui indiquera à discrétion le trésorier de la province et que les sommes d'argent perçues par la commission devront être déposées au nom de la commission dans la ou les banques que lui indiquera à discrétion le trésorier de la province.

Adopté.

6. Que les biens que possédera la commission et les profits qu'elle réalisera seront la propriété de la province et que les sommes d'argent perçues par la commission et que le trésorier de la province considérera comme disponibles seront remises à celui-ci sur sa demande, et dès qu'il les aura reçues, elles feront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

7. Que la commission rendra compte au trésorier de la province, en la manière et aux époques qu'il indiquera, de ses recettes, paiements et déboursés, ainsi que de son actif et de son passif, et que ses opérations seront soumises à l'examen et à la vérification de personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

8. Que les vendeurs autorisés et les licenciés en vertu de la loi de prohibition de Québec et les licenciés en vertu de la loi des licences de Québec devront, avant l'expiration de leur privilège ou licence, le trente avril mil neuf cent vingt et un, dénoncer à la commission toutes les liqueurs alcooliques qui leur appartiendront, ou dont ils auront la possession ou le contrôle à quelque titre que ce soit, et les mettre sous le contrôle et en la possession de la commission en la manière indiquée par celle-ci; que, à défaut par un de ces vendeurs autorisés ou un de ces licenciés de se conformer aux exigences de la présente résolution, la commission pourra, en vertu d'une ordonnance écrite et signée par trois de ses membres, faire saisir par toute personne munie de cette ordonnance, et confisquer avec tous les vaisseaux qui les contiendront, les liqueurs alcooliques qu'il n'aura pas dénoncées ou mises sous le contrôle et en la possession de la commission, et

que des procédures judiciaires ne seront pas requises pour cette confiscation.

Adopté.

9. Que la commission ne sera pas responsable de la perte ni de la dépréciation des liqueurs alcooliques dont elle aura pris possession en vertu du paragraphe 1 de l'article 21 de la loi qui accompagne les présentes résolutions; qu'elle pourra à sa discrétion vendre ou autrement aliéner ces liqueurs ou partie de ces liqueurs aux prix, termes et conditions qu'elle jugera convenable et indemniser les personnes à qui elles appartiendront, après avoir déduit du prix obtenu, les frais et charges qu'elle déterminera. Elle pourra aussi, à sa discrétion, détruire ces liqueurs ou partie de ces liqueurs ou en extraire l'alcool.

Adopté.

10. Qu'aucun brasseur ne pourra vendre des bières, ni les expédier en cette province ou de cette province, à moins qu'un permis à cet effet ne lui ait été octroyé par la commission, sur paiement à la commission d'un droit de cinq mille piastres, et que ce permis ne soit en vigueur, et à moins que la vente ou la livraison ne soit faite aux personnes que la commission autorisera à vendre des bières ou des bières et vins, suivant le cas.

Adopté.

11. Qu'aucune personne ne pourra acheter d'un brasseur des bières qu'il expédie en cette province ou de cette province, sans payer un droit équivalent à cinq pour cent du montant brut de son achat; que le brasseur qui vendra ces bières devra percevoir ce droit en la manière qu'indiquera la commission, et le lui remettra à sa demande; et que le brasseur agira en ce cas comme l'agent de la commission, et lui remettra ledit droit aux époques qu'elle déterminera.

Adopté.

12. Qu'un permis ne sera octroyé qu'à un individu et en son nom personnel; que la demande devra être signée par lui, devant témoins, et indiquer ses nom, prénoms, âge, occupation et résidence, l'espèce de permis requis, l'endroit où ce permis sera exploité, et être accompagnée du montant des droits exigibles sur la demande du permis; et que si le permis doit être exploité au profit d'une société ou corporation, la demande du permis devra aussi être accompagnée d'une déclaration faite à cet effet et dûment signée par cette société ou corporation et que, dans ce cas, la société ou corporation sera responsable des amendes et des frais auxquels le porteur du permis pourra être condamné, et que le montant pourra en être recouvré devant tout tribunal compétent, sans préjudice de l'emprisonnement s'il y a lieu.

Adopté.

13. Que, quelle que soit la date à laquelle un permis octroyé par la commission aura été émis, il expirera le trente avril suivant, à moins que ce permis ne soit annulé auparavant par la commission ou que la date à laquelle il doit expirer ne soit antérieure au trente avril suivant, et que la commission pourra, à sa discrétion, annuler un permis en tout temps.

Adopté.

14. Que, sauf les dispositions du paragraphe 4 de l'article 35 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'annulation d'un permis comportera la perte du privilège que ce permis confère et des droits payés pour l'obtenir, ainsi que la saisie et la confiscation, par la commission, des liqueurs alcooliques qui se trouveront en la possession du porteur du permis, sans que des procédures judiciaires soient requises pour cette confiscation.

Adopté.

15. Que, si l'annulation du permis n'est pas précédée ou suivie de condamnation pour une infraction à la loi qui accompagne les présentes résolutions, que la personne qui était munie de ce permis a commise pendant qu'il était en vigueur, la commission remettra à la personne qui en était munie, la partie des droits que cette personne aura payés pour l'octroi de son permis, proportionnellement au nombre de mois complets de calendrier qui resteront à courir avant le premier mai suivant; le produit de la vente qu'aura faite la commission des bières dont le titrage alcoolique ne dépasse pas cinq pour cent en poids, par elle saisies et confisquées, moins dix pour cent de ce produit; et la valeur, selon que l'établira la commission, des autres liqueurs alcooliques par elle saisies et confisquées, moins dix pour cent de cette valeur.

Adopté.

16. Que les droits qui seront exigibles par la commission et qui lui seront payables sur une demande de permis seront d'un cinquième du montant exigible sur l'octroi de ce permis.

Adopté.

17. Que les droits qui seront exigibles par la commission et qui lui seront payables sur l'octroi des permis en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront les suivants:

1. Pour chaque poste ou établissement indiqué au paragraphe 2 de l'article 31, cent piastres;

2. Pour vendre, pendant les repas, dans la salle à manger d'un hôtel ou d'un restaurant:

a. trois cents piastres, si cet hôtel ou restaurant est situé dans une cité;

b. cent cinquante piastres, s'il est situé dans une ville;

c. cent piastres, s'il est situé ailleurs;

3. Pour vendre, pendant les repas, dans la salle à manger d'un vaisseau, trois cents piastres;

4. Pour vendre, pendant les repas, dans chaque wagon-restaurant, cent piastres;

5. Pour vendre, pendant les repas, dans la salle à manger d'un club;

a. quatre cents piastres, si ce club est situé dans une cité,

b. deux cents piastres, s'il est situé ailleurs;

6. Pour vendre, pendant les repas, dans la salle à manger de tout autre établissement reconnu par la commission comme donnant des repas:

a. deux cents piastres, si cet établissement est situé dans une cité;

b. cent piastres, s'il est situé ailleurs;

7. Pour vendre dans un magasin:

a. Dans les cités de Montréal et de Québec, un droit de vingt-cinq piastres et de cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel le permis est demandé; pourvu que, dans aucun cas, les droits pour l'octroi du permis ne soient pas moins de trois cents piastres et de pas plus de cinq cents piastres;

b. Dans toute autre cité, trois cents piastres;

c. Dans toute ville, deux cent vingt-cinq piastres;

d. Dans toute autre partie de la province, cent cinquante piastres;

8. Pour vendre dans une taverne:

a. Dans la cité de Montréal, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer pour lequel le permis est demandé est de cinq cents piastres ou moins, — six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents, — huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille, — mille piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres, — treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres, — quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus.

Le permissionnaire ne payant pas plus que cinq cents piastres paye cent piastres extra, si sa taverne est dans un hôtel.

b. Dans la cité de Québec, un droit de cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer pour lequel le permis est demandé est de deux cents piastres ou moins, — six cents piastres, si la valeur

annuelle ou le loyer est de plus de deux cents piastres et moins de quatre cents piastres, — huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moins de huit cents piastres, — mille piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres et moins de dix mille piastres, — douze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix-mille piastres ou plus.

c. Dans toute autre cité:

S'il n'y a qu'un permis émis, quatre cents cinquante piastres; si deux permis sont émis, trois cent trente-huit piastres; si trois permis sont émis, deux cent soixante-trois piastres; si quatre permis ou plus sont émis, cent quatre-vingt-huit piastres,

d. Dans toute ville:

S'il n'y a qu'un permis émis, trois cent trente-huit piastres;

Si deux permis sont émis, deux cent soixante-trois piastres;

Si trois permis sont émis, cent quatre-vingt-huit piastres;

Si quatre permis ou plus sont émis, cent cinquante piastres.

9. Pour vendre aux banquets, dix piastres par banquet.

10. Pour vendre, pendant les repas, dans la salle à manger d'un hôtel situé dans un lieu de villégiature et durant une période de six mois ou moins, la moitié des droits indiqués au paragraphe 2 ci-dessus.

11. Pour vendre dans la taverne d'un hôtel situé dans un lieu de villégiature, durant une période de six mois ou moins, la moitié des droits indiqués au paragraphe 8 ci-dessus.

12. Si le permis est octroyé, les droits payés pour la demande servent au paiement des droits payables pour l'octroi.

Le loyer ou la valeur annuelle déterminant le prix des permis, en vertu des dispositions de cet article, sont pris des rôles d'évaluation alors en vigueur pour les fins municipales, sujet aux dispositions de cet article.

À toute demande de permis, dont le droit est réglé par le montant du loyer ou par la valeur annuelle, dans les cités de Montréal et Québec, il doit être annexé un certificat de l'estimation portée au rôle d'évaluation de la maison et de ses dépendances pour lesquelles ce permis est demandé, laquelle évaluation doit comprendre, non seulement la chambre ou les chambres employées aux fins voulues par tel permis, mais aussi toutes les autres pièces dans la même maison, et ses dépendances qui sont occupées par la personne munie du permis ou qu'elle se

propose d'occuper pour toutes fins quelconques, délivré par le greffier de la cité, qui est tenu de fournir tel certificat, lorsqu'il en est requis, sous une pénalité de cinquante piastres pour chaque contravention.

Dans le cas de magasins de liqueurs où il n'y a aucune communication à l'intérieur entre les parties d'un édifice employées pour les fins du permis et les parties du même édifice employées pour d'autres fins, l'évaluation ne doit comprendre que les parties de l'édifice affectées aux fins du permis. Mais dans le cas de taverne dans les hôtels l'évaluation doit être faite suivant les termes du paragraphe précédent, même s'il n'y a pas de communication à l'intérieur entre la taverne et les autres parties de l'édifice.

Si le certificat du greffier de la municipalité, annexé à la demande de permis, ne contient pas le loyer réel ou la valeur annuelle véritable, et qu'il ait été obtenu sur des renseignements inexacts donnés aux évaluateurs, le requérant qui présente ce certificat est passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement d'un emprisonnement de trois mois, et la commission peut de plus en tout temps annuler le permis octroyé sur telle demande.

Tout cotiseur ou évaluateur qui connaît le fait que le loyer ou la valeur annuelle ont été estimés au-dessous de leur valeur réelle dans le certificat, et qui a accepté cette estimation, est aussi passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement d'un emprisonnement de pas moins de trois mois, ni de plus de six mois.

Dans chaque cas où la commission est d'opinion que l'évaluation mentionnée dans cet article est trop basse, elle a le droit de faire évaluer les locaux par une personne compétente; et l'évaluation ainsi obtenue doit être soumise à la commission, qui, après l'audition des parties et de leur preuve d'une manière sommaire, donne une décision; cette décision est finale et non susceptible d'attaque par *certiorari*, appel ou autrement, et, dans le cas de découverte de fraude, les parties qui en sont coupables sont passibles des peines édictées par cet article, et peuvent être poursuivies en la manière prescrite par cet article.

Adopté.

18. Qu'au cas où une personne commencerait après le premier mai à faire le commerce pour lequel un permis est requis, la commission pourra accepter un montant de droits proportionnel au nombre de mois courant depuis le premier du mois dans lequel cette personne commence à exercer ce commerce jusqu'au premier mai suivant.

Adopté.

19. Qu'au cas où un permis cesserait d'être exploité, à raison du décès de la personne qui en était munie et du refus par la commission de transporter à une autre personne, pour le bénéfice des représentants légaux de la personne décédée, les droits conférés par ce permis, la commission remettra aux représentants légaux une partie des droits qu'elle aura reçus, proportionnellement au nombre de mois complets de calendrier qui resteront à courir avant le premier mai suivant.

Adopté.

20. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir, amender, remplacer et abroger le tarif des honoraires qui seront accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, témoins, inspecteurs et officiers de la commission, dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

21. Que, dans les actions ou poursuites intentées en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, la commission ne pourra être condamnée aux dépens; que toutefois, sur la recommandation du tribunal, la commission, si un jugement aura été rendu contre elle, pourra, à sa discrétion, payer à la personne en faveur de laquelle il a été prononcé, les frais ou l'indemnité qu'elle jugera équitable de lui verser.

Adopté.

22. Que dans toute poursuite intentée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou en vertu de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909 (articles 1316 à 1328 inclusivement), si le percepteur du revenu de la province, autorisé à agir pour la commission, ou un officier ou inspecteur de la commission, assiste aux séances du tribunal comme témoin et parcourt, pour s'y rendre, une distance de plus de trois milles à partir de son domicile, le magistrat, le juge de paix ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause pourra alors taxer contre le défendeur qui a été trouvé coupable, à titre de frais dans la cause, les montants suivants, savoir:

1. Le prix que ledit percepteur, officier ou inspecteur a dû payer, s'il voyage en chemin de fer ou en diligence;

2. Les sommes qu'il lui en a réellement coûté pour un cheval, une voiture et les droits de péage, s'il voyage dans une voiture de louage;

3. Vingt centins par mille, pour aller seulement, s'il voyage dans sa propre voiture;

4. Une somme additionnelle de deux piastres par jour, pour couvrir toutes autres dépenses et que, dans le cas où la cause serait ajournée à la demande du défendeur, celui-ci pourra être condamné au paiement de semblables frais additionnels lorsque ledit percepteur, officier ou inspecteur assiste réellement aux séances du tribunal.

Adopté.

23. Que, dans toute poursuite intentée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, ou de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909 (articles 1316 à 1328, inclusivement), les frais de témoignages consignés par écrit, par sténographie ou autrement, feront partie des frais taxés de l'action.

Adopté.

24. Que la première division de la section quatorzième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus, 1909, comprenant les articles 904 à 1175, inclusivement, et tous les amendements apportés à cette division et à ces articles soient abrogés et que les confirmations de certificats obtenus sous l'empire de la première division susdite, pour l'émission de licences à compter du premier mai 1921, seront sans effet et ne conféreront aucun droit.

Adopté.

25. Que la section 3 de la loi 8 George V, chapitre 23, soit abrogée.

Adopté.

26. Que les sections 1 à 26, inclusivement, de la loi 9 George V, chapitre 18, soient abrogées.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

En comité:

Le comité adopte les autres articles précédemment suspendus.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas mon désir de prolonger le débat sur cette mesure du gouvernement. Plusieurs députés de la droite ont eu le courage de donner leur opinion sur cette question. Pour ma part, j'ai donné humblement la mienne sur le principe de la loi aussi bien que sur ses détails. Je résumerai le tout en quelques mots. Le gouvernement veut créer un monopole d'État. La législature a-t-elle le droit de créer, même au moyen d'une commission qui sera sa créature, sa chose? S'il en a le droit, doit-il, dans l'intérêt de la province, créer ce monopole? Doit-il avoir recours à pareils moyens avant d'avoir donné la preuve qu'il a voulu employer tous les moyens pour faire appliquer ou respecter la loi actuellement en vigueur? J'ai démontré que la loi actuelle n'a pas été respectée parce que le gouvernement et ses officiers ne l'ont pas voulu, préférant protéger des favoris, des députés intéressés avec des vendeurs autorisés dans la vente de liqueurs alcooliques.

M. Tessier (Rimouski): Nommez-les!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai affirmé que l'administrateur de la loi, M. Lewis, avait failli à son devoir et avait commercé avec des vendeurs, qu'un autre officier du revenu avait vendu des certificats de médecin forgés au prix de \$40 le "pad".

M. Tessier (Rimouski) rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. M. le Président, nous avons écouté assez longtemps toutes les graves insinuations faites par l'honorable chef de l'opposition contre des membres de cette Chambre qui seraient mêlés au scandale auquel le gouvernement espère mettre fin avec sa nouvelle loi des liqueurs alcooliques et qui auraient contribué à transgresser la loi actuelle. Je ne crois pas qu'il ait le droit d'affirmer que des députés sont impliqués dans les commerces des liqueurs alcooliques, et je demande qu'il retire ce qu'il vient de dire ou de nommer ceux qu'il veut désigner afin de protéger l'honneur de celle-ci. Il est temps que cessent ces insinuations, que quelqu'un dans cette Assemblée se lève et défende ses collègues contre ces accusations à mot couvert. Il est nécessaire, pour l'honneur de la province, l'honneur et la bonne

réputation de cette Chambre - dont vous, M. le Président, êtes le gardien - lorsque de telles accusations sont faites par un membre aussi important que le chef de l'opposition, de lui demander de faire ses accusations ouvertement et de façon franche et non pas sous le couvert d'insinuations. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je comprends que c'est aussi le vœu du gouvernement.

M. l'Orateur: L'honorable député des Deux-Montagnes discute-t-il le point d'ordre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je parle sur le point d'ordre et je demande si c'est le désir du premier ministre que je donne des noms? Je suis prêt à le faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le premier ministre ne veut rien, mais l'honorable chef de l'opposition est un vétéran en cette Chambre et connaît les règles. S'il a des accusations à faire, contre un membre de cette Chambre, il a assez d'expérience de la Chambre pour savoir comment il doit faire. Plutôt que de les faire tout de suite, il a un autre recours à sa disposition, qu'il suive la procédure parlementaire.

M. l'Orateur: Le point d'ordre soulevé par le député de Rimouski (M. Tessier) est dans l'ordre. Le chef de l'opposition, s'il a des accusations à porter, s'il veut nommer des députés, il doit le faire dans un avis de motion et donner les noms d'une manière réglementaire. Autrement, il ne peut faire référence à des députés de la façon qu'il l'a fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est bien, M. le Président. Je vais agir ainsi et je donne avis de motion qu'à la prochaine séance de cette Chambre j'appuierai mes accusations et je donnerai les noms des membres de la Chambre auxquels j'ai fait référence, et je remercie l'honorable député de Rimouski pour avoir soulevé ce point d'ordre et de m'avoir donné cette invitation que j'attendais depuis longtemps.

J'ai continuellement demandé une enquête à ce sujet, afin de voir quelles sont les véritables causes qui ont empêché la loi de produire les résultats qu'on en attendait et afin de faire punir les coupables qui ont empoisonné notre population, après l'avoir volée. Le gouvernement a rejeté cette demande, il s'en est moqué, mais n'a pas nié le bien-fondé de mes

avancées, et la nombreuse presse du gouvernement a applaudi ses maîtres ou est restée silencieuse. Or, c'est ce gouvernement qui n'a pas voulu sévir rigoureusement, protégeant ainsi ses favoris et quelques-uns de ses partisans, qui sont même des législateurs. Qu'on accorde une enquête et je le prouverai. Le gouvernement va choisir lui-même les membres de la commission qui aura le contrôle absolu des liqueurs alcooliques et qui pourra faire la pluie et le beau temps dans notre province. Ces commissaires seront-ils mieux qualifiés que les vendeurs autorisés choisis par le gouvernement? Qui nous en donne la garantie? La promesse du gouvernement vaut-elle mieux que celle qu'il nous faisait il y a deux ans au sujet des vendeurs autorisés? La parole du premier ministre vaut-elle mieux que celle de son prédécesseur? Qui va nous le dire?

Au moment où nous légiférons l'ex-premier ministre est en Espagne. Pourquoi y est-il? Est-ce pour cause de maladie? Sir Lomer Gouin a été nommé conseiller législatif. Il n'a pas pris son siège au Conseil législatif. À l'ouverture de la session, il part et se dirige de suite en Espagne. Pourquoi? Quelle est l'urgence? Que fait-il de ses devoirs de conseiller législatif? Pourquoi ce voyage précipité? Et qu'est allé faire, en même temps, en Europe, M. Arthur Gagnon⁹, l'un des principaux associés d'une maison de Québec, avec, l'un des bons amis d'un membre de cette Chambre, dit-on, le député de Québec-Est, si je ne me trompe?

Qui a renseigné les journaux de Londres sur cette loi des liqueurs? Des rumeurs disent qu'un édifice a déjà été loué pour la commission. Et le premier ministre affirme que personne de notre province ne s'intéresse à la nouvelle mesure en Europe. Le premier ministre affirme qu'il n'y a encore rien de fait au sujet de la régie, de l'administration de cette loi. N'est-il pas vrai que déjà les maisons pour entrepôts sont choisies?

La campagne de tempérance faite depuis dix ans est actuellement complètement détruite, puisque le gouvernement organise maintenant la vente à la bouteille de toutes les liqueurs alcooliques. La campagne en faveur du vin et de la bière est méprisée, puisqu'on donne la liberté d'acheter toutes sortes de liqueurs alcooliques. On se moque de toutes les théories émises contre les dangers des liqueurs alcooliques.

Aujourd'hui, on vend à la bouteille au lieu de vendre au verre. Quelle bouteille? Il se vendra des bouteilles dont le contenu équivaudra à un verre. Il y a bien dans la loi un maximum de 43 onces, mais il

n'y a pas de minimum. D'après cette loi, on boira comme l'on boit actuellement, dans les villes et, de plus, l'on boira dans les campagnes. Les buveurs des autres provinces et des États-Unis viendront boire dans notre province. Gare aux gamblers, aux assommeurs: Notre bonne vieille province si morale, va devenir le rendez-vous des buveurs de l'Amérique, le Monte-Carlo du Canada. Si l'on boit tant que cela à Montréal ou à Québec, on boira dans nos campagnes où il se vendra ou se donnera de la boisson dans les rangs ou concessions.

Le gouvernement ne peut introduire une nouvelle législation sur les liqueurs alcooliques sans avoir clairement démontré qu'il a pris tous les moyens possibles afin de faire respecter l'ancienne loi. Où vraiment, monsieur, ils sont nombreux les partisans de la tempérance qui se demandent si l'ancien système des hôtels avec une réglementation serrée, rigoureuse, aux points de vue de la tenue de l'hôtel, de la qualité des liqueurs, de la vente, des buveurs et des heures de vente, du respect de l'abolition de la traite ne seraient pas préférables à ce système où les gros pourront faire fortune et boire à leur soif, quand le commun des mortels sera exposé à toutes les injustices d'un monopole et d'un pouvoir autocratique. Je le crois pour ma part. Les conseils municipaux devraient avoir de grandes responsabilités au sujet de la tempérance et être punis du moment qu'ils ne les assumeraient pas toutes.

Le premier ministre nous donne sa parole que la commission va faire appliquer rigoureusement la loi et qu'il n'y aura plus ni abus, ni tolérance, ni favoritisme. Je veux, en toute loyauté, donner fair-play au premier ministre, et pour ma part je ne provoquerais pas de vote en troisième lecture. Mais l'honorable premier ministre voudra-t-il dire à la Chambre, et engager sa parole et sa responsabilité à cet effet, qu'il ne fera pas d'élections générales avant au moins un an après l'application de la loi qui viendra en vigueur prochainement.

Le premier ministre a exprimé de bons sentiments, et je dis que le gouvernement actuel devrait être jugé dans ce cas suivant ses actes et non sur ses paroles. L'opposition et le peuple attendent l'application de la loi avant de juger définitivement le gouvernement sur la nouvelle loi des liqueurs. Je ne crains pas une élection générale, mais je me rappelle que, en 1919, l'ex-premier ministre a proposé un référendum; il a bâti sa loi de prohibition pour respecter le référendum et pour faire accepter cette loi; il a donné sa parole qu'il la ferait observer. Et contrairement aussi à la parole donnée par l'ex-

premier ministre et le premier ministre actuel, qu'il n'y aurait pas d'élections en 1919, le gouvernement en a appelé au peuple un mois après le référendum. Et après les élections, les choses ont changé. On nous avait dit que la loi de 1919 serait appliquée avec rigueur. Les vendeurs d'alcool bénéficièrent de la tolérance. Le motif de ces bénéfices était soit du favoritisme ou de l'incompétence du gouvernement pour commettre ou laisser commettre des infractions scandaleuses, faire un commerce immoral, illicite et édifier des fortunes maudites.

Le premier ministre fait encore des promesses solennelles et fait montre d'une très grande sévérité comme d'une belle sincérité. Mais la rumeur, et elle n'est pas contredite, veut qu'il en appelle au peuple dès l'été prochain, c'est-à-dire avant que la loi ait donné le moindre résultat. Et après les élections, si le gouvernement est reporté au pouvoir, les amis du gouvernement seront plus libres, et les membres de la commission seront peut-être plus tolérants. Le tour sera joué et le bon peuple aura encore été trompé.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'honorable chef de l'opposition se déclare non favorable à la loi que nous soumettons et qu'il vient de critiquer, mais ce n'est pas seulement le devoir du chef de l'opposition de critiquer ce que le gouvernement propose; encore faut-il qu'il apporte le secours de ses lumières. Le chef de l'opposition a le devoir urgent de faire des suggestions et de proposer des projets qu'il croira les meilleurs. Cependant, il n'a pas encore dit, malgré que nous lui avons demandé plusieurs fois ce qu'il propose de mieux dans les circonstances à la place du système du gouvernement. Jamais il ne s'en est occupé. Il (M. Sauvé) admet que la loi actuelle n'a pas bien fonctionné et nous l'admettons, nous aussi, en toute franchise, mais il s'est contenté de critiquer notre mesure sans proposer quoi que ce soit à l'encontre de ce qu'il croit si mauvais.

Dans la nouvelle loi, il y a plus qu'une question de revenu: il y a une question de morale qui doit avant tout intéresser le chef de l'opposition autant que le gouvernement. Le chef de l'opposition aurait dû faire mieux que critiquer. Nous savons que l'ancienne loi n'a pas été efficace et nous l'admettons en toute franchise, et le chef de l'opposition nous dit que cela dépend du gouvernement; il sait cependant que nous avons fait notre possible pour faire appliquer la loi, mais il sait aussi toutes les difficultés que nous avons rencontrées.

Si la loi de prohibition a été violée, est-ce la faute du gouvernement actuel? Cela tient à une situation extraordinaire et non pas à l'apathie, la mauvaise volonté ou à l'impéritie du gouvernement? La province d'Ontario avait la prohibition et il y avait une épidémie de contrebande et de commerce illicite qui n'aurait pu être contrecarrée même avec une armée d'officiers. La prohibition en dehors de la province a suscité un attrait extraordinaire, et il y en a malheureusement des gens qui ne reculent pas devant l'attrait des gros sous. Il ne faut pas oublier qu'une multitude d'Américains et d'Ontariens assoiffés ont envahi la province de Québec et qu'ils ont jeté l'or sans compter dans les mains des colporteurs. Il faut également prendre en considération les tentations fréquentes auxquelles étaient en proie les vendeurs autorisés, en face des profits élevés que leur offraient les riches intéressés de nos grandes villes. Ce commerce n'aura pas de succès maintenant, car les consommateurs pourront obtenir des boissons directement du gouvernement ouvertement et à bon marché.

La loi actuelle n'est pas parfaite. Elle aura des défauts; mais le gouvernement fera son possible pour la faire observer. Elle aura au moins pour effet de faire disparaître le commerce des colporteurs interlopes de boissons et si elle n'a que ce résultat, elle aura déjà produit beaucoup de bien. Ce commerce des colporteurs a été causé par l'appât du gain et dans le but d'amasser des gros sous et des fortunes maudites. Or, nous sommes certains, en vertu de la nouvelle loi, que ce colportage va cesser.

On a fait, dans certains milieux, et je tiens à dire qu'il n'est aucunement question ici de l'honorable chef de l'opposition, des insinuations pour le moins lâches contre des personnages assez en vue.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À qui s'adressent les remarques de l'honorable ministre de l'Agriculture?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

À des journaux. Il y a eu des insinuations dans les journaux. Mais ceci est l'arme de ceux qui n'ont pas le courage de faire des accusations ouvertement. Est-ce que la loi sera plus mauvaise parce qu'il y a eu des députés associés à des vendeurs coupables? N'y aura-t-il pas une amélioration radicale le jour où cinq commissaires, dont un certain nombre seront peut-être recrutés parmi nos meilleurs magistrats, prendront en mains le monopole du commerce des liqueurs? La population de notre province aura de bonnes liqueurs, à des prix raisonnables, et personne ne bénéficiera sur les ventes et achats.

Le chef de l'opposition a fait certaines insinuations depuis le début de la session et n'a pas hésité à dire que des députés se sont intéressés illégalement dans le commerce des alcools. Il n'a pas osé dire des ministres et il ne l'osera pas. Il a porté des accusations très vagues comme on l'a déjà fait dans la presse, et il nous déclare que demain il donnera des noms. Il sait bien (l'honorable M. Caron) que le chef de l'opposition ne dira rien, à moins qu'il ne puisse porter des accusations spécifiques et se conformer aux règles de la Chambre.

En faisant sa motion, le chef de l'opposition doit se rappeler qu'il y a loin de la coupe aux lèvres et qu'il devra faire une preuve de ses accusations et sans doute mettre son siège en jeu. Nous verrons sa preuve. Il est souvent plus difficile de prouver des choses que de les insinuer. Même à supposer qu'il y eût des députés intéressés dans le commerce des spiritueux, le gouvernement n'est pas responsable de leurs actes, pas plus que la Chambre; nous ne sommes responsables que de nos actes collectifs. Et ensuite, cela n'affecte en rien la nouvelle loi et ne la rend pas moins bonne.

Le chef de l'opposition a émis des doutes au sujet de la nomination des membres de la commission et de leurs dispositions. Il (M. Sauvé) veut savoir qui seront les membres de la commission et dit qu'ils ne seront pas meilleurs que les vendeurs. Nommer cinq membres issus des positions les plus élevées sur une commission et nommer 20 vendeurs de qui nous ne savions rien et ne pouvions rien savoir sont deux choses différentes. Les commissaires que le gouvernement nommera recevront l'approbation de tout le monde. Ces commissaires seront nommés avant la fin de la présente session et seront choisis parmi les citoyens les plus honnêtes de la province d'une réputation irréprochable et parmi les magistrats les plus autorisés. Je mets le chef de l'opposition ou qui que ce soit au défi de dire un mot contre le personnel de la Commission. Je suis sûr que, quand il saura leurs noms, il les saura bientôt, il cessera de critiquer et il devra admettre comme nous que le choix du gouvernement est excellent.

Le chef de l'opposition passe son temps à faire des insinuations. Sir Lomer Gouin est allé en Europe; M. Adhémar Gagnon, représentant de la Compagnie Agences¹⁰ Européennes, un marchand de Québec, est allé en Europe et il ne comprend pas pourquoi. Il est dangereux d'aller en Europe par les temps qui courent. J'avais l'intention d'y aller moi-même pour ma santé, mais je me suis ravisé. À

l'évidence, il n'est pas très salulaire de faire un voyage au vieux continent, qui est sensé être un endroit où l'on se refait une santé. Dans les conditions actuelles, il n'est pas très salulaire de s'y rendre.

Il (l'honorable M. Caron) déclare solennellement que personne, ni directement ni indirectement, n'a été chargé par le gouvernement ni par aucun de ses membres d'acheter ou de faire des ouvertures pour acheter des liqueurs alcooliques en Europe. La commission seule et sans intermédiaires fera ses achats de boissons directement des manufacturiers et des producteurs. La commission seule aussi déterminera quels seront ses entrepôts et quels seront ses employés. Et le gouvernement n'interviendra pas.

Le chef de l'opposition a d'autres craintes. Il craint que la bouteille de whisky ne soit pas assez grosse...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) explique qu'il n'a fait que demander pourquoi, s'il y a un format maximum, n'y a-t-il pas de minimum?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La commission décidera de ces questions et il croit que les bouteilles seront de format régulier et non pas des échantillons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel format achètera le ministre? Prendra-t-il seulement les grosses ou les petites bouteilles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): À chacun selon ses capacités. (Rires)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Si le chef de l'opposition veut une enquête sur l'application de l'ancienne loi, il sait très bien comment il peut l'obtenir et autant qu'il en veut. S'il avait agi ainsi, le gouvernement aurait été prêt à autoriser toute enquête, mais sa demande ne valait pas plus que ses insinuations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que le ministre attende à demain.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous verrons. Il n'y a aucun doute dans son esprit que les autres provinces, ultimement, suivront l'exemple de la province de Québec et adopteront sa loi sur les liqueurs alcooliques, de façon à être en mesure de fournir à leur population de l'alcool pur et

de bonne qualité à des prix raisonnables. La loi actuelle des licences n'est plus pratique dans les circonstances actuelles.

Le chef de l'opposition craint qu'il y ait des élections et on nous demande de déclarer que nous ne ferons pas d'élections générales avant un an. Nous en sortons des élections générales et pourquoi en faire d'autres? Je ne crois pas que le premier ministre s'engage à une telle chose; jamais un gouvernement promettra de ne pas faire d'élections, nul ne peut connaître les circonstances qui surviendront. Je ne crois pas qu'il y ait des circonstances où un gouvernement se soit engagé à ne pas faire d'élections; il peut y être contraint, mais je puis dire au chef de l'opposition que le gouvernement actuel est certain qu'il ne fera pas d'élections générales avant un an pour se soustraire (ou) pour faire approuver la responsabilité de cette loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce ne sera pas la raison donnée ni la raison d'État.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous sommes assez courageux pour faire passer la loi, et nous aurons également le courage de la faire respecter. Le gouvernement prendra toutes les précautions afin de la mettre à l'essai. Ce sera un bon exemple pour les autres provinces qui surveilleront notre expérience avec le plus grand intérêt. Nous sommes sincères. Nous voulons que les gens puissent obtenir des liqueurs alcooliques à bon prix et avec les restrictions qui s'imposent. Le gouvernement ne craint pas d'assumer la lourde responsabilité qui en découle.

Nous prendrons les mesures nécessaires pour faire observer la nouvelle loi, et cela, avec toute la rigueur possible. Avec le pouvoir que nous avons maintenant, pouvoir arbitraire sans doute, mais pouvoir nécessaire, nous verrons à ce que cette loi produise de bons résultats. En portant le coup de mort au commerce clandestin des boissons empoisonnées, nous avons pleine conscience que nous n'étouffons pas la liberté des citoyens du Québec. (Applaudissements)

Le bill est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 22 amendant la loi 10 George V, chapitre 5, concernant la construction et l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan;

- bill 23 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, autorisant l'abolition des ponts et chemins de péage, dans la province;

- bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;

- bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration;

- bill 32 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 45 amendant le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318;

- bill 61 changeant le nom de William-Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg, en celui de Egerton;

- bill 83 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;

- bill 114 concernant le nom de Henry Billingsley Poliwka et autres en remplaçant le nom Poliwka par Bellingsley.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 55 autorisant la nomination d'un bureau de syndics du presbytère de Montréal;

- bill 62 constituant en corporation la municipalité de Duhamel-Ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire;

- bill 76 amendant la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company;

- bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres après examen;

- bill 103 amendant la charte de la ville de Kipawa;

- bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville.

Destruction des sauterelles

M. Ricard (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Comté de Laval

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), vu que le bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter \$60,000 et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté a été rejeté, que les droits ordinaires que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Charte de Shawinigan Falls

M. Ricard (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette cité en ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ricard (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Successions de J. Blanchard et S. Déry

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sarah Déry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

The Anglo American Trust Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 142 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Partage de biens entre A.-O. Fages et J. A. Fages

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage de biens substitués.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

T. Dupuis

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Télesphore Dupuis au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 101 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orphelinat apostolique de la Malbaie

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de la Malbaie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cannon (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union Saint-Joseph de Saint-Henri

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à onze heures du matin.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 18 février 1921, à la page 1, rapporte plutôt "l'application".

2. *The Gazette* du 18 février 1921, à la page 11, donne une version différente: "M. Bercovitch dit qu'il peut comprendre que le gouvernement veuille se protéger des coûts et que ceci est convenable."

3. MM. Laurendeau, Lacombe, Bercovitch, Laferté, Dufresne, Sauvé, Gault et Tessier ont voté en faveur du sous-amendement.

4. *L'Action catholique* du 18 février 1921, à la page 1, rapporte 5 causes et dans *La Patrie* du 18 février 1921, à la page 5, il est précisé que cela concerne des délits de chasse.

5. Il y aurait eu un autre amendement dont nous n'avons pu retracer le moment où il aurait été fait. Les statuts refondus rapportent cette version finale: "L'appel peut être interjeté par les deux parties à la poursuite ou action. S'il est interjeté par le défendeur, ce dernier doit en même temps déposer trois cents piastres entre les mains du protonotaire du district. Si l'appel est rejeté, ce dépôt est confisqué et forfait en faveur de la commission, et le défendeur est en outre passible des peines et frais auxquels il a été condamné."

6. *La Patrie* du 18 février 1921, à la page 8, donne cette version: "Tu parles bien après 6 heures, toi." Et *Le Nouvelliste* du 18 février 1921, à la page 1, donne une version différente: "Vous parlez bien après six heures, vous."

7. Selon *The Herald* du 18 février 1921, à la page 8, M. Beaudry avait présidé le comité. Au moment de l'incident, M. Francoeur reprit sa place sur le fauteuil.

8. *L'Événement* du 18 janvier 1921, à la page 13, rapporte la suite de l'incident: "M. Sauvé sortit de la Chambre et, en passant près du siège du député de Bagot, qui avait créé ce malheureux incident, ce dernier lui fit une remarque déplaisante évidemment, car le chef de l'opposition leva les épaules. "On n'a pas peur de vous", fit M. Phaneuf. "Si vous montrez les poings, on peut les montrer aussi", ajouta-t-il. "Essayez donc" riposta M. Sauvé, en montrant à son collègue la porte de la Chambre. Dans *The Herald* du

18 février 1921, à la page 8, on peut lire également ceci: "M. Sauvé s'est alors dirigé vers le siège qu'occupait M. Phaneuf et lui a parlé sur un ton de voix passablement élevé. Alors que d'autres députés tentaient d'intervenir, M. Sauvé dit: "Taisez-vous, c'est une affaire entre M. Phaneuf et moi-même". Ensuite, les mots que l'on a pu entendre dans le vacarme de la conversation qui, à ce moment, était devenue générale, étaient "Venez dans le corridor et nous allons régler cette affaire", un défi qui n'a pas été accepté ou relevé par le député de Bagot. Pendant un moment, on a cru qu'il y aurait un échange de coups entre le chef de l'opposition et M. Phaneuf, mais les deux parties reprirent leurs sièges et l'incident prit fin. *La Patrie* du 18 février 1921, à la page 8, ajoute que le député de Bagot "cependant ne se dérangea pas de son siège, malgré les cris de "sucs suc" partant du côté ministériel." Le journaliste voulait probablement écrire le mot anglais "sock" dans le sens de donner des coups de poings.

9. *The Montreal Daily Star* du 18 février 1921, à la page 8, rapporte plutôt "Adhémar Gagnon".

10. *Le Canada* du 18 février 1921, à la page 3, rapporte plutôt le mot "essences" pour parler de la "compagnie d'essences européenne."

Séance du vendredi 18 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Commission métropolitaine de l'île de Montréal

M. Beaudry (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. Cédilot), que toutes les règles relatives aux bills privés, sauf celles qui ont trait à l'examen de ces bills en comités élus et en comités pléniers, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 146 constituant en corporation la commission métropolitaine de la ville de Montréal.

Adopté.

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 146 constituant en corporation la commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

District judiciaire de Beauce et de Montmagny

M. Godbout (Beauce) demande la permission de présenter le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux districts judiciaires de Beauce et de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lots du comté d'Iberville

M. Saurette (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse

de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Saurette (Missisquoi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois avec le consentement de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la 2ème annexe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Saurette (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Forget), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, l'informant que l'Assemblée législative a voté, en deuxième et en troisième lecture, le bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement, avec le consentement de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la seconde annexe de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867.

Adopté.

Maison curiale

M. Smart (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 170 amendant l'article 5729 des statuts refondus, 1909.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Smart (Westmount) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt judiciaire

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 207 amendant les

statuts refondus, 1909, relativement à certains dépôts judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ponts de l'île Perrot

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il sera loisible au gouvernement de cette province de faire construire des ponts sur le côté sud et sur le côté nord de l'île Perrot, pour relier l'île de Montréal à la terre ferme du côté de Vaudreuil, avec toutes les approches, culées, piliers et travaux nécessaires, à un prix n'excédant pas six cent mille piastres.

2. Que le gouvernement sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires à la construction desdits ponts; et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

3. Que, pour payer la construction de ces ponts et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ou, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de six cent mille piastres; et que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement à l'endroit qu'il indiquera.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

5. Qu'afin de rencontrer le montant des emprunts contractés et les avances faites pour la construction desdits ponts, il pourra être perçu et prélevé des péages sur lesdits ponts, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender ou remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement fait voter une somme de \$6,000,000 pour cette grande entreprise.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement fédéral fera-t-il sa part et paiera-t-il une partie de la construction du pont?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Ce sont les ingénieurs du gouvernement fédéral qui préparent les plans du pont actuellement, et si Ottawa veut aider en payant une partie des travaux, nous accepterons avec plaisir sa contribution. Mais, dit-il, il n'a pas encore reçu de nouvelles du gouvernement fédéral à ce sujet, et il ignore ce qu'il entend faire. Il est disposé à tout payer, s'il le faut, pour réaliser ce

projet. Le gouvernement d'Ottawa prétend que cela ne concerne que Québec, mais le dialogue est cependant toujours en cours sur cette question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait remarquer qu'il (l'honorable M. Galipeault) ferait bien de continuer ses instances auprès du gouvernement fédéral et de profiter de l'aide qu'on pourrait lui accorder de ce côté. Il dit ne pas comprendre pourquoi, s'il s'agit d'une question purement provinciale, c'est le gouvernement fédéral qui s'occupe de préparer les plans.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Les négociations se poursuivent avec Ottawa, et si cela débouche sur une aide de la part du gouvernement fédéral, ce sera tant mieux.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles ont été lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cautionnement des officiers publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au cautionnement des officiers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École des hautes études de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 7 Édouard VII, chapitre 23, section 4, 8 Édouard VII, chapitre 30, section 2, et 1 George V (1ère session), chapitre 21, section 2, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à l'École des hautes études commerciales de Montréal, à même le fonds consolidé du revenu de la province, une somme additionnelle de quinze mille piastres par année.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Municipalité de la paroisse de Saint-Camille

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, et légalisant certains actes la concernant soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École technique de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, dans le but d'aider l'École technique de Montréal créée par la loi 7 Édouard VII, chapitre 25, et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$50,000 aux lieu et place de l'allocation annuelle votée par la loi 2 George V, chapitre 26, section 4.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne):

L'augmentation est attribuable aux importantes hausses du prix du charbon, à l'embauche de professeurs additionnels, aux salaires et à l'entretien général. Hormis les subventions provinciale et municipale, qui se chiffrent à \$80,000, les revenus de l'école sont de \$8,078. L'école compte plus de douze cents écoliers, parmi lesquels les trois quarts fréquentent les classes de soir, et la moyenne de fréquentation est de 70 pour cent sur l'ensemble.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École des hautes études commerciales de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont;
- bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine.

Paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la Charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus une première fois.

École technique de Québec

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, dans le but d'aider l'École technique de Québec, créée par la loi 7 Édouard VII, chapitre 24, et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil l'allouer à ladite école une somme annuelle de \$40,000 aux lieu et place de l'allocation annuelle votée par la loi 1 George V (2ème session), chapitre 32, section 3.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose: 1. Que, dans la loi 7 George V, chapitre 10, relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux, l'expression "route régionale" désigne un chemin classé par le ministre de la Voirie comme route régionale en vertu de ladite loi.

2. Que, lorsque le ministre de la Voirie considérera que les intérêts d'une région le requièrent, il pourra, par un avis qu'il publiera dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il transmettra au chef de la corporation municipale ayant juridiction sur le chemin, déclarer qu'à partir de la date qu'il fixera, un chemin sera une route régionale.

3. Que le ministre de la Voirie pourra, par un avis qu'il publiera dans la *Gazette officielle de Québec* et qu'il transmettra au chef de la corporation municipale ayant juridiction sur le chemin, déclasser, à partir de la date qu'il fixera, un chemin classé comme route régionale.

4. Que, à même les sommes mises à sa disposition, chaque année, par la Législature, pour l'amélioration et l'entretien desdits chemins, le ministre de la Voirie pourra, en tout temps, faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'amélioration et l'entretien des routes régionales, ainsi que des routes provinciales.

5. Que la contribution exigible d'une municipalité traversée par une route provinciale ne devra pas excéder cinquante pour cent du coût des travaux ainsi exécutés dans ses limites, et que la contribution exigible d'une corporation municipale ayant juridiction sur un chemin passé comme route régionale ne devra pas excéder cinquante pour cent du coût des travaux ainsi faits sur ce chemin; que le ministre de la Voirie déterminera la proportion et le montant de ces contributions, qui pourront être recouvrées immédiatement par le trésorier de la province, par action en son nom; et que le certificat du ministre de la Voirie sera final et établira indiscutablement l'exigibilité de la dette contre la corporation municipale désignée.

M. Desaulniers (Chambly) et M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'interrogent sur la portée de la loi.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) émet son projet afin de pouvoir continuer les routes régionales, dont la construction est présentement commencée. Il y a huit ou dix de ces routes qui seront appelées régionales, parce qu'elles vont d'un grand centre à un autre grand centre. Pour le coût de ces routes désormais, les municipalités contribueront pour 60 % de l'argent que leur prêtera le gouvernement à 3 %, et le 4 % qui reste sera payé à même l'argent mis pour fins de voirie, à la disposition du gouvernement provincial, par le gouvernement fédéral.

À l'avenir, la loi regardera comme route régionale toute route que désignera le ministre de la voirie et qui sera classée comme telle pour fins d'entretien. Les résolutions et le bill qui les accompagne prévoient que le ministre de la Voirie peut à tout moment déclarer certaines routes comme étant routes de district ou routes régionales, comme on les appelle souvent. Cette classification par le ministre met les routes de district et les routes provinciales dans la même classe et indique que l'entretien sera réparti également entre la province et les municipalités. Les municipalités auront donc intérêt à ce que leurs routes soient classées routes de district car, pour le moment, elles ne sont considérées que comme de simples routes locales. Lorsque le ministre de la voirie considérera que les intérêts d'une région le requièrent, il pourra, par un avis qu'il fera publier dans la *Gazette Officielle* et qu'il transmettra au chef de la corporation municipale qui aura juridiction sur telle route, déclarer qu'à partir de la date qu'il fixera, cette dernière sera considérée comme une route régionale. Le ministre de la voirie pourra également, par le même procédé, déclasser un chemin qui aura été classé comme route régionale.

Le projet décrète aussi que le ministre de la voirie, à même les sommes mises à sa disposition, chaque année, pour l'amélioration et l'entretien des routes, pourra faire exécuter selon la manière qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'amélioration et l'entretien des routes régionales et des routes provinciales. La contribution exigible d'une municipalité qui devra traverser telle route classée nationale ne devra pas excéder cinquante pour cent du coût des travaux exécutés pour la construction de cette route; c'est au reste, le ministre de la voirie qui déterminera le montant et les proportions de ces contributions.

Il faut noter ici que le gouvernement dispose pour cette année d'un très bon programme de construction routière et d'une santé financière lui permettant de mener sa campagne à bien. Un crédit de \$30,000,000 est dévolu pour les routes et, de ce montant, \$23,766,442 a été dépensé. Le gouvernement dispose donc encore de \$6,000,00, environ, pour les travaux. Il faut, de plus, considérer le fait que le gouvernement fédéral paiera 40 pour cent du coût des routes, ce qui s'ajoute au montant disponible.

Le gouvernement n'a pas emprunté la somme de \$23,766,442 dépensée pour les routes. La somme nette recueillie des emprunts pour les routes est de \$5,850,000, seulement, et la balance provient des revenus, incluant le surplus de \$23,766,442. Le gouvernement a avancé aux municipalités la somme de \$16,255,216, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, et a dépensé pour les routes principales comme King Edward, Montréal, Québec et les quatre autres, la somme de \$7,511,225. Les municipalités paient au gouvernement chaque année 3 pour cent du prêt qu'elles reçoivent en vertu de la loi, qui est réinvesti ensuite dans les travaux routiers. En quarante-et-un ans, cela suffit pour balayer l'ensemble des prêts. L'an dernier, le montant reçu des municipalités à cette fin était de \$265,620, montant qui est inclus dans les revenus provinciaux.

Le gouvernement ne construit plus de routes provinciales lui-même, comme en témoigne le \$7,511,225.00 dépensé à cet égard. Cela a servi à montrer aux municipalités ce qui pouvait être fait. D'autres routes semblables seront construites en vertu de la loi, et nous bénéficierons cette année d'une aide fédérale de 40 pour cent. Le programme pour 1921 comprend la construction d'une partie importante de la route Montréal-Hull, la finalisation de la route Hull-Aylmer, la construction d'une portion de la route Sherbrooke-Sainte-Angèle, la route Lévis-Saint-Lambert, les routes Lévis-Rimouski et Montréal-Mont-Laurier. La route Lévis-Rimouski sera faite en grande partie à partir de Rivière-du-Loup vers Rimouski. La route de Caughnawaga à Malone, N. Y., qui relie désormais Montréal et New York, sera complétée, le contrat ayant déjà été octroyé. Huit contrats ont été donnés pour des sections de la route Lévis-Saint-Lambert et une municipalité, Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis, s'occupera de sa section par des travaux de jour. Sur la route Beauce-Junction-Sherbrooke, plusieurs municipalités additionnelles sont en train de compléter leur section. Sur la route Montréal-Sherbrooke la municipalité de Sainte-Marie de Monnoir, dans le comté de Rouville, s'est déjà vue

accorder un contrat pour sa section de la route et six autres municipalités dans les comtés de Rouville, Sherbrooke, Stanstead, Brome et Shefford ont convenu de faire faire les travaux par le biais de travaux de jour. Pour ce qui est de la route Montréal-Mont-Laurier, des contrats ont été signés par les municipalités de Saint-Janvier, Saint-Jérôme, Shawbridge, dans le comté de Terrebonne, et Saint-Monique dans le comté des Deux-Montagnes.

M. Desaulniers (Chambly) appuie avec force le plan, en signalant à la Chambre l'importance de l'entretien de toutes les routes, et accueille favorablement les démarches du gouvernement en ce sens.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Notre but, c'est de permettre au ministre de la Voirie de décréter que telle ou telle route sera une route régionale.

M. Desaulniers (Chambly): Quelle sera la conséquence alors?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Une route régionale est comme une route nationale. Le gouvernement paie la moitié de son entretien et la municipalité paie l'autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Il est pratiquement décidé que le gouvernement ne construira plus de routes provinciales suivant l'ancien système.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au gouvernement de prendre à ses frais l'entretien des routes régionales qui est très onéreux pour les municipalités.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver dans les routes provinciales.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:

Coopérative centrale des agriculteurs

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. La Coopérative centrale des agriculteurs de Québec est-elle une société coopérative réelle ou une compagnie commerciale munie de charte?

2. Si c'est une société, quelle distribution a été faite de ses profits au cours des cinq dernières années, y compris le montant pour chaque année?

3. Quels sont les directeurs et les actionnaires?

4. Combien de parts chacun d'eux possède-t-il et quel montant ont-ils payé?

5. Les inspecteurs de laiteries de la province ont-ils reçu le pouvoir ou instruction de solliciter des consignations pour cette société?

6. Dans l'affirmative, quelle rémunération reçoivent-ils?

7. Le gouvernement possède-t-il un contrôle sur l'Association de l'industrie laitière?

8. Combien y a-t-il d'inspecteurs, par qui sont-ils nommés et payés?

9. À combien de fabricants de beurre et de fabricants de fromage a-t-on refusé les permis nécessaires pour la fabrication, depuis que la société coopérative a été créée et pour quelles raisons?

10. Y a-t-il eu des fabricants de fromage et des fabricants de beurre dont les fabriques ont été fermées et pour quelles raisons?

11. La société coopérative paie-t-elle des taxes provinciales?

12. Dans l'affirmative, combien annuellement?

13. Possède-t-elle une licence d'encanteur?

14. Dans l'affirmative, quel en est le coût?

15. Quels sont les arrangements de la Coopérative, actuellement, avec *Lovell & Christmas, Limited*, de Londres, Angleterre, pour disposer de ses consignations de fromage?

16. Le fromage est-il vendu F.O.B. ou C.I.F.?

17. Dans l'affirmative, comment le prix est-il fixé; et les marchandises sont-elles consignées sur des consignations ouvertes ou consignées avec une garantie?

18. Quelles commissions sont chargées et comment sont-elles divisées?

19. Si un profit est fait, comment est-il divisé?

20. S'il y a perte, qui la supporte?

21. La coopérative peut-elle percevoir des réclamations des cultivateurs?

22. Le gouvernement assume-t-il une responsabilité pour les opérations de cette coopérative?

23. Y a-t-il déjà eu une vérification correcte des livres de la coopérative?

24. Dans l'affirmative, par qui a-t-elle été faite et quels en ont été les résultats?

25. Quel salaire reçoit M. Trudel, le gérant?

26. Quelles sont les dépenses annuelles de la coopérative?

27. Quelles ont été les dépenses des voyages que M. Trudel a faits, l'an dernier et cette année, en Europe et en Angleterre?

28. Quelle commission la coopérative charge-t-elle aux cultivateurs pour vendre leurs produits?

29. Le gouvernement a-t-il eu connaissance d'une démonstration des agriculteurs contre la coopérative, parce qu'ils auraient reçu pour le bétail expédié à la coopérative des prix inférieurs à ceux que les bouviers réguliers de la section offraient de payer avec l'expédition?

30. La coopérative engage-t-elle quelque manufacturier, fabricant, ou personne à solliciter pour elle des consignations?

31. Dans l'affirmative, qui est-ce, et quelle commission ou quel salaire est payé?

32. Quelque membre ou fonctionnaire rémunéré du gouvernement ou quelque fonctionnaire rémunéré de l'Association de l'industrie laitière possède-il des intérêts dans la coopérative?

33. Dans l'affirmative, quels sont-ils ou quels sont leurs intérêts?

34. Les fabriques éloignées, qui reçoivent peu d'instructions ou n'en reçoivent aucune des inspecteurs, doivent-elles payer, chaque année, le même honoraire que les fabriques qui subissent une inspection régulière?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

1. La Coopérative centrale des agriculteurs est une coopérative organisée en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles et en vertu de 10 George V, chapitre 122.

2. Les profits de la Coopérative Centrale des Agriculteurs, pour les cinq dernières années ont été les suivants: 1916, \$19,662.67; 1917, \$19,521.92; 1918, \$23,056.56; 1919, \$33,831.09; 1920, \$17,892.35; à même lesquels elle a payé un dividende de 6 % pour 1916 et de 8 % pour les années 1917, 1918, 1919 et 1920.

3. Les directeurs, pour l'année 1921, sont les suivants: M. Frédéric Boucher, président; M. Ad. Blais, vice-président; MM. Jos Chénard, E. Belzile et J.-S. Picard, directeurs. Quant aux actionnaires, ils sont au nombre de 8,153 et le gouvernement ignore leurs noms.

4. Le gouvernement l'ignore.

5. Oui.

6. Aucune.

7. Oui.

8. 49. Par le gouvernement.

9. Il est impossible d'en donner le nombre parce qu'il n'est tenu compte que des certificats émis. Les permis ont été refusés pour incompétence.

10. Oui, parce que leurs fabriques étaient mal installées, mal outillées et non hygiéniques.

11 et 12. Les sociétés coopératives agricoles sont exemptes des taxes provinciales en vertu de la loi.

13 et 14. Les sociétés coopératives agricoles peuvent faire vendre par encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non et sans paiement des droits exigés par la loi, le beurre ou le fromage appartenant à la société ou à quelqu'un ou à quelques-uns des sociétaires ou provenant de fabriques dont le propriétaire ou le fabricant sont membres de la société, et tous les autres produits agricoles.

15 et 16. Le gouvernement l'ignore.

17 et 18. ...

19 et 20. Les profits, s'il y en a, vont à la caisse de la société. S'il y a des pertes, elles sont subies par la société.

21. La question n'est pas assez claire pour pouvoir y répondre.

22. Non.

23. Oui.

24. J.-Arthur Paquet, qui a fait rapport de telle vérification au bureau de direction et aux actionnaires réunis en assemblée annuelle.

25. Cette question est du ressort du bureau de direction qui fait l'engagement de ses employés.

26. Ces dépenses varient chaque année et le montant en est établi par les bilans préparés et publiés annuellement par la société.

27. Le gouvernement l'ignore.

28. La commission varie de 1½ % à 10 %, suivant la classe et le mode de vente des produits.

29. Non.

30. La société n'a, à son emploi, ni manufacturier, ni fabricant, mais elle fait solliciter des consignations par ses employés.

31. Le gouvernement l'ignore.

32 et 33. Oui. Il est impossible de donner leurs noms, sans avoir une liste complète des actionnaires.

34. Toutes les fabriques reçoivent régulièrement la visite de l'inspecteur.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi le vingt-deux février, à trois heures de l'après-midi.

Je demanderais à la députation d'être ici sans faute mardi matin, pour la séance du Comité des bills privés. Nous allons commencer immédiatement l'étude du bill de Montréal, ainsi que les amendements à l'ancienne charte soumis par la Commission administrative.

Il (M. Tachereau) demande plus particulièrement que tous les députés des districts montréalais et ceux que le gouvernement de la cité intéresse soient présents à cette assemblée du comité, puisqu'il n'y aura aucun délai et que le bill sera en tête de l'ordre du jour et traité dans son entièreté.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande si le bill considéré mardi matin sera celui qui concerne la charte de Montréal ou celui présenté par la commission administrative.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce sera le plus gros bill, celui que je parraine. L'autre bill pourra être également considéré, cela dépendra de ce que le comité décidera de faire avec les deux bills.

La séance est levée à midi trente.

Séance du mardi 22 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 15.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
J.-O. Villeneuve**

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. Thériault), que les articles 510 et 511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de J.-O. Villeneuve demandant une loi constituant en corporation la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de J.-O. Villeneuve demandant une loi constituant en corporation la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de l'abbé Pierre-E. Roy et autres demandant l'adoption d'une loi érigeant civilement la municipalité de Saint-Mathieu et trouve que les avis nécessaires n'ont pas été donnés, que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 168 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs;

- bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec;

Le bill 166 amendant l'article 549 du Code de procédure civile est référé à la Chambre;

Et, avec amendements, le bill suivant:

- bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry.

**Biens de
succession**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 16 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour de magistrat,
Saguenay**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cantons Matapédia,
Aumond et Kensington**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 203 concernant la mise en force du cadastre des cantons Matapédia, dans le comté de Bonaventure, et Aumond et Kensington, dans le comté de Hull.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juges de la
Cour supérieure**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 209 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Industrie laitière

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à

la société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Lait et crème

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Organisation des tribunaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 222 amendant la Loi 10 George V, chapitre 79, concernant l'organisation des tribunaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Termes de la Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 223 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Industrie laitière

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers.

Adopté.

Lait et crème

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 219 amendant les statuts refondus, 1909,

relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

Adopté.

École de laiterie et écoles moyennes d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 220 concernant l'établissement et le maintien d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agriculture.

Adopté.

Liqueurs alcooliques¹

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, durant le débat sur la loi des liqueurs, j'ai été invité, jeudi soir, par l'honorable député de Rimouski (M. Tessier) à donner les noms des députés qui seraient, selon mes informations, intéressés dans la vente des liqueurs alcooliques, comme associés de vendeurs autorisés ou autrement. Si je n'ai pas nommé alors ces députés, c'est que je voulais demander une enquête sur l'administration de la loi de prohibition. J'ai déclaré que je porterais des accusations, que je donnerais à cette Chambre un avis de motion pour réclamer une enquête préliminaire qui me permettrait de faire la preuve que j'entends faire contre les députés en question. Je n'ai pas changé d'opinion, mais avant d'agir, je voudrais savoir du premier ministre, aujourd'hui, si cette enquête par une commission royale me sera accordée, de sorte que je puisse y présenter ma preuve. C'est une commission royale que je veux et non un simple comité parlementaire.

M. l'Orateur: Je voudrais savoir sur quoi l'honorable député parle. Je ferai remarquer à l'honorable député des Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il n'y a actuellement rien devant la Chambre qui puisse lui permettre de parler sur cette question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je parle sur une question de privilège.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut rouvrir un débat sur une question de privilège. Je ne crois pas que ce soit là une question de privilège.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ai-je le droit de donner un avis de motion?

M. l'Orateur: Certainement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ferai alors mon avis de motion et je parlerai plus tard².

Entretien des routes

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales.

Adopté.

En comité³:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans l'intérêt des municipalités, le gouvernement devrait modifier ce bill. Bientôt, les municipalités refuseront de se soumettre aux rudes conditions qu'on leur impose, surtout si l'on néglige d'entretenir leurs chemins plus qu'on ne le fait pour d'autres.

Le gouvernement a-t-il l'intention de faire payer aux municipalités une plus grande partie de l'entretien de ses chemins?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Pour les routes régionales comme pour les routes provinciales, le gouvernement oblige les municipalités de payer au moins 50 % de l'entretien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et qui dira quand une route est régionale, c'est-à-dire quand elle doit être entretenue par la municipalité?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Le but de ce bill est justement de permettre au ministère de la Voirie de décider quand une route est régionale.

Il assure le chef de l'opposition que le ministère de la Voirie ne négligera aucune route au détriment d'une autre. Les municipalités de la province de Québec paient beaucoup moins que celles d'aucune autre province du Canada pour l'entretien de leurs routes. La loi relative à l'entretien des routes provinciales fonctionne bien. Le nouveau bill a pour objet de l'étendre aux routes régionales. Le gouvernement veut se charger de l'entretien des routes régionales comme il le fait actuellement pour

les routes provinciales en exigeant, pour les premières comme pour les dernières, que les municipalités traversées par ces routes paient 50 % du coût de ces travaux d'entretien.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Transport de biens immobiliers

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains transports de biens immobiliers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que tout transport, vente ou cession d'immeuble consenti par un syndic ou autre personne autorisée, suivant les dispositions de la loi du Parlement du Canada 9-10 George V, chapitre 36 (*Loi de faillite*) sera sujet au paiement, par l'acquéreur, d'un droit de 2.5 %, au profit de Sa Majesté.

2. Que ce droit de 2.5 % sera perçu par le shérif du district et sera calculé sur le montant constaté à l'acte de vente, de transport et de cession, pourvu que tel montant excède le montant de la première hypothèque grevant l'immeuble vendu, transporté ou cédé, et sur la moitié de la valeur indiquée au rôle d'évaluation municipale, si cette somme n'excède pas ce montant ou s'il n'y a pas d'hypothèque; que, néanmoins, si le montant mentionné à l'acte comme susdit, bien que n'étant pas de la totalité de la première hypothèque, est plus élevé que la moitié de l'évaluation municipale, le droit sera imposé sur le montant fixé audit acte.

3. Que le shérif du district qui percevra quelque somme en vertu de la résolution précédente, aura droit à telle rémunération qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que l'acquéreur d'un immeuble qui refusera ou négligera de payer le montant du droit imposé par la première des présentes résolutions dans les cas prévus par ladite résolution encourra une pénalité égale au double du montant du droit exigible, recouvrable devant le tribunal compétent, pour Sa Majesté, par le procureur général, et que ces poursuites seront considérées comme sommaires et seront régies par les dispositions des articles 1150 à 1162, inclusivement, du Code de procédure civile.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le gouvernement perçoit une taxe de 2.5 % sur toutes les ventes de propriétés immobilières faites par le shérif en vertu de la loi des faillites du Canada. Le bill que je présente a pour but de permettre au gouvernement de percevoir cette taxe de toutes les ventes de propriétés dans les faillites, en outre de la nouvelle loi des faillites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le retour à l'ancienne taxe des conservateurs sur les mutations de propriété, taxe qui a été tant blâmée par les libéraux qui l'ont ensuite abolie en 1896?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non! Non!

M. Renaud (Laval): Est-ce que cette taxe affectera la première hypothèque?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il n'a, à son grand regret, compris ni la question ni la réponse, étant occupé à autre chose⁴.

M. Renaud (Laval): Le premier ministre aurait-il l'amabilité de répondre à ma question en français?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le voudrais bien, mais je n'ai compris ni la question ni la réponse.

M. Renaud (Laval): Je vais vous la répéter: Est-ce que cette taxe de 2.5 % va affecter la première hypothèque sur la propriété vendue par le shérif?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, le trésorier me dit que ça n'affectera pas la première hypothèque.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Cette mesure n'est pas la même qu'en 1896 et elle n'affectera pas la première hypothèque.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) et M. Smart (Wesmount) posent une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) Il s'agit tout simplement de permettre au gouvernement provincial de percevoir sa taxe de 2.5 % sur les ventes de propriétés dans les liquidations qui se font en vertu de la nouvelle loi des faillites.

Il (l'honorable M. Mitchell) explique qu'avant l'adoption de la loi fédérale, les shérifs touchaient 2½ % sur la vente d'une propriété mise en liquidation, en vertu de la loi provinciale. La loi fédérale a éliminé la juridiction provinciale, mais le gouvernement estime que la province est en droit de percevoir cette taxe, et la loi proposée vient en conséquence rétablir ce droit. Il ne sait pas si des droits doivent être payés au gouvernement d'Ottawa en vertu de la loi fédérale, mais il ne croit pas qu'ils aient le droit de mettre une taxe, alors que le gouvernement provincial, lui, a certainement ce droit.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains transports de biens immobiliers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société d'horticulture et de pomologie

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 amendant l'article 1682 des statuts refondus de Québec, 1888, soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour effet de retrancher des statuts la clause accordant un octroi de \$500, chaque année, à la Société d'Horticulture de Montréal. Cette société a cessé toute activité et il ne convient plus de lui accorder cet octroi. On a cependant laissé subsister cette société, qui pourra avoir de nouveau droit à cet octroi, quand elle aura repris son activité et ses travaux.

Adopté. Le bill est envoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité⁵.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens des aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des aliénés non interdits, placés dans les asiles soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but d'exclure du droit de curatelle du surintendant des asiles d'aliénés les patients internés à titre de patients privés. La loi dit que le surintendant peut être le curateur d'un patient: or, il arrive que des patients ont des curateurs déjà et alors, il peut y avoir conflit.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Statistiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Malgré la loi, plusieurs secrétaires de municipalités ne répondent pas aux questions posées par ces officiers et, afin de faire des statistiques qui soient les plus complètes possibles, ces derniers sont obligés d'aller eux-mêmes chercher les renseignements nécessaires. Notre but est d'obliger les gens qui sont obligés de donner des renseignements à notre chef statisticien à fournir des informations exactes. Il y a déjà une amende d'imposée, nous voulons rendre la loi plus sévère afin de faire punir ceux qui donnent de faux renseignements. On veut atteindre les secrétaires trésoriers des municipalités pour les forcer à fournir les renseignements demandés. S'ils ne le font pas, le chef du bureau des statistiques pourra faire les démarches nécessaires pour se procurer ces renseignements. Le but est d'améliorer nos statistiques et de permettre au chef du Bureau des statistiques, au cas où des municipalités falsifient des renseignements ou refusent de les transmettre, d'envoyer des officiers cueillir ces renseignements et porter les dépenses encourues pour ce faire au compte desdites municipalités. Si les municipalités n'obéissent pas à la loi, il est convenable qu'elles paient les frais encourus pour remplir une besogne qu'elles auraient dû faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement fait appel aux instituteurs et aux écoliers pour compiler les données, et les renseignements ainsi obtenus constituent la base statistique. Le gouvernement devrait abandonner ce système. L'opposition a déjà suggéré des moyens plus efficaces de préparer les statistiques. Si je comprends bien, le but du bill est d'améliorer les modes de recueillir les statistiques. Nous avons suggéré au gouvernement de demander les statistiques aux secrétaires des municipalités et même d'obtenir une déclaration sous serment, au lieu de les demander aux enfants des écoles.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce n'est pas aux enfants des écoles que nous les demandons, c'est aux maîtresses d'école qui, elles, peuvent utiliser les services de leurs élèves, mais l'honorable chef de l'opposition a tort de vouloir se moquer. Nos statistiques sont bonnes puisqu'elles nous ont mérité, à une exposition universelle, le témoignage qu'elles étaient les mieux faites, les mieux préparées qui soient. Nous obtenons des statistiques des établissements industriels aussi, nous améliorons constamment notre mode d'obtenir des renseignements. Il y a des corporations qui ne nous envoient pas de statistiques. Nous voulons les y forcer. Nous voulons améliorer les statistiques. Le chef de l'opposition pourra alors s'appuyer sur elles, comme d'ailleurs il peut le faire déjà.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais pourquoi adopter ce bill exactement?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je l'ai dit déjà, il y a des corporations municipales qui ne nous envoient pas leurs statistiques, et alors le chef statisticien est obligé de baser sa moyenne à peu près. Nous pourrions envoyer les officiers du chef statisticien dans les campagnes et forcer les corporations à leur donner des statistiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça va coûter cher. Il est vrai que le gouvernement va avoir des revenus plus considérables, mais tout ça va coûter bien cher. Le gouvernement a publié pour chaque année un livre de statistiques qui montre l'augmentation de la production pour les années précédentes. Je rencontrais un jour un rédacteur en chef qui a écrit un article traitant de la production de la province et je lui demandais: Où avez-vous pris vos renseignements pour écrire cet article? Il me disait: Dans les statistiques que nous adresse le gouvernement. Or, que disait-on dans ces statistiques?

On disait que, dans la province de Québec, on avait récolté tant de minots de patates et puis tant de tonnes de foin. L'article a été écrit en septembre. Or, à ce moment-là, les patates étaient encore en terre et le foin n'était pas levé et donc il était impossible d'en faire une estimation. Cela montre bien la valeur des statistiques du gouvernement. Un homme intelligent peut-il réellement se fier à de tels chiffres? Lorsque le gouvernement donne des statistiques qui concernent la production, il devrait être en position de les prouver. Les statistiques sont basées sur des données inexactes et sont de nature à faire rire de notre province. Les statistiques ne doivent pas être fardées.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est aussi mon avis. Il (l'honorable M. David) soutient qu'il est essentiel de tenir des statistiques précises. Quant au coût de la recherche des statistiques, mon honorable ami peut voir, en lisant le projet, que les frais encourus pour ces recherches des statistiques seront payés par les municipalités qui ne se seront pas conformées à la loi et n'auront pas fourni au gouvernement leurs statistiques.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! Voilà toute l'affaire. Le secrétaire provincial nous dit que les municipalités seront obligées de payer les dépenses des officiers qui iront chercher les statistiques. Mais la loi oblige-t-elle les secrétaires des municipalités à donner les statistiques? Pour ce qui regarde l'agriculture, qui donne les statistiques de la production agricole? Va-t-on continuer à s'adresser aux institutrices? Est-ce que les conseils municipaux vont être tenus responsables des renseignements inexacts qui pourront être ainsi envoyés?

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai répondu à cette question l'an dernier. Nous demandons au plus grand nombre d'agriculteurs possible de nous donner le chiffre de leurs productions. On va continuer à recueillir ces statistiques de cette façon et cela n'affectera aucunement les conseils municipaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que je veux savoir. Pourquoi les municipalités paieraient-elles, si on n'oblige pas les secrétaires des municipalités à donner des statistiques? Ce sont les maîtresses d'école qui sont obligées de faire les statistiques. Si elles ne réussissent pas à obtenir les statistiques que leur demande le gouvernement, le secrétaire provincial enverra des employés pour chercher ces statistiques et ce sont les municipalités qui paieront leurs dépenses.

Autrement dit, le gouvernement, qui a d'immenses surplus, crée de nouvelles fonctions, nomme de nouveaux fonctionnaires pour parcourir les campagnes, compter le nombre de minots de patates récoltées, de tonnes de foin récoltées. Et ces employés ne seront pas payés par le gouvernement, mais par les municipalités. Autrement dit, c'est une nouvelle taxe que l'on impose aux municipalités et l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) l'admettrait, si c'était lui qui expliquait ce projet.

L'honorable M. David (Terrebonne): La loi mentionne les personnes qui sont obligées de nous donner les statistiques. Le chef statisticien de la province agit avec beaucoup de discernement et il choisit les personnes les mieux qualifiées pour lui fournir les statistiques. Je ne m'y connais pas très bien en statistiques, je crois que le chef statisticien, de son côté, est très compétent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui donc fournit les statistiques agricoles? L'honorable secrétaire provincial comprendra-t-il cette question?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce sont les cultivateurs qui nous fournissent ces statistiques. Je crois que ce sont eux qui savent le mieux ce qu'ils produisent. Du reste, il ne serait pas juste d'exiger du secrétaire d'une municipalité qu'il se fasse le compilateur des statistiques agricoles. Nous continuerons donc à demander ces statistiques aux cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! ça, c'est clair.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, interrogatoires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 215 remplaçant l'article 385a du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de faire changer une petite technicalité, en ce qui concerne l'interrogatoire des témoins par les commissions rogatoires.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juridiction spéciale de certains juges

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 211 amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction spéciale de certains juges soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de la nouvelle loi est de permettre à un juge, dans certains cas, d'entendre des procédures *ex parte* dans un district, et de rendre jugement dans un autre district.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Asiles d'aliénés

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains asiles d'aliénés soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement veut avoir le droit d'établir un asile à Sainte-Anne-de-Bellevue pour les soldats revenus du front qui souffrent de maladies mentales. Il y en a un certain nombre à Sainte-Anne et nous

voulons être autorisés à passer un contrat avec le gouvernement fédéral, en vertu duquel nous permettons la détention des soldats malades dans ces asiles, le gouvernement fédéral payant l'entretien des malades.

M. Smart (Westmount): À qui étendra-t-on ce privilège? Doit-on ne s'en tenir qu'aux soldats qui ont pris part à la guerre de 1914 et non à tous les soldats qui font actuellement du service militaire et qui pourraient avoir besoin de soins?

L'honorable M. David (Terrebonne): À tous les soldats qui ont servi de 1914 à 1919 dans les armées britanniques et qui sont atteints de maladies mentales. On s'en tient à la demande qui a été faite par les autorités militaires d'Ottawa. Cette question sera étudiée avec le gouvernement fédéral. Il y a des soldats malades à Sainte-Anne-de-Bellevue et à Saint-Jean-de-Dieu.

M. Smart (Westmount) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges) posent une question.

L'honorable M. David (Terrebonne): Cet hôpital de Sainte-Anne sera peut-être avant longtemps sous la direction du Dr A.-H. Desloges, le surintendant général de nos asiles.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement le ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 concernant certains enregistrements affectant le canton Denoue, dans le comté de Gaspé;
- bill 35 légalisant l'enregistrement de certains avis au bureau de la division d'enregistrement de l'Île-d'Orléans.

Entretien des chemins municipaux

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec relativement à l'entretien des chemins municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Districts judiciaires de Beauce et de Montmagny

M. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux districts judiciaires de Beauce et de Montmagny soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demande de documents:

Voirie d'Oka

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et les conseils des municipalités de la paroisse et du village d'Oka ou toute personne, concernant les travaux de voirie dans lesdites municipalités depuis 1919.

Adopté.

Charte de Lachine

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la cité de Lachine. Les amendements sont lus une seconde fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association des ingénieurs forestiers

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 112 constituant en corporation l'association des ingénieurs forestiers de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Godbout (Beauce) présente deux amendements.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession de W.-J. Leduc

M. Monet (Napierville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Monet (Napierville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Grand'Mère

M. Bordeleau (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 139 amendant la charte de la cité de Grand'Mère et permettant la consolidation des fonds d'amortissement de ladite cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bordeleau (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Petit-Métis

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Brown Corporation

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 140 concernant la Brown Corporation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

J.-C.-P. Guy et autres

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession R. Bouchard

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cathédrale de Chicoutimi

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots 10 et 55 de Pointe-aux-Trembles

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission métropolitaine de l'île de Montréal

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions et réponses:

Construction des chemins

M. Desaulniers (Chambly): 1. Quelle est la somme totale payée par la province pour la construction des chemins, depuis l'adoption de la loi de 1912?

2. Quel est le nombre total de milles de chemins construits, dans la province de Québec, depuis l'adoption de la loi de 1912?

3. Quelle est la somme totale qui a été dépensée dans chacun des comtés qui ont bénéficié de la loi de 1912?

4. Quel est le nombre de milles de chemins construits dans chacun des comtés de la province?

5. Combien de milles de chemins ont été construits dans chacun des comtés de la province: *a)* en macadam bitumineux; *b)* combien en béton; *c)* Combien en macadam à l'eau; *d)* Combien en gravelage?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1. Depuis le 1^{er} juillet 1912 jusqu'au 22 février 1921, le ministre de la Voirie a payé, pour construction, amélioration et entretien des chemins, soit à même les fonds dont la dépense est autorisée par la loi des bons chemins de 1912, soit à même les crédits annuels mis à sa disposition par la Législature, \$30,493,968.76.

2. 3018.97 milles.

3. Argenteuil, \$223,852.65; Arthabaska, \$107,233.60; Bagot, \$97,990.44; Beauce, \$377,509.53; Beauharnois, \$439,663.69; Bellechasse, \$69,779.24; Berthier, \$202,448.80; Bonaventure, \$4,052.00; Brome, \$134,008.23; Chambly, \$603,422.65; Champlain, \$234,422.85; Charlevoix, \$100,450.94; Châteauguay, \$755,447.93; Chicoutimi, \$791,253.21; Compton, \$456,628.84; Deux-Montagnes, \$501,370.47; Dorchester, \$139,443.08; Drummond, \$173,003.00; Frontenac, \$266,916.56; Gaspé, \$30,171.47; Huntingdon, \$830,462.56; Iberville, \$188,626.57; Îles-de-la-Madeleine, \$3,000.00; Jacques-Cartier, \$273,546.51; Joliette, \$134,144.77; Kamouraska, \$179,527.44; Labelle, \$314,622.00; Lac-Saint-Jean, \$806,848.75; Laprairie, \$164,328.17; L'Assomption, \$102,487.51; Laval, \$1,026,843.51; Lévis, \$195,893.24; L'Islet, \$84,957.97; Lotbinière, \$229,917.68; Maskinongé, \$51,267.09; Matane, \$93,571.15; Mégantic, \$320,987.82; Missisquoi, \$272,655.04; Montcalm, \$182,223.54; Montmagny, \$150,112.84; Montmorency, \$191,581.76; Napierville, \$387,450.41; Nicolet, \$53,701.08; Ottawa, \$119,267.04; Pontiac, \$50,357.82; Portneuf, \$537,272.91; Québec, \$475,521.53; Richelieu, \$53,485.40; Richmond, \$373,024.49; Rimouski, \$38,360.88; Rouville, \$399,869.24; Saguenay, \$5,977.08; Saint-Hyacinthe, \$44,526.53; Saint-Jean, \$32,156.87; Saint-Maurice, \$87,457.14; Shefford, \$117,986.73; Sherbrooke, \$132,719.61; Soulanges, \$143,465.97; Stanstead, \$231,214.49; Témiscouata, \$91,305.57; Témiscamingue, \$29,242.53; Terrebonne, \$476,209.38; Trois-Rivières, \$20,250.00; Vaudreuil,

\$610,917.63; Verchères, \$393,375.39; Wolfe, \$226,449.96; Yamaska, \$102,708.77.

Total, \$16,740,950.55.

Ce total de \$16,740,950.55 ne comprend pas les sommes dépensées sous le régime de la loi 1912, pour la construction des routes provinciales. Il est impossible de déterminer avec exactitude le prix de revient de ces routes dans chaque comté séparément.

4. et 5. Le gouvernement possède les éléments de la statistique demandée dans ces deux questions, mais la compilation n'en a pas été faite.

Paroisse de Saint-Mathieu

M. Cédilot (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. Thériault), que l'article 516 des règlements soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu.

Adopté.

M. Cédilot (Laprairie) demande la permission de présenter ledit bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée à 5 h 50.

NOTES

1. *L'Événement* du 23 février 1921, à la page 7, rapporte que des spectateurs étaient présents dans les galeries.

2. *La Patrie* du 23 février 1921, à la page 7, rapporte que "Un peu plus tard, M. Sauvé remit un avis de motion au greffier contenant les noms des députés en question. Mais le greffier fit remarquer que cet avis était présenté après six heures. M. Sauvé reparlera de cette question jeudi."

3 M. Beaudry préside le comité.

4. Selon *L'Événement* du 23 février 1921, à la page 7, M. Mitchell répond en anglais.

5. Le comité est présidé par M. Lemieux.

Séance du mercredi 23 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Fermeture
des magasins**

M. Robert (Rouville) demande la permission de présenter le bill 162 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

M. Desaulniers (Chambly): 1. Le ministère de la Voirie a-t-il un service d'entretien des routes?

2. Dans l'affirmative, depuis quand ce service est-il établi?

3. Comment se compose le personnel?

4. Quelle est la somme totale dépensée pour ce service?

5. Pour combien de milles de chemin?

6. Combien a-t-il dépensé dans chaque comté, et pour combien de milles?

7. Combien coûte, par mille, l'entretien des routes *a.* en macadam bitumineux, *b.* en béton, *c.* en macadam à l'eau, *d.* en gravelage?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1. Oui.

2. Le service d'entretien des routes provinciales est établi depuis 1917.

3. et 4.

a. Routes provinciales \$432,362.55. Ces dépenses ne comprennent pas le salaire du surintendant et de ses employés de l'intérieur, ces employés ayant d'autres fonctions qu'ils exercent concurremment avec celle relative à l'entretien des routes provinciales.

b. Le service d'entretien des autres routes est fait sous le contrôle des ingénieurs de districts, en même temps que le service de construction. Par conséquent, il est impossible de déterminer exactement combien coûte la partie administrative de ces services. L'aide accordée par le gouvernement aux municipalités ne constituant qu'une partie de la somme dépensée pour l'entretien, et les dépenses des

municipalités n'étant pas compilées, il est impossible de donner exactement la somme réelle dépensée pour ce service.

5. Le service des routes provinciales comprend l'entretien de 362 milles.

6. Le gouvernement ne possède pas de statistiques complètes du coût d'entretien par mille des différents genres de pavage. Cependant, il peut donner les renseignements suivants concernant les routes provinciales:

Sur la route Édouard VII, un demi mille en béton a été construit dans le village de Napierville en 1912. La chaussée proprement dite n'a pratiquement rien coûté d'entretien depuis sa construction. Sur la même route, le macadam à l'eau construit en 1912 et en 1913 et recouvert d'un tapis bitumineux en 1915-1916 a coûté d'entretien pour la saison de 1920 une moyenne de \$973 par mille. Sur certaines parties construites en macadam bitumineux (système de pénétration), il n'a pas été fait de tapis, l'entretien ordinaire ayant suffi.

Sur la route Montréal-Québec, 11.7 milles de béton ont été construits en 1916. La chaussée proprement dite n'a coûté pratiquement rien d'entretien depuis la construction. Quelques fissures ont été remplies sur environ 2 milles de longueur, sur la partie construite sur le sol argileux de la banlieue des Trois-Rivières et dans Maskinongé. Sur la même route, le macadam à l'eau construit en 1912, 1916 et 1917 et recouvert d'un tapis bitumineux en 1918 et 1919 a coûté d'entretien, pour la saison de 1920, une moyenne de \$477 par mille.

Sur la route de Longueuil à Chambly, le macadam à l'eau construit en 1913, 1914 et 1915 a coûté d'entretien, pour la saison de 1920, une moyenne de \$635 par mille.

Sur la route Sherbrooke-Derby Ligne, le gravelage construit en 1914 et 1915 a coûté d'entretien, pour la saison de 1920, une moyenne de \$544 par mille.

Demande de documents:

**Embargo sur
le bétail canadien**

M. Robert (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Vaudreuil (M. Pilon), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une

adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance se rapportant à l'embargo que le gouvernement anglais a mis sur l'importation du bétail canadien.

En face des dommages causés par l'embargo imposé sur le bétail canadien expédié en Angleterre, je crois qu'il est de mon devoir, comme cultivateur, représentant un comté essentiellement agricole, de soumettre à la Chambre quelques considérations sur l'application de cette mesure contraire à nos intérêts et sur les progrès qui découleraient de la levée éventuelle de cette barrière commerciale.

Il est bien connu que l'agriculture au pays, et particulièrement dans la province de Québec, s'est développée merveilleusement depuis quelques années, grâce au dévouement et à l'habileté de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Il y a 30 ans, 32 dans le Canada, que cette loi a été adoptée, alors que l'Angleterre voulait se protéger contre les maladies contagieuses qui frappent le bétail mais, depuis plusieurs années, nous n'avons eu aucune épidémie quelconque, et je ne vois pas pourquoi l'on garde toujours cette barrière commerciale qui paralyse nos échanges avec l'Angleterre.

Pourquoi fermer au Canada et à la province de Québec cet important marché anglais, alors que notre pays n'a pas ménagé ses sacrifices au cours de la grande guerre et que ses fils n'ont pas craint de verser leur sang pour leur mère patrie? Et d'ailleurs, nos fils de cultivateurs ne se sont-ils pas enrôlés sous les drapeaux britanniques?

N'ont-ils pas mis leurs bras vigoureux au service de l'Empire durant la grande guerre? Il me semble que ce serait une des bonnes raisons justifiant la levée de cet embargo. Pourquoi la mère patrie persiste-t-elle à défendre l'importation de nos animaux vivants?

La province de Québec a fait des progrès considérables en ce qui concerne l'élevage du bétail, progrès dus à la politique intelligente et éclairée du gouvernement provincial et du département de l'Agriculture. Mais notre province a grandement besoin de développer son commerce. Et je crois que le gouvernement n'a pas fait tout son devoir en négligeant de s'occuper plus activement de l'embargo imposé sur le bétail canadien en Angleterre. Nous nous attendons donc à ce que les autorités fédérales viennent à notre aide. Je demande à celles-ci d'user de tous leurs efforts pour faire disparaître cette loi de l'embargo.

Si le gouvernement fédéral avait déployé pour lever l'embargo la moitié des efforts qu'il a investis à travailler contre la Constitution, l'objectif aurait été atteint. J'aimerais être entendu par le gouvernement fédéral afin qu'il fasse un effort important en ce sens, comme ce qu'il a fait pour imposer la loi du service militaire obligatoire qui a semé tant de malheur et de désolation parmi notre population.

Si l'on veut le retour à la terre, si nous désirons sincèrement encourager l'agriculture, le meilleur moyen de le faire c'est de donner à nos cultivateurs des marchés libres, afin qu'ils y trouvent des avantages qui amélioreront leur situation et qui garantiront le retour de nos jeunes sur les fermes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce une résolution ou une motion que le député de Rouville vient de nous lire?

M. Robert (Rouville): Non, c'est la fin de mon discours.

M. Cédilot (Laprairie): L'embargo sur le bétail canadien constitue une perte considérable pour le Canada et un obstacle au commerce ainsi que pour les éleveurs canadiens, puisqu'il les empêche de rivaliser avec les éleveurs anglais. Les raisons que l'on donne pour maintenir cet embargo ne sont pas sérieuses; aucune maladie grave n'existe chez nos troupeaux. La véritable raison de la continuation de cette mesure est le désir des principaux éleveurs anglais de se débarrasser de la concurrence canadienne parce qu'ils la craignent. Le maintien de cet embargo imposé par l'Angleterre est des plus injustes à l'égard du Canada; c'est une contradiction directe de la liberté et de la justice que l'Empire britannique représente.

Il y a vingt ans, le gouvernement anglais avait peut-être des raisons pour établir cette mesure, car alors nous savions qu'il y avait beaucoup de maladies contagieuses dans plusieurs pays, et l'Angleterre avait le droit de protéger ses troupeaux contre les maladies extérieures. Mais même à cette époque, il y avait très peu de maladies au Canada. Depuis cette date où l'Angleterre a décidé d'imposer cet embargo, nous avons créé un système d'inspection des viandes et de contrôle des maladies contagieuses sans pareil dans le monde entier, et ils assurent les acheteurs qu'ils achètent des animaux sains. Grâce à la politique adoptée depuis quelques années par le gouvernement fédéral en ce qui concerne le bétail canadien, nos troupeaux sont de première qualité

aujourd'hui. Malgré que, voilà huit ans, il y ait eu des contagions de fièvres aphteuses aux États-Unis et en particulier à Chicago, pas un seul cas ne s'est déclaré au Canada. L'inspection du gouvernement fédéral est admirablement organisée et il n'y a plus de maladies chez nos animaux. Pourquoi alors continuer à nous empêcher d'exporter du bétail en Angleterre?

Les rapports annuels du vétérinaire en chef d'Ottawa nous démontrent que depuis huit ans, il n'y a pas $\frac{1}{4}$ de un pour cent des animaux abattus au Canada qui étaient affectés de maladie contagieuse. Pourquoi donc alors cet embargo n'a pas été levé depuis longtemps? Nous n'avons pas entendu de plaintes venant d'Angleterre contre nos viandes gelées ou en conserve qu'elle laisse entrer chez elle et dont ses populations se nourrissent. Les animaux que nous avons à lui envoyer sont de la même qualité.

Est-ce bien là la récompense que nous accorde l'Angleterre pour la préférence de 33 pour cent que le gouvernement accorde pour ses marchandises? Est-ce là aussi la récompense qu'elle nous donne pour les sacrifices que nous avons faits pour elle en lui envoyant nos hommes pour vaincre ses ennemis? N'était-elle pas heureuse de voir nos soldats canadiens aller à son secours contre les Boches? Elle doit être aussi fière de la loyauté de notre dominion plus d'une fois prouvée et dont elle a su profiter avec avantage.

En présence de tous ces faits, je demande que les honorables députés de cette Chambre s'unissent pour demander aux autorités de l'Angleterre de faire disparaître cet embargo injuste pour nous; demandons-leur aussi de permettre de faire entrer tous les produits canadiens sur les marchés anglais; ce qui sera une garantie d'une union sincère et du développement futur du Canada.

L'Angleterre a bien pris nos soldats quand elle en a eu besoin pendant la guerre, pourquoi n'achèterait-elle pas notre bétail, pourquoi fermerait-elle ses portes à nos animaux? J'espère que le gouvernement d'Ottawa réussira dans ses démarches auprès du gouvernement anglais. (Applaudissements)

M. Ouellet (Dorchester) ne veut pas importuner la Chambre avec un discours, mais dit que c'est la première occasion qui lui est donnée d'en faire un en trois ans, soit depuis qu'il a été élu.

Cette journée, si je le comprends bien, est celle des cultivateurs. La question actuelle est tellement importante qu'elle doit recevoir le concours de tous les intéressés dans l'agriculture. Je suis content que mon ami de Rouville ait provoqué ce débat. Le cultivateur canadien doit trouver dans sa

profession assez de revenus pour élever sa famille, qui est toujours très nombreuse. J'ai été cultivateur jusqu'au moment où je suis entré dans cette Assemblée législative et je sais ce qu'il en coûte. Il faut donc des revenus pour les cultivateurs. L'embargo de l'Angleterre contre notre bétail canadien prive nos cultivateurs de revenus.

L'agriculture est à la base de tout notre progrès matériel. Lorsque, dans un pays, l'agriculture progresse, on peut espérer beaucoup de ce pays; c'est pourquoi ceux qui dirigent les destinées de notre province, en particulier, cherchent à améliorer de plus en plus la situation économique de ses habitants. Mais pour que le cultivateur puisse atteindre l'état de bien-être auquel il est à souhaiter qu'il parvienne, il faut deux choses: produire autant que possible et vendre à sa juste valeur la portion des produits qu'il ne peut lui-même consommer.

Il est de mon devoir de seconder la proposition du député de Rouville et de protester contre cet embargo qui nous ferme les portes d'un marché considérable. Nous ne sommes pas des étrangers puisque, à maintes reprises, on nous a fait sentir que nous appartenions à la grande famille impériale. Pourquoi ne pas nous traiter comme les autres parties de l'Empire. On a dit que notre bétail était contaminé. Je ne le crois pas. Et l'honorable ministre de l'Agriculture doit être en mesure de le prouver. Cette mesure, qui enlève au Canada un des plus grands marchés du monde et le prive d'avantages dont il devrait jouir, est très préjudiciable à notre pays. Ce dernier cependant, on le dit souvent, n'est pas un étranger et, à certains moments, on se plaît à nous rappeler qu'il appartient à la grande famille de l'Empire britannique.

Cet embargo nous laisse à la merci, pour ainsi dire, des commerçants américains qui, d'ailleurs, trouvent aux États-Unis tout le bétail dont les consommateurs ont besoin. C'est-à-dire que le cultivateur canadien se trouve dans une position désavantageuse, étant donné qu'il ne peut trouver en tout temps, sur nos marchés locaux, des prix correspondant aux dépenses qu'il fait pour l'élevage. Il est vrai que le consommateur paie encore actuellement cher les viandes qu'il achète et qui lui viennent de nos campagnes. Mais il y a toute une distance entre le prix du vendeur originaire, le cultivateur, et le prix que le consommateur est obligé de payer à l'intermédiaire qui lui en fournit. La levée de l'embargo anglais sur le bétail canadien permettrait aux éleveurs d'assurer de meilleurs prix et n'affecterait en rien le prix que paient les consommateurs canadiens.

L'agriculture ne paie pas trop bien son homme. C'est à tort qu'on dit que les cultivateurs font beaucoup d'argent. Je l'avoue franchement, les marchés locaux ne sont pas payants. La faute en est aux intermédiaires que je voudrais voir disparaître. Comme je serais heureux, M. l'Orateur, de pouvoir présenter en cette Chambre une loi pour faire disparaître ces intermédiaires entre les consommateurs et les cultivateurs.

Pour revenir à cette question de l'embargo, je crois avoir entendu dire que le gouvernement d'Ontario avait réclamé son rappel par le gouvernement britannique. Joignons-nous au gouvernement d'Ontario que, de l'Atlantique au Pacifique, tous les Canadiens réclament l'abolition de cet embargo contre notre bétail, et les cultivateurs seront assurés du marché anglais pour les produits de l'élevage. Ce marché est très rémunérateur et il assurera à la classe agricole plus de richesse et à notre province plus de prospérité.

La levée de l'embargo anglais sur notre bétail canadien nous fournirait l'occasion d'une vente de notre bétail plus payante, sans que cela affecte en rien le consommateur de notre pays, en tout cas, d'un débouché certain pour écouler le trop plein de nos marchés locaux. Pour ces raisons, je me déclare absolument en faveur de la motion du député de Rouville et je demande au ministre de l'Agriculture, au nom des cultivateurs de mon comté, de se faire leur interprète pour prier les autorités du gouvernement anglais de faire cesser cet embargo qui existe depuis trop longtemps.

(Applaudissements)

M. Hay (Argenteuil)² dit qu'il a passé des années en Angleterre et en Écosse où il a fait de l'importation de bétail.

Le ministre de l'Agriculture actuel est un fermier pratique et il connaît bien le bétail de la province et du Canada, et les intérêts des fermiers en général, et ceux des éleveurs de bétail ont été placés entre bonnes mains, lorsqu'ils ont été confiés à l'honorable ministre de l'Agriculture.

L'embargo a été établi en 1892 à la suite de quelques cas de maladie découverts chez des animaux canadiens. À l'époque, l'inquiétude était assez justifiée, mais cette raison a disparu depuis longtemps et Sir Charles Tupper³ a combattu énergiquement cet embargo à sa racine même. On invoque à présent la fièvre aphteuse pour justifier le maintien de l'embargo, après avoir constaté que les autres maladies ont disparu. Sans doute les éleveurs anglais soutiennent maintenant l'embargo parce que

le bétail canadien pourrait leur faire une concurrence sérieuse. Environ 90,000 animaux furent exportés en Angleterre en 1891 et un certain nombre d'autres animaux de boucherie formant un total de 123,000⁴ têtes en une année. La question a été très débattue en Angleterre, et il donne lecture d'un article de l'*Ottawa Farm Journal* qui presse en faveur de la levée de l'embargo et qui signale que la situation canadienne pourrait s'aggraver dans la perspective de la barrière que les Américains érigent contre le bétail et quelques autres produits canadiens. La taxe sur le bétail canadien serait de 37 pour cent. Il espère que cela ne se concrétisera pas, mais en devenant loi, le bill américain créerait un contexte plutôt difficile.

Je crois que l'embargo est injustifiable. Il y a une foule de gens en Angleterre qui s'y opposent et ne comprennent pas pourquoi l'embargo n'a pas été levé. Je crois que la levée de l'embargo serait un précieux avantage pour tous les éleveurs canadiens que le bétail soit engraisé ou non.

Il dit qu'il a passé plusieurs mois de l'autre côté de l'Atlantique, où il a eu l'opportunité d'étudier toute la question du bétail. Je considère que c'est une injustice faite au Canada que de maintenir cet embargo, étant donné que le bétail canadien est exempt de toute maladie infectieuse, comme n'importe quel autre pays dans le monde, et je suis d'avis que tous les efforts possibles doivent être faits pour soutenir notre haut commissaire, afin de faire disparaître cette injustice qu'est l'embargo sur le bétail canadien.

Je crois que notre haut commissaire à Londres (Sir Georges Perley⁵, ancien député d'Argenteuil à Ottawa) devrait s'occuper de la question tout de suite auprès des autorités anglaises et essayer d'obtenir le rappel de cet embargo.

(Applaudissements)

M. Pilon (Vaudreuil) se lève.

(Ovation)

M. Pilon (Vaudreuil) fait un exposé des raisons principales pour lesquelles l'embargo sur le bétail canadien devrait être levé. Ces raisons sont les suivantes. L'embargo fut appliqué à cause d'un cas de pleuropneumonie en 1892, mais il fut prouvé par des examens que cette maladie n'existait pas chez nos animaux. L'embargo est complètement injustifié, puisque le bétail canadien vaut celui de n'importe quel pays, et il n'y a pas de raison de lui laisser sur le dos le stigmate que comporte cet embargo.

Le Canada est obligé, chaque année, de mettre de larges provisions de bétail sur les marchés et, si l'embargo était levé, l'avantage reviendrait aussi bien aux fermiers anglais qu'aux éleveurs canadiens. Notre pays a de grandes ressources pour faire l'élevage, mais son marché est trop étroit et les fermiers anglais, qui possèdent des facilités pour l'élevage, retireraient de grands avantages de l'importation. Le marché américain nous sera peut-être un jour fermé et il pourrait s'avérer nécessaire pour le Canada, dans un avenir rapproché, de trouver un autre marché pour son bétail. Il nous faut donc un nouveau débouché pour nos produits. C'est le marché anglais que nous devons chercher. À l'heure actuelle, la majeure partie du bétail vivant est vendue aux grossistes canadiens. Si un autre marché nous était ouvert, cela apporterait un sentiment de sécurité et aiderait beaucoup au développement de notre industrie d'animaux vivants.

Il y a toujours eu compétition entre le bétail canadien et le bétail irlandais, et elle a peut-être été la cause de l'ostracisme contre le Canada. Vu la désorganisation qui règne en Irlande, je crois que les commerçants anglais et écossais bénéficieraient de la concurrence entre le bétail canadien et le bétail irlandais. L'Irlande est à présent leur seule source d'approvisionnement et des difficultés ont surgi, dues aux conditions instables que connaît l'Irlande actuellement. Pour cette raison, les fermiers écossais ont témoigné une attitude favorable à la levée de l'embargo sur le bétail canadien. Il ne fait aucun doute que les Anglais du Canada seraient heureux de voir l'embargo qui a été établi en 1892, disparaître aujourd'hui. C'est ce que je souhaite, M. l'Orateur, dans l'intérêt de l'industrie des animaux vivants canadiens. De plus, la levée de l'embargo assurerait au peuple britannique une réduction du prix de la viande qui lui est offerte sur les marchés.

Encore une fois, nos troupeaux sont aussi bons que n'importe lesquels des autres pays et il est injuste de leur refuser l'entrée sur les marchés anglais. (Applaudissements)

M. Philps (Huntingdon): Le Canada a aidé l'Angleterre pendant la guerre d'une manière ou d'une autre. Quand on a mis l'embargo sur notre bétail en 1892, on pouvait avoir des raisons. Il y a vingt-neuf ans de cela. Aujourd'hui, notre bétail est de tout premier ordre. Pourquoi alors maintenir cet embargo. Il n'y a aucune raison.

Jamais, dans l'histoire du Canada, le développement des exportations de produits alimentaires avec la Grande-Bretagne n'a été aussi

important qu'il ne l'est aujourd'hui. La question actuelle est de la plus grande importance. Si ce qui est devenu à toutes fins pratiques un embargo contre le Canada devait devenir loi aux États-Unis, ce serait la condamnation du commerce de la viande dans le dominion et cela signifierait la stagnation de l'agriculture canadienne pour les années à venir. Mais même si l'on exclut cette éventualité, les exportations avec la Grande-Bretagne doivent être maintenues.

L'honorable M. Doherty, ministre de l'Agriculture dans l'Ontario, a tenté vainement de trouver en Angleterre un fermier, un marchand ou un consommateur en faveur de l'embargo, et les officiers du département de l'Agriculture ont même avoué que la raison de maladie n'existait pas pour la continuation de cette mesure restrictive. Toutes les voies ont été exploitées par les fonctionnaires du département de l'Agriculture, qui ont été largement influencés par les gros propriétaires, et les métayers dépendent d'eux, ce qui leur permet d'avoir le monopole sur l'élevage du bétail bovin. Ce monopole vend la viande de bovin ordinaire entre 26 et 28 cents la livre dans les ventes de bétails, alors qu'il se vend ordinairement entre 10 et 12 cents la livre. Une telle situation indignerait assurément le consommateur britannique, s'il savait cela. Si le bétail canadien pouvait être engraisé avant qu'il ne soit abattu, ce serait un bénéfice à la fois pour les producteurs et les consommateurs. Aucun pays sous le soleil n'est plus exempt de maladie que le dominion, et après tout ce que le Canada a fait pour la Grande-Bretagne d'une manière ou d'une autre, un obstacle comme cet embargo devrait être aboli, particulièrement lorsque les intérêts des consommateurs britanniques y profiteraient aussi.

D'autres pays s'évertuent à s'emparer du commerce canadien d'exportation et ils doivent produire aussi bien en quantité qu'en qualité. Les affaires ne font pas de favoris et le pays qui produit en majeure partie sur une base de qualité jouira toujours d'un marché pour ses surplus de production. Si elle veut être compétitive et concurrencer les meilleurs prix sur les marchés mondiaux, l'agriculture canadienne doit faire preuve d'agressivité, avec l'apport de l'expérience, d'une industrie infatigable, de bonnes méthodes d'affaires et une législation sage. Et tout autant le fédéral que le provincial doivent s'assurer que les voies commerciales sont gardées ouvertes.

Seuls les gros éleveurs anglais sont en faveur de cette mesure. Si le bétail canadien pouvait être importé en Angleterre, le Canada, notre patrie et la mère patrie profiteraient de ce commerce. Il espère que l'Angleterre va abolir cet embargo.

C'est seulement parce qu'on a détecté la pleurapneumonie chez une des vaches envoyées en Écosse qu'est intervenu l'embargo, et, si ça se trouve, la vache aura pu aussi bien contracter la maladie là-bas. Il fait allusion aux efforts déployés pour faire lever l'embargo. Si l'obstacle à l'envoi et à l'alimentation du bétail en Grande-Bretagne était une question de politique économique de la part de ce pays afin de protéger les fermiers britanniques, nous n'aurions rien à redire là-dessus, mais cela a été réfuté maintes et maintes fois. L'embargo a affecté le Canada de diverses façons. Il croit que si le Canada avait été représenté à Londres par un homme d'affaires pratique, quelque chose aurait pu être fait. Les hauts commissaires sont des hommes distingués, admet-il, mais ils ne sont pas capables de résoudre des problèmes d'affaires, et le poste ne devrait pas être utilisé à des fins de récompense pour services politiques ou servir d'avantage social, mais il devrait plutôt être occupé par des hommes d'affaires compétents.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) se prononce en faveur de la disparition de l'embargo sur le bétail canadien. Le Canada exporte du bétail depuis 1867, alors que les moyens de transport étaient limités à la voie maritime et prenaient plusieurs semaines. L'embargo contre les importations a d'abord été imposé contre les États-Unis en 1879 et la réglementation fut étendue au bétail canadien en 1892. Mais bien que la présence de maladies parmi le troupeau américain était bien connue, il est clair que la maladie ne s'est pas infiltrée parmi le troupeau canadien, grâce à la stricte réglementation de la quarantaine élaborée par les fonctionnaires canadiens.

L'embargo contre le dominion a été mis en vigueur en 1892 à cause d'un seul cas de maladie parmi les centaines de milliers d'animaux envoyés, qui a développé la pleurapneumonie peu de temps après avoir atterri en sol écossais. Ce qui nous laisse croire qu'il aurait pu la contracter au contact d'animaux infectés là-bas. En ce temps-là, le dominion exportait 100,000 têtes de bétail en Angleterre et, malgré les efforts déployés par les marchands de bétails pour continuer le commerce en faisant abattre leur bétail au port d'entrée, il fut impossible de continuer ce commerce, et il s'est progressivement éteint pour ne plus manifester d'activités ou presque pendant les quinze dernières années.

Depuis 28 ans, des efforts continuels ont été tentés afin de faire enlever l'embargo mais n'ont remporté aucun succès, malgré que la preuve a été maintes fois faite qu'il ne se trouvait aucune maladie

parmi le troupeau canadien. Les autorités anglaises, après avoir constaté qu'il n'y avait pas de maladie chez les animaux canadiens, n'ont pas enlevé cependant l'embargo, prétextant qu'ils ne pouvaient pas faire de différence entre les États-Unis et le Canada et que cela pourrait offenser les États-Unis si l'embargo contre le bétail canadien était levé.

Mais il semble qu'aucune raison valable, toutefois, ne justifie cet embargo, si ce n'est le désir du gouvernement britannique de protéger ses fermiers. Si l'interdiction de tout groupement ou alimentation du bétail canadien était décrétée comme partie de la politique économique de l'Angleterre dans le but d'offrir une protection pour les fermiers de ce pays, nous n'aurions rien à y redire, mais cela a été plus d'une fois nié. Comme le bétail doit être abattu une fois rendu sur place, et considérant le prix courant du marché que l'on peut en obtenir, cela veut dire que seul le bétail engraisé peut être exporté. On s'est rendu compte par ailleurs que le bétail engraisé pour le marché souffre beaucoup du voyage par mer et qu'il y a donc eu peu d'envois de bétail vers l'Angleterre depuis 1905.

Pour le producteur canadien, le fait d'envoyer un bétail de ferme plus jeune et engraisé pour le marché britannique paître en Angleterre ou en Écosse pendant une certaine période représenterait un avantage énorme, car non seulement de meilleurs prix pourraient être obtenus, mais le producteur pourrait possiblement envoyer son bétail une année plus tôt et être ainsi en mesure d'augmenter la production dans sa ferme. La demande de bœuf en Angleterre excède l'approvisionnement courant, et pour cette raison, les objections soulevées par le passé disparaissent. L'embargo a causé un tort immense au Canada et a bloqué la venue au Dominion d'un grand nombre de fermiers parce ceux-ci croient notre bétail malade. Le pays est menacé par le tarif Fordney à Washington qui, s'il était passé, restreindrait encore davantage le flot des produits agricoles canadiens; raison de plus pour que la province de Québec s'identifie aux efforts déployés pour faire enlever l'embargo.

Si la représentation canadienne à Londres avait été différente, les résultats attendus auraient été atteints il y a bien des années. Le Canada devrait être représenté en Grande-Bretagne par un homme d'affaires pratique, puisque le commerce est leur intérêt le plus vital en ce sens. La dimension commerciale de l'agriculture devrait être représentée de manière compétente à Londres, tout comme les intérêts manufacturiers. Ils y ont des hauts commissionnaires très distingués, mais aucun vraiment aptes à résoudre

les questions d'affaires. Le poste ne devrait pas servir de récompense pour quelque avancement politique ou comme avantage social, mais être occupé par des hommes qui ont une bonne connaissance des affaires. Leur talent devrait être consacré à veiller sur les intérêts commerciaux du dominion. L'embargo est une erreur de la part du gouvernement britannique, et lorsque cette situation sera rectifiée, plus d'un Anglais éprouveront la honte d'avoir autorisé une mesure pareille pendant une si longue période.

C'est une erreur de l'Angleterre de maintenir cet embargo. Ce n'est pas la première erreur que notre mère patrie fait. L'Angleterre a commis une grave erreur à Sainte-Hélène en y laissant mourir Napoléon. Plusieurs citoyens britanniques considèrent comme une honte la continuation de l'embargo. Cette attitude prise par la mère patrie envers l'ainée de ses colonies est réprouvée par bon nombre de citoyens britanniques. Il (M. Miles) demande qu'on supprime cet embargo.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Cette question aurait sans doute été assez discutée, mais je crois qu'il est presque de mon devoir d'en dire un mot, comme représentant d'un comté qui produit beaucoup d'animaux. Cet embargo existe depuis plusieurs années. Pourquoi? On a donné pour raison que nos animaux n'étaient pas propres à l'exportation, ayant des maladies contagieuses. Si la raison pour laquelle l'embargo a été imposé sur notre bétail est la maladie, cette raison n'existe plus maintenant. En effet, un grand travail a été fait pour enrayer ces maladies et l'on a obtenu un excellent résultat; donc pas de raisons, de ce côté-là! Pourquoi ne pas permettre l'exportation de nos animaux, si ces animaux ont subi un examen sérieux par les hommes de l'art, avant d'être embarqués, sur les navires qui devront les traverser; si ces animaux ne sont pas sains, il n'y aura qu'à les refuser.

Le surplus d'animaux que le Canada a tous les ans, on l'exporte aux États-Unis, soit 175,000 à 225,000 têtes de bétail; cette industrie de l'élevage qui est assez considérable dans notre pays et même dans notre province a beaucoup diminué. En considérant ce qu'elle devrait être, notre province et le Canada tout entier sont lésés par cette mesure du gouvernement anglais qui nuit beaucoup au développement de l'élevage. Si nous avions ce débouché, ce marché de plus, nos éleveurs canadiens pourraient certainement faire plus d'élevage. Nous avons perdu beaucoup dans ces années passées, chaque cultivateur a perdu, chaque comté a perdu et toutes les provinces dans le Canada en ont été les victimes.

Dans mon comté, nous expédions 400 à 500 chars d'animaux vivants; chaque année avec des demandes plus considérables, on trouverait le moyen de faire l'élevage sur une plus grande échelle si cet embargo disparaissait. Nous pourrions voir encore charger ces grands vaisseaux, d'animaux vivants comme nous en avons déjà vu et cela si avantageusement surtout pour nous de la province de Québec. Encore une fois, quel avantage il y aurait pour nous; au lieu d'envoyer notre marchandise dans la république voisine, au lieu de faire grossir les goussets américains, et grossir les millions de l'Américan Meat Trust, pour voir revenir ses conserves parfois sur nos marchés. L'Angleterre devrait lui permettre de lui procurer les mêmes avantages.

Quel avantage l'Angleterre retire-t-elle aujourd'hui et même depuis longtemps de ne pas nous laisser ce marché libre. Le Canada ne s'est-il pas montré assez généreux dans ces dernières années, durant cette grande guerre; ses sujets canadiens n'ont-ils pas été assez généreux, ne se sont-ils pas montrés assez empressés de voler à son secours pour lui aider à secouer le joug Allemand? Notre pays a aidé l'empire britannique durant la guerre et celui-ci devrait à son tour se montrer généreux pour le Canada. Quels moyens va-t-on prendre? Faut-il agir par sentiments, agissons s'il le faut. Je ne crois pas que nous demandions réellement une faveur à l'Angleterre, mais je crois pouvoir dire que nous réclamons un droit acquis. Qu'on nous l'accorde donc! Que l'Angleterre laisse donc entrer le bétail canadien sur ses marchés! De la levée de l'obstacle résulterait une plus grande production au Canada, et ce serait là en même temps une mesure patriotique.

M. Smart (Westmount): Bien que la question de l'embargo est importante pour tout le Canada, il faut se rappeler que l'embargo sur le bétail mis sur pied en Angleterre est appliqué à tous les pays du monde. C'est strictement une question de régie interne et personne n'a droit de dicter à l'Angleterre sa politique fiscale.

Cependant, je crois que l'embargo anglais sur notre bétail est injuste et qu'il devrait être supprimé. On aurait tort de faire des reproches au gouvernement fédéral actuel si l'embargo n'a pas été supprimé. Il existait, il a existé pendant quinze ans, sous l'administration Laurier, et on ne l'a pas fait rappeler. Je dois ajouter qu'en 1917, alors que Sir Robert Borden⁶ était à Paris, il a soulevé la question au cours d'une conférence avec les autorités anglaises, et il a fait de louables efforts pour faire rappeler cet embargo.

Le Canada a raison de protester contre la manière injuste dont il a été traité et mal représenté et de porter à l'attention du Parlement britannique l'injustice qui est faite au dominion. Et avant tout, l'attention du public anglais, dit-il, doit être attirée sur le fait que ses diplomates ont brisé leur promesse, car, en 1917, le président du bureau impérial de l'agriculture a promis aux délégués canadiens à la Conférence impériale de la guerre à Paris, Sir Robert Borden et l'honorable Robert Rogers⁷, que l'embargo sur le bétail serait levé pour le Canada à la fin de la guerre, puisqu'il n'y avait aucune raison d'exclure le bétail canadien en prétextant un problème de maladies. Toutefois, après deux ans, rien n'a encore été fait et on peut considérer cela comme une vulgaire violation de confiance ou de la tromperie pure et simple. Et que de choses le gouvernement britannique a promis et qui restent encore à venir!

Selon lui, si le gouvernement britannique était approché sur ce plan-là plutôt qu'à travers une quelconque tentative de conduire les affaires britanniques, de meilleurs progrès seraient obtenus. Ce n'est pas une question de politique partisane, mais d'économie, et son importance est vitale pour tout le Canada. Et tant qu'ils demeureront à l'intérieur de limites raisonnables, ils forceront la main du gouvernement fédéral. La guerre a enseigné à l'Angleterre la nécessité pour le Royaume-Uni d'avoir un bon approvisionnement en nourriture.

Le Canada est le dominion le plus proche de la mère patrie et, s'étant fait un nom comme producteur de grain, il s'est rapidement placé sur la carte en tant que grand producteur de viande. L'Angleterre devrait encourager par tous les moyens possibles la production de viande au Canada. Jamais le Canada n'a connu une manifestation de fièvre aphteuse, et depuis trente ans, son dossier est intact sur ce plan, et son bétail est envoyé partout dans le monde sans que personne ne se soit plaint de quelque maladie à son propos. Le Canada a beaucoup aidé l'Angleterre, et ce pays doit maintenant aider le Canada, qui donne la préférence au commerce anglais.

Affirmer que la levée de l'embargo canadien pourrait être considérée comme discriminatoire envers les autres pays est un argument bien pauvre. La Grande-Bretagne n'a-t-elle pas le droit d'édicter à sa guise une telle mesure au sein de l'Empire? Le Canada demande-t-il aux États-Unis ou à l'Allemagne leur avis lorsqu'il accorde la préférence à certains autres pays de l'Empire? Cela a peut-être créé quelque ressentiment au sein de leurs voisins du sud et l'Allemagne a appliqué une surtaxe sur les

produits canadiens. Mais la réponse du Canada fut d'augmenter de 100 pour cent les tarifs des produits allemands, et c'est ce qui a ramené le gouvernement allemand à la raison. Si le Canada fut assez fort pour faire cela, l'Angleterre devrait accorder quelque faveur à ses dominions.

Le Canada est le dominion le plus rapproché du Royaume-Uni, et ce pays a été impressionné pendant la guerre par la précarité de ses ressources en denrées. Le Canada jouit d'une grande réputation comme exportateur de grain et est en train de se faire une réputation égale comme éleveur de bétail. Il est certain que le gouvernement impérial, si on lui fait des représentations raisonnables, sera obligé de rappeler cet embargo.

L'embargo constitue la plus sévère forme de protection, et un argument comme celui-ci doit avoir un certain poids dans le cadre du libre commerce britannique ainsi qu'auprès des gouvernements provinciaux qui sont ralliés à la même idée.

En 1904, en Angleterre, la viande fraîchement tuée représentait 80 pour cent de la viande consommée. En 1918, cette proportion était de 67½ pour cent. La consommation de la viande fraîchement tuée a diminué de plus d'un quart en Angleterre contre le gré de la population, et elle continuera de diminuer. Au rythme où vont les choses à l'heure actuelle, la population de la Grande-Bretagne mangera de la viande en conserve avant longtemps. Les exportations canadiennes de bœuf préparé ont augmenté de 1,500,000 livres, en 1913, à 125,000,000 livres, en 1919.

Il y a eu une baisse alarmante du troupeau anglais et du pays de Galles, la baisse pour 1919-1920 représentant pas moins de 657,000. Et puisque dans une large mesure cela se produit au sein du bétail plus jeune, les baisses pour 1921-1922 seront inévitablement plus importantes. Cela tient à ce que les capitalistes anglais sont intéressés dans les fabriques de conserves américaines et imposent leur volonté au gouvernement de leur pays au détriment de l'estomac et du palais de leurs compatriotes. Et il est permis de croire que les intérêts commerciaux britanniques, de manière générale, préfèrent au bétail canadien vivant voir importer de la viande congelée ou en conserve.

On a parlé du haut-commissaire à Londres, qui pouvait faire des démarches auprès du gouvernement anglais. J'ai déjà eu l'occasion, à mon retour d'outre-mer, en 1918, de parler de notre commissaire canadien en Angleterre. Je ne suis pas comme mon collègue de Saint-Laurent (M. Miles) qui a changé d'opinion sur la question des liqueurs

qui considère maintenant que le haut-commissaire à Londres devrait être changé. Je suis toujours de la même opinion au sujet de ce commissaire et je crois que le plus vite on le changera, le mieux ce sera, et qu'il serait dans l'intérêt du dominion de le faire. Le gouvernement fédéral devra, si l'embargo n'est pas enlevé, songer à retirer son tarif préférentiel.

(Applaudissements)

M. Monet (Napierville) se dit le représentant des "professionnels de la terre", autrement dit des avocats qui représentent des comtés agricoles. Cette question intéresse grandement les cultivateurs de son comté dont un grand nombre font de l'élevage d'une manière très pratique. Il appuie les remarques faites par ses collègues et considère l'embargo comme une injustice pour tous les cultivateurs du Canada.

Je félicite le député de Rouville d'avoir provoqué ce débat. La question de l'embargo prendra plus d'importance après cette discussion et j'ai confiance que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), qui a joint ses efforts à ceux du gouvernement fédéral dans le but de résoudre cette question, obtiendra justice pour nos cultivateurs dont il est le représentant officiel en cette Chambre.

(Applaudissements)

M. Bergevin (Beauharnois) dit qu'il représente un comté où l'élevage se fait sur une haute échelle. Il rappelle qu'au cours d'une de ses missions en Europe, en 1907, il représentait le pays à Paris, à la conférence concernant les relations commerciales de la France et du Canada.

Il raconte qu'il assista à Londres à une conférence de Winston Churchill⁸ sur le relèvement des classes rurales et ouvrières. M. Winston Churchill, qui était alors sous-secrétaire d'État aux colonies, déclara que les cultivateurs anglais, les grands éleveurs surtout, ne voulaient pas échanger leurs produits agricoles, même avec les colonies anglaises. "What we have, we hold", disaient les éleveurs qui voulaient garder leurs marchés pour leurs produits et se protégeaient.

Je suis heureux d'entendre dire que messieurs les Anglais sont dans de meilleures dispositions et j'espère que l'embargo sur le bétail canadien sera levé dans l'intérêt des cultivateurs canadiens qui ont des animaux de bonne qualité à vendre et qui désirent voir le marché anglais ouvert à leurs produits. Il croit qu'avec la disparition de l'embargo, nos relations avec la mère patrie deviendraient meilleures.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande au chef de l'opposition s'il allait parler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne crois pas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je félicite l'honorable député de Rouville. Il a rendu un service à tous les cultivateurs du Canada comme aux cultivateurs anglais. Je félicite les députés des comtés ruraux qui ont montré qu'ils avaient bien étudié la question, et de l'avoir traitée avec autant de clarté et de compétence. L'honorable député de Beauharnois (M. Bergevin) a donné la vraie raison de cet embargo. Ce sont les grands propriétaires de fermes d'élevage, non pas les petits cultivateurs, les grands éleveurs, qui voudraient garder le marché anglais pour leurs produits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas prendre part au débat, mais l'honorable ministre de l'Agriculture nous dira-t-il combien un ouvrier-fermier gagnait en 1892, par jour?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): J'avoue candidement que je ne le sais, c'est bien loin ça. Mais le chef de l'opposition serait bien aimable de me le dire. On a donné comme prétexte que notre bétail était malade. Ce prétexte est faux. Savez-vous, M. l'Orateur, combien d'animaux malades sont arrivés en Angleterre, après l'embargo? En 1893, 4; en 1894, 6; en 1895, 2. Nous avons fait des réclamations depuis trente ans. En 1907, on nous a promis que dès la fin de la guerre l'embargo serait levé. Il y a trois ans que la guerre est finie et nous sommes encore à demander le redressement de cette injustice! Cet embargo fait l'affaire des grands éleveurs anglais, il profite aussi à l'Irlande. On parle de maladies, mais il y a des maladies dans les troupeaux anglais. Il y a, par exemple, la fièvre aphteuse.

L'exclusion du bétail canadien des marchés britanniques est un problème sérieux pour les fermiers canadiens. Les États-Unis n'ont pas toujours été très bien disposés à l'égard du Canada et il y a eu souvent des difficultés dans les relations commerciales, entre eux et nous; mais si le marché américain doit nous être enlevé, ce sera tout de même une situation difficile à laquelle auraient à faire face les fermiers canadiens. Les prix baisseront et nous n'aurons ni le marché américain ni le marché anglais. Il faut que le marché anglais nous soit ouvert, car si le marché américain nous est fermé un jour - ce qui est possible - la production des animaux baissera considérablement en notre pays. C'est l'intérêt de la mère patrie autant que le nôtre que cet embargo soit supprimé.

J'admets qu'il est vrai que nos exportations de viandes gelées en Angleterre ont considérablement augmenté depuis l'établissement de l'embargo et en particulier tout dernièrement. La guerre a favorisé ce marché des viandes gelées. Mais nous devons nous souvenir que ce produit ne commande pas de très hauts prix sur les marchés. Le peuple anglais ne l'aime pas et il ne l'achète qu'à cause de son bas prix; il préfère la viande fraîche, qui se vend à des prix plus élevés. Le prix de la viande fraîche en Angleterre est deux fois plus élevé que celui des viandes gelées importées de Chicago ou d'ailleurs.

S'il n'est pas supprimé, ce n'est pas que nous n'avons pas fait d'efforts. Je dois dire en toute franchise que personne au Canada n'est responsable de l'état de choses que nous déplorons, ni le gouvernement fédéral, ni aucun gouvernement provincial. Le gouvernement fédéral a fait ce qu'il devait faire et ce qu'il a pu dans les circonstances. Il a envoyé un officier en Angleterre et cet officier y a fait un séjour de trois mois pour faire une enquête sur la situation et rencontrer les autorités appropriées. Ces efforts n'ont pas été couronnés de succès et l'embargo a été maintenu. Depuis ce temps, ce même officier qui est M. Arkel, commissaire du bétail, a eu des entrevues avec les autorités des provinces d'Ontario et de Québec et il est retourné de nouveau en Angleterre. Ni le gouvernement fédéral ni les gouvernements provinciaux ne sont à blâmer si l'embargo n'est pas supprimé.

L'honorable M. Doherty, ministre de l'Agriculture d'Ontario, à son dernier voyage en Europe, a essayé de faire lever l'embargo. Il me disait que des officiers du gouvernement anglais avaient été surpris d'apprendre qu'il y avait un embargo sur notre bétail. Ils l'ignoraient. Le gouvernement anglais essaie par tous les moyens possibles de cacher au peuple cet embargo; même des politiciens et des membres du Parlement anglais depuis des années n'en connaissent rien. Ils ont été tout surpris quand l'honorable Manning Doherty leur a révélé l'existence d'un embargo sur le bétail canadien.

Les ouvriers des villes ont été spécialement surpris et ils ne peuvent pas comprendre cela. L'honorable M. Doherty leur a donné la raison de cet embargo. Telle est la situation à ce sujet en Angleterre. Le gouvernement cherche à cacher les faits au peuple anglais, et cela, afin de favoriser les gros éleveurs. Voilà la seule raison de l'embargo.

Est-il raisonnable que le gouvernement britannique, pour retenir notre bétail à l'extérieur de ses frontières, donne pour prétexte qu'il est affecté

de maladie? Pourquoi devrait-on laisser ruiner ainsi la réputation de notre bétail? S'ils veulent empêcher notre bétail d'entrer, laissons-les faire mais sans qu'ils discréditent pour autant nos produits. L'Angleterre commet une autre injustice en calomniant notre bétail qu'on dit malade et qui ne l'est pas. Il y a d'autres marchés et nous pourrions y faire des affaires. Nous sommes à la recherche de marchés alternatifs, au cas où nous perdriions le marché américain, et il est injuste que l'Angleterre fasse à notre bétail une pareille réputation. Qu'ils admettent les vrais motifs de l'embargo, que le gouvernement britannique nous dise la vérité et que les vraies raisons soient connues.

L'Angleterre aide aux grands éleveurs en maintenant son embargo, mais elle n'aide pas à ses populations. Si le gouvernement considérait les faits tels qu'ils existent en Angleterre, il laisserait entrer notre bétail, et cette action aurait un effet moral considérable dans un temps où le coût de la vie est si élevé et où il y a du chômage. Ce serait une raison de moins contre l'agitation populaire. Pour ces raisons, M. l'Orateur, je crois que cette Chambre doit secondar les efforts du gouvernement fédéral, ceux de l'honorable M. Doherty dans l'Ontario et ceux que le gouvernement de Québec a déjà faits, car ce dernier n'a pas été inactif, pour obtenir justice des autorités anglaises sur ce point.

Voilà seulement quelques semaines, nous avons communiqué avec le commissaire canadien à Londres à qui nous avons demandé les véritables raisons de l'embargo et insisté auprès de lui pour que cesse cette injustice. Nous n'avons pas encore reçu de réponse. Il est temps de parler haut et ferme et le gouvernement fédéral, de même que le gouvernement de Québec, ne manqueront pas de le faire; je suis content de voir la Chambre si bien disposée dans ce sens et j'espère que nous réussirons à forcer les autorités anglaises à nous rendre justice. C'est d'autant plus juste que le problème soit réglé, puisque nous avons toujours été justes et généreux pour l'Angleterre.

Nous devons nous souvenir que nous lui avons donné une préférence pour ses produits. Ces derniers entrent au Canada dans des conditions plus favorables que ceux d'aucun autre pays, et cela, depuis plusieurs années. C'est une bonté que nous avons eue pour la mère patrie et elle devrait nous rendre la pareille. Cette préférence, jointe à la promesse qui nous a été faite, celle que l'embargo serait levé après la guerre, devrait décider l'Angleterre à nous laisser le marché libre en reconnaissance des sacrifices que nous avons faits en

argent et en hommes, sacrifices qui ont aidé plus à la population anglaise qu'à la politique du Canada.

Je ne comprends pas cette politique de l'Angleterre à notre égard, lorsque d'autres pays sont si larges pour nous. Il est étrange de voir l'Angleterre tenir tant à cette question d'embargo; et l'on crie pourtant que l'Angleterre est le pays du commerce libre. Cela n'est pas pour nous évidemment, mais cela existe dans une très grande proportion pour les États-Unis. Nous avons aidé l'Angleterre et nous avons fait pour elle tant de sacrifices qu'il serait naturel de s'attendre à ce qu'elle nous soit aussi favorable qu'elle l'est aux États-Unis. Les États-Unis nous donnent le marché libre; pourquoi l'Angleterre ne nous traiterait-elle pas aussi bien que les États-Unis?

Pour toutes ces raisons, je propose en amendement, appuyé par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) que tous les mots après "que" dans la motion soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, après avoir pris connaissance de tous les faits se rapportant à l'embargo sur le bétail canadien en Angleterre, croit que cet embargo est préjudiciable aux producteurs de bétail dans le dominion et regrette que le susdit embargo soit maintenu."

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voulais pas prendre part à ce débat, mais je viens de lire dans un journal d'aujourd'hui que le nouveau ministre de l'Agriculture en Angleterre est tout disposé à nous accorder ce que nous demandons et à lever l'embargo.

En autant que la question m'est connue, je ne crois pas nécessaire pour moi de la discuter. Je rappelle que Lord Beaverbrook⁹ a lancé dans les journaux une campagne contre le maintien de cet embargo, et j'espère qu'avec l'aide et grâce aux recommandations des gouvernements du Canada, son travail réussira.

Nul doute qu'après la résolution proposée aujourd'hui et qu'après le discours de l'honorable ministre de l'Agriculture, nos réclamations seront entendues par les autorités impériales. Je félicite le député de Rouville (M. Robert) et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pour avoir présenté cette résolution. (Applaudissements)

L'amendement, étant mis aux voix, est adopté à l'unanimité. La proposition principale est adoptée à l'unanimité.

Conduite en état d'ivresse

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 168 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

En comité¹⁰:

M. Laferté (Drummond) est d'avis que les chauffeurs qui sont pris pour avoir conduit des autos en état d'ivresse soient passibles d'un emprisonnement de deux ans. Mais on m'a demandé de limiter à trois mois la durée de l'emprisonnement, dit-il. J'accepte cet amendement. Une telle pénalité est nécessaire pour la protection générale du public. Pour montrer combien son projet est approuvé par le public, il (M. Laferté) cite des articles de journaux qui réclament la prison pour les chauffeurs d'autos en état d'ébriété.

Ce bill vient à son heure, dit-il. Il faut protéger les piétons contre les automobilistes imprudents. Tous les jours, il y a des accidents. J'ai eu connaissance, il y a quelque temps, à Québec, qu'un homme conduisant une auto à 40 milles à l'heure renversait un cocher et deux soldats sur la rue Saint-Louis, qui n'est pas très large. Cet automobiliste s'en tirait, le lendemain, devant le juge Langelier, avec une amende de \$5. Il faut protéger le public, et le moyen, c'est de faire condamner à la prison les chauffeurs qui sont arrêtés en état d'ivresse.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je crois que mon honorable ami a raison quand il demande au gouvernement de rendre la loi plus sévère, car il prend conscience du problème, mais il ne faut pas aller trop vite en cette matière et ne pas aller plus vite que les autres pays en faisant notre législation. L'année dernière, quatre-vingt-quatre chauffeurs ont été inculpés sous ce chef d'accusation et la plupart des chauffeurs qui sont arrêtés en état d'ivresse perdent leurs licences.

D'un autre côté, je crois que nous devons augmenter le montant de l'amende, à \$200 et \$500 même, pour la première offense, mais j'hésite à dire qu'il faille insister pour que la seule solution soit l'emprisonnement. C'est aller très loin en effet que de dire qu'un homme mérite la prison dès sa première offense uniquement parce qu'il aura pris un

ou deux verres de boisson et qu'il comparaisse devant un juge intolérant sur la question de la conduite en état d'ivresse qui décrètera qu'il était ivre et l'enverra en prison pour trois mois. Il est prêt à resserrer le plus possible la vis, s'il le faut, dans le cas des chauffeurs ivres, mais de là à poser la menace de l'emprisonnement sans option d'amende, c'est selon lui aller un peu loin pour le moment. Le gouvernement provincial est très strict lorsque vient le temps d'émettre les licences, et 84 chauffeurs accusés l'an dernier avaient perdu la leur.

M. Laferté (Drummond): Le bill ne dit pas que l'on devra condamner un chauffeur qui aura pris un ou deux verres de boisson. Le bill dit que les chauffeurs arrêtés en état d'ivresse seront passibles d'emprisonnement. Il y a une grande différence. Maintenant, le maximum de la peine sera de trois mois. Le juge pourra user de discrétion et ne condamner le chauffeur coupable de vitesse et d'ivresse qu'à une heure ou deux de prison, ou à vingt-quatre heures et plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'approuve entièrement les remarques du député de Drummond (M. Laferté). Je crois que l'on a tort d'attendre ce qui se fait dans les autres provinces ou pays. Les conditions varient d'un endroit à l'autre. Considérons nos propres besoins, nos routes et les dangers que courent les piétons. Nous devons protéger ces derniers.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je ne vais pas dans les autres pays pour faire les lois; je n'ai cité les autres pays qu'en passant. Je suis pour l'emprisonnement, mais pas à la première offense. Je ne voudrais pas qu'il y ait possibilité qu'un individu respectable reçoive un mauvais traitement uniquement parce qu'il a pris un ou deux verres. Un juge de Montréal a condamné un chauffeur à la prison dernièrement pour avoir pris un seul verre de boisson. C'est un peu fort, on l'admettra. Eh bien, j'ai peur que, si on adopte cette loi, des cas semblables se répéteront. Nous devrions laisser l'option de l'amende. Et même si un homme se retrouve en prison pour une heure, il devra en porter la marque toute sa vie. C'est trop sévère. Je tiens trop à la liberté individuelle pour accepter une loi pareille. Je ne veux pas laisser cela à l'interprétation de quelques juges qui enverront un homme en prison pour avoir pris un verre. Je ne veux pas d'une loi comme celle des Mèdes et des Persans et voir plusieurs de nos gens aller en prison pour avoir pris un verre. Un

chauffeur serait à la merci de la justice dans le pays et la liberté individuelle est trop chère pour qu'on la mette ainsi entre les mains d'un pareil homme. Il fait à nouveau allusion au cas d'un homme de Montréal qui avait bu un verre ou deux et aurait été traité injustement par un magistrat d'ici. Les conséquences de la mesure du député de Drummond seraient que le gouvernement se verrait constamment appelé à intervenir pour accorder clémence. Il y aura peut-être quelques juges qui enverront un homme en prison pour avoir pris un seul verre et la cour n'a jamais même statué sur ce que signifie l'ivresse. La liberté de l'individu est trop précieuse pour qu'on la mette entre les mains d'hommes comme ceux-là. Une certaine latitude devrait être accordée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il demande au trésorier provincial ce qui est proposé, dans la nouvelle loi des liqueurs, pour faire la preuve qu'un homme est ivre dans un restaurant ou une taverne, si on ne sait pas ce qu'est l'ivresse?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Néanmoins, sous la nouvelle loi des liqueurs, il y a une amende prévue pour la première offense.

M. Smart (Westmount) demande une explication du mot ivresse.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit que c'est là le problème, car les cours n'ont jamais pu s'entendre sur une définition. Certains juges soutiennent qu'une consommation rend un homme différent de son état ordinaire et qu'en conséquence il est alors considéré comme ivre. C'est aller un peu loin. D'autres prétendent qu'il faut plus de consommations que cela. C'est une question d'appréciation, et c'est là que nous devons être prudents.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sous la nouvelle loi des liqueurs, imaginons qu'un homme soit ivre dans un restaurant; comment le prouvez-vous?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) ne saisit pas la comparaison, puisque dans ce dernier cas il n'est question que d'une amende.

M. Smart (Westmount) insiste pour que le trésorier définisse le mot ivre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répond qu'il n'est pas militaire.

M. Smart (Westmout): Dans l'armée, un homme est considéré ivre seulement lorsqu'il l'est dans le cadre de ses fonctions.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): S'ils pouvaient toujours s'assurer que la loi sera interprétée par des hommes raisonnables selon la loi militaire ou le sens commun, ce serait bien, mais ils doivent être prudents et protéger le public contre ceux qui se prétendent juges mais qui en réalité auraient une position fanatique sur la question.

M. Smart (Westmout): Un novateur, s'il en est?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Exactement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Prendre un verre, ce n'est pas un cas d'ivresse.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): C'est une question d'appréciation et elle n'a jamais été réglée. Si c'est une question d'appréciation, laissons donc les juges décider si un accusé ira en prison ou paiera l'amende. Il y a danger qu'un homme qui aura pris un verre de boisson puisse passer pour avoir été en état d'ivresse.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je ne crois pas.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Eh bien, c'est arrivé à Montréal, dans le cas d'un nommé Vézina. Avant d'envoyer un homme en prison et de le marquer au front pour le reste de sa vie, soyons prudents.

M. Laferté (Drummond): Le Code criminel dit qu'un chauffeur de locomotive est passible d'emprisonnement s'il s'enivre. Pourquoi ne pas traiter de la même façon le chauffeur d'auto?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il ne faut pas procéder à la légère quand il s'agit d'envoyer un homme en prison. Je suis pour la punition des chauffeurs, mais laissons donc les juges décider la question. Si un chauffeur menace la vie des piétons, le juge a droit de l'envoyer en prison.

M. Laferté (Drummond): Nous venons de décider qu'un homme qui viole la loi des liqueurs et s'enivre ira en prison sans option d'amende. Pourquoi

ne déciderions-nous pas la même chose en ce qui concerne les chauffeurs qui s'enivrent et exposent notre vie sur les routes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le comité va rapporter progrès, nous allons examiner le Code criminel et nous verrons ce que nous pourrions faire. Suspendons le bill pour aujourd'hui.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Action en dommages

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal du Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissions rogatoires étrangères

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 216 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux commissions rogatoires étrangères soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cour de magistrat, Saguenay

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cantons de Matapédia, Aumond et Kensington

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 concernant la

mise en force du cadastre des cantons de Matapédia, dans le comté de Bonaventure, et Aumond et Kensington, dans le comté de Hull soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Association des ingénieurs forestiers

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 112 constituant en corporation l'association des ingénieurs forestiers de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de Saint-Mathieu

M. Cédilot (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation la

municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Questions et réponses:

Vendeurs d'alcools

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Les chiffres fournis par les vendeurs et ceux qui sont soumis par les importateurs en gros diffèrent-ils? Et dans l'affirmative, dans quelle proportion?

2. Pourquoi la licence de vendeur pour Joliette a-t-elle été enlevée?

3. Le vendeur autorisé de Joliette est-il allé à Montréal et a-t-il exploité sa licence de Joliette dans l'établissement d'un vendeur autorisé antérieur pour Montréal, dont la licence a été enlevée pour infraction à la loi?

4. Si tel est le cas, pourquoi cela a-t-il été permis?

5. Les frais de transport de quatre mille caisses, à peu près, de liqueurs saisies de Valleyfield par bateau à vapeur ont-ils été payés?

6. Quel était le montant du compte?

7. La liqueur ainsi saisie a-t-elle été remise au propriétaire?

8. S'il en est ainsi, quels sont les frais que le gouvernement a été condamné à payer par les tribunaux?

9. Quel est le montant du revenu provenant de la taxe de cinq pour cent sur la liqueur vendue par les vendeurs autorisés pendant l'année de licence 1919-20?

10. Quelle est la valeur de la liqueur vendue par les importateurs en gros à ces vendeurs autorisés, suivant les rapports qu'ils ont dû faire au gouvernement durant la même période?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Les importateurs en gros n'ont pas fourni de chiffres et n'y sont pas tenus par la loi.

2. Parce que le vendeur a abandonné sa licence.

3. Non.

4. Réponse au numéro 3.

5. Non.

6. \$5,550.00.

7. Oui.

8. Aucun.

9. \$126,669.13.

10. Les importateurs en gros n'ont pas fourni de chiffres et ils n'y sont pas tenus par la loi.

Obligations

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelle somme totale d'obligations la province de Québec a-t-elle vendue en 1920 aux maisons de courtage ou autrement?

2. Quels sont les noms des courtiers qui ont acheté chaque émission d'obligations?

3. Quel est le montant total de chaque émission, la nature de ces émissions, c'est-à-dire le taux d'intérêt que les obligations comportent à leur face et leur date d'échéance et où elles sont payables?

4. Quels sont: Le total de chaque émission ainsi vendue; les maisons de courtage à qui chaque émission a été vendue et où est situé le bureau-chef de ces maisons; les prix nets payés par lesdites maisons de courtage et qui ont été réalisés par la province; le taux d'intérêt porté à la face des obligations de chaque émission; où elles sont payables; l'échéance de chaque émission?

5. Sur quelle base de rendement a été vendue chaque émission en tenant compte de l'escompte du prix coûtant?

6. Des soumissions publiques ont-elles été demandées pour la vente de chaque émission d'obligations? Dans la négative, quelles sont les maisons de courtage qui ont été appelées à faire des offres pour chaque émission?

7. Est-il vrai qu'un certain nombre des obligations de la province auraient été vendues à une société de Toronto au taux de 92½ et 93¾ tandis qu'elles auraient été vendues à des courtiers canadiens-français au taux de 99, et que les obligations vendues aux courtiers ontariens pouvaient être vendues à un taux plus élevé?

8. Est-il vrai que des obligations auraient été vendues aux courtiers ontariens sans que des courtiers canadiens-français aient été appelés à soumissionner?

9. Est-il vrai que la maison Beausoleil Limitée, qui a vendu un certain nombre d'obligations, n'était pas le plus haut soumissionnaire?

10. Qui était le plus haut soumissionnaire?

11. N'est-il pas vrai que si certaines émissions ont touché plus que le pair, c'est parce que ces obligations étaient payables à New York, et que trois millions et demi ont été vendus à 92½, fonds américain, et trois millions et demi à 93¾?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. \$12,000,000.

2. Syndicat composé de MM. Wood, Gundy & Co., et de la Dominion Securities Corporation; syndicat composé de MM. Harris, Forbes & Cie, constituée en corporation, et la National City Company; Banque de Montréal, Montréal; Banque d'Épargne de la cité et du district de Montréal, Montréal; A.E. Ames & Co., Toronto; Barry & McManamay, Québec; L.-G. Beaubien & Cie, Montréal; Beausoleil Limitée, Montréal; Neuville Belleau & Cie, Québec; Crédit Anglo-Français Limitée, Québec; Corporation d'Obligations municipales Limitée, Québec; Crédit Canadien constitué en corporation, Montréal; Crédit Foncier, Montréal; The Dominion Securities Corporation, Toronto; Thornton Davidson & Co, Montréal; Aemilius Jarvis & Co, Toronto; Foster, Barrette, Riepert & Low Limited, Montréal; Graham-Sanson & Co, Toronto; Hanson Brothers Co., Toronto; Harris, Forbes & Co., Boston; René T. Leclerc, Montréal; Mackenzie & Kingman, Montréal; McCuaig Brothers & Co., Montréal; National City Company, New York; Nesbit, Thompson & Co., Montréal; Provincial Securities Limited, Québec; N. B. Robinson & Co., Montréal; Royal Securities Limited, Montréal; Société Générale du Canada Limitée, Québec; United Financial Corporation, Montréal; Wood, Gundy & Co., Toronto.

3. \$7,000,000. 6 % échéant le 1^{er} mars 1925 payable à la Banque de Montréal, Québec ou Montréal, ou à l'agence de la Banque de Montréal, New York.

\$2,500,000. 6 % échéant le 1^{er} juin 1915.

\$2,500,000. 6 % échéant le 1^{er} juin 1930.

Payables à la Banque de Montréal, Québec ou Montréal ou Toronto.

4. Voir réponses aux numéros 1, 2 et 3. La province a réalisé 104.59 sur \$3,500,000; 105.13 sur \$3,500,000; 98.53 sur \$1,000,000; 99.00 sur \$4,000,000.

5. 4.95 %; 4.80 %; 6.23 % et 6.16 %.

6. Des négociations pour l'emprunt de \$7,000,000 ont été entamées avec J.-P. Morgan & Co., René T. Leclerc, M. J. Versailles, de Versailles, Vidricaire & Boulais; Dominion Securities et A. E. Ames & Co., mais comme des prix satisfaisants n'ont pu être obtenus, les agents fiscaux de la province ont demandé des soumissions. Les soumissions suivantes ont été reçues:

Syndicat composé de MM. Wood, Gundy & Co., et de la Dominion Securities Corporation; syndicat composé de la Continental & Commercial Trust & Savings Bank, Chicago; First Trust & Savings Bank, Chicago; Halsey, Stuart & Co., Chicago; E. H. Rollins & Sons, Boston et A. E. Ames

& Co., Toronto; Syndicat composé de Harris Forbes & Co., Incorporated, et de la National City Company; et United Financial Corporation, Limited.

Les deux emprunts de \$2,500,000.00 chacun ont été vendus, \$1,000,00.00 à la Banque d'Épargnes de la cité et du district de Montréal, Montréal, et la balance au public par l'intermédiaire de la Banque de Montréal et des courtiers d'obligations suivants, savoir: A. E. Ames & Co., Toronto; Barry & McManamay, Québec; L.-G. Beaubien & Cie, Montréal; Beausoleil Limitée, Montréal; Neuville Belleau & Cie, Québec; Crédit Anglo-Français Limitée, Québec; Corporation d'Obligations municipales Limitée, Québec; Crédit Canadien constitué en corporation, Montréal; Crédit Foncier, Montréal; The Dominion Securities Corporation, Toronto; Thornton Davidson & Co, Montréal; Aemilius Jarvis & Co, Toronto; Foster, Barrett, Riepert & Low Limited, Montréal; Graham-Sanson & Co, Toronto; Hanson Brothers Co., Montréal; Hanson & Fergusons, Montréal; Kerr, Flemming & Co., Toronto; Harris, Forbes & Co., Boston; René T. Leclerc, Montréal; Mackenzie & Kingman, Montréal; McCuaig Brothers & Co., Montréal; National City Company, New York; Nesbit, Thompson & Co., Montréal; Provincial Securities Limited, Québec; N. B. Robinson & Co., Montréal; Royal Securities Limited, Montréal; Société Générale du Canada Limitée, Québec; United Financial Corporation, Montréal; Wood, Gundy & Co., Toronto.

7. Non.

8. Non.

9. Non.

10. L'acheteur dans chaque cas.

11. À la première partie de la question, non.

À la seconde partie de la question, chiffres inexacts.

E. Bourque

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Un nommé Emmanuel Bourque a-t-il été employé par le gouvernement, au bureau du revenu provincial ou ailleurs?

2. Dans l'affirmative, a-t-il été destitué?

3. Dans l'affirmative, quand et pourquoi?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Oui.

2. Oui.

3. Le 31 janvier 1921, pour manquement à son devoir.

Nouvelles taxes

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il vrai que le gouvernement de cette province va imposer ou autoriser de nouvelles taxes, licences ou nouveaux permis, droits, etc., de façon à augmenter ses revenus?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): En vertu des règles parlementaires, les ministres ne sont pas tenus de répondre aux questions par lesquelles on demande quelle est leur intention relativement aux affaires de taxe.

Dépôt de documents:

Tracteurs Cletrac

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre en date du 20 janvier, demandant copie de toutes correspondances, etc., entre le ministère de l'Agriculture et toute compagnie fabriquant ou vendant des tracteurs pour l'usage des fermes dans notre province, depuis 1919 à ce jour. (Document de la session no 34)

Concessions forestières et forces hydrauliques

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose, sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre en date du 1^{er} février, demandant communication d'un état contenant pour le temps écoulé depuis le dépôt du dernier état demandé:

1. Une liste de concessions forestières et de forces hydrauliques affermées dans la province de Québec;

2. Les noms des concessionnaires primitifs;

3. La date et le mode de l'acquisition;

4. Les noms des concessionnaires actuels avec la date du transfert;

5. L'étendue actuelle, la localité et le prix payé par mille carré. (Document de la session no 35)

Rapport de la Bibliothèque

M. l'Orateur dépose, sur le bureau de la Chambre, le rapport du bibliothécaire de la

Législature de Québec, janvier 1920 à janvier 1921.
(Document de la session no 25)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 24 février 1921, à la page 7 rapporte plutôt ½.

2. Selon *L'Événement* du 24 février 1921, à la page 7, il prononça son discours en anglais.

3. M. Sir Charles Tupper (1821-1915) fut premier ministre du Canada le 1^{er} mai 1896 pendant dix semaines. En 1892 il occupait le poste de haut-commissaire au Royaume-Uni et il s'est fait connaître comme défenseur de la fédération impériale et des tarifs de préférence.

4. Chiffre de *The Quebec Chronicle*, 24 février 1921, à la page 3: 125,000.

5. Sir Georges Halsey Perley (1857-1938) fut élu député conservateur à la Chambre des communes dans la circonscription d'Argenteuil (1904, 1908, 1911, 1925, 1926, 1930, 1935). Il fut haut commissaire pour le Canada à Londres de 1917 à 1922.

6. Sir Robert Laird Borden (1854-1937) fut premier ministre du Canada de 1911 à 1920. Il fut d'abord député d'Halifax à la Chambre des communes (1896) puis remplaça Sir Charles Tupper à la tête du parti conservateur (1901). Son gouvernement vota la loi sur les mesures de guerre (1914), la loi sur l'impôt de guerre sur le revenu (1917), la conscription (1917) qui renforça le mouvement antagoniste entre nationalistes canadiens et impérialistes britanniques, ainsi que la loi sur les élections en temps de guerre (1917). Il accorda également le droit de vote aux femmes, au niveau fédéral, en 1918.

7. Robert Rogers (1864-1936) fut d'abord député conservateur à l'Assemblée législative du Manitoba (1899, 1903, 1907, 1910), puis député à la Chambre des communes pour la circonscription de Winnipeg

(1911, 1925, 1930). Il fut ministre de l'Intérieur et "superintendent general of Indian affairs" (1911-1912), ministre des Mines (1912), ministre des Travaux publics (1912-1917) dans le cabinet de Borden.

8. Sir Winston Leonard Spencer Churchill (1874-1965) fut d'abord élu député conservateur (1900), puis il rejoignit les libéraux (1904). Il fut nommé sous-secrétaire d'État aux colonies (1905), président du ministère du Commerce (1908 à 1910), ministre de l'Intérieur (1910), Lord de l'Amirauté (1911), ministre des Munitions (1917-1919), secrétaire d'État pour la guerre et les affaires aériennes (1918-1921), secrétaire aux Colonies (1922), Chancelier de l'Échiquier (1924-1929), puis il retourna à ses activités littéraires. Il fut de nouveau Lord de l'Amirauté en 1939 et ensuite premier ministre de 1940 à 1945, puis de 1951 à 1955. Il demeura membre du Parlement jusqu'en 1964, tout en se consacrant à ses écrits.

9. William Maxwell Aitken Beaverbrook (1879-1964) fut un homme politique britannique d'origine canadienne. Il fut élu député conservateur à la Chambre des communes en Angleterre, puis devint "private secretary to the colonial secretary". David Lloyd George le nomma ministre de l'Information dans son cabinet. Il devint un magnat de la presse durant la première guerre mondiale et il fonda le *Sunday Express* (1921) et acheta le *Evening Standard* (1929). Il écrivit également plusieurs livres, notamment *Politicians and the Press* (1925) et *Politicians and the war* (1928). Winston Churchill le nomma ministre for Aircraft production (1940-41), ministre of supply (1941-42), ministre of War production (1942) et Lord privy Seal (1943-1945).

10. Sous la présidence de M. Monet.

Séance du jeudi 24 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Paroisse
Saint-Eusèbe-de-Verceil**

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que les articles 503 à 508 ainsi que les articles 510 à 515 du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill qui concernent la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Verceil.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- la pétition demandant la présentation d'un bill concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Verceil (M. Achim).

M. Achim (Labelle) demande la permission de présenter le bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Verceil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après.

- de J.-O. Villeneuve, demandant une loi constituant en corporation la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième

rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière.

**Succession de
J.-O Villeneuve**

M. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Bordeleau), que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 148 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Adopté.

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 148 concernant la succession de l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Services publics
municipaux**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demandes
reconventionnelles**

M. Tessier (Rimouski) demande la permission de présenter le bill 160 amendant le Code de procédure civile relativement aux demandes reconventionnelles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce;
 - bill 69 amendant la loi 8 George V, chapitre 129, concernant la construction des église sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal.

Questions et réponses:

H. Authier

M. Renaud (Laval): Combien M. Hector Authier a-t-il retiré du gouvernement, comme salaire, etc. durant l'exercice 1919-20?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
 À part des déboursés faits pour les besoins de son agence, dont il a rendu compte au département, M. Hector Authier a retiré les montants suivants:

Salaire comme agent des terres.....	\$1,300.00
Commission	2,146.65
Salaire comme agent des mines	250.00
Salaire comme agent de colonisation.....	250.00
Rémunération comme observateur météorologique et gardien de l'échelle hydrométrique.....	110.00
Total	\$4,056.65

Élections générales de 1919

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien ont coûté à la province les élections générales en 1919?

2. Combien a coûté le référendum sur le bière et le vin?

3. Combien de dépôts de candidats ont été perdus dans le district de Montréal?

4. Quelle est la somme totale que la province a retirée de ces dépôts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
 1. \$60,576.85.

2. \$113,056.97.

3. Neuf.

4. 1,800.00.

Feux de forêts

M. Dufresne (Joliette): 1. Est-ce qu'il y a eu des feux de forêts en 1920?

2. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue des forêts incendiées?

3. Quelle est l'évaluation des dommages?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Oui
 2. L'étendue ravagée par les incendies de forêt en 1920 est de 502.7 milles carrés.

3. Nous n'avons pas toutes les données suffisantes pour apprécier exactement les dommages causés.

G. Savard

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il employé en 1919 et 1920, des agences de détectives au sujet de l'administration de la loi de prohibition?

2. Quels sont les noms de ces agences?

3. M. Gonzalve Savard, de Montréal, a-t-il pris des engagements avec le gouvernement pour l'une de ces agences?

4. Dans l'affirmative, quel est le nom de cette agence et combien a-t-il payé à ladite agence?

5. Combien de causes ont été faites par cette agence et combien de causes ont été renvoyées?

6. Combien ces causes ont-elles coûté au gouvernement?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Oui.
 2. Il n'est pas dans l'intérêt public de donner ce renseignement.

3, 4, 5 et 6. Réponse est au no 2.

Services publics municipaux

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux.

Liqueurs alcooliques¹

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je, Arthur Sauvé, député à l'Assemblée législative de cette province, pour le district électoral des Deux-Montagnes, fais la déclaration suivante:

Je suis croyablement informé et me crois en état d'établir:

1. Que les dispositions de la loi 9 George V, chapitre 18, sanctionnée le 17 mars 1919, intitulée:

Loi ayant pour objet de prohiber la vente des liqueurs enivrantes dans la province de Québec, ont été violées généralement à la connaissance du gouvernement et avec la participation de ses officiers;

2. Que les députés, des législateurs de cette province se sont intéressés à l'émission de licences de vendeurs autorisés, octroyées par le gouvernement et ont réalisé des bénéfices résultant de l'émission et de l'exploitation de ces licences;

3. Que des législateurs ainsi intéressés dans l'émission des licences, comme susdit, ont exercé leur influence sur les officiers du gouvernement, et que ces derniers ont fermé les yeux sur les violations de la loi et ont négligé de sévir contre les infractions commises à leur connaissance;

4. Que ces infractions et ces malversations qui se sont poursuivies depuis l'adoption de cette loi sont connues et dénoncées par l'opinion publique, et qu'elles ont pour résultat de déprimer la conscience, de détruire le respect dû à l'autorité et de nuire au bon renom de la province.

Je propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit résolu que, dans l'intérêt public et dans l'intérêt de sa saine administration des affaires, cette Chambre prie le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour qu'une commission royale soit établie avec pouvoir de s'enquérir de la façon dont la loi 9 George V, chapitre 18, a été appliquée et observée dans cette province et du bien-fondé des accusations contenues dans la déclaration du député du district électoral des Deux-Montagnes, et avec pouvoir d'envoyer quérir témoins et papiers nécessaires à ladite enquête, et pour ensuite faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

La tâche que je dois remplir aujourd'hui, M. l'Orateur, est bien loin de m'être agréable. Mes collègues de cette Chambre, surtout ceux qui siègent ici avec moi depuis plusieurs années, me connaissent trop pour ne pas en être convaincus. Je serai tout à l'heure appelé à nommer quelques-uns de mes collègues² que je crois impliqués sérieusement dans le commerce des liqueurs, si la Chambre veut adopter les conclusions de ma motion. Je devrai alors faire taire mes bons sentiments de camaraderie, pour remplir un devoir très délicat inhérent aux fonctions que j'occupe dans cette Chambre, et pour être fidèle aussi au mandat que la population de ma province m'a confié, et qui veut connaître par une enquête sérieuse et impartiale, la source de tous les abus et scandales qui se sont déroulés depuis deux ans, un peu partout dans notre province.

Avant d'aller plus loin sur ce sujet, je dois déclarer que je n'ai jamais donné à *L'Événement* l'interview que me prête ce journal, ce matin, et que je n'ai jamais déclaré que je ne voulais point donner de noms. Cette conduite de *L'Événement* m'amène à faire remarquer combien les hommes publics sont exposés aux mauvais coups et combien ils doivent être prudents dans leur conduite ou le choix de leurs moyens d'action³.

Maintenant j'ai fini pour *L'Événement*, mais je dois ajouter que si les actes de nos hommes publics étaient mieux appréciés, plus convenablement commentés par certains journaux, si leurs fautes, leurs erreurs étaient plus consciencieusement soulignées et réprimandées; si les hommes publics qui veulent dénoncer les abus et les scandales étaient mieux traités et plus appuyés par la presse en général, sauf quelques exceptions, l'intérêt public serait mieux servi, le peuple serait moins trompé et volé, et il aurait moins de raisons de s'organiser lui-même pour mettre fin au régime dont il souffre plus que jamais.

Au cours du débat, le jeudi 17 du courant, j'ai dit ce qui suit: "J'ai démontré que la loi actuelle n'a pas été respectée parce que le gouvernement et ses officiers ne l'ont pas voulu, préférant protéger des favoris, des députés intéressés avec des vendeurs autorisés dans la vente des liqueurs alcooliques".

J'ai affirmé que l'administrateur de la loi, M. Lewis, a failli à son devoir et avait commercé avec des vendeurs, qu'un autre officier du Revenu avait vendu des certificats de médecin forgé au prix de \$40.00 "le pad". C'est à cette phase du débat que l'honorable député de Rimouski (M. Tessier) me somma de donner les noms des députés impliqués ou bien de retirer mes avancés.

L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a été jusqu'à me lancer un défi: celui de prouver la culpabilité du gouvernement ou d'un ministre. Le règlement de la Chambre m'empêchait de répondre sur-le-champ, c'est-à-dire avant d'avoir donné un avis de motion et ensuite la présenter.

Le vendredi, 18 du courant, je déclarai dans les journaux ce qui suit⁴: "Suivant l'article 132 des règlements de la Chambre, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis. Je donnerai cet avis pour que ma motion vienne devant la Chambre mardi ou jeudi prochain." Je ne pouvais pas, je n'avais pas le droit de donner des noms, en réponse à la question posée par le député de Rimouski (M. Tessier). Il n'avait pas le droit de me poser la question comme il l'a fait hier.

Ce que je veux, c'est une enquête complète devant une commission royale, présidée par un juge, et non une enquête parlementaire qu'on pourrait étrangler au moment où les révélations ne feraient pas l'affaire du parti de la majorité. Il y a trop de mauvais précédents qui démontrent l'inefficacité d'une enquête conduite par des hommes dont le parti est en jeu, en l'occurrence. Je veux que mes collègues, qui seront accusés, aient justice et soient jugés avec honnêteté, avec impartialité. Mais je veux la même justice et la même impartialité pour moi-même. Je suis presque seul à la Chambre, et je ne pourrais pas avoir le temps de suivre les débats parlementaires et les comités, puis organiser et faire ma cause devant une commission de la Chambre.

Je ferai ma cause devant un tribunal avec l'aide de mes avocats de telle sorte à avoir tout le loisir pour prouver mes accusations. Je la veux complète cette enquête, car je l'ai dit et je le répète, il importe de savoir quelles sont les causes qui ont empêché la loi de prohibition d'être appliquée efficacement. Je prétends qu'il y a eu des influences néfastes de politiciens, que des officiers du gouvernement se sont rendus coupables de fraudes et n'ont pas été destitués, ou s'ils le sont maintenant, ce n'est que depuis dernièrement, depuis que je les ai dénoncés à la Chambre. C'était, indirectement, un avis que je donnais non seulement à la Chambre, mais aussi à toute la province.

Je maintiens à présent cette déclaration dans la motion qui est actuellement soumise à la Chambre. Je maintiens ce que j'ai réclamé depuis le commencement de la session: une enquête complète afin de savoir pourquoi la loi dite de prohibition n'a pas été appliquée, pourquoi elle a produit un résultat aussi désastreux, aussi déprimant et aussi scandaleux; pour savoir si ceux qui ont fait échouer la loi dite de prohibition sont encore les mêmes gens qui entourent la Commission et ils pourront bien encore exercer sur elle l'influence qu'ils ont exercée sur les vendeurs et les officiers du gouvernement. J'ai déposé une motion pour connaître aussi les coupables, les vrais coupables, les plus coupables et les faire punir.

Je l'ai dit l'an dernier et je le répète aujourd'hui: "Une loi qui sera violée le lendemain, en pleine connaissance de l'autorité en place est une loi morte, une loi vaine. Quand nous légiférons, nous devons avoir l'amour-propre, l'orgueil et la conscience de faire une loi observée et proprement respectée et qui manifeste notre sincérité, notre honnêteté, notre désir de faire le bien et qui commande le respect public. Une loi caduque dès sa

naissance, une loi que l'on transgresse sans arrêt, que les hommes revêtus d'une haute autorité, responsables au public, violent pour faire fortune ou conseillent de violer pour tolérer des abus profitables à quelques-uns mais néfastes à la société, est une loi qui crie la culpabilité de ses auteurs. Une justice qui n'atteint pas la canaille de tout rang; une justice qui ferme les yeux sur les crimes et les abus lorsqu'ils sont commis par une classe en particulier, c'est une justice prostituée et il convient de la changer. Trop de voleurs, trop d'escrocs restent impunis de nos jours sous la loi actuelle."

La loi de prohibition a été violée; elle a été vaine. Elle était caduque dès sa naissance, parce que des politiciens influents, des législateurs très actifs dans notre province avaient intérêt à la voir transgressée. Et je dis, M. l'Orateur, que si nous ne cherchons pas les coupables et si nous voulons les protéger au lieu de les faire punir, la loi des liqueurs sera vaine. Il est certain qu'elle sera transgressée, qu'elle sera une loi morte et criera la culpabilité de ses auteurs. Que dira-t-on de la justice de notre province?

Quel est le meilleur mode de poursuivre une enquête complète et impartiale dans ce cas? Est-ce par un comité "spécial" de la Chambre, composé d'une majorité dont l'intérêt politique serait naturellement d'écraser un adversaire et d'empêcher les témoignages qui compromettraient le gouvernement, son parti ou quelques-uns de ses partisans influents?

Nous avons eu déjà de ces enquêtes parlementaires, de ces enquêtes de politiciens. La procédure et le résultat de ces enquêtes furent plus scandaleux, plus démoralisants que la faute reprochée à l'accusé. Dans certain cas, on a étranglé l'enquête⁵. Au commencement de l'enquête, le principal accusé et celui qui aurait pu compromettre d'autres politiciens fut soudainement pris d'une maladie qui l'empêcha de parler et d'entendre, et aussitôt après l'enquête, il recouvra l'ouïe et la parole. On demanda la réouverture de l'enquête, mais le gouvernement et sa majorité refusèrent de l'accorder. Le président du comité d'enquête à l'époque était le premier ministre d'aujourd'hui: à vrai dire, le maître et chef de la majorité de la Chambre.

Dans un autre cas où une requête parlementaire fut accordée⁶, dès que l'accusateur crut devoir faire sa preuve, on désorganisa la Commission en nommant juges deux de ses membres, deux ministres, le gouvernement refusa de leur nommer des successeurs, et l'enquête fut de cette façon étranglée. L'accusé fut ainsi blanchi et envoyé au Conseil législatif comme réforme libérale.

Dans le cas qui nous occupe, s'il ne s'agissait que de députés de cette Assemblée, il serait plutôt approprié pour la Chambre de référer ma demande au comité des privilèges et élections, ce qui ne serait pas mieux, mais il s'agit de l'administration publique, et il ne peut être question de ce comité. Il reste désormais seulement la commission royale telle qu'autorisée par l'article 584 des statuts refondus de 1909, lequel se lit comme suit:

"Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice, sur quelques matières importantes se rattachant à la santé publique ou sur une matière se rapportant au bon gouvernement de quelques municipalités de la province, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête." (S.R.Q., 596; 59 Victoria, chapitre 11, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 13; section 1)

C'est donc pour le gouvernement un devoir de faire cette enquête, car il s'agit d'un objet qui a trait au bon gouvernement de toute la province sur la gestion d'une partie très importante des affaires publiques, sur l'administration de la justice. Pourquoi le gouvernement refuserait-il cette enquête? Généralement, ces enquêtes sont présidées par un juge, c'est-à-dire par un homme indépendant de toute influence politique et totalement impartial. C'est ce mode que je réclame dans ma motion.

Et si le gouvernement veut m'accorder cette commission royale, je vais aussitôt après l'adoption de ma motion, ou plutôt immédiatement après une déclaration du premier ministre à cet effet, je donnerai les noms des députés, des législateurs et d'autres impliqués. Je suis prêt, et je ne reculerai pas. Un journal s'est montré injuste et déloyal en disant que je ne voulais donner aucun nom. Je veux bien les donner, mais pourvu que je suis assuré d'un mode d'enquête qui me permettra de faire ma preuve. Ce que je ne veux pas, c'est d'être jugé par ceux qui auront un grand intérêt à m'empêcher de faire ma preuve. Je ne souhaite pas et je n'ai aucune envie de tomber dans un nid de guêpes.

Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition. La Chambre et la province savent quel travail nous accomplissons ici et comment je remplis mon devoir. Je manquerais à ce devoir, si j'acceptais une enquête parlementaire où l'on pourrait m'accuser demain d'avoir manqué de jugement. Une majorité très lourde pourra m'écraser, mais je ne me

laisserai pas jouer, je ne me laisserai pas livrer à ses bourreaux pour être conduit à la potence ministérielle avant même d'avoir eu l'occasion, la liberté de me défendre convenablement.

Que le gouvernement m'accorde une enquête royale présidée par un juge, et l'on verra alors pourquoi la loi n'a pas été appliquée et comment et par qui nous avons été et nous sommes menés dans cette province; qu'on m'accorde une enquête et l'on verra quel rôle scandaleux et néfaste ont joué l'influence politique et l'intérêt de certains législateurs dans l'administration de la loi⁷.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'on verra alors quel rôle ont joué l'administrateur Lewis et le contrôleur J.-A. Bégin, dans l'exécution de leurs fonctions.

Qu'on m'accorde cette enquête et l'on verra qui était le partageur avec Emmanuel Bourque qui vendait au bureau du gouvernement des "pads" de certificats forgés.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'on verra quel rôle a joué un législateur du district de Québec avec un associé actuellement en Europe pour préparer un autre "scheme".

Qu'on m'accorde cette enquête et les honnêtes gens de cette province verront qui a organisé certains clubs à Hull, où se vendaient des liqueurs alcooliques jour et nuit.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'honorable ministre de l'Agriculture et toute la province verront comment tout un gouvernement peut être impliqué dans l'organisation ou l'exploitation de la Compagnie de liqueurs de l'Est et aussi dans le commerce de M. Arthur Hinton.

Qu'on m'accorde une enquête et l'on verra quel fut le partageur avec le vendeur LaRivière et la destination de certains chèques.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'on verra alors quels furent les partageurs avec Henri Foucrault, Bouthiller et Vaudreuil, Donat Bélanger, James Murray, comment a viré l'affaire d'Arthur Prévost avec un député.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'on pourra savoir comment et pourquoi fut transportée la licence de Joliette à Montréal.

Qu'on m'accorde une enquête et l'on verra comment un nommé Renaud signait des certificats au prix de \$8.00 le "pad", devant des officiers du Revenu.

Qu'on m'accorde cette enquête, et l'on verra comment et pourquoi on donnait des ordres à des officiers de ne pas aller faire l'inspection au New-Carlton Hotel.

Qu'on me donne une enquête, et l'on verra comment certain vendeur autorisé traitait certains magistrats.

Qu'on me donne cette enquête, l'on verra comment et pourquoi le docteur Amyot, du bureau du Revenu, le même Amyot qui, après avoir voulu se présenter contre le trésorier provincial en 1919, accepta une place de son adversaire dans le bureau du Revenu, oui pourquoi le docteur Amyot faisait souscrire ou payer par des vendeurs autorisés des actions dans l'Alliance Lumber Co., de l'Abitibi.

Qu'on me donne cette enquête, et l'on verra s'il est vrai que des vendeurs autorisés ont acheté une auto au dit docteur Amyot.

Qu'on me donne cette enquête, et l'on verra comment le vendeur Vignault a eu et gardé son permis.

Qu'on me donne cette enquête, et l'on verra comment un député de cette Chambre était intéressé dans des magasins de liqueurs, où la loi était violée tous les jours.

Qu'on me donne une enquête, et l'on verra comment des députés donnaient des ordres de faire remettre telle quantité de liqueurs qui avait été saisie aux parties auxquelles ces liqueurs avaient été saisies.

M. l'Orateur, en voilà assez pour aujourd'hui. J'espère que cette Chambre comprendra l'importance de cette enquête que je réclame.

Je veux être loyal et juste pour le premier ministre et tenir compte qu'il n'est le chef du gouvernement que depuis quelques mois, mais il ne niera pas la responsabilité ministérielle qu'il avait bien avant qu'il n'occupe la haute fonction (de) premier ministre qu'il occupe actuellement.

Je sais quelle responsabilité, quels soucis, quelle misère lui a donnés la nouvelle loi des liqueurs et de quelles exigences et intrigues il est menacé, mais je suis convaincu que s'il est sincère comme il le dit et comme je veux le croire, pour l'application de la nouvelle loi, l'enquête que je demande lui aidera beaucoup à faire face aux contempteurs, aux prévaricateurs de tout rang et de tout acabit.

M. l'Orateur, je ne suis pas le gardien des lois: c'est au gouvernement à remplir cette tâche et je le prie de la remplir. Au lieu de me lancer un défi, qu'il ne répète pas, j'en suis certain, l'honorable ministre de l'Agriculture, l'autre jour, aurait mieux fait de m'appuyer dans mon geste.

Encore une fois, si le gouvernement veut m'accorder l'enquête demandée par ma motion, je vais donner des noms. Je suis prêt. Sans cela, je ne veux pas jeter ces noms en pâture pour faire du capital politique, ni pour permettre à certains accusés

de se choisir eux-mêmes des juges. Je ne pourrai divulguer ces noms tant qu'on ne m'accordera pas ce que je demande.

Si le gouvernement refuse cette enquête, il refusera de me rendre justice. Quant à moi, j'aurai fait mon devoir; j'aurai travaillé pour assurer le respect de l'autorité établie, le respect de l'ordre et la justice et j'aurai contribué à infliger une punition à ceux qui ont si odieusement spéculé sur le malheur des foyers et se sont enrichis au détriment de la justice et du peuple dans son ensemble.

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
se lève. (Applaudissements)

Si la vie publique et la vie parlementaire ont parfois des ennuis, elles ont aussi leurs contreparties et c'est vraiment pour moi une joie et un honneur aujourd'hui d'être appelé par mon parti à revendiquer l'honneur de la seule Législature française de ce pays dans la perspective des affirmations du chef de l'opposition.

Le discours que vient de faire l'honorable chef de l'opposition jette de la boue sur toute la Chambre et sur la tête de tous les députés qui sont ses collègues. Il s'est servi d'insinuations vagues, il a semé le doute dans les esprits, et il en est peut-être ici qui se demandent si le chef de ce gouvernement n'est pas parmi ceux qu'il a visés. Il n'y a personne parmi vous, j'en suis convaincu, qui ne ressente vivement les insultes que l'on vous lance. Il n'y a pas un membre des familles des membres de cette Chambre qui ne se demandera pas, après cette sortie: "Est-ce que mon père est ébloué par ce discours?"

Le chef de l'opposition demande une enquête sur la conduite des députés de cette Chambre, et d'autres qui n'y font pas partie, et affirme que la loi de 1919 a été violée. Nous l'avons admis avec lui et il ne dit rien que cette Chambre ne sache déjà. Cette loi a été outrageusement violée, odieusement violée. Le problème, c'est que l'opinion publique refuse d'accepter cette loi. Elle a fait un nombre scandaleux de profiteurs, elle a créé les fortunes les plus scandaleuses et les abus les plus regrettables. Elle a été un appât pour un grand nombre de gens qui n'ont pas été capables de résister à cet appât du gain et qui sont tombés.

Le gouvernement est conscient de la position dans laquelle se trouve la province et que la loi est défectueuse. La loi ne peut pas être observée. Il a compris que cette loi devait être retirée et il est venu à cette session demander à la Législature de faire disparaître la loi de 1919.

Le chef de l'opposition nous dit que ce sont les amis du gouvernement qui ont profité de cette loi et que ce sont eux qui sont la cause de sa violation et si elle n'a pas été sincère. Le gouvernement n'a pas hésité à faire son devoir et son devoir le plus complet. Le chef de l'opposition nous donnera au moins le crédit que, si ce sont nos amis et nos supporteurs qui ont joui de la loi, nous avons été assez courageux pour la retirer malgré qu'elle aidait, c'est lui qui le dit, aux vendeurs favorisés. Il ne refusera pas de nous reconnaître du courage, puisque c'est nous qui voulons changer la loi.

Mais le chef de l'opposition veut une enquête sur les violations de la loi de prohibition. Messieurs, il existe une règle parlementaire très sage et connue de tous, et le chef de l'opposition la connaît, et c'est une règle qui se retrouve dans tout Parlement sous l'Empire britannique, et elle est juste et sage. Cette loi, que nous devons conserver précieusement, veut que celui qui a des accusations à porter soit soumis à une sanction. Cette règle veut que celui qui dit à un de ses collègues: "Vous n'êtes pas digne de siéger avec moi et avec les autres membres de cette Chambre, je vous accuse de tel crime et, si je n'arrive pas à le prouver, je céderai mon siège et vous pourrez présenter l'affaire publiquement" et il est prêt à se retirer si les juges ne trouvent pas les accusations véritablement fondées. Voilà la règle de tous les parlements britanniques.

Nous devons de toutes nos forces tenir à la conservation de cette loi qui est une garantie pour les membres de cette Chambre. Il est une autre règle que nous ne devons pas laisser disparaître: c'est que lorsqu'une accusation est portée devant cette Chambre, ce sont des membres mêmes de la Chambre qui sont appelés à juger les accusés, leurs collègues. Une cour a été créée d'après cette loi, et l'affaire est alors confiée au comité des privilèges et des élections ou un comité spécial. Le comité siège pendant la session et fait son rapport à la toute fin. Ce sont les collègues des accusés et des accusateurs qui doivent dire qui a raison. Ce sont eux qui doivent dire aux accusés coupables:

"Vous avez accusé un collègue, et vous avez tort. Vous n'êtes pas dignes de siéger avec nous: partez." Ce sont eux qui ont le pouvoir de dire à l'accusateur: "Partez, sortez de cette Chambre, vous avez manqué à votre tâche en ne prouvant pas les accusations que vous avez portées." Ou alors: "Vous avez raison, et ce que vous avez dit à propos de vos collègues s'est avéré vrai." Voilà une pratique parlementaire. Si les accusations sont prouvées, comme cela est déjà arrivé, le comité se prononce et

exige que les députés accusés disparaissent; mais si au contraire il ne prouve pas ses accusations, le comité dit à l'accusateur: "partez" et il doit s'en aller. Telle est la règle.

Allons-nous nous départir de cette règle? Nous ne nous en départirons pas. Allons-nous choisir un autre mode de procéder? Il serait malhonnête de nous en départir. La règle est claire, elle est pratique; c'est la Chambre qui est juge de l'honneur de ses membres et en abdiquant ses prérogatives, ses devoirs et ses privilèges, la Chambre manquerait au respect qu'elle se doit.

Le chef de l'opposition affirme que les députés de cette Chambre ont commis des gestes illégaux, mais il a dit également que ces députés n'ont pas le courage de leurs convictions et que le verdict qu'ils rendraient ne correspondrait pas aux faits. Le chef de l'opposition a déjà déclaré à la presse qu'il n'avait plus confiance dans un comité parlementaire. Le chef de l'opposition a fait l'injure de douter de l'impartialité et de la droiture de la Chambre. Quand le chef de l'opposition dit qu'il n'a aucune confiance dans les députés de la Chambre et qu'il refuse de leur soumettre cette affaire, je crois que la Chambre manquerait à sa dignité et qu'elle n'aurait pas conscience de son honneur et de sa responsabilité, si elle adoptait l'insulte que l'honorable chef de l'opposition nous propose présentement. Quant à moi, je ne suis pas prêt à accepter cette insulte et je crois que toute la Chambre est de mon avis à ce sujet.

Le chef de l'opposition dit qu'il ne veut pas d'enquête parlementaire parce qu'il est presque seul de son côté. Mais le chef de l'opposition n'est pas seul. Qu'en pensent ses collègues de l'opposition? A-t-il pour eux quelque considération? Le chef de l'opposition ne compte quatre de ses partisans que presque comme un homme; je suis presque seul dit-il. À sa gauche il y a un vieux parlementaire, l'honorable député de Saint-Georges (M. Gault), qui a déjà fait partie de comité d'enquête. Il fut naguère le critique financier de la gauche jusqu'à ce que le chef de l'opposition le privât de cette fonction. Il y a, en arrière de lui, le député de Westmount (M. Smart), qui n'est pas un nouveau venu. Il (M. Sauvé) serait le seul à avoir la confiance de ses électeurs? Regardez à sa droite les honorables députés de Joliette (M. Dufresne) et de Laval (M. Renaud). Est-ce qu'il les compte pour rien? Ce sont des gens qui font honneur à la Chambre. Pourquoi ne pourraient-ils pas aider le chef de l'opposition? Le chef de l'opposition frappe ses meilleurs alliés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a quelques jours le premier ministre a dit que nous n'étions qu'"une petite pincée."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que mon honorable ami a voulu tellement attaquer les membres de cette Chambre qu'il a frappé ses meilleurs amis.

Le chef de l'opposition veut une enquête royale et nous dit de nommer un juge. Mais s'il perd sa cause, il nous dira alors: "C'est vous qui avez choisi le juge et vous avez nommé un de vos amis."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) donne des signes d'hilarité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, le système de commission royale dont veut se servir le chef de l'opposition est considéré aujourd'hui comme inefficace. C'est le gouvernement qui nommerait le juge et dans quelque temps on irait, répétant comme cela se fait actuellement dans Ontario, que le gouvernement a mis là un homme qui est chargé d'exonérer ses amis. Dans la province voisine, on a fait descendre deux magistrats du banc pour juger cette enquête. Deux des hommes les plus considérés et les plus intègres qui aient jamais passé sur le banc sont ainsi vilipendés, parce qu'on prétend qu'ils protègent les accusés dans une enquête qu'on mène sur l'administration du département des Terres et Forêts. Ils ont fait leur travail et, à présent, les journaux se sont emparés d'eux et ont dit toutes sortes de choses à leur sujet. Ainsi, ces deux hommes distingués ont été ruinés dans l'esprit du public. Pourquoi traîner nos juges dans la politique?

Pourquoi je vous le demande, exposer la réputation de ces hommes comme on l'a fait dans la province d'Ontario? Le gouvernement d'Ontario ne nominera plus de juges pour faire des enquêtes royales, car on a un triste exemple de la valeur de ce système. Ottawa commence à comprendre le fait que les juges ne devraient pas être impliqués aux affaires politiques. Le gouvernement d'Ottawa a tellement bien compris la sagesse de cette façon d'agir qu'il a décrété que les juges qui présideraient une commission d'enquête le feraient sans la moindre rémunération.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a eu une enquête aux Trois-Rivières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a eu une enquête et il y avait un juge, et ceux qui ont comparu devant cette commission royale ont obtenu justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il (le juge) n'en est pas mort.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'était pas le gouvernement qui l'avait nommé. Cette enquête a été demandée par des citoyens sur une question en dehors du Parlement; ce ne sont pas des députés qui étaient accusés. Et on avait porté des accusations précises. Il existe une loi provinciale générale selon laquelle toute municipalité peut réclamer une enquête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) a obtenu justice devant cette commission.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition demande une enquête royale. En veut-il une enquête? S'il veut une enquête devant un comité de cette Chambre, nous allons la lui donner et plus complète qu'il ne peut le supposer. Nous sommes prêts, M. l'Orateur, à nommer dans ce comité d'enquête tous les amis qu'il compte en cette Chambre. Pouvons-nous être plus large, plus loyal, plus impartial? Nous siégerons trois mois s'il le faut pour régler l'affaire. Il retiendra les services des meilleurs avocats qu'il voudra, nous siégerons dans la plus grande salle de l'Assemblée législative, nous inviterons tout le public de la province, les représentants des journaux seront admis et raconteront ce qui se passera à l'enquête.

Qu'il donne les noms des députés qu'il accuse; il peut être sûr qu'on les lui laissera donner tous; comme tous les fonctionnaires, nous donnerons à l'honorable chef de l'opposition toute la latitude possible pour faire une preuve complète de ce qu'il voudra avancer. Si le chef de l'opposition a quoi que ce soit contre ses collègues, qu'il le prouve. Au nom du gouvernement, et je suis convaincu de parler au nom de toute la députation, laissez-moi vous dire que si le chef de l'opposition veut une enquête, il peut nommer tous les collègues de son parti pour y siéger.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de membres allez-vous nommer sur cette commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Combien en voulez-vous?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien en nommerez-vous? Combien y aura-t-il de députés ministériels?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si vous en nommez cinq, nous en nommerons cinq, vous choisirez la moitié des juges! Il y en aura le même nombre que de députés conservateurs. Pouvons-nous vous offrir mieux que cela?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui sera président? Qui le nommera?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est nous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rit.

(Rires dans les galeries)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est-à-dire que la commission choisira ce président et je proteste contre la manière de parler du chef de l'opposition qui ne voit de justice que de son côté et qui ne peut nous donner justice et contre ce qu'il vient de dire. Il vient de dire, du moins c'est le fond de sa pensée...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait un signe d'approbation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
... que dès lors que ce n'est pas lui qui nomme le président, cet homme n'aura aucun sens de l'honneur et sera incapable de remplir son devoir même sous serment. Ce n'est pas un défi que je lui lance. Laissez le chef de l'opposition accuser qui il veut, et moi le premier, ou n'importe quel de mes collègues ou des députés.

Je suis prêt à commencer demain. Nous lui donnerons toute la latitude possible, nous lui donnerons une enquête entière, complète et la plus juste qu'il puisse obtenir. L'honorable chef de l'opposition n'est pas encore content. Il ne trouve pas cette enquête de son goût. Je lui offre de créer une commission d'enquête dans laquelle il aura tous ses amis et dans laquelle nous n'aurons pas plus de juges que lui et il s'écrie: "Qui va être le président?" Il a peur des décisions du président avant qu'il ne soit nommé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est bien ce que mon honorable ami pense et il nous l'a fait comprendre.

M. L'Orateur, j'ai plus confiance que cela dans l'honorabilité des juges que nous choisirons. L'honorable chef de l'opposition refuse d'accepter des membres de cette Chambre qui seront assermentés, qui entendront la preuve et qui pourront juger, à la lumière des faits, de la valeur des accusations. L'honorable chef de l'opposition veut avoir une enquête. Nous allons la lui donner, s'il accuse un seul député. Il préfère réclamer une enquête royale.

C'est plus prudent pour mon honorable ami le chef de l'opposition. Il préférerait un tribunal plus sûr. Une commission royale prendrait une année pour faire son rapport et l'affaire serait alors en instance pendant un an. Quand donc pourrait-on espérer obtenir justice? Pendant ce temps-là, tous les députés de la Chambre se retrouveraient marqués par des accusations graves. Et d'ailleurs, quelle pénalité ou quelle sanction la commission royale serait-elle en mesure d'infliger à quiconque serait reconnu coupable?

Il n'y a pas de sanction aux enquêtes royales en effet: le juge trouve que les accusations sont fondées ou qu'elles ne le sont pas et voilà tout. Ce n'est pas la même chose avec un comité parlementaire. Que dira cette commission royale si le chef de l'opposition ne prouvait pas ses accusations contre ses collègues? Elle ne pourra pas faire perdre à mon honorable ami le siège qu'il occupe en cette Chambre. Il ne serait pas obligé de s'en aller, et c'est sans doute parce qu'il est prudent et qu'il tient à son siège qu'il ne veut pas porter d'accusations contre ses collègues et qu'il ne veut pas accepter l'enquête si large, si impartiale que je lui offre. Je sais que le chef de l'opposition ira dire partout dans la province qu'on lui refuse une commission royale.

Nous la refusons parce qu'une enquête de cette nature doit être portée devant la Chambre. Je le répète, M. L'Orateur, si l'honorable chef de l'opposition veut une enquête, qu'il porte une accusation, selon les règles de la Chambre, règles très sages, d'ailleurs! Que l'honorable chef de l'opposition observe ces règles, nous serons trop heureux de lui accorder cette enquête; mais s'il ne prouve pas ses accusations, il devra subir le sort et, alors, ce sera la disparition de celui qui se dit seul, qui se croit tout seul en cette Chambre.

M. l'Orateur, je crois avoir offert à mon honorable ami tous les moyens qui sont à ma disposition pour obtenir une enquête impartiale. Tous les moyens dont nous pouvons disposer, nous les lui donnerons pour qu'il obtienne une enquête complète devant laquelle il aura justice puisque je lui offre, monsieur, de nommer tous ses amis dans ce comité.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de Lewis, d'Amyot, etc. Ce ne sont pas des députés de cette Chambre. Et mon honorable ami a les tribunaux de cette province, régulièrement constitués, pour poursuivre ces gens-là. Si le chef de l'opposition croit que quelqu'un est coupable, qu'il le traduise devant les tribunaux réguliers. Ces tribunaux sont là pour punir les concussionnaires, les voleurs et ceux qui enfreignent les lois. Le chef de l'opposition peut porter plainte devant ces tribunaux et alors ses accusations seront jugées comme il le veut.

Quant à sa demande de nommer une commission royale, je crois qu'elle ne peut nous occuper, car cette enquête ne donnerait aucun résultat et elle serait en violation des règles de la Chambre. En autant que le gouvernement est concerné, et je crois que la députation libérale de cette Chambre est avec moi sur ce point, nous ne craignons pas de voir le jour où l'enquête commencera, enquête que nous lui donnerons quand il voudra et quand il le désirera, mais pour répéter à peu près tout ce qu'il avait déjà dit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je trouve que l'honorable premier ministre est pris d'un scrupule extraordinaire cet après-midi. Il aime sa province et il ne veut pas qu'un député de cette Chambre dise du mal d'un de ses concitoyens ou d'un des membres de cette Chambre, et les députés applaudissent à ces paroles. Je ne l'ai pas toujours connu ainsi. Depuis quand le premier ministre et la majorité de cette Chambre sont-ils devenus si scrupuleux de l'honneur de leurs concitoyens? Il n'y a pas un siècle, il n'y a pas un demi-siècle, il n'y a pas dix ans, il n'y a pas cinq ans, qu'un candidat⁸ à la mairie dans un centre très important de cette province, qui est membre de cette Législature, portait les accusations les plus scandaleuses contre la députation de cette Chambre, contre le gouvernement et contre le premier ministre actuel⁹ et il en a été ...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je soulève un point d'ordre. M. le Président, je demanderais que le chef de l'opposition s'en tienne à son droit de réplique. C'est lui qui a la dernière réplique, mais je crois qu'il doit s'en tenir à son seul droit de réplique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soutient qu'il est dans l'ordre. Pardon, M. le Président, je dis...

M. l'Orateur: Discutez-vous le point d'ordre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, je le discute et je prétends que j'ai droit d'apporter ce fait, car le premier ministre a dit que je voulais ternir la réputation des députés de cette Chambre, la seule législature française, et je lui réponds en lui rappelant qu'un autre qui est maintenant bien placé a fait une chose semblable. Je prétends que le plaidoyer du premier ministre est mal fondé et je le démontrerai à partir de ses propres affirmations. C'est répliquer que de prouver qu'un homme, récemment admis dans une Chambre voisine de celle-ci, à la Chambre haute, a porté des accusations sensationnelles contre la députation et contre le premier ministre, qu'un homme a attaqué l'honneur du gouvernement et qu'il a été honoré?

M. l'Orateur: Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il discute un point d'ordre. L'honorable doit s'en tenir à son droit de réplique et il n'a pas droit de soulever des faits nouveaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur gardez bien votre petit livre de règlements ouvert.

M. l'Orateur: L'honorable député voudra bien respecter la décision du Président. Il peut en appeler à la Chambre s'il n'en est pas satisfait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Je la respecte.

(Rires dans les galeries)¹⁰ ("Couac" provenant des galeries)

M. l'Orateur: Je prierais les spectateurs de se rappeler qu'ils ne sont que tolérés ici et qu'ils n'ont pas droit de rire et qu'ils ne doivent manifester ni dans un sens ni dans l'autre et se taire. Si l'ordre n'est pas observé, j'avertis le public que nous le ferons sortir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne suis pas obligé de me soumettre à cette règle?

M. l'Orateur: Non, vous pouvez rire tant que vous voudrez.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre dit que la règle parlementaire veut que la Chambre nomme un comité parlementaire et il

déclare qu'il serait prêt à commencer dès demain. Il m'invite à nommer tous les membres de l'opposition dans un comité, mais croit-il que nous pouvons nous exempter du travail de la Chambre? Il (M. Sauvé) dit qu'il sera accablé de travail.

Mes collègues, je les aime beaucoup et je les respecte. C'est deux choses que les relations personnelles entre députés et leur appartenance en tant que membres d'un parti.

On nous promet une enquête par un comité de cette Chambre, mais nous avons des précédents qui nous rendent prudents. Dans une enquête où le premier ministre actuel était président, on a pas pu entendre le principal accusateur quand il a été en état de comparaître devant elle. Après ce qui s'est passé, après l'enquête Prévost-Kelly, qui fut interrompue par la nomination de deux des commissaires comme juges au moment où les accusateurs se préparaient à faire leur preuve, et plus tard, on n'a pas voulu remplacer dans le comité les deux membres nommés juges; après l'enquête que l'on a étouffée, je ne peux pas dire que j'aurais plus de justice devant un comité parlementaire que devant une commission royale. Depuis quand la majorité fait-elle preuve d'impartialité envers la petite minorité? Depuis que je siège dans cette Chambre, quand la majorité, où quand cinq ou six membres de cette majorité, se sont-ils levés pour adopter une mesure préconisée par l'opposition? Mesure tellement bonne que, l'année d'après, cette même majorité applaudissait les mêmes mesures parce que c'est le gouvernement qui les soumettait. À certain temps, la discipline du parti exige qu'un député mette son opinion de côté pour voter avec tous les membres de ce parti.

L'honorable premier ministre a voulu essayer de soulever des préjugés parmi mes collègues et il a dit que je n'étais pas seul. C'est vrai, mais nous avons autre chose à faire. Je n'ai pas tous les députés du premier ministre à mon service. J'ai beaucoup de travail et le premier ministre le sait. Il a oublié que, l'autre jour, il a parlé de notre "petite pincée de députés" et que le ministre de l'Agriculture a trouvé cette phrase tellement belle, tellement juste, tellement élevée qu'il l'a répétée plus tard.

On nous dit que tous les membres de l'opposition seront dans le comité, mais on ne nous dit pas quelle sera la majorité. Je fais mon devoir et si nous ne sommes pas nombreux, nous sommes courageux, et je suis certain qu'il n'y a pas un membre de cette Chambre qui au fond du cœur ne soit prêt à me rendre ce témoignage, comme la province elle-même peut le constater. Et je pourrais obtenir le témoignage de libéraux sur ce point.

Quand le premier ministre a besoin de renforts, il va en chercher en Ontario, en cet Ontario que l'on considère d'ordinaire comme un enfer. L'honorable premier ministre a dit que les enquêtes devant les juges ne donnaient pas satisfaction. Mais, il s'en fait des enquêtes.

J'ai eu le malheur de lui citer une enquête royale qui a eu lieu à Trois-Rivières il n'y a pas un siècle, ni un demi-siècle, mais il y a quelques semaines à peine. L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) et le président du Conseil législatif (M. Turgeon) savent que cette enquête a eu lieu.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)
fait de la tête un signe affirmatif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le juge qui a présidé à cette enquête n'est pas mort. Je crois que le ministre de la Voirie, qui est maire de Trois-Rivières, a eu justice dans cette enquête.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)
hoche de nouveau de la tête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois le ministre de la Voirie qui fait signe que oui. Je m'appuie sur son témoignage. C'est une enquête comme cela que nous voulons. Une enquête royale serait ouverte au public aussi, et les accusés auraient toute la faculté de se défendre. Il cite l'article des statuts qui constitue ces enquêtes. Ce n'est pas pour rien qu'il a été adopté. Comme cette enquête pourrait siéger à Montréal où se sont produites les pires violations de la loi, cela faciliterait le cours de la justice.

Une enquête parlementaire ne pourra, au contraire, siéger à Montréal, et si on en juge par les précédents, il est possible que certains députés fassent disparaître des témoins et qu'on intervienne pour les protéger contre l'arrestation. Cela n'est-il pas arrivé tout récemment?

L'honorable premier ministre me dit aussi que l'enquête que je demande n'aura pas de sanction. Mais le premier ministre peut amender ma motion de façon à dire que le juge enquêteur devra faire rapport à la Chambre.

Et alors la Chambre pourra prendre les mesures qu'elle voudra. Il me faudrait, si l'enquête se faisait ici, amener des témoins. Qui sait s'il ne se trouverait pas des gens pour les éloigner, qui sait si on ne trouverait pas même des textes de lois pour protéger ceux qui les éloigneraient?

M. l'Orateur, je connais la vie publique, je crois que l'impartialité devrait inspirer le gouvernement et lui faire accorder la permission à la Chambre de nommer une commission royale.

Le premier ministre nous a dit: "Nous admettons que la loi a été violée." Je crois l'honorable ministre sincère. Il ne me rendra peut-être pas le change, mais je le crois sincère. Puisque le premier ministre admet que l'ancienne loi a été violée, que l'on m'accorde une enquête devant la Commission royale et il connaîtra alors les rôdeurs, les prévaricateurs et il verra à faire observer la loi.

Cette enquête aura pour effet de faire voir au premier ministre quels sont ceux qui l'entourent et quelles sont les influences pernicieuses qui ont fait que l'ancienne loi n'a pas été appliquée. Si le gouvernement me refuse cette enquête, ce sera un scandale parmi la population.

On saura que les gros peuvent échapper à l'emprise de la justice et que les tribunaux ne sont que pour les petits et les faibles. L'honorable premier ministre préfère-t-il que l'on dise dans cette province que l'on ne peut accuser les grands, que lorsqu'il s'agit d'hommes de haut titre et de personnages occupant des positions élevées, on ne peut pas leur toucher et qu'on ne peut avoir justice, et qu'il n'y a que les petits qui sont traqués par la justice et qui peuvent être jugés?

M. l'Orateur, je crois qu'en ce moment où l'on craint la lutte de classes, c'est la provoquer davantage que de prendre l'attitude que la Chambre va suivre sur la motion que j'ai l'honneur de mettre devant vous, monsieur.

Je dis qu'en refusant cette enquête le gouvernement contribuera à augmenter le mouvement des classes populaires et je dis M. le Président, que l'on verra bientôt le jour où les classes populaires décideront que c'est à eux d'organiser l'administration de la justice qu'ils n'auront pas pu avoir précédemment. Bientôt le peuple mettra la hache dans la République des camarades et des favoris. (Applaudissements)

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des députés: Non, non!

Un député: Drop.

M. l'Orateur: Dans mon opinion, les non l'emportent.

La motion est rejetée sur division¹¹.

Industrie laitière

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Qu'il sera loisible au ministre de nommer, à tel salaire qu'il pourra fixer, un inspecteur général des beurrieres et fromageries, des sous-inspecteurs généraux et des inspecteurs; et que ces officiers devront être des personnes expérimentées et être munies d'un diplôme d'inspecteur de l'École de laiterie de la province de Québec.

Adopté.

2. Que ce diplôme sera accordé par l'École de laiterie, après examen et sur recommandation d'un bureau d'examineurs nommé par le ministre; et qu'il sera révocable en tout temps, sur la recommandation du bureau d'examineurs, par avis donné par lettre recommandée au porteur du diplôme.

Adopté.

3. Que les principaux devoirs de ces officiers seront de surveiller la production et la fourniture du lait, ainsi que la fabrication du beurre et du fromage dans les établissements de produits laitiers, suivant les instructions du ministre; et qu'ils pourront, aussi fréquemment que le ministre le jugera nécessaire, faire subir des inspections à toute fabrique de produits laitiers, dans le but de constater la manière dont elle est tenue, ainsi que la qualité de ses produits.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Il veut amender la loi, dit-il, de façon à ce que le fabricant de beurre et de fromage pèse le lait sur sa valeur en gras. Jusqu'à présent, le système en honneur a donné plus ou moins de satisfaction parce qu'il ne pouvait pas donner pleine et entière justice. Aujourd'hui, il est reconnu que la valeur du lait est basée sur la quantité de gras qu'il contient; ce gras a spécialement une grande valeur pour la fabrication du beurre. Le système actuel a donné lieu à un grand nombre d'abus de la part de certains producteurs qui ne craignaient pas d'ajouter au lait certaines substances, notamment de l'eau. D'un autre côté, l'ancien système ne donnait pas justice aux propriétaires de troupeaux dont les troupeaux sont reconnus comme donnant du lait très riche; ces propriétaires se voient supplantés par d'autres qui possèdent des troupeaux qui donnent abondamment du lait, mais qui n'est pas riche en gras. Ces derniers se trouvent par conséquent, à gagner plus que les premiers, ce qui n'est pas juste.

Au reste, le système de l'épreuve du gras du lait n'est pas nouveau même dans notre province. Actuellement, sur 1,865¹², cinq fabriques de beurre et de fromage dans 600 ont fait l'épreuve du gras. Et l'on s'en trouve très bien. Actuellement, la plupart de nos fabricants sortis des écoles d'agriculture peuvent faire l'expérience de la pesée du lait par le gras et l'on estime qu'en 1924, l'application de la loi que nous présentons sera générale.

M. Renaud (Laval): Le nouveau système va-t-il affecter les commerçants de lait dans les villes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non.

M. Renaud (Laval) craint que cette loi pourrait venir en contravention avec l'encouragement

que donnent les sociétés d'agriculture qui porte sur l'élevage de troupeaux de belles bêtes. Il a peur que l'on soit porté à rejeter ces dernières sous prétexte qu'elles ne donneraient pas assez de lait riche en gras. Il a peur que ce nouveau système nuise aux commerçants de lait dans les villes.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les fournisseurs de lait dans les villes devraient eux aussi vendre un lait riche en gras et faire payer cette denrée suivant sa qualité, et non pas suivant sa quantité.

M. Cédilot (Laprairie): Le représentant de Laval (M. Renaud) semble plutôt porté à protéger le commerçant qui fournit du lait dans les villes. Celui-ci du reste, devrait être forcé, autant que le fabricant de beurre et de fromage, à fournir du bon lait. Ce qui rend le produit d'une vache précieux, c'est le beurre et le lait, le gras.

M. Renaud (Laval) veut répondre au représentant de Laprairie (M. Cédilot).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Chambre n'est pas en ce moment en comité général et l'on n'a pas le droit de discuter. Il invite cependant les députés à parler sur le principe de la mesure.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Monsieur l'Orateur, c'est certainement un peu dur pour moi de prendre la parole aussitôt après l'honorable ministre de l'Agriculture, à la suite d'un exposé si bien fait du bill qui est présenté à la Chambre. Je ne veux pas rentrer dans les détails du bill. Je partage bien l'idée de l'honorable ministre, que c'est une très bonne mesure, il reste à introduire et bien l'introduire dans l'idée de nos braves cultivateurs, chose qui sera peut-être un peu difficile parfois. Je n'en doute pas, mais tous viendront à le comprendre, comme ils ont tous si bien compris l'importance de l'industrie laitière.

Nous avons tous vu le début de cette belle industrie qui est, on peut dire, pour nous, nationale. J'ai vu le débat de cette industrie dans ma paroisse natale, en 1890. J'étais jeune vous me direz, mais je me rappelle très bien de quelle manière elle a débuté, et dans quelles conditions. Le local était promptement trouvé ou bâti, l'outillage se résumait à peu de choses, une bouilloire, un bassin, une presse, un râteau, un couteau, une pelle et un balai. La chambre de maturation était bien loin de la glacière, le fromage prenait sa maturité dans l'étage supérieur

de la bâtisse; ce compartiment était rudimentaire, une couverture en planches, souvent avec une sur le joint, faute de bardeaux. Qu'avions-nous alors comme marchandise, une marchandise bien commune n'est-ce pas? du fromage avec beaucoup d'acidité, beaucoup de gaz, du fromage tout ruisselant de gras fondu, étant gardé dans un appartement trop chaud, etc., mais il n'a pas de reproches à faire à personne; personne ou à peu près ne savait ou ne pouvait faire mieux dans le début; c'était aussi une dure tâche de faire consentir nos cultivateurs à encourager ces aventuriers d'alors; plusieurs ne se souciaient guère de mêler le lait qu'ils emportaient à celui emporté par leurs voisins; comme peut-on avoir ce qui nous appartient disaient-ils?

Le bill présenté par l'honorable ministre de l'agriculture est justement pour donner à chacun en particulier ce qui lui appartient et précisément ce que l'on ne pouvait distinguer dans les débuts de l'industrie laitière, comme l'a si bien dit notre distingué ministre. Cette imperfection de fabrication dont je vous parlais il y a un instant n'a pas été trop longue à disparaître; le dernier siècle était à peine fini, et même un peu avant, de grandes améliorations étaient faites à cette fabrication de beurre et du fromage, mais disons surtout que depuis ces derniers quinze ans, depuis que nous avons, à la tête de cet important département de l'Agriculture, celui qui, aujourd'hui nous honore tant, celui qui le gouverne si bien, ayant su choisir de si bons officiers, des hommes compétents, honnêtes, soucieux de leurs devoirs, il en a fait un succès.

Nous avions, en 1919, 1,967 fabriques dans la province, 78,665 patrons¹³. Nous avons eu déjà 2,100 fabriques dans la province. Celui qui est à la tête de la barque de l'industrie laitière a su faire disparaître plusieurs de ces petites fabriques qui ne pouvaient pas bien fonctionner, qui ne pouvaient pas faire de la bonne marchandise, et qui étaient nuisibles aux autres et à la grande industrie bien organisée. Revenant aux statistiques de 1919, nous trouvons que nous avions dans la province 1,000,000, de vaches, 561,454 vaches sont pour l'industrie, et que, 1,091,032,100 livres de lait avaient été portées aux fabriques et 60,709,736 livres de crème; de cela, les patrons ont retiré \$33,072,659. Ce montant est bien entendu celui que les fabriques ont payé, le montant complet de ce qui s'est retiré par ce produit dans la province est de \$60,000,000.

N'avons-nous pas raison de dire que notre industrie laitière est sans contredit possible, merveilleuse, sur un très bon pied, ce sont des chiffres qui parlent. N'est-ce pas une preuve

suffisante pour dire, que notre industrie laitière a marché à pas de géants depuis quelques années. La valeur totale de notre beurre vendu en 1911 était de \$9,961,732; en 1920, nous avons vendu pour \$20,857,000. La province a vendu du fromage en 1920 pour \$15,695,000,00.

M. l'Orateur, je ne voudrais pas laisser passer cette occasion sans faire connaître à cette chambre ce que mon comté, le Lac-Saint-Jean, peut produire, et ce qu'il a produit en 1919. J'aime et je tiens à cela, car malheureusement cette région n'est pas assez connue et même ignorée. Nous avons dans le comté 70 fabriques de fromage qui ont reçu, en 1919, 44,782,605 livres de lait et payé aux patrons la jolie somme de \$1,119,217. Nous avons en plus 20 fabriques combinées qui font le beurre et le fromage. Dans ces 20 fabriques, il s'est fait dans la même année du fromage pour la somme de \$357,613 et du beurre pour \$60,059, soit un montant en tout pour l'année dans le comté de \$1,536,880, et je puis dire et même assurer que cette production sera doublée avant dix ans.

Un de nos grands Canadiens, un ancien premier ministre, feu l'honorable Honoré Mercier disait un jour que le Lac Saint-Jean serait le grenier de la province de Québec, je crois que je peux formuler l'espoir que le Lac-Saint-Jean devienne la laiterie de la province de Québec.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Très bien.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean): Une autre affaire aussi importante qui regarde aussi cette industrie et qui prouve aussi d'une manière éclatante que notre province n'est pas en arrière, mais plutôt assez loin en avant, c'est qu'il y a dans tout le Canada 23,828 vaches sous contrôle cette année même, et nous avons 16,445, soit $\frac{1}{3}$ de tout le Canada. Alors, une preuve de plus que les cultivateurs veulent prendre tous les moyens pour connaître leur troupeau, et l'améliorer le plus possible.

Une autre chose, Monsieur l'Orateur, que je voudrais bien dire, bien que cela n'est pas inconnu, c'est la manière dont notre marchandise a été classifiée pendant plusieurs années. Je veux dire avec quel "fair play" nous avons été traités par nos voisins; ce n'est pas d'hier que nous faisons de ces produits laitiers, mais il n'y a pas longtemps encore, nos amis ontariens savaient faire de notre marchandise ce qui était bon pour eux et la marquer de leurs marques, et nous laisser, nous Québécois, avec de la marchandise inférieure, et c'est de cette

manière que nos produits étaient envoyés sur les marchés européens, mais le bon Canadien français a toujours su défendre ses droits et sa propriété, il n'a jamais voulu se laisser usurper ce qui lui appartenait; il n'a jamais voulu se laisser écraser, se laisser battre, au moins sans montrer acte de courage et finalement vaincre. Cette ténacité nationale, à laquelle nous attache notre 22^{ème}, nous en a donné des preuves à Vimy, à Courcellettes et ailleurs.

Nous avons repris et nous garderons l'honneur de notre province sur les marchés étrangers, grâce encore à la prudence, à l'activité de notre ministre de l'Agriculture, et aussi à l'initiative de quelques-uns des nôtres. Je veux parler surtout de notre grande Coopérative centrale des agriculteurs de Québec; c'est avec le moyen de la Coopérative, par le moyen de l'union coopérative que nous avons fait connaître ce qu'était notre marchandise, ce qu'elle valait et d'où elle venait.

Preuve que notre industrie laitière dans la province a continué sa marche progressive dans l'amélioration de ses produits, il suffit de comparer les données extraites des rapports des inspecteurs de cette année avec ceux de 1918 pour s'en rendre compte. En 1918, le pourcentage du fromage no 1 était de 66.55 % et, cette année, il est de 75.32 %. Le no 2 était en 1918 de 30.94 %, et cette année, il est de 22.32 %. Le no 3 était de 2.49 %; cette année, il est de 1.35 %, soit une augmentation du no 1 de 9.77 %, une diminution du no 2 de 8.62 % et du no 3 de 1.14 %.

Ces résultats sont dus à l'amélioration de la qualité du lait reçu et à un plus grand soin apporté à la fabrication. J'ai parlé il y a un instant de cette coopérative agricole. J'ai dit qu'elle a fait beaucoup de bien, oui elle en a fait beaucoup, mais elle peut faire plus encore, mais à plusieurs conditions; une première condition, c'est que les cultivateurs veulent coopérer, le succès n'est plus à craindre, la preuve est donnée; une seconde condition, c'est que cette puissante coopérative s'étende davantage, ses entrepôts frigorifiques sont à Montréal, c'est très bien pour aujourd'hui. Nous avons ici à Québec une succursale du bureau de Montréal, c'est encore très bien, mais je dis que ce n'est pas suffisant; nous devrions avoir ici à Québec des entrepôts frigorifiques, je vais dire que nous aurions dû en avoir depuis longtemps.

Donc je demande au nom du bas de la province, au nom de Québec à l'honorable ministre de l'Agriculture, qui a tant à cœur le développement de sa province, le succès de la classe agricole, de donner la main, si ce n'est pas sa main financière sa

main habile d'organisateur, aux autorités dirigeantes de Québec, à la Chambre de Commerce de Québec et à nos hommes d'affaires, et de forcer d'implanter ici à Québec des entrepôts. Pourquoi Québec ne pourrait-il pas avoir sa part de commerce, sa part d'exportation, pas de raisons, pourquoi les navires ne feraient-ils pas escale en passant ici?

Je vais donner des exemples de ce que je viens de dire par des chiffres qui m'ont été fournis par Monsieur Grenier sous-ministre, et ces mêmes chiffres ont été fournis à la Chambre de Commerce de Québec. Je vais prendre pour premier exemple le comté de Chicoutimi, qui a expédié à Montréal, et ces chiffres sont pour 1918: (Voir la liste à la page suivante)

<i>Produits expédiés de Chicoutimi à Montréal</i>		
7,213 lbs de beurre à	76½¢ le 100 lbs	\$ 55.17
2,055,038 lbs de fromage à	65¢ le 100 lbs	\$13,357.74
<i>Si ce comté avait expédié à Québec</i>		
7,213 lbs de beurre à	50½¢ le 100 lbs	\$ 36.42
2,055,038 lbs de fromage à	43¢ le 100 lbs	\$ 8,836.66
Donc un gain pour le comté de Chicoutimi		\$ 4,539.84
<i>Pour le comté du Lac-Saint-Jean</i>		
26,508 lbs de beurre à	67½¢ le 100 lbs	\$ 178.92
5,661,536 lbs de fromage à	59¢ le 100 lbs	\$33,403.06
<i>Si ce comté avait expédié à Québec</i>		
26,508 lbs de beurre à	56½¢ le 100 lbs	\$ 152.42
5,661,536 lbs de fromage à	50½¢ le 100 lbs	\$28,590.75
Donc un profit pour ce comté		\$ 4,838.81
<i>Pour le comté de Témiscouata</i>		
<i>Rivière-du-Loup à Montréal</i>		
1,481,433 lbs de beurre à	56½¢ le 100 lbs	\$ 8,370.09
191,941 lbs de fromage à	47½¢ le 100 lbs	\$ 911.59
<i>Rivière-du-Loup à Québec</i>		
1,481,433 lbs de beurre à	33¢ le 100 lbs	\$ 6,370.16
191,941 lbs de fromage à	37½¢ le 100 lbs	\$ 719.67
Soit un profit pour Témiscouata en faisant ses expéditions qu'à Québec		\$ 2,191.77
<i>Pour le comté de Matane</i>		
<i>Rivière-du-Loup à Montréal</i>		
663,638 lbs de beurre à	56½¢ le 100 lbs	\$ 3,749.55
644,193 lbs de fromage à	47½¢ le 100 lbs	\$ 3,059.91
<i>Rivière-du-Loup à Québec</i>		
663,638 lbs de beurre à	43¢ le 100 lbs	\$ 2,853.64
644,193 lbs de fromage à	37½¢ le 100 lbs	\$ 2,415.72

Le taux de fret n'est que de Rivière-du-Loup. Il y a beaucoup plus de différence du point de départ de ces marchandises, soit que ce dernier comté aurait gagné \$1,540.10 en expédiant ici à Québec. Les quatre comtés que j'ai mentionnés ont donc perdu ensemble la jolie somme de \$13,110.51, perdu par les cultivateurs de ces comtés, et il en est ainsi pour tout le bas de la province et tout le district de Québec, il en est ainsi de tous nos produits que nous expédions à Montréal, il est temps d'y penser. Je crois aussi que la ville de Québec va y penser sérieusement. Je crois que c'est aussi son intérêt. Je ne parle pas ainsi que par sentiment, mais en considérant comme une question pécuniaire une question d'affaire. Je prie donc, encore une fois, l'honorable ministre de l'Agriculture de bien vouloir, pour le bien pour l'avantage de nous du bas de la province, de pousser cette affaire, vu qu'elle est d'une grande importance;

d'une importance capitale. Cet entrepôt de la Coopérative ici à Québec sera une des pierres de base, une des pierres angulaires du monument de la bonne administration du ministre de l'Agriculture.

Pour les comtés du Nord il y aura aussi un autre moyen le diminuer le coût du fret, c'est d'avoir un chemin plus court que celui actuel; quand nous aurons un chemin de fer ayant 100 milles plus court que le chemin actuel, il y aura une grosse diminution encore du fret sur tous les produits agricoles, et sur les marchandises transportées. Espérons que ce chemin direct de Chicoutimi à Québec se fera, et s'il se fait comme je l'espère bien, nous dirons alors, M. l'Orateur, avec les avantages sans nombre qu'il nous donnera, que cette grande affaire sera aussi une des pierres angulaires du monument des mérites du gouvernement Taschereau.

(Applaudissements)

M. Philps (Huntingdon) fait des remarques sur les bienfaits que prône la loi que l'on présente actuellement. C'est dans mon comté que sont établies, déjà, les fabriques où l'on fait présentement, avant l'établissement de la présente loi, la preuve par le gras. Partout on en est satisfait. Il souhaite que le projet du ministre de l'Agriculture devienne rapidement la loi générale.

La classification et l'épreuve du gras contenu dans le beurre permettent au cultivateur d'améliorer son troupeau et de le rendre plus productif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est en faveur du principe du bill. Il craint que la preuve, cependant, ne soit pas infaillible et les fraudes que l'achat à l'épreuve ne pourra empêcher. Il cite le cas d'un cultivateur qui apporta son lait à une fabrique. On en fit l'épreuve, il alla ailleurs et on lui donna un certificat qui n'était pas faux et qui lui donnait plus justice. Y a-t-il moyen de prévenir cela, dit-il.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Évidemment, il y aura là, comme ailleurs des fraudes. Que le chef de l'opposition nous donne des moyens de faire des gens honnêtes avec des gens malhonnêtes et nous les emploierons. Je ne peux pas empêcher un malhonnête homme de faire une action malhonnête. Une tentative sera faite pour vérifier si les hommes qui ont fait les tests étaient honnêtes; sous la nouvelle loi, ils doivent avoir un certificat des écoles laitières de la province. Mais il y a quelques moyens de forcer les gens à être honnêtes: ce sont les pénalités. Le chef de l'opposition verra, dans la loi que nous proposons, qu'il y a des amendes très sévères pour ceux qui fraudent les cultivateurs. Le système qu'il (l'honorable M. Caron) préconise est actuellement en honneur dans l'Ontario et l'on s'en trouve très bien.

M. Renaud (Laval): Il sera très difficile de faire les tests.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général¹⁴.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Divisions d'enregistrement de Montréal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que la cédule A de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième des statuts refondus, 1909, soit amendée par la loi qui accompagne la présente résolution de façon à fixer le traitement du régistrateur de la division d'enregistrement de Montréal, à la somme de \$5,000, annuellement.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Organisation des tribunaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 222 amendant la loi 10 George V, chapitre 79, concernant l'organisation des tribunaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Termes de la Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 223 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Juges de la Cour supérieure

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Biens de succession

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 ratifiant certains actes de transport de biens de successions sujets à l'impôt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lait et crème

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité spécial pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre de l'Agriculture, de faire des règlements pour l'exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions, de nommer un ou des officiers pour diriger et surveiller le travail des experts-essayeurs de lait mentionnés dans ladite loi et de pourvoir à leur rémunération; et que ces règlements aient la même force et le même effet que s'ils faisaient partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 219 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose selon l'ordre du jour, que le bill 219 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général au cours de la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 44 amendement la loi de la chasse de Québec;
- bill 60 constituant en corporation Le Refuge Dom Bosco.

Loi de la chasse

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 amendement la loi de la chasse de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Flottation et descente du bois

M. Cannon (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au droit de faire flotter et descendre les bois dans les rivières, criques et cours d'eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Barreau de la province de Québec

M. Dufresne (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 amendement les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fermeture des magasins

M. Robert (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des magasins à bonne heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Société de construction de Montréal

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 96 concernant la Société de construction de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de John Pratt

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de l'honorable J.-L. Beaudry

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Lait et crème¹⁵

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème dans les fabriques de produits laitiers.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) expose les raisons qui ont poussé le gouvernement à apporter ces changements. Il rappelle que la loi d'Ontario était encore plus sévère que celle qu'il veut faire adopter.

Il n'y a pas que les intérêts du cultivateur à envisager, dit-il, il y a aussi ceux des ouvriers des villes auxquels il faut distribuer du bon lait.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) appuie entièrement les remarques du ministre de l'Agriculture. Il a pleine confiance que la nouvelle loi contribuera efficacement à assurer la prospérité de l'industrie laitière dans cette province.

M. Tessier (Rimouski) cite le cas de quelques fabriques dont le succès a été dû, en grande partie, à la politique préconisée par le ministre de l'Agriculture et il veut que la chose se répète dans tous les districts urbains de Québec.

M. Renaud (Laval) démontre que les vaches Holstein donnaient du lait moins riche que les vaches Jersey et canadiennes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) répond que le gouvernement a déjà nommé mille inspecteurs, qui sont tout particulièrement chargés de voir à ce que la loi soit mise en force dans toute sa sévérité. À la suite d'un petit incident¹⁶, il fait remarquer au chef de l'opposition que le gouvernement n'a pas encore pensé aux élections.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Et nous n'en avons pas peur.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille cinq cent trente neuf piastres et cinquante centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurances des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il y a une augmentation de \$12,539.50 à cause des échéances.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspections, explorations, etc. (Travaux publics et Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ces employés sont très importants et ont besoin d'expériences et il (M. Sauvé) trouve que le gouvernement ne les paie pas suffisamment.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) fait des remarques sur les inspecteurs des établissements industriels. Le salaire minimum de ces employés est de \$1,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales (Travaux publics et Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dans la province, il y a actuellement 600 ponts construits en fer. Il y en a 65 autres en construction

et il y a 200 demandes soumises au département des Travaux publics.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Au titre du coût d'entretien des bâtiments appartenant au gouvernement, il dit que cela comprend, entre autres choses, l'entretien des statues.

Des députés posent plusieurs questions qui attirent les rires.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres, soit ouvert à Sa Majesté pour construction d'une voûte, réparations générales et peinture du palais de justice, Amherst, Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille deux cent quatre-vingt-deux piastres et vingt centins soit ouvert à Sa Majesté pour assurance aux palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour palais de justice, Montréal, ascenseurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le palais de justice, Québec, ascenseur pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S.R.Q., 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V (1ère session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36; 3 George V, chapitre 37 et 9 George V, chapitre 50, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier des Conseils de conciliation et d'arbitrage S.R.Q., 1909, articles. 2489-2520 - Loi des différends ouvriers de Québec, traitement pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les bureaux de placement des ouvriers, S.R.Q., 2520*d*, 1 George V (1ère session), chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

Liqueurs alcooliques

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 47 concernant les liqueurs alcooliques.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-

Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, midi trois-quarts.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Devoir* du 25 février 1921, à la page 1, rapporte qu'il était 3 h 15 lorsque M. Sauvé fut invité à lire sa motion. Devant lui, il avait étalé les feuillets de son discours.

2. *L'Événement* du 25 février 1921, à la page 7, rapporte que, lorsque M. Sauvé fit cette déclaration, "un frisson traversa la Chambre..." et puis le calme revint.

3. *L'Événement* du 25 février 1921, à la page 7, rapporte que M. Sauvé leur avait bien donné cette entrevue.

4. Cette déclaration avait été publiée dans la majorité des journaux du 18 février 1921.

5. Voir la session 1913-1914. Ce scandale a éclaté en janvier 1914. Des hommes d'affaires, en fait des détectives privés américains, se firent les promoteurs d'un bill privé, le bill 158, pour créer une entreprise d'exposition et d'événements publics. Ils souhaitaient obtenir une certaine latitude dans leur charte concernant la vente d'alcool, le jeu et les courses. Pour ce faire, ils offrirent de l'argent aux parlementaires. Ce projet de loi n'était en fait qu'un piège dans lequel tombèrent certains députés, notamment M. Joseph-Octave Mousseau (1875-1965). Il démissionna et devint par la suite gravement malade, au moment même où il fut appelé à témoigner devant le comité d'enquête.

6. Voir la session de mai 1909. M. Jean-Benoît-Berchmans Prévost (1870-1915) dénonça John Hall Kelly (1879-1941), pour avoir, semble-t-il, favorisé des marchands de bois au détriment de colons de son comté. La Chambre institua un comité d'enquête, mais des documents disparurent, deux membres furent nommés juges et l'enquête fut enterrée.

7. Seul *L'Action Catholique* du 25 février 1921, à la page 1, rapporte ceci: "Ici, M. Sauvé donne des noms, mais nous ne sommes pas couverts par immunité parlementaire et nous ne pouvons pas les publier." Dans *Le Soleil* du 26 février 1921, on peut lire ce titre: "*L'Action catholique* prise en flagrant délit de mensonge pour aider à l'opposition. Le journal de la rue Sainte-Anne est le seul à annoncer à ses lecteurs que M. Sauvé a nommé à la Chambre, hier, les députés qu'il prétendait incriminer." Le reste de l'article rapporte que cette assertion était fausse.

8. Il s'agit de M. Médéric Martin (1869-1946), conseiller législatif et maire de Montréal en 1921.

9. Dans *La Minerve* du 5 mars 1921, à la page 4 et *Le Devoir* du 25 février 1921, à la page 2, on rapporte plutôt qu'il s'agit du premier ministre d'alors, soit Sir Lomer Gouin.

10. *La Minerve* du 5 mars 1921, à la page 4, organe du parti conservateur, rapporte ceci: "dans les tribunes publiques, des rouges rient pendant que l'un d'eux lance un "couac" qui fait rire de plus belle nos rouges valeureux."

11. Selon *La Patrie* du 25 février 1921, à la page 4, "Mais le plus intéressant fut peut-être d'observer à l'issue de la séance, quelques-uns des députés qu'on pouvait croire imputés. L'un alla tout droit au chef de l'opposition, et, onctueux et aimable, le félicita de son discours, et de sa modération! On sait qu'un autre, croyant que la meilleure parade est de foncer tête baissée, avait reproché M. Sauvé avant la séance, et lui en avait appris plus que celui-ci n'en voulait savoir. Mais un troisième, se relâchant après une trop longue tension, et sentant le danger passé, devint brave et bruyant et, avec un air de rodomontade, il s'en vint prier à M. Sauvé: "Vous n'avez pas donné les noms. Vous avez eu peur!... Je le savais!" "Mais la session n'est pas finie!" jette en pleine poitrine M. Sauvé, pendant que l'autre restait pantelant, comme un gibier blessé."

12. Chiffre de *L'Événement* du 25 février 1921, à la page 12: 1875.

13. Propriétaires de ferme.

14. Les quotidiens mentionnent que les autres étapes de la passation du bill ont eu lieu en soirée, le journal officiel place ces étapes avant 6 heures.

15. Le compte-rendu des journaux confond les débats des bills 42 et 219 qui portent sur des sujets connexes.

16. Les sources ne permettent pas d'identifier cet incident.

Séance du vendredi 25 février 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 12 h 45.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants, savoir:

- bill 2 concernant certains enregistrements affectant le canton Denoue, dans le comté de Gaspé;
- bill 3 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la réception des serments par les juges de paix;
- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la juridiction des magistrats en matière civile, criminelle et pénale;
- bill 10 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la prestation du serment des juges de paix;
- bill 22 amendant la loi 10 George V, chapitre 5, concernant la construction et l'entretien d'un pont sur la rivière Batiscan;
- bill 23 amendant la loi 2 George V, chapitre 2, autorisant l'abolition des ponts et chemins de péage dans la province;
- bill 24 amendant la loi 9 George V, chapitre 4, relativement au sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts;
- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'apiculture;
- bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;

- bill 27 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux concours provinciaux et aux distinctions provinciales du Mérite agricole;

- bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de l'Agriculture;

- bill 29 concernant l'établissement et le maintien de fermes de démonstration;

- bill 31 amendant l'article 3494 des statuts refondus, 1909, relativement au greffier de la couronne;

- bill 32 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeuble par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 33 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des sessions de la paix;

- bill 34 amendant la loi 2 George V, chapitre 9, relativement au changement de nom du comté d'Ottawa en celui de Hull;

- bill 35 légalisant l'enregistrement de certains avis au bureau de la division d'enregistrement de l'Île d'Orléans;

- bill 37 légalisant certaines entrées dans le registre des avis en usage dans le bureau de la division d'enregistrement de Lévis;

- bill 38 amendant l'article 1249 du Code de procédure civile relativement aux appels au Conseil privé;

- bill 39 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dossiers et archives des Cours de magistrat;

- bill 40 légalisant certaines entrées au volume 16 de l'index aux immeubles de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly;

- bill 41 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'exercice des fonctions de coroner;

- bill 44 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 45 amendant le Code civil concernant l'autorisation requise par l'article 1318;

- bill 47 concernant les liqueurs alcooliques;

- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux rapports annuels des compagnies de chemin de fer;

- bill 50 concernant la commission des licences de Montréal;

- bill 52 amendant les lois concernant le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 54 constituant en corporation les sœurs de Jeanne d'Arc;

- bill 55 autorisant la nomination d'un bureau de syndics du presbytère de Montréal;
- bill 56 constituant en corporation The King Edward Benefit Association of Montréal;
- bill 58 constituant en corporation The Educational and Charitable Institute;
- bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres;
- bill 60 constituant en corporation Le Refuge de Dom Bosco;
- bill 61 changeant le nom de William Francis Egg et d'autres personnes portant le nom de Egg, en celui de Egerton;
- bill 62 constituant en corporation la municipalité de Duhamel ouest, comté de Témiscamingue, et y annexant un certain territoire;
- bill 63 constituant en corporation la paroisse de Saint-Philibert, dans le comté de Beauce;
- bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings;
- bill 65 changeant le nom de William Harvey Green, de la ville de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, commis, en celui de William Harvey Green Smith;
- bill 66 amendement la charte de la Scottish Trust Company;
- bill 69 amendement la loi 8 George V, chapitre 129, concernant la construction des église, sacristie et presbytère de la paroisse de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours de Montréal;
- bill 71 constituant en corporation la ville du Lac-Sergeant;
- bill 73 pourvoyant à la fusion de The Montreal General Hospital et The Western Hospital of Montréal
- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre J.-C.-Lauréat Bussièrès à la pratique de la médecine et de la chirurgie;
- bill 76 amendement la loi constituant en corporation la Strathcona Fire Insurance Company;
- bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec;
- bill 82 ratifiant un acte entre la Banque de Montréal et la cité de Montréal, et le règlement no 722 de la cité de Montréal;
- bill 83 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;
- bill 85 concernant la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie);

- bill 86 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre J.-Alphonse Thibault, docteur en chirurgie dentaire, au nombre de ses membres, après examen;
- bill 89 concernant la paroisse de Saint-Viateur-d'Outremont;
- bill 90 amendement la charte de la cité de Lachine;
- bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph-de-Saint-Henri;
- bill 103 amendement la charte de la ville de Kipawa;
- bill 114 changeant le nom de Henry Billingsley Poliwka et autres en remplaçant le mot Poliwka par Billingsley;
- bill 124 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Ephrem Vinet à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 125 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Joseph-Aristide Lacasse à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 126 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Louis-Orille Geoffrion à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 127 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Léon Leduc à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 128 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Eddie Lamontagne à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 131 constituant en corporation la municipalité de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville;
- bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlyle A. Porteous la licence requise pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec;
- bill 142 amendement la charte de The Anglo American Trust Company.

Suspension des travaux

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la séance soit suspendue jusqu'à trois heures.

Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures¹**Messages du Conseil législatif:**

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 59 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Arthur-Georges Mongeau au nombre de ses membres;

- bill 64 concernant la succession de feu Edward Rawlings;

- bill 77 constituant en corporation les révérends pères du Très-Saint-Sacrement de Québec;

- bill 91 concernant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri;

- bill 132 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à accorder au docteur Carlisle A. Porteous, la licence requise pour pratiquer la médecine et la chirurgie dans la province de Québec;

- bill 142 amendant la charte de The Anglo American Trust Company.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaine propriété;

- bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield;

- bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria;

- bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville;

- bill 93 concernant les syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine);

- bill 107 constituant la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi;

- bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;

- bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club.

**Titre de
Denaston Breakey**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaine propriété. Les amendements sont lus une première fois.

**Montreal Cotton Limited,
Salaberry de Valleyfield**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield. Les amendements sont lus une première fois.

**Testament de
J.-T. Savaria**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria. Les amendements sont lus une première fois.

**Paroisse de
Saint-Alphonse-d'Youville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville. Les amendements sont lus une première fois.

**Paroisse de
Très-Saint-Sacrement**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 concernant les syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine). Les amendements sont lus une première fois.

**Paroisse de
Sainte-Sabine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 constituant la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi. Les amendements sont lus une première fois.

Louis Chabot

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen. Les amendements sont lus une première fois.

The Winchester Club

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club. Les amendements sont lus une première fois.

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert.

Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité²:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'allons-nous étudier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons commencer avec les crédits de l'Agriculture et dès que le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) sera arrivé, nous prendrons ses crédits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas beaucoup de députés des comtés agricoles cet après-midi pour commencer l'étude des crédits de l'Agriculture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a quelques-uns et d'ailleurs, si le chef de l'opposition a des items qu'il veut ajourner, nous les ajournerons avec plaisir.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les cercles agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est le même montant que l'an dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des cercles qui ne travaillent pas. Le nombre des cercles n'a pas augmenté depuis des années dans la province. Il n'y a pas d'activités dans les cercles agricoles et la faute en est, selon moi, à ce que le ministre de l'Agriculture ne les encourage pas assez. L'honorable ministre travaille beaucoup, mais il devrait étendre ses activités de ce côté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition doit reconnaître que les cercles agricoles se sont bien améliorés depuis 15 ans. À cette époque, mon honorable ami sait que les cercles ne recevaient que \$50 du gouvernement. Aujourd'hui, ils font des concours, ils sont beaucoup plus actifs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre est très habile, mais nous donnerait-il le rapport des cercles agricoles?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je ne suis pas aussi habile que ça. L'honorable chef de l'opposition est trop indulgent. J'agis avec franchise, c'est tout. Je lui donnerai ce rapport.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien l'institut d'Oka reçoit-il du gouvernement de Québec?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Sur les \$40,000 votés pour les écoles d'agriculture, il y en a \$12,000 et nous donnons aussi une partie du subside d'Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien Ottawa donne-t-il à Oka?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
\$25,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est Ottawa qui donne ça et cependant, c'est Québec qui passe pour le donner à Oka.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Oh non! L'honorable chef de l'opposition l'a dit et répété et je l'ai admis qu'Ottawa aidait nos écoles d'agriculture. Le gouvernement fédéral donne \$75,000 à nos trois écoles d'agriculture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *Le Soleil* ne le dit pas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Oui, il le dit souvent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre écrit dans *Le Soleil* des fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Ça ne diminue pas *Le Soleil*, j'espère.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il devrait bien dire ce qu'Ottawa donne pour les écoles d'agriculture dans son prochain article. Je ne veux pas défendre le gouvernement d'Ottawa, il est capable de se défendre tout seul. Mais, dans les écoles, il y a des professeurs, des agronomes qui croient que tous leurs subsides viennent du gouvernement de Québec. Et, quand on leur dit: Mais non, le gouvernement de Québec ne donne pas la moitié de ce que donne Ottawa. On nous dit: Non, tout vient de Québec. Qui prépare les programmes d'études dans les écoles d'agriculture?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Les professeurs, et le Conseil d'agriculture s'en occupe aussi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre a-t-il le dernier rapport des directeurs des écoles d'agriculture de Saint-Anne et d'Oka au sujet du programme d'études?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
S'il existe, je le produirai.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.
Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.
Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société d'industrie laitière de la province de Québec, statuts refondus de la province de Québec, 1909, articles 1958-1970, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 20; 5 George V, chapitre 31 et ordre en conseil no 75, du 24 janvier 1891, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Suspendons cet item.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Nous ne suspendrons pas la Société, toujours!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas pourquoi on ne la suspendrait pas car, à part des discours, elle ne fait pas grand-chose. Elle ne fait pas autre chose que de se réunir une fois par année pour réélire les mêmes officiers.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Je crois que l'honorable chef de l'opposition a tort de diminuer l'importance de la Société.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le ministre qui l'a diminuée, il a tout pris le travail qu'elle faisait autrefois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

La Société d'industrie laitière fait du bon travail d'éducation. L'honorable chef de l'opposition sait que chez lui, par exemple, à Sainte-Scholastique, il y a quelque temps, nous avons fait du bon travail d'éducation ensemble.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui est secrétaire de la Société?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

M. Dion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il demeure à Québec?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a d'autres fonctions?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il n'y a pas de mal à ça.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne vois pas de mal que l'honorable ministre ne craigne rien, je ne vois pas de mal encore. Il attire l'attention du Président sur le fait qu'il n'y a pas beaucoup de députés présents.

Nous sommes rassemblés pour considérer les estimés, afin que les députés puissent être en mesure de vanter auprès de leurs électeurs les richesses de cette province et la parcimonie du gouvernement quant à la gestion de ses revenus, et pourtant j'en vois très peu parmi nous.

J'admire quelle attention les membres de cette Chambre donnent à l'étude des crédits qui est la partie la plus importante de la session. Je ne veux pas critiquer M. Dion. C'est un bon employé, sans doute, mais je constate le fait qu'il occupe un autre emploi.

Tout ce que la Société d'industrie laitière fait, c'est d'élire ses officiers une fois par année.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il y a \$3,000 d'augmentation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous avons augmenté les salaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne voudrais pas faire du parti pris, mais je me demande pourquoi nous passerions les crédits de l'agriculture en l'absence des députés. L'honorable ministre est capable d'expliquer ses crédits; c'est l'un de ceux qui connaissent le mieux les départements. Mais, les crédits de l'agriculture intéressent trop les députés pour que nous les adoptions tout de suite, comme ça, quand les députés n'y sont pas. Les députés des comtés agricoles ont prouvé cette semaine qu'ils pouvaient parler. Il me semble que c'est bien beau de faire de grands discours, de sommer l'Angleterre de lever l'embargo sur le bétail canadien, mais, aujourd'hui, nous étudions les crédits de l'agriculture dans notre province, il n'y a personne. Il importe que les députés agriculteurs s'intéressent au vote des crédits du département de l'agriculture, le département le plus important de l'administration provinciale.

Je sais que l'honorable ministre de l'Agriculture est compétent. Je suis prêt à lui donner tout son mérite. Je sais qu'il est capable de nous expliquer ses crédits, je ne veux pas les critiquer, mais c'est parce que je crois qu'il peut éclairer la Chambre que je demande que l'on suspende l'étude de ces crédits de l'agriculture jusqu'à ce que les députés soient présents.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Je suis prêt à suspendre l'étude des crédits. Je suis heureux d'entendre les suggestions du chef de l'opposition, je me réjouis de nos discussions. C'est du choc des idées que jaillit la lumière. Je regrette que les députés ne soient pas plus nombreux, mais il ne faut pas leur en vouloir, c'est le vendredi et ils ont cru qu'ils pouvaient s'absenter.

Je le répète, M. le Président, je suis heureux de toutes les suggestions que me fait l'honorable chef de l'opposition. Je les ai toujours considérées et je serai toujours heureux de les écouter. Je consens à la suspension de l'étude des crédits.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si l'honorable

ministre prend mes suggestions en si bonne part, je serais bien content et j'adopterais même l'item de \$32,000 des expositions, s'il mettait l'exposition de Deux-Montagnes³ sur le même pied que les expositions de Québec, Sherbrooke, Valleyfield⁴, Trois-Rivières.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

L'honorable chef de l'opposition, qui est aussi le député de Deux-Montagnes, n'est pas toujours modeste. Il me parle de son exposition tous les jours et je ne l'oublie pas. Je crois que nous trouverons bientôt un terrain d'entente à ce sujet.

L'étude de la résolution est suspendue⁵.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les comptes en suspens (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois que l'an dernier l'on a payé \$2,862 au journal *Le Soleil* pour la protection des forêts. En quel honneur, est-ce *Le Soleil* qui protège les forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

C'était pour imprimer des placards sur coton pour avertir les gens d'être prudents et d'éviter de faire des feux inutiles dans les forêts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris de voir que l'on accorde ce patronage à un journal indépendant comme *Le Soleil*, un journal qui combat les ministres, pas beaucoup le ministre des Terres et Forêts, mais le plus actif ministre du cabinet⁶. Je suis surpris que l'on donne ces \$2,962 et d'autres sommes sans doute à un journal comme *Le Soleil* qui donne tant de fair-play aux députés de l'opposition, qui

publie des comptes-rendus si impartiaux des discours de la Chambre et des discours des députés de l'opposition. Ce journal est si léchant qu'il n'y a pas moyen de rien dire contre lui.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le Soleil, en effet, nous a maltraités en ces derniers temps et nous allons l'avertir d'avoir à faire attention, car, sans cela, nous lui enlèverons ce patronage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *Le Soleil* va

vous obéir, n'ayez pas peur. Et le *Telegraph*, on lui a donné \$9,000 pour la protection des forêts, est-ce pour des placards en coton, ça aussi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ces placards sont très dispendieux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un

journal indépendant, ça, le *Telegraph*?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, il manifeste des sentiments d'indépendance de temps à autre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand le

gouvernement ne lui donne pas de contrats, je suppose, le *Telegraph*, dans son indépendance, ne va pas aussi loin que le ministre des Terres est allé déjà, j'espère, il ne demande pas l'indépendance du Canada?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je ne me rappelle pas avoir prêché cela.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'indépendance

du *Telegraph* est-elle au point qu'il puisse faire sauter le gouvernement à la dynamite?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oh! je ne crois pas qu'il soit un disciple de la défunte Louise Michel⁷.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable

ministre des Terres a-t-il déjà attrapé un coup de soleil dans sa protection des forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Non. Quand je vais au soleil, je vais me mettre à l'abri de quelque bon parapluie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce vrai

que l'honorable ministre songe à se mettre à l'abri pour le reste de ses jours?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il y en a qui le disent, mais je n'y ai pas encore songé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Adopté.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'aéroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

On s'est servi, à venir jusqu'à présent, de deux hydroplanes à la station du Lac-Saint-Jean. Le travail de ces machines aériennes a été couronné du plus complet succès au point de vue de la prévention des feux de forêts. Dès le printemps, un autre hydroplane sera attaché à cette station et pourra porter huit personnes, à part le matériel et les provisions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'arpentage (terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a encore des libéraux à Ottawa⁸.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, ils sont même en train de se rallier à d'anciens amis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils en perdent, des fois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oh! ceux-là, ce sont des précurseurs. Ils se préparent à faire une autre besogne.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir ce que M. Fafard, député de L'Islet, a retiré pour ses services d'arpentage?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il a arpenté trois cantons, dont un près de Ville-Marie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a des arpenteurs à Ville-Marie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, nous avons même l'honneur de compter un arpenteur en cette Chambre: le représentant de Témiscamingue (M. Simard) qui est de Ville-Marie. Il a même accompli de belles œuvres dans cette magnifique région.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois qu'un M. Miville-Déchènes a fait de l'arpentage dans l'Abitibi pour \$765. Est-ce le sous-ministre des Terres⁹?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Non. Tous les Déchènes sont des Miville, mais tous les Miville ne sont pas des Déchènes. Ce monsieur, qui a touché \$765, est un M. Henri Miville-Déchènes. Ce n'est pas un arpenteur. Il a travaillé comme surnuméraire au service des arpentages. Nous l'avons employé quelques mois à \$60 ou \$70 par mois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ce M. Déchènes a été recommandé par le ministre de l'Agriculture?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le chef de l'opposition a tort de croire que je suis l'ennemi de tous les messieurs Déchènes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faudrait allumer le phare pour le savoir. Ces messieurs, les arpenteurs, ont fait des études considérables. La profession d'arpenteur est une noble profession qui demande des sacrifices très durs et elle devrait être mieux rémunérée. Quand le gouvernement paie \$1,200, \$1,300, \$1,400 pour des hommes qui s'en vont dans la forêt faire un travail difficile, fait-il un acte de justice et peuvent-ils être compétents?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les arpenteurs qui gagnent ces salaires sont des employés de bureau tandis que les arpenteurs, comme M. Fafard, qui est un arpenteur de profession, gagnent \$2,100. Nous employons des arpenteurs de l'extérieur pour les travaux dans les cantons et les forêts et nous leur donnons des traitements raisonnables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question à propos de deux hommes en particulier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ils sont des Trois-Rivières.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) désire savoir s'ils font partie des amis du ministre de la Voirie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je l'ignore, mais le ministre de la Voirie a tant d'amis qu'il ne serait pas surprenant qu'ils en soient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ils sont divisés, n'est-ce pas? Il (M. Sauvé) fait allusion à certains désordres civils aux Trois-Rivières.

Je vois un item payé au compte du clergé pour impressions bleues. Est-ce sur les recommandations du ministre de l'Agriculture, ça?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est pour les impressions bleues de nos plans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous prenez les affaires bleues au comptoir du clergé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est une bonne place pour les prendre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Paroisse Saint-Eusèbe-de-Vergeil

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Vergeil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de J.-O. Villeneuve

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 concernant la succession de

l'honorable J.-O. Villeneuve soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des services publics, 1920

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Le onzième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1920. (Document de la session no 16)

Questions et réponses:

Études en Europe

M. Monet (Napierville): 1. Quels sont les noms de ceux qui, conformément aux dispositions de la loi 10 George V, chapitre 9, sont allés compléter leurs études en Europe?

2. Par qui et de quelle façon le choix de chacun d'eux a-t-il été fait?

3. Quelle était, à l'époque de ce choix, l'occupation de chacun d'eux?

4. Où chacun d'eux fait-il des études?

5. Quel genre d'études chacun d'eux fait-il?

L'honorable M. David (Terrebonne)¹⁰: 1. MM. J. Dupuis de Montréal, James Hume Robertson de Montréal, François Vézina de Montréal, Joseph-H. Laliberté de Sherbrooke, l'abbé Aimé Labrie de Québec.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation des autorités des institutions où ils ont terminé leurs études, soit: MM. J. Dupuis par Mgr Gauthier, recteur de l'Université de Montréal; J.-H. Robertson, par Sir A. Currie, principal de l'Université McGill; François Vézina, par M. H. Laureys, directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal; J.-H. Laliberté, par Mgr Pelletier, recteur de l'Université Laval; l'abbé Aimé Labrie, par Son Éminence le cardinal Bégin.

3. MM. J. Dupuis, avocat; J.-H. Robertson, ingénieur; François Vézina, élève diplômé de l'École des hautes études commerciales; Jos-H. Laliberté, médecin; l'abbé Aimé Labrie, professeur de belles-lettres.

4. MM. J. Dupuis, études spéciales et littéraires; J.-H. Robertson, littérature française; François Vézina, économie politique et commerciale; J.-H. Laliberté, biologie; l'abbé Aimé Labrie, langue française et latine.

Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 1^{er} mars, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

Dépôt de documents:

La séance est levée à 5 h 30.

État des recettes et déboursés, 1920-1921

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 19 janvier 1921, pour: un état des recettes et déboursés du 1^{er} juillet 1920, jusqu'à date. (Document de la session no 36)

Great East Life Insurance Company

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire) que les articles 503 à 508 ainsi que les articles 510 à 515 du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill de Henri Grandbois et autres, demandant à être constitués en corporation sous le nom de la Great East compagnie d'assurance-vie; qu'il lui soit en conséquence permis de présenter ladite pétition; que cette pétition soit lue et reçue, aussitôt que présentée; et qu'il lui soit aussi permis de présenter le bill constituant en corporation la Great East compagnie d'assurance-vie.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de Henri Grandbois et autres, demandant la présentation d'un bill constituant en corporation la Great East compagnie d'assurance-vie.

M. Létourneau (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 147 constituant en corporation la Great East compagnie d'assurance-vie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 26 février 1921, à la page 1, "Il y avait juste quorum: 17 députés sur 81. M. Sauvé, qui n'avait qu'un de ses lieutenants à la reprise de la séance, n'en eut plus du tout au bout de quelques minutes. M. Renaud, député de Laval, ayant été appelé à Montréal par le train de quatre heures." *L'Action Catholique* du 26 février 1921, à la page 20, rapporte ce qui suit: "Un grand nombre de députés avaient quitté Québec et, à certains moments, il n'y avait pas de quorum pour siéger. L'assistant sergent d'armes, M. Pelchat, fit retentir la cloche; quelques députés firent une apparition dans la Chambre par une porte pendant que d'autres sortaient par une autre." *La Patrie* du 26 février 1921, à la page 4, décrit l'atmosphère de la Chambre comme ceci: "Une parole de M. Sauvé s'est réalisée aujourd'hui, sans que le premier ministre puisse, cette fois, la retourner en malice, le chef de l'opposition était absolument seul à gauche! Mais, soit indifférence, soit habitude, il n'en semblait pas moins à l'aise. Néanmoins, comme s'ils étaient pris de compassion, on vit bientôt des ministres traverser à gauche, et s'asseoir quelques minutes pour causer avec le chef de l'opposition. Celui-ci, flatté de recevoir ces messieurs, se fit aimable et enjoué; et l'on riait avec lui. C'était à vrai dire, le seul coin gai dans la chambre morte, au-dessus de laquelle flottait l'ennui. Partout, ailleurs passait l'endormitoire qui, fort heureusement, retenait, assis à leur siège, cognant des clous comme pour mieux s'y attacher, de rares députés qui opinaient constamment de la tête... Les pages, même, ne résistant pas à la tentation, semblaient subitement haussées à la fonction de ces honorables opinants, et comme eux, d'un mouvement de tête, semblaient indiquer qu'ils étaient du même avis... Cette atmosphère de somnolente unanimité ne convenait guère à des batailleurs nerveux comme le premier ministre, ou

M. David. Et rien ne fut plus drôle que de les voir, l'un et l'autre, rentrer alternativement, s'asseoir une minute, puis, après un regard circulaire, se lever de nouveau, et sortir d'un air suprêmement ennuyé... pour revenir bientôt et recommencer le même manège. Et le plus amusant, c'est que cela devint si régulier que leurs entrées et leurs sorties semblaient réglées, comme dans une comédie. De sorte que, à les observer, les journalistes, au moins, purent s'amuser."

2. M. Tessier préside le comité.

3. *La Presse* du 26 février 1921, à la page 21, rapporte plutôt "l'exposition de Sainte-Scholastique".

4. *La Presse* du 26 février 1921, à la page 21, écrit cette fois Trois-Rivières au lieu de Valleyfield.

5. *Le Soleil* du 26 février 1921, à la page 1, rapporte que: "Au cours de la discussion, M. Sauvé a rendu un magnifique témoignage au ministre de l'Agriculture, disant qu'il connaissait à la perfection son ministère, et louant ses vastes connaissances en matière agricole."

6. Il s'agit du ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Caron.

7. Louise Michel, (1830-1905), institutrice française d'abord, devint une anarchiste militante. Elle fit partie de la frange des communards les plus révolutionnaires en France, fut condamnée à la déportation à Nouméa en 1871, réclama la mort au tribunal, fut libérée en 1880 et de nouveau condamnée pour six ans de prison en 1883 pour avoir participé à une manifestation contre le chômage. Cette figure légendaire du mouvement ouvrier en France fit des conférences dans sa patrie, en Angleterre, en Belgique et en Hollande.

8. *L'Événement* du 26 février 1921, à la page 7, rapporte que M. Sauvé fait allusion à M. Fernand Fafard (1882-1955). Il fut élu député libéral à la Chambre des communes pour la circonscription de l'Islet (1917, 1921, 1925, 1926, 1930) puis celle de Montmagny-L'Islet (1935). Il a fait de l'arpentage pour le gouvernement du Québec.

9. Le sous-ministre des Terres s'appelle Elzéar Miville-Déchènes.

10. *The Gazette* du 26 février 1921, à la page 1, ajoute les détails suivant: "Les études représentent

\$1,200 par an pour une période de trois ans. Il n'y a aucune restriction quant au sexe des personnes, mais les dispositions prévues pour accommoder les requérants à Paris font en sorte que la sélection d'étudiants masculins est privilégiée."

Séance du mardi 1^{er} mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 h 05¹.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pensions des
officiers publics**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 200 concernant la pension des officiers publics du service extérieur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaire des
incendies de Montréal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le commissaire des incendies dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour supérieure,
comté de Témiscamingue**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 227 amendant les statuts refondus 1909, relativement à la tenue des termes et séances de la Cour supérieure dans le comté de Témiscamingue.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**District judiciaire
d'Amos**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos, et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Animaux
pur-sang**

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 232 concernant la protection des animaux pur-sang.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pensions des
officiers publics**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 200 concernant la pension des officiers publics du service extérieur.

Adopté.

**Octrois pour
l'éducation**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie, (l'honorable M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 autorisant certains octrois pour fins d'éducation et certains emprunts nécessaires à ces fins.

Adopté.

Licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences.

Adopté.

Bons ou obligations de la province

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 concernant l'enregistrement de bons ou obligations émis sur le crédit de la province.

Adopté.

Traitement des magistrats de districts

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 229 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au traitement des magistrats de districts.

Adopté.

Vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives 228 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

District judiciaire d'Amos

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile.

Adopté.

Terres publiques, bois et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Tessier), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et forêts.

Adopté.

Augmentation des loyers

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 limitant l'augmentation des loyers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Great East Life Insurance Company

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 constituant en corporation la Great East compagnie d'assurance-vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) explique l'objet de la dépense de ce montant. Il cite une série de sociétés agricoles et d'œuvres pour lesquelles le gouvernement dépense de l'argent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Cela comprend-il les articles publiés dans *Le Soleil*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, ce n'est pas cela. Quand nous faisons faire de l'ouvrage par *Le Soleil*, nous le payons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourtant, je vois à la page 11 du rapport du département de l'agriculture que M. Bouchard, professeur au Collège agricole de Sainte-Anne de La Pocatière, écrit dans *Le Soleil*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est *Le Soleil* qui paie M. Bouchard pour donner une page agricole aux cultivateurs, comme *L'Action catholique* ou tout autre journal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre paie-t-il pour publier ses articles dans *Le Soleil*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement ne paie pas cela autrement au *Soleil*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pas à ma connaissance toujours.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourtant, le ministre connaît bien *Le Soleil*.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh! non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il lui rend bien service au *Soleil*, je ne dirai pas à l'humanité.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il n'y a pas d'articles qui ont été publiés dans *Le Soleil* et qui ont été payés par le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui. Bien certain? Le ministre est-il sûr de cela? Il n'y a pas d'autre chose que le ministre d'Agriculture paie?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Que l'honorable chef de l'opposition veuille bien préciser sa question. Nous payons bien des choses au *Soleil*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'a-t-on pas payé pour des articles au *Soleil*?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Bien voici, nous avons fait publier certains articles pour aider les cultivateurs et les mettre en garde contre certaines choses qui pouvaient se produire dans la province et leur nuire considérablement. Nous payons *Le Soleil* pour publier des avis comme nous payons d'autres journaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais *Le Soleil* étant l'organe du gouvernement, tout en recevant de grosses sommes, même quand il s'agit de l'intérêt du cultivateur, ne publie rien sans qu'on le paie?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): *Le Soleil*, comme d'autres journaux, refuse de publier gratuitement les avis du ministère. Le papier est plus cher, les salaires ont augmenté et ses propriétaires nous ont fait remarquer qu'ils ne pouvaient rien faire à titre gratuit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce montant de \$350,000, y a-t-il quelque chose pour le drainage des terres cultivables dans la province de Québec? Le ministère a-t-il payé quelque chose pour le drainage?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je crois que nous avons dépensé \$5,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce tout?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): demande qu'on ajourne l'item et dit qu'il regardera les comptes publics.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre a assez d'expérience parlementaire pour connaître les comptes publics.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition verra à telle page des comptes publics que l'on a dépensé \$6,000.

M. Renaud (Laval): Dans quel comté?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Chez les cultivateurs en général.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle sorte de drainage a-t-on fait?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Du drainage à surface et du drainage souterrain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On a dépensé \$6,000 en salaires pour du drainage à surface tandis que le gouvernement, qui a des surplus considérables, a dépensé deux millions, pardon, deux mille piastres pour le drainage. Il (M. Sauvé) donne la liste des cultivateurs qui ont reçu de l'argent pour du drainage. Je ne veux pas critiquer ces montants. Je crois que ces montants sont plus appréciables que les salaires qu'on a payés.

Il fait remarquer au gouvernement que les comptes publics sont presque incompréhensibles. Ils sont indéchiffrables. Ils devraient être faits plus clairement, afin que ceux qui les consultent puissent y trouver les renseignements dont ils ont besoin.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous faisons faire des cours d'eau qui égouttent les terres de tout un rang, parfois, et nous ne payons qu'un pourcentage du coût des travaux. Nous ne payons que 25, 30 ou 50 pour cent, jamais plus de 50 pour cent.

Et il y a toujours un grand nombre de cultivateurs qui bénéficient de ces travaux. Il n'y a pas seulement que les \$6,000 du drainage de surface. À la page suivante des comptes publics, on verra \$6,177.84 d'accordés aux municipalités. Ça fait un total de \$14,000, au-delà.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je sais que le gouvernement fait couler beaucoup d'argent souterrainement. Ça augmente toujours, alors?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, et nous allons continuer à augmenter nos octrois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, il me semble que les seules dépenses que l'on fait ce sont des salaires.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Certainement, l'argent que l'on demande pour les travaux de drainage est surtout employé pour payer les salaires des experts que le gouvernement envoie chez les cultivateurs qui veulent profiter du système et qui ont à préparer des plans très difficiles, surtout quand il s'agit du drainage souterrain; ces plans sont très minutieux et coûtent cher, soit 25 %² du coût du drainage. Ils sont donnés aux cultivateurs gratuitement. C'est là une bonne politique, je crois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas question de plans dans les comptes publics.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Pendant l'année, nous avons fait faire 42 plans qui ont tous servi au drainage des terres de cultivateurs qui voulaient rien faire de ces travaux de drainage.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le ministre lui a apporté les programmes des écoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les voici.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui prépare ces programmes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les écoles elles-mêmes qui consultent leurs experts et soumettent leurs programmes au département³.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut savoir ce que l'on enseigne dans ces écoles.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'on enseigne toutes les matières agricoles et, en particulier, l'on y donne un cours de zootechnie très bon.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) constate que l'on parle un peu trop dans certains coins de la Chambre et il rappelle les députés à leur devoir. La question étudiée par la Chambre intéresse spécialement les députés des districts ruraux et il veut que tous s'occupent d'un sujet aussi important que celui de la dépense des deniers de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles ménagères pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut que l'on multiplie les cours d'enseignement ménager et, en particulier, que l'on établisse une école ménagère à Napierville.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'octroi de \$25,000 que l'on demande est employé à subventionner tous les couvents et toutes les écoles où l'on donne des cours d'enseignement ménager. Mon plus fervent désir, c'est de répandre l'enseignement ménager par toute la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est la grande école, ça?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, c'est la grande école. Cette école a été spécialement établie pour fins d'enseignement et non pour servir de ferme modèle; l'on y enseigne la fabrication du beurre et du fromage.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a de plus vieilles écoles que ça. Il y a la "vieille école" du premier ministre, il y a aussi la vieille école du fromage ministériel. Revenons à l'école de Saint-Hyacinthe. Il y a une ferme d'attachée à l'école. Son but est d'aider à l'industrie laitière. Y a-t-il un bon troupeau?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Il y a là un troupeau de vaches laitières qui n'est pas entretenu au point de vue de l'enseignement de l'élevage, directement, mais pour produire le lait dont on a besoin pour la fabrication du beurre et du fromage à l'école. C'est un troupeau de fort belles vaches canadiennes qui n'est peut-être pas parfait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La ferme de l'école doit servir à des fins d'enseignement? Est-ce qu'on ne pourrait pas améliorer l'enseignement si on avait un bon troupeau dans lequel toutes les races seraient représentées?

(Bruit dans la Chambre)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si on ne peut pas avoir l'attention de la Chambre, je vais laisser passer les crédits, et les journaux, *Le Soleil* entre autres, pourront dire que les crédits ont passé en cinq minutes, mais je n'en prendrai pas la responsabilité.

Montrons-nous donc des hommes sérieux. Non seulement on fait du bruit, mais on ne porte aucune attention à l'étude des crédits qui est la besogne sérieuse de la session.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'honorable chef de l'opposition a tort de croire que la Chambre lui manque de respect.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle manque de respect à elle-même.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le chef de l'opposition exagère quand il prétend que les députés n'écoutent pas la discussion. Des petites conversations privées font parfois du bruit; cela ne veut assurément pas dire qu'il y a désordre dans la Chambre. Mais les remarques du chef de l'opposition sont toujours bien accueillies. La Chambre est heureuse de les entendre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'organe du ministère, *Le Soleil*, devrait bien en donner des comptes-rendus un peu plus conformes à la vérité, alors.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): La Chambre est heureuse d'entendre le chef de l'opposition, et j'espère qu'il continuera ses remarques⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi on n'a pas, à l'école de Saint-Hyacinthe, un troupeau plus complet pour expérimenter et établir quelles races de vaches sont les meilleures productrices de lait. Ce n'est pas là une politique nouvelle, mais elle était préconisée, dès 1909, par l'ancien député de Saint-Hyacinthe (M. Bourassa)⁵.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): On se sert des fermes expérimentales pour compléter l'enseignement de l'industrie laitière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est à Ottawa qu'appartiennent les fermes expérimentales?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous des rapports de ces fermes?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est Ottawa qui les a.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avez-vous le résultat de certaines expériences faites à Cap-Rouge?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oui, on s'occupe spécialement de chevaux, et si le chef de l'opposition veut pousser une pointe jusqu'à Cap-Rouge, il y verra de beaux spécimens de la race chevaline.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me semble que le ministre n'est pas très au courant de ce qui se fait dans les fermes expérimentales. Il est pourtant très au courant du mouvement agricole dans la province.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Le ministre de l'Agriculture n'est pas une encyclopédie. Je visite la ferme de Cap-Rouge souvent; elle est bien tenue. À Sainte-Anne aussi, il y a une très belle ferme. La ferme de Cap-Rouge est tenue par M. Langelier. Celle de Sainte-Anne est gérée par M. Bégin. Le ministre de l'Agriculture ne peut être au courant de son administration et de celle du gouvernement fédéral.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Bégin, pas le contrôleur du Revenu?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Oh, non!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de l'Agriculture devrait visiter ces fermes expérimentales avec le ministre de la Colonisation (M. Perrault).

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Nous irons tous les trois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas en assemblée contradictoire.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Non, en bons camarades.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) désire quelques informations concernant les sociétés coopératives, affirmant que les prix qu'elles fixent pour les produits sont en deçà de ce que les cultivateurs pourraient obtenir en situation de concurrence ouverte. Ainsi donc, les cultivateurs perdent de l'argent, alors que les sociétés font de gros profits.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): L'argent que reçoivent les sociétés sert à créer un capital et un fonds de réserve. Sans cela, ces organisations ne pourraient exister plus que deux ou trois ans.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Pourquoi les cultivateurs ne peuvent jouir des avantages qu'il y a à faire affaire avec les sociétés?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Les cultivateurs en bénéficient sous forme de dividendes. Ils reçoivent 8 % de leur investissement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Chaque cultivateur est actionnaire?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Chaque cultivateur faisant affaire avec la société est un actionnaire et détient de une à 10 parts. Tout cultivateur peut investir un maximum de \$2,000.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Renaud (Laval): Pourquoi une augmentation de \$5,000?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Parce que la province grandit. Nous avons acheté des arbres fruitiers, nous en avons élevés. Nous avons même fait de l'argent, nous avons fait un profit de \$2,000, je crois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'indigne de ce fait et trouve scandaleux que le gouvernement se fasse ainsi des surplus au détriment des cultivateurs. Le gouvernement n'a pas l'intention de prendre le monopole de la vente des arbres fruitiers?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oh, non! Nous avons décidé de vendre des arbres fruitiers, car il venait des gens d'Ontario qui vendaient des arbres qui ne s'adaptaient pas à nos terres.

M. Renaud (Laval): Où a-t-on cultivé ces arbres fruitiers?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Des experts du département vont dans l'Ontario et aux États-Unis acheter des plants qui étaient d'abord élevés à la pépinière de Berthierville, mais cette dernière étant devenue trop petite, on les cultive maintenant à Deschambault, où il y a beaucoup plus de terrain. Les experts choisissent surtout des variétés qui peuvent s'adapter au climat et au sol de notre province. Bref! les cultivateurs qui ont eu à traiter avec ce département s'en sont déclarés enchantés et pas une plainte n'est encore parvenue contre cette branche de l'horticulture qui rend aux cultivateurs de la région d'éminents services.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le gouvernement a-t-il vendu avec profit? En quel honneur le gouvernement fait-il du profit en vendant des arbres fruitiers aux cultivateurs? Est-ce cela qui a décidé le gouvernement à prendre le contrôle de la vente de l'alcool? Est-ce vrai que le ministre de l'Agriculture a l'intention de contrôler la vente de l'avoine de semence? Est-ce vrai que le trésorier (l'honorable M. Mitchell) de la province va prendre le contrôle de la vente des cigarettes? Il me semble que c'est bien petit, ça, de faire du profit sur la vente des arbres fruitiers. J'espère que si la politique de la bouteille réussit, comme le gouvernement l'espère, il vendra ses arbres fruitiers meilleur marché.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le bénéfice de \$2,000 à \$3,000 que nous avons réalisé est purement accidentel. Nous n'avons pas l'intention de surcharger les cultivateurs. Bien au contraire. Le département ne calcule qu'à couvrir les dépenses.

M. Dufresne (Joliette): La plantation des arbres fruitiers est une besogne délicate. Le gouvernement a-t-il des experts pour aider les cultivateurs? Il y a des pertes souvent, faute de connaissances.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Nous avons des experts, mais nous ne pouvons pas empêcher les pertes que certains cultivateurs ont malheureusement subies dans leurs vergers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a deux ans, les cultivateurs propriétaires de vergers faisaient des pertes considérables, ruineuses par la gelée de leurs arbres fruitiers, et le gouvernement, au lieu de faire un bénéfice sur la vente des arbres, aurait dû vendre des pommiers en bas du prix coûtant à ces cultivateurs éprouvés. Le gouvernement aurait dû leur venir en aide. Au contraire, il a vendu des arbres à des prix qui lui ont permis de faire des bénéfices. Alors, pourquoi le gouvernement ne vend-il pas ses arbres fruitiers à meilleur marché? Si les cultivateurs ont fait de lourdes pertes, et le ministre l'admet, je ne comprends pas pourquoi on vient se vanter d'avoir réalisé \$2,000 à \$3,000 de profits.

Si le gouvernement faisait des pertes, ce serait dans l'intérêt des cultivateurs et, alors, *Le Soleil* et les autres organes du gouvernement auraient raison de chanter ses louanges. Je crois que les députés des comtés agricoles de cette Chambre devraient blâmer le gouvernement d'avoir fait ce bénéfice. Ils ne s'en vanteront pas sur les "hustings" aux prochaines élections. Le ministre de l'Agriculture entend-il se faire commerçant et monopoliser la vente des arbres fruitiers?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'ai voulu simplement faire un choix judicieux des arbres qui devaient être plantés dans notre province et je ne mérite pas les reproches du chef de l'opposition. Il (M. Sauvé) a tort de présenter cette affaire sous ce jour-là. Ce profit est accidentel, et il a servi à payer les dépenses. Nous nous sommes occupés d'acheter des arbres fruitiers, car on exploitait nos cultivateurs. Je crois que nous avons bien fait.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'on produit de bons œufs avec cela sur les fermes du gouvernement?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Des œufs frais?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Oh! oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas que l'on dise, dans *Le Soleil* par exemple, que j'attaque la haute personnalité du lieutenant-gouverneur actuel, car ce n'est pas le lieutenant-gouverneur qui administre, qui entretient Spencer Wood, c'est le gouvernement.

Il (M. Sauvé) s'étonne de voir que dans les comptes publics, l'an dernier, on a eu besoin d'œufs étrangers à Spencer Wood pour des fins d'incubation et que l'on ait dépensé ainsi une somme de \$326, alors que le gouvernement avait sur ses fermes des œufs qu'il pouvait envoyer à Spencer Wood. Pourquoi est-on allé en acheter ailleurs? On a eu besoin d'œufs pour incubation. Il est vrai qu'il y a eu un accident, mais enfin on a eu besoin d'œufs, pourquoi les avoir achetés ailleurs?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): On n'en a achetés que pour \$3.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement nous a dit dans les comptes publics qu'il en avait achetés pour \$326.00.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'était une erreur d'impression dans les comptes publics et ce n'est pas une somme de \$326 qui a été dépensée ainsi, mais une somme de \$3 seulement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Une erreur, une erreur, mais il me semble qu'il doit y avoir des correcteurs d'épreuves pour les comptes publics. Comment se fait-il qu'on ait imprimé \$326.00 quand ce n'est que \$3?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): C'est une erreur regrettable, une erreur que l'employé n'aurait pas dû faire, mais enfin on n'en a collecté que pour \$3. Cette somme a peut-être été dépensée pour faire venir des sujets d'une race qui n'existait pas dans la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre est-il prêt à produire le compte pour ces œufs? Pourquoi n'aurions-nous pas une séance du comité des comptes publics pour étudier cela?

Je ne veux pas attaquer ni critiquer le lieutenant-gouverneur actuel, et j'espère qu'aucun ministre ne prétendra demain que j'ai voulu attaquer le lieutenant gouverneur.

La résolution est adoptée⁶.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

Titre de Denaston Breakey

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaines propriétés. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Testament de J.-T. Savaria

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Saint-Alphonse-d'Youville

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse d'Youville. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Très-Saint-Sacrement

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 93 concernant les syndics de la paroisse du Très-Saint-Sacrement (Lachine). Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Louis Chabot

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 72 amendant la charte de la ville de La Tuque, et lui accordant de nouveaux pouvoirs.

La séance est levée à 6 heures.

conseiller législatif, s'en alla causer avec le chef du gouvernement une minute."

5. Il s'agit de M. Henri Bourassa (1868-1952) qui était alors député de la Ligue nationaliste.

6. *Le Soleil* du 2 mars 1921, à la page 1, rapporte qu'au cours de la discussion, M. Sauvé aurait déclaré que: " le ministre de l'Agriculture est celui qui est le plus au courant des affaires de son département et des choses de l'agriculture en général, non seulement dans la province, mais dans tout le dominion."

NOTES

1. *L'Événement* du 2 mars 1921, à la page 7, rapporte: "À quatre heures moins dix, l'honorable M. Mitchell paraissait à la Chambre et annonçait à ses collègues, en causant, les noms des commissaires (à la Commission des liqueurs) : MM. Simard, Carroll, Drouin, Caron et Sir William Stavert."

2. Chiffre du *Droit* du 2 mars 1921, à la page 8, et du *Canada*, 2 mars 1921, à la page 1: "20 %".

3. *La Patrie* du 2 mars 1921, à la page 1, dit, contrairement au *Soleil* et à *L'Événement*, que le programme de cours n'est pas soumis au département de l'Instruction publique.

4. *L'Événement* du 2 mars 1921, à la page 12, rapporte: "À ce moment, l'honorable M. Taschereau, qui s'était absenté depuis quelques minutes, revint à son siège et le ministre de la Voirie, l'honorable M. Tessier, ministre aujourd'hui, demain ex-ministre et

Séance du mercredi 2 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Ashby (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec;

- bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec, relativement à l'entretien des chemins municipaux.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 67 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer Québec et de l'Île d'Orléans;

- bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains transports de biens immobiliers;

- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains asiles d'aliénés;

- bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;

- bill 15 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des aliénés non interdits placés dans les asiles;

- bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal;

- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques;

- bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Téléphore Dupuis au nombre de ses membres;

- bill 202 amendant l'article 1682 des statuts refondus de Québec, 1888;

- bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales;

- bill 206 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au cautionnement des officiers publics;

- bill 207 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains dépôts judiciaires;

- bill 208 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, et légalisant certains actes la concernant;

- bill 211 amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction spéciale de certains juges;

- bill 215 remplaçant l'article 385a du Code de procédure civile.

**Montreal Cotton Limited
Salaberry de Valleyfield**

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Sainte-Sabine

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Lambert

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Demande reconventionnelles

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 amendant le Code de procédure civile relativement aux demandes reconventionnelles soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

Commissaire des incendies de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le commissaire des incendies dans la cité de Montréal, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

Terres publiques, bois et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose: 1. Que les terres classées dans la catégorie des terres propres à la culture pourront être mises, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à la disposition et sous le contrôle et l'administration du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, qui seul sera autorisé à les concéder pour fins de colonisation.

2. Que, dès que ces terres seront passées sous le contrôle et l'administration du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, elles seront, par le fait même, exclues de tout permis de coupe de bois qui aura pu être octroyé sur le territoire dont elles font partie ou qui pourrait être octroyé dans la suite.

3. Que les terres actuellement sous billet de location seront administrées et définitivement concédées par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

4. Que les lots qui ont été vendus ou mis sous location pour fins de colonisation, par le ministre des Terres et Forêts ou sous son autorité, avant l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront exclus de tout permis de coupe de bois postérieur à la date de telles ventes ou mises en location; mais que si le permis est antérieur à la date de la vente ou mise en location, ces lots ne cesseront d'être sujets au permis qu'après le 30 avril suivant.

La loi que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre a pour objet de permettre au lieutenant-gouverneur de mettre à la disposition du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) des lots propres à la culture, qui doivent être concédés aux colons. Si cette Chambre accepte le principe de cette loi et l'approuve, à partir de sa sanction, le ministère de la Colonisation sera alors complet, et c'est à lui que les colons devront s'adresser pour obtenir les lots qu'ils désirent cultiver. Il y a plus; à partir de la sanction de cette loi, tous les lots sans exception, même ceux qui ont été concédés dans le passé et qui sont actuellement sous billet de location, aussi bien que ceux qui seront concédés dans l'avenir seront sous l'administration exclusive du ministre de la Colonisation, et le département des Terres et Forêts n'aura plus rien à y voir.

Au fur et à mesure que nous pénétrons plus avant dans l'étude de cette loi et de celle qui sera présentée dans la suite par le ministre de la Colonisation, cette Chambre se rendra compte de l'importance des modifications que nous apportons au régime administratif des biens de la couronne, et la province tout entière applaudira au nouveau régime qui commence.

Ce régime, c'est la réalisation de la promesse faite par le premier ministre au lendemain de son accession au poste si important qu'il occupe aujourd'hui; c'est la conséquence du programme hardi qu'il s'est tracé et qu'il compte mettre à exécution. Il (l'honorable M. Taschereau) mérite des félicitations pour le courage et l'audace dont il a fait preuve en portant cette mesure à l'attention de l'Assemblée. Aux circonstances nouvelles qui ont surgi, il fallait de la nouveauté, de la hardiesse dans les moyens et dans l'exécution. Le premier ministre l'a compris et c'est pourquoi vous voyez durant cette session, l'adoption de mesures jugées impossibles il n'y a pas longtemps encore et qui entrent maintenant dans le domaine de la réalité.

Cette session fera époque dans nos annales parlementaires, et je tiens à dire ici ma reconnaissance au chef du Parti libéral d'aujourd'hui d'avoir permis que je fusse le modeste instrument dont il se sert pour inaugurer l'ère nouvelle qui commence. On me permettra de dire que, de toutes les mesures qui vont être adoptées par ce gouvernement et celui qui l'a précédé, aucune, à mon sens, n'a dépassé par la grandeur de la conception et les conséquences qui vont suivre, celle que nous sommes appelés à étudier. Et je le dis non sans orgueil, c'est sous mon régime, au ministère de la Colonisation, et grâce à l'appui de mes collègues, que les octrois ont été le plus augmentés chaque année et que Sir Lomer Gouin décidait de consacrer, en outre des octrois annuels réguliers, une somme de \$5,000,000 pour fins générales de colonisation. C'est au même moment qu'il décidait aussi de donner un chemin de fer au comté de Témiscamingue, et c'est sous mon administration, au département des Terres et Forêts, que le premier ministre actuel a décidé de donner des terres au ministre de la Colonisation pour ses colons.

Mon ami, le ministre de la Colonisation me pardonnera, j'en suis certain, la satisfaction que j'éprouve à la vue de toutes ces choses qui feront de son administration la plus remarquable de celles que nous ayons jamais vues.

Il y a 33 ans, si je me trompe, que fut créé le premier ministère de la Colonisation, et que le premier ministre du temps (l'honorable M. Honoré

Mercier) en confia l'administration au bon curé Labelle, le roi du nord. Il voulait rendre le colon plus libre, comme il le disait dans cette Chambre même à cette époque, et nous avons attendu patiemment le moment où les circonstances permettraient la réalisation de ce rêve.

Peu à peu, le département de la Colonisation s'est développé et il a grandi grâce à l'expansion que prenait le mouvement colonisateur. De nouveaux centres de colonisation se sont ouverts, qui ont contribué considérablement à agrandir notre domaine colonisable. De son côté, le département des terres de la couronne a vu son champ d'action s'étendre davantage. Le service forestier, le service hydraulique ont été créés, ainsi que la Commission des eaux courantes, et le service de protection de la forêt a été perfectionné. Sous l'habile direction de ceux qui m'ont précédé au poste que j'occupe en ce moment, des progrès merveilleux ont été accomplis. La superficie de la province, depuis 1898, s'est agrandie d'une façon très considérable. Par suite de l'annexion de territoires de l'Abitibi, d'Ashouanipi et de Mistassini, la superficie des terres de la province a été augmentée de 91,000,000 d'acres, et par l'annexion de l'Ungava, de 225,000,000 d'acres. De sorte que sa superficie totale maintenant est de 445,000,000 d'acres.

Et maintenant, le domaine de la couronne a pris des proportions telles qu'il est devenu nécessaire de diviser le travail et de laisser au ministre des Terres la seule tâche de mettre en valeur ce domaine et de consacrer tous ses efforts au plus grand développement de nos ressources naturelles et à leur conservation.

Cette politique, dont nous voyons l'une des réalisations aujourd'hui, a été énoncée du reste il y a quinze ans. Sir Lomer Gouin, en effet, dans son discours-programme, en 1905, disait: "Vraiment, il y a tant de richesses enfouies dans nos forêts, dans nos terrains miniers, dans nos pêcheries, dans nos territoires de chasse et dans nos chutes d'eau, la tâche de développer ces ressources inépuisables est tellement vaste qu'il serait à propos de partager les attributions actuelles du ministre des Terres, et c'est je crois ce qui sera fait avant longtemps. La question forestière mérite à elle seule l'attention de tout un département."

En 1896-97, les revenus des Terres et Forêts étaient de \$853,497.46; en 1919-20, ils ont été de \$2,604,450.26. En 1896-97, les revenus de tout le domaine de la couronne étaient de \$879,893.25¹; en 1919-20, ils étaient de \$3,033,587.02, et je crois que cette année, ils seront de \$4,000,000.

Vers 1900, l'industrie de la pulpe a commencé à se développer dans notre province, et en moins de dix ans, elle est devenue très importante et elle a pris un caractère de permanence que n'avait assurément pas l'industrie des bois de sciage. Il est intéressant de lire l'histoire de l'industrie de la pulpe et du papier dans notre province et dans le Canada entier. Nous y voyons la prépondérance indiscutable de notre province. C'est à cette industrie que nous devons, dans une large mesure, la création et le développement de centres prospères dans une foule d'endroits de notre province.

Le premier moulin à papier du Canada fut établi en 1803 par des Américains à Saint-André. Ce premier établissement fut suivi de quelques autres qui surgirent en divers centres en 1859, en 1866, en 1871. En 1881, le recensement donne 5 moulins à pulpe avec un capital de \$92,000 et employant 68² personnes avec une capacité totale de 82,000 tonnes. En 1901, 25 moulins emploient plus de 3,000 personnes avec un capital de \$11,558,560 alors qu'en 1918, nous comptons 37 moulins à pulpe, 31 moulins à papier, 26 moulins combinés à pulpe et à papier, avec un capital total de \$241,344,704, et l'on voit que Québec est à la tête des autres provinces sous le rapport de cette industrie. Au point de vue du capital placé dans cette industrie, on voit que Québec a \$101,456,296 alors que l'Ontario arrive en second lieu avec \$88,376,807.

Il (l'honorable M. Mercier fils) fait l'historique des matières premières dont on s'est servi pour la fabrication du papier jusqu'à l'emploi du bois de nos forêts. La production réelle de pulpe mécanique pour l'année 1918, a été, pour tout le Canada, de 879,510 tonnes, soit 76.74 pour cent de la capacité totale possible; là-dessus, le Québec arrive avec 493,530 tonnes.

Naturellement, cette industrie de la pulpe a considérablement développé nos ressources hydrauliques; il a fallu créer la Commission des eaux courantes qui a entrepris plusieurs grands travaux de barrage, entre autres celui de la Loutre. Il (l'honorable M. Mercier fils) donne d'intéressants renseignements sur le barrage, l'un des plus considérables du monde entier.

Comme on le voit, le problème forestier dans la province de Québec se compliquait et il a pris depuis une quinzaine d'années une envergure considérable. Pour arriver à le solutionner, il fallait un personnel compétent, et c'est pour arriver à cela que le gouvernement de Sir Lomer Gouin a créé une école forestière de tout premier ordre et un service forestier dont l'importance grandit tous les jours et

qui fait partie du rouage du département des Terres et Forêts. Ce sont nos ingénieurs forestiers, sortis de cette école, qui surveillent aujourd'hui l'exploitation forestière et lui donnent son orientation. Plus tard, en 1905, on organisait le service de protection des forêts contre les incendies. Commencé d'une façon assez rudimentaire, ce service s'est développé très vite, et aujourd'hui, son efficacité est incontestable; de ce service sont nées plusieurs associations protectrices contre le feu; celles du Saint-Maurice, de l'Ottawa-Supérieur, de la Rive sud et des Laurentides.

L'augmentation et l'importance des droits de coupe, en admettant que le chiffre des coupes se maintienne au niveau des années précédentes, atteindront un revenu de \$4,000,000 par année bientôt. Il parle de la question du reboisement et des pépinières créées par le gouvernement et dont celle de Berthier seule contient près de 6,000,000 de plants de toutes variétés, ce qui représente une valeur considérable.

Le temps est venu d'une modification complète de notre système de colonisation. Maintenant que le département des Terres est organisé et que ses revenus sont augmentés de la façon que l'on sait, le temps est venu de pousser par tous les moyens possibles le mouvement de la colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre des Terres vient de prononcer un discours important. Quels sont ceux qui doivent le plus se réjouir de la grande nouvelle que nous annonce le ministre des Terres? N'est-ce pas ceux qui dénonçaient la politique du gouvernement et préconisaient celle que l'on adopte aujourd'hui?

Il n'y a pas longtemps que de ce côté-ci de la Chambre des gens réclamaient cette réforme, demandaient qu'on pensât au colon. On prêchait cette séparation des deux domaines et on préconisait cette politique que le gouvernement adopte aujourd'hui. Le gouvernement d'alors répondait: "Mais non, le colon est bien traité, le colon est heureux." Et cette idée est-elle nouvelle?

Est-elle sortie du cerveau puissant du premier ministre (l'honorable M. Taschereau) ou du non moins puissant cerveau du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) ou de la grande âme du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault)? Cette idée est la création du premier ministre actuel, nous a dit le ministre des Terres qui trouve que son chef exécute un programme hardi, hardi, sans doute parce qu'il prend les idées de ses adversaires.

Ouvrons les débats de la Chambre de 1912. Voyons-nous que le premier ministre de ce temps-là et le premier ministre d'aujourd'hui prêchaient cette politique? M. J. Prévost³ et les apôtres de la colonisation demandaient depuis longtemps cette séparation que le gouvernement alors leur refusait. Il (M. Sauvé) lit un extrait du journal de l'Assemblée législative du 29 mars 1912: "L'honorable M. Prévost, secondé par M. D'Auteuil⁴, propose en amendement:

"Que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que le gouvernement a négligé et refusé:

"1. De séparer le domaine forestier du domaine de la colonisation, afin de prévenir et faire disparaître toute cause de conflit entre le colon et le marchand de bois, et afin de donner la terre libre au colon libre.

"2. De donner des colonies au ministre de la Colonisation, en mettant les terres colonisables sous son contrôle, au lieu de les laisser sous la juridiction du ministre des Terres qui est en même temps le ministre des Forêts.

"3. De protéger le colon contre l'exaction des spéculateurs sur le domaine public.

"4. D'encourager la colonisation intensive afin de faciliter au fils du pionnier, au fils du cultivateur, aux ouvriers des villes et aux rapatriés, le choix facile et expéditif de terrains de colonisation et surtout leur installation méthodique et définitive.

"Elle regrette que le gouvernement persiste ainsi à suivre une politique antipatriotique et elle est d'avis qu'il mérite la censure, et le blâme de cette Chambre et de la province." (page 537)

Qui a voté contre cette proposition en 1912⁵? Je vois les noms de M. Caron (l'Islet), M. Devlin, M. Gouin, M. Mercier fils, M. Pilon, M. Reed de l'Assomption, M. Robert, M. Taschereau, pas M. Aléyn Taschereau⁶. Et qui vota pour? Les membres de l'opposition.

J'en conclus donc que ceux qui doivent se réjouir, ce sont ceux qui réclamaient cette politique il y a tant d'années. Et si je n'ai pas applaudi le ministre des deux mains, je l'ai applaudi de cœur et d'esprit et je le félicite d'avoir proposé cette loi, un peu tard, peut-être, mais enfin il l'a proposée. Ce sont ceux qui siègent à la gauche de l'Orateur qui ont applaudi à cette politique exposée par les Bourassa, les Tellier, les Prévost et les Lavergne, quand elle était rejetée par la droite⁷.

Il est vrai que cela a dû être dur pour le gouvernement de se rendre aux désirs du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), car, en somme, c'est la politique de ses adversaires. Je félicite donc le ministre de la Colonisation d'avoir gagné son point.

Il (M. Sauvé) parle de prétendues tendances nationalistes du ministre de la Colonisation et dit que celui-ci a posé un ultimatum avant d'entrer dans le ministère. Il a exigé qu'on fasse le partage des terres. Il n'a pas fait accepter son idée sans lutte et surtout sans opposition de son collègue des Terres, mais l'essentiel c'est qu'il ait réussi. La nouvelle loi lui fournira le seul moyen d'utiliser les cinq millions promis à la colonisation par l'ancien premier ministre (l'honorable M. Gouin).

Cette politique est conforme à celle que l'opposition a préconisée dans le passé et l'opposition sait reconnaître une bonne mesure, même si elle est proposée par la droite. L'opposition ne fait pas de parti pris politique. Je sais que du côté du gouvernement on ne fait pas cela. La députation ministérielle vote aujourd'hui ce qu'elle condamnerait parce que le cabinet a changé d'idée. Mais c'est là une piètre tactique qui tournera contre ceux qui s'y adonnent. Tout observateur peut constater qu'il s'est produit un changement profond dans la population de la province. On est las de la stupide et aveugle moutonnerie politique. L'indépendance devient de plus en plus de mise dans tout le pays. Elle rejettera bientôt les dociles instruments des gouvernements loin des parlements.

L'opposition reconnaît le bien où il se trouve et, loin de nous opposer à la proposition du gouvernement, nous approuvons la mesure présentée par le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils), mais probablement rédigée par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault). J'espère que nous aurons le plaisir d'entendre le ministre de la Colonisation nous exprimer sa joie, je ne dirai pas l'écho de son triomphe. Il est trop modeste et trop discret pour cela.

La loi est bonne, mais il ne faut pas qu'elle reste lettre morte, que ce ne soit qu'une politique de statut, (car) ce n'est pas tout de mettre une loi dans nos statuts; il faut la mettre en pratique. Nous sommes en retard, mais il y a moyen de faire de la colonisation dans cette province. Nous espérons que cette politique produira les meilleurs résultats pour la province, pour la colonisation et l'agriculture, car cette dernière se rattache à l'agriculture, elle marche de pair. Le gouvernement, en encourageant la colonisation, encourage l'agriculture.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je suis heureux de voir que le chef de l'opposition approuve la loi de séparation. Je suis surpris de voir que mon honorable ami se réclame des Jean Prévost et des autres qui n'ont pas toujours pensé comme le député des Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça ne fait rien.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Bien avant ceux dont se réclame le chef de l'opposition, le sénateur David⁸ demandait l'adoption de cette politique qui était alors combattue par un sincère ami des colons, le curé Labelle, qui prétendait que ses protégés n'avaient pas besoin de l'argent du gouvernement pour se tirer d'affaire. Le curé Labelle, plus tard, a modifié ses vues. Ceux qui lui ont succédé ont peut-être cru que les revenus de la province ne permettaient pas la séparation des deux domaines. D'année en année, le système s'est perfectionné. Les gouvernements qui se sont succédé ont fait de grands progrès et la proposition que j'ai faite aujourd'hui est la suite de ce qui a été fait dans le passé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les contradictions des autres n'excusent pas celles du ministre des Terres. Quant aux autorités qu'il a citées, entre autres, M. le sénateur David, elles ne valent pas grand chose au dire de l'ancien premier ministre qui, il n'y a pas si longtemps, ne les prenait pas au sérieux, à la grande colère de certain jeune homme qui parlait même de faire un esclandre. Il s'est depuis calmé.

Le ministre des Terres vient d'admettre à demi que le gouvernement a eu besoin de spéculer pendant quelques années avec les marchands de bois. Maintenant que l'opinion a été préparée par le travail de l'opposition, on trouve qu'il faut de la hardiesse et de l'audace au premier ministre pour inscrire cette réforme dans nos lois.

Il (M. Sauvé) croyait que l'initiative serait du ministre des Terres qui a dit, pour montrer l'urgence de la mesure, que les affaires des terres et forêts constituent maintenant un fardeau trop lourd. Je m'étonne d'entendre cela dans la bouche du ministre que je croyais, que tout le monde croyait si actif. Évidemment pas de l'activité nerveuse du secrétaire de la province (l'honorable M. David) ou de la vivacité du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), mais actif quand même, avec plus de calme et de sang-froid. Je croyais tout cela du ministre. Je

croyais qu'il aimait à arriver tôt au bureau, le matin, à en partir tard le soir; qu'il aimait, en un mot, à embrasser beaucoup en une journée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Surtout la dernière partie! (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce à dire que le ministre préfère le "flirt" à la colonisation? Il est vrai qu'il est beau garçon... (Rires, applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): ...mais il ne faut pas qu'il prenne mes paroles dans un autre sens que celui que je leur donne moi-même. Il (M. Sauvé) demande au premier ministre si le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) ne doit pas parler aussi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il présentera sa loi tantôt et il parlera à ce moment.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): A-t-il un discours écrit? L'a-t-il soumis à l'approbation du premier ministre?

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général à la prochaine séance.

**Département de la Colonisation,
des Mines et des Pêcheries**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre pourvoit au transfert des terres qui sont propices à la colonisation du ministère des Terres et Forêts au ministère de la Colonisation. Ce projet de loi est une nouvelle tentative du gouvernement de promouvoir la colonisation dans cette province. C'est un nouvel effort tenté par le gouvernement pour faire revenir la jeunesse à la terre et maintenir l'équilibre entre la population rurale et la population des villes.

C'est la conséquence de principe posé dans des lois antérieures que ce projet de loi; il est tout à l'honneur de l'honorable premier ministre actuel car, selon moi, il marque une ère nouvelle dans le domaine de la colonisation.

L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a dit que c'est la politique de mise en œuvre de ses amis et que l'idée n'est pas nouvelle. C'est vrai. Mais elle est la suite des lois antérieures. La loi de 1904 était déjà un grand pas vers l'amélioration, car elle comportait la classification des lots. L'honorable M. Flynn⁹, ancien premier ministre, qui était du parti conservateur, trouvait même que la loi de 1904 était très avancée et il doutait de son succès.

La politique actuelle a été adoptée et préconisée par le Parti libéral depuis quarante ans et a été graduellement développée selon les circonstances. Le Parti libéral a toujours été en faveur de rendre la vie du colon aussi belle que possible, car le colon est un des principaux instruments, sinon le principal, du développement de notre province.

Qu'est-ce que cela prouve? Cela prouve, M. l'Orateur, que la politique que nous annonçons aujourd'hui a été souvent discutée. Ce qui est nécessaire en certain temps ne peut l'être dans d'autre.

L'honorable M. Prévost, en 1906, ne réclamait pas ce qu'il réclamait en 1912. Dans son rapport de 1906, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Prévost) écrivait qu'il ne croyait pas encore à la nécessité de la séparation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il était ministre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'est pas parce qu'un homme est ministre qu'il ne comprend pas aussi bien qu'un autre les intérêts de sa province. J'ai trop confiance en feu Jean Prévost pour ne pas croire ce qu'il écrivait en 1906.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et en 1912.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les conditions avaient peut-être changé dans l'opinion de M. Prévost.

Il (l'honorable M. Perrault) dit qu'il n'a jamais posé d'ultimatum au gouvernement pour obtenir cette réforme dont on parle depuis 40 ans. Mon honorable ami, le chef de l'opposition (M. Sauvé), dit-il, a dit que c'était là des idées nationalistes et que j'étais heureux de m'en réclamer. J'ai assez du libéralisme pour m'inspirer et faire mon devoir dans le meilleur intérêt et la grandeur de la province¹⁰.

L'honorable chef de l'opposition nous dit que nous aurions dû écouter certaines représentations qui nous ont été faites avant aujourd'hui. Mais dès 1893, M. Chicoyne¹¹, député conservateur, disait au gouvernement d'alors - qui était conservateur - des réclamations touchant la séparation du domaine forestier du domaine de la colonisation. Et, cependant, le gouvernement n'écoutait pas les demandes de M. Chicoyne. Le temps n'était pas arrivé.

Je crois que mon honorable ami reconnaîtra que c'est depuis quelques années surtout que se sont réalisés les véritables progrès dans la colonisation. L'an dernier, grâce à la loi de cinq millions, nous avons dépensé \$600,000 de plus pour aider aux colons.

La nouvelle loi est un grand pas dans la bonne voie. La politique du Parti libéral fut toujours d'améliorer la situation des colons. Toutes les lois peuvent être améliorées et c'est le but du gouvernement en proposant le projet de loi actuel. Il (l'honorable M. Perrault) cite les régions du Lac-Saint-Jean, de la Matapédia et de l'Abitibi, dans lesquelles la colonisation, telle que préconisée et surveillée par le gouvernement, a produit de si beaux résultats. Il ne fait aucun doute que les cités et villes exercent une puissante attraction chez les jeunes hommes. Ils y sont attirés par les salaires plus élevés et les plus grandes facilités d'agréments qui y sont offerts. C'est un fait que, malgré tout, l'exploitation des terres cultivées augmente progressivement, mais cette exploitation doit être accrue. C'est absolument nécessaire, dit-il, de prêter le retour à la terre et de rendre celle-ci aussi avantageuse et attrayante que possible aux yeux du travailleur citadin fourbu, épuisé par le dur labeur et la misère et afin d'y attirer le surplus des villes et y établir ceux qui ne peuvent trouver le travail dans les manufactures et les établissements industriels.

Il (l'honorable M. Perrault) exprime ses remerciements pour l'octroi de cinq millions votés l'an dernier par l'Assemblée législative au département de la Colonisation; et grâce à cet octroi, le département pourra plus facilement que jamais construire des chemins de colonisation, des chemins de fer et autres moyens de communication. Les progrès en cette matière ne doivent pas être supputés au nombre de lots vendus, mais plutôt au nombre de colons fixés. C'est le département de la Colonisation qui s'occupera de la population concernée sur les nouvelles terres colonisées.

Nous continuerons à classier les lots propres à la culture, afin que les agents soient en meilleure posture pour informer les futurs colons à propos des terres disponibles et parfaitement renseignés sur ceux que nous vendrons. Il était devenu nécessaire pour le département de la Colonisation de faire une meilleure classification des terres cultivables. Le département des Terres et Forêts transférera ses terres au département de la Colonisation. Ces terres seront maintenant sous un contrôle et exemptes des licences de la coupe du bois.

Quand la classification sera faite, les lots seront transportés au ministère de la Colonisation et, du jour de leur transfert, le marchand de bois ne pourra plus y toucher. Il n'y aura plus aucune crainte de les voir réclamées par quiconque. Il n'y aura plus deux maîtres pour le même lot. Ce partage sera dans l'intérêt non seulement du colon, mais aussi du marchand de bois. Les abus qui, dans une certaine mesure, ont existé dans le passé disparaîtront.

Il y a des précautions à prendre. Le haut coût du bois tente les colons de mauvaise foi. La nouvelle loi protégera les colons contre les marchands de bois et protégera ceux qui possèdent des droits de coupe contre les colons négligents. Aujourd'hui, ils vont s'établir parfois très loin dans la forêt. Ils réclament des routes et causent parfois, par leur imprudence et des incendies qu'elle allume, des dégradations pour des millions de dollars détruisant nos richesses. Quand les lots nous auront été transportés, nous en commencerons la vente et nous les vendrons à des colons seulement. Et nous ne vendrons pas d'autres lots avant que les premiers soient développés. Cette mesure sauvera des millions à la province.

Les anciennes lois ont pu peut-être aider les faux colons au détriment du colon de bonne foi. Ils assuraient les lots officiellement pour fins de culture et, après avoir assuré ses lettres patentes, ils vendaient leur lot aux marchands de bois. La guerre a augmenté les revenus du faux colon qui achetait un lot seulement, dans le but de le revendre aux

marchands de bois et dans un but de spéculation ou pour se lancer lui-même dans la vente de bois, au détriment du colon de bonne foi. Le faux colon a causé des torts considérables à cette province et un grand nombre de colons n'ont fait que de la spéculation, alors que d'autres s'efforçaient de rendre leurs terres propres à la culture.

La province a dépensé beaucoup d'argent pour développer la colonisation. Elle a aidé la construction des routes des écoles. Il (l'honorable M. Perrault) veut que les lots vendus aux colons restent aux colons et aux cultivateurs et qu'ils ne soient pas utilisés à d'autres fins.

Comme les lots auront été classifiés, il sera plus facile de les distribuer aux colons, sans les troubles qui sont survenus dans le passé. Le travail de la colonisation sera sous le contrôle des agents du gouvernement qui seront en contact direct avec les colons et le département. Il (l'honorable M. Perrault) désire que les agents soient plus actifs et soient plus en position d'informer les acheteurs et fassent une plus grande propagande. Il désire voir les agents offrir en vente des lots réellement propres à la culture. Le gouvernement, de son côté, s'efforcera de donner aux agents des terres plus aptes à la culture.

On groupera les terres à coloniser en cantons, évitant de la sorte l'éparpillement. Le gouvernement tentera aussi de grouper les colons dans des régions, afin de suivre une meilleure politique pour les chemins et d'en construire qui soient plus utiles aux colons. En groupant ainsi les colons, nous centralisons nos travaux et nous leur permettrons d'avoir leurs écoles, leurs églises.

Les colons auront plutôt les rudiments d'une organisation paroissiale et municipale, plus tôt la présence de curé et celle du médecin et des divers genres de métiers. Ils seront gardés contre cette impression d'isolement et de détresse qui atteint les petits groupes perdus en forêt. Cela aura de plus l'avantage de centraliser les travaux du gouvernement. On a dit que les chemins doivent précéder les colons. Ce n'est pas toujours exact. C'est exagérer. Le chemin doit accompagner le colon. Cependant, si cela devient nécessaire avec ce plan de développement, le gouvernement pourra ouvrir des chemins à l'avance. Nous connaissons, sous la nouvelle loi, les endroits où il nous faudra des chemins, et cela facilitera le développement de nos cantons.

La course au bois, la spéculation au bois, a beaucoup retardé la colonisation. Elle a fait que les colons ont souvent plus regardé la qualité du bois qui s'y trouvait que la qualité de leur terre. Le résultat est

que le faux colon vendait son lot au marchand de bois et s'en allait. Il est remarquable que les régions où il n'y avait pas de bois telles que le Témiscamingue, Roberval, Saint-Félicien et Chambord se sont développées plus rapidement que les autres. Les colons, au lieu de vivre à faire du bois pour le marchand, se sont efforcés de défricher et ils ont réussi. Ce n'est pas que le colon n'ait pas besoin de bois. Il en a besoin pour se bâtir, pour se chauffer et se nourrir dans les premiers temps de son établissement. Pour cela, la nouvelle loi obligera le colon à conserver une réserve de bois sur sa terre, mais son premier soin doit être de défricher, de coloniser son lot.

La nouvelle loi est à peu près la même que la loi des terres. La révocation des lots, l'émission des lettres patentes se feront comme sous l'ancienne loi.

Aux termes de la nouvelle loi, les précautions ont été prises aussi étroites que possible pour se garder contre le danger du colon de mauvaise foi qui a coûté des sommes considérables à la province. Celle-ci a dépensé beaucoup d'argent pour venir en aide au colon; elle a aidé à la construction des écoles et des chemins. Notre but est d'assurer que le lot reste à la colonisation, d'assurer à l'agriculteur les lots que nous vendrons. Dans le but de rendre plus difficile la spéculation, le gouvernement, dans sa nouvelle loi, statue qu'à l'avenir le colon de bonne foi devra défricher les 30 % de son lot, au lieu des 15 % avant d'obtenir ses lettres patentes. Il n'aura qu'à cultiver trois acres par année.

La nouvelle loi prévoit aussi à la réserve de 15 % du bois pendant une période de vingt ans¹², afin d'assurer du bois pour l'avenir, après que les lettres patentes auront été obtenues sur tous les lots propres à l'agriculture. Nous pensons rendre service au nouveau propriétaire, en évitant que le lot passe à l'industrie forestière.

Le colon aura la permission de couper sur cette réserve le bois dont il a besoin pour vivre et pour la construction, mais il ne pourra pas en vendre pour spéculer. Il sera assuré d'avoir le bois d'œuvre ou de construction dont il a besoin pour son usage quotidien. Cela empêchera également l'exploitation des lots par les bûcherons qui désirent transformer les lots en limites à bois. Cette clause empêchera les spéculateurs d'employer à leur profit des terres qui doivent rester à la disposition des colons et des cultivateurs. Une personne qui achètera un lot comme limite à bois devra payer un double droit de coupe et il n'y aura pas de droit de coupe à payer par le colon de bonne foi pour couper du bois sur sa terre qu'il aura acquise dans le but de colonisation. Mais

un colon ne pourra pas vendre sa terre avant qu'une période de six ans se soit écoulée après qu'il aura obtenu ses lettres patentes.

Toute la nouvelle loi est faite dans le but de protéger le colon de bonne foi. Il était nécessaire aujourd'hui plus que jamais de garder le cultivateur sur la terre et de l'encourager le plus possible à continuer la culture de la terre. La politique du gouvernement est de faire tout ce qui est possible pour le développement de cette province et la prospérité de tous ses habitants. Toutes ces réformes ont pour but d'assurer le succès de notre loi, le succès de la colonisation. Voilà dans ses grandes lignes, M. l'Orateur, le projet que je sou mets à cette Chambre. J'espère qu'il assurera le succès de cette grande œuvre.

Ces lois que nous votons, ces sommes mises à la disposition du gouvernement sont, sans doute, indispensables au succès de la colonisation de notre province, mais ces moyens n'y suffiraient pas à eux seuls. Il faut y ajouter l'effort des hommes qui les mettront en œuvre et les rendront productifs.

Dans le domaine de la colonisation, c'est l'élément humain qu'il importe principalement de trouver, ce sont des bras qu'il nous faut pour tirer parti de nos ressources naturelles par excellence, la terre et les richesses. Nous nous efforcerons de les découvrir, ces colons, assurés que nous sommes que rien ne servira mieux les intérêts de notre province que leur établissement sur les terres neuves.

En rendant la terre plus attrayante, en facilitant la tâche du défricheur, nous voulons faire comprendre à notre jeunesse rurale, principalement à celle qui peut encore répondre à l'appel de la terre, que son intérêt comme celui du pays exige qu'elle reste sur la terre pour continuer l'œuvre de ses ancêtres, et, s'il n'y a plus de place pour elle sur la terre paternelle, que les régions de colonisation l'attendent pour lui permettre de fonder un foyer durable et lui donner, sinon la richesse, au moins l'aisance, la vie calme et heureuse.

Nous voulons assurer par tous les moyens la permanence et l'agrandissement de cet élément de la politique qui vit sur la terre et qui constitue le principal actif économique d'une nation, cet élément qui est la barrière à tout bouleversement social, à toute révolution.

Pouvons-nous trouver meilleur exemple, plus salutaire leçon que celle prêchée par le paysan français durant la dernière guerre et pendant le relèvement de la France? Dans le livre qu'il vient de publier *La Grande Pitié de la terre de France*, Jaray¹³ met en lumière l'héroïsme de la population de

ces régions du nord et de l'est de la France, victimes d'invasions millénaires, régions qui ont été les grandes routes parcourues depuis des siècles par les barbares désireux de piller les richesses du sol français. Devant tant de ruines, l'auteur ne perd pas courage parce qu'un optimisme plus fort que toutes les épreuves lui vient de l'intelligence et de la belle énergie des paysans de France. Et il semble que ce soit là sa seule raison d'espérer. "L'équilibre social de la France est admirable, écrit-il, et nul pays au monde ne compte autant de petits paysans propriétaires cultivant le sol de leurs mains et irréductibles adversaires de tout trouble social profond." "Le paysan français, ajoute-t-il, cultivant la terre de France, refera dans la paix la prospérité française."

Nous pouvons tirer profit de cette leçon. En tout pays, la classe paysanne constitue l'un des meilleurs éléments de grandeur et de progrès, et je souhaite, pour notre province, que les défricheurs, les agriculteurs soient de plus en plus nombreux, afin d'assurer parmi nous le maintien de la force morale et de la prospérité matérielle.

C'est dans ce but que le gouvernement emploiera ses énergies. Pour y mieux réussir, il fait appel à toutes les bonnes volontés, à toutes les initiatives et il compte sur l'appui de tous ceux qui ont à cœur les vrais intérêts de cette province.

(Applaudissements)

M. Bugeaud (Bonaventure) approuve entièrement le projet qui est actuellement soumis à la Chambre. Il félicite les deux ministres pour leur discours et le gouvernement pour cette loi nouvelle.

Je suis heureux de féliciter le ministre de la Colonisation de son magnifique discours, impeccable de forme et de fond, dit-il, et j'ai confiance qu'il saura mettre en pratique la loi que nous sommes appelés à voter. Nous l'améliorerons à mesure qu'elle sera appliquée et je n'ai aucun doute, nous verrons la colonisation grandir et prospérer. Elle contribuera à la classification des lots, ce qui est la chose essentielle, elle fera que les chemins seront à leur place et, par la création d'écoles dans les centres de colonisation, elle favorisera le groupement. Mais les plus grands bienfaits de la loi nouvelle se feront sentir contre les mauvais colons, contre les spéculateurs sur lots de colonisation.

Bref, cette loi est une innovation heureuse. Mais pourrait-on me permettre d'espérer qu'elle sera complétée dans quelques années par l'établissement d'un crédit agricole. Je l'espère. Le gouvernement qui dirige aujourd'hui les affaires de notre province est

un gouvernement sage et prévenant. Il sait que quand le temps sera arrivé d'établir ce crédit agricole, il ne reculera pas devant la tâche.

Il (M. Bugeaud) parle de la colonisation dans la belle région gaspésienne. Il est sûr que cette région va grandement profiter de la loi nouvelle qui rendra maintenant plus facile la colonisation. Faire de la colonisation, disait le bon curé Labelle, dans une expression vraie et pittoresque, c'est abattre des épinettes et les remplacer par des Canadiens, mais encore faut-il savoir prendre les moyens de le faire.

Tous les députés de cette Chambre seconderont, je crois, les louables efforts du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour assurer le succès de sa loi et je crois que, sur chaque lot qu'il vendra, surgira, dans un coin de forêt, une énergie nouvelle au service de la province.

M. Simard (Témiscamingue): Comme député du comté de Témiscamingue, j'ai la prétention de représenter dans cette Chambre la plus belle, la plus vaste et la plus progressive des régions de colonisation de la province. Aussi, la loi que le gouvernement présente m'intéresse au plus haut degré. J'ai applaudi le gouvernement quand il nous a donné des fermes neuves, un chemin de fer, je l'applaudis aujourd'hui, car j'ai confiance au succès de cette loi nouvelle. Les terres défrichées rapportent 25 fois plus que les terres en forêts. Elles sont donc une source de richesses pour la province. Il (M. Simard) croit à la colonisation, comme il croit à la culture, source de toute prospérité durable. Il est d'opinion que pour résoudre plusieurs graves problèmes, comme la désertion des campagnes, le chômage périodique dans les villes et l'émigration des nôtres vers les autres provinces et les États-Unis, on doit songer à la colonisation, et c'est bien, semble-t-il, la pensée du gouvernement.

La séparation des deux domaines, dit-il, aura plusieurs effets satisfaisants tant pour le colon que pour le licencié. Cette réforme s'impose, et je suis bien aise de voir que le gouvernement ne pense pas autrement.

Il ne faudra pas se payer de mots. Cette réforme n'est pas et ne peut pas être la terre libre au colon libre. Ce n'est pas la terre libre au colon libre pour plusieurs bonnes raisons qui se tiennent comme les doigts de la main. La première, c'est que le colon ne saurait pour aucune considération être libre de remplir ou de ne pas remplir toutes et chacune des conditions du billet de location. Il ne peut être libre de couper autant de bois qu'il puisse le désirer. Il ne peut être libre de ne pas défricher et de ne pas faire la

culture. Il ne peut être libre de ne pas habiter son lot et de ne pas s'y construire une habitation. Bref, ce serait faire de l'œuvre de la colonisation un champ ouvert à la spéculation et l'accaparement si le colon n'avait que des droits, et aussi longtemps que l'on imposera légitimement et sagement des devoirs commandés par le souci de l'intérêt public, il ne peut être libre de les ignorer.

Il (M. Simard) cite une parole du grand homme d'état canadien français, Sir George Étienne Cartier, qui déclare qu'il faut se cramponner à la terre, pour assurer notre existence nationale.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) admire l'idée de l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) de donner au département de la Colonisation la matière première dont il a besoin et dont il a absolument besoin pour faire fonctionner cet important département avec méthodes, et avec un réel bon sens. Il (M. Moreau) parle de l'importance de la colonisation qui a été, comme dans tous les autres pays, la base de tout, la base de tout développement, la base de toute prospérité, la base de l'agriculture. Il esquisse la physionomie du vrai colon défricheur qui prend un lot dans le seul et unique but d'en faire un établissement agricole.

Mais le colon qui prend un lot, dit-il, pour des fins de culture, et si pour une raison ou pour une autre, valable sans doute, vend son lot, peut-on dire de lui que c'est un spéculateur? Je dis que non. Voici pourquoi: Dans le comté que j'ai l'honneur de représenter, je peux dire qu'il ne s'est pas fait de spéculation mauvaise, c'est-à-dire que les colons n'ont pas vendu de lot au marchand de bois. Cependant, il n'est pas de même dans toutes les régions. Il y a le colon spéculateur qui ne reste pas sur son lot. Mais ce lot, il ne le vend pas aux marchands de bois, mais à un autre colon plus fortuné. Celui-ci continue le défrichement, même plus rapidement que le premier colon qui, avec les produits de cette vente, peut se mettre sur un autre lot et le défricher avec plus d'avantages. Si tous ces colons qui ont vendu un lot et même deux lots étaient de mauvais colons, il y en aurait beaucoup. Prenons toutes nos paroisses de 50 ans d'existence. Combien trouverons-nous de colons qui ont coupé la première branche sur leurs lots et qui y sont encore? Je dirais très peu, à peine 5 %.

Je suis pour une loi juste et raisonnable, prudente, afin de faire disparaître cette mauvaise spéculation, cette spéculation honteuse, qui se fait, je le sais, entre le colon de mauvaise foi et cet accapareur de lots boisés.

Il (M. Moreau) dénonce vigoureusement ces transactions, ajoutant qu'il n'a aucune pitié pour le mauvais colon qui sacrifie son avenir à un marchand de bois. Il dit toute sa sympathie pour le vrai défricheur et rappelle les grands sacrifices que ce dernier doit s'imposer.

Je sais que la nouvelle loi que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) présente à la Chambre est encore plus sévère que l'ancienne. Mais je crois, dit-il, qu'il devrait y avoir un amendement, une exception à la loi générale pour le colon sérieux qui a un lot brûlé ou un lot savaneux, qui n'a pas de bois de commerce. Le ministre devrait avoir le droit d'émettre des lettres patentes après un ou deux ans de résidence, ce droit s'appliquant aux lots sur lesquels il n'y a pas de bois de commerce, afin de donner l'avantage à ce pauvre colon de se procurer ses titres et de dire: "Je suis chez moi."

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Dufour) que le débat soit ajourné.

La proposition est adoptée.

Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a rapporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal;

- bill 16 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;

- bill 139 amendant la charte de la cité de Grand'Mère et permettant la consolidation des fonds d'amortissement de ladite cité.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot;
- bill 80 autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse;
- bill 101 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins;
- bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité;
- bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie.

Charte d'Aylmer

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité. Les amendements sont lus une première fois.

Ponts de l'île Perrot

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'île Perrot. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Orphelinat apostolique de La Malbaie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Compagnie des prêts et construction, Grand'Mère

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est l'état financier de la Cie des prêts et construction de Grand'Mère?

2. Quelle garantie possède le gouvernement pour le remboursement aux actionnaires de cette compagnie, d'après leur contrat?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. Aucune garantie n'est exigible.

The Winchester Club

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de The Winchester Club. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission des liqueurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre s'il va donner à l'Assemblée législative les noms des commissaires chargés de l'application de la nouvelle loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond que ces commissaires sont MM. Simard, Carroll, Drouin, Caron et Stavert¹⁴.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 3 mars 1921, à la page 12, donne comme chiffre: "\$896,000."

2. Chiffre du *The Montreal Daily Star*, 3 mars 1921, à la page 15: "88".

3. M. Jean-Benoit-Berchmans Prévost (1870-1915) fut élu député libéral dans la circonscription de Terrebonne (1900, 1904, 1908, 1912) et fut ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (1905-1907).

4. M. Pierre D'Auteuil (1857-1933) fut élu député conservateur (1897, 1904, 1908) dans la circonscription de Charlevoix puis dans la circonscription de Charlevoix et Saguenay (1912, 1916).

5. Voici le résultat officiel du vote tel que rapporté dans le *Journal de l'Assemblée*, pp. 537 et 538:

L'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont inscrits comme suit:

POUR: Messieurs: Bernard, Lavergne, Cousineau, Patenaude, D'Auteuil, Plante, Gault, Prévost, Giard, Sylvestre, Lafontaine (Maskinongé), Tellier, 12.

CONTRE: Messieurs: Allard, Caron (l'Islet), Bissonnet, Daignault, Carboneau. D'Anjou, Cardin, Décarie, Caron (Matane), Delisle, Devlin, Morisset, Dion, Mousseau, Finnie, Neault, Galipeaut, Pennington, Gendron, Petit, Geoffrion, Pilon, Gosselin, Reed, Gouin, Robert (Rouville), Kaine, Robillard, Lafontaine (Berthier), Roy, Langlois (Saint-Sauveur), Séguin, Leclerc, Taschereau, Létourneau, Thériault, Lévesque, Therrien, Mackenzie, Vilas, Mercier fils, Walker, 42.

6. Il s'agit de Joseph-Édouard Caron (1866-1930), Charles Ramsay Devlin (1858-1914), Sir Lomer Gouin (1861-1929), Hormidas Pilon (1857-1937), Walter Reed (1869-1945), Joseph-Edmond Robert (1864-1949) et Louis-Alexandre Taschereau (1867-1952). M. Alleyn Taschereau est un avocat de Québec, cousin du premier ministre Taschereau et partisan des nationalistes.

7. Il s'agit d'Henri Bourassa (1868-1952), Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), Jean-Benoît-Berchmans Prévost (1870-1915), Armand-Renaud Lavergne (1880-1935).

8. Il s'agit de M. Laurent-Olivier David (1840-1926), sénateur de la division de Milles-Isles de 1903 à 1926.

9. M. Edmund James Flynn, (1847-1927) fut premier ministre du 11 mai 1896 au 24 mai 1897.

10. *La Patrie* du 3 mars 1921, à la page 4, rapporte qu'à ce moment précis, le frère de M. Perrault, M. Antonio Perrault, était dans la galerie de l'assistant Orateur et nous donne cette version: "J'ai assez des idées libérales; je crois qu'elles suffisent à l'intérêt et à la grandeur de ma province."

11. M. Jérôme Adolphe Chicoyne (1844-1910) fut député conservateur de Wolfe de 1892 à 1904.

12. Dans *L'Événement* du 3 mars 1921, à la page 12, on dit plutôt que "une réserve de vingt pour cent soit faite pendant quinze ans."

13. Il s'agit de Gabriel-Louis Jaray écrivain et historien auteur notamment de *Mission France-Amérique en Canada* (1921) et de *L'Empire français d'Amérique 1534-1803* (1938).

14. Georges-Aimé Simard, Henry George Carroll, Napoléon Drouin, A.-L. Caron et William E. Stavert.

Séance du jeudi 3 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Tancrède
Marcil**

M. Achim (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Bugeaud), que les articles 503 à 508 ainsi que les articles 510 à 515 du règlement soient suspendus relativement à une pétition et à un bill de Tancrède Marcil, demandant à autoriser le Barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen; qu'il lui soit permis de présenter ladite pétition; que cette pétition soit lue et reçue, aussitôt que présentée, et qu'il lui soit immédiatement permis de présenter le bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen.

Adopté.

Lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de Tancrède Marcil, demandant la présentation d'un bill autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen (M. Achim).

M. Achim (Labelle) demande la permission de présenter le bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Cour de magistrat
de district**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 225 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Inspection des
échafaudages**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 226 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des échafaudages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Louages
d'ouvrage**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 224 amendant le Code civil relativement à certains louages d'ouvrage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des
services publics**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin Corneau,
Saint-Hyacinthe**

M. Phaneuf (Bagot) demande la permission de présenter le bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines.

Charte de Thetford Mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte d'Aylmer

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Saint-Lambert

M. Desaulniers (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Desaulniers (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 67 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Laferté (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 2 mars, sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 2 mars courant: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 5 amendant les statuts refondus 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

M. Gaudreault (Chicoutimi): À titre de représentant du comté de Chicoutimi, où la colonisation est fort en honneur, je veux faire certaines observations quant au fonctionnement de la loi que vient de présenter les honorables ministres de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) et des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), et je veux les féliciter, de même que le gouvernement, pour avoir présenté cette loi. Il (M. Gaudreault) est persuadé que cette mesure ne manquera pas de produire les meilleurs fruits et de fournir une large part au développement de la colonisation dans la région qu'il représente en cette province, à cause de l'esprit large, du travail intelligent et de l'esprit d'initiative du ministre de la Colonisation. Le gouvernement a suffisamment étudié la question pour la comprendre, et il ne pouvait agir dans un temps plus opportun.

Les délais imposés au colon, avant qu'il n'entre en possession de son titre définitif, devraient être réduits. Quand un défricheur a dessouché le tiers de son lot, il a prouvé sa bonne foi. Dans les savanes, par exemple, cela lui prendra moins de temps

qu'ailleurs, mais il n'est pas exposé à revendre pour fins de spéculation, pourquoi alors le priver de son titre complet? Le colon comme le reste des humains est enchanté de posséder. Il a une hâte légitime de pouvoir dire: mon champ et ma maison. Pour ce qui est de la question de résidence, la loi devrait varier suivant les circonstances. Le jeune colon peut habiter chez ses parents au village et y gagner sa vie avec un métier, tout en faisant du défrichement. Il n'est pas juste de le priver en même temps de la vie de famille et de cette aide nécessaire.

Le gouvernement ne paie pas assez les ouvriers qu'il emploie au tracé des chemins de colonisation. Il (M. Gaudreault) rappelle les conditions pénibles dans lesquelles ils devaient tracer les artères vitales des régions récemment ouvertes à la civilisation. Il ne serait que juste que ces colons gagnassent aussi cher que les ouvriers des villes. Ils accomplissent une besogne autrement ardue. Dans la chaleur de l'été, ils sont en pleine forêt où ne passe pas le moindre souffle et dévorés par des moustiques. Quels urbains pour le même prix voudraient faire leur travail? Il (M. Gaudreault) a entendu beaucoup de plaintes à ce sujet. Leur travail devrait être reconnu à sa juste valeur.

L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) a eu une très heureuse idée, quand il a donné à son collègue de la Colonisation la somme nécessaire à la construction de deux écoles dans le canton Bégin. L'école est d'un grand encouragement pour le défricheur qui se réjouit de pouvoir donner l'instruction à ses enfants. Ça été les fiançailles de la colonisation et de l'instruction que cette collaboration des deux ministres. Pour le bien général de la province, il souhaite que cette heureuse entente se continue. Il y voit l'accomplissement d'un beau rêve: le père ouvrant de nouvelles terres et organisant le développement de son pays, et le fils à l'école développant cet autre actif important de toute nation, l'intelligence de ses enfants. Il félicite le gouvernement de la mesure qu'il vient de soumettre à la Chambre. Le défrichement est la force du passé, la nécessité du présent et l'espoir de l'avenir, dit-il.

(Applaudissements)

M. Tessier (Rimouski): La nouvelle loi est d'une extrême importance et va modifier entièrement la vie des habitants de nos campagnes. Je félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) et le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour le geste qu'ils viennent de faire en soumettant cette nouvelle loi à la Législature de Québec.

Ce qui, dans le passé, a empêché la colonisation, qui s'est pourtant développée de façon assez remarquable, de progresser plus rapidement encore, et ce qui a empêché le colon de s'établir sur les terres, c'est l'incertitude pour le colon d'avoir les terres nécessaires pour défricher et l'incertitude de pouvoir y établir ses enfants. On pourrait attribuer à ce fait la désertion de nos campagnes. Le père de famille tient naturellement à établir ses enfants à proximité de la demeure familiale. Avec la loi que vient de présenter le ministre, cette incertitude disparaît. Avec la loi ancienne, le colon était entouré par le domaine forestier et ne pouvait pas prévoir quand, dans ce domaine, on pourrait mettre à sa disposition des terres cultivables; il ne pouvait pas être assuré que ses fils pourraient à leur tour obtenir des terres pour le défrichement et des terres propres à la culture. Aujourd'hui, on change la loi, et avec la nouvelle, les colons seront certains que le travail qu'ils entreprendront ne sera pas perdu et que leurs enfants pourront après eux s'établir et continuer leur œuvre.

Il (M. Tessier) fait l'éloge du système de région de colonisation, puis il appuie sur un autre défaut de la vieille loi. Un autre important changement, dit-il, que fait le nouveau projet de loi, est celui concernant le retour des lots concédés. Autrefois, le lot concédé à un colon ne sortait pas de la limite ou de la concession forestière du marchand de bois avant le 30 avril suivant. Si le colon n'avait pas accompli à cette époque les travaux requis par la loi, le lot retournait dans la concession forestière jusqu'au 30 avril suivant et ne restait pas au domaine de la colonisation. De là résultait une lutte continuelle entre le marchand de bois et le colon qui était sûrement néfaste pour les intérêts de la colonisation. La loi met fin à cette situation malheureuse.

Avec le système nouveau, le lot qui est retiré du domaine forestier est retiré pour toujours et le colon n'aura plus à lutter sans cesse contre le détenteur de ces limites. Si ce lot est résilié parce que le colon ne remplit pas ses obligations, il ne retourne pas à la forêt, mais il reste dans le domaine des terres cultivables. La nouvelle loi va donner la stabilité à la colonisation et va diminuer l'exode vers les villes. La certitude de l'avenir pour les fils de cultivateurs et la cessation de la lutte entre le marchand de bois et le colon aboliront l'une des grandes causes de la désertion des campagnes.

J'aurais désiré que cette loi eût été plus loin et qu'elle eût définitivement réglé la classification des terres cultivables ou non. J'aurais voulu que la classification des terres propres à la culture et des

terres non cultivables soit faite par le ministère de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) plutôt que par le département des Terres et Forêts¹. C'est au premier que devrait revenir le droit de désigner les terres arables. On lui dira sans doute que les deux départements se donneront la main pour faire cette besogne; pourquoi le travail de deux équipes où le travail d'une seule suffirait?

Il s'est élevé des doutes à savoir si un créancier pouvait saisir les biens du colon sur sa terre avant qu'il ait obtenu ses lettres patentes. Des juges se sont prononcés dans l'affirmative, d'autres ont dit non à cette prétention. N'eût-il pas été mieux de statuer maintenant que ces biens, la maison et les bâtiments du colon, sont insaisissables, si non jusqu'à l'obtention des lettres patentes, du moins jusqu'à une période de cinq ans? Cela aurait été, je crois, plus conforme à la loi actuelle. Nous donnons plusieurs avantages aux colons au point de vue de sa terre, pourquoi ne pas ajouter ce dernier? Le fond de la terre est inaliénable, et il serait juste de faire la même chose pour les améliorations que les colons y auront faites pendant une période de cinq ans. D'autres croient au contraire que le pouvoir d'hypothéquer ses bâtiments constitue la seule façon que le colon a de se procurer de l'argent.

Cette loi est excellente et elle est grosse de conséquences. Elle assurera au Parti libéral l'appui des districts ruraux et des centres de colonisation, et je ne crains pas de dire que ce sont de ces centres que le gouvernement attend l'appui le plus ferme. C'est le meilleur appui qu'il puisse recevoir. Il (M. Tessier) cite Frédéric Le Play² qui prédisait il y a cinquante ans le plus bel avenir pour la province de Québec de toutes les provinces du dominion à cause de l'excellence de son organisation religieuse et sociale.

(Applaudissements)

M. Cédilot (Laprairie): Je félicite les députés qui ont pris part au débat et j'apprécie hautement les efforts du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) pour diriger les nouveaux colons vers les terres neuves. La nouvelle loi proposée fera énormément de bien à la colonisation, sera bien reçue partout en province et donnera d'excellents résultats.

Je suggère une campagne d'éducation qui ferait voir à la population de notre province les immenses richesses que contiennent nos forêts et pour lui faire comprendre les avantages immenses que l'on trouve dans notre province, afin de détourner ceux qui seraient tentés de quitter le sol et d'aller chercher fortune dans les villes.

Il (M. Cédilot) parle en connaissance de cause, car il représente un comté qui n'a pas de terres à coloniser et où plusieurs familles nombreuses, se sentant à l'étroit, sont tentées d'immigrer vers les villes ou dans les autres provinces. Il se réjouit de la nouvelle loi qui va aider à l'établissement des colons dans nos riches régions de colonisation. Mais il faut de l'argent pour s'établir sur des terres neuves. Un colon qui commence sans argent se décourage facilement. Il est urgent d'établir un crédit de colonisation qui servirait à aider les colons de bonne foi, qui n'ont pas les moyens de réaliser leurs projets, et qui leur permettrait d'obtenir de l'argent, lorsqu'ils ont besoin de capitaux pour développer leur terre ou pour les dépanner pendant une mauvaise saison. Il serait sage aussi de former une équipe d'hommes expérimentés et bien outillés qui iraient faire les premiers défrichements, afin que les colons puissent faire de la culture dès leur arrivée sur les terres et être en état de gagner leur vie. Il favorise l'amélioration des lots de colonisation.

M. Ouellet (Dorchester): L'importance de cette loi est maintenant reconnue. La population de cette province a le droit de fonder sur elle les plus belles espérances. Cette loi apporte une amélioration considérable à la situation du colon. Pour ma part, je retiens de cette loi ce qui suit. À l'avenir, le domaine forestier sera séparé du domaine colonisable. Les terres propres à la culture seront livrées au défrichement et les colons seront groupés en paroisses. Le gouvernement aidera le colon avec toute la générosité possible. Ce sont là les trois points essentiels qui doivent nous guider sur le terrain de la colonisation. Le gouvernement a, de façon évidente, l'intention de protéger le colon de bonne foi.

La séparation des terres et des bois sera profitable au colon, si une certaine portion du bois passe avec la terre au département de la Colonisation et si le marchand de bois respecte les règlements concernant la coupe du bois. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) réalise que le colon a besoin de bois pour la construction et le chauffage. Il faut lui aider à s'en procurer pour ses constructions et pour l'aider à vivre durant les premiers défrichements. Si le colon n'a pas le droit d'hypothéquer son lot par un emprunt, s'il ne peut pas vendre la coupe de bois de son lot, il n'est que juste qu'il puisse trouver, en faisant ses premiers abatis, le revenu qu'un peu de bois pourra lui apporter. C'est dire que le département des Terres et Forêts aura l'obligation et l'intérêt de bien surveiller les

opérations forestières dans le double but d'entretenir une source de revenus pour la province et un moyen de subsistance pour le colon. À cette condition, la séparation aura d'heureux effets. Heureux effets aussi, au chapitre de la classification. Il faut laisser pour la forêt les mauvaises terres et choisir pour la culture les terrains capables d'une production rémunératrice. Mais surtout, groupons les colons. Quand ils seront groupés, il sera plus facile au gouvernement de leur rendre les services qu'ils sont en droit d'attendre de lui. Le gouvernement leur donnera une meilleure chance de se développer. Ils pourront ainsi recevoir une protection accrue et leurs conditions de vie s'en trouveront améliorées.

Le gouvernement a prouvé qu'il entend faire de la véritable colonisation et nous pouvons espérer que rien ne refroidira son élan. Il (M. Ouellet) espère cependant une autre chose; il ose formuler un vœu. C'est que le ministre de la Colonisation s'assure les services d'hommes versés dans les questions de colonisation, pour veiller au début de l'organisation des paroisses à ouvrir. Il y aurait avantage pour le colon et pour le gouvernement à avoir dans chaque nouvelle paroisse à ouvrir un homme bien doué, aimant le peuple et connaissant parfaitement sa mentalité qui serait chargé de prévenir les besoins des colons et de mettre ceux-ci en garde contre les dangers ou les erreurs auxquels ils sont exposés, s'ils ne sont pas dirigés. Ce serait comme un chargé d'affaires du département de la Colonisation.

Il (M. Ouellet) suggère la création d'un crédit de colonisation, mais non un crédit de l'État. Il demande que ce fût un crédit basé sur le système des caisses populaires dans lequel il aurait plus confiance. Des caisses de ce genre existent dans plusieurs endroits de la province et elles donnent la plus entière satisfaction. Ces caisses sont appelées les Caisses Desjardins, elles sont l'idéal au point de vue de la petite épargne chez le pauvre peuple.

M. Daniel (Montcalm): J'appuie avec plaisir la résolution présentée en cette Chambre par l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), consacrant définitivement la séparation du domaine forestier d'avec celui de la colonisation. Je ne suis pas un expert dans les choses de la colonisation, car le comté de Montcalm que je représente en cette Chambre n'a pas l'importance des comtés de Témiscamingue et de Lac-Saint-Jean, cependant, il se fait assez de colonisation pour que je connaisse et apprécie dans toute sa valeur l'importance de la loi qui nous est présentée à la Chambre. Les changements que l'on soumet à

l'approbation de la Chambre bénéficieront grandement aux colons de toute la province. Je remercie au nom des colons de mon comté, dans la personne de l'honorable ministre de la Colonisation, le gouvernement de cette province qui a eu assez d'énergie et de patriotisme pour vouloir bien prononcer cette séparation de corps et de biens.

M. le Président, c'est la colonisation qui a contribué le plus à notre survivance dans notre province et qui a déjoué les intrigues tramées par nos ennemis acharnés à notre perte. Et c'est encore par la colonisation, par des lois aussi progressives que celle qui nous occupe en ce moment, mise en pratique sous la surveillance de ministres de la Colonisation aussi patriotes et éclairés que celui que nous avons l'honneur d'avoir en ce moment, que notre belle province de Québec, coin de terre que nous aimons tant, atteindra les brillantes destinées que lui réserve la providence.

M. Dufresne (Joliette): M. le Président, Si je me lève pour prendre part à ce débat, c'est parce que je considère comme de suprême importance les questions de colonisation et d'agriculture. Comme l'a dit le chef de l'opposition, les deux marchent de pair. J'ai l'honneur de représenter un des plus beaux comtés de cette province, au double point de vue agricole et de colonisation. Avant d'avoir l'honneur de siéger dans cette chambre, et d'établir mon commerce, j'ai passé la plus grande partie de ma vie à cultiver. Je suis un de ceux qui connaissent les besoins de nos bons colons et de nos cultivateurs. Je veux, autant que possible, prendre leur intérêt dans cette chambre et au meilleur de ma connaissance.

M. le Président, l'été dernier lorsque mes occupations m'ont laissé un peu de répit, j'ai eu le plaisir de visiter, avec l'honorable chef de l'opposition et l'honorable député de Laval (M. Renaud), la belle région de l'Abitibi. J'y ai vu une quantité énorme de bois, des beaux lacs et des terres très fertiles. Ces terres ont été défrichées par des colons très courageux. Inutile de vous dire l'utilité de ce voyage au point de vue de renseignements. Comme ancien cultivateur, je savais que la colonisation est le principal facteur de notre prospérité et, à mon retour de ce voyage, j'en étais convaincu davantage.

Je me demandai alors, M. le Président, si le gouvernement accordait réellement toute l'attention qu'il devrait à cette importante question: celle de la colonisation. Voici que le gouvernement se décide à opérer une réforme très importante, réforme réclamée par l'ancien chef de l'opposition, l'ancien

et très distingué député de Joliette (M. Tellier)³. Je l'en félicite aussi. C'est une mesure de justice pour le colon, mais comment la nouvelle loi fonctionnera-t-elle? C'est le point. Il y a bien des lois qui restent inappliquées. L'application de la loi! La colonisation fournit des cultivateurs, des produits agricoles, elle crée des marchés, développe le commerce et l'industrie.

Cette question est pour moi la plus importante. L'agriculture, avec le commerce, assureront la prospérité de l'avenir dans notre belle province. Nous devons tous l'aimer et désirer que notre province soit la première des provinces du dominion. Je n'irai pas jusqu'à dire que le gouvernement n'a rien fait pour l'agriculture et la colonisation, j'admets qu'il a fait quelque chose, mais je dis, qu'il pourrait faire mieux et beaucoup mieux qu'il n'a fait jusqu'aujourd'hui. Mais ce n'est pas tout de donner des terres aux colons; il faut leur donner des voies de communication praticables et non les laisser isolés.

M. le Président, pour appuyer ces avances, j'irai chercher des preuves dans le comté que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre. Si l'honorable ministre de la colonisation (l'honorable M. Perrault) voulait se rendre à mon invitation, il visiterait le comté de Joliette et il serait convaincu, j'en suis positif qu'il n'y a pas que l'Abitibi et le comté de Témiscamingue qui ont besoin de son aide. Dans le comté de Joliette et je me permettrai d'y ajouter celui de Berthier, on y trouve un beau sol fertile, une quantité énorme de bois francs et d'autre bois aussi, ce qui de nos jours est d'une grande nécessité. Nous ne pouvons, cependant, l'utiliser, vu le manque de communication. Nous avons aussi des beaux lacs et pouvoirs d'eaux qui dorment, faute d'initiative de la part du gouvernement.

On a parlé dernièrement encore à Joliette et à Montréal d'un chemin de fer qui relierait la ville de Joliette à la Métropole et qui passerait par Berthier et Joliette pour ensuite se rendre dans le nord y rejoindre la ligne du Transcontinental à Parent. Je suis heureux d'être un des promoteurs de ce chemin de fer qui donnera à nos colons l'avantage de venir s'établir dans une des plus belles parties de la province, au point de vue de colonisation. Je suis informé que le gouvernement fédéral serait très favorable et sympathique à ce projet. Que fera le gouvernement provincial? Ce chemin de fer aurait dû être construit depuis plus de cinquante ans et il n'est encore qu'à l'état de projet. L'honorable ministre de la colonisation devrait s'intéresser tout particulièrement à cette question, qui serait d'une si grande utilité aux colons des comtés de Berthier et de Joliette.

Parlons maintenant de l'agriculture. Avec une terre fertile comme celle qu'offre, aux cultivateurs, la province de Québec, on ne peut demander une meilleure garantie de succès. Je sais moi-même, comme je l'ai dit déjà, pour avoir été cultivateur, comme cette terre peut être généreuse et donner un rendement considérable. Malgré cette garantie de succès, malgré ce rendement que donne cette belle terre, pourquoi, M. le Président, la production dans la province de Québec ne suffit-elle pas au besoin de sa population? La réponse est bien simple, c'est que nos campagnes se dépeuplent encore et que les jeunes gens ne veulent plus y rester. Quels remèdes faut-il apporter à pareille situation? Il y en a plusieurs, mais pour le moment je n'en soumettrai que deux, et cela, avec tout le respect que je dois aux honorables ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, avec l'espoir qu'ils voudront bien les considérer.

C'est bien beau d'avoir des fermes de démonstration et des collègues agricoles, mais pourquoi ne pas donner à chaque comté si possible, dans les comtés de colonisation surtout, une ferme-école où l'enfant du cultivateur apprendra, sans qu'il lui en coûte trop cher, à lire, à écrire, à tenir ses livres d'une manière convenable: où le jeune homme apprendra à cultiver, et enfin, tout ce qui concerne la culture de la terre. Nous avons bien dans notre province des instituts agricoles, mais ce n'est pas tout le monde qui a les moyens d'y aller. Pour moi, afin de conserver sur la terre les jeunes gens qui s'acheminent vers les villes pour aller y grossir le nombre des sans-travail, le moyen serait de montrer aux enfants des cultivateurs en même temps qu'ils apprennent à lire et écrire tout ce qui concerne la terre et à aimer cette terre qui leur donnera leur gagne-pain mieux qu'il ne pourrait le faire en ville.

L'opposition a déjà réclamé du gouvernement un plus grand encouragement à notre industrie de conserves alimentaires. Le chef de l'opposition a déjà demandé l'établissement de fabriques de conserves alimentaires dans le nord de Montréal, à Sainte-Agathe, etc. J'en réclame une pour Joliette. On devra alors, sur les fermes modèles, enseigner la culture des produits suivants: tomate, fève, blé d'Inde, etc. Que le gouvernement donne des octrois aux manufactures de conserves, afin de garder chez-nous autant d'argent que possible plutôt que d'aller tout acheter dans les provinces voisines. Prenez par exemple, Ontario, où il y a actuellement 120 manufactures de conserves alimentaires, et dans Québec, combien en avons-nous? Que va faire le gouvernement provincial? Qu'a fait le gouvernement pour encourager cette industrie?

Je termine ces quelques remarques M. le Président, en exprimant le désir que pour aider aux cultivateurs et aux colons, ces suggestions que j'ai faites soient prises en sérieuse considération par le gouvernement. (Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac)⁴ chante les beautés et les duretés de la colonisation, les montagnes d'Écosse, les hameaux qui s'échelonnent le long du Saint-Laurent, les coteaux de Saint-François, le chapelet de fermes qui s'étend dans son beau comté depuis la ligne 45^e parallèle, le soleil, le chant des oiseaux interrompu par le mugissement des grands bœufs rouges, et les temps arcadiens, alors que nos ancêtres, comme Abraham, semblèrent recevoir la mission de se multiplier comme les sables de la mer! Il (M. Grégoire) évoque les premiers trappeurs, et nos hardis pionniers, qu'il compare à des chèvres!...

Il dit tout le charme de la vie champêtre et tout l'avantage qu'il y a pour le gouvernement d'encourager la belle vie du colon et du cultivateur et les nôtres à défricher les forêts vierges de notre province. C'est la finance qui en développant l'industrie forestière, dans la province, a le plus fait pour retarder les développements de la colonisation. Des fortunes colossales ont été édifiées avec nos forêts. Il n'est pas étonnant que nos colons aient été tentés de faire un peu d'argent avec le bois de leurs lots. Business is business! (Applaudissements) D'un autre côté, il croit qu'il y a eu beaucoup d'exagération de ce côté. Il applaudit des deux mains à cette loi qui va avoir pour effet de pousser la colonisation plus activement que jamais, sans les entraves du marchand de bois. Il décrit les aventures des premiers colons en répétant: La hache à la main⁵. On est jeune avant d'être vieux! L'Éternel semble avoir confié aux Anglais la fonction de diriger la finance mondiale⁶.

M. Lemay (Sherbrooke): Sans vouloir que le gouvernement détournât ses allocations des régions de l'Abitibi, il (M. Lemay) demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) d'accorder son appui en faveur d'un vaste territoire de colonisation qui se trouve, pour ainsi dire, aux portes de Sherbrooke, où la colonisation a été arrêtée depuis plusieurs années par la spéculation sur le bois et où, pourtant, avec une direction solide dans les méthodes de colonisation, l'on pourrait ouvrir en l'espace de dix ans plus de douze belles paroisses, pourvu que la colonisation y soit bien dirigée. Le comté de Sherbrooke n'est pas, à vrai dire, un comté essentiellement agricole et de colonisation comme le

Témiscamingue ou l'Abitibi et le Lac-Saint-Jean, mais on y fait quand même de la colonisation. Il (M. Lemay) demande au ministre de la Colonisation de ne pas oublier le territoire qu'il vient de lui signaler. Il tient à enregistrer son approbation de cette mesure qui est devant la Chambre et qui va avoir pour effet de donner un essor nouveau au mouvement général de la colonisation, qu'il considère comme l'un des facteurs les plus puissants pour les développements économiques de notre province. Le ministre de la Colonisation a son concours le plus entier sur cette question, dit-il.

M. Parrot (Témiscouata): Comme le député du Témiscamingue (M. Simard), j'ai certaines prétentions pour mon comté. Je ne peux pas prétendre cependant que j'ai le plus important des comtés de colonisation de la province aux points de vue de l'étendue et du développement. Mais je crois pouvoir affirmer qu'en nul comté de la province que dans le mien l'on peut suivre les divers âges de la colonisation. Dans Témiscouata, en effet, l'on peut étudier la colonisation sous toutes ses faces. Il y aura bientôt 75 ans, l'on y faisait de la colonisation; la population était alors de 13,423 âmes; en 1920 elle est de 50,000 âmes. Les terres de la couronne sont divisées en seize cantons et il reste encore au-delà de 500,000 acres à coloniser. C'est-à-dire que l'on peut encore y faire de la colonisation. Si l'on ne fait pas autant de bruit sur les progrès de la colonisation dans le comté de Témiscouata, que dans certains autres comtés, les choses ne marchent pas moins bien. Les vieilles paroisses se décongionnent vers les centres nouveaux du comté.

J'en appelle au témoignage du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) lui-même qui a visité tout le comté l'année dernière et qui a pu se rendre compte de la marche des choses au point de vue de la vieille et de la jeune colonisation. Il a goûté les charmes d'un voyage de dix-sept milles dans un chemin de colonisation pour aller visiter un noyau de colons dans la forêt, centre ouvert, comme il le disait hier, au hasard ou par caprice, sans réflexion; il a passé par des paroisses de colons ouvertes il y a trente ans, mais demeurées au même point. Puis il en a traversé d'autres ouvertes depuis dix ans seulement.

Je ne voudrais pas prendre trop longtemps le temps de la Chambre, mais je veux en user un peu pour féliciter le ministre de la Colonisation et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) pour la réalisation d'un projet que j'approuve franchement, à la condition toutefois qu'il soit complet.

L'esprit public est très préoccupé de l'importance de la colonisation et il devient impérieux d'étudier plus profondément les ressources naturelles immenses de notre province. Voilà l'une des principales raisons de la loi que l'on nous présente aujourd'hui.

À ce sujet, l'on a prétendu que cette loi était la réalisation des propositions, des idées d'hommes qui, à une époque très mouvementée, ont siégé sur les banquettes de la gauche. L'opposition a prétendu que cette nouvelle loi fut préconisée par le Parti conservateur. On a même dit que c'était la réalisation d'une idée des nationalistes. Les prétentions de ces députés étaient fausses; elles ne pouvaient être acceptées par le Parti libéral. Il peut fort bien se faire aussi que la mesure actuelle ait été proposée par le chef de l'opposition. Les conservateurs ont pu avoir cette idée, mais les nationalistes n'ont jamais voulu améliorer les conditions des colons. Ils ne connaissaient rien du premier terme que contient le mot colonisation. (En fait), il peut se faire que les nationalistes aient eu l'idée de cette mesure, mais il faut considérer les principes sur lesquels ils se basaient.

Pourquoi, en 1908 et 1912 criaient-ils si fort: "Séparons les terres de la forêt; donnons la terre libre." Était-ce pour le bien des colons? Je ne le crois pas.

Il en est de cette idée de colonisation comme des autres; il faut du temps. Mais pourquoi, au temps cher au chef de l'opposition (M. Sauvé), voulait-on que le ministre de la Colonisation disposât des terres. Parce que les marchands de bois laissent aux colons des lots dépouillés et sans valeur. Parce que le marchand de bois et le colon sont nécessairement deux adversaires. Parce que le ministre des Terres favorise le marchand de bois au détriment du colon. Enfin, parce que la terre doit être libre au colon libre.

Ces quatre prétentions sont des erreurs. Admettons que le colon soit exploité par le petit spéculateur (non licencié) ou encore par le colon lui-même qui spéculait au lieu de défricher son lot. Il reste qu'il faille étudier la question au point de vue de la question de protection du colon contre le spéculateur, contre la tentation de spéculer; aussi, au point de vue de la protection du domaine national.

Les principes à la base des prétentions des nationalistes étaient faux et ils ne pouvaient être acceptés; et c'est pour cela que le Parti libéral du temps refusa leurs propositions. Que s'est-il passé depuis? Des événements extraordinaires. Le colon, tout comme les autres, fut pris du désir de faire de l'argent en peu de temps; il oublia la fin qu'il s'était

proposée et il arriva que, par la suite, des lois bonnes dans un temps, sont devenues inutiles et nuisibles plus tard, par exemple, à notre époque. Il faut donc d'autres lois, mais dans celle que l'on nous présente aujourd'hui le chef de l'opposition (M. Sauvé) n'a pas le droit de s'en servir aujourd'hui pour en appeler aux préjugés.

Par la mesure que nous présentons actuellement nous disons aux colons: "Vous voulez des lots; vous en aurez, mais vous les garderez pour vous et pour vos enfants." Mais nous leur disons en même temps que nous ne voulons pas que, sous prétexte de colonisation, des étrangers viennent enlever du domaine national nos droits et nos avantages. Voilà ma manière de voir, elle est peut-être trop morale. Et il importe que nous agissions le plus tôt possible dans ce sens, si nous voulons éloigner de nous le péril américain.

Je crois que le système que préconise le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) sera des plus avantageux. La classification, entre autres choses, aura d'excellents effets; le licencié n'aura plus de droits rétroactifs; la colonisation recevra une meilleure surveillance et une direction attentive⁷. Ce n'est plus un appui même généreux qu'il faut maintenant de la part du gouvernement, c'est une direction attentive, puissante et ferme. C'est une belle tâche; mais le zèle du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) joint à son esprit de patriotisme me convainquent du succès de cette mesure. Sous cette direction, la colonisation va atteindre des résultats inconnus. L'héroïsme du colon va recevoir toute l'attention du gouvernement en même temps que sa récompense. Je dis héroïsme et c'est avec intention; pour être un colon, un bon colon, il faut être un héros.

Il y a peut-être sur le sujet des opinions qui sont différentes; mais je les crois toutes sincères. Ce qu'il faut, c'est de coloniser. Mais il faut coloniser de façon à agrandir notre domaine et de façon à le garder pour nous. Coloniser, c'est assurer notre nationalité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas l'intention de prolonger ce débat ni de continuer sa série de compliments que l'on vient de faire au gouvernement, et aux honorables ministres de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) et des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils).

Il (M. Sauvé) cite une phrase prononcée par un membre de la gauche en 1919, critiquant le gouvernement et sa politique au sujet de la colonisation. Cette phrase, dit-il, a été ressuscitée

aujourd'hui par un député qui, plus d'une fois, a manifesté son indépendance dans cette Chambre. Le député de Rimouski (M. Tessier) dans ses belles envolées, a déclaré que le colon était dans l'incertitude à venir jusqu'à présent. Ces paroles ont été applaudies, alors qu'elles étaient dénoncées en 1919, par la même majorité; et on viendra dire après cela que la majorité de cette Chambre est impartiale et qu'elle peut rendre un jugement impartial à une enquête.

Il y a deux ans, on entendait les mêmes compliments que cet après-midi, et le député de Rimouski vient de dire que, dans le passé, ce fut la lutte entre le colon et le marchand de bois. Il paraît que la loi n'était pas encore parfaite et je crois qu'elle ne l'est pas encore aujourd'hui. le gouvernement laisse au ministre des Terres et Forêts une tranche trop considérable, et c'est un danger national que vient de souligner le député de Rimouski. C'est lui-même qui disait, il y a un instant, que la classification des terres restera au département des Terres et Forêts. Je crois que le représentant de Rimouski a dit cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La loi nouvelle statue que c'est le gouvernement en conseil qui nommera les personnes chargées de faire cette classification.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je citais les paroles du représentant de Rimouski.

M. Tessier (Rimouski): J'ai exprimé le désir que le gouverneur en conseil nomme des personnes du ministère de la Colonisation pour faire la classification.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Rimouski déclare que le Parti libéral va bénéficier de cette loi si sage, aussi sage que ses lois du passé. Était-elle sage cette loi qui, dans le passé, a mis le colon en lutte continuelle avec le marchand de bois? Une campagne a été livrée contre le capital et contre ceux qui avaient de l'argent, et cette campagne a été faite dans certains clubs politiques, mais pas par l'opposition, et maintenant on veut tout faire pour le colon.

Le député de Dorchester (M. Ouellet) demande qu'un crédit agricole soit fondé pour les colons et il suggère que ce crédit soit semblable à celui des caisses populaires et rurales, des caisses Desjardins. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) qui a écouté si attentivement ce discours doit se rappeler qu'un autre homme a prêché cette

politique et ces idées avant le député de Dorchester; mais les idées de ce dernier ne comptent pas, car il n'est pas du côté du gouvernement. Il reste le député de Témiscouata (M. Parrot).

Il (M. Parrot) fait remarquer que, dans son comté aussi, il y a des terres colonisables et que ce n'est pas seulement dans l'Abitibi, le Témiscamingue et le Lac Saint-Jean. Il fait ainsi un petit reproche au gouvernement et à l'ancien ministre de la Colonisation, qui avaient un faible très prononcé pour Amos et qui faisaient de grandes dépenses pour annoncer ce district. Les discours des députés des diverses régions ont constitué en une certaine mesure un reproche contre le gouvernement qui a négligé toutes les autres régions dans le passé pour celle de l'Abitibi.

Il (M. Sauvé) cite des articles parus dans *La Presse*, et critiquant dans le passé la politique du gouvernement concernant la colonisation. Il se demande si le nouveau projet de loi donne bien tous les remèdes aux maux dont souffre le colon. Il exprime l'espérance que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) continuera à perfectionner la loi afin de rendre justice au colon, à la terre et à l'agriculture. Par la nouvelle loi, la colonisation a fait un grand pas dans notre province, mais cette loi n'est pas encore parfaite et le problème n'est pas encore résolu. Elle ne produira pas tous les résultats qu'on en attend.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: 1. Que, pour les fins de la vente des terres publiques propres à la culture et des matières qui s'y rapportent, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra diviser la province en agences et sous-agences, et en augmenter ou diminuer le nombre⁸.

2. Que, dans les comtés où des chemins et ponts de colonisation ont été auparavant faits ou ont reçu de l'aide à même les fonds publics, aucune appropriation ultérieure à même ces fonds ne devra être faite pour aucun chemin ou pont de colonisation,

à moins qu'il ne soit préalablement démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que les chemins et ponts auparavant faits ou auxquels il a été accordé de l'aide, ont été dûment verbalisés, et qu'il est convenablement pourvu à leur entretien par les municipalités dans les limites desquelles ils sont situés ou à la charge desquelles ils devraient l'être.

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries sera chargé de l'administration et de la vente des terres publiques propres à la culture, qui seront mises à sa disposition par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le prix de vente des terres publiques propres à la culture ainsi que les conditions d'établissement et de paiement, et les autres conditions de la vente non déterminées par la loi, et les pénalités pour contravention à la loi et aux règlements, et que le prix, les conditions d'établissement et de paiement, ainsi que toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir d'établir, pourront varier selon le territoire auquel ils s'appliqueront.

5. Qu'aux conditions et prix fixés par la loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent sera tenu de vendre les terres propres à la culture, à tout colon de bonne foi qui en fera la demande, et qu'aucune vente ne pourra être faite pour plus de cent acres à la même personne par l'agent, excepté si le lot demandé contient, d'après arpentage, plus de cent acres, auquel cas l'agent pourra vendre ce lot tel qu'arpenté.

6. Que les ventes faites par les agents prendront effet du jour qu'elles seront faites; mais que, si le billet de location renferme quelque faute de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pourra annuler le billet de location et ordonner qu'il en soit émis un nouveau corrigé, qui aura son effet de la date du premier.

7. Que, conformément aux règlements passés, de temps à autre, par arrêté en conseil, le lieutenant-gouverneur pourra disposer de toutes terres publiques pour en faire des concessions gratuites aux colons qui iront s'établir sur des chemins publics traversant ces terres dans les nouveaux établissements, mais qu'aucune concession gratuite ne devra excéder cent acres.

8. Que personne ne pourra obtenir des lettres patentes de la couronne pour plus de trois cents acres de terre pour fins de colonisation, au moyen de transports obtenus de l'acquéreur primitif d'un lot de terre acquis de la couronne ou des cessionnaires d'un

tel acquéreur primitif; que la présente résolution ne s'appliquera pas au cas où des lots acquis primitivement de la couronne seront passés à ceux qui en demandent les lettres patentes, par succession *ab intestat* ou testamentaire, par vente judiciaire, ou par vente pour taxes municipales ou scolaires; et que la personne demandant l'émission de lettres patentes en vertu d'un transport produit au département devra déclarer sous serment, suivant la forme prescrite par le ministre, quel nombre d'acres de terre elle détient par lettres patentes au moment où elle fait sa demande, si elle en détient; et que dans ce cas, elle ne pourra obtenir de nouvelles lettres patentes, en vertu du transport, que pour le nombre d'acres requis pour parfaire le maximum de trois cents acres.

9. Que nul droit de coupe ne sera prélevé sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la couronne par billet de location, pourvu que ce bois soit coupé de bonne foi dans la partie qu'ils sont tenus de défricher pour remplir leurs obligations.

10. Que durant les cinq années qui suivent l'émission des lettres patentes, l'acquéreur de la coupe de bois sur la partie non défrichée du lot vendu pour fins de colonisation, devra payer double droit de coupe à la couronne.

11. Que durant vingt ans après l'émission des lettres patentes, une étendue de quinze pour cent de chaque terre, concédée par la couronne pour fins de colonisation, devra être maintenue en forêt, pour l'usage domestique du propriétaire ou du possesseur; que dans le cas de contravention, ce dernier devra payer à la couronne une somme égale à deux droits de coupe, et que cette disposition sera insérée dans les lettres patentes.

12. Que si le ministre est convaincu qu'un acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique ou leurs ayants cause, se sont rendus coupables de fraude ou d'abus, ou ont enfreint ou négligé d'accomplir quelqu'une des conditions de la vente, de la concession de la location, du bail ou du permis d'occupation, ou si la rente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été fait ou émis par méprise, erreur, contrairement à la loi ou aux règlements, il pourra révoquer ces vente, concession, location, bail ou permis, reprendre la terre y mentionnée et en disposer comme si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis n'avait jamais été fait ou émis et que les dispositions de la présente résolution se sont appliquées et continueront de s'appliquer à toutes les ventes, concessions, locations, baux, permis d'occupation antérieurs à la loi 32 Victoria, chapitre 11, section 20.

13. Que la révocation faite en vertu de la résolution précédente opérera la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par l'acquéreur, le concessionnaire, l'occupant ou le locataire, soit à compte ou comme à paiement complet, sur toute vente, concession ou location et sur tout bail ou permis d'occupation, ainsi que de toutes dépenses et améliorations faites et existant sur les terres y mentionnées, et qu'il sera toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouvera justes et équitables.

14. Que si des concessions ou des lettres patentes émises pour la même terre, sont contradictoires entre elles pour cause d'erreur, ou si des ventes ou appropriations de la même terre sont contradictoires, le ministre pourra, dans les cas de vente, faire rembourser le prix de la vente, avec intérêt; que si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, ou s'il y a été fait des améliorations avant que l'erreur fût connue, ou si la concession ou l'appropriation primitive a été gratuite, il pourra, en sa place, accorder une terre ou accorder un *scrip* donnant droit à la personne lésée ou réclamante d'acquérir des terres de la couronne, de la valeur et de l'étendue qui lui paraîtront justes et équitables; et que telle réclamation ne devra cependant être reçue que si elle est faite dans les cinq années à compter de la découverte de l'erreur.

15. Que si, à raison d'un mauvais arpentage ou d'une erreur dans les livres ou dans les plans du département, il se trouve un déficit dans une concession, vente ou appropriation de terre, ou si quelque morceau de terre n'a pas la contenance mentionnée dans les lettres patentes y relatives, le ministre pourra ordonner que le prix du déficit dans la contenance de telle terre, avec intérêt à compter du jour que demande en est faite, - et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, alors le prix de vente que le réclamant, (pourvu qu'il ignorât le défaut de contenance lors de son acquisition), a payé pour tel déficit, avec intérêt à compter du jour que demande en est faite, lui soit payé en terre, en argent, ou en *scrip*, suivant que le ministre l'ordonnera; que, au cas de concession gratuite, il pourra ordonner qu'il soit fait une concession d'une autre terre égale en valeur à celle qu'on avait voulu concéder gratuitement à l'époque de telle concession; et que semblable réclamation ne sera cependant pas recevable, à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq ans à compter de la date des lettres patentes, ni à moins que le défaut de contenance n'égale un dixième de toute l'étendue mentionnée dans la concession.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si, après que le lieutenant gouverneur, le gouvernement, dit-il pour faire comprendre aux communs, aura nommé les personnes pour faire la classification des terres, si ces personnes feront la classification. Qui fera la classification?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les officiers que désignera le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) ne partage pas la manière de voir du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault). Alors, je crois que la situation ne s'améliorera pas beaucoup. Ce n'est pas le gouvernement qui devrait choisir les terres cultivables, mais c'est le ministre de la Colonisation qui devrait faire cette classification. Il fera comme dans le passé. J'ai peur que le gouvernement favorise les marchands de bois et gêne le ministre de la Colonisation. Je croyais que le ministre aurait l'autorité suffisante pour déclarer que telle ou telle région sera réservée aux colons. Pourquoi faut-il qu'il passe par le lieutenant-gouverneur en conseil? Pourquoi faut-il qu'il passe par le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) qui est entouré d'hommes que le sort du colon n'intéresse pas? J'espère que l'honorable ministre de la Colonisation gagnera ce point, qu'il mettra assez d'énergie pour obtenir l'autorité nécessaire.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette loi est sérieuse. Le gouvernement entend protéger également les intérêts de tous les citoyens de la province. Cette loi n'est pas seulement celle du ministre de la Colonisation, c'est celle du gouvernement. Qui veut la fin veut les moyens. Je crois que le gouvernement doit avoir quelque chose à dire dans le transfert des lots du ministère des Terres au ministère de la Colonisation. Et c'est pourquoi je crois qu'il est juste que les officiers qui choisiront les lots qui doivent nous être transportés soient nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Nous avons eu dernièrement deux conférences des officiers du département des Terres et du département de la Colonisation et nous avons commencé à choisir les terres qui doivent nous être transportées. Nous ne devons pas prendre de grands blocs de terre. Nous ne prendrons que les lots dont nous avons besoin dans l'intérêt de la colonisation. L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a tort de croire que nous voulons protéger les marchands de bois; nous voulons respecter les droits de tous ceux qui assurent à sa province des revenus. Et j'ai confiance que notre loi rendra justice à tout le monde.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Polices d'assurances sur la vie

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 autorisant le gouvernement de la province à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics.

Adopté.

Service civil

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 234 amendement les statuts refondus, 1909, concernant le service civil.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 120 amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
- bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 108 refondant et amendement la charte des Prévoyants du Canada;
- bill 109 amendement la loi concernant la reconstruction de la Cathédrale de Chicoutimi;
- bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard.

Prévoyants du Canada

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 refondant et amendement la charte des Prévoyants du Canada. Les amendements sont lus une première fois.

Cathédrale de Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 amendement la loi concernant la reconstruction de la Cathédrale de Chicoutimi. Les amendements sont lus une première fois.

Succession de R. Bouchard

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard. Les amendements sont lus une première fois.

Demande de documents:

Dominion Detective Agency

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et la Dominion Detective Agency de Montréal, depuis 1920 jusqu'à ce jour.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

NOTES

1. Dans *The Herald*, du 4 mars 1921, à la page 3, on rapporte le contraire: "Il aurait préféré que cette classification soit faite par le ministre des Terres et Forêts plutôt que par le ministre de la Colonisation."

2. M. Pierre Guillaume Frédéric Le Play (1806-1882) fut un sociologue et économiste français. Il écrivit notamment des ouvrages sur les ouvriers européens et tenta de donner à la question sociale des solutions de type familial.

3. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), député conservateur et chef de l'opposition de 1908 à 1915.

4. *L'Événement* du 4 mars 1921, à la page 12, rapporte que M. Lemay a surnommé M. Grégoire "la lyre de Frontenac".

5. *La Patrie* du 4 mars 1921, à la page 9, écrit que le député prononça plusieurs aphorismes, mais plusieurs des phrases rapportées par le quotidien sont placées hors de leur contexte.

6. *La Patrie* du 4 mars 1921, à la page 4, rapporte que: "Monsieur Bercovitch, son voisin aurait dû bondir à cette affirmation. Mais celui-ci se contenta après coup, d'assurer le docteur Grégoire qu'il partageait son opinion; que l'Éternel avait dû confier aux Anglais la direction de la finance mondiale, précisément pour donner une chance aux Juifs de la leur enlever!"

7. *Le Devoir* du 4 mars 1921, à la page 5, rapporte plutôt: "une meilleure directive et une surveillance attentive."

8. Plusieurs journaux, comme *L'Événement*, *Le Devoir* et *Le Soleil*, écrivent que la première résolution fut adoptée à cette séance. Le *Journal de l'Assemblée* n'en fait pas mention.

Séance du vendredi 4 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 8 mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 amendant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 8 mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Bureaux
de placement**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 235 amendant la loi relative aux bureaux de placement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissements
de barbiers**

M. Lemay (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 157 amendant l'article 5885 des statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des établissements de barbier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnies
de tramways**

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 156 amendant les

statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de tramways électriques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Voirie de
Saint-Placide**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le conseil de la municipalité de Saint-Placide (Deux-Montagnes) a-t-il fait un ou des contrats pour le gravelage de ses chemins?

2. A-t-il demandé des soumissions?

3. Dans l'affirmative, quels étaient les soumissionnaires?

4. À qui le contrat a-t-il été accordé?

5. Ce contrat a-t-il été ensuite changé ou modifié?

6. Dans l'affirmative, dans quel sens et à la demande de qui?

7. Le prix du contrat a-t-il été augmenté?

8. *a.* Quel était le prix du premier contrat? *b.* Quelle était la largeur du chemin gravelé? *c.* Quel était le nombre de ponts qui devaient être faits par l'entrepreneur?

9. Quel est le prix du nouveau contrat et combien a-t-il été alloué à l'entrepreneur pour les ponts?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): 1 et 4. La corporation de la paroisse de Saint-Placide a fait un contrat, le 2 septembre 1919, avec M. Edmond Bélanger.

2. Le conseil a demandé des soumissions par avis dans les journaux.

3. Les soumissionnaires ont été: Raphaël Charest, \$92,756.96; Elder Ebano Asphalt Construction Company, Limited, 10 % de commission; Eustache Décarie & Fils, \$75,463.30; Edmond Bélanger, \$68,153.94.

5 et 6. M. E.-W. Gauvreau, ingénieur du département de la Voirie, ayant recommandé d'augmenter l'épaisseur du gravier, le conseil a consenti de payer à l'entrepreneur, pour le gravier additionnel, le prix recommandé par M. Gauvreau de \$2.65 la tonne.

7. Les prix unitaires du contrat n'ont pas été augmentés.

8. *a.* Le prix du contrat originaire était \$68,153.94; *b.* Gravelage de 18 pieds de largeur; *c.* Le devis prévoyait 57 ponts et ponceaux.

9. Le prix global définitif du contrat ne pourra être connu que lorsque tous les travaux seront terminés.

Il a été alloué jusqu'à présent à l'entrepreneur, pour les ponts qu'il a construits, une valeur de \$14,503.11.

Chemin Corneau, Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de Chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Destruction des sauterelles

M. Ricard (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Ricard (Saint-Maurice): Ce projet de loi donne aux municipalités les pouvoirs d'obliger tous les propriétaires de terrain en culture ou non d'aider à la destruction des sauterelles de la manière que les municipalités le décideront. Il contraindra les propriétaires ou occupants de terres cultivées de contribuer à la destruction de l'insecte sauteur, de la manière et aux époques fixées par les conseils municipaux. Plusieurs paroisses de mon comté sont infestées par le fléau des sauterelles. Dans quelques-unes de ces paroisses, on a employé un remède très bon pour la destruction des sauterelles, mais pour que ce remède soit efficace, il faut qu'il soit employé par tous les cultivateurs.

Certaines municipalités de mon comté ont voulu passer un règlement pour obliger les gens à employer ce remède, mais on s'est aperçu qu'elles n'en avaient pas le droit. Je présente cet amendement au Code municipal, afin qu'il soit permis aux conseils municipaux de cette province de passer des

règlements pour combattre certaines autres bêtes, mais aucunement de les forcer à l'adopter, et je voudrais que l'on fasse la même chose pour mon comté et les autres municipalités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le remède en question?

M. Ricard (Saint-Maurice): Il y en a plusieurs dont un qui est du vert de Paris mêlé avec du son, de la mélasse et de l'eau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce remède est-il aussi sûr que cela? Est-il le résultat d'une promesse électorale de faire disparaître les sauterelles? Ses électeurs l'ont-ils élu comme indépendant pour faire disparaître les sauterelles de sa région et a-t-il fait un saut en passant du côté de l'opposition?

M. Ricard (Saint-Maurice): Pas du tout.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis persuadé que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) n'a jamais fait une promesse semblable lorsqu'il était le vis-à-vis, dans Saint-Maurice, du député de ce comté (M. Ricard) et que c'est ce dernier qui fut élu. Le député de Saint Maurice peut-il nous dire qu'il honorera sa promesse et qu'il remplira son mandat?

M. Ricard (Saint-Maurice): En fait de promesse électorale, je n'ai fait que promettre de combattre les mauvaises mesures de l'opposition et j'ai l'intention de nous débarrasser de ces sauterelles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice a-t-il promis de combattre les mauvaises mesures du gouvernement?

M. Ricard (Saint-Maurice): Je n'ai pas encore entendu parler que le gouvernement ait présenté de mauvaises mesures depuis que je suis député.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais ce n'est pas l'opposition qui prend l'initiative des lois pour administrer la province. C'est le parti au pouvoir. Et, lorsqu'il s'agit de sauterelles...

M. le Président²: Laissons donc les sauterelles³.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il me faut auparavant connaître l'avis du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et je veux terminer avec le député de Saint-Maurice.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Mon département approuve toujours les bonnes mesures qui lui sont soumises. Je n'ai aucune objection au bill. Le remède en question est excellent.

M. Renaud (Laval): Ne croyez-vous pas qu'il y aurait du danger pour les animaux de la ferme?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Il n'y a aucun danger.

M. le Président: Adopté, carried!

M. Renaud (Laval): Une minute, M. le Président. Il faut protéger les animaux...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) craint que le poison utilisé pour éliminer les sauterelles représentera un danger pour le bétail et les autres animaux.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

On se sert bien d'insecticides pour entretenir les patates.

M. Renaud (Laval): Oui, mais ce ne sont pas tous les animaux qui vont dans les patates.

M. Hamel (Portneuf): J'ai pu me rendre compte du ravage accompli par les sauterelles et je connais l'efficacité du remède en question.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Ricard (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des chemins municipaux

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec relativement à l'entretien des chemins municipaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Animaux pur-sang**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 232 concernant la protection des animaux pur-sang soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Par cette loi, les propriétaires d'animaux qui ne sont pas de race pure devront garder ces derniers dans les enclos, afin qu'ils n'aillent pas se mêler aux autres de race pure.

M. Renaud (Laval) pose une question.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

répond.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour supérieure, comté de Témiscamingue

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes et séances de la Cour supérieure dans le comté de Témiscamingue soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Louages d'ouvrage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 224 amendant le Code civil relativement à certains louages d'ouvrage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il arrive que des clients de bijoutiers, par exemple, apportent, un jour, une montre à réparer. Cette montre reste chez le bijoutier de longues années sans qu'elle soit réclamée et sans que le propriétaire sache quoi en faire. Il s'en défait au bout de plusieurs années ou, si elle est perdue et que l'on vienne, par hasard, la réclamer, on lui intente des dommages. La nouvelle loi porte à trois ans le délai qu'un marchand ou boutiquier pourra avoir pour garder tel objet après quoi il pourra s'en départir à certaines conditions. C'est à la demande des bijoutiers des cantons de l'Est qu'il fait cette proposition. Il (l'honorable M. Taschereau) rappelle qu'un cas tout spécial est arrivé l'an dernier dans la cité de Québec. Un individu dépose une montre chez un bijoutier et ne la réclame que 28 ans après.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au gouvernement de passer une loi semblable au sujet des buanderies où il arrive souvent que des effets sont perdus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il va garder cette mesure pour l'an prochain.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prévoyants du Canada

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 refondant et amendant la charte des Prévoyants du Canada. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Cité de Québec

M. Létourneau (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Létourneau (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable M. Perrault (Arthabaska)
pour l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)⁴ propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier un

projet de résolutions relatives au bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Adopté.

En comité⁵:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose:

1. Que, pour les fins de la vente des terres publiques propres à la culture et des matières qui s'y rapportent, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra diviser la province en agences et sous-agences, et en augmenter ou diminuer le nombre⁶.

Adopté.

2. Que, dans les comtés où des chemins et ponts de colonisation ont été auparavant faits ou ont reçu de l'aide à même les fonds publics, aucune appropriation ultérieure à même ces fonds ne devra être faite pour aucun chemin ou pont de colonisation, à moins qu'il ne soit préalablement démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que les chemins et ponts auparavant faits ou auxquels il a été accordé de l'aide, ont été dûment verbalisés, et qu'il est convenablement pourvu à leur entretien par les municipalités dans les limites desquelles ils sont situés ou à la charge desquelles ils devraient l'être.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) expose la politique du gouvernement quant aux appropriations qui sont faites en faveur des ponts de colonisation. À l'avenir, il ne sera pas accordé de fonds avant qu'il n'ait été démontré que les municipalités intéressées ont pourvu à leur entretien et les ont dûment verbalisés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait des commentaires.

La résolution est adoptée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) est-il bien sûr que tous les membres du cabinet portent une attention nécessaire à sa loi? Est-il sous l'impression que tous ses collègues qui assistent à ce débat s'intéressent comme il le faut à la grande réforme qu'il vient d'entreprendre? Est-ce que tous les ministres du cabinet votent ce projet comme vous en ce moment?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pourquoi pas? Que voulez-vous dire?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je vois devant moi le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Séguin)⁷, par exemple...

M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) dort.

(Rires dans la Chambre et dans les galeries)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne crois pas qu'il voit comme vous en ce moment.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose:

3. Que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries sera chargé de l'administration et de la vente des terres publiques propres à la culture, qui seront mises à sa disposition par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le prix de vente des terres publiques propres à la culture, ainsi que les conditions d'établissement et de paiement, et les autres conditions de la vente non déterminées par la loi, et les pénalités pour contravention à la loi et aux règlements, et que le prix, les conditions d'établissement et de paiement, ainsi que toutes autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir d'établir, pourront varier selon le territoire auquel ils s'appliqueront.

Adopté.

5. Qu'aux conditions et prix fixés par la loi et par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent sera tenu de vendre les terres propres à la culture, à tout colon de bonne foi qui en fera la demande, et qu'aucune vente ne pourra être faite pour plus de 100 acres à la même personne par l'agent, excepté si le lot demandé contient, d'après arpentage, plus de 100 acres, auquel cas l'agent pourra vendre ce lot tel qu'arpenté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans certains cas, la loi devrait permettre à un colon d'acheter plus de deux lots. Un colon qui a une nombreuse famille, dont trois ou quatre garçons, devrait pouvoir acheter plus de deux lots.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour améliorer les conditions de vie des nouveaux colons, il faut songer à lui assurer un avenir attirant. C'est en vue de cela que nous voulons céder un lot additionnel au père de quatre fils mineurs de 16 ans. Cela est suffisant. S'il pouvait en avoir plus de deux, cela constituerait pour lui une tentation de spéculer.

Nous sommes en mesure de compter sur d'excellents résultats. Avant que son fils ait atteint cet âge, on ne sait pas trop s'il restera sur la terre ou non. Mais il en est autrement lorsque cette limite a été franchie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le but de cette clause? Si le gouvernement n'adopte pas immédiatement ma suggestion, il sera forcé de l'adopter plus tard.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela est possible, mais c'est qu'alors, si nous modifions notre mesure dans ce sens, c'est que nous aurons raison de le faire; on peut changer d'idée. Le but est évident. C'est de permettre au colon d'augmenter ses biens-fonds et sa famille. Nous ne faisons que suivre la politique bienfaisante du Parti libéral, telle que prêchée depuis près de 30 ans. Pour ce qui est de l'étendue des lots, je me ferai un devoir de mettre à exécution ce que préconisait, en 1901, le Père Lacasse⁸. L'acquisition d'un lot très grand n'est pas recommandable. Il est préférable de s'en tenir à quelque 100 acres, en ce qui concerne la vente individuelle. Pour aujourd'hui, nous croyons sincèrement que cela ne serait ni sage, ni prudent de donner au colon le pouvoir de posséder trop de lots pour ce dont il en a présentement besoin.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose:
6. Que les ventes faites par les agents prendront effet du jour qu'elles seront faites; mais que, si le billet de location renferme quelque faute de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries pourra annuler le billet de location et ordonner qu'il en soit émis un nouveau corrigé, qui aura son effet de la date du premier.

Adopté.

7. Que, conformément aux règlements passés, de temps à autre, par arrêté en conseil, le lieutenant-gouverneur pourra disposer de toutes terres publiques pour en faire des concessions gratuites aux colons qui iront s'établir sur des chemins publics traversant ces terres dans les nouveaux établissements, mais qu'aucune concession gratuite ne devra excéder 100 acres.

Adopté.

8. Que personne ne pourra obtenir des lettres patentes de la couronne pour plus de 300 acres de terre pour fins de colonisation, au moyen de transports obtenus de l'acquéreur primitif d'un lot de

terre acquis de la couronne ou des cessionnaires d'un tel acquéreur primitif; que la présente résolution ne s'appliquera pas au cas où des lots acquis primitivement de la couronne seront passés à ceux qui en demandent les lettres patentes, par succession *ab intestat* ou testamentaire, par vente judiciaire, ou par vente pour taxes municipales ou scolaires; et que la personne demandant l'émission de lettres patentes en vertu d'un transport produit au département devra déclarer sous serment, suivant la forme prescrite par le ministre, quel nombre d'acres de terre elle détient par lettres patentes au moment où elle fait sa demande, si elle en détient; et que dans ce cas, elle ne pourra obtenir de nouvelles lettres patentes, en vertu du transport, que pour le nombre d'acres requis pour parfaire le maximum de 300 acres.

Adopté.

9. Que nul droit de coupe ne sera prélevé sur le bois coupé par les colons sur les lots régulièrement acquis de la couronne par billet de location, pourvu que ce bois soit coupé de bonne foi dans la partie qu'ils sont tenus de défricher pour remplir leurs obligations.

Adopté.

10. Que durant les cinq années qui suivent l'émission des lettres patentes, l'acquéreur de la coupe de bois sur la partie non défrichée du lot vendu pour fins de colonisation, devra payer double droit de coupe à la couronne.

Adopté.

11. Que durant 20 ans après l'émission des lettres patentes, une étendue de 15 % de chaque terre, concédée par la couronne pour fins de colonisation, devra être maintenue en forêt, pour l'usage domestique du propriétaire ou du possesseur; que dans le cas de contravention, ce dernier devra payer à la couronne une somme égale à deux droits de coupe, et que cette disposition sera insérée dans les lettres patentes.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) parle de la constitution de la réserve forestière. Une étendue de 15 % de chaque terre devra être maintenue en forêt, pour l'usage domestique du propriétaire ou du possesseur.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose:
12. Que si le ministre est convaincu qu'un acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique ou leurs ayants cause, se sont rendus coupables de fraude ou d'abus, ou ont enfreint ou

négligé d'accomplir quelqu'une des conditions de la vente, de la concession, de la location, du bail ou du permis d'occupation, ou si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été fait ou émis par méprise, erreur, contrairement à la loi ou aux règlements, il pourra révoquer ces vente, concession, location, bail ou permis, reprendre la terre y mentionnée et en disposer comme si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis n'avait jamais été fait ou émis et que les dispositions de la présente résolution se sont appliquées et continueront de s'appliquer à toutes les ventes, concessions, locations, baux, permis d'occupation antérieurs à la loi 32 Victoria, chapitre 11, section 20.

Adopté.

13. Que la révocation faite en vertu de la résolution précédente opérera la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par l'acquéreur, le concessionnaire, l'occupant ou le locataire, soit à compte ou comme paiement complet, sur toute vente, concession ou location et sur tout bail ou permis d'occupation, ainsi que de toutes impenses et améliorations faites et existant sur les terres y mentionnées, et qu'il sera toutefois loisible au ministre d'accorder les remplacements ou indemnités qu'il trouvera justes et équitables.

Adopté.

14. Que si des concessions ou des lettres patentes émises pour la même terre sont contradictoires entre elles pour cause d'erreur, ou si des ventes ou appropriations de la même terre sont contradictoires, le ministre pourra, dans les cas de vente, faire rembourser le prix de la vente, avec intérêt; que si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, ou s'il y a été fait des améliorations avant que l'erreur fût connue, ou si la concession ou l'appropriation primitive a été gratuite, il pourra, en sa place, accorder une terre ou accorder un *scrip* donnant droit à la personne lésée ou réclamante d'acquérir des terres de la couronne, de la valeur et de l'étendue qui lui paraîtront justes et équitables; et que telle réclamation ne devra cependant être reçue que si elle est faite dans les cinq années à compter de la découverte de l'erreur.

Adopté.

15. Que si, à raison d'un mauvais arpentage ou d'une erreur dans les livres ou dans les plans du département, il se trouve un déficit dans une concession, vente ou appropriation de terre, ou si quelque morceau de terre n'a pas la contenance mentionnée dans les lettres patentes y relatives, le ministre pourra ordonner que le prix du déficit dans la contenance de telle terre, avec intérêt à compter du

jour que demande en est faite, et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, alors le prix de vente que le réclamant (pourvu qu'il ignorât le défaut de contenance lors de son acquisition) a payé pour tel déficit, avec intérêt à compter du jour que demande en est faite, lui soit payé en terre, en argent, ou en *scrip*, suivant que le ministre l'ordonnera; que, au cas de concession gratuite, il pourra ordonner qu'il soit fait une concession d'une autre terre égale en valeur à celle qu'on avait voulu concéder gratuitement à l'époque de telle concession; et que semblable réclamation ne sera cependant pas redevable à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq ans à compter de la date des lettres patentes, ni à moins que le défaut de contenance n'égale un dixième de toute l'étendue mentionnée dans la concession.

M. Ouellet (Dorchester) participe à la discussion.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 5 amendement les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 amendement les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme maintenant en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) fait un mot d'éloge à l'adresse du gouvernement qui lui a facilité la présentation d'une loi aussi juste.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans certains cas, la loi devrait permettre à un colon d'acheter plus de deux lots. Nous sommes à améliorer la loi et le gouvernement devrait l'amender de manière à ce qu'elle soit plus avantageuse et plus juste pour le colon de bonne foi. Cette amélioration, je la réclame, et si le gouvernement ne l'adopte pas aujourd'hui, il la mettra en pratique l'an prochain, en essayant de faire oublier qu'elle a été préconisée par le chef de l'opposition. C'est comme pour la Voirie. Depuis deux ans, je prétends que le ministère ne rend pas justice aux municipalités en leur faisant payer 50 % des frais d'entretien de ces routes. Il n'y a pas deux semaines, j'ai dit: "Avant longtemps, le gouvernement sera obligé de se rendre à cette demande". Pas un seul député de la droite n'a voulu m'appuyer. La majorité a applaudi le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) qui m'a répondu. Rien n'empêche qu'hier, plusieurs députés ruraux sont allés secrètement, dans un coin sombre du Parlement rencontrer le premier ministre et le ministre de la Voirie pour exiger que l'on réduisit la quote-part des municipalités, pour qu'elles ne contribuent pas plus de 25 pour cent dans le coût de l'entretien des routes provinciales et régionales et se sont pratiquement fait promettre que ce sera fait.

L'opposition fait ses réclamations en plein jour, en grand soleil, devant la province. Elle propose franchement au gouvernement ce qu'elle croit être les besoins de la province. Elle ne se cache pas. Elle ne dit pas blanc en Chambre et noir dans les coulisses. Elle a le courage d'approuver les sages mesures du gouvernement qui sont présentées à la Chambre, mais elle emploie aussi le même courage à critiquer les mauvais projets et les abus de l'administration. Elle agit selon l'esprit de nos institutions parlementaires et c'est ainsi qu'elle entend remplir les mandats qui lui ont été confiés par les électeurs.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. L'article 2064 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 10 George V, chapitre 28, section 1, est amendé en y ajoutant les alinéas suivants:

"Tout pont couvert construit en tout ou en partie par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, doit être assuré contre le feu pour les deux tiers de sa valeur par la municipalité uniquement qui en bénéficie ou, si elle est trop pauvre pour le faire, ou si tel pont a été construit dans un territoire non encore organisé en municipalité, par la municipalité de comté.

"Au cas de négligence ou de refus, le département, après avis préalable, prend lui-même une police d'assurance et s'en fait rembourser la prime par la municipalité uniquement intéressée ou, à son défaut, par la municipalité de comté."

M. Parrot (Témiscouata) suggère que l'on ne comprenne pas seulement les ponts couverts, mais tous les autres ponts en bois.

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) n'est pas de cette opinion. Les ponts qui ne sont pas couverts sont protégés par l'humidité de la pluie. Dans son comté, dit-il, cette clause serait passablement onéreuse, puisque dans une seule paroisse, l'on compte quatre grands ponts en bois couverts.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8.

Les paragraphes 2090a à 2090i de l'article 8 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe 2090j de l'article 8 qui se lit comme suit:

"2090j. Les ventes de terres publiques propres à la culture sont faites à la condition que l'acquéreur défriche et mette en bonne culture une étendue de terrain, en un seul bloc, d'au moins 30 acres pour cent.

"L'acquéreur devra défricher, chaque année, trois acres et pas plus que cinq acres pour cent, à moins que le ministre ne l'ait autorisé, au préalable, à défricher davantage.

"Les lettres patentes ne sont émises que lorsqu'une étendue de terrain, représentant 30 % de la superficie du lot a été défrichée en un seul bloc, que cinq acres au moins en sont labourables et que les autres conditions du billet de location ont été remplies.

"Il ne sera coupé de bois avant l'émission des lettres patentes que pour le défrichement, le chauffage, les bâtisses et les clôtures; et tout bois coupé contrairement à cette condition sera considéré comme ayant été coupé sans permis sur les terres publiques."

M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose un amendement. Il veut que les lettres patentes soient émises au bout de trois ans, et non après six ans de l'émission du billet de location pour un lot marécageux ou un lot où il n'y a pas de bois de commerce, une terre brûlée, par exemple.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai aucune objection. Si un colon a rempli toutes les conditions, je crois que nous devrions permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder ses lettres patentes au bout de trois ans. Je crois que c'est juste et le gouvernement est heureux d'accepter l'amendement.

M. Parrot (Témiscouata) et M. Moreau (Lac-Saint-Jean) présentent un amendement au même article⁹. Un grand nombre de gens, voilà longtemps, quelquefois 60 ans, ont pris des lots qu'ils ont défrichés et qui sont, aujourd'hui, de magnifiques terres toutes en culture, mais ils n'ont pas de lettres patentes sur ces lots. À la rigueur, quand l'on s'aperçoit de l'irrégularité, le gouvernement pourrait reprendre ces lots, mais l'on donne à leurs propriétaires le privilège de se mettre sous billet de location et d'acheter leurs lettres patentes au bout de six ans; par l'amendement qui a été proposé, on donne à ces squatters la chance de jouir de ces lettres patentes immédiatement.

Le paragraphe 2090j de l'article 8 est amendé et le paragraphe suivant est ajouté après le quatrième paragraphe et se lit comme suit:

"Il est cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre des lettres-patentes, trois ans après l'émission du billet de location, quant aux terres publiques qui n'ont aucun bois de commerce, pourvu que toutes les conditions d'établissement fixées par la loi et les arrêtés en conseil en vigueur aient été au préalable remplies."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2090j de l'article 8 ainsi amendé est adopté.

Les paragraphes 2090k à 2090s sont adoptés.

Le comité étudie le premier alinéa du paragraphe 2090t de l'article 8 qui se lit comme suit:

"2090t. Les lots vendus ou autrement octroyés pour fins de colonisation après le 1^{er} juillet 1909, ne peuvent, pendant six ans, à compter de la date du billet de location, être vendus par le porteur du billet de location, ni autrement aliénés ou transmis, en tout ou en partie, excepté par donation dans un contrat de mariage ou par testament en faveur de parents successibles, ou par successions *ab intestat*, ou par testament en faveur du conjoint, et alors le donataire, le légataire et l'héritier sont soumis à la même prohibition que l'acquéreur primitif."

M. Parrot (Témiscouata) cela serait injuste envers ceux qui ont contracté sous la loi actuelle.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) accepte de l'amender de façon à ce qu'il soit applicable à partir de la date de sanction de la loi.

Le premier alinéa du paragraphe 2090t de l'article 8 est amendé et les mots "après le 1^{er} juillet 1909" sont remplacés par désormais comme suit: "depuis l'entrée en vigueur de la présente loi".

L'amendement est adopté.

Le premier alinéa du paragraphe 2090t de l'article 8 ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie un autre paragraphe de l'article 8.

M. Parrot (Témiscouata) demande si un colon pourra transporter son lot avec la permission du ministre (l'honorable M. Perrault), quand ce lot sera sous billet de location.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, si le ministre le juge à propos, et le transport pourra être fait moyennant certaines conditions.

M. Parrot (Témiscouata): Le colon peut-il vendre du bois pendant que son lot est sous billet de location?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, pas avant d'avoir obtenu ses lettres patentes.

M. Parrot (Témiscouata) présente un amendement qui donne au colon le pouvoir de vendre sa coupe de bois après les six années de son billet de location.

Les paragraphes 2090u à 2090ff de l'article 8 sont adoptés.

Le comité étudie un autre paragraphe de l'article 8¹⁰.

M. Parrot (Témiscouata): Jusqu'à présent, la révocation se faisait surtout entre colons sur les plaintes des uns contre les autres. Cette méthode crée beaucoup d'inimitiés entre colons et c'est une source de malaises.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) promet que c'est le département qui prendra, à l'avenir, l'initiative de la révocation et qu'il (l'honorable M. Perrault) rédigera un amendement dans ce sens. Nous y verrons.

Les paragraphes 2090gg à 2090zz de l'article 8 sont adoptés.

L'article 8 ainsi amendé est adopté.

L'article 9 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'apiculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a peu de députés en Chambre¹¹, beaucoup de députés se désintéressent des délibérations et ce spectacle est fort pénible. C'est injuste envers le ministre qui est demeuré à son poste pour discuter les articles et nous donner l'information. Même les députés des comtés ruraux sont absents, et pourtant, en temps d'élections, ils iraient par la province raconter tout le dur labeur accompli. Évidemment (souriant), en temps d'élections, vous avez le portefeuille qui déborde et aussi peut-être quelques télégraphes, et ensuite, c'est la population qui se prononce, dit-il.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'opposition est aussi peu représentée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a deux membres sur cinq, ce qui est une bonne proportion, et si les ministériels en faisaient autant, il y aurait plus de monde à la Chambre. Il (M. Sauvé) ne souhaite pas retarder les estimations, et donc, accepterait de passer outre. Il félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) d'être, lui, toujours présent. (Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac): Ils ont tant de confiance dans le gouvernement qu'ils ne craignent pas de laisser passer tous les crédits demandés par le gouvernement.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) apprécie les bons mots du chef de l'opposition (M. Sauvé) et lui retourne son compliment en disant qu'il (l'honorable M. Caron) connaît les motifs louables du chef de l'opposition (M. Sauvé) et le félicite d'être présent en Chambre.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les expositions, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
L'exposition de Québec se passera très bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La raison pour laquelle il pose sa question, c'est qu'il a lu dans les journaux que les résultats n'étaient pas entièrement satisfaisants.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) veut donner aux expositions un caractère davantage éducatif et mettre l'accent sur les expositions industrielles, qui incluent l'agriculture, puisque l'agriculture est une industrie. Il (l'honorable M. Caron) veut éliminer certains éléments frivoles qui tendent à donner aux expositions des airs de cirque.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) convient avec le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) que les expositions en général devraient être plus éducatives, au bénéfice des classes agricole et industrielle, et qu'il faut éviter d'en faire de vulgaires attractions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le département devrait surveiller davantage le chiffre des annonces perçues par la Compagnie de publication pour le *Journal d'agriculture*.

Il craint que la compagnie ne fasse trop d'argent à même ses annonces dont le montant, dit-il, appartient au pays. En 1897, le Parti libéral criait parce que ce même journal était publié à *La Minerve* et que, maintenant, il est publié par la Cie de publication *Le Canada*. C'est le gouvernement qui fait vivre cet organe.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Comme question de fait, le département surveille à tel point ce montant des annonces du *Journal d'agriculture* que, par un contrat qu'il a passé avec la compagnie, celle-ci doit remettre au département le surplus du montant d'annonce qu'elle perçoit à 30 sous la ligne agate.

La compagnie du *Canada* non seulement n'a pas fait trop d'argent avec cette impression du *Journal d'agriculture*, mais elle en a perdu l'année dernière. La compagnie, du reste, s'est scrupuleusement soumise aux clauses du contrat passé avec le département et elle fait tous les mois un rapport assermenté. *Le Canada* est un journal de Montréal, qui n'est pas indépendant, mais ouvertement libéral, à la fois à Ottawa et à Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce parce qu'un journal français du matin de Montréal est libéral qu'il a le contrat?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Le journal montréalais en question imprime le *Journal d'agriculture* depuis 20 ans et il donne satisfaction. Il ne fait de profits que sur les annonces.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quels sont ces profits?

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Je ne le sais pas. Ce sont les affaires du *Canada*. Je sais que chaque souscription d'abonné ne rapporte que 27 cents et qu'il faut que les profits viennent des annonces, les \$27,000 que l'on vote ne payant pas suffisamment pour la publication de ce journal.

Dépassé un certain montant, les profits vont au gouvernement, mais jusqu'à maintenant le gouvernement n'a reçu que \$94 de cette source. Le coût de l'impression est élevé, par contre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le contrat d'impression du *Journal d'agriculture* n'est donné au journal montréalais que pour lui permettre de vivre, car sans cela, ce journal cesserait d'exister et de louer les ministres. En tant qu'ancien journaliste lui-même, il (M. Sauvé) ne peut accepter cette explication. Pourtant, les députés de la Chambre savent bien pourquoi le contrat a été accordé. Cela a permis au *Canada* d'être entretenu par le gouvernement de Québec; autrement, il disparaîtrait demain matin.

Il (M. Sauvé) expose quelques raisons qui lui permettent de penser cela. *Le Canada* est publié de sorte à ce que les lecteurs prennent connaissance des fins discours que font les ministres et à quel point le chef de l'opposition est constamment dans l'erreur. Ainsi, le vote populaire est-il assuré. Il croit que le *Journal* doit bien payer, puisqu'il charge 30 et même 40 cents la ligne agate pour les publicités et qu'il y a 12 pages consacrées aux publicités. À la belle époque, lorsque le journal était imprimé par *La Minerve*, l'actuel ministre (l'honorable M. Caron) disait que c'était un scandale, mais aujourd'hui c'est une chose admirable.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Si ceux qui impriment le *Journal d'agriculture* font de l'argent, cela ne veut pas dire que le gouvernement ferait de l'argent aussi, car il faut toute une organisation de publicité que le gouvernement ne possède pas, alors qu'un journal qui a carte blanche peut avoir toutes ces possibilités. Du reste, le gouvernement n'entend pas entrer dans le commerce de la publicité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ces explications du ministre de l'Agriculture me satisfont. Non seulement il (M. Sauvé) consent, dit-il, à voter l'article concernant le *Journal d'agriculture*, mais tous les articles à ce ministère. Je sais que le dévoué ministre de l'Agriculture se prépare à prendre un repos très mérité et qu'il va partir dans quelques jours pour un voyage aussi important pour la province que pour lui-même. Je lui souhaite un très heureux voyage du plaisir dans ce beau coin de pays et une température clémente, et un aussi heureux retour avec la meilleure des santés et de la bonne humeur.

(Applaudissements)

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) remercie cordialement le chef de l'opposition (M. Sauvé) de ses bons souhaits. Il lui dit que, pendant tout son voyage, il pensera à lui. Il se souviendra également avec grand plaisir des amis et les discussions courtoises qu'ils ont eues ensemble et espère qu'il pourra rappeler ces bonnes relations qu'il a entretenues avec un camarade aussi loyal que le chef de l'opposition, lorsqu'ils se retrouveront à nouveau sur le parquet de la Chambre. Il (l'honorable M. Caron) espère revenir pour continuer non pas la lutte, mais les discussions que le chef de l'opposition rend si intéressantes quand il s'agit des choses de l'agriculture. (Applaudissements)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pêche et la chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est apparemment un projet du gouvernement pour différer les paiements dans les différents départements et ainsi se monter un surplus. Il (M. Sauvé) fait quelques remarques au sujet de la désertion du poisson dans la rivière Ottawa et il demande au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) s'il a pris des mesures pour arrêter le dépeuplement de la rivière Ottawa.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En effet, dit-il, il a reçu, la veille même, une requête où l'on se plaint de cet état de choses. Il déclare qu'il va étudier sérieusement la situation et qu'il se prépare à prendre des mesures sévères pour arrêter cet état de choses.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les comptes en suspens, (département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de

nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Tancrède Marcil

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Anniversaire du premier ministre

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il a remarqué dans un journal du soir que le premier ministre célébrera samedi son 54^e anniversaire de naissance. Il (M. Sauvé) lui présente ses meilleurs souhaits, et plusieurs autres années de bonheur, santé et prospérité. Il lui souhaite, entre autres choses, d'être aussi longtemps dans l'opposition qu'il aura été au pouvoir. Il espère que le premier ministre présidera longtemps aux destinées de la province. Ils ne sont peut-être pas toujours d'accord l'un et l'autre, mais ils ont toujours entretenu les meilleures relations personnelles. Il souhaite que ces relations perdurent.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) comme le plus ancien membre de la Chambre, remercie le chef de l'opposition (M. Sauvé) de ses souhaits à l'adresse du dévoué premier ministre (l'honorable M. Taschereau) de la province. Il se joint au chef de l'opposition pour présenter au premier ministre, au nom de la Chambre, ses souhaits de longue vie, de bonheur et de prospérité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Une fois qu'un homme a passé la barre de la moitié de siècle, il n'est plus sûr qu'il faille le féliciter ou éprouver de la sympathie pour lui. Il (l'honorable M. Taschereau) remercie le chef de l'opposition (M. Sauvé) de ses bons souhaits qu'il sait sincères et bien intentionnés. Il dit qu'il est possible qu'il occupe un jour un siège du côté de l'opposition et que l'on voie le chef de l'opposition (M. Sauvé) siéger à sa place comme premier ministre. Il lui fera alors un immense plaisir de lui retourner les compliments et bons souhaits que lui offre aujourd'hui le chef de l'opposition¹².

Il remercie ses collègues, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et les députés de la Chambre pour l'appui loyal qu'ils lui ont offert pendant sa première session, en tant que chef du gouvernement. Il n'a aucune raison de se plaindre de la position dans laquelle ses amis l'ont mis.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron) que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi, le 8 de mars.

Adopté.

La séance est levée vers 10 heures¹³.

NOTES

1. *L'Événement* du 5 mars 1921, à la page 7, rapporte qu'il n'y avait qu'une vingtaine de députés à la Chambre.

2. D'après *L'Événement* du 5 mars 1921, à la page 7, c'est M. Monet qui préside au début de la séance.

3. Selon *La Presse* du 5 mars 1921, à la page 21, le premier ministre aurait dit le contraire: "Revenons donc aux sauterelles."

4. M. Mercier fils était absent.

5. Le comité est présidé par M. Parrot.

6. Adopté la veille, selon les journaux, lors de la séance du 3 mars 1921.

7. M. Séguin s'était endormi sur le fauteuil voisin de celui de M. Robert. Ce dernier le réveilla. Quelques instants après, il s'endormit de nouveau sur un autre fauteuil.

8. Il s'agit du R. P. Zacharie Lacasse (1845-1921) qui parcourut de 1873 à 1880 les missions des pères Oblats, de Betsiamites jusqu'à l'entrée du détroit d'Hudson, s'occupa de la colonisation des régions du Lac-Saint-Jean et de la Beauce jusqu'en 1885 et prêcha à travers le Canada et les États-Unis.

9. D'après les journaux, on laisse cet amendement au Conseil législatif. Le paragraphe 2090j. de l'article 8 sera amendé plus tard et le paragraphe suivant est ajouté après le quatrième paragraphe et se lit comme suit:

"Il sera cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'émettre des lettres-patentes, trois ans après l'émission du billet de location, quant aux terres publiques qui n'ont aucun bois de commerce, pourvu que toutes les conditions d'établissement fixées par la loi et les arrêtés en conseil en vigueur aient été au préalable remplies."

10. Il s'agit probablement d'un des paragraphes 2090gg à 2090oo qui traitent de la révocation, mais nous n'avons pu trouver l'article dont les députés parlent.

11. Selon *L'Action catholique* du 5 mars 1921, à la page 7, il n'y avait qu'une quinzaine de députés en Chambre. *La Presse* rapporte que le sergent d'armes a dû sonner la cloche pour appeler les députés afin qu'il y ait quorum.

12. Dans *L'Action catholique* et *The Quebec Chronicle* du 5 mars 1921, M. Taschereau aurait plutôt exprimé le désir "d'être un jour dans l'opposition pour faire au chef de l'opposition, devenu premier ministre, les mêmes souhaits."

13. Le *Canada* du 5 mars 1921, à la page 7, rapporte que: "Aussitôt après l'ajournement, tous les ministres et les députés s'empressèrent autour du premier ministre pour lui serrer la main et lui souhaiter bonne fête."

Séance du mardi 8 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 147 concernant la Great East Company d'Assurance-Vie ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 11 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920;

- bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour des magistrats de district;

- bill 216 amendant les statuts refondus 1909, relativement aux commissions rogatoires étrangères.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack;

- bill 144 confirmant le titre aux immeubles numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est, comté de Laval;

- bill 148 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 11 mars prochain les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation du délai susdit.

Le rapport est adopté.

**Code municipal
de Québec**

M. Tourville (Maskinongé) demande la permission de présenter le bill 155 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 1227**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 197 amendant la version anglaise de l'article 1227 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Greffiers et députés-greffiers
des appels**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 196 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au greffier et députés-greffiers des appels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vérification des
comptes municipaux**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la permission de présenter le bill 154 amendant le Code municipal de Québec relativement à la vérification des comptes municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pension des
magistrats de districts**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine

séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 198 concernant la pension des magistrats de districts.

Adopté.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 199 concernant le contrat passé entre le gouvernement et le chemin de fer Interprovincial et de la Baie James et la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à la construction d'une voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze.

Adopté.

Sanatorium du Lac Édouard

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 236 autorisant l'achat du sanatorium du Lac Édouard.

Adopté.

École de laiterie et écoles moyennes d'agriculture

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 220 concernant l'établissement et le maintien

d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agriculture.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération¹.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Le projet de loi que je présente actuellement a pour but la création d'écoles moyennes d'agriculture dans la province de Québec, écoles qui seront, si l'on veut, le passage de l'école élémentaire à l'école supérieure agricole.

Jusqu'à présent nous avons eu un enseignement agricole, mais cet enseignement a plutôt été un enseignement supérieur et il s'est donné dans nos trois collèges d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, d'Oka et le collège MacDonald. Ces collèges ont plutôt produit des éducateurs agricoles et, bien que les conditions d'admission soient faciles, ce ne sont pas tous les fils de cultivateurs qui peuvent y aller.

Je ne dis pas cependant que tous les élèves qui sont passés par ces collèges sont devenus des éducateurs, au contraire, la plupart des élèves de ces écoles sont retournés sur la terre et sont devenus d'excellents cultivateurs. Mais il est arrivé que ces collèges, ce qui était prévu et voulu, ont produit surtout des éducateurs.

Nous voulons maintenant créer des écoles où on enseignera aux fils des cultivateurs comment cultiver la terre d'une manière scientifique et pratique, dans lesquelles les jeunes apprendront à aimer davantage l'agriculture et à la rendre plus payante. Nous voulons faire des cultivateurs et seulement des cultivateurs modèles, non pas des professeurs. Pour faire un succès de la culture de la terre, il ne faut pas seulement des professeurs, mais aussi et surtout des cultivateurs qui soient attachés au sol et qui puissent faire une culture scientifique et pratique.

Pour arriver à ce but et pour obtenir une classe de cultivateurs instruits, nous voulons prendre les jeunes, les fils de nos cultivateurs, et leur enseigner les connaissances nécessaires à la culture intelligente du sol. Nous devons donc avoir des écoles qui enseigneront ces connaissances. Ces écoles moyennes accueilleront des élèves qui ne pourraient probablement pas être acceptés dans les collèges. Je ne veux pas dire que nos cultivateurs actuels ne connaissent pas la culture, ne savent pas comment labourer le sol et en obtenir des résultats, ni qu'ils ne sont pas instruits, au contraire.

Mais il est évident qu'une instruction plus complète serait d'un grand profit pour bon nombre d'entre eux. Il faut le confesser en toute sincérité, notre rendement moyen par acre est encore inférieur à celui des vieux pays européens. Cela tient à ce que nous ne cultivons pas avec la même méthode, que nous ne réussissons pas à "forcer" la terre comme les Européens. La voie à suivre est donc toute simple: il faut multiplier le nombre des agriculteurs experts. Pour bien comprendre la valeur de l'enseignement agricole et l'avantage d'avoir une classe agricole instruite, qu'il me suffise de vous dire que l'an dernier la production moyenne du blé au Canada était de 28 boisseaux par acre alors qu'elle était de 33 boisseaux par acre en Grande-Bretagne. Pour l'avoine, la production moyenne était au Canada de 26 $\frac{1}{2}$ minots à l'acre, tandis qu'en Grande-Bretagne elle était de 35 $\frac{3}{4}$ minots.

Il (l'honorable M. Caron) donne quelques autres chiffres à l'appui de son affirmation et il donne pour raison de cet avantage de la Grande-Bretagne, que celle-ci, qui est plus avancée en existence que notre pays, l'est aussi pour ce qui regarde l'agriculture. En Angleterre, on fait une culture scientifique, alors qu'au pays, la culture est plutôt routinière. Traduit en dollars, cet écart est plus impressionnant encore.

Il signifie, si l'on ne tient compte que du blé, que l'on aurait pu faire rendre aux terrains emblavés, que nous avons perdu 333,000,000 de boisseaux. Donc, avec une meilleure connaissance et plus d'éducation dans les méthodes scientifiques de culture au Canada, pour le blé seulement, la production aurait eu l'an dernier une valeur de \$400,000 de plus, et pour toute la production des différentes cultures, le montant aurait été de \$800,000 de plus.

C'est cette comparaison qui a décidé le gouvernement à construire et établir une école moyenne d'agriculture dans notre province, pour tous ceux qui n'iront pas aux autres écoles d'agriculture déjà existantes, bien que les conditions ne soient pas très difficiles.

Pour faire un succès de cette école, nous comptons sur les autorités religieuses et sur les citoyens de cette province. Nous nous proposons d'abord d'avoir une direction religieuse. Il y aura un principal ecclésiastique choisi par les autorités religieuses et ce principal aura la direction morale et religieuse de cette école comme dans les académies. Le gouvernement tient énormément à ce point, conscient de l'importance de la formation chrétienne. Le gouvernement nommera les professeurs; nous

gardons le contrôle de l'enseignement agricole. Le programme de cet enseignement n'est pas encore complètement défini, mais nous l'adapterons aux besoins du fils du cultivateur. Il sera nécessaire de leur donner une bonne formation française afin de leur inculquer le goût de la lecture et de l'étude.

Lorsque le fils du cultivateur saura lire, écrire d'une manière convenable, et qu'il aura une certaine connaissance du calcul, afin de bien tenir les comptes d'une ferme, nous lui enseignerons l'agriculture. Il (l'honorable M. Caron) énumère les diverses branches de l'enseignement agricole qui se limitera à l'acquisition de notions pratiques: le labour, le drainage, l'étude des types généraux et variés de sol et de cultures, le choix et le traitement des grains de semence, la culture générale et particulière, l'apiculture, l'aviculture, le soin des animaux, la construction des bâtiments nécessaires et l'hygiène de la ferme et de l'étable. On exclut la chimie agricole qui sera toujours exercée avec plus de profit par des experts ayant fait des études complètes.

Les cultivateurs ne pourraient acquérir dans ce court stage à l'école qu'une demi-science qui ne vaut guère mieux que l'ignorance. Nous croyons que ce programme sera suffisant pour rendre le cultivateur plus instruit. La première de ces écoles, nous avons pensé de l'établir dans le comté de Rimouski qui contient une population agricole travaillante et active, dans ce comté éloigné des grands centres et qui n'a pas encore été attaqué par les idées subversives qui envahissent actuellement les villes.

Nous comptons avoir le plus de facilité en cet endroit d'où nous est venue de la part des autorités religieuses la première assurance d'appui et de concours. Cette école sera une école absolument séparée des autres et sera réservée aux fils des cultivateurs seulement, car nous croyons que le contact des écoles est aussi une cause de désertion des campagnes.

Nous croyons que dans cette école où il n'y aura que des fils de cultivateurs, où on ne parlera que de l'agriculture, nous croyons, dis-je, que nous trouverons dans ces écoles, après une période d'étude de deux ans, des jeunes gens qui ne seront pas autre chose que des cultivateurs et qui ne voudront pas autre chose que cultiver et améliorer leur terre. Ils auront acquis toutes les connaissances pratiques nécessaires pour devenir d'excellents fermiers, pour faire de la culture scientifique. Mais ils n'auront pas été détournés de la terre, ils n'auront qu'un désir: y revenir le plus tôt possible pour lui demander de les nourrir et de les faire vivre.

Cette école recevra l'appui des citoyens de Rimouski, car ils en comprennent l'importance et l'utilité. Elle recevra aussi l'appui des députés de toute la région. Cette école est une expérience et c'est la province de Québec qui est la première à tenter cette expérience dans tout le Canada. Plus tard, si cette école est un succès, nous en établirons d'autres dans divers autres parties de la province. Le gouvernement en fondera sans se presser dans tous les comtés. Il y mettra cependant le temps voulu: il ne faut pas aller trop vite. Nous ne voulons pas faire un mouvement de classe, ni un mouvement de politique.

Tel n'est pas l'objectif que se propose le gouvernement. Il tient simplement à rendre les cultivateurs plus instruits pour les inciter à prendre leur place dans la société, à s'intéresser davantage à la chose publique. Nous entendons instruire davantage les cultivateurs et disséminer l'instruction agricole comme nous avons fait pour l'instruction publique dans cette province. Nous voulons rendre plus instruite cette classe des cultivateurs, classe à laquelle je suis fier d'appartenir, dont je me réclame, et sur laquelle nous comptons non seulement pour le présent, mais pour l'avenir. (Applaudissements)

M. Laferté (Drummond): C'est à titre de représentant d'un comté agricole que je tiens, dit-il, à féliciter le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pour l'intéressant projet qu'il vient de soumettre à la Chambre. Ce projet, monsieur, est assurément l'un des plus utiles, que dis-je, l'un des plus nécessaires qu'il nous ait encore été donné d'étudier, et il rendra à nos populations rurales des services de tout premier ordre.

Il faut par tous les moyens possibles encourager l'agriculture, base et fondement de la grandeur et de la prospérité de la nation. Il (M. Laferté) s'appuie sur le témoignage de grands philosophes et de grands poètes. Aujourd'hui, nous sommes heureux de constater que beaucoup de nos finissants de collèges ne reculent pas d'aller cultiver la terre et d'embrasser la noble profession de cultivateur. Il convient de les féliciter; leur carrière sera plus méritoire et plus fructueuse que celle des professionnels. La nécessité de l'enseignement agricole ne se discute pas: l'on ne peut aujourd'hui s'en tenir aux méthodes surannées d'autrefois. Grâce aux méthodes modernes et grâce à l'esprit d'initiative du gouvernement d'aujourd'hui qui a tant fait pour promouvoir les intérêts de la classe agricole, notre province est fière de posséder trois collèges d'agriculture qui lui font honneur⁴.

Les progrès accomplis en ces dernières années, grâce à l'encouragement donné par la présente administration et celle qui l'a précédée, ont été considérables. Que de chemin parcouru et que de progrès depuis 1670, date de la fondation de la première école d'agriculture de Québec, celle de Saint-Joachim. Puis en 1832, nous avons celle de Charlesbourg, en 1851 celle de la Tortue à Saint-Philippe de La Prairie, celle de Sainte-Anne de la Pocatière en 1859, l'école de Sainte-Thérèse en 1863, celle de L'Assomption en 1867, celle de Richmond en 1875, de Rougemont en 1883, d'Oka en 1893, de Compton en 1894 et de McDonald en 1907.

Tout homme qui veut se donner la peine d'étudier sans parti pris l'œuvre de notre enseignement agricole devra nécessairement conclure que cet enseignement, bien qu'imparfait, nous a rendu des services signalés. Nos trois écoles actuelles d'agriculture, entre autres, ont formé des conférenciers émérites et des agronomes de tout premier ordre qui vont porter l'instruction agricole pour ainsi dire à domicile. À l'heure actuelle, le personnel qui se consacre à l'enseignement agricole est imposant. Il y a actuellement des agronomes dans 43 comtés ruraux de la province, qui sont heureux de payer des bonis à des agronomes et de payer même plus que n'exige le gouvernement.

Ces agronomes sont aidés d'autres experts en agriculture: douze sous-agronomes et vingt secrétaires. Ces fonctionnaires ont réalisé l'an dernier un travail considérable. Nos 43 agronomes ont donné 1,479 conférences, 1,927 démonstrations, ont organisé 204 champs de démonstration, 2,233 jardins scolaires, 22,877⁵ jardins à domicile, 83 expositions scolaires, 50 concours de légumes, 35 concours d'étables, ont fait 22,244 visites, en ont reçues 10,540, ont écrit 33,570 lettres et ont distribué 13,508 brochures.

Nous avons accompli des progrès marquants en agriculture depuis quelques années, et ce n'est pas dans la province de Québec que, pour empêcher la désertion du sol, nous serons contraints de rééditer le vieux statut 12 Richard 11, chapitre 3 par lequel il était interdit aux travailleurs des champs d'émigrer dans les villes.

Il (M. Laferté) rappelle ce que le ministère de l'Agriculture a fait depuis quelques années pour former des professeurs en agriculture: deux jeunes Canadiens, M. Fontaine et le Dr Bédard, à l'heure qu'il est, suivent des cours à Paris tandis que quatre à cinq autres sont à parachever leurs études agricoles aux États-Unis. L'un de ces derniers vient de recevoir de l'Université de Cornell le diplôme de

"master in science". Tout ce que le gouvernement exige d'eux, c'est qu'ils restent à son emploi durant quatre ou cinq ans, afin de faire bénéficier de leurs connaissances les cultivateurs de notre province.

Notre réputation au point de vue agricole est maintenant solidement assise. Mais, quels que soient les progrès accomplis, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) actuel ne veut pas s'arrêter en aussi bonne voie. Jusqu'à présent, les écoles d'agriculture ont formé plutôt des conférenciers et des agronomes; le ministre de l'Agriculture a pensé établir des écoles pour faire aimer le sol à nos fils de cultivateurs et en faire des cultivateurs modèles et utiles à la société. Encore une fois, c'est le projet le plus sage et le plus pratique qu'il ait été donné aux députés de cette Chambre d'étudier.

Je formule un vœu: c'est qu'avant longtemps nous aurons une université agricole qui nous fournira les professeurs dont nous avons besoin sans que nous soyons obligés de les envoyer étudier à l'étranger. Ce serait là le parachèvement et le couronnement d'une carrière dont l'honorable ministre de l'Agriculture a raison d'être fier à plus d'un titre et qu'il a consacrée avec dévouement et énergie à l'avancement et au progrès de l'agriculture dans la province de Québec. À côté du monument élevé sur le rocher de Québec à la gloire de Louis Hébert⁶, le premier cultivateur canadien, il conviendrait d'élever un monument plus durable et d'avoir une université agricole qui formera une élite chargée de répandre dans le peuple les plus saines notions d'agriculture, afin d'aider nos agriculteurs à remplir le rôle que la providence leur a confié et de leur permettre de travailler à la réalisation de notre commun idéal, lequel est de conserver à notre province le rang qu'elle occupe et qu'elle a le droit de d'occuper parmi ses sœurs de la Confédération canadienne.

De semblables universités existent dans l'Ouest et dans l'Ontario. Pourquoi la plus vieille province de la Confédération n'en serait-elle pas dotée à son tour et pour quelle raison ne mettrions-nous pas les cultivateurs sur le même pied que les professionnels et les commerçants qui ont déjà leurs universités et leurs écoles techniques? Il me semble que nous nous devons à nous-mêmes de mettre ce projet à exécution et de consacrer une partie de nos revenus à en assurer la réalisation.

(Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac) est heureux d'appuyer cette mesure de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron). Le Canadien français, dit-il, a été un bon trappeur, il fait un excellent colon et il

sait faire un cultivateur pratique. Il est certain que la création de ces écoles d'agriculture va aider à faire aimer l'agriculture aux jeunes gens des campagnes toujours trop enclins à désertir la terre pour les plaisirs problématiques des villes.

L'instruction agricole, par ses variétés, par son étendue, fait apprécier la terre. De nouveau, il (M. Grégoire) exprime sa reconnaissance au ministre de l'Agriculture pour avoir amené cette loi qui créera des foyers où, en même temps que la science agricole, on apprendra à l'enfant à aimer davantage Dieu et la patrie. Il salue le ministre de l'Agriculture comme l'homme qui va réveiller nos cultivateurs, les sortir de la routine et leur ouvrir des horizons nouveaux.

M. Robert (Rouville): J'applaudis des deux mains à ce projet de loi et je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) de l'avoir proposé. Je le fais comme cultivateur moi-même et comme représentant d'un comté de cultivateurs. Je suis heureux de voir l'attitude que prend le gouvernement par rapport à la classe agricole de cette province.

On a dit trop souvent que le gouvernement ne fait rien pour les cultivateurs en regard de ce qu'il fait pour les autres classes de la société. Dans les campagnes électorales, nous nous battons pour démontrer le contraire, et le ministre de l'Agriculture le fait depuis qu'il occupe ce poste avec tant de distinction et de dévouement. Ce dont je suis certain, c'est que le gouvernement de cette province s'occupe de la classe agricole autant et plus que des autres classes.

Au nom des cultivateurs que je représente, je remercie le ministre de l'Agriculture pour l'important projet qu'il présente à la Chambre. Grâce à ce projet, l'on verra grandir l'instruction agricole pour le plus grand bien de la province en général et, partant, l'on verra se développer notre grandeur agricole et notre prospérité. Il n'y a pas de plus belle industrie que celle de l'agriculture, c'est la mère nourricière de notre province et un moyen de l'aider, c'est de lui donner des écoles comme celles que veut créer le ministre de l'Agriculture.

M. Hamel (Portneuf): Bien que notaire, je suis aussi cultivateur, dit-il. Aussi suis-je heureux de prendre une faible part à ce débat. La loi que soumet le ministre de l'Agriculture est de la plus haute importance pour la classe agricole. Elle m'intéresse tout particulièrement, moi qui représente un comté où l'agriculture est particulièrement en honneur.

La création d'écoles moyennes d'agriculture dans la province est non moins importante que celle des fermes de démonstrations. Les résultats n'en pourront qu'être efficaces. Ce sera un grand remède contre le mal rongeur de la désertion des campagnes. Notre province souffre de ce mal peut-être moins que les autres pays, mais elle en souffre quand même pour justifier le cri d'alarme que le ministre de l'Agriculture a jeté souvent l'été dernier et pour justifier les mesures que l'on prend pour l'enrayer.

La terre se déserte, par les jeunes surtout. Mais pourquoi? L'attrait des grandes villes sans doute, l'attrait des gros salaires. Mais il y a plus. Aujourd'hui, la ville a des attraits pour les gens instruits. Le fils de cultivateur qui s'en va étudier dans les académies des villes va puiser une instruction excellente. Il en ressort plus apte à gagner sa vie dans les bureaux ou dans le commerce, c'est vrai, mais il n'apprend pas à travailler sur la terre et il se détache de celle-ci. Quoi de plus naturel qu'il déserte le village pour la ville?

Un garçon qui va au collège s'instruit, et il obtient un emploi bien rémunéré, grâce aux connaissances qu'il a acquises à l'école. S'il vient de la campagne, il n'y retourne pas, il reste en ville. Mais que l'on dirige ces fils de nos cultivateurs vers des institutions où, tout en acquérant une solide instruction, ils apprendront à mieux connaître les choses de la terre. Et ils seront infailliblement gagnés à celle-ci et ils lui resteront indéfectiblement attachés. Que l'on donne, M. l'Orateur, à nos cultivateurs, des écoles d'agriculture pour leurs fils. Ces derniers y puiseront une instruction profitable qui les fera aimer davantage leur noble profession.

Il est une chose qui frappe plus particulièrement: c'est que ceux qui aiment le plus passionnément l'agriculture, ceux qui y mettent le plus de dévouement, qui y consacrent le meilleur de leur temps et de leur énergie, ce ne sont pas les cultivateurs qui ont toujours demeuré sur la terre et fait de la culture, mais ce sont ceux qui viennent à la terre après avoir appris quelque chose de la science agricole moderne. Leur culture les aide à comprendre la noblesse de leur rôle, et ce sont les meilleurs apôtres de l'agriculture.

La création des écoles moyennes d'agriculture donnera aux fils de cultivateurs une instruction conforme à leurs besoins. C'est une heureuse initiative du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et je l'en félicite. Dans mon opinion, cette institution sera du nombre de celles qui font le plus honneur à notre province et au gouvernement libéral, et aussi du nombre de celles qui rendront à la patrie les plus précieux services. (Applaudissements)

M. Thériault (L'Islet) loue le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) pour l'excellente mesure qu'il propose. Je vois dans le projet à l'étude un grand progrès dans le sens de la spécialisation appliquée à l'agriculture, comme elle a été appliquée à toutes les autres branches du domaine économique. Cette idée de spécialisation n'est pas nouvelle, mais les applications n'en sont encore qu'à leur début.

Déjà elles ont donné des résultats merveilleux dans plusieurs pays. Ici, malgré le retard que nous avons sur les autres, cette tendance à la spécialisation s'affirme davantage, chaque jour. Ai-je besoin de signaler des principales manifestations dues à la sagesse de notre administration provinciale. Mais il ne faudrait pas aller trop loin tout de même dans cette spécialisation qui consiste dans sa forme la plus pratique à pourvoir aux moyens de s'orienter dans la voie que l'on a choisie.

Le premier avantage de la loi qui nous est proposée qui est de spécialiser les élèves en science agricole, n'est rien auprès de celui qui en résulterait pour le développement de l'agriculture dans notre province. Tout ce qui touche à l'agriculture doit nous être précieux. De tout temps, en effet, l'agriculture a été reconnue comme le fondement indispensable à tout édifice d'économie nationale.

L'un des grands avantages de la loi actuelle sera d'aider à la campagne du retour à la terre. Trop longtemps, nous avons vu chaque printemps des milliers des nôtres abandonner la terre des aïeux pour s'en aller aux États-Unis qui s'enrichissaient au détriment de notre province. Mais s'il y a eu beaucoup de progrès accomplis dans le domaine agricole, est-il besoin d'ajouter qu'il reste énormément à faire. C'est surtout du côté de la science agricole qu'il reste des progrès à accomplir. Le cultivateur n'a pas, quoi qu'on dise, une profession rémunératrice et la vie facile que lui prêtent les gens des villes, et à cause de cela, il est plus difficile que l'on croit de la lui faire aimer. Or, c'est par la science agricole qu'on lui fera apprécier mieux son travail et les bienfaits de sa terre. Quarante-trois agriculteurs seulement ont payé l'impôt sur le revenu l'année dernière et si l'on tient compte du travail de leurs enfants et de leurs femmes, on verra que leur revenu n'est pas très élevé. Si la culture de la terre était payante constamment, si le cultivateur n'était pas une des plus lamentables victimes de la loi de l'offre et la demande, le mouvement de désertion se ferait en sens inverse, c'est-à-dire de la ville vers les campagnes.

Ce qu'il nous faut faire, c'est de rendre l'agriculture une industrie parfaite, et nous le pouvons par le développement méthodique et intelligent des procédés agricoles. Nous devons aussi rendre plus attrayante la vie de la campagne. Il nous faut pour cela recourir à la science agricole, à ses applications, à ses méthodes, et à son outillage qui donnent d'ailleurs de bons résultats qui font rendre plus à la terre avec un travail moindre. Le projet à l'étude prévoit une sorte d'école agricole secondaire, c'est un premier pas évidemment. J'y souscris sans réserve. Jusqu'ici nos écoles d'agriculture ont été surtout des écoles de vulgarisation. Ne serait-il pas temps d'orienter ces écoles vers le haut enseignement? L'instruction sera un bienfait pour l'agriculteur.

M. Tessier (Rimouski) tient d'abord à remercier de tout son cœur le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) d'avoir choisi son comté pour y établir la première école moyenne d'agriculture et de laiterie. Cette attention du gouvernement, dit-il, sera sensible aux cultivateurs de son comté et sera très bien accueillie. Ils lui en garderont une éternelle reconnaissance. Il (M. Tessier) rappelle une récente visite faite par le ministre de l'Agriculture à Rimouski. Évidemment, dit-il, le ministre de l'Agriculture ne se paie pas seulement de mots; il accomplit des actes. Il prédit que cette école, qui sera établie dans le comté de Rimouski, sera couronnée des plus magnifiques résultats.

Il rappelle à la Chambre qu'il y a quelques années, il a suggéré la création de ces écoles moyennes d'agriculture. Il est heureux de voir cette suggestion si tôt réalisée et qu'il soit le premier à pouvoir en apprécier les avantages d'une façon tangible. Il (M. Tessier) suggère que le gouvernement puisse établir, plus tard, une école de filles de cette nature afin, qu'issues de familles terriennes, elles reçoivent une éducation qui concorde avec celle donnée aux garçons, une éducation qui les prépare à faire de bonnes femmes d'habitants. C'est une œuvre durable que le ministre (l'honorable M. Caron) a établie là.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce qu'on va y enseigner?

M. Tessier (Rimouski): Ce qu'on va y enseigner? Mais on va enseigner aux enfants l'amour de la vie des champs, la comptabilité agricole, si nécessaire aujourd'hui, on va y enseigner les premières notions de l'agriculture; on va tourner l'esprit de nos enfants vers les choses de la terre; on va enseigner la germination des plantes, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je croyais que c'était une école de laiterie.

M. Tessier (Rimouski): Non, c'est une école d'agriculture complémentaire. Il (M. Tessier) répète combien il est heureux de voir que son comté aura l'honneur d'avoir la première de ces écoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) ne voit pas sous un même œil la question qui a été soumise. Le débat soulevé, dit-il, est intéressant à plus d'un point de vue. Cependant, il est surprenant d'entendre des hommes très distingués, trois éloquents avocats et des professionnels, parler sur la diffusion de la science agricole et s'efforcer de faire des compliments uniquement au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) comme on vient de le faire, lorsque les résolutions qui sont soumises à la Chambre parlent en même temps de la création d'une école de laiterie. Or, cette dernière innovation n'a pas été expliquée par le ministre de l'Agriculture. Ils ont été splendides.

Ils se sont acquittés de cette tâche difficile d'une manière des plus satisfaisantes. S'il est vrai que l'honorable ministre de l'Agriculture s'en va bientôt, il s'en ira avec des fleurs. On s'est plu à lui envoyer des fleurs de rhétorique peut-être, mais des fleurs qu'il emportera lorsqu'il quittera pour la belle contrée californienne, il pourra emmener avec lui de magnifiques fleurs. Les discours fleuris prononcés avec émotion par les trois députés avocats sont, il en est convaincu, aussi beaux que les fleurs de la Californie, celles qui poussent sur la terre promise où il (M. Sauvé) souhaite que le ministre de l'Agriculture recouvrera vite la santé.

Tous les orateurs précédents ont parlé des beautés de la vie de cultivateur et d'agriculteur ainsi que du brillant avenir qui attend les fils de la terre. Cependant, ils n'ont pas posé au ministre les questions les plus pertinentes. Ils se sont limités à louer le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

Il (M. Sauvé) dit qu'il aimerait en faire autant, mais qu'il y a des choses plus importantes. Avant de faire des compliments, avant de chanter les louanges du ministre de l'Agriculture, avant d'entonner ce nouveau *Te Deum*, je crois que le devoir d'hommes sérieux est d'étudier quelle sera l'organisation de cette école, quel sera le système de cet enseignement. Il faut en discuter le mérite. Je voudrais savoir comment le gouvernement va appliquer cette mesure? Comment ces écoles seront organisées, gérées et où seront-elles établies?

Il faut se demander ce que vont devenir les anciennes écoles d'Oka, de Sainte-Anne et d'ailleurs? On n'a pas besoin de discours académiques. Ce n'est pas le moment de remplir de lois les statuts, mais, plutôt, le temps est venu de répondre aux besoins des différentes classes de la société. Plusieurs maux doivent trouver un remède et plusieurs abus doivent être corrigés. Je ne crois pas que l'on devrait chanter le *Te Deum* avant que le gouvernement ait fait disparaître les abus et les scandales qui ont accompagné toutes ces mesures. Le gouvernement devrait s'efforcer de passer des mesures dans le but de réprimer ces abus. Quelles que soient les très éloquentes périodes et les savantes compositions du député de Drummond (M. Laferté), on ne nous fera pas oublier les abus commis. Je n'aurais pas parlé de cela si on n'avait pas profité de la motion actuelle pour faire un débat, une campagne politique dans cette Chambre.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) nous dit: "Nous allons établir une école de laiterie et une école moyenne d'agriculture." Le principe est bon, mais il faut considérer l'application de ce système, il faut étudier l'opération de cette école. Il me semble que c'est une école de laiterie que l'on va ouvrir à Rimouski. Et je suis surpris d'entendre le député de ce comté dire qu'à cette école de laiterie on va enseigner la germination des plantes.

Qu'est-ce que sera cette école de laiterie? Nous ne le savons pas encore. Va-t-on copier l'enseignement sur celui qui se donne à l'école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe où l'on réclame depuis si longtemps des réformes? Voilà ce qui intéresse ceux qui comprennent sérieusement et consciencieusement l'intérêt qu'ils doivent porter à l'agriculture et non pas les discours éloquentes, académiques, qui n'ont aucun autre but que de faire croire au peuple que le gouvernement donne beaucoup aux cultivateurs, qui n'ont aucun autre but que d'enrayer un mouvement des fermiers.

Ces discours académiques, qui ne sont rien autre chose, après tout, qu'un plan électoral dont on se servira aux prochaines élections, ont sans doute pour but aussi de faire oublier les scandales de l'administration actuelle, et de l'administration passée. Le peuple ne les oubliera pas. Ils ne lui feront pas oublier non plus le dédain qu'on lui a manifesté. La classe agricole est capable de juger sainement. Elle n'est pas aussi ignorante que le veulent croire certains députés totalement inaptes à parler des choses de l'agriculture. Elle sait que, ni à la Chambre, ni surtout dans le gouvernement, elle joue

le rôle auquel elle a droit. Elle peut se demander avec raison pour quel motif elle ne compte qu'un seul représentant dans le ministère. Pourquoi? Le fait que l'on confie le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation et le ministère des Terres et Forêts à des logistes ne comporte-t-il pas de la part du gouvernement l'aveu implicite de l'incompétence des agriculteurs à gérer d'autres ministères que celui de l'Agriculture?

Je ne combats pas ce projet, j'en approuve les principes. On veut faire des écoles professionnelles et je félicite le ministre de l'Agriculture d'avoir proposé ce système, mais je ferai remarquer qu'il n'y a pas si longtemps qu'on voulait créer une académie commerciale neutre à Rawdon et une école technique neutre.

On nous dit que les écoles seront dirigées par des membres du clergé. Les temps sont changés. Il n'y a pas longtemps que le gouvernement traitait de rongeurs de balustres, d'arriérés et de bigots les députés de ce côté-ci de la Chambre qui voulaient rester fidèles aux principes religieux, parce qu'ils étaient restés attachés aux traditions de leur clergé et qu'ils défendaient ce dernier, et parce qu'ils protestaient contre le fait qu'on créait une école de haut enseignement commercial absolument neutre. Depuis, le gouvernement s'est amendé; mais à mesure qu'il s'amende, il s'éloigne de la politique libérale, de la vraie politique libérale, il ne se bonifie que dans la mesure où il devient conservateur. Il n'y a pas si longtemps qu'au nom du libéralisme on annonçait de grandes réformes dans cette province et l'on disait que le prêtre resterait à la sacristie. Je me félicite d'appartenir à ce parti dont les idées ont prévalu même dans le Parti libéral. Je m'en réjouis.

Ce n'est pas une victoire libérale, ce n'est pas un triomphe pour les idées libérales, mais je félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) d'avoir su faire accepter ses idées par un gouvernement libéral. Je dirai simplement aux orateurs qui ont parlé sur cette question de relire le programme de leur parti, et ils verront si c'est bien ce qu'ils prêchaient autrefois ou si ce n'est pas plutôt la politique de l'opposition qu'on a adoptée. Je répète que les députés feraient mieux de s'informer comment ce système d'écoles fonctionnera au lieu de chanter les louanges du gouvernement!

À maintes reprises, l'opposition a suggéré des améliorations en faveur de l'avancement de l'agriculture et on lui répondait qu'il n'y avait pas d'argent. L'opposition demandait alors d'employer à ces améliorations les surplus dont le gouvernement se vantait. Assistons-nous au résultat de ces

suggestions? Le député de Joliette (M. Dufresne) demandait, il y a à peine quelques jours, l'établissement d'écoles moyennes d'agriculture pour les fils de cultivateurs. Il (M. Sauvé) cite une phrase du discours du député de Joliette (M. Dufresne) lors du débat sur la colonisation. Les bonnes suggestions peuvent parfois venir de l'opposition. Quand le député de Joliette a fait cette suggestion, aucun applaudissement de la droite ne l'a accueillie.

Non seulement ils n'ont pas songé à approuver cette mesure, mais maintenant que la chose est proposée par le ministre de l'Agriculture, on entonne le *Te Deum*, on vante le gouvernement, on fait l'éloge du gouvernement, on fait la leçon aux cultivateurs, on lui dit qu'il n'est pas assez instruit, et ensuite, on fait imprimer cela dans *Le Soleil*. Le ministre de l'Agriculture, à force de se défendre, a laissé pressentir qu'il a présenté ce bill dans le but de détourner le mouvement agricole qui se prépare dans cette province et dans le but de faire approuver la politique d'un gouvernement composé d'avocats.

On n'a pas d'affaire à venir dire aux cultivateurs: "Nous, les gens instruits, nous voulons vous donner plus d'instruction; vous n'êtes pas assez instruits." Les cultivateurs n'accepteront pas ces déclarations comme parole d'évangile. Ils ne se laisseront pas bernier, et le jour est proche où ils se demanderont si le gouvernement les respecte comme il le dit, si le gouvernement est bien représentatif des différentes classes de cette province, si le gouvernement porte réellement ce respect qu'il dit aux cultivateurs. Ils se diront qu'un cultivateur peut être ministre de la Voirie; ils se diront qu'un cultivateur peut être ministre des Travaux publics et même ministre de la Colonisation. Ne reconnaissons pas seulement les qualités des cultivateurs par des paroles, mais par des actes.

Il ne faut pas seulement les vanter sur des tréteaux, mais il faut aussi leur donner leur place dans le gouvernement de cette province. Ce zèle pour la classe agricole ne me dit rien qui vaille. C'est bien beau de dire aux cultivateurs qu'ils sont les rois de la terre, mais prouvons-leur la sincérité de nos paroles en leur donnant plus de représentation en cette Chambre, plus de représentation dans le Conseil exécutif. Ce n'est pas tout de combler les cultivateurs d'éloges, il faut aussi leur prouver qu'on est sincère par des actes. Quand on aura fait cela, on pourra chanter les louanges du gouvernement et du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron).

Il me semble, M. l'Orateur, qu'il y a une organisation à cette session pour faire de grands débats, remplis de discours destinés à faire croire aux

cultivateurs que l'on a beaucoup travaillé pour eux cette année. Bien des discours ont été prononcés cet après-midi, mais il ne faut pas se borner à faire l'éloge du gouvernement, il faut étudier sérieusement la question. Je remarque qu'aujourd'hui on fait des discours afin de montrer aux cultivateurs qu'on s'intéresse à eux, mais lorsqu'il s'agit de discuter les crédits de l'agriculture, il n'y a pas de députés dans cette Chambre. Je crois que les cultivateurs ne se laisseront pas prendre à cela. Ce n'est pas le discours du député de Drummond (M. Laferté); ce n'est pas la science du député de L'Islet (M. Thériault) que l'on veut. Ce que les cultivateurs veulent, ce sont des encouragements pratiques à l'agriculture.

Il (M. Sauvé) demande si la nouvelle école de laiterie complètera celle de Saint-Hyacinthe et si son but est de finir par avoir une université.

L'honorable député de Rimouski (M. Tessier) a dit que c'est honorer le ministre de l'Agriculture que de taire ses mérites. Je le crois et je suis sûr qu'il est aussi de cet avis.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)
fait signe que oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je le félicite de son expression, et je me demande quelle impression il peut avoir des députés qui viennent de lui jeter tant de fleurs. Les discours des députés de L'Islet (M. Thériault) et de Drummond (M. Laferté) se ressemblent et laissent croire qu'il y a une organisation, mais si les discours se ressemblent, les électeurs ne se ressemblent pas.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):
Je suis désolé, M. l'Orateur, que les compliments que des députés ont bien voulu me faire aient porté sur les nerfs de mon ami, le chef de l'opposition (M. Sauvé). Je puis l'assurer que je ne les ai pas organisés et que si ces députés ont fait des éloges, ils les ont faits de leur propre initiative. Mais s'il est vrai que quelques membres de cette Chambre m'ont fait quelques compliments, je n'oublie pas, d'un autre côté, les critiques que l'on a faites de mon administration, et cela me ramène toujours au sens des réalités. Il (l'honorable M. Caron) avoue qu'il ne mérite pas tous les compliments qu'on lui a faits.

Maintenant, je vais expliquer à mon honorable ami pourquoi il est question d'une école de laiterie. L'école de laiterie de Saint-Hyacinthe n'a pas d'existence légale. Je n'ai découvert cela que ces jours derniers. C'est pourquoi dans le projet de loi créant des écoles moyennes d'agriculture, j'ai cru,

pour ne faire qu'un projet de loi, y inclure la mention de la création d'une école de laiterie. Mais cette école est créée depuis 40 ans, elle est à Saint-Hyacinthe, et nous n'avons pas l'intention d'en fonder une nouvelle à Rimouski.

Autrefois, cette école n'avait pas besoin d'organisation légale et c'est ce que nous voulons lui donner cette année. Les nouvelles lois que nous avons passées cette année, spécialement celle concernant le paiement du gras du lait, nécessitent cette organisation. Nous voulons en effet que l'école de laiterie de Saint-Hyacinthe soit en état d'obliger les cultivateurs à se soumettre au système qu'elle organisera pour trouver la quantité de gras qu'il y a dans le lait.

Parlant du projet d'université agricole, il (l'honorable M. Caron) dit qu'il sera favorable à ce projet quand le temps sera venu. Quant au programme de ces écoles moyennes, je l'ai dit et je le répète, leur programme sera d'instruction agricole secondaire, comme les collèges classiques sont des écoles d'enseignement secondaire. L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a fait certaines critiques au sujet des directeurs de ces écoles. Il est remonté dans le passé et a essayé de faire croire que ce gouvernement avait voulu établir des écoles neutres. Jamais le Parti libéral n'a tenté la création d'écoles neutres.

Les écoles en question, comme l'École des hautes études commerciales et les écoles techniques, n'étaient pas des écoles neutres. Aussi, je ne me rappelle pas qu'un gouvernement libéral se soit jamais opposé aux autorités religieuses. Nous sommes respectueux envers les autorités religieuses et nous savons tout ce que vaut la direction religieuse. Nous savons lui aider et lui demander appui pour faire le bien.

L'honorable chef de l'opposition a profité de l'occasion pour faire sa cour à ceux qui croient que l'on n'a pas besoin de donner d'instruction aux cultivateurs. Personne n'a dit, en cette Chambre, ce que le chef de l'opposition a essayé de faire dire à certains députés; personne n'a dit que les cultivateurs sont des ignorants.

Il (M. Sauvé) prétend qu'un gouvernement qui donne aux cultivateurs les moyens de s'instruire et d'augmenter leurs chances de gagner de l'argent fait œuvre de bienfaiteur public. Mais, tout le monde admettra que n'importe quel cultivateur, comme n'importe quel homme d'une autre profession, peut toujours apprendre quelque chose. Les paroles de l'honorable chef de l'opposition sont malheureuses et je crois qu'il les regrette.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je les répéterai.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

Eh bien, s'il les répète, il aura tort. Ce n'est pas insulter une classe de la société que de lui offrir des moyens de s'instruire. C'est là la politique du gouvernement actuel, dirigé par le premier ministre. C'est une politique sage et je crois qu'on est bien mal vu d'accueillir cette politique, destinée à aider non seulement à notre province mais à tout le Canada, en affirmant que l'on dit aux cultivateurs qu'ils sont des ignorants, parce qu'on veut leur donner des écoles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit que le ministre ne pouvait pas être utile aux cultivateurs. J'ai dit que certains députés qui avaient parlé n'avaient pas le droit de faire la leçon aux cultivateurs, n'avaient pas la compétence pour faire des leçons à la classe agricole.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

J'accepte le correctif, mais je crois que les députés qui ont parlé ont prononcé des discours fort intéressants. L'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) a dit qu'il y avait une organisation cette année pour que l'honorable parle souvent d'agriculture en cette Chambre. L'an dernier, il nous reprochait, à la fin de la session, de ne pas avoir parlé d'agriculture.

Mon honorable ami a dit de plus que la création de ces écoles moyennes avait pour but d'enrayer le mouvement des fermiers.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):

C'est ce que j'ai compris. J'ai cru que mon honorable ami disait que notre but était de prévenir le mouvement des fermiers dans cette province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit que...

M. l'Orateur: À l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment, à l'ordre?

M. l'Orateur: Si l'honorable député veut poser une question au ministre, il doit en demander la permission au député qui a la parole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est justement pour ça que je me levais.

M. l'Orateur: À l'ordre! L'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) aurait dû demander

la permission à l'honorable député qui avait la parole avant de l'interrompre. Ce sont les règlements de la Chambre et l'honorable député de Deux-Montagnes doit les observer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je me suis levé au bon moment.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! À vos ordres. Mais j'ai droit de poser une question, je demande justice.

M. l'Orateur: L'honorable député doit respecter les règlements de la Chambre et s'il ne s'y soumet pas, je prendrai les moyens de l'y forcer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je respecte la raison et la justice.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'oubliez pas que je respecte la raison et la justice. Ce que je voulais dire au ministre, c'est que je n'ai jamais énoncé ce qu'il m'a fait dire au sujet du mouvement des fermiers.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine): Je suis heureux que l'honorable chef de l'opposition déclare n'avoir pas prononcé ces paroles, car il eût été regrettable qu'il les eût prononcées. Il (l'honorable M. Caron) dit qu'il est convaincu que les écoles moyennes dont il propose la création, aident à l'agriculture et à la classe agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut parler.

M. l'Orateur: Vous n'avez pas droit de réplique.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose: 1. Que le ministre de l'Agriculture pourra établir et maintenir dans la province, une école de laiterie, sous le nom de l'École de laiterie de la province de Québec et, en tout endroit dans cette province, des écoles moyennes d'agriculture; et que ces écoles seront sous son contrôle et sous sa direction.

2. Que le ministre de l'Agriculture pourra acheter ou louer des terrains et y faire toutes les constructions et additions nécessaires, et qu'il pourra autoriser toutes les dépenses nécessaires à la mise en opération et au maintien de telles écoles.

3. Qu'une somme de cinquante mille piastres sera affectée, à même le fonds consolidé du revenu, aux dépenses mentionnées dans la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose plusieurs questions.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) donne plusieurs explications et dit que ces nouvelles écoles donneront un enseignement tout différent de celui des écoles supérieures d'agriculture.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) demande la permission de présenter le bill 220 concernant l'établissement et le maintien d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Fermes de démonstration

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 25 janvier 1921, pour: production de copie de toutes correspondances, documents au sujet de l'établissement de fermes de démonstration dans notre province. (Document de la session no 37)

Chemin de fer au Labrador

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour: Copies de correspondance sur la construction de chemins de fer sur la côte nord du Saint-Laurent, depuis Montréal et Québec jusqu'au Labrador sur le littoral de l'océan Atlantique, partant du détroit de Belle-Isle jusqu'à la rivière Hamilton; de tracés de chemin de fer, plans et devis, cartes géographiques de la province de Québec et cartes hydrographiques de l'océan Atlantique et du golfe Saint-Laurent, et de tout ce qui a rapport à l'établissement d'une ligne rapide avec l'Europe et de relations plus étroites et plus directes avec Terre-Neuve. (Document de la session no 38)

Chemin de fer Montréal, Grand-Tronc-Pacifique et Baie James

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour: Copies de rapports, correspondances, résolutions de conseils municipaux, de chambres de commerce, ordres en conseil du gouvernement de la province, etc., sur la construction d'embranchements du chemin de fer Grand-Tronc-Pacifique, dans la province de Québec, et particulièrement sur le projet de construction du chemin de fer partant de Montréal jusqu'au Grand-Tronc-Pacifique et à la Baie James. (Document de la session no 39)

À 6 h 15, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de Shawinigan Falls

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 amendant la charte de

Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Cathédrale de Chicoutimi

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession R. Bouchard

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dentistes.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurreries et fromageries et à la fabrication des produits laitiers;
- bill 203 concernant la mise en force du cadastre des cantons Matapédia, dans le comté de Bonaventure et Aumond et Kensington, dans le comté de Hull;
- bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème, dans les fabriques des produits laitiers;

- bill 223 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure.

Établissements de barbiers

M. Lemay (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 amendant l'article 5885 des statuts refondus, 1909, relativement à la fermeture des établissements de barbiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills publics en général.

Services publics municipaux

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que, nonobstant les dispositions de l'article 2517 des statuts refondus, 1909, la rémunération des membres du conseil d'arbitrage qui peut être nommé en vertu de la loi qui accompagne la présente résolution sera comme suit:

Pour une journée complète en séance, \$10;

Pour une demi-journée en séance, \$5.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé de l'étude du bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Cette loi contribuera considérablement à améliorer la sécurité publique. L'article 2520za, dit-il, se lit comme suit:

"Toute personne qui incite, encourage ou aide de quelque façon un employeur à déclarer ou continuer une contre-grève, ou un employé à se mettre en grève ou à rester en grève contrairement aux dispositions de la présente section, est coupable d'une infraction et passible d'une amende d'au moins cinquante piastres et d'au plus mille piastres."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si un maire, un maire un peu démagogue par exemple, se met en tête d'inciter des employés municipaux à déclarer ou à continuer une grève, sera-t-il sujet aux pénalités que vous venez de mentionner?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Certainement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je parle du maire d'une grande ville sur le continent nord-américain où les nôtres sont en majorité et les Anglais en minorité. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce maire, devenu membre du Conseil législatif, est immunisé contre les attaques de la Chambre basse. Il (M. Sauvé) continue en citant l'entrevue publiée dans *Le Canada* en 1918. Dans cette entrevue, celui qui l'a donnée dénonce la grève des policiers lors de la formation de l'union des policiers, avant la grève des policiers de Montréal⁷. Cette entrevue est plutôt une réponse adressée à un journal du soir, et il y est dit entre autres choses contre le chef de police ce qui suit:

"Je n'ai rien à dire en réponse à M. Bélanger", a simplement dit M... Qu'il s'en aille donc tranquillement chez eux, M. Bélanger. C'est bien mieux pour lui de prendre son petit "satchel", puis d'aller s'asseoir dans la chaise berçante, chez lui au coin du feu. Voilà l'hiver, je comprends qu'il sente le besoin de se réchauffer, mais il s'y prend mal s'il pense que c'est en s'entraînant à la lutte avec moi. D'abord, ça ne prendra pas, parce que j'ai bien d'autres chats à fouetter, et je n'ai guère le temps de m'occuper de ce que dit ou chante M. Bélanger. Il peut prendre pour acquis, s'il veut absolument s'essayer, que ça prendra plusieurs Bélanger pour décoller M... C'est bien mieux pour lui de ne pas faire son "p'tit Jean Lévesque", car "qui joue avec le feu s'y brûle". Ça, c'est un proverbe qui ressemble pas mal à un autre, aussi vrai: "Qui s'y frotte, s'y pique." Dans sa retraite prochaine, il ne serait pas mal que M. Bélanger méditât sur les proverbes.

"À propos de ce qu'il dit sur mon compte, ce n'est pas cela qui me dérange. Il dit que j'ai approuvé la formation d'une union dans la police. C'est vrai et je ne m'en cache pas. J'ai endossé le mouvement dès son origine, et je ne le regrette pas. Ce qu'a fait l'Union n'est pas tout. Il y a bien des choses à venir. Le balayage ne fait que commencer dans la police. Cela n'est que le commencement de la fin. Jusqu'ici, on n'a passé que le gros balai. Il va falloir passer le balai à roulettes, puis le petit balai pour les "coins ronds". Comme vous voyez, il y a encore de la grosse ouvrage à faire.

"Moi, je me tiens sur la "tablette". Je n'ai pas de pouvoirs, mais du haut de la "tablette", j'observe, puis je pense. Il ne m'arrive pas souvent de descendre de ma "tablette", mais quand je me décide, ça compte, comme vous avez déjà pu le constater. Il se pourrait que j'aie à descendre. C'est là que vous allez voir du nouveau. Ça ne prendra pas quatre mois. En attendant je vais laisser Bélanger et tous ceux dont il se fait le porte-parole chanter tout ce qu'ils voudront sur mon compte. Avez-vous vu une affaire pareille? Moi, ici, vous le savez, je n'ai pas de pouvoirs. Je ne suis seulement pas capable de donner ordre à Bélanger de me saluer, comme maire de..."

N'était-ce pas là une incitation à la grève? Ce maire sera-t-il considéré comme un fauteur de troubles, indigne de la confiance publique? Est-ce que ce maire tombera sous le coup de la clause prévoyant une pénalité pour incitation à la grève? Cette loi vise tous les coupables.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Certainement. Si un maire ou toute autre personne se conduisait ainsi à l'avenir, il encourrait les pénalités

édictees par la nouvelle loi. Je vous le répète, il devra payer l'amende comme tout autre fauteur, à quelque rang qu'il appartienne.

M. Smart (Westmount) veut savoir si un maire ou un échevin qui encourage une grève perdra son poste.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) répond par la négative.

M. Smart (Westmount) demande pour quelle raison la loi ne contient pas de disposition en ce sens. Il (M. Smart) ne croit pas qu'une amende soit suffisante.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Si tel est le souhait du député de Westmount (M. Smart), il pourra amender le bill pour qu'on y prévoie cette pénalité. En ce qui concerne la ville de Montréal, je puis vous annoncer que la prochaine charte contiendra une clause à cet effet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dois-je comprendre que c'est le ministre des Travaux publics (M. Galipeault) qui en a pris l'initiative?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) ne répond pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve que l'on passe un peu trop rapidement cette mesure. Comme c'est une question à propos de laquelle plusieurs délégations attendent le premier ministre et que la loi intéresse fortement les ouvriers montréalais, que les deux représentants des ouvriers, le représentant de Maisonneuve (M. Laurendeau) et le représentant de Montréal-Dorion (M. Lacombe), sont absents, le débat devrait être ajourné jusqu'à ce qu'ils soient présents.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) refuse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La troisième lecture sera à la prochaine séance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh, très bien, faites comme bon vous semble.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): En vertu de la loi Lemieux, les grèves sont légales. Il se demande si cette mesure ne va pas entrer en conflit avec l'autorité fédérale.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) souligne que son bill n'empêche pas les grèves, mais prévoit qu'avant de leur déclenchement, il doive y avoir arbitrage.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Inspection des échafaudages

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des échafaudages soit maintenant lu deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour de magistrat de district

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 225 amendant le Code de procédure civile relativement à la Cour de magistrat de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La loi actuelle dit que le traitement des magistrats de districts, sauf dans certains districts mentionnés, comme Québec et Montréal, ne doit pas excéder \$2,000; toutefois, dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifie, il peut lui être accordé un traitement plus élevé, mais n'excédant pas \$3,000. Comme question de fait, aucun magistrat de district ne gagne actuellement moins de \$2,000. Par ce bill, on va porter à \$4,000 par année le traitement maximum des magistrats de district.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureaux de placement

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 235 amendant la loi relative aux bureaux de placement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des chemins municipaux

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 169 amendement l'article 522 du Code municipal de Québec relativement à l'entretien des chemins municipaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Il est ordonné que la troisième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente et un mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et l'entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande ce qu'il pense de la demande des députés ministériels qui insistent pour que les municipalités rurales ne paient pas plus de cinquante pour cent de l'entretien des routes, demande qui a été formulée il y a des semaines par l'opposition et qui a été ignorée. Il (M. Sauvé) veut que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) rende sa décision sur cette question.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) secoue sa tête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le ministre refuse de répondre, c'est probablement qu'il n'y a pas assez de députés libéraux dans la Chambre pour apprécier sa réponse convenablement. C'est l'opposition qui a soulevé ce problème. Peut-être aussi que le ministre de la Voirie ne veut pas répondre à la question parce que le premier ministre (l'honorable M. Taschereau), le secrétaire provincial (l'honorable M. David), le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) et le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) ne sont pas en Chambre à ce moment.

M. Renaud (Laval) demande aussi au gouvernement de réduire le pourcentage qu'il fait payer par ces municipalités de la province pour l'entretien des routes.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Le gouvernement étudiera sérieusement cette question et verra s'il y a moyen de satisfaire les municipalités sans faire retomber sur la province une trop lourde charge.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, il y a un autre ministre ici, le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin).

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Oui, et il y en a un autre encore, l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh oui! mais il a été absent pendant toute la semaine dernière. Quand la décision sera-t-elle rendue? Est-ce que ce sera avant que l'honorable ministre de la Voirie donne sa démission, appuyée par le premier ministre?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) (souriant) assure le chef de l'opposition (M. Sauvé) que des mesures sont prises pour que l'argent fût dépensé le plus économiquement possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁸ désire que l'on se mette à voter les items du budget relatifs aux institutions de charité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous n'êtes pas charitable. Il est onze heures et il faut travailler demain.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Cette procédure nous est suggérée par les quotidiens, entre autres *Le Soleil* et *Le Canada*.

2. *Le Soleil* du 9 mars 1921, à la page 1, donne le chiffre de 26½ minots et *Le Canada* 25¾.

3. *La Tribune* du 9 mars 1921, à la page 1, rapporte le chiffre 38.

4. *L'Événement* du 9 mars 1921, à la page 12, rapporte que M. Laferté "prononça ces paroles sur le ton solennel de Laurier. Ses gestes, sa voix, son attitude, "que dis-je", sa jaquette impeccable, son haut faux-col, tout nous rappelle ... un peu Laurier."

5. *Le Soleil* du 9 mars 1921, à la page 13, donne le chiffre de 22,217 jardins à domicile.

6. M. Louis Hébert (1575-1627) fut le premier colon français à s'établir avec sa famille en Nouvelle-France. Il débarqua à Québec en 1617.

7. *L'Action catholique* du 9 février 1921, à la page 6, écrit que M. Sauvé, en faisant ainsi allusion au maire de Montréal, Médéric Martin, et conseiller législatif, s'attire la réaction du Président qui prend son livre des règles de la Chambre et se prépare à l'interrompre; mais habilement, M. Sauvé ne nomme pas le maire.

8. D'après *The Montreal Daily Star* du 9 mars 1921, à la page 17, plusieurs députés étaient revenus en Chambre entre temps et M. Tessier les a accompagnés dans le rire général, mais n'a donné aucune réponse.

Séance du mercredi 9 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 20.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Services publics
municipaux

M. Laurendeau (Maisonneuve) dit qu'il était absent pour des raisons personnelles et il déclare que s'il eût été présent et s'il avait su que ce projet de loi serait étudié à cette séance, il aurait demandé de remettre ce projet à plus tard. Il dit qu'il approuve ce projet. Il est le résultat des démarches qui ont été faites par les ouvriers auprès du gouvernement.

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Vergeil.

M. Ashby (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 172 amendant les articles 227 et 433 du Code municipal de Québec.

Questions et réponses:

Hector Authier

M. Simard (Témiscamingue): 1. Combien M. Hector Authier, agent des terres de l'Abitibi, a-t-il fait de ventes du 30 juin 1916 au 30 juin 1920?

2. Combien tous les autres agents des terres de la province réunis ont-ils fait de ventes du 30 juin 1916 au 30 juin 1920?

3. Quelle a été la moyenne annuelle du traitement (salaire et commission) que M. Hector Authier a reçu du gouvernement du 30 juin 1912 au 30 juin 1920?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. 5,607.

2. 5,595.

3. \$1,749.56.

Succession de
l'honorable J.-L. Beaudry

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de
M. J. Stack

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots 10 et 55
de Pointe-aux-Trembles

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 144 confirmant le titre aux immeubles numéros 10 et 55 du cadastre de la

paroisse de la Pointe-aux-Trembles, Montréal-Est, comté de Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Achim (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de J.-O. Villeneuve

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 148 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal, référendum

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 100 amendant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité¹:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que le gouvernement a pris une attitude étrange dans cette affaire. Il a nommé une commission chargée de préparer une charte; on nous a soumis cette charte, elle a été morcelée. Il veut savoir si le bill dont l'étude a été demandée à la Chambre est vraiment celui de la Commission de la charte ou s'il est possible que des amendements aient été apportés. Depuis le début de la session, il y a eu plusieurs machinations, des députés se réunissant avec d'autres personnes dans des hôtels, d'où la possibilité que des éléments importants du bill aient pu être modifiés. Étant donné qu'autant d'amendements ont été

apportés, il (M. Sauvé) ne croit pas que la Chambre devrait considérer ce bill. Ce bill a changé absolument d'aspect. C'était d'abord le bill de la commission nommée par la Législature pour préparer une charte nouvelle pour la cité de Montréal, et il était entendu que son rapport serait accepté. On a tout changé cela. Le bill originaire n'est plus qu'une cédule de celui qui est présentement soumis à la Chambre. On y a greffé une autre cédule comportant un autre projet absolument nouveau.

Le gouvernement semble ne vouloir accepter ni l'un ni l'autre des projets. Il paraît plutôt porté à approuver le deuxième projet, qui a été suggéré par le maire Martin, la Chambre de commerce, etc. C'est pourtant lui qui a nommé cette commission de la charte. Je m'étonne qu'on ait traité de cette façon le travail fait par une commission nommée par le gouvernement lui-même. Et les députés ont actuellement devant eux un bill qui n'engage à rien, puisqu'il laisse au peuple de Montréal le choix entre les deux projets.

L'ex-premier ministre de la province, Sir Lomer Gouin, au cours d'un discours célèbre donné à Montréal et plus tard en Chambre, a déclaré avec beaucoup d'emphasis que le gouvernement donnerait à la cité de Montréal la forme et le système de gouvernement que sa population désire. Il a toujours affirmé qu'aucun système en particulier ne serait imposé à la population. Celle-ci est complètement libre de faire ses propres choix. Dans le cours de la session précédente, une commission a été nommée par le gouvernement pour préparer une charte pour Montréal. La commission a été soigneusement nommée pour qu'on y trouve des hommes représentant tous les courants d'opinion et toutes les classes de la population. Cette commission a travaillé dur et consciencieusement.

Ce n'était pas la peine d'avoir nommé une commission qui a siégé durant près d'un an et qui a envoyé des experts dans des pays étrangers pour recueillir des informations et pour étudier les divers modes d'administration. Il est évident que le public est sous l'impression que la commission en charge de la charte est le fruit d'un projet du gouvernement, mais le gouvernement n'a pas le courage de la présenter comme telle devant la Chambre. Le gouvernement n'a pas répondu à l'attente et il a modifié son attitude simplement pour faire plaisir à des amis de Montréal. Et je serais heureux d'entendre une explication de la conduite du premier ministre et de son gouvernement.

Il existe un autre projet connu sous le nom de bill alternatif. D'où vient ce bill alternatif? Lorsqu'il a été présenté au comité, on a dit que les députés de

Montréal l'ont rédigé, et ces mêmes députés ont démenti la rumeur. Il a été présenté par le député de Napierville (M. Monet) qui, lui, en a nié la paternité. C'est une bien étrange façon de faire. Le député de Napierville a prétendu, à l'époque, que c'était le projet des députés de Montréal, bien que ceux-ci ont nié y avoir pris part de quelque manière que ce soit. On a tenu une assemblée des membres au Château Frontenac, et il y fut décidé que le bill de la Commission n'est pas acceptable et qu'un autre devrait être rédigé.

C'est lors de cette assemblée que le bill alternatif fut proposé. Il (M. Sauvé) ne comprend pas pourquoi les deux bills ne pourraient pas être considérés ensemble comme un seul et même bill. Il (M. Sauvé) veut savoir pourquoi le gouvernement n'a pas soumis, comme stratégie alternative, le projet de la Chambre de commerce, puisqu'il prévoit un système de contrôle financier qui trouverait plus de faveur auprès de la population que la stratégie actuellement préconisée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'y a personne dans cette chambre qui n'ait plus que moi sincèrement à cœur la prospérité de Montréal et de lui donner un bon mode d'administration, pour que cette grande ville conserve son titre de métropole du Canada. C'est important pour toute la province. À notre sens, la ville de Montréal est la ville la plus difficile à gouverner qu'il y ait sur le continent américain, à cause de son cosmopolitisme, de la divergence qui existe chez elle des races, des langues, des religions et même des opinions politiques.

Montréal, depuis quelques années, a essayé tous les régimes. Elle a eu d'abord le régime des quartiers qui, en somme, n'a pas trop mal réussi; C'est sous ce régime que Montréal a grandi et prospéré. Ce n'est peut-être pas attribuable au système lui-même, mais ses plus grandes réalisations datent de ce temps-là. Plus tard, le gouvernement a remplacé ce régime par deux instances: le régime du Bureau de contrôle que chacun pourra apprécier comme il le voudra et un conseil. Cela n'a pas marché aussi bien qu'on le souhaitait, étant donné les nombreuses frictions entre ces deux instances. Enfin, une commission administrative fut nommée par le gouvernement et comme cela impliquait à nouveau deux instances, il y a eu, ici encore, des frictions et des malentendus.

Il (l'honorable M. Taschereau) est heureux cependant d'affirmer que la Commission a fait un bon travail. Cette commission administrative a eu à prendre Montréal dans une situation très difficile et

a pu sortir Montréal de cette impasse. Elle a rendu de grands services à Montréal. Il faut reconnaître que la Commission a dû affronter plusieurs problèmes majeurs et qu'elle a réussi à les dénouer de façon remarquable. Mais, il répugne au gouvernement comme il répugne à la ville de Montréal, elle-même, de croire que la plus grande ville du Canada ne puisse se gouverner.

Il doit, au contraire, s'y trouver assez d'intelligence et d'esprit civique pour que cela soit. Et il faut que cela soit. Il n'y a aucune raison de désespérer des conditions qui ont cours à Montréal, car il se trouve assurément là plus d'un homme de qualité, de citoyens dotés de l'esprit qu'il faut pour bien l'administrer. Il admet franchement que le régime de la tutelle ne peut toujours durer pour Montréal, il faut lui restituer sa liberté.

Je dois rendre hommage, en passant, de la sincérité dont la Commission administrative a fait preuve et au zèle et à la bonne volonté des commissaires actuels qui ont voulu administrer avec honnêteté et avec sagesse, la ville de Montréal. Ils ont assis l'administration de la Commission sur des bases solides. Ces hommes avaient le désir sincère de rendre service à leurs concitoyens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça ne paraît pas être, sur leur compte, l'opinion du maire de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si ce n'est pas l'opinion du maire de Montréal, je suis plus que jamais persuadé que ce doit être l'opinion du chef de l'opposition (M. Sauvé), parce qu'ils n'ont pas l'habitude de s'entendre. (Rires) (Applaudissements)

Nous croyons qu'il y a à Montréal les hommes et tout ce qu'il faut pour que la cité soit bien gouvernée. Mon prédécesseur l'a dit, le système actuel de la Commission administrative n'est que transitoire. Il en fallait un autre qui eût un caractère plus démocratique. C'est à cette fin qu'une commission fut nommée à la dernière session, qui devait donner à Montréal la meilleure charte possible et celle qu'elle voudra. Et je veux également exprimer tout le respect et l'admiration que j'éprouve pour les braves citoyens qui ont participé à l'élaboration de cette charte. Je suis convaincu que ce faisant, ils n'avaient qu'un seul désir, soit celui de faire ce qu'il y a de mieux pour Montréal dans les circonstances. Ils ont fait un travail aussi compréhensible que consciencieux. Ils ont donc élaboré ce qu'ils considèrent être la meilleure charte pour Montréal.

Cette Commission de la charte a soumis un projet très sérieux à la Législature, après y avoir travaillé pendant plusieurs mois. C'est celui que nous avons devant nous. Nous sommes appelés à donner aujourd'hui une nouvelle charte à Montréal. Seulement, et c'est ici qu'apparaît la difficulté qu'il y a à gouverner Montréal, on nous a dit que les membres de la Commission ne s'accordaient pas très bien entre eux. Devant le comité des bills privés, ces messieurs sont apparus divisés entre eux.

D'un autre côté, il y a eu opposition violente contre le projet de la Commission de la charte, opposition qui provient de sources diverses: de la part du conseil de ville actuel de Montréal; de la part de la Chambre de commerce qui est un corps important dont l'opinion doit sûrement compter à Montréal et ne pourrait être ignorée et qui a mis de l'avant son propre projet; de la part du maire de Montréal; de la part de plusieurs groupes de citoyens de la métropole; et d'autres. Le régime de la Commission administrative a ses fervents partisans. C'est un système qui plaît à beaucoup de gens et qui rencontre de très chauds adversaires. Je dois dire, ici, qu'il faut louer le travail des hommes honorables et bien disposés à aider Montréal qui ont préparé ce travail.

Cette charte nous a été soumise. Qu'est-il arrivé? En face de cette opposition, nous avons cru prendre la seule position logique. La Commission ne voulait pas du tout toucher à sa charte, et le comité a respecté son désir. Il y a quatre clauses principales dans le projet de la Commission de la charte, desquelles aucune ne peut être retranchée sans que cela n'affecte la structure en entier, telle qu'échafaudée par la commission. Le comité des bills privés, en effet, n'a pas touché à aucun des principes intangibles de son projet de charte qui sont: un seul quartier avec neuf ou quinze échevins élus suivant le système de représentation proportionnelle.

La commission propose aussi la nomination d'un gérant et l'élection du maire par le conseil de ville. Personne ne peut dire que le projet de la commission a été changé dans ses grandes lignes. La charte que nous avons à étudier en cette Chambre est la même que celle qui a été présentée, il y a quelques jours, au comité des bills privés, mais le comité a fait des modifications suggérées par la commission elle-même. On ne peut donc pas dire que la charte qui est proposée à la population n'est pas celle que la Commission a préparée.

La charte a soulevé des protestations énergiques de plusieurs corps publics qui s'opposent, entre autres choses, au système de représentation proportionnelle pour le choix des membres du

Conseil. Ce système est-il bon? Est-il mauvais? Je ne saurais le dire avant de voir ce qu'il produira. C'est un système nouveau. Quelle était la situation? Certains journaux disent que, dans ce cas, le devoir du gouvernement était de préparer lui-même une charte qui fera plaisir à tout le monde et qui règlera toutes les difficultés qu'éprouve Montréal. Nous avouons en toute franchise qu'en dépit de ce que nous demandent les journaux, des meilleures intentions et de toute la bonne volonté du monde, peu importe comment il s'y prendra, le gouvernement ne se sent pas capable de préparer une charte pour la ville de Montréal qui satisfera tout le monde et de l'imposer à ses citoyens. C'est là une chose impossible.

Dès lors, il est préférable de permettre à la population de choisir elle-même le type de gouvernement et le régime qu'elle désire pour la cité de Montréal. En face de ces protestations, de ces objections, qu'avons-nous fait? Le chef de l'opposition (M. Sauvé) nous dit à présent que des députés de Montréal se sont réunis au Château Frontenac pour préparer une nouvelle charte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai dit qu'ils s'étaient réunis avec d'autres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toujours devant l'opposition manifestée contre le projet de la Commission de la charte et sans vouloir toucher à ses principes, quelques députés de la région de Montréal ont été invités à se réunir ici, au Parlement et non au Château Frontenac à la demande du gouvernement pour élaborer un système d'administration. Nous leur avons demandé leur opinion sur cette charte soumise par la Commission et sur la possibilité de soumettre une charte alternative qui serait présentée à la population, puisque la Législature n'avait pas le droit de se dérober aux responsabilités qui lui incombent en l'occurrence et parce qu'un grand nombre des députés ici sont d'avis que la Législature ne doit pas avoir la responsabilité d'imposer une charte à Montréal. Les députés de Montréal ont rédigé un second projet, connu sous le nom de cédule "B"; c'est le projet alternatif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Voulez-vous dire que tous les députés de Montréal ont été invités à cette réunion?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, nous n'avons pas invité les députés de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, tous les députés de Montréal n'ont pas été invités.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, il y a eu caucus ministériel des députés de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors le bill alternatif doit nécessairement être une mesure ministérielle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Ce n'est pas une mesure gouvernementale. Il représente l'opinion des députés qui étaient présents et qui ont préparé un bill connu sous le nom de cédule "B". Les députés libéraux ont le droit de se réunir en caucus comme les membres de l'opposition ont droit de le faire sur n'importe quelle question. Le gouvernement a tout simplement consulté ses amis, comme l'honorable chef de l'opposition (l'honorable M. Sauvé) doit consulter les siens, parfois. L'opposition n'a peut-être pas la quantité, mais je ne doute pas qu'elle ait la qualité. Ces députés de Montréal ont préparé un projet de charte. Nous allons le soumettre en même temps que la charte Laporte, que nous n'avons pas changée, malgré ce que dit le chef de l'opposition.

On nous a dit que le devoir de la Législature était de donner courageusement à Montréal le gouvernement qu'il lui faut et que la Législature devrait préparer elle-même la charte et l'imposer à Montréal. Je ne crois pas que le gouvernement a le droit d'imposer une charte aux électeurs de Montréal. Je crois plutôt que c'est au peuple de Montréal, le premier intéressé, à choisir le régime qui doit être établi.

Il eût été injuste envers les députés qui ont participé à la Commission de la charte si, après avoir travaillé pendant dix mois et avoir présenté les résultats de leurs efforts au gouvernement, celui-ci avait balancé tout simplement leur projet à la poubelle en leur disant qu'il préparerait lui-même sa propre charte. Nous avons donc voulu la garder intacte, et nous mettrons en regard une autre charte qui est favorisée dans les grandes lignes par plusieurs intéressés. Et, ensuite, nous allons soumettre les deux projets au peuple de Montréal et nous lui demanderons de choisir entre les deux. Il fallait prendre la décision de permettre à la population de s'exprimer. La population de Montréal peut choisir très facilement, car il y a, entre les deux projets de charte qui lui seront présentés, des lignes de démarcation profondes.

Il (l'honorable M. Taschereau) parle des innovations contenues dans le projet de la Commission de la charte: le maire élu par le conseil; un gérant muni de pouvoirs absolus. Il y a aussi le projet de la représentation proportionnelle. On a tout d'abord décidé qu'il devrait y avoir neuf échevins élus "at large" d'après le système de la représentation proportionnelle, mais cela a été changé ensuite à trois quartiers comprenant chacun cinq échevins élus par représentation proportionnelle. Où cela mènera-t-il? Je ne sais pas.

La représentation proportionnelle est une chose plutôt récente dans notre province. Pour ma part, je ne suis pas prêt à appuyer ce régime dans une ville cosmopolite comme Montréal. Ce régime n'est pas connu à Montréal. Nous n'avons aucune idée de ce que cela donnera. En résulterait-il du bien, quelque chose de médiocre, ou de vraiment mal? Je ne le sais pas. Nous laissons à la population de Montréal de le dire. Mais je comprends qu'elle préfère ne pas risquer l'inconnu.

Pour ma part, je ne voudrais pas faire sur Montréal l'expérience de ce système de représentation proportionnelle, non plus que la nomination d'un gérant ayant des pouvoirs très étendus. Mais si la population est d'avis que cela doit être fait, il en sera ainsi. Toutefois, j'hésiterais beaucoup avant d'imposer un système dont nous ne connaissons rien, qui n'a pas été éprouvé et dont les résultats risquent d'être insatisfaisants. Devant l'incertitude de ce qui pourrait en découler, le gouvernement et la Législature préfèrent ne pas prendre la responsabilité d'imposer la charte de la Commission. Laissons plutôt la population décider. Je ne voudrais pas d'un régime si incertain.

Un autre projet aurait été présenté, mais ses auteurs n'ont pas insisté. C'est le projet de la charte de la Chambre de commerce qui est composée de citoyens bien connus et qui représente quelques-uns des meilleurs éléments de Montréal. Le projet de la Chambre de commerce prévoit 20 échevins élus dans 20 quartiers et cinq autres élus "at large" par les propriétaires uniquement, lesquels cinq auraient des pouvoirs assez étendus.

Cela signifierait à nouveau des conflits entre deux camps, comme auparavant. Devant la situation, la Chambre de commerce n'a pas voulu insister sur son projet. En effet, elle s'est ralliée au deuxième projet, le "bill alternatif". Ce dernier, comme l'on sait, pourvoit à la division de la ville en trente-cinq quartiers. Il conserve suffisamment de garanties de bonne administration pour avoir été accepté par la Chambre de commerce.

Pour ma part, c'est le système le plus démocratique. Il (l'honorable M. Taschereau) ne croit pas beaucoup dans un système d'élections "at large" pour les échevins. Il croit, pour sa part, que les gens auront une meilleure confiance dans le système d'élection par quartier plutôt qu'en procédant par grands quartiers. Mais c'est à la population de décider.

Il est bien difficile à un homme d'être connu de toute une grande ville comme Montréal, et le système de représentation proportionnelle ferait choisir des échevins par toute la ville, "at large". Pour une ville de près de 800,000² âmes, il serait difficile pour un échevin de se faire connaître par toute la ville, tandis qu'il peut être facilement et efficacement élu dans un quartier relativement peu étendu, où il serait bien connu. Chaque partie de la cité peut exprimer sa préférence pour les candidats qu'elle connaît. Un homme connaît mieux les besoins d'un quartier, quand il est choisi par ce quartier.

Le premier projet comporte ce système de vote "at large". Je ne sais pas ce que nous donnerait cette élection "at large", mais la ville se prononcera là-dessus. J'ai davantage confiance dans un vote par quartier, où les candidats sont bien connus et leurs qualités appréciées, plutôt que de mettre entre les mains de toute une population le choix de neuf ou quinze échevins qui seraient pour la plupart des inconnus. Je ne fais qu'exprimer mon opinion personnelle. Je ne tente d'aucune manière de l'imposer à la population de Montréal ou aux députés de la chambre. Le système des quartiers est peut-être le meilleur. Avec ce projet alternatif de trente-cinq échevins élisant leur exécutif, nous éviterions les frictions qui existaient par le passé. Donc, dans les circonstances, nous avons pris, croyons-nous, la seule position logique.

Il y a deux chartes devant nous et nous demandons à la population de Montréal de choisir entre les deux. Elle est libre de le faire et nous croyons que notre devoir est de lui donner ce privilège. La charte de la Commission n'est pas un projet unanime. Nous avons confiance en la population de Montréal et nous sommes sûrs que le régime qu'elle choisira sera celui qui lui convient et qui aidera le plus à son progrès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'ancien premier ministre (Sir Lomer Gouin) avait pris des engagements vis-à-vis l'administration de la ville de Montréal, son successeur devrait les respecter. C'est le devoir du gouvernement de prendre en cette occurrence toute la responsabilité qui lui revient de

par son mandat. Sir Lomer Gouin a promis de faire donner une charte à Montréal par la commission qu'il a fait nommer par la Législature, et cet engagement n'a pas été respecté. Puisque le projet de la Commission ne plaît pas, on aurait dû accepter ma suggestion, au début de la session, et nommer une commission spéciale chargée de préparer un nouveau projet.

Le premier ministre est à la tête de l'exécutif de la province et il a la responsabilité de l'administration. Pourtant, il hésite lorsque Montréal a besoin d'une charte. Le premier ministre nous dit qu'il ne veut pas présenter une mesure décrétant ce que sera la charte de Montréal, de crainte de déplaire à certaines personnes. Il prétend qu'il n'a pas osé mécontenter les députés de Montréal. Il n'est pas nécessaire que le gouvernement propose une charte à la satisfaction de tous les Montréalais car, dit-on, quelle législation peut bénéficier d'une approbation unanime?

Alors, nous n'adopterions jamais de loi en cette Chambre! Cette attitude du premier ministre est contraire aux promesses de Sir Lomer Gouin à la députation et au peuple de Montréal. Le premier ministre n'a pas eu (de) crainte quand, récemment, le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) a présenté une mesure qui non seulement ne recevait pas l'assentiment général, mais offensait un grand nombre de personnes et plusieurs députés de Montréal, et elle a pourtant été considérée comme acceptable et digne d'une mesure gouvernementale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que mon prédécesseur n'a pas dit qu'il donnerait à Montréal le gouvernement que son peuple voudrait?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais l'ancien premier ministre a créé une commission qui devait choisir le mode de gouvernement. Cette commission a envoyé de ses membres jusqu'en Europe. Pourquoi son travail est-il inutile?

Le premier ministre nous dit qu'il a réuni les députés de Montréal, mais qu'il n'y a pas invité les députés de l'opposition qui représentent des parties de la ville de Montréal. C'est une mesure ministérielle que le nouveau projet de charte, puisque le nouveau premier ministre admet que les députés oppositionnistes de Montréal n'ont pas été invités au caucus. Nous ne fûmes pas consultés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous le fûtes au comité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi ce caucus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce une question que mon honorable ami me pose?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons réuni ce caucus pour préparer un canevas. Ce canevas a été soumis à toute la députation, aux députés ministériels comme à ceux de l'opposition. Et nous avons accepté tous les amendements que l'on nous a suggérés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Eh bien, on aurait dû inviter les députés de l'opposition. Les députés oppositionnistes de Montréal avaient autant droit que les députés libéraux d'assister à ce caucus où il était question des intérêts de Montréal. Vous en voulez un canevas, en voilà un canevas³. Je (M. Sauvé) suis scandalisé du fait que le gouvernement n'ait pas le courage d'imposer à Montréal une charte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quelle charte?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) avoue qu'il n'est pas prêt à le dire tout de suite. Où est la logique dans la position du premier ministre, lorsqu'il nous dit qu'il laisse le problème de la représentation proportionnelle entre les mains du peuple et qu'il se prononce ensuite contre et affirme qu'il n'aura rien à voir là-dedans? Il (M. Sauvé) trouve très étrange en effet que, lorsqu'une mesure d'importance comme celle qui concerne le régime de Montréal doit être étudiée, le premier ministre n'ait pas jugé bon d'inviter tous les députés représentant Montréal à participer au caucus organisé pour discuter des affaires de la cité. La nouvelle charte n'est pas une mesure politique ou purement gouvernementale? Pourquoi alors avoir laissé en plan les députés de Montréal?

Le premier ministre abandonne la question à la population et, lorsqu'il se prononce sur l'affaire, il se contredit. Il nous dit que le gouvernement et la Législature sont incapables de décider, et il se met ensuite à critiquer la Commission de la charte et à avertir la population contre ses principes fondamentaux. Si on s'attend à ce que la population de Montréal choisisse plus tard son propre gouvernement, pourquoi alors le premier ministre

exprime-t-il son opinion ici, en Chambre, prenant à toute fin pratique partie pour l'une des deux propositions? Le premier ministre devrait être honnête sur cette question. Il devrait nous dire clairement qu'il ne veut rien avoir à faire avec le projet de la Commission de la charte. Sir Hormidas Laporte⁴ l'a dit clairement en comité: la représentation proportionnelle est l'essence du projet de la Commission, et donc, l'honorable premier ministre attaque le projet lorsqu'il s'en prend à la représentation proportionnelle que recommande le projet Laporte.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai jamais dit cela. Je ne suis pas contre le système de la représentation proportionnelle, et le chef de l'opposition le sait très bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que l'honorable premier ministre a dit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit: "Quant à la représentation proportionnelle, est-ce bon, est-ce mauvais? Le peuple de Montréal le dira." J'ai dit que nous ne l'avons jamais essayée dans la province et que j'ignore quelles en seront les conséquences, qu'il faut laisser les gens décider s'ils la veulent ou non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est étrange qu'après avoir lu les comptes rendus et suivi les procédures de la Commission de la charte pendant dix mois, après avoir passé trois semaines en comité à étudier le projet, le premier ministre n'en soit pas arrivé à une décision sur quelques-uns des points majeurs du projet de la Commission. Quelle admission faire en mars 1921? Comment le premier ministre veut-il que la population de Montréal décide si le système est bon ou pas si lui, le premier ministre de la province, ne peut trancher sur la question? Le premier ministre ne peut faire son choix entre les deux projets soumis et il s'attend à ce que la masse des électeurs fassent le leur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je voudrais bien maintenant que le chef de l'opposition nous dise quel projet il approuve, il ne nous l'a pas encore dit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne suis pas prêt à me prononcer encore, je suis à critiquer les paroles du premier ministre qui nous a dit qu'il était contre la représentation proportionnelle.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai pas dit ça. J'ai dit: "Est-ce bon, est-ce mauvais? C'est au peuple à le dire." Quant à moi, ai-je déclaré, je ne suis pas prêt à accepter le système de représentation proportionnelle, à dire que c'est bon, car je ne sais pas ce que ce système produira. Je crois que c'est plus franc que les déclarations du chef de l'opposition (M. Sauvé) qui n'est ni chair ni poisson.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas le chef de l'opposition qui a la responsabilité du gouvernement. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de faire porter à son adversaire la responsabilité qu'il refuse d'accepter. Ce n'est pas le chef de l'opposition qui a fait des promesses aux électeurs de Montréal. Je suis ici pour écouter les projets du gouvernement et les critiquer. Le devoir du gouvernement n'est pas de renier le projet de la Commission de la charte et de faire préparer un projet dont il approuve les grandes lignes et qui contient des suggestions du maire de Montréal (M. Martin). Par conséquent, le premier ministre est contre le projet de la Commission de la charte et pour le nouveau projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce que j'aimerais à savoir, c'est l'opinion du chef de l'opposition (M. Sauvé). Lequel des systèmes il préfère; il ne nous l'a pas encore dit. Il a parlé pendant une heure sans que nous sachions ce qu'il pensait. Je crois cependant deviner son opinion. Mais voici qu'il trouve la représentation proportionnelle trop compliquée; il est contre le projet de la Commission. Nous sommes d'accord. L'honorable chef de l'opposition s'est déclaré en faveur du projet de la Chambre de commerce au comité. Or, le deuxième projet de charte contient un grand nombre des suggestions de la Chambre de commerce. Alors, il doit l'approuver. Il prétend que je suis pour ce deuxième projet. Si c'est vrai, nous sommes d'accord, tant mieux. Que le chef de l'opposition pense comme moi, ce n'est pas à dire que j'aie raison; mais il devrait, au moins, être le dernier à dire que j'ai tort!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre a dit, au début de la session, qu'il était plus avocat que politicien, qu'il aimait mieux son bureau d'avocat que son bureau de premier ministre. Il vient de nous le prouver qu'il est bon avocat. Et, demain, *Le Soleil* et *Le Canada* vont dire que le premier ministre a roulé le chef de l'opposition. Mais j'affirme, je répète que le premier ministre aurait dû nous dire courageusement quel projet il approuvait, quel projet il croyait le meilleur

pour Montréal et le donner à la métropole. C'est le devoir du gouvernement. Si l'honorable premier ministre veut diviser les responsabilités, il devrait aussi diviser le pouvoir avec l'opposition. Il (l'honorable M. Taschereau) condamne la représentation proportionnelle et est porté à croire que c'est le projet de la Chambre de commerce de Montréal qui est celui qui lui semble le plus satisfaisant pour la majorité de la population de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Souriant) Je ne sais pas toujours encore lequel des projets vous approuvez, vous.

M. le président (M. Beaudry, Verchères)

commence la lecture du projet de loi.

M. Dufresne (Joliette)

propose que l'on adopte ce projet en bloc, vu qu'il sera soumis bientôt à la population de Montréal.

M. Renaud (Laval):

Ce projet de loi a déjà été lu deux fois, une fois à la Chambre et une fois au comité. Je crois que les députés le connaissent parfaitement. Je crois que le Président devrait se contenter de lire les numéros des clauses, et si des députés ont des amendements à proposer, ils les présenteront.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Très bien.

M. le président (M. Beaudry, Verchères)

lit les numéros des articles.

Le comité étudie l'article 364 qui se lit comme suit:

"364. Le conseil peut aussi, en sus des taxes ci-dessus, imposer et prélever, par un vote de la majorité de tous ses membres, les taxes spéciales suivantes, savoir:

"f. Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur les bureaux de placement, buanderies publiques, personnes tenant des hôpitaux privés, porte-balles, colporteurs, solliciteurs, revendeurs, marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion et tous commerçants ambulants faisant affaires dans la cité, et une taxe spéciale n'excédant pas cinquante piastres sur les agents d'immeubles.

"Cette taxe spéciale ne sera pas exigible de l'avocat ni du notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire, et qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires professionnelles, vend ou

achète des immeubles pour d'autres ou les loue ou fait des placements pour ses clients.

"La taxe qui a été imposée par la cité, avant l'entrée en vigueur de la loi 10 George V, chapitre 86, sur les marchands de bric-à-brac, est déclarée légale et obligatoire, et les règlements ou résolutions l'imposant sont confirmés et validés."

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande qu'on enlève la clause permettant à la cité de Montréal d'imposer une taxe de \$200 sur chaque bureau de placement. L'intention du gouvernement est de prendre le contrôle absolu de tous les bureaux de placement, car il y a de ces bureaux de placement où les ouvriers sont exploités.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande que cet article soit laissé en suspens.

Cet article est laissé en suspens. La majorité des articles de la cédule A sont adoptés. D'autres sont laissés en suspens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande que les articles non contestés de la cédule B soient adoptés.

Des articles sont adoptés.

M. le président (M. Beaudry, Verchères): Le préambule du projet de loi est adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Attendez un instant. Pourquoi devrait-on adopter le projet de loi en tout ou en partie s'il est mauvais et qu'il en existe un meilleur? Il (M. Sauvé) demande au premier ministre de dire si le gouvernement respectera cette fois les souhaits de la population de Montréal après qu'elle se sera prononcée; fera-t-il comme lors du référendum sur la bière et le vin? Les gens se sont exprimés en 1918 quant au type d'administration qu'il souhaitait pour Montréal. Le gouvernement ne l'a pas respectée, puisqu'il a commandé cette commission et ensuite une autre pour étudier la nouvelle charte. J'attends du premier ministre qu'il assure la Chambre que, si la population s'exprime en faveur de l'un des deux systèmes, le gouvernement respectera son opinion et qu'il ne modifiera rien l'année suivante. Les référendums coûtent cher. Il en coûtera plus de \$50,000 pour celui-ci, et la Commission de la charte a déjà coûté \$50,000 à la cité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous entendons respecter l'opinion des gens de Montréal⁵.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Dépôt de documents:

Grande décharge du lac-Saint-Jean

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour: Copie de toutes correspondances, billets de location, lettres patentes, etc., depuis 1897 jusqu'à date, au sujet de la vente des pouvoirs d'eau de la Grande Décharge du lac Saint-Jean avec état indiquant les obligations imposées aux acheteurs, état des industries créées par eux et des poursuites prises en expropriation par les propriétaires de ces pouvoirs d'eau contre les cultivateurs et colons établis des deux côtés de la Décharge dans les cantons de Jonquière, Kénogami et Labarre, Signai, Île d'Alma, Delisle, Taché, Bourget, Simard et Tremblay. (Document de la session no 40)

Lacs Saint-François et Saint-Louis, pouvoirs d'eau

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour: Copies des plans et devis, des rapports d'ingénieurs et autres, lettres, résolutions de conseils municipaux et des chambres de commerce sur les pouvoirs d'eau situés entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis, sur le fleuve Saint-Laurent; copies de contrats avec toutes les compagnies déjà existantes, la quantité de chevaux-vapeur développés et le nombre de forces hydrauliques qui pourraient être développées à cet endroit; ordre en conseil du gouvernement de la province de Québec relatif aux concessions faites à toutes les compagnies développant des forces hydrauliques à cet endroit. (Document de la session no 41)

Saint-Gédéon-du-Lac-Saint-Jean, remplissage d'un chemin

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Copie de toutes correspondances, comptes et paie-

listes au sujet de certains travaux de remplissage dans le chemin de front des lots de terre numéros 1 et 2 du rang X de la Seigneurie appartenant à M. François Turcotte, dans la paroisse de Saint-Gédéon-du-Lac-Saint-Jean, en 1918 et antérieurement. (Document de la session no 42)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 209 amendant les statuts refondus 1909 relativement aux juges de la Cour supérieure.

Juges de la Cour supérieure

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 209 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre soit ajournée.
Adopté.

La séance est levée à 6 h 20.

NOTES

1. M. Beaudry est président du comité.

2. Chiffre de *The Gazette*, 10 février 1921, à la page 1: 700,000.

3. Selon *L'Événement* du 10 mars 1921, à la page 12, "M. Sauvé brandissait le texte du bill de Montréal, gros comme un Larousse."

4. Sir Hormidas Laporte (1850-1934) fut entre autre l'un des fondateurs et le premier président de l'Alliance Nationale, président de la Chambre de Commerce de Montréal, échevin, membre de la Commission des écoles catholiques de Montréal, 27^e maire de Montréal (1904-1906), président de la Banque provinciale du Canada et de la Commission de l'approvisionnement pendant la Première Guerre mondiale. Il sera nommé membre du Conseil privé, puis commissaire du Port de Montréal. George V l'a créé Chevalier.

5. Nous ne savons pas exactement où se situent ces trois dernières interventions.

Séance du jeudi 10 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur¹

La séance est ouverte à 3 h 20.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal.

Jurés en
matière criminelle

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 194 amendant la loi concernant les jurés en matière criminelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 224 amenant le Code civil, relativement à certains louages d'ouvrages;

- bill 227 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes et séances de la Cour supérieure, dans le comté de Témiscamingue.

Demande de documents:

Employés du
service civil

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit présenté à Son Honneur le

lieutenant-gouverneur de cette Chambre une liste des noms des employés du service civil dont le traitement a été augmenté dans le cours de l'année dernière, avec le chiffre de l'augmentation dans chaque cas.

Adopté.

Dépôt de documents:

Employés
du service civil

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose, sur le bureau de la Chambre, une réponse à une adresse de la Chambre en date du 10 mars 1921, demandant communication d'une liste des noms des employés du Service civil dont le traitement a été augmenté dans le cours de l'année dernière, avec le chiffre de l'augmentation dans chaque cas. (Document de la session no 43)

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (l'honorable M. Séguin) que le document ci-dessus (ladite réponse) soit imprimé comme appendice aux *Journaux de l'Assemblée législative*.

Adopté.

Questions et réponses:

Avocats de la couronne ou substitués
du procureur général

M. Dufresne (Joliette): Combien le gouvernement a-t-il payé en 1919 et 1920 pour frais d'avocats de la couronne ou substitués du procureur général?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1919: \$17,568.92; 1920: \$26,707.74.

Rues de
Pierreville

M. Renaud (Laval): 1. Combien ont coûté les travaux de macadam dans le village de Pierreville, depuis 1918?

2. Combien chaque année?
3. Quels étaient les estimés du gouvernement pour ces travaux?
4. Combien a coûté le gravelage dans le village d'Yamaska, depuis 1918?
5. Combien chaque année?

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières):

1. 2. 3. Le gouvernement n'a rien payé.
4. et 5. En 1919, \$9,564.01; en 1920, \$10,628.06.

**Paroisse
Saint-Eusèbe-de-Verceil**

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Verceil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Achim (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

**Conservatoire
Lassalle**

M. Bergevin (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de la correspondance, états financiers, rapports et tous documents relatifs au Conservatoire Lassalle, école d'élocution française et du bon parler français, depuis sa fondation.

Qu'il me soit permis de déclarer à cette Chambre que l'idée primordiale qui m'a inspiré est beaucoup plus élevée que l'intérêt particulier que peut avoir une institution spéciale, en démontrant le peu d'encouragement qu'on lui accorde à l'heure présente. Cette école d'élocution française, qui depuis 15 ans a remporté les succès les plus éclatants, a permis à notre jeunesse de s'instruire

d'avantage dans le perfectionnement du bon parler français, dans l'élocution française, et elle a formé parmi notre jeunesse des hommes d'élite dont l'éloquence est manifestement reconnue dans l'ensemble de la province et du pays. Son utilité est donc incontestable et sa survivance s'impose à l'attention de nos gouvernants et de tous ceux qui s'intéressent à l'instruction publique et à notre avancement intellectuel et moral.

Ce n'est pas que je veuille faire concurrence à d'autres enseignements qui poursuivent un but aussi élevé qu'elle-même. Son fondateur constate avec plaisir les succès remportés ailleurs que chez lui et auxquels il applaudit de tout cœur. Sachons comme lui, par le fait même, reconnaître le mérite de chacun et respectons les droits auxquels ils peuvent s'attendre en toute justice.

Je m'excuse de n'être ni un Hugo, ni un Paul-Louis Courier, ni un Lamartine, ni un Crémazie, ni un Pamphile Le May, ni un Mirabeau² pour parler de la langue française.

Mais il me semble que l'heure est venue où tous ces enseignements devraient se fondre ensemble pour former ce que je me permettrai d'appeler l'université du bon parler des langues officielles française et anglaise au Canada. Et comme le Conservatoire Lassalle est incontestablement l'école la plus complète, la mieux outillée et la plus compétente, son organisation pourra servir de base à la fondation de ce conservatoire nouveau où sera enseigné, non seulement le bon parler français et anglais, mais nous pourrions y joindre l'enseignement de tous les arts d'agrément: le chant, la musique, la peinture et autres beaux-arts, mais surtout, et j'insiste là-dessus, l'enseignement du bon parler français et du bon parler anglais.

Cette école universitaire, si je puis l'appeler ainsi, aura pour but de former un groupe d'élite de professeurs qui, après avoir reçu leur diplôme, iraient enseigner la diction et le bon parler français et l'élocution française, ainsi que la diction et le bon parler anglais et l'élocution anglaise dans les différentes écoles normales de la province, et ainsi, apprendre aux futures institutrices et aux futurs instituteurs qui recevraient, en même temps que leur instruction pédagogique, l'enseignement de deux langues officielles qu'ils pourront enseigner alors plus parfaitement dans toutes les écoles de la province de Québec, dans les collèges et les couvents, dans les académies, dans les écoles modèles et dans toutes les écoles primaires; et répandre ainsi le bon parler de la langue française et de la langue anglaise dans toutes les parties de la

province de Québec, depuis la ligne 45° jusque dans les écoles les plus éloignées du Nord, et depuis les rives du Labrador et de la Gaspésie jusque dans les écoles les plus reculées du Témiscamingue et de l'Abitibi, pour que les enfants de colons, ces vaillants défricheurs de la forêt, pour que les fils des cultivateurs, ces nobles chevaliers du sillon, profitent des mêmes avantages dont nous jouissons actuellement dans la métropole. Ce sera dans la solitude et l'éloignement, l'affirmation la plus belle et la plus complète de nos principes nationaux, et la plus grande jouissance intellectuelle de notre peuple.

C'est ainsi que se répandrait dans tout le pays le bon parler des deux langues du pays. On rendrait ainsi meilleure la vie intime de la famille par le charme constant de la pensée et de la langue si pure à nos cœurs français. Toutes nos universités et nos grandes maisons d'enseignement secondaire devraient avoir à cœur cet enseignement perfectionné de la langue française, qui fait intégralement partie de notre existence nationale. Ce qu'il importe actuellement, c'est d'épurer la langue française que nous parlons: nous parlons généralement très mal notre langue. On nous le fait voir assez souvent. Or, c'est le Conservatoire Lassalle qui serait le plus en mesure de nous perfectionner dans l'élocution française.

Il (M. Bergevin) cite l'opinion exprimée par M. Louvigny de Montigny³ au sujet d'un conservatoire ou d'une faculté des lettres, M. Louvigny termine ses remarques par ces mots: "Est-il admissible, est-il convenable que, dans toute la province de Québec, si fière de se proclamer le bureau, le château fort, la serre-chaude, le boulevard, et que sais-je encore, de l'esprit et du parler français en Amérique, il n'y ait aucune faculté d'université qui forme des docteurs de notre propre langue ou qui seulement impose le respect du français que l'université française produit dans ses différentes facultés, qu'il ne se trouve, chez nous, aucune école consacrée à l'étude scientifique du français pour enseigner à fond la langue, pour préparer de véritables maîtres du français."

Cette lacune inadmissible et inconcevable existe pourtant. Aussi faut-il en voir les résultats chez ceux des nôtres qui se sont contentés du français appris au collège et à l'université. Olivar Asselin nous a dernièrement donné de cela un échantillon prélevé dans notre plus haute magistrature. C'est peu flatteur. De leur côté, les "Indigénistes" citent des exemples du contraire, et ce sont toujours des exceptions. La règle générale ne peut accuser qu'un résultat désobligeant et il ne

saurait en être autrement puisque, à aucun stage de notre formation scolaire et universitaire, nous ne recevons d'enseignement scientifique du français. Nous en apprenons quelque peu les éléments en primaire et en secondaire, et c'est ensuite au petit bonheur, sans méthode et sans maître, que doivent compléter leur étude du français ceux de nos compatriotes qui se trouvent appelés à écrire ou à parler et qui n'ont pas l'avantage d'aller refaire leurs humanités en France.

De quelle utilité technique sont les cours de littérature française à l'université? D'aucune. Ces cours sont suivis par de braves amateurs, de snobs et comme sont fréquentées les conférences de l'Alliance française. Ces cours littéraires, de même que ces conférences littéraires, procurent un amusement intellectuel, mais aucun enseignement technique. Toutes nos écoles et nos universités même devraient se préoccuper de cet enseignement qui fait intégralement partie de notre existence nationale.

Pour vous donner une idée de ce que l'on pense de l'école Lassalle, voici les opinions de Son Altesse Royale le duc de Connaught⁴, ancien gouverneur du Canada, de Son Excellence Lord Grey⁵, de S.G. Mgr Paul Bruchési⁶ archevêque de Montréal, de Sir Lomer Gouin, de Sir Wilfrid Laurier, de l'honorable M. Jérémie Décarie⁷ ancien secrétaire provincial, de l'honorable M. Cyrille Fraser Delâge⁸, surintendant de l'Instruction publique, de M. le curé Henri Gauthier de la paroisse de Saint-Jacques, de M. le capitaine Duthoit et de plusieurs autres.

Tous ces personnages ont visité le Conservatoire Lassalle ou en ont entendu parler et ils ont exprimé à son fondateur leur plus entier appui. Les journaux *La Presse*, *La Patrie*, *Le Canada*, *Le Devoir* applaudissent à l'œuvre de M. Lassalle⁹. Il faut la développer. Tous parlent du Conservatoire Lassalle comme de l'institution par excellence pour faire apprendre et aimer la langue française. Ces témoignages sont si éloquents que l'on devrait sans tarder élaborer un programme d'enseignement gratuit d'élocution française dans les écoles, afin de répandre d'une façon plus pratique la langue française et la langue anglaise.

Je propose qu'un projet de loi devrait être préparé de la manière suivante: En vue d'assurer la surveillance du Conservatoire Lassalle et de répandre dans la province de Québec l'enseignement gratuit de cette école, c'est-à-dire la diffusion plus pratique et plus intensive de la langue française et de la langue anglaise bien parlées dans tous les milieux et particulièrement dans les écoles normales.

1. Assurer au Conservatoire Lassalle un local spécial aménagé selon les besoins de l'école, dans la ville de Montréal, qui serait le centre principal de cette branche de l'enseignement technique de langue française et de la langue anglaise, dans leur prononciation la plus pure basée sur ses règles phonétiques et de toute la technique nécessaire.

Ce local spécial devra s'ouvrir pour l'enseignement de l'art oratoire, de la diction, de l'élocution française et anglaise, de la lecture à haute voix, de la lecture expressive du geste et du maintien.

Il y serait donné des cours pédagogiques en vue de la formation de professeurs des deux sexes qui seraient appelés à remplir ces fonctions, soit dans les conservatoires, soit dans les écoles normales de jeunes gens et de jeunes filles.

2. Pour que la ville de Montréal ne bénéficie pas seule de cet enseignement, il serait fondé, pour commencer, une succursale du Conservatoire Lassalle à Québec, avec le même programme d'enseignement.

3. Ces conservatoires devront rester gratuits et ouverts aux adultes et pupilles des deux sexes.

4. Pour tous les élèves qui se destineraient au professorat, la durée des cours serait obligatoirement de trois années consécutives à la fin desquelles ils seront tenus de passer un examen devant un bureau d'examineurs compétents et recevront, s'il y a lieu, un diplôme de professeur signé par l'honorable secrétaire provincial et de l'honorable surintendant de l'Instruction publique et du général des écoles du Conservatoire.

5. Suivant leurs capacités, ces professeurs seront attachés, avec un salaire à fixer dans le Conservatoire d'élocution française ou anglaise ou dans les écoles normales des deux sexes, en raison de la subvention qui leur sera accordée.

6. Ces conservatoires seront subventionnés par le gouvernement provincial et les municipalités, et dépendront du département du secrétaire provincial et de l'Instruction publique.

7. Le Conservatoire Lassalle, incorporé en 1908, devra subir des modifications à ses lettres patentes pour agrandir son champ d'action tel que proposé.

8. Il resterait à entrer dans de plus amples détails pour l'organisation et la mise en pratique de ce projet que je considère comme très important et devant rencontrer l'approbation de tous ceux qui voudront penser à l'avenir.

Aujourd'hui, le Conservatoire compte trois professeurs: M. Lassalle, le directeur, Mme Lassalle,

la femme du directeur et M. Georges Landeau, un jeune français, le beau-fils du directeur.

Ces trois professeurs ont déjà produit de nombreux élèves. Permettez-moi de vous citer quelques noms. Il (M. Bergevin) cite 25 noms environ dont M. Georges Landeau, le beau-fils du directeur, M. Paul Gur¹⁰, auteur des *Dopé* et du *Mortel Baiser*, des mélodrames qui ont fait pleurer pendant des semaines le public du Théâtre national, etc.

Je cite seulement quelques noms, car la nomenclature serait trop longue s'il fallait que je mentionne ici tous ceux qui, à l'heure présente, enseignent déjà un peu partout, ou d'autres qui prêchent par leur exemple de la connaissance plus complète du bon parler français et de l'élocution française et qui ont été formés au Conservatoire Lassalle.

Qu'il me suffise de vous dire que depuis 15 ans, 7,000 à 8,000 élèves ont été formés dans le Conservatoire Lassalle. Il y passe annuellement 400 à 500¹¹ élèves. Trois professeurs, M. Eugène Lassalle, directeur fondateur, Mme Lassalle, et M. Georges Landeau forment le corps enseignant de cette belle et patriotique institution véritablement nationale.

Deux anciens élèves sont venus au secours de leurs maîtres et aident heureusement de leur talent le fondateur du Conservatoire dans les différents cours du programme.

Si présentement nous ajoutons quelques professeurs pour enseigner à bien parler l'anglais, ce Conservatoire sera pratiquement complet, suivant l'idée que j'ai l'honneur de préconiser et de recommander à cette Chambre et à la province. Et ainsi, nous verrons se développer davantage, dans la province de Québec, l'élite bilingue qui devra s'affirmer chaque jour de plus en plus pour la bonne entente des nôtres avec nos compatriotes de langue anglaise en ce pays, ainsi que l'expansion et le génie de la langue française et de la langue anglaise dans toute l'Amérique du Nord. Mais pour bien répandre ces enseignements qui doivent primer d'abord dans l'instruction publique, puisque la langue, c'est la vie morale et intellectuelle de l'humanité, comme le pain quotidien est le soutien de l'être humain, nous devons organiser une propagande générale de l'enseignement du bon parler des deux langues officielles de notre pays.

Pour atteindre ce but, nous devons établir, d'une façon permanente, sur des bases solides, l'instruction qui s'est particulièrement préoccupée de l'élocution française et du bon parler français et qui en fait un succès éclatant. Il faut pour cela un local

digne de l'œuvre et de la mission qu'elle s'est destinée à remplir. Puis, lorsque la maison-mère aura enfin son loyer, d'autres écoles similaires pourront être établies à Québec d'abord, puis dans tous les centres éducationnels de la province de Québec, et des succursales dans toutes les divisions de la métropole et d'ailleurs, où besoin s'en fera sentir. Alors, nous aurons à notre disposition des écoles suffisamment bien organisées et outillées pour rendre les services que l'on sera en droit d'attendre d'elles et de la mission qu'elles poursuivront pour le bien et l'avancement des générations futures.

Dans cette université d'élocution, la chaire des chaires serait la chaire d'élocution et du bon parler français. Ce n'est pas que je veuille laisser entendre que nos hommes de profession, formés dans nos universités, ne sont pas des hommes de distinction, ne parlent pas bien leur langue. Nous sommes fiers des hommes qui appartiennent à nos professions libérales, qui ont reçu leur instruction dans nos universités, mais il me semble que les ambitions de la race canadienne française doivent porter toujours plus haut ses légitimes aspirations.

Et pour cela, que l'on me permette d'exprimer franchement que la connaissance la plus parfaite du bon parler et de l'élocution des deux langues est essentiellement le couronnement d'une instruction et d'une éducation vraiment supérieure, surtout en ce pays. Nous avons maintenant les universités des professions libérales, nous avons les universités du commerce et de l'industrie, nous avons des universités d'arts et métiers; il nous faut maintenant l'université du bon parler français et anglais.

Il (M. Bergevin) exprime le désir de voir ces conservatoires affiliés aux universités et il cite à ce sujet une lettre de Mgr Gauthier¹², recteur de l'Université Laval, dans laquelle il est question de l'affiliation du Conservatoire Lassalle à l'Université de Montréal. Déjà les propagateurs et amis des arts dans la ville de Québec, dit-il, ont établi un Conservatoire de musique, et ils désirent l'établissement et la fondation d'un conservatoire semblable à celui déjà établi à Montréal pour l'enseignement de l'élocution française et du bon parler français.

Lorsque ce projet sera réalisé, si ce n'est pas téméraire de ma part de le suggérer, l'Université Laval pourra peut-être prendre sous son égide protecteur cette école de musique et du bon parler français et de l'élocution française qui sera si utile à la jeunesse universitaire de Québec. Je suis sûr que de ce côté-là l'Université Laval sera heureuse de s'affilier cette institution.

Il (M. Bergevin) lit une lettre de M. Ludger Robitaille, de Québec architecte, auteur d'un projet de Monument national, qui offre à M. Lassalle l'établissement de l'Athénée, un local pour établir un conservatoire à Québec.

Le directeur et le fondateur de cette école supérieure d'élocution française, dit-il, a des visées plus nobles que celles qui pourraient se rattacher à sa personnalité ou à ses intérêts personnels. Tout en étant encore en bonne santé, il est arrivé à un âge où son avenir ne lui offre pas de longues espérances; son unique pensée se porte sur la survivance de l'œuvre qu'il a fondée au milieu des difficultés sans nombre à ses débuts, mais qui s'est affirmée dans la suite, grâce à une ténacité sans égale.

Il compare M. Lassalle à Coquelin¹³ qui était l'un des plus grands comédiens du monde, ce dont personne n'a jamais douté.

À cause de l'extension de son enseignement, le local du Conservatoire Lassalle est devenu absolument insuffisant; d'autant plus que les dépenses de cette institution augmentent considérablement, de sorte qu'à l'heure qu'il est, l'institution ne peut donner tout le travail qu'elle serait prête à donner et que l'on devrait en attendre. N'est-il pas temps alors de réaliser l'espoir d'établir sur des bases sérieuses et solides cette institution?

On devrait augmenter la subvention accordée au Conservatoire. Il dépose devant la Chambre un état des dépenses à l'école de M. Lassalle. Cet état démontre que M. Lassalle paie \$1,300 de loyer par année; \$32 de taxe d'eau (comme l'eau coûte cher en notre siècle)¹⁴; \$570 par année en 10 ans, pour avoir fait rafraîchir l'hôtel qu'il occupe, au-delà de \$1,000 pour le chauffage; \$80 pour un homme qui chauffe sa fournaise; \$90 pour l'éclairage de son hôtel; \$100 pour ses frais de bureau; \$76 pour son téléphone; \$75 pour les réceptions et fêtes; \$200 d'entretien de l'immeuble; \$12 pour l'assurer; \$80 pour de la clavigraphie et, enfin, \$180 pour payer son portier et le "nettoyage".

Tout cela coûte à M. Lassalle \$3,042.50. Or, comme le gouvernement ne lui paie que \$5,000, qu'il ne reçoit que \$200 de la ville de Montréal et \$250 environ de ses élèves, il ne lui reste plus, ô horreur, que \$2,407.50 pour vivre!

Deux cents dollars par mois pour trois personnes: M. Lassalle, Mme Lassalle et le fils de Mme Lassalle, M. Georges Landeau, professeur au Conservatoire Lassalle.

Deux cents dollars par mois pour notre Coquelin, le Coquelin du Canada! Un gouvernement peut-il être aussi mesquin?

Mais M. Lassalle oubliera tout cela! Il veut travailler pour l'art. Qu'on lui donne le droit de fonder une école d'élocution anglaise dans son Conservatoire; qu'on porte sa subvention de \$5,000 à \$10,000 et alors, le gouvernement aura compris le rôle que joue en notre pays le grand artiste qu'est M. Lassalle; celui de montrer aux petits Canadiens français comment parler le français comme on doit le parler.

Si nous élevons nos regards au-dessus de votre fauteuil, M. l'Orateur, nous apercevons l'admirable tableau de l'Assemblée où furent adoptées les 92 résolutions, résolutions réclamant la conquête de nos libertés constitutionnelles et la protection des droits sacrés de notre foi et de notre langue.

N'est-ce pas un devoir pour nous, maintenant, de continuer l'œuvre accomplie par nos pères que nous devons développer et affermir chaque jour, et c'est en perfectionnant notre langage et en embellissant la langue qui nous a bercés de ses chants sur les genoux de nos mères que nous atteindrons cet idéal rêvé par la race canadienne-française, tout en respectant la langue anglaise et la mère patrie dans un sentiment véritablement national.

Il (M. Bergevin) rappelle que c'est lui qui a réclamé le premier la construction des écoles de hautes études commerciales et des écoles techniques à Montréal.

Excelsior! Portons toujours plus haut et vers le bien nos idées et nos pensées et soutenons courageusement et généreusement des œuvres si utiles et si fécondes qui immortaliseront la province de Québec et le peuple qui l'habite. Par les immenses services qu'elle doit rendre, par l'exemple et la mise en pratique de ces projets qui s'imposent à notre attention, se rappelant toujours de sa devise "Je me souviens", elle regardera l'avenir avec confiance, voyant des lendemains plus heureux encore et plus féconds. C'est par ces moyens que nous conserverons le respect, l'estime et l'affection véritables de tous nos concitoyens et, travaillant tous ensemble dans une entente mutuelle sincèrement cordiale, nous marcherons vers les glorieuses destinées de notre vie nationale et, dans une fraternelle union, nous gravirons triomphalement vers les idéaux et la grandeur de la patrie canadienne.

M. Ricard (Saint-Maurice): Il me fait plaisir, pour la première fois que j'ai l'honneur d'adresser la parole dans cette Chambre, d'avoir à parler en faveur de Sa Majesté, la langue française, et il me semble

que je faillirais à mon devoir envers mon comté et ma province si je ne contribuais pas à aider à l'expansion de la langue française, chaque fois que l'occasion s'en présente.

Messieurs, si nous voulons la survivance en notre pays et en Amérique, de la belle langue française que nous aimons tant, il faut deux choses: premièrement, l'appui de notre gouvernement, et en deuxième lieu, le concours et la bonne volonté de nos hommes publics et de toute la population en général. Il (M. Ricard) conseille à ses compatriotes de montrer plus de vigilance dans la défense de leurs droits. Le meilleur moyen de conserver la langue française, c'est de la parler partout et toujours. Aussi, il faut que nous aidions par tous les moyens possibles les institutions qui ont pour mission d'épurer notre langue. Et c'est la mission du Conservatoire Lassalle.

Pour ce qui est de l'appui de notre gouvernement, en autant que je crois savoir, le ministère a fait son devoir et, dans mon humble opinion, il a droit à la reconnaissance de cette province. Les nombreuses subventions en faveur de nos maisons d'éducation françaises en sont la preuve, nos universités et nos collèges classiques savent ce qu'ils ont reçu, le Conservatoire Lassalle de Montréal, pour sa part, reçoit une subvention de \$5,000 par année. J'ose espérer que ces subventions à nos universités, à nos collèges et au Conservatoire Lassalle seront encore, sous peu, fortement augmentées. Car, quel est celui qui, dans cette Chambre, ignore ce qu'ont fait ces institutions, avec le concours de nos communautés religieuses, pour la survivance française en Canada?

Le bon vieux séminaire de Québec, aidé du collège de Montréal et du séminaire de Nicolet et plus tard, par d'autres collèges plus jeunes ont formé cette élite d'hommes distingués qui ont si vaillamment combattu sur ce sol béni pour la défense de notre langue et de nos droits: devant ces institutions dévouées et patriotes, je m'incline avec respect et je leur dis: Vive toujours le Canadien français reconnaissant vous appuie et vous admire (sic). Ces dernières années, M. Eugène Lassalle de Montréal, animé d'une idée noble, fonda une école de diction française et de parler français qui porte aujourd'hui son nom. Nombreux sont les élèves qui ont suivi ces cours et aussi nombreux sont ceux qui ont dû ensuite se distinguer par leur langage châtié et correct.

Il serait à souhaiter que des institutions semblables à celle-ci soient fondées dans les différentes villes de notre province avec les généreuses subventions que pourrait nous donner

notre gouvernement. Mais il est bien beau de demander de l'aide au gouvernement, mais nous aussi, en notre qualité de citoyens, nous devons faire notre part, et nous n'avons pas le droit de laisser au gouvernement seul toute la tâche d'aider et défendre la cause française en Amérique.

Si la population ne concourt pas avec le gouvernement et nos maisons d'éducation, tout leur dévouement serait inutile et notre argent dépensé en pure perte. Il faut donc le concours et l'appui de tous ceux qui ont à cœur la survivance du français au Canada et l'amour de la patrie.

Je voudrais que mes concitoyens montrassent plus d'amour et de respect pour cette belle langue française apprise sur les genoux de nos mères. Chaque détail pour sa conservation est important, et n'est-ce pas l'ensemble de ces détails qui forme un tout compact et en assure la vie dans ce pays? Pourquoi, par exemple, nos hommes d'affaires canadiens-français forment-ils des compagnies avec des noms exclusivement anglais, au lieu de prendre un nom français? Si nous nous permettons de leur en faire la remarque, ils nous répondent que c'est un détail: pourquoi envoyer nos télégrammes ou demander notre numéro de téléphone en anglais? ...

L'on nous dit: "Cela n'a pas d'importance, c'est un détail. Pourquoi des Canadiens français, vivant dans des centres français, s'annoncent-ils exclusivement en anglais?... C'est un détail," nous dit-on!... Encore ces jours derniers, alors que j'avais l'honneur de présenter, dans cette Chambre, un bill amendant la Charte de Shawinigan Falls, je me suis permis, au comité des bills privés, de demander de faire disparaître du nom de cette ville, presque exclusivement canadienne-française, le mot "Falls"; le bon Canadien français de me dire tout bonnement: "À quoi sert, mon ami, c'est un détail, ce n'est qu'un mot". Après tout, oui, un qui dit beaucoup, car on laissera ainsi l'étranger qui étudiera la géographie de notre province sous l'impression, bien à tort, mais par notre faute, que cette ville est anglaise.

L'Assemblée législative s'est rendue à cette demande très juste, mais le Conseil législatif l'a rejetée. Si l'on continue à donner des noms anglais à nos différentes localités, avant longtemps l'on laissera croire aux étrangers que Québec est devenu une province anglaise. Oui, des détails, toujours des détails que l'on continue à négliger, et tous les sacrifices faits par nos gouvernements et nos maisons d'éducation seront peines perdues. C'est avec des détails de ce genre que l'on mine l'influence de la langue française en notre province. Faisons donc moins de discours le jour de la Saint-Jean-Baptiste et

soyons plus pratiques. Ce jour-là, l'on rappelle ce qu'ont fait nos grands hommes pour la cause française, l'on dit notre amour pour tout ce qui est français et le lendemain, l'on oublie toutes nos bonnes résolutions et l'on recommence, comme auparavant, dans le cours ordinaire des affaires, et cette pauvre langue française est mise de côté comme une quantité négligeable par un trop grand nombre. Il vaut mieux aimer nos institutions et notre langue tout le temps en ne cessant pas de la respecter. Je ne veux pas mettre la langue anglaise au rancart mais entre nous, entre nous, parlons donc français¹⁵!

Ah! Si nos journaux voulaient aider le travail de nos éducateurs, quel bien ils pourraient faire. La mission du journaliste qui comprend bien son devoir est noble et quel service précieux pourrait-il rendre ici pour la cause française, s'il s'en donnait la peine!

Réveillons donc nos énergies et aidons nos institutions nationales. Avec feu l'honorable Honoré Mercier, le père de notre distingué ministre des Terres et Forêts, je dirai, pour terminer ces paroles pleines de sens de notre grand homme d'État: "Encourageons nos institutions nationales."

(Applaudissements)

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) félicite le représentant de Beauharnois (M. Bergevin) d'avoir présenté ce projet devant la Chambre, puis il fait l'éloge des institutions de notre province qui ont conservé chez nous la belle langue française et qui lui donnent la place d'honneur, dans leurs programmes d'études élémentaires, moyennes et supérieures. Il (M. Boisseau) parle des bons résultats obtenus par les nombreux collèges et institutions de la province et félicite le gouvernement pour ses généreuses contributions à la cause de l'éducation.

Il (M. Boisseau) vante le mérite du Conservatoire Lassalle, qui a pour mission de conserver intact le beau langage de France sur les bords du Saint-Laurent et qui mérite l'encouragement de nos gouvernements. Il reconnaît pleinement le travail splendide accompli par le Conservatoire Lassalle et souhaite que le projet proposé par le représentant de Beauharnois (M. Bergevin) se réalise dans un avenir très rapproché. Il se déclare en faveur de la création de chaire de bons parlers français dans nos universités.

La langue française est en honneur dans nos maisons d'enseignement, nos écoles primaires et secondaires, nos collèges classiques et nos universités. Mais il ne faut pas perdre de vue que trop de gens sortant de nos collèges se persuadent aisément qu'ils n'ont plus rien à apprendre en dehors

de la connaissance de la science qui leur permettra de gagner leur vie. Les jeunes ne font pas fructifier les connaissances qu'il y ont prises et ne s'efforcent pas d'obtenir une culture générale, sans laquelle ils ne peuvent donner toute la mesure de leurs talents. Le Conservatoire Lassalle fut fondé, du moins en ce qui concerne les langues, pour remédier à cette situation. Il mérite donc tout l'appui et l'aide possibles.

L'instruction n'est qu'un emmagasinage de connaissances. L'homme qui a de la culture possède le flambeau qui fait valoir ses connaissances à son entourage. Ce qui est vrai de toutes les connaissances en général l'est aussi de notre belle langue française, et après en avoir appris les grandes lignes, c'est notre devoir d'en connaître les détails et de la bien parler.

Le Conservatoire est appelé à rendre de grands services à notre race, au pays, et c'est cette institution qui doit nous aider à perfectionner notre langage. Mais pour que ce Conservatoire produise les résultats que l'on attend de lui, il faut le seconder. Et cette langue qui a bercé notre enfance, qui a charmé notre jeunesse, qui est le flambeau de l'âge viril et le réconfort de la vieillesse; cette langue dont nous nous servons pour dire notre amour à ceux que nous aimons; cette langue sans laquelle nos bonheurs resteraient ignorés comme une mélodie céleste; cette langue sans laquelle nos souffrances seraient encore plus douloureuses dans la solitude; cette langue qui a défendu nos droits et nos libertés dans cette université du bon parler français, nous la verrons fleurir à l'ombre bienfaisante d'un patriotisme franc et loyal, nous la verrons prendre des envolées de gloire et de splendeur, nous l'entendrons nous chanter ses douces harmonies aux heures difficiles, pour soutenir et enhardir nos courages, et nous tenir sur la brèche, pour défendre le dépôt précieux de nos ancêtres.

Il (M. Boisseau) appuie très fortement le plan élaboré par le député de Beauharnois, étant convaincu que le gouvernement l'accueillera très favorablement et qu'il fournira au Conservatoire un soutien des plus enthousiastes ainsi qu'une aide financière.

M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)¹⁶ se déclare en faveur du projet du représentant de Beauharnois (M. Bergevin) et espère qu'il se réalisera bientôt. Beaucoup de professionnels, dit-il, possèdent une bonne connaissance de leur profession, mais ils manquent de culture générale, et le travail du Conservatoire apporterait un remède à ce défaut.

L'éducation bilingue est un actif exceptionnel et un investissement extrêmement rentable. Il (M.

Conroy) se penche sur la question du bilinguisme du double point de vue de la commodité et de la bonne volonté. Il n'essaiera pas d'indiquer au département à quel âge un enfant devrait commencer l'étude des deux langues ou discuter si oui ou non une deuxième langue change les caractéristiques nationales d'un enfant. Cependant, il veut montrer la nécessité d'une éducation bilingue en tant qu'investissement rentable. La valeur, en termes de bonne volonté qui y est attachée, à elle seule, vaut plusieurs fois les coûts supplémentaires que cette éducation demande.

Il n'y a pas assez de français dans les écoles anglaises et pas assez d'anglais dans les écoles françaises. Si cet échange existait dans l'école, il y aurait moins d'animosité, car les deux groupes du Canada se connaîtraient mieux. Une telle connaissance mutuelle déboucherait sur des relations d'affaires améliorées et plus profitables, de même qu'elle entraînerait un accroissement des échanges et du commerce. Si nous en retrouvons un peu plus des deux, les chances de déclencher des ressentiments diminueraient, le gris brouillard des ténèbres engendré par l'ignorance de l'autre se dissiperait et la brillante lumière de la compréhension et de l'optimisme, basée sur un bon jugement et sur la connaissance, nous mènerait à une estime mutuelle que nous attendons depuis longtemps et à une période de saine expansion économique.

Personne, à son avis, ne pourrait prétendre en toute justice défendre une province qui veut n'avoir qu'une langue, chose qu'on entend quelquefois de la part d'irresponsables. Autrefois, c'était l'habitude pour les gens aisés d'envoyer leurs fils étudier dans les universités allemandes alors que, délibérément, on négligeait la culture française et la culture anglaise. Ces dernières années ont montré vers quoi cette éducation a mené. En France, l'éducation la plus excellente fut partiellement ignorée, et ceci eut comme résultat un manque de raffinement et de vraie culture.

Il serait préférable que l'on insiste moins sur une connaissance des langues mortes et plus sur la connaissance égale des deux langues qui sont parlées dans ce pays. Chacune des deux langues officielles possède une valeur marchande au quotidien. Le gouvernement est parfaitement justifié de donner toute l'aide possible à l'éducation bilingue. En encourageant l'enseignement bilingue, le gouvernement augmenterait la bonne entente qui, plus tard, aurait son effet en faisant régner en ce pays le bonheur et la paix. Construire avec vigueur l'actif incommensurable qu'est la bonne volonté, telle est la tâche de nos deux langues.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): M. l'Orateur... (Applaudissements) ... je veux tout simplement faire quelques remarques et attirer l'attention de cette Chambre sur l'utilité de parler les deux langues, non seulement dans cette province, mais aussi dans toutes les provinces du dominion. Les citoyens de chaque province devraient pouvoir s'exprimer dans les deux langues. Je veux traiter d'un sujet qui n'a pas encore reçu d'attention, le secteur des affaires. Pour réussir en affaires dans cette province, les deux langues sont nécessaires. J'ai réussi dans ce domaine et, bien qu'il ne soit pas mon intention de m'exposer personnellement à votre attention, je peux fournir un exemple.

J'ai eu quelque succès en affaires et je dois une bonne partie de ces succès au fait que je comprenne la langue française et que je fus toujours en mesure de parler et de comprendre cette belle langue. (Mais) je ne connais pas assez la belle langue française et je crois que c'est le devoir des Canadiens anglais d'apprendre le français à leurs enfants. Le conseil que je donne, je le pratique chez moi, M. l'Orateur. Je suis heureux de pouvoir m'exprimer en français. Et je suis aussi heureux de dire que mes enfants parlent mieux le français que moi et leurs enfants parlent encore mieux le français que leurs parents. (Applaudissements)

Dans toutes les familles, on devrait apprendre aux enfants à parler les deux langues, afin de les préparer pour l'avenir et de leur permettre de lutter avec succès dans la vie. Un homme d'affaires devrait exiger de ses employés qu'ils sachent les deux langues. (Applaudissements)

Une des choses dont je suis le plus fier, c'est ce qui m'est arrivé il y a quelques années, alors que j'étais président du Board of Trade de Montréal. De tous les membres du bureau de direction du Board of Trade, j'étais le seul capable de m'exprimer en français. Je fus heureux de prouver à mes collègues que je pouvais bien recevoir en français. J'avais à recevoir une délégation d'Ottawa et, parmi cette délégation, il y avait une quinzaine de députés canadiens-français. Je leur souhaitai la bienvenue dans leur langue, je les ai reçus, monsieur, dans leur langue et tous les membres du Board of Trade étaient fiers aussi de voir que je pouvais parler français à des députés canadiens-français.

Il souhaite, dit-il, que son exemple soit suivi par beaucoup d'autres de ses compatriotes. C'est la première fois que je parle le français en cette Chambre. J'espère qu'avec un peu de pratique, je m'y habituerai, car j'ai toujours beaucoup de plaisir à parler la belle langue française. Je demande pardon

aux membres de cette Chambre de ne pas m'exprimer ici dans un meilleur français. La prochaine fois, avec un peu de pratique, je tâcherai de faire mieux.

(Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac) félicite le représentant de Beauharnois (M. Bergevin). Il (M. Grégoire) tient à prendre part à ce débat et à dire son amour pour la langue française. Il se réjouit de connaître un grand nombre de citoyens de langue anglaise qui aiment à s'exprimer en français. Il parle de l'entente entre les deux nationalités de cette province, puis il évoque le souvenir de la douce France. Au temps des Plantagenets¹⁷, en Angleterre, on parlait français dans les cours royales. La devise *Dieu et mon droit* en est une preuve. Il est convaincu que les Anglais bien pensants ne peuvent qu'applaudir aux efforts que nous faisons pour conserver pure, en notre pays, la belle langue de nos ancêtres.

Il (M. Grégoire) insiste sur la nécessité de l'articulation et de la prononciation, ce qui l'amène à parler de l'utilité des conservatoires. Nous parlons une langue en somme assez correcte, mais nous mangeons nos mots, nous rognons nos syllabes. Il demande que l'on prononce clairement une langue claire. Nous ne parlons pas tout à fait le français de Paris. Le français du parisien, de la petite parisienne, ah, celle-là, elle mord bien dans la syllabe. Nous ne parlons pas le français comme à Paris, nous parlons le langage du terroir que nos ancêtres ont apporté sur nos rives. Il faut la purifier, cette langue, il faut la mieux parler. Et je suis heureux que le député de Beauharnois (M. Bergevin) veuille étendre le champ d'action de cette école d'élocution que dirige M. Lassalle.

Comme il est d'un comté bilingue, il (M. Grégoire) prêche naturellement la connaissance des deux langues dont il fait un éloge détaillé. Il félicite le représentant de Huntingdon (M. Philips) pour sa connaissance du français.

Il (M. Grégoire) rappelle le souvenir de nos mères et nos fiancées dont il exhorte les Canadiens à ne pas oublier les belles caresses et les doux mots que seuls peuvent dire les mots français. Il cite Shakespeare, Homère, Virgile et Walter Scott¹⁸.

(Applaudissements)

L'honorable M. David (Terrebonne): En me levant pour parler, après les députés qui m'ont précédé, je ne sais pourquoi, mais il me revient à la mémoire une préface d'un livre écrit par une artiste... je veux dire le livre de Marie Jenna¹⁹ qui dit: "Me pardonneriez-vous d'écrire, vous qui m'avez entendu chanter?"

Après les remarquables discours qui ont été prononcés, il me semble que mes remarques seront bien pauvres. Je rappelle que, lorsque le capitaine Duthoit passa à Québec, il disait: "Il faut conserver la langue française au Canada." Mais il y avait alors longtemps que les Canadiens français avaient conservé la langue française.

La plus belle éloquence que l'on puisse mettre au service de sa langue est celle que l'on doit mettre au service de sa mère, beaucoup de dévouement et de sincérité; le plus grand service à rendre à la langue française, c'est de la bien parler. En France, bien des patois ou dialectes sont parlés. Nos ancêtres venaient du Poitou, d'Angoulême, de Bretagne, d'un peu partout. Et pourtant aujourd'hui, de la péninsule de Gaspésie jusqu'à Gatineau, notre langue est uniforme: tous les idiomes se sont fondus dans notre langue canadienne. D'un bout à l'autre de la province de Québec, on parle la même langue. En est-il de même en France où des villages distants de quelques kilomètres seulement ont des idiomes différents?

Elle peut ne pas être aussi pure que le souhaitent certains, mais elle n'en est pas moins harmonieuse. Elle sera de mieux en mieux parlée, car le temps de l'indifférence et de l'apathie est passé, le temps où l'on se moquait de quiconque s'appliquait à parler correctement "à parler en termes" comme on disait. Notre peuple comprend aujourd'hui et admire notre belle langue et²⁰ la parle d'une façon assez parfaite pour qu'il n'en ait pas honte.

Chacun témoigne à sa façon sa reconnaissance à celui qui lui a fait du bien. Notre façon de témoigner notre reconnaissance envers le pays à qui nous devons nos origines, c'est de lui assurer que toujours nous garderons ce petit coin de terre où sa langue est parlée. Le moyen de bien protéger la langue française, c'est de la bien parler. Notre peuple la parle bien. Il est vrai que nous nous accommodons de certaines impropriétés; que nous avons gardé de nos ancêtres, marins, certaines expressions que nous adaptons indifféremment: nous "embarquons" dans un tramway, nous "débarquons" d'un train.

Nous faisons fi, peut-être, du mot boulevardier (mais), que nous importe de ne pas connaître le dernier mot du boulevard? Nous n'avons pas plus d'anglicismes qu'ailleurs, nous ne parlons pas de "five o'clock", ici. Mais à côté de cela, nous n'avons pas le snobisme douteux qui nous fait accepter, comme ailleurs, des mots étrangers. Je crois que jamais ce coin de terre canadienne ne sera submergé par l'anglicisation, si nous nous appliquons à bien parler notre langue, ce qui est le meilleur moyen de la défendre.

Au lendemain de l'Armistice, lorsque après 44 années, la France reprit ses provinces de l'Alsace et de la Lorraine, elle fut surprise et constata que l'école de l'Alsace devait être francisée. On avait réussi, dans les deux provinces reconquises, à germaniser l'école. Cette situation n'est pas survenue chez nous. On n'a jamais pu enlever le français dans la province de Québec. Pourquoi cela? Car nous n'avons pas oublié la langue française et cela est dû à notre école et surtout à nos mères. Ici en Québec, après 300 ans, les écoles et la population sont encore français. La France nous a bercés pendant près de 150 ans sur ses genoux, et lorsqu'elle est partie, ce sont nos mères qui nous ont bercés depuis 150 ans, en chantant ses belles chansons.

Nous parlons encore français; nous n'avons jamais oublié alors que, là-bas, trop souvent, on a complètement oublié. Si parfois on remarque que notre langue a des imperfections, il ne faut pas en être surpris. Pourrait-on exiger de l'acier le mieux trempé d'une épée qu'il ne porte pas quelques brèches, alors que cette épée a combattu contre des boucliers pendant 150 ans? Il me semble que la France donne une parcelle d'immortalité à tout ce qu'elle touche. Si nous voulons garder à la langue française sa place d'honneur, que la langue maternelle soit à la base de tout notre enseignement. Elle doit s'apprendre sur les genoux de nos mères.

J'admets la nécessité en certains milieux de savoir la langue de la minorité de cette province; l'anglais ne doit pas être négligé, mais la base de l'éducation donnée dans nos écoles doit être le français. Dans les villes, l'enseignement de l'anglais s'impose et l'on pourra commencer à l'enseigner dans les classes moins élevées. Mais laissons les enfants dans les campagnes apprendre le français. Que l'enfant apprenne à lire et à compter dans sa propre langue, qu'il s'instruise en français, à condition qu'il commence, avant de quitter l'école, à apprendre l'anglais qui lui sera utile pour le commerce et dans ses relations avec ceux qui sont ici la minorité!

Il (l'honorable M. David) félicite le représentant de Beauharnois (M. Bergevin) d'avoir provoqué ce débat. Il serait heureux de voir le Conservatoire Lassalle affilié à une université, l'Université de Montréal²¹. Le gouvernement est sympathique à ce Conservatoire et est disposé à lui aider. Il ne veut pas promettre, cependant, que le gouvernement augmentera la subvention qu'il donne tous les ans au directeur du Conservatoire d'élocution. Il félicite le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) pour le style magistral dans lequel il s'est adressé à la Chambre dans un français cultivé et parfait.

Il devait, dans sa jeunesse, savoir assez bien le français pour lire Victor Hugo, *L'art d'être grand-père...* Il rappelle le souvenir de la Tranchée des bayonnettes, près de Verdun, qui devrait donner une leçon de persévérance et être un exemple pour ceux qui pourraient être tentés de montrer une quelconque défaillance dans la revendication de leurs droits. Les Canadiens français défendront leur langue avec la même ardeur que les poilus ont mise à sauver la forteresse historique où ils avaient écrit: "On ne passe pas!" (Applaudissements)

Ceux qui ont lutté pour la langue chez nous, les grands disparus comme Lafontaine, restent pour la protéger comme ces baïonnettes. À l'exemple de ces braves qui sont restés debout dans la mort, nous aussi nous devons toujours combattre sans nous rendre, pour la défense de la langue française. Que notre vigilance et notre énergie soient pour nous la sauvegarde de la langue que nous devons à tout prix conserver.

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec;
- bill 74 concernant la succession de feu William Joseph Leduc;
- bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sara Déry;
- bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin.

École technique de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Succession de W. J. Leduc

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 concernant la succession de feu William Joseph Leduc. Les amendements sont lus une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 concernant les Écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Successions de J. Blanchard et S. Déry

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 concernant les successions de Jacques Blanchard et Sara Déry. Les amendements sont lus une première fois.

Succession de T. C. Aylwin

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin. Les amendements sont lus une première fois.

Great Life Insurance Company

M. Létourneau (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que, vu que le bill 147 constituant en corporation La Great East Compagnie d'assurance-vie a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Demande de documents:

**E. Bourque, Lewis,
R. Doutre et Marchessault**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances entre le gouvernement et toute personne au sujet de plainte ou destitution contre Emmanuel Bourque, de l'ex-administrateur de la loi de prohibition, Lewis, Rosario, Doutre, Marchessault, etc.

Adopté.

Questions et réponses:

**Instituteurs ou principaux
d'écoles primaires**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quels sont les instituteurs ou principaux d'écoles primaires, catholiques ou protestants, de cette province qui reçoivent un traitement plus élevé que celui des inspecteurs d'écoles et des professeurs aux écoles normales et quel est le chiffre de leur traitement respectif, ainsi que le degré de leur diplôme?

2. Quels sont les fonctionnaires dont les dépenses sont payées par l'État, quand ils voyagent dans l'exercice de leurs fonctions?

3. Quels sont ceux dont les dépenses de voyage ne leur sont pas remboursées ou ne le sont qu'en partie?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Les instituteurs ou principaux d'écoles primaires qui reçoivent un traitement plus élevé que celui des inspecteurs d'écoles sont les suivants: (Voir la liste aux pages suivantes)

a) CATHOLIQUES

Montréal (*District Centre*)

			Salaire
Leblond de Brumath, Pr.	Acad.	Ec. Normale	\$2,200
Banks, Th.-S.	Acad.	B. Central	1,900
Ducharme, J.-R.-E.	Acad.	Ec. Normale	1,700
LeRouzes, Yves	Acad.	B. Central	1,700
McCullen, J.-J.	Mod.	Ec. Normale Laval	1,700
Valois, H.-A.	Mod.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Malone, Denis, Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	2,100
Fendall, G.-A.	Mod.	B. Central	1,700
Smith, P.-E.	Mod.	B. Central	1,700
Morin, J.-A.	Élém.	Ec. Normale J.-C.	1,700
O'Keefe, D.-P.	Mod.	B. Central	1,700
Mondoux, H. Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	2,200
Primeau, J.-A.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,800
Mahieu, D.	Acad.	B. Central	1,700
Tremblay, J.-L.	Mod.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Jasmin, L.-P.J.	Mod.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Tremblay, J.-M.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,800
Hébert, S., Pr.	Acad.	B. Central	1,700
Brennen, P.-K.	Mod.	B. Central	1,700
Payment, J.	Acad.	B. Central	1,700
Lantier, Émile, Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Bellisile, Avila	Mod.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Brisebois, David	Mod.	B. Central	1,700
Cléroux, Avila	Mod.	B. Central	1,700
Lebrun, J.-T.-L.	Mod.	Ec. Normale Laval	1,700
St-Laurent, F.-X.	Mod.	Ec. Normale Laval	1,700
Sauvé, Arthur, Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,700
Guérin, Zotique, Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,975
O'Donoghue, W.-L. Pr.	Acad.	Ec. Normale	2,200
Pagé, G.-E.	Acad.	Ec. Normale	1,800
Cuddihy, R.-J.-L.	Mod.	B. Central	1,700

Montréal (*District Est*)

Marchildon, C., Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,750
Beauchemin, I., Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,650
Ladouceur, Arthur, Pr.	Acad.	Ec. Normale J.-C.	1,750

Montréal (*District Nord*)

Sénéchal, Mendoza, Pr.	Mod.	Ec. Normale Laval	1,700
Morin, Donat, Pr.	Mod.	B. Central	1,700

Montréal (*District Ouest*)

Brennan, W.-J., Pr.	Mod.	B. Central	1,700
---------------------	------	------------	-------

a) CATHOLIQUES

Fitzpatrick, P.-J.	Mod.	B. Central	1,700
Bellisle, Nap.	Mod.	Ec. Normale	1,700
Gobeil, N.-Eudore	Acad.	Ec. Normale Laval	1,725
Meloche, J.-W.	Acad.	Ec. Normale	1,900
Méthot, Achille, Pr.	Acad.	Ec. Normale	1,800

b) PROTESTANTS

Lachute, ville:

McBurney, Chas., B. A.	Acad.	Cl. Board	2,000
------------------------	-------	-----------	-------

Longueuil, ville:

Crutchfield, C. W.	Acad.	Cl. Board	2,400
--------------------	-------	-----------	-------

Saint-Lambert:

Ford, Chs-W.	Acad.	Cl. Board	2,600
--------------	-------	-----------	-------

Lachine:

Jackson, C.-A.	Acad.	Que. Board	2,600
----------------	-------	------------	-------

Verdun:

Smith, Ernest	Acad.	Cl. Board	2,500
---------------	-------	-----------	-------

Montréal:

Bacon, F.-J., Pr.	Acad.	Cl. Board	2,700
Spinney, Th.	Acad.	Cl. Board	2,600
Davis, N.-C.	Acad.	Cl. Board	2,400
Mackenzie, J.-M.	Acad.	Cl. Board	2,300
Fullerton, K.-B.	Acad.	Cl. Board	2,200
Harry, E. England	Acad.	Cl. Board	2,450
Briggar, H. Harris	Acad.	Cl. Board	2,700
Vincent, Irving, O.	Acad.	Cl. Board	2,700
Hopkins, M. C.	Acad.	McGill	2,700
Reid, Chas.-E.	Acad.	Cl. Board	2,500
Briggle, Walter, O.	Acad.	Cl. Board	1,800
Edgar, George	Mod.	Cl. Board	1,900
Archibald, H. F.	Mod.	McGill	2,300
MacArthur, Arch.	Acad.	McGill	2,700
Rowell Arthur-H.	Acad.	McGill	2,700
Mabon James Q.	Acad.	McGill	2,500
Bates, D.-A.	Acad.	Cl. Board	1,900
Weatherbee, J.-A.	Acad.	Cl. Board	2,180
Brissell, R. P.	Mod.	Macdonald	1,900
Harlow, A. C.	Acad.	Cl. Board	2,300

b) PROTESTANTS

Kneeland, W. A.	Mod.	McGill	3,100
Messenger, W. J.	Acad.	Cl. Board	2,700
Anderson, W. C. R.	Acad.	Cl. Board	2,750
Rivard, E. S.	Acad.	McGill	2,100
Dixon, Wellington	Acad.	Cl. Board	3,640
Foster, David S.	Acad.	Cl. Board	2,160
Heslan, Gordon-H.	Acad.	McGill	2,060
Bott, Harold	Acad.	McGill	2,060
Dick, Thomas M.	Mod.	Cl. Board	1,960
McGarry, Allen Arthur	Acad.	Cl. Board	2,360
Dyas, C. R.	Acad.	Cl. Board	2,260
Lockhart, Harry P.	Acad.	Cl. Board	2,260
MacNeily, William H.	Acad.	Cl. Board	2,260
McNealy, Murray	Acad.	Cl. Board	2,560
Mcbean, Alexander	Acad.	Cl. Board	2,560
Denton, Kelsey, C.	Acad.	Cl. Board	2,560
Christie, David H.	Acad.	Cl. Board	2,460
Reith, Thomas B.	Acad.	Cl. Board	2,445
Rexford, Orrin	Mod.	McGill	2,780
Gammel, Isaac	Acad.	Cl. Board	3,280
McPhee, M. C., Coll.	Acad.	Cl. Board	2,160
Campbell, E. M.	Acad.	McGill	3,166
Astbury, J. S.	Acad.	Cl. Board	2,366
McVicar, J. E.	Acad.	Cl. Board	2,350
Patterson, R. A.	Acad.	Cl. Board	2,250
Raguin, R.E.	Acad.	Cl. Board	2,350
Stephen, F.-N.	Mod.	Cl. Board	2,250

Québec:

Walker, Miles, G.	Acad.	Cl. Board	2,500
Shanklin, W. R.	Acad.	Cl. Board	2,000
Hansomebody, F.	Acad.	Cl. Board	1,800
Brust, J. W.	Mod.	Macdonald	1,800

Richmond, ville:

Mills, John S.	Acad.	Cl. Board	1,800
----------------	-------	-----------	-------

Granby:

Adams, Claude	Acad.	McGill	2,200
---------------	-------	--------	-------

Waterloo:

Rivard, A., E.	Acad.	McGill	1,800
----------------	-------	--------	-------

Sherbrooke:

Hatcher, H. G.	Acad.	Cl. Board	2,200
----------------	-------	-----------	-------

b) PROTESTANTS

MacGowan, S. J.	Acad.	Cl. Board	1,845
<i>Coaticook:</i>			
Moore, Levi, B. A.	Acad.	McGill	2,000
<i>Stanstead:</i>			
Trueman, Geo. J.	Acad.	Cl. Board	3,000
Irving, E.-C.	Acad.	Cl. Board	2,400
Dubois, J.-H.-A.	Acad.	Cl. Board	2,000
<i>Trois-Rivières:</i>			
Hunting, H. D.	Acad.	Cl. Board	1,800
<i>Westmount:</i>			
Lang, W. A.	Acad.	Cl. Board	1,800
Veysey, A. G.	Élém.	Cl. Board	2,200
Honey, H. P.	Acad.	McGill	2,300
Davis, Chas. J.	Acad.	Cl. Board	2,600
Polloch, I.I.	Acad.	McGill	2,900
McPhee, A. M.	Mod.	McGill	2,260
Walsh, W. Allen	Acad.	McGill	2,600

Les traitements annuels des inspecteurs d'écoles sont de \$1,600, plus \$400 alloués pour dépenses de voyage. Les traitements des professeurs laïcs des écoles normales sont comme suit: minimum \$1,200, maximum, \$1,700 pour les écoles normales de filles; minimum, \$1,500, maximum, \$2,000 pour les écoles normales de garçons. L'augmentation annuelle est de \$50 pour ceux qui n'ont pas atteint le maximum.

2. Tous.
3. Aucun.

soit de nouveau renvoyé à l'examen du comité des bills privés.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Comté de Laval

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Leclerc), que le bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter \$60,000 et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté,

NOTES

1. *L'Événement* du 11 mars 1921, à la page 7, rapporte que "L'honorable M. Francoeur ordonna l'ouverture des portes et les galeries, qui sont presque toujours vides, se remplirent en un instant. C'est que c'était jeudi, jour de congé pour les écoliers du Séminaire de Québec, et, selon la coutume, leur directeur les conduisit, ce jour-là, à la Chambre des députés, où ils viennent apprendre à devenir de grands hommes."

2. Il s'agit de M. Victor Hugo (1880-1885) poète, chef de l'école romantique, animateur du Cénacle, il est connu pour son œuvre poétique et littéraire, notamment *Les Misérables* (1862). Il se fit l'écho des préoccupations morales et politiques de son époque. M. Paul-Louis Courier de Méré (parfois Courier) (1772-1825) écrivit des pamphlets littéraires et politiques contre l'ordre politique et religieux et la Restauration. M. Alphonse Marie Louis Prat de Lamartine (1790-1869) fut poète et écrivain, orateur influent et politicien; il est connu surtout pour son œuvre poétique classée comme romantique. M. Octave Crémazie (1827-1879) écrivit plusieurs poèmes influencés par les romantiques et d'inspiration patriotique. M. Pamphile Le May (1837-1918) fut conservateur de la bibliothèque de l'Assemblée législative de Québec et écrivit, comme M. Crémazie, plusieurs œuvres poétiques et littéraires, influencé par le romantisme et célébrant sa patrie. M. Honoré Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau (1749-1791), fut un des plus brillants orateurs des États généraux et de l'Assemblée nationale lors de la révolution française.

3. Louvigny de Montigny (1876-1955) fut fondateur et rédacteur en chef du journal *Les débats* et de la *Gazette municipale*; il participa à la fondation de l'École littéraire de Montréal dont il est le premier secrétaire-archiviste (1895), il publia des poèmes dans les journaux montréalais, écrivit des contes et des essais, fut traducteur au Sénat d'Ottawa (1910-1955), membre et vice-président de la Société des écrivains canadiens et fut nommé chevalier de la légion d'honneur en 1925.

4. Son Altesse Royale le prince Arthur William Patrick Albert, 1^{er} duc de Connaught et de Strathearn (1850-1942) fut gouverneur général du Canada de 1911 à 1916. Il fut le troisième fils de la reine Victoria et il est le premier membre de la famille royale à occuper la fonction de gouverneur général du Canada.

5. Sir Albert Henry George Grey, 4^e comte Grey (1851-1917), fut député de 1880 à 1886, puis devient membre de la Chambre des lords en 1886 et devint gouverneur général du Canada de 1904 à 1911. Il fut un ardent défenseur de l'unité nationale entre Canadiens français et Canadiens anglais.

6. M. Paul Bruchési (1855-1939) fut archevêque de Montréal de 1897 à 1921. Il s'opposa violemment contre la création d'un ministère de l'Instruction publique.

7. Il s'agit de Jérémie-Louis Décarie (1870-1927), qui fut élu député libéral dans la circonscription de Hochelaga (1904, 1908) et de Maisonneuve (1912-1916), fut ministre de l'Agriculture (1909) et secrétaire et registraire de la province (1909-1919).

8. M. Cyrille Fraser Delâge (1869-1957) fut élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Québec-Comté (1901, 1904, 1908, 1912) et fut Orateur suppléant de la Chambre (1909-1912), puis Orateur (1912-1916). Depuis 1916, il est surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec.

9. Il s'agit en fait d'Eugène-Jean-Baptiste Lassalle, un comédien qui joua en France et à l'étranger pendant trente ans. C'est en 1906 qu'il vint à Montréal, puis se consacra à l'enseignement de l'élocution française. Il a créé le Conservatoire Lassalle la même année.

10. Paul Gury est en fait un pseudonyme de Loïc Le Gouriadec (1888-1974). Il suivit des cours d'art dramatique au Conservatoire Lassalle, fit ses débuts sur la scène du Théâtre national dont il devint le directeur artistique. Il écrivit des radios-théâtres, des sketches humoristiques, puis il fit des adaptations cinématographiques de romans (*Le curé du village*, *Un homme et son péché*).

11. Chiffre du *Soleil*, du 11 mars 1921: 600.

12. Il s'agit de Georges Gauthier (1871-1940) qui fut nommé en 1912 évêque de Philippiopolis et auxiliaire de Montréal, puis sacré Monseigneur. Il fut d'abord vice-recteur de l'Université Laval de Montréal en 1917, puis recteur depuis 1920.

13. Benoit Constant Coquelin (1841-1909) fut un acteur français connu comme Coquelin l'aîné. Il a fait ses débuts à la Comédie française en 1860. Il est principalement connu grâce à ses rôles comiques classiques comme valet dans des pièces de Molière et *Figaro* de Beaumarchais et le rôle principal dans *Cyrano de Bergerac*. Il fit de nombreuses tournées en Amérique et en Europe.

14. Nous ne savons pas exactement qui a émis ce commentaire, M. Bergevin ou le journaliste?

15. *L'Événement* du 11 mars 1921, à la page 12, rapporte que "On vit sourire M. Mitchell et cela amusa beaucoup ceux qui se rappelaient l'incident au cours duquel M. Dufresne demanda au trésorier de parler français."

16. Certains journaux placent l'intervention de M. Conroy immédiatement après celle de M. Boisseau, d'autres après celle de M. Miles.

17. Cette dynastie régna en Angleterre de 1154 à 1485 (Henri II, Richard 1^{er} Cœur de Lion, Jean sans Terre, Henri III, Édouard 1^{er}, Édouard II, Édouard III, Richard II, Henri IV, Henri V, Henri VI, Édouard IV, Édouard V, Richard III).

18. Il s'agit de William Shakespeare (1564-1616) célèbre poète dramatique anglais (*Roméo et Juliette*); Homère est le poète mythique à qui on a attribué *L'Illiade* et *L'Odyssée*. Virgile (v. -70 - -19) fut un poète latin qui a eu une influence sur toute les littératures occidentales, il écrivit notamment *L'Énéide*; Le poète et romancier écossais Walter Scott (1771-1832) fut l'auteur de *La Dame du Lac* et *Ivanhoé*.

19. Marie Jenna (1834-1887). Il existe peu d'informations sur elle et nous renvoyons à l'ouvrage de Jules Lacoïnta, *Marie Jenna, sa vie et ses œuvres*, Paris, Librairie Poussielgue frères, 1905, 414 p. ill.

20. Ce passage provenant de *La Patrie* du 11 mars 1921, à la page 4, commençant par: "Elle sera de mieux en mieux" peut avoir été inventé par le journaliste.

21. *La Presse* du 11 mars 1921, à la page 9, rapporte plutôt l'Université Laval.

Séance du vendredi 11 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 123 amendant la loi constituant en corporation la ville Laval de Montréal;

- bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu.

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal et du bill 122 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est, et il demande à être relevé de l'obligation d'en continuer l'étude.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 121, concernant la ville de Montréal-Nord, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 16 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;

- bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le commissaire des incendies de la cité de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin Comeau près de Saint-Hyacinthe.

Et, rapporté à la Chambre, le bill suivant:

- bill 178 limitant l'augmentation des loyers.

M. Létourneau (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande à l'Assemblée de prolonger au 16 mars courant les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de cette prolongation de délai.

Le rapport est adopté.

**Protection des édifices publics
contre les incendies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont entre Saint-Jean
et d'Iberville**

M. Bouthillier (Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 153 amendant la loi 5 George V, chapitre 9, pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont métallique à circulation libre, sur la rivière Richelieu, entre la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 112 constituant en corporation l'Association des ingénieurs-forestiers de la province de Québec.

- bill 232 concernant la protection des animaux pur-sang.

Association des ingénieurs-forestiers

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 constituant en corporation l'Association des ingénieurs-forestiers de la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Animaux pur-sang

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 232 concernant la protection des animaux pur-sang. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Questions et réponses:

R. Doutre

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Un nommé Rosario Doutre a-t-il été ou est-il encore à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelle position occupe-t-il?

3. Des plaintes ont-elles été faites contre lui?

4. Des perquisitions ont-elles été faites contre lui?

5. Dans l'affirmative, quel en fut le résultat?

6. A-t-il été destitué?

7. Dans l'affirmative, quand?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Oui.

2. Constable du revenu.

3. Non.

4. Non.

5. Réponse au no 4.

6. Non.

7. Réponse au no 6.

Travaux aux chemins municipaux

M. Forget (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 172 amendant les articles 227 et 433 du Code municipal du Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Forget (Iberville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal de Québec

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Vérification des comptes municipaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 amendant le Code municipal de Québec relativement à la vérification des comptes municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Protection des édifices publics contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Succession de W.-J. Leduc

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de J. Blanchard et S. Déry

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil

législatif a apportés au bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sara Déry. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal, avec l'amendement suivant:

Ajouter le paragraphe suivant à la fin desdits amendements: "Cette taxe des écoles est prescriptible, pour chaque année écoulée depuis le 1^{er} juillet 1917, par cinq ans à compter de la sanction de la présente loi, et elle porte intérêt au taux de six pour cent par an, depuis l'entrée en vigueur de la présente loi."

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Charte de Montréal, référendum

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 100 amendant et refondant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité¹:

Le comité reprend l'étude de la cédule A.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Plusieurs articles du projet de loi concernant la charte de la Commission, communément appelée cédule A, ont été suspendus et devraient à présent être adoptés. Ces articles concernent le vote et comprennent des dispositions pour le droit de vote des femmes.

Le comité étudie ces articles et les adopte.

Le comité reprend l'étude de l'article 364, précédemment suspendue, et qui se lit comme suit:

"364. Le conseil peut aussi, en sus des taxes ci-dessus, imposer et prélever, par un vote de la majorité de tous ses membres, les taxes spéciales suivantes, savoir:

"f. Une taxe spéciale n'excédant pas deux cents piastres sur les bureaux de placement, buanderies publiques, personnes tenant des hôpitaux privés, porte-balles, colporteurs, solliciteurs, revendeurs, marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion et tous commerçants ambulants faisant affaires dans la cité, et une taxe spéciale n'excédant pas cinquante piastres sur les agents d'immeubles.

"Cette taxe spéciale ne sera pas exigible de l'avocat ni du notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire, et qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires professionnelles, vend ou achète des immeubles pour d'autres ou les loue ou fait des placements pour ses clients.

"La taxe qui a été imposée par la cité, avant l'entrée en vigueur de la loi 10 George V, chapitre 86, sur les marchands de bric-à-brac, est déclarée légale et obligatoire, et les règlements ou résolutions l'imposant sont confirmés et validés."

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande qu'on enlève cet article qui permet à la ville d'imposer une taxe sur les bureaux de placement. Puisque le gouvernement provincial est d'avis que les bureaux privés de placement doivent être abolis, vu les nombreux abus qui ont sévi par le passé, il ne serait pas prudent d'encourager de tels bureaux en autorisant la cité à accorder des licences à ces établissements. Les travailleurs ont souvent été exploités par ces bureaux privés de placement.

L'article est retiré.

Le comité étudie la cédule B.

Le comité étudie l'article 21e, alinéa 8, qui se lit comme suit:

"8. Le comité exécutif doit voir à ce que la loi, les règlements municipaux et les contrats de la cité soient fidèlement observés et remplis."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose qu'un alinéa 9, qui se lit comme suit, soit ajouté:

"Le comité exécutif voit à la préparation des plans et devis et à la demande des soumissions."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, c'est le projet du gouvernement, puisque le premier ministre veut l'amender.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, il y a deux projets et nous étudions en ce moment le second. On m'a suggéré de proposer un amendement; je le sou mets tout simplement à la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais, l'honorable premier ministre aime mieux ce projet que celui de la Commission de la charte?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) veut bien s'asseoir, je vais lui répondre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reprend son siège.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'essaie de les rendre tous les deux aussi parfaits que possible. Je ne préfère ni l'un, ni l'autre des projets. L'un et l'autre me laissent absolument indifférents, c'est au peuple de Montréal à choisir, et je crois qu'il fera un choix judicieux entre les deux chartes qui lui seront soumises. Je suis persuadé que la population saura choisir le système qui convient le mieux à ses besoins. Mais, si l'honorable chef de l'opposition veut bien nous dire lequel des deux il préfère, nous serions enchantés de connaître son opinion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre n'est pas prêt à dire qu'il préfère la cédule A. Il croit tellement en la cédule B qu'il présente une série d'amendements pour la bonifier. Je suis surpris de voir que le premier ministre veut encore échapper à la responsabilité du gouvernement (face) à la charte alternative que l'on présente eu égard de celle de la commission.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande au chef de l'opposition de se prononcer lui-même sur l'un ou l'autre projet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement essaie de se libérer de sa responsabilité et veut mettre cela sur mon dos. Les ministres semblent travailler à faire accepter le deuxième projet plutôt que celui de la commission spéciale.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) aimerait bien à connaître l'opinion du chef de l'opposition sur l'un ou sur l'autre projet, lui qui veut tant connaître les opinions des autres. Et si j'ai demandé à l'honorable chef de l'opposition son opinion, c'est que je le crois capable de donner une bonne opinion sur les affaires de Montréal, qu'il connaît. Il (l'honorable M. Taschereau) dit qu'il a aussi demandé aux autres députés de faire des suggestions, car il croit que tous souhaitent ce qu'il y a de mieux pour Montréal. Ce n'est pas pour échapper à la responsabilité ministérielle. Le gouvernement n'a pas plus de responsabilité que le chef de l'opposition dans ce projet de loi.

Quant aux deux chartes, je le répète, il n'y en a pas une qui a l'approbation du gouvernement et qui est le projet du gouvernement. Le gouvernement n'a pas à se prononcer sur l'une ou sur l'autre. Il entend laisser la population de Montréal se prononcer elle-même et chercher entre les deux projets qui lui seront soumis. Il sait qu'elle saura le faire avec intelligence. Je me suis efforcé, l'honorable chef de l'opposition le sait, de laisser la charte Laporte, telle qu'elle a été présentée en Chambre par la Commission de la charte, intacte.

Quant à l'autre, j'y proposerai tous les amendements que l'on me suggérera pour l'améliorer. Si j'ai présenté, dit-il, quelques amendements à la charte alternative, ce n'est qu'à la suggestion de personnes et ce n'est pas, non plus, comme chef du gouvernement. Si le chef de l'opposition ou n'importe lequel de ses amis ont des suggestions à faire ou des améliorations à proposer, nous sommes ouverts à les étudier. Je n'ai suggéré aucun amendement au projet de loi concernant la charte, parce que je veux le présenter à la population tel qu'il a été présenté, autant que possible, et laisser la population juger d'elle-même. Le peuple de Montréal choisira entre les deux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je n'avais pas un peu d'expérience, je serais profondément touché des compliments que m'adresse l'honorable premier ministre. Mais, si le gouvernement est impatient de considérer les suggestions pour le mieux-être de Montréal, pourquoi n'a-t-on pas invité les députés de Montréal qui sont dans l'opposition à une réunion convoquée récemment pour connaître l'opinion des députés de la région de Montréal, réunion qui avait pour but de considérer et de préparer un système d'administration pour la cité de Montréal, système conçu et mis devant la Chambre dans la cédule B de la charte de la métropole. La

charte alternative, qui est la cédule B, a été conçue par le gouvernement et ce dernier devrait se tenir responsable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) (parlant aux l'honorables M. David et M. Mitchell.)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il préfère attendre que le premier ministre et ses amis aient fini de parler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'excuse en disant que son attention a été détournée par une question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) et le représentant de Westmount (M. Smart) auraient dû être consultés dans un dossier qui concerne le bien de Montréal, étant donné qu'il ne s'agit pas, comme le premier ministre le prétend, d'un dossier gouvernemental.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le caucus des députés libéraux de Montréal, au cours duquel on a décidé de présenter la charte alternative, était un caucus de notre parti. Le gouvernement était libre d'y inviter qui il voulait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah! ah! c'était une réunion du parti pour savoir ce que le parti ferait pour Montréal. Je croyais que cela ne concernait que les intérêts de Montréal. Je trouve que le gouvernement se comporte de manière bien étrange. M. le Président, si j'étais à votre droite, à la place du premier ministre, je tâcherais de garder mes partisans en plus grand nombre quand nous étudions une question aussi importante². Le premier ministre dénigre le projet de charte de la Commission et appuie la charte alternative. Il ne respecte pas la volonté des gens de Montréal, mais essaie de défaire le projet de la Commission, qui est en fait son propre travail.

Si j'étais premier ministre et j'avais créé une commission pour préparer une charte, je n'essaierais pas, avec tout le talent qui caractérise le premier ministre, de déprécier l'œuvre de cette commission, tout en louant le beau travail des commissaires. Si j'étais premier ministre, je ne proposerais pas, un vendredi après-midi, un amendement afin de rendre le second projet plus acceptable aux citoyens de Montréal. Cette nouvelle charte s'appelle la "charte alternative". Ce mot peint bien la politique du

gouvernement. Ce sont mes dernières paroles sur cette question. Le premier ministre ne veut pas prendre de responsabilité. Il ne veut même pas reconnaître son enfant, son projet. Il a même essayé de faire porter la responsabilité à l'opposition. J'espère que le peuple de Montréal, les ouvriers de Montréal, que je sais éveillés, le seront assez dans ce référendum qui va avoir lieu. J'espère que l'on ne se laissera pas prendre à ce jeu.

J'espère que les ouvriers en particulier prendront bien note des actions du gouvernement, et qu'ils lui en tiendront rigueur. Je demande aux représentants des ouvriers à Montréal d'user de leur influence pour défaire le projet de la Commission et faire adopter le bill du gouvernement. Il ne fait aucun doute que c'est une mesure gouvernementale. Le projet de la Commission aurait dû être le seul projet présenté à la Chambre et, si nécessaire, il aurait pu être modifié.

Les membres de la Commission de la charte connaissent la vérité. La Commission de la charte est retournée à Montréal indignée, indignée pour avoir été traitée ainsi par le gouvernement. Ils sont en colère à cause des insultes qu'ils ont essuyées suite à leur présentation devant le comité des bills privés, et ils regrettent à présent d'avoir travaillé des jours et des nuits à préparer leur projet. Le gouvernement ne les a pas traités comme ils étaient en droit de s'attendre. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas agi de franchise, c'est-à-dire en acceptant le projet de la Commission, en l'amendant si nécessaire, et en prenant ses responsabilités?

C'est sûrement parce que le projet de la Commission était trop lourd, que le gouvernement l'a laissé tomber. Le projet de charte alternative a été préparé par des intérêts politiques plutôt que dans l'intérêt de Montréal, et c'est pour cela que le gouvernement l'approuve. Pourquoi alors dire qu'on laisse le peuple libre de choisir? Il est vrai que l'honorable premier ministre ne demeure pas à Montréal. Il ne connaît pas les affaires de Montréal comme son prédécesseur, mais il est le premier ministre de la province et devrait donner à Montréal ce que son prédécesseur a promis.

Pourquoi Sir Lomer Gouin n'a-t-il pas donné à son successeur quelques bons conseils à propos des affaires de Montréal? Combien nous devons déplorer l'absence de l'ancien premier ministre, non pas de cette Chambre, mais de son siège au Conseil législatif. On l'a dit en Espagne, en Italie, on l'a dit à Londres, surveillant nos intérêts. Combien nous devons regretter qu'il ne soit pas ici, lui qui a tant d'expérience dans les affaires et la politique. Il a eu

assez d'ennuis, assez de troubles de toutes sortes, à la suite de certaines histoires politiques de Montréal, qu'il me semble qu'il devrait être ici pour aider le gouvernement à régler les affaires de la métropole. Pourquoi l'ancien premier ministre a-t-il laissé ce grand problème entre des mains si fragiles? Lui qui aime tant sa province, que n'est-il ici? Pourquoi n'est-il pas à son poste? Les journaux ministériels ne nous ont pourtant pas dit qu'il était malade. Je m'arrête, je continuerais bien, mais le premier ministre aime mieux lire *Le Soleil* que de m'écouter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas *Le Soleil* que je lis.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): Les députés de Montréal en général sont satisfaits et approuvent entièrement la conduite du gouvernement prise en cette circonstance et le bill, tel qu'il est actuellement, comportant deux chartes entre lesquelles le peuple de Montréal sera appelé à choisir. Nous sommes satisfaits, à Montréal, que le gouvernement remplisse tous ses devoirs. Le projet de la Commission a été reçu et traité avec courtoisie, et un projet alternatif a été préparé. Ce projet répond aux objections soulevées contre le projet préparé par la Commission de la charte, et il correspond aux souhaits de la vaste majorité. La population peut choisir. Le projet alternatif a été préparé suite à l'assemblée des députés libéraux de la Chambre. Il (M. Miles) ne savait rien, au tout début, de ce projet, mais lorsqu'il en a pris connaissance, il a compris qu'il couvrirait tous les points soulevés lors de cette assemblée.

Selon lui, bien que Montréal souhaite que tous les députés de la Chambre soient bienveillants et apportent leur aide, ce devrait être tout particulièrement les députés de Montréal qui s'occupent des affaires de Montréal. Et je crois que la sortie du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est bien regrettable. Les députés de Montréal connaissent aussi bien la situation que les députés des comtés qui ne sont pas de Montréal. Nous sommes satisfaits à Montréal et la population de Montréal est satisfaite de ce que le gouvernement fait, et lors du référendum, chacune des deux options aura sa chance. Plusieurs s'opposent au système par quartier, mais il (M. Miles) croit que la majorité le désire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Saint-Laurent (M. Miles) me permettra-t-il une question?

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): Certainement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Saint-Laurent me dira-t-il laquelle des deux chartes il favorise?

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent): J'aurai l'occasion de faire mon devoir et je serai prêt à exprimer mon point de vue quand arrivera le référendum.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais pas en Chambre.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) poursuit en disant qu'il s'oppose au projet de la Chambre de commerce, parce qu'il implique deux instances et que Montréal a beaucoup souffert d'un tel système.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le député de Montréal-Saint-Laurent ne s'exprime-t-il pas franchement, puisqu'il prétend parler au nom des gens de Montréal? Le député de Saint-Laurent fait-il son devoir lorsqu'il refuse de nous dire lequel des deux projets il préfère? Je suis surpris de voir que le député de Saint-Laurent n'ait pas le courage de donner son opinion sur un projet qui est soumis à la Chambre, lui qui dit que le chef de l'opposition n'a pas d'opinion à exprimer sur les affaires de Montréal. L'honorable député de Saint-Laurent dit: "Nous sommes satisfaits à Montréal de la conduite du gouvernement."

Qui est-ce qui a informé le député de Saint-Laurent de cela? A-t-il tenu un référendum à lui seul? Il n'a rien pour s'appuyer. Les journaux sont déçus et l'attitude du député de Saint-Laurent ne leur plaira pas. Il ne peut parler au nom de toute la population de Montréal. En fait, je doute qu'il puisse même parler pour les électeurs de sa propre division. Il prétend parler au nom de Saint-Laurent. Je me demande à quel point il représente vraiment Saint-Laurent. Il parle pour lui-même. Ce que le député vient de dire, ce ne sont que des affirmations gratuites.

Je crois, moi, M. le Président, que les électeurs de Saint-Laurent ne pensent pas comme leur député; ils seront surpris, j'en suis sûr, d'apprendre que leur représentant n'a pas eu le courage d'exprimer son opinion sur cette question. L'homme libre et indépendant qu'est le député de Saint-Laurent ne se lève pas pour dire que tous les députés de Montréal auraient dû participer au caucus.

Je ne dirai pas qu'il est très partisan, puisqu'il parle sans arrêt de son indépendance. Il nous a dit qu'il représentait de gros intérêts. Il y a des gens qui ne s'en vantent pas tant et qui représentent des intérêts aussi. Les députés des divisions de Montréal ne sont pas tous aussi partisans du gouvernement que le représentant de Montréal-Saint-Laurent veut bien le croire. L'honorable député de Saint-Laurent, pas plus que d'autres députés de Montréal, n'a été élu comme candidat du gouvernement.

Les députés actuels ont été élus contre les candidats du gouvernement, et en dénonçant même le gouvernement. Je regrette d'être obligé de traiter ainsi l'honorable député de Saint-Laurent ainsi que le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy), qui a été élu par acclamation, parce qu'un candidat n'a pas pu participer à temps à la nomination. Mais si le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) veut continuer à m'attaquer encore, j'ai autre chose à lui dire.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) dit qu'il en connaît assez de l'opinion des gens de Montréal pour assurer que ces derniers sont satisfaits de la façon dont le gouvernement s'est comporté durant la présente session à l'égard de Montréal. Il dit que, lorsqu'il a affirmé que la population de Montréal était en faveur de ce que le gouvernement fait, il s'agissait là d'un fait.

Avant de me prononcer sur ce bill, je veux faire insérer dans une des chartes que les femmes auront droit de vote. Je voterai donc pour la charte qui donnera le droit de vote aux femmes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! voilà un argument en faveur des femmes.

Il (M. Sauvé) poursuit à propos des députés libéraux de Montréal qui furent élus sur une plateforme contre le gouvernement.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga): Pour l'information du chef de l'opposition, il devrait savoir que j'ai été choisi par une convention libérale; je dirai que j'ai été réélu contre son ami personnel, M. Francis Fauteux. Il (M. Bédard) dit que c'est un bon libéral.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'attendais à un grand discours du député de Saint-Henri³ (M. Bédard). Il ne nous en a pas dit long sur son élection. J'en sais long, moi, cependant. Je sais aussi ce qu'il a fait pour être choisi par cette convention. L'honorable député de Saint-Henri a été élu en

dénonçant l'ingérence du gouvernement dans la politique municipale de Montréal et, au conseil de ville, il s'est également prononcé contre le gouvernement. L'honorable député de Saint-Henri a réussi à faire retirer l'ancien député, M. Séverin Létourneau⁴, qui a été nommé au dortoir de la Chambre, pardon, au Conseil législatif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes à étudier un amendement pour décréter que le Comité exécutif de Montréal aura le droit d'ouvrir les soumissions et l'honorable chef de l'opposition en est rendu à parler de ce qu'il appelle la chambre à coucher du Parlement. M. le Président, je soulève un point d'ordre et demande qu'on s'en tienne à la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et le président (M. Monet, Napierville) discutent sur le point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) laisse adopter l'amendement.

L'amendement est adopté.

L'article 21e, alinéa 8, ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 21j, qui se lit comme suit:

"21j. Dans les trente jours qui suivront la première assemblée du Conseil qui sera tenue après l'élection municipale générale de 1921, ou à cette assemblée même, le Conseil devra nommer un directeur en chef qui aura les pouvoirs et les devoirs qui lui sont attribués par la présente loi.

"Toute vacance dans la charge de directeur en chef sera remplie par le Conseil dans les trente jours de cette vacance.

"Jusqu'à ce que le directeur en chef soit nommé ou jusqu'à ce qu'il soit remplacé dans le cas de vacances, le Conseil nommera un directeur en chef provisoire, qui pourra être l'un des chefs de services, dont les pouvoirs cesseront à l'expiration desdits délais de trente jours.

"La nomination, la suspension ou la destitution et le salaire du directeur en chef ne seront décidés que par le vote de la majorité absolue du Conseil, sans rapport préalable du comité exécutif.

"Le directeur en chef doit consacrer tout son temps, durant les jours ouvrables, au service de la cité. Il ne peut avoir aucune autre fonction, ni emploi, ni occupation rémunérée quelconque, ni

avoir aucun intérêt directement ou indirectement, en quelque qualité que ce soit, dans une compagnie d'utilité publique exerçant un service quelconque dans la cité, ou dans un contrat dans lequel la cité est intéressée.

"Le directeur en chef a le droit de surveillance sur tous les chefs de services, sauf le greffier, l'avocat en chef, le contrôleur et les estimateurs. Il a aussi la surveillance de toutes les opérations administratives de la cité.

"Le directeur en chef prépare tous les plans et devis et les soumet au comité exécutif pour approbation.

"Il demande les soumissions et fait rapport sur icelles au comité exécutif.

"Le directeur en chef doit recommander au comité exécutif toutes les mesures qu'il juge nécessaires ou opportunes, et il doit remplir tous les devoirs qui lui sont assignés par le comité exécutif.

"Le directeur en chef a droit d'assister à toutes les séances du comité exécutif, et de prendre part aux délibérations, mais il ne peut y voter."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la phrase suivante soit ajoutée après le premier paragraphe: "Jusqu'à sa nomination, le Conseil ne peut adopter aucun rapport ni règlement." C'est le meilleur moyen de forcer le conseil à nommer un directeur des services sans que l'on soit obligé de recourir aux tribunaux par voie de *mandamus* pour l'obliger à le faire.

Est-ce que le chef de l'opposition lit *Le Soleil*?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, je lis *L'Action catholique*, l'organe de cette école dont le premier ministre a déjà parlé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'où vient cet amendement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est moi qui le propose. Je crois qu'il est de nature à améliorer la charte alternative.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Donc, c'est un projet du gouvernement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Maintenant, honnêtement, le gouvernement ne préfère-t-il pas ce projet alternatif? Je fais remarquer au premier ministre que, s'il continue à proposer ainsi lui-même tous les amendements qu'on peut lui suggérer, on ne se gênera pas pour dire comme moi que cette charte alternative est la charte du gouvernement et que c'est une mesure ministérielle.

Le comité étudie les fonctions du directeur des services.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas le gérant, ça?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, il n'y a pas de gérant dans cette charte, il y a un directeur.

Un amendement au même article est proposé par lequel le directeur des services devra assister aux séances du Conseil exécutif; il pourra prendre part aux délibérations, mais il ne pourra pas voter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui nommera ce directeur?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le Conseil exécutif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Sera-t-il obligé de le nommer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, il sera obligé de le nommer dans les 30 jours.

Divers amendements à cet article sont adoptés.

L'article 21j ainsi amendé est adopté.

Le comité étudie l'article 25, qui se lit comme suit:

"25. Les articles suivants sont ajoutés à la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 79:

"79a. Le jour de la votation pour la première élection générale municipale du maire et des échevins sera le ... jour de ... 1921, et le maire et les échevins élus à cette élection remplaceront le maire et les échevins alors en office, et resteront en fonction jusqu'en avril 1923, pour le maire jusqu'au jour où son successeur aura prêté le serment d'office requis par la loi, et pour les échevins jusqu'au jour de l'élection.

"Toutes les dispositions de la charte concernant les élections générales s'appliqueront à cette élection *mutatis mutandis*.

"79b. Relativement à cette première élection générale mentionnée à l'article 79a, il sera fait par le président du bureau des estimateurs, ou sous sa direction, dans les deux mois suivant immédiatement, une liste des électeurs qui, en vertu de la présente loi, ont droit d'être inscrits sur la liste des électeurs, et qui devra servir à cette élection.

"Toutes les dispositions de la charte concernant la préparation, l'examen, les délais d'avis, la révision et la mise en vigueur de la liste des électeurs s'appliqueront, sauf que l'examen de la liste, autorisé par l'article 51 de la charte, devra se faire dans le cours du deuxième mois ci-dessus mentionné, que le président du bureau des estimateurs devra transmettre cette liste au greffier de la cité immédiatement après l'expiration dudit délai de deux mois, et que la révision de la liste par le recorder devra être terminée dans les trente jours suivant l'expiration desdits deux mois.

"Le greffier ne sera pas tenu de faire imprimer la liste préparée en vertu du présent article, mais il sera tenu d'en livrer une copie clavigraphiée, gratuitement, à chaque candidat. Les candidats à la charge d'échevin n'auront droit qu'à la copie de la liste concernant le quartier où ils sont candidats."

M. Lacombe (Montréal-Dorion) propose un amendement qui aura pour effet que le maire et les échevins élus au mois d'octobre prochain resteront en fonction jusqu'au mois d'avril 1924 plutôt que 1923. Avec le bill tel qu'il se lisait, le nouveau conseil municipal n'aurait été élu que pour 17 mois au lieu de deux ans, comme le veut l'esprit de la loi. Le nouveau conseil sera donc élu pour 27 mois. Il (M. Lacombe) présente cet amendement dans le but de donner au Conseil tout le temps nécessaire pour s'initier au nouveau système d'administration et le faire valoir dans toute sa plénitude.

L'amendement est adopté.

M. Smart (Westmount) veut savoir quelle disposition prévoit le vote des femmes dans le projet alternatif. Le même principe devrait être compris dans les deux projets qui seront soumis au peuple de Montréal, car s'il est bon dans un projet, il doit l'être dans l'autre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y en a pas. De ce que j'en comprends, soit la Chambre haute insérera les articles permettant le

droit de vote des femmes, soit elle les retirera du projet de la Commission de la charte. Ainsi, les deux options seront présentées à la population de la même manière pour ce qui regarde la question du vote des femmes. Cela n'empêche pas par ailleurs le député de Westmount (M. Smart) d'insérer un amendement dans la cédule B, le projet alternatif.

M. Smart (Westmount) s'objecte au principe qui veut que les questions passent par la Chambre basse dans l'idée qu'elles doivent être réglées, sinon elles sont remises à la Chambre haute. Nous avons eu beaucoup trop de lois de ce genre par le passé, et ici, c'est la Chambre populaire, là où ces choses devraient se régler.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, proposez un amendement.

M. Smart (Westmount) propose que les articles 41, 42, 43 et 44 du projet de loi concernant la Commission de la charte (cédule A), qui donnent le droit de vote aux femmes, soient inclus dans la cédule B.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il serait pratiquement impossible de mettre tous les noms supplémentaires sur la liste électorale, à cause des élections d'octobre après le référendum.

M. Smart (Westmount): Cela impliquerait un vote dans deux ans de toute façon. Si les noms ne peuvent être mis à temps sur les listes, ils s'y retrouveront à temps pour le prochain vote.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est très bien, mais il y a aussi la question de savoir si les femmes devraient avoir le droit de vote.

M. Smart (Westmount): C'est la question que nous voulons trancher à présent et ne pas laisser à la Chambre haute. Si cette question se retrouvait dans les deux projets, le bureau des élections pourrait ainsi commencer à la préparer.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le comité l'a laissée dans le projet de la Commission de la charte, mais si le Conseil législatif la refuse, il n'y a aucune possibilité qu'elle se retrouve dans le projet alternatif.

M. Smart (Westmount) souhaite qu'elle se retrouve dans le projet alternatif, parce qu'on a l'impression que le projet de la Commission sera défait.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Il ne faut pas se laisser guider par les impressions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article devrait être effacé du projet de la Commission, puisque les listes ne pourront être préparées avant octobre prochain.

M. Smart (Westmount) insiste à nouveau pour que les articles de la cédule A prévoient que le vote des femmes soit introduit dans la cédule B.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) suggère que le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) prenne à nouveau la parole.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) dit que les associations de femmes de Montréal ont fait des pressions auprès de lui pour que les articles soient insérés dans la charte alternative. Si ces articles sont exclus du projet alternatif et demeurent dans le projet Laporte, ces femmes feront tout pour que le projet Laporte soit adopté. Je suis jaloux du député de Westmount, qui m'a coupé l'herbe sous le pied. On me considérerait comme le défenseur officiel, et à présent, c'est le galant général qui a toute l'attention. Je ne l'envie pas et lui souhaite bien du succès. S'il y avait une objection technique à faire à cela, dû au problème de préparation des listes, nous pourrions le libeller de façon à ce qu'il ne soit opérationnel qu'à partir de la date où les contrôleurs seront prêts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a aussi la question de savoir si les femmes devraient avoir ou non le droit de vote.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) suggère que l'article concernant le vote des femmes soit retiré de la cédule A.

M. le président (M. Monet, Napierville): La cédule A n'est pas devant le comité de la Chambre, telle que nous en avons traité.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) dit qu'en donnant aux femmes le droit de vote dans un système par quartier, cela impliquerait une multiplication des votes de la part de femmes de certaines nationalités, étant donné qu'elles pourront voter dans chacun des quartiers où elles possèdent une propriété. Il ne croit pas que c'est ce que souhaite la majorité des gens de Montréal. Les articles auxquels on réfère pourraient très bien se

retrouver dans la cédule A, puisque ce projet prévoit la présentation, mais il ne serait pas acceptable dans le cas où les élections se tiendraient dans les circonstances ordinaires et selon le système par quartier.

L'amendement du député de Westmount (M. Smart), étant mis aux voix, est rejeté.

L'article est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je trouve regrettable que le premier ministre ne croit pas qu'il vaille la peine, ou plutôt n'ait pas cru bon de faire participer le député de Westmount ou moi-même au caucus où il y fut discuté de ces questions importantes concernant la cité de Montréal. Tout ce que je peux dire, c'est que, depuis que je suis en cette Chambre, jamais je n'ai laissé mes opinions politiques entraver ce que je croyais être bon pour Montréal ou pour la province en entier. Dans toutes les motions ou en toute occasion, je pense tout d'abord à ma cité et à ma province.

La Commission de la charte a reçu les conseils de la part des instances et des individus les plus importants qui ont été invités à apporter des suggestions. Ces points de vue ont été mis en pratique et les décisions de la Commission sont des plus unanimes. Il semble, vu sous cet angle, que les citoyens seraient pleinement satisfaits de la charte telle qu'elle a été suggérée par la Commission et qu'il n'est nullement nécessaire d'en présenter une autre.

Je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos d'adopter le projet de la Commission de la charte. La charte alternative, qui nous donnera le système de 35 échevins, nous ramènera à l'ancien régime qui a fait tant de mal à Montréal. La charte de la Commission a été préparée avec soin et elle a été adoptée presque à l'unanimité des commissionnaires. Le gouvernement aurait dû l'adopter.

En ce qui concerne l'opposition de la Chambre de commerce, j'ai entendu dire que la majorité de ses membres ne s'objectent pas au projet de la Commission et que l'opposition n'est le fait que de quelques personnes. Quant à l'objection du maire

Martin et des échevins, cela peut se comprendre, puisqu'ils craignent de perdre leurs postes; ils sont donc contre, tout naturellement. En ce qui regarde le système des quartiers, comme le suggère la cédule B, cela implique un retour à l'ancien système, duquel les citoyens de Montréal sont lassés, et ils prennent les moyens pour s'en débarrasser. On a beaucoup parlé contre la Commission, mais une vaste majorité des citoyens reconnaissent son travail. Elle a mené Montréal, qui était au seuil de la faillite, vers un état financier très appréciable et, d'ici quelques années, la santé financière de la métropole sera excellente.

Quant à la question de la représentation proportionnelle, c'est là une méthode inconnue pour une cité comme Montréal, qui est si cosmopolite, mais je crois que cela marchera très bien et que les citoyens sont bien prêts à l'essayer. L'élection de quinze échevins dans trois quartiers suffirait aux besoins de la cité, puisqu'un tel conseil, plus restreint, serait plus centré sur les affaires qu'un conseil plus large.

Pour ces raisons, M. l'Orateur, je propose en amendement, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité avec instruction de l'amender en en retranchant la cédule B, et que le bill de Montréal contenant seulement le projet de la Commission de la charte soit adopté.

M. Smart (Westmount): J'approuve l'amendement du député de Saint-Georges (M. Gault). Le projet de la Commission de la charte est un bon projet et nous devrions l'adopter.

Je précise qu'à la Législature, en plus de représenter la cité de Westmount, je représente Notre-Dame-de-Grâce et Côte-des-Neiges ainsi qu'Outremont, et que j'ai droit, tout autant qu'un autre député de Montréal, de m'exprimer sur les affaires de Montréal.

Il est très injuste pour les membres de la Commission de la charte, après tout le temps et l'énergie qu'ils ont mis à l'ouvrage, de voir leur travail en quelque sorte laissé en plan. L'impression que l'on a, c'est que le gouvernement fait une erreur. Des centaines de personnes croient que l'on ne fait cela que pour tuer le projet de la charte. Je n'irai pas jusqu'à prédire quelle sera la décision de mes électeurs lors du référendum, mais je peux dire que leur opinion et celle d'autres personnes que j'ai consultées est que le gouvernement a lui-même soumis ce projet alternatif.

L'impression se répand à Montréal que le maire de Montréal a trop à dire dans les affaires du gouvernement de Québec, fait un peu ce qu'il veut avec la Législature et a reçu trop d'attention. Il (M. Martin) reçoit beaucoup de publicité gratuite, et on a de plus en plus l'impression que le maire est responsable en grande partie des problèmes, ici. C'est une impression regrettable. La charte alternative pourrait bien être appelée la charte Martin. Il est décevant de voir que le maire Martin ait eu trop de latitude lors de la discussion devant le comité des bills privés et qu'il n'ait rien fait d'autre qu'une série de discours purement électoraux. Parmi ceux avec qui j'ai discuté de cette question, on a l'impression que le gouvernement cède aux désirs du maire Martin de faire adopter ce qu'il veut bien. Que cela soit vrai ou non n'est pas la question. Mais il est injuste envers les membres de la Commission de la charte d'introduire ce projet alternatif. Nous savons tous qu'il (M. Martin) joue sur tous les tableaux. Dans son adresse devant le comité, il a lancé l'appel de la race, tout cela en vue des prochaines élections. Le premier ministre n'aurait pas dû attacher autant d'importance au maire Martin, au point d'adopter à peu près tout ce qu'il désirait faire adopter.

Je crois que, si la charte Laporte n'a pas été adoptée, c'est tout simplement que le maire de Montréal a voulu faire adopter sa propre charte à lui; cela est regrettable. Le gouvernement s'est mis dans une position qui lui évite la responsabilité du projet de la Commission. Cela est injuste, étant donné que ce projet, à l'origine, fut proposé par un député du gouvernement. À propos des résolutions de Sir Hormidas Laporte et Alfred Lambert, les représentants de la Chambre de commerce qui participèrent à la commission, j'appuie les propos du député de Saint-Georges (M. Gault). Sur un total de 1,100 membres ici, 16 seulement étaient présents à l'assemblée lorsque la résolution contre le projet de la Commission a été présentée, et ceux qui sont venus ici pour représenter la Chambre de commerce n'avaient pas vraiment de mandat.

L'opposition de la part des membres de la Chambre de commerce n'était absolument pas cautionnée. Sur 16 membres, cinq sont d'anciens échevins de la cité de Montréal, pour la plupart discrédités par les électeurs et n'ayant pas beaucoup de sympathie auprès du public. Les députés de Montréal n'ont apporté aucune objection au projet du maire Martin, au projet des 35 échevins, et cela se comprend qu'ils aient réclamé ici le régime de l'échevinage; ce sont tous des échevins ou des ex-échevins.

Voilà les bases de l'opposition au projet Laporte. La Chambre de commerce et le Board of Trade sont tous les deux derrière le projet de la Commission. La manière dont celui-ci a été traité est complètement injuste. Il (M. Smart) craint que le projet alternatif ne soit accepté par la population, à cause de l'attitude du gouvernement. Cela voudrait dire que Montréal retombera dans l'abîme du désespoir où elle se trouvait auparavant. Pour ma part, je crois que l'on devrait adopter le projet de la commission Laporte et rejeter l'autre projet.

M. Dufresne (Joliette): Je voudrais poser une question à l'honorable premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien.

M. Dufresne (Joliette): Si l'amendement du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) était adopté, cela veut-il dire qu'il y aurait référendum sur la charte de la Commission?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si l'amendement est adopté, il n'y aura pas de référendum et la charte de la Commission sera la charte de Montréal à l'avenir.

Les députés de l'opposition ne devraient pas être offensés parce qu'ils n'ont pas été invités à participer au caucus. C'était un caucus de parti, strictement. Il (l'honorable M. Taschereau) est surpris de voir que des membres de l'opposition veulent faire parti d'un caucus ministériel, et que le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) soit froissé de n'avoir pas été invité. Cela ne se fait pas. (Mais) je regrette qu'il ait été blessé. Les députés libéraux ont autant le droit de prétendre être invités au caucus de l'opposition.

Le gouvernement a certainement le droit d'appeler ses députés et de les consulter sur toutes les questions que ceux-ci désirent porter devant la Chambre. Je crois que l'honorable député de Saint-Georges n'a pas l'habitude d'inviter les députés ministériels aux caucus de son parti. L'eussions-nous invité avec son collègue de Westmount (M. Smart), ils ne seraient pas venus, ni l'un ni l'autre, puisque nous voulions y étudier le projet de la charte no 2 et qu'ils sont tous les deux contre cette charte, et ils proposent maintenant de la rejeter.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Je crois qu'il s'agissait plutôt d'un caucus de députés de Montréal pour discuter les affaires de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est légitime pour le gouvernement, à propos d'une mesure de cette importance, qu'il invite ses amis et discute avec eux pour avoir leur avis.

L'honorable député de Westmount (M. Smart) a dit qu'on avait donné trop d'importance et de latitude au maire de Montréal et qu'on avait même adopté sa charte. Je ne crois pas que l'on ait raison de dire que la cédule B est la charte de M. Martin et que ce dernier a forcé la main au gouvernement et à ses députés. Je tiens à dissiper complètement cette impression. Je suis très impatient d'évacuer cette impression. Je ne veux pas critiquer M. Martin. Il m'a l'air de pouvoir se faire élire quand il veut comme maire de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a promis une enquête, la dernière fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne sais s'il fait des promesses; s'il en fait, le peuple croit à ses promesses puisqu'il l'élit. Nous mettrons de côté cet élément. Qu'a demandé M. Martin et qu'a-t-il eu? Je crois que si on examinait ce qu'il a demandé et ce qu'il a obtenu, on verrait que le maire de Montréal n'a pas obtenu grand-chose de la Législature. Si le député de Westmount (M. Smart) se rappelle ce qui s'est passé à l'assemblée du comité, il se rendra compte que le maire de Montréal, malgré son éloquence - et M. Martin a beaucoup insisté auprès des membres du comité - n'a pas obtenu tout ce qu'il désirait. La charte que nous étudions en ce moment est aux antipodes de celle qu'aurait fait adopter le maire Martin. La cédule B ne contient aucun des éléments que souhaitait y introduire le maire Martin. Le député de Westmount (M. Smart) ne peut pas raisonnablement soutenir que la cédule B est le projet du maire Martin.

Il demandait des pouvoirs très étendus pour le maire, et on ne les lui a pas donnés. Il voulait l'élection du maire et des échevins par le peuple; nous nous sommes entendus avec lui sur ce point, mais il demandait qu'il n'y eût pas de gérant. Ceux qui étaient présents au comité se souviennent que M. Martin a fait la plus violente opposition contre la nomination d'un directeur. Nous en avons créé un, car le directeur des services sera pratiquement un gérant et nous lui confions de larges pouvoirs. Il (M. Martin) demandait le droit de choisir lui-même le comité exécutif; nous avons décidé de le faire nommer par le Conseil de ville. Il demandait de conserver son droit de veto; nous le lui avons refusé. Il voulait conserver le pouvoir de suspendre les

employés, mais avec la nouvelle charte, il n'aura pas le droit de vie ou de mort sur les employés municipaux. Il (M. Martin) s'est battu farouchement pour que le maire et les échevins fussent élus pour quatre ans; nous avons fixé la durée de leur terme pour deux ans. Peut-on prétendre, après cela, que M. Martin a conquis le comité comme il le voulait?

Le maire Martin mérite beaucoup d'estime, en tant que maire d'une grande cité et homme d'importance dans la province, (mais) ni le gouvernement, ni la députation n'étaient prêts à accepter ce qu'il voulait, et en fait, nous avons rejeté à peu près tout ce qu'il demandait. En effet, il a obtenu très peu de ce qu'il réclamait avec tant d'ardeur. Nous n'avons rien accepté de ses suggestions, sauf l'élection du maire, son salaire et la question des quartiers. À part cela, nous n'avons rien donné au maire Martin qui, avec toute son éloquence, nous affirmait qu'il avait la population de son bord.

Et pourtant, il n'a pas obtenu ce qu'il voulait. Je crois que les Montréalais le reconnaîtront, que les journaux le reconnaîtront et que mon honorable ami, le député de Westmount, dont je reconnais la bonne foi, le reconnaîtra aussi. Je voudrais qu'il nous dise à présent si nous avons accepté la charte Martin. Peut-il, avec les journalistes, prétendre que Martin a mené le comité comme il le désirait? Vous voyez que cette charte diffère de tout au tout et sur des lignes essentielles avec le projet du maire de Montréal.

En terminant, laissez-moi vous dire que pas plus la cédule A que la cédule B n'est le projet du gouvernement. Le gouvernement n'a pas recommandé l'adoption ou le rejet de quelque projet que ce soit, et il ne veut s'associer à aucun des deux. Nous avons promis de préparer un projet de charte pour la ville de Montréal, nous lui en présentons deux. Le gouvernement croit qu'il a tenu la promesse de ses prédécesseurs et leurs collègues. Nous avons préparé un projet d'administration que la population de Montréal pourra comparer avec celui de la Commission de la charte, et je suis sûr qu'elle saura faire un bon choix. Le gouvernement laisse le peuple de Montréal libre de choisir celle qu'il voudra. J'espère que mes collègues de Montréal laisseront leur bonne conscience guider leur choix.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je tiens à déclarer que je suis en faveur du référendum. J'aurais voulu que le gouvernement prît la responsabilité de donner à Montréal la charte de la Commission, mais puisque le gouvernement ne l'a pas voulu, je veux qu'il y ait un référendum. Par cet amendement, le référendum n'aurait pas lieu, et le projet de la

Commission de la charte se trouverait adopté dans son entier. L'amendement du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est trop radical.

Je crois que le projet de la Commission de la charte est bon. Or, j'ai déjà déclaré que, dans mon humble opinion, le système de représentation proportionnelle par groupes offrait des dangers, surtout sans le vote obligatoire, et je pourrais citer à mon appui l'opinion du maire de Westmount, M. Rutheford. Cependant, je persiste à prétendre que le gouvernement est injuste envers la Commission de la charte, qui est sa créature. Il refuse d'assumer la responsabilité qui incombait à cette commission lorsqu'elle fut nommée. Quant au référendum, la responsabilité du coût retombe sur le gouvernement qui a refusé de se charger lui-même de doter Montréal d'un mode d'administration conforme aux intérêts de la ville de Montréal.

Pour ces raisons, l'amendement du député de Saint-Georges disant qu'il n'y aura pas de référendum, je serai obligé de voter contre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Aucun des deux projets n'est un projet du gouvernement, et nous n'en recommanderons aucun en particulier à la population de Montréal, qui aura à faire son propre choix sur la question. Le gouvernement leur donnera celui qu'ils choisiront.

M. l'Orateur: L'amendement sera-t-il adopté?

Des députés: Vote, vote!

M. Laferté (Drummond), M. Monet (Napierville), M. Thériault (L'Islet) et d'autres députés: M. l'Orateur, nous demandons le vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Gault, Smart. 2.

Contre: MM. Bédard, Bugeaud, Cannon, Conroy, David, Desjarlais, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufour (Matane), Dufresne, Galipeault, Gaudrault, Grégoire, Lacombe, Laferté, Laurendeau, Leclerc, Létourneau, Madden, McDonald, Mercier fils, Miles, Mitchell, Monet, Moreau, Paquet (Saint-Sauveur), Parrot, Perrault, Ricard, Sauvé, Simard, Taschereau, Thériault, Vautrin. 33.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, celle-ci se divise et l'adopte. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 96 concernant la Société de construction de Montréal;
- bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;
- bill 222 amendant la loi 10 George V, chapitre 79, concernant l'organisation des tribunaux.

Dépôt de documents:

Convention interprovinciale du travail

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 9 février 1920, pour production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et le ministre fédéral du Travail, relative aux représentants de notre province à la convention interprovinciale du travail qui sera tenue prochainement à Ottawa. (Document de la session no 44)

Construction de logements ouvriers

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour production de copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de cette province, relativement à la loi 9 George V, chapitre 10, pourvoyant à la construction de logements ouvriers. (Document de la session no 45)

Commission des logements ouvriers de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 février 1920, pour production de copie de toute correspondance ou autres documents échangés entre le gouvernement de cette province et la Commission des logements ouvriers de Montréal ou aucun de ses membres. (Document de la session no 46)

Saisie de whisky

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 février 1920, pour production de copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et le percepteur du revenu, Thomas-Louis Desbiens, de Saint-Bruno, concernant la saisie d'une certaine quantité de whisky et autres liqueurs fortes, au cours de l'automne 1918; aussi, état indiquant les quantités saisies et les quantités rapportées par ledit percepteur et vendues officiellement, avec le nom des acquéreurs; aussi, copie des instructions données pour le transfert de la plainte du district de Roberval aux officiers de Québec, avec les montants des amendes et des frais à payer; aussi, copie de toutes correspondances entre les ministres et le susdit percepteur, au sujet d'une poursuite prise par l'un des propriétaires des liqueurs saisies, contre ledit percepteur, pour cause de boisson volée ou disparue. (Document de la session no 47)

Saint-Félicien, saisie d'un char de bière

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 février 1920, pour production de copie de toutes correspondances entre le gouvernement et le percepteur du revenu de Roberval ou toutes autres personnes, au sujet de la saisie d'un char de bière à Saint-Félicien, au cours de l'année 1918; aussi, état du produit de la vente. (Document de la session no 48)

Emprunt de Chambly

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 10 février 1921, pour production de copie de toutes correspondances, documents, etc., entre le département des affaires municipales et le conseil municipal de Chambly, au sujet d'un emprunt en 1919. (Document de la session no 49)

Voirie d'Oka

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1921, pour production de copie de toutes correspondances, documents, etc., entre le gouvernement et les conseils des municipalités de la paroisse et du village d'Oka ou toute personne, concernant les travaux de voirie dans lesdites municipalités depuis 1919. (Document de la session no 50)

Dominion Detective Agency

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 3 mars 1921, pour production de copie de toutes correspondances, documents, etc., entre le gouvernement et la Dominion Detective Agency de Montréal, depuis 1920 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 51)

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Succession de T. C. Aylwin

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Montréal

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) présente plusieurs amendements.

Ces derniers sont adoptés à l'unanimité.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose un nouvel article qui se lit comme suit⁵:

"Les articles suivants sont insérés, dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 364*b*, tel d'édicte par la loi 8 George V, chapitre 84, section 35:

"364*c*. La cité est autorisée à imposer une taxe annuelle n'excédant pas dix piastres sur tout célibataire mâle ayant atteint l'âge de vingt-cinq ans, résidant, travaillant ou ayant une place d'affaires dans la cité. Ladite cité pourra aussi décréter de quelle façon cette taxe sera imposée et prélevée, et à quelle époque elle sera exigible. Cette disposition ne s'appliquera pas aux personnes qui font partie d'un ordre religieux, non plus qu'aux célibataires payant une taxe d'au moins dix piastres à la cité.

"364*d*. Tout célibataire qui paye à la cité une taxe d'au moins dix piastres a droit d'être inscrit sur les listes qui servent aux élections municipales."

Le nouvel article est adopté.

Le comité étudie les articles 10 et 11 qui se lisent comme suit⁶:

"10. L'article 17 de la loi 10 George V, chapitre 86, est remplacé par le suivant:

"17. Les deux greffiers de la Cour du recorder de la cité de Montréal qui seront en fonction lors de la mise en vigueur de la présente loi auront droit, s'ils se démettent de leurs fonctions après quinze ans de service comme greffiers ou assistants-greffiers de ladite cour, ou, s'ils sont démis de leurs fonctions par les autorités municipales, excepté pour cause d'inconduite, à une pension annuelle viagère égale à la moitié du salaire annuel qu'ils recevront lors de telle démission.

"Monsieur J.-L. Archambault, conseil du roi et avocat de la cité, est mis à sa retraite et il lui est accordé une pension annuelle égale aux trois quarts du salaire de six mille cinq cents piastres qu'il reçoit actuellement. Cette pension lui sera servie par versements mensuels, sa vie durant, à compter de la sanction de la présente loi.

"La cité paiera à l'ancien secrétaire du département de la police, subséquemment sous-rédacteur du *Bulletin municipal*, à l'ancien médecin en chef de la cité de Maisonneuve, subséquemment transféré au département d'hygiène de la cité et à l'ancien premier assistant-greffier de la Cour du recorder, une pension viagère annuelle égale à la moitié du traitement qu'ils recevaient respectivement au moment où ils ont quitté l'emploi de la cité et à compter de ladite date.

"Chaque de ces pensions leur sera servie leur vie durant et sera insaisissable."

"11. L'article 18 de la loi 10 George V, chapitre 86, est remplacé par le suivant:

"18. Nonobstant les règlements municipaux en vigueur, la cité paiera à M. Olivier Campeau, ancien chef de police, une pension annuelle et viagère, égale à la moitié du salaire annuel que recevait ledit Olivier Campeau lors de sa démission.

"Cette pension courra de la date de sa démission et lui sera servie annuellement sa vie durant, et elle sera insaisissable.

"Il est accordé à monsieur Alcide Chaussé, de Montréal, une pension viagère égale à la moitié du salaire qu'il recevait au moment où il a laissé le service de la cité de Montréal, où il a occupé les postes conjoints d'architecte de la ville et de surintendant des bâtisses; ladite pension, payable à compter du 1^{er} août 1918, lui sera servie durant sa vie et sera insaisissable.

"Sont réputés mis à la retraite depuis novembre 1918 les employés permanents Joseph Charpentier, O. Archambault, J. McMahon, P. O'Connell, E. Brodeur, F. Ménard, Frank Maheux, J.-M. Boisclair, O. Lafliche, David Medill, David McGrath, Clovis Bastien, Napoléon Mainguy, Jean Neaud, L.-N. Sénécal, Arthur Brière et Eugène Létourneau, et la ville leur paiera de cette date une pension annuelle égale à la moitié du salaire touché pendant leur dernière année de service, la présente disposition devant s'appliquer quelle que soit la cédule de la loi 11 George V, chapitre (*insérer ici le numéro du chapitre du bill 100*) adoptée par référendum."

M. Smart (Westmount) demande si le gouvernement approuve le principe contenu dans ces pensions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela ne regarde pas le gouvernement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande au représentant de Westmount s'il souhaite éliminer toutes les pensions.

M. Smart (Westmount) s'objecte en principe à l'allocation d'une pension aux officiers municipaux autres que M. J. Archambault, ci-devant du contentieux de la cité de Montréal, et M. Campeau, l'ancien chef de police.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) est favorable à toutes les pensions.

M. Smart (Westmount) propose que les articles soient retirés.

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga): La surtaxe spéciale de cinq pour cent sur les compagnies de services publics, que le comité des bills publics a retirée, devrait être réinsérée dans la charte. Il propose que la ville soit autorisée à la percevoir pour l'année 1922⁷.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'était seulement une mesure temporaire, alors que Montréal était sensée être dans une situation financière difficile. Cette surtaxe s'applique pour l'année en cours et, si la nouvelle administration la croit nécessaire pour l'année suivante, l'administration qui sera alors en fonction pourra venir devant la Législature et demander les pouvoirs nécessaires. La surtaxe ne sert qu'en cas d'urgence et la période de son application ne devrait en aucun cas être étendue.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) abandonne son amendement.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Voie ferrée
de Kipawa à la rivière
des Quinze**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 199, concernant le contrat passé entre le gouvernement et le chemin de fer interprovincial et de la Baie-James et la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à la construction d'une voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude de la résolution et demande la permission de s'ajourner⁸.

**Greffier et député-greffier
des appels**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux greffier et député-greffier des appels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Jurés en
matière criminelle**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 amendement la loi concernant les jurés en matière criminelle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,
article 1227**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 amendement la version anglaise de l'article 1127 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cour de magistrat,
Saguenay**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 210

amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat de district.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissions rogatoires étrangères

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 216 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux commissions rogatoires étrangères.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Affaires municipales

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus 1888 et le Code municipal de Québec relativement aux affaires municipales, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres publiques, bois et forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au ministre (l'honorable M. Mercier fils) d'expliquer la teneur de son bill.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il est maintenant décidé que le choix et la classification des terres colonisables, à compter de 1923, seront faits par des officiers nommés par le département de la Colonisation et non par ceux du ministère des Terres et Forêts.

Un avis raisonnable de 20 mois sera donné aux marchands de bois dont les lots auraient été classifiés comme colonisables, et ces marchands n'auront pas à se plaindre de la procédure suivie. Les terres classées dans la catégorie des terres propres à la culture peuvent être mises à la disposition et sous le contrôle du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), qui seul sera autorisé à les concéder pour des fins de défrichement.

La plupart des propriétaires de limites se disent satisfaits de la loi et sont convaincus que la nouvelle loi leur donnera satisfaction.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les marchands de bois ont-ils été consultés là-dessus ou, du moins, le seront-ils avant que le choix de ces terres ne soit entièrement laissé au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault)? L'Association des marchands de bois n'a-t-elle pas soumis une enquête dans ce sens à l'honorable ministre des Terres et Forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les marchands de bois nous ont fait d'importantes suggestions et c'est à la suite de leur représentation que nous avons décidé d'ajouter certains amendements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En quoi consistaient donc ces suggestions?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les intéressés m'ont déclaré que les limites à bois qui tombent sous le coup de la nouvelle loi servent de garantie dans la négociation des emprunts obligataires, bancaires et autres. Ils ne veulent donc pas que nous leur enlevions les lots qui sont destinés à sortir de ces limites sans leur accorder, au préalable, un délai équitable. Et nous avons cru bon de décréter que l'avis en question leur serait adressé au moins vingt mois auparavant, au moyen d'une lettre recommandée. De la sorte, nous aurons rendu justice à tout le monde.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) d'avoir présenté cette mesure qu'il préconise depuis plus de quinze ans. Il félicite aussi le premier ministre.

M. Parrot (Témiscouata) et M. Moreau (Lac-Saint-Jean) félicitent le premier ministre qui fait, dès le début de son administration, adopter une loi aussi importante. Ils accueillent avec enthousiasme cette session de biens volontaires et baptisent la nouvelle mesure sous le nom de "Loi Mercier fils-Perrault".

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se dit étonné du fait que ces deux députés (M. Parrot (Témiscouata) et M. Moreau (Lac-Saint-Jean)) ont oublié de célébrer la hardiesse et la logique dont s'est servi le premier ministre dans l'élaboration du projet.

M. Smart (Westmount) veut savoir si cette loi fera en sorte de protéger les terres contre les usines de pulpe et papier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les propriétaires de limites auront un avis de 20 mois, après 1923. Lorsque les terres seront retirées aux propriétaires de limites, le système actuel sera appliqué, système qui consiste à retirer les terres le 30 avril de chaque année, suivant l'émission des billets de location.

M. Smart (Westmount) demande si cela affectera l'émission des obligations de certaines compagnies.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Pour l'instant, le gouvernement pourrait retirer de n'importe quelle limites toute portion de terre qu'il désire le 30 avril de chaque année, suivant l'émission

des billets de location. Le gouvernement en a discuté avec plusieurs propriétaires de limite et, bien que la modification n'est probablement pas celle que ces derniers avaient demandée, ils sont satisfaits de voir que leurs intérêts seront en grande partie protégés. Il est d'avis que les propriétaires de limite auront encore plus de protection sous la nouvelle loi qu'ils en avaient avant.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:**Barreau
de Rimouski**

M. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, requête ou autre communication entre le Barreau de Rimouski et le gouvernement concernant l'administration de la justice.

Adopté.

**École technique
de Québec**

La Chambre procède de nouveau à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois.

L'honorable M. David (Terrebonne)

propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif au bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec avec l'amendement suivant:

"Insérer après les chiffres 80, dans la neuvième ligne desdits amendements, les mots "laquelle a elle-même été remplacée par l'article 23 de la loi 5 George V, chapitre 88."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi le quatorze mars 1921, à quatre heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée après 11 heures.

foncière spéciale mentionnée dans l'article 361*b* de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 8 George V, chapitre 84, section 31, et remplacé par la loi 10 George V, chapitre 86, section 7, cette surtaxe ne devant pas s'appliquer aux compagnies d'aqueduc."

8. La résolution proposée est reproduite à la séance suivante, soit le 14 mars 1912. C'est à ce moment qu'elle sera adoptée.

NOTES

1. M. Monet préside le comité.

2. *L'Événement* du 12 mars 1921, à la page 7, mentionne qu'il n'y avait alors que de 25 à 30 députés présents à la Chambre.

3. Le comté de Montréal-Saint-Henri est le nouveau nom de Montréal-Hochelaga.

4. M. Séverin Létourneau (1871-1949) a d'abord été élu comme député de l'Assemblée législative pour la circonscription de Montréal-Hochelaga en 1912 et 1916, et fut conseiller législatif de la division de Rigaud de 1919 à 1922.

5. Cet article porte le numéro trois dans les statuts.

6. D'après *The Gazette* du 12 mars 1921, à la page 7, ces amendements proviennent du comité des bills privés.

7. Cet article, qui a été retiré par le comité permanent des bills privés, portait le numéro 5 lors de la première lecture:

"5. La cité est autorisée à continuer à imposer et à prélever, pendant l'année 1922, la surtaxe

Séance du lundi 14 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 4 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Traitement
des recorders**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 192 concernant le traitement des recorders.

La loi actuelle charge le gouvernement de la province de payer les recorders. Il s'ensuivra de cette loi que la province retirera les revenus des cours du recorder afin de contribuer au traitement de ces magistrats.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Constables et
constables spéciaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 193 concernant la nomination des constables et des constables spéciaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Maisons
de désordre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 191 amendant la loi concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 213 amendant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Véhicules-moteurs,
enregistrement**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 233 amendant les

statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des assurances**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 189 amendant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt.

**Succession
de John Pratt**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Travaux de la Chambre,
prorogation**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je désirerais attirer l'attention de l'honorable premier ministre sur certaines déclarations publiées par les journaux, disant que la session se terminerait samedi prochain. Je voudrais savoir si la chose a été décidée dans un caucus. Je dois ajouter que l'opposition n'a pas été consultée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Ce ne sont pas les journaux qui prorogent la session. Des journaux avaient annoncé que nous prorogerions samedi dernier. Je dois dire cependant que vendredi, les journalistes sont venus me

rencontrer et m'ont demandé si la session se terminerait samedi. Je leur ai répondu, après en avoir conféré du reste, il y a une semaine avec le chef de l'opposition, que nous espérons proroger samedi prochain, s'il y avait moyen. J'ajoute, M. l'Orateur, que nous n'avons aucunement l'intention de presser le travail et que, s'il le faut, nous resterons ici encore une semaine, deux semaines ou trois même, tout le temps qu'il faudra pour que la législation soit préparée et étudiée avec soin. L'opposition aura l'opportunité de discuter toutes les questions d'importance.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avec la permission de la Chambre, je me lève de nouveau pour déclarer que je n'ai aucunement l'intention de retarder le travail de la session inutilement et que je ne tiens pas à rester ici pour rien. Mais je conseille au premier ministre de retenir la députation en Chambre. Le seul fait que la fin de la session est annoncée suffit d'ordinaire à vider les sièges.

Municipalité de Saint-Mathieu

M. Cédilot (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Cédilot (Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Dominion Detective Agency, G. Savard

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de correspondances, documents, etc., entre le gouvernement et le Dominion Detective Agency ou M. Gonzalve Savard au sujet de l'application de la loi de prohibition, 9 George V, chapitre 18¹.

Pour expliquer cette motion, je suis obligé de rappeler une interpellation que j'ai faite en cette Chambre le 9 février dernier et dans laquelle je demandais si M. Gonzalve Savard, détective de Montréal, était ou avait été à l'emploi du gouvernement en 1920. Le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) m'a répondu non. Après avoir fait certaines recherches, je suis venu à la conclusion que le trésorier s'est trompé.

La nomination de M. Savard a été faite lors de la saisie de boisson au parc Victoria et ce détective avait 50 hommes sous ses ordres pour appliquer les lois de tempérance et de prohibition. Il a reçu \$10,000 du gouvernement pour ses services. M. Savard payait ses hommes \$3.00, mais il chargeait au gouvernement \$8.00 par jour pour leurs services.

Dans un document public, je trouve une déclaration de M. J.-A. Bégin, contrôleur du Revenu, affirmant que M. Gonzalve Savard a été assermenté comme constable de la police provinciale devant le juge Cusson, au mois de juillet 1920. Je vois, sur ce certificat, qui est une carte d'identification que M. Bégin a donnée à M. Savard, sa description. Je vois aussi qu'il a saisi pour le gouvernement de la boisson que des vendeurs expédiaient aux États-Unis. Il (M. Sauvé) cite ce document:

Cour supérieure

Province de Québec
District de Montréal
No 4477

Cie générale d'importation limitée,

Demanderesse

vs

Greater Montreal Land
Investment co. Ltd. et al.

Défendeurs

et

H. Boisseau et al.

Intervenant

DÉTAILS FOURNIS par les intervenants suivant jugement à cet effet.

1. Gonzague Savard était constable de la police provinciale, assermenté comme tel le 7 juillet 1920, à Montréal, par le juge Cusson.

2. Lors de la saisie mentionnée dans cette cause, il agissait en vertu d'une autorisation se lisant comme suit et qui n'est pas en la possession des intervenants:

Lois des licences et de prohibition
License and prohibition laws

Ceci certifie que la personne ci-haut décrite et ci-après désignée est autorisée à faire des recherches et saisies de liqueurs enivrantes.

Nom: Gonzague Savard
Résidence: Montréal
Rue: 340, Saint-Denis
Âge: 43. Taille: 5 pd 10 1/2.
Poids: 222. Yeux: bruns.
Cheveux: noirs

(Signé) J.-A. Bégin
Contrôleur du Revenu, P.Q.

3. L'autorisation verbale donnée par le percepteur du Revenu était au même effet que celle mentionnée dans la carte d'autorisation ci-dessus mentionnée.

Montréal, ce 18 février 1920.
Signé: Lavallée, Desmarais & Desserres,
avocats des intervenants

Il (M. Sauvé) demande si le certificat donné par M. J.-A. Bégin concorde avec la déclaration du trésorier à la Chambre. Pourquoi alors le gouvernement vient-il déclarer à la Chambre que M. Savard n'est pas à son emploi? Pourquoi cette cachette? Pourquoi cacher à la Chambre les noms des employés du gouvernement? Je ne sais si le trésorier s'est fait avoir par ses employés, mais il est responsable devant cette Chambre, et il ne devrait pas y avoir de secrets. Quel genre de système avons-nous si de telles choses se produisent? Ne sommes-nous donc plus une assemblée délibérante? Le gouvernement n'est-il donc plus responsable à la Chambre de ses actes?

Et il va se trouver une majorité pour approuver un pareil régime! Il y a mieux, M. l'Orateur. Il y a, heureusement, des institutions qui existaient avant l'avènement de ce régime. C'est un régime libéral qui a fait cela après avoir si longtemps prêché la liberté, et c'est ce régime qui ne donne pas à un membre de cette Chambre les renseignements

qu'il demande. Et cependant, ces renseignements étaient faciles à obtenir, puisque quelqu'un les a eus au greffe de la cour et a obtenu une liste des causes faites par Savard contre certaines personnes. J'ai ici devant moi la liste des causes qui ont été faites par M. Savard comme détective. Il (M. Sauvé) donne lecture d'une partie de cette liste de plaintes portées contre les vendeurs à la suite de saisies de boissons ou d'enquêtes faites par le détective Savard. Sur les poursuites prises, dit-il, neuf ont été renvoyées et six retirées.

Je ne suis pas ici pour critiquer le gouvernement, je suis ici pour me renseigner sur l'administration. Il est juste que je sache, que tous les députés de cette Chambre sachent les noms des employés du gouvernement, surtout des employés qui ont eu quelque chose à faire avec l'application de la loi de prohibition. On a dit que la loi de prohibition avait été violée, que des amis du gouvernement étaient favorisés, protégés, que le gouvernement fermait les yeux sur l'application de la loi, afin de protéger ses amis, mais ce n'est pas une raison pour ne pas donner l'information demandée en Chambre. Puisque le gouvernement refuse de donner à la Chambre les renseignements que nous demandons, il s'accuse lui-même et donne la preuve de la cause de l'inapplication de la loi de prohibition et permet que les abus continuent. Le gouvernement a fermé les yeux sur plusieurs abus, et je crois que les gens qui se sont rendus coupables de violation de la loi auraient dû aller en prison au lieu de recevoir des honneurs.

Ce M. Savard a reçu jusqu'à \$10,000 en une occasion. Il a travaillé trois mois pour faire appliquer la loi. Pourquoi M. Savard a reçu un tel salaire, alors que certains membres de la police provinciale ne reçoivent que \$700 et \$800 par année? Je demande que le comité des comptes publics se réunisse afin d'étudier cette somme de \$10,000 et d'autres dépenses. Il est temps de connaître certains faits. Il (M. Sauvé) affirme qu'il aura l'occasion d'en discuter de nouveau, lorsqu'il disposera des résultats du travail du comité des comptes publics. L'opposition n'est pas nombreuse, mais elle a les mêmes droits que si elle comptait 50 membres. Je vois le premier ministre qui fait un geste pour montrer qu'il n'a pas peur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Hochant la tête et riant) Je ne fais pas de gestes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) compare le premier ministre à Frontenac, faisant référence à la réponse que le comte de Frontenac servit aux Anglais, lorsque sommé de se rendre, leur disant qu'il leur répondrait par la bouche de ses canons.

Mes paroles sont plus sérieuses que des gestes, déclare-t-il. Il (M. Sauvé) veut savoir ce que fait ce gouvernement libéral sans libertés et, utilisant une expression libérale, que fait-il des droits pour lesquels nos ancêtres se sont battus si vaillamment?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous vous répondrons tout à l'heure.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je proteste contre la façon dont le gouvernement informe la Chambre sur l'administration de la loi de prohibition.

Ah! je sais ce qui s'est passé. Ah! ah! on ne m'en imposera pas ici. Je sais bien ce que l'on disait²: "Faites ce que Perron vous dit de faire³." (Il pointe le trésorier provincial du doigt.)

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Qui a dit ça?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Un officier du gouvernement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nommez-moi donc cet officier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le major Napoléon L'Heureux.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Hein! Ce n'est pas vrai, il n'a jamais dit ça de sa vie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, monsieur, c'est le major L'Heureux qui m'a déclaré cela, le major L'Heureux que le gouvernement a renvoyé parce qu'il parlait trop.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): (Sourit) Ce n'est pas vrai. Il (l'honorable M. Mitchell) proteste et rappelle le chef de l'opposition à l'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous l'avez renvoyé parce qu'il a parlé.

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition (M. Sauvé) à l'ordre et l'avertit de s'en tenir au sujet en discussion. L'honorable député de Deux-Montagnes devrait s'asseoir lorsqu'une question est posée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'asseois mais je ne me couche pas.

M. l'Orateur: L'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) s'est levé pour poser une question. Le chef de l'opposition dépasse les bornes et devrait se limiter à sa motion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le major L'Heureux a été renvoyé parce qu'il parlait trop.

M. l'Orateur dit au chef de l'opposition de rester dans les limites.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le trésorier m'a posé une question et je lui réponds. M. Savard était employé par le gouvernement et avait 50 hommes à sa disposition qui devaient se rapporter au major L'Heureux. C'est le trésorier qui m'a demandé de qui étaient les mots que j'ai cités.

M. l'Orateur rappelle le chef de l'opposition à l'ordre et lui conseille de s'en tenir à sa motion. Le chef de l'opposition s'en éloigne, car le seul nom dont elle fait mention est celui de Gonzague Savard et non du major L'Heureux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je fais cette motion de demande de correspondance pour savoir si le gouvernement a trompé la Chambre. Je veux montrer qu'il n'a pas dit la vérité, lorsqu'il a mentionné que Savard n'était pas à l'emploi du gouvernement. M. l'Orateur, je crois que le trésorier aurait dû répondre au moins à mon interpellation, et j'espère que l'on produira les documents dans cette affaire pour que je prouve ce que j'ai à prouver.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'honorable chef de l'opposition, depuis le début de la session, pour des raisons que je ne connais pas, en ce qui me concerne, s'est appliqué, à toutes les occasions possibles, à ne pas porter directement d'accusation contre le trésorier provincial, à ne pas montrer que le trésorier a failli à sa tâche. Il n'a jamais trouvé rien à lui reprocher, mais il procède par insinuation, en affirmant que quelque chose ne tourne pas rond, en tâtonnant, en insinuant et en allant jusqu'à placer au feuilleton des questions visant à savoir si un dénommé Lewis parlait français et anglais. Il (M. Sauvé) prétendait que ce monsieur ne savait pas le français.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Le trésorier a-t-il le droit de parler ainsi? La motion ne fait pas mention d'un Lewis. Le trésorier est hors d'ordre.

M. l'Orateur dit qu'il va suivre le débat et verra à ce que les règlements soient observés. Si le trésorier provincial se place hors d'ordre, je l'en aviserai.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le chef de l'opposition a insinué que M. Lewis était mon protégé et que je l'avais employé, parce que je prétendais que c'était un de mes amis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le trésorier avait nié connaître M. Lewis.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je le connaissais seulement par ses capacités administratives et pas avant qu'il se joigne au département. Je l'ai engagé seulement parce qu'il avait été hautement recommandé par des gens importants de Montréal. Quant à la question de l'anglais ou du français et de l'administration de la Loi de prohibition, ce sont des choses pour lesquelles je n'aurai jamais à m'incliner devant le chef de l'opposition.

Il (l'honorable M. Mitchell) reproche au chef de l'opposition de faire entendre partout qu'il est contre l'élément français de cette province. Je n'ai pas peur du jugement de la province de Québec sur la façon dont je traite les Canadiens français. J'ai toujours fait mon devoir envers les Canadiens français et je suis prêt à rencontrer mon honorable ami n'importe quand sur ce terrain. Quant à M. Savard, M. l'Orateur, l'honorable chef de l'opposition sait que ce que j'ai dit dans la réponse à son interpellation était vrai et que ce qu'il a dit tantôt ne l'était pas. Quand le chef de l'opposition se lève et dit que j'ai trompé la Chambre, il sait que ce qu'il dit est faux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève une question d'ordre. L'honorable trésorier ne peut pas se servir de ces paroles. A-t-il le droit de dire que j'ai menti?

M. l'Orateur: L'honorable trésorier provincial n'a pas le droit de se servir de cette expression qui n'est pas parlementaire.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Alors je regrette d'avoir dit ce que je n'avais pas le droit de dire, mais j'utiliserai ces mots lors d'une autre occasion. Je retire ces paroles, puisqu'elles ne sont pas parlementaires, mais je laisse la Chambre juge des procédés du chef de l'opposition. Je déclare que, lorsque l'honorable chef de l'opposition a fait une

interpellation pour laquelle il affirme que j'ai mal répondu, je l'ai rencontré et je lui ai dit que son interpellation n'était pas faite correctement, que nous n'avions pas employé M. Savard, mais l'agence de détective Dominion pour laquelle M. Savard travaillait, et je lui ai demandé de la changer. Maintenant, je lui demande de dire si ceci n'est pas vrai. Je lui demande de dire si ce n'est pas vrai.

Il (l'honorable M. Mitchell) reproche au chef de l'opposition d'attaquer des citoyens honnêtes de son département qui sont dans l'impossibilité de se défendre. Gonzalve Savard n'a jamais été employé du gouvernement en 1920, mais simplement l'employé de la Dominion Detective Agency de 1919 jusqu'à 1920, et le gouvernement a payé \$10,000 à l'agence.

Parce que M. Savard a été assermenté comme constable provincial devant un magistrat en tant qu'employé de l'agence, ceci n'implique pas qu'il ait été à l'emploi du gouvernement en 1920. Le chef de l'opposition essaie de faire croire que nous avons trompé la Chambre. Semblable procédé me surprend. Il (l'honorable M. Mitchell) dit qu'il n'a jamais eu de contact, soit directement ou indirectement, avec M. Savard. C'est en la qualité d'employé de la Dominion Detective Agency qu'il a travaillé pour le gouvernement dans des causes au sujet de la mise en vigueur de la loi de prohibition. Mais Savard n'a jamais reçu un sou directement du gouvernement.

Après avoir nié les choses qu'on dit avoir été prononcées par le major L'Heureux, est-ce que le chef de l'opposition acceptera ma parole contre celle d'un employé renvoyé? Je suis surpris que l'honorable chef de l'opposition ait opposé à ma parole celle du major L'Heureux. C'est traiter de façon extraordinaire un membre de cette Chambre. Nous avons payé à l'agence huit dollars par jour pour leurs hommes. Je ne sais pas combien ces derniers ont reçu.

M. l'Orateur, le chef de l'opposition se scandalise parce que M. Savard et d'autres hommes ont saisi de la boisson au pont Victoria. Trouve-t-il que nous avons été trop sévères? Je suis étonné que le chef de l'opposition, qui se plaignait que la loi n'était pas respectée, se plaigne maintenant que trop d'hommes aient été employés pour son application. Mon honorable ami a laissé entendre qu'il allait demander une réunion du comité des comptes publics. Très bien. Nous y fournirons au chef de l'opposition et à ses amis tous les documents, tous les comptes qu'il voudra, et je n'ai pas la moindre crainte quant au résultat de l'enquête. Le chef de l'opposition ne trouvera rien qui n'est pas ouvert au grand jour.

Il donnera crédit au gouvernement et prouvera que celui-ci s'efforce d'appliquer cette loi. Il verra que le gouvernement de cette province administre consciencieusement les finances qui lui sont confiées. Le chef de l'opposition a fait plusieurs insinuations contre le gouvernement depuis le début de la session, mais aucune d'elle n'a le moindre fondement.

Je regrette que le chef de l'opposition ait choisi ce ton pour le débat. Je me suis toujours appliqué à débattre avec le chef de l'opposition d'une manière courtoise, et je veux continuer ainsi, mais je lui demande, lorsqu'il a quelque chose à dire, de se lever et de le dire clairement, sans insinuer et sans tenter de salir la réputation d'hommes qui, je peux lui assurer, ne sont pas coupables.

Avec toutes ses insinuations et accusations, je défie l'honorable chef de l'opposition, je défie n'importe quel homme en cette Chambre ou en cette province de trouver dans mon département un seul acte qui ne soit pas dans l'intérêt de l'administration des lois qui sont votées par cette Chambre, un seul acte qui ne soit pas dans l'intérêt de cette province.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se dit gêné de répliquer au trésorier après ces déclarations inutilement agitées. Je suis surpris d'entendre le trésorier me dire que c'est contre lui personnellement que je dirige mes attaques depuis le début de la session. Le trésorier me connaît très bien.

Il (M. Sauvé) promet qu'il aura l'occasion de parler de M. Lewis et de cette affaire avant la fin de la session, et le trésorier ne sera pas celui qui sortira le plus blanc de cela. C'est un fait connu que Savard était employé par le gouvernement et qu'il était l'organisateur du groupe qui a coûté \$10,000 à la province. J'ai demandé au trésorier si Savard a été à l'emploi du gouvernement. Il me répond que non.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous n'avons jamais engagé M. Savard. Il travaillait pour la Dominion Detective Agency que nous avons employée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Savard et la Detective Agency, c'était comme l'honorable M. Mitchell et le trésorier, c'était la même chose.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non monsieur, nous n'avons jamais payé un sou à Savard; nous ne l'avons jamais employé directement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Lorsque j'ai posé la question, dit-il, il était du devoir du gouvernement de dire à la Chambre que Savard était employé, que ce soit par la Dominion Detective Agency ou autre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Une telle réponse n'aurait pas été vraie, car nous ne connaissons pas M. Savard. La Dominion Detective Agency est la seule entité que nous connaissons dans cette affaire et M. Savard est à son emploi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): En tout cas, Savard a été assermenté comme constable provincial. Si on l'avait assermenté comme constable, on devait savoir qu'il travaillait pour le gouvernement.

Les gens qui ne siègent pas en Chambre doivent tout autant dire la vérité que ceux qui y siègent. Si on avait tenu la commission royale que j'avais demandée, la population aurait eu tôt fait de vérifier si le gouvernement est responsable de l'échec de la loi. Bientôt, nous aurons un autre débat à ce sujet, et je suis convaincu que, lorsque nous enquêterons au comité des comptes publics, nous verrons si c'est le major L'Heureux qui a dit vrai ou un autre.

La motion est adoptée.

Chambre commerciale des cultivateurs

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne au sujet de la Chambre commerciale des cultivateurs depuis le mois de janvier 1919.

Je désire savoir quel a été le résultat des promesses faites par le gouvernement au sujet de cette affaire. Je sais que l'organisateur de cette filouterie a été arrêté et condamné à la prison, à la suite des dénonciations de l'opposition en 1919, mais je veux savoir ce que le gouvernement a fait pour protéger les victimes en cette affaire.

De quelle façon les billets des cultivateurs ont-ils été considérés? Je sais que ceux dont les billets n'avaient pas été escomptés à la Banque Nationale n'ont rien payé. Mais les cultivateurs dont les billets ont été escomptés, comment ont-ils été traités?

La Chambre commerciale des cultivateurs a fait faillite. Elle avait un actif que détient la Banque Nationale, pour paiement des billets escomptés. Mais le montant total des billets escomptés étant plus considérable que l'actif, la Banque Nationale poursuit des cultivateurs, signataires de billets, pour se faire rembourser cette différence. Ce système est injuste, parce qu'un certain nombre de cultivateurs, en fin de compte, auront payé le plein montant de leur billet quand d'autres signataires également n'auront rien payé.

La Banque Nationale aurait dû en arriver à un règlement plus équitable et le gouvernement, il me semble, aurait dû trouver moyen d'éviter tant de poursuites contre les cultivateurs et devrait faire quelque chose pour les aider. La différence entre l'actif et le montant des billets escomptés aurait dû être payée par tous les signataires dont les billets avaient été escomptés, et non pas rien que par quelques-uns. De cette façon, la perte aurait été beaucoup moins considérable et les frais judiciaires, beaucoup moins élevés: les frais d'avocats et de cour ne se seraient pas élevés à des milliers de piastres.

Il me semble que l'on aurait dû obtenir une entente de tous les cultivateurs pour que tout le monde payât sa part. Je voudrais savoir, en tout cas, ce qui a été fait, et je me demande si on n'a pas, dans cette affaire, laissé favoriser quelques intéressés.

J'accuse le gouvernement de n'avoir pas su ou de n'avoir pas voulu intervenir de façon à protéger avec équité les cultivateurs, qui ont été ni plus ni moins que les victimes d'une lacune dans l'administration de la province, lacune qui n'a disparu que lorsque l'opposition, pendant 10 ans, en a montré les tristes conséquences, soit sur les assurances mutuelles, soit sur les parts de mine.

Il y a eu une enquête au sujet de l'affaire de la Chambre commerciale des cultivateurs et de la Banque Nationale. Quel en a été le résultat? Le public ne l'a jamais su. Le tout s'est fait à huis clos et finalement, on a bien fait condamner Turner à la prison, mais était-il le seul coupable? S'il y en avait d'autres, qu'en a-t-on fait? C'est le procureur général qui, en 1919, a promis à la Chambre d'intervenir dans cette cause; c'était à lui de nous dire avant aujourd'hui le résultat de son intervention.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Voilà un cas typique qui montre comment le chef de l'opposition trouve des raisons de faire des reproches au gouvernement. Il est injuste dans sa façon de discuter. Le gouvernement n'est pas fautif et ne peut être blâmé pour ce qui s'est produit. La Chambre

commerciale des cultivateurs a été incorporée en 1918 par le secrétaire provincial (l'honorable M. Décarie) de la façon habituelle, et toutes les formalités ont été respectées. Si l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé) avait été secrétaire de la province, quand les promoteurs de la Chambre commerciale des cultivateurs se sont présentés pour obtenir les lettres patentes les constituant en corporation, il n'aurait pu faire autre chose que de leur accorder ces lettres patentes. Car le secrétaire de la province n'a pas la discrétion de refuser des lettres patentes aux promoteurs de nouvelles compagnies, quand rien ne le justifie de prévoir qu'il y aura de l'escroquerie.

Dès que l'attention du gouvernement a été attirée sur cette institution, des mesures ont été prises par le gouvernement pour faire cesser ses opérations et pour protéger les cultivateurs qui prenaient des parts dans cette compagnie. À la suite du vol qui a été commis, le gouvernement a fait arrêter le gérant de la compagnie. Il lui a fait subir un procès et il a été condamné à six mois de prison. La compagnie a été mise en liquidation et son actif est maintenant entre les mains d'un liquidateur.

Nous avons pris des procédures civiles pour annuler les chartes de la Chambre commerciale. L'organisation a été dénoncée et les cultivateurs en ont été avertis. L'honorable chef de l'opposition croit-il pouvoir faire mieux? Que pouvions-nous faire de plus? Eh bien, nous avons fait plus. La Chambre des cultivateurs avait des billets en sa possession. Des billets pour une somme de \$60,000⁴ ont été suspendus et remis aux cultivateurs qui les avaient signés. Il y avait cependant des billets qui avaient été escomptés de bonne foi par la banque. Il est inutile de songer à en faire rembourser le montant aux signataires. Il est impossible de demander aux banques qui ont escompté ces billets d'en payer la valeur.

L'honorable chef de l'opposition trouve que le gouvernement aurait dû réunir tous les signataires de billets et faire payer à ceux à qui les billets avaient été remis une partie de l'argent qui est dû par ceux dont les billets avaient été escomptés. Il a insinué que nous avions des préférences pour la Banque Nationale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable chef de l'opposition l'a insinué, il a insinué que nous favorisons une banque, parce que nous ne remboursons pas les signataires de billets dont les billets avaient été escomptés. Le gouvernement n'a pas favorisé de banques.

Il a dit aux signataires de billets qui étaient dus à la banque: "Si on vous poursuit, venez nous trouver et nous vous défendrons; nous ferons un test-case et nous ferons décider par les tribunaux si vous êtes obligés de payer ces billets." Le département du procureur général n'a pas encore été averti de ces poursuites, et dès qu'il le sera, il entend tenir les promesses qu'il a faites. Pouvions-nous faire plus? Il me semble que non. Mais l'honorable chef de l'opposition aurait voulu que nous convoquions tous les signataires des billets et que nous faisons payer les pertes par tous les signataires, ceux dont les billets étaient aux banques, comme ceux à qui les billets ont été remis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit ça.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites donc ce que vous avez dit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est douloureux...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dites-moi ce que vous avez dit. Vous me répondrez tantôt par un discours. Je ne veux pas être interrompu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mon plan consisterait dans l'intervention du gouvernement auprès de la banque en faveur des signataires de billets. J'ai dit que la Banque Nationale aurait dû réunir tous les signataires de billets et leur demander de s'entendre pour que les sommes qui lui sont dues soient payées par tous et non pas seulement par ceux dont les billets furent escomptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est bien ce que j'avais compris. En vertu de quel pouvoir aurions-nous pu faire cela? M. l'Orateur, nous ne pouvons dicter aux banques ce qu'elles doivent faire. Je le répète, nous avons fait tout ce qui était possible de faire pour aider les cultivateurs qui avaient été pris dans cette affaire. Et l'honorable chef de l'opposition n'aurait peut-être pas fait mieux; il n'aurait peut-être pas fait autant que nous avons fait.
(Applaudissements)

Il faut être pratique. Nous avons donné aux signataires de billets non escomptés l'assurance qu'ils ne seraient pas appelés à payer. S'ils sont poursuivis, le gouvernement les défendra. Que pouvons-nous faire de plus? Je laisse la Chambre et la province juger de ce que nous avons fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a tort de se monter tant sur cette affaire. Je crois, dit-il, que ce ne sont pas ces remarques modérées sur la Chambre des cultivateurs qui ont eu le don d'échauffer le premier ministre, mais que c'est l'autre motion qui l'a fait fâcher. Le gouvernement aurait dû faire un arrangement pour que tous les signataires de billets qui ont payé soient remboursés. Je ne savais pas que le gouvernement avait offert à des cultivateurs de les défendre contre la banque qui détient leurs billets. Je voudrais bien savoir ce qu'on a fait exactement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons offert aux cultivateurs de les défendre. Nous étions prêts à faire un test-case, mais on ne nous l'a pas demandé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis heureux d'entendre cette déclaration. Si on avait rendu la loi plus sévère, on aurait évité ces pertes d'argent aux cultivateurs.

La motion est adoptée.

Meurtre de E. Auger

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre: Copie de toute correspondance, etc., depuis 1920 inclusivement, entre le gouvernement et M. Napoléon Laliberté, avocat, concernant l'enquête et le procès sur le meurtre de Ena Auger et au sujet de l'accusé Létourneau.

La Chambre sait qu'un nommé Létourneau a été accusé du meurtre de son cousin. Cet homme a été acquitté par les grands jurés. Des personnes ont demandé au procureur général de lui faire un nouveau procès. Je voudrais savoir pourquoi on a accordé ce nouveau procès, quand Létourneau avait été acquitté. Il y a eu des protestations des gens de la localité, qui étaient fort scandalisés. Qu'a fait le gouvernement dans cette affaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Ena Auger n'a pas été assassiné. C'est un autre Auger qui a été tué par un nommé Létourneau. Il a été accusé du meurtre d'Alp. Auger son commis.

Létourneau a été traduit devant les grands jurés qui, après avoir entendu des témoins, ont déclaré qu'il n'y avait pas matière à procès. Cependant, le grand jury n'est pas une cour.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y avait-il eu une enquête?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement. L'honorable chef de l'opposition n'est pas familier avec notre droit administratif. Il y a eu enquête préliminaire, à la suite de laquelle Létourneau a été envoyé aux assises criminelles, où le grand jury l'a acquitté, déclarant qu'il n'y avait pas matière à procès. Cela n'était pas un acquittement. Le département du procureur général cependant a cru qu'il ne devait pas laisser cette cause de côté. Le procureur général a le droit d'émettre un nouvel "indictment" lorsque, dans des cas comme celui-ci, il croit que justice n'a pas été rendue. C'est ce qui a été fait.

Au terme suivant des assises criminelles, le département du procureur général a préparé un nouvel "indictment". Létourneau a subi un second procès devant un autre grand jury à la suite duquel, cette fois, il a été trouvé coupable de "manslaughter" avec recommandation à la clémence de la Cour, et condamné à 10 ans de pénitencier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il pourrait avoir la correspondance à ce sujet avant la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il avait un avocat, Létourneau pour le défendre? L'affaire ne s'est pas passée à huis clos comme dans l'affaire Garneau, j'espère.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, les accusés ont toujours un avocat. Le magistrat décide si l'enquête préliminaire doit être tenue à huis clos ou non.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On n'a pas fait comme pour Binet et Palmer, accusés du meurtre de Blanche Garneau, qui n'ont pas d'avocat pour les défendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils ont le droit d'avoir un avocat. Et puisque le chef de l'opposition s'intéresse particulièrement au sort de

Palmer et Binet, je puis lui dire que, même s'ils ne nous demandent pas d'avocats, le département du procureur général leur en donnera.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, puisque l'enquête se fait à huis clos et qu'on ne permet à personne d'approcher les accusés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ils peuvent avoir des avocats s'ils le veulent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je présume que c'est parce que le premier ministre a annoncé d'avance qu'ils seraient pendus qu'il est inutile pour eux d'avoir des avocats pour les défendre. Je ne voudrais pas que le premier ministre laissât croire que le chef de l'opposition a des relations avec Palmer et Binet. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Six heures!

La motion est adoptée.

M. l'Orateur: Il est 6 heures, je quitte mon siège.

La séance est levée à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Dentistes

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 171 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux dentistes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Enfants trouvés

M. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 177 amendant les statuts

refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés placés sous la garde de certaines institutions.

Adopté.

En comité:

M. Tessier (Rimouski) dit que ce bill est présenté à la demande de certaines institutions religieuses, et notamment de la Société catholique de protection et de renseignement.

Le comité étudie l'article 1.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose qu'un quatrième paragraphe soit ajouté à l'article 1:

"725*d*. Sujet aux dispositions ci-dessus, toute personne à qui telle institution aura confié la garde d'un enfant, qu'il soit un enfant trouvé ou non, aura les mêmes droits de surveillance, d'autorité et de possession à l'égard dudit enfant que ceux possédés et exercés par ladite institution."

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

L'article 2 et le préambule sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Barreau de la province de Québec

M. Dufresne (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dufresne (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaire des incendies de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 159 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le commissaire des incendies dans la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemin Corneau, Saint-Hyacinthe

M. Phaneuf (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de Chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Traitement des recorders

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 192 concernant le traitement des recorders.

Adopté.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se

formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 213 amendant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Véhicules-moteurs, enregistrement

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

Voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 199 concernant le contrat passé entre le gouvernement et le chemin de fer Interprovincial et de la Baie James et la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à la construction d'une voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, relatif à la construction d'une voie ferrée, du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscaming ou Kipawa et, de là, dans une direction nord-est jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie, ledit contrat passé le sixième jour d'octobre 1920 entre le gouvernement de la province de Québec et la Compagnie de chemin de fer Interprovincial et de la Baie James et la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A

Contrat et acte de convention

Passé le six octobre, en l'année mil neuf cent vingt.

ENTRE SA MAJESTÉ le roi George V, représenté par l'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, dûment autorisé par un arrêté ministériel portant le numéro 1914, sanctionné par le lieutenant-gouverneur de la province, le sixième jour d'octobre 1920, dont copie est annexée aux présentes ainsi que M. Alphonse Gagnon, secrétaire du département des Travaux publics et du Travail, conformément à l'article 2359 des statuts refondus de la province de Québec, 1909,

Partie de première part;

ET LA *Interprovincial & James Bay Railway Company*, ici représentée par Anthony D. MacTier, son président, et par Henry C. Oswald, son secrétaire, en vertu et en conformité d'une résolution adoptée par son bureau de direction, à une assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, le seize septembre 1920, et dont une copie certifiée est annexée aux présentes, pour toutes les fins nécessaires,

Partie de seconde part;

ET THE *Canadian Pacific Railway Company*, ici représentée par Edward W. Beatty, son président, et Henry C. Oswald, son assistant-secrétaire et, en vertu et en conformité d'une résolution adoptée par son bureau de direction à une assemblée dûment convoquée et tenue à Montréal, le seize septembre 1920, et dont une copie certifiée est annexée aux présentes, pour toutes les fins nécessaires,

Partie de troisième part.

LESQUELLES dites parties ont déclaré ce qui suit, savoir:

1. Attendu que, par une loi de la Législature de la province de Québec, 9 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à une compagnie de chemin de fer une subvention de quatre mille acres de terre par mille, non convertible en argent, sur une longueur de cent milles pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée à partir d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscaming ou Kipawa - et de là dans une direction nord-est jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie;

2. Et, attendu que, par la loi de la Législature de la province de Québec, 10 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, en sus de la subvention aux présentes susdécrite, une subvention de mille six cents piastres (\$1,600) par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne de chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie, et à la même compagnie de chemin de fer, une subvention additionnelle de six mille quatre cents piastres (\$6,400) par mille, pour le réseau décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus au cas où la compagnie ne pourrait toucher telle subvention du gouvernement du Dominion;

3. Et, attendu que, par la loi du Parlement du Canada, 1 Édouard VII, chapitre 66 et les lois qui l'amendent, *The Interprovincial and Bay James Railway Company* est autorisée à tracer, construire et exploiter une ligne de chemin de fer entre les terminus, et dans la direction et par la route mentionnée et décrits plus haut;

4. Et, attendu que la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique s'est engagée à fournir à *The Interprovincial and James Bay Railway Company*, pour construire ladite ligne de chemin de fer, et à céder à *The Interprovincial and James Bay Railway Company*, toutes les subventions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder pour ladite ligne de chemin de fer;

5. Et, attendu que la compagnie, partie de seconde part, s'engage à déposer, conformément à la loi 2 George V, chapitre 5, au département des Travaux publics et du Travail, à Québec, les plans, profils et livres de renvoi, ainsi que les devis des travaux qu'elle se propose d'exécuter sur la ligne subventionnée ci-dessus mentionnée et décrite, de même que les plans des travaux et dessins descriptifs des principaux ponts et ponceaux, (y compris les travaux de maçonnerie et de superstructure); lesquels plans, etc., seront examinés et certifiés conformément à la loi et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport favorable du ministre des Travaux publics et du travail, partie de première part;

6. Et, attendu que l'ingénieur du gouvernement attaché au département des Travaux publics et du Travail, à Québec, a, conformément à la section 10 de la loi 2 George V, chapitre 5, préparé un devis marqué "A", annexé aux présentes et dans

lequel il a déterminé la nature des travaux à faire dans chaque section continue et ininterrompue de dix milles à compléter sur chaque ligne subventionnée, de manière que ledit ingénieur puisse, dans un rapport à cet effet soumis audit ministre des Travaux publics et du Travail, après inspection et vérification sur les lieux, déterminer et aussi détermine sur réception des documents mentionnés au susdit article 5 des présentes, la part des subventions à accorder à chaque chaînon ou section continue et ininterrompue de dix milles en proportion du coût de construction de la totalité de ladite ligne, tel qu'évalué par ledit ingénieur dans sesdits rapports.

Les compagnies, parties de seconde part et de troisième part, en considération des subventions à être accordées en la manière indiquée aux présentes, ont convenu avec Sa Majesté et ses successeurs, ici représentés comme susdit, de ce qui suit:

7. La partie de seconde part s'engage à faire construire et compléter d'une manière *bona fide* la section de sa ligne de chemin de fer ci-après décrite, à partir d'un point au terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est jusqu'à un point aux ou près des Rapides de la rivière des Quinze, en passant par le village de Ville-Marie, ladite ligne ne devra pas excéder soixante-dix-sept milles de longueur, son tracé indiqué en substance sur la carte annexée aux présentes, ou les points de la ligne à suivre qui seront indiqués sur les plans, profils, etc., devant être produits au département des Travaux publics et du Travail et ultérieurement approuvés comme susdit; ladite partie de seconde part s'engage également à construire et compléter tous les ponts, ponceaux et autres travaux s'y rattachant, ainsi qu'à faire et exécuter tous les travaux de génie civil, arpentage, etc., requis soit sur les lieux ou dans la préparation des autres plans, ou dans l'exécution des autres travaux qui pourront être demandés; les pentes et la ligne devant être les meilleures qui puissent être choisies, étant donné la nature du terrain et la topographie de la contrée traversée par ce chemin de fer; le tout conformément aux devis marqués "A" annexés aux présentes, et à la satisfaction complète du lieutenant-gouverneur en conseil.

Il est aussi convenu entre les parties que le tracé du chemin de fer devra être approuvé à la Commission des chemins de fer du Canada;

8. La partie de seconde part s'engage aussi à construire son chemin de fer en suivant une ligne aussi droite, aussi directe que possible, conformément au tracé adopté et aux plans, profils,

etc., qui devront être produits et approuvés comme susdit, avec ou sans modification, par le ministre des Travaux publics et du Travail, en tant que la chose peut être praticable entre les points ci-dessus indiqués, sans autre déviation que celles qui seront jugées absolument indispensables et qui devront être autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'éviter des obstacles jugés insurmontables ou trop grands au point de vue du génie civil, et la partie de seconde part devra déposer audit département des plans, profils et livres de renvoi supplémentaires pour chacune de ces déviations ainsi autorisées conformément aux dispositions de la loi à cet égard;

9. La concession de la totalité ou d'une partie de la subvention en terres et des subventions en argent susmentionnées devra être accordée à la partie de seconde part comme devenant à elle dues, conformément aux dispositions édictées par la loi 2 George V, chapitre 5 et conformément aux termes de la susdite clause 6 du présent contrat et de toute autre loi s'y rapportant, sujet aux charges et aux obligations indiquées aux articles 6654 à 6657, tous deux inclusivement, des statuts refondus de Québec, 1909, et dans le présent contrat; avec l'obligation de préalablement fournir et produire au département des Travaux publics et du Travail tous autres arpentages, estimations détaillées et autres choses requises par le ministre, partie de première part, de lui donner pleine satisfaction en ce qui concerne la valeur des travaux faits telle que comparée avec celle des travaux restant à faire sur ce chemin de fer, de le compléter et de le mettre en bon état d'exploitation;

10. La partie de seconde part s'engage en outre à commencer les travaux décrits dans le présent contrat aussitôt que possible au cours de la saison favorable aux travaux, conformément à la loi 2 George V, chapitre 5, et à les continuer sans interruption jusqu'à ce qu'ils soient entièrement complétés à la satisfaction et sur les rapports favorables de l'ingénieur du gouvernement, et cela dans les délais ci-après fixés par sa charte et par ladite loi 2 George V, chapitre 5, sujette à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir:

Commencer la construction dudit chemin de fer avant le dix-sept mars 1921 et la compléter dans le délai fixé par la loi 2 George V, section 9, car ce délai est jugé nécessaire et, sans lui, le présent contrat n'aurait pas été fait ni passé; et il est convenu que, à défaut par ladite partie de seconde part d'ainsi compléter les travaux susdécrits et requis lors ou

avant l'expiration des délais ci-dessus spécifiés, elle sera déchue de ses droits, titres, privilèges et réclamations dans ou à la totalité ou une partie desdites subventions lui échéant qui pourraient alors rester encore payables, de même que toutes les sommes d'argent qui pourraient échoir ou être dues à ladite partie de seconde part, à la date où les travaux ainsi entrepris par elle ne seront pas complétés, sujet aux dispositions de la loi 2 George V, chapitre 5, suscitée;

11. La partie de seconde part sera tenue, après l'achèvement des travaux sur sa ligne subventionnée tels que décrits et requis ci-dessus, de la maintenir constamment en bon état et en bonne condition, ainsi que le matériel roulant requis pour la circulation régulière des trains suivant les besoins du trafic et du public voyageur, et elle s'engage, en outre, à exploiter ce chemin de fer sans interruption et à remplir fidèlement cette obligation, sujet à toutes charges et responsabilités légales; ou elle pourvoira, en vertu des mêmes obligations, à cette exploitation et à cet entretien, par bail à la partie de troisième part;

12. Il est aussi entendu que ladite ligne de chemin de fer, ainsi que les travaux qui en dépendent, de même que tous les droits, privilèges, immunités, biens personnels et réels de tous genres quelconques appartenant à ladite compagnie, partie de deuxième part, seront, après l'achèvement de ladite ligne de chemin de fer et des travaux qui s'y rattachent, censés être la propriété de la partie de deuxième part, sujet aux charges et obligations ci-dessus spécifiées, et qui deviendront applicables si le cas s'en présente;

13. La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, partie de troisième part, donne à Sa Majesté, telle que représentée aux présentes, la garantie que la Compagnie de chemin de fer Interprovincial et de la Baie James, partie de deuxième part, remplira et observera bien et fidèlement les différentes clauses s'appliquant à ladite partie de deuxième part, dans le présent contrat;

14. La partie de troisième part cède à la partie de deuxième part toutes les subventions payables par Sa Majesté, sujet aux dispositions de la clause ci-dessus du présent contrat.

EN FOI DE QUOI les parties contractantes de première, deuxième et troisième parts représentées comme susdit ont apposé leurs sceaux officiels aux présentes et les ont signées après lecture faite.

Signé par le ministre et le
secrétaire du département des Travaux
publics et du Travail qui ont apposé
leur sceau officiel,

ANTONIN GALIPEAULT,
Ministre des Travaux publics et du Travail.
ALPH. GAGNON,
sec. dépt. des T.P.T.

en présence de
IVAN-E. VALLÉE,
*Ingénieur en chef et directeur des chemins
de fer T.P. et T.*

Signé par le président et le secrétaire
de la Compagnie de chemin de fer
Interprovincial et Baie James,
qui ont apposé son sceau officiel,

A.D. MACTIER,
Président.

H.C. OSWALD,
Secrétaire

en présence de
IRENE CASEY
(Sceau)

Signé par le président et l'assistant-secrétaire
de la Compagnie du chemin de fer
Canadien du Pacifique,
qui a apposé son sceau officiel.

E.W. BEATTY,
Président.

H.C. OSWALD,
Asst.-Secrétaire.

en présence de
IRENE CASEY
(Sceau)

EXTRAIT du procès-verbal de l'assemblée du bureau de
direction de la *Interprovincial and James Bay
Railway Company*, tenue au bureau principal
de la compagnie, dans la cité de Montréal, le
jeudi, 16^e jour de septembre 1920.

ATTENDU que des arrangements ont été faits
pour la construction, au moyen de subventions, d'une
ligne "à partir d'un point au terminus actuel de la
ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou
près de Témiscaming ou Kipawa, et de là, dans une
direction nord-est à la rivière des Quinze, en passant
par Ville-Marie", conformément aux plans, profils et
livres de renvoi et estimations sujets à l'approbation
du gouvernement;

ET ATTENDU qu'il est nécessaire de faire un
contrat avec le gouvernement de Québec au sujet
dudit prolongement;

ET ATTENDU qu'un projet de rédaction dudit
contrat et acte d'arrangement proposés a été soumis à
l'approbation de cette assemblée;

En conséquence, il a été résolu:

Que le président et le secrétaire de la
compagnie soient, et par les présentes ils sont,
autorisés à exécuter ledit arrangement sous le sceau
corporatif de la compagnie.

Certifiée vraie copie.
H.-C. OSWALD,
Secrétaire.

Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique

Extrait du procès-verbal d'un réunion du
comité exécutif du bureau de direction de la
Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique,
dûment convoquée et tenue au bureau principal de la
compagnie, à Montréal, le jeudi, 16^e jour de
septembre 1920.

Attendu que par acte de la Législature de
Québec, 1920, chapitre 2, le lieutenant-gouverneur
en conseil a été autorisé à accorder à la compagnie
certaines subventions pour un chemin de fer "depuis
un point au terminus actuel de la ligne du chemin de
fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming
ou Kipawa, et de là dans une direction nord-est,
jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-
Marie", conformément aux plans, profils et livres de
renvoi et estimations sujets à l'approbation du
gouvernement;

Et attendu que la *Interprovincial and James
Bay Railway Company* est autorisée à construire un
chemin de fer entre lesdits points et qu'il est
nécessaire, à raison du fait que lesdites subventions
sont votées en faveur du Canadien Pacifique, que les
deux compagnies viennent en arrangement avec le
gouvernement au sujet de ladite ligne pour recevoir
ladite subvention;

Et attendu qu'un projet du contrat et de l'acte d'arrangement proposé a été soumis à l'approbation de cette assemblée;

En conséquence, il a été résolu:

Que le président et l'assistant-secrétaire de la compagnie soient, et par les présentes ils sont, autorisés à exécuter ledit arrangement sous le sceau corporatif de la compagnie.

Certifié vraie copie,
H.-C. OSWALD,
Assistant-secrétaire

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 1^{er} octobre 1920, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 6 octobre 1920.

Concernant l'octroi accordé à la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail, dans un rapport en date du 1^{er} octobre (1920), expose: que par l'acte 10 George V, chapitre 2, section 1, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en sus de la subvention accordée par la loi 9 George V, chapitre 2, section 1, sous-paragraphe f, une subvention de mille six cents piastres par mille, sur une longueur de 66 milles, pour l'aider dans la construction d'une voie ferrée partant d'un point du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à ou près de Témiscaming ou Kipawa, et, de là, dans une direction nord-est, jusqu'à la rivière des Quinze, en passant par Ville-Marie.

2. À la même compagnie de chemin de fer, une subvention additionnelle de six mille quatre cents piastres par mille, pour le réseau décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus, au cas où la compagnie ne pourrait toucher cette subvention du gouvernement du Dominion.

Qu'un projet de contrat a été préparé entre le gouvernement de cette province et la compagnie ci-dessus et l'*Interprovincial and James Bay Railway Company*, à l'effet de construire la ligne décrite dans l'acte ci-dessus.

En conséquence, l'honorable ministre recommande qu'il soit autorisé à faire et signer avec lesdites compagnies le contrat dont il est fait allusion dans l'acte 2 George V, chapitre 5, section 10, pour toutes fins et intentions que de droit.

Certifié,
A. Morisset,
Greffier Conseil exécutif

Appendice A

Devis et description des travaux à faire pour la construction des chemins de fer subventionnés par le gouvernement de la province de Québec.

1. Les chemins de fer doivent être à simple voie, d'une largeur de quatre pieds huit pouces et demi, avec voies d'évitement nécessaires.

2. Les alignements, les rampes ou pentes et les courbes devront être les meilleurs possibles eu égard à la topographie de la région, la rampe ou pente maximum ne devant pas excéder 105.6 (2 %) de pieds au mille et la courbure minimum ne devant pas avoir un rayon moindre que 572 pieds (10).

3. Dans toutes les sections boisées, le terrain devra être défriché sur une largeur d'au moins cinquante pieds (50) de chaque côté de la ligne centrale; toutes les broussailles et les troncs d'arbres devront être complètement brûlés et il ne devra en être jeté aucun sur les terrains avoisinants.

4. Toutes les souches devront être arrachées dans les limites des coupes de moins de trois pieds de profondeur et des terrassements de moins de deux pieds de hauteur.

5. Toutes les souches doivent être coupées au ras de terre là où les terrassements ont moins de quatre pieds et plus de deux pieds de hauteur.

6. Sauf lorsqu'il passe dans la forêt, le chemin de fer doit être bordé de clôtures solidement construites, suivant la loi, en fil métallique ou en bois, avec les barrières et les passages de fermes nécessaires pour la commodité des cultivateurs.

7. Des passages publics, avec gardes bestiaux et enseignes, seront établis au croisement de tous les chemins publics, traversant la voie au niveau des rails.

8. La largeur des coupes au niveau de formation devra être au moins de dix-huit pieds (18) dans le roc et de vingt pieds (20) dans la terre; celle des terrassements d'au moins quatorze pieds (14) une fois le tassement effectué.

9. On devra pourvoir à un drainage effectif au moyen de fossés découverts et de drains souterrains.

10. Tous les ponts, ponceaux et autres constructions doivent être de dimensions et de forces suffisantes pour les fins en vue.

Les piles et les culées des ponts doivent être en maçonnerie massive, en béton au ciment Portland ou en béton armé au ciment Portland.

Les ponceaux sous les terrassements de plus de douze pieds de hauteur doivent être bien construits en forte maçonnerie, béton de Portland solide ou armé, tuyaux de fonte, tuyaux métalliques ondulés, tuyaux de béton armé, ou tuyau à ponceau

en argile vitrifiée double force en matériaux durables et convenables - le tout devant avoir un caractère absolument permanent et être équivalent, sous tous les rapports, aux meilleurs travaux du genre exécutés dans la construction des chemins de fer au Canada.

Superstructures:

La superstructure de tous les ponts devra être conforme aux devis généraux de ponts métalliques émis par le département des chemins de fer et canaux.

11. Des ponceaux ouverts dans les terrassements de moins de douze pieds de hauteur doivent être faits en forte maçonnerie ou en béton au ciment de Portland, ou en bonnes pièces de cèdre d'au moins dix pouces sur dix, sauf les poutrelles de la voie qui peuvent être d'acier, de béton armé, de sapin Douglas, de bon pin blanc, de chêne blanc ou d'épinette rouge (tamarac) (les poutrelles devant être bien proportionnées à la charge des roues). La travée de tels ponceaux ne doit pas excéder 14 pieds et ils doivent être recouverts de véritables tabliers de traverses et munis de contre-rails ou, dans le cas d'autres ponts, aucun ponceau à poutre sans tablier ne sera toléré. Les plans de ces constructions devront être approuvés par le ministre des Travaux publics et du Travail.

La superstructure des ponts avec fermes de courte travée, lorsqu'elle sera permise par le ministre des Travaux publics et du Travail, devra être en sapin Douglas, en pin blanc ou en pin du sud à longues feuilles.

12. Les ponceaux à dalle supérieure et inférieure sous les terrassements de moins de douze (12) pieds de hauteur doivent être en maçonnerie solide, en béton ou en pièces de cèdre de dix pouces par dix pouces, ou en tuyaux de béton armé ou tuyaux d'argile vitrifiée à double force.

13. Les rails devront être en acier d'un poids d'au moins cinquante-six livres (56) par verge linéaire, de section approuvée et munis d'attaches approuvées.

14. Le chemin de fer doit être bien ballasté, soit avec du gravier soit avec d'autres matières convenables, d'une épaisseur de pas moins de sept pouces au-dessous des traverses, et soigneusement fini, avec talus de 1½ dans 1. Les traverses devront avoir huit pouces de face sur six pouces d'épaisseur, et huit pieds de longueur - 2,640 au mille - elles devront être en pruche, en épinette rouge ou en cèdre, ou en toute autre espèce de bois approuvé par l'ingénieur soussigné.

15. La compagnie devra pourvoir à ce qu'il y ait suffisamment de voies d'évitement, de stations, de réservoirs, de plaques tournantes ou Y et de toutes autres structures et bâtisses nécessaires pour satisfaire aux besoins du trafic.

16. La compagnie devra fournir le matériel roulant suffisant, nécessaire pour faciliter et faire promptement et efficacement le trafic et l'exploitation de la ligne, ce dont le ministre des Travaux publics et du Travail sera juge.

17. Les viaducs et ponts sur pilotis ne seront pas permis, sauf avec l'autorisation par écrit du ministre des Travaux publics et du Travail et, lorsqu'il le permettra, le bois avec lequel ils seront construits et les endroits où ils doivent être construits devront être approuvés par lui.

18. La partie de la subvention à allouer pour toute section continue et ininterrompue de dix milles de chemin de fer, en proportion du coût de construction de la totalité de la ligne à compléter, devra être établie et évaluée par le soussigné, après que la compagnie aura déposé au département des Travaux publics et du Travail les plans, profils, livres de renvoi, dessins descriptifs des ponts et ponceaux estimés, etc., de toute la ligne de chemin de fer, par section de 10 milles, et ils devront avoir été certifiés et approuvés conformément à la loi après que le soussigné aura fait l'inspection et la vérification nécessaires sur les lieux et qu'il aura soumis un ou plusieurs rapports d'estimés progressifs à cet effet au ministre des Travaux publics et du Travail.

Ivan-E. Vallée,
Ingénieur en chef
Département des Travaux publics
et du Travail, Québec

19. Devis annexé au contrat qui précède et signé *ne varietur* par les parties contractantes, le même jour et la même année, en présence des mêmes témoins.

Signé par le ministre et le secrétaire
du département des Travaux publics et du Travail
qui ont apposé leur sceau officiel,

ANTONIN GALIPEAULT, Ministre
des Travaux publics et du Travail.

ALPH. GAGNON,
sec. dépt. des T.P.T.

en présence de
IVAN-E. VALLÉE,

*Ingénieur en chef et directeur
des chemins de fer T.P. et T.*

Signé par le président et le secrétaire de
*The Interprovincial and James Bay
Railway Company*,
qui ont apposé son sceau officiel,

A.D. MACTIER,
Président

H.C. OSWALD,
Secrétaire

en présence de
IRENE CASEY

(Sceau)

Signé par le président et l'assistant-secrétaire
de la Compagnie du chemin de fer
Canadien du Pacifique,
qui a apposé son sceau officiel.

E.W. BEATTY,
Président

H.C. OSWALD,
Asst.-Secrétaire

en présence de
IRENE CASEY

(Sceau)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
La Compagnie du chemin de fer Interprovincial et
Baie James est une compagnie filiale du C.P.R. et il
est nécessaire que le contrat passé soit ratifié par la
Législature.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si la
voie ferrée sera vraiment construite.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dit
qu'il espère que ce chemin de fer va être construit
bientôt.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une
résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la
Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)
demande la permission de présenter le bill 199
concernant le contrat passé entre le gouvernement et
le chemin de fer Interprovincial et de la Baie James
et la Compagnie de chemin de fer Canadien du
Pacifique, relativement à la construction d'une voie
ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)
propose que le bill soit maintenant lu une deuxième
fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au
Conseil législatif et demande son concours.

Bons ou obligations de la province

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose,
selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en
comité général pour prendre en considération un
projet de résolutions relatives au bill 30 concernant
l'enregistrement de bons ou obligations émis sur le
crédit de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé
par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à
soumettre ledit projet de résolutions et que Son
Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Que le porteur de tout bon ou obligation qui a été
ou qui sera émis par le trésorier de la province, sur le
crédit de la province, en vertu de toute autorisation
générale ou spéciale, aura le droit d'obtenir
l'enregistrement quant au principal, de tout bon ou
obligation, en son nom, par le trésorier de la
province, aux termes et conditions qu'il plaira au
lieutenant-gouverneur en conseil de fixer.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter les règlements nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la résolution précédente, pourvoyant, entre autres choses, aux honoraires à payer et aux formalités exigibles pour chaque enregistrement et pour chaque transfert de tout tel bon ou obligation.

Ce bill est présenté à la demande de ceux qui achètent ces bons en petite quantité. On établira un registraire spécial pour ces bons.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 30 concernant l'enregistrement de bons ou obligations émis sur le crédit de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 234 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le salaire annuel maximum qui peut être payé à un messenger soit de mille piastres au lieu de neuf cents piastres, tel que fixé par la loi 9 George V, chapitre 15, section 1.

2. Que tout messenger en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la loi basée sur les présentes résolutions, s'il est dans les conditions déterminées par la loi pour que l'augmentation lui soit accordée, recevra cinquante piastres par année jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre de mille piastres.

Ces augmentations s'appliquent aux messagers du service intérieur. Ces messagers commençaient généralement avec un salaire de \$650 et leur salaire a été porté à \$900 durant la guerre. Vu le coût élevé de la vie, on élève ce maximum à \$1,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce maximum, dit-il, est encore trop bas pour un père de famille et il suggère qu'on le porte au moins à \$1,200 annuellement aux employés du service extérieur et aux messagers.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les heures de travail des messagers sont très courtes et les jours de congé sont très nombreux. Les messagers sont bien payés ainsi comparativement à la main-d'œuvre experte. Il (l'honorable M. Mitchell) n'est pas prêt à discuter la question de savoir si les employés civils en général sont suffisamment rémunérés, mais le gouvernement doit conduire ses affaires selon les besoins. D'ailleurs, l'augmentation qu'il propose pour les messagers est celle que ces derniers ont réclamée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il serait peut-être préférable d'avoir moins d'employés, mais de les payer davantage.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 234 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pensions des officiers publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 200 concernant la pension des officiers publics du service extérieur.

Adopté.

Il informe alors la chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur l'a autorisé à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les officiers et employés permanents suivants devront être considérés comme appartenant au service civil externe:

a. Les protonotaires et les officiers employés dans leurs bureaux;

b. Les greffiers de la Cour de circuit et les officiers employés dans leurs bureaux;

c. Les greffiers de la couronne et les officiers employés dans leurs bureaux;

d. Les greffiers de la paix et les officiers employés dans leurs bureaux;

e. Les shérifs et les officiers employés dans leurs bureaux;

f. Les régistrateurs et les officiers employés dans leurs bureaux;

g. Les détectives provinciaux;

h. Les membres de la police provinciale

2. Qu'il sera accordé à chacun de ces officiers ou employés publics appartenant au service externe, ou à sa veuve ou à ses enfants, selon le cas, une pension annuelle conformément aux dispositions de la section deuxième, (articles 681 à 702), du chapitre

sixième du titre troisième des statuts refondus, 1909, telle qu'amendée par la loi 7 George V, chapitre 16, et les lois subséquentes *mutatis mutandis*, pourvu:

a. Qu'il remplisse toutes les conditions nécessaires donnant à un officier public, droit à une pension en vertu de ces dispositions; et,

b. Que les conditions imposées par les résolutions 3, 4, 5 et 6 ou la résolution 7, suivant le cas, selon que sa nomination aura été antérieure ou postérieure à la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soient remplies;

3. Que tout officier ou employé public appartenant au service externe nommé avant la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourra donner avis par écrit au trésorier de la province dans les trois mois de cette date, de son désir de se prévaloir des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, mais que cet avis, avant d'avoir aucun effet, devra être accepté par le lieutenant-gouverneur en conseil; et que, avec le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil, cet avis pourra être donné après l'expiration des trois mois ci-dessus mentionnés.

4. Que tout avis donné en vertu de la résolution 3 devra contenir une déclaration de la part de cet officier, qu'il désire que la durée du service lui donnant droit à une pension coure à compter de la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou à compter de la date de sa nomination; et que si cet avis ne contient aucune telle déclaration, il sera présumé avoir opté pour que cette période commence à courir à compter de la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

5. Que si la personne qui a donné l'avis mentionné dans la résolution 3 y a déclaré qu'elle désirait que cette période commençât à courir de la date de sa nomination, et si cet avis est agréé par le lieutenant-gouverneur en conseil, cette période ne devra commencer tout de même à courir que de la date de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions à moins que, dans les dix années subséquentes, cette personne ne paye, mensuellement ou annuellement, à son choix, au trésorier de la province, avec intérêt capitalisé chaque année, une somme égale au total des retenues qui auraient été faites sur son traitement si la loi qui sera basée sur les présentes résolutions avait été en vigueur à la date de sa nomination.

6. Que, si un officier ou employé public, auquel s'applique la résolution 5, meurt, ou s'il est mis à sa retraite avec pension, avant que la somme mentionnée dans ladite résolution soit intégralement

payée en principal et intérêt, cet officier ou employé public, ou sa veuve ou ses enfants, selon le cas, auront droit à cette pension comme ils y auraient eu droit si ce paiement avait été fait intégralement; mais que la balance de la somme restant due à l'époque du décès ou de la retraite, et l'intérêt sur icelle, seront retenus sur la pension mensuelle payable en ce cas, par tels montants que pourra fixer le lieutenant-gouverneur en conseil.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à la date de la nomination de tout officier, ou dans les trois mois de cette nomination, ordonner que cet officier soit sujet aux dispositions des présentes résolutions, et que, à compter de la date de cette ordonnance, et non autrement, cet officier sera sujet aux dispositions des présentes résolutions, et aura droit aux bénéfices qui en découleront.

8. Que, s'il s'agit d'un officier ou employé public qui, ayant droit après l'accomplissement des conditions nécessaires, à une pension en vertu des dispositions de la section deuxième ou de la section deuxième du chapitre sixième du titre troisième des statuts refondus, 1909, tel qu'amendées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions est nommé à quelque autre emploi au sujet duquel il aurait semblablement droit à une pension en vertu de des dispositions de l'une ou de l'autre de ces sections, ou de toute autre loi, alors, pour toutes les fins se rapportant à cette pension, la date de sa nomination devra être considérée comme celle à laquelle il a été nommé à ce premier emploi, et qu'il continuera d'être régi par les dispositions qui pouvaient lui être applicables à cette date.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Seuls les employés du service intérieur participent actuellement au fonds de pension, qui coûte actuellement \$80,000 par année à la province. La nouvelle loi va augmenter cette dépense de \$30,000 par année. Elle va s'appliquer aux employés de la Cour supérieure, de la Cour de circuit, des greffes de la Couronne et de la Paix, aux shérifs et à leurs employés, aux registrateurs et à leurs employés, aux détectives provinciaux et aux membres de la police provinciale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certains registrateurs ont retiré de gros revenus de leur position l'an dernier et plusieurs d'entre eux s'occupent d'autres affaires.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dit qu'il étudie depuis quelque temps la question du salaire des registrateurs, en vue d'établir un salaire

uniforme auquel on ajouterait une rémunération proportionnelle à l'importance des affaires de leur district. Cela représenterait une amélioration face au système existant actuellement. Si, dans certaines situations, le tarif est trop élevé, ça peut être discuté, mais les montants demandés sont justes et les revenus qu'on en tire vont dans le trésor provincial.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier, chargé de l'étude du bill 200 concernant la pension des officiers publics du service extérieur.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill 200 concernant la pension des officiers publics du service extérieur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École polytechnique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 19 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: Que, en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 57 Victoria, chapitre 23, section 17; 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 35, section 1; 1 George V (2ème session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1; et 8 George V, chapitre 41, section 1, il sera payé à la corporation de l'École polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme additionnelle de vingt-cinq mille piastres, annuellement.

Les dépenses de cette institution deviennent de plus en plus lourdes, il faut agrandir et mieux outiller les laboratoires et l'on doit aussi songer à améliorer la situation des professeurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) est de cet avis.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 19 amendement la loi constituant en corporation l'École technique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Sanatorium
du Lac Édouard**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité spécial pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 236 autorisant l'achat du sanatorium du Lac Édouard.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à passer un contrat pour acquérir le sanatorium du Lac Édouard, de la Lake Edward Sanatorium Association, corps politique dûment incorporé, moyennant une somme ne devant pas excéder soixante mille piastres, payables par montants et aux dates dont les parties pourront convenir entre elles.

Adopté.

2. Que le trésorier de la province soit autorisé à effectuer, à même le fonds consolidé du revenu, tous les paiements stipulés, tel que mentionné dans la résolution précédente.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra passer un contrat avec toutes personnes, corporation ou association pour le fonctionnement et l'administration dudit sanatorium, de même que pour la garde, l'entretien, l'assistance et le traitement des malades.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 236 autorisant l'achat du sanatorium du Lac Édouard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection des édifices publics contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire les conditions auxquelles la licence prévue à l'article 3789*p* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera émise, sa durée et l'honoraire exigible, et qu'il lui sera également loisible de prescrire les conditions qu'il croira justes et raisonnables, relativement à l'installation du système de chauffage dans un édifice public, de même que les conditions auxquelles le certificat prévu à l'article 3789*d* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera émis, sa durée et les honoraires exigibles.

Adopté.

2. Que les certificats qui seront émis conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions le seront pour l'année et devront être renouvelés annuellement, du premier mai au premier octobre de chaque année, et que les taux pour honoraires en ce qui regarde l'examen des installations mentionnées dans l'article 3789*b* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront basés sur le pourcentage de la valeur de l'installation, soit un demi pour cent avec un minimum de dix piastres, et que le taux pour les licences spéciales émises aux entrepreneurs non résidents faisant affaire dans les limites de cette province, seront de un pour cent, sur la valeur du contrat, avec un minimum de cinquante piastres.

Adopté.

3. Que toute corporation, association, compagnie, firme ou entrepreneur d'installation de l'électricité pour la production de l'éclairage, de la chaleur ou de la force motrice devra payer un honoraire de vingt-cinq piastres par année pour sa licence; que, pour une licence dite temporaire, il sera payé au bureau des examinateurs un honoraire de cinquante piastres; que pour tout certificat d'examen émis par les examinateurs pour un compagnon électricien, il sera payé un honoraire de cinq piastres par année, et qu'une somme de deux piastres sera payée pour tout renouvellement; et que, pour tout certificat spécial ou pour tout certificat d'examen d'un opérateur d'une machine cinématographique, l'honoraire sera de trois piastres, et pour tout renouvellement de ces deux catégories, il sera payé une piastre.

Adopté.

4. Que l'honoraire pour l'examen de tout compagnon électricien qui désire obtenir un diplôme, lui permettant de faire l'inspection des installations électriques et tout ce qui se rapporte aux appareils, dans cette branche de l'industrie, soit pour le compte d'un patron ou au service du gouvernement provincial, sera de vingt-cinq piastres, et cinq piastres pour tout renouvellement de la licence.

Adopté.

5. Que les honoraires, ainsi que les amendes perçues, devront être remis au trésorier de la province.

Adopté.

6. Que, dans le but d'assurer l'observation de la loi et des règlements en ce qui regarde les installations électriques ou de chauffage, et en vue de constater si les personnes visées par la loi possèdent des licences ou certificats et se conforment à la loi et aux règlements, il pourra être ajouté au personnel du département de l'inspection des établissements industriels et des édifices publics, un nombre d'inspecteurs dûment qualifiés comme compagnons électriciens, dont le travail sera de faire des inspections dans tous les édifices publics de la province, faire connaître la loi aux intéressés et signaler à l'inspecteur en chef et aux examinateurs les contraventions qu'ils constateront.

Adopté.

7. Que l'honoraire pour l'inspection de tout système de chauffage dans les édifices visés par la loi qui accompagne les présentes résolutions sera de cinq piastres.

Adopté.

8. Que les honoraires, ainsi que les amendes imposées par les tribunaux pour toute contravention à la loi et aux règlements des électriciens, seront

perçus par l'inspecteur en chef et payés au trésorier de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octrois pour l'éducation

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 autorisant certains octrois pour fins d'éducation et certains emprunts nécessaires à ces fins.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à donner à l'Université Laval de Québec une somme n'excédant pas un million de piastres, et à l'Université McGill une somme n'excédant pas un million de piastres, payables, par versements annuels de pas plus de deux cent mille piastres chacun, à chacune de ces universités respectivement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) félicite le gouvernement de cette mesure.

Adopté.

2. Que, notwithstanding les dispositions relatives au paiement contenues dans la section 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et dans la section 1 de la loi 10 George V, chapitre 8, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à remettre le total de l'octroi, aux trois universités, ou à l'une d'entre elles, savoir, l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université McGill en un seul paiement, soit par la remise de bons, d'obligations, ou de rentes inscrites émises en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit en deniers comptants provenant de la négociation de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à effectuer un emprunt ou des emprunts n'excédant pas, en totalité, la somme de six millions de piastres.

Adopté.

4. Que ledit emprunt ou lesdits emprunts pourront être effectués au moyen de bons, obligations, ou rentes inscrites pour un terme n'excédant pas quinze ans, à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq et demi pour cent par année, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et payables de la manière et aux endroits qu'il indiquera.

Adopté.

5. Qu'il sera pourvu à un fonds d'amortissement dont le montant devra être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour pourvoir au rachat, à l'échéance, de ces bons, obligations ou rentes inscrites.

Adopté.

6. Que le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, en tout temps après cinq années de la date

de leur émission, racheter lesdits bons, obligations ou rentes inscrites, avant l'échéance.

Adopté.

7. Que le produit dudit emprunt ou desdits emprunts sera employé pour les fins et de la manière mentionnées dans la résolution no 2, et que le surplus sera employé à rembourser au fonds consolidé du revenu les avances faites aux fins autorisées par la loi des bons chemins, 1912, jusqu'à ce qu'un emprunt soit effectué en vertu de toute loi autorisant un emprunt pour les bons chemins, et à même le produit de l'emprunt en dernier lieu mentionné, le montant avancé à même le produit de l'emprunt autorisé par les présentes sera remboursé.

Adopté.

8. Que les bons, obligations, ou rentes inscrites émis en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ne seront pas sujets aux dispositions de la loi de Québec concernant les droits sur les successions.

Adopté.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation dudit emprunt ou desdits emprunts, pourra aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

10. Que le produit de cet ou de ces emprunts devra d'abord être employé à rembourser au fonds consolidé du revenu les paiements faits à même ce fonds, suivant la résolution no 9.

Adopté.

11. Que les sections 2 et 3 de la loi 10 George V, chapitre 8, soient abrogées.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 13 autorisant certains octrois pour fins d'éducation et certains emprunts nécessaires à ces fins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux;

- bill 220 concernant l'établissement et le maintien d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agricultures;

- bill 235 amendant la loi relative aux bureaux de placement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 149 concernant la Brown Corporation.

Brown Corporation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 concernant la Brown Corporation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

District judiciaire d'Amos

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos, et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison convenable, pour le district d'Abitibi, au village d'Amos, sur le site qu'il choisira.

2. Que le trésorier de la province soit autorisé à avancer, de temps à autre, à même le montant versé par la municipalité de la deuxième division du comté de Témiscamingue et ceux souscrits par les municipalités suivant les sections 6 et 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, en tout ou en partie, le coût dudit palais de justice et de ladite prison.

3. Que, pour aider à la construction desdits palais de justice et prison, la municipalité de la deuxième division du comté de Témiscamingue versera entre les mains du trésorier de la province sa somme de vingt-quatre mille cinq cents piastres qu'elle a été autorisée à emprunter par son règlement no 4 en date du 13 décembre 1919, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 23 avril 1920, nonobstant la teneur dudit règlement déterminant les fins auxquelles ces deniers étaient affectés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but de ce bill est de pourvoir aux besoins de la région d'Abitibi. Autrefois les plaideurs étaient obligés de venir faire entendre leurs causes à Québec et cette nécessité entraînait pour eux des pertes de temps considérables.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se joint au gouvernement pour ce qui concerne la création d'un district judiciaire dans la région de l'Abitibi. Avec le premier ministre, il (M. Sauvé) croit que les citoyens de cette région avaient besoin de ce district judiciaire.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que les lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi
des compagnies**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article

2937, S.R.Q., 1909; pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres, pour les écoles mod. et acad., soixante et onze mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

2. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et quarante centins soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au gouvernement s'il accordera le subside de dix mille dollars demandé par les autorités de ces diverses institutions.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas pour cette année. Le gouvernement a déjà donné beaucoup pour l'instruction publique depuis quelque temps. Cela viendra plus tard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle que les supérieurs des collèges avaient récemment délégué quelques-uns des leurs pour venir exposer au ministre (l'honorable M. David) la situation précaire de ces maisons. Si le gouvernement ne décide pas d'augmenter ses subventions annuelles, les autorités des collèges intéressés seront inévitablement réduites à établir une hausse dans les prix des cours et de la pension. Et les parents des élèves devront s'y conformer, pendant que le trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell) s'enorgueillira de l'état exceptionnellement prospère des finances du gouvernement actuel.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le projet d'accorder \$200,000 par année aux dites institutions m'a été soumis, dit-il, après que l'élaboration du présent budget eût été terminée. Il ajoute que tout ceci était venu après l'octroi de trois millions aux universités de cette province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon administration a déjà manifesté tout l'intérêt désirable dans les problèmes d'éducation. Le gouvernement est assiégé de demandes en ce moment qui lui viennent de tous les milieux, des Canadiens français comme des Irlandais, des protestants comme des catholiques. Le budget de l'instruction publique touche presque le chiffre de deux millions. Il est donc évident que le gouvernement fait son possible pour favoriser l'instruction. Il tiendra compte de la demande des collèges classiques et y fera droit, s'il le peut. Je ne crois pas cependant que des octrois soient

votés cette année, pour les collèges classiques. On ne peut donner davantage, à l'heure actuelle. Je puis assurer la Chambre que le gouvernement ira aussi loin que possible, tout en ayant égard aux finances de la province. Il (l'honorable M. Taschereau) reproche au chef de l'opposition (M. Sauvé) de ne point tenir compte de la situation difficile où il se trouve. Pour le moment, tous les collèges classiques, à l'exception du collège de Montréal et du séminaire de Québec, ont demandé une augmentation de subside, mais les directeurs de ces maisons n'ont jamais pensé qu'ils partiraient de Québec, ayant en poche le chèque du gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'étonne que le chef du gouvernement tienne toujours à savoir ce que le chef de l'opposition fera à sa place. Le plus simple serait de changer de côté. Si l'opposition devenait le gouvernement, elle tiendrait compte des besoins réels des diverses institutions, se souvenant que les revenus que le grand argentier de la province renferme en son coffre avare proviennent des taxes de tous les citoyens de la province et doivent être dépensés dans l'intérêt général. En vertu de ce principe, si une institution protestante, bien que les protestants soient en minorité ici, établissant à la satisfaction de la province qu'elle a des besoins réels, le gouvernement lui accorderait l'aide voulue; en vertu de même principe, il la refuserait à une institution catholique, si celle-ci venait réclamer une subvention uniquement parce qu'on en a voté une à une institution protestante. Le gouvernement tiendrait compte des besoins véritables.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), qu'à partir du 16 mars cette Chambre tienne trois séances: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième,

de huit heures et demie jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 111, du règlement relatif aux séances de mardi et jeudi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le gouvernement siégera mercredi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si les comités siègent, la Chambre ne siégera pas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le premier ministre prévoit toujours terminer samedi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
La Chambre siégera aussi longtemps qu'il est nécessaire pour terminer le travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si de nouveaux bills seront déposés avant la fin de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le gouvernement n'a plus qu'un seul bill important à présenter donnant au département de la Voirie le droit d'exproprier certains matériaux de construction nécessaires pour les chemins dans certaines circonstances. Dans certaines municipalités où il n'y a qu'une carrière à gravier, le gouvernement doit payer des prix exorbitants. Il réaffirme que tout sera fait pour que la session se termine cette fin de semaine, mais, si besoin est, elle se poursuivra quelques jours ou même une semaine de plus.

La séance est levée.

NOTES

1. Voir les séances des 3 et 11 mars 1921.

2. *L'Événement* du 15 mars 1921, à la page 7, rapporte plutôt: "Faites ce que le ministre dit de faire."

3. Cette phrase fut prononcée en anglais par M. Sauvé. Il s'agit probablement de M. Joseph-Léonide Perron (1872-1930), alors ministre sans portefeuille.

4. Chiffre de *L'Action catholique* du 15 mars 1921, à la page 7: \$75,000.

Séance du mardi 15 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen.

M. Godbout (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte des bills suivants:

- bill 81 annexant à la municipalité de la ville de Mont-Royal, certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, pour les fins municipales;
- bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 129 concernant la ville Saint-Michel;
- bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter \$60,000 et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté;

Et il demande à être relevé de l'obligation d'en continuer l'étude.

Dépôt de documents:

**Commission de la
ville Saint-Michel**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport de la Commission de la ville Saint-Michel à la Législature de la province de Québec, en date du 7 mars 1921. (Document de la session no 52)

**Commission de la ville
de Montréal-Nord**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport de la Commission de la ville de Montréal-Nord à la Législature de la province de Québec, en date du 7 mars 1921. (Document de la session no 53)

**Traitement des
magistrats de district**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 229 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au traitement des magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que, dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifie, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux magistrats de district un traitement dont le montant ne devra pas excéder quatre mille piastres par année, et que ce traitement sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

Le but de ce projet est de faire porter de \$3,000 à \$4,000 par année le salaire des magistrats.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Même quand ils ne siègent pas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'expliquerai tout à l'heure un projet de loi qui a pour but d'assurer plus d'efficacité à la Cour des magistrats¹.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 229 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au traitement des magistrats de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 213 amendant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire sera fixée à la somme obtenue en multipliant, quant aux hommes, les deux centièmes et, quant aux femmes, les trois centièmes de leur traitement moyen ou, s'ils ont enseigné plus de vingt-cinq ans, du traitement moyen des vingt-cinq années pendant lesquelles ils ont eu le plus fort traitement, par le nombre de leurs années de service, jusqu'à concurrence de trente-cinq ans; pourvu, toutefois, quant aux femmes, que leur pension ne dépasse pas quatre-vingt-dix pour cent du salaire moyen des dix années pendant lesquelles elles auront reçu le plus fort traitement, et que la pension de tout fonctionnaire de l'enseignement

primaire à la retraite, le ou après le premier juillet 1921, ne devra pas être inférieure à cent piastres.

2. Que la pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire à la retraite le ou après le premier juillet 1921 devra, en sus de l'augmentation accordée par l'article 2993a des statuts refondus, 1909, aux fonctionnaires mâles, être augmentée de vingt-cinq pour cent, si elle est inférieure à trois cents piastres, pourvu, toutefois, qu'elle ne puisse dépasser la somme annuelle de trois cents piastres.

3. Que l'allocation du gouvernement de la province, au fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement primaire, soit fixée à un maximum de quarante-sept mille piastres par année au lieu d'un maximum de vingt-sept mille piastres par année.

Par ce projet de loi, nous voulons qu'aucune pension d'instituteur et d'institutrice ne soit pas inférieure à \$100. Avec l'augmentation actuelle des salaires, les pensions seront bien supérieures à cette somme. La pension atteint jusqu'à 90 % quelques fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Une institutrice qui aura enseigné pendant 20 ans et qui reçoit \$300 par année, combien recevra-t-elle de pension?

L'honorable M. David (Terrebonne): Pas moins de \$180.

M. Renaud (Laval): C'est pas 90 pour cent.

L'honorable M. David (Terrebonne): La pension n'atteint pas toujours 90 pour cent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand la pension atteint-elle 90 pour cent?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a une commission indépendante qui règle ces détails.

M. Reed (L'Assomption) pose une question.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose une question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Notre ministre de l'Instruction publique devrait savoir dans quel cas une institutrice reçoit 90 pour cent de son salaire comme pension. Si je rencontrais un pédagogue, demain, et qu'il me posait la question que j'ai posée au secrétaire provincial (l'honorable M. David), j'aurais l'air bien mal informé si je lui disais: "Je ne le sais pas!" Bien d'autres députés doivent être dans

mon cas et seraient heureux de pouvoir répondre aux informations.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il n'y a pas de ministre d'Instruction publique ici, je suis ici pour représenter le département de l'Instruction publique. La question des pensions se règle par le salaire moyen des dix années.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien un instituteur recevra-t-il quand il aura eu un salaire de \$2,000?

L'honorable M. David (Terrebonne): \$90 à peu près.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas 90 pour cent.

L'honorable M. David (Terrebonne): Par l'ancienne loi, on calculait la pension sur le salaire moyen de dix années; par la nouvelle loi que nous proposons, nous calculerons la pension sur la moyenne du salaire de vingt-cinq années. Les pensions seront donc augmentées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais ça ne me dit pas dans quel cas un instituteur recevra une pension égale à 90 pour cent de son salaire et si on me le demande, je répondrai que le secrétaire provincial (l'honorable M. David) ne le savait pas.

L'honorable M. David (Terrebonne): Encore une fois, M. le Président, la question des pensions est réglée par une commission indépendante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est regrettable de voir que le gouvernement reste sourd aux demandes des anciennes institutrices.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition a tort de dire que nous restons sourds aux demandes des personnes qui se sont dévouées pour la cause de l'instruction.

Nous augmentons les pensions cette année de 25 pour cent. C'est une augmentation de \$20,000² dans le budget. Nous espérons que dans l'avenir nous pourrons faire mieux pour ces bons serviteurs qui ont tant mérité de la province. C'est un premier pas en avant et ce n'est pas l'intention du gouvernement de s'arrêter là; il ira encore plus loin, quand les revenus le permettront.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 213 amendant la loi de l'instruction publique.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que le président de la Commission des services publics de Québec recevra annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais que cette rémunération ne devra pas excéder huit mille piastres.

2. Que si le président de la Commission, après avoir rempli sa charge pendant un ou plusieurs termes de dix ans, n'est pas nommé dû à son refus d'être continué dans l'exercice de sa charge, il aura droit, par lettres patentes sous le grand sceau de Sa Majesté à une pension égale aux deux tiers ou à la totalité, selon le cas, du traitement annuel qu'il recevait lors de la cessation de ses fonctions.

Le gouvernement veut augmenter de \$1,000 le salaire du président de cette commission. Ainsi, le nouveau président qui sera nommé après la session recevra un salaire annuel de \$8,000 au lieu de \$7,000. De plus, il sera nommé pour une période de dix ans et, si après ce terme le président n'est pas nommé pour un autre terme, il pourra recevoir une pension égale aux deux tiers au moins, de son salaire annuel. Le président de la Commission des services publics doit être un avocat. Il est assez difficile de demander à un bon avocat de prendre charge de cette fonction, à laquelle il doit consacrer tout son temps, à moins de la somme qu'on veut lui allouer par la présente mesure. Dans le même ordre d'idées, nous croyons qu'il est de notre devoir de donner une pension à cet officier, qui, sans cela, aurait à recommencer sa vie à l'expiration de ce terme, au bout de dix ans.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La position est vacante?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le gouvernement qui nomme le président?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-il désigné?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Si l'honorable chef de l'opposition veut me poser toutes ses questions, je lui répondrai ensuite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le successeur du colonel Hibbard, ancien président de cette commission, est nommé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit qu'il ne veut pas commettre d'indiscrétion et qu'il vaut mieux dans les circonstances laisser les choses

suivre leur cours, dans le cas de semblables nominations qui doivent être annoncées régulièrement. C'est le gouvernement qui nomme les membres de cette commission.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suppose que le président sera nommé lundi. La session va se terminer samedi probablement et le président sera nommé lundi. Je suppose que le premier ministre est trop occupé pour faire cette nomination. La rumeur désigne en ce moment quelqu'un, un certain membre de cette Chambre. J'espère que le gouvernement nommera bientôt l'homme intègre, distingué et consciencieux que la rumeur désigne³ et si elle est vraie, je m'en réjouis. et je lui souhaite le meilleur des succès. (Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait un éloge des membres de la Commission qui ont rempli leur devoir avec conscience et ont fait beaucoup de bien à leur province. Cette nomination se fera bientôt et le gouvernement s'efforcera de nommer un homme capable de remplir ces fonctions. Je crois que le moment est bien choisi pour rendre hommage à la mémoire du colonel Hibbard décédé voilà un mois et qui a laissé vacante la charge de président de cette commission.

Il a rendu de grands services et a fait un travail splendide pour la province pendant plus de dix ans à la Commission des services publics et, en travaillant main dans la main avec les autres membres de la Commission: il a brillamment rendu les services qu'on lui demandait. Il a rempli la fonction de président de la Commission avec une justice, une impartialité et une compétence supérieures. Il a pratiquement succombé à la tâche, c'était un travailleur, un homme intègre et honnête, consciencieux, qui a toujours rendu des jugements marqués au coin de la sagesse et de la justice. Toujours, il a rempli ses importantes fonctions avec intégrité et habileté.

Je regrette de dire qu'un autre membre de cette commission est empêché par ses affaires de continuer à nous rendre les précieux services qu'il nous a rendus. Le gouvernement aura à nommer bientôt deux membres de cette commission car, à part le successeur du colonel Hibbard, il aura à choisir un remplaçant à Sir Georges Garneau⁴ qui a été forcé de démissionner. Le gouvernement reconnaît la grande importance de la Commission et les services qu'elle rend à la population de cette province. Le gouvernement y mettra le meilleur de lui-même, afin que la nouvelle commission continue les belles

traditions établies par l'ancienne dans notre province, et s'efforcera de nommer des hommes qui leur seront dignes. Il est entendu que le président sera un avocat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce sont deux députés qui seront nommés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition a répondu lui-même à cette question tantôt; le gouvernement a été très pris par la session et n'a pas encore pu faire ces nominations.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Polices d'assurance sur la vie

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 autorisant

le gouvernement de la province à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à prendre sur la vie de tous officiers et employés publics du gouvernement de cette province, ou de toute classe ou classes spéciales d'officiers ou employés qu'il déterminera, des polices d'assurance suivant le système connu sous le nom de "assurance collective" (group insurance), et payer aux compagnies d'assurance intéressées, en totalité ou en partie, la prime nécessaire à même le fonds consolidé du revenu; pourvu qu'il soit loisible à tout officier ou employé public de faire connaître son désir de n'être inclus dans aucune de ces assurances collectives.

2. Que chacune des polices mentionnées dans la résolution précédente devra s'appliquer au groupe d'employés publics, sur la vie de chaque employé, pour un montant basé sur le chiffre de son traitement ou sur la durée de son service ou autrement, et devra être conforme aux termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra de temps à autre, déterminer.

3. Que les bénéfices devenant dus en vertu de chacune de ces polices, lors du décès d'un employé ou à l'occasion de la survivance, à son sujet, de certain événement, seront payables à cet employé ou à ses héritiers ou représentants légaux, et ne seront ni cessibles ni saisissables.

Le gouvernement paiera les primes de ces polices en tout ou en partie. Le but est d'autoriser le gouvernement à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics.

M. Monet (Napierville) pose une question.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'intention du gouvernement est de payer entièrement les primes pour les polices ordinaires, mais si un employé veut s'assurer pour un montant plus élevé, il paiera les primes. Ces polices

d'assurance sont semblables aux autres polices, mais les employés n'auront pas besoin de subir un examen médical avant d'être admis dans cette assurance. Tous les employés seront assurés pour le même montant par le gouvernement, sans tenir compte de la durée de leur service ni de leur salaire.

M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne): Si un homme quitte le service, est-ce que sa police tombe?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non, il peut garder sa police et payer la prime lui-même, mais le montant de la prime sera alors le même que celui que paient les assurés ordinaires.

M. Smart (Westmount): Un homme peut-il bénéficier de ce système en entrant dans le service civil?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Trois mois seulement après son entrée en service.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quel système d'assurance allez-vous choisir?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous allons demander le meilleur système et aux meilleures conditions possibles. Si une compagnie anglaise, française ou américaine me soumet un projet plus avantageux que les compagnies canadiennes, je dirai à ces dernières qu'elles doivent faire au gouvernement les mêmes conditions que ces compagnies étrangères.

M. Monet (Napierville): Les employés vont-ils payer une partie de leur prime? Je vois que la loi dit que la prime sera payée en tout ou en partie par le gouvernement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Nous allons enlever ces mots en partie... Il vaudrait mieux laisser ces mots, car si on les enlève, un employé ne pourra pas profiter de la loi pour augmenter, s'il le veut, le montant de sa police.

M. Monet (Napierville): Mais c'est une assurance collective.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je puis assurer le député de Napierville que si nous laissons cette mention "en partie", un employé pourra augmenter sa police en payant la différence de prime, tandis que si nous l'enlevons, il ne pourra

pas. Je déclare, au nom du gouvernement, cependant, que nous avons l'intention de payer toutes les primes de l'assurance collective.

M. Monet (Napierville) demande si le trésorier ne devrait pas baser l'assurance sur la durée du service des employés au lieu de la baser sur leurs salaires. Ce serait plus juste, il me semble.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Ça ne ferait pas de différence.

M. Bullock (Shefford) pose une question.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 201 autorisant le gouvernement de la province à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Augmentation des loyers

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 178 limitant l'augmentation du loyer.

Adopté.

En comité:

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) désire que la Chambre adopte le principe de son bill, soit

que l'on fasse quelque chose pour restreindre les propriétaires cupides, alors que les prix et les salaires diminuent, et qu'il est nécessaire que les loyers suivent la tendance générale. Ce bill épargnera le propriétaire honnête. Son objet est de protéger le travailleur dans cette province et de le défendre contre les propriétaires profiteurs et sans scrupules qui sont indifférents envers le peuple et le bien public et qui, spécialement à Montréal, ont pressuré ceux qui sont dans l'obligation de louer des logements. Ces derniers mois à Montréal, nous avons été témoins de quelque chose d'assez particulier en cette province, l'augmentation inexcusable et scandaleuse des loyers de la part de propriétaires profiteurs.

Je sais que ce n'est pas dans les habitudes du gouvernement d'intervenir dans les droits privés des citoyens de cette province, et, personnellement, je suis le dernier à encourager une telle ingérence dans des circonstances ordinaires. Mais aujourd'hui la situation est extraordinaire et, ainsi, on doit faire quelque chose. En raison du profitage éhonté qui s'est fait sur les loyers, je crois qu'il serait à propos de passer une mesure dans le but d'arrêter les profiteurs, dans la marche trop rapide de la spéculation. Au reste, c'est une mesure qui n'affectera pas ceux qui se contentent de ne réaliser que des profits légitimes et raisonnables. Je ne veux pas entraver la liberté de qui que ce soit, mais je crois que, sur cette question des loyers, la Législature devrait faire quelque chose.

Depuis le 1^{er} février, chacun sait que le coût élevé des matériaux de construction a entraîné une pénurie de maisons, et certains propriétaires en profitent. Ils ont augmenté de 100 à 200 pour cent le prix de leurs loyers. Ils essaient de vider les poches des pauvres locataires jusqu'au dernier sou. Il me semble qu'au moment où tout le monde veut voir baisser le coût de la vie autant que possible, les propriétaires ne devraient pas augmenter le prix de leurs loyers de plus de 20 pour cent. L'augmentation qu'il propose par cette mesure, 20 pour cent sur le dernier loyer, est raisonnable et juste, affirme-t-il.

Quelque chose doit être fait pour empêcher le propriétaire cupide de toucher un loyer sans aucune proportion avec la valeur de son immeuble et pour mettre un terme à cette pratique ignoble qui pourrait déboucher sur des problèmes très sérieux. Les propriétaires raisonnables et qui se satisfont d'un profit juste ne trouveront rien contre eux dans ce projet. Les dépenses des propriétaires n'ont pas dépassé plus de 20 pour cent depuis un an. Pourquoi alors augmenter de plus de 20 pour cent le prix de leurs loyers? Je crois même que les dépenses de la

majorité des propriétaires n'ont pas augmenté depuis un an et qu'elles ont baissé en certains cas. Le coût de la vie n'a pas augmenté dans les douze derniers mois, au contraire, il a diminué. Il en est de même pour les salaires, d'importants employeurs ayant demandé à leurs employés d'accepter une réduction de salaires. Certains loyers ont tellement augmenté de prix que je me demande comment les locataires vont pouvoir les payer. Et comment la classe ouvrière pourra payer une augmentation de loyer si elle accepte des salaires moins élevés?

On a dit que mon projet de loi diminuerait la construction. Si l'on me démontrait la preuve de cette affirmation, je crois sincèrement que je n'insisterais pas. J'ai présenté ce bill, mais si la Chambre n'est pas prête à adopter les loyers de 1920 comme base, et si quelque membre de la Chambre avait quelque chose de mieux à suggérer dans le même sens, je serais heureux de le seconder, tant que le principe de limitation de l'augmentation est adopté. Certains croient que les loyers devraient être basés sur l'évaluation et d'autres croient qu'il devrait y avoir une limite de 12⁵ pour cent de l'évaluation de la propriété. Il n'a pas d'objection majeure à un tel amendement, mais il ne croit pas que cette mesure atteindrait les propriétaires profiteurs. Il ne croit pas que ceci serait aussi efficace que la mesure qu'il propose, mais il laisse la Chambre en décider. Pour encourager la construction, mon projet de loi prévoit, s'il est adopté, que la construction des maisons peut réaliser 15 pour cent de bénéfices sur le capital qui est mis dans des immeubles. Ceci représente 10 pour cent net, ce qui est un bon montant, un bon retour sur un investissement.

Il (M. Bercovitch) fait référence au problème très sérieux du chômage à Montréal. Les conditions ne s'améliorent pas tellement, et il craint que n'apparaissent des problèmes importants dans l'avenir, si l'on ne fait rien pour contrecarrer les propriétaires profiteurs. On a vu des groupes de chômeurs prendre possession par la force de restaurants et demander des repas sans payer, d'importants employeurs mettre leurs hommes à pied et la Canadian Vickers Company prévenir ses hommes de ne pas s'engager pour de gros loyers en raison d'une baisse des activités appréhendée qui entraînera une diminution importante du nombre des employés, lorsque les contrats actuels viendront à échéance à la fin de mai. Et si l'on ajoute au problème du chômage les augmentations de loyers excessives des propriétaires profiteurs, on peut s'attendre à avoir des problèmes dans un avenir rapproché.

Il est très difficile de prévoir qu'est-ce qui pourrait se produire non seulement à Montréal, mais dans d'autres régions de la province, si le gouvernement n'exerce aucun contrôle sur ces propriétaires rapaces. Dans l'intérêt public, il est nécessaire de sacrifier quelques intérêts privés, si l'on veut empêcher des troubles qui vont sans cesse se rapprochant de nos classes; il faut par tous les moyens possibles porter la guerre chez les accapareurs et chez les profiteurs de tout. Je ne veux en aucune façon porter atteinte à la liberté individuelle, mais il faut faire quelque chose.

Le bill qu'il dépose à la Chambre n'est pas une nouvelle mesure, il n'en est pas l'inventeur. D'autres pays, même s'ils n'appliquent pas exactement les mêmes dispositions, ont adopté les principes d'une telle mesure. L'intérêt public commande qu'on touche aux droits individuels dans ce cas, comme l'ont fait la France, l'Angleterre, les États-Unis, la Colombie, un certain nombre d'États au sud de la frontière et d'autres pays qui ont déjà adopté des législations dans ce sens. Dans ces pays, on s'est rendu compte qu'il fallait faire quelque chose pour contrer la cupidité des profiteurs, même si l'on devait pour cela éclipser certains droits et libertés individuels. Ils ont cru de leur devoir d'arrêter les profits des propriétaires, comme on a essayé de mettre un frein aux profiteurs du commerce des denrées alimentaires.

À New York, le préambule du bill mentionne qu'il a été adopté en raison des loyers injustes, déraisonnables et oppressifs obtenus par les propriétaires, qui vont contre le bien-être, la santé et la moralité publics. La France et l'Angleterre ont adopté des lois sur les loyers pour la même raison et l'ont fait comme mesure de guerre. Il suggère que la mesure qu'il propose soit considérée comme telle et non comme une ingérence dans la loi de l'offre et de la demande. L'Angleterre a pris l'année 1914 comme standard et a permis une augmentation des loyers de 5 pour cent pour chaque année suivante, pour une période de cinq ans, permettant un 6 pour cent d'augmentation supplémentaire en cas de rénovation.

Depuis la présentation de mon projet de loi, j'ai reçu des centaines de lettres de citoyens intéressés. Il (M. Bercovitch) donne lecture de quelques-unes d'entre elles. Leurs signataires affirment que leurs logis sont augmentés de 50, de 75, de 100 et de 200 pour cent. Il cite des exemples nombreux de logements dont ses propriétaires ont demandé des prix exorbitants: un loyer de \$39 augmenté à \$60; un autre de \$7 porté à \$39, et il continue des exemples: de \$35 à \$65, de \$22 à \$65,

de \$33 à \$70, de \$50 à \$125 dans les appartements Mount Stephen, de \$45 à \$90, de \$120 à \$250 dans les appartements Maxwellton et, dans les appartements Linton, de \$1,500 par année, taxe d'eau comprise, à \$3,000, avec une taxe d'eau de \$35, bail de cinq ans, toutes les réparations à la charge du locataire, et avec une clause disant que le locataire peut se voir montrer la porte sur un avis de trente jours par le propriétaire. Il dépose des résolutions prises par la Royal Highland Reserve, les Vétérans de la Grande Guerre, la Grande Armée du Canada et une pétition signée par des centaines d'employés du Grand Tronc en faveur de certaines restrictions. Il déclare que si rien n'est fait, il est impossible de savoir ce qui pourrait survenir. Il donne lecture de résolutions adoptées par des associations favorisant son projet.

Il convient que la loi naturelle de l'offre et de la demande est le meilleur remède, mais la situation actuelle est exceptionnelle, et il ne veut pas que la loi soit permanente, mais que son effet ne dépasse pas 1925. J'ai fixé une période de cinq ans pour la durée de cette loi parce que je crois qu'après ce temps, elle ne sera plus nécessaire, car il y aura plus de constructions, et les loyers seront meilleur marché. D'ici là, j'espère que les propriétaires qui veulent faire trop d'argent seront revenus à de meilleurs sentiments.

Je crois que le projet de loi, tel que rédigé, aura un bon effet et qu'il ne nuira pas aux propriétaires raisonnables. Il est vrai que cette mesure peut sembler injuste pour certains, mais c'est le cas de toutes les lois, et celles-ci doivent être adoptées en vue du plus grand bien pour le plus grand nombre. Les propriétaires d'appartements sont dans une classe différente de ceux qui font aussi le commerce de biens essentiels puisque, si un homme peut couper ses dépenses de nourriture ou de vêtements, il doit disposer d'un toit.

(Applaudissements)⁶

M. Smart (Westmount) se dit favorable au projet de loi, car il est temps de fixer une limite aux bénéfices de propriétaires profiteurs, qui sont comparables aux prêteurs usuraires. Il n'est pas d'accord avec toutes les clauses du bill. Il croit qu'il pourrait engendrer une injustice en certains cas et, en d'autres cas, il ne ferait qu'augmenter les loyers exorbitants déjà imposés par ces usuriers. Ce projet de loi est injuste pour les propriétaires qui, durant la guerre, ont perdu de l'argent, n'ont pas toujours loué leurs logements, n'ont pas augmenté leurs loyers, ou les ont augmentés très légèrement. D'autres

propriétaires les ont augmentés de 40 à 75 pour cent chaque année. On devrait plutôt décréter d'une façon générale que le prix du loyer ne dépassera pas un certain pourcentage de l'évaluation de la propriété louée et que ceux qui imposent une augmentation de plus de 20 pour cent seront obligés de réduire leurs loyers. Il croit que l'évaluation des nouveaux édifices entraînera des coûts administratifs importants.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Il y a une loi passée à New York dans ce sens-là. L'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch) sait-il comment elle a fonctionné?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je crois que la loi a été passée tout dernièrement à New York et je ne sais pas ce qu'elle a produit.

M. Miles (Montréal-Saint-Lambert): Je vois la question d'un autre point de vue. Moi, je crois que la présentation de ce bill a eu un bon effet. Si le principe est adopté, on pourra modifier des détails de façon à éviter que des injustices soient faites à l'endroit des propriétaires honnêtes qui traitent bien leurs locataires. Je crois que l'esprit de profitage croît trop depuis quelque temps, sauf que plusieurs propriétaires de maisons attendent avec anxiété le sort de ce bill. Depuis que le député de Saint-Louis a présenté son projet de loi, bien des propriétaires, des centaines, sinon des milliers, se sont montrés raisonnables parce qu'ils en ont eu peur.

La mesure projetée a même causé du bien dans la métropole, avant même qu'elle ne soit adoptée et étudiée par la Chambre. Dans certains grands immeubles d'appartements, les propriétaires commencent à avoir peur et hésitent à finaliser leurs loyers avant que la question ne soit réglée, tout comme ils craignent d'être mis dans le même panier que les usuriers et les profiteurs, et de subir le mépris de toute la communauté. Si ce bill peut être mis en application de façon juste, il apportera une aide précieuse à la population de Montréal, surtout ceux qui gagnent un salaire fixe, qui vivent dans de petites maisons et dont les loyers ont été augmentés de \$18 ou \$20 à \$50 ou plus. Étant donné que ce projet de loi viendra grandement en aide au gagne-petit, il mérite qu'on s'y attarde sérieusement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) voit d'un bon œil ce projet du député de Saint-Louis (M. Bercovitch), (mais) le remède proposé n'est pas ce qui devrait être fait. Tous les gouvernements qui ont

passé de semblables lois ont éprouvé des difficultés à les appliquer. Il ne fait aucun doute qu'il existe beaucoup de cas très graves qu'il serait bien de régler sans faire une loi générale. Je crois qu'il y aura beaucoup de construction cette année et, de la manière que la loi est proposée, elle pourrait décourager la construction dans les grandes villes et l'accès aux prêts hypothécaires. Cette loi nuira aux gens qui s'intéressent à la construction, car ils ne pourront pas emprunter d'argent pour leurs entreprises et elle nuira aux profits légitimes des propriétaires. Ces derniers ne seront pas pressés de construire des maisons, chose dont on a tant besoin. Il (M. Gault) conseille à la Chambre de la prudence. Il ne croit pas pouvoir appuyer ce bill tel que présenté.

M. Laurendeau (Maisonnette) félicite le promoteur de ce bill et voudrait que la Chambre l'adopte. Il condamne l'exploitation odieuse de certains propriétaires qui profitent de la rareté des logements pour exiger des loyers exorbitants. La maison Vickers a suspendu ces jours derniers 50 pour cent de ses employés qui paient \$35 pour des loyers qu'ils payaient autrefois \$18. Comment ces locataires pourront-ils payer leurs loyers? Ils n'ont pas déménagé pour s'exempter les frais de déménagement, mais ils ne paieront probablement pas leurs loyers qui sont trop chers.

Les ouvriers souffrent beaucoup de l'augmentation des loyers, et il espère qu'on fera quelque chose pour éliminer les exploiteurs. Il (M. Laurendeau) approuve le principe du bill, quoiqu'il ne soit pas en faveur de tous ses détails. Il ne croit pas à l'efficacité du remède proposé par le représentant de Montréal-Saint-Louis. Il souhaite que le gouvernement fasse quelque chose et montre qu'encore une fois la province est une pionnière lorsqu'il s'agit du bien-être du peuple. Il croit que le gouvernement doit faire quelque chose contre les propriétaires profiteurs. Il aurait été très intéressant que le gouvernement présente lui-même une mesure similaire, ça aurait été une autre fleur à son chapeau.

M. Létourneau (Québec-Est)⁷ ne partage pas l'opinion des orateurs qui l'ont précédé. Le Parlement serait-il justifiable de passer une pareille loi? Je ne le crois pas. Il dit qu'il ne pourrait voter en faveur d'une telle mesure, car il croit que cette loi va nuire considérablement à la construction dans la province et, surtout, dans la cité de Québec. Cette restriction à la construction ne ferait qu'aggraver la situation. Non seulement les loyers seraient toujours

élevés, mais les gens ne trouveraient pas de logement où vivre. Aujourd'hui, il faut à tout prix activer la construction. Les locataires, les ouvriers et les hommes d'affaires le demandent.

En ce qui concerne la ville de Québec, les cas de "profiteering" sont plutôt des exceptions et il n'y a pas eu, à proprement parler, d'abus dans le loyer des logements. À Québec, dans les trois quarts des cas, les propriétaires ne font pas plus que du 6 ou du 7 pour cent, si l'on calcule toutes dépenses et la dépréciation de leurs maisons. Il en coûte cher à un propriétaire aujourd'hui pour l'entretien d'une maison. Je ne crains pas de dire qu'un propriétaire paie près de 7 pour cent de son capital pour l'entretien d'une maison. Si on veut limiter à 15 pour cent le revenu d'un propriétaire, combien de personnes se lanceront dans la construction?

La conséquence de ceci, M. le Président, c'est que la construction ne sera plus active, que nos ouvriers n'auront pas de travail, etc. Ce serait même un avantage pour la classe ouvrière des villes que ce bill ne fût pas adopté. Ce serait nuire plus à la classe des ouvriers que de lui être profitable et avantageuse. N'est-il pas de notre devoir de peser tous ces arguments, avant de nous prononcer sur ce projet de loi? Je me demande, M. le Président, si après avoir tout pris en considération, nous ne devons pas décider que le projet de loi est dangereux à tous les points de vue.

M. Paquet (Saint-Sauveur) dit qu'il a consulté plusieurs chefs ouvriers dans sa circonscription à ce sujet et que tous étaient contre ce projet de loi. Il (M. Paquet) en est venu à la conclusion que cette loi serait une mauvaise mesure. Dans la ville de Québec, dit-il, on ne se plaint pas de la situation telle qu'on la dépeint à Montréal. Il n'y a assurément pas d'excès dans le loyer des logements; quant aux prix, il n'y a pas d'abus. Il dit qu'il votera contre le bill, car il n'est pas nécessaire et serait négatif pour Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'en pense le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault)?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je tiens à donner en ma qualité de ministre du Travail mon opinion sur ce projet de loi. Je crois qu'il va très loin. Le projet de loi affecte toute la province de Québec. Il a un caractère général et s'applique à toutes les villes et à toutes les municipalités de cette province, dans les villes comme dans les plus humbles villages. Il est

souverainement injuste pour la classe des propriétaires en général et en fera une classe à part, et même des parias, des gens que l'on regardera comme des types accomplis de spéculateurs de profiteurs et d'usuriers. Ils seront tous marqués comme des criminels qui doivent être traités avec sévérité et contre qui des mesures musclées doivent être prises. Il est injuste de placer tous les propriétaires dans cette catégorie.

Ce serait assez injuste envers ces propriétaires qui ont demandé des loyers peu élevés pendant plusieurs années, qui se sont rendus compte que les conditions étaient difficiles pour tout le monde et qui ont encaissé leur part des problèmes financiers que chacun a dû subir. S'il est juste de fixer le montant que doit charger le propriétaire pour sa maison ou sa résidence, il est aussi juste d'empiéter sur les droits privés des manufacturiers et des commerçants et décider quels profits ils doivent faire sur la manufacture ou la vente de leurs produits.

Il est injuste en ce qu'il dit à tous les propriétaires, qui n'ont pas retiré plus de 10 pour cent, 2 pour cent même sur l'argent qu'ils ont placé: "Vous n'avez pas le droit d'augmenter vos revenus de plus de 20 pour cent." Cette législation est injuste à tous les points de vue. Si on adoptait ce bill, on ne s'occuperait pas de ce qu'une maison a coûté et de ce qu'elle a rapporté ou fait perdre à son propriétaire depuis sa construction, du capital que l'on y a investi, de la location ou de la non-location des logements, des améliorations et ou réparations qu'un propriétaire pourrait faire. Cette loi est arbitraire et je ne crois pas que l'on devrait se baser sur elle.

Dans cette province, on ne limite aucun profit. On ne limite pas les profits des industriels, des commerçants et on veut limiter ceux des propriétaires. Les essais que l'on a faits dans ce sens ont été désastreux. Il ne serait pas sage d'intervenir dans le cas seulement des propriétaires de logements. Il soutient aussi que ceci restreindrait la construction et qu'il est déraisonnable de forcer un propriétaire à inscrire dans le bail le nom de son locataire précédent. L'idée de pénalité lui répugne.

Les propriétaires font-ils des profits si énormes que ça? Les petits propriétaires et la majorité de la population souffrira d'une telle loi. J'en parle à mon aise sans être accusé de partialité, car je ne suis pas propriétaire. J'ai préféré rester locataire, car je crois que j'y gagne de l'argent. Les propriétaires ne sont pas des citoyens indésirables et cette classe n'est pas aussi mauvaise et aussi accapareuse qu'on le laisse entendre. Ce ne sont pas tous des criminels.

Ce sont même les meilleurs citoyens dans une ville. Ce sont ceux qui y demeurent et serait-il sage de les maltraiter tous pour protéger ceux qui, pour la plupart ne font que passer et emporter notre argent sous d'autres cieus. D'autant plus que les propriétaires ne sont pas aussi riches qu'on le dit, cela ne paie pas tant que cela d'être propriétaire et, du reste, si cela payait autant, tout le monde le serait aujourd'hui, et pourquoi y aurait-il une si grande rareté de logements?

Je crois que cette loi nuira à la construction. Elle me rappelle certaines lois d'Ottawa qui n'ont pas été populaires. Il y a trois choses que l'on ne peut réglementer, ce sont trois nécessités de la vie: l'habillement, la nourriture et le logement. On ne peut pas plus les réglementer que l'on peut réglementer les religions et dire: Il n'y aura qu'une seule religion en cette province. Pour ces raisons, je voterai contre ce projet de loi.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je ne suis pas prêt à dire que le remède que je propose est le meilleur et qu'on ne peut prendre aucune autre année que 1920-1921 comme base en vue d'une action quelconque. Il est prêt à accepter tout amendement qui rendra cette mesure applicable. Mais ce que je veux, mon seul but est de mettre un frein aux profits exagérés et éhontés des propriétaires et de les empêcher d'exploiter le public et de les dépouiller de tout leur argent. Que l'on amende ce projet; que l'on en suggère un autre, peu importe! pourvu que l'on arrête les profits scandaleux.

Je me contenterais qu'on adoptât le principe de mon bill. Cependant, il croit que si l'on fixe le montant du loyer par rapport à l'évaluation foncière, il sera facile pour un propriétaire malhonnête de faire augmenter son évaluation, sur laquelle il devra payer 2 pour cent à la ville, et charger 12 pour cent au pauvre locataire sur cette même évaluation, ou \$10 ou \$12 de plus chaque mois. Le propriétaire en sortira encore gagnant, car il ne paiera que quelques dollars de plus en taxes.

L'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau) a dit que ce projet de loi allait arrêter la construction. L'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault) a affirmé la même chose, mais ils ne nous ont pas dit en quoi cela pouvait arrêter la construction. Le prix des loyers jusqu'ici était amplement rémunérateur pour le propriétaire. L'adoption de ma mesure ne nuira pas autant qu'on le dit à la construction, parce que bien des propriétaires avec la nouvelle loi retireraient des profits encore très avantageux. L'honorable député

de Québec-Est a dit que l'entretien d'une propriété coûtait aujourd'hui 7 pour cent. Je crois qu'il exagère et qu'il n'en coûte pas plus de 5 pour cent pour entretenir une propriété. Cette loi n'empêchera ni ne réduira la construction, comme certains le croient, car le propriétaire fera un profit brut de 15 pour cent. Si l'entretien d'un édifice lui coûte 5 pour cent de ses profits, il fera un profit net de 10 pour cent, alors que tout propriétaire serait heureux de recevoir un profit net de 6 pour cent.

Il pourra toujours avoir un prêt hypothécaire sur sa propriété et, maintenant, il pourra recevoir beaucoup plus. Ces propriétaires n'ont pas cessé de construire alors qu'ils ne recevaient que 6 pour cent. Il est ridicule d'affirmer qu'ils arrêteront de construire quand ils peuvent obtenir plus. Cette loi n'est pas nouvelle. Elle a été adoptée en Angleterre en 1916.

M. Smart (Westmount): Comme mesure de guerre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nous sommes dans une phase de reconstruction, et il s'agit ici aussi d'une mesure de guerre du même type que les législations qu'ont adoptées l'Angleterre et la France. Les conditions qui ont suscité cette loi comme mesure de guerre en Angleterre subsistent ici. On a pris comme base le prix des loyers de 1916, tandis que le projet que je présente est plus généreux pour les propriétaires, puisqu'il prend pour base les prix des loyers de cette année.

On a dit, au cours du débat, que cette loi pourrait causer certains griefs, qu'elle empiéterait sur les droits privés et les libertés individuelles. Possible. Pas une seule loi que nous avons passée ici n'a pas causé, parfois, des griefs ou fait du tort à quelqu'un. Cela est inévitable. Existe-t-il une loi qui n'ait pas affecté quelqu'un? On a tort de l'accuser, dit-il, de toucher aux droits de propriété, car la plupart des lois que la législature a adoptées récemment ne respectent pas les droits privés et les libertés individuelles. Selon lui, ils doivent légiférer afin de maximiser le bonheur du plus grand nombre.

On devrait aussi contrôler les prix des autres commodités de la vie, les profits que peuvent faire les manufacturiers et les commerçants. Lorsqu'il s'agit des logements, ce n'est pas comme dans le cas des autres industries. Les propriétaires savent profiter de ce que tout le monde est obligé d'avoir un logement. C'est la chose la plus nécessaire. Même si on ne peut les contrôler, le consommateur a peu de recours.

Un homme qui n'a pas les moyens de payer un vêtement pour lequel on lui demande trop cher peut continuer à porter son vieux complet quelque temps encore, il peut acheter de la nourriture moins dispendieuse et ainsi couper dans le coût de la vie, mais il ne peut se passer d'un toit pour le recouvrir, lui et sa famille. Il doit disposer de la protection nécessaire pour lui-même et sa famille et ne peut se passer de ce que le propriétaire lui offre.

La seule façon de forcer le propriétaire à se soumettre à la loi est qu'il déclare qui était son ancien locataire et le loyer qu'il payait. Alors que l'honnête homme ne craint pas les pénalités, pour celui qui est malhonnête, aucune pénalité n'est assez sévère. On trouve qu'il ne faut pas condamner les propriétaires exploitants à payer une amende ou à aller en prison? On a tort de faire preuve de tant de mansuétude à l'égard des exploitants. Cette loi peut être arbitraire, mais je rappelle au gouvernement qu'il a passé une des lois les plus arbitraires pour le contrôle des liqueurs alcooliques, des peines plus sévères pour ceux qui violeront la loi. Le gouvernement doit adopter cette mesure s'il veut agir comme il le prétend dans l'intérêt de la province et dans l'intérêt des classes pauvres. Mais la loi que je propose est destinée à protéger des gens qu'on exploite. C'est le devoir de l'État de les protéger, si besoin est.

L'honnête homme n'a pas peur d'une loi qui ne vise que le malhonnête homme. Si ce bill est adopté, le propriétaire honnête n'en souffrira pas. Le seul qui aura des problèmes sera le propriétaire malhonnête. On a affirmé que la loi était trop sévère et qu'elle prévoyait de dures pénalités. Si elle peut atteindre les propriétaires malhonnêtes, les pénalités ne peuvent être trop sévères. En ce qui concerne les nouveaux édifices, les évaluateurs pourraient facilement obtenir une preuve des coûts et ainsi déterminer la valeur.

Ici encore, les propriétaires honnêtes n'ont rien à craindre et il ne voit pas ce qu'il y a dans ces clauses qui puisse choquer les susceptibilités du ministre des Travaux publics. Les propriétaires honnêtes méritent des félicitations et tout notre respect. J'en ai contre le vampire profiteuse qui veut sucer la dernière goutte de sang du pauvre homme. Ce type de propriétaire doit souffrir. S'il augmente le loyer d'un commerce de 100 pour cent, les consommateurs et toute la communauté en souffrent. Cette loi a pour but de réprimer les abus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch) a

si bien plaidé sa cause dans son second discours que je tiens à dire quelques mots. Il peut y avoir eu des abus quant au prix élevé des logements. Il y en a à Montréal, mais il n'y en a pas partout. C'est moins certain dans les autres parties de la province. Il (M. Taschereau) prévient tout spécialement les députés ruraux que cette loi s'appliquerait dans les municipalités rurales comme à Montréal.

Je voterai contre ce projet de loi parce que j'y suis opposé au point de vue du principe d'abord et parce que je le considère comme pratiquement impossible dans son application. J'espère que la législature n'insérera pas dans son Code une loi qui est une intervention flagrante dans l'initiative privée. Elle est contraire à la liberté individuelle.

Lorsque la guerre s'est déclarée, on nous avait fait les mêmes représentations qu'aujourd'hui en nous demandant de passer une loi de moratorium pour sauver les petits bourgeois, les ouvriers. Nous avons refusé. Notre province était la seule à ne pas avoir imposé de moratorium. Le gouvernement d'alors a été sage, car la province de Québec est sortie de la guerre la plus riche, la plus belle, la plus stable et la plus solide de toutes les autres provinces, ce qui montre une confiance envers notre institution. Le gouvernement avait refusé de s'immiscer dans les droits privés.

La Législature ne pouvait restreindre les droits et les profits. Si l'on passe une législation pour limiter les droits et les profits des individus, où allons-nous nous arrêter? Cette année, le député de Saint-Louis nous demande aujourd'hui de limiter l'augmentation des loyers à 20 pour cent. Qui nous dit que, l'an prochain, avec son éloquence habituelle, il ne reviendra pas devant la Chambre pour proposer de limiter cette augmentation à 10 et, l'année suivante, à cinq pour cent.

Il (l'honorable M. Taschereau) croit, comme le député de Québec-Est (M. Létourneau) que cette loi nuirait à la construction. Une pareille loi serait de nature à effrayer les constructeurs dans toute la province, car cette loi s'appliquerait à toute la province. Dans la campagne la plus reculée, le propriétaire d'une maison qui aurait fait des réparations à une maison qu'il louait \$100 par année ne pourrait la louer plus de \$120 à l'avenir sans s'exposer à payer l'amende ou aller en prison. Une loi générale de ce type les empêchera d'imposer une augmentation de loyer pour des rénovations faites à leurs maisons, sans tenir compte de ce qu'ils ont investi, même si la valeur de ces rénovations est de beaucoup supérieure à 20 pour cent du loyer précédent.

Il est possible qu'il y ait des abus à Montréal, mais allons-nous pour cela voter une loi pour contrôler tous les propriétaires de la province? Le gouvernement d'Ottawa a essayé de contrôler par la législation; il a essayé de contrôler le papier, le sucre. On sait comment il a réussi. Les essais n'ont pas eu assez de succès pour que nous répétions l'expérience. Il (l'honorable M. Taschereau) voit un autre danger dans la loi, c'est que, si un homme fait des réparations à sa maison, aucun compte n'en est tenu. On aura beau dire qu'une telle loi n'empêcherait pas la construction, moi pour un, je ne construirais pas sous l'empire d'une loi de cette nature, si j'étais propriétaire. Résultat, on ne construira pas; on ne réparera pas les maisons.

J'attribue la hausse des loyers non pas tant aux propriétaires qu'aux locataires eux-mêmes. On m'a expliqué qu'à Montréal les locataires s'arrachent les loyers. C'est une course, c'est une enchère pour les loyers. Des locataires vont supplier les propriétaires de leur louer des logis en offrant des augmentations exorbitantes de loyer. On ne peut s'attendre à ce que les propriétaires refusent l'offre la plus élevée, si elle est faite volontairement. On ne peut en demander autant de la nature humaine. Au début de la guerre, c'était le contraire qui arrivait, et les propriétaires ne louaient pas leurs maisons. On manque de maisons. Alors, n'empêchons pas la construction.

Si nous admettons ce principe, cette année, qui nous dit que l'an prochain on ne nous demandera pas de diminuer encore les profits de ces gens-là. Cette législation, du reste, va affecter toute la province de Québec et va mettre les municipalités dans une situation très difficile. De plus, l'application d'une telle loi serait pratiquement impossible, car il faudrait tenir compte de trop de circonstances et de trop de situations. Avec une baisse des salaires et une augmentation des loyers l'an dernier, les ouvriers ne seront pas en mesure de payer une augmentation de 20 pour cent et, donc, la loi ne leur vient pas en aide. Si on veut présenter une telle loi, elle doit prévoir que les loyers soient 20 pour cent moins élevés que l'an dernier.

La province de Québec a toujours donné l'exemple aux provinces sœurs de lois saines et justes et du respect des droits des gens. Je serais heureux que nous ne donnions pas de mauvais exemple. Et, dans mon opinion, la Législature ne devrait pas faire entrer dans son Code une loi de cette nature qui ternirait sa réputation. (Applaudissements)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je propose que le comité se lève.

Des députés: Oui!

D'autres députés: Non!

M. le président (M. Beaudry, Verchères): Dans mon opinion, les "Non" l'emportent. La clause première du bill sera-t-elle adoptée?

Des députés: Drop!

M. Létourneau (Québec-Est): M. le Président, je propose que le comité s'ajourne maintenant sans prendre connaissance du projet de loi.

M. le président (M. Beaudry, Verchères): Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des députés: Oui, oui.

M. le président (M. Beaudry, Verchères): Dans mon opinion, les "Oui" l'emportent. Tout le bill est rejeté.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire de rapport.

Pension des magistrats de district

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 198 concernant la pension des magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que dans tous les cas où un magistrat peut donner sa démission ou être mis à sa retraite suivant les dispositions des articles 3278, 3279 ou 3280, des statuts refondus, 1909, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder une pension de trois mille piastres par année, s'il donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui en est faite par le procureur général.

Par cette mesure, un magistrat qui se retire pourra jouir, par suite de la volonté du lieutenant-gouverneur en conseil, d'une pension annuelle de \$3,000, s'il résigne dans les trente jours qui suivront la requête qui lui aura été présentée à cet effet par le procureur général.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 198 concernant la pension des magistrats de districts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

**M. A. Bergevin
(Beauharnois)**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre s'il va bientôt répondre à une interpellation qu'il a posée au sujet de M. Achille Bergevin, député de Beauharnois, relativement à la démission de ce dernier comme conseiller législatif en 1914 et à une demande d'enquête qu'il aurait faite à ce sujet⁸.

M. l'Orateur: Je ne crois pas que le chef de l'opposition puisse poser cette question parce qu'elle est contraire à l'article 558 des règlements de la Chambre qui dit qu'aucune interpellation ne peut être posée sur un sujet qui n'est pas d'intérêt public.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) conteste cette décision et il dit qu'il va consulter des autorités en procédure parlementaire avant de faire valoir ses prétentions.

M. l'Orateur: Je suspends ma décision.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

Reprise de la séance à 8 h 30

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les High Schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le secrétaire de la province (l'honorable M. David) se sert du système de mandats spéciaux.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je préfère m'en tenir aux subsides votés par la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le secrétaire provincial est plus scrupuleux que certains de ses collègues.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il peut y avoir des cas d'urgence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, le secrétaire provincial pose le principe que les mandats spéciaux ne doivent être employés qu'en cas de nécessité urgente?

L'honorable M. David (Terrebonne): Il peut y avoir des cas où il est utile d'avoir recours aux mandats spéciaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable secrétaire provincial modifie sa déclaration?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je la qualifie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je trouve qu'il la déqualifie. Je crois que le trésorier se sert un peu trop de mandats spéciaux.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je dois dire à mon honorable ami qu'en ce qui concerne les mandats spéciaux, nous suivons strictement la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et **l'honorable M. Mitchell (Richmond)** discutent des mandats spéciaux.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

9. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée tel que recommandé par une résolution du comité protestant du conseil de l'Instruction publique, paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Constables et constables spéciaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant la nomination des constables et des constables spéciaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce bill vise à s'assurer que personne n'utilise l'insigne d'un constable sans autorisation et oblige tous les constables à porter un insigne indiquant clairement qu'il est un constable ou un constable spécial. Il remplace aussi le titre actuel de chef de police par celui de surintendant de la police.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): 1. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000.00; Institut catholique pour filles, Montréal, \$10,000.00; Institut Nazareth, Montréal, \$1,600.00; Institut Mackay, Montréal, \$1,600.00; Montreal Association for the blind, \$1,600.00, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement a l'intention de faire contribuer le public de la province au soutien des institutions de charité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement sous le couvert de la charité va imposer des taxes nouvelles dans la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. David (Terrebonne) défend la politique suivie par le gouvernement à ce sujet et dit que le gouvernement a l'intention de donner moins d'encouragement aux académies de garçons dans les campagnes, afin d'encourager davantage les écoles d'agriculture. Le programme d'études de ces académies avait pour résultat d'éloigner de la campagne les fils des cultivateurs. Le comité catholique du conseil de l'instruction publique est présentement à étudier les modifications qu'il convient de faire au programme de ces académies.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques, en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques, en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles dans les municipalités pauvres, \$29,000; transférées de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent seize mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les instituteurs ne sont pas assez payés et les inspecteurs d'écoles pas assez nombreux. On veut que l'on double le nombre de ces derniers afin d'en faire, dans chaque district d'inspection, les principaux des écoles qu'ils auraient à visiter et qu'ils puissent faire plusieurs visites par année dans chacune d'elles.

L'honorable M. David (Terrebonne): C'est justement ce à quoi travaille le département qui a déjà, en l'espace de quelques mois, augmenté de cinq le nombre des inspecteurs. Mais ces réformes-là, naturellement, ne se font pas d'un seul coup et il faut le temps nécessaire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
14. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation supérieure en vertu de l'article 3012, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V, (2e session), chapitre 27, section 2 et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc., \$10,000; littérature, \$5,000; beaux-arts, \$5,000; pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Académie de Musique de Québec, prix d'Europe 1 George V (2e session) chapitre 5, section 1. Paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le rapport du surintendant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes sujettes au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, (instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la gratification pour 10, 15, et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un ordre en conseil et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des archives canadiennes, reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufacturiers y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications au sujet de chaque article en disant qu'il a le plus grand respect pour le châtelain de Spencerwood, autant que l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault).

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) sourit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rappelle les attaques jadis portées par les libéraux en des discours virulents contre le maintien de Spencerwood qui ne coûtait que \$7,000 en 1913⁹ et coûte aujourd'hui \$57,000.

L'honorable président du Conseil législatif (l'honorable M. Turgeon), ironie du sort, était de ceux-là. Les quatre-cinquièmes de la députation condamnent au fond de leur cœur les dépenses exagérées qui sont faites à l'heure actuelle à Spencerwood, mais on n'ose pas même en parler.

On oublie les déclarations incendiaires du parti d'autrefois. Les libéraux se font élire sous de fausses couleurs. Ils prétendent représenter les vieilles idées libérales mais sont, en réalité, des conservateurs, les loups se couvrent d'une peau de mouton.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
34. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles

d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingt centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quelques explications au sujet du traitement des maladies vénériennes. Il voit un danger à ce que l'on préconise certains remèdes au détriment d'autres.

L'honorable M. David (Terrebonne): On expérimente actuellement tous les remèdes, et la sélection se fera quand on aura vérifié par le résultat leur valeur thérapeutique. Un certain docteur Thompson de New York lui a affirmé, dit-il, que notre organisation antivénérienne surpasse en perfection celle de New York et, qu'à un congrès des deux Amériques, tenu à Washington l'automne dernier, on a donné au continent la province de Québec en exemple.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

37. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 194 amendant la loi concernant les jurés en matière criminelle;

- bill 196 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux greffiers et députés-greffiers des appels;

- bill 197 amendant la version anglaise de l'article 1227 du Code de procédure civile;

- bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour du magistrat de district;

- bill 216 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux commissions rogatoires étrangères;

- bill 225 amendant le Code de procédure civile, relativement à la cour de magistrat de district;

- bill 226 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des échafaudages.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative à ses amendements au bill suivant:

- bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec.

Dépôt de documents:

Conservatoire Lassalle

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 10 mars 1921, pour production de copie de la correspondance, états financiers, rapports et tous les documents relatifs au conservatoire Lassalle, école d'élocution française et du bon parler français, depuis sa formation. (Document de la session no 54)

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Voir le bill no 198.
2. Chiffre du *Soleil* du 16 mars 1921, à la page 1: \$25,000.
3. Il s'agit de M. Beaudry qui est vice-président de la Chambre.
4. Il s'agit de Sir Garneau Georges (1864-1944). Il fut élu par ses échevins en 1906 comme maire de Québec, puis par un processus électoral démocratique en 1908. Il fut aussi le premier président de la Commission des champs de bataille nationaux de 1908 à 1939.
5. Selon *The Herald*, 16 mars 1921, à la page 7: 16 %.
6. Selon *La Patrie* du 16 mars 1921, à la page 15, M. Bercovitch "ne recueillit que les applaudissements discrets de M. Laurendeau."
7. D'après *The Montreal Herald* du 16 mars 1921, à la page 16, M. Létourneau s'est levé pour parler après que le premier ministre lui ait fait envoyer une petite note par un page.
8. Voici les questions qu'on retrouve sur le feuilleton:

Copie de toute correspondance, etc., depuis 1919 jusqu'à ce jour, entre le gouvernement et M. Achille Bergevin, demandant une enquête au sujet de sa démission comme conseiller législatif en 1914?

 1. Le gouvernement a-t-il depuis la dernière élection générale reçu du député actuel de Beauharnois à l'Assemblée législative, une demande d'enquête, au sujet des causes de la démission d'un conseiller législatif en 1914?
 2. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement?
9. *La Patrie* du 16 mars 1921, à la page 7, mentionne 1893.

Première séance du mercredi 16 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Ashby (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 154 le Code municipal de Québec, relativement à la vérification des comptes municipaux;
- bill 155 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec.

Prélèvement des taxes

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 190 amendant la loi des cités et villes au sujet du prélèvement des taxes par les cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Possession et transport
des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 188 concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Expropriations

M. Beaudry (Verchères) demande la permission de présenter le bill 152 concernant certaines expropriations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Prison de Québec

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Un rapport a-t-il été fait, en 1920 ou 1921, par un fonctionnaire du gouvernement, sur la prison de Québec?

2. Dans l'affirmative, quel est le nom du fonctionnaire et quelles sont les conclusions de ce rapport?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1 et 2. M. W. Amyot, C.R., a été chargé de faire une enquête sur l'administration de la prison de Québec, mais son rapport n'est pas encore produit.

Construction et
amélioration des chemins

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 187 concernant la construction et l'amélioration des chemins dans la province.

Adopté.

Entretien des
chemins municipaux

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) propose que le bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal, relativement à l'entretien des chemins municipaux, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Tancrède
Marcil

M. Achim (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si M. Marcil a étudié le droit.

M. Achim (Labelle): Il est étudiant en droit depuis au-delà de quinze ans. Il a suivi des cours de

droit à l'Université de Montréal et sa demande est approuvée par le conseil du Barreau. Les électeurs du comté des Deux-Montagnes verront cette admission d'un bon œil.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne faut pas considérer le comté ni la beauté du candidat pour décider une telle question. Il (M. Sauvé) ne s'oppose pas au bill, vu que le conseil du Barreau a donné son assentiment.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Achim (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission métropolitaine de l'île de Montréal

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a deux projets devant nous, celui de la création d'une commission métropolitaine pour éviter, disent les maires d'Outremont et de Westmount, l'annexion à Montréal de toutes les municipalités de l'île; l'autre, celui du maire Martin, d'annexer toutes les municipalités de l'île parce que le maire et les citoyens de Montréal, avec raison, ne veulent pas l'annexion seulement de municipalités en face de la banqueroute. Les citoyens de Montréal prétendent qu'on a assez collé de ces municipalités-là à Montréal pour faire l'affaire de politiciens spéculateurs, dont l'influence dans la législation était prépondérante.

Si nous avons ces deux projets devant nous, c'est parce que le gouvernement avait décidé d'annexer Saint-Michel de Laval, Montréal-Nord et Pointe-aux-Trembles qui, suivant l'opinion exprimée par le premier ministre, ne peuvent rester sans secours ni protection. Or, comme Outremont et Westmount ne veulent pas s'annexer à Montréal, et

comme le maire et les citoyens de Montréal ne veulent pas de ces trois petites municipalités sans l'annexe d'Outremont et de Westmount, le gouvernement dit, par le premier ministre: "Nous n'annexerons aucune municipalité malgré elle." C'est-à-dire qu'il veut bien respecter l'autonomie de Westmount et d'Outremont, et je l'approuve, mais je le condamne quand il met de côté son respect de l'autonomie municipale, lorsqu'il s'agit des autres municipalités, et qu'il tente de leur imposer une commission métropolitaine dont elles ne veulent point du tout. Je dis, moi, que les droits de ces municipalités doivent être aussi respectés que ceux d'Outremont et de Westmount.

Le gouvernement veut absolument faire quelque chose pour sauver, dit-il, les trois municipalités en tutelle sous la commission Frigon, mais les sauver aux dépens des autres municipalités et pour le grand bénéfice des porteurs de coupons qui se préparent à faire de nouvelles fortunes. On les connaît ces spéculateurs qui mènent la Législature depuis trop longtemps.

Il y a des coupons qui ont été achetés à \$55.00, et le lendemain que ces trois municipalités seraient annexées ou sous le contrôle de la Commission métropolitaine projetée, ces coupons se vendraient "cent centins dans la piastra", comme l'on dit généralement. Voilà! Voilà! Monsieur, la belle affaire pour les amis, pour la bande d'amis qui n'a pas encore fini son œuvre néfaste à la Législature.

Le premier ministre sait bien tout ce qui a été dit au comité par l'opposition. Il est vrai que c'est Sir Lomer Gouin qui assistait à sa place, quand il s'agissait des affaires municipales de Montréal, mais avant d'affirmer une chose, il devrait se renseigner pour ne pas être injuste et pour dire la vérité. M. Frigon se rappelle ce que j'ai dit au comité en 1919. M. Prieur se rappelle aussi les remarques que j'ai faites au sujet de son administration. M. Z. Pesant¹, alors maire, se rappelle mieux que tout autre des protestations que j'ai faites entendre avec M. Cousineau.

Supposons pour un instant que l'opposition aurait voulu accorder à ces municipalités les autorisations exorbitantes que je critique en ce moment, le gouvernement n'aurait-il pas eu le pouvoir de les faire rejeter par sa majorité?

Le gouvernement, c'est la majorité des députés, et l'opposition, c'est la minorité. Le premier ministre paraît oublier cela, ou mettre de côté cette vérité pour essayer d'échapper à sa responsabilité et à ses adversaires. Il (M. Sauvé) cite les pouvoirs d'emprunt accordés par la Législature à Pointe-aux-

Trembles, à Saint-Michel de Laval et à Montréal-Nord: Les contribuables de ces villes ne sont pas coupables, comme le veut faire croire le gouvernement qui a permis aux conseils d'emprunter sans consulter le peuple. Le gouvernement a toujours ignoré les droits de ces contribuables. C'est donc lui qui devrait prendre la responsabilité.

Pour ma part, je le déclare sans peur et je prie le premier ministre et ses amis de certains journaux soudoyés de le noter: "Je suis contre le projet de la Commission métropolitaine, parce que la majorité des municipalités intéressées n'en veulent pas et qu'il est juste de respecter leurs volontés."

Au comité, l'autre jour, le premier ministre a persisté dans son désir de vouloir inclure les municipalités de l'île dans cette commission. Il a posé des questions et fait des remarques tendant à démontrer les avantages de cette commission, même aux municipalités de cultivateurs. "Mais, disait-il, M. le maire, vous n'aurez que \$40 à payer par année pour cette commission." Le premier ministre ignorait par ce fait les vœux des Fermiers unis, vœux exprimés les 18 et 19 janvier dernier contre cette création de la Commission métropolitaine. Cette résolution a été adressée le 22 janvier dernier au premier ministre.

Il reproche au premier ministre d'avoir ignoré cette requête des Fermiers unis. Le gouvernement a eu tort de se contenter de jeter simplement cette requête au panier. Les députés de l'île de Montréal sont allés dans leur foyer et ont été mandés d'urgence dimanche soir pour un caucus qui a eu lieu ce matin. Le gouvernement est mis en demeure de retrancher les municipalités de cultivateurs et de couper en deux les pouvoirs de sa Commission métropolitaine. Tant mieux!

C'est le gouvernement, administrateur de la province, maître de la majorité de la Chambre, qui est responsable de l'état de choses des trois municipalités éprouvées, c'est-à-dire de ne pas fuir devant cette responsabilité. Le gouvernement, pour favoriser des amis politiques, a été jusqu'à autoriser la garantie d'un emprunt pour venir en aide aux victimes de la conflagration du 22 juin 1908.

Par le statut 9 Édouard VII, 1908, le gouvernement est autorisé à garantir jusqu'à une concurrence d'une somme de \$400,000 en capital et intérêts, à un taux n'excédant pas $4\frac{1}{2}\%$, le paiement des obligations que peut émettre la cité des Trois-Rivières, etc. Il est vrai que c'était un ami politique, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier), qui était, alors comme aujourd'hui, maire de Trois-Rivières.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières): Pardon, je n'étais pas maire alors.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous étiez député de cette ville, et c'est ce que je voulais dire.

J'ai dit déjà et je répète que c'est un mauvais principe pour un gouvernement d'agir ainsi, mais ce précédent, il l'a créé, et il en a peur aujourd'hui.

Je suis opposé à ce que le gouvernement garantisse les emprunts des trois municipalités, ce qui permettrait encore la spéculation sur les coupons, mais s'il le faut, que le gouvernement donne une extension de pouvoir à la Commission créée par le statut 9 George V, 1919, et s'il n'y a pas d'autres moyens plus acceptables, qu'il garantisse, pour un an, non pas les emprunts comme on me l'a fait dire, mais les intérêts pour un an, comme je l'ai dit au comité.

Le premier ministre va-t-il encore avoir recours à sa tactique d'avocat en disant: "Je voudrais bien connaître l'opinion du chef de l'opposition; il ne nous l'a pas encore dite."

Feu Cyprien Dorris², durant ses élections, répondant à ses adversaires, des orateurs qui faisaient une charge à fond de train contre sa conduite, disait: "Vous voyez, messieurs, ils n'ont absolument rien dit contre moi." Le premier ministre est trop sérieux et je veux trop le respecter pour croire qu'il continuera à avoir recours à une pareille tactique.

Le gouvernement manque de "backbone", a dit le maire Martin de Montréal, et tous les jours le premier ministre semble le démontrer autant par ses reculades que par ses mauvaises mesures. Je crois qu'on ferait mieux de remettre ce projet à l'an prochain. Je ne veux nullement déprécier le projet de la Commission métropolitaine, et je suis convaincu qu'il a été conçu par des hommes consciencieux et compétents, mais pour nous de la Législature, nous ne devons pas ignorer l'opposition des municipalités qui nous demandent de les respecter. Ces municipalités ont droit d'être respectées. D'ici à l'an prochain, le projet aura été mûri et bonifié probablement, et les municipalités accepteront peut-être alors de faire partie de la Commission. Et il ne sera pas dit que la Législature a méprisé l'autonomie des municipalités et les droits des citoyens.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le chef de l'opposition essaie d'impliquer le gouvernement et de le faire paraître comme le seul responsable de la mauvaise situation sur l'île de Montréal. Bien que le chef de l'opposition soit maintenant opposé à la Commission, il n'a jamais voté contre toute demande d'emprunt faite par les municipalités.

Depuis des années, les municipalités de cette province sont venues auprès de la Législature demander certains droits qui leur ont été accordés. Le gouvernement a toujours bien agi en accordant à diverses reprises, aux trois municipalités en difficultés financières, l'autorisation d'emprunt de l'argent, et cela, dans le but d'aider au développement de la cité de Montréal. Malheureusement, ces trois municipalités sont aujourd'hui en face de la banqueroute. Plusieurs municipalités s'approchent de la banqueroute et le gouvernement ne peut permettre qu'une telle chose se produise, alors que cela n'implique qu'une somme dérisoire de \$5,000,000 qui permettra de sauvegarder au moins \$100,000,000 en crédit à la province.

Si nous ne venons pas à leur aide, cette banqueroute causera un tort considérable à tout le crédit financier de la province. Afin d'empêcher les municipalités de l'île de Montréal de souffrir considérablement de cette faillite, le gouvernement leur demande de coopérer ensemble pour éviter la banqueroute des municipalités de Pointe-aux-Trembles, Saint-Michel et Montréal-Nord. Cette commission augmentera le crédit des municipalités intéressées et empêchera les extravagances du passé.

La commission ne prévoit pas que les dettes des municipalités en défaut seront remboursées. Elles recevront simplement les fonds nécessaires pour leur permettre de traverser cette période difficile. Le projet de la Commission métropolitaine est une législation excellente et sera de nature à protéger toutes les municipalités qui feront partie de cette commission.

M. Smart (Westmount) est en faveur du projet de loi dans sa forme et ses principes généraux. La commission sera une bonne chose pour toute l'île, tant qu'elle respecte l'autonomie des municipalités de l'île de Montréal.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) considère cette mesure comme très importante et félicite le gouvernement d'avoir présenté ce projet de loi. Il s'agit d'une initiative formidable pour toute l'île de Montréal.

Le comité étudie le préambule et les articles 1 et 2 qui se lisent comme suit:

"Attendu que tout en conservant leur autonomie aux municipalités de l'île de Montréal, il est important qu'un système de contrôle financier par une autorité centrale représentant ces municipalités, ainsi que la cité de Montréal, soit établi pour l'avenir;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de Loi de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

"2. Une commission, ci-après appelée "commission", est constituée sous le nom de Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Elle étend son action relativement aux matières ci-après mentionnées, aux municipalités suivantes, savoir: les cités de Montréal, de Westmount, Outremont, Verdun, Lachine; et les villes Saint-Pierre, Lasalle, Hampstead, Saint-Laurent, Mont-Royal, Montréal-Ouest, Montréal-Nord, Saint-Michel, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Laval de Montréal."

Le préambule et les articles 1 et 2 sont adoptés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande l'opinion du représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby). Plusieurs de ses maires ont parlé contre une commission.

M. Ashby (Jacques-Cartier) dit que, dans son quartier, on s'est prononcé contre la commission telle que proposée d'abord. Le projet a cependant été changé et ce n'est plus du tout la même chose, et il votera pour le projet de loi. Il est persuadé qu'avec les changements apportés au bill, il n'y aura plus d'opposition de la part des cultivateurs et très peu des municipalités intéressées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il n'est pas vrai qu'il y a une délégation de Lachine pour s'opposer au nouveau bill. Le député de Jacques-Cartier sait que le maire de Lachine et d'autres personnes sont ici pour discuter le bill, mais il ne les a pas rencontrés encore.

M. Ashby (Jacques-Cartier): Je n'ai rien entendu du conseil de Lachine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'est-il pas vrai qu'une délégation de Lachine est arrivée ce matin en vue de s'y opposer?

M. Ashby (Jacques-Cartier): Il y a le maire Pelletier³ et d'autres personnes, mais je ne les ai pas encore vus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suppose que vous allez les rencontrer, après que le bill soit adopté.

M. Ashby (Jacques-Cartier): Il n'est pas encore adopté.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 16 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission métropolitaine de l'île de Montréal

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicat de l'Université Laval

M. Leclerc (Québec) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby) que, vu que le bill 110 révisant et refondant la loi constituant en corporation le syndicat de l'Université Laval de Québec, n'a pas été présenté, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ville de Montréal-Nord

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Leclerc) que, vu que le bill 121 concernant la ville de Montréal-Nord, a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, en amendement, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell) que les mots "et additionnels" de la motion en discussion soient remplacés par le mot "seulement".

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Et la motion principale, telle qu'amendée, étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Véhicules-moteurs, enregistrement

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le tarif des droits pour l'enregistrement des véhicules-moteurs soit amendé de façon que l'honoraire payable pour l'enregistrement des trucks, voitures de livraison, autobus, moteurs de traction ou autres véhicules semblables, munis entièrement ou partiellement de bandes solides, d'une capacité de plus de deux tonnes et demie mais n'excédant pas trois tonnes, soit de soixante-quinze piastres.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sujet aux conditions qu'il lui est loisible d'imposer, accorder à un fabricant ou négociant de véhicules-moteurs, les réductions d'honoraires d'enregistrement, les remises d'honoraires de

transfert et autres privilèges au sujet de l'enregistrement des véhicules-moteurs et de l'émission des licences s'y rattachant, qu'il jugera à propos, mais que rien dans la présente résolution ne devra s'appliquer aux véhicules-moteurs employés par un fabricant ou négociant pour son usage personnel ou pour fins de louage.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra:

a. modifier les honoraires payables en vertu des dispositions des statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs, au sujet des licences, de l'enregistrement, et des plaques (*markers*), changer la base des taux, établir de nouveaux taux, et faire des règlements nouveaux au sujet des plaques (*markers*);

b. permettre l'enregistrement de trucks, voitures de livraison, autobus, moteurs de traction ou autres véhicules semblables, d'une capacité excédant trois tonnes, sur paiement de l'honoraire additionnel qu'il pourra fixer, et sujet aux conditions qu'il pourra imposer;

c. fixer le maximum de pesanteur, y compris la charge et le maximum de vitesse d'autobus et de voitures de fret, munis de pneus et de tous les véhicules-moteurs munis entièrement ou partiellement de bandes solides, lorsqu'ils sont employés sur tous chemins ou certains chemins publics et dans toutes localités ou certaines localités, dans la province;

d. déterminer le maximum de largeur et de hauteur des véhicules-moteurs, et le maximum de longueur des véhicules-moteurs et de trains-moteurs en usage sur les chemins publics;

e. exiger que les motocyclettes, avec ou sans caisse-annexe, ou remorques aient plus d'une lumière;

f. imposer des restrictions additionnelles à l'émission des licences de chauffeurs, ainsi qu'à la jouissance de ce privilège et pourvoir à l'annulation de leurs licences;

g. exiger que les conducteurs de véhicules-moteurs subissent un examen sur leur compétence à conduire un véhicule-moteur;

h. établir et réglementer les signaux le long des chemins publics;

i. réglementer l'usage des appareils d'éclairage; et

j. faire tous autres règlements qui peuvent être jugés nécessaires à la mise à exécution de la loi des véhicules-moteurs de Québec.

Le but de la première résolution, c'est de nous permettre de pouvoir imposer une taxe aux camions de plus de trois tonnes. Ces camions brisent nos routes et il n'est que juste que nous les taxions

d'avantage. La loi actuelle dit que la taxe sur les camions de trois tonnes et demie sera de \$75. La nouvelle loi dit que les camions de trois tonnes seront taxés à \$75 et que pour les camions plus lourds, la taxe sera fixée par le gouvernement.

M. Smart (Westmount): Le gouvernement va-t-il tout garder les revenus de ces taxes ou en donner une partie aux municipalités? Il (M. Smart) suggère que la cité de Montréal reçoive une part des licences pour les automobiles pour l'entretien de ses rues, car celles de l'étranger contribuent beaucoup à briser les rues de la métropole.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je suis surpris que l'honorable député de Westmount soulève cette question. Elle aurait pu l'être par un quelque échevin demandant plus de revenus pour Montréal. La ville de Montréal ne contribue pas un sou pour nos routes nationales. Il n'existe pas de villes de la taille de Montréal et de Québec contribuant aussi peu aux routes provinciales. Les automobilistes de ces villes contribuent beaucoup à briser les routes de la campagne. Aux États-Unis, les grandes villes paient un tiers, un quart de la construction des routes d'État et peuvent alors réclamer une partie des taxes sur les véhicules-moteurs. Dans l'État de New York, les villes de New York et de Buffalo contribuent pour 60 pour cent du coût de construction et d'entretien de toutes les routes de l'État. Si Montréal suivait cet exemple, sa contribution serait supérieure à deux millions plutôt que les \$475,000 obtenus par les licences.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Montréal contribue largement au revenu de la province, cependant, le trésorier l'admettra.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Montréal ne contribue pas, proportions gardées, un sou de plus au revenu provincial que la plus petite municipalité de la province. Si l'on tient compte des proportions, bien entendu, au point de vue de la richesse, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas l'avis du maire de Montréal.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je suis comme le chef de l'opposition, je ne suis pas toujours de l'avis du maire de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est pourtant une autorité en la matière.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le maire de Montréal peut être une autorité dans l'opinion du chef de l'opposition mais, sur ce point, je ne reconnais pas son autorité.

Il explique les autres résolutions.

M. Philps (Huntingdon) demande si la province peut donner aux municipalités une partie des amendes imposées, entendu que, présentement, elles doivent payer le coût des poursuites et qu'en vertu de la loi, l'ensemble des amendes et des coûts revient au gouvernement provincial. Il y a une incitation pour les municipalités à ne pas appliquer la loi.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): La province ne peut pas donner une partie des amendes aux municipalités, même si elles paient le coût des poursuites. Toutes ces amendes sont destinées aux travaux routiers. Tout l'argent perçu est dépensé sur les routes, donc les municipalités en bénéficient indirectement. En ce qui concerne les licences de chauffeurs, elles sont vérifiées de façon stricte, mais la loi donnera le pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil de rendre cette vérification encore plus rigoureuse.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande si ceci s'appliquera aux conducteurs propriétaires.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non. La plupart des accidents sont causés par des conducteurs intoxiqués, trop jeunes, des femmes ou des chauffeurs. Il y a très peu d'accidents impliquant le propriétaire de l'automobile.

M. Poulin (Montréal-Laurier): Pourquoi les motocyclettes n'ont pas de phare arrière?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) avoue ne pas le savoir. Ils ont copié la loi de l'État de New York. Peut-être que la raison est qu'une motocyclette se déplace tellement rapidement que personne ne peut la suivre.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill 233 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 233 amendement les statuts refondus 1909, concernant les véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général, au cours de la présente séance.

Conduite en état d'ivresse

M. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill 168 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

En comité:

M. Laferté (Drummond): Depuis que j'ai présenté cette mesure, j'ai reçu des félicitations. On m'a dit que l'on devrait envoyer les chauffeurs arrêtés en état d'ivresse non pas des mois en prison, mais deux ans. Je crois que l'Automobile Club a adopté une résolution approuvant cette mesure. Comme je l'ai déjà dit, je crois que cette mesure est nécessaire pour la sûreté du public et des conducteurs des autres véhicules. Je rappelle que la loi est très sévère pour les mécaniciens et les chauffeurs de locomotives.

M. Desaulniers (Chambly): J'étais présent, en effet, à une réunion du club au cours de laquelle on a adopté une résolution approuvant le projet de punir très sévèrement les chauffeurs qui conduisent leurs voitures en état d'ivresse.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Je crois que nous devons être très sévères mais, comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas que pour la première offense, nous devrions envoyer un homme à la prison. Car, il y aura des cas où un juge pourra dire qu'un homme était en état d'ivresse, quand il n'aura pris qu'un verre ou deux. Si mon fils rencontre des amis, s'il prend un verre avec eux et s'il lui arrive un accident d'auto, je ne veux pas que le juge ait d'autre option que de l'envoyer en prison.

Dans le projet de loi dont je proposerai tout à l'heure l'adoption, je suggère que les amendes pour les chauffeurs qui conduisent leurs autos en état d'ivresse soient les suivantes:

- première offense: amende de \$100 à \$300; perte de la licence pour un an au chauffeur.
- deuxième offense: amende de \$300. à \$500; perte de la licence et la prison.

Je crois que cela est très sévère et que cela suffit.

M. Laferté (Drummond): Je crois que l'honorable trésorier fait erreur. Je ne veux pas envoyer en prison un chauffeur d'auto qui aura pris de la boisson, un verre ou deux, mais le chauffeur qui sera arrêté en état d'ivresse. L'honorable trésorier a dit qu'il fallait protéger nos fils; il faut aussi protéger le public. Je crois que mon projet d'amende est plus efficace, car il rend passible d'un emprisonnement de trois mois ou plus le chauffeur qui conduit sa machine en état d'ivresse.

M. le président (M. Monet, Napierville): L'article 1 du bill est adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Comment cela⁴? M. le Président, je propose que le comité se lève.

M. le président (M. Monet, Napierville): L'honorable trésorier propose que le comité se lève.

Le vote étant pris, la motion est adoptée⁵.

Le comité, ayant étudié le bill, se lève sans faire rapport.

Véhicules-moteurs, enregistrement

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les amendements n'auront pas pour effet d'augmenter les licences exigibles par le gouvernement de la part des propriétaires d'autos, mais le gouvernement pourra, quand il le voudra, changer ces licences.

Au sujet des camions, il s'est fait un changement. Pour un camion de trois tonnes, le propriétaire devra payer des permis spéciaux de \$75 au lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixera un tarif spécial pour ces véhicules, afin de rembourser les dommages qu'ils entraînent sur les routes. Récemment, un gros camion a frappé un pont et il en résulta une dépense de \$30,000. Les camions de plus de trois tonnes ne pourront plus passer sur les grandes rues. Cette dernière mesure ne s'applique pas cependant aux cités de Québec et Montréal. À l'avenir, toute auto à l'avenir devra porter un miroir afin de permettre au conducteur de voir en arrière de sa voiture.

M. Renaud (Laval) pose une question sur les voitures Ford.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Même les Ford.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération les résolutions relatives au bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il lui sera permis de répéter, dit-il, la constatation que nous dûmes faire en 1917, à la suite d'examen médicaux qui suivirent la passation d'une certaine loi. Le rapport des examinateurs médicaux fut déplorable au point de vue physique. Les jeunes gens de cette province doivent se soumettre à des examens rigoureux. Une telle situation indique clairement que rien ne doit être négligé pour améliorer la santé et le bien-être physique de la population. Plus que jamais, nous devons prendre des dispositions pour protéger l'hygiène publique. Notre province cependant, dans ces circonstances-là, ne se fait pas tirer l'oreille. Tant

de fois déjà, elle a damé le pion à toutes les autres dans différentes matières; aussi, elle n'entend pas rester en arrière, quand il s'agit d'hygiène publique, de charité publique et quand il y va de la santé du peuple. Le gouvernement actuel n'a pas été indifférent à aucune question d'hygiène publique jusqu'à présent et à tout ce qui peut favoriser de meilleures conditions pour la population. Il s'est occupé de tout: de l'hygiène en général, de la mortalité infantile, de la tuberculose, lutte contre le péril vénérien, etc.

Dans la route qu'elle parcourt vers son but, la société laisse tomber des lambeaux d'humanité, des êtres qui défont sur le bord de la route; il faut nous pencher et tendre les mains vers ces humains malheureux. La solidarité veut qu'elle ne les abandonne pas, mais les recueille. Parmi ces débris, il y a les aveugles, les muets, les sourds, ceux qui ne verront jamais les purs rayons du soleil, ceux qui ne pourront jamais exprimer leurs joies et les douleurs, ceux qui n'entendront jamais les concerts harmonieux de la nature; les paralytiques, les indigents; ceux qui sont obligés de recourir à la charité pour subsister; tous ceux qui sont en dehors de la société; enfin, que d'autres misères que crée la société dans sa course vers la civilisation. La plupart de ces malheureux s'en vont, comme on sait, chercher refuge dans des hospices.

Jusqu'à présent, il s'est trouvé dans notre province des hommes et des femmes qui, dans un même but et dans une même foi, ont consacré leur existence à soulager les misères humaines et se sont penchés sur ceux que la société avait laissés tomber au bord de sa route. Saluons avec respect et vénération le sublime dévouement de ceux et de celles qui, chez nous depuis les débuts de la colonie, se sont donnés le rôle d'être les consolateurs des déshérités de la nature et de la fortune. Le mot héroïsme n'arrive même pas à exprimer complètement ce que ces hommes et ces femmes ont accompli pour le bien-être général.

Mais nous ne sommes plus au temps héroïque et sublime de Saint-Vincent de Paul et de François d'Assise⁶ où l'on se prodiguait avec tant d'abnégation envers les malheureux et où régnait dans toute sa pureté la charité privée. Ce qu'ils pouvaient faire avec leur seul dévouement et l'abnégation d'eux-mêmes n'est à peu près plus possible. Ces beaux dévouements ne suffisent plus. Est-ce à dire cependant qu'un gouvernement doive se substituer à la charité privée ou à l'assistance aux déshérités de la nature et établir l'étatisme ou l'étatisation de la charité? Non, pour aucune considération. Il est

impossible pour le gouvernement, qu'importe son niveau de perfection, de remplacer la dévotion et la gentillesse individuelles, mais le gouvernement peut et doit dire à ces hommes et à ces femmes: "Jusqu'à maintenant, vous avez dévoué votre vie entière et toutes vos énergies au soulagement de la souffrance humaine, vous avez fait votre devoir et beaucoup plus que votre devoir, et nous sommes justifiés de vous porter assistance et de vous venir en aide." Il faut toujours laisser le champ libre à ceux qui passent leur vie à soulager les misères humaines. La charité administrative ne s'élèvera jamais aux hauteurs où ont élevé la charité chrétienne ceux et celles qui la font simplement en regardant le ciel.

Ce qu'il faut seulement, c'est la collaboration des pouvoirs publics à cette œuvre admirable de l'assistance publique. L'intervention du gouvernement est justifiée et, lorsque la société est incapable de remplir sa mission, il est du devoir du gouvernement d'intervenir. Mais sans qu'aucun journal ne puisse nous accuser de faire de l'étatisme, nous croyons que nous pouvons offrir du secours à nos institutions de charité. Nous avons donc pensé faire une loi qui organise pour ainsi dire la charité. Comme le disait, un jour, le ministre de l'Instruction en Belgique, il faut aujourd'hui l'organisation de la charité. La charité d'aujourd'hui est technique et "elle est devenue une science", dit Upton Sinclair⁷, mais nous n'avons aucunement l'intention d'éteindre la flamme de charité qui brille dans cette province. Sans cette organisation, nous nous égarons.

Le projet que nous soumettons à la Chambre aujourd'hui est basé sur la reconnaissance de la nécessité de la collaboration entre le public et les municipalités. Il permettra aux institutions d'organiser d'une façon plus complète et plus efficace le traitement de la misère. Il prévoit que les organismes de charité et d'assistance publique et privée reçoivent l'aide du gouvernement. On doit donner une chance aux institutions de charité privée et individuelle de se développer, de s'équiper adéquatement et d'opérer selon les meilleures méthodes scientifiques.

Elles seront ainsi encouragées à continuer le travail splendide qu'elles font depuis des années, et même des siècles. Il faut que demain, dans la province, on sache qu'il convient de grouper toutes les bonnes volontés pour le soulagement de toutes les misères, partout où elles se trouvent. Tous les miséreux, soit dans les villes soit dans les campagnes, doivent pouvoir contempler les étoiles de la charité. Il faut que le peuple reconnaisse partout l'obligation de la charité.

Pour organiser la charité de façon pour ainsi dire technique, il ne faut plus seulement des paroles et des gestes, il est temps d'appliquer les meilleures idées. Il n'y a pas de raison pour laquelle tous les malheureux de la province ne jouiraient pas d'un accès égal à tous les avantages et les bénéfices de la charité et du secours. Mais nous ne voudrions pas que soit créée l'impression que l'objet de la loi que nous présentons est de créer l'obligation de la charité. Il est simplement question d'organiser les modalités d'allocation de l'aide et de l'assistance. Nous laissons aux municipalités l'entière initiative de leurs actes charitables, mais nous leur offrons toute la coopération du gouvernement.

Quand, dans une municipalité, un indigent aura besoin d'être gardé dans une institution, nous exigeons qu'un parent nous donne un certificat de son indigence; nous demandons un autre certificat du maire de la municipalité. S'il s'agit d'un indigent non malade, nous demandons un certificat du curé de la paroisse, s'il est malade, nous exigeons le certificat d'un médecin. Nous laissons, encore une fois, les municipalités entièrement libres de leurs actes de charité.

Pour cela, chaque année, une taxe sera prélevée dans les lieux d'amusements. Cette taxe sera acceptée avec plaisir par le public. Y a-t-il dans la province un seul électeur qui s'objectera, quand il va s'amuser à payer 10 % de l'argent qu'il paie, pour faire partager à ceux que nous devons aider, nos pauvres, nos déshérités, nos malades et nos indigents, un peu du bonheur qu'il va goûter en s'amusant? Des gens parient aux courses pour une valeur de treize millions dans notre province; y en a-t-il parmi ceux-là qui ne sont pas prêts à éclairer d'un peu de bonheur le foyer des malheureux? Quel est le parieur qui refusera de donner quelque chose sur cette immense somme pour aider nos institutions de charité? Ils ne devraient pas hésiter à donner un petit pourcentage de cette somme. Il ne doit pas y avoir une seule personne qui, ayant les moyens de dépenser \$1 pour aller au théâtre ou aux courses, n'a pas les moyens de donner dix sous pour aider au soutien des miséreux, qui ne peuvent passer une soirée au théâtre ou à un concert.

J'ai donc confiance que cette loi que l'on présente aujourd'hui sera acceptée avec joie par toute la population de la province. Je sais d'avance qu'elle sera bien acceptée par la Chambre. Ce soir, si nous l'adoptons, nous aurons fait une grande et bonne action de charité et nous pourrons répéter le mot de l'empereur romain Titus: "Nous n'avons pas perdu notre journée." (Longs applaudissements)

M. Bouthillier (Saint-Jean) dit qu'il a hésité avant d'assumer la lourde responsabilité de prendre la parole en Chambre sur une question aussi importante, d'autant plus que c'est la première fois qu'il le fait. Cependant, il est fier de pouvoir apporter sa contribution à la noble cause défendue par le secrétaire provincial (l'honorable M. David). Je considère qu'en prenant la parole pour appuyer le projet que présente aujourd'hui le secrétaire provincial, je remplis l'un des devoirs les plus urgents et aussi des plus agréables de ma carrière de député et de médecin.

L'assistance publique comporte aujourd'hui, dans notre pays, pour chacun de nous, et spécialement pour le gouvernement, un ensemble d'obligations inévitables qui doivent être assumées avec intelligence et dévouement. Il ne se fait pas d'illusions, dit-il, sur les difficultés et les complications inévitables que fait naître l'intervention de l'État dans le domaine de la charité et de l'assistance publique mais, enfin, puisque tous les pays de tous les temps ont cru à la nécessité absolue de travailler à résoudre ce problème épineux, comme tous les problèmes sociaux, nous devons être certains que, dans les circonstances, le pouvoir public n'aura aucune hésitation à agir.

Bien des causes ont jusqu'à aujourd'hui multiplié l'indigence. Parmi ces causes, il y en a pour lesquelles les individus n'ont aucune influence. Il y a aussi des causes individuelles qui peuvent naître très bien de causes générales. À cause de tout cela, rien de plus difficile que d'assister. Mais est-il bien nécessaire de l'apprendre? Assurément. On semble persuadé qu'assister est la chose du monde la plus facile. Il faut prendre garde. Les sentiments qui inspirent la charité demandent à être guidés et dirigés par la raison. Il y a force exemples à cela. Il faut se méfier de la distribution d'aumônes inutiles et même dégradantes, si l'on n'appelle pas la raison à son secours. L'accord de la raison, mesure du vrai, et des sentiments, mesure du bien, c'est la combinaison que l'assistance doit poursuivre.

L'État a donc ici un rôle que seul peut définir une étude sérieuse et approfondie de la question. Il n'est pas de champ plus vaste, à l'activité d'une administration soucieuse du bien-être de ses membres, que l'assistance publique qui revêt toutes les formes et qui doit être l'œuvre de chaque jour. Bien appliquée, c'est l'art de faire du bien. Et c'est un art qui s'apprend, par une pratique réfléchie. Il y a donc des règles à suivre, des méthodes à connaître. Les gouvernements, pas plus que les autres, ne sauraient se dérober à la connaissance de la misère

humaine. Tel est l'objet, il me semble, de la mesure que l'on nous présente aujourd'hui. Cette mesure préconisée par le secrétaire de la province recevra donc notre plus ferme appui. Le gouvernement provincial, favorisant une initiative aussi heureuse, se convaincra qu'il soulage une des plaies grandissantes de nos populations et travaille efficacement pour le bien de la patrie canadienne. (Applaudissements)

M. Boisseau (Saint-Hyacinthe) tient à prendre part à ce débat à titre de représentant d'un comté où fleurit la charité chrétienne dans son plus bel éclat. Il est convaincu que le projet sera accueilli favorablement par toute l'opinion publique en cette province. L'État, en proposant cette loi, ne doit avoir d'autre but que celui d'encourager, d'aider et de fortifier les institutions existantes par l'octroi de subventions plus généreuses et mieux proportionnées aux immenses services qu'elles rendent à la société tout entière. L'État ne doit pas se faire le concurrent de ces établissements, et les pouvoirs publics ne devraient intervenir dans la construction de nouvelles institutions de bienfaisance que là où le besoin se fait réellement sentir et que là surtout où l'initiative privée fera complètement défaut.

Bien que présenté à la dernière heure, le projet n'en méritait pas moins la considération de toute la députation, et plus particulièrement des représentants des comtés où, comme le mien, il y a de nombreuses institutions de charité. Il n'est plus suffisant d'offrir aux indigents, aux malades, aux enfants délaissés et aux vieillards les secours nécessairement limités, fournis jusqu'ici par nos institutions de charité ou par la charité privée. L'État se doit d'y contribuer. Une armée ne doit pas laisser derrière elle ses trainards blessés et désarmés. L'assistance publique est l'observation d'une obligation sociale. Le gouvernement doit instituer un corps de secours pour les blessés de cette armée, et c'est dans ce but qu'est présentée la nouvelle loi d'assistance publique.

Dans les sociétés où l'esclavage existait, la question de l'assistance était résolue, car elle était soumise à l'intérêt du propriétaire des esclaves. C'est avec la liberté qu'est venue la classe d'individu dont l'existence n'est garantie par aucun capital et aussi le danger et le fléau du paupérisme. On devra voir à ce que l'assistance publique ne serve pas à encourager le paupérisme, qui est l'exploitation de la charité, mais qu'elle soit dirigée uniquement vers l'indigence imméritée. Il (M. Boisseau) voudrait voir l'État enlever aux parents indignes leurs enfants pour les faire élever convenablement. Il est conforme à

l'intérêt général que le droit à l'assistance soit institué pour tous ceux qui sont incapables de gagner leur vie par leurs propres efforts, enfants, malades, infirmes ou invalides, aliénés, vieillards.

L'assistance publique sera plus en état que l'assistance privée de secourir la véritable indigence et de ne pas se laisser tromper par la fausse indigence. Loin de nuire à la charité privée, l'assistance publique lui sera d'un précieux concours. Il (M. Boisseau) fait quelques remarques sur le travail et ses relations avec l'État qui ne peut être employeur et ne doit pas procurer du travail à ceux qui n'en ont pas. Il faut éviter d'assister ceux qui ne travaillent pas parce qu'ils ne veulent pas. D'après le bill soumis à notre étude, il sera loisible aux municipalités d'établir et de maintenir des hôpitaux.

Le règlement du conseil sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sujet à l'émission d'un permis pour l'établissement et le maintien de telles institutions municipales qui seraient administrées par les membres du conseil ou par des personnes nommées par le conseil municipal. Ces personnes verraient à l'observance des lois de l'assistance publique, fourniraient ce qui est nécessaire pour le bon fonctionnement de ces institutions, administreraient leurs affaires, recueilleraient les dons faits en faveur de ces institutions.

S'il m'est permis j'amenderais cette clause en y ajoutant que ce pouvoir ne sera accordé qu'aux municipalités où il n'existe pas d'institutions d'assistance publique. Quant à celles qui possèdent déjà ces sortes d'institutions, il me semble que c'est à elles que devraient se donner tous les avantages de la loi projetée, et cela, indépendamment des municipalités, car je vois beaucoup de désavantages à soumettre ces institutions au contrôle municipal. Il serait injuste de faire la lutte aux institutions déjà existantes, ce qui arriverait certainement si toutes les municipalités ont le pouvoir d'en ériger de semblables et sont assurées du soutien du gouvernement.

Il (M. Boisseau) fait l'éloge des institutions dirigées par les communautés religieuses qui seront toujours administrées d'une façon plus économique que celles sous le contrôle des municipalités. Les communautés religieuses (ce sont les statistiques des institutions d'assistance qui le disent) économisent chaque année des sommes énormes aux contribuables de cette province. L'État en proposant cette loi ne doit avoir d'autre but que celui d'encourager, d'aider et de fortifier⁸ les institutions existantes par l'octroi de subventions plus généreuses et mieux proportionnées aux immenses services

qu'elles rendent à la société tout entière. L'État ne doit pas se faire le concurrent de ces établissements et les pouvoirs publics ne devraient pas intervenir dans la construction de nouvelles institutions de bienfaisance, que là où le besoin se fait sentir réellement et que là surtout où l'initiative privée fera complètement défaut.

Il (M. Boisseau) cite des chiffres pour montrer tout le bien accompli par les institutions de charité de la ville de Saint-Hyacinthe. Il félicite le gouvernement d'avoir présenté cette mesure qui, il est sûr, est appelée à faire accomplir de grandes choses. Il dit qu'il est sûr que le gouvernement prendra toutes les précautions pour ne pas blesser les institutions existantes et affecter en quoi que ce soit ni leur enlever leur autonomie⁹. Mais le texte de la loi, que nous avons eu tout juste le temps de feuilleter, est-il rassurant. Ne permet-il pas à l'État d'exiger des renseignements qui permettraient de pénétrer dans l'administration intime des institutions, de recourir quelquefois à la tracasserie en exigeant des comptes méticuleux sur la façon dont les fonds qu'il vote sont administrés?

M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que le débat soit ajourné.
Adopté.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 16 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Assistance publique

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: Que M. l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération les résolutions relatives au bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec.

M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne): Le temps est arrivé où l'on devrait prendre sous un contrôle direct et sous le contrôle du gouvernement un ministère qui serait le ministère de la Santé publique, lequel administrerait tout ce qui a trait à l'assistance publique. Ce département aurait pour mission la prestation de l'assistance provinciale à de nobles causes, verrait à toute l'aide à accorder aux indigents et aux malades, en encourageant un mode de vie sain, par l'enseignement de métiers, par la formation industrielle; il examinerait rigoureusement toutes les demandes d'assistance, coopérerait avec les médecins et les surintendants d'hôpitaux, etc., dans l'éradication la plus complète possible des sources et des causes de la maladie. Dans ce département, on verrait à la saine nourriture des enfants, afin de contribuer à diminuer la mortalité infantile.

Il aurait (aussi) sous sa juridiction les institutions d'assistance publique, les hôpitaux, l'hygiène, la prévention des maladies contagieuses, etc. On mettrait tous les services relatifs à la protection de la santé publique, puériculture, tuberculose, maladies vénériennes, etc. Toutes les administrations de ces divers services seraient comme autant de branches de ce ministère qui ne manquait pas de besogne. Il profite de l'occasion pour signaler les ravages causés par les maladies vénériennes et il réclame les moyens les plus radicaux pour arrêter cette épidémie.

Il félicite le gouvernement pour la mesure qu'il apporte aujourd'hui en créant ce département de l'assistance publique. Des millions de dollars ont été votés pour de la formation dans l'élevage du bétail, des moutons, des porcs et des poissons et pour la destruction des animaux ou insectes nuisibles de tout genre. Il est temps que l'on dépense pour les mères et les enfants et qu'on leur donne une meilleure chance de devenir de bons citoyens en santé. Il appuie les grandes lignes du bill présenté par le secrétaire provincial (l'honorable M. David).

M. Poulin (Montréal-Laurier) dit avoir suivi le débat très attentivement. Il félicite les orateurs qui l'ont précédé sur les belles paroles qu'ils ont prononcées à l'adresse du projet présentement soumis. Il félicite en particulier ses deux confrères de la profession médicale qui ont parlé avant lui, soit le député de Saint-Jean (M. Bouthillier) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy). Il s'excuse d'apporter un peu d'ombre au tableau si brillamment tracé par les orateurs précédents. Il veut traiter de la question au point de vue social. Il veut surtout que les autorités de ce service d'assistance mettent beaucoup de tact et de discernement dans l'exercice de leurs fonctions.

Il comprend que cette loi crée un nouveau ministère placé sous la houlette du secrétaire provincial (l'honorable M. David). Cette mesure va contribuer à multiplier le nombre des indigents, à cause de la facilité que les familles auront de les faire hospitaliser. La charité doit primer tous les autres sentiments dans nos rapports mutuels¹⁰. Il (M. Poulin) craint l'étatisation des institutions de charité et que la loi ait comme résultat le recul de l'une des principales vertus des temps modernes comme de tous les temps, celle de la charité personnelle.

C'était une idée en vogue chez les sauvages, dit-il, que tout membre de la société qui cause quelque sacrifice et ne rapporte pas de revenus, c'est la masse qui doit s'en charger. Or, aujourd'hui, l'on sait que du moment qu'un malade cause quelques sacrifices et ne rapporte aucun revenu, c'est le gouvernement qui doit s'en charger. C'est avec ces faux principes de charité et avec ces maisons de refuge bâties à grands frais que l'on a détruit dans certains pays voisins tout dévouement et tout sacrifice personnel.

Que le gouvernement vienne en aide, avec générosité et avec tact, à certains malades, comme les sourds, les aveugles, les épileptiques, les tuberculeux, je l'approuverai de tout cœur, car ces malades ne sont pas capables de recevoir dans les familles les soins qu'ils requièrent. Mais qu'on ne s'engage pas en principe à porter secours à toutes les municipalités qui, grandes et petites, auraient l'idée de se payer un orphelinat, un hospice, un hôpital ou un asile quelconque.

C'est là une rêverie qui ne peut adoucir ce gaspillage et la destruction complète de la charité personnelle. On pourrait aller chercher un certain pourcentage sur le prix des amusements, mais on ne doit pas encourager ceux qui pourraient être tentés de croire que l'État sera toujours prêt à les supporter. Beaucoup de nobles âmes seront toujours prêtes à aider ceux qui souffrent, mais la prise en charge complète par l'État des secours détruirait ces légions de bonnes personnes qui, jusqu'à aujourd'hui, ont toujours été prêtes à faire leur devoir, et même plus que leur devoir.

Ce qu'il faut au pays, ce n'est pas tant de multiplier les orphelinats que de donner à ceux qui existent les moyens de préparer les orphelins qu'ils abritent à entrer dans la vie avec un bon métier. Ce qu'il faut encore, ce n'est pas tant des hospices qu'un peu de fierté pour ne laisser à personne le soin de veiller sur les siens. Ce qu'il faut, en un mot, c'est un véritable esprit de charité chrétienne envers les pauvres et les malades.

L'église catholique a toujours eu la plus grande pitié pour la souffrance humaine. Il ne croit pas qu'il y a dans la province deux évêques qui consentiraient à approuver sans restriction la création d'un pareil système d'assistance publique, non pas parce que le clergé veut se soustraire à ses obligations de charité, mais parce qu'il comprend que la charité est une chose qui ne s'administre pas comme une industrie à tant par tête. Il ne faut pas que l'on s'attache à industrialiser les vertus chrétiennes. Et le socialisme dût-il mettre les institutions canadiennes en danger, je crois que c'est dans la province de Québec que la charité privée devrait trouver son dernier refuge pour s'épanouir et pour embaumer tout le pays de ses parfums comme par le passé. (Applaudissements)

M. Grégoire (Frontenac) considère la question de l'assistance publique au point de vue de la charité. Il rappelle le grand esprit de charité qui règne dans la population de cette province et fait l'éloge de notre clergé, qui a su imprégner cet esprit chez les catholiques. Il ne trouve une solution satisfaisante que dans la mise en pratique des enseignements de l'Écriture. *Caritas*, dit-il, voilà le mot qui doit régler la question qui nous est présentement soumise, et c'est la charité qui doit nous animer, afin de donner à ceux qui en ont besoin les secours dont nous pouvons disposer. Il fait un peu l'histoire des œuvres de la charité dans le monde, puis il termine ses remarques en félicitant le gouvernement d'avoir songé et d'avoir décidé de présenter une telle loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) sans condamner formellement la loi qui s'inspire d'un bon motif, peut-être, s'étonne qu'elle soit présentée à pareille heure, sans avoir donné aux intéressés le temps de la bien étudier. Il demande, se basant sur la déclaration du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), qu'elle soit remise jusqu'à la prochaine session, comme il croit qu'il a été un moment question de le faire au sein du ministère. La plupart des orateurs se sont exprimés de façon très éloquente, mais ils n'ont pas discuté des mérites de la loi. Ils ont cité des extraits de grands auteurs tirés de toutes sortes de livres, mais ils n'ont pas traité de la question soumise à la Chambre. Il félicite le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) d'avoir été le seul orateur qui, d'après lui, ait traité la question sous son vrai jour, sans crainte et de façon indépendante. Il critique certaines clauses du bill. Il croit que la distribution des revenus prélevés pour la taxe sur les amusements n'est pas juste et que le gouvernement profitera de la moitié de ces revenus.

Il reconnaît au projet du secrétaire provincial d'excellentes intentions, mais il refuse aux futurs officiers de ce nouveau système une compétence supérieure à celles des autorités religieuses. Il fait l'éloge des communautés religieuses qui, pendant si longtemps, ont soutenu seules ces institutions de charité, et qui ont été aidées seulement par la charité individuelle. Il reproche au gouvernement de n'avoir pas assez aidé ces institutions dans le passé. La nouvelle loi peut être de nature à enlever leur autonomie aux institutions déjà existantes.

L'honorable M. David (Terrebonne) ne veut pas qu'un seul député reste sous l'impression que le gouvernement veut étatiser. Il veut dissiper les craintes que l'on a formulées au sujet des octrois qui seraient accordés aux municipalités, et il affirme que ce nouveau département provincial ne nuirait en rien aux activités des autorités religieuses. Il n'a d'autre désir que d'aider les institutions déjà existantes, admirablement administrées par nos communautés religieuses. D'ailleurs, contre quoi proteste-t-on? La loi ne contient pas de principes nouveaux, elle est basée sur ce qui se fait déjà sans que personne ne s'en scandalise, pour l'entretien des aliénés et pour les écoles de réforme. Les municipalités sont appelées chaque année à contribuer à l'entretien des patients de ces institutions et, cependant, ces dernières conservent toujours l'autonomie à laquelle elles ont droit. Il respecte toutes les opinions quand elles sont sincères, mais il ne veut pas se couvrir du manteau de la religion, bien qu'il soit aussi croyant que qui que ce soit, car il a servi à abriter la lâcheté de trop de canailles.

En réponse au représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), il dit que là c'est pure rêverie que de dire que la loi constitue l'étatisation des œuvres d'assistance et pure rêverie, encore que de dire que, dans la province, il ne se trouve pas deux évêques qui soient en faveur de la loi. Il y a deux mois, l'un des évêques les plus importants de la province avait, au contraire, accepté la présidence de la commission au temps où il était question de créer cette commission de l'assistance. Il a donné son approbation de la loi de l'assistance publique. La province doit trop aux institutions déjà existantes pour que le gouvernement songe jamais à leur enlever leur autonomie, et le seul but du gouvernement est d'aider à ces institutions, si elles veulent être aidées.

Les pouvoirs de cette commission auraient été les mêmes que l'on donne maintenant au bureau. Tout l'argent provenant des taxes pour l'assistance y sera consacré et, bien qu'il ne souhaite pas prêcher

en faveur de la religion, car on s'en sert souvent pour cacher d'autres causes, il déclare qu'on prendra soin de protéger les minorités religieuses et d'être juste envers toutes les institutions. Les revenus estimés de la taxe sont de \$1,000,000 ou \$1,200,000. Les maisons de charité de toutes les religions et de toutes les nationalités attendent impatiemment la passation de cette loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande quels devraient être les pouvoirs et les fonctions de la Commission de l'assistance. Cela, dit-il, peut être très important et modifier la situation.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ces pouvoirs devraient être exactement ceux qui sont confiés au bureau de l'assistance. Le gouvernement n'a pas la moindre intention de se substituer aux communautés, de suppléer à leur admirable dévouement, il ne veut que les aider et veut que la Chambre en soit également convaincue.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Qu'il sera établi, sous l'autorité du secrétaire de la province, un service permanent appelé "le service de l'assistance publique de Québec", et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, pour le bon fonctionnement de ce service, un chef de service et les autres officiers, commis et employés nécessaires, lesquels, sous la direction du ministre, seront chargés de mettre à exécution les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et rempliront les autres fonctions qui pourront leur être assignées, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que toutes institutions qui seront reconnues d'assistance publique par le lieutenant-gouverneur en conseil et qui souscriront aux conditions imposées par ledit service pourront bénéficier des privilèges conférés par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du service de l'assistance publique, déterminera quelles institutions de charité ou autres devront figurer sur la liste des institutions reconnues d'assistance publique.

4. Que le service de l'assistance publique devra, afin de se renseigner avant de donner sa recommandation, faire enquête sur les mérites de l'œuvre, son but, sa nature, sa fin et sa manière de disposer des octrois reçus.

5. Que tout octroi ou aide quelconque accordé par le service de l'assistance publique à une institution d'assistance devra être appliqué en entier au soutien ou à l'hospitalisation des indigents et ne pourra, de quelque façon que ce soit, être détourné de sa destination.

6. Que tous les deniers, de même que toute aide quelconque attribuée par la loi, par les municipalités de cité, de ville, de comté ou locales, ou provenant d'une source quelconque, au service de l'assistance publique devront être appliqués en totalité aux œuvres d'assistance publique affectées au soulagement des indigents.

7. Que, sur le fonds mis à sa disposition, le service de l'assistance publique pourra répartir le montant nécessaire au paiement de la part de la pension et de l'entretien, qui n'est pas à la charge des municipalités, tel que prescrit aux articles 3696, 4033 et 4137 des statuts refondus, 1909, des aliénés et enfants détenus ou placés dans les écoles de réforme et d'industrie.

8. Que l'aide accordée par le gouvernement ne pourra, dans aucun cas, dépasser le tiers du coût total de l'entretien des indigents recueillis par une institution d'assistance publique.

9. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, néanmoins, sur recommandation du service de l'assistance publique, dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, aider de la façon qu'il le jugera à propos au développement des œuvres d'assistance publique de la province.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur recommandation du service de l'assistance publique, chaque année ou toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, établir le coût d'hospitalisation, de séjour et d'entretien des indigents recueillis dans chaque institution d'assistance publique.

11. Que pourront être admis dans les institutions d'assistance publique, aux frais du gouvernement, des municipalités et des institutions d'assistance publique:

a. Les indigents qui fourniront aux autorités d'une institution d'assistance publique, dans lesquelles ils seront recueillis, la preuve de leur indigence, tel que prévu par la section IV du bill qui accompagne les présentes résolutions;

b. Les indigents que l'urgence et la nécessité absolue empêcheront de fournir momentanément la

preuve de leur indigence, tel que prescrit dans la section IV du bill qui accompagne les présentes résolutions, pourvu que l'entrée et le séjour dans l'institution d'assistance publique qui les recueillera soient cependant autorisés par le service de l'assistance publique, nonobstant tel défaut de preuve.

12. Que nulle institution d'assistance publique ne pourra recevoir un indigent, aux frais du gouvernement et des municipalités, aux conditions de paiement édictées par la section IV du bill qui accompagne les présentes résolutions, s'il n'est remis aux autorités de l'institution d'assistance publique où l'on veut le faire admettre:

1. Une demande d'admission faite par un parent, un ami ou un protecteur de l'indigent, contenant le nom, les prénoms, l'âge et le domicile, tant de la personne qui l'a fait que de l'indigent dont le placement est réclamé, et l'indication du degré de parenté, ou, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles, rédigée conformément à la formule A du bill qui accompagne les présentes résolutions. La demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par-devant le maire ou, en son absence, par-devant un juge de paix du domicile du patient;

2. Un certificat suivant la formule B du bill qui accompagne les présentes résolutions, signé par le maire de la municipalité locale où le malade a son domicile, ou, en l'absence du maire, par un conseiller, ou toute autre personne dûment autorisée par le conseil à émettre ce certificat;

3. Un certificat suivant la formule C du bill qui accompagne les présentes résolutions, signé par le curé ou son vicaire ou le ministre du culte, s'il s'agit d'un indigent non malade;

4. Un certificat, suivant la formule D du bill qui accompagne les présentes résolutions, du médecin établissant l'état de santé, s'il s'agit d'un indigent malade.

Ces documents, sauf celui mentionné dans le paragraphe 3 ci-dessus, devront être reconnus sous serment, devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure, un notaire ou un recorder.

13. Que, dans tous les cas où un indigent est recueilli dans une institution d'assistance publique aux frais de la province, des municipalités et de l'institution, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet indigent dans l'institution d'assistance publique sera payée un tiers par le gouvernement, un tiers par la municipalité locale où l'indigent a eu de bonne foi un domicile pendant six mois consécutifs précédant son admission, et un tiers par l'institution d'assistance.

14. Que, cependant, si la municipalité locale, qui est appelée à payer un tiers de la dépense encourue en vertu de la résolution précédente, indique d'une manière certaine au service de l'assistance publique le dernier endroit où l'indigent a eu de bonne foi un domicile pendant six mois consécutifs, le gouvernement fera payer directement la municipalité locale où l'indigent avait son domicile.

15. Que, dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les autorités de chaque institution d'assistance publique devront transmettre au service de l'assistance publique une liste préparée spécialement pour les fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions, dûment reconnue sous serment devant un juge de paix et contenant:

a. Les noms des indigents publics admis dans l'institution d'assistance;

b. Leur domicile à l'époque de l'admission.

16. Que les municipalités mentionnées dans la résolution précédente seront aussi tenues de fournir au service de l'assistance publique, avec leur compte trimestriel, un état spécial indiquant séparément les noms des indigents à la charge du gouvernement, des municipalités et de l'institution, la date de leur entrée et de leur sortie temporaire ou définitive et le nombre de jours pendant lesquels ils auront été dans l'institution d'assistance.

17. Que, sur réception de cette liste, le service d'assistance publique devra préparer sans retard, pour chaque municipalité locale où les indigents recueillis avaient leurs domiciles lors de leur admission, un état détaillé des montants dus par elle et le transmettre sans retard au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve cette municipalité locale, et que, sur réception de cet état, le percepteur du revenu devra transmettre au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité locale intéressée un relevé dûment certifié de cet état contenant les noms des indigents à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû par elle, et un avis d'avoir à verser entre ses mains, le ou avant le premier jour de mai suivant, le montant dû pour cette contribution.

18. Que, nonobstant toute loi à ce contraire, les frais de transfert d'un indigent seront payables par la municipalité locale tenue au paiement partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de l'indigent dans une institution d'assistance publique, et pourront leur être réclamés aussitôt après qu'ils seront encourus.

19. Que les droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des

dispositions de la section vingt-quatrième du chapitre deuxième du titre onzième des statuts refondus, 1909 (articles 5956*u* à 5956*za*), seront versés en totalité à son fonds de l'assistance municipale, et que la moitié de ce fonds, sans déduction des frais de perception et autres, sera transmise au trésorier de la province pour être affectée au service de l'assistance publique.

20. Que le budget affecté à l'assistance municipale ne pourra, sous aucune considération, être appliqué au paiement d'aucunes dépenses autres que celles encourues pour le soutien des indigents de la municipalité, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, et que les frais de perception seront payés à même la partie de ce fonds appartenant à la municipalité.

21. Que le trésorier de la province pourra faire remise au secrétaire de la province, à même le fonds de l'assistance publique, des montants requis par le service de l'assistance publique, pour payer les octrois pour la mise à effet des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

22. Que personne ne pourra assister à une représentation dans un lieu d'amusements, sans avoir au préalable payé à la municipalité dans laquelle est situé le lieu d'amusements, un droit équivalent à dix pour cent du prix d'entrée, et que toute fraction devra être comptée comme un entier, mais que toutefois ce droit ne sera pas exigible pour une partie, pour une exhibition autre que celle de vues animées, pour tout concert ou pour toute autre représentation instructive ou récréative reconnue par l'officier municipal chargé de la perception de ce droit, comme étant jouée ou donnée pour des fins patriotiques, agricoles, religieuses ou de charité seulement ou pour l'encouragement des arts, et jouée ou donnée exclusivement par des amateurs résidant dans la province et qui ne reçoivent aucune rémunération pour leurs services à cette occasion.

23. Que le porteur d'un billet de faveur ou de saison doit payer un droit, conformément à la résolution précédente, basé sur le prix d'entrée qu'il paierait s'il ne possédait pas ce billet, et que, en attendant qu'il soit autrement décrété par règlement de la municipalité où est situé le lieu d'amusements, le droit devra être perçu par la personne qui tient ou exploite ce lieu d'amusements au moyen de billets et de réceptacles, les uns et les autres fournis et contrôlés par la municipalité, et cette dernière pourra accorder à cette personne ou à toute autre personne la commission qu'elle jugera à propos sur la vente de ces billets.

24. Que les droits perçus en vertu de la section VI de la loi qui accompagne les présentes

résolutions ou en vertu de tout règlement ou de toute résolution adopté en vertu d'icelle, formeront partie pour une moitié du fonds de l'assistance municipale de la municipalité dans laquelle est situé le lieu d'amusements et, pour l'autre moitié, du fonds de l'assistance publique au département du Trésor.

25. Que la municipalité qui perçoit des droits en vertu des dispositions de la résolution no 22 sera tenue de transmettre tous les trois mois au trésorier de la province, pour être versée au fonds de l'assistance publique, la moitié du montant brut réalisé par elle pendant les trois mois précédents, accompagné d'un état démontrant le montant perçu.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert;

- bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage des biens substitués.

Charte de Saint-Lambert

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Partage de biens entre A.-O. Fages et J. A. Fages

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage des biens substitués. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

The Montefiore Orphans Home

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Grégoire) que, vu que le bill 102 constituant en corporation The Montefiore Orphans Home n'a pas été présenté, les droits ordinaires que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Expropriations

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 concernant certaines expropriations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

M. Beaudry (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaudry (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Outremont

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville Laval

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 123 amendant la loi constituant en corporation la Ville Laval de Montréal.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Reed (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licences

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que le trésorier de la province pourra autoriser le transfert de toute licence émise en vertu de la loi des licences de Québec, de son titulaire à une autre personne, ou d'un territoire à un autre, ou d'un établissement à un autre, ou d'un véhicule ou vaisseau à un autre, sur paiement, par le cessionnaire au percepteur, d'un droit additionnel égal en proportion du nombre de mois de calendrier qui resteront à courir avant et y compris le 30 avril suivant, à la moitié des droits ainsi payés pour la licence, pourvu que ce droit additionnel pour le transfert ne soit pas moindre que cinq piastres.

Adopté.

2. Que, outre les droits payables à la province pour l'émission ou le transfert d'une licence, la personne qui en demandera l'émission ou le transfert devra payer un honoraire de cinq piastres au percepteur qui fera cette émission ou ce transfert, mais que, dans le cas d'un distributeur automatique, l'honoraire ne sera que d'une piastre.

Adopté.

3. Que, dans le cas d'une licence pour tenir et exploiter un hôtel ou une maison de logement, les droits seront basés sur le nombre de chambres à coucher à la disposition des voyageurs dans l'établissement et que, dans le cas d'une licence pour tenir et exploiter un restaurant, ils seront basés sur la valeur locative annuelle du restaurant, et se répartiront comme suit:

1. Sur chaque licence pour tenir un hôtel:

a. Dans toute cité, cinq piastres par chambre à coucher; mais, néanmoins, chaque fois que le nombre de ces chambres à coucher est de plus de cent et un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de plus de cent mille âmes, ou de plus de vingt en un seul hôtel situé dans une cité ayant une population de moins que cent mille âmes, dans le premier cas, le droit n'excède pas cinq cents piastres et, dans le second cas, cent piastres;

b. Dans toute ville ou tout village ayant une population de deux mille âmes ou plus, trois piastres par chambre à coucher;

c. Dans toute ville ou tout village ayant une population de moins de deux mille âmes, deux piastres par chambre à coucher;

d. Dans tout autre territoire, une piastre par chambre à coucher; pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas moins de cinq piastres.

2. Sur chaque licence pour tenir une maison de logement:

La moitié du droit exigible pour une licence permettant de tenir un hôtel ayant le même nombre de chambres à coucher, dans un établissement situé dans la même classe de municipalité; mais, toutefois, le droit pour une licence permettant de tenir une maison de logement ne doit pas être de plus de quatre cents piastres ni de moins de cinq piastres.

3. Sur chaque licence pour tenir un restaurant:

a. Dans la cité de Montréal, cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel de l'établissement pour lequel la licence est requise;

b. Dans la cité de Québec, quatre pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

c. Dans toute autre cité, trois pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

d. Dans toute ville, deux pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

e. Dans toute autre municipalité, un pour cent de la valeur annuelle ou du loyer annuel;

Mais, toutefois, le droit pour une licence permettant de tenir un restaurant ne devra pas être de plus de deux cents piastres ni de moins de cinq piastres.

4. Sur chaque licence pour tenir un hôtel, ou une maison de logement ou un restaurant, dans une place de villégiature ou un endroit de pèlerinage pendant une période de trois mois ou moins, un quart ou pendant une période de plus de trois mois, mais n'excédant pas six mois, la moitié du droit exigible pour une année de licence de même nature dans la même classe de municipalité; mais, toutefois, le droit exigible en vertu du présent paragraphe 4 ne devra pas excéder le quart ou, suivant le cas, la moitié du maximum fixé pour une semblable licence annuelle, ni être inférieur à cinq piastres.

Adopté.

4. Qu'il soit défendu de tenir ou d'exploiter un lieu d'amusements à moins qu'une licence à cette fin ne soit émise sur paiement des droits suivants:

1. Pour chaque licence pour ouvrir ou exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages:

a. Dans les cités de Québec et de Montréal et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), trente piastres pour chaque jour;

b. Dans les autres parties de la province, deux cents piastres pour chaque jour; et, pour chaque exhibition adjointe (side-show), quinze piastres pour chaque jour.

2. Pour chaque licence annuelle pour tenir ou exploiter tout autre lieu d'amusements:

a. Dans les cités de Québec, Montréal, Outremont, Verdun et Westmount, cinquante centins pour chaque siège d'une personne;

b. Dans toutes les autres cités, trente centins pour chaque siège d'une personne;

c. Ailleurs, vingt centins pour chaque siège d'une personne.

3. Pour chaque "licence au jour" pour tenir ou exploiter tout lieu d'amusements autre que ceux mentionnés dans le paragraphe 1 de la présente résolution, un centin par siège, par jour, si le prix d'admission est d'une piastre ou moins, et trois centins par siège et par jour, si le prix d'admission excède une piastre, pourvu, toutefois, que le droit ne soit pas moins de cinq piastres.

Adopté.

5. Qu'il sera défendu de faire le commerce d'échange de film à moins qu'une licence à cet effet ne soit émise sur paiement au percepteur du revenu de la province, pour le district de revenu de Montréal, d'un droit de deux cents piastres.

Adopté.

6. Qu'il sera défendu de faire affaires comme exhibiteur ambulant, à moins qu'une licence à cet effet ne soit émise, à la discrétion du trésorier de la province, par le percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de Québec, sur paiement au bureau du revenu à Québec d'un droit qui peut, à la discrétion du trésorier de la province, être basé sur le nombre de jours, ou de tentes, ou de personnes employées ou de véhicules composant l'exhibition, ou le nombre de sièges à la disposition du public, et à tel prix qu'il déterminera.

Adopté.

7. Que, s'il s'agit d'un cirque, d'une représentation équestre, d'une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages, avec un sans représentation annexe, la licence pourra être émise à la discrétion du trésorier de la province, et qu'elle comprendra les cirques, représentation équestre, ménagerie ou caravane d'animaux sauvages, mais qu'une licence distincte devra être émise pour les représentations annexes.

Adopté.

8. Qu'aucune licence ne sera requise pour un lieu d'amusements dans une municipalité de canton ou de paroisse ou dans un village ou une ville d'une population de moins de mille âmes, ou pour une salle, dans une maison d'éducation ou une église, pourvu qu'aucune exhibition de vues animées ne soit donnée dans ce lieu ou cette salle; mais qu'une telle licence sera requise pour une salle de vues animées dans toute telle municipalité, tout tel village ou toute telle ville.

Adopté.

9. Que le leader du gouvernement en conseil pourra faire les règlements qui peuvent être jugés opportuns pour:

a. Mettre à effet les dispositions du paragraphe 4 de la loi des licences de Québec;

b. Réduire de moitié les droits de la licence annuelle pour un lieu d'amusements qui, à raison de la nature de sa construction ou de la nature des amusements qui y sont donnés, ne peut être en usage durant une certaine période de l'année;

c. Réduire ou remettre les droits d'une licence au jour pour des lieux d'amusements, quand on en fait usage pour des fins patriotiques, agricoles, religieuses, éducationnelles ou charitables ou pour l'encouragement des arts;

d. Définir ce qui constitue un siège ou son équivalent dans un lieu d'amusements.

Adopté.

10. Qu'aucune personne ne devra exploiter un hippodrome ou tenir une réunion de courses dans cette province, à moins qu'une licence à cet effet ne lui ait été accordée par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient, sur paiement à ce dernier, et d'avance, pour la réunion entière, des droits suivants:

1. a. Dans la cité de Montréal ou dans un rayon de trente milles de ladite cité, dix piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

b. Dans la cité de Québec ou dans un rayon de cinq milles de ladite cité, huit piastres pour chaque jour que dure cette réunion;

c. Dans tout autre endroit, cinq piastres pour chaque jour que dure cette réunion.

2. Mais si des gageures, paris ou poules sont vendus, reçus ou enregistrés à ladite réunion de courses, en vertu du système du pari mutuel, les droits seront les suivants:

a. Pour chaque hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un mille, mille piastres par jour;

b. Pour chaque hippodrome généralement reconnu comme rond de courses d'un demi-mille, cinq cents piastres par jour;

c. Pour tout autre rond de courses, trois cents piastres.

3. Mais si ces gageures, paris ou poules sont reçus, vendus ou enregistrés au moyen de tout autre système que celui connu généralement comme pari mutuel, les droits seront du double de ceux mentionnés dans le paragraphe 2 ci-dessus et qu'aucune telle licence n'est émise à moins que telle personne ne soit le propriétaire du rond de course sur lequel la réunion a lieu, et à moins qu'elle ne soit

incorporée sous une loi de la Puissance du Canada ou de cette province, et que le leader du gouvernement en conseil pourra modifier le tarif établi par la présente résolution et augmenter le montant des droits ainsi exigibles.

Adopté.

11. Qu'aucune personne ne devra assister à une réunion de courses ou entrer sur un terrain occupé pour une réunion de courses dans cette province, à moins qu'avant d'y entrer ou d'y assister, cette personne n'ait payé au percepteur du revenu de la province qu'il appartient ou à l'officier en charge dûment nommé par ce dernier ou par le trésorier de la province, un droit d'entrée au montant suivant:

a. Si l'hippodrome est généralement connu comme fond de courses d'un mille, trente cents pour chaque admission ou entrée;

b. Si l'hippodrome est généralement connu comme un rond de courses d'un demi-mille, vingt cents pour chaque admission ou entrée;

c. Si l'hippodrome est généralement connu comme étant d'une longueur inférieure, dix cents pour chaque admission ou entrée.

Adopté.

12. Que toute personne qui fera un pari à une réunion de course d'après le système du pari mutuel, devra payer au trésorier de la province un droit égal à la différence entre dix pour cent du montant déposé par elle pour son enjeu et le pourcentage que le directeur de la réunion de courses a le droit de retenir en vertu de la loi du Parlement du Canada, 10-11 George V, chapitre 43, section 6, qu'au cas où la différence sus-mentionnée excède quatre pour cent du montant déposé par telle personne pour son enjeu, le droit sus-mentionné est limité à ce quatre pour cent; et que le directeur qui aura reçu l'argent déposé pour un enjeu devra percevoir ce droit pour la province de la manière indiquée par le trésorier de la province et remettre le droit ainsi perçu par lui chaque jour au trésorier de la province. Le directeur en pareil cas agira comme l'agent du trésorier de la province.

Adopté.

13. Que personne ne pourra enregistrer, recevoir ou vendre aucune gageure, pari ou poule dans cette province en dehors des terrains où se tiendra une réunion de courses, au moyen de tout autre système que celui généralement connu comme pari mutuel, à moins qu'une licence à cet effet ne lui ait été accordée par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient, sur paiement d'un droit de mille piastres pour chaque jour.

Adopté.

14. Que toute personne vendant, recevant ou enregistrant des gageures, paris ou poules d'après le système connu sous le nom de pari mutuel, devra faire enregistrer toute invention ou appareil employé pour ces gageures, paris ou poules, et devra payer au percepteur du revenu de la province un honoraire de cinq piastres pour chacun de ces appareils ou inventions et pour chaque réunion de courses; et que le percepteur du revenu de la province ou toute personne dûment autorisée par ce percepteur ou par le trésorier de la province pourra, en tout temps, entrer sur les terrains où une réunion de courses est tenue, y faire un examen minutieux de cette invention ou appareil et faire rapport de son investigation au trésorier de la province.

Adopté.

15. Qu'aucune licence ne sera requise pour les courses qui se feront sur l'hippodrome d'une société d'agriculture officielle de comté pendant la durée de toute exposition tenue par cette société, ou pour les courses pour lesquelles il n'est pas exigé un droit d'entrée et durant lesquelles les gageures, paris ou poules ne seront pas vendus, reçus ou enregistrés.

Adopté.

16. Que, nonobstant toute loi spéciale à ce contraire, aucune municipalité ne pourra par règlement, résolution ou autrement, prélever aucune taxe, impôt ou droit, pour l'exploitation d'un hippodrome ou la tenue d'une réunion de courses.

Adopté.

17. Que les droits payables pour les licences d'encanteur seront comme suit:

1. Pour chaque licence annuelle d'encanteur:

a. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal, cent trente piastres;

b. Dans le district de revenu de Québec, sauf la cité de Québec, et dans le district de revenu de Montréal, sauf la cité de Montréal, et dans chacun des autres districts de revenu, cent piastres.

2. Pour toute licence annuelle séparée, prise par un encanteur, pour l'emploi d'un assistant, agent serviteur ou associé comme crieur;

a. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal, cinquante piastres;

b. Dans le district de revenu de Québec, sauf la cité de Québec, et dans le district de revenu de Montréal, sauf la cité de Montréal, et dans chaque autre district de revenu, quarante piastres.

3. Pour chaque licence au jour d'encanteur, y compris l'emploi d'un assistant, dix piastres par jour.

Adopté.

18. Que toute propriété vendue à l'enchère et à la criée dans cette province et adjugée au plus haut

et dernier enchérisseur, ou au plus bas et dernier enchérisseur, devra être vendue par un encanteur licencié, excepté:

a. tous biens de la couronne, ou d'une personne décédée, de mineurs, lorsqu'ils sont vendus par licitation volontaire ou forcée;

b. tous biens appartenant à une communauté dissoute ou à une église;

c. tous biens vendus par autorité de justice après confiscation, à tout bazar tenu pour des fins religieuses et de charité, pour fins religieuses, en paiement de taxes municipales, pour des fins non commerciales par un cultivateur qui quitte la localité;

d. les animaux de ferme exposés par les sociétés d'agriculture à une exposition et vendus durant cette exposition.

Adopté.

19. Que, excepté dans le cas de ventes commerciales de fruits et de bétail vivant, toute vente qui, en vertu de la résolution précédente, devra se faire par un encanteur licencié, sera sujette au droit ci-après établi, lequel devra être payé par l'encanteur, au percepteur du revenu de la province ayant juridiction, à même le produit de la vente aux frais du vendeur, à moins de stipulation expresse, dans les conditions de la vente, que le droit sera payable par l'acheteur, et dans ce cas, ce droit sera ajouté au prix.

Adopté.

20. Que les droits payables sur le montant brut de la vente à l'enchère seront:

- un pour cent sur les premiers cent mille piastres ou fraction de cette somme, plus

- une demie d'un pour cent sur les cent mille piastres additionnels ou fraction de cette somme, plus

- un tiers d'un pour cent sur les cent mille piastres additionnels suivants ou fraction de cette somme, plus

- un quart d'un pour cent sur les cent mille piastres additionnels suivants ou fraction de cette somme, plus

- un cinquième d'un pour cent sur les cent mille piastres additionnels suivants, ou fraction de cette somme,

et ainsi de suite en augmentant le dénominateur de la fraction dans la proportion d'un pour chaque cent mille piastres additionnels suivants, ou fraction de cette somme sur le montant brut de la vente; et que pour les fins de la présente résolution, lorsqu'une vente à l'encan durera plus d'un jour, elle sera considérée comme une seule vente.

Adopté.

21. Que tout encanteur possédant une licence annuelle devra, dans les premiers dix jours de chacun des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, payer au percepteur du revenu de la province ou à son assistant le montant des droits perçus sur les ventes par lui faites et qu'il n'aura pas acquittés.

Adopté.

22. Que les droits relatifs aux colporteurs seront:

1. Sur chaque licence pour un colporteur dans chaque district de revenu, cinquante piastres; mais que tout colporteur prenant une licence pour l'un et l'autre des districts de revenu de Québec et de Montréal, qui désirera colporter dans les limites de la cité de Québec ou de la cité de Montréal, selon le cas, devra payer un honoraire additionnel de cent cinquante piastres;

2. Sur les véhicules de colporteurs: pour un véhicule, cinquante piastres; pour chaque véhicule additionnel, dix piastres.

Adopté.

23. Que, lorsqu'une licence de colporteur sera requise pour plus d'un district de revenu, le trésorier de la province pourra, sur demande faite avant de prendre la licence, réduire le droit de licence pour chaque district de revenu additionnel jusqu'à concurrence d'au moins un quart du droit pour chaque district de revenu additionnel.

Adopté.

24. Quel les personnes suivantes ne seront pas tenues de prendre une licence de colporteur:

1. Celles qui sont employées par une société de tempérance ou une société de bienfaisance ou religieuse de cette province, pour colporter et vendre des brochures (tracts) de tempérance ou d'autres publications morales et religieuses, sous la direction de cette société;

2. Celles qui vendent et colportent:

Des actes de la Législature;

Des livres de prières ou des catéchismes;

Des proclamations, gazettes, almanachs ou autres documents imprimés et publiés par autorité;

Du poisson, des fruits, du combustible, du bois de chauffage, du charbon, des huiles de charbon et des victuailles, excepté le thé et le café;

Des objets, effets et marchandises autres que des drogues, médecines ou remèdes brevetés, quand ces objets sont colportés et vendus par un fabricant ou un ouvrier, lequel étant sujet britannique résidant en cette province ou par ses enfants, apprentis, agents ou domestiques;

3. Les chaudronniers, tonneliers, vitriers, raccommodeurs de harnais ou autres personnes

faisant métier de réparer des chaudières, cuves, ustensiles et meubles de ménage, pour aller par les chemins exercer leur industrie;

4. Les revendeurs ou les personnes ayant des étaux ou bancs sur les marchés, dans les cités ou les villes, pour vendre en se conformant aux règlements de police des lieux, du poisson, des fruits, des victuailles, des effets ou marchandises dans ces étaux ou sur ces bancs.

Adopté.

25. Qu'il sera défendu de tenir en vue d'un gain une table de billard ou un jeu de quilles à moins qu'une licence n'ait été émise à cet effet sur paiement des droits suivants:

1. Pour licence de table de billard, autre que celle d'un club:

a. Dans les cités:

1. Pour une seule table tenue par la même personne et dans le même local, soixante piastres;

2. Pour toute table additionnelle, vingt-cinq piastres;

b. Dans les villes:

1. Pour la première table, quarante piastres;

2. Pour chaque table en sus de la première, vingt-cinq piastres;

c. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres pour chaque table;

2. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club:

a. Dans les cités et villes, trente-cinq piastres;

b. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres.

Ces licences ne s'appliquent pas aux clubs organisés en vertu des articles 7233 et suivants des statuts refondus, 1909, qui n'exigent rien pour l'usage des tables.

3. Pour chaque licence de table de bagatelle, trou-madame (pigeon-hole), ou mississippi, vingt-cinq piastres.

4. Pour chaque licence de jeu de quilles:

a. Dans les cités et villes, vingt-cinq piastres;

b. Ailleurs, dix piastres.

Adopté.

26. Que personne ne devra exploiter ou tenir une buanderie publique à moins qu'une licence à cet effet ne lui ait été accordée sur paiement des droits suivants:

a. Dans les cités de Montréal, Westmount et Outremont, cinquante-cinq piastres;

b. Dans la cité de Québec, quarante piastres;

c. Dans toute autre cité, vingt-cinq piastres;

d. Dans une ville, vingt piastres;

e. Partout ailleurs, quinze piastres.

Adopté.

27. Que tout courtier, société de courtiers ou personne dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors de la province, qui désire y faire affaires par l'entremise d'un agent ou représentant, en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, d'un endroit situé dans les limites de la province, avec un courtier, une société de courtiers ou une personne se trouvant en dehors de ladite province, sera tenu d'obtenir, pour cet agent ou ce représentant, dans un bureau ou une place d'affaires fixe, une licence annuelle sur paiement d'un droit de deux mille piastres; que le fait de prendre une licence en vertu de la présente résolution ne soustraira le porteur de cette licence à aucune des dispositions des articles 1360 à 1373 des statuts refondus, 1909, inclusivement.

Adopté.

28. Que toute personne ne résidant pas dans les limites de la province, qui viendra temporairement dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel, soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre personne étrangers à ladite province, devra préalablement obtenir une licence semi-annuelle sur paiement d'un droit de cinq cents piastres; que toute personne résidant dans la province et y faisant un commerce de courtier, de toute nature et description, devra, aux temps et de la manière qui pourront être déterminés par le trésorier de la province, s'enregistrer au bureau du percepteur de la taxe sur le commerce d'actions, si c'est dans le district de Montréal, et au bureau du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, dans tout autre district de revenu; que l'honoraire d'enregistrement sera de trois piastres, dont deux appartiendront au fonds consolidé du revenu et une piastre au percepteur; que le fait de prendre une licence en vertu de la présente résolution ne soustraira le porteur d'icelle à aucune des dispositions des articles 1360 à 1373 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

29. Que personne ne devra tenir un bureau de prêts, à moins d'avoir obtenu une licence à cet effet, sur paiement des droits suivants:

a. Dans la cité de Montréal, deux cents piastres;

b. Dans la cité de Québec, cent cinquante piastres;

c. Ailleurs, cinquante piastres.

Adopté.

30. Que nul ne pourra vendre ou tenir en vente aucune quantité de poudre à moins qu'une licence n'ait été émise à cet effet sur paiement des droits suivants:

Pour chaque licence pour vendre de la poudre ou en garder en vente:

a. Dans les cités de Québec et de Montréal:

1. En gros et en détail, trente piastres;

2. En détail seulement, douze piastres;

b. Dans toute autre cité:

1. En gros et en détail, quinze piastres;

2. En détail seulement, huit piastres;

c. Dans toute ville:

1. En gros et en détail, huit piastres;

2. En détail seulement, quatre piastres;

d. Dans toute autre partie de la province:

1. En gros et en détail, quatre piastres;

2. En détail seulement, deux piastres.

Une quantité de vingt-cinq livres ou plus, ou d'une douzaine de canistres d'une livre chacun, vendue en une seule et même fois, sera censée être une vente en gros, et une quantité moindre sera censée être une vente en détail.

Adopté.

31. Que nul ne devra faire le commerce de prêteur sur gages à moins qu'une licence ne lui ait été accordée à cet effet sur paiement des droits suivants:

a. Dans la cité de Montréal, mille piastres;

b. Dans la cité de Québec, cinq cents piastres;

c. Dans toute autre municipalité, deux cent cinquante piastres.

Adopté.

32. Que le leader du gouvernement en conseil pourra faire et abroger des règlements pour les fins suivantes:

1. Pour établir l'étendue et les limites des passages ou traverses;

2. Pour définir le mode et les conditions de l'octroi des licences, le temps pour lequel elles sont octroyées, et le droit ou la somme payable pour ces licences;

3. Pour fixer les péages et les taux auxquels les personnes et effets sont transportés sur ces passages ou traverses, la manière dont ces péages et taux sont publiés, et les lieux où ils doivent l'être;

4. Pour fixer le temps, les heures et fractions d'heure auxquels les bateaux employés sur ces passages ou traverses doivent passer et repasser, ou partir de l'un ou de l'autre côté de tels passages ou traverses pour cette fin;

5. pour imposer des amendes pour toute contravention à ces règlements; et que ces règlements, après avoir été publiés dans la *Gazette officielle du Québec*, auront le même effet que s'ils faisaient partie de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

33. Que nulle licence ne sera requise pour exercer le métier ou l'industrie de passeur ou traversier:

a. Entre les rives du Saint-Laurent, excepté entre la cité de Montréal et la cité de Longueuil, entre ladite cité de Montréal et la ville de Laprairie, et entre la cité de Lachine et Caughnawaga.

b. Entre les rives de toutes rivières formant la ligne frontière qui sépare cette province de toute autre province ou territoire.

Adopté.

34. Que nul ne pourra garder un distributeur automatique ni en faire usage sans une licence à cet effet, sur paiement de la somme de quatre piastres pour chaque distributeur automatique.

Adopté.

35. Que la licence mentionnée dans l'article 2520/ des statuts refondus, 1909 (tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 21, section 1), et que l'on exige d'un porteur de permis accordé par le ministre des travaux publics et du travail comme condition préalable à l'ouverture et à la tenue et à la direction d'un bureau de placement autre qu'un bureau de placement pour les femmes seulement, pourra être accordée sur paiement des droits suivants:

a. Si le bureau de placement est situé dans une cité ou ville, où il se trouve un ou plusieurs bureaux de placements gratuits organisés en vertu des articles 2520*a* et suivants des statuts refondus, 1909, deux cents piastres par année;

b. Si c'est dans une localité où il n'y a aucun semblable bureau de placement gratuit, vingt-cinq piastres par année.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé de l'étude du bill 43 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les licences.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 amendement les statuts refondus, 1909, concernant les licences soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Zéphirin Pesant, né en 1870, est commerçant et maire de Saint-Michel en banlieue de Montréal, de 1913 à 1926. Il est connu comme un des bienfaiteurs de l'Association de la Police de Montréal et de l'Université de Montréal.

2. Il s'agit de M. Cyprien Dorris (1860-1918) qui fut élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Napierville (1897, 1900, 1905, 1908, 1912, 1916).

3. Nous croyons qu'il s'agit d'Alphonse S. Pelletier, né en 1875. Il est avocat de la cité de Lachine depuis 1906 et recorder de la ville de Lasalle depuis 1912. Il s'intéresse aux luttes municipales dans ces deux villes.

4. D'après *L'Événement* du 17 mars 1921, à la page 7: "M. Monet s'était trompé. La langue lui avait fourché et au lieu de dire "l'article est rejeté" il avait dit: "l'article est adopté"."

5. Le projet de loi est rejeté par 26 voix contre 18.

6. Saint Vincent de Paul (1576-1660) fut un prêtre français qui s'occupa des malades, fit des missions d'apostolat et de charité auprès des pauvres et créa des institutions charitables. Saint François d'Assise (1181 ou 1182-1226), surnommé "le petit pauvre", fut un religieux italien qui fonda l'*Ordre des Frères mineurs* ou *franciscains* voué à la pauvreté mendicante et à la prédication itinérante. Il se fit le promoteur de la solidarité envers les pauvres, les démunis et les malades.

7. Il s'agit de Upton Beal Sinclair (1878-1968), socialiste et polémiste qui écrivit des romans à titre informatif à travers lesquels il poursuivait le capitalisme (*La Jungle*, 1906). Il lutta aussi pour la liberté d'expression, le féminisme, le pacifisme, etc...

8. Selon *Le Devoir* du 17 mars 1921, à la page 2: "fructifier".

9. Tous les journaux terminent là l'intervention du député. Cependant, Louis Dupire du *Devoir* du 17 mars 1921, à la page 2, et *Le Droit* de la même journée, ajoutent ce dernier paragraphe qui pourrait être un commentaire du journaliste.

10. "Actuels" dans *L'Action catholique* du 17 mars 1921, à la page 7.

Première séance du jeudi 17 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Fonds d'amortissements
municipaux**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 186 concernant les fonds d'amortissements municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration et vente de terres publiques, pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cet item nouveau est pour l'administration et la vente des terres publiques pour fins agricoles. C'est une conséquence de la séparation du domaine forestier de celui de la colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas au bénéfice des colons et du développement de la colonisation que cet argent est dépensé, mais pour des fins politiques. On a dit aux gens, dans les districts de colonisation pendant les élections, qu'à moins de voter pour les candidats du gouvernement,

ils n'auront pas de chemins. Les salaires des ouvriers qui travaillent sur les chemins de colonisation ne sont pas assez élevés et certaines municipalités doivent déboursier la différence.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dans certaines localités où des développements ont été réalisés, les hommes sont payés \$3.25 par jour. Il est normal que les municipalités qui peuvent se le permettre contribuent au coût de la construction des chemins.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se plaint que les députés ne participent pas au travail en cours, quelques-uns ramassent des plumes et les mettent en paquets, éparpillent les bills et ne portent aucune attention au débat, et ceci vise tout particulièrement les députés représentant des comtés où la colonisation joue un rôle majeur. Je demanderai aux membres de cette Chambre de m'écouter¹. D'un côté, s'ils ne veulent pas prendre part à la discussion, ils peuvent sortir de la Chambre et on ne s'apercevra pas de leur absence. Ils peuvent quitter la Chambre comme des ministres l'ont fait. Chaque année, la chose se reproduit, les députés négligent leurs devoirs et, si les choses continuent ainsi, un jour viendra où le gouvernement sera dans l'obligation de nommer une commission pour gouverner la province.

Ce jour-là, les députés n'auront qu'à se présenter une fois par année pour retirer leur indemnité. Ce seront alors des députés-chèques. Pourquoi voit-on alors des députés s'occuper eux-mêmes de faire des paquets de vieilles plumes rouillées alors qu'ils ont des pages et des messagers à leur disposition pour faire ce travail? Si les députés considèrent qu'il est plus important de faire des paquets de plumes et de nettoyer leurs bureaux que de faire le travail dont la Chambre a été saisie, c'est leur affaire, mais qu'on me permette au moins de faire mon devoir envers mes électeurs et envers la population de cette province. Le comportement des députés est tout simplement méprisable, méprisable pour la Constitution, méprisable pour le ministre et pour leurs quelques collègues intéressés par les questions qui regardent la colonisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres

soit ouvert à Sa Majesté pour société de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le gouvernement a reçu de certaines sociétés nationales des demandes pour l'exécution d'un plan considérable. La société de la Caisse d'économie aurait demandé au gouvernement de défricher des cantons au moyen d'une machinerie qui eût permis de faire les travaux rapidement. La société se serait chargée d'y établir des colons et de les assister, moyennant une remise raisonnable chaque année.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) déclare qu'il a refusé de garantir les \$100,000 que demandait cette société. Il a déjà été trop souvent trompé par des sociétés pour pouvoir, dans l'intérêt de la province, garantir cette somme.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) profite de l'occasion pour faire un grand éloge du Témiscamingue comme région de colonisation. Si ce territoire s'est merveilleusement développé depuis 40 ans, c'est dû à l'industrie, à l'énergie, aux qualités de ses colons, mais non à cause de l'encouragement du gouvernement qui a laissé ces colons à leurs propres ressources, privés de chemin de fer.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté et de licences de chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries;

- bill 148 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve.

Département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de J.-O. Villeneuve

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 concernant la succession de J.-O. Villeneuve. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Construction et amélioration des chemins

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 187 concernant la construction et l'amélioration des chemins de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose: 1. Que le gouvernement de la province pourra acquérir par l'intermédiaire du ministre de la Voirie, à l'amiable ou par expropriation:

a. des terrains qui contiennent le sable, le gravier ou la pierre nécessaires aux travaux des chemins construits ou améliorés, en tout ou en partie, aux frais de la province, ou que le ministre de la Voirie fait construire ou améliorer aux frais des municipalités; et

b. des servitudes temporaires de passage sur les terrains qui se trouvent entre tels chemins et les rivières ou cours d'eau voisins, ou les endroits où l'on extrait le sable, la pierre et le gravier.

2. Que si le ministre de la Voirie ne s'entend pas avec le propriétaire ou possesseur sur le montant de l'indemnité, il pourra prendre possession, au nom dudit gouvernement, par ses officiers ou la ou les municipalités intéressées, du terrain nécessaire, s'en servir, l'utiliser ou exercer la servitude pour les travaux du chemin, comme si l'expropriation avait eu lieu, après un avis de cinq jours de son intention de le faire, au propriétaire ou possesseur.

Adopté.

3. Que, pour le surplus, toute expropriation nécessaire pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec *mutatis mutandis*, mais que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

4. Que tout les deniers nécessaires pour acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les terrains et les servitudes visés dans la loi qui sera

basée sur les présentes résolutions seront pris à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 187 concernant la construction et l'amélioration des chemins dans la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Tessier (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Orphelinat apostolique de La Malbaie

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que vu que le bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de La Malbaie concerne une œuvre charitable et de bienfaisance, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté.

Ville de Saint-Michel

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 129 concernant la ville Saint-Michel.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vérification des comptes municipaux

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 154 amendant le Code municipal de Québec, relativement à la vérification des comptes municipaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté l'amendement de l'Assemblée législative à ses amendements, avec un amendement pour lequel il demande l'agrément de l'Assemblée au bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal.

Commission des écoles catholiques de Montréal

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté à l'amendement fait par l'Assemblée législative aux amendements du Conseil au bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal. L'amendement est lu deux fois et adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Code municipal de Québec

M. Tourville (Maskinongé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 155 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Tourville (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Édouard VII, chapitre 63, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 85, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 81, section 1; 1 George V (1re session), chapitre 48, sections 1 et 3, et 1 George V (2e session), chapitre 60, section 2, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe *m*, tel qu'édicte par ladite loi 1 George V (2e session), section 1, et qui se lit comme suit:

"*m*. À compter du 14 mars 1911, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la ville de Verdun est fixée à quatre cent cinquante mille piastres, pour déterminer le montant des taxes municipales et scolaires que la cité de Montréal devra payer, et pour toutes autres fins quelconques et ladite cité paye, chaque année, à ladite ville de Verdun, à la date du paiement des taxes générales annuelles de ladite ville, la somme de quatre mille cinq cents piastres. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale, ainsi que de toute taxe en prix de l'eau que ladite ville de Verdun peut autrement imposer à ladite cité de Montréal.

"Cette commutation a force et effet pour une période de vingt-cinq ans et s'applique aux taxes qui deviennent dues à l'avenir.

"La cité est autorisée à fermer toute rue, ruelle ou voie publique, ou partie d'icelle, située sur les terrains qui lui appartiennent actuellement, et fera

diligence pour faire ouvrir par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans ladite ville de Verdun, une rue projetée de soixante pieds de largeur s'étendant de la rue Bannantyne à la rue Holmfield"; par le suivant:

"m. La cité est autorisée à fermer toute rue, ruelle ou voie publique ou partie d'icelle, située sur les terrains qui lui appartiennent actuellement, et fera diligence pour faire ouvrir par la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, dans ladite ville de Verdun, une rue projetée de soixante pieds de largeur s'étendant de la rue Bannantyne à la rue Holmfield."

Cet article est amendé et les mots "quatre mille cinq cents" sont remplacés par "trente mille".

L'amendement est adopté.

L'article 1 ainsi amendé est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de la Côte-des-Neiges

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot), qu'il lui soit permis de retirer le bill 81 annexant à la municipalité de la ville de Mont-Royal certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, pour les fins municipales.

Adopté.

Comté de Laval

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Parrot) qu'il lui soit permis de retirer le bill 99 autorisant la corporation du comté de Laval à emprunter \$60,000 et annexant au comté de Laval certaines municipalités de villes pour fins de comté.

Adopté.

Fête des Irlandais

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait l'éloge de nos concitoyens irlandais, qui ont contribué de manière importante à la vie de la

province et qui se sont toujours comportés en citoyens exemplaires et en authentiques Canadiens. Il leur offre les hommages de toute la députation. Parlant des troubles actuels de l'Irlande, il exprime le vœu que ces troubles cessent bientôt et que l'Irlande jouisse de la paix, du bonheur et de la prospérité à laquelle elle a droit. Il propose que la Chambre s'ajourne à une heure à l'occasion de la fête de Saint-Patrice² et il demande au chef de l'opposition d'appuyer la proposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il n'hésite pas à seconder cette proposition avec le plus grand plaisir et qu'il partage les mêmes sentiments que ceux du premier ministre. L'histoire de l'Irlande et de son peuple est connue de tous et se passe d'explications. Les hauts faits et le passé glorieux du peuple irlandais sont inscrits en lettre d'or dans le grand livre de l'histoire. Nous sympathisons tous avec le peuple irlandais dans les troubles qu'il traverse actuellement, et, tout en demeurant loyaux envers l'Empire, nous ne pouvons qu'éprouver du regret face à ce qui se passe actuellement dans ce beau pays. Il faut espérer que les différends qui opposent l'Angleterre et l'Irlande soient bientôt réglés et que l'Irlande recouvre pleine et entière justice, sans que cela n'affecte pour autant la gloire et le prestige de l'Angleterre. Il exprime son estime pour les Irlandais et leur souhaite de voir leur mère patrie débarrassée bientôt de toutes les difficultés actuelles.

La motion est adoptée.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en

considération un projet de résolution relative au bill 228 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les commissaires nommés en vertu de l'article 3713e des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 3 George V, chapitre 36, section 1, pour former partie du bureau de censure des vues animées, recevront, au lieu de la rémunération mentionnée à l'article 3713m desdits statuts refondus, la rémunération annuelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais n'excédant pas:

Pour le président	\$1,600.00
Pour un commissaire.....	1,200.00

Nous avons un bureau de censure à Montréal pour les vues animées. La loi actuelle pourvoit à ce que le président ait \$1,000 de traitement et les deux commissaires \$600. Par le projet de loi que nous voulons faire adopter maintenant, nous portons le salaire du président du bureau de censure à \$1,600 et celui des commissaires à \$1,200.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui est le président?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Roussy de Sales. Je ne suis pas prêt à dire que tous les films, ceux qui nous viennent des États-Unis surtout, sont toujours bons et il est difficile de les censurer. Le bureau a fait du bon travail.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): A-t-il autre chose à faire, M. Roussy de Sales?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, il ne fait que cela. Le Dr Lemieux, qui occupait ces fonctions à Montréal, a été obligé d'abandonner, car il avait d'autres fonctions à remplir.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): A-t-il de l'expérience là-dedans?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne sache pas qu'un homme ait besoin d'expérience dans les vues animées pour faire de la censure. Du moment qu'un homme a du gros bon sens, si c'est un père de famille, il est certain qu'il peut faire de la bonne censure.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): D'où vient M. Roussy de Sales?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il était à Winnipeg avant de venir à Montréal. C'est un Français qui a épousé une Canadienne. Sa famille est canadienne. Il a donné deux de ses fils à l'armée, dont l'un a été tué dans le régiment des Princess Pats!

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 228 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibits de vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Traitement des recorders

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 192 concernant le traitement des recorders.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les traitements des recorders fixés par une loi spéciale ou par un règlement ou une résolution adoptée en vertu des dispositions de la loi générale ou d'une loi spéciale, seront payés par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu.

2. Que le montant des traitements qui sera ainsi payé par le trésorier de la province sera celui fixé, pour chaque municipalité, en vertu d'un règlement ou d'une résolution en vigueur le 1^{er} mars 1921, ou en vertu d'une loi antérieure ou subséquente à cette date.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exclusivement fixer le traitement des recorders dans tous les autres cas, nonobstant toute autre disposition dans une loi générale ou spéciale déterminant ce traitement.

4. Que, pour aider à payer le coût de la dépense à encourir en vertu de la première des présentes résolutions, toute municipalité ayant un recorder devra payer chaque année, au trésorier de la province, à même ses fonds généraux, en quatre versements égaux, le premier de chacun des mois de janvier, avril, juillet et octobre, une somme égale aux quatre cinquièmes du traitement du recorder; et que le premier paiement devra être effectué le premier jour de celui des mois ci-dessus énumérés qui suivra la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

C'est l'intention du gouvernement de payer lui-même à l'avenir les recorders qui seraient encore plus indépendants, s'ils dépendaient du gouvernement au lieu d'être payés par les conseils municipaux. Après tout, ils ont à faire appliquer des règlements municipaux; s'ils sont indépendants des Conseils municipaux, ils seront plus indépendants pour rendre justice. Les recorders sont loin du gouvernement et ils sont près des conseils municipaux.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Riant) Il y a la télégraphie sans fil.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Riant) Nous ne connaissons pas ça ici.

M. Monet (Napierville): Je vois que l'on dit dans la loi que l'on paiera les salaires existants le 1^{er} mars. Pourquoi ce détail?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vois sourire mon ami, le député de Napierville (M. Monet). Il a deviné ma réponse. Si nous disions que nous paierons les salaires fixés après la session, on aurait pu amender les chartes en augmentant les traitements des recorders maintenant qu'on sait qu'ils ne seront plus payés par les villes, mais par la province.

M. Beaudry (Verchères): Mais les salaires des recorders qui ont été fixés à la présente session seront payés par le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement, du moment qu'ils ne seront pas augmentés encore d'ici à la fin de la session.

M. Monet (Napierville): Je vois qu'il y a des pensions de payées aux recorders.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, il y a des pensions. Elles seront fixées et payées par les municipalités.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé de l'étude du bill 192 concernant le traitement des recorders.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 concernant le traitement des recorders soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des assurances

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 amendant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Comment fonctionnent-elles nos compagnies d'assurances?

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Très bien, très bien. Leurs opérations augmentent en nombre et en qualité surtout depuis que la loi a été adoptée. Le but de l'amendement que je propose est de l'améliorer.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

M. A. Bergevin (Beauharnois)³

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie

de toute correspondance, etc., depuis 1919, jusqu'à ce jour, entre le gouvernement et M. Achille Bergevin, demandant une enquête au sujet de cette démission comme conseiller législatif en 1914.

M. l'Orateur décide que la motion dont l'honorable député des Deux-Montagnes a donné avis n'est pas régulière en ce qu'elle contrevient aux articles 579 et 156 du règlement.

Il appelle, selon l'ordre du jour, l'article no 1 du feuillet des affaires du jour, comme suit:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il, depuis la dernière élection générale reçu du député actuel de Beauharnois à l'Assemblée législative, une demande d'enquête au sujet des causes de la démission d'un conseiller législatif en 1914?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement?

M. l'Orateur décide que la question de l'honorable député des Deux-Montagnes contrevient à l'article 558 du règlement et est, en conséquence, irrégulière.

Construction de marchés

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toutes correspondances, etc., entre le gouvernement et les autorités de la ville de Montréal, depuis 1919, concernant l'amélioration ou la construction de marchés.

Mon but est de demander au gouvernement de voir à ce que les cultivateurs aient plus de marchés pour vendre leurs produits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement s'intéresse beaucoup à cette question. Je regrette que mon honorable ami, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) soit absent⁴. Je ne sais pas s'il y a de la correspondance à ce sujet, mais je puis assurer que le gouvernement donne toute son attention à ce problème des marchés, qui est du ressort des municipalités, cependant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois que l'honorable ministre de l'Agriculture devrait s'intéresser davantage à cette question.

M. Cédilot (Laprairie): Je suis heureux de voir que cette question est soulevée. Je crois, moi aussi, que les cultivateurs n'ont pas souvent d'accommodation sur les marchés de Montréal...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je crois que si on donne la permission au député de Laprairie (M. Cédilot) de parler, on devra être aussi généreux pour les députés de l'opposition quand ils veulent parler à la fin d'un débat.

M. Cédilot (Laprairie): Mais...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable chef de l'opposition veut répliquer, nous lui en donnerons le droit, mais qu'il donne la chance aux députés de parler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne refuse à personne la chance de parler, mais je ne veux pas qu'on me la refuse ni qu'on la refuse aux députés de l'opposition.

M. Cédilot (Laprairie): L'honorable chef de l'opposition a tort de vouloir m'empêcher de parler. Je ne savais pas que je n'étais pas dans l'ordre, d'abord, et ensuite, je ne voulais pas combattre sa suggestion car, au contraire, je l'approuve pour une fois. Et, pour une fois que je l'approuve, je ne m'attendais pas à être ainsi rabroué. Je crois, M. l'Orateur, que les cultivateurs manquent de marchés à Montréal. Le marché Bonsecours n'offre pas les accommodations voulues et j'espère que le gouvernement nous aidera à obtenir de la ville de Montréal de meilleurs marchés pour les produits des cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas rabroué le député de Laprairie. Je le félicite de l'esprit d'indépendance dont il fait preuve à cette fin de session et j'espère qu'il nous en donnera d'autres preuves à la prochaine session.

La motion est adoptée.

Seigneurie Pachot

M. Dufresne (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne concernant la seigneurie Pachot et des licences de pêche sédentaires.

Adopté.

Organisations ouvrières

M. Ricard (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement et les organismes ouvriers depuis la dernière session.

Il demande au gouvernement d'étudier attentivement cette année la loi des accidents de travail et de voir en quoi elle pourrait être améliorée, de façon à l'adapter aux conditions changeantes. À la suite d'un accident de travail, il arrive souvent qu'un ouvrier blessé fasse un arrangement avec son patron, à la demande de ce dernier, et que souvent, cet arrangement est complètement au désavantage de l'ouvrier qui pourrait probablement obtenir une plus grande compensation, si son cas était soumis à un tribunal régulier. L'ouvrier, cependant, qui a dû payer les soins du médecin, n'a pas d'argent pour aller devant les tribunaux et est forcé d'accepter l'arrangement offert par son patron.

Ce que je veux, c'est demander au gouvernement d'éviter des frais aux ouvriers dans les accidents du travail. Il (M. Ricard) suggère que le gouvernement nomme une commission permanente d'arbitrage qui serait chargée de fixer le montant des dommages encourus dans un accident de travail. Il n'entend pas demander au gouvernement de passer une telle législation à cette session, mais il lui demande d'étudier attentivement cette question d'ici à la prochaine session, afin de donner aux ouvriers entière satisfaction.

M. Poulin (Montréal-Laurier) traite la question au point de vue médico-légal. Lors d'un accident industriel, il arrive souvent que les médecins sont appelés devant les tribunaux pour établir jusqu'à quel point la victime de l'accident a subi des dommages et, comme on peut très bien s'y attendre, leurs preuves ne concordent pas toujours. Il suggère que le gouvernement nomme une commission de médecins légistes experts attachés aux tribunaux ou à la commission qui, dans les cas d'accident, serait appelée par les parties intéressées à déterminer quels sont les dommages que les victimes ont droit de réclamer de la part des patrons. Cela représenterait des épargnes considérables et serait bien plus satisfaisant à tous égards.

M. Lacombe (Montréal-Dorion) se réjouit que cette question soit soulevée. Il pense comme les deux orateurs précédents, au sujet d'une commission d'arbitrage.

Les ouvriers, dit-il, sont satisfaits cette année de la législation qu'ils ont et de la façon dont ils sont traités par le gouvernement actuel. Ils ne demandent pas de changement avant l'année prochaine. Il y a actuellement des négociations entre les représentants des organisations ouvrières et ceux des manufacturiers, en vue d'en arriver à une entente pour amender la loi à la prochaine session. Il fait l'éloge du gouvernement qui a su accorder aux ouvriers une législation qui, sans être parfaite, n'est pas moins bonne. Il est en faveur de la motion du représentant de Saint-Maurice (M. Ricard) et il demande au gouvernement de continuer à étudier cette législation ouvrière et à l'améliorer. Il croit que la loi des accidents du travail, telle qu'on l'amendera l'an prochain, répondra aux désirs des ouvriers. L'honorable chef de l'opposition disait, il y a quelque temps...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Je veux savoir s'il y a des règles en cette Chambre pour tout le monde. L'honorable député n'a pas droit de faire allusion à un débat antérieur.

M. l'Orateur⁵: Je crois que l'honorable député n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur, mais il pourrait peut-être donner quelques explications.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je vous ai demandé une décision et non pas un discours.

Des députés: Order, order!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a pas d'ordre, order, bande de farceurs.

Des députés: Order, order!

M. Ricard (Saint-Maurice) demande au chef de l'opposition s'il peut discuter la décision de la présidence.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous êtes aussi de ceux-là.

M. l'Orateur permet au représentant de Montréal-Dorion (M. Lacombe) de parler.

M. Lacombe (Montréal-Dorion) explique qu'il voulait rappeler quelque chose au chef de l'opposition, et déclare qu'il a confiance que les

ouvriers s'entendent bien avec les patrons au sujet des améliorations à faire à la loi des accidents du travail. Il dit que les travailleurs seraient assez satisfaits si le gouvernement pouvait étudier attentivement la loi des accidents de travail et l'amender d'ici la session suivante. La loi actuelle n'est pas parfaite, et elle sera améliorée grâce à la bonne volonté du gouvernement.

M. Bugeaud (Bonaventure): Cette question doit être étudiée avec soin. Nos ouvriers ont de grandes difficultés à faire régler leurs réclamations. Ils faut les y aider en faisant de bonnes lois. Je crois même qu'il faudra en venir à nommer une commission des services publics qui s'occuperait de régler les différends entre patrons et ouvriers dans les accidents du travail. (Applaudissements)

Il arrive très souvent que, dans les causes qui suivent les accidents du travail, les ouvriers, pour ne pas voir s'éterniser ces causes devant les tribunaux, en viennent trop vite à un arrangement désavantageux pour eux avec leurs patrons. Il (M. Bugeaud) est cependant opposé à la création d'une commission d'arbitrage, car les jugements des tribunaux sont encore meilleurs que ceux que pourrait rendre cette commission. Il a plus de confiance dans les décisions des juges de la Cour supérieure qui ne se laissent influencer par aucune considération. Cependant, pour rendre la procédure plus expéditive et éviter des frais, il estime que ce serait une bonne chose de fonder des bureaux de conciliation qui seraient chargés d'intervenir dans les différends entre patrons et ouvriers, à la suite des accidents du travail.

M. Laurendeau (Maisonnette) se dit heureux de ce que le gouvernement a fait jusqu'ici en fait de législation ouvrière. Ce sont les députés ouvriers qui auraient dû soulever ce débat. Ils se sont fait voler cette motion par les professionnels. Je l'approuve quand même de tout cœur. Le gouvernement a déjà étudié toute cette question avec les délégations ouvrières. À la demande même des ouvriers, j'ai décidé d'attendre à l'année prochaine avant de prendre une décision à ce sujet, après que les ouvriers et leurs patrons aient eu le temps de décider de la meilleure voie à emprunter. Les ouvriers et les patrons ont formé un comité dans le but de préparer un moyen d'entente concernant les accidents du travail, et le gouvernement s'engage à ratifier cette entente. Ce comité soumettra l'an prochain ses décisions au gouvernement. Il (M. Laurendeau) fait l'éloge du gouvernement qui s'est toujours occupé des ouvriers.

M. Lemay (Sherbrooke) propose l'ajournement du débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'avais quelques mots à dire sur cette question.

M. Lemay (Sherbrooke): Avec plaisir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Peut-être le député de Sherbrooke (M. Lemay) préférerait-il poursuivre le débat la semaine prochaine? On aurait dû, dit-il, arriver avec une pareille question au commencement de la session. Il (M. Sauvé) ne prise pas beaucoup les discours à l'eau de rose des orateurs précédents et il ne voit pas la question sous le même œil. Il s'étonne de l'attitude des députés ouvriers qui se disent si satisfaits, quand il sait que les ouvriers ne le sont pas. Il blâme le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard) et le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin) d'attendre si tard pour faire leurs suggestions, en fait de législation ouvrière. Je suis surpris de voir que le député de Saint-Maurice soulève cette question précisément à la fin de la session, lorsque le ministre du travail est absent de la Chambre. Il le regrette, dit-il.

La question actuelle est très intéressante pour celui qui sait observer les tactiques politiques. Nous sommes à la fin de la session et à l'exception du discours du député de Bonaventure (M. Bugeaud), les autres discours font vraiment pitié. Les députés de Saint-Maurice (M. Ricard), de Laurier (M. Poulin), de Dorion (M. Lacombe) et de Maisonneuve (M. Laurendeau) n'ont fait que des discours dans le but de dire ensuite à leurs électeurs: "Nous avons parlé pour vous durant la session."

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Ricard) a fait un discours à l'eau de rose. Celui qui voulait éliminer les sauterelles, qui voulait protéger le porc, apparemment a pris cette attitude afin de se faire pardonner par les contribuables de Shawinigan Falls qui ont tous voté contre lui lors de son élection. Peut-être voulait-il être en mesure de dire aux ouvriers de Shawinigan qu'il a au moins fait quelque chose pour eux.

Il (M. Ricard) s'occupe de leurs intérêts, mais le ministre de la Voirie (l'honorable M. Tessier) verra que cela n'a pas beaucoup d'effet. En fin de session, le député de Laurier (M. Poulin) s'est soudain rappelé que sa circonscription compte beaucoup d'ouvriers et il voudrait pouvoir leur dire: "Voyez ce que j'ai fait pour vous." L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Lacombe) se demande s'il doit ou non discuter de ce sujet. Il a été surpris de voir que le député de Saint-Maurice (M.

Ricard) a ouvert le débat. Il se dit chef ouvrier, mais qu'a-t-il fait pour les ouvriers pendant la session? Il a dit qu'il croyait qu'il y aurait moyen de s'entendre et que le gouvernement était bien disposé. Il est ouvrier et employé. Son discours est celui d'un partisan qui ne veut pas faire de peine à son patron et ce patron est le gouvernement, et ce patron, c'est le patron de tous les bons libéraux de cette Chambre. L'honorable député de Maisonneuve (M. Laurendeau) a été obligé d'admettre - et avec quelle candeur! - qu'il devrait parler en faveur de la classe ouvrière avant la fin de cette session. Il s'en est rappelé après qu'un député d'un comté rural ait porté la question à son attention.

Les orateurs qui m'ont précédé ont parlé de patrons. Il n'y a qu'un patron à qui ils ne veulent pas déplaire et c'est le gouvernement. La preuve, c'est que l'autre jour, quand l'opposition a discuté cette question des accidents du travail, pas un de ces messieurs ne s'est levé pour l'appuyer. Si les députés qui ont parlé sont sincères, ils critiquent le gouvernement et ils devraient faire cette critique lorsque le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault), qui est absent, affirmait que les ouvriers sont satisfaits de la législation actuelle. Aujourd'hui, on vient faire des discours pour jeter de la poudre aux yeux des électeurs et faire croire aux ouvriers que leurs représentants dans l'Assemblée législative travaillent pour eux. Ils iront sans doute dire à leurs électeurs ouvriers qu'ils n'ont pas craint de revendiquer leurs droits devant le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault). Les électeurs ne se laisseront pas tromper. Fatigué, un jour le peuple enverra tous ceux qui auront voulu le tromper à la roche Tarpéienne, qui n'est pas loin du Capitole.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault) dit que les travailleurs sont satisfaits. Pourquoi alors le député de Saint-Maurice (M. Ricard) a-t-il fait son fameux discours? Pourquoi ne s'est-il pas objecté aux remarques du ministre du Travail, à l'époque où elles ont été faites? Son discours était prêt depuis longtemps, lorsqu'il s'est adressé au ministre (l'honorable M. Galipeault), puisque celui-ci est absent et se trouve même à plusieurs centaines de milles d'ici. Il aurait très bien pu attendre que le ministre soit présent pour faire son discours. Cette question est très importante, et il (M. Sauvé) est prêt à rester en Chambre pendant une semaine ou deux encore, si c'est nécessaire, afin de la traiter. Il se dit découragé, cependant, lorsqu'il constate avec quelle légèreté le député de Saint-Maurice traite la question. Plusieurs députés se sont prononcés et ont prié le gouvernement, et demain les journaux feront état que le Parti libéral est toujours uni.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je regrette que le ministre du Travail (M. Galipeault) soit absent pour répondre au chef de l'opposition. Mon honorable ami sait pour quelle raison l'honorable ministre du Travail...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne lui reproche pas son absence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il a été obligé de partir en voyage la veille. Le discours du chef de l'opposition aidera beaucoup la cause des ouvriers, et mon honorable ami est un vrai champion de la classe ouvrière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne pose pas en champion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que les ouvriers ne l'accepteraient pas. Les critiques du chef de l'opposition ne changent rien aux faits. Les ouvriers de notre province sont libéraux et sont avec le Parti libéral parce qu'ils comprennent que le gouvernement actuel leur a beaucoup aidé. C'est le Parti libéral qui leur a donné la législation ouvrière qu'ils réclamaient et qui a aidé le plus aux ouvriers. C'est lui qui a fait adopter la loi des accidents du travail, avant qu'on y pensât dans aucune autre province. Cette loi, nous l'avons améliorée sans cesse depuis douze ans et nous l'améliorerons encore.

Les ouvriers sont venus nous trouver et nous ont demandé eux-mêmes de ne pas changer la loi des accidents du travail. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui nous ont demandé d'attendre à l'année prochaine pour étudier et amender notre loi des accidents du travail. C'est exactement ce que le gouvernement a fait et c'est ce que le gouvernement entend toujours faire, alors toutes suggestions sont les bienvenues. Les ouvriers sont à s'entendre à ce sujet avec les patrons, et la Législature sera contente de ratifier cette entente. En attendant, cette année, les ouvriers ont demandé une loi d'arbitrage et nous leur avons donné, ils ont demandé une loi pour réglementer la construction d'échafaudages et nous leur avons donné aussi. Ils ne veulent pas de règlement final pour cette année à propos de la loi des accidents de travail, et cela leur est également accordé.

Nous leur avons dit: "Étudiez la situation, discutez-la avec vos patrons et vos camarades, et lorsque vous aurez trouvé la meilleure solution au problème, lorsque vous serez prêt à nous faire vos suggestions, vous viendrez nous rencontrer et nous préparerons une législation pour la prochaine

session." Mais, d'ici là, M. l'Orateur, les députés ont parfaitement le droit de donner leur opinion sur les projets qui intéressent la classe ouvrière, et il leur est permis de faire au gouvernement toutes les suggestions qu'ils croient bonnes.

L'honorable député de Saint-Maurice (M. Ricard) s'est prononcé en faveur de l'arbitrage, et il a eu raison de saisir la Chambre de cette importante question. Je voudrais bien qu'il ne se soit pas dit rien de plus inutile en cette Chambre. Le chef de l'opposition ne peut vanter autant son parti. Le chef de l'opposition sait que ce n'est pas pour nuire à la classe ouvrière. Le régime conservateur n'était pas plus responsable que le régime Mercier, sur cette question. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour quel système est le gouvernement? Quelle était la législation ouvrière sous le gouvernement Mercier?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans ce temps, c'était la responsabilité délictuelle ordinaire, comme partout ailleurs. Personne ne songeait à autre chose dans aucun autre pays. La France a ouvert la marche de la législation ouvrière moderne basée sur les risques du patron, et la province de Québec a été la première dans ce pays à suivre le mouvement. Le gouvernement attend les suggestions des ouvriers, et il essaiera de leur rendre justice. C'est sa plus chère ambition. (Applaudissements)

M. Lemay (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), que le débat soit ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée.

**Ville de
Montréal-Est**

M. Reed (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill 122 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Reed (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hansard

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) qu'il soit résolu: Qu'attendu qu'il est d'une extrême importance que le public soit renseigné avec exactitude sur les actes et les débats de l'Assemblée législative de cette province, cette Chambre est d'avis que le gouvernement devrait prendre les moyens de rétablir les Débats de la Législature ou d'adopter tout autre mode qui pourrait renseigner officiellement le public sur les travaux des membres de cette Législature pendant les sessions.

La motion que j'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre n'a pas le moindre caractère de partisannerie politique. Elle a été conçue et elle est présentée pour améliorer une situation dont souffrent énormément le public en général et les hommes politiques de tous les partis. Mon but est de soulever une question qui intéresse le public et les hommes publics de tous les partis. Ma demande n'est pas du tout dirigée contre mes bons amis et camarades de la galerie de la presse, dont la besogne ardue et difficile est souvent bien ingrate.

Mais les questions politiques comme les questions sociales, sont de plus en plus difficiles et compliquées. Des problèmes surgissent tous les jours avec des prétentions et des besoins nouveaux. C'est donc dire quelle responsabilité pèse lourdement sur les hommes publics, particulièrement sur ceux qui veulent sincèrement faire face aux problèmes et aux responsabilités. Le peuple, de son côté, veut être bien renseigné sur les faits et gestes de ses mandataires. C'est son droit et c'est indispensable à la bonne gouverne de la société dans son entier. Qu'ils soient rouges ou bleus, anglais ou français, les hommes publics, autant que le peuple, doivent s'attendre à être traités avec honnêteté suivant la vérité, avec justice et loyalement.

Or, l'homme public n'est généralement pas traité ainsi. Le jour où il accepte un mandat, il est exposé à tous les coups, à tous les soupçons et ses bonnes actions sont souvent ignorées, parce que le peuple n'est pas au fait de tout ce qui se trame. Je n'ai pas peur des coups, mais je demande justice pour moi et tous les députés. Je ne crois pas qu'à l'heure qu'il est, le peuple soit renseigné exactement.

C'est par le respect de la vérité que nous maintiendrons l'ordre et que renaîtra cette confiance nécessaire qui manque trop malheureusement aujourd'hui chez le peuple. Or, la presse est, à notre époque, le grand livre populaire. Chaque jour et

presque dans tous les foyers, la presse apporte sur ses ailes rapides les dernières nouvelles des quatre coins du monde, et les prétendus comptes-rendus des actes de nos hommes publics. C'est là dire toute l'importance, tous les avantages ou les dangers des quotidiens et des autres publications. Le journal qui renseigne honnêtement, impartialement et véritablement ses lecteurs, est un grand bienfait. Il joue un rôle d'éducateur et accomplit une grande mission.

Mais, n'y a-t-il pas des journaux qui manquent à ce devoir? Il doute cependant que tous les journaux puissent entrer dans la classe des publications honnêtes et justes. Le public, le contribuable ou l'électeur, est-il convenablement renseigné de ce qui se passe? Où n'est-il pas trop souvent trompé et exploité? L'homme public est en butte à toutes les critiques, quelle que soit son honnêteté, son travail, ses œuvres. Il est souvent découragé par cet état de choses. Souvent, il ferait plus pour le bien, dans l'intérêt public, s'il ne se voyait pas si déloyalement combattu par une presse qui lui refuse la justice pour pouvoir lui nier ses mérites et cacher la vérité qui condamne des amis ou des maîtres. Certes, il reste encore des journaux qui n'hésitent pas à donner justice, où justice doit être accordée.

Mais, quelle est la position des membres de cette Chambre? Avant 1893, il y avait des débats officiels où le député pouvait faire publier un résumé de ses discours, c'est-à-dire faire connaître exactement ses opinions exprimées à la Chambre. Pour des raisons d'économie, cette publication fut abandonnée en 1893. Depuis, les paroles et les actes des membres de cette Chambre, au cours des sessions, sont livrés à la publicité par des journalistes soumis à des ordres conformes à l'esprit ou à l'intérêt de leurs patrons respectifs.

Une besogne très forte et accablante leur est imposée. En certains milieux, on ne semble pas comprendre tout ce que comporte ou ce que doit comporter le travail d'un journaliste obligé de donner un compte rendu convenable des travaux d'une session. Ces travaux sont en proportion des affaires publiques de notre province. Je dis donc que généralement, il est pratiquement très difficile pour un journaliste de faire un compte rendu complet des séances de cette Chambre. Il y en a qui, cependant font des prodiges, même dans cette situation.

Je propose, par ma motion, le rétablissement du Hansard, qui existait autrefois. Si on ne peut le rétablir, on devrait trouver un autre système pour aider les membres de la galerie de la presse à faire un

compte rendu exact des délibérations de la Chambre. Le peuple a besoin de connaître les actes qui se passent en cette Chambre et les membres de cette Chambre ont besoin de faire connaître au public leurs actes en cette Chambre. La guerre au mensonge est la grande garantie de l'ordre social, de la justice et du respect de l'autorité, de la confiance et du bonheur de notre société. Je comprends que, sentant la fin de la session, cette Chambre n'est pas disposée à prendre en considération, à étudier et à se prononcer sérieusement sur cette question. au moment où on se parle.

Je comprends la difficulté que le gouvernement pourrait rencontrer en organisant ce système de renseignements, mais le public en général et ses mandataires demandent un changement dans ce sens; ils ont besoin de savoir et de faire connaître la vérité. Si le gouvernement croit qu'il serait difficile de donner aujourd'hui une réponse décisive, on pourrait proposer un amendement à l'effet de former un comité de sept membres pour étudier ce projet avec les directeurs de journaux et faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil d'ici à six mois. Je ne crois pas qu'un seul de mes collègues de cette Chambre s'oppose à ma proposition, car elle est inspirée par l'esprit public, par le désir de créer une source d'informations saines et elle est faite pour que le peuple sache la vérité sur les actions et les paroles de leurs représentants en Chambre. Et il vaudrait peut-être mieux que la question soit étudiée par le comité de la Chambre durant les vacances, pour être étudiée à la prochaine session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suis d'accord avec le chef de l'opposition pour dire que le public doit être renseigné. Je crois qu'il est dans l'intérêt du public et dans l'intérêt de la Chambre que ce qui se passe ici, les paroles et les actions des députés, soit connu exactement de toute la province. Je ne veux pas dire que le public est mal renseigné et je profite de l'occasion pour rendre hommage aux membres de la galerie des journalistes. Ils font des comptes rendus parlementaires qui sont généralement complets et exacts. Il y en a parmi eux qui se laissent influencer un peu par leurs couleurs politiques, mais c'est l'exception plutôt que la règle.

En général, les comptes rendus sont bien faits et j'en rends hommage à tous les journalistes sans distinction. Malheureusement, ces comptes rendus sont souvent perdus dans des masses d'autres nouvelles. Je ne veux pas dire que je suis favorable au rétablissement du Hansard. Cela coûte très cher d'avoir un Hansard. Le gouvernement est bien

disposé à étudier tout projet qui pourra lui être soumis d'ici un an. Je crois qu'un résumé des délibérations de la Chambre, semblable à celui de M. Desjardins publié autrefois serait très satisfaisant. Mais, je crois que l'honorable député de Napierville (M. Monet) fera une motion tantôt pour qu'un comité soit nommé afin d'étudier cette question pendant les vacances. J'espère que l'on trouvera un moyen de solutionner cette question très importante.

M. Monet (Napierville): La proposition du chef de l'opposition vient à son heure. Les journalistes font bien leur travail. Ils ont une rude tâche. Je ne sais pas s'il faut créer un Hansard, surtout quand on parle d'abolir celui d'Ottawa, mais il faut faire quelque chose pour que, quand un député dit quelque chose, on ne lui fasse pas dire le contraire. Les journalistes font et défont les politiciens. Souvent, le changement d'un mot peut faire condamner un homme. Je demande des journalistes la plus stricte exactitude, tout en tenant compte du travail ardu qu'ils doivent faire, et leur sachant gré de leurs efforts vers la vérité et l'impartialité. Il répète les remarques du premier ministre.

Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Lemay), que tous les mots après "Qu" soient remplacés par les suivants:

"un comité composé des honorables MM. Taschereau, Mitchell et David et de MM. Bercovitch, Lemay, Conroy, Monet, Cannon, Dufresne, Sauvé et Smart, soit chargé de s'enquérir de tout mode qui pourrait renseigner officiellement le public sur les travaux de la Législature, avec instruction de faire rapport à la Chambre à la prochaine session.

L'amendement, étant mis aux voix, est adopté.

La motion est adoptée.

**Travaux
de la Chambre**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'allons-nous prendre après, M. le chef de l'opposition?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): N'importe quoi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre motion à propos de l'abolition du Conseil législatif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avec la permission de la Chambre, je demanderai de la remettre à la prochaine session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Il faut le consentement unanime de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'espère que la Chambre me l'accordera.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien.

Dépôt de documents:

Barreau de Rimouski

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 11 mars 1921, pour production de copie de toute correspondance, requête ou autre communication entre le Barreau de Rimouski et le gouvernement, concernant l'administration de la justice. (Document de la session no 55)

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 17 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Fonds d'amortissement municipaux

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 concernant les fonds d'amortissement municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides⁶

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Corporation de l'hôpital Général de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Patrice, Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Vincent-de-Paul, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montréal Maternity, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Magdalen Asylum (Bon Pasteur), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile des orphelins catholiques, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour sœurs de la Charité, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, aux soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de la rue Bonaventure, Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Nazareth pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent quatre-vingt-dix piastres soit ouvert à Sa

Majesté pour l'école des aveugles, asile de Nazareth, Montréal pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir pour aveugles, asile de Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas six cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Ladies' Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint Bridget's Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Protestant Infant's Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Bethléem, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'institut du Baron de Hirsh Institute and Hebrew Benevolent Society of Montreal, (autrefois appelé Young Men's Hebrew Benevolent Society), Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Sheltering Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut McKay, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Association for the Blind, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Women's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Western Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Homeopathic Association pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maison de refuge Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Saint-Henri de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Alexandra, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Montreal Day Nursery, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Memorial Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Justine, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Loyola Convalescent Home, 26 Avenue Overdale, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies

Protestant Home, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Male Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Finlay, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Female Orphan Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint-Bridget's Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile pour veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent quatre-vingts piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, enfants trouvés, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu du Sacré-cœur de Jésus, pour épileptiques, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'œuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le patronage Laval, 40 avenue Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'œuvre de la crèche, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Armée du Salut, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffrey Hale Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Saint-Joseph d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, Beauceville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, Valleyfield, comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield (Valleyfield), Co. Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, de Longueuil, comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul pour les vieillards, les infirmes et les idiots, Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Drummondville, Drummondville, comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence (Chandler), comté Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Lachine, Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, Joliette, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence, Sainte-Élisabeth, comté Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Michel, Buckingham, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André Avelin, Saint-André Avelin, comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Mont-Laurier, comté Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, l'Assomption, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

111. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, Saint-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

112. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, Saint-Lin, comté L'Assomption pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, (section orphelinat) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Guay, (Lauzon), Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

119. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-Jean-Deschaillons, comté Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, Louiseville, comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des enfants, Black Lake, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Joseph Hospital, Thetford Mines, comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Bedford (Sweetsburg), comté Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élisabeth de Farnham, Farnham, comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Montmagny, comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, Nicolet, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Maniwaki, Maniwaki, comté d'Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull), Co. Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Sorel, comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

132. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour The Wales Home, Richmond, comté Richmond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

133. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté

pour les sœurs de la Charité (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

134. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, Marieville, comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

135. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

136. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Protestant Hospital, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

137. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

138. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

139. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général Saint-Vincent de Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

140. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, Magog, comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

141. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

142. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

143. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

144. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, Yamachiche, comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

145. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, Ville-Marie, comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

146. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, Fraserville, comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

147. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest, Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

148. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme, (Saint-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

149. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

150. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

151. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur Maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

152. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

153. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice de Varennes, Varennes, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

154. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor, Belœil, comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

155. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc. S. R. Q. 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387j, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

156. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour timbres, licences, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

157. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les registrateurs, traitement et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

158. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

159. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au président de rappeler l'ordre. (Applaudissements) Si l'on veut, dit-il, continuer de cette manière à considérer les subsides, il abandonne la besogne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le président a rappelé à l'ordre plusieurs fois, il n'est pas responsable de ce qui se passe. Je demande aux députés de garder la paix. Il fait l'éloge du Dr Pelletier, agent à Londres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y a rien devant l'Assemblée Législative pour démontrer que ce commissaire est meilleur que les autres au point de vue de travail et des résultats. Il n'y a pas de rapport de cette agence. Il demande si le docteur Pelletier a rédigé un rapport qui pourrait être soumis à la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le leader du gouvernement n'a pas de rapport régulier, mais le représentant de Londres fait parvenir régulièrement des comptes rendus de ses activités et les députés peuvent en prendre connaissance sur une simple motion. De plus, chaque malle d'Europe apporte une foule de demandes et de renseignements de l'agence de la province qui se tient en communication constante avec le gouvernement. Il (l'honorable M. Taschereau) donne une appréciation du travail du docteur Pelletier, qu'il qualifie d'œuvre éminemment utile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le représentant de la province s'occupe d'organiser des syndicats de financiers anglais pour venir opérer dans la province.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

répond qu'il ne connaît aucun de ces syndicats de cette nature. Il profite de l'occasion, cependant, pour dire qu'il sera toujours heureux d'apprendre que les capitalistes anglais viennent dans la province dans le but de fonder ou opérer des industries et employer nos ressources naturelles. Le capital anglais sera toujours le bienvenu, ici. Nous ne devons pas en avoir peur, et plus il y en aura, mieux ce sera. Notre province ne doit pas y avoir d'objection, car elle ne peut qu'en profiter. Tous ceux qui veulent venir placer leurs capitaux pour développer les ressources de la province de Québec sont les bienvenus, d'où qu'ils viennent, pourvu qu'ils paient les droits requis et qu'ils se conforment aux lois de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il est vrai, comme l'ont dit les journaux, qu'un syndicat anglais, à la tête duquel se trouverait Lord Burnham, a acheté des limites à bois et des pouvoirs d'eau dans le territoire du Lac Saint-Jean.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne sais rien de la rumeur à laquelle fait allusion le chef de l'opposition. Je sais que Lord Burnham est venu dans la province à l'automne avec des hommes d'affaires anglais et qu'il est allé au Lac-Saint-Jean. Lord Burnham et les siens ne nous ont approché en aucune manière et ne nous ont rien demandé relativement à l'achat de limites ou de forces hydrauliques. Pas un syndicat anglais n'est venu demander au gouvernement des concessions forestières. Au reste, le gouvernement n'a à ce sujet rien à cacher et n'a aucunement servi à de tels intérêts.

Les pouvoirs d'eaux et les concessions forestières seront vendues au grand jour et aux enchères, cédés au plus haut enchérisseur, quel qu'il soit, moyennant des considérations avantageuses à la province tout entière.

Tant que le gouvernement aura l'honneur de diriger la barque de cette province, aucune vente de concessions forestières ou hydrauliques ne se fera en cachette. Si des capitalistes anglais, américains ou canadiens veulent donner à nos forêts, à nos mines, à nos pouvoirs d'eau tout le rendement que l'industrialisation peut y créer, nous sommes prêts à les accueillir, et je puis assurer cette Chambre que l'on ne pourra utiliser les possibilités de notre domaine qu'après en avoir payé le droit dans la mesure la plus équitable. (Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que cela s'est toujours fait?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas à répondre sur ce qui s'est fait dans le passé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre est responsable de ce qui s'est fait depuis son entrée dans le cabinet vers 1905 ou 1906. Évidemment, les applaudissements de la Chambre qui saluent sa déclaration d'aujourd'hui sont un blâme pour le passé. *L'Événement* a dit qu'un syndicat anglais se propose d'opérer dans la région du Lac Saint-Jean.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition croit-il toujours *L'Événement*?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas toujours, surtout depuis que le gouvernement semble y avoir des intérêts. Il y a bien des choses de changées à *L'Événement*. Une question très simple a beaucoup énervé le premier ministre, pourquoi a-t-il peur? Cache-t-il quelque chose? N'est-ce pas pour vendre l'Ungava aux capitalistes anglais que l'ancien premier ministre est allé en Europe? C'est une puissante affaire, que l'ancien premier ministre qui, une fois sorti de la politique, a le droit de se livrer à son tempérament, et il y a raison de croire qu'il ne va pas en Angleterre pour rien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition est extraordinaire; il y a quelques jours, il accusait M. Gouin d'être allé en

Espagne pour y acheter des bons vins. Aujourd'hui, il veut que ce soit en Angleterre qu'il soit, pour y trafiquer de nos limites à bois. Le gouvernement n'est pas informé des démarches de l'ancien premier ministre et n'a eu de lui ni directement, ni indirectement, aucune communication relativement à l'achat des limites à bois ou de forces hydrauliques. Si le chef de l'opposition possède des renseignements lui permettant de croire que cette chose est possible, il ferait bien de les transmettre au gouvernement qui se fera un devoir d'empêcher la chose.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
160. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent en France, traitement et allocation pour loyer du bureau, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

161. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'agent de la province, à Ottawa, traitement, comprenant toutes les dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

162. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Régina Drolet, par résolution de l'Assemblée Législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

163. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Barreau de la province de Québec, aide à la publication des rapports judiciaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

164. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'officier spécial, côte nord du Saint-Laurent traitement, dépenses de voyages (O. C. no 51 du 31 janvier 1896), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

165. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

166. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

167. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

168. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr. S.-P. Robins, principal retraité de l'École normale de McGill, allocation annuelle en vertu de O. C. No 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

169. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

170. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lassalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

171. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à l'acte pourvoyant à la construction de logements ouvriers, 9 George V, chapitre 10, 10 George V, chapitre 10, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

172. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'octroi en aide d'un service maritime sur la Côte Nord et les Îles de la Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

173. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1922, 3 % par année sur \$25,000., prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants qu'il prie l'Assemblée d'adopter:

- bill B amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes.

- bill C concernant l'exercice de certains pouvoirs par les compagnies de chemin de fer.

Compagnies de chemin de fer

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que le bill C du Conseil législatif concernant l'exercice de certains pouvoirs par les compagnies de chemin de fer soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Certaines ventes

M. Beaudry (Verchères) propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. Cédilot), que le bill B du Conseil législatif amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certaines ventes soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Liqueurs alcooliques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) donne lecture d'une lettre anonyme qu'il vient de recevoir⁸. Un compatriote voudrait bien savoir s'il n'y a pas eu un immense trust composé du trésorier provincial (l'honorable M. Mitchell), de M. Lawrence Wilson, de M. Ernest Décary, de Me Aimé Geoffrion, de l'honorable M. Galipeault, de M. Charles Lantôt, et du premier ministre, lequel trust aurait pris en mains le monopole absolu de la boisson dans tout Québec. L'auteur de cette lettre n'est peut-être pas très loin. Il ajoute qu'il a reçu des monceaux de ces lettres anonymes. Ceux qui écrivent de telles lettres perdent leur encre et leur papier. Il tient à dire que toutes les lettres qu'il recevra ainsi, il les lira à la Chambre, c'est dire qu'il n'en a pas peur. Il n'est nullement effrayé des révélations et des menaces qu'elles comportent. Pour ces lettres, le meilleur châtiment, c'est de les dénoncer de cette façon.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) trouve que le premier ministre lui aurait répondu plus au point si, en laissant de côté des lettres anonymes méprisables comme il en reçoit lui-même des quantités par jour, il lui avait produit la correspondance échangée entre le gouvernement et notre agent à Londres au sujet des syndicats anglais.

La séance est levée à 10 h 15⁹.

réalité, les députés ne votent pas ce montant, puisqu'il est autorisé par statut.

8. Selon *Le Devoir*, 18 mars 1921, à la page 3, on rapporte que "celui qui en est l'auteur présumé vient de faire son entrée dans la Chambre".

9. Le premier ministre est reçu au restaurant parlementaire après la séance par les conseillers législatifs et les députés de son parti.

NOTES

1. Selon *Le Devoir* du 18 mars 1921, à la page 1: "Le bruit du fort papier d'emballage que l'on froisse couvre ses paroles et le crispe."

2. Saint-Patrick ou Patrice (v-389-461) évangélisa l'Irlande dont il est considéré comme le patron.

3. Voir la séance du 15 mars 1921.

4. M. Caron est parti en séjour de repos en Californie.

5. Selon *L'Événement* du 18 mars 1921, à la page 12: "L'honorable M. Francoeur, étant appelé à son bureau, s'était fait remplacer au fauteuil présidentiel par M. Hector Laferté qui fut appelé à décider le point d'ordre."

6. L'étude de plusieurs articles des subsides a donné lieu à des événements qui ne sont pas rapportés dans les journaux. *L'Action catholique* du 18 mars 1921, à la page 3, écrit que: "Au cours de cette séance, quelques députés commencent à sentir vivement la fin de la session et se lancent les uns aux autres de copies de bills et des rapports des départements, pendant que M. Beaudry crie: "Order"."

7. Il s'agit de M. Pantaléon Pelletier (1860-1924) qui fut reçu médecin en 1887. Il fut élu député libéral à l'Assemblée législative dans la circonscription de Sherbrooke (1900, 1904, 1908), puis fut nommé Orateur (1909-1911). Il démissionna pour occuper le poste d'agent général du Québec à Londres (1911-1924). Le budget de l'agent général pour la province dans le Royaume-Uni s'élève à \$23,000.00. En

Première séance du vendredi 18 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Commission des services publics

L'honorable M. Mitchell (Richmond) dément la nouvelle parue dans le journal anglais *The Quebec Chronicle* du vendredi 9 mars, nouvelle qui laissait entendre que la cité de Québec était ignorée, en ce qui concerne la nomination des membres de la Commission des services publics, à cause de l'opposition que des intérêts montréalais ont faite à la représentation de Québec, appuyés par les députés de langue anglaise du cabinet qui avaient des amis désireux du poste.

L'éditorial en question fait croire qu'il y a de l'opposition à la nomination de M. Ahern, comme membre de cette commission. Il (l'honorable M. Mitchell) dit qu'aucun de ses amis n'est intéressé par le poste et qu'il n'a jamais entendu, de la part de quelque intérêt montréalais, la suggestion à l'effet qu'un homme de Québec doit ou non occuper ce poste. Il imagine que les gens de Montréal ne sont pas bornés au point de souhaiter la nomination d'un homme à un poste pour des fins de simple patronage local, et il espère qu'il ne lui arrivera jamais d'avoir à se prononcer sur le fait qu'un homme doit ou non être nommé simplement parce qu'il se trouve venir de Montréal, de Québec, de Trois-Rivières ou d'où que ce soit. Il n'y a, dit-il, aucun intérêt en jeu, ni de Montréal, ni de Québec, ni d'ailleurs. Sa position, dit-il, est on ne peut plus claire sur la question. Ce qu'il souhaite toujours, pour quelque poste que ce soit, c'est le meilleur homme possible. Comme d'habitude, le gouvernement nommera un membre sans s'occuper de question de race, de localité ou de religion.

Chemin de fer de la rivière Madeleine

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Bergevin), que permission soit donnée de retirer le bill 97 amendant la loi constituant en corporation le chemin de fer de la rivière Madeleine.

Adopté.

Questions et réponses:

P. Pelletier

M. Dufresne (Joliette): 1. Combien l'agence de la province à Londres a-t-elle coûté à la province en 1920?

2. Combien a-t-il été payé au Dr P. Pelletier pour cette agence?

3. Le docteur Pelletier a-t-il fait un rapport en 1920?

4. Ce rapport est-il publié?

5. Dans l'affirmative, par quel ministère?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. \$20,759.16

2.

Salaire du Dr Pelletier.....	\$6,364.22
Autres salaires.....	3,336.39
Loyer.....	3,763.46
Dépenses contingentes.....	7,295.02

3. Oui, pour 9 mois, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1920.

4 et 5. Il sera publié dans les comptes publics.

Tribunaux de Trois-Rivières

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Quelles correspondances ont été échangées avec le protonotaire du district des Trois-Rivières, le greffier de la Cour de circuit des Trois-Rivières ou d'autres personnes, au sujet de la réunion du greffe de la Cour supérieure et du greffe de la Cour de circuit, pour le district des Trois-Rivières?

2. Qui a été chargé par le gouvernement de régler avec les employés actuels du greffe de la Cour supérieure, les salaires à la suite du travail surnuméraire que les employés du greffe de la Cour supérieure auraient à s'imposer?

3. Quel a été le revenu net du greffe de la Cour de circuit au cours des trois dernières années?

4. Quel montant total le gouvernement aura-t-il à payer au protonotaire et aux employés du greffe de la Cour supérieure, par suite de la réunion des deux bureaux, comme augmentation?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Aucune
2. Personne.
3. 1918: \$1,504.20; 1919: 1,508.20; 1920: 1,801.90.
4. \$1,770.

**Possession et transport
des liqueurs alcooliques**

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au premier ministre s'il est vrai que les députés de la campagne, comme l'annoncent les journaux, ont fait appel au gouvernement hier et sont allés lui demander de permettre la vente de la bière dans des tavernes à la campagne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a eu, hier, un caucus ministériel, mais que ce qui s'y est passé est privé.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si le premier ministre a quelque information à livrer à la Chambre concernant un amendement éventuel à la loi des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'y aura pas d'amendement cette année à la loi des liqueurs alcooliques adoptée au début de la session, quoiqu'il est possible que le gouvernement le fasse l'an prochain. Le nouveau bill ne fait que déclarer qu'aucune boisson alcoolique ne pourra être possédée ou transportée, si elle n'a pas été achetée de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): L'objet de la loi est de voir à ce qu'il n'y ait pas d'inconvénient dans le transport des liqueurs à

travers la province et de permettre que les dispositions de la loi Doherty soient appliquées.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si je comprends bien, ce bill est présenté parce que le gouvernement constate que sa loi des liqueurs alcooliques est imparfaite et que son application dans la province de Québec est impossible. C'est parce que l'autre loi ne donne pas de pouvoirs suffisants à la Commission ou parce que cette loi est déjà contestée?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) fait signe que non. Il nie que l'on ait attaqué devant les tribunaux la constitutionnalité de la loi des liqueurs comme interférant avec les compétences fédérales et que le bill actuel serve à appuyer le bill principal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi n'a pas encore été contestée devant les tribunaux, mais je prétends qu'elle a été attaquée par des avocats éminents, des avocats libéraux qui ont dit que cette loi porte atteinte à la constitution, et je conclus que ce petit bill qui est présenté ici vient renforcer la loi des liqueurs, n'a d'autre but que d'essayer à rendre cette loi plus constitutionnelle et est un aveu de la faiblesse de la première loi.

La loi des liqueurs vient d'être sanctionnée et déjà le gouvernement s'aperçoit qu'elle est mal faite et qu'elle ressemble à la loi de prohibition. On a dit au début de la session, le gouvernement a dit: "Nous voulons adopter une législation parfaite pour sévir contre les abus scandaleux qui ont été commis dans le passé et que la Chambre regrette. Nous voulons adopter une loi dont personne ne pourra se soustraire." On devait nommer une commission d'hommes extraordinaires. Qu'est-il arrivé? On a nommé des honnêtes gens; à l'exception de M. Carroll¹, des hommes d'affaires. Les membres de la nouvelle Commission des liqueurs n'offrent pas plus de garanties que la nouvelle loi sera plus solide que l'autre. L'honorable M. Simard² ne donne pas plus de garanties que le député de Sainte-Marie (M. Séguin) ou bien que celui de Laurier (M. Poulin). On aurait bien pu nommer ces deux personnes dans la commission et le député de l'Assomption (M. Reed) dit que des requêtes ont été présentées dans le but de le faire nommer membre de cette commission. Les hommes qui ont été nommés sont respectés, mais nous n'avons aucune garantie qu'ils seront capables de faire respecter une loi si faible qu'elle requiert le support d'un bill.

Cette loi n'est pas seulement injuste envers les campagnes, mais elle est aussi inconstitutionnelle

et le gouvernement sent à la fin de la session l'imperfection de cette loi; il en sent la faiblesse et il vient à la dernière heure demander à cette Chambre de l'amender et de la fortifier. La loi actuelle va créer toutes sortes d'ennuis et elle va être attaquée au point de vue de sa constitutionnalité.

Il (M. Sauvé) demande au gouvernement d'apporter au moins un amendement, afin que cette loi soit plus juste pour les campagnes et que les gens des campagnes ne soient pas obligés d'attendre les repas pour prendre un verre de bière, quand ils en auront envie.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Les insinuations du chef de l'opposition qui ont eu cours pendant toute la session, concernant les attaques contre la constitutionnalité de la loi des liqueurs alcooliques et qu'elle aurait été établie par des gens à l'extérieur de cette Chambre ne sont que de pures imaginations et le gouvernement est assuré de sa loi. Il est vrai que le bill a été réécrit plusieurs fois, parce qu'il s'agit là d'une des pièces de législation les plus difficiles à être soumises devant la Chambre. Mais personne hors du gouvernement n'a été consulté, car cette loi ne concerne que le gouvernement et les députés de cette Chambre. Ils n'ont eu besoin d'aucun conseil d'étrangers sur le type de législation qu'ils devaient présenter. Ils n'ont jamais procédé ainsi par le passé et ils ne le feront pas davantage à l'avenir. La loi qu'il introduit aujourd'hui n'a absolument rien à voir avec la loi des liqueurs qui a été sanctionnée.

Le gouvernement n'a pas attendu à la fin de la session pour présenter une telle législation, et la loi des liqueurs alcooliques a été adoptée par la Chambre dès le début de cette session. Le seul but de la présente loi est de permettre le transport des liqueurs alcooliques dans la province suivant les prévisions de la loi Doherty. Il n'est plus temps d'apporter aucun amendement à la loi qui vient d'être passée et le bill qu'il présente actuellement ne concerne seulement le transport qui sera défendu. Le chef de l'opposition pourra avoir deux semaines, s'il le veut, pour discuter ce bill présenté par le gouvernement.

M. Renaud (Laval) demande s'il y a une limite à la quantité qu'un particulier peut avoir en sa possession.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Non, évidemment, la loi n'a pas pourvu à cela, de sorte qu'un particulier peut avoir des quantités illimitées

de boisson en sa possession, du moment que cela sera pour son usage personnel.

M. Renaud (Laval): Cela sera très difficile à contrôler. Les millionnaires pourront se stocker et il y aura des réserves considérables de liqueurs en certains lieux pour continuer le coulage.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): En effet, ce sera là une grande source de difficultés pour la commission; malheureusement le gouvernement, ici encore, ne peut passer aucun amendement, du moins cette année.

M. Miles (Montréal-Saint-Laurent) demande si, sous la nouvelle loi, une personne pourra importer de l'alcool dans la province et l'entreposer.

L'honorable M. Mitchell (Richmond): Le transport doit être continu dans la province, et l'alcool ne pourra pas être entreposé dans l'attente d'un envoi éventuel pour une autre province.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

G. Savard

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il avait demandé une séance du Comité des comptes publics dans le but d'avoir quelques renseignements au sujet de M. G. Savard et de la Dominion Detective Agency. Il consent à ne pas persister dans sa demande de convocation du comité permanent des comptes publics si le trésorier (l'honorable M. Mitchell) consent à lui fournir certains renseignements devant la Chambre.

Combien le gouvernement a payé à M. Savard ou plutôt à la Dominion Detective Agency, l'an dernier, pour son travail, relativement à l'observance de la loi de prohibition? Combien a coûté la saisie de 5,000 à 6,000 caisses de boisson, opérée l'année dernière à la maison Hudon et Hébert de Valleyfield par la Dominion Detective Agency?

L'honorable M. Mitchell (Richmond) consent à fournir les renseignements demandés. La Dominion Detective Agency, pour le compte de laquelle travaillait le détective Savard, a reçu \$28,000³ du gouvernement. Le stock d'Édouard Hébert, saisi à Valleyfield, était évalué à \$60,000⁴. Des frais de transport pour environ \$10,000⁵ ont été payés à différentes compagnies de chemin de fer; les boissons saisies ont été retournées à leurs propriétaires. Le gouvernement a dû rendre le stock, la saisie ayant été déclarée illégale par le juge Cusson.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920.
- bill 13 autorisant certains octrois pour fins d'éducation et certains emprunts nécessaires à ces fins;
- bill 19 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 30 concernant l'enregistrement de bons ou obligations émis sur le crédit de la province;
- bill 199 concernant le contrat passé entre le gouvernement et le chemin de fer "Interprovincial et la Baie James" et la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à la construction d'une voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze;
- bill 200 concernant les pensions des officiers publics appartenant au service civil externe;
- bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu;
- bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancred Marcil au nombre de ses membres après examen;
- bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Vergeil.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 67 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans;
- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 100 concernant la charte de la cité de Montréal;
- bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis;
- bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack;
- bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval;
- bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec;
- bill 172 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec.

Chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 67 concernant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de M. J. Stack

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Lots 10 et 55 de Pointe-aux-Trembles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots nos 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Destruction des sauterelles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Travaux aux chemins municipaux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif

Cité de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Charte de Montréal, référéndum

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 concernant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Charte de Petit-Métis

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise au cours de la présente séance.

Municipalité de Saint-Mathieu

M. Cédilot (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet) que, vu que le bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu, concerne une municipalité dans une situation pécuniaire difficile et qu'il y a eu erreur quant à la nature du bill indépendamment de la volonté des promoteurs, les droits additionnels que les promoteurs ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Village de la Côte-des-Neiges

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Lachance) que, vu que le bill 81 annexant à la municipalité de la ville de Mont-Royal certains lots du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, pour les fins municipales, a été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose qu'il soit résolu qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1920.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 mars 1921**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures..

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;

- bill 177 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés placés sous la garde de certaines institutions;

- bill 193 concernant la nomination des constables et des constables spéciaux;

- bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile;

- bill 234 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil;

- bill 236 autorisant l'achat du sanatorium du Lac Édouard;

- bill 152 concernant certaines expropriations.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements, les bills suivants:

- bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec;

- bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec, relativement à l'entretien des chemins municipaux;

- bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont;

- bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry;

- bill 123 amendant la loi constituant en corporation la ville de Laval de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts;

- bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales.

**Action
en dommages**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

**Entretien des
chemins municipaux**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec, relativement à l'entretien des chemins municipaux. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Protection
des édifices publics
contre les incendies**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Charte
d'Outremont**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession de l'honorable J.-L. Beaudry

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville Laval

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 amendant la loi constituant en corporation la ville de Laval de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Terres publiques, bois et forêts

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Affaires municipales

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 18 amendant les statuts refondus, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. David (Terrebonne) remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1921, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et

recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 17 mars 1921.

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Questions et réponses:

H. Kieffer

M. Dufresne (Joliette): 1. Quel est, à l'emploi du service forestier, le chef inspecteur forestier, du district forestier no 1, comprenant les bassins des rivières Ottawa, Lièvre, Coulonge, Domaine des Quinze, etc.?

2. Ce monsieur détient-il cet emploi à titre d'ingénieur forestier?

3. À quel titre l'emploie-t-on?

4. Est-il un diplômé de l'école forestière de Laval, ou d'une autre école forestière quelconque?

5. Quelle expérience possède ce monsieur en fait de connaissance des sciences forestières?

6. S'est-il déjà occupé de faire des études théoriques forestières?

7. Dans l'affirmative, à quelle université? Quand et pendant combien de temps?

8. Ce fonctionnaire a-t-il sous ses ordres et à titre de subalternes, des ingénieurs forestiers diplômés de l'école forestière Laval?

9. Dans l'affirmative, combien en a-t-il, et quels sont leurs noms?

10. Quelles sont les raisons qui, pour le service forestier, font préférer M. Henri Kieffer, ingénieur civil, à un ingénieur forestier, qui s'est spécialisé dans l'étude des sciences forestières?

11. Quel est le salaire annuel de ce monsieur?

12. Le salaire qu'il reçoit est-il le même que reçoivent les autres ingénieurs forestiers des autres districts forestiers de la province?

13. Quel est le salaire des inspecteurs forestiers des autres districts forestiers de la province?

14. Cet employé est-il appelé à faire plus de travail que les autres inspecteurs? Ou s'il fait le même travail que les autres inspecteurs?

15. Pour quelle raison son salaire est-il plus élevé que celui de ses collègues?

16. Est-il employé par d'autres ministères et reçoit-il des rémunérations pour ces emplois?

17. N'est-il pas aussi un des employés extérieurs du ministre de la Colonisation?

18. Quel traitement reçoit-il pour ce deuxième emploi?

19. Est-il qualifié pour remplir les devoirs de ce dernier emploi?

20. Ce monsieur, retirant double salaire, retire-t-il double loyer pour son bureau?

21. Fait-il aussi double compte de ses dépenses mensuelles; l'un au département du service forestier et l'autre à la colonisation?

22. Les comptes de dépenses de ce monsieur, pour le service forestier, se chiffrent-ils régulièrement, au double de ceux produits par les autres inspecteurs forestiers?

23. Dans l'affirmative, pourquoi?

24. Quel salaire lui a été payé au cours de l'exercice 1919-1920?

25. Quelles ont été ses dépenses encourues et payées pour ce même exercice?

26. Au cours de l'exercice 1920, a-t-il été délégué officiellement par le ministre des Terres et Forêts pour faire un voyage dans les provinces de l'Ouest et de l'Ontario?

27. Quel était le but de ce voyage? Rapport en a-t-il été fait et dans l'affirmative, a-t-il été publié?

28. À combien se sont chiffrées les dépenses encourues par ce voyage?

29. Est-ce que ces dépenses ont été remboursées à M. Kieffer?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. M. Henri Kieffer, ingénieur civil, diplômé de l'École polytechnique de Montréal.

2. Non.

3. Ingénieur civil. L'école forestière n'était pas encore fondée et il n'y avait pas d'ingénieurs forestiers, sauf MM. Piché et Bédard.

4. Non.

5. Depuis qu'il est au service, c'est-à-dire depuis 13 ans, il a accompli différents travaux relevant du génie forestier: reboisement, inventaire, classification de lots, surveillance des coupes, etc.

6. Oui.

7. N'a pas suivi de cours dans les universités, mais, sous la direction de ses chefs, il a agi comme élève assistant durant plusieurs années avant la fondation de l'École forestière.

8. Oui. Il a aussi un ingénieur civil.

9. Trois ingénieurs forestiers: MM. Oscar Hélie, Charles Gosselin et Paul Kieffer.

10. Il n'y a pas lieu de répondre à cette question.

11. \$2,600.

12. Non.

13.

G.-A. Tessier, I. F. \$1,800.00

L. Garneau 1,800.00

Gédéon Roy 1,800.00

J.-E. Trottier, I. F. 1,700.00

Lauréat Lavoie 1,650.00

J.-E. Guay 1,600.00

J.-A. Rouleau 1,500.00

Henri Méthot 1,400.00

Eugène Gagné 1,200.00

14. Oui, il fait plus de travail que les autres.

15. Il n'y a pas lieu de répondre à cette question.

16. Oui.

17. Oui.

18. Durant l'exercice 1919-1920, il a reçu \$250.

19. Oui.

20. Non.

21. Non.

22. Non.

23. Non.

24. \$2,400.

25. \$2,842.64 comme dépenses. Département de la Colonisation \$176.65.

26. Non.

27, 28 et 29. Il n'y a pas lieu de répondre à ces questions.

Maisons de désordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 amendant la loi concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Sous l'ancienne loi, toute personne qui pouvait

douter ou qui était capable de donner avis à un propriétaire que des locataires tenaient une maison de désordre, dix jours après cet avis, pouvait prendre des procédures devant un juge et faire fermer ces maisons pour une période de un an. L'on prévoit certains cas spéciaux, grâce à la nouvelle loi. Il arrivait quelquefois que les propriétaires ainsi avisés vendaient aussitôt leur maison et l'avis ne comptait pas pour le nouveau propriétaire. Maintenant, ce dernier sera sous le coup de la loi et, si après un avis de dix jours, il n'a pas fermé cette maison, le juge pourra le condamner, s'il juge que ce propriétaire continue à tenir ou à permettre de tenir une maison de désordre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Refuge Dom Bosco

M. Thériault (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté) que, vu que le bill 60 constituant en corporation l'institut Dom Bosco, concerne une institution de bienfaisance, les droits ordinaires que les promoteurs ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Compagnies de chemins de fer

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill C du Conseil législatif concernant l'exercice de certains pouvoirs par les compagnies de chemin de fer, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demande de documents:

Prohibition

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de tous documents, correspondances, plaintes, etc., entre le gouvernement et toute personne concernant l'inapplication de la loi de prohibition, loi 9 George V, chapitre 18, en 1919 et en 1920.

Il (M. Sauvé) parle de la saisie de boisson de Valleyfield, chez Edouard Hébert. On a saisi là environ 6,000 caisses de liqueurs, Hébert a été condamné à payer \$200.00; on lui a ensuite remis sa boisson; cette saisie a coûté considérablement cher à la province. C'est pour cela qu'il a demandé des séances du comité des comptes publics, ce qu'il n'a pas encore pu obtenir.

J'ai déjà demandé au trésorier (l'honorable M. Mitchell) pourquoi on avait remis cette boisson, quand Richer, qui se trouvait dans le même cas, a été condamné et privé de sa boisson. Hébert a prétendu que cette boisson appartenait au vendeur Sauvé, qui avait loué, par bail, des appartements ou entrepôts chez Hébert. Hébert, marchand, n'avait pas le droit de louer une partie de son établissement pour des fins d'entrepôts. De plus, il a été et il est établi que Hébert vendait lui-même de la boisson. On voyait partir de son magasin des automobiles chargées de caisses. Sauvé, vendeur autorisé, n'avait droit de vendre que sur présentation de certificats de médecin et non pas comme marchand de gros. Le gouvernement a fait preuve de mauvaise administration dans ce cas comme dans d'autres. Pourquoi cette discrimination pour Hébert?

C'est pour cela que j'ai demandé une enquête royale et non une enquête parlementaire, conduite non pas par des membres responsables de cette administration, mais par des hommes impartiaux, indépendants. Car, les membres de la majorité sont solidaires et conjointement responsables de cette administration, puisqu'ils n'ont pas voulu détacher leur responsabilité devant cette Chambre.

C'est pour cela que les députés qui ont constamment approuvé et appuyé le gouvernement sont responsables de son administration et ne peuvent être acceptés comme membres d'une commission qui doit être impartiale et assez indépendante pour demain, s'il y a preuve contre lui, condamnant le gouvernement et, par conséquent, ceux aussi qui ont approuvé, appuyé, supporté ce gouvernement. Donc, la proposition d'une enquête par un comité parlementaire est inacceptable et ridicule.

L'accusation contre certains législateurs intéressés dans le commerce des liqueurs est secondaire face à des accusations que j'ai portées contre le ministre et de la responsabilité qu'avait le gouvernement dans l'inapplication de la loi dans les scandales et les spéculations véreuses qui révoltent l'opinion publique.

Je persiste à prétendre que le gouvernement devrait seconder l'enquête que j'ai demandée. Je suis prêt à donner les noms des législateurs qui se sont intéressés dans le commerce des liqueurs. Il y en a qui avaient jusqu'à deux magasins, etc. On a dit, et le premier ministre était de ceux-là: "Le chef de l'opposition préfère l'enquête royale, parce qu'il a peur de mettre son siège en jeu comme l'obligerait une enquête parlementaire".

M. l'Orateur: Il n'est pas dans l'ordre de parler sur un chose qui a déjà été décidée par la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il a demandé permission à la Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) fait un signe de désapprobation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) dit qu'il va respecter les règles de l'Orateur. Je voulais déclarer que, si le gouvernement voulait m'accorder une requête royale, j'étais prêt à mettre mon siège en jeu et à donner les noms. Je n'ai pas peur de perdre mon siège. Que le gouvernement accepte donc mon offre. Le public veut connaître les coupables et la justice veut les punir.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) répète les remarques qu'il a faites à la séance du matin au sujet de la saisie de Valleyfield. Le gouvernement, dit-il, a fait son devoir en cette circonstance.

La motion est adoptée.

Trois-Rivières, Montréal-Nord, Saint-Michel-de-Laval et Pointe-aux-Trembles

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., en 1920, entre le ministère des Affaires municipales et toute personne concernant l'administration municipale de la cité des Trois-Rivières, de Montréal-Nord, de Saint-Michel-de-Laval et de la Pointe-aux-Trembles.
Adopté.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses générales (Terres et Forêts) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande si l'agent des terres de l'Abitibi, M. Hector Authier, paye pour certains articles qui paraissent dans un journal d'Amos qui porte le nom de la région.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Je ne crois pas et il me semble que cette agence des terres de l'Abitibi est loin de nous coûter cher.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien, adopté. Je ne veux en aucune façon déprécier le travail de M. Authier⁶.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande s'il est vrai que la séparation du domaine de la colonisation du domaine forestier a causé un différend entre le gouvernement et les marchands de bois.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il y a quelques têtes chaudes, en effet, qui ont pu mal interpréter le sens de la loi, mais il n'y a pas eu de conflit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ces têtes chaudes ont porté plainte?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il y a des gens intéressés dans l'industrie forestière qui ont eu peur de la loi. Ils avaient vu dans les journaux que la loi était changée et ils ne la comprenaient pas. On la leur a expliquée...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et ils ont fini par comprendre le bon sens.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Il y a très peu de gens dans ce cas.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il eu beaucoup de ventes de limites?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Non, il n'y en a pas eu beaucoup depuis quinze ans.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose le renvoi du bill au Conseil législatif. La Chambre ne peut concourir dans l'amendement au sujet des taux de la Montréal, Water & Power Co.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Quel est le but de cet amendement?

M. Poulin (Montréal-Laurier): Le but de mon amendement est de rétablir un amendement à la

charte proposé par le conseil municipal et adopté par la Chambre, et subséquemment, radié au Conseil législatif à l'effet de baser la taxe d'eau, tant dans le district desservi par la Montréal Water & Power Co. que dans le district desservi par l'aqueduc de Montréal, sur le loyer de 1919-1920. Cela est une injustice, car les loyers de 1919-1920 étaient tous élevés et un certain nombre des prix de ces loyers peuvent baisser. L'augmentation des loyers pour l'année en cours est si importante que les consommateurs devront payer davantage qu'ils ne le font, et, puisqu'on n'envisage aucune augmentation correspondante dans les dépenses des compagnies ou de la ville en termes d'approvisionnement en eau, la Législature devrait accorder un soulagement aux propriétaires et baser la taxe d'eau sur les loyers de 1919-1920.

M. l'Orateur: La motion est-elle adoptée?

Des députés: Vote, Vote!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La motion: "Que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements", est soumise à la Chambre.

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose en amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que le paragraphe 2 des amendements du Conseil législatif audit bill soit retranché.

M. l'Orateur: Ceux qui sont en faveur de la motion voudront bien se lever⁷.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(Fait signe aux députés de s'asseoir.) Reprenez vos sièges.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Ashby, Bédard, Bercovitch, Bissonnet, Boisseau, Bordeleau, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Dufresne, Lacombe, Laferté, Laurendeau, Leclerc, Lemieux, Létourneau, Madden, Monet, Paquet (Saint-Sauveur), Poulin, Renaud, Ricard, Sauvé, Séguin, Vautrin, 23.

Contre: MM. Bullock, Cannon, Dufour (Matane), Grégoire Mercier fils, Mitchell, Olivier, Taschereau, Tessier (Rimouski) Tessier (Trois-Rivières), 10.

L'amendement est adopté.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose trois amendements.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Proposez donc ces amendements l'un après l'autre.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose en amendement, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet) que les mots "ayant leurs établissements à l'est de la rue Saint-Laurent", dans les 7e et 8e lignes du paragraphe 13 des amendements du Conseil législatif, soient retranchés.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci le rejette⁸.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga): Mon premier amendement est au sujet des bouchers de Montréal. L'abattoir de l'est étant fermé, le Conseil législatif a décidé que les bouchers de Montréal, qui demeurent à l'est de la rue Saint-Laurent, auraient le droit d'abattre leurs animaux à domicile. Je veux que ce privilège s'étende à tous les bouchers.

L'honorable M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie): Je regrette de ne pas partager l'avis de mon honorable ami. Les bouchers de Montréal sont venus en délégation ici et nous ont demandé le contraire de ce que le député de Montréal-Hochelaga (M. Bédard) voudrait obtenir.

M. Renaud (Laval): Je suis du même avis que le ministre. Je crois que les bouchers de Montréal préfèrent que le privilège ne soit accordé qu'aux bouchers à l'est de la rue Saint-Laurent. Ceux de l'ouest ont les abattoirs de l'ouest pour faire tuer leurs animaux. Je voterai donc contre la motion de l'honorable député de Montréal-Hochelaga (M. Bédard).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le Conseil supérieur d'hygiène ne consentira jamais à la pratique de l'abattage dans les établissements privés des bouchers dans toute la cité de Montréal. L'amendement de la Chambre haute est temporaire, il intervient strictement parce que les abattoirs de l'est sont fermés. Il demande que l'amendement ne soit pas appuqué.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga): La Chambre ne devrait pas faire de passe-droit.

Et la motion principale étant soumise de nouveau à la Chambre, M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose en amendement, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), que les deux alinéas du paragraphe 16 des amendements du Conseil législatif audit bill soient retranchés.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga): Je propose de faire biffer un amendement du Conseil législatif au bill de Montréal, donnant droit à la Commission administrative d'emprunter \$1,000,000 pour compléter les travaux de l'aqueduc et pour la construction de réservoirs et de bassins de filtration. Je veux que ce soit la nouvelle administration de Montréal qui complète les travaux de l'aqueduc. Le comité des bills privés de l'Assemblée a rejeté cette proposition et elle a été présentée à la Chambre haute. La cité a encore, pour les travaux d'aqueduc, un montant de deux millions et demi de dollars non dépensé, et cet argent n'est pas nécessaire.

Les honorables M. Mercier fils (Châteauguay) et M. Séguin (Montréal-Sainte-Marie) sont contre la proposition du représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard). Ils disent que la nouvelle administration ne pourra être en fonction avant huit ou 10 mois, et il faut que les travaux de l'aqueduc continuent.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) est contre la proposition du représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard). Il est essentiel que des montants suffisants soient accordés à la Commission administrative pour lui permettre de mener les travaux d'aqueduc à terme; la Chambre ne devrait pas accepter la responsabilité de travaux aussi importants. Il faut voter les montants suffisants pour permettre la poursuite des travaux pendant au moins huit mois, jusqu'à ce que la nouvelle administration entre en fonctions.

M. Monet (Napierville): Je suis surpris que le Conseil législatif ait fait tant d'amendements au bill de Montréal, qui a été rejeté par les représentants élus, particulièrement à la veille de la prorogation, alors que plusieurs députés étaient rentrés chez eux. Nous avons pourtant étudié le bill de Montréal avec soin avant de l'adopter. Ainsi, cette question d'emprunt de \$1,000,000 a été réglée au comité des bills privés définitivement. Pourquoi le Conseil législatif a-t-il changé notre opinion? Si nos décisions ne sont plus respectées, M. l'Orateur, si notre utilité a cessé, je crois qu'il ne faudra plus proposer l'abolition du Conseil législatif, mais de l'Assemblée législative.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande à la Chambre d'étudier la question au mérite.

M. Bédard (Montréal-Hochelaga) approuve les paroles du député de Napierville (M. Monet). Il maintient que l'argent n'est pas nécessaire.

M. l'Orateur: La proposition sera-t-elle adoptée?

Des députés: Lost, lost.

Et l'amendement, étant soumis à la Chambre, est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau soumise à la Chambre, M. Bédard (Montréal-Hochelaga) propose en amendement, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), que dans le paragraphe 17 des amendements du Conseil législatif audit bill, les mots: "Sauf l'expropriation des terrains nécessaires pour compléter l'élargissement de la rue Sainte-Catherine à l'ouest de la rue Peel, mais le coût de cette expropriation sera réparti sur tous les immeubles de la cité, au moyen d'une taxe spéciale qui sera portée au rôle annuel d'évaluation et de contribution foncière comme taxe distincte et séparée" soient retranchés.

M. Poulin (Montréal-Laurier) fait voir que la rue Mont-Royal a bien plus besoin de ces travaux que la rue Sainte-Catherine. Cette dernière expropriation aurait coûté plus d'un million.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Et la motion principale telle qu'amendée étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Petit-Métis

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis. Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), qu'un

message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables Conseillers que l'Assemblée législative accepte leurs amendements au bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis, avec les amendements suivants:

1. En insérant, entre les amendements 1 et 2 du Conseil, le paragraphe suivant:

"1a. Le paragraphe *b* de l'article 4 est amendé en ajoutant après les mots "jusqu'au" à la troisième ligne, les mots suivants: "limites ouest du";

2. En remplaçant les deux dernières lignes de l'amendement 2 par les mots "de la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*".

3. En remplaçant les cinq dernières lignes de l'amendement 6.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Cité de Québec

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois.

M. Létourneau (Québec-Est): Le Conseil législatif a amendé la charte de la cité de Québec de façon à donner un représentant de plus aux quartiers Saint-Sauveur et Saint-Jean-Baptiste. La division que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre compte un quartier, le quartier Saint-Roch, dont la valeur imposable est de \$19,000,000 et la population de 23,000 âmes. Limoilou, qui est aussi dans ma division, représente une fois et un tiers la superficie de toute la ville de Québec.

Je considère, M. l'Orateur, que cette augmentation du nombre des échevins est injuste. Je suis opposé à cette augmentation. Je crois d'abord qu'elle n'est pas couverte par les avis d'amendements à la charte de la cité de Québec. J'ai cité quelques chiffres sur le quartier Saint-Roch. Il me semble, monsieur, que si le quartier Saint-Sauveur et le quartier Saint-Jean-Baptiste ont raison d'augmenter le nombre de leurs échevins, le quartier Saint-Roch aurait droit d'avoir un troisième représentant. Et pourquoi pas le quartier Limoilou, aussi? Des journaux m'ont fait dire que je demanderais un troisième échevin pour Saint-Roch. Non, monsieur, c'est inexact. Je ne veux pas demander pareille chose, car je ne crois pas que ce soit le désir de mes électeurs et l'intérêt de la ville de Québec.

Je propose donc que les amendements du Conseil législatif soient acceptés, surtout en ce qui concerne le quartier Saint-Sauveur, dont les électeurs ont demandé trois échevins et qui est un amendement couvert par les avis. Mais, pour ce qui est du quartier Saint-Jean-Baptiste, je propose que l'amendement donnant un troisième échevin à ce quartier soit biffé du bill de la cité de Québec.

M. Cannon (Québec-Centre) demande la lecture de tous les amendements faits par le Conseil législatif.

M. Patenaude (assistant greffier) lit les amendements.

M. l'Orateur met aux voix la motion du représentant de Québec-Est (M. Létourneau).

M. Cannon (Québec-Centre): Puisque les citoyens de la partie basse de la ville auront sept échevins au conseil de ville, il n'est que juste que la partie haute en ait sept aussi. Il y a des ouvriers dans Saint-Jean-Baptiste, comme il y en a dans Saint-Sauveur. Et puisqu'on veut donner un représentant aux ouvriers de Saint-Sauveur, donnons-en aux ouvriers de Saint-Jean-Baptiste qui sont aussi nombreux que leurs camarades du bas de la ville.

Il faut reconnaître que les ouvriers de ces deux quartiers ont été généreux dans le choix de leurs échevins. Dans Saint-Sauveur, on a élu un médecin et un manufacturier; dans Saint-Jean-Baptiste, on a élu un médecin et un notaire. J'ai beaucoup d'admiration pour les ouvriers de Saint-Sauveur, mais je veux justice pour les ouvriers de Saint-Jean-Baptiste et pour ces raisons, je voterai contre la motion de mon honorable ami de Québec-Est (M. Létourneau) afin que Québec ait 14 échevins, un de plus dans Saint-Sauveur et un de plus dans Saint-Jean-Baptiste. Le représentant de Québec-Ouest (M. Létourneau), par sa motion, détruira le bon effet du système d'échevins qu'il a préconisé il y a trois ans.

M. Madden (Québec-Ouest)⁹: Nous ne devrions pas nous mêler des affaires municipales de Québec. Puisque les citoyens de Saint-Jean-Baptiste voulaient un troisième échevin, pourquoi ne l'ont-ils pas demandé au conseil municipal? C'est là qu'ils auraient dû s'adresser. Le quartier Saint-Sauveur a voulu obtenir un troisième échevin. Ses citoyens se sont adressés aux autorités municipales. Pour ces raisons, je voterai pour la motion de l'honorable député de Québec-Est (M. Létourneau). (Applaudissements)

M. Paquet (Saint-Sauveur): Voter pour donner un échevin de plus à Saint-Jean-Baptiste, ce serait voter une injustice, car pourquoi Saint-Roch n'aurait-il pas aussi un troisième échevin? (Applaudissements)

M. Létourneau (Québec-Est): M. l'Orateur, ce serait manquer à mon devoir que de ne pas attirer de nouveau l'attention de la Chambre sur l'injustice qu'il y aurait de voter cet amendement qui donne un troisième échevin à Saint-Jean-Baptiste. Tous les autres quartiers ont droit de nous faire la même demande. Je demande à la Chambre de donner un vote basé sur la justice et l'équité.

Il est proposé, appuyé par le représentant de Chambly (M. Desaulniers) qu'un message soit envoyé au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que l'Assemblée législative accepte leurs amendements au bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec, avec les amendements suivants:

Remplacer tous les mots de l'amendement 5 qui suivent le mot "suivant" dans la deuxième ligne dudit amendement, par les mots qui suivent:

"16. L'article 12 de la loi 7 George V, chapitre 59, est amendé:

a. En remplaçant les chiffres "1918" par les chiffres "1922" dans la deuxième ligne;

b. En remplaçant le mot "douze" par le mot "treize" dans la troisième ligne;

c. En insérant après le mot "quartier", dans la quatrième ligne, les mots: "sauf le quartier Saint-Sauveur" où il y en aura trois."

M. Cannon (Québec-Centre): Vote, vote.

Des députés: Adopté. Adopté.

M. Cannon (Québec-Centre): Je demande le vote.

M. l'Orateur: Il faut que cinq députés demandent le vote¹⁰.

La proposition est adoptée.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Montréal, référendum

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 concernant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccins (y compris \$500 pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille quinze piastres et soixante-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

M. Sauvé: J'ai vu dans *Le Soleil*, organe officiel du gouvernement, que l'on reprochait au chef de l'opposition le traitement que la Chambre lui a voté. Ce n'est pas à moi, mais au chef de l'opposition que la Chambre a voté ce traitement.

Le traitement est bien inférieur à celui des ministres, qui, cependant, font payer leurs dépenses par la province. Il n'y a pas qu'ici que le chef de l'opposition retire un traitement. À Ottawa, par exemple, il en retire un, et les journaux ne s'y objectent pas. Je crois que c'est une injustice de la part de ce journal et je voudrais bien savoir s'il est inspiré par le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai pas vu l'article auquel mon honorable ami fait allusion, mais je puis l'assurer que toute la Chambre admire le travail de l'honorable chef de l'opposition.

Quant aux critiques qu'on pourrait lui adresser, mon honorable ami sait que les ministres eux-mêmes sont critiqués. Il ne faut jamais attacher trop d'importance à cela et l'honorable chef de l'opposition peut avoir la conscience en paix; il gagne bien son traitement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** sourient.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achats de livres de la Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour greffier de la couronne en chancellerie et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Action en dommages

La Chambre prend en considération, selon l'ordre du jour, les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 18 mars 1921**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 30.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 122 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est;
- bill 154 amendant le Code municipal de Québec, relativement à la vérification des comptes municipaux;
- bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe;
- bill 186 concernant les fonds d'amortissement municipaux;
- bill 187 amendant la loi concernant la construction et l'amélioration des chemins dans la province;
- bill 189 amendant la loi des assurances de Québec;

- bill 192 concernant le traitement des recorders;
- bill 201 autorisant le gouvernement de la province à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics;

- bill 228 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;

- bill 229 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au traitement des magistrats de district;

- bill 237 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences;

- bill 129 concernant la ville de Saint-Michel;

- bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;

- bill 198 concernant la pension des magistrats de district;

- bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec;

- bill 213 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs.

Licences

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Ville de
Saint-Michel**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 concernant la ville de Saint-Michel. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Commission métropolitaine
de l'île de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Pension des magistrats de district

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 198 concernant la pension des magistrats de district. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Assistance publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Instruction publique

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 213 amendant la loi de l'instruction publique. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Véhicules-moteurs, enregistrement

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qui suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant pour lequel il demande son concours:

- bill D amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la qualité foncière des conseillers législatifs.

Conseillers législatifs

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Mitchell), que le bill D du Conseil

législatif amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la qualité foncière des conseillers législatifs soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité général.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le Conseil législatif a envoyé un projet de loi demandant d'amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique à l'effet de permettre à un conseiller législatif de demeurer seulement dans le district où est située la division qu'il représente. La province de Québec serait divisée en deux districts, celui de Montréal et de Québec. Autrefois la loi exigeait que le conseiller législatif ait une propriété dans la division qu'il représentait, ce qui est devenu inutile avec le système actuel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) s'élève contre cette mesure. Le Parti libéral autrefois voulut l'abolition du Conseil législatif. Le Conseil, dit-il, tel que constitué aujourd'hui, est ouvert à tout le patronage et à toute la politique et l'administration de la province souffre de cet état de choses. Le bill est susceptible d'autoriser la nomination de candidats qui n'auront aucun intérêt réel dans la division qu'ils représentent.

Il (M. Sauvé) se questionne sur la constitutionnalité d'une telle mesure. Plusieurs nominations déjà effectuées à la Chambre haute pourraient s'avérer injustifiables auprès du public. Ce faisant, on s'éloigne de l'esprit qui a animé les Pères de la Confédération, lors de la création de la Chambre haute. Cela ouvrira la porte plus que jamais aux nominations politiques et la Chambre perdra de sa valeur comme instance révisionnelle agissant dans l'impartialité. Il demande si le but de ce bill est de permettre à Sir Lomer Gouin de se qualifier au cas où il ne posséderait pas pour une valeur de \$4,000 en propriété dans le district de Salaberry, où il fut nommé tout récemment.

Il dénonce la nomination par le gouvernement d'organiseurs politiques au conseil. D'autant plus que le conseiller conserve son poste d'organisateur de parti. Ses actions, soutient-il, ne peuvent être que partisanses. Comment le Conseil législatif pourrait-il être indépendant alors que des organisateurs politiques, dont la tâche est d'exciter les ferveurs partisanses des candidats, sont envoyés au Conseil? Le bill est présenté non pas dans les intérêts de la province, mais du Parti libéral et il intervient pour justifier la nomination qui a été faite tout récemment. Un tel changement dans le système de nomination est impossible à justifier aux yeux du public, tout comme certaines des nominations réalisées par le passé n'ont jamais été justifiées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'action entreprise est parfaitement constitutionnelle. Le gouvernement n'est pas en opposition avec l'idée des Pères de la Confédération qui ont laissé à chaque province la liberté de décider quel serait le mode de formation de sa Chambre haute, et c'est pourquoi nous amendons la loi aujourd'hui. Il croit qu'un membre du Conseil législatif qui a obtenu sa qualification dans n'importe quelle section majeure peut être encore plus indépendant, car il représente alors la province en entier et non l'un des vingt-quatre districts.

Peut-être seront-ils en meilleure position pour réparer les petites erreurs de la Chambre basse, car nous ne représentons que des sections de la province, l'influence étant donc plutôt locale, alors que les membres de la Chambre haute, qui représentent la province en entier, auront plus d'indépendance qu'ils n'en ont à l'heure actuelle. Plusieurs des membres du Conseil n'ont pas leur résidence dans leur division, tout comme c'est le cas pour plusieurs députés de l'Assemblée. Quant aux nominations, il rappelle que celles du Sénat comptent plusieurs politiciens passionnés et même des organisateurs, pour ne pas mentionner les importants souscripteurs aux fonds des partis. Il ne voit donc pas en quoi il y aurait matière à critiquer dans ce qui est proposé ici.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas une bonne loi.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au début de la session, j'ai cru de mon devoir de critiquer l'administration de la justice dans cette province. J'ai prétendu qu'elle était trop compliquée, trop coûteuse, qu'elle était inefficace et ne répondait pas aux besoins de protection de la société. Le procureur général m'a répondu par des paroles remplies d'amertume et de reproches. J'ai promis de revenir sur le sujet et j'y reviens aujourd'hui. La justice est trop coûteuse. Elle a coûté l'an dernier à la province \$1,365,900.74, à part de ce qu'elle coûte aux contribuables.

Prenons une vente par le shérif à Montréal. Il s'agit de la vente d'un lot, par le shérif, pour taxes municipales s'élevant à \$7.50. Le lot a été vendu \$90. Les frais judiciaires ont monté à \$83.37. De sorte que la créance n'a pu être payée en entier de la somme de \$7.50. Et encore, la cité n'a pas eu à prendre jugement. Son warrant n'a coûté que \$6.80. Pour réaliser et distribuer \$6.63 à un seul créancier, il en a coûté \$83.37 de frais, dont \$10 seulement pour frais d'avocats, la balance, \$73.37, était pour frais de cour, c'est-à-dire pour payer les taxes imposées par le gouvernement de Québec qui prétend ne pas taxer les pauvres gens! Je connais des régistres qui se sont

fait l'an dernier \$11,000 de salaire, et cela, grâce aux taxes et aux obligations imposées par le gouvernement de Québec qui prétend ne taxer que les millionnaires. Dans le comté du secrétaire provincial (l'honorable M. David), Terrebonne, comté de colonisation, le régistreur s'est fait \$9,800. Il (M. Sauvé) cite une longue liste de régistresurs qui se sont fait \$5,000 à \$11,000 l'an dernier, et nombre d'entre eux s'occupent d'une foule d'autres affaires.

Notre administration est incompétente, inefficace et injuste, et je vais le démontrer. Le public pense absolument comme ce journal ami intéressé du gouvernement, lequel journal disait: "Nous revenons souvent à la charge sur ce sujet parce qu'il est essentiel. La bonne administration de la justice est l'une des bases de l'édifice national. Enlevez au peuple sa confiance en la parfaite intégrité des hauts officiers de justice, et vous déclenchez en lui les pires passions, vous préparez l'anarchie..."

Ceci s'ajoute à d'autres griefs que nous avons formulés en temps et lieu. Les officiers des cours de justice sont parfois obligés d'admettre que la même mesure n'est pas également, encore moins aveuglément, répartie entre toutes les catégories de justiciables. L'on entend parler trop souvent de pièces ou de dossiers disparus. Les plunitifs ne sont pas toujours soigneusement tenus et il appert que ce n'est pas la faute des employés du greffe. Suite n'est pas donnée à certains verdicts, après certaines enquêtes, contre des personnages importants. Est-ce mériter l'épithète de dénigreur que de réclamer, avec la conscience populaire, une administration plus prompte et plus sûre de la justice dans les limites de la province?

Qu'a-t-on fait pour trouver le coupable du meurtre de Saint-Féréol? Qu'a-t-on fait pour trouver les voleurs de la brique de cocaïne et les \$35,000.00 d'opium volés au palais de justice? Qu'a-t-on fait pour retrouver les voleurs de dossiers dans nombre de causes auxquelles des ministres et politiciens étaient mêlés? Qu'est-il advenu du Bench-Warrant contre un certain notaire? Qu'a-t-on fait pour exécuter le mandat contre un associé de celui-ci? Le gouvernement n'a-t-il pas reçu des plaintes contre un gardien des archives au palais de justice de Québec? Qu'a fait le procureur général? Le gouvernement, par ses officiers, a employé des repris de justice pour faire des causes contre des citoyens. Il y a, dans la police provinciale, des hommes indignes de confiance. Les bons sont maltraités et mal payés. C'est une des grandes causes des abus qui se commettent. Le gouvernement a-t-il fait faire une enquête sur la prison de Québec par M. Willie Amyot? Quel a été ce rapport? Le gouvernement a déclaré qu'il n'y avait pas eu de sacs

de patates de volés à la prison de Bordeaux. Je défie le gouvernement de produire une déclaration assermentée des autorités de la prison affirmant qu'il n'y a pas eu de vol de patates à la prison de Bordeaux.

Le premier ministre qui, quand cela fait son affaire politique, se montre si soucieux de la réputation de la justice, pourrait-il me dire ce qui a été fait dans notre province pour empêcher que l'on dise aux États-Unis, à l'étranger ce que j'ai lu dans un journal de l'Illinois. Il (M. Sauvé) cite ici un article d'une violence inouïe, affirme-t-il contre le gouverneur de la prison de Bordeaux que l'auteur accuse des pires choses mettant également en cause le shérif de Montréal "qui ne pouvait ignorer les faits" dit le correspondant. Ce journal de l'Illinois accuse également les autorités d'avoir fermé les yeux sur les actes commis par le fonctionnaire visé puis termine par ces mots: "Beau pays que la province de Québec au Canada!"

Je proteste contre cet article du journal le *Socialist*, mais j'en tiens le gouvernement responsable. C'est sa mauvaise administration, c'est son refus obstiné de faire la lumière sur les abus et de prendre les moyens efficaces de les réprimer, de craindre d'y atteindre des amis politiques et de se retrouver lui-même, qui empêchent d'accorder les enquêtes qu'on lui a demandées. La réputation de la province de Québec est l'une des meilleures. Sa population est animée de l'esprit d'ordre. Elle reste attachée au christianisme et à la foi catholique qui sont les meilleures garanties de justice et d'harmonie.

Quand le secrétaire de la police de Montréal a déclaré que des politiciens propriétaires retirent des bénéfices énormes provenant des immeubles servant à des fins de prostitution, pourquoi le procureur général n'a-t-il pas fait faire une enquête pour trouver les coupables? Le secrétaire Bouchard a-t-il été sommé de faire sa preuve devant le procureur général? Il n'a pas été inquiété du tout.

En voilà assez pour le moment. Maintenant, nous allons examiner les détails des dépenses de cette administration. Il (M. Sauvé) commence un long interrogatoire sur chacun des départements de la justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

À la fin de chaque session, en ces dernières années, le chef de l'opposition a pris l'habitude de faire un tel discours et de critiquer l'administration de la justice. Le gouvernement, s'il a été trompé quelques fois, a toujours fait son devoir et tout son possible afin de rendre l'administration de la justice dans le meilleur état possible.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille sept cent trente-huit piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour les juges et commissaires des licences: magistrats de police, Montréal, et constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), prime, escompte et change), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille sept cent cinquante-deux piastres et soixante-six centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cent quatre-vingt-seize piastres et soixante centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., Bibliothèque de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante-quatre piastres et seize centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil) soit: bureau du lieutenant-gouverneur, \$2,000; Conseil exécutif, \$400; département du secrétaire provincial, \$6,000.00; département du Trésor, bureau du trésorier, \$1,500; département du Trésor, bureau des

assurances, \$2,200; département du Trésor, bureau du revenu, \$2,000; département du Trésor, bureau de l'auditeur, \$200; département des Affaires municipales \$1,000; département de la Colonisation, Mines et Pêcheries, \$3,000; département des Travaux publics et Travail, \$1,500; département de l'Instruction publique, \$1,000; ministres sans portefeuille, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un directeur médical des hôpitaux d'aliénés et d'assistance publique, pour dépenses de bureau en sus des montants autorisés par les articles 4384a et 4284c S.R.Q., 1909, (10 George V, chapitre 60), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

L'honorable M. David (Terrebonne) parle de la belle organisation du bureau provincial d'hygiène. C'est à cause de cela, dit-il, qu'il est possible, à chaque minute, de se rendre compte de l'état de la morbidité dans une municipalité quelconque; et c'est pour cela que la santé publique est protégée et que les épidémies sont arrêtées.

M. Poulin (Montréal-Laurier): À mérites égaux et à responsabilité au moins égale, pour ne pas dire plus, le salaire du docteur Pelletier est inférieur de \$2,000 à celui du médecin de santé de la ville de Montréal.

M. Grégoire (Frontenac) parle de la disproportion entre les salaires attachés aux fonctions gouvernementales remplies par des médecins et celles remplies par des avocats. Le médecin est ce que Dieu a fait de plus beau. C'est lui-même un Dieu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle de la nécessité de donner des salaires plus élevés aux médecins travaillant pour le gouvernement.

M. Desaulniers (Chambly) souhaite que le gouvernement accordera l'an prochain une dotation plus importante aux médecins, et que le chef de l'opposition ne s'objectera pas aux dépenses pour la prochaine année, qui risquent d'être plus importantes.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S.R.Q., 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V (1^{re} session), chapitre 27; 2 George V, chapitre 36, 3 George V,

chapitres 37 et 9 George V, chapitre 50, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas cent dix-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles ménagères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'école industrielle laitière de Saint-Hyacinthe, travaux de la ferme et laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-dix-neuf mille six cent vingt-cinq piastres et onze centins soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthierville: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses se rattachant à la perception des licences, des droits sur les successions et des taxes sur les corporations commerciales, etc., S.R.Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387j, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour régistateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1921.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif, sans amendement:

- bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis;

- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec.

Ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif a agréé ses amendements aux

amendements que le Conseil a apportés au bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal, mais avec l'amendement suivant:

"en retranchant le premier paragraphe desdits amendements de l'Assemblée législative."

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés aux amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): propose que l'Assemblée n'insiste pas sur l'amendement.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a adopté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 188 concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.

Possession et transport de liqueurs alcooliques

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun. Les amendements sont lus deux fois.

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Leclerc), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que l'Assemblée législative accepte leurs amendements au bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'elle prie d'agréer.

"1. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Édouard VII, chapitre 63, section 1; 8 Édouard VII, chapitre 85, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 81, section 1; 1 George V, (1^{re} session), chapitre 48, sections 1 et 3 et 1 George V, (2^e session), chapitre 60, section 2, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe *m* tel qu'édicte par ladite loi 1 George V (2^e session), section 2, par le suivant:

"*m*. À compter de la sanction de la présente loi, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun est fixée à un million cinq cent mille piastres, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à ladite cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera chaque année à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de ladite ville, la somme de \$1.35 par cent dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale, ainsi que de toute taxe ou prix de l'eau que ladite cité de Verdun peut autrement imposer à ladite cité de Montréal.

"Cette commutation aura force et effet pour une période de vingt-cinq ans et s'applique aux taxes qui deviendront dues à l'avenir.

"La cité de Montréal est autorisée à fermer toute rue, ruelle ou voie publique, ou partie d'icelle, située sur les terrains qui lui appartiennent actuellement.

"Pour fins scolaires, l'évaluation desdits immeubles durant ladite période est fixée à sept cent cinquante mille piastres.

"2. Retrancher le paragraphe 3."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Chemin de fer de la rivière Madeleine

M. Cannon (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) que, vu que le bill 97 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine, a été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. M. Henry George Carroll (1865-1939) fut député libéral à la Chambre des communes dans la circonscription de Kamouraska (1891, 1896, 1900, 1902) et solliciteur général dans le cabinet de Sir Wilfrid Laurier (1902-1904). Il devint par la suite le premier vice-président de la Commission des liqueurs de la province de Québec (1921-1929), puis lieutenant-gouverneur de la province (1929-1934).

2. M. Georges-Aimé Simard (1869-1953) fut conseiller législatif de la division de Repentigny (1913-1921), le premier président de la Commission des liqueurs (1921 à 1923), puis de nouveau conseiller législatif (1923).

3. \$28,950.85, selon *L'Action catholique* du 19 mars 1921, à la page 16.

4. \$66,000, dans *L'Action catholique* du 19 mars 1921, à la page 16.

5. \$7,000, selon *La Patrie* du 18 mars 1921, à la page 3.

6. *L'Événement* du 18 mars 1921, à la page 7 ajoute que: "M. Authier est un ancien journaliste et le chef de l'opposition ne voulait pas qu'on pût croire qu'il critiquait son ancien confrère."

7. Une vingtaine de députés se levèrent en même temps, selon *L'Événement* du 19 mars 1921, à la page 7.

8. M. Bédard est le seul à voter en faveur de son amendement.

9. Il parle en français, tel que souligne *L'Événement* du 19 mars 1921, à la page 12.

10. Il n'y avait pas cinq (5) députés disposés à demander le vote.

Séance du samedi 19 mars 1921

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Voies et moyens

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme un comité général dans le but de corriger certaines résolutions relatives aux voies et moyens à prendre pour payer les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1921, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,572,517.39.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1922, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$7,910,942.59.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois par la Chambre. Lesdites résolutions sont lues comme suit:

1. Il est résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1921, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,572,517.39.

2. Il est résolu que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1922, il sera permis de tirer du

fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$7,910,942.59.

Lesdites résolutions sont lues une deuxième fois et adoptées.

Subsides

L'honorable M. Mitchell (Richmond) demande la permission de présenter le bill 11 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1921 et le 30 juin 1922 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Mitchell (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Ordonné que le greffier porte de nouveau ce bill à l'Assemblée législative, et informe cette Chambre que le Conseil législatif a agréé les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif, sans amendement:

- bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement;

- bill 191 amendant la loi concernant les propriétaires des maisons employées comme maisons de désordre.

Cathédrale de Chicoutimi

M. Gaudrault (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant du Lac-Saint-Jean (M. Moreau), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi leur soient remboursés.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 11 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1921 et le 30 juin 1922 et pour d'autres fins du service public.

Tancrède Marcil

M. Ashby (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Leclerc), que les droits additionnels qu'a payés le promoteur du bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen lui soient remboursés.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, gentilhomme-huissier à la verge noire, requérant la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill C concernant l'exercice de certains pouvoirs par les compagnies de chemin de fer;

- bill D amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la qualité foncière des conseillers législatifs;

- bill 4 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux divisions d'enregistrement de Montréal;

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries;

- bill 6 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les terres publiques, les bois et les forêts;

- bill 8 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains transports de biens immobiliers;

- bill 9 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920;

- bill 12 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains asiles d'aliénés;

- bill 13 autorisant certains octrois pour fins d'éducation et certains emprunts nécessaires à ces fins;

- bill 14 amendant la loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal;

- bill 15 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'administration provisoire des biens des aliénés non interdits, placés dans les asiles;

- bill 16 ratifiant certains actes de transport de biens de succession sujets à l'impôt;

- bill 17 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Montréal;

- bill 18 amendant les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal de Québec, relativement aux affaires municipales;

- bill 19 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;

- bill 20 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Québec;

- bill 21 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques;

- bill 30 concernant l'enregistrement de bons ou obligations émis sur le crédit de la province;

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec, à l'inspection des beurrieres et fromageries et à la fabrication des produits laitiers;

- bill 43 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les licences;

- bill 49 pourvoyant à la construction et à l'entretien des ponts de l'Île Perrot;

- bill 51 amendant la charte de la cité de Thetford Mines;

- bill 53 amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- bill 57 ratifiant le titre de Denaston Breakey à certaine propriété;
- bill 67 amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans;
- bill 68 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;
- bill 72 amendant la charte de la ville de la Tuque, et lui accordant de nouveaux pouvoirs;
- bill 74 concernant la succession de feu William-Joseph Leduc;
- bill 78 ratifiant le règlement no 286 de la cité de Salaberry de Valleyfield;
- bill 79 amendant la charte de la ville de Saint-Lambert;
- bill 80 autorisant les syndics de la paroisse de Saint-Zéphirin de La Tuque à contracter un emprunt pour la construction d'une nouvelle église, d'une sacristie et d'un nouveau presbytère dans ladite paroisse;
- bill 84 amendant la charte de la cité d'Outremont;
- bill 87 refondant la charte de la ville d'Aylmer;
- bill 88 concernant la fiducie créée par le testament du révérend Joseph-Télesphore Savaria;
- bill 92 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Alphonse d'Youville;
- bill 93 concernant les syndics de la paroisse de Très-Saint-Sacrement (Lachine);
- bill 94 concernant les écoles catholiques de Montréal;
- bill 95 concernant les successions Jacques Blanchard et Sara Déry;
- bill 96 concernant La Société de construction de Montréal;
- bill 100 concernant la charte de la cité de Montréal;
- bill 101 amendant la charte de la cité des Trois-Rivières et l'autorisant à emprunter pour certaines fins;
- bill 104 amendant la charte du village de Petit-Métis;
- bill 105 amendant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie;
- bill 106 concernant la succession de l'honorable Jean-Louis Beaudry;
- bill 107 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi;
- bill 108 refondant et amendant la charte des Prévoyants du Canada;
- bill 109 amendant la loi concernant la reconstruction de la cathédrale de Chicoutimi;
- bill 111 concernant la succession de feu Raphaël Bouchard;
- bill 112 constituant en corporation l'association des ingénieurs-forestiers de la province de Québec;
- bill 113 amendant la charte de Shawinigan Falls et érigeant cette ville en cité;
- bill 115 pourvoyant à l'administration de la succession de feu Thomas Connolly Aylwin;
- bill 117 autorisant Alfred-Octave Fages et John Archibald Fages à procéder au partage de biens substitués;
- bill 119 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 120 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;
- bill 122 amendant la loi constituant en corporation la ville de Montréal-Est;
- bill 123 amendant la loi constituant en corporation la ville de Laval de Montréal;
- bill 129 concernant la ville Saint-Michel;
- bill 130 amendant la charte de la cité de Montréal;
- bill 133 constituant en corporation l'orphelinat apostolique de la Malbaie;
- bill 134 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Louis Chabot à l'exercice de la profession d'avocat, après examen;
- bill 135 amendant la charte et définissant les pouvoirs de *The Winchester Club*;
- bill 136 autorisant le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à admettre Télesphore Dupuis au nombre de ses membres;
- bill 137 régularisant l'état civil de Joseph-Charles-Patrice Guy et autres;
- bill 139 amendant la charte de la cité de Grand'Mère, et permettant la consolidation des fonds d'amortissement de ladite cité;
- bill 140 concernant la Brown Corporation;
- bill 141 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Mathieu;
- bill 143 concernant la succession de feu Michael Joseph Stack;
- bill 144 confirmant le titre aux immeubles connus comme étant les lots numéros 10 et 55 du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, situés dans la ville de Montréal-Est, comté de Laval;

- bill 145 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Tancrède Marcil au nombre de ses membres après examen;
- bill 146 constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;
- bill 148 concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve;
- bill 149 concernant la construction d'édifices religieux dans la paroisse de Saint-Eusèbe-de-Vergeil.
- bill 152 concernant certaines expropriations;
- bill 154 amendant le Code municipal de Québec, relativement à la vérification des comptes municipaux;
- bill 158 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin Corneau, près de Saint-Hyacinthe;
- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Barreau de la province de Québec;
- bill 164 amendant l'article 404 du Code municipal de Québec;
- bill 167 amendant l'article 453 du Code municipal de Québec;
- bill 169 amendant l'article 522 du Code municipal de Québec relativement à l'entretien des chemins municipaux;
- bill 172 amendant l'article 227 du Code municipal de Québec;
- bill 173 détachant certains lots du comté d'Iberville, et les annexant à la paroisse de Sainte-Sabine, dans le comté de Missisquoi, pour fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement;
- bill 175 concernant l'École technique de Sherbrooke;
- bill 177 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux enfants trouvés placés sous la garde de certaines institutions;
- bill 186 concernant les fonds d'amortissement municipaux;
- bill 187 amendant la loi concernant la construction et l'amélioration des chemins dans la province;
- bill 188 concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;
- bill 189 amendant la loi des assurances de Québec;
- bill 191 amendant la loi concernant les propriétaires de maisons employées comme maisons de désordre;
- bill 192 concernant le traitement des recorders;
- bill 193 concernant la nomination des constables et des constables spéciaux;

- bill 194 amendant la loi concernant les jurés en matière criminelle;
- bill 196 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux greffiers et députés-greffiers des appels;
- bill 197 amendant la version anglaise de l'article 1227 du Code de procédure civile;
- bill 198 concernant la pension des magistrats de district;
- bill 199 concernant le contrat passé entre le gouvernement et le chemin de fer Interprovincial et de la Baie James et la Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, relativement à la construction d'une voie ferrée de Kipawa à la rivière des Quinze;
- bill 200 concernant les pensions des officiers publics appartenant au service civil externe;
- bill 201 autorisant le gouvernement de la province à prendre des polices d'assurance collective sur la vie des officiers et employés publics;
- bill 202 amendant l'article 1682 des statuts refondus de Québec, 1888;
- bill 203 concernant la mise en force du cadastre des cantons Matapédia, dans le comté de Bonaventure, et Aumond et Kensington, dans le comté de Hull;
- bill 205 amendant la loi relative à l'entretien des routes provinciales et de certains chemins municipaux et la loi relative à l'entretien des chemins d'hiver sur les routes provinciales;
- bill 206 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au cautionnement des officiers publics;
- bill 207 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains dépôts judiciaires;
- bill 208 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Camille, dans le comté de Bellechasse, et légalisant certains actes la concernant;
- bill 209 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux juges de la Cour supérieure;
- bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de magistrat de district;
- bill 211 amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction spéciale de certains juges;
- bill 212 établissant le service de l'assistance publique de Québec;
- bill 213 amendant la loi de l'instruction publique;
- bill 214 concernant les différends entre employeurs et employés des services publics municipaux;
- bill 215 remplaçant l'article 385*a* du Code de procédure civile;

- bill 216 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux commissions rogatoires étrangères;

- bill 217 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la protection des édifices publics contre les incendies;

- bill 219 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au paiement du lait et de la crème, dans les fabriques de produits laitiers;

- bill 220 concernant l'établissement et le maintien d'une école de laiterie et d'écoles moyennes d'agriculture;

- bill 222 amendant la loi 10 George V, chapitre 79, concernant l'organisation des tribunaux;

- bill 223 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour supérieure;

- bill 224 amendant le Code civil, relativement à certains louages d'ouvrage;

- bill 225 amendant le Code de procédure civile, relativement à la Cour de magistrat de district;

- bill 226 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'inspection des échafaudages;

- bill 227 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes et séances de la Cour supérieure, dans le comté de Témiscamingue;

- bill 228 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les exhibitions de vues animées;

- bill 229 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au traitement des magistrats de district;

- bill 230 établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos, et amendant les statuts refondus, 1909, et le Code de procédure civile;

- bill 232 concernant la protection des animaux pur-sang;

- bill 233 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les véhicules-moteurs;

- bill 234 amendant les statuts refondus, 1909, concernant le service civil;

- bill 235 amendant la loi relative aux bureaux de placement;

- bill 236 autorisant l'achat du sanatorium du Lac Édouard;

- bill 237 amendant la loi concernant la commission des services publics de Québec.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative

s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 11 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1921 et le 30 juin 1922, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la deuxième session de la quinzième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez, au cours de cette session, adopté des lois d'une importance exceptionnelle, et qui touchent à des problèmes vitaux qu'il devenait urgent de résoudre.

L'attention que vous avez apportée à l'étude et à la discussion de ces lois m'a rendu facile la tâche d'y apposer la sanction royale. J'ai confiance que ces lois auront les heureux résultats que vous en attendez.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'incombe de vous remercier d'avoir voté les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses de l'administration publique.

Vous avez l'assurance que les sommes que vous avez ainsi allouées feront l'objet d'un emploi judicieux et profitable.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au milieu des profondes répercussions de la guerre sur la vie de tous les peuples, ce vous sera une pensée réconfortante de constater que la situation économique, financière et sociale de la province de Québec s'améliore constamment. Puisse notre population, par son amour de l'ordre, sa volonté agissante et son courageux labeur, continuer de mériter les abondantes bénédictions de la Providence.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*; cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à midi¹.

NOTE

1. *La Presse* du 21 mars 1921, à la page 15, indique 12 h 30.